



HAL
open science

L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Équateur)

Vaillant Michel

► **To cite this version:**

Vaillant Michel. L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Équateur). Géographie. AgroParisTech, 2013. Français. NNT: . tel-00954338

HAL Id: tel-00954338

<https://theses.hal.science/tel-00954338>

Submitted on 1 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Doctorat ParisTech

THÈSE

pour obtenir le grade de docteur délivré par

L'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (AgroParisTech)

Spécialité : Agriculture comparée

présentée et soutenue publiquement par

Michel VAILLANT

le mercredi 4 décembre 2013

L'ARAIRE OU LA BARQUE

**Migrations, mondialisation et transformations agraires
en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Equateur)**

Directeur de thèse : **Marc DUFUMIER**

Jury

Mme. Claire AUBRON, Maître de conférences, Montpellier SupAgro

Mme. Geneviève CORTES, Professeure, Université Montpellier III

M. Marc DUFUMIER, Professeur émérite, Institut AgroParisTech

M. Luciano MARTÍNEZ VALLE, Enseignant-chercheur, FLACSO Equateur

Mme. Évelyne MESCLIER, Directrice de recherche, IRD UMR 8586 Prodig

Examinatrice

Rapporteure

Directeur de thèse

Président

Rapporteure

Aux paysanneries des montagnes
du monde. *Pacha mama urkupi kawsak
ayllukunaman.*

Aux familles paysannes cañaris
des Andes équatoriennes. *Ecuador urkupi
kañari ayllukunaman*

REMERCIEMENTS

Fin 2008 : nuit tombante et brumes épaisses descendant des hautes pelouses d'altitude, aux abords d'une de ces imposantes bâtisses *iony*, en surplomb d'une forte pente enherbée. Je m'entretiens avec Mama Transo, vieille dame alerte et patiente, vêtue d'une *pollera* de laine et d'une *wallkarina* lui recouvrant les épaules, et dissimulant sous le feutre blanc typique de la haute vallée du Cañar un visage buriné par les années et les affres de la montagne. De l'autre côté du chemin, des badauds curieux de la scène s'entretenant en quichua, à part. Le temps de formuler une question plus complexe au jeune interprète et Mama Transo avait disparu dans les brumes. Clac, comme ça, l'instant apparent d'un claquement de doigts. Ni les badauds, ni l'interprète, ni la petite-fille de l'ancienne immobile devant l'imposant portail de la bâtisse, ni moi-même, ne la vîmes partir, disparaître, « transportée » (selon certains) vers un ailleurs par *Urcuyaya*, l'esprit de la montagne. L'entretien, passionnant au demeurant, est resté jusqu'à ce jour inachevé. Je ne sais, depuis lors, ce qu'il est advenu de Mama Transo. Mais je garde bien au fond de moi ce laps de quelques secondes (minutes ?), cette scène apparemment irrationnelle qui émousse la curiosité tout en suscitant la plus grande humilité du chercheur et la certitude de ne percevoir, au bout du compte, qu'un fragment de l'immense richesse d'une société et des rapports que celle-ci entretient depuis des siècles avec son milieu.

Impressions qui se rapprochent de ce que Michel Agier [2004] écrit à propos du métier d'ethnologue : « Pour chacun [chaque chercheur], une ou deux questions-phares, récurrentes ou évolutives, font renouveler sans cesse les interrogations, les enquêtes et les étonnements. Un double [*Urcuyaya* ?] porte ces questions, comme un *alter ego*. Un peu moqueur, il a toujours une question d'avance sur ce qu'on vient de trouver, et il marche, comme le poète voyageur, les semelles devant. C'est lui qui donne la cadence et l'entrain, l'enthousiasme et le bonheur de la recherche, l'excitation de quelques découvertes qui soudain "font sens". Sa disparition peut rendre morne, apathique, un peu perdu : on ne sait plus ce qu'on cherche. Puis on le retrouve après l'avoir oublié, c'est comme le fil d'Ariane d'une pensée ininterrompue mais labyrinthique, avec ses allées principales, ses chemins de traverse, ses raccourcis et ses impasses, ses pistes secrètes aussi, et d'autres voies escarpées qu'on parcourt pour un temps, seul ou en cordée ».

Parvenu au soir de ce manuscrit, la dernière image que je garde de cette recherche doctorale se révèle être (au sens photographique du terme) une gigantesque mosaïque de visages, de gestes, de paroles, de pensées, de vies, qui m'ont permis d'agencer les pièces d'un grand puzzle, d'une histoire dont je reste évidemment seul responsable du résultat final, de ses manques et de ses insuffisances. C'est envers tous ces gens, qui sont visages, paroles, regards et pensées que je suis aujourd'hui grandement redevable. Et tout d'abord, car la recherche ne serait rien si elle n'était profondément enracinée au sein de la société *avec* laquelle (plutôt que sur laquelle) on prétend « travailler », l'ensemble des paysannes et paysans qui ont bien voulu me consacrer de leur temps si précieux, ouvrir leur exploitation agricole et s'entretenir de leurs métiers et modes de vie, partager leurs repas et leurs savoirs. Qu'ils veuillent bien me pardonner d'avoir sans aucun doute arasé et affadi l'histoire et l'« agri-culture » de leur si riche société. Je tiens aussi à exprimer ma profonde gratitude à toute l'équipe du CEDIR pour son accueil chaleureux, ses précieux conseils et les discussions stimulantes nourries par la fine connaissance que ses différents membres ont du terrain et de la proximité qu'ils cultivent avec les acteurs locaux, en somme un réservoir de connaissances et d'expériences dans lequel j'ai abondamment puisé.

Mes remerciements vont aussi aux passeurs de sens, terme emprunté à Marcel Hénaff [2008] qui l'emploie à propos de Claude Lévi-Strauss. Passeurs qui, chacun dans leur registre, m'ont éveillé à la primauté du terrain et de la parole paysanne, encouragé à la rigueur et à la méthode, invité à la confrontation des idées et au questionnement sans relâche, encouragé à l'exigence du sens des mots et à la modestie du chercheur face à son objet de recherche. Parmi eux, Marc Dufumier, qui n'a pas seulement rendu ce travail possible mais, par sa disponibilité inconditionnelle, par ses idées et par ses enseignements qui résonnent ici vivement, a très largement contribué à faire de cette recherche un moment intellectuel particulièrement stimulant. Je ne saurais dire aussi la dette que j'ai envers Pierre Gassel, Geneviève Cortes, Luciano Martínez et Jaime Idrovo, ces passeurs capables d'éclairer, par le souci du partage des savoirs et l'exigence scientifique qui les caractérisent, nombre de traits saillants des transformations passées et présentes de l'agriculture de la haute vallée du Cañar. Je n'oublie pas Miguel Caguana, précieux compagnon de cordée grâce auquel les plongées régulières effectuées dans la quotidienneté de sa terre cañari se sont révélées d'une grande fertilité.

Enfin, la recherche n'aurait pu être menée à son terme sans famille¹ et belle-famille, à commencer par Juliette à qui j'exprime toute ma gratitude pour son soutien sans faille. Puisse cette époque pleinement accaparée et rarement apaisée laisser enfin place à une nouvelle ère moins tourmentée et resserrée autour de ceux qui nous sont si chers.

¹. Gaël et Odile(s) Vaillant, en particulier, ont bien voulu accepter la tâche ingrate et pénible de corriger et d'améliorer la rédaction du manuscrit : qu'ils en soient ici grandement remerciés.

La recherche doctorale qui fait l'objet du présent manuscrit fut conduite au sein de l'institut français d'Etudes andines (IFEA), unité mixte des instituts français de l'Etranger, relevant conjointement du centre national de la Recherche scientifique et du ministère français des Affaires étrangères et européennes : Umifre 17 MAE-CNRS USR 3337 Amérique latine. Le siège administratif de l'IFEA a pour adresse : Avenida Arequipa 4500, Lima 18 – Perú.

Cette recherche a bénéficié de l'encadrement académique et institutionnel et compté avec l'appui logistique des partenaires suivants :

1. *Centro de Desarrollo e Investigación Rural (CEDIR)*, organisation non gouvernementale équatorienne chargée, en collaboration avec des institutions internationales de développement (AVSF, PROTOS), de l'identification, de l'exécution et de l'évaluation de projets de développement (agricole et rural) dans les Andes australes de l'Equateur. Adresse : Av. Ordóñez Lazo y Jacarandá, Edificio Puertas del Sol, planta baja, oficina 5, Cuenca – Ecuador. Mél : cedir@etapanet.net.
2. Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF), association française de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, qui agit depuis 1977 pour soutenir l'agriculture paysanne. Adresses (France) : 18, Rue de Gerland, 69007 Lyon/45 bis, Avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex. URL : <http://www.avsf.org>.
3. *Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria en el Ecuador (SIPAE)*, plate-forme interinstitutionnelle réunissant des entités issues de l'enseignement, de la recherche et de la société civile. Adresse : Edificio Facultad de Ciencias Agrícolas, piso 2, oficina 414, Ciudadela Universitaria, Universidad Central del Ecuador, Apartado postal 17-10-7169, Quito – Ecuador. URL : <http://www.sipae.com>.
4. *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO, sede Ecuador)*, Programa académico en desarrollo territorial. Adresse : La Pradera E7-174 y Av. Diego de Almagro, Quito – Ecuador. URL : <http://www.flacso.org.ec>.

Cette recherche doctorale a donné lieu à plusieurs publications :

Gasselin, P., Vaillant, M. et Bathfield, B. (2012). The activity system: a position paper. In IFSA (Ed.), 10th European IFSA Symposium "Producing and reproducing farming systems: New modes of organisation for the sustainable food systems of tomorrow". Aarhus University (Denmark), 1-4 July 2012.

Gasselin, P. et Vaillant, M. (2010). La migración como elemento clave de los sistemas de actividades campesinos para enfrentar incertidumbre. Análisis comparativo de dos regiones rurales andinas (Bolivia, Ecuador). In III Congreso Mundial de la Quinoa, Oruro (Bolivia), March 16-18, 2010.

Vaillant, M. (2009). *De nécessaires approches plurisectorielles pour aborder le devenir des agricultures familiales des Andes*. Grain de sel, n° 45, décembre 2008-février 2009 : 16-17. Paris : Inter-Réseaux Développement Rural.

- Vaillant, M. (2008a). Más allá del campo: Migración internacional y metamorfosis campesinas en la era globalizada. Reflexiones desde el caso rural de Hatun Cañar (Andes ecuatorianos). *In: Territorios en mutación: Repensando el desarrollo desde lo local* (Martínez, L., Comp.), pp. 229-251. Quito: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales - Sede Ecuador.
- Vaillant, M. (2008b). Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la micro-verticalidad agro-ecológica a los archipiélagos de actividades. *In: Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (Godard, H. & Sandoval, G., Eds.), Actes & Mémoires, Tomo 17, pp. 103-134. Lima: Institut Français d'Etudes Andines, Programa de Investigación Estratégica en Bolivia, Institut de Recherche pour le Développement.
- Vaillant, M., Cepeda, D., Gondard, P., Zapatta, A. et Meunier, A. (Eds.) (2007). *Mosaico agrario: Diversidades y antagonismos socio-económicos en el campo ecuatoriano*, 318 p.; Quito: Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria del Ecuador, Institut de Recherche pour le Développement, Institut Français d'Etudes Andines.
- Lacour, M. et Vaillant, M. (2007). Subir al páramo o bajar a la ciudad: Paradoja de una agricultura minifundista en la Sierra central ecuatoriana. *In: Mosaico agrario: Diversidades y antagonismos socio-económicos en el campo ecuatoriano* (Vaillant, M., Cepeda, D., Gondard, P., Zapatta, A. & Meunier, A., Eds.), 318 p.: 93-123; Quito: Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria del Ecuador, Institut de Recherche pour le Développement, Institut Français d'Etudes Andines.

RESUME

Au seuil du XXI^e siècle, l'Equateur fut frappé par une série d'évènements de diverses natures dont les effets cumulés le plongèrent dans la période économique la plus sombre de son histoire républicaine. Corollaire : entre 1998 et 2000, trois cent mille Equatoriens quittèrent officiellement le pays. Ce « séisme » migratoire concerna même des lieux dont on aurait pu penser qu'ils en seraient pourtant restés à l'écart. Tel fut le cas de la haute vallée du Cañar, marge rurale andine où l'émigration, de par sa promptitude et son ampleur, avait alors tout du signe avant-coureur de l'exode et du retour du milieu à la nature. Mais quels sont les processus socio-historiques qui ont abouti à un si vaste mouvement migratoire ? Quelles sont les raisons qui ont incité des centaines de paysans à émigrer ? Quels sont, au bout du compte, les effets d'un tel évènement sur l'agriculture, la société et le milieu ? Telles sont les questions qui sont abordées, de façon systémique, dans la présente recherche.

Nous soutenons la thèse qu'en dépit des profondes transformations observées depuis un demi-siècle dans cette région de haute montagne, pauvre et à vocation éminemment agricole, rien n'a fondamentalement changé dans les modalités concrètes de développement : le « séisme » migratoire résulte de, et nourrit en même temps, une crise profonde de l'agriculture paysanne, crise qui plonge ses racines dans les structures sociales instaurées dès les premiers temps de la colonisation espagnole. Aussi, penser le développement agricole de cette région, dans sa dialectique avec le fait migratoire, implique de traiter son avenir, certes dans sa propre histoire, mais également dans celle, qui lui est intrinsèquement liée, de la mondialisation.

Mots-clés : agriculture paysanne ; Andes ; combinaison d'activités ; développement agricole ; Equateur ; migration ; mondialisation ; montagne ; pluriactivité ; système agraire ; système d'activité.

ABSTRACT

The plough or the boat. Migration, globalization and changes in agrarian practises in the southern Andes of Ecuador.

On the threshold of the 21st century, Ecuador was hit by a series of diverse events, the cumulative effects of which plunged it into the darkest economic period in the history of the republic. As a result, 300,000 Ecuadorians officially left their country between 1998 and 2000. This migratory ‘earthquake’ reached even the most rural areas which might have been expected to be spared. Such was the case of the remote Andean highland valley of Cañar, where the suddenness and extent of emigration seemed at the time to foreshadow a rural exodus that would leave arable land abandoned to nature.

What were the socio-historical forces that lay behind such a vast wave of migration? What motivated the decision of hundreds of peasants to emigrate? And what has been the ultimate impact of these events on local agriculture, communities and the natural environment? This research paper sets out to tackle these questions using a systemic analysis approach.

We argue that despite the profound changes seen over the last half-century in this mountain highland region, which is poor and predominantly agricultural, nothing has fundamentally changed in actual methods of development. This migratory ‘earthquake’ resulted from, and at the same time aggravated a profound crisis in peasant farming – a crisis itself rooted in social structures which were introduced in the early days of Spanish colonization. Hence, any study of this area’s agrarian development and its dialectical interplay with the fact of migration, must involve consideration of its future, not just in relation to its own history, but also in relation to the history of globalization with which it is intrinsically linked.

Key-words: activity system; agrarian system; agricultural development; Andes; combination of activities; Ecuador; migration; globalization; mountain; multi-activity; peasant farming.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	2
RESUME.....	6
ABSTRACT.....	7
TABLE DES MATIERES.....	8
INTRODUCTION. MIGRATION INTERNATIONALE ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE : UNE DIALECTIQUE DE LA MONDIALISATION ?	12
CHAPITRE PREMIER. LE PAYS DE HATUN CAÑAR : LA MONTAGNE AUX CONTRASTES.....	26
1.1. De nœuds et d’entaille : géomorphologie d’une montagne équatoriale	28
1.1.1. Un relief de pentes et de replats chahuté par la tectonique	28
1.1.2. Une diversité de microclimats de type équatorial	31
1.1.3. Un dense réseau hydrographique	38
1.2. La distribution de sols fragiles selon une climatoséquence.....	41
1.2.1. Les vertisols développés sur roches sédimentaires anciennes.....	41
1.2.2. Les andosols dérivés de cendres volcaniques récentes	42
1.2.3. Autres types de sols, intergrades ou davantage influencés par la topographie.....	42
1.3. Des écosystèmes étagés aménagés par l’Homme.....	43
1.3.1. Le <i>bas-pays</i> : un paysage soigné de clos et d’ouverts.....	45
1.3.2. <i>Páramos</i> : un écosystème typique des Andes septentrionales.....	50

1.3.3. La corniche : un écosystème de transition, aux seuils « floutés »	53
Conclusion chapitre 1. Les paradoxes d'un paysage agraire : un effet « migration » ?	55
CHAPITRE 2. AUX RACINES DE L'AGRICULTURE DE HATUN CAÑAR : GENESE ET TRANSFORMATIONS D'UNE SOCIETE AGRAIRE ANDINE	58
2.1. Echanges économiques et complémentarité écologique à l'époque précolombienne.....	60
2.1.1. Hatun Cañar, une puissante chefferie ethnique	60
2.1.2. Vers une intégration à l'Empire inca.....	70
2.2. Sous la Couronne d'Espagne, les origines de la grande transformation	77
2.2.1. Conquête, démographie et mobilité spatiale	77
2.2.2. Déstructuration de l'organisation sociale précolombienne	79
2.2.3. La « fabrique » d'une agriculture duale	85
2.3. L'enjeu paysan sous la République (1822-1960).....	92
2.3.1. Vive l'Indépendance ! Intégration économique et marginalisation sociale	93
2.3.2. Au rythme des crises et des essors du capitalisme international	104
2.4. Le grand bond dans le marché mondial	122
2.4.1. L'espoir furtif des « vingt prometteuses » (1961-1981).....	122
2.4.2. Là où mène la voie du « libre »-échange (1982-2000).....	139
2.4.3. L'Equateur au tournant du troisième millénaire : Le « moment Mahuad »	153
Conclusion chapitre 2. Un système agraire historiquement ouvert	158
CHAPITRE 3. COMPRENDRE L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE DANS SA DIALECTIQUE AVEC LE FAIT MIGRATOIRE : CONCEPTS ET METHODES	161
3.1. La combinaison d'activités : une notion à préciser, un choix à justifier.....	164
3.1.1. Activité : de quoi parle-t-on ?	164
3.1.2. Privilégier la notion de combinaison d'activités à celle de pluriactivité.....	166
3.1.3. Comment traiter la migration dans l'étude d'une agriculture « combinée » ?	166
3.2. De la combinaison d'activités au système d'activité	169
3.2.1. Le système d'activité : ébauche d'une proposition conceptuelle	170
3.2.2. Le système de production agricole et ses composantes	182
3.2.3. L'emboîtement d'échelles : considérer les niveaux d'organisation supérieurs.....	184
3.3. Du concept à la pratique : points de méthode	186
3.3.1. Une méthode partant du terrain.....	186
3.3.2. Les modalités pratiques.....	188

3.3.3. Limites et atouts d'une méthode de terrain	189
CHAPITRE 4. DES PAYSANS ET DES PRATIQUES : L'AGRICULTURE HATUN-CAÑARI AU TEMPS DE L'EMIGRATION CLANDESTINE	191
4.1. Précisions préliminaires sur quelques notions fondamentales	193
4.1.1. Qu'entend-on par intensification ?	193
4.1.2. La substituabilité des moyens de production : différencier selon les familles	194
4.1.3. Autoconsommation, échange et accumulation : des finalités non exclusives	195
4.2. Végétaux et animaux : des espèces aux pratiques	196
4.2.1. Mosaïque de cultures minutieusement agencées dans le temps et les étages	196
4.2.2. Cobayes en cuisine, alpagas en altitude et d'autres animaux dans l'intervalle	221
4.3. Trajectoires récentes des exploitations agricoles de Hatun Cañar	245
4.3.1. Des exploitations minifundiaires affectées au premier chef par l'émigration	248
4.3.2. La spécialisation croissante des exploitations familiales marchandes	253
4.3.3. La main-d'œuvre salariée en clé de voûte des exploitations patronales	258
4.3.4. L' <i>hacienda</i> en voie de démembrement	262
4.4. Les transformations agraires contemporaines à l'échelle du petit pays	263
4.4.1. Du « rififi » dans les rapports sociaux de production	263
4.4.2. Substitution du capital au travail et dépendance accrue à l'égard de l'extérieur	265
4.4.3. La question cruciale de la reproduction de la fertilité des écosystèmes cultivés	270
Conclusion chapitre 4. Révolution laitière ou simple ajustement du système agraire hérité des « vingt prometteuses » ?	273
CHAPITRE 5. AU-DELA DES CHAMPS : UNE CONSTELLATION D'ACTIVITES COMBINEES A L'AGRICULTURE	276
5.1. Etudier l'agriculture dans la sphère économique qui l'englobe	277
5.1.1. Catégoriser pour rendre intelligible la nébuleuse d'activités « extérieures »	277
5.1.2. Trois grands ensembles d'activités « extérieures » à l'exploitation agricole	279
5.2. La pollera, le bâti, le camion : vers quel type d'économie au petit pays ?	282
5.2.1. Des activités indépendantes, valorisant le milieu et le patrimoine local	282
5.2.2. Une économie locale dominée par les services et le commerce	296
5.2.3. Avec l'expansion du marché du travail, salariat et insécurité progressent	308
5.3. Quand l'émigration donne le ton des transformations du petit pays	316
5.3.1. Combinaison d'activités : des configurations variables selon les familles	317

5.3.2. Agriculture et activités « extérieures » : complémentarités et concurrences	324
5.3.3. Espace et société : de nouveaux points de rupture au sein du système agraire ?	332
Conclusion chapitre 5. Vers la fin des paysans ?	339
CHAPITRE 6. SURVIVRE DANS LES MARGES	342
6.1. Mesurer et comparer les performances économiques : méthode	344
6.1.1. La modélisation des performances économiques	344
6.1.2. Création de richesse et formation du revenu	346
6.1.3. Calculer et comparer les productivités du travail	354
6.2. Sous l'écume migratoire, la crise sans fin de la paysannerie	358
6.2.1. Des performances économiques contrastées	358
6.2.2. L'alliance « mortifère » de Doha et du <i>USA Patriot Act</i>	377
6.2.3. La paysannerie tiendrait-elle son « remède » dans l'émigration ?	383
6.3. Prospective : un développement partant de l'agriculture	393
6.3.1. De la contribution de Hatun Cañar à la souveraineté alimentaire de l'Equateur	395
6.3.2. Pour une redistribution des ressources et une régulation de l'économie	398
6.3.3. Pour la promotion d'une agriculture biologique en circuits courts	406
6.4. Penser le développement de Hatun Cañar dans son « environnement »	413
6.4.1. La communauté andine : éclatement ou ajustement à la mondialisation ?	414
6.4.2. Politique : des marges étroites pour l'Equateur	418
6.4.3. Promouvoir la diversité : « cultiver » les pratiques, valoriser les patrimoines	423
Conclusion chapitre 6. De l'utopie d'une autre mondialisation	434
CONCLUSION. L'ARAIRE OU LA BARQUE	437
BIBLIOGRAPHIE	445
GLOSSAIRE	474
LISTE DES ABREVIATIONS	482
LISTE DES ILLUSTRATIONS	484
LISTE DES ANNEXES	488

Sauf mention spécifique, les illustrations figurant dans le manuscrit sont de l'auteur. N'accompagnant que la première occurrence, l'astérisque () qui suit certains termes et notions essentiels évoqués renvoie au glossaire qui les répertorie en fin d'ouvrage.*

INTRODUCTION

Migration internationale et développement agricole : une dialectique de la mondialisation ?

Imaginons :

An 2124. Haute vallée du Cañar, Andes australes de l'Equateur.

Les archéologues María Clara Huerta Guamán (Casa de la Cultura Ecuatoriana) et Wong Li Ming (Art Museum, The Chinese University of Hong Kong) ont récemment initié une mission dans une vallée interandine du sud de l'Equateur. Cette mission fut lancée à la suite de la « découverte », par des pasteurs de la province voisine, de constructions à étages, en ciment et fers à béton. Ces vestiges étaient entièrement pris dans l'épaisseur d'un profond couvert végétal, au milieu d'un paysage pentu, fermé et inhabité par l'Homme. Cette « découverte » archéologique pourrait apporter des éléments nouveaux sur les raisons mystérieuses du brusque effondrement d'un peuple de haute montagne. Les premières hypothèses de l'équipe de scientifiques rapprocheraient la présence de ces vestiges à des écrits datant du début du troisième millénaire retrouvés incomplets, dans lesquels il était, semble-t-il, question d'une prompte et massive émigration de paysans indiens vers d'autres régions du monde...

Si le ton somme tout léger de ce récit imaginaire introductif peut prêter à sourire et la vision cataclysmique qu'il véhicule caricaturer exagérément des cas d'effondrement passés [Diamond, 2006], il reste que l'Equateur connut bien, au seuil du XXI^e siècle, un véritable « séisme » migratoire : près de trois cent mille Equatoriens quittèrent officiellement¹ leur pays entre 1998 et 2000 (fig. 2). L'évènement concerna même des lieux dont on aurait pu penser qu'ils en seraient pourtant restés à l'écart, comme les zones rurales andines pauvres à vocation éminemment agricole [Martínez, 2005]. Tel fut le cas de la communauté Sisid —logée dans la haute vallée du Cañar— dont la migration² vers l'étranger, d'une promptitude et d'une ampleur sans précédent (fig. 1), a pu avoir, aux yeux de certains observateurs, tout du signe avant-coureur de l'exode rural et du retour du milieu à la nature. Probablement en fut-il de même dans d'autres campagnes andines du sud de l'Equateur, bien qu'avec une plus grande précocité dans certains cas et selon des modalités parfois très différentes du fait de caractéristiques agro-écologiques et socio-économiques propres à chacune d'elles.

Figure 1. Emigration au sein de la communauté Sisid (1991-2007)
Source : Caguana [2008a]

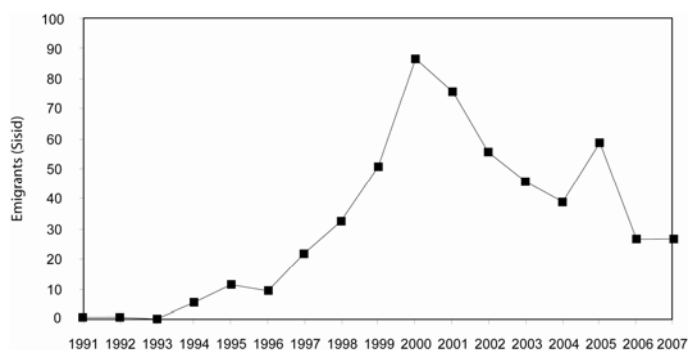
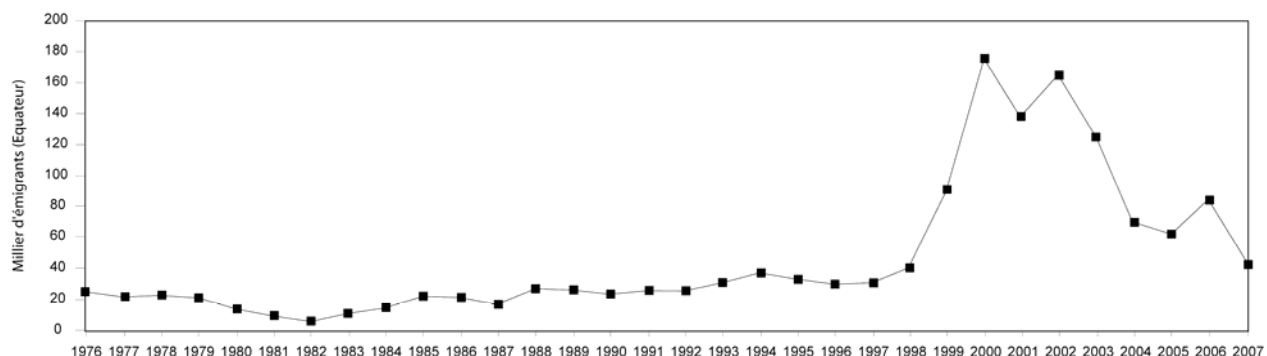


Figure 2. Emigration nationale (1976-2007)
Source : Direction nationale de la Migration
Elaboration : Herrera [2008a]



¹. Les statistiques, fournies par la direction nationale des migrations, renseignent sur le nombre d'Equatoriens ayant effectivement quitté le territoire national, en soustrayant les entrants aux sortants. Tous les auteurs s'accordent toutefois à reconnaître que cette base de données sous-estime les chiffres réels, du fait de la non comptabilisation des sorties par voie non officielle [Herrera, 2008a].

². La migration* est ici entendue dans son sens premier, à savoir un « mouvement de personnes traversant une certaine limite afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence » [Domenach et Picouet, 1995 : 8], mouvement à l'origine de transferts plus ou moins brutaux d'un type d'espace vers un autre (du rural à l'urbain), d'un secteur vers un autre (de l'agricole vers le secondaire ou l'informel), d'une fonction vers une autre (du paysan au salarié) » [Cortes, 2002 ; Phélinas, 2002].

Ces campagnes connaissent, depuis le temps des réformes agraires voici un demi-siècle, toute une série d'évènements dont le récent « séisme » migratoire ne serait que le dernier avatar en date : appauvrissement des couches sociales les plus défavorisées au premier rang desquels figurent les paysans minifundistes, marginalisation croissante d'espaces reculés et mal desservis, dislocation des institutions andines traditionnelles, altération de la souveraineté alimentaire, déclin démographique par endroits, mais aussi perte de biodiversité, dégradation des écosystèmes et plus généralement menaces sur les ressources naturelles.

L'agriculture*, en particulier paysanne¹, reste, dans ces campagnes, un secteur d'activités de premier plan. Et si subsiste une relative diversité des modes d'exploitation du milieu (maïs associé, production de fruits et légumes destinés à la ville), la tendance des dernières décennies est à la simplification des écosystèmes, à l'essor de l'élevage bovin laitier et à l'avancée d'un front fourrager : une tendance qui est allée de pair avec un mouvement général d'urbanisation, de développement des transports et des infrastructures, de politiques publiques d'ouverture croissante du marché intérieur à la concurrence. L'essor de l'élevage bovin laitier, qui fait un moindre usage relatif de main-d'œuvre, n'est peut-être pas étranger aux mouvements migratoires —fait partagé à l'échelle des Andes australes de l'Equateur— qui justement « s'en nourrissent ». On peut alors se demander si l'émigration n'infléchirait pas, par sa nature, ses directions et ses causalités, l'essor de l'élevage bovin laitier ? Ou ne serait-ce pas, au contraire, l'essor de ce type d'agriculture qui, par ses modalités concrètes, se trouverait à l'origine de ces vastes mouvements migratoires ? Convenons que l'ordre des enchaînements de cause à effet a tout du dilemme bien connu de qui, de la poule ou de l'œuf, est venu en premier ! Faut-il impérativement trancher ce dilemme ? Ne serait-il pas plus prometteur de faire de la dialectique de ces deux processus un objet de recherche scientifique en tant que tel ? C'est en tout cas ce que nous nous proposons de faire ici, tant il nous paraît illusoire de vouloir comprendre le développement² agricole sans l'appréhender dans le temps, dans l'espace (physique, social, économique, politique...) mais aussi dans le rapport dialectique qu'il entretient avec le fait migratoire. Le développement agricole, nous l'entendons comme « un changement progressif du processus de production agricole allant dans le sens d'une amélioration du milieu cultivé, des outils, des matériels biologiques (plantes cultivées et animaux domestiques), des conditions du travail agricole et de la satisfaction des besoins sociaux » [Mazoyer, 1987 : 15].

¹. L'agriculture est « la pratique par laquelle des hommes et des femmes domestiquent les processus écologiques pour produire certaines matières végétales ou animales utiles à la société » [Dufumier, 1986 : 7]. L'agriculture paysanne est « l'agriculture pour la mise en œuvre de laquelle prédominent des exploitations familiales dont les responsables ont hérité de leurs parents une fine connaissance des caractéristiques agro-écologiques de la région (du « pays ») dans laquelle ils opèrent » [Dufumier, 2004 : 575].

². Le développement* sera entendu comme « un processus de transformation des techniques et des structures économiques, politiques et sociales qui engendre le recul de la pauvreté, l'augmentation du niveau de vie et d'éducation, l'allongement de l'espérance de vie » [Généreux, 2005 : 247] (cf. glossaire pour une mise en perspective de la notion de développement avec celle de croissance).

De cet objet de recherche découle deux ensembles de questions qui sont liés l'un à l'autre de façon inextricable :

- (i) Quelles sont les causes de cette migration internationale ? Les transformations de l'agriculture (l'évolution des modalités de développement agricole) n'auraient-elles pas leur part dans le choix de nombreux paysans d'émigrer ?
- (ii) Quels sont les effets, en retour, de la migration sur l'agriculture, la société et le milieu ? En quoi est-elle susceptible de modifier les pratiques agricoles et les rapports que les paysans entretiennent entre eux, avec les autres et avec le milieu ? Contribue-t-elle, au bout du compte, à infléchir le développement agricole des régions d'origine ?

Pour le géographe Clark Gray [2008], l'agriculture paysanne de l'extrême sud de l'Equateur andin devrait globalement se maintenir dans sa forme actuelle, malgré d'intenses mouvements migratoires et des flux importants d'argent en provenance de l'étranger¹ : un point de vue que le géographe Brad Jokisch [1998] avançait déjà dix ans plus tôt sur l'agriculture des hautes vallées du Paute et du Cañar. Au contraire, d'autres auteurs (issus de disciplines différentes) voient, dans les mouvements migratoires vers l'étranger, l'aggravation d'une crise apparemment sans fin qui affecte les paysanneries de la haute vallée du Cañar [Colpari, 2011 ; Caguana, 2008a ; Rebaï, 2008 ; Martínez, 2005], des vallées proches de la capitale régionale, Cuenca [Rebaï, 2012 ; Chanclud, 2009 ; Dumas et Laurent, 2008 ; N'Guyen, 2008 ; Deslandes et Micoulaud, 2006] ou encore celles de la moyenne vallée du Paute [Minga, 2006].

Ces points de vue (hétéroclites, pour des raisons diverses²) se distribuent le long d'un arc aux extrémités desquelles on serait tenté d'ancrer les théories de l'économiste Arthur Lewis d'une part, et du philosophe Karl Marx d'autre part. Ces théories —qu'il s'agit bien évidemment de resituer dans leur époque et le « terreau intellectuel » dans lequel elles plongent leurs racines [Passet, 2010]— bornent un débat toujours aussi vif. Si le premier avançait qu'émigration et développement de la région de départ allaient de pair³, le second voyait dans le fait migratoire la

¹. “Taken together, these shifts [hired labor, chemical input] do not represent a dramatic transformation, and it appears that smallholder agriculture in the study area is likely to continue in a similar form despite large out-flows of population and in-flows of remittances, highlighting the flexibility and resiliency of rural livelihoods in the face of significant economic and demographic change” [Gray, 2008 : 142].

². Manière d'observer une réalité (hypothèses, concepts et outils méthodologiques, durée de la recherche) ; caractéristiques et dynamiques propres à chaque région d'étude (conditions agro-écologiques, rapports ville-campagne, modalités d'accès aux ressources, modes d'organisation, héritages socio-économiques, ancienneté et forme des migrations observées, entre autres).

³. Pour l'économiste Arthur Lewis [1954] —lauréat en 1979, avec Theodore Schultz, du prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, pour ses travaux en économie du développement—, l'économie des pays du « tiers-monde » est duale, avec un secteur « traditionnel » fondé sur un mode de production domestique (agriculture paysanne et activités informelles) et un secteur « moderne » qui fonctionne sur le mode capitaliste (industries). Le premier se caractérise par une productivité marginale du travail faible (voire nulle), un sous-emploi structurel de la force de travail (chômage déguisé) et une démographie vigoureuse. Dans le second, la productivité marginale du travail est positive et croissante, du fait de l'accumulation de capital

conséquence directe d'un processus d'expropriation et de prolétarianisation de millions de paysans contraints de se déplacer vers les villes et les industries en plein essor pour espérer subvenir à leurs besoins. C'est au cœur de ce débat que se loge la thèse* que nous soutenons. Cette thèse, c'est qu'*en dépit du processus de transformation à l'œuvre depuis un demi-siècle, rien n'a fondamentalement changé dans les modalités concrètes de développement agricole des marges* andines du sud de l'Equateur*. En effet, l'évolution apparemment rapide de l'agriculture pratiquée dans ces marges, les profonds changements opérés dans le milieu ou les événements marquants (tel le récent « séisme » migratoire) n'en dissimulent pas moins la persistance de structures socio-économiques héritées du passé, l'émigration signifiant, d'abord, l'absence d'alternatives économiques locales dans les régions de départ. Mais, serrons la thèse de plus près en avançant que, si certains paysans émigrent parce qu'ailleurs c'est plus rentable, la majorité d'entre eux le font contraints, parce que paupérisés. Cela revient à s'interroger sur les conditions qui ont permis qu'à un moment donné, certains « choisissent » d'affecter leur force de travail —*via* la migration— à telle activité et dans tel lieu. Cela invite aussi au débat, plus général, portant sur les mouvements migratoires internationaux.

Ces mouvements génèrent dans les sociétés, qu'elles soient origine, destination et/ou transition, tout un éventail de sentiments parfois vifs et contradictoires, *a fortiori* en période de crise. Dans les pays à haut niveau de revenus —dont 12 % polarisent à eux seuls trois-quarts des déplacements [PNUD, 2009]— des politiques de plus en plus restrictives sont adoptées, malgré des résultats plutôt mitigés [Niel, 2011 ; Sassen, 2010]. Car si le nombre et la longueur des murs érigés aux frontières sont sans précédent dans l'histoire [Quétel, 2012], les émigrants n'ont jamais été aussi nombreux (en valeur absolue¹) : un véritable paradoxe tapi au cœur de tous ces drames humains que les médias manquent rarement de relayer, chiffres percutants et images souvent morbides à l'appui, tel le massacre survenu dans l'Etat mexicain de Tamaulipas, à la frontière avec les Etats-Unis d'Amérique [El Comercio, 2010a ; El Comercio, 2010b] :

Le 25 août 2010, la police mexicaine découvre un charnier de 72 migrants —criblés de balles, yeux bandés et mains liées derrière le dos— massacrés par un gang de narcotrafiquants récemment convertis au « juteux commerce » des clandestins. L'unique survivant est un jeune indien de la communauté de Ger (province de Cañar, Equateur).

]

(réinvesti dans l'appareil de production) et du progrès technique [Gubert, 2010 ; Phélinas, 2002]. La fourniture de main-d'œuvre en quantité illimitée du premier secteur au second —processus encouragé par les différentiels de salaires— aboutirait au développement des zones rurales défavorisées, par la résorption du chômage déguisé et l'homogénéisation des niveaux de rémunération du travail. Le rapport entre migration et développement serait alors positif pour les régions de départ.

¹. Le taux d'émigration, exprimé en valeur relative, est passé de 2,1 % par an entre 1965 et 1990, à 2,9 % depuis [OIM, 2008]. Il a triplé (en valeur absolue) entre 1965 et 2005, passant de 78 à 191 millions [Vargas-Lundius *et al.*, 2008]. Ce dernier chiffre est à mettre en perspective avec le fait que les migrants se déplaçant dans les frontières de leur pays seraient 740 millions, soit quatre fois plus nombreux que les émigrants [PNUD, 2009].

Un drame parmi tant d'autres, qui pose en creux la question de savoir comment atténuer les désordres sociaux auxquels contribue la migration internationale. Comment éviter ces tragédies ? Quel avenir pour ces régions de départ au premier rang desquelles figurent bon nombre de campagnes du « tiers-monde¹ » ? Car s'il « ne s'agit bien évidemment pas de déplorer la mobilité des personnes et de condamner les métissages culturels ou biologiques entre personnes de sociétés différentes » [Dufumier, 2004 : 569], il nous faut trouver une réponse satisfaisante à ces mouvements, autant pour les sociétés de départ que pour celles de destination et de transition. Pour le directeur général de l'organisation mondiale du Commerce (OMC), Pascal Lamy, interrogé en novembre 2008 sur la façon de sortir de la crise états-unienne des *subprime** (ann. 1), il est temps de mettre en place une régulation contraignante de ce qu'il considère comme les deux trous noirs de la gouvernance mondiale, à savoir « la finance, avec ses bulles qui éclatent, et les migrations, un secteur où il n'y a pas de bulles, mais des drames quotidiens » [Faujas et Lemaître, 2008]. Pour ce faire, il en appelle à un « rééquilibrage des règles du système commercial international de façon à le rendre plus favorable au développement » en promouvant l'ouverture des échanges dans un cadre régulé, car « l'ouverture maîtrisée des échanges, dit-il, est vertueuse ». Cette idée, nous la discuterons à partir du cas concret et localisé étudié dans la présente recherche.

En Equateur, histoire, géographie, démographie, économie, psychologie, science politique, sociologie, anthropologie, constituent autant de disciplines qui s'efforcent depuis plusieurs décennies, chacune à leur manière, avec outils méthodologiques et cadre conceptuel à l'appui, problématique de recherche et angle privilégié d'observation, de traiter le fait migratoire *paysan* dans son rapport au temps, à l'espace, à la société, à l'économie, au genre, etc. Complémentaire et non exclusive de celles portées par d'autres disciplines —qu'elle visite d'ailleurs autant que nécessaire— la perspective adoptée ici est celle de l'agriculture comparée. Située au carrefour des sciences sociales et du vivant, celle-ci vise à « comprendre les réalités agraires pour infléchir le développement agricole » [Dufumier, 1996]. On part en effet de l'hypothèse que c'est en étudiant les transformations *passées* et *contemporaines* de l'agriculture que l'on sera le plus à même de cerner et d'interpréter les conditions qui ont rendu possible un événement tel que le récent « séisme » migratoire. Et ce, si tant est que la migration ne constitue pas une constante de

¹. Cette expression, introduite par Alfred Sauvy en 1952, désignait à l'époque les pays pauvres, formant un troisième ensemble avec celui des pays « libéraux » et celui des pays « communistes ». L'effondrement du communisme et l'émergence contemporaine de nations classées autrefois dans le « tiers-monde » (Chine, Brésil, Afrique du Sud, Inde) ébranlent aujourd'hui cette représentation. Mais comme le clivage « Nord-Sud » paraît particulièrement inapproprié, au même titre que les dichotomies « pays développés/pays en développement » et « pays avancés/pays en retard » (dichotomies frappées du sceau de la confusion avec la notion de croissance économique et le postulat de la linéarité tracée par le parcours des pays « libéraux »), le terme « tiers-monde » sera donc préféré à tout autre, ne serait-ce que parce qu'il fait indirectement référence au « Tiers-Etat ignoré, exploité, méprisé » [Dufumier, 2004 : 6].

la paysannerie à travers l'histoire¹... Mais comprendre ces transformations n'est pas chose aisée en raison de la pluralité et de la diversité des liens qui s'enchevêtrent de manière inextricable, et à différentes échelles, entre des phénomènes de divers ordres qui délimitent les contours d'un objet de recherche caractérisé avant tout par sa complexité, selon le sens proposé par le sociologue Edgar Morin². Pour ce faire, il faut impérativement se dégager d'une conception causale et linéaire des événements et adopter, de préférence, une manière d'observer et de rendre intelligible une réalité complexe qui privilégie la mise en évidence et la caractérisation des multiples relations entre les dits événements. Voilà pourquoi nous convoquons la systémique, démarche intellectuelle à finalité appliquée qui s'inscrit dans le sillon tracé par celui qui se qualifia d'« agronome de la faim », René Dumont [Dufumier, 2002]. A l'instar des autres conceptions intellectuelles, la systémique n'est pas épargnée par les critiques. Parmi les plus nourries et les plus mordantes, citons (i) le risque qu'il y aurait à prendre l'artefact pour une réalité et partant, à finir par croire que la société est vraiment un système [Olivier de Sardan, 1998], (ii) le danger du déterminisme culturel comme source de toute signification ignorant de la sorte le jeu du conflit³ [Lugan, 2005], (iii) le présupposé surplombant du statisme et de l'ahistoricité de la société ou au contraire le risque de donner un sens historique au modèle⁴ [*ibid.*] ; ce qui aurait pour effet immédiat de neutraliser tout agenda de transformation de la société [Breilh, 2007].

Nous ne méconnaissions évidemment pas ces critiques qui, du reste, nous obligent à l'humilité et à l'autocritique dans nos propres raisonnements. Il nous semble néanmoins que la systémique reste une manière d'observer la réalité tout à fait opérante à *condition* de ne pas la concevoir comme une théorie au sens premier du terme ; à condition, en vérité, de l'entendre au sens que lui accorde le sociologue Jean-Claude Lugan [2005 : 118], à savoir « une posture intellectuelle utile

¹. Le choix de cette perspective signifie implicitement que, dans le dilemme de savoir de qui, entre la migration et le développement agricole, est à l'origine de l'autre, on choisit d'aborder la question en posant l'agriculture (apparue à l'époque néolithique, il y a moins de 10 000 ans av. J.-C.) comme point de départ. Pour autant, nous ne méconnaissions pas que l'agriculture résulte elle-même d'un processus de sédentarisation, après des dizaines de milliers d'années de mobilité humaine (-50 000 à -10 000 ans pour le seul *Homo sapiens sapiens*) [Mazoyer et Roudart, 1997].

². « Au premier abord un tissu (*complexus* : ce qui est tissé ensemble) de constituants hétérogènes inséparablement associés : elle pose le paradoxe de l'un et du multiple. Au deuxième abord, la complexité est effectivement le tissu d'événements, actions, interactions, actions de toutes choses sur les autres et boucles de rétroaction, déterminations, aléas, qui constituent notre monde phénoménal. Mais alors la complexité se présente avec les traits inquiétants du fouillis, de l'inextricabilité, du désordre, de l'ambiguïté, de l'incertitude... D'où la nécessité, pour la connaissance, de mettre de l'ordre dans les phénomènes en refoulant le désordre, d'écarter l'incertain, c'est-à-dire de sélectionner les éléments d'ordre et de certitude, de désambiguïser, hiérarchiser, etc. » [Morin, 1990 : 21].

³. Il faut se résigner au fait qu'en science sociale, les significations culturelles et les pratiques sociales sont fort loin d'être des systèmes, car « ni la société, ni la culture ne sont des systèmes proprement dits, et les considérer comme tels reviendrait à faire fi de tout ce qui constitue la particularité même du système, les stratégies multiples des acteurs, l'ambivalence des comportements, l'ambiguïté des représentations, l'agencéité humaine, les jeux de pouvoir, les contradictions et incohérences qui sont au cœur de toute pensée et toute pratique » [Olivier de Sardan, 1998 : 35].

⁴. Exemple : la systémique sociale de Talcott Parsons [Breilh, 2007].

pour éclairer des formations sociales concrètes et pour construire un cadre intellectuel permettant au chercheur de ranger et d'ordonner ses observations, en tentant d'introduire dans ce modèle diverses modalités d'interprétation et d'explication ». Le recours à la systémique se justifie aussi par la complexité et le mouvement de l'objet de recherche traité, qui exige de faire appel à l'interdisciplinarité [Passet, 2010 ; Morin, 1990]. La systémique s'imposerait même « naturellement » quand l'intérêt porte moins sur les éléments constitutifs du système que sur les interactions et interférences qui s'établissent entre eux [Dufumier, 1996]. Et si la systémique intègre bien les notions de finalité, de reproductibilité¹ et de cohérence, elle ne signifie pas l'absence de contradictions et de conflits —du fait même des régimes d'accumulation et des « mécanismes » de différenciation qui travaillent les sociétés—, qu'ils soient internes au système ou qu'ils interviennent dans les relations que celui-ci peut entretenir avec d'autres systèmes qui l'englobent. Ces contradictions et ces conflits, qu'il s'agit justement de repérer, portent en germe de probables crises ou révolutions, autrement dit des périodes au cours desquelles on passe d'un système —dès lors révolu— à un autre. Par exemple, on peut se demander si le récent « séisme » migratoire ne serait pas de ces contradictions révélatrices de l'incohérence et de la non reproductibilité du système agraire de la haute vallée du Cañar.

Le concept de système agraire s'avère « très utile pour mettre en évidence et caractériser systématiquement les relations qui existent entre l'évolution des rapports sociaux, le mouvement des techniques, et les transformations successives des écosystèmes* » [Dufumier, 1996 : 57]. L'agronome Marcel Mazoyer [1987 : 11] le définit comme :

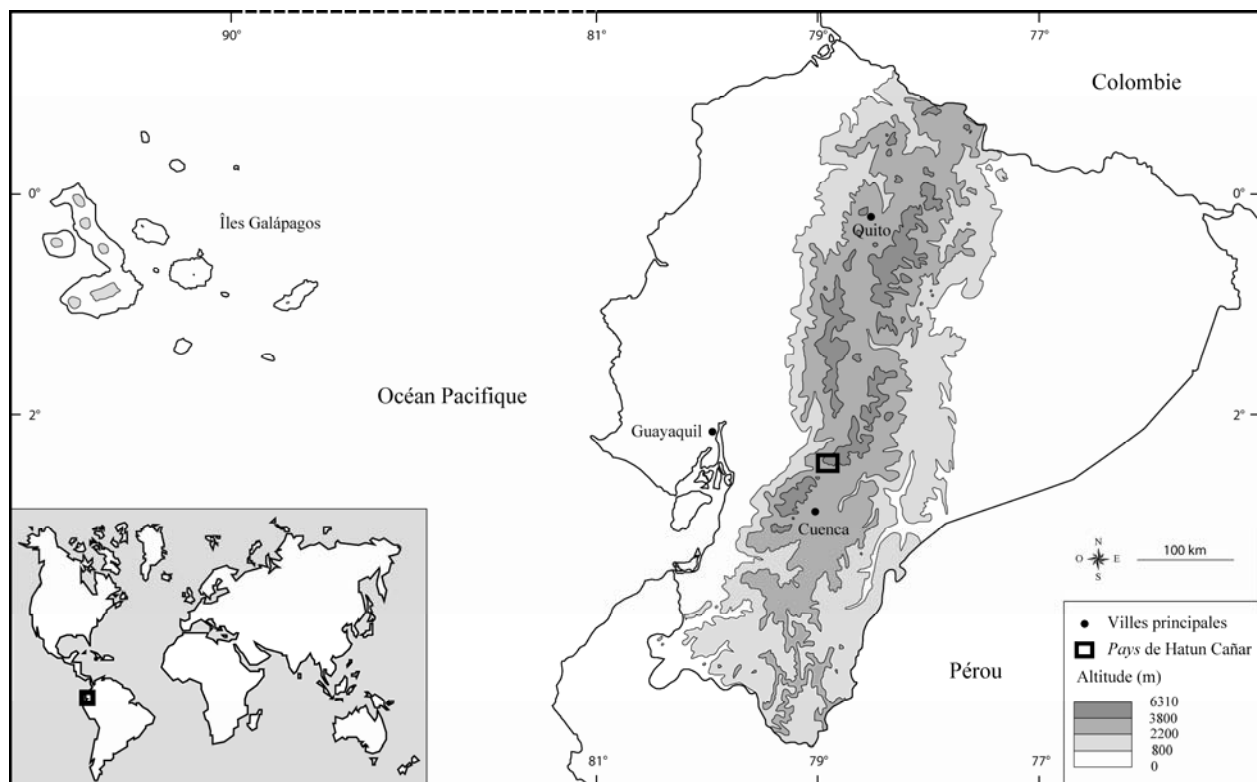
Un mode d'exploitation du milieu historiquement constitué et durable, un système de forces de production, (un système technique) adapté aux conditions bioclimatiques d'un espace donné et répondant aux conditions et aux besoins sociaux du moment.

Que l'on soit bien compris : parler de système agraire ne signifie en aucune manière que l'on s'attache à l'étude des seules transformations *agricoles*. D'ailleurs, le seul fait migratoire contemporain disqualifierait d'emblée cette approche, tant il ne fait guère de doutes que les activités pratiquées par les familles ne soient pas toutes de nature agricole, et ce en dépit du fait que ces mêmes familles peuvent d'abord trouver à s'occuper dans ce secteur. Par extension, on ne dit pas non plus que l'étude se cantonne au seul milieu agricole. Une nouvelle fois, la migration internationale impose d'emblée de concevoir ce système agraire emboîté dans un système économique encore plus complexe fonctionnant à une tout autre échelle. Avec cette migration internationale, c'est en fait l'histoire d'une société agraire dans la mondialisation* que l'on raconte, une mondialisation qui ne date pas d'hier, une mondialisation qu'il est légitime

¹. La notion de reproductibilité prend tout son sens lorsqu'il s'agit d'étudier l'évolution du milieu. Elle implique de réfléchir « sur les modalités de reproduction de la fertilité, et d'une manière plus générale encore, sur les niveaux de biomasse des écosystèmes cultivés, leurs évolutions ainsi que les transferts éventuels de biomasse entre les différentes parties constitutives de ces écosystèmes » [Cochet, 2011 : 37].

d'interroger tant les mouvements migratoires « percutent » avec les activités agricoles, une mondialisation qui met en concurrence les paysans et les migrants sur un même marché (du travail, des biens, des projets de développement...). Voilà pourquoi il serait illusoire de vouloir comprendre, isolément du processus de mondialisation qui la produit tout en s'en nourrissant [Simmons, 2002], cette dialectique de la migration et du développement agricole qui n'est autre qu'une dialectique de la mondialisation. Le terme de mondialisation, précisons-le d'entrée, s'entend aux sens complémentaires que lui attribuent le géographe Olivier Dollfus¹ et la politologue Suzanne Berger². En résumé, on reconnaît un système agraire pleinement intégré et ouvert à la fois, porteur de contradictions et qui, avec le fait migratoire, n'est déjà pas strictement agricole, si tant est qu'il l'ait été un jour.

Figure 3. Carte de l'Equateur et localisation de la région d'études



Source : Institut géographique militaire de l'Equateur (IGM)

L'approche des réalités en termes de système est menée à l'échelle d'une petite région, sans exclure le fait que celle-ci « s'imbrique » étroitement dans des ensembles plus vastes. On aura déjà compris, à la lecture du récit imaginaire introductif, que c'est dans la vallée interandine du

¹. Par mondialisation, Olivier Dollfus [2007 : 16] entend « l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial étant alors l'espace de transaction de l'humanité ».

². Pour Suzanne Berger [2003: 6], la mondialisation constitue « une série de mutations dans l'économie internationale qui tend à créer un seul marché mondial pour les biens et les services, le travail et le capital ».

torrent Cañar, en Equateur (fig. 3), qu'est conduite la présente recherche. Le choix de cette marge rurale de haute montagne tient au fait que celle-ci agrège bien des éléments qui ont servi de base aux questions soulevées plus avant. Tout d'abord, elle se loge à l'épicentre du « séisme » migratoire qui ébranla l'Equateur au crépuscule du XX^e siècle (fig. 1). Ensuite, l'agriculture, majoritairement paysanne, y reste le premier secteur d'activités économiques [INEC, 2001]. Enfin, elle affichait, en 2001, un taux d'émigration (officiel) parmi les plus élevés du pays¹, ce qui pouvait laisser supposer, du seul fait de l'interdépendance des multiples relations liant les différents phénomènes les uns aux autres, de profonds changements dans la société agraire, ses pratiques agricoles et son milieu.

La haute vallée du Cañar forme un ensemble culturel² singulier, au sens où la société qui y réside donne à voir des traits particulièrement distinctifs tels que la langue, l'habillement, la gastronomie, mais aussi les mythes et les croyances, la vision du monde, les savoirs et savoir-faire, l'organisation sociale de la production, le mode de vie en société (emblématisé par la communauté), en somme une forte identité propre. Lieu chargé d'histoire, elle rend compte d'un riche patrimoine* archéologique (héritage culturel), constitué de nombreux vestiges datant de l'époque précolombienne et reconnu par le titre de capitale archéologique de l'Equateur octroyé à la ville de Cañar. La petite région donne aussi à voir un patrimoine écologique exceptionnel, sa section haute constituant l'un des fragments du Parc national Sangay³, vaste aire de biodiversité inscrite au patrimoine mondial de l'organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO). La richesse de son patrimoine culturel et écologique contraste toutefois avec la pauvreté et la misère⁴ qui affectent ruraux (~ 95 %) et urbains (75 %). Les inégalités

¹. Les cantons Cañar et El Tambo font partie des dix cantons (sur un total national de 215) les plus affectés par l'émigration : 10 % de la population du canton Cañar, 11,09 % pour celle de Tambo [INEC, 2001]. Sur la base d'une étude conduite auprès de 112 cas, un consortium d'organisations non gouvernementales avançait le chiffre de 52 % de familles comptant au moins un membre émigré [CICDA-CEDIR-PROTOS, 2004].

². La culture est une notion aux mailles si lâches qu'on peut lui reconnaître, selon des contextes pourtant fort contrastés, une foulditude d'acceptions. Comme ce n'est pas le propos de la présente recherche, on se contentera de reprendre la définition à laquelle se risque l'économiste Serge Latouche [2005 : 66-67], à savoir la « réponse que les groupes humains apportent au problème de leur existence sociale ». L'anthropologue Jürgen Golte [2001 : 15] formule une définition analogue à propos de la culture andine, qu'il considère inséparable de la nature (milieu écologique) : « ensemble de solutions que l'Homme a trouvé dans son affrontement avec la nature et la domination progressive [qu'il exerce] sur elle ». Le philosophe Joseph Estermann [2008 : 153] précise que dans les Andes, « la culture [*cultura*] est surtout la culture [*cultivo*] de *pacha*, agri-culture ».

³. Il fut déclaré réserve naturelle en 1975, puis parc national en 1979, avant d'être inscrit au patrimoine de l'UNESCO en 1983. « D'une beauté naturelle exceptionnelle avec ses deux volcans en activité, ce parc présente toute la gamme verticale des écosystèmes, depuis la forêt tropicale humide jusqu'aux glaciers, avec des contrastes saisissants entre les sommets enneigés et les forêts des plaines. Son isolement protège les espèces menacées qui s'y trouvent, comme le tapir de montagne et le condor des Andes. » [site internet de l'UNESCO].

⁴. Cf. SIISE (Sistema Integrado de Indicadores Sociales del Ecuador), 2001. URL : <http://www.siise.gov.ec>.

Les mesures se fondent sur la notion de besoins essentiels non satisfaits (*necesidades básicas insatisfechas*) : indicateurs de carence comme l'habitat et les services qui y sont rattachés (exiguïté, précarité et vétusté des matériaux utilisés, absence d'électricité, d'eau courante, de service sanitaire, etc.), scolarité des mineurs, niveau

socio-économiques sont sévères, ainsi que le révèle, par exemple, la distribution inégale du foncier (indice de Gini₂₀₀₀ ≥ 0,64). Pour résumer, la haute vallée du Cañar constitue une unité culturelle, géographique et historique relativement homogène, sans pour autant apparaître exempte de tous contrastes —inégalités socio-économiques, paysage étagé— et de toutes contradictions —hausse des prix du foncier et avancée d'un front fourrager en dépit de l'émigration— lui conférant, au bout du compte, un intérêt évident du point de vue de la problématique du développement agricole.

Ceci étant dit, la nombreuse population de la haute vallée du Cañar milite pour réduire l'aire d'étude à un fragment, d'une superficie de 250 km² environ. Administrativement rattaché à la province de Cañar, ce fragment comprend la paroisse de Juncal, la partie occidentale de celle d'Ingapirca (canton Cañar) et le canton El Tambo. On y recensait près de 12 500 habitants en 2001, majoritairement d'origine indienne¹ et résidant pour l'essentiel en milieu rural (77,4 %). Ce fragment sera dénommé *pays* de Hatun Cañar² (fig. 4). Le mot *pays**, entendu au sens de l'éco-anthropologue Bernadette Lizet et de l'agroéconomiste François de Ravignan [1987 : 3-4],

[...] suggère ce qui est local, le caractère d'un territoire formant un ensemble culturel, souvent aussi historique, parfois géographique, en tout cas désigné par un nom. [...] Un pays ne correspond pas toujours à une région géographique ou à un territoire administratif, mais les relations fréquentes et intenses qui s'y exercent entre les groupes humains permettent aux éléments physiques et sociaux de fonctionner d'une manière complémentaire, formant système, de sorte qu'on peut parler de « pays » qui vivent, changent, rajeunissent, meurent ou quelquefois renaissent...

L'emploi du nom propre « Hatun Cañar » pourrait justement apparaître impropre à certains. Il est vrai qu'il peut qualifier, selon les périodes, les représentations et les observateurs, une aire dont la circonscription est diversement tracée. Car les limites, comme nous le verrons, ne sont pas

d'instruction des adultes et leurs activités économiques, mais aussi santé, mobilier, vêtements et bien sûr alimentation.

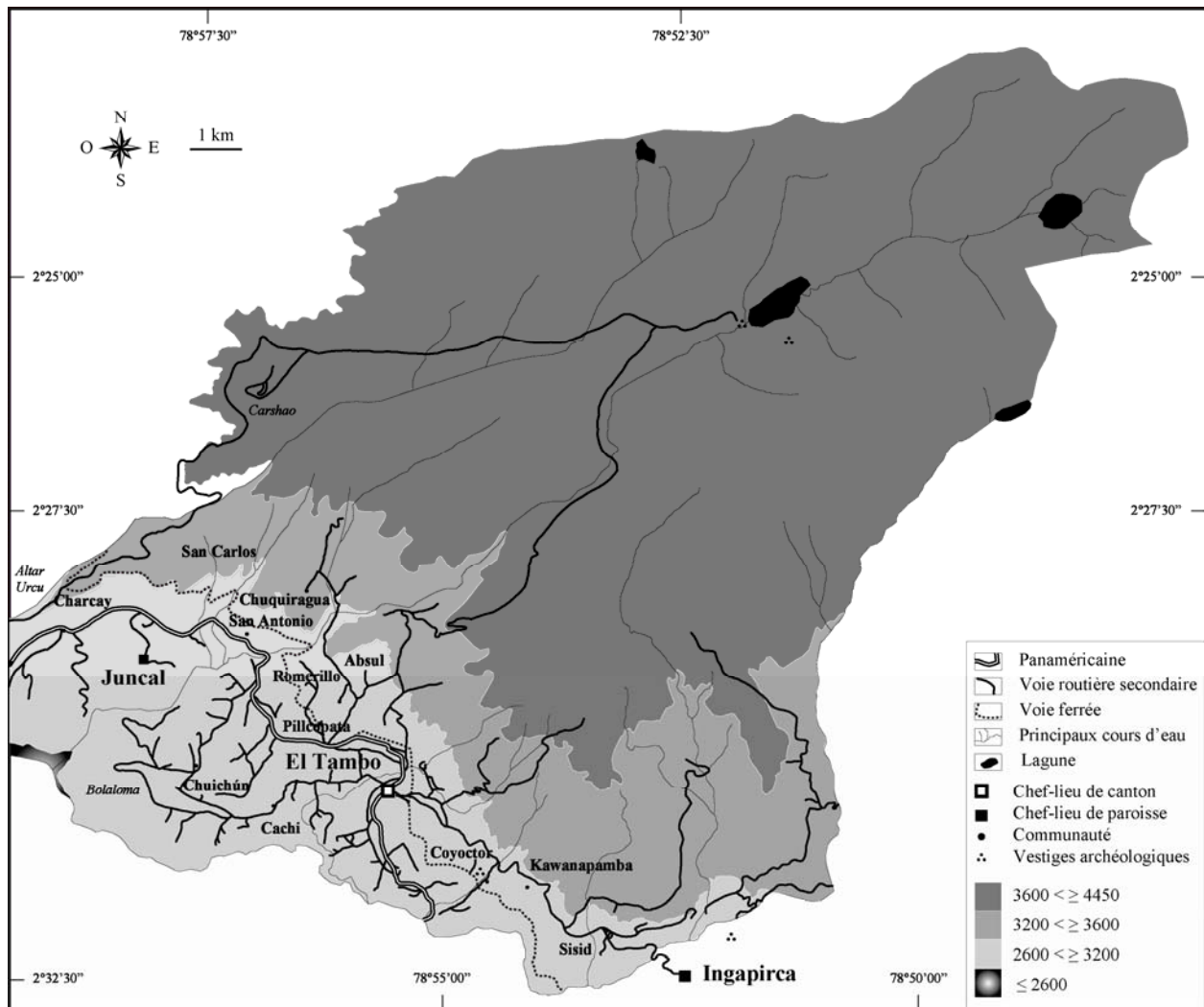
¹. Thème à enjeu éminemment politique (donc très sensible), l'indianité ne cesse d'être débattue en Equateur depuis une trentaine d'années, par la classe politique, les mouvements sociaux et le milieu scientifique [Massal, 2005]. Tous les auteurs concordent sur l'extrême embarras qu'il y a à dimensionner et caractériser la population indienne, au sein de laquelle les Quichua (de la *sierra* et de l'Amazonie) sont majoritaires. Fondé sur le seul critère de l'auto-reconnaissance, le dernier recensement national fait état de 7 % de citoyens se déclarant indien [INEC, 2011] ; chiffre très éloigné des 30 % avancé par les organisations indiennes. Vingt ans plus tôt, l'écart était analogue : de 30 à 40 % selon des sources proches des acteurs « pro-indiens » (mouvements sociaux indiens et certains chercheurs), de 1 à 15 % pour la classe politique [Santana, 1992].

Tout en appelant à la plus grande prudence quant aux résultats de ses travaux, le sociologue León Zamosc [1995] choisit de délimiter des aires de prédominance ethnique sur le seul critère indicatif de la langue, le plus pertinent selon lui. Le canton Cañar (comprenant la paroisse de Tambo, cantonalisée en 1994) y était classé dans le groupe très restreint des aires de prédominance indienne (66 à 100 % des habitants y parlent quichua).

². Pour le linguiste Aquiles Pérez [1978 : 76], *hatun* (d'origine quichua) signifie grand. Quant au mot Cañar, il serait, selon lui, d'origine Shuar : *can(á)*, hermano en general ; *nar(i)*, raíz : raíz de hermano. La toponymie signifierait les rapports très anciens unissant Cañaris des Andes et Shuar du bassin amazonien [*ibid.* : 96].

seulement géographiques, mais aussi sociales et culturelles. Pour le père Angel María Iglesias [1964] par exemple, Hatun Cañar correspond à la portion d'espace s'étendant au nord (jusqu'à Tixán) et englobant à l'ouest les actuels cantons de plaine de La Troncal et du Triunfo. Ce n'est donc pas pour faire œuvre de provocation mais bien par commodité, que ce nom est choisi pour désigner une portion d'un espace dont les contours sont rendus extrêmement labiles par le jeu (dynamique) des rapports sociaux, politiques, économiques, culturels, etc., que la société de Hatun Cañar entretient avec l'« extérieur ».

Figure 4. Carte du pays de Hatun Cañar



Sources : Institut Equatorien de Recensements et Statistiques, feuilles Juncal, El Tambo et Ingapirca ; Guaicha *et al.* [2001]

D'un point de vue pratique, la méthodologie repose sur une démarche d'analyse-diagnostic, qui accorde la primauté au terrain. Cette démarche est constituée d'une série d'étapes, où les observations *in situ* du chercheur, la conduite et l'interprétation de dialogues que celui-ci noue et entretient avec les acteurs locaux, ainsi que la consultation de la littérature, nourrissent une

succession de modélisations*. Dit autrement, en faisant nôtres les termes de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss [1971 : 608], il s'agit d'« opérer des découpages sur le réel par la pensée en vue de le conceptualiser », tout en essayant à chaque fois de mettre au jour les processus de différenciation à l'origine des ensembles intellectuellement construits.

Le présent manuscrit est structuré en six chapitres, reliés les uns aux autres par ce fil d'Ariane que constitue la thèse énoncée plus haut. La première étape de l'analyse-diagnostic consiste en un zonage du paysage, destiné à localiser les divers modes d'exploitation et de mise en valeur des écosystèmes. Comprendre les transformations passées et récentes de l'agriculture du petit *pays*, tel est l'objectif du chapitre 2. Pour ce faire, un séquençage de l'histoire est élaboré : il s'agit, concrètement, d'identifier de grandes périodes historiques¹ rendant compte de modes d'exploitation du milieu bien différenciés. Que l'on nous permette de rappeler qu'étudier le passé —le rebours dans l'histoire dépendant de l'objet et de la problématique de recherche— constitue un point de passage obligé pour comprendre le présent et penser le futur (prospective).

Le chapitre 3 précise les concepts et les méthodes —que l'on a adaptés à l'objet de recherche— employés pour étudier l'économie des processus de production de biens et de services à l'échelle des exploitations d'une part, et des combinaisons d'activités d'autre part. Le concept de système d'activité y est introduit dans cette perspective, non sans avoir auparavant pris soin de préciser le périmètre des activités considérées dans la présente étude, soit : les activités de production animale et végétale (en tant qu'acte de production initial) pratiquées au sein de l'exploitation agricole, ainsi que toutes les autres activités économiques, créatrices de biens et de services susceptibles d'être échangés, sur un marché ou non (§ 5.1.1). Il s'ensuit, dans un chapitre 4, la description des pratiques agricoles, étape de l'analyse-diagnostic appréhendée au prisme de la différenciation sociale mise au jour par le milieu (chap. 1) et l'histoire (chap. 2). Chose faite, on entend (i) décrire ces autres activités économiques pratiquées par les familles et (ii) mettre en évidence et interpréter les diverses formes de combinaisons d'activités avec, en filigrane, le souci de répondre à la question de savoir si les activités (prises dans leur ensemble) sont complémentaires ou concurrentes selon les familles, la période de l'année, les contingences du moment (un « séisme migratoire par exemple), etc. (chap. 5). Ce chapitre voudrait montrer les transformations contemporaines de l'agriculture du petit *pays*, transformations qui sont indissociables des changements à l'œuvre dans les autres secteurs d'activités économiques et qui ne peuvent en aucun cas être appréhendées isolément des autres niveaux d'échelles —géographiques et organisationnels— qui l'englobent, notamment l'international.

Les performances économiques des combinaisons d'activités mises en œuvre par les différentes catégories constitutives de la société agraire de Hatun Cañar sont ensuite exposées, puis interprétées et discutées (chap. 6). Dans la mesure où la méthodologie procède d'une

¹. Des contrepoints jalonnent le manuscrit, de façon à éclairer les dynamiques propres au petit *pays* (ann. 2).

démarche de recherche-développement, c'est à ce moment que l'on s'essaie à un exercice de prospective —une ébauche de perspectives d'évolution de la société agraire— pour lequel, nous dit à nouveau le sociologue Jean-Claude Lugan [2005 : 122], la systémique se révèle très utile du fait que la prospective « doit s'efforcer de suivre une démarche multiple, itérative, approfondie, portant sur des ensembles ou des sous-ensembles d'une certaine cohérence et d'une certaine ampleur ». Après être revenu sur la thèse posée en ouverture, on conclura le manuscrit par un appel à penser l'avenir de la société agraire de Hatun Cañar —notamment sa jeunesse issue de la paysannerie indienne— certes dans sa propre histoire mais également dans celle, qui lui est intrinsèquement liée, de la mondialisation.

CHAPITRE PREMIER

Le pays de Hatun Cañar : la montagne aux contrastes

Pour le voyageur étranger désireux de se rendre au *pays* de Hatun Cañar, le moyen le plus rapide est sans nul doute de rejoindre Cuenca par voie aérienne, puis de parcourir, en véhicule motorisé, les soixante-dix kilomètres séparant la capitale de la province de l’Azúay du petit *pays*. Mais quoi de plus saisissant que d’entreprendre ce périple en terres équatoriennes, en l’initiant depuis la ville-port de Guayaquil, capitale de la province du Guayas située à l’estuaire d’un immense fleuve éponyme ! Ce dernier est raccordé à l’océan Pacifique par le canal de Jambelí, percé de petites îles (dont Puná, la principale) et bordé de mangroves mitées par des piscines d’élevage de crevettes ou des bassins d’extraction de sel marin.

Au cours des premiers kilomètres parcourus, plein est, sur une chaussée le plus souvent surélevée et rectiligne, le paysage de la basse-plaine alluviale du fleuve Guayas, aux sols sablo-limoneux et profonds, correspond à une succession de casiers rizicoles implantés dans les zones hydromorphes, et de grandes étendues (> 200 ha) de cultures monospécifiques de canne à sucre. Quelques kilomètres après la ville de La Troncal posée sur le cône d’épandage des torrents Bulubulu et Cañar (qui se jette dans le canal de Jambelí), une barrière rocheuse se dresse : les Andes¹. La rupture de pente est brusque et l’angle très marqué. Longeant par moments le cours encaissé du Cañar, la route sinueuse gravit les flancs escarpés du versant externe occidental, abondamment arrosé et continuellement ennuagé. Sur les flancs escarpés aux sols ferrallitiques, repose un couvert végétal dense et permanent, à la stratification complexe et à l’extraordinaire

¹. La subduction de la plaque océanique Nazca sous la plaque continentale Amérique du Sud à la fin du Crétacé fut à l’origine de l’émergence de la cordillère andine.

biodiversité. Ce paysage fermé contraste radicalement avec la monotonie des modelés et la simplification extrême de l'écosystème côtier.

Au-delà de mille mètres d'altitude (secteur Javín-Ducur), le relief s'adoucit, le climat se fait moins humide, la nébulosité est moins fréquente et le paysage tend à s'ouvrir. La dense forêt de montagne équatoriale fait place à une couverture majoritairement herbacée sur les modelés ondulés et à faible déclivité. Sur ces tapis herbacés, des parcelles* de dimension réduite (< 5 ha) associent par endroits diverses espèces végétales (céréales, légumineuses, tubercules) ; certaines de ces parcelles peuvent être bordées de canne à sucre et de fruitiers. Avec l'altitude, le couvert végétal tend à se simplifier encore davantage : prédominant dès lors de grandes étendues herbacées, jonchées ici et là de pièces emblavées de petite taille. Seule une végétation essentiellement buissonnante occupe encore les parties les plus pentues du paysage (ravins et gorges, escarpements).

Finalement, après une ascension de près de trois mille mètres depuis le piémont andin et un dernier lacet autour du mont Altar Urcu, le *pays* de Hatun Cañar se dévoile (fig. 5).

Figure 5. Vue du petit *pays* depuis le nord-ouest (juil. 2008)



1.1. De nœuds et d'entaille : géomorphologie d'une montagne équatoriale

S'apparentant à un arc à angle ouvert orienté Est-Ouest, le *pays* de Hatun Cañar est adossé au flanc austral du massif de l'Azuay que le géologue Theodor Wolf associait, à la fin du XIX^e siècle, à une araignée géante étendant ses pattes de tous côtés [1892 ; cité par Idrovo, 2000]. Ligne de partage des eaux, ce nœud individualise le bassin versant du Chanchán (au nord) de celui du Cañar. Ce dernier est l'un des plus petits de tout le chapelet de bassins coalescents localisés le long de la chaîne andine de l'Equateur : 1 155 km², la distance entre les deux cordillères ne dépassant pas 40 km. Il correspond à la partie la plus septentrionale d'une zone intermédiaire aux caractéristiques géomorphologiques singulières. Cette zone s'étend sur 140 km approximativement, entre les latitudes 2°S (nœud de Tiocajas qui sépare le bassin du Chanchán de celui du Chambo) et 3°40'S (passage entre les vallées de Saraguro et de Loja) [Winckell *et al.*, 1997]. Sous ces latitudes, les Andes équatoriennes sont dépourvues des majestueux édifices volcaniques qui jalonnent leur portion septentrionale. Elles ne sont plus recouvertes que par endroits de cendres émises lors de récentes éruptions¹ (de -11 600 ans à l'Actuel) [*ibid.*]. Et se caractérisent davantage par la disposition de « bassins de type continental le long de failles de bordure sujettes à d'importants mouvements tectoniques, à l'origine de discontinuités structurales internes à la cordillère et d'un processus de subsidence » [Noblet *et al.*, 1988].

1.1.1. Un relief de pentes et de replats chahuté par la tectonique

La haute vallée du Cañar, constituée des mêmes origines lithologiques que le bassin tertiaire de Cuenca, repose sur un substratum d'âge créacé à Oligocène supérieur. Des ensembles discordants s'y sont superposés au cours du Cénozoïque (fig. 12, p. 40). C'est à partir de la série inférieure (formation Saraguro, -26 Ma), volcanique et volcanosédimentaire, que s'est développé pendant près de 24 Ma, le remplissage sédimentaire (fluvial notamment) du bassin en dépôts gréseux, argilo-gréseux puis conglomératiques et grésopélitiques. Des épisodes volcaniques s'intercalèrent au cours de ce remplissage, au cours d'une période caractérisée par un continuum tectonique [*ibid.*].

Le *pays* de Hatun Cañar s'étend depuis le torrent Cañar jusqu'aux sommets du massif de l'Azuay, s'étageant de 2 350 à 4 450 m d'altitude (fig. 4). Le profil échelonné de la pente laisse entrevoir trois sections bien différenciées. Des « plateaux » d'altitude, couronnés de sommets convexes ou écrêtés, dominant l'ensemble. Des terrasses superposées forment le *bas-pays*. Et, entre les deux, s'intercale une corniche au profil variable.

¹. La pente de la plaque Nazca, en subduction de la plaque continentale sudaméricaine, serait à l'origine de la cessation presque complète, à partir du Pliocène (-5 Ma), de l'activité volcanique des Andes équatoriennes entre les latitudes 2° et 4°30'S [Marocco et Winter, 1997 ; Lavenu *et al.*, 1996].

1.1.1.1. Une corniche disséquée, à rupture de pente différentielle

Soubassement des plateaux d'altitude issu d'un écoulement volcanique datant du Pliocène, une corniche ceinture complètement le *pays* de Hatun Cañar. Sa limite inférieure se situe autour de 3 100 m, et sa hauteur atteint plusieurs centaines de mètres. Limite physiographique très nette dans le paysage, cet escarpement est constitué de sections abruptes à forte déclivité de pente (> 70 %) comme celles qui dominant le secteur Charcay-Juncal (fig. 5) et El Tambo. Mais elle peut aussi prendre l'aspect de modelés de dissection constitués, dans le prolongement de profils fortement inclinés, d'interfluves hectométriques —à surface ondulée et pente plus modérée— séparés par des incisions au profil en V. Ces modelés apparaissent distinctement dans le secteur San Carlos-Chuquiragua (fig. 6) ou de Gaballushi en rive droite du torrent Guallicanga.

Figure 6. « Griffes » d'érosion sur les plans modérément inclinés du secteur San Carlos-Chuquiragua (juil. 2008)



Dans la partie orientale du *pays*, le relief structural de la corniche perd néanmoins sa netteté et son caractère abrupt. Même si des escarpements rocheux restent visibles par endroits, prédomine un modelé accidenté, au profil transversal plus modéré mais régulièrement entaillé par des incisions linéaires plus ou moins parallèles et orientées dans le sens de la pente. Ces scarifications n'ont plus la forme exacerbée des « griffes d'érosion » du secteur San Carlos-Chuquiragua. Moins larges et moins profondes, elles n'en sont pas moins plus nombreuses.

1.1.1.2. Le bas-pays : un relief en escalier

Un bandeau routier d'une vingtaine de kilomètres longe le « piémont » de la corniche sur toute la longueur du petit *pays*, d'Altar Urcu (à l'ouest) à la sortie de Sisid (à l'est). La morphologie du relief délimité par la corniche et le centre du bassin du Cañar quelques sept cents mètres plus bas, s'apparente à des terrasses superposées en escalier. Ces dernières furent modelées par une série d'épisodes fluviaux successifs, dont un particulièrement torrentiel pendant le Pliocène supérieur [Winckell *et al.*, 1997]. Le *bas-pays* repose ainsi sur des strates de matériaux sédimentaires détritiques composés de conglomérats de galets modérément cimentés, intercalés de grès, de sables plus ou moins argileux, de tufs, d'agglomérats volcaniques et de limons [*ibid.*].

Dans la zone plutôt pierreuse de Charcay-Juncal (secteur occidental du *bas-pays*), le relief évoque clairement l'alternance de replats concaves peu inclinés et de ressauts sinueux de hauteur décamétrique (fig. 5). En revanche, la zone de Chuichún, située dans le même secteur, présente un profil moins étagé : logé entre deux incisions en V profondes et confluentes, ce relief s'apparente davantage à une colline (Bolaloma) composée d'une pente terrassée aux ressauts plus hauts et moins abrupts, et d'un versant opposé à forte déclivité (> 70 %). Plus à l'est, le replat d'Absul se distingue des modelés précédents par la très faible inclinaison de sa pente et l'absence apparente de talweg*. Le secteur central (Coyoctor) présente, quant à lui, le profil général d'un fond de cuvette, plan de grande dimension (dizaines d'hectares) très légèrement incliné vers le centre du bassin du Cañar. Enfin, le profil du secteur oriental (secteur Kawanapamba-Sisid), où la pente du lit du torrent est plus accusée, évoque le modelé caractéristique de terrasses fluviales, dont la largeur des marches superposées augmente avec la distance au fond de bassin. Le relief général du *bas-pays* se caractérise par des entailles plus ou moins profondes, entre lesquelles reposent des interfluves hectométriques.

1.1.1.3. Les plateaux d'altitude couronnés de sommets convexes ou écrêtés

Le massif de l'Azuay est le nœud le plus austral à être recouvert d'une couche de cendres récentes, résultat des derniers grands cycles d'émission volcanique. Après le retrait des derniers glaciers (entre -14 000 et -10 000 ans), cette couche de cendres a fossilisé les modelés aux formes adoucies à l'origine de la formation d'un matériau parental uniforme, exceptions faites des crêtes disséquées et des abrupts sur lesquels les émissions pyroclastiques ne se maintinrent pas.

Le relief façonné par l'empreinte glaciaire est formé d'un ensemble de cirques élémentaires et coalescents (i) dominés par des parois abruptes de roches à nu parfois sculptées en crêtes et (ii) dominant des vallées en auge¹ aux têtes surcreusées et aux flancs striés d'entailles plus ou moins profondes. En deçà de 4 000 m, ces dernières s'ouvrent sur les « plateaux d'altitude » : ensembles moutonnés clairsemés de blocs erratiques et peu inclinés en direction des rebords de la corniche. Les fonds de vallées, homogènes et plats en tête, se creusent parfois brusquement, constituant, aux abords de la corniche, de profondes incisions en V.

Les crêtes et convexités sommitales, qui culminent pour la plupart au-dessus de 4 200 m d'altitude, constituent d'admirables belvédères qui permettent d'apprécier un paysage volcanique sculpté par les glaces, alternant plateaux et ressauts jusqu'au lit du torrent Cañar. Les jours sans nuages, le mont Carshao (en surplomb de l'Altar Urcu) devient, au crépuscule, un observatoire

¹. Par endroits, des épaulements surplombent de plusieurs dizaines de mètres les vallées en auge, comme ceux observables au-dessus du lac d'altitude de Cocha Huayco, en tête de vallée du torrent Cebadas.

privilegié. De là, chacun peut admirer le majestueux volcan Chimborazo¹, campé plus au nord sur la cordillère occidentale. Vers le sud, le regard butte sur le mont Buerán, « nœud » atypique car non constitué d'édifices volcaniques coalescents : c'est un horst résultant de mouvements tectoniques verticaux de l'époque plioquaternaire (-2 Ma) qui sépare le bassin versant du Cañar de celui de Cuenca [Winckell, 1997]. Mais c'est en regardant vers l'ouest que l'impression d'apesanteur, ou de vertige, est la plus prononcée. Adossé à la cordillère orientale, le bassin du Cañar au plan modérément incliné orienté SE-NO ouvre un paysage sans obstacle jusqu'au littoral pacifique. On raconte à ce sujet que, par temps exceptionnellement dégagé, il est possible de contempler les modelés de la plaine du Guayas et même d'apercevoir, tout au loin, les lumières de la ville-port de Guayaquil.

1.1.2. Une diversité de microclimats de type équatorial

L'Equateur se situe dans une zone de convergence intertropicale de basse pression atmosphérique. Dans les Andes, cette dernière —appelée front intertropical (FIT²)— suit le mouvement apparent du soleil [Huttel, 1997]. Elle franchit la ligne équatoriale deux fois par an, ouvrant à chaque fois une période de pluies, dont l'abondance dépend en grande partie du régime des vents. Alors que les masses d'air océanique (chaud et humide) prédominent lorsque le FIT se déplace vers l'hémisphère sud —d'octobre à janvier—, les masses d'air continental (plutôt frais et peu humide) s'imposent lorsque le FIT remonte vers l'hémisphère nord —d'avril à juillet— [Pourrut, 1994]. Le régime climatique inter-andin est ainsi marqué par l'alternance de saisons pluvieuses et de saisons sèches, soumises à de constantes perturbations atmosphériques.

Dans les Andes équatoriennes, la durée d'illumination du jour est quasi-constante toute au long de l'année : 12 heures-jour¹. A l'extrême sud du pays (5°S), la variation entre les durées d'illumination des solstices de décembre et de juin ne dépasse pas 35 mn [Huttel, 1997], conférant *a priori* au photopériodisme un rôle extrêmement limité dans la modification des rythmes biologiques des végétaux (floraison notamment) et des animaux (comportements sexuels, variations morphologiques, hibernation, etc.). A l'équateur, les cycles lunaires n'auraient-ils pas davantage d'incidence sur les comportements végétaux et animaux ? En tout cas, ils semblent influencer les pratiques agricoles de certains paysans cañaris. Par exemple, les cinq premiers jours de lune montante correspondraient, selon ces derniers, à une période au cours de laquelle toute tâche agricole remuant la terre risque de perturber le développement des

¹. Pour l'anecdote, le Chimborazo (1°S) serait le sommet le plus haut du globe, avec le centre de la terre pris comme référence. Il culmine à 6 310 m (depuis la surface de la mer), contre 8 847 m pour l'Everest (28°N). Mais leur distance au centre de la terre est respectivement de 6 384,7 et 6 382,5 km.

². Le FIT constitue une zone de transition entre le courant froid de Humboldt en provenance du sud et le courant chaud El Niño en provenance du nord [Pourrut, 1994].

végétaux tandis que la même période se révélerait, au contraire, propice à la castration des animaux¹.

La position générale des Andes équatoriennes face aux masses d'air atmosphérique et son exposition au rayonnement solaire ne doit pas masquer la forte hétérogénéité des régimes climatiques à plus grande échelle. Dans la petite montagne de Hatun Cañar, l'altitude et le relief sont ainsi à l'origine d'une diversité de microclimats. Avec l'altitude, la température de l'air diminue, l'intensité du rayonnement solaire augmente, la pression atmosphérique baisse, la pluviosité (sous divers états) s'accroît. Avec le relief, la trajectoire et la vitesse des masses atmosphériques sont modifiées. Les positions topographiques commandent le gradient d'exposition aux vents et au rayonnement solaire.

1.1.2.1. L'influence des circulations atmosphériques

Le pays de Hatun Cañar repose en bordure du vide à l'ouest. Sans obstacle majeur susceptible de modifier vitesse et orientation, les masses d'air océanique circulent avec facilité le long de la profonde incision que creuse le torrent Cañar, en particulier lorsque le régime des vents leur est favorable (déplacement méridional du FIT, de décembre à avril). Ces masses d'air, qui se refroidissent par détente adiabatique en s'élevant le long de l'imposante pente, sont à l'origine de formations nuageuses qui se déchargent sur le versant, les sommets et jusqu'à l'intérieur du haut bassin du Cañar. L'absence de cordillère occidentale limite l'effet de Föhn².

En saison sèche, les formations nuageuses se font rares. Le gradient de pression entre les masses d'air océanique (hautes pressions) et les masses d'air continental (basses pressions) est à l'origine de vents dominants provenant du littoral pacifique. Ces vents se caractérisent par leur action asséchante, participant au déficit hydrique [*ibid.*] et peuvent être relativement violents : de $3,7 \text{ m}\cdot\text{s}^{-1}$ en mai à $5,1 \text{ m}\cdot\text{s}^{-1}$ en septembre. Leur vitesse moyenne se révèle plus élevée que celle enregistrée dans le bassin de Cuenca, davantage abrité des masses d'air par la présence des deux cordillères qui en perturbent les écoulements : $2,3 \text{ m}\cdot\text{s}^{-1}$ en juillet à Cuenca ; $2,6 \text{ m}\cdot\text{s}^{-1}$ en août à Biblián [Dercon *et al.*, 1998]. Pour les agriculteurs de l'avant-pays (communautés situées au vent, en bordure occidentale de Hatun Cañar), les bourrasques peuvent provoquer la verse de

¹. « Le soleil, écrit l'historien des religions Mircea Eliade [2004 : 139-140], reste toujours pareil et égal à lui-même, sans aucune espèce de "devenir". La lune, par contre, est un astre qui croît, décroît et disparaît, un astre dont la vie est soumise à la loi universelle du devenir, de la naissance et de la mort. Tout comme l'homme, la lune connaît une "histoire" pathétique, car sa décrépitude, de même que celle de l'homme, se termine par la mort. Pendant trois nuits, le ciel étoilé reste sans lune. Mais cette "mort" est suivie d'une renaissance : la "nouvelle lune". [...] Cet éternel retour à ses formes initiales, cette périodicité sans fin, font que la lune est par excellence l'astre des rythmes de la vie. Il n'est donc pas étonnant qu'elle contrôle tous les plans cosmiques régis par la loi du devenir cyclique : eaux, pluie, végétation, fertilité. [...] Le temps contrôlé et mesuré au moyen des phases de la lune est, disons-nous, un temps "vivant". Il se réfère toujours à une réalité biocosmique, la pluie ou les marées, les semailles ou le cycle menstruel ».

². L'effet de Föhn correspond, après décharge complète sur le versant externe, à la descente le long du versant opposé d'un air devenu sec, par compression adiabatique [Pourrut, 1994].

certaines plantes cultivées, à l'origine de pertes de rendements. Sur les hautes terres au froid mordant, les vents souvent très violents soufflent pratiquement toute l'année.

Adossé au versant interne de la cordillère orientale, le petit *pays* est également soumis aux masses d'air provenant du bassin amazonien, principalement au cours des déplacements septentrionaux du FIT. Par sa plus grande proximité à l'égard de la cordillère orientale et sa position en abri des circulations atmosphériques océaniques, le secteur Kawanapamba-Sisid de l'arrière-pays est davantage exposé à ces masses d'air « amazonien ».

Par ailleurs, la densité du couvert nuageux s'avère inversement corrélée, non seulement à la vitesse des vents, mais également à l'ensoleillement. La ville de Cañar enregistre une durée annuelle d'ensoleillement de 1 930 heures par an ($\text{h}\cdot\text{an}^{-1}$). Cette valeur est proche de celle mesurée à Quito ($2\,040\ \text{h}\cdot\text{an}^{-1}$), mais excède les $1\,610\ \text{h}\cdot\text{an}^{-1}$ d'ensoleillement à Cuenca [Pourrut, 1994]. Au-delà de 3 200 m, la durée d'insolation diminue en raison des conditions de forte nébulosité intervenant une grande partie de l'année.

1.1.2.2. La forte variabilité du régime ombrothermique

Le régime ombrique est caractérisé par l'alternance de saisons sèches et de saisons des pluies. La longue saison sèche correspond approximativement au solstice d'été. Une courte saison apparaît à l'époque du solstice d'hiver. Quant aux saisons pluvieuses, la première (la plus prononcée) correspond à la pénétration majoritaire de masses d'air océanique de janvier à mai, alors que la seconde (date d'initiation et durée fluctuantes d'une année à l'autre) à des masses d'air continental en octobre et novembre. A Cañar-ville¹, les deux pics de précipitations, ainsi que les deux valeurs correspondant aux minimales, sont relativement basses, en raison des caractéristiques orographiques du milieu et de sa position à l'intérieur du bassin et au vent [Dercon *et al.*, 1998]. L'intensité des pluies y est relativement faible [*ibid.*].

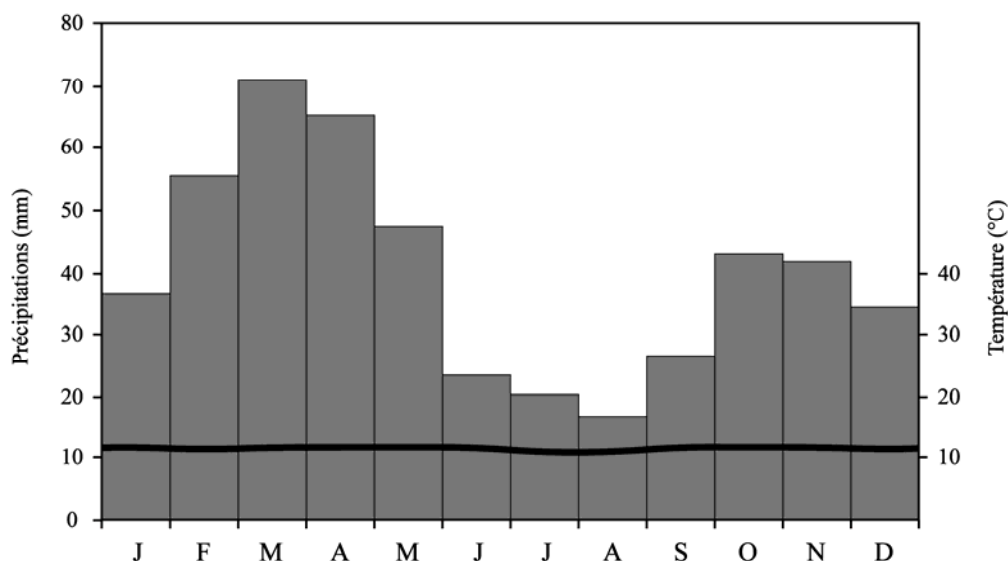
La moyenne annuelle des précipitations, qui tombent majoritairement sous forme liquide (brume, pluie et averse), est de 497,2 mm à Cañar-ville. Mais la valeur absolue de ce paramètre s'avère généralement insuffisante pour estimer les aptitudes agricoles d'une région donnée, notamment lorsque la répartition intermensuelle des pluies est inégale (fig. 7). Il est, par conséquent, très fréquent de mobiliser un indicateur confrontant la pluviométrie (P) à l'évapotranspiration potentielle² (ETP) afin d'évaluer la période (estimée en mois) au cours de laquelle les besoins en eau d'un couvert végétal donné ne peuvent être satisfaits sans recourir à

¹. Cañar-ville héberge une station de l'institut de Météorologie et d'Hydrologie d'Equateur (INAMHI) qui fournit des données mensuelles de précipitations et de températures sur la période 1970-2008. A Ingapirca, il existe une autre station, mais celle-ci n'enregistre que des hauteurs pluviométriques.

². L'évapotranspiration potentielle (ETP) correspond à la somme de l'évaporation (eau du sol) et de la transpiration (transitant par les plantes) d'un couvert de référence (un gazon) [CIRAD *et al.*, 2002]. Calculée ici selon la formule Penman-Monteith, l'ETP considère les paramètres suivants : la température et l'humidité de l'air, le rayonnement solaire et la vitesse du vent.

des apports hydriques complémentaires. On parle de mois sec lorsque la pluviométrie est inférieure à la moitié de l'évapotranspiration potentielle ($P < \frac{1}{2} ETP$), indicateur considéré en moyenne mensuelle. Il est généralement admis qu'au-delà de quatre mois secs par an, le recours à l'irrigation est indispensable. A Cañar-ville, huit mois secs sont comptabilisés par an, tout comme le bourg d'El Tambo qui enregistre 500 mm de précipitations annuelles en 100 jours [Winckell *et al.*, 1997]. Précisons que l'humidité relative de l'air, paramètre influent de l'évapotranspiration potentielle, varie entre 75 et 84 % au cours de l'année. La minimale correspond au mois d'août, mois le plus sec [Dercon *et al.*, 1998].

Figure 7. Diagramme ombrothermique de Cañar-ville (valeur moyenne mensuelle 1970-2008)



Source : Institut de Météorologie et d'Hydrologie d'Equateur (INAMHI)

Les totaux pluviométriques mensuels peuvent afficher, d'une année sur l'autre, une forte variabilité (fig. 8). Il est frappant de constater aussi qu'entre deux lieux situés pratiquement à la même altitude et distants l'un de l'autre d'une dizaine de kilomètres seulement (Ingapirca et Cañar-ville), les différentiels de hauteurs pluviométriques annuelles moyennes se révèlent très prononcés : en valeur absolue, il pleut bien plus à Ingapirca ($630,4 \text{ mm}\cdot\text{an}^{-1}$) qu'à Cañar-ville ($497,2 \text{ mm}\cdot\text{an}^{-1}$). La position d'Ingapirca, davantage soumise aux influences « amazoniennes » et en refuge des vents asséchants soufflant en provenance du littoral pacifique pendant le long été, expliquerait ce différentiel, illustré par la forme moins incurvée de sa courbe de précipitations (fig. 9).

Sur les hautes terres du *pays* de Hatun Cañar, le régime des pluies est influencé par l'altitude, qui modifie en particulier le degré d'humidité relative de l'air (toujours supérieur à 80 %), la température (plus basse en moyenne), le rayonnement solaire (durée plus courte mais intensité plus prononcée) et la nature des vents (fréquence et force plus élevées). Le nombre de mois secs

par an est bas : ≤ 3 mois [Huttel *et al.*, 1999]. Les précipitations —orographiques— peuvent prendre la forme de bruines ou parfois d’averses de longue durée, mais de faible intensité. Une fraction conséquente de ces précipitations est également portée par des brumes ou des brouillards fréquents (précipitations occultes). Sur les sommets du massif de l’Azua, il n’est pas rare que les précipitations tombent sous forme solide (neige et grêle), la plupart du temps pendant la nuit. La hauteur pluviométrique moyenne annuelle est supérieure à 750 mm sur les reliefs tabulaires du petit pays [DHV, 1995]. Ainsi, la variabilité des précipitations, tant dans le temps que dans l’espace, illustre la diversité des microclimats existants dans cette région de montagne.

Le régime thermique est, lui aussi, influencé par l’altitude. On estime qu’en zone équatoriale, le gradient thermique altitudinal moyen est d’environ 0,6 °C tous les 100 m [Huttel *et al.*, 1999]. Il est plus faible qu’aux hautes latitudes¹, en raison notamment de l’inclinaison verticale des rayons solaires qui modère les contrastes thermiques au sol. A altitude équivalente (Cañar-ville), les températures mensuelles moyennes sont pratiquement constantes tout au long de l’année. Le mois de juillet enregistre une valeur moyenne minimale de 10,9 °C, alors qu’aux mois de mai et avril, les valeurs moyennes maximales avoisinent les 11,9 °C (fig. 7). Régime typique des régions équatoriales, les amplitudes thermiques annuelles² sont beaucoup moins prononcées que les amplitudes quotidiennes. Sur les hautes terres froides, il n’est d’ailleurs pas rare de constater des amplitudes thermiques quotidiennes de 20 °C [Buytaert *et al.*, 2006].

Au-dessus de 3 000 m, les températures peuvent être inférieures à 0 °C, plus particulièrement pendant les nuits sans nébulosité au cours desquelles les gelées (et neige sur les sommets) sont fréquentes. Alors que l’enneigement devient permanent de 2 000 à 4 000 m aux moyennes latitudes (45°N), le seuil se situe autour de 5 000 m à l’équateur (Chimborazo, Kilimandjaro) [*ibid.*]. Entre 4 000 et 5 000 m, les gelées nocturnes sont très fréquentes, mais les maxima diurnes sont suffisamment élevés pour éviter l’accumulation de neige et de glace. S’en trouvent facilités les déplacements des hommes et des animaux entre les étages ou d’un bassin versant à un autre par le franchissement, en toute saison, des nœuds (massif de l’Azua et horst Buerán) et de la cordillère orientale. C’est en cela que les Andes équatoriales contrastent avec les montagnes nichées à des latitudes plus élevées.

¹. A latitude supérieure, les oppositions de versants peuvent être accusées, en raison du plus grand angle d’incidence des rayons solaires par rapport à la pente. Dans les Alpes centrales (~ 45°N) par exemple, les populations ont en conséquence différemment aménagé les versants : cultures et habitations plus généralement sur les versants ensoleillés et chauds de l’adret, forêts davantage présentes sur les versants froids, humides et souvent à l’ombre de l’ubac [Sacareau, 2003].

². Amplitude thermique annuelle : écart de température entre le mois le plus chaud et le mois le plus froid. Amplitude thermique quotidienne : écart de température entre le moment le plus chaud de la journée et le moment le plus froid de la nuit.

Figure 8. Variabilité intermensuelle des précipitations à Cañar-ville (moyenne 1970-2008)

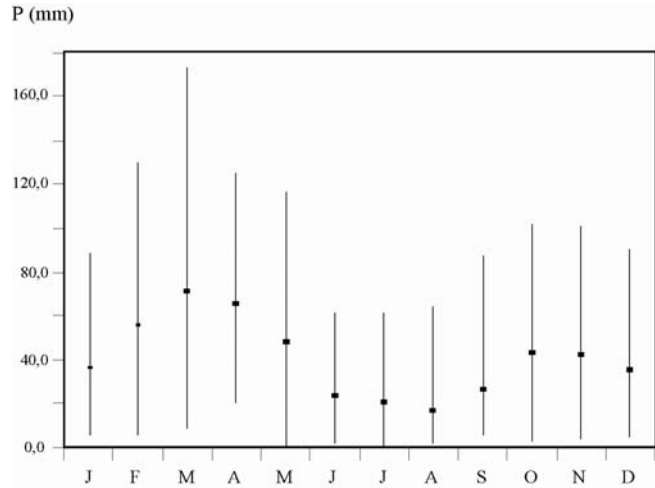


Figure 9. Comparatif des valeurs mensuelles de précipitations de Cañar-ville et Ingapirca (moyenne série 1970-2008)

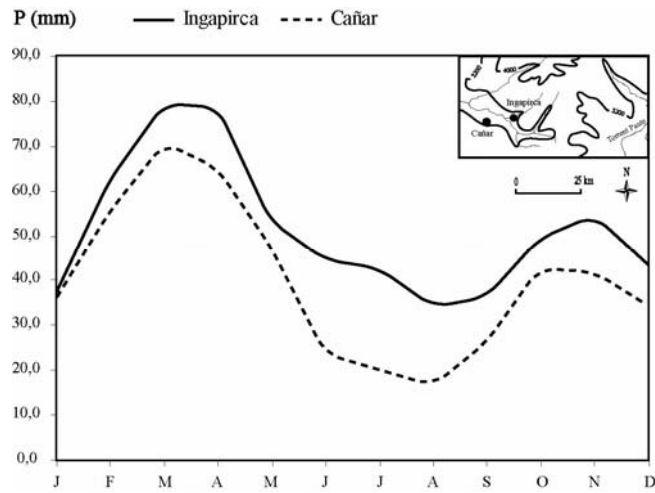
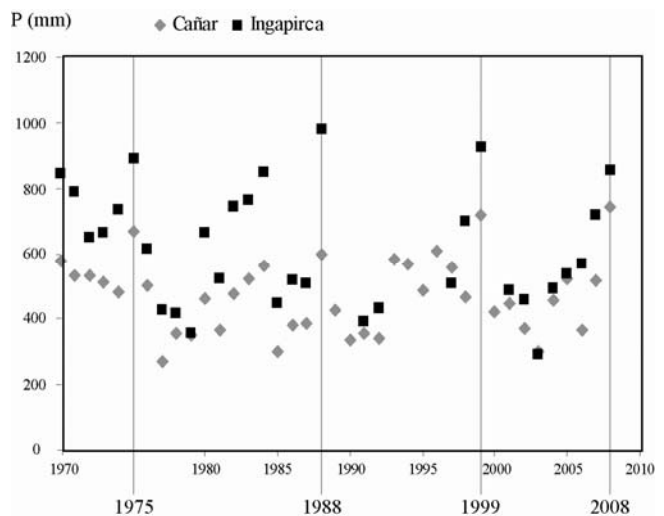


Figure 10. Hauteurs pluviométriques annuelles à Cañar-ville et Ingapirca (série 1970-2008)



Source : Institut de Météorologie et d'Hydrologie d'Equateur

Il existe, en effet, des régions où l'agriculture et la mobilité sont fortement entravées par les neiges pendant une longue période de l'année. Il en est ainsi des populations tibétaines du Ladakh (~ 35°N), résidant aux alentours de 4 000 m d'altitude, qui sont, encore de nos jours, contraintes de séjourner pendant de longues semaines dans la partie inférieure des habitations afin de capter la faible chaleur du sol et de ne sortir sur les toits en terrasses que lors des quelques heures ensoleillées de la journée ; leur unique voie de communication avec les vallées plus chaudes demeurant le cours du torrent gelé qu'ils empruntent à pied [Sacareau, 2003]. Dans les Alpes centrales (~ 45°N), la durée de l'enneigement varie de trente à trente-cinq semaines par an vers 2 500 m. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, la majorité des paysans consacraient encore ce long hiver à des travaux d'entretien et de réparation de leurs équipements, à l'artisanat ou à l'emploi salarié saisonnier en plaine.

En dessous de 4 000 m, les gelées se produisent moins souvent, et se concentrent sur les quelques heures avant le lever du soleil. Elles peuvent néanmoins avoir des effets —de superficiels à désastreux— sur les plantes cultivées et leur rendement, en fonction de leur seuil de tolérance au gel, des variétés et de leur stade de développement végétatif. De par la diversité des conditions climatiques, les périodes au cours desquelles les gelées ont une plus forte probabilité de se manifester sont variables d'une zone à l'autre, parfois sur des distances très courtes : à Cachi, le degré de plus forte probabilité se concentre en octobre ; à Juncal (même altitude ; < 10 km à l'ouest), c'est plutôt en septembre¹.

1.1.2.3. Le phénomène climatique du Niño

Enfin, il conviendrait d'aborder un phénomène singulier de la zone de l'océan Pacifique tropical, le Niño*, aux conséquences parfois désastreuses sur les sociétés et les économies des pays affectés. Il désigne le réchauffement, d'une ampleur inhabituelle, de la surface de l'océan débutant à la période de Noël le long des côtes péruviennes et équatoriennes [Wyrski cité par Pourrut, 1993]. Les événements correspondant au phénomène du Niño, caractérisés par des précipitations généralement d'ordre exceptionnel, ont été enregistrés en 1972-1973, 1976-1977, 1982-1983, 1992 et 1998-1999.

Excepté pour 1998-1999, il est difficile d'établir une corrélation directe entre phénomènes du Niño et hauteurs pluviométriques annuelles exceptionnelles dans le haut bassin du Cañar (fig. 10). Ce constat coïnciderait avec l'hypothèse avancée par l'hydrologue Pierre Pourrut [1993 : 94] soulignant que dans la zone inter-andine, « [...] *l'influence du Niño ne se traduit pas, principalement, par l'invasion de masses d'air humide mais plutôt par l'accroissement d'une activité convective qui répond à des conditions strictement locales et assez aléatoires* ». Sous

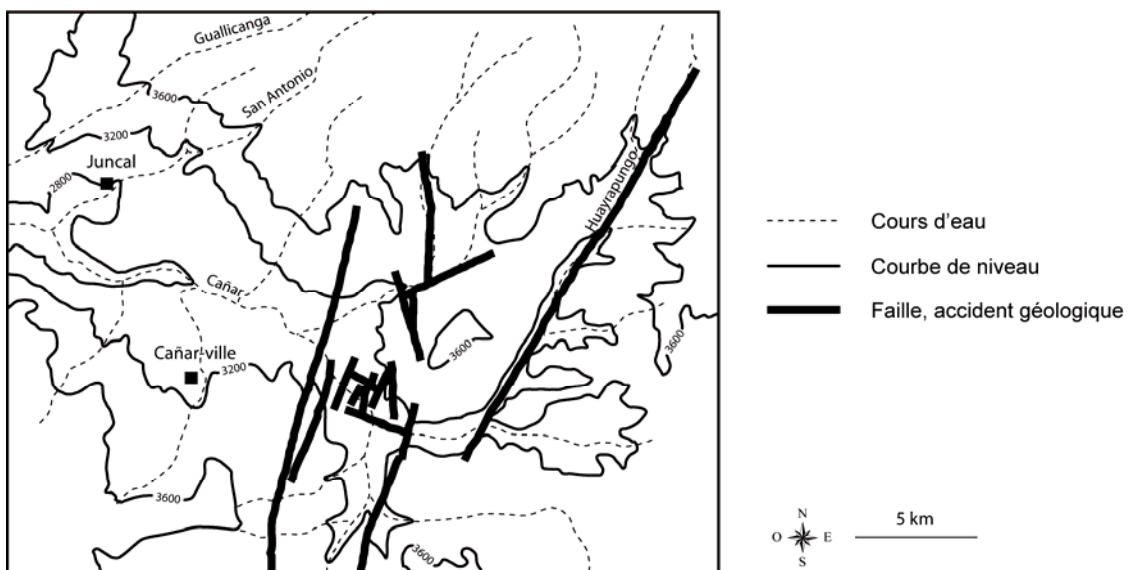
¹. Autant les périodes où les risques élevés de gelées semblaient « stables » il y a une trentaine d'années, autant les paysans d'aujourd'hui mentionnent fréquemment que les événements tendent à se produire à des périodes de plus en plus aléatoires.

influence probable du Niño, l'année 2008 fut, dans le *pays* de Hatun Cañar —mais pas uniquement— particulièrement pluvieuse : sur quarante années de statistiques, deux fois seulement les précipitations moyennes annuelles ont dépassé le seuil de 700 mm à Cañar-ville : en 1999, et en 2008 (ann. 3).

1.1.3. Un dense réseau hydrographique

Les actuelles caractéristiques physiques et morphométriques du réseau hydrographique sont le résultat d'un évènement géologique singulier. Ce réseau fut en effet profondément modifié par la surrection de l'horst Buerán et l'effondrement relatif du secteur Cañar-Juncal sous l'effet de mouvements tectoniques différentiels [Winckell *et al.*, 1997]. Le cours d'eau du Cañar, qui s'écoulait jusque-là le long de la faille de Huayrapungo selon un axe NNE-SSO¹, fut affecté par un coude brusque de 90° à partir duquel il adopta un tracé rectiligne orthogonal SE-NO en direction de l'Océan Pacifique (fig. 11).

Figure 11. Hypsométrie et réseau hydrographique de la haute-vallée du Cañar



Source : Institut Géographique Militaire de l'Equateur (IGM)
Elaboration : Winckell [1997]

Par ailleurs, l'écoulement hydrique causé par la fonte des neiges du dernier épisode glaciaire (de -14 000 à -10 000 ans) aurait été à l'origine de l'entaille abrupte du fleuve dans la cordillère occidentale. Le brusque dénivelé relatif atteint par le Cañar (-500 m) constitue à ce titre un exemple notoire d'érosion régressive, le cours d'eau travaillant aujourd'hui les formations des terrasses superposées du *bas-pays*. Avec ses parois de matériaux volcano-sédimentaires qui

¹. Rejoignant ainsi le bassin amazonien, pour se jeter dans l'océan Atlantique à quelques milliers de kilomètres de sa source.

s'effritent (et s'effondrent parfois) et les nombreux étangs logés dans les dépressions des replats bosselés et légèrement inclinés en direction du torrent Cañar, le secteur Cachi témoigne de la constance de mouvements tectoniques associés à l'érosion régressive du fleuve affouillant à cet endroit : alors qu'il n'est pas rare d'observer des habitations aux cloisons fissurées, l'eau de consommation humaine est quant à elle distribuée par voie aérienne, acheminée par de longs tuyaux soutenus par de hautes perches (les « fils hydrauliques » de Cachi)¹.

Le réseau hydrographique (fig. 13) s'organise donc autour du torrent Cañar qui prend sa source dans le massif de l'Azuay, tout comme ses affluents de rive droite, peu hiérarchisés : les torrents Silante, Cebadas, San Antonio (qui le rejoint au pied de la colline Bolaloma) et Guallicanga. Il est aussi alimenté par des affluents de rive ouest développés. Le réseau lacustre, particulièrement fourni, s'apparente à un chapelet de retenues d'eau : les profondes concavités des cirques et des têtes de vallées en berceau sont le refuge de lacs alimentés par des précipitations de natures diverses, de faible intensité mais régulières à ces altitudes. Les lacs Yanacocha, Culebrillas, Sontzahuin et Cochahuayco constituent, d'ouest en est, les perles de ce chapelet hydrique.

La topographie à faible déclivité des têtes de vallées et des plateaux interfluves modère les effets saccadés des débits et participe ainsi de la capacité de régulation de ce dense réseau lagunaire. L'inclinaison de la corniche influence la profondeur des incisions dans le matériau parental, modérée dans le secteur oriental du petit *pays*, plus accusée dans le secteur occidental. En témoignent les gorges profondément entaillées par les torrents Guallicanga et San Antonio, ainsi que les larges incisions du secteur San Carlos-Chuquiragua façonnées par des torrents secondaires au régime saccadé. Les eaux des torrents principaux sont dérivées à plusieurs reprises le long de leur trajet, longeant les courbes de niveaux pour inonder les terrains du *bas-pays* et des secteurs à faible pente de la corniche.

Il existe un chevelu serré de cours d'eau temporaires (au régime d'alternance maigres-crues) qui ravinent aussi bien la corniche que le relief en terrasses du *bas-pays*. L'inclinaison particulièrement modérée du bassin dans le secteur Coyoctor confère au lit du torrent Cañar un profil plus large composé de courants anastomosés. Enfin, il n'est pas rare d'observer ici et là sur des replats, des retenues d'eau artificielles de plus ou moins grande dimension. La plus surprenante d'entre elles est sans doute celle qui coiffe Bolaloma.

¹. A la fin du XVIII^e siècle, le père Don Juan de Velasco écrivait déjà : « les conditions matérielles d'existence de cette population sont hautement précaires, du fait d'un phénomène naturel rare. C'est que surviennent continuellement des ouvertures larges, parallèles et très profondes, sans que la terre ne tremble et sans que la cause n'en soit connue. De la sorte, les habitants se voient obligés de multiplier partout des petits ponts de bois et de planches, à l'intérieur même des habitations, qui s'effondrent en permanence. [...] Ceux-ci émettent l'hypothèse que des courants souterrains, provenant du mont Buerán, mineraient le sous-sol de Cañar, le rendant par conséquent instable » [Pérez, 1978 : 75].

Figure 12. Carte géologique de Hatun Cañar

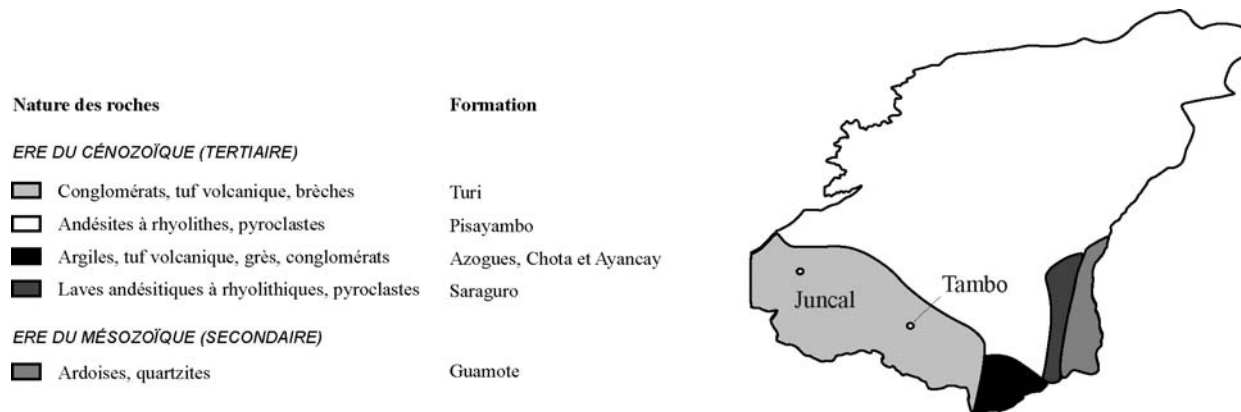


Figure 13. Carte hydrologique de Hatun Cañar

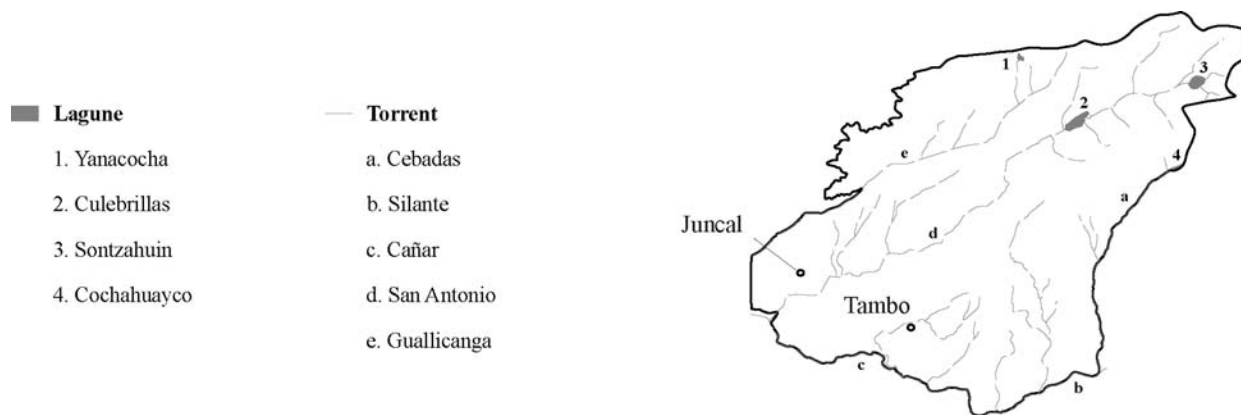
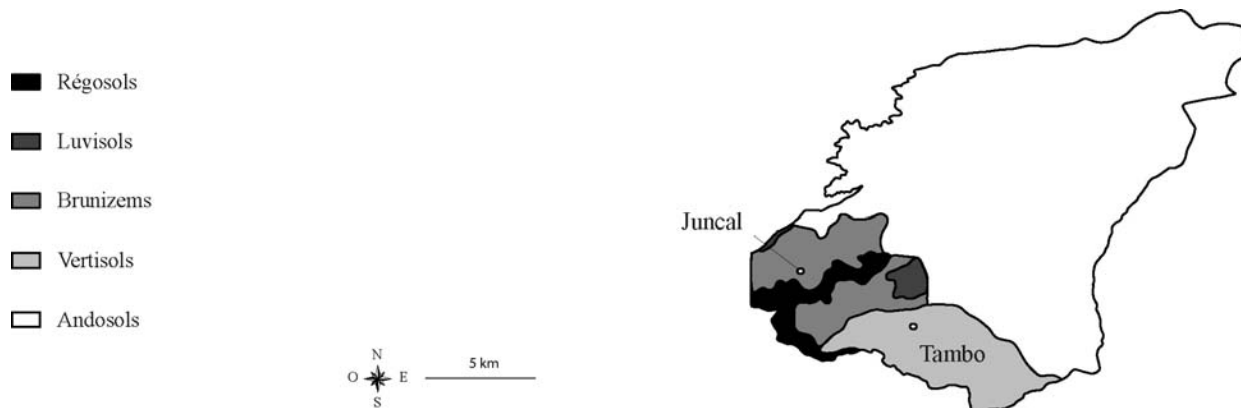


Figure 14. Carte pédologique de Hatun Cañar



Source : SENPLADES-MAGAP-SIGAGRO [2005]

1.2. La distribution de sols fragiles selon une climatoséquence

Quoique des techniques hydroponiques aient été mises au point dans certaines régions du monde, l'agriculture reste encore très majoritairement pratiquée sur des sols reposant directement sur les couches supérieures de la croûte terrestre [Legros, 2007]. Les sols résultent des interactions entre plusieurs facteurs de pédogenèse. Parmi ces derniers, l'action du climat sur les roches est prépondérante, les autres facteurs (agents biologiques, topographie, temps) réglant davantage les conditions d'altération [*ibid.*].

Dans la montagne de Hatun Cañar, l'hétérogénéité de la nature et de l'âge des roches ainsi que l'existence de plusieurs microclimats sur de courtes distances, induisent une différenciation des sols selon une climatoséquence. Influencés par l'altitude, les contrastes géomorphologiques entre les hauts reliefs tabulaires, la corniche et les marches du *bas-pays*, sont à l'origine de la formation de sols aux caractéristiques distinctes (fig. 14).

1.2.1. Les vertisols développés sur roches sédimentaires anciennes

Les vertisols, qui recouvrent les secteurs central et oriental du *bas-pays* (depuis Cachi jusqu'à Sisid), sont dérivés de produits d'altération des roches sédimentaires (conglomérats, brèches) d'origine volcanique. Très gras et moyennement profonds, ces sols déficients en azote et en phosphore sont de couleur noire, plutôt grise lorsqu'ils sont érodés. Très fortement influencés par le régime climatique marqué par l'alternance prononcée des saisons sèches et pluvieuses, ils se caractérisent par une structure majoritairement smectitique ($\geq 30\%$ d'argile) qui gonfle ou se rétracte selon les périodes. Les mouvements des agrégats et la densité de ces sols limitent d'ailleurs le développement racinaire, notamment celui de la plupart des espèces arborées (phénomènes de cassure, d'aplatissement ou d'écrasement des racines) [Baize et Girard, 2009]. En raison de ces phénomènes de gonflement-retrait, les vertisols sont reconnus pour être des sols particulièrement fragiles. Moyennement fertiles, ils sont aussi difficiles à travailler : en dessous d'un certain niveau d'humidité, ils sont trop durs à percer ; au-delà, ils deviennent terriblement collants [Legros, 2007].

Là où le fond de vallée du Cañar s'élargit du fait de la pente très faiblement inclinée des terrasses fluviales (secteur Coyoctor), les vertisols se distinguent par la nature de leur substrat (sédiments fins complémentaires comme les argiles et les grès), une plus grande profondeur et une texture plus homogène. En raison de processus d'altération des matériaux relativement lents sous régime ustique, les formations superficielles et les sols restent peu évolués [Winckell, 1997].

1.2.2. Les andosols dérivés de cendres volcaniques récentes

Le matériau parental éminemment altérable d'origine glaciaire (projections pyroclastiques, matériaux andésitiques à rhyolitiques) et le climat froid et humide des hauts reliefs tabulaires constituent les deux principaux facteurs de formation et de développement de sols peu évolués et profonds : les andosols¹. La lente accumulation de matière organique —à haute teneur en carbone— leur donne une couleur noire, qui participe d'ailleurs à une évaporation élevée de l'eau lorsque le ciel est découvert et le rayonnement solaire intense [Buytaert *et al.*, 2006]. Les andosols disposent de propriétés structurales (agrégat, porosité) favorisant la rétention de teneurs en eau très élevées, leur conférant une forte capacité de régulation des flux hydriques vers l'aval. Cependant, cette structure micro-agrégée, très poreuse et très friable, leur donne une densité apparente basse et un caractère faiblement plastique. L'énergie à fournir pour la préparation d'un terrain —à matériel équivalent sur sol à nu— s'avère par conséquent bien plus importante sur vertisols que sur andosols.

Les sommets écrêtés exceptés, les hautes terres froides du *pays* de Hatun Cañar reposent sur deux types d'andosols désaturés, légèrement acides et déficients en phosphore : les andosols typiques, et les andosols perhydratés [Winckell *et al.*, 1997]. Les premiers sont profonds, humifères et riches en matière organique (> 10 % jusqu'à un mètre de profondeur) [Zebrowski et Sourdat, 1997]. Typiques du nœud de l'Azuay et de l'horst Buerán, les seconds se développent sur des couches de cendres plus anciennes. Ils se distinguent des autres par une moindre profondeur (40-50 cm), une plus faible densité apparente ($0,25 \text{ g}\cdot\text{cm}^{-3}$) et un poids d'eau plus élevé (> 200 %)².

La dessiccation à l'air de ce type de sols peut avoir de fâcheuses conséquences sur certaines de leurs propriétés physiques, en particulier leur porosité et, partant, leur capacité de rétention d'eau. L'espace poral du sol peut en effet être contraint à un réarrangement structural, ce qui a pour conséquences une forte diminution de sa microporosité et l'apparition de propriétés hydrophobes. Dans certains cas, cette réorganisation peut aller jusqu'à l'effondrement de la structure du sol et sa déshydratation irréversible [de Noni *et al.*, 2000]. Ils deviennent alors peu résistants aux agents d'érosion (hydrique et éolienne).

1.2.3. Autres types de sols, intergrades ou davantage influencés par la topographie

Sur les flancs escarpés de la corniche et des gorges les plus pentues, reposent des régosols, dont la pédogenèse est limitée par l'érosion. Ce sont des sols peu évolués, de faible profondeur

¹. Le terme andosol, qui vient du japonais « an » = noir et « do » = sol, désigne à l'origine des sols de couleur sombre dérivant de cendres volcaniques, ayant des propriétés particulières attribuées aux « produits amorphes », dits allophaniques, de leurs colloïdes minéraux et organo-minéraux [Baize et Girard, 2009].

². Dans un sol ordinaire, il reste de 20 à 40 % d'eau [Legros, 2007 : 385].

(< 10 cm), peu humifères, caillouteux, pauvres en matière organique et perforés fréquemment par les affleurements rocheux du substrat [Zebrowski et Sourdat, 1997]. Ils se différencient des lithosols par un matériau géologique non altéré sous-jacent plus tendre [Baize et Girard, 2009 ; Duchaufour, 1995]. Les caractéristiques physico-chimiques de ces sols constituent des facteurs susceptibles de limiter sévèrement leur valorisation agricole.

Dans la partie occidentale du *bas-pays* (secteur Juncal-Chuichún) ainsi que sur les pentes à faible déclivité qui alternent avec les abrupts de la corniche (secteur San Carlos-Chuquiragua), reposent des brunizems. Dans la séquence pédoclimatique (transition d'un régime udique à ustique), ces sols peuvent être considérés comme des intergrades entre andosols et vertisols. Ils présentent des caractères intermédiaires qui pourraient notamment s'expliquer par un pédoclimat moins froid et moins humide que les andosols, et par une alternance des saisons moins prononcée que dans les secteurs à vertisols. Leur densité apparente peut être de trois à quatre fois plus élevée que celle des andosols : à Chuichún, elle est comprise entre 0,9 et 1,1 g·cm⁻³ [Montesdeoca, 2001]. Caractérisés par une forte teneur en matière organique dans leur horizon A, les brunizems sont connus pour leur fertilité. En cas d'abaissement de la teneur en matière organique de cet horizon, la mise en culture tend néanmoins à fragiliser la structure du sol avec parfois l'apparition de volumes compactés [Baize et Girard, 2009].

Il conviendrait aussi de distinguer les sols du replat d'Absul, profonds, noirs, à forte teneur en eau, avec une densité apparente de 0,76. Ce sont des luvisols, caractérisés par une présence d'argiles en plus grande quantité en profondeur, en raison d'un processus pédogénétique marqué par la migration des argiles.

1.3. Des écosystèmes étagés aménagés par l'Homme

Les facteurs géomorphologiques et édaphiques du *pays* de Hatun Cañar, influencés par l'altitude, impliquent une distribution étagée de la végétation (fig. 16). La variation de ces facteurs sur des distances relativement courtes rend extrêmement complexe une représentation détaillée de l'étagement du petit *pays*. Même sommaire, une schématisation (fig. 15) permet néanmoins d'appréhender les interactions entre caractéristiques du milieu et développement de populations végétales distinctes.

La notion d'étagement, qui présuppose l'existence de seuils francs cloisonnant des unités homogènes de végétation et commandés par le seul gradient thermique altitudinal, est encore très débattue de nos jours. Certains biogéographes considèrent en fait qu'elle ne correspond pas à la réalité [Sacareau, 2003]. Les seuils sont en effet modifiés par d'autres facteurs (sol, inclinaison de

la pente, exposition aux vents et au rayonnement solaire) ; ils sont brouillés par la pénétration¹ d'espèces dominantes d'un étage vers un autre, contigu, probablement parce que chaque espèce végétale présente des niveaux variables de seuils de tolérance (minimum et maximum) à l'égard des caractéristiques du milieu, en deçà et au-delà desquels leur développement devient d'ailleurs impossible [Mazoyer et Roudart, 1997]. Se référant notamment à la description du Chimborazo proposée, au début du XIX^e siècle, par le « savant voyageur » Alexander von Humboldt, les biogéographes n'invalident pas l'existence de seuils de végétation et de discontinuités majeures (la séquence forêt-lande-pelouse du milieu montagnard) mais soutiennent qu'ils sont masqués, ou minorés, par la multiplication de délimitations conditionnées par l'évolution des caractéristiques du milieu [Sacareau, 2003]. Précisons que, par la suite, l'utilisation —bien commode— de tout terme exprimant l'étagement (écosystèmes étagés, étages et paliers agro-écologiques, etc.) sous-entendra la variation continue de la végétation selon l'altitude, bien évidemment, mais aussi des autres facteurs susceptibles d'influencer la répartition et la croissance de la végétation.

Figure 15. Schématisation de l'étagement écologique du *pays* de Hatun Cañar

Alt. (m)	Relief (substrat volcanique) <small>[Winckell et al., 1997]</small>	Régime climatique <small>[Pourrut, 1994]</small>	Classification des sols <small>[Mag-Sigagro, 2002]</small>	Formation végétale climacique <small>[Acosta-Solis, 1968]</small>	Etagement végétation (espèces dominantes)	Alt (m)
4 400	Sommités convexes ou écrêtées	Nival	Minéral		Pelouse	4 400
4000	Plateau d'altitude		Andosols			4000
3 600	Corniche	Equatorial froid de haute montagne	Regosols		Prairies Tubercules	3 600
3 200						
2 800	Terrasses superposées	Equatorial mésothermique semi-humide	Brunizems	Landes (<i>ceja andina</i>)	Prairies Céréales	2 800
2 400			Vertisols			2 400
1 800		Tropical mégathermique humide à très humide	Regosols	Forêt andine	Légumineuses Cucurbitacées	1 800
800						
					Prairies Maïs	
					Canne à sucre	

----- Frange de contact ne marquant pas une discontinuité franche entre deux étages

¹. La pénétration d'une espèce végétale à un étage différent de celui dans lequel les caractéristiques du milieu lui sont favorables ne signifie pas qu'elle s'y développera. La concurrence avec d'autres espèces, plus compétitives dans l'utilisation des ressources (énergie lumineuse, éléments minéraux, eau), peut conduire à son élimination.

Le repérage de sous-espaces composés d'espèces végétales et animales dominantes permet de « délimiter » des écosystèmes étagés, exploités de manière particulière. Il importe de distinguer la végétation spontanée* de la végétation cultivée, les animaux sauvages des animaux domestiques. Cette distinction entre les espèces permet d'appréhender le degré d'intervention de l'Homme sur son milieu, et renseigne sur l'organisation de l'écosystème cultivé. Alors que plantes cultivées et animaux domestiques, observables dans le paysage, « soulèvent un coin du voile » sur les modes d'exploitation du milieu pratiqués par la population agricole de Hatun Cañar, la végétation spontanée (presque toujours secondaire) témoigne bien souvent de l'existence d'un milieu dont l'état serait très différent si l'Homme n'y était pas intervenu. On parle à cet effet de milieu végétal climacique, état d'équilibre hypothétique entre la végétation et les divers facteurs écologiques d'un lieu [Lizet et de Ravignan, 1987]. La notion de climax n'est toutefois pas non plus épargnée par la critique dans la mesure où, même en l'absence d'intervention humaine, le milieu végétal serait probablement modifié par l'évolution continue du climat.

1.3.1. Le *bas-pays* : un paysage soigné de clos et d'ouverts

1.3.1.1. *Un écosystème intensément cultivé*

Une végétation herbacée recouvrant les replats, une lande tapissant les ressauts : ainsi pourrait-on décrire la composition et la distribution des groupements végétaux dans le *bas-pays* de Hatun Cañar. Les formations arborées spontanées ont en effet pratiquement disparu, ne subsistant que d'infimes fragments d'une forêt andine¹, dispersés ici et là sur les replats ou regroupés en fond et le long des flancs escarpés des vallées particulièrement difficiles d'accès. La végétation arborée est davantage composée d'espèces subspontanées*, comme l'eucalyptus (*Eucalyptus globulus*) ou le cyprès², alignées en bandes lâches le long de chemins ou des marges de quelques talwegs, ou regroupés en boqueteaux épars sur les replats. Les arbres peuvent aussi former des alignements resserrés d'essences ligneuses monospécifiques, menant parfois à des bâtisses cossues aux cloisons chaulées et coiffées de tuiles rouges, diversement entretenues. L'eucalyptus, essence ligneuse de croissance plus rapide que la végétation arborée spontanée, se révèle bien adaptée aux conditions de cet étage écologique, notamment sur les vertisols, grâce à son système racinaire peu sensible aux effets cassants des phénomènes édaphiques de gonflement-retrait [Legros, 2007].

¹. Parmi les principales espèces arborées qui subsistent : le pumamaqui (*Oreopanax*), l'arrayán (*Eugenia halli*), l'aulne (*Alnus jorullensis*), le cañaro (*Erythrina umbrosa* H. B. K.), le podocarpus (*Podocarpaceae*), le quantug (*Datura Sanguinea*), le quinoa (*Polylepis incana*), le quishuar (*Buddleja incana*), le galoay (*Embotryum grandiflorum*) et certains arbres fruitiers comme le cerisier tardif (*Prunus serotina* Ehrh) ou le chamburo (*Carica chrysopetala* Heilborn).

². La présence de nombreux cyprès à Absul atteste de la profondeur des luvisols [Montesdeoca, 2001].

Figure 16. Illustration de l'étagement écologique dans l'avant-pays de Hatun Cañar (juin 2008)



La plupart des ressauts¹, comme les flancs des ravins et des vallons aux maigres régosols, sont tapissés d'une lande à astéracées, végétation secondaire, fermée et sempervirente, dont la composition floristique serait en effet très distincte de celle de l'écosystème climacique de la *ceja andina* ou *matorral*², qui constitua une frange biogéographique de transition entre la forêt andine et le *páramo* [Huttel *et al.*, 1999 ; Acosta-Solis, 1968]. La présence du millepertuis (*Hypericum laricifolium*), de son nom vernaculaire *romerillo*, subsiste comme une espèce résiduelle de cette *ceja andina* [Acosta-Solis, 1968]. Mais, il n'est pas rare que cette végétation ligneuse basse parsème aussi —sous forme de fourrés— certains replats herbacés (secteur Charcay) ou bien se mêle à un groupement arboré le long des chemins ou de champs cultivés. Certaines limites de champs ou des bords de chemins peuvent être aussi le siège de quelques cactacées (*Agave americana*, *Fourcroya andina*, *Opuntia tuna*), isolées ou en courtes bandes lâches, alors qu'une végétation palustre (roseaux) tapisse les berges et, en partie, le fond de dépressions et de zones hydromorphes.

Les terrasses sont majoritairement recouvertes d'une végétation herbacée comprenant une grande variété de plantes. Les graminées sont nombreuses (genres *Anthoxanthum*, *Dactylis*, *Holcus lanatus*, *Lolium*, entre autres), associées à des légumineuses fourragères (*Trifolium repens*, *Trifolium pratense*). Graminée rampante originaire d'Afrique centrale, le kikuyu (*Pennisetum Clandestinum*) constitue l'espèce dominante des petites prairies du *bas-pays*. Il envahit bas-côtés et engazonne les moindres recoins apparemment abandonnés à la friche. Apprécié par les agriculteurs pour la ressource fourragère qu'il procure grâce à sa capacité à recouvrir rapidement et complètement le sol, il est en revanche maudit par tous ceux qui désirent préparer une portion de terrain qu'il a envahi : son dense réseau racinaire, et sa croissance rapide et agressive, le rendent, en effet, particulièrement pénible à éliminer³. Parmi les autres graminées, des espèces d'ivraies et de dactyles sont souvent associées à des légumineuses fourragères pour composer la flore de bien des prairies du *bas-pays*. Mais ce sont les céréales qui abondent dans cet écosystème en culture pure (blé, orge) ou associées (maïs) au haricot et à des cucurbitacées dans des champs emblavés, parfois contigus à des parcelles de tubercules et de légumineuses (pois). Avec des horizons de surface retenant bien l'eau et meubles dès que le sol est ressuyé, les vertisols du *bas-pays* s'avèrent en effet d'excellentes terres à céréales [Blaize et Girard, 2009]. L'aménagement des parcellaires, constitués de champs de cultures distinctes, laisserait présumer de la conduite de cultures assolées comme mode de mise en valeur de cet écosystème étagé. Des

¹. Au cours du très pluvieux hiver 2008, plusieurs portions de ressauts recouvertes d'une végétation à prédominance herbacée (ou sols à nu) furent le lieu de glissements de terrain.

². Terme que les Espagnols utilisèrent pour désigner la *ceja andina* (sourcil andin), en référence aux landes de leur pays d'origine, formations végétales méditerranéennes composées d'arbrisseaux bas à feuilles persistantes. La flore de celles-ci n'a toutefois aucune caractéristique commune avec celle de la *ceja andina* [Huttel, 1997].

³. Parole de paysan : « Le kikuyu n'a pas de concurrent dans la nature. Il n'y a qu'un seul moyen pour éviter sa repousse lorsqu'un terrain est laissé à la friche : la construction d'une de ces énormes bâtisses de la *iony* ».

plantes potagères ou fruitières, des herbes médicinales ou une légumineuse fourragère (*Medicago Sativa*) en culture pure sont cantonnées sur des surfaces réduites, plus ou moins planes et disséminées sur tout l'étage. Expression visuelle d'un autre mode d'exploitation du milieu, ces jardins sont fréquemment attenants à de modestes habitations aux ouvertures rares et étroites, et construites à partir de matériaux divers : maçonnerie de pisé et toiture de chaume ou tuilée pour les plus anciennes, murs de briques rouges coiffés de tôles pour les plus récentes.

1.3.1.2. Les discontinuités de l'ensemble paysager

La topographie contribue à l'agencement des formations végétales sur le relief en escalier du *bas-pays*. Cependant, il existe des lieux où la distribution des groupements végétaux ne semble pas « répondre » aux modelés contrastés du relief. Il en est ainsi du secteur Juncal, où des essences ligneuses (arbustives parfois associées aux arborées) constituent des haies vives. Sur certains de leurs segments, ces haies s'enchevêtrent d'ailleurs à des murets de pierres. Elles ferment des mailles de forme irrégulière, de dimension très modeste (~ 0,25 ha), de couleurs alternant entre les bruns foncés des sols à nu, les jaunes des chaumes et des cannes de maïs desséchées et, de temps en temps, les verts mats d'une végétation herbacée flétrie. Ce singulier damier de parcelles encloses s'étire des berges du torrent Cañar jusqu'à la corniche qu'il recouvre partiellement.

Mais il existe, sur cet étage, d'autres clos, probablement moins saisissants visuellement que celui de Juncal (fig. 16 ; fig. 17) décrit précédemment, mais tout aussi bien délimités. Dans le secteur Kawanapamba-Sisid, les contours plus bas des mailles sont surtout constitués de talus enherbés (en général avec *Pennisetum clandestinum*) ou coiffés de broussailles. Des murets de pierre peuvent étayer certaines parcelles. Comme à Juncal, les mailles sont de superficie modeste, pour certaines fragmentées en plusieurs petites pièces rectangulaires. En revanche, elles s'en distinguent par des tons moins ternes, notamment des verts plus vifs.

Les ouverts ne manquent pas dans le paysage, souvent individualisés des clos par des talwegs embuisonnés plus ou moins profonds. Il conviendrait néanmoins de bien distinguer ceux de Chuichún (fig. 18) ou de Cachi de ceux de Charcay, d'Absul, de San Antonio ou des alentours d'El Tambo. Les ouverts ont tous en commun un couvert végétal d'un vert vif dominé par l'association de graminées et de légumineuses fourragères, aux limites de parcelles quasi-invisibles de loin, et sur lesquelles broutent surtout quelques bovins au piquet. Mais les premiers ne sont pas exempts d'emblavures de céréales, de parcelles de cultures sarclées ou de légumineuses alimentaires ou encore de terrains à nu, pièces intercalées ici et là entre les surfaces en herbe. De hautes meules de chaume bornent certains champs emblavés.

Ni clos, ni ouvert, le secteur Coyoctor se distingue des autres ensembles par la prédominance de plantes cultivées et la présence de ressauts décimétriques empierrés délimitant les contours

d'un parcellaire où la superficie moyenne des champs se révèle supérieure à celle des clos du *bas-pays*.



Figure 17. Vue du clos de Juncal (févr. 2009)

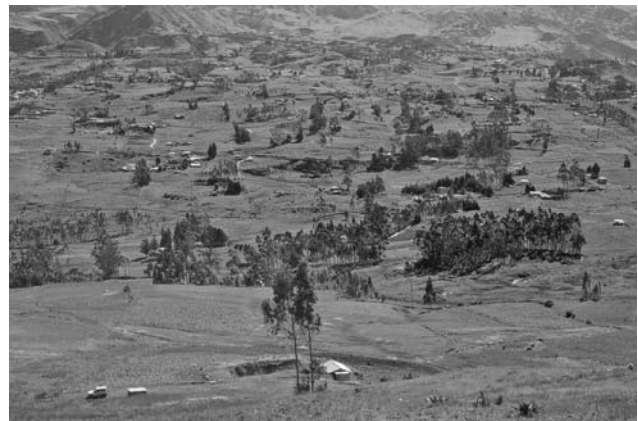


Figure 18. Vue de l'ouvert de Chuichún (mars 2008)

Un élément répétitif et dissonant de l'ensemble paysager particulièrement soigné ne peut manquer de frapper tout observateur. Le paysage apparaît en effet émaillé d'une myriade de constructions aux cloisons d'agglomérés parfois à nu et aux vitres teintées, comprenant bien souvent deux étages, le tout barricadé derrière un mur élevé et une lourde grille de métal. Même si ces constructions, dont certaines inachevées, se concentrent au pied de la corniche —là où les terrasses sont globalement les plus larges—, elles ne semblent avoir épargné, à peu de chose près, aucun recoin du *bas-pays*. Contrastant avec le bâti traditionnel, ces habitations « prolifèrent » aussi à plus haute altitude dans l'arrière-pays (secteur Kawanapamba-Sisid) : certaines gisent au beau milieu d'un plan herbacé modérément incliné alors que d'autres semblent littéralement suspendues à une pente souvent très raide. C'est aux abords des habitations que se concentrent des effectifs réduits de petits animaux (porcins, volailles et cobayes), dans certains cas rejoints en soirée par quelques ovins. Seule la « colline en boule », Bolaloma, semble jusque-là échapper à cet étrange habitat du paysage rural du *bas-pays*. Mais Bolaloma n'est pas non plus exempte de toute surprise : alors que la prairie à graminées fourragères cultivées prédomine dans les sections les moins inclinées du secteur Chuichún en contrebas, la végétation herbacée spontanée et rasante

des flancs de colline semble par endroits émaillée de petites surfaces récemment mises en culture (tubercules, plantes potagères, céréales et légumineuses).

1.3.2. *Páramos* : un écosystème typique des Andes septentrionales

1.3.2.1. *Un milieu rude, dominé par la pelouse*

Au-dessus de la corniche, les paysages qui épousent presque parfaitement les modelés d'origine glaciaire des hauts reliefs tabulaires furent dénommés *páramos* par les Espagnols, en référence aux plaines inhospitalières dépourvues de formations ligneuses de leur pays d'origine [Acosta-Solis, 1984]. Alors que le mot *páramo* renvoie à un paysage caractérisé par sa végétation et son relief, les paysans cañaris l'emploient, quant à eux, pour désigner un état climatique associant bruines et brouillards descendant des hauts « plateaux ». Au *pays* de Hatun Cañar, on ne se rend pas dans le *páramo*, on monte au *cerro*¹. Et lorsque le *páramo* tombe (*está cayendo el páramo*), ce n'est pas que les hautes terres froides s'effondrent, mais plutôt qu'il bruine sous un épais manteau nuageux. Le flou sémantique autour du terme *páramo* renvoie à la grande variété d'interprétations d'un écosystème encore méconnu. C'est probablement aussi un milieu bien plus diversifié que ne le laisserait penser l'usage d'un terme unique pour désigner l'ensemble des paysages² recouvrant les régions d'altitude des Andes sudaméricaines septentrionales (approximativement entre les latitudes 11°N et 8°S). Des formations végétales aux caractéristiques physiologiques similaires existent d'ailleurs dans d'autres régions du monde : Amérique centrale (Costa Rica, Panamá), Afrique du Sud et de l'Est (Ethiopie, Ouganda, Kenya et Tanzanie), Nouvelle-Guinée et Indonésie [Buytaert *et al.*, 2006 ; Mena et Hofstede, 2006].

Les interactions entre le relief, les andosols et le climat froid de haute montagne équatoriale sont à l'origine d'une végétation à la physionomie singulière : plantes microphylles et sclérophylles ; épidermes duveteux, poilus ou à épaisse cuticule brillante ; formes en rosette ou en coussinet ; surface cireuse ; croissance limitée et lente de la biomasse végétale, entre autres [Huttel, 1997]. Au premier abord, la nature semblerait bien mal faite : pourquoi, dans un écosystème aux paramètres hydriques propices au développement de la végétation, la plupart des plantes expriment-elles des caractères xérophytes ? L'une des spécificités des écosystèmes de montagne équatoriale repose sur les oscillations accusées et incessantes des paramètres hydriques (humidité, hygrométrie, régime hydrique des sols) qui affectent la photosynthèse et accentuent l'évapotranspiration de façon saccadée pendant les quelques heures ensoleillées des saisons humides [Thouret, 1989]. La végétation, s'adaptant aux conditions les plus défavorables de son

¹. Montagne, en espagnol. En quichua, le terme approprié serait *jawa*, qui se traduirait par le haut. Et *ucu*, le bas, serait son opposé complémentaire dans la philosophie andine.

². Onze unités *paraméennes* sont répertoriées en Equateur, différenciées selon la nature et la distribution spatiale des formations végétales résultant des conditions géomorphologiques et bioclimatiques propres à chaque habitat [Minga et Nugra, 2009].

milieu, celle des *páramos*, a donc développé une morphologie limitant les effets néfastes des vigoureux contrastes ombrothermiques, accentués par des vents fréquents aux effets asséchants et un intense rayonnement solaire¹ pendant les périodes sans nébulosité [Huttel, 1997].

Par ailleurs, l'effet isolant de la végétation dense et fermée contribue à amortir les contrastes thermiques au sol. Les plantes participent au bilan hydrique excédentaire des *páramos*, par une évapotranspiration moyenne basse. La décomposition de la biomasse est à l'origine d'une abondante matière organique contenue dans les andosols. Les teneurs en C, exceptionnellement élevées, font des *páramos* les stocks de carbone sans doute les plus conséquents au monde après les tourbières [Podwojewski et Poulénard, 2002], devançant par ordre d'importance des écosystèmes aussi significatifs que les forêts tropicales (tabl. 1).

Tableau 1. Réserves estimées de carbone contenues dans les *páramos*, rapportées à d'autres écosystèmes tropicaux (en tonne de C·ha⁻¹)

	Biomasse aérienne	Carbone contenu dans le sol	Total
Forêt tropicale humide (basse altitude)	200-400	100-200	300-600
Forêt tropicale de montagne	100-200	~ 74	~ 174-274
<i>Páramo</i>	~ 40	300-600	~ 340-640

Source : Suárez [2009]

Les *páramos* ressemblent à des pelouses d'altitude, constituées d'une végétation basse, dense et composée en majorité d'espèces endémiques (60 % des 5 000 plantes recensées, d'après Buytaert *et al.*, 2006). Les graminées prédominent dans le paysage, notamment les genres *Calamagrostis intermedia* et *Stipa ichu* [Minga et Nugra, 2009] ; *Festuca* et *Agrostis* dans une moindre mesure. Entre ces touffes de graminées se développe une végétation variée à tige rampante, au système racinaire pivotant ou aux racines adventives, en tapis, en coussinet ou en rosette. Leur sont associées d'autres plantes herbacées ainsi que des espèces arbustives clairsemées, dont certaines ont des propriétés médicinales ou tinctoriales. Les formations ligneuses, basses et à croissance lente, sont globalement rares. Elles apparaissent très dispersées sur les pelouses (individus isolés ou bandes lâches dans les bas-*páramos*), mais surtout sur les flancs escarpés des vallées qu'elle tapisse sous forme de bois peu représentatifs, cependant, du milieu climacique. Parmi les espèces ligneuses, les plus communes sont l'arbre à papier (*Polylepis* spp.), le quishuar (*Buddleja incana*) et des espèces de *Gynoxis*. Par ailleurs, peuvent

¹. Les lumières plus riches en bleu, violet et ultra-violet, qui prédominent au sol pendant les périodes d'intense rayonnement solaire, limitent la photosynthèse.

surgir ici et là, souvent en plein milieu des pelouses à *calamagrostis*, des blocs bien délimités de pins¹ adultes (*Pinus radiata* D. Don, *Pinus patula* Schltdl. & Cham.) de plusieurs hectares.

1.3.2.2. Un écosystème fragile, sous forte action anthropique ?

Sur certains replats des *páramos*, mais aussi le long du versant oriental de la vallée du torrent San Antonio (jusqu'à près de 3 800 m d'altitude), les prairies d'espèces allochtones de poacées (excepté *Pennisetum clandestinum*), déjà observées au *bas-pays*, semblent avoir pris le pas sur les tapis graminéens spontanés. Ces prairies peuvent être, par endroits, découpées par des polygones de tubercules en rangs ; il arrive que certains d'entre eux se drapent de tons rougeâtres suite à la prolifération de *Rumex acetosella*. Des segments de tapis d'interfluves sont retournés ici et là, parsemant les pelouses de tonalités sombres.

Là où prédomine encore la végétation typique du *páramo*, graminées et espèces rasantes inter-touffes se raréfient toutefois à plusieurs endroits. Tel est le cas du flanc oriental du lac Culebrillas qui apparaît strié de bandes, orthogonales à la pente et alternant sols dénudés et basse végétation herbacée. La distribution irrégulière des graminées spontanées et leur physionomie rasante sont encore plus prononcées dans la section occidentale des hauts plateaux. Même certains cirques et hauts de vallées, scarifiés de « drailles* », laissent entrevoir un couvert végétal qui tend à s'ouvrir progressivement. Certains présentent ici et là des taches décamétriques de végétation de tons allant de l'ocre au noir et détonnant avec la vive couleur vert clair des jeunes pousses de végétaux. Autour des lacs d'altitude et dans les dépressions de faible profondeur, sur les replats mal drainés comme au fond des talwegs à faible pente, une végétation plus basse et ouverte, en rosette ou en coussinet, se développe.

Le *páramo* constitue aussi l'habitat d'une faune sauvage variée : poissons (dont des espèces allochtones comme la truite —*Salmo trutta*, *Salmo gardnieri*—), oiseaux comme le très rare condor (*Vultur gryphus*), le canard du *páramo* (*Anas andium*) ou le caracara caronculé (*Phalcoboenus carunculatus*) et mammifères (rongeurs, cervidés et canidés), entre autres. Par ailleurs, il n'est pas rare d'observer de petits troupeaux de bovins parcourant librement les pelouses d'altitude, ainsi que des taureaux solitaires divaguant de préférence dans les endroits les plus reculés des cirques. En aval du lac Culebrillas et dans les *bas-páramos* de Sisid, des troupeaux de camélidés paissent dans des enclos compartimentés. Un autre enclos attire aussi le regard : celui juste en contrebas du mont Carshao, situé dans un endroit relativement plat et à l'abri des vents ; d'une superficie de deux à trois ares, il est bordé de hauts bourrelets de terre enherbés —comme s'il avait été creusé— à côté duquel repose une construction basse,

¹. Le pin est introduit en Equateur en 1905, mais la première plantation n'est mise en place dans les *páramos* du Cotopaxi qu'en 1941 [Huttel *et al.*, 1999].

apparemment non entretenue, associant murs de pisé et toitures en touffes de *calamagrostis* séchées (fig. 19).



Figure 19. Vue des bas-*páramos* de Carshao, partiellement découpés par une pinède (janv. 2009)



Figure 20. Vue de la mosaïque de champs laniérés du secteur Cajóntambo, communauté Sisid (juil. 2008)

Enfin, le belvédère que constitue le mont Carshao permet aisément de comparer le paysage d'ensemble du petit *pays* à celui situé sur l'autre versant du haut bassin du torrent Cañar. En rive gauche, le contraste est en effet saisissant. La pente longue et prononcée dans la majeure partie de sa section longitudinale est habillée d'une végétation herbacée aux tons jaunâtres et marron. A part sur les terrasses fluviales et dans les parties sommitales, force est de constater que les plages vertes sont plutôt rares.

1.3.3. La corniche : un écosystème de transition, aux seuils « floutés »

La corniche constitue un sous-espace géologique clairement délimité, caractérisé par une brusque rupture de pente qui explique l'évolution rapide des conditions climatiques (baisse des précipitations et hausse des températures) et édaphiques (andosols perhydratés) sur une courte distance. La végétation spontanée qui s'y développe devient l'expression d'une frange de transition graduelle, depuis la lande qui recouvre les flancs des vallées encaissées et les sections pentues du « piémont » de l'escarpement —dans la continuité du *bas-pays*— jusqu'à la pelouse à *calamagrostis* qui en tapisse le haut et se prolonge sur les plateaux d'altitude.

Sur le pan de corniche qui domine le *bas-pays* du secteur Charcay-Juncal (3 100-3 300 m d'altitude), la composition et la distribution de la végétation laissent l'observateur, au premier abord, profondément perplexe. Une lande âgée y prédomine, mitée par endroits de champs cultivés de tubercules ou de terres labourées, pièces que l'on observe aussi ici et là, un peu plus haut, dans les pelouses inclinées. Des prairies à la végétation herbacée, spontanée et secondaire occupent aussi certains recoins de cette corniche. Certaines sont colonisées en particulier par la *calamagrostis*, alors que d'autres présentent déjà des stades de formations ligneuses secondaires (du stade du couvert hétérogène et discontinu au stade de la lande de plusieurs années tendant à se refermer). Cette unité de paysage suggère un processus d'enfrichement : la végétation herbacée, au départ plus compétitive, occupe rapidement les espaces abandonnés par l'Homme avant que n'apparaissent les premières espèces ligneuses qui étoufferont peu à peu les herbes en monopolisant la lumière.

La présence de friches à hautes graminées typiques des pelouses d'altitude, se développant sur des andosols perhydratés, laisse présumer d'une frange climacique¹ de l'écosystème *paraméen* inférieure à ce que l'on observe aujourd'hui, localisée entre 3 200 et 3 300 m d'altitude, ce qui serait cohérent avec les observations d'Acosta-Solis [1968] : de 2 800 à 3 500 m d'altitude du sud au nord de l'Equateur. La présence sporadique des graminées caractéristiques des *páramos* en bas de corniche révèle surtout la profonde transformation anthropique de la végétation spontanée. Il est probable que, laissée pendant des décennies sans exploitation par l'Homme, la corniche serait occupée par la lande en son pied et recouverte par la pelouse à partir de 3 300 m approximativement.

L'écosystème de corniche se distingue de l'écosystème *paraméen* par la quasi-absence de végétation spontanée. Il se différencie de celui du *bas-pays* par une moindre diversité et un changement dans la composition de la végétation cultivée. Alors que la fève s'est substituée, comme légumineuse, au pois et au haricot, les céréales se limitent à l'orge et à l'avoine. A l'exception du kikuyu, sensible au gel à ces altitudes, les graminées fourragères prédominent dans le paysage. Il existe encore de grandes prairies (> 20 ha) à *Lolium*, *Dactylis* et *Trifolium pratense*², homogènes et continues, ressemblant aux ouverts au ton vert toujours vif de l'étage inférieur. Mais elles restent marginales au regard des larges mosaïques de prairies et de petits champs de tubercules (*Solanum tuberosum*, *Ullucus tuberosus*, *Oxalis tuberosa*, *Tropaeolum tuberosum*).

La taille et la forme des champs varient : rectangles d'une superficie moyenne supérieure à 2 ha à l'ouest du petit *pays* (secteur Gaballushi et San Carlos) avec des prairies aux espèces

¹. La limite climacique théorique entre la lande et le *páramo* varie selon la latitude, mais aussi en fonction des fluctuations paléoclimatiques [Deler *et al.*, 1983].

². Le trèfle violet (*Trifolium pratense*) est plus adapté à ces altitudes que le trèfle blanc (*Trifolium repens*), davantage présent dans les prairies du *bas-pays*.

subspontanées (ivraies, dactyles et légumineuses fourragères) ou champs tendant à s'étirer avec la pente, d'une superficie moyenne inférieure à l'hectare dans le secteur Kawanapamba-Sisid (fig. 20), avec des surfaces herbeuses moins homogènes et à la composition florale distincte (prédomine *Holcus lanatus* associé aux hautes graminées caractéristiques du *páramo*). Alors que quelques ovins paissent pendant la journée sur ces surfaces herbeuses à espèces spontanées, à proximité de quelques bovins, il est au contraire fréquent de n'apercevoir sur les vastes prairies, plus vertes et homogènes, que des troupeaux bovins de plus grande taille.

A l'image de la limite inférieure, la limite supérieure de cet écosystème paraît aussi particulièrement floue... et mouvante. Elle fluctue effectivement selon les secteurs : haute aux abords du lac Culebrillas, elle semble plus basse ailleurs, même si quelques polygones sont ouverts ici et là, comme mentionné précédemment. N'est-il pas suprenant de constater que la végétation cultivée « s'étend en hauteur » dans certains secteurs, induisant un accroissement du risque* agricole et de la distance aux soles, alors que l'enfrichement gagne des sections *a priori* plus favorables à l'agriculture et plus proches des habitations ? Outre le fait que cet écosystème apparaît très perturbé par l'action de l'Homme, la discontinuité de ses limites, inférieure et supérieure, suggérerait un usage différencié des ressources.

Conclusion chapitre 1. Les paradoxes d'un paysage agraire : un effet « migration » ?

Influencée par l'altitude, la diversité des conditions géomorphologiques et édaphiques du milieu montagnard est à l'origine de l'étagement d'écosystèmes variés aux seuils « brouillés » et aux aptitudes agricoles contrastées du *pays* de Hatun Cañar. La pente, la forte variabilité climatique, le régime torrentiel des cours d'eau et la fragilité des sols constituent autant de contraintes pour la mise en valeur des différents écosystèmes que de facteurs de risques pour les rendements des cultures et des élevages. Le petit *pays* semble toutefois disposer de potentialités relatives, comme sa position équatoriale, la topographie moins inclinée de certains de ses modelés, la relative disponibilité de sa ressource en eau et son étagement écologique. En outre, ses caractéristiques géomorphologiques laissent présumer d'une moindre pénibilité des déplacements¹ des hommes et des animaux que dans d'autres régions montagneuses du monde, et d'une plus grande proximité avec des écosystèmes distincts (des versants de montagne aux grandes plaines côtière et amazonienne) en raison, notamment, de l'étroitesse de la haute vallée et du remarquable axe de circulation que constitue l'entaille de son torrent principal.

¹. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler qu'en haute montagne, les déplacements sont —à mode de locomotion équivalent— plus lents et la dépense d'énergie plus élevée qu'en plaine, en raison des dénivelés et des rudes conditions climatiques.

Dans les sections aux aptitudes agricoles supérieures du couloir inter-andin équatorien¹, et davantage encore dans la basse-plaine du fleuve Guayas, les écosystèmes semblent avoir été simplifiés à l'extrême : grandes prairies toujours verdoyantes, homogènes et continues dans le premier cas, et vastes plantations d'espèces monospécifiques dans le second. Fortement anthropisé lui aussi, le *pays* de Hatun Cañar se caractérise cependant par une végétation plus variée. Certes, la végétation à graminées prédomine globalement dans le paysage : herbe cultivée dans le *bas-pays* et sur la corniche ; végétation spontanée des *paramos*, parcourus par des animaux en divagation. Ainsi, les élevages (bovin surtout) apparaissent-ils comme le principal mode d'exploitation du petit *pays*. L'élevage exigeant moins de travail par unité de surface que la culture de plantes sarclées, l'émigration n'est peut-être pas étrangère à ce qui ressemblerait à un processus de spécialisation herbagère de certains espaces du petit *pays*. Ceci étant, les mailles des clos du *bas-pays*, les parcelles de quelques ouverts, les jardins attenants aux habitations ou les mosaïques de quelques sections de la corniche témoignent de l'existence d'autres modes d'exploitation du milieu (cultures assolées en rotation et jardins), particulièrement exigeants en travail et adaptés aux conditions bioclimatiques des sous-espaces étagés du petit *pays*. Par ailleurs, il importe d'apprécier les renseignements délivrés par plusieurs éléments significatifs du paysage comme (i) les clos et les ouverts (organisation duale de l'espace), (ii) les petits lopins de cultures « pures » ou associées et les prairies étendues (rapports de propriété inégaux) ou encore (iii) les verts vifs des prairies homogènes et les verts ternes des parcelles de végétation spontanée discontinue. Ces éléments attesteraient d'hétérogénéités provenant de variations agro-écologiques mais aussi d'inégalités socio-économiques entre unités de production.

Des centaines de paysans ont quitté le petit *pays*, réduisant d'autant la disponibilité en main-d'œuvre agricole. Pour la plupart, localisées dans l'écosystème de transition (la corniche), certaines unités de paysage, apparemment abandonnées à la friche, suggéreraient le déclin progressif de l'agriculture. Le récit imaginaire introductif selon lequel deux archéologues engageraient, dans plus d'un siècle, des fouilles au *pays* de Hatun Cañar, alors enseveli sous une lande impénétrable, conserverait jusqu'ici toute sa force si le paysage n'évoquait pas aussi, par endroits, l'exploitation anthropique de nouveaux espaces. Outre le soin minutieux apporté à certains terrains (clos et jardins notamment), les champs récents de tubercules, observés à la limite des quatre mille mètres, et les fractions retournées de tapis *paraméens* ne seraient-ils pas autant de témoignages visuels d'une mise en valeur, par certains agriculteurs, de nouvelles portions de leurs finages* ? Le cas de Bolaloma en serait un révélateur de plus : des champs sembleraient avoir été ouverts depuis peu dans la végétation spontanée, herbacée et rasante de la pente raide de la « colline en boule ». Le paysage s'ouvre toujours plus haut en altitude ou à flanc de colline, alors qu'il tend à se refermer en bas de corniche, parfois à proximité même des

¹. Parmi ces sections irriguées, élargies et planes du couloir inter-andin, sont particulièrement illustratives de cette spécialisation herbagère : Tarqui, au sud de Cuenca, et Machachi au sud de Quito.

habitations. Si l'on s'en tenait à la théorie de certains écologistes corrélant positivement l'accroissement des flux migratoires au retour d'un milieu à la nature¹, n'y aurait-il pas là quelque chose de profondément paradoxal ?

Ceci étant dit, il est fort probable que l'émigration, fait récent majeur du petit *pays*, contribue à modifier les différents modes d'exploitation du milieu. Ne serait-il pas pour autant erroné d'isoler ce fait d'autres éléments, d'ordres social, technique et écologique avec lesquels il est en interaction, pour en faire la cause unique des transformations de l'agriculture de Hatun Cañar ? Et l'émigration ne serait-elle pas tant l'une des causes des transformations des écosystèmes à l'œuvre aujourd'hui qu'une conséquence, très probablement parmi d'autres, de changements agricoles contraints ou favorisés par des événements antérieurs ?

L'historien Marc Bloch [(1949) 2010 : 65] assimilait le paysage à la dernière pellicule, intacte, d'un film qu'il fallait d'abord, pour reconstituer les traits brisés des autres, dérouler en sens inverse des prises de vue². En ce sens, l'analyse fonctionnelle du paysage de Hatun Cañar (la dernière pellicule déroulée) a permis la formulation d'hypothèses interprétatives, comme celles considérant (i) l'extension probable des surfaces en herbe, (ii) la relative diversification agricole d'un milieu de montagne fragile et contraignant, (iii) les apparentes inégalités socio-économiques ou encore (iv) l'hétérogénéité des rapports à la migration. Toutefois, les informations révélées par le paysage, aussi précieuses soient-elles, n'en restent pas moins insuffisantes pour comprendre et expliquer les transformations récentes de l'agriculture de Hatun Cañar. Les traits brisés de la bobine du film restent nombreux. En d'autres termes, la validation ou l'infirmité, pour partie ou en totalité, des hypothèses interprétatives précédemment avancées engage à une déconstruction de l'histoire de la société ayant façonné le paysage d'aujourd'hui.

¹. Selon la théorie de la transition de la forêt (*forest transition theory*), la croissance économique d'une nation (avec industrialisation et agriculture motorisée et chimisée, exode rural et urbanisation) manifeste à la longue (selon une courbe en U) un processus de développement de la végétation spontanée. Telle est la trajectoire empruntée par nombre de pays à haut niveau de salaires, ainsi que par certaines régions des pays pauvres à forte aptitude agricole. Inversement, là où les conditions agro-écologiques et socio-économiques sont défavorables à l'introduction des techniques élaborées dans les pays industrialisés, l'agriculture demeurée marginale induirait exode rural et abandon des terres à la friche [Klooster, 2003]. Voir sur le sujet les travaux entrepris en Equateur par Farley [2010], Gray [2008] ou encore Rudel *et al.* [2002].

². Métaphore relevée avec justesse par l'agroéconomiste Hubert Cochet [2011] pour illustrer la façon dont les chercheurs en agriculture comparée s'emparent de la science de l'histoire pour appréhender les transformations passées et présentes de l'agriculture.

CHAPITRE 2

Aux racines de l'agriculture de Hatun Cañar : genèse et transformations d'une société agraire andine

Aux racines de l'agriculture... Le titre ne doit pas égarer : appliqué à la lettre, il imposerait un parcours à rebours de plusieurs milliers d'années (vers 10 000 av. J.-C.) jusqu'au fond de la *Cueva Negra de Chobshi*, à proximité de Cuenca, là où des traces, parmi les plus anciennes de peuplement humain de l'actuel Equateur, ont été relevées voici un demi-siècle. Certes, la tâche ne manquerait pas d'intérêt scientifique, mais répondrait-elle pour autant à l'objet de la présente recherche ? Celui-ci, rappelons-le, consiste à penser le développement agricole du *pays* de Hatun Cañar en posant que l'agriculture contemporaine qui y est pratiquée ne constitue que la forme ultime d'un long processus d'évolution sociale, technique et écologique. Par conséquent, il nous faut repérer les discontinuités majeures qui jalonnent l'histoire de la société agraire de Hatun Cañar, les analyser et les interpréter de façon à « bien comprendre la dynamique passée et les contradictions qui en résultent aujourd'hui pour mettre en évidence ses tendances prévisibles pour le futur » [Dufumier, 1996 : 56].

Au même titre que la délimitation de l'espace le plus pertinent à l'analyse systémique, le séquençage de l'histoire relève de la responsabilité du chercheur. Ce faisant, la périodisation constitue également un exercice de modélisation. Elle est démarche diachronique et itérative, moins descriptive qu'interprétative dans la mesure où il s'agit d'abord de rendre intelligible l'enchaînement des faits majeurs ainsi que leurs relations d'interdépendance.

Pour ce faire, la mémoire des anciens, qui constitue ici la source majeure d'informations, est convoquée. Celles-ci sont collectées lors de dialogues¹ conçus autour de grands axes thématiques préalablement établis (ann. 4). Le choix délibéré de recourir à cette forme de collecte de données procède du souci de laisser « la possibilité aux témoins interrogés d'exprimer des idées non envisagées *a priori* et susceptibles d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche » [Ducourtieux, 2006 : 71].

Le paysage sert théoriquement de point de départ au dialogue [Cochet, 2011]. Pour autant, le « décryptage » —par et avec les anciens— du seul paysage que l'on a sous les yeux² peut dans certains cas aboutir à une reconstruction escamotée de l'histoire et partant, à une compréhension altérée du processus global de transformation de l'agriculture. Car le paysage « visible » ne coïncide pas toujours avec les limites du finage exploité par une société agraire. En effet, on peut faire remarquer, en prolongeant la métaphore du film empruntée à Marc Bloch, que certaines histoires sont constituées de plusieurs bobines. Autrement dit, parce que les contours d'un système agraire sont tracés par les relations socio-politiques tout autant que géographiques [*ibid.*], il peut exister des écosystèmes (*a fortiori* en montagne) extérieurs aux limites que l'on aurait malencontreusement ignorés en interrogeant les anciens sur ce seul paysage « visible ».

Il devient alors utile de faire appel aux historiens, archéologues et anthropologues contemporains, démarche associée à la consultation de travaux scientifiques, de chroniques rédigées du temps de la Couronne espagnole et d'autres types de sources disponibles³, de façon à compléter les récits des anciens, plus particulièrement concernant les temps les plus reculés de leur histoire. C'est ainsi qu'après un va-et-vient constant du présent au passé et du passé au présent —ce qui permet de séquencer le temps pour rendre intelligible les transformations propres à chaque grande période—, le parti a été pris de rejoindre l'histoire hatun-cañari vers 1 450 ap. J.-C, peu de temps avant l'arrivée des Incas dans la haute vallée du Cañar. Cette période préincaïque, il va sans dire, ne sied pas au début, mais bien au milieu d'une série d'évènements dont chacun découle de tous ceux qui l'ont précédé. Elle constitue assurément, à l'aune des faisceaux d'informations collectées et soigneusement interprétées, une rupture chronologique franche dans l'histoire des transformations sociales, techniques et écologiques du petit *pays*. Ainsi fonde-t-elle la première étape d'une histoire singulière, celle d'un peuple de haute montagne pour lequel, à l'instar d'autres sociétés andines, l'agriculture a « constitué la base de la vie, la fondation et le support » [Stadel, 2003 : 194].

¹. Échantillon de 52 entretiens historiques.

². Pourtant, la couverture presque exclusive de formations végétales basses et la suite ininterrompue de points hauts facilitent incontestablement la « lecture » d'un paysage de montagne tel que celui de Hatun Cañar, pour peu que la nébulosité reste modérée.

³. Archives d'études notariales procurant des informations relatives à la haute vallée du Cañar ; archives de l'Archevêché de Cuenca ; cadastres municipaux ; littérature grise compulsée chez les particuliers (grands propriétaires fonciers, dirigeants de communautés, etc.).

2.1. Echanges économiques et complémentarité écologique à l'époque précolombienne

2.1.1. Hatun Cañar, une puissante chefferie ethnique

Au milieu du XV^e siècle, une puissante chefferie ethnique régnait sur la haute vallée du Cañar, relativement bien protégée des invasions par deux nœuds orographiques. Elle fédérait plusieurs *ayllu**, groupes composés de familles élémentaires unies par des liens primitifs de parenté qui, reconnaissant l'un des leurs comme chef, partageaient culture et langue, ainsi que droits et obligations sur un ensemble de ressources. Les *ayllu* de Sisid et de Juncal furent très tôt mentionnés par les chroniqueurs espagnols [Garzón, 2008 ; Cordero, 2007 ; Chacón, 1990 ; Fock et Krener, 1979 ; Iglesias, 1964]. Et, sauf à accepter l'idée de la contiguïté, il existait probablement entre ceux-ci deux, voire plusieurs *ayllu*, exploitant les terrains les plus fertiles du *bas-pays* (de Chuichún à Coyoctor). A l'origine de la communauté d'aujourd'hui, l'*ayllu* (terme quechua péruvien) est davantage connu en Equateur sous le terme de *llajta** (quichua). L'anthropologue José Sánchez-Parga suggère, d'ailleurs, de bien distinguer les deux termes. Les raisons sont, nous le verrons, liées à l'exigence de différencier espace et société de façon à percevoir la complexité de l'organisation andine.

Ces constructions sociales complexes se sont développées pendant des centaines d'années en réponse aux contraintes d'un milieu relativement peu propice à l'agriculture. Elles se dotèrent de normes sociales efficaces (réciprocité, coopération) pour valoriser la grande diversité des conditions bioclimatiques résultant de l'étagement altitudinal [Estermann, 2008 ; Golte, 1987]. Car, c'est bien la fine organisation du chevauchement de cycles agricoles pratiqués sur des étages distincts qui permettait la diversification des productions végétales, l'échelonnement des périodes de travail tout au long de l'année (usage optimal de la force de travail disponible eu égard aux conditions du milieu) et la minimisation du risque de récoltes nulles ou faibles. L'anthropologue John Murra [(1972) 2004a] mit au jour ce mode d'organisation politique et économique dans les Andes centrales (Pérou, Bolivie), mode qu'il dénomma « contrôle vertical d'un maximum d'étages écologiques ». L'anthropologue Enrique Mayer [2002] affirme à ce sujet que les termes « vertical » et « écologiques » ont davantage retenu l'attention des scientifiques que ceux de « contrôle » et « maximum ». Ces derniers ont pourtant ceci d'intéressant qu'ils renvoient au degré d'autonomie du groupe en termes d'accès direct aux ressources et de processus de centralisation de l'autorité politique [Salomon, 1985].

Cette remarque prend tout son sens dans le cas de la puissante chefferie ethnique de Hatun Cañar qui, grâce à la profonde entaille du torrent principal, disposait théoriquement d'un accès privilégié à un ensemble d'écosystèmes étagés, qui s'étendaient des hautes pelouses d'altitude jusqu'aux mangroves des rives du canal Jambelí. Pour autant, ni elle, ni d'ailleurs aucune autre parmi les plus peuplées établies dans les vallées interandines, ne parvinrent à soumettre les

ethnies rivales de façon à contrôler l'ensemble des ressources nécessaires à couvrir leurs besoins essentiels [Ramón, 2006 ; Salomon, 1986]. C'est pourquoi la survie et la reproduction de Hatun Cañar reposaient sur la mise en valeur complémentaire des étages agro-écologiques, que la chefferie contrôlait effectivement, mais aussi sur l'échange rendu indispensable par l'impérieuse nécessité de se procurer les biens qui leur faisaient défaut.

2.1.1.1. La mise en valeur complémentaire d'écosystèmes étagés

A la différence des Andes centrales, les Andes septentrionales présentent une juxtaposition d'écosystèmes étagés sur des distances bien plus courtes. La complémentarité écologique se pratiquait alors, à l'époque, dans ce que l'ethnologue Udo Oberem [1981a] appelle microverticalité. Il lui fallut élaborer ce terme, lorsqu'il chercha à décrire l'organisation des sociétés des Andes septentrionales, parce qu'il ne cessait de butter sur les limites du concept d'archipel vertical avancé par John Murra. Il définit la microverticalité de la sorte :

Les membres d'une tribu cultivaient des champs localisés sur différents étages écologiques qu'ils rejoignaient en moins d'une journée, tout en pouvant envisager revenir à leur lieu de résidence pour y passer la nuit.

Moyennant observation et expérimentation, l'innovation menée depuis des centaines d'années permit aux Cañaris de sélectionner une grande variété de cultivars adaptés à la diversité des microclimats et des sols. Sans avoir à recourir à de gigantesques travaux d'aménagement¹, comme les Incas dans les Andes centrales, ils mirent en œuvre, sur les terrasses naturelles du *bas-pays*, un type d'agriculture à base de maïs. La forêt andine avait été progressivement défrichée à la hache de pierre, laissant place à une friche herbeuse lorsque les terrains étaient périodiquement laissés au repos. En raison de l'apport limité de la fumure animale —le cobaye (*Cavia porcellus*) était la seule espèce domestiquée—, cette friche herbeuse (par sa production de biomasse) constituait la technique la plus employée pour assurer la reproduction de la fertilité des terrains cultivés.

Le maïs était semé chaque année —probablement après un désherbage au feu— à l'aide d'un bâton fouisseur renforcé par une pièce métallique effilée (*tola*). Associé à d'autres espèces (légumineuses contribuant à la restauration de la fertilité des sols, cucurbitacées, quinoa²), il occupait une place essentielle dans les sociétés aborigènes, comme le rapportèrent tous les chroniqueurs espagnols qui parcoururent les Andes septentrionales. Consommé quotidiennement (bouilli, grillé ou en semoule), le maïs était aussi de toutes les cérémonies,

¹. Les conditions du *bas-pays* favorables à la maïziculture pluviale n'incitèrent vraisemblablement pas la société à réaliser de grands ouvrages agricoles. Seules les murettes empierrées observées dans le secteur Coyocor attesteraient de l'aménagement de terrasses de remblaiement, d'origine probablement préincaïque [Idrovo, 1996].

². *Chenopodium quinoa* Willd.

généralement sous forme de *chicha* (liqueur fermentée) conservée par chaque foyer, comme bon nombre de produits, dans des récipients de terre cuite. Les tubercules, plantes domestiquées de moindre importance, étaient sans doute cultivés sur les terrains les moins favorables du *bas-pays* et destinés à l'autoconsommation familiale. Ce type d'agriculture se distinguait de celui des Andes centrales, où le maïs était un bien somptuaire et le tubercule l'aliment de base. Quand le géographe Carl Troll distinguait (en 1931) les Andes centrales des Andes septentrionales selon la formation végétale recouvrant les terres d'altitude (*puna* ou steppe au sud, *páramo* ou pelouse au nord), l'ethnohistorien Frank Salomon [1986] suggérait de les différencier aussi par la principale espèce végétale qui y était cultivée (tubercule au sud, maïs au nord).

Les Hatun-cañaris s'installèrent sur la terrasse la plus large du *bas-pays*, les premiers arrivants ayant certainement d'abord occupé les terrains fertiles de Coyocor. L'habitat était dispersé. Un centre administratif et religieux (*wamani*) avait été construit en contrebas de l'actuel Ingapirca. En s'installant en ce lieu précis, les Hatun-cañaris ne cherchaient pas seulement à tirer avantage d'un climat tempéré et de terrasses favorables à l'aménagement de leur habitat. Localisé approximativement à équidistance des principales zones d'exploitation contrôlées par la chefferie, le *bas-pays* permettait aussi de réduire la dépense d'énergie humaine consacrée aux déplacements, notamment pour se rendre dans les *páramos*.

Au-dessus de l'étage du maïs associé, ces *páramos*, qui recouvraient corniche et hautes terres d'altitude, constituaient une vaste réserve de chasse, de pêche et de cueillette, fournissant gibiers, poissons frais, fruits, plantes médicinales et matériaux de construction. La lande recouvrant la corniche, ainsi que les espaces boisés non défrichés localisés en dessous du *bas-pays*, fournissaient les habitants en bois de feu et autres herbes pour la pharmacopée. Constitués en immenses troupeaux pâturant les steppes d'altitude des Andes centrales, les camélidés (lamas, alpagas) ne semblent pas avoir connu le même développement dans les Andes septentrionales. Encore à l'état sauvage au XV^e siècle selon Franck Salomon [1978], ils auraient été introduits tardivement, entre 1 000 et 1 500 ap. J.-C. d'après Udo Oberem [1981a], qui avance, comme explication, des conditions bioclimatiques peu favorables à leur développement. Les archéologues ont bien retrouvé des poils et des ossements de camélidés dans des tombes préincaïques [Idrovo, 1996], mais tout porte à croire que, si élevage il y eut, il concernait des effectifs bien moins nombreux que dans les Andes centrales.

Les ressources tirées de l'exploitation complémentaire de ces deux écosystèmes étagés contigus composaient une base relativement autonome pour l'alimentation, la santé et l'architecture. Tout en maintenant cette base aussi large que possible par une diversification des espèces animales et végétales, Hatun Cañar se spécialisa partiellement dans la production de maïs, pour lesquelles le *bas-pays* disposait d'avantages bioclimatiques. Cette spécialisation

partielle répondait à l'impérieuse nécessité de générer des excédents échangeables, contre des denrées, avec des chefferies ou tribus contrôlant des écosystèmes distincts.

2.1.1.2. La haute vallée du Cañar : à la croisée des grands circuits d'échanges

Archéologues et historiens ont depuis bien longtemps mis en évidence l'existence de contacts très anciens entre les sociétés qui se succédèrent dans la haute vallée du Cañar et des régions éloignées de plusieurs jours de marche qui, elles aussi, se spécialisèrent partiellement selon leurs avantages bioclimatiques [Deler, 2007 ; Deler *et al.*, 1983]. A l'époque formative (de 1 500 av. J.-C. à 750 ap. J.-C.), la civilisation Nariño troquait déjà avec d'autres groupes du littoral pacifique, d'Amazonie ou du Nord-Pérou. Dans la sphère de circulation, il importe de distinguer les biens de subsistance des biens de prestige. Alors que les premiers contribuaient à la reproduction sociale de l'ethnie, les seconds participaient à l'enrichissement et à la confortation du pouvoir des élites gouvernantes.

En l'absence présumée d'animaux de bât, le transport des denrées (somptuaires comme d'usage courant) se faisait à dos d'homme, en empruntant un vaste réseau de sentiers, dont les principaux couraient le long des vallées des principaux torrents descendant des cordillères. Les échanges avec les ethnies forestières du bassin amazonien et de son versant andin s'organisaient très probablement le long de la vallée du torrent Paute, l'une des principales portes d'entrée vers cette région [Deler, 2007], accessible pour les habitants de Hatun Cañar par le col de Zhoray. Formes embryonnaires de marchés, *waka*¹, sites de production et ports servaient de lieux d'échanges [Cordero, 2007].

- Echanger des biens de subsistance : une relative autonomie familiale

Les surplus de maïs étaient échangés contre des denrées provenant de régions extérieures². Pratiqué par les familles, le troc à moyenne distance de biens de subsistance permettait de se procurer piment et coton cultivés sur le piémont de la cordillère occidentale et les vallées chaudes du versant, qui leur fournissaient, aussi, matériaux de construction et herbes médicinales « chaudes » (fig. 21). L'usage privilégié du coton pour la confection vestimentaire pourrait expliquer le faible développement de l'élevage de camélidés sur les pelouses d'altitude.

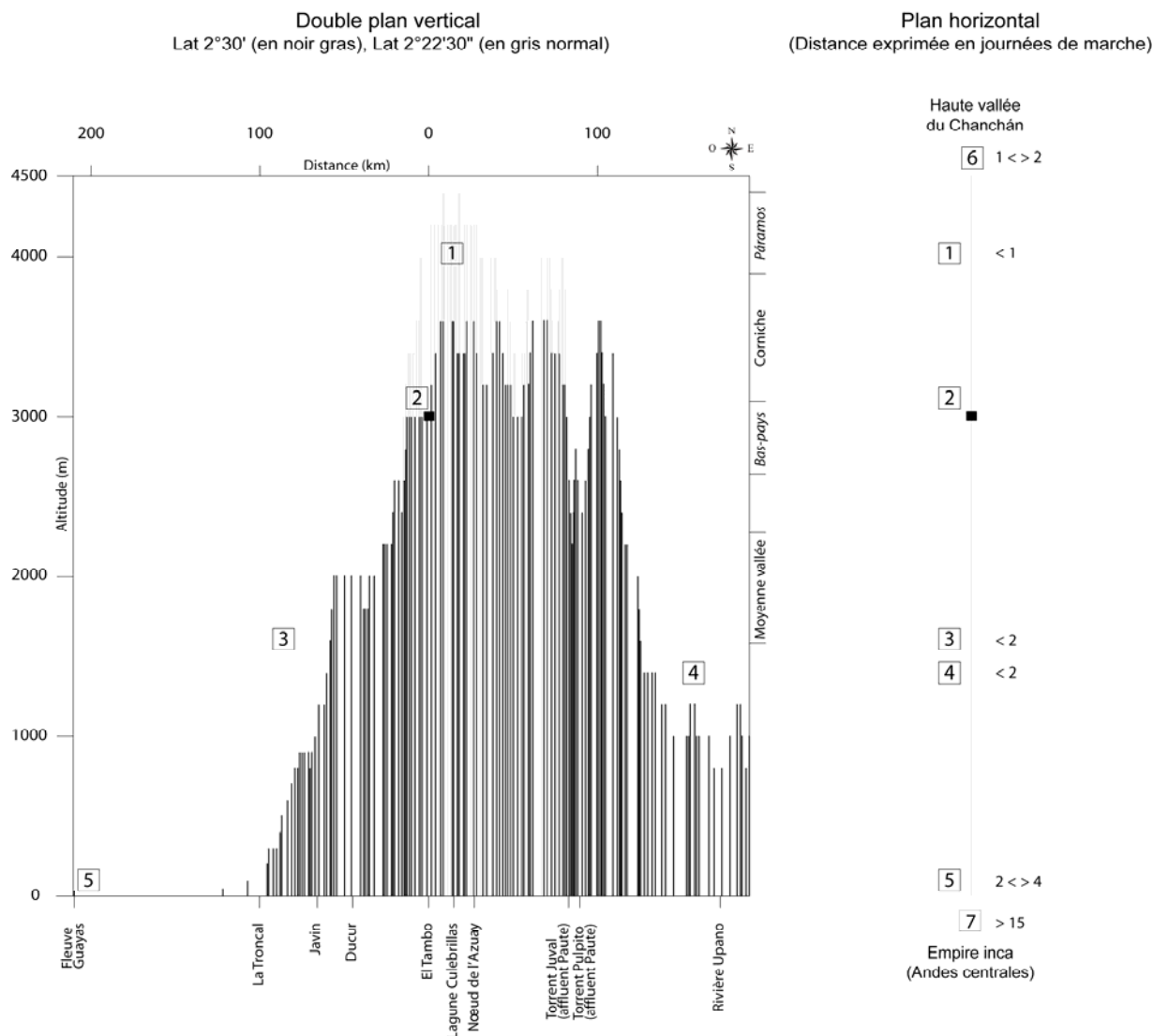
Manioc (*Manihot utilissima* Crantz), plantes médicinales et autres variétés de maïs —utiles pour d'éventuelles périodes de soudure et des usages variés— étaient échangés avec des ethnies généralement moins peuplées résidant dans les moyennes vallées des versants extérieurs des

¹. Apparentés à des dieux et délimitant généralement les territoires, les *waka* correspondent à des éléments naturels (lacs d'altitude, sommets, pierres, etc.) sacrés et vénérés par la population locale.

². On rappellera que le vocable Cañar serait d'origine Shuar [Pérez, 1978]. Il est vrai que l'origine du peuple cañari est encore très débattue de nos jours. Pour autant, plusieurs légendes locales semblent attester de la force des liens (non exclusifs, il va de soi) ayant existé entre Shuar d'Amazonie et Cañaris de la *sierra*.

cordillères. Plus que la pénibilité à franchir les nœuds orographiques (réelle mais relative), ce fut plus sûrement la nature des biens complémentaires recherchés qui limita probablement les échanges en produits alimentaires entre zones agro-écologiques semblables [Deler, 2007]. Mais on ne peut exclure l'existence d'autres formes de rapports inter-régionaux, comme en témoignent les nombreux sentiers jalonnés de lieux de culte traversant le massif de l'Azuay pour relier Hatun Cañar à la haute vallée du Chanchán [Fresco, 2004 ; Idrovo, 2004].

Figure 21. Zones de production étagées et circuits d'échanges privilégiés à l'époque préincaïque



Légende

- | | |
|---|--|
| 1. <i>Gibier</i> , poisson frais, produits de cueillette | 5. <i>Sel marin</i> , spondyle, poisson séché, métaux précieux |
| 2. Cobayes, <i>camélidés</i> . Maïs associé, tubercules, quinoa | 6. ? |
| 3. Piment, coton, coca | 7. <i>Produits d'arts</i> |
| 4. Manioc, sel gemme (?), plumes ornementales, coca, or | ■ El Tambo |

Note : Les biens de subsistance produits et échangés par les familles élémentaires sont en police normale, les biens de subsistance et de prestige sous le contrôle du cacique, en italique

Source : Institut Géographique Militaire d'Equateur (Edition 1, octobre 1998), Américas 1 :250.000 : Feuille NV-SA 17-11 (Guayaquil) ; Feuille ÑV-SA, 17-18-12 (Azogues)

- Le *spondylus* : contrôler le commerce de longue distance

Sous le contrôle des chefs ethniques, des biens somptuaires étaient échangés, à moyenne et longue distance (fig. 21). Carrefour d'échanges notoire, la haute vallée du Cañar participait de la redistribution des richesses à grande échelle : échange du maïs mais aussi des produits fabriqués localement par les artisans (armes, bijoux, poteries ?) et des produits de la chasse (cuirs). La région amazonienne alimentait Hatun Cañar en or, plantes psychotropes, plumes ornementales, animaux exotiques, rocou¹ et produits de la vannerie [Deler, 2007]. Le piémont andin occidental et les vallées chaudes du bassin versant fournissaient la coca, utilisée pour les cérémonies religieuses [Hirschkind, 1995]. Quant au littoral pacifique, il ravitaillait la haute vallée en métaux précieux (or, argent, cuivre).

Les sociétés d'agriculteurs-pêcheurs du golfe de Guayaquil alimentaient les ethnies montagnardes en sel marin, poisson séché et divers mollusques. Parmi ces derniers, le *spondylus princeps* (*mullu* en quechua) mérite que l'on s'y attarde un instant. Alors que la coquille était travaillée par les artisans-bijoutiers spécialisés et servait de monnaie d'appoint lors des transactions, la chair du mollusque était convoitée dans toutes les Andes en raison des pouvoirs de fertilité qui lui étaient conférés. Des quantités « industrielles » de ce mollusque étaient réclamées chaque année par les élites (offrandes d'ambrosie), mais aussi par des milliers d'agriculteurs andins qui le répandaient entier, émietté ou broyé, au moment du semis, pour s'attirer les faveurs des Dieux [Murra, (1971) 2004b]. Il se trouve que la température des eaux marines influence grandement la reproduction de ce mollusque, faisant de la zone de convergence intertropicale de basse pression atmosphérique où se situe l'Equateur, un milieu propice à l'observation des changements climatiques. Les chefs-chamanes des tribus côtières prédisaient ainsi le temps en fonction de la quantité de jeunes spondyles (facilement reconnaissables à la coloration rosée de leurs valves) présents dans les eaux baignant les côtes de l'actuel Equateur [Marcos, cité par Ramón, 2006] : en grande quantité, le mollusque était annonciateur de pluies (influence du courant chaud El Niño) ; en quantité limitée, les chamanes auguraient d'éventuelles sécheresses (influence du courant froid de Humboldt). Tirant avantage de son intermédiation entre régions éloignées, la civilisation Narrío initia, dès l'époque formative, le trafic du coquillage, puis l'intensifia suite à la demande croissante des Andes centrales et à l'essor d'un remarquable réseau d'échanges organisé depuis la haute vallée du Cañar. Vers 750 ap. J.-C., l'émergence de puissantes sociétés littorales mit fin au monopole de la civilisation

¹. *Bixa orellana* L. (nom vernaculaire : achiote).

Narrío, dès lors mise en concurrence avec d'autres ethnies montagnardes pour la distribution de ce bien somptuaire par la route des Andes, devenue secondaire¹ [*ibid.*].

Cette concurrence n'empêcha pas Hatun Cañar, héritier de la civilisation Narrío, de continuer à tirer un énorme profit du trafic du coquillage —pêché dans le golfe de Guayaquil et entreposé en partie sur l'île de Puná— pour s'enrichir et renforcer son pouvoir, en cherchant probablement à étendre son influence et consolider ses alliances. On ignore le ou les biens somptuaires que l'Empire inca échangeait avec les Cañaris, si ce n'est que ce furent sans aucun doute des produits de très haute qualité, finement travaillés à base de métaux rares, de fibres textiles ou de pierres précieuses [Ramón, 2006]. Mais on imagine sans mal l'Empire cherchant à réduire son extrême dépendance au royaume du *mullu*, pour reprendre le terme du chroniqueur Pedro Sarmiento de Gamboa [Murra, (1971) 2004b].

2.1.1.3. Une organisation sociale fondée sur la réciprocité et la redistribution

L'organisation économique de la chefferie de Hatun Cañar était régie par les principes de réciprocité et de redistribution. Alors que la réciprocité s'appliquait entre unités sociales aux rapports plus ou moins symétriques (famille) selon un système de dons et de contre-dons, la redistribution induisait des rapports entre un chef et ses sujets s'exprimant sous forme de tribut en travail (*mit'a*) ou en nature.

Comme dans bien d'autres sociétés « primitives », la terre était « propriété éminente » du cacique* qui concédait à ses sujets un droit d'usufruit sur un ou plusieurs lopins du *bas-pays*. La dimension des terrains concédés était probablement variable en proportion de la taille des familles. Chaque terrain était cultivé par la famille qui en recevait l'usufruit, aidée lors d'opérations culturales exigeantes en travail par d'autres membres de l'*ayllu*, selon des règles de réciprocité. Tous les champs étaient cultivés d'après un même calendrier agricole, et ceux du cacique travaillés par ses sujets, de manière rotative. Le tribut en travail concernait aussi la construction et l'entretien de la demeure du cacique.

Alors que les produits de la pêche et de la cueillette provenant des *páramos* revenaient à ceux qui les prélevaient, il semble en revanche que le gibier ait été considéré comme propriété du cacique. Il n'était sans doute pas interdit de chasser, mais une part du produit était sûrement ponctionnée par ce dernier au titre du tribut [Salomon, 1986]. Le tribut en nature s'appliquait aussi pour le bois, l'eau et l'herbe [Salomon, 1978]. Les familles étaient, en revanche,

¹. La principale route était la mer, de l'île de Puná jusqu'à Chíncha. L'ethnie de l'île de Puná était si riche et si puissante qu'elle ne fut confiée à aucun conquérant espagnol. Elle fut placée sous l'autorité directe du roi d'Espagne, tout comme la vallée de Chíncha (milieu désertique irrigué de l'actuel Pérou) et le royaume *lupaqa* (altiplano bolivien) [Murra, (1971) 2004b].

propriétaires du produit de leurs champs et disposaient d'une autonomie de déplacement et de gestion de leurs excédents.

Le pouvoir du cacique reposait sur sa capacité à assurer la reproduction élargie du groupe. Il redistribuait les denrées courantes provenant de régions éloignées et consolidait son prestige en redistribuant les biens lors des cérémonies collectives et des fêtes familiales liées au cycle de vie [*ibid.*]. Mais n'était-ce pas dans sa capacité à négocier, stabiliser et étendre les alliances que le cacique légitimait son statut, ainsi que le prélèvement du tribut¹ auprès de la classe paysanne ? Il était de son devoir de garantir à ses sujets (*i*) une protection sociale, notamment lors d'évènements susceptibles de mettre en péril la reproduction du système (récoltes faibles ou nulles, conflits militaires, pertes d'alliances) et (*ii*) un cadre politique favorable au troc auquel les familles se livraient pour leur propre compte. Pour ce faire, le cacique recourait à un très large éventail d'arrangements institutionnels, dont le mariage entre élites, l'échange de femmes², l'éducation d'enfants de la noblesse échangés entre chefs, le pacte militaire, la concession de terrains sur des étages agro-écologiques distincts, etc. [Ramón, 2006].

A cet égard, il n'est pas impossible que Hatun Cañar (chefferie parmi les plus puissantes) ait pratiqué un mode de production visant justement à s'assurer un accès direct aux ressources les plus stratégiques par l'envoi, sous le contrôle des chefs, de quelques familles de leur chefferie pour qu'elles résident en permanence dans des régions écologiquement distinctes et travaillent les champs concédés par une ethnie alliée. Soumises à l'autorité politique locale de cette dernière, les familles étaient chargées de fournir cette denrée de première nécessité au cacique qui la redistribuait ensuite au sein du groupe [Salomon, 1986]. Ce système fut à l'origine de zones de production multiethniques organisées autour de ressources très convoitées, comme le sel [Idrovo, 1994] ou la coca [Oberem, 1981a].

Peut-être est-ce ce mode de production qui conduit Sánchez-Parga [2007] à distinguer la *llajta* de l'*ayllu*, ou plutôt à reconnaître la communauté selon une double matrice : la *llajta* comme matrice spatiale (un territoire* bien délimité et sous contrôle) et l'*ayllu* comme matrice sociale. Alors que des familles élémentaires appartenant à des *ayllu* distincts partageaient une même *llajta* (le *pays* de Hatun Cañar), chaque *ayllu* distribuait ses unités familiales dans différentes *llajtakuna* (pluriel de *llajta*), sécurisant par là un accès à une plus large gamme de ressources.

¹. Il convient de préciser que la croyance de la paysannerie en la légitimité de la ponction par les élites gouvernantes d'une part du produit de leur travail était « conditionnée » par un cadre religieux dominant et rythmant la vie sociale, dont le culte à la lune [González Suárez, (1878) 1965].

². Certains chants traditionnels du Carnaval racontent les mariages d'autrefois, entre femmes de Hatun Cañar et hommes originaires de la province actuelle de Chimborazo [Ochoa, cité par Chacón, 2009]. La reproduction sociale repose sur la redistribution des femmes pubères entre les groupes, supposant une capacité politique à « négocier » à chaque moment un nombre adéquat de femmes [Meillassoux, 1975].

Les excédents étaient destinés à l'entretien du cacique, et d'un ensemble de catégories sociales directement rattachées à son service : les serviteurs, les prêtres (classe religieuse), les marchands spécialisés dans le trafic de biens de prestige de longue distance (*mindaláes**) [Salomon, 1986], les artisans spécialisés¹ relevant de divers corps de métiers (potiers, joailliers, tisserands, métallurgistes).

Jouissant d'une relative autonomie pour se procurer les matières premières nécessaires à la production de leurs biens courants et tirant profit des périodes de temps mort du calendrier agricole, les paysans (catégorie sociale productive la plus nombreuse) développaient des savoir-faire autres qu'agricoles, comme en attesteraient (*i*) la très grande quantité de vaisselle, très sommairement travaillée, excavée lors de fouilles archéologiques [Idrovo, 2003] et (*ii*) l'auto-alimentation en coton conduit par les familles. Alors que les artisans spécialisés réalisaient des produits de très haute qualité destinés à l'échange sous l'autorité du cacique, les paysans confectionnaient des biens pour leur usage personnel (vêtements, maison, vaisselle), en utilisant un outillage dont une partie pouvait leur être fournie par les autorités. De plus, la relative précarité des alliances avec l'extérieur induisait l'enrôlement de paysans comme militaires. La hiérarchisation de la société n'aurait donc pas impliqué la spécialisation complète de la paysannerie, mais plus sûrement une diversification d'activités et une répartition des tâches au sein des familles élémentaires, comme le suggérait le chroniqueur espagnol Cieza de León [(1547) 1983 : 57-58] lors de sa visite de la région cañari :

Ils sont vêtus d'habits confectionnés à partir de laine et de coton, et sont chaussés d'*ojotas*². Les femmes sont besogneuses parce que ce sont elles qui préparent les terrains et sèment les champs et récoltent. Nombre de leurs maris demeurent à la maison où ils tissent et filent, et se parent de leurs vêtements et de leurs armes [...].

Fondée sur un lacs de liens souvent précaires unissant les chefferies les unes aux autres, cette organisation sociale entretenait un état de guerre endémique³, que les chroniqueurs espagnols ne manquèrent pas de relever lors de leur visite, tel Garcilaso de la Vega [cité par González Suárez, (1878) 1965] :

[...] Il y avait beaucoup de vassaux, dont certains s'alliaient entre eux. Les plus petits s'unissaient pour se défendre des plus grands qui, parce qu'ils étaient plus puissants, souhaitaient tyranniser et assujettir les plus faibles.

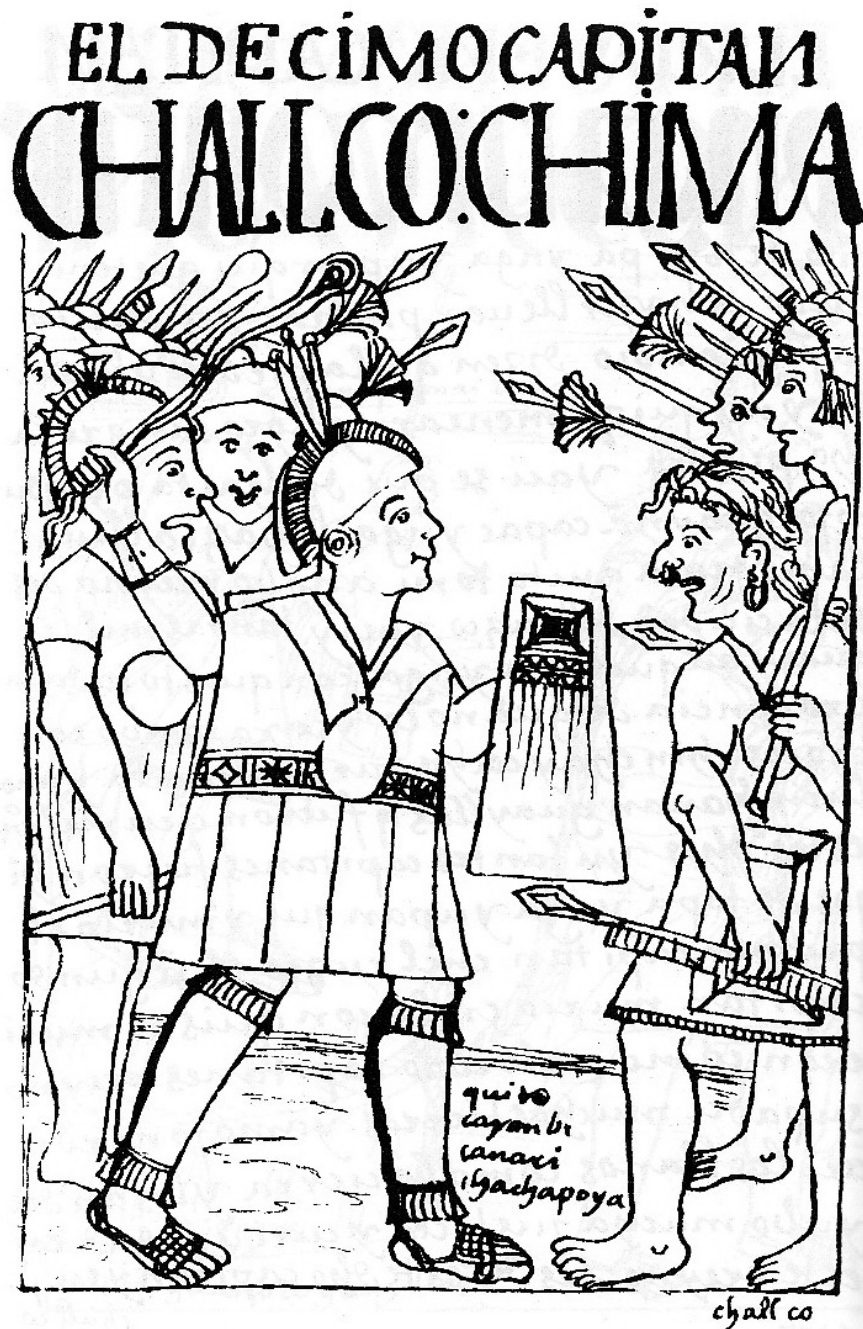
¹. L'art Cashaloma, originaire de la haute vallée du Cañar, était initialement réalisé par une classe d'artisans spécialisés, puis passa progressivement au simple usage domestique. La grande quantité d'objets découverts lors de diverses fouilles, témoignerait de ce changement dans les expressions culturelles de la société cañari. Les nouveaux codes religieux s'exprimèrent alors davantage au travers de l'art textile [Idrovo, 2003].

². Sandales de fibres d'agave tressées.

³. Il ne semble pas avoir existé de hiérarchie entre les chefferies ethniques, obligeant à recourir à un système de commandement rotatif lorsqu'elles s'unissaient pour combattre un ennemi commun.

Bien que la question reste sujette à controverse, plusieurs auteurs s'accordent à reconnaître un processus « d'intégration » des chefferies ethniques occupant les principales vallées interandines des actuelles provinces de Cañar et de l'Azuay. Au milieu du XV^e siècle, ces dernières auraient constitué une aire culturelle régionale, composée de formes complexes d'organisation sociale fondées sur une unité politique tendant vers un Etat régional [Garzón, 2008 ; Deler, 2007 ; Idrovo, 2000].

Figure 22. Gravure de la conquête des chefferies des Andes septentrionales par les Incas



Source : Guaman Poma de Ayala [(1613) 1989 : 161]

2.1.2. Vers une intégration à l'Empire inca

2.1.2.1. La conquête inca : motifs et résultats

Au milieu du XV^e siècle, les Incas avaient définitivement conquis et mis en valeur la plus vaste et la plus fertile des hautes vallées des Andes centrales : la vallée de l'Urubamba (vallée sacrée des Incas) dans laquelle Cuzco fut édifiée. C'est à partir de cette vallée qu'ils entreprirent l'expansion de ce qui deviendra, trois-quarts de siècle plus tard, un vaste territoire (1,7 million km²), long de près de 4 000 km (entre les parallèles 3°N et 36°S) et d'une largeur variant entre 300 et 400 km [Cordero, 2007]. L'Empire des quatre quartiers (*Tawantinsuyu*), structuré autour de son « nombril » Cuzco (centre du pouvoir inca¹), avait mis en place une organisation sociale, politique et religieuse à vaste échelle, fondée sur le contrôle vertical d'un maximum d'étages agro-écologiques. Mais à la différence des Andes septentrionales, les écosystèmes étagés, partiellement spécialisés et pour certains grandement aménagés, étaient reliés par des échanges non pas soumis aux aléas des alliances entre chefferies ethniques, mais monopolisés par l'Etat, qui consolidait ainsi intégration économique et unité politique. Pour fonctionner, ce système nécessitait une masse considérable de main-d'œuvre, fournie par une paysannerie soumise à un tribut élevé en travail et ne disposant d'aucune possibilité de consommer au-delà de la satisfaction de ses besoins essentiels [Mazoyer et Roudart, 1997].

Ainsi, seule la conquête de nouvelles terres permettait à l'élite inca d'envisager s'accaparer davantage de richesses, sans amputer les ressources nécessaires à l'expansion et à la reproduction du système [*ibid.*]. Lancée en 1463 par l'Inca Tupac Yupanqui, la campagne vers les Andes septentrionales répondait à cet objectif (fig. 22). Encore conviendrait-il d'y adjoindre deux autres bonnes raisons, d'ordre régional, de soumettre les ethnies du *Chinchaysuyu*² : (i) les surplus dégagés par l'exploitation du système de maïziculture pluviale des vallées inter-andines et (ii) l'accès au si convoité *mullu*, bien de prestige indispensable dont dépendaient tant les Incas. La haute vallée du Cañar, qui concentrait les trois objectifs de la conquête, fit sans surprise l'objet de profondes transformations socio-culturelles, politiques et spatiales, comme en témoignent les nombreux vestiges archéologiques datant de cette époque³ (fig. 23).

¹. L'économie administrée par un pouvoir central résulterait du mode de mise en valeur de la vallée d'Urubamba, dont les caractéristiques géomorphologiques contraignirent les Incas à procéder à de grands travaux d'aménagement. Pour ce faire, seule une autorité centrale était en mesure de coordonner la conception, la réalisation, la gestion et l'entretien d'ouvrages hydroagricoles à l'échelle d'une vallée, incluant l'enrôlement des paysans et leur encadrement par une administration compétente [Mazoyer et Roudart, 1997].

². Dans l'organisation spatiale de l'Empire inca, le *Chinchaysuyu* correspondait aux Andes septentrionales, le quartier nord du *Tawantinsuyu*.

³. Lire sur le sujet Fresco [2004], Idrovo [2004], Gomis [2003], Garzón [2000], Idrovo et Almeida [1977].

Figure 23. Vestiges incas au pays de Hatun Cañar (quelques cas parmi les plus réputés)



Légende : Baños del Inca (à gauche ; déc. 2008) ; Château Ingapirca (en haut à droite ; févr. 2009) ; Carrière de *Labrashca Rumi*, aux abords du lac Culebrillas (en bas à droite ; mars 2007)

Une question fondamentale se pose ici : comment l'Empire inca parvint-il à soumettre une multitude d'unités socio-politiques dispersées, mobiles et pour la plupart d'entre elles, militairement coordonnées ? La stratégie classique consistait à envoyer une avant-garde qui, se faisant passer pour une quelconque chefferie, s'immisçait dans le système d'échanges pour y négocier des alliances. Dans la région cañari, l'existence de longue date de rapports de troc avec les Incas n'aurait-elle pas pour autant atténué la pertinence de cette « tactique du cheval de Troie », et incité plutôt l'Empire à passer directement à la deuxième phase de la conquête : lancer l'armée combattre les ethnies ? Celles qui résidaient au-delà de l'horst de Buerán opposèrent une vive résistance, et ne furent soumises que sous le règne du fils de Tupac Yupanqui : Huayna Cápac, natif de Tomebamba (actuelle Cuenca), capitale du *Chinchaysuyu* [Idrovo, 2003]. Celle-ci avait été érigée sur le site d'une puissante ethnie cañari (Guapondélic), dans la vallée inter-andine aux caractéristiques géomorphologiques sans doute les plus favorables des Andes australes de l'actuel Equateur : (i) bassin élargi à fond faiblement incliné, (ii) climat plus tempéré que dans la haute vallée du Cañar, (iii) présence de nombreux cours d'eau¹ dont les principaux descendant des *páramos* du Cajas (cordillère occidentale), (iv) entaille du torrent Paute dans la cordillère orientale facilitant l'accès aux ressources du bassin amazonien.

¹. D'où le nom complet qu'attribuèrent les Espagnols à la ville : Santa Ana de los cuatro ríos de Cuenca.

La soumission par la force de chaque nouvelle ethnie provoquait de fortes perturbations dans le système économique et politique des ethnies alliées, en fonction de leur taille, de leur degré de dépendance et de la nature des alliances qui les reliaient à la chefferie ultimement conquise. Alors que certaines ouvraient des foyers de rébellion, d'autres se soumettaient rapidement à l'occupant, qui étendait ainsi progressivement son emprise sur un ensemble toujours plus large de ressources variées. Seule la progression le long du couloir inter-andin d'une part, vers les versants extérieurs des cordillères d'autre part, permettait à l'Empire de rompre les liens unissant les ethnies pour les soumettre complètement [Salomon, 1978]. Cette progression n'était donc pas exempte de violentes rébellions à l'arrière-garde, à l'origine d'un mouvement pendulaire de replis¹ et d'avancées de la conquête. La nature de ce mouvement ne manqua d'ailleurs pas de troubler les chroniqueurs espagnols qui s'efforçaient de reconstituer le processus de progression de l'armée inca dans le *Chinchaysuyu* [Cordero, 2007].

Les historiens s'accordent sur la conquête, selon un processus de transformation graduelle en fonction de la durée d'occupation, de la grande majorité des ethnies du couloir inter-andin du sud au nord de l'actuel Equateur, ainsi que de la plupart de celles des versants extérieurs des cordillères. Ils reconnaissent aussi l'échec patent des expéditions lancées par les Incas vers les plaines [Deler, 2007]. En seraient pour preuve les soulèvements quasi permanents des agriculteurs-pêcheurs de l'île de Puná, auteurs de massacres de bureaucrates pourtant renouvelés à plusieurs reprises, lesquels avaient contraint l'administration inca à se replier en montagne [Uhle, 1930]. Dès lors, les Incas se contentèrent, temporairement sans doute, de contrôler les principales voies andines de circulation du *spondylus* et d'entretenir des rapports de troc avec les sociétés du littoral [Ramón, 2006]. Il en fut de même avec les sociétés forestières du bassin amazonien que les Incas ne parvinrent jamais à conquérir. Ils cherchèrent plutôt à éviter leur incursion, en contrôlant les portes d'entrée depuis l'Amazonie (col de Zhoray entre autres). Les forteresses d'origine inca situées dans le massif de l'Azuay, dont l'archéologue Jaime Idrovo [2004] fit le relevé, témoigneraient d'un état de guerre permanent sur la frontière orientale.

Une fois la région pacifiée, les Incas procédaient à la transformation des structures locales, sous le contrôle de l'armée et la responsabilité de l'administration. Pour ce faire, ils reprenaient à leur compte certains des éléments de l'organisation politique, spatiale et spirituelle des chefferies soumises. Dans la haute vallée du Cañar, les Incas érigèrent un grand centre administratif et religieux à Ingapirca, sur le site cañari de même fonction. Ils aménagèrent et agrandirent aussi certains tronçons du dense réseau de sentiers cañaris [Fresco, 2004]. Enfin, ils superposèrent aux *waca* locales des lieux de culte inca, comme le centre cérémoniel de Coyoctor (*Baños del Inca*)

¹. Les troupes impériales se repliaient sur Tomebamba, principal centre d'opérations militaires et point sécurisé le plus avancé de l'expansion inca vers les Andes septentrionales.

ou le lac sacré de Culebrillas¹ (fig. 23). Il est du reste globalement admis que les Incas firent preuve d'une certaine tolérance à l'égard des cultures et des divinités locales, diffusant progressivement leur langue et leur religion (culte au soleil) tout en favorisant le partage des savoirs et des techniques. Cet état d'esprit s'exprima notamment dans le domaine des arts, tels le textile ou l'architecture, avec le château d'Ingapirca comme manifestation du métissage des deux civilisations (forme ovoïde du château, d'origine cañari, et taille des pierres de l'édifice, pratique typiquement inca).

2.1.2.2. Agriculture inca à Hatun Cañar : l'avènement d'un archipel microvertical ?

Principe commun à toute région nouvellement conquise, le droit éminent de l'Inca sur l'ensemble des terres cañaris fut proclamé. Le terroir* du maïs (le *bas-pays*) fit sans nul doute l'objet d'un partage tripartite : les terres de l'Inca, celles du Soleil et celles des communautés. Les récoltes sur les terres de l'Inca étaient destinées à l'entretien du souverain impérial et de sa famille, de la noblesse et des catégories sociales spécialisées, ainsi qu'à l'entretien des paysans mobilisés dans le cadre des corvées rotatives (*mit'a**). Les récoltes sur les terres du Soleil étaient réservées au clergé. Une part des terres était concédée, en usufruit, aux communautés en échange du versement d'un tribut. Comme le souligne l'anthropologue Nathan Wachtel [1971], la concession de terres aux communautés était fictive puisque ces dernières en étaient « propriétaires » avant la conquête, mais la fiction de la concession était nécessaire pour justifier le caractère d'obligation réciproque du tribut.

Dans la haute vallée du Cañar, noyau central de l'archipel vertical constitué par les Incas, le système de maïziculture pluviale du *bas-pays* ne fut probablement pas modifié. Sans pouvoir en attribuer l'origine avec exactitude (cañari ou inca), les canaux Mangán et Salto furent aménagés (prises d'eau à près de 4 000 m d'altitude) pour amener les eaux vers les terrains du *bas-pays* [Soliz, 2003]. Les excédents provenant des champs de l'Inca et du Soleil étaient emmagasinés dans des greniers d'Etat, construits le long des principales routes du remarquable réseau de communication inca² [Fresco, 2004]. Ils faisaient l'objet d'une redistribution à l'échelle régionale (archipel vertical), une partie pouvant être acheminée, le cas échéant, vers des régions déficitaires. Sur l'étage *paraméen*, les Incas développèrent sûrement l'élevage de camélidés

¹. Entre 3 000 et 3 500 pierres taillées gisent aux abords du lac. Pendant longtemps, les scientifiques (depuis Alexander von Humboldt) ont pensé que de cette carrière d'origine inca (*Labrashca Rumi*) —les Cañaris ne taillant pas la pierre de construction— provenaient les matériaux ayant servi à l'édification du château d'Ingapirca. La découverte des vestiges de la carrière de Cajóntambo [Gomis, 2003] confirmerait l'hypothèse, avancée par Idrovo et Almeida [1977], selon laquelle les pierres de *Labrashca Rumi* auraient été destinées à l'édification d'un centre cérémoniel en superposition de la *waka* locale, le lac sacré de Culebrillas.

². En plus du *Qhapaqñán**, il existe trois autres catégories de routes : (i) chemins secondaires (*Ingañán*), parallèles à l'axe principal ou axes transversaux reliant des ethnies régionales distinctes de la *sierra* avec le littoral et le bassin amazonien, (ii) chemins tertiaires (*Runañán*), de moyenne distance, unissant les centres administratifs des chefferies ethniques avec les zones de production d'importance, (iii) chemins vicinaux (*Chaquiñán*) reliant l'habitat aux champs [Idrovo, 2004].

(lamas, alpagas) pour la production de viande, de laine, de cuir et d'os¹, d'énergie pour le portage des marchandises et de fumure animale destinée à engraisser les champs cultivés. Alors qu'auparavant, le cacique exigeait de la paysannerie le versement d'une part des produits de la chasse au titre du tribut, l'administration inca lui substitua un double tribut : (i) des corvées rotatives de surveillance et d'entretien des camélidés et (ii) un tribut en nature prélevé en étoffes, confectionnées à domicile, la matière première étant fournie par l'Etat².

Les Incas valorisèrent-ils la culture de tubercules sur les pelouses d'altitude ? Pour ce faire, il aurait fallu recourir à la *chaquitacla*, pelle tranchante adaptée au retournement des terrains gazonnés des steppes d'altitude des Andes centrales, dont on ne retrouve *a priori* pas de trace dans les Andes septentrionales [Morlon, 1992]. L'absence supposée de l'outil³ ne renforcerait-elle pas l'hypothèse que les ethnies montagnardes se contentaient d'extraire des *páramos* les ressources dont elles avaient besoin, tout en cultivant intensément les terres de l'étage tempéré (quelques tubercules inclus) ?

On ne dispose pas de sources documentaires qui témoigneraient de la mise en œuvre d'un archipel vertical dans le bassin versant du Cañar. Mais avec la précoce et influente présence des Incas à cet endroit et l'existence de systèmes de ce type dans les bassins versants adjacents⁴, on peut raisonnablement penser qu'il en fut ainsi ou, à tout le moins, que le processus de transformation sociale était bien avancé. D'après l'archéologue Antonio Fresco [2004], Hatun Cañar était très probablement relié, par une route inca de second ordre passant par le complexe de Shungumarca⁵, à Chanchán, actuel bourg de Bucay localisé sur le piémont de la cordillère occidentale. Ce site aurait constitué un îlot multiethnique de divers archipels verticaux, exploité par des colonies de cultivateurs spécialisés (*kamayuc*) dans la production de piment et de coton. Les Incas en avaient sans doute fait de même avec la production des autres denrées, dont la distribution était étroitement contrôlée par l'Etat. La caste des *mindaláes*, élément central du système d'échanges préincaïque, ne fut pas reconduite par les Incas, qui lui préférèrent des caravaniers chargés de transporter les denrées d'une région à une autre en empruntant le réseau

¹. Matière première utilisée pour la fabrication d'outils destinés à l'artisanat textile : aiguille, navette, peigne, outil de torsion des fils, etc.

². L'Etat procurait à chaque famille une quantité de laine supérieure à ce qui était nécessaire pour confectionner les étoffes dues au titre du tribut. Les étoffes produites à partir du reliquat étaient destinées à l'usage personnel (principe de redistribution). Il est probable que les tisseurs spécialisés dans le travail du coton aient étendus leur savoir-faire à celui de la laine de camélidés, produisant pour les élites des étoffes de haute qualité, reconnaissables par la finesse et les motifs des habits portés.

³. Utilisée à l'époque précolombienne, la *tula*, outil formé d'une lame en pierre polie montée sur un manche en bois recourbé, n'était *a priori* pas adaptée pour retourner les épais gazons *paraméens*.

⁴. Salomon [1986] a décrit le système d'archipel vertical dans la vallée du Chanchán, au nord. Taylor et Chiriboga [cités par Ramón, 2006] en ont repéré le long des cordillères orientale et occidentale, à la latitude de Cuenca.

⁵. Forteresse (*pucará*) édifiée pour la surveillance de la voie d'accès vers et depuis le littoral [Garzón, 2000].

routier de l'Empire jalonné de bureaux de poste et de relais d'étape¹ pour troupes et voyageurs. Néanmoins, l'imposition de l'organisation sociale inca n'aurait pas complètement mis fin au système préincaïque d'échanges [Ramón, 2006].

2.1.2.3. Centralisation de l'organisation sociale et accroissement du fardeau du tribut

L'ingéniosité inca fut d'accorder à tout cacique les mêmes droits et les mêmes privilèges que ceux octroyés à l'ensemble des unités socio-politiques assimilées à l'Empire, quelle que soit leur taille. Ce principe, qualifié par Frank Salomon [1986] d'ordre cristallin, garantissait au cacique un accès à l'ensemble des richesses produites dans l'archipel, l'affranchissant dès lors (tout comme l'Etat) des rapports instables qui le liaient jusque là à d'autres chefs ethniques. En échange de quoi, il s'engageait à verser un tribut et à organiser le prélèvement de celui imposé à ses sujets par les Incas, se convertissant ainsi en agent intermédiaire entre institutions impériales et populations locales [Salomon, 1978].

Dans ce nouveau système, le tribut imposé collectivement à la paysannerie cañari s'alourdissait, même s'il ne s'appliquait encore qu'aux individus valides, dans la mesure de leurs moyens. Il fallait ajouter, à celui versé au cacique (travail sur ses terres, surveillance des camélidés et artisanat textile), un tribut impérial, entre étoffes et corvées rotatives diverses, dont la répartition était administrée par le souverain : travail agricole sur les terres de l'Inca et du Soleil, fonction de cultivateurs spécialisés (*kamayuc*), construction et entretien des infrastructures de l'Etat (forteresse, réseau routier, relais d'étape, bureau de poste, entrepôt), des édifices administratifs et religieux et des palais, participation au corps d'armée, transport de marchandises. Perdurèrent les catégories d'artisans spécialisés et celle des serviteurs domestiques (*yanakuna*), au service des classes privilégiées (administration du culte, service des temples, économie domestique de l'Inca ou des hauts fonctionnaires). La redistribution s'exerçait au niveau impérial et caciquel, alors que la réciprocité régissait toujours les rapports sociaux au sein des communautés, au sens où l'entend José Sánchez-Parga : les familles avaient recours à l'entraide pour les travaux agricoles ; et les familles envoyées comme *kamayuc* dans les différents îlots de l'archipel échangeaient la part de la récolte qui leur revenait avec celles restées dans le noyau central.

Ce ne fut pas tant la mise en valeur complémentaire d'écosystèmes étagés qui allait distinguer les Andes d'autres régions du monde, ni la gestion collective de ressources (principes finalement très courants dans les sociétés de montagne), mais la construction de cette forme d'organisation sociale particulière, qui « *perçait les limites de la verticalité sur une base villageoise* » [Mayer, 2002]. Alors qu'ailleurs, à chaque unité sociale correspondait un territoire étagé clairement

¹. Les relais d'étape étaient installés tous les vingt à trente kilomètres, distance correspondant à ce que parcourait un homme en une journée [Fresco, 2004].

délimité (unité spatiale), l'innovation andine s'illustra dans la capacité de coopération et de coordination de plusieurs unités sociales pour gérer et exploiter, en commun, les ressources d'une même unité spatiale (l'îlot multiethnique).

2.1.2.4. *L'institution mitmaj : le déplacement forcé de longue distance*

Pour faire face au risque d'insurrection des ethnies conquises, les Incas recouraient à l'institution *mitmaj** (*mitimae* en quechua). Ce principe de guerre extrêmement efficace consistait à déplacer, par la force, les populations présentant une menace pour la *pax incaica*. Le déplacement, organisé à l'échelle de l'Empire, avait pour motif premier l'extinction de foyers potentiels de rébellion. Il répondait aussi à la nécessité de satisfaire les besoins en main-d'œuvre de régions déficitaires. En sens inverse, l'implantation de colonies de *mitmajkuna*¹, fidèles à l'Empire, contribuait à transformer les structures sociales de la région par la diffusion de la culture inca (langue, religion, pratiques agricoles et artisanales, organisation de l'espace, etc.).

Du fait de leur puissance et de leur résistance farouche à l'expansion du *Tawantinsuyu*, les Cañaris furent, avec les Cuzcos et les Chachas, ceux qui subirent le plus violemment l'institution *mitmaj* [Espinosa, 1979]. Le recours répété à cette dernière aurait été à l'origine d'une baisse de 75 % de la population d'origine cañari [*ibid.*], dû au fait que des *ayllu* entiers pouvaient être déplacés afin de garantir la reproduction de la force de travail. Les Cañaris furent envoyés aux quatre coins de l'Empire², pour y exercer les fonctions de serviteurs domestiques (*yanakuna*) ou de cultivateurs spécialisés (*kamayuc*). Leur excellence dans l'art de la guerre destina certains d'entre eux à intégrer la garde personnelle de l'Inca Huayna Cápac, alors que d'autres formèrent des troupes de garnison chargées de la protection de la ville impériale de Cuzco [Oberem et Hartmann, 1981].

Vraisemblablement originaire de l'actuelle Bolivie, une colonie *mitmaj* fut implantée à Huayrapungo [Burgos, 2003 ; Siguencia, 1997 ; Vásquez et González, 1989]. Stratégiquement placée à proximité du centre administratif et religieux d'Ingapirca, cette colonie aurait participé au processus « d'incaïsation » de la société hatun-cañari.

2.1.2.5. *La succession au trône de l'Empire inca*

Après la mort de l'Inca Huayna Cápac et celle de son successeur légitime (Ninan Cuyochi), tous deux emportés en 1524 par la première épidémie de variole d'origine européenne [Hirschkind, 1995 ; Wachtel, 1971], deux demi-frères prétendant au trône se livrèrent une

¹. Pluriel de *mitmaj*.

². Dans les Andes centrales : vallée de Yucay (vallée sacrée des Incas), royaume de Yaro, Cajamarca, Huamachuco, Jauja, Tarma, Copacabana, Lambayeque, Huánuco, Cajabamba, Chupas, Jaén de Bracamoros, Moyabamba, Chachapoyas [Oberem et Hartmann, 1981 ; Espinosa, 1979]. Dans les Andes centrales et septentrionales de l'actuel Equateur : Pujilí, Angamarca, Cotocollao, El Quinche, Pomasqui [Hirschkind, 1995].

sanglante guerre de succession : Atahualpa, représentant des chefferies ethniques tardivement intégrées à l'Empire, et Huáscar, élu du pouvoir traditionnel de Cuzco [Deler, 2007 ; Idrovo, 2003]. De cette guerre fratricide, les populations cañaris en payèrent un très lourd tribut. Pour avoir combattu aux côtés du vaincu (Huáscar), nombre d'entre eux furent massacrés sur ordre du vainqueur (Atahualpa). Les chroniqueurs espagnols évoquent une baisse brutale de la population cañari. De cinquante mille individus, il n'en serait pas resté plus de trois mille avant l'arrivée des Espagnols [Pablos, (1582) 1992]¹, avec un rapport de population par genre profondément déséquilibré : quinze femmes pour un homme [Cieza de León, (1547) 1983].

A l'aube de l'invasion européenne, le *Tawantinsuyu* vacillait dangereusement, non seulement dans son quartier nord (*Chinchaysuyu*), illustré par la situation chaotique en terres cañaris, mais également dans ses autres quartiers. De la guerre civile (1528-1533) qui y régnait résulta une « véritable désintégration de clans constitutifs de l'Empire qui prirent parti pour l'un ou l'autre des deux camps » [Deler, 2007].

2.2. Sous la Couronne d'Espagne, les origines de la grande transformation

2.2.1. Conquête, démographie et mobilité spatiale

Ce n'est qu'une poignée d'Espagnols, lourdement armés et commandés par Francisco Pizarro², qui tira profit de la décadence de l'Empire inca. La précieuse aide que certaines ethnies cañaris apportèrent spontanément aux conquérants espagnols rappelle à quel point le massacre ordonné par Atahualpa avait été durement ressenti. Après avoir été témoins de l'exécution de celui-ci à Cajamarca, les troupes cañaris guidèrent et combattirent en effet aux côtés des Espagnols, au moins jusqu'aux contrées lointaines des Andes septentrionales de l'actuel Equateur, cœur du territoire d'Atahualpa [Oberem, 1981b].

Commandée par Sebastián de Benalcázar, la petite troupe d'Espagnols qui foula le sol cañari en 1533-1534 croisa une population locale décimée. Outre l'oppression meurtrière des conquérants, la participation sans retour des Cañaris aux campagnes militaires, leur embrigadement dans les premières expéditions amazoniennes à la recherche d'or, ainsi que la propagation d'épidémies dévastatrices (variole, rougeole, peste bubonique, grippe) et de famines, aggravèrent encore le déclin démographique de la population indienne au cours du XVI^e siècle. Ce déclin fut le plus brutal de la *Real Audiencia** de Quito, région déjà la plus affectée de l'ancien territoire du *Tawantinsuyu* [Tyrrer, 1988 ; Wachtel, 1971].

¹. Pour l'anthropologue Lynn Hirschkind [1995], ces chiffres concerneraient exclusivement Tomebamba et ses alentours, en référence au massacre ordonné par Atahualpa à cet endroit.

². Bâtard illettré de l'Estrémadure et caricature s'il en est du *conquistador*, il fut celui qui, investi par la Couronne de la mission d'annexer au domaine espagnol l'Empire inca, « réussit en deux ans, par la ruse et par la violence, à jeter à terre [ce dernier] », comptant au départ de l'expédition 180 hommes et 37 chevaux [Chaunu, 2006].

Le désordre occasionné par la conquête incita la Couronne à ordonner, dès 1535, le retour de chaque Indien dans sa communauté d'origine [Oberem, 1987]. Que cette ordonnance ait, ou non, amorcé le processus, on assista à des mouvements de populations, depuis les versants et piémonts des cordillères vers les vallées inter-andines [Powers, 1994], correspondant peut-être au retour des *kamayuc* « depuis les îlots vers le noyau central de leur archipel ». Il est fort probable que la très grande majorité des *mitmajkuna* cañaris déplacés du temps de l'Inca ne retournèrent jamais au *pays*, comme ce fut le cas au royaume de Yaro ou dans la vallée de Yucay¹ au Pérou [Espinosa, 1979].

Sous la Couronne espagnole, la région cañari connut un faible accroissement démographique, soutenu pour l'essentiel par un solde migratoire positif. Elle constitua en effet une terre d'immigration pour les populations de régions alentour, fuyant les mesures coercitives imposées par les Espagnols, les épidémies, les catastrophes naturelles² ou les périodes de crise économique³. De ces mouvements continus de populations émergea la figure du *forastero**, l'Indien semi-prolétaire originaire d'une autre localité (statut transmissible). Avec le temps, les *forasteros* en vinrent à constituer une fraction de plus en plus conséquente de la population locale. Dans les *pueblos de indios* de Juncal et Hatuncañar, le nombre de *forasteros* aurait augmenté de 227,3 % en trente ans (1647-1677), contre 2,1 % seulement pour les *quintos*⁴, dont la proportion baissa alors de 81,1 à 57,3 % [Poloni-Simard, 2006]. L'historien Robson Brines Tyrer [1988] avance même qu'un siècle plus tard (en 1792), jusqu'à 75 % des Indiens du *Corregimiento** de Cuenca provenaient d'autres régions. Par ailleurs, et au contraire des campagnes alentour de Cuenca notamment, la population de la haute vallée du Cañar était restée majoritairement indienne, une minorité de métis résidant dans les *haciendas** et les bourgs.

La migration, principal paramètre de redistribution et de brassage des populations dans une région (avec les mariages interethniques) s'exerçait aussi des campagnes vers les villes naissantes. De nombreux *forasteros* venaient y trouver un emploi salarié ou exercer un métier d'artisan, très recherché à l'époque par les Espagnols. Pour autant, la migration ne constituait pas forcément une rupture définitive des liens entre Indiens *forasteros* et communautés d'origine [Poloni-Simard, 2006]. Le versement du tribut au cacique permettait au « migrant » de maintenir ouverts ses droits d'usage des ressources de la communauté.

¹. L'aide apportée aux Espagnols leur valut d'être exemptés à jamais du paiement du tribut [Espinosa, 1979].

². Eruptions volcaniques dans les Andes centrales de l'actuel Equateur, au XVII^e et XVIII^e siècle.

³. La crise du secteur textile au XVIII^e siècle dans les Andes centrales encouragea la migration vers la région de Cuenca, dont l'activité textile était en plein essor [Espinosa et Achig, 1989].

⁴. Le contingent de *quintos* correspondait à 20 % de la population masculine (entre 18 et 50 ans) originaire d'un même *pueblo*. Cela signifie théoriquement que tout homme était envoyé comme *mitayo* par son cacique une fois tous les cinq ans. Au Pérou et en Bolivie, le pourcentage était d'un septième ; il était d'un quart au Mexique [Oberem, 1987]. Pour être mobilisés, les hommes étaient censés être en bonne santé et aptes au pénible service rotatif de la *mita*.

2.2.2. Déstructuration de l'organisation sociale précolombienne

2.2.2.1. Encomienda, ville et marché : l'espace restructuré de fond en comble

Une fois la conquête des Amériques achevée, la Couronne espagnole récompensa les individus qui y avaient participé, en leur concédant le droit de lever un tribut auprès des Indiens qui leur étaient confiés (*encomendar*), en échange de leur protection et de leur évangélisation. Dans de nombreuses régions andines, l'*encomienda** s'imposa très rapidement comme le principal cadre institutionnel de restructuration de l'espace et de réorganisation de la société. Ce ne fut, semble-t-il, pas vraiment le cas dans la région cañari.

Signe du prestige dont cette dernière jouissait auprès des conquérants, sa population avait bien été confiée, comme unique *encomienda*, au frère même de Francisco Pizarro. Mais cette *encomienda* fut progressivement fragmentée en une quinzaine d'unités au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle [Poloni-Simard, 2006]. Les Indiens de Juncal furent regroupés avec ceux de Sibambe et de Taday en une même unité fiscale, qui changea plusieurs fois de main¹ avant la fin du siècle. Même si cette instabilité institutionnelle n'était pas généralisée², elle révélait néanmoins une certaine précarité de la concession, due —probablement et au moins en partie— à la faiblesse des effectifs indiens et au maigre tribut que l'*encomendero* pouvait en attendre. Est-ce pour cette raison qu'en 1603, la cacique de la communauté de Sisid (María Inga de Gañalzug) acquit auprès du *conquistador* Pedro Muñoz Rico Salto de Avaro³, un vaste territoire dont elle revendiquait la propriété [Iglesias, 1985] ? L'institution de l'*encomienda* s'altéra au fur et à mesure de l'extinction des privilèges accordés par la Couronne espagnole [Chacón, 1990], jusqu'aux réformes légales de 1720 qui y mirent (théoriquement) fin.

Fondée en 1557 par Gil Ramirez Dávalos, sur les cendres de la Tomebamba inca, la ville de Cuenca constitua l'élément central de la restructuration de l'espace régional. Siège de l'administration et du Clergé, lieu de résidence des classes privilégiées, espace de concentration des corps de métiers spécialisés et principal débouché des denrées agricoles produites dans la région (division intrarégionale du travail), la ville structurait l'économie régionale et organisait la

¹. Pedro Muñoz : 1542-1591 ; Juan Mosquera : 1549-1591 ; García de Montalbán : 1576-1577 ; Pedro de Ortega y Valencia : 1592-1633 ; Geronimo de Ortega y Orellano : 1647-1677 ; Condesa de Santisteban : 1677-1686. Les dates indiquées correspondent aux première et dernière fois où les noms des *encomenderos* apparaissent dans les archives consultées par l'historien Jacques Poloni-Simard [2006].

². Dans la haute vallée du Cañar, les Indiens résidant en rive gauche ne connurent, d'après les archives, qu'un seul *encomendero* au cours du XVI^e siècle : Francisco Centeno [*ibid.*, 2006].

³. Peut-être n'est-ce que pure coïncidence mais le nom d'un Pedro Muñoz Rico Salto est mentionné dans l'acte de fondation de la ville de Cuenca, comme citoyen (*vecino*) de la ville de Cuenca. Ce personnage occupa les fonctions de maire, puis de *regidor* de la ville. Il possédait des mines à Molleturo. Auparavant, il avait été administrateur de Sa Majesté, fondateur de Santiago de Quito. Puis il fut mandaté à Cuenca comme administrateur des réseaux de communication de la région cañari tout en possédant le titre d'*encomendero*. Il mourut à Bogotá en 1584 [Cordero, 2007].

société. Ceci étant, le remarquable réseau routier réalisé par l'Empire inca se dégrada rapidement, faute de main-d'œuvre pour l'entretenir [Fresco, 2004]. Dans un piètre état jusqu'au XX^e siècle, il ne cessa de constituer une lourde contrainte au convoiement des marchandises et au déplacement des voyageurs.

2.2.2.2. De nouvelles dispositions pour s'accaparer la terre et exploiter l'Indien

Après en avoir « délogé » l'Inca, les Espagnols s'installèrent au sommet de la société, parvenant à maintenir, sans perturbation majeure, les structures politiques du secteur indien [Chacón, 1990]. Pour ce faire, les Espagnols avaient repris à leur compte le principe inca d'accorder droits et privilèges¹ aux caciques locaux en échange de l'exercice d'une fonction d'intermédiaire entre membres des communautés et pouvoir central (chargé du recouvrement de l'impôt et de l'organisation de la *mita**).

Quand les Incas intégraient, avec tolérance mais non sans violence, des dizaines d'ethnies à un système « étatique » fondé sur la réciprocité et la redistribution, les Espagnols imposèrent par la force une organisation sociale dans laquelle une minorité coloniale dominait et exploitait l'immense majorité indienne. Cette dualité reste pourtant très caricaturale. Car la « mosaïque indienne », pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'historien Jacques Poloni-Simard [2006], composait avec des dissemblances sociales léguées par la période précolombienne, que les Espagnols (« monde » tout aussi hétérogène) bouleversèrent en les exacerbant le plus souvent. Les caciques tiraient parti de leur position privilégiée d'intermédiation entre les deux « mondes » pour s'insérer dans la société espagnole tout en s'efforçant de consolider leur pouvoir à l'intérieur de la communauté. Aux côtés des *forasteros*, des artisans partis en ville et des domestiques au service des Espagnols, la « masse » paysanne se scindait schématiquement en deux : (i) ceux qui, comme nous le verrons, passèrent progressivement sous la coupe des grands propriétaires fonciers et (ii) ceux restés au sein de « communautés-interstices² ». Toutes ces catégories, affectées à différents degrés par la précarité et par l'incertitude, partageaient néanmoins le fait de ne pas abandonner complètement l'agriculture, de diversifier leurs sources de subsistance et de maintenir autant que possible les liens les unissant à leur communauté d'origine.

¹. Exemption du tribut et de la *mita*, prébende étendue au fils aîné ; immunité face à la justice sauf en cas de graves délits. Le cacique était soumis au risque légalement réprimé d'incomplétude de ses obligations vis-à-vis de l'administration espagnole.

². On préférera le terme de « communauté-interstice » à celui de communauté « libre » souvent employé dans la littérature. L'adjectif « libre » présente bien l'avantage de distinguer les Indiens des communautés de ceux assujettis au pouvoir direct des grands propriétaires fonciers. Mais l'idée de liberté, nous le verrons, reste toutefois bien relative. La notion d'interstice a ceci d'intéressant qu'elle donne à voir l'organisation planifiée de l'espace par les Espagnols, soucieux de maintenir des « réservoirs de main-d'œuvre » que l'administration locale utilisait pour la réalisation de travaux d'intérêt public.

La ruine du principe de redistribution contraint la Couronne à rechercher sans cesse un compromis pourtant impossible entre protection des Indiens et exigences sociales et économiques des différentes catégories du secteur espagnol [Oberem, 1987]. Quoi de plus explicite, pour illustrer ce paradoxe, que les termes contenus dans la cédule royale de 1601 sur le service personnel de la *mita* (corvée rotative) [Chacón, 1990] :

Les Indiens étant utiles à tout et pour tous, il est nécessaire d'œuvrer à leur conservation, au risque que tout cesse s'ils venaient à manquer.

La cupidité des Espagnols n'avait de limite que la capacité de reproduction des masses indiennes. Les autorités coloniales prirent d'ailleurs très tôt conscience des abus perpétrés par les *encomenderos* à l'échelle de la vice-royauté du Pérou. Il est vrai que l'institution de l'*encomienda* portait en germe les tensions qui, *de facto*, la condamnaient. La construction d'un pouvoir politique local et l'entreprise de concentration des richesses que chaque *encomendero* essayait d'installer sur le territoire qui lui avait été gracieusement accordé, allaient en tout point à l'encontre des intérêts de la Couronne espagnole. Car celle-ci se montrait surtout soucieuse d'instaurer un appareil politique centralisé (en l'occurrence la *Real Audiencia* de Quito intégrée à la vice-royauté du Pérou) et de s'assurer un approvisionnement continu en force de travail et en marchandises pour l'ensemble de la colonie [Gasselin, 2000].

Il en ressort que la liquidation de l'*encomienda* était intimement liée à la nécessité d'instaurer, entre autres, un cadre légal propre à organiser l'exploitation « durable » de la force de travail indienne. Voilà notamment pourquoi, à partir de 1570, le vice-roi du Pérou, Francisco de Toledo, mit en œuvre une série de réformes, dont la politique des *reducciones* et la fiscalité allaient refonder les structures sociales et économiques des Amériques coloniales.

▪ La politique des *reducciones* : cantonner pour exploiter

La dispersion de l'habitat indien contrariait le fonctionnement de l'administration coloniale. En regroupant, après recensement, des groupes d'Indiens tributaires¹ en *parcialidades* ou *pueblos de Indios*, les Espagnols se dotèrent d'un système de contrôle des populations plus efficace et mieux adapté à leur entreprise d'évangélisation, de recouvrement des impôts, de mobilisation des corvéables et de contrôle politique de l'espace. Certes, la mise en œuvre de cette politique ne se fit pas sans conflits². Mais globalement, l'autorité coloniale considéra le regroupement des

¹. Théoriquement, il fallait au moins 400 Indiens tributaires pour constituer une *reducción* [Chacón, 1990].

². Au début du XVII^e siècle, les Indiens du hameau de Yocón (que le cacique de Juncal considérait comme ses sujets) refusèrent de se rendre dans une bourgade du côté de Chunchi, comme l'exigeait le prêtre de cette paroisse : après l'incendie de leur hameau et le déplacement forcé d'une partie des leurs, les habitants de Yocón obtinrent finalement de l'*Audiencia* de Quito, devant laquelle ils avaient porté plainte, l'annulation de l'ordre de *reducción* [Poloni-Simard, 2006].

populations comme une réussite, faisant des *parcialidades* l'armature de l'habitat rural [Poloni-Simard, 2006].

Contrôler les Indiens pour mieux organiser leur exploitation était une chose, établir les conditions de leur reproduction en était une autre. Le Roi d'Espagne, comme l'avait fait l'Inca au siècle précédent, proclama siennes les terres du vaincu. Il s'attribua celles de l'Inca et alloua celles du Soleil à l'Église. Puis il accorda aux groupes d'Indiens tributaires regroupés en bourgades un droit d'usufruit, tout aussi fictif qu'à l'époque inca, des terres communales qu'ils exploitaient auparavant. Ces terres constituaient la base de la production et de la reproduction des Indiens, dont le coût était assuré en totalité par les familles elles-mêmes, les Espagnols ayant mis fin au principe de redistribution. En somme, pour extorquer le surtravail* des Indiens, il fallait garantir à ces derniers un accès à la terre, dont la superficie devait être en théorie suffisamment grande pour satisfaire leurs besoins de première nécessité. Selon la jurisprudence, la condition de cession d'un lopin de terre par le cacique à un Indien, avant sa désignation comme corvéable, primait sur les droits des propriétaires fonciers en matière de quota de main-d'œuvre indienne [Oberem, 1987]. Ce qui explique pourquoi le *forastero* était, du moins dans la théorie, exempté de corvées.

Indissociables, terre et travail participaient simultanément de la reproduction d'un même système d'exploitation des forces paysannes [Meillassoux, 1975]. On serait en droit de se demander si, dans les formes d'exploitation serviles comme celles importées par les Espagnols en Amérique, la société dominée n'était pas l'essentiel et la terre l'accessoire. Les *reducciones* constituaient des réserves de force de travail indienne, à partir desquelles cette dernière était produite, entretenue et reproduite à moindre coût.

▪ Corvées et tributs

Le cantonnement des Indiens sur un espace tout juste suffisant pour —théoriquement— satisfaire leurs besoins essentiels, alla de pair avec l'élaboration de nouvelles règles fiscales. Destinées à institutionnaliser et à organiser la répartition des surplus de force de travail de l'immense minorité indienne, elles profitaient avant tout à la classe dominante espagnole. La Couronne reprit à son compte les institutions traditionnelles de la *mita* et du tribut qui, en dépit de nuances régionales, avaient en commun le cadre général instauré par le vice-roi Toledo.

La *mita* inca fut convertie en service personnel —théoriquement temporaire et rémunéré— à effectuer chez tout Espagnol en ayant fait la demande auprès des autorités. Les Indiens, hommes de dix-huit à cinquante ans, pouvaient être affectés à des tâches administratives : construction d'édifices urbains, entretien des infrastructures de communication, service dans les relais d'étape. Assignés au service d'agents privés ou du secteur ecclésiastique, les Indiens accomplissaient des tâches variées : service domestique, surveillance des troupeaux et opérations culturelles dans les

domaines fonciers¹, extraction minière, transport de marchandises entre le littoral pacifique et la *sierra**. Suite aux épidémies et famines des années 1580 qui décimèrent les forces paysannes de la périphérie de Cuenca, des *mitayos* de Juncal furent réquisitionnés d'urgence pour les suppléer et garantir l'approvisionnement de la ville en denrées alimentaires [Albornoz, 1951]. Étaient exempts de la *mita* les caciques et leur famille, les fonctionnaires indiens (*varayoc*) pendant le temps de leur mandat, les artisans spécialisés et les personnes inaptes physiquement au travail [Oberem, 1987].

Quant au tribut, Toledo instaura l'uniformisation de son mode de prélèvement, mesure que le *cabildo* de Cuenca approuva en 1577 [Cordero, 2007]. Ceci étant, le fait que l'*oidor*² Diego de Zorilla ordonne, lors de son inspection en 1618-1619, la commutation obligatoire de tous les produits en numéraire, indique que, jusque-là, impôts et taxes étaient probablement encore très largement perçus en nature, sous forme de plantes (maïs, blé), d'animaux et de biens textiles (étoffes en coton ou en laine) [Poloni-Simard, 2006 ; Chacón, 1990]. Par ailleurs, le mode de calcul du tribut ne reposait plus sur le nombre de personnes valides au sein de la communauté, comme à l'époque inca, mais sur les effectifs totaux des unités fiscales et ce quel que soit l'état de santé de chaque membre [Mayer, 2002]. Autant dire que, seul le vice-roi étant autorisé à modifier l'assiette fiscale, toute absence, maladie, voire décès, alourdissait le fardeau du tribut sur les épaules des seuls individus valides [Saignes, 1987].

Mais le tribut royal (le plus courant du fait de la précarité de l'*encomienda* dans la région) n'épuisait pas les obligations fiscales des Indiens vis-à-vis du système colonial [Wachtel, 1971]. Ils étaient aussi soumis aux redevances de l'Eglise, notamment le versement de la dîme et l'entretien du secteur ecclésiastique local chargé de l'évangélisation. Initialement, la dîme correspondait à un pourcentage fixe —un dixième— (*i*) de la récolte de denrées agricoles et (*ii*) des naissances des élevages au cours de l'année³, exception faite des espèces animales d'origine locale (cobayes). L'avidité du clergé local fut à l'origine de la conversion de la dîme en un impôt fixe, prélevé quels que soient les résultats des exploitations agricoles et sans distinction d'origine des cultures et des élevages. L'Eglise ne manquait jamais de se tourner vers la justice en cas de « défaut de paiement », comme ce fut le cas en 1817, quand la population de Juncal se refusa à verser la dîme sur la pomme de terre pour cause de mauvaise récolte cette année-là⁴ [ANA/Cu, 1817-1818, 1903]. Mais il n'en était pas toujours ainsi. Dix ans plus tôt, le percepteur de Taday et Pindilíg se plaignait auprès de l'administration espagnole de ne pouvoir prélever la

¹. Les corvéables (*mitayos*) étaient alloués à l'unité de production (l'*hacienda*) et non à son propriétaire.

². Les *oidores* étaient des juristes formés dans les universités espagnoles [Duviols, 2000].

³. *Primicias* : les prémices désignaient, dans l'Antiquité, les premiers fruits de la terre et du bétail, offerts à la divinité.

⁴. Les autorités indiennes défendirent la cause de leurs sujets en arguant qu'en cas de versement de la redevance, le reliquat ne serait pas suffisant pour satisfaire les besoins de la communauté.

dîme sur le fromage (*queso*), prétextant que les Indiens auraient transformé toute la production en fromage caillé (*quesillo*), produit exclu du système colonial de taxation [ANA/Cu, 1807, 214(33)]. Il y a tout lieu de penser que la moindre faille du système espagnol ait été exploitée par les Indiens afin de réduire, au moins temporairement, la lourde charge fiscale qui pesait sur eux. Toujours est-il que dans ce contexte d'oppression inouïe, la migration était pratique courante : même si quelques-uns parvenaient à s'insérer dans la société dominante¹, la plupart cherchait à changer de statut, de *quinto* à *forastero*.

- L'avènement de la grande propriété privée et la constance du conflit foncier

La conquête, dans le *Corregimiento* de Cuenca, comme partout ailleurs en Amérique latine coloniale, eut pour conséquence l'installation d'une aristocratie foncière [Chaunu, 2006]. Les meilleures terres agricoles furent distribuées aux premiers colons espagnols, à titre gracieux ou payant. Mais c'est avec la fondation de Cuenca et le développement du commerce qui en résulta, que l'intérêt pour la terre s'intensifia. Le *cabildo* de la ville procéda à de nouvelles distributions foncières, en premier lieu à ses *vecinos** qui en faisaient la demande². Contrairement aux territoires de l'*encomienda* et des *estancias** concédées par la Couronne espagnole, les terres allouées relevaient du régime de droit privé. Cette disposition juridique portait en germe le développement de l'*hacienda*, cette grande propriété foncière spécifique des Amériques coloniales. Il existait, du reste, bien d'autres moyens de s'approprier des terres agricoles, comme la confiscation pour dettes, la donation à des particuliers (mode privilégié d'accumulation des congrégations religieuses et des hôpitaux), la redistribution foncière au sein de communautés « vidées » par la migration (ajustement des terrains à la population) ou encore l'occupation de fait [Rojas, 2000]. Il est probable que cette dernière ait constitué la modalité la plus employée. Car la paysannerie indienne était incapable de s'y opposer du fait d'une population décimée et de l'absence de justice locale indépendante du pouvoir.

Au fil du temps, l'aristocratie foncière régionale, constituée de quelques familles espagnoles nanties et de divers ordres religieux, se trouva à la tête de grands domaines fonciers. Ceux-ci, globalement moins vastes que ceux du nord, étaient disséminés sur divers étages écologiques et partiellement spécialisés selon les avantages bioclimatiques de chaque écosystème. Il n'était pas rare que les grands propriétaires fonciers pratiquent aussi le commerce dans lequel ils investissaient une fraction de leurs revenus domaniaux. En contrôlant les sphères de production et

¹. Seule la société indienne était soumise à l'impôt. La migration vers les villes (Cuenca surtout) devint donc, pour les Indiens, un moyen d'échapper à leur communauté —où ils étaient connus et contrôlés— vers l'anonymat des villes, où la recherche du changement de nom visait à s'insérer dans la société non fiscalisée des métis et améliorer leurs conditions de vie par l'ascension sociale [Poloni-Simard, 2006].

². N'importe quel *vecino* ou *conquistador* qui en faisait la demande avait droit à divers terrains, à la seule condition de ne pas porter préjudice à un tiers. Les Indiens étaient évidemment exclus de cette catégorie [Rojas, 2000].

de distribution, ils drainaient ainsi à leur profit la quasi totalité des richesses agricoles produites dans la région [Chacón *et al.*, 1993].

Par manque de temps pour les exploiter, les communautés de Hatun Cañar abandonnaient certains terrains à la friche, au risque, nous l'avons souligné, d'en être dépossédées. Rapportés dans les documents notariaux, les conflits fonciers et les plaintes des communautés sont légion. En 1626, par exemple, Andrés Tenenaula et d'autres Indiens dénoncèrent la vente de certains de leurs terrains, déclarés vacants par l'administration pour cause d'abandon. A vrai dire, la raison de leur absence (et non abandon) tiendrait à leur réquisition au titre de la *mita*, en tant que travailleurs affectés à la mise en valeur de terres dans une vallée chaude de la cordillère ou à l'entretien du relais d'étape de leur bourgade [PN/Ca].

Les conflits relatifs aux limites de propriété entre *haciendas* et communautés pouvaient s'étaler sur plusieurs dizaines d'années et parfois même se transmettre d'un grand propriétaire foncier à un autre. Ce fut le cas des Indiens de Juncal qui, accusés par Simón Bermeo de s'introduire illégalement sur son domaine de Charcay pour y dérober bois de feu et ressources végétales diverses, d'y édifier des habitations et d'en cultiver certaines portions, se défendirent en revendiquant la propriété ancestrale de ce domaine, sans toutefois être en mesure, *a priori*, de pouvoir en apporter la preuve juridique¹. Au début du XIX^e siècle, il semble que le litige entre les deux parties courait déjà depuis une soixantaine d'années². On peut, à cet endroit, se demander si ce long litige ne fut pas à l'origine de l'aménagement, par les Indiens, du remarquable bocage de Juncal, aux clôtures plantées et bâties. Au cours du premier quart du XIX^e siècle, les Indiens de Sisid dénonçaient quant à eux l'empiétement progressif à l'encontre de leurs communaux par le Séminaire de Cuenca, propriétaire d'un domaine que lui aurait octroyé la cacique María Inga de Gañalzug au XVII^e siècle.

2.2.3. La « fabrique » d'une agriculture duale

Rappelons tout d'abord que c'est la soif de l'or qui transcenda les Espagnols à la fin du XV^e siècle. Après la conquête, c'est donc autour des centres miniers que s'organisa l'ensemble de l'économie de l'Amérique coloniale. Sur le territoire de la vice-royauté du Pérou, les mines d'or et d'argent de Potosi (Bolivie actuelle) et celles de mercure de Huancavelica (actuel Pérou) focalisèrent l'attention de la Couronne. Dans la partie septentrionale de l'*Audiencia* de Quito, la présence d'une population plus nombreuse et l'existence de vastes pelouses d'altitude favorables à l'introduction de l'élevage ovin, contribuèrent à l'installation d'ateliers (*obrajes*) et au

¹. Il s'avérait extrêmement difficile de justifier un droit éminent séculaire dans une société coloniale qui importa le droit romain (système juridique, propriété privée).

². Cette information est à considérer avec prudence. Car elle est extraite d'un document historique (non certifié) remis il y a une dizaine d'années par un grand propriétaire terrien de la paroisse de Juncal (Hernán Fernández de Córdoba Terán) à un archéologue de la région.

développement d'une activité textile. Alors que les minerais précieux étaient acheminés des Andes centrales vers l'Europe, la production textile approvisionnait les principaux centres économiques de la vice-royauté (en premier lieu les mines).

Dans une économie coloniale fondée sur l'exploitation organisée de la force de travail indienne, disposer de cette ressource en faible quantité devint le principal facteur limitant du développement du *Corregimiento* de Cuenca. En dépit d'un sous-sol non dépourvu de richesses minérales¹ et de vastes étendues de *páramos*, la carence chronique en main-d'œuvre limita l'essor d'un secteur minier régional² et entrava le développement d'une activité textile manufacturière. Les grands propriétaires fonciers (l'aristocratie régionale alliée au Clergé) ne ménagèrent d'ailleurs jamais leurs efforts pour étouffer les vellétés d'agents économiques désireux de s'approprier, même partiellement, une partie du maigre volume de force de travail disponible dans la région. Ceci expliquerait pourquoi la région se spécialisa dans l'agriculture, d'abord pour son auto-approvisionnement puis pour fournir, en denrées alimentaires, d'autres provinces de la vice-royauté du Pérou.

2.2.3.1. Un paysage agraire remodelé par l'aristocratie foncière régionale

- Associer, au *pays* de Hatun Cañar, la céréaliculture pluviale à l'élevage bovin sur parcours

Les terrasses alluviales du *bas-pays* attirèrent très tôt la convoitise des Espagnols. Entre 1559 et 1561, deux *estancias* —dont l'une d'elles aux alentours d'El Tambo— furent concédées à Gil Ramirez Dávalos, le fondateur même de la ville de Cuenca [Pérez, 1978]. A ce propos, le terme d'*estancia* pouvait aussi bien désigner un droit d'exclusivité de pâturage, attribué par l'administration coloniale, sur les domaines de la Couronne que les terres à sols profonds et lourds des replats de l'étage tempéré. Il n'est pas impossible que le terme ait réuni, dans le cas de Hatun Cañar tout au moins, l'atelier principal de l'exploitation agricole (élevage bovin) et le palier écologique sur lequel le domaine foncier reposait.

Comme d'autres régions périphériques du *Corregimiento* de Cuenca, la haute vallée du Cañar fut en effet très tôt reconnue comme une région d'élevage de diverses espèces animales introduites par les Espagnols : bovins³ et équins principalement ; ovins, porcins et sans doute asins dans une moindre proportion. Le cheptel bovin était acheminé sur les marchés de Cuenca,

¹. Or et argent à Zaruma et Zamora (versants extérieurs des cordillères occidentale et orientale), mercure à Azogues, argent à Malal (étage chaud en contrebas du *pays* de Hatun Cañar), pour les sites les plus prometteurs. Pendant les premières années de présence espagnole, des *mitayos* étaient aussi affectés à l'orpaillage des eaux chargées d'alluvions aurifères du Santa Barbara, affluent du Paute [Chacón, 1990].

². Dans le cadre de conflits permanents entre agents économiques, le secteur minier connaît une prospérité toute relative et éphémère, finalement abandonné au plus grand bénéfice (organisé) des propriétaires terriens.

³. Race rustique, adaptée aux conditions locales, développée à partir d'une race (*Bos taurus*) d'origine européenne importée par les Espagnols [Huttel *et al.*, 1999].

Guayaquil et même Lima, pour approvisionner en viande les habitants de ces centres urbains. Au niveau régional, les effectifs des troupeaux étaient si nombreux que les chroniqueurs relevèrent, lors de leur visite, qu'à certaines périodes de l'année, les animaux se vendaient sur le marché pour une bouchée de pain [Cordero, 2007 ; Chacón, 1990]. Les équidés étaient élevés sur les pelouses d'altitude pour servir au transport des hommes et des marchandises. L'emploi des animaux de bât ne se substitua pourtant que partiellement au portage à dos d'homme, mode qui resta, au moins jusqu'au terme du XIX^e siècle, le plus adapté au relief accidenté et au faible niveau d'aménagement routier des cordillères andines.

Les Espagnols introduisirent des plantes potagères, des arbres fruitiers, des légumineuses alimentaires (pois, lentille) et fourragères (luzerne). Mais c'est le blé qui, indéniablement, figure au premier rang des espèces végétales introduites dans la haute vallée du Cañar. A tel point que cette dernière fut qualifiée de grenier à blé de l'*Austro**. Selon le père Angel María Iglesias [1964], la céréale aurait été introduite vers 1557. Pour Ezequiel Clavijo [1976], le blé¹ était battu et le pain confectionné dans cette région dès 1538. Deux siècles plus tard, les terrains du *bas-pays*, très propices à cette culture, soulevèrent en tout cas l'admiration des administrateurs de la Couronne lors de leur visite dans la haute vallée, tel l'*oïdor* Joaquin Merisalde y Santisteban [(1765) 1957] :

La région de Cañar [...] est grande, peuplée et extrêmement froide. Néanmoins, aucune autre pareille pour la culture du blé. Ses récoltes sont abondantes et approvisionnent la ville en quantité pour toute l'année sans que les farines acheminées vers Guayaquil ne portent préjudice aux habitants de Cañar pour lesquels le commerce du blé contribue à subvenir à leurs besoins.

Les Espagnols apportèrent aussi de nouveaux équipements. En sus des outils manuels à lame ferrée (bêche, houe, faucille), ils introduisirent l'araire, outil utilisé pour préparer les terrains tout en enfouissant les graines après le semis à la volée, ce pour quoi il avait été originellement conçu² [Mazoyer et Roudart, 1997]. Plusieurs passages étaient nécessaires pour détruire les mauvaises herbes, cet outil scarifiant le sol sans le retourner. Autant les sols légers des régions méditerranéennes sèches étaient relativement aisés à travailler, autant l'utilisation de cet instrument pour les vertisols (sols lourds) de Hatun Cañar réclamait une dépense d'énergie

¹. Suite à son voyage en Amérique (1799-1804), Alexander von Humboldt raconte, dans *Tableaux de la Nature* [1866 : 221] : « Dans le cloître des Franciscains, à Quito, j'ai vu, conservé comme une relique, le vase de terre qui avait contenu les premiers grains de froment semés à Quito par un moine franciscain, nommé Fray Jodoco Rixi de Gante, du nom de la ville de Gand où il était né. Le premier semis fut fait devant le cloître, sur la *plazuela de San Francisco*, après que l'on eût coupé la forêt située au pied du volcan de Pichincha, et qui s'avancait jusqu'à ce lieu ».

². Emprunté aux systèmes hydroagricoles de Mésopotomie [Mazoyer et Roudart, 1997], l'araire fut utilisé en Europe pour enterrer les graines après un semis à la volée (principale méthode de semis de céréales utilisée). Rapide et économique, cet instrument de travail du sol était aussi le moyen le plus répandu à l'époque.

conséquente. Il n'est pourtant pas illégitime de penser que cet outillage améliora un tant soit peu la productivité du travail agricole [Morlon, 1992].

En bref, les Espagnols mirent en œuvre un type d'agriculture se rapprochant de celui à jachère et à culture attelée légère de l'Europe méditerranéenne de l'époque. Peu exigeant en travail, il associait des élevages pastoraux à la culture pluviale du blé. La céréale alternait avec une friche herbeuse pâturée. La biomasse produite par cette dernière et la fumure des animaux domestiques assuraient la reproduction de la fertilité des sols. Les productions étaient destinées aux marchés urbains de Guayaquil, de Cuenca (bétail, blé) et de Lima (bétail). Ceci étant, des plantes andines comme le maïs et la pomme de terre pouvaient aussi être cultivées [Chacón *et al.*, 1993 : 29].

A ce propos, la « colonisation agricole », révélée localement par l'introduction de nombreuses espèces animales et végétales d'origine européenne, ne saurait éclipser toutes les plantes que les Amériques ont effectivement apportées au monde, tels que le maïs et la pomme de terre, mais aussi la patate douce¹ et le manioc, le haricot et le quinoa, la tomate, des cucurbitacées diverses et variées, et la liste n'est pas exhaustive [Huttel *et al.*, 1999].

- La spécialisation progressive et partielle de la moyenne vallée vers la culture de canne à sucre

Qu'advint-il des plantes cultivées par les sociétés préhispaniques dans les basses et moyennes vallées du versant extérieur de la cordillère occidentale² ? Avec l'effondrement démographique de la population indienne, le retour volontaire des populations vers leur communauté d'origine et la politique des *reducciones*, il est fort probable que ces paliers écologiques aient été désertés — au moins partiellement et temporairement — par les Indiens, facilitant l'accaparement des terrains par les Espagnols, ou leur simple allocation par l'administration à ceux qui en faisaient la demande. Gil Ramírez Dávalos, par exemple, bénéficia d'un domaine à Molleturo (versant extérieur de la cordillère occidentale) [Cordero, 2007]. La mise en valeur de ces écosystèmes par les Espagnols était entravée par la pénurie constante de main-d'œuvre et les conditions insalubres qui, d'après les chroniqueurs, décimaient les effectifs d'Indiens corvéables envoyés au titre de la *mita*. Le coton fut probablement cultivé, au moins jusqu'au début du XVI^e siècle, comme semblerait en témoigner le versement du tribut en pièces de coton. Mais on peut penser qu'avec l'introduction de l'élevage ovin, Espagnols et Indiens substituèrent progressivement la laine au coton dans la confection vestimentaire.

Quant à la coca, bien de prestige à l'époque précolombienne, remarquons qu'elle a aujourd'hui (presque) complètement disparu en Equateur, contrairement à d'autres pays andins (Pérou,

¹. *Ipomea batatas* Lmk. (nom vernaculaire : camote).

². Au contraire du coton et de la coca, il est fait très peu mention du piment dans la littérature. On peut penser qu'il fût rapidement abandonné par les Espagnols au profit d'autres espèces végétales de plus haute valeur d'échange.

Colombie, Bolivie). Pour l'anthropologue Lynn Hirschkind [2005], cette « exception équatorienne » s'explique par le fait que le secteur minier de l'*Audiencia* de Quito ne connut qu'un essor limité. A la différence des Andes centrales où les principaux centres miniers constituèrent de gigantesques débouchés pour cette plante à alcaloïdes aux vertus stimulantes — mastiquée par l'Indien pour supporter la répétition d'efforts physiques harassants— que les Espagnols faisaient produire dans les vallées chaudes et humides des bas-versants amazoniens avoisinants [Dufumier, 2004]. Pour l'oligarchie foncière de l'*Audiencia* de Quito, la coca, sans débouché sur le marché, n'avait donc pas de valeur d'échange. Pour l'Eglise, elle représentait un élément de l'idolâtrie indienne qu'il fallait éradiquer. Quant à l'administration espagnole, elle considérait la coca comme une cause supplémentaire du déclin démographique de la population indienne, envoyée comme *mitayos* dans des régions insalubres.

Les Espagnols entreprirent alors de convertir ces terrains en plantations de canne à sucre et de fruitiers, dont ils importèrent des espèces d'Europe, tout comme les équipements nécessaires à la fabrication de sucre (cassonade) et d'alcool : moulins actionnés par une force de traction animale (*trapiche*), matériel de distillation. On peut supposer que la rareté de la main-d'œuvre ait limité l'extension des surfaces plantées en canne à sucre, à la différence de la vallée du Chota au nord de l'Equateur où de vastes plantations furent établies par les jésuites qui s'étaient approprié les ressources de la région : terre, eau et travail, y compris des esclaves noirs [Coronel, cité par Hirschkind, 2005].

2.2.3.2. Une agriculture indienne sous l'étouffoir des obligations espagnoles

Avec les réformes tolédaines, l'organisation de l'économie préhispanique fut déstructurée, la verticalité andine fondamentalement altérée. En cantonnant une communauté sur un espace réduit, la politique de *reducciones* augmentait le risque de mauvaise récolte ou de perte agricole globale, auparavant disséminé entre les différents étages agro-écologiques. La fin de la redistribution administrée à l'échelle régionale aggravait encore la précarité des conditions dans lesquelles les paysans opéraient. Leurs liens avec d'autres étages agro-écologiques désorganisés, les Indiens augmentaient les périodes creuses de travail agricole, autrefois limitées par un échelonnement des cycles de production et les fréquents déplacements entre étages agro-écologiques. En somme, c'est en minimisant les superficies cédées en usufruit aux communautés paysannes et le temps nécessaire pour les exploiter que les Espagnols maximisaient le taux d'utilisation des surplus de travail de la paysannerie indienne.

- Une agriculture vivrière diversifiée de façon à satisfaire les besoins essentiels des familles indiennes

La mise en œuvre des réformes tolédaines fut à l'origine, dans les communautés, de surfaces cultivées limitées et de faibles niveaux de production. Les Indiens modifièrent progressivement

leurs pratiques agricoles, s'appropriant peu à peu certains équipements importés et associant aux espèces animales et végétales d'origine locale (maïs associé et tubercule) des espèces introduites par les Espagnols. Les premières étaient destinées en priorité à l'autoconsommation familiale. Les secondes, cultivées pour répondre aux exigences du marché (blé notamment), étaient vendues ou troquées de manière à se procurer d'autres biens de première nécessité. A la différence des *haciendas* avoisinantes qui se spécialisèrent dans la culture du blé et l'élevage bovin, les paysans s'efforçèrent de maintenir une agriculture vivrière diversifiée dont dépendait leur subsistance. Dans le *bas-pays* (terroir du maïs), chaque famille exploitait un lopin de terre pour son propre compte, non soumis à redistribution périodique. Elle bénéficiait aussi d'un droit d'usage de l'espace communal, duquel étaient extraits herbes médicinales et bois de chauffe, et sur lequel elle pratiquait un petit élevage ovin principalement, activité se substituant au moins partiellement à la chasse pour les revenus monétaires qu'elle permettait de dégager. Se référant au titre foncier de la communauté Sisid datant de 1603, l'espace communal était en grande partie composé de pelouses d'altitude, exploitées par des troupeaux d'animaux importés d'Europe (bovidés et équidés) qui se substituèrent aux camélidés. Du fait que le libre accès à l'espace communal induisait l'usage inégal de la ressource fourragère, le bétail constitua très tôt la principale forme d'accumulation de richesse et de différenciation sociale au sein des communautés. Au début du XVII^e siècle, le cacique de Juncal (Don Francisco Guartapudlla) avait ainsi amassé une fortune colossale, composée entre autres de près de deux cents bovidés (30 bovins, 84 ovins, 80 caprins) [ANH/Cu, 502-234, cité par Chacón, 2009].

▪ La nécessité absolue de recourir au salariat

Tant que le tribut était essentiellement levé en nature, la totalité du travail familial (hors temps de *mita*) pouvait théoriquement être engagée dans le processus de production —et parfois de transformation— de biens alimentaires et textiles. A partir du moment où l'administration tolédaine établit l'argent comme unique modalité de paiement du tribut, l'impérieuse nécessité de se procurer le précieux métal mettait en concurrence, en termes d'affectation de la force de travail disponible, l'agriculture et toute autre activité salariée. En dépit de rares exemples où des Indiens (sans doute parmi les plus aisés) commercialisaient une part de leurs productions agricoles pour payer le tribut¹, la très grande majorité des Indiens de la vice-royauté du Pérou se louaient au service des Espagnols. Pouvait-il d'ailleurs en être autrement ? En quoi les réformes de Toledo auraient-elles été profitables à la société espagnole si les Indiens avaient été dans les conditions de vivre de leur travail agricole tout en s'acquittant de l'impôt ? Bref, l'obligation de payer le tribut en numéraire imposait aux Indiens l'affectation d'une part substantielle de la force de

¹. Des Indiens du sud du *Corregimiento* de Cuenca se rendaient dans le bassin amazonien pour y commercialiser des biens alimentaires (pain et farine surtout) [Pablos, (1582) 1992].

travail familiale à des activités salariées, au détriment de leurs activités traditionnelles organisées autour de l'agriculture.

La nature des services réclamés par les Espagnols imposait des conditions d'entrée au marché du travail. Compte tenu du caractère pénible de la plupart des tâches à effectuer (coupe de bois, transport de marchandises, extraction minière), il semble que les hommes aient davantage été concernés par le salariat. Cette répartition du travail ne modifiait apparemment pas le schéma préhispanique observé par le chroniqueur Pedro Cieza de León : la femme dévolue à l'agriculture et l'homme louant sa force de travail. Au XVIII^e siècle, nombreux étaient ceux à consacrer presque sept mois de l'année à la *mita* et au tribut [Chacón, 1990].

▪ Le piège du *concertaje*

Dans les campagnes, la terreur de la *mita* et du tribut fut à l'origine d'une nouvelle institution qui perdurera plus de trois cents ans : le *concertaje**. Ce terme, utilisé officiellement pour la première fois dans la *Real Instrucción* de 1601 sur le travail des Indiens, désignait la rencontre volontaire, sur les places des bourgades, entre un propriétaire foncier espagnol en quête de main-d'œuvre et un Indien à la recherche d'un emploi temporaire rémunéré. Les deux parties convenaient (*concertar* en espagnol) d'un service pour un temps déterminé [Oberem, 1987]. Cependant, l'institution du *concertaje* ne s'imposa probablement jamais sous cette forme. Faute de contrôle administratif, il semble que ce soit la conversion progressive du caractère temporaire à celui de permanent de la *mita* qui fut à l'origine du *concertaje* [Chacón, 1990].

Détournée de son sens originel, l'institution du *concertaje* demeura, en Equateur, comme le rapport d'assujettissement d'un Indien à un grand propriétaire terrien, lié par une dette perpétuelle transmissible de génération en génération qui garantissait ainsi la reproduction du système d'exploitation de l'Indien [Guerrero, 1991] : un surendettement, délibérément institué par une oligarchie foncière, qui parvint à faire aménager un cadre juridique colonial protégeant ses intérêts et ses pratiques en matière de captation de la force de travail indienne (incarcération pour cause d'endettement, interdiction du vagabondage et de la mendicité). Parmi ces pratiques, citons la plus courante et sans doute la première cause de surendettement : l'imputation, par l'*hacendado*, de toute perte d'animaux à l'Indien affecté à la surveillance et au pacage des troupeaux¹ [Chacón *et al.*, 1993]. La justice alla de pair avec une police répressive et une religion partisane pour constituer, dans les campagnes, l'institution du gamonalisme, forme d'hyperconcentration des pouvoirs au service d'une minorité dominante.

¹. Alors que dans l'Espagne de la même époque, un pasteur et son auxiliaire recevaient la charge de quelques 500 têtes de bétail, un seul Indien dans l'Amérique coloniale avait sous sa surveillance un troupeau de 800 jusqu'à 1 000 têtes. Les deux pasteurs espagnols recevaient 40 pesos, l'Indien « américain » ne percevant que 18 pesos, tribut non déduit [Oberem, 1987]. Parmi les autres « combines » les plus utilisées, citons : (i) non versement des salaires, (ii) octroi d'avances en produits (*socorros*) fixées au prix de vente le plus élevé du marché et non sur le coût de production, (iii) concession d'un lopin de superficie insuffisante pour nourrir le *concierto* et sa famille.

Cette oligarchie foncière ne fit, du reste, que reproduire sur ses propres domaines le système d'exploitation instauré par la Couronne espagnole à l'échelle de l'Amérique latine coloniale : en contrepartie de l'usufruit d'un lopin de terre et d'un droit de pâturage, les familles de *conciertos* accomplissaient tout type de corvées exigées par le propriétaire, pendant une durée hebdomadaire variable selon les régions et les périodes. En dépit d'interdictions légales répétées, le *concierto* (et la parentèle qui lui était directement rattachée) en vint à être comptabilisé comme un actif du patrimoine global du propriétaire foncier. Il était par conséquent cessible au même titre que la terre, le capital immobilisé (bâtiments, outillage, plantations éventuelles) et le capital circulant (bétail). A la fin du XVIII^e siècle, plus de la moitié des Indiens de la haute vallée du Cañar étaient cantonnés dans les *haciendas*, en tant que *conciertos* [Poloni-Simard, 2006].

2.3. L'enjeu paysan sous la République (1822-1960)

En Europe du Nord-Ouest, en Angleterre au premier chef, un développement industriel sans précédent était à l'œuvre. Son essor succédait à une révolution agricole au sens où, pour la première fois dans l'histoire, l'agriculture nouvelle « était capable de dégager durablement un surplus agricole commercialisable représentant plus de la moitié de la production totale » [Mazoyer et Roudart, 1997 : 332]. Il lui était alors possible de fournir aux autres secteurs de l'économie (les industries naissantes en particulier) à la fois des matières premières et des vivres en quantité suffisante et à bon prix, ainsi que des capitaux et de la main-d'œuvre [*ibid.*]. Car la révolution agricole, par l'instauration de nouvelles dispositions juridiques (droit de propriété exclusif, droit d'user librement des terres cultivées), eut pour conséquence l'éviction de la majorité de la paysannerie contrainte à l'exode rural. Celui-ci apportait continuellement des « travailleurs “frais” aux portes des usines, tandis que la fraction excédentaire ou usée émigrerait vers les terres neuves d'Amérique ou des dominions » [Meillassoux, 1975 : 162]. Le mouvement intimement lié des révolutions agricole et industrielle, et les conséquences sociales, économiques, juridiques et politiques qui résultèrent de l'expansion rapide du capitalisme au cours du XIX^e siècle, furent bien décrits, entre autres, par Karl Marx dans *Le Capital* [(1867) 1976] et, après lui, par Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* [(1944) 1983]. On pourra également relire les romans de Charles Dickens et d'Emile Zola pour approcher les conditions sociales dans lesquelles se débattaient les couches urbaines les plus défavorisées de l'époque, la plupart d'origine paysanne.

Une autre révolution soufflait aussi en ce début de XIX^e siècle, celle de l'Amérique latine coloniale se retournant contre sa métropole. A l'initiative de l'aristocratie créole, suivant de près la révolte des treize colonies anglo-saxonnes et entraînée par le courant libéral du XVIII^e siècle, cette révolution allait jeter à bas la domination espagnole en Amérique [Chaunu, 2006].

2.3.1. Vive l'Indépendance ! Intégration économique et marginalisation sociale

2.3.1.1. Une reconduction, à l'identique, de l'organisation coloniale de la société ?

- Le dilemme des élites créoles : entre idées libérales et « bienfaits » du système colonial

S'inspirant des idées libérales de l'Europe et de l'exemple de la jeune République états-unienne, les élites créoles d'Amérique latine érigèrent l'égalité et la citoyenneté pour tous en principes fondamentaux : l'Indien serait dorénavant considéré comme citoyen à part entière. Force est de reconnaître que cet idéal républicain sonna bien vite aussi creux que les caisses des jeunes nations étaient vides, grevées notamment par la dette anglaise¹. Il se fracassa aussi sûrement sur l'incapacité des élites à proposer une organisation de la société autre que celle fondée sur l'exploitation de l'Indien [Chaunu, cité par Deler, 2007]. Mais peut-être serait-il plus judicieux de se demander si, plutôt que d'incapacité à proposer une alternative et contrairement à l'administration coloniale qui s'efforçait de réguler les rapports entre Indiens et Espagnols en veillant notamment (et théoriquement) à limiter les abus de ces derniers, ces élites créoles, installées en haut d'une pyramide sociale « nettoyée » de tout contre-pouvoir, ne furent pas plutôt incitées à mettre en place un système au service de leurs seuls intérêts.

Le premier Président constitutionnel de l'Equateur (Juan José Flores) en donna, en tout cas, un exemple éloquent. Sitôt le pays séparé de la Grande-Colombie² en 1830, il expédia une loi reconduisant intégralement l'institution du *concertaje*, en totale contradiction avec le principe d'égalité si cher aux Libérateurs [Barsky, 1984]. En vérité, le gouvernement équatorien reprit à son compte la plupart des institutions coloniales, indispensables à la reproduction du système de domination. Le tribut, abrogé à l'indépendance, fut ainsi rétabli dès 1828, sous le nom de contribution personnelle. Exigé de la seule société indienne, il représenta, jusqu'à son abolition en 1857, plus du tiers des impôts recouverts par l'Etat équatorien, soit le premier poste de recettes fiscales dans la *sierra*³ et le deuxième au niveau national après les douanes [Hurtado, 2003]. Forme de *mita* exhumée du passé colonial, la contribution subsidiaire⁴ prit le relais dans le but de doter l'administration d'effectifs destinés à réaliser des travaux d'intérêt général [Moscoso, 1991]. Afin de ne pas contrarier les intérêts de l'oligarchie foncière, l'Etat réclamait que cette

¹. En 1830, la Grande Colombie est divisée en trois républiques distinctes. L'Equateur est le plus petit et le moins peuplé des trois (0,8 million d'habitants, pour 2,2 en Colombie et 1,9 au Pérou) [Sánchez Albornoz, cité par Deler, 2007]. Pourtant, l'Equateur assumait la part proportionnellement la plus élevée de la dette anglaise par habitant ; dette qui ne sera définitivement remboursée qu'en 1976 [Acosta, 2006].

². Indépendant dès 1822, l'Equateur fut initialement rattaché à la Colombie et au Venezuela pour constituer la Grande-Colombie, unité administrative qui sera finalement divisée en autant de républiques en 1830 (date de la mort de Bolívar).

³. Aux temps de la Grande-Colombie, le montant total du tribut recouvert était en Equateur sept fois plus élevé qu'au Venezuela et quatre fois et demi qu'en Colombie [Jaramillo, 1997].

⁴. Créée en 1825, cette contribution n'avait jusque là jamais été mise en œuvre [Moscoso, 1991].

contribution s'applique en priorité aux Indiens des communautés. La lettre adressée en 1869 par le gouverneur de Cuenca au représentant de l'administration paroissiale de Cañar en fournit un résumé éloquent [Vásquez et González, 1989] :

Afin d'éviter tout préjudice au fonctionnement de la [grande] propriété agricole, je vous demande d'adresser la notification de recrutement d'Indiens pour la construction de la route de Naranjal prioritairement aux communautés. Les *conciertos* ne pourront être mobilisés pour les travaux publics que pour compléter, le cas échéant, les quotas mensuels de main-d'œuvre ; le nombre de *conciertos* éventuellement enrôlés ne pourra, en aucune manière, excéder 25 % des effectifs de l'*hacienda*.

La reproduction du système colonial par l'oligarchie foncière de la *sierra* ne manquait pas d'impliquer le maintien du pouvoir de l'Eglise et la reconduction des prébendes et des impôts religieux prélevés sur la société indienne.

- Comment les Libérateurs facilitèrent l'expansion de la grande propriété au détriment des communautés indiennes

L'Indépendance avait libéré les élites créoles du joug espagnol mais n'avait, en aucune façon, modifié le statut de l'Indien, dont l'exploitation assurait le fonctionnement de la République et l'enrichissement de ses élites et de l'Eglise. Qu'en fut-il de la terre ?

Pour les élites créoles, l'extrême précarité des conditions de travail dans le secteur agricole et la faible productivité de ce dernier, avaient pour cause majeure le mode d'usage collectif des terrains des Indiens. Il convenait alors, selon eux, de généraliser la propriété privée, ce qui fut entériné à Trujillo par décret bolivarien du 8 avril 1824. En application de ce texte, seul le lopin cultivé par chaque famille, pour son propre compte, pouvait faire l'objet de l'adjudication d'un titre de propriété. Chose faite, l'Etat s'arrogeait un droit éminent sur les terrains qui n'avaient pas été alloués à titre individuel, correspondant, pour le *pays* de Hatun Cañar, aux communaux de l'étage froid. A l'image des Incas puis des Espagnols, il semble que l'Etat ait choisi de concéder l'usufruit de ces vastes étendues domaniales aux mêmes communautés indiennes, théoriquement plus enclines à accepter, en « échange », les lourdes obligations fiscales qui pesaient sur elles [Moscoso, 1991]. C'est en tout cas ce que stipulait la loi de 1865. Son décret d'application (datant de 1867) altéra néanmoins ce principe de « préservation » des terrains communautaires, en autorisant tout particulier, non indien inclus, à s'en approprier l'usage par voie légale [Barsky, 1984]. Il va sans dire que l'oligarchie foncière régionale et la jeune bourgeoisie commerciale tirèrent profit (*i*) des absences répétées des Indiens pour cause de contributions personnelle puis subsidiaire et (*ii*) de leur position dominante dans les rapports de pouvoir¹ pour s'arroger ce droit

¹. Connaissance des lois pour éventuellement les détourner ou les adapter selon leurs intérêts, *via* un Etat contrôlé par l'oligarchie foncière ; harcèlements des Indiens et empiètement progressif de leurs terres ; collusion des

d'usufruit (*derechos y acciones*), par voie de fait, des terres de parcours et des champs laissés en friche par les communautés. En décrétant la dissolution des communaux et l'abolition du statut juridique différencié de l'Indien au nom de l'égalité citoyenne, les Libérateurs n'auraient-ils pas été à l'origine de la dépossession des communautés de leurs terres et de leurs droits traditionnels [Bernard, 1988] ?

Croûlant sous les impôts de toute nature et spoliés d'une partie, voire de la totalité de leurs communaux, la très grande majorité des Indiens furent contraints de recourir de manière croissante aux rapports de domination les liant à l'*hacienda* (contrat à part de fruits, salariat et *concertaje*). Seuls les caciques parvinrent à conserver statut social et pouvoir économique, en intégrant l'administration publique. A l'instar des systèmes politiques qui le précédèrent, l'Etat républicain avait en effet très tôt pris conscience de l'illusion de lever efficacement l'impôt et d'organiser les tours de service personnel sans l'intermédiaire des autorités indiennes. Dans la haute vallée du Cañar, l'administration coloniale dût inévitablement recourir aux caciques indiens, ce qui leur conféra probablement davantage de pouvoir pour défendre leurs sujets, contribuant de cette manière à une meilleure préservation des institutions traditionnelles de réciprocité et de redistribution à l'intérieur des communautés [Palomeque, 1990]. Cela étant, le XIX^e constitua incontestablement un siècle noir pour les populations indiennes, peut-être même davantage que ne le fut le siècle précédent sous la domination espagnole¹.

▪ La révolution libérale de 1895

En 1895, l'accession au pouvoir du Général Eloy Alfaro ouvrit, nous le verrons, une période de changements fondamentaux pour la jeune nation équatorienne. Sur le plan politique, la victoire libérale ne modifia pas substantiellement la structure du pouvoir. Le fait est que l'oligarchie foncière de la *sierra* contrôlait une région réunissant 80 % de la population (en 1889), situation rendant toute entreprise, menée de front contre ses intérêts, particulièrement longue et onéreuse [Deler, 2007]. Par ailleurs, lestées de bien piètres « avantages comparatifs » dans une économie mondialisée, les Andes s'avéraient plus utiles, aux yeux des libéraux, par leur fonction d'approvisionnement en denrées alimentaires (produites à très bas coût par une main-d'œuvre indienne) des régions côtières spécialisées dans la production de cultures tropicales destinées à l'exportation [Hurtado, 2003]. On ne peut néanmoins nier le fait que la question fondamentale de l'appropriation de la force de travail indienne ravivait régulièrement les tensions entre les deux

」

pouvoirs politiques, religieux et économiques (gamonalisme) ; incapacité quasi généralisée des autorités indiennes à présenter les titres de propriété datant de la Couronne espagnole, etc.

¹. En 1930, Jorge Mora écrit [1987 : 528] : « Si les conquistadores espagnols soumièrent les populations natives de la plus dure des manières possibles, s'ils les exproprièrent de leurs terres au prétexte de les assujettir au Roi d'Espagne, employant, pour ce faire, les systèmes d'avilissement les plus abjects qu'ils soient, je crois cependant que jamais ils n'atteignirent les niveaux d'extorsion qui eurent lieu du temps de la République ».

parties. Compte-tenu des rapports de force existants, les libéraux optèrent alors pour l’instauration de mesures légales visant à miner progressivement le pouvoir des grands propriétaires fonciers de la *sierra* [Clark, 2004].

Ménager les conservateurs de la *sierra* ne signifia aucunement renoncer à la « révolution » libérale, porteuse de valeurs de droit d’expression, de laïcité et d’enseignement public et universel [Cueva, 2003]. C’est ainsi que les libéraux mirent fin aux intérêts et privilèges du Clergé : la Constitution de 1906 décrétait la séparation de l’Eglise et de l’Etat et la nationalisation des domaines fonciers des congrégations religieuses (*ley de manos muertas*) au profit des hôpitaux, des asiles et de l’assistance sociale (*ley de beneficiencia*). L’*hacienda* Chuichún, propriété des Carmélites depuis plus d’un siècle, fut ainsi nationalisée et affermée au bénéfice de l’assistance sociale de Cuenca.

Conséquence d’une résistance farouche opposée par les conservateurs, mais aussi par une part des libéraux à la tête de plantations employant des travailleurs endettés, l’abolition de l’incarcération pour dettes —instrument juridique qui légitimait l’institution du *concertaje* au sein de la grande propriété— ne fut promulguée qu’en 1918. Elle fut surtout le fait d’une nouvelle élite agro-industrielle et bancaire organisée autour de la production de sucre, qui cherchait à libéraliser la force de travail dont elle avait besoin [Clark, 2004]. A l’image de la dîme que le Clergé continuait de prélever malgré son abolition en 1896, la promulgation de la loi de 1918 ne fut pas directement suivie d’effet au niveau local, en raison (i) des maigres moyens dont disposait le gouvernement pour intervenir dans des régions qui demeuraient plus que jamais sous l’emprise de l’*hacienda* et (ii) de l’affaiblissement économique et politique de la ploutocratie cacaoyère en raison de la guerre en Europe.

2.3.1.2. Une économie nationale tournée vers l’extérieur

Laissée exsangue par les guerres d’Indépendance, l’économie équatorienne fut reconstruite progressivement sur les structures héritées de la Couronne espagnole, orientées vers la promotion des exportations de biens primaires et la libéralisation commerciale (conséquence de la rupture du pacte colonial¹). Les trois départements constitutifs de l’Equateur (Quito, Cuenca, Guayaquil), davantage tournés vers l’extérieur que les uns vers les autres², entreprirent alors de se spécialiser dans les activités pour lesquelles ils disposaient « d’avantages comparatifs » sur le marché international. Ainsi s’efforcèrent-ils de relancer la production de biens jadis exportés vers la

¹. En 1797, il est mis fin au monopole des rapports commerciaux entre l’Espagne et ses colonies par l’ouverture des ports de l’Amérique coloniale aux navires « neutres » (des Etats-Unis en particulier) [Chaunu, 2006].

². Héritages de l’Histoire, Quito était davantage tourné vers la Colombie, Guayaquil vers l’Europe et Cuenca vers le Pérou. Ce qui fait dire au géographe Jean-Paul Deler [2007] que l’Equateur n’avait, en 1830, de nation que le nom. Sans monnaie nationale pendant les premiers temps de la République d’Equateur, Cuenca utilisait la monnaie péruvienne alors que Quito avait recours au *peso* colombien [Clark, 2004 ; Palomeque, 1990].

métropole, et répondant dès lors à la demande croissante d'une Europe (Angleterre en tête) en pleine révolution industrielle.

Fortement affectée par les guerres d'Indépendance¹, puis par la ruine de son artisanat textile (*obrajes*) due à la concurrence des produits provenant des pays industriels, la région de Quito se spécialisa principalement dans la production de denrées vivrières destinées au marché intérieur, sans modification notable de sa structure agraire. Disposant des vastes étendues fertiles de la plaine du Guayas et d'un système de transport de marchandises (fluvial et maritime) organisé autour de sa ville-port, la région de Guayaquil se spécialisa dans la culture du cacao, denrée qu'elle exportait déjà vers l'Europe du temps de la Couronne espagnole et qui connut un tel essor qu'elle en vint à constituer, en 1910, 70 % des devises d'exportation du pays et 30 % de la production mondiale [Guerrero, 1980].

La région de Cuenca se retrouva, quant à elle, particulièrement isolée. Coupée de ses traditionnels liens économiques avec le Nord-Pérou, de longue date ignorée et ignorant Quito, elle tenta de maintenir tant bien que mal des rapports commerciaux avec Guayaquil. Mais c'est à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle que la région amorça l'intégration de son économie au marché international [Palomeque, 1990]. Tout d'abord, la demande européenne en quinine relança l'extraction de l'écorce du quinquina². Au cycle d'exportation de cette ressource forestière (qui se tarit bien vite pour cause d'extraction incontrôlée et excessive) succéda celui du chapeau de paille *toquilla*, qui connut un bel essor jusqu'au milieu du XX^e siècle (encadré 1). Enfin, subsistait un secteur minier régional alternant, depuis les premiers temps de l'époque espagnole, des cycles de crise profonde avec d'autres de faible essor, au rythme des découvertes de nouveaux filons, de la fluctuation des cours des métaux précieux sur le marché international, et des modalités d'exploration et d'exploitation octroyées par les gouvernements successifs aux investisseurs étrangers.

A l'image des autres pays d'Amérique andine, la croissance économique de l'Équateur se trouva donc conditionnée par les cycles de crise et d'essor du capitalisme dans les pays industriels et les fluctuations qui en ont résulté sur la demande étrangère en biens primaires [Dufumier, 2004]. Pendant les cycles d'essor, l'organisation sociale des économies régionales aboutissait à l'extrême concentration des richesses entre les mains d'une classe privilégiée

¹. La région fut aussi particulièrement touchée par les épidémies (rougeole, variole) et les catastrophes naturelles (tremblements de terre et éruptions volcaniques), à l'origine de vastes mouvements migratoires vers le littoral pacifique et les Andes australes de l'Équateur [Espinoza et Achig, 1989 ; Saint-Geours, 1984].

². En 1817, dans le cadre de travaux de recherche de lutte contre le paludisme, les pharmaciens Pelletier et Caventou isolèrent la quinine à partir des écorces de *Cinchona succirubra* (quinine rouge), l'un des genres de l'espèce arborée désignée sous le terme de quinquina (famille des *Rubiaceae*). Ce dernier, originaire des Andes, poussait à l'état sauvage à des altitudes comprises entre 1 500 et 3 500 m. Les premiers échantillons d'écorce du quinquina furent rapportés en Europe au XVI^e siècle par les missionnaires jésuites, qui avaient constaté que les Indiens en consommaient sous forme de poudre en cas de fièvre palustre [Tillequin, 2009].

minoritaire, composée de grands propriétaires fonciers, de financiers et de commerçants qui plus est, souvent unis par des liens de parenté [Guerrero, 1980]. Tandis que l'essor de l'« or brun » donna naissance, dans la région de Guayaquil, à une véritable ploutocratie cacaoyère qui accéda au pouvoir en 1895, le développement du commerce du chapeau de paille *toquilla* fit la fortune d'une élite cuencanaise. Cette élite se montrait plus encline à dilapider sa fortune dans des biens somptuaires importés d'Europe (par des maisons commerçantes qu'elle établissait à cette fin) qu'à investir dans un secteur industriel à la fois (i) trop éloigné des grands centres de consommation du monde pour être compétitif et (ii) confronté à l'étroitesse du marché intérieur.

Encadré 1. Le chapeau Panamá est équatorien

Sous la Couronne espagnole, les paysans minifundistes* du bassin de Cuenca (non soumis au *concertaje*) confectionnaient, pour payer le tribut, des pièces de tissu (*bayeta*) exportées vers Lima. Avec la République et la libéralisation du commerce, la concurrence des étoffes provenant des manufactures anglaises mit fin à la production régionale. L'administration entreprit de valoriser l'habileté manuelle d'une masse de paysans, en investissant dans la construction d'ateliers et de centres d'enseignement [Palomeque, 1990]. Reproduisant l'organisation sociale de l'économie régionale, cette nouvelle filière se caractérisait par son extrême segmentation, depuis la production du palmier *Carludivia Palmita* dans la province littorale de Manabí, jusqu'aux consommateurs des pays industriels. Selon une franche division sociale du travail, les activités artisanales spécialisées¹ alternaient avec les activités de commerce et de transport [Espinoza et Achig, 1989]. Alors que les premières étaient réalisées —pour la plupart à façon— par des paysans-artisans hautement qualifiés, les secondes étaient contrôlées par la jeune bourgeoisie commerciale de Cuenca et les importateurs des Etats-Unis d'Amérique.

Jusqu'au début des années 1950, au cours desquelles l'artisanat fut ruiné par la concurrence de produits manufacturiers bon marché provenant essentiellement d'Asie (Japon, Chine, Philippines), le chapeau de paille *toquilla* contribua largement au développement économique de la région. Force est de reconnaître que cette activité, basée sur l'exploitation de milliers de paysans-artisans, bénéficia presque exclusivement aux maisons d'importation de New York et à la bourgeoisie chapelière de Cuenca.

Ce produit typiquement équatorien fut dénommé, à tort et sans que l'erreur n'ait jamais été corrigée, chapeau Panamá, parce qu'il transitait par les échoppes de l'isthme du même nom avant d'être expédié vers les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord [Miller, 1990]. Porté par les travailleurs des plantations cacaoyères de l'Equateur, le chapeau fut popularisé à l'échelle internationale, d'abord par les chercheurs d'or californiens à partir des années 1850 [Kyle, 2000], puis par les ouvriers du canal de Panamá dans les années 1880 [Duviols, 2000].

¹. Principales tâches manuelles : (i) tissage à façon du chapeau, (ii) travail de finition, (iii) lavage, blanchiment, passage au four, repassage et martellement du chapeau, selon la mode de l'époque (tâche confiée aux « compositeurs », sous la responsabilité d'un maître, salarié de la maison d'exportation), (iv) classification, mesure et emballage du chapeau (tâche réalisée par les ouvriers salariés qualifiés des maisons d'exportation de Cuenca) [Espinoza et Achig, 1989].

La ploutocratie du littoral ne fonda pas le développement du secteur cacaoyer sur des investissements agricoles (avec emprunts possibles de capital étranger) mais sur l'expansion des surfaces cultivées et le recours à une main-d'œuvre peu rémunérée¹, provenant en particulier des montagnes. Il circule à ce sujet l'idée selon laquelle l'exode rural vers le littoral pacifique serait dû aux seules mesures salariales incitatives instaurées par l'oligarchie foncière de Guayaquil, comme si le montagnard « désenchâssé » de son « environnement » socio-économique réagissait spontanément aux seuls signaux du marché. Il semble pourtant que bon nombre de paysans andins (« libres » il va de soi), ne se résignaient à l'exode qu'une fois épuisées toutes les alternatives économiques de proximité susceptibles de leur fournir les moyens de couvrir leurs besoins essentiels, en complément de ceux de leur petite exploitation. Ainsi en a-t-il été des paysans minifundiaires du bassin de Cuenca après les crises régionales du XIX^e siècle [Palomeque, 1990] ou ceux des Andes centrales et septentrionales de l'Equateur particulièrement affectés par la crise du textile [Deler, 2007 ; Saint-Geours, 1984].

2.3.1.3. L'économie agricole de Hatun Cañar sous le joug de l'hacienda

- Les Andes : entre protectionnisme et entrave à la compétitivité

L'éloignement relatif du *pays* de Hatun Cañar des pôles urbains et le piètre état de son réseau routier ne se prêtaient guère aux nouvelles règles de l'économie mondiale. Dire que le problème des moyens de communication traversa l'intégralité du XIX^e siècle républicain très loin en tête des revendications des régions montagnardes ne serait encore qu'un doux euphémisme. Les sources écrites de l'époque proposent un florilège inépuisable de plaintes d'agents économiques et de missives administratives sur le sujet. A la fin du XIX^e, il revenait plus cher d'acheminer des marchandises entre Quito et Guayaquil que depuis le Chili (ou l'Australie) jusqu'en Europe² [Clark, 2004]. Autant dire que la ligne ferroviaire Quito-Durán (quelques kilomètres avant Guayaquil), œuvre du Général Eloy Alfaro achevée en 1908, améliora grandement les conditions de circulation des marchandises et des voyageurs et contribua à l'intégration économique du pays, et à son unité politique [Deler, 2007]. Encore faudrait-il nuancer la dimension nationale du processus d'intégration, qui bénéficia avant tout aux régions traversées par le rail. Le *pays* de Hatun Cañar ne fut connecté au réseau ferroviaire³ que vers 1930. Cependant, il jouit jusque-là,

¹. Pour mettre en culture des terrains préalablement défrichés, le propriétaire foncier employait un paysan essarteur autorisé, en échange, à produire sur le domaine les productions vivrières destinées à l'autoconsommation. Une fois les cacaoyers en production, il recourait à une main-d'œuvre salariée saisonnière [Guerrero, 1980].

². Il revenait dix fois plus cher de transporter des biens à dos de mule entre Ambato et Quito (villes séparées de 125 km mais reliées à l'époque par la « meilleure » route du pays) qu'entre les côtes atlantique et pacifique des Etats-Unis d'Amérique, reliées par le rail [Clark, 2004].

³. La haute vallée fut cependant connectée pas moins de trois décennies avant Cuenca (1964). En 1920, il fallait encore trois jours pour couvrir la distance entre Cuenca et Huigra, soulignant le peu d'investissements consacré à l'aménagement d'un réseau routier [*ibid.*].

et quelques années plus tard encore, d'une situation privilégiée dont l'aristocratie foncière du petit *pays* sut tirer profit, à l'image de l'élite cañari de l'époque précolombienne qui contrôla très longtemps le trafic du *spondylus* entre l'île de Puná et le Nord-Pérou : une fraction non négligeable des marchandises échangées entre Guayaquil et Cuenca transitait par la haute vallée, bassin interandin des Andes australes le plus proche de la ligne ferroviaire Quito-Durán.

Par ailleurs, la moindre compétitivité de son économie sur le marché international, due à la faible productivité relative du travail agricole et aux coûts exorbitants de franchissement de la barrière andine, « condamnait » la haute vallée à approvisionner le marché intérieur en denrées alimentaires dans lesquelles elle s'était spécialisée dès les premiers temps de la Couronne espagnole (blé, bétail). Alors que les Andes constituaient une barrière douanière « naturelle » lui garantissant un degré élevé de protectionnisme dans l'écoulement de ses productions vers Cuenca, cette même montagne avait pour effet d'abaisser la compétitivité relative de Hatun Cañar lorsqu'il s'agissait d'approvisionner le littoral pacifique. Lui tirait avantage de son port maritime pour importer, notamment, des céréales du Chili et de Californie à moindre coût [Clark, 2004], tout en stimulant la concurrence entre les vallées inter-andines.

- D'agriculture et de commerce : les deux mamelles de l'économie locale aux temps de la libéralisation des échanges internationaux

A la faveur d'un système juridique et politique national établi par et pour l'oligarchie foncière de la *sierra*, la grande propriété de Hatun Cañar connut son apogée à la fin du XIX^e siècle, en s'arrogeant l'usage exclusif des ressources *paraméennes*. Par l'accroissement de la demande en produits alimentaires de première nécessité et l'intensification des échanges commerciaux, les cycles d'essor du cacao sur la plaine côtière et du chapeau dans le bassin de Cuenca contribuèrent sans nul doute à ce processus d'expansion de la grande propriété aux dépens des communautés indiennes qui, pourtant, résistaient¹. Inversement, les cycles de crise liés à ceux du capitalisme international se soldaient par la contraction des marchés et des échanges, incitant les *terratenientes* à substituer des cultures et des élevages d'autosubsistance (maïs, orge, ovins) aux productions de rente (blé, bovins à viande) [Palomeque, 1990].

Une poignée de familles, bien souvent unies par des liens de parenté, en vint à se partager le petit *pays* : Andrade, Borrero, Carrasco, Castillo, Córdova, Espinosa, González, Harris, Herredia, Muñoz, Terán, pour les plus illustres². L'Église n'était pas en reste, à la tête de vastes domaines

¹. En 1865, le gouverneur de Cuenca ordonnait aux *vecinos* de Cañar et d'El Tambo de gracier les émeutiers (à l'exception des meneurs) pour qu'ils regagnent leur foyer et cultivent leurs champs abandonnés [Vásquez et González, 1989].

². Antonio Borrero fut président de la République d'Équateur en 1875-1876. Son descendant, Manuel María, fut président intérimaire du 20 août au 1^{er} décembre 1944 : il renonça à la fonction présidentielle pour se consacrer à ses affaires, dont l'administration de son *hacienda* à El Tambo. Par ailleurs, le fils de Luís Cordero (président de 1892 à 1895) épousa Adelina Espinosa, fille d'un grand propriétaire foncier de la haute-vallée (encadré 2).

dont ceux de Chuichún (Carmélites) ou de Hato de la Virgen (Séminaire de Cuenca). Ceux-ci ne constituaient bien souvent qu'une fraction du patrimoine foncier de leurs propriétaires. Celui de Mariano Espinosa donne un aperçu du niveau d'appropriation des moyens de production par quelques-uns¹ et de la reproduction —à grande échelle— du mode de mise en valeur complémentaire d'écosystèmes étagés et disjointes (fig. 24).

Faut-il rappeler que parmi ces moyens de production, la main-d'œuvre indienne émergeait en bonne place dans les patrimoines que les grands propriétaires léguaient à leurs enfants ? Le testament de 1915 de José María Borrero mentionnait ainsi le legs, à ses héritiers, de plusieurs domaines fonciers avec bétail et travailleurs, dans lequel il était précisé le niveau d'endettement de ces derniers et les animaux à leur charge (dette potentielle en cas de perte) [RP/Ca, 1915-69].

Les grands propriétaires terriens exploitèrent les pelouses d'altitude de façon extensive, en pratiquant des élevages en plein air, destinés à la production de viande bovine pour le marché intérieur et d'énergie équine pour le transport de marchandises. La culture de la pomme de terre était probablement déjà pratiquée dans certaines *haciendas*, même si elle devait être limitée par le travail à fournir pour ouvrir, à l'aire, les épais gazons *paraméens*.

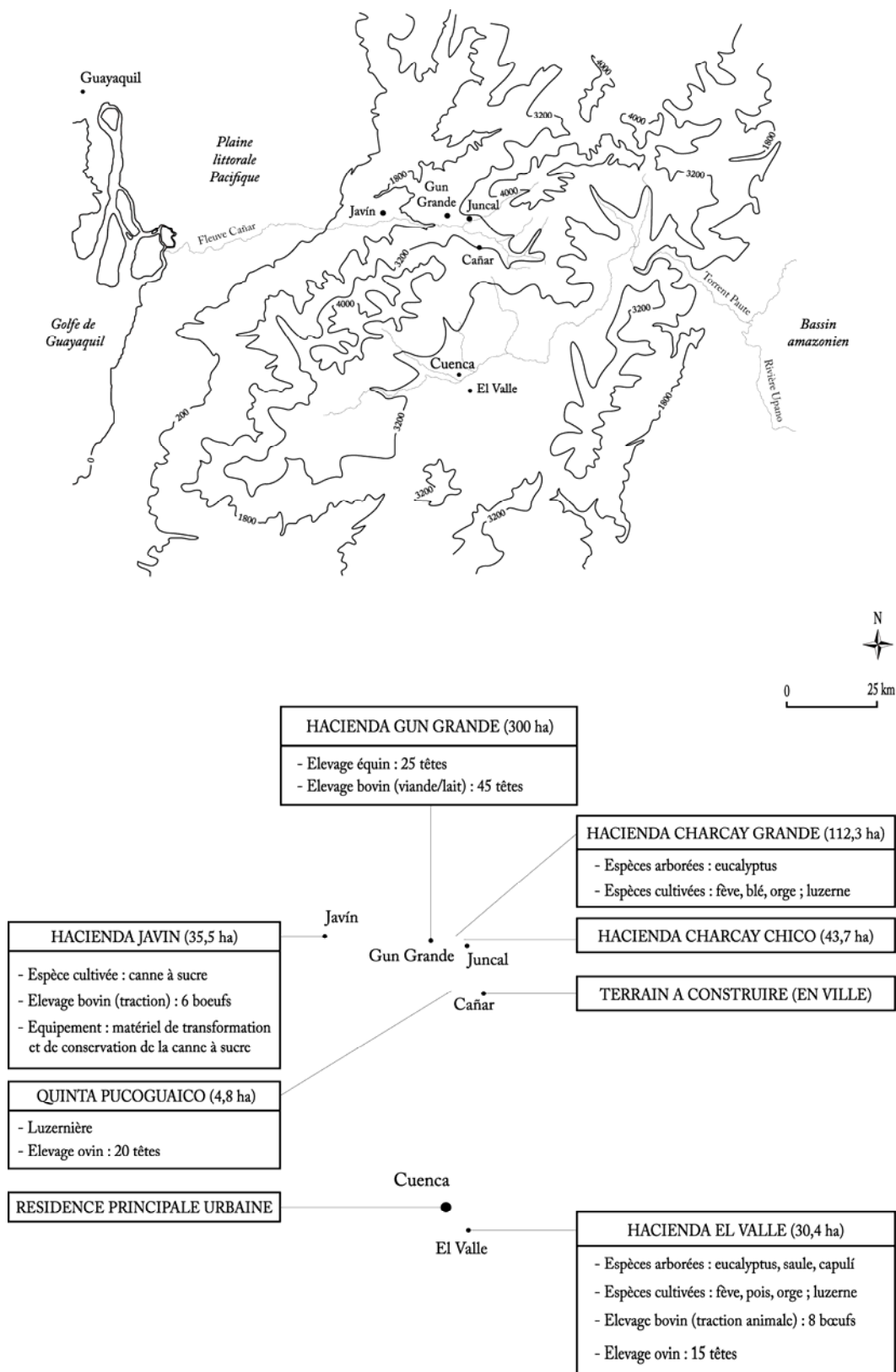
Certains terrains du *bas-pays* furent le siège d'une agriculture plus productive, grâce à de nouvelles infrastructures d'irrigation, pour la construction desquelles les grands propriétaires enrôlèrent bon nombre d'Indiens provenant de l'*hacienda* et des communautés avoisinantes. Dans ce dernier cas, il semble que l'eau ait fait l'objet d'un partage (lieu dit *yaku pitina*² à Juncal par exemple) comme le stipulait la loi de 1832 autorisant la construction de canaux sur les terres d'autrui moyennant indemnisation. Outre l'accroissement de la production agricole, l'irrigation contribua à l'expansion des surfaces fourragères cultivées et à l'atténuation des effets négatifs de la saison sèche sur le développement des végétaux et l'affouragement des animaux. Le renouvellement de la fertilité était assuré par la culture de légumineuses alimentaire (fève) et fourragère (luzerne) et les apports en fumure organique des troupeaux.

Privés de l'accès aux ressources de l'étage froid (eau, fourrage, graminées pour la toiture, bois de chauffe et de construction, plantes médicinales, gibier), les Indiens des communautés furent contraints de payer, en journées de travail, un droit d'usage de ces ressources aux grands propriétaires fonciers. Exception faite des rares familles plus aisées, l'écrasante majorité d'entre eux allait chercher dans la diversité des formes sociales de production imposées par l'*hacienda* et dans la variété des modes de tenure foncière, de quoi satisfaire, partiellement, leurs besoins alimentaires.

¹. Les services municipaux du cadastre de Cañar-ville regorgent d'archives (documents testamentaires en particulier) détaillant les patrimoines des grands propriétaires fonciers de cette époque.

². Littéralement, « eau coupée » en quichua.

Figure 24. Inventaire des biens patrimoniaux de Don Mariano Espinosa, répertoriés dans son testament de 1908



Source : RP/Cu 1908-173

Le recours à des sources de revenus extérieures à l'exploitation était plus que jamais la règle. Il n'est d'ailleurs pas à exclure que certains paysans aient loué leur force de travail lors des campagnes de collecte du quinquina, ou soient descendues un temps dans les mines de la région. En revanche, il est peu probable qu'ils aient pu saisir l'opportunité du développement de la filière du chapeau de paille *toquilla*¹. La société de chemin de fer chargée de relier les Andes australes à la plaine côtière recourut bien à de la main-d'œuvre locale mais avec parcimonie, lui préférant le personnel qualifié originaire des Andes septentrionales formé lors de la construction du rail Quito-Durán². Le développement du *latifundium* cacaoyer, avec ses salaires journaliers incitatifs³, ne semble pas davantage avoir stimulé l'exode rural depuis la haute vallée. *In fine*, tout porte à croire que la grande propriété était parvenue à contrôler la quasi-totalité de la paysannerie du petit *pays*, organisant l'accès aux ressources du milieu et se constituant, pour les communautés, en principal marché du travail au sein d'une économie locale spécialisée dans la production agricole.

- Nourrir la plaine, nourrir les villes : commercialiser la production agricole de la haute vallée du Cañar

L'*hacienda* ne se contentait pas d'organiser, pour son propre compte, la production agricole (blé, bétail, pomme de terre) de la haute vallée. Elle en contrôlait aussi la commercialisation. Le grand propriétaire foncier non seulement organisait le transport de ses productions, mais achetait aussi, sur les marchés (Cañar, Azogues) ou auprès des Indiens aisés des communautés, les biens qu'il revendait ensuite à Guayaquil ou à Cuenca. En sus de la corvée de transport imposée rotativement aux Indiens *conciertos*, le propriétaire-négociant recourait aux services d'Indiens « libres » qui disposaient au moins d'un équidé. Les caravanes revenaient chargées de biens de subsistance (sel, sucre, allumettes) et de prestige (café, cacao, tabac, étoffes et articles importés d'Europe) acheminés vers la ville de Cuenca. Le commerce interrégional de biens autres que ceux produits dans la haute vallée constituait sans aucun doute une source d'enrichissement substantiel pour l'oligarchie foncière. Celle-ci perpétuait ainsi la combinaison agriculture/négoce héritée de la période coloniale.

Cependant, il ne s'agirait pas de réduire l'organisation de l'économie agricole du petit *pays* à une dualité sociale entre la grande propriété et les communautés indiennes. Tout d'abord, les familles se différenciaient au sein de leur communauté par les ressources dont ils disposaient et la

¹. En 1875, les métiers de l'agriculture et de l'artisanat textile prédominaient dans les paroisses de Cañar et El Tambo [Palomeque, 1990].

². La population locale distinguerait encore aujourd'hui le bourg d'El Tambo et ses habitants du reste de la haute vallée et de sa population cañari. Ville fondée à l'époque du chemin de fer, les citadins seraient en effet nombreux à descendre des ouvriers qui participèrent à la construction du rail. Originaires de Tulcán (ville située à la frontière nord avec la Colombie), ces travailleurs auraient décidé de s'installer à El Tambo à la fin des travaux [Guaicha *et al.*, 2001].

³. A partir de 1890, le semis était confié à des « brigades » de journaliers salariés [Deler, 2007].

nature de leur rapport au marché : la vente de force de travail prédominait pour les plus modestes, alors que les plus aisés vendaient services (transport, commerce) et biens agricoles. Ensuite, l'extension de la grande propriété alla de pair avec l'emploi de personnel salarié métis en provenance d'autres *haciendas* (administrateurs), des périphéries de Cañar-ville ou de vallées voisines (minifundistes à la recherche de travail). Enfin, le développement du commerce attira des négociants, métis aussi, dont certains, provenant de la moyenne vallée du Cañar (Chontamarca, Suscal, General Morales), du bassin de Cuenca (Paute, Cojitambo) ou de la haute vallée du Cañar, finirent par s'installer. A l'ombre de la grande propriété, les négociants s'efforçaient de commercialiser une part de la production locale, pratique qui fut à l'origine de vives tensions avec l'oligarchie foncière en cas de basse production.

S'ils n'en furent pas directement à l'origine, on peut cependant supposer que certains de ces commerçants ont au moins contribué, à cette époque, au développement d'un type particulier de relation sociale de production : l'*abono*. Cette pratique consistait, pour le commerçant, à octroyer une avance en capital ainsi que la semence à un paysan à la fois désireux de s'équiper et de cultiver son champ. La récolte était partagée en deux parts égales, et le paysan était tenu de restituer l'avance à la fin de la campagne. Il n'était pas rare que celui-ci, dans l'incapacité de remplir ses obligations, soit contraint de céder sa terre au commerçant, puis de devoir prendre un autre terrain en métayage auprès d'une famille plus aisée de la communauté ou, plus généralement, à part de fruits¹ avec l'*hacienda* voisine.

2.3.2. Au rythme des crises et des essors du capitalisme international

2.3.2.1. Les « signaux faibles » d'une fragmentation de la grande propriété

- En corollaire de la Première guerre mondiale : la reconversion économique du littoral équatorien

Mouvement perceptible depuis 1914 et le début de la Première guerre mondiale en Europe, l'effondrement du prix du cacao équatorien en 1922 provoqua la ruine d'une économie nationale extrêmement dépendante du marché international des produits agricoles tropicaux. Assèchement des recettes fiscales de l'Etat et réduction drastique des devises d'exportation allèrent ainsi de pair avec la diminution des importations. Entretemps, les Etats-Unis d'Amérique s'étaient substitués à l'Angleterre comme premier partenaire commercial². La crise se prolongea pendant

¹. Il convient de bien distinguer le métayage du contrat de location à part de fruits. Si ces deux types de rapport de production agricole ont en commun la répartition du produit proportionnelle à la récolte (pas forcément à parts égales), le premier (dont le grand intérêt est le partage des risques) implique le partage des coûts entre les deux parties (selon des règles généralement définies à l'avance). Dans le second cas (contrat de location à part de fruits), la totalité des coûts est à la charge du travailleur.

². En 1911, le marché des Etats-Unis d'Amérique représentait 25,1 % des exportations équatoriennes et 22,9 % des importations. En 1918, les rapports étaient respectivement de 77,9 et 57 %. Ils se stabilisèrent ensuite autour de 40 et 50 % [Saint-Geours, 1984].

une vingtaine d'années, occasionnant agitation sociale et instabilité politique, aucune classe de la société n'étant en mesure de gouverner seule.

La grande dépression des années trente incita les gouvernements populistes et militaires qui se succédèrent jusqu'au milieu des années quarante à mettre en œuvre des politiques agricoles visant à convertir les plantations cacaoyères ruinées par la crise en domaines produisant des denrées alimentaires destinées au marché intérieur. Tandis que la culture du riz¹ s'implantait dans les zones hydromorphes, la canne à sucre était cultivée au sein de centrales lourdement équipées de machines motorisées importées, édifiées le long de la voie ferrée sur de grands domaines irrigués.

Face à ces vastes complexes hautement productifs, quelques *terratenientes* de Hatun Cañar commencèrent spontanément à démembrer les *haciendas* sucrières qu'ils possédaient en moyenne vallée. Dépourvus d'intérêt économique pour l'oligarchie foncière, ces terrains furent progressivement vendus, à bas prix, aux travailleurs de l'*hacienda*, aux métayers ou à des commerçants qui, pour ce faire, eurent recours à diverses modalités de paiement : (i) le crédit, (ii) l'épargne tirée de la vente de services ou de la location de force de travail et (iii) la vente d'animaux. Le processus de démembrement des *haciendas* dans la moyenne vallée s'étala sur plusieurs décennies, au rythme des cessions foncières décidées par les *terratenientes* et leurs héritiers, davantage enclins à investir dans d'autres secteurs économiques plus rémunérateurs.

Certains paysans de Hatun Cañar tirèrent avantage des liens qui les unissaient à des informateurs privilégiés (*terratenientes* et administrateurs) pour acquérir à leur tour un terrain dans la moyenne vallée. Ainsi en a-t-il été de plusieurs familles de Juncal, de Pillcopata, de Kawanapamba et de Sisid. Elles y pratiquèrent une agriculture vivrière diversifiée, associant des rotations de maïs dur, d'haricot érigé et autres plantes (patate douce, manioc, rocou, taro², etc.) tout en conservant bien souvent l'arboriculture existante (fruitiers notamment). Rares furent celles qui purent acquérir un terrain irrigué, sur lequel il leur aurait été possible de maintenir une surface cultivée en canne à sucre destinée, après transformation (cassonade, eau-de-vie), à l'autoconsommation familiale, au troc et à la vente.

Pour les paysans, l'acquisition d'un terrain sur l'étage chaud réduisait leur dépendance à l'égard de l'*hacienda*, tout en permettant à certains de produire enfin le maïs qu'ils étaient jusque là contraints de se procurer par le troc ou l'exploitation d'un lopin cédé à part de fruits par la grande propriété. La mise en valeur de nouvelles soles —de surcroît éloignées— modifiait l'organisation du travail familial. Lorsque la superficie des terrains nouvellement acquis était limitée, les familles cultivaient des plantes vivrières aux cycles culturels échelonnés en accord avec ceux des productions du petit *pays*. Cette pratique limitait ainsi les risques de concurrence

¹. La production tripla entre 1930 et 1940 [Deler *et al.*, 1983].

². *Colocasia esculenta* L. Schott (nom vernaculaire : papa china).

pour la main-d'œuvre à certaines périodes de l'année et accroissait la disponibilité en force de travail de la famille au moment des opérations culturales à réaliser sur les terrains de l'étage chaud. En revanche, une plus grande superficie dotée d'un accès à l'irrigation incitait à diversifier davantage l'agriculture de l'étage chaud en associant des plantes vivrières à des cultures de rente. Cette pratique, plus exigeante en travail, nécessitait la répartition de la force de travail familiale entre les deux étages tout au long de l'année. Elle fut parfois à l'origine de l'installation, suite à des partages successoraux, de certains héritiers dans la moyenne vallée.

- Un foncier « chahuté » : entre reconnaissance de la communauté indienne et faillite de l'oligarchie

Le petit *pays* ne fut pas épargné par la crise. Une succession d'évènements, pas toujours corrélés, témoigne d'un processus d'affaiblissement de la grande propriété et d'émancipation de la communauté indienne. Trois communautés furent légalement reconnues en 1938, en application de la Loi des Communes votée un an plus tôt : Sunicorral d'abord, puis Sisid et Kawanapamba, deux communautés qui n'en formaient initialement qu'une avant d'être scindée dans le cadre du découpage administratif territorial de 1920 (création des paroisses d'El Tambo, incluant Kawanapamba, et d'Ingapirca, avec Sisid). Cette reconnaissance, faite au cours d'une période plutôt propice à la mise en œuvre de politiques favorables aux couches sociales les plus marginalisées de la nation, mettait fin à plus d'un siècle d'insécurité juridique des institutions indiennes. L'affaiblissement de la demande en biens produits dans la haute vallée du Cañar et la libéralisation progressive du marché du travail depuis la fin du *concertaje* en 1918 eurent pour effet de réduire le degré d'exploitation de la main-d'œuvre indienne tout en incitant les grands propriétaires fonciers de la *sierra* à leur consentir certains avantages¹, qui comprenaient bien souvent une revalorisation de leur salaire journalier minimal [Guerrero, 1991 ; Oberem, 1987].

Encadré 2. Don Darío Espinosa, propriétaire foncier et négociant de Hatun Cañar

Homme politique local influent, un temps percepteur de l'impôt religieux, médecin autodidacte, tuteur d'Andrés F. Córdova (chargé du pouvoir national en 1939-1940), Darío Espinosa fonda sa fortune sur le commerce interrégional. Une partie de celle-ci fut placée dans bon nombre de terrains, dispersés dans la haute vallée du Cañar : Absul, Charcay et Molinoguaico au *pays* de Hatun Cañar ; Pucarsol, La Laguna, La Posta et Pucoguaico sur la rive gauche du torrent ; des *derechos y acciones* des ressources à Absul, Buyzhún et Zurjún [RPCu/347-1929]. On parle aussi d'une propriété sur le littoral (sans doute vendue de son vivant). L'ensemble constituait un patrimoine foncier de plusieurs centaines d'hectares. A Charcay, il racheta deux *haciendas* privées à son cousin Roberto, fils de Mariano Espinosa (fig. 24), et une troisième appartenant à la confédération religieuse des Carmélites.

¹. Hausse du salaire, versement d'avances et d'acomptes, réduction des charges de travail, tendance accentuée à fermer les yeux sur les vols éventuels, réduction des exactions (ou du moins leurs formes violentes), extension des superficies des *huasipungos* [Guerrero, 1991].

Il décéda en 1928. De ses dix héritiers (dont deux d'un premier mariage), seuls trois d'entre eux conservèrent les terrains qui leur avaient été légués. Les autres vendirent leurs biens fonciers —inclus les droits d'accès à l'eau, les infrastructures d'irrigation, les biens d'équipement comme les moulins, les droits d'usage des ressources— à de petits commerçants comme à Charcay, ou à de grands propriétaires comme à Molinoguaico.

En 1925, l'Archevêché de Cuenca fut contraint de céder la propriété qu'il détenait à Sisid [MPST, 1952-690]. Cette cession fut suivie de trente ans de conflits fonciers entre ex-*huasipungueros* et la communauté, chaque partie revendiquant la primauté du droit à la terre¹. En 1936, le domaine foncier de Cachi fut saisi par la banque pour cause de faillite de son propriétaire, puis démembré et vendu par morceaux, souvent à crédit et en partie aux travailleurs permanents de l'*hacienda*. On ne peut exclure, comme cause majeure de cette faillite, la contraction du commerce interrégional que pratiquaient bon nombre de grands propriétaires fonciers, notamment celui portant sur les biens somptuaires d'importation. Sur les terres froides de Sisid, l'*hacienda* González subit le même sort en 1963 : la banque procéda à la vente du secteur supérieur à un grand propriétaire foncier (Agustín Muñoz) alors que le secteur inférieur fut démembré et revendu par tranches plus ou moins égales, comme en témoigne encore aujourd'hui le parcellaire laniéré de Cajóntambo (fig. 20).

Enfin, certains héritiers choisirent de vendre les terrains qui leur avaient été légués, soit à d'autres grands propriétaires fonciers, soit aux commerçants métis installés dans la région, plus rarement aux familles les plus aisées des communautés voisines qui, jusque là, étaient dépourvues d'accès au terroir du maïs (encadré 2).

2.3.2.2. Les haciendas du petit pays au milieu du XX^e siècle

Malgré quelques signes encore diffus de transformation de l'agriculture de Hatun Cañar (moyenne vallée inclus), les *haciendas* céréalières et les domaines d'élevage extensif concentraient encore au milieu des années cinquante la quasi-totalité des moyens de production du petit *pays*, dont la force de travail et la terre.

Ces unités de production résistèrent mieux à la crise que les *latifundia* de la plaine côtière, dont la monoculture du cacao et l'organisation de la production fondée sur le salariat les exposaient fortement aux crises internationales et aux calamités naturelles (maladie du balai de sorcière). Le faible niveau d'équipement, le recours à des rapports précapitalistes, la gestion du risque commercial par diversification des productions pratiquées dans des domaines disséminés sur

¹. Au début des années cinquante, le conflit s'était mué en guerre ouverte entre « deux bandes cohabitant sans harmonie où le risque d'un attentat était possible à tout moment » [MPST, 1951-689], les premiers accusant le gouverneur de la communauté de s'approprier des terres pour son propre compte, alors que ce dernier dénonçait la perversité des ex-*huasipungueros* (considérés comme étrangers à la communauté) à vouloir procéder à la privatisation des communaux.

plusieurs étages écologiques, conféraient à la grande propriété de la *sierra* une « résilience » plus élevée à la crise. En ces temps difficiles, les surfaces en cultures commerciales étaient vendues (canne à sucre en moyenne vallée) ou réduites au profit de plantes vivrières cultivées, à part de fruits, avec les paysans des communautés voisines.

A la fin des années quarante, le développement de la banane d'exportation eut pour effet de relancer l'économie nationale, stimulant l'émergence d'un secteur industriel et l'essor d'une classe moyenne urbaine. La hausse consécutive de la demande des villes en produits de consommation courante (lait, blé, viande, pomme de terre) réactiva les traditionnels circuits de distribution marchands de la haute vallée du Cañar vers Cuenca et Guayaquil.

- Un enchevêtrement de rapports sociaux de production

Le terme générique d'*hacienda* employé pour désigner la grande propriété agricole de l'Amérique hispanophone recouvre une foultitude de cas qui diffèrent selon les régions en fonction de leurs superficies, de leur niveau d'équipement, de leur spécialisation agricole et de leur plus ou moins grande intégration au marché, ainsi que de la stratification sociale, des rapports de production et des modes de tenure foncière.

Au milieu du XX^e siècle, le petit *pays* comptait une vingtaine d'*haciendas*. Leur taille variait de dizaines à plusieurs centaines d'hectares, démesurement plus grande que les terrains exigüs exploités par les Indiens, mais relativement modeste au vu de l'immensité des domaines rencontrés dans d'autres vallées interandines du nord de l'Equateur. Toutes très peu équipées, elles n'étaient en mesure de dégager des revenus qu'à la condition d'étendre les superficies exploitées en accaparant de nouvelles terres. Elles devaient, dans le même temps, s'assurer le contrôle d'une main-d'œuvre toujours plus abondante, employable dès que le calendrier agricole l'exigeait, rétribuable le plus possible en nature et capable d'assumer par elle-même la plus grande part de ses coûts de production et de reproduction. Pour y parvenir, la grande propriété régissait un enchevêtrement de liens variés unissant les différentes catégories sociales du petit *pays*. Nous gardant bien de prétendre en avoir démêlé l'ensemble, nous nous proposons plutôt d'en décrire les principaux.

Quoique sa structure sociale présente des ressemblances frappantes avec d'autres régions andines, le vocabulaire employé et le sens donné à chaque élément qui la compose sont spécifiques à l'Equateur et dans certains cas à la seule haute vallée. L'exemple le plus illustratif est probablement le mot *huasipunguero*, employé exclusivement en Equateur depuis la fin du XIX^e siècle pour désigner celui que l'on appelait jusque là *concierto* [Oberem, 1987]. Ce terme est une extension de *huasipungo**, composé de *huasi* (maison) et *pungo* (porte). Il désigne le petit lopin de terre attenant à la maison du *huasipunguero*, dont l'usufruit lui était concédé par un propriétaire foncier en échange de journées gracieuses de travail [Cordero, (1892) 2006].

Ne se rendant qu'à de rares reprises dans leurs *haciendas*, les grands propriétaires fonciers confiaient la gestion de chacune d'entre elles à un administrateur métis¹ (*mayordomo*) suppléé d'un ou plusieurs contremaîtres indiens (*mayorales*), intermédiaires bilingues —rémunérés— chargés de relayer auprès des paysans les programmes d'allocation de la force de travail. Un contrat oral liait pour un an renouvelable le *terratiente* à l'administrateur, qui percevait un salaire et se voyait accorder l'usufruit des ressources de l'*hacienda* (terre, eau, fourrage, bois et travailleurs permanents). Les partages successoraux stimulaient le marché de l'emploi local, chaque « nouvelle » *hacienda* procédant au recrutement de son propre personnel d'encadrement. Un rapport de salariat unissait aussi le grand propriétaire à des vachers, dont le nombre fluctuait selon la taille des troupeaux. Outre le fait que les ateliers d'élevage bovin et équin réclamaient une main-d'œuvre permanente tout au long de l'année, le recours au rapport salarial s'expliquerait avant tout par la fonction essentielle de surveillance de la propriété confiée aux vachers qui, nous le verrons, permettait au *terratiente* de s'accaparer de grands volumes de travail en provenance des « communautés-interstices ».

Cette structure de gestion et de protection de la propriété privée, régie par des rapports de salariat, organisait l'exploitation d'une masse de paysans répartis en deux ensembles distincts mais complémentaires. Le premier, composé des *huasipungueros* et de leur famille, constituait « le stock permanent de force de travail » dans lequel puisait le *mayordomo* pour (i) mener à bien les tâches d'astreinte des cultures commerciales (préparation des terrains, semis et récolte du blé et de la pomme de terre) et de l'atelier d'élevage bovin laitier (traite puis transport vers la ville) et (ii) exécuter les corvées rotatives. Le deuxième, formé des Indiens des « communautés-interstices », constituait un volant périphérique de main-d'œuvre mobilisable lors des pointes de travail agricole ou pour les tâches moins pénalisantes (désherbage, sarclage*) sur les meilleures terres de l'*hacienda*. Il représentait également un moyen de valoriser certains terrains moins productifs —cultivés en plantes vivrières— sans avoir à céder le *huasipungo*. En effet, il aurait été économiquement irrationnel, du point de vue de l'*hacendado*, de distribuer tous les terrains les moins productifs à des familles dont la force de travail aurait été sous-employée eu égard aux besoins du domaine. A l'inverse, il s'avérait plus rentable pour le propriétaire foncier de céder un terrain à part de fruits à une famille d'une communauté avoisinante qui lui versait, en échange, la moitié de la récolte obtenue.

En même temps qu'ils s'accaparèrent le droit d'usage exclusif des terres de parcours des « communautés-interstices », les grands propriétaires parvinrent à « dériver » les flux de main-d'œuvre des paysans. Pour ce faire, ils contraignirent ces derniers à leur fournir des journées de

¹. Dans les grandes *haciendas* des Andes équatoriennes septentrionales, il est parfois fait mention de la fonction de secrétaire (*escribano*), responsable de la tenue du cahier des charges [Guerrero, 1991]. Cette fonction n'est pas mentionnée au *pays* de Hatun Cañar, probablement en raison de la superficie relativement réduite de l'*hacienda* et du petit nombre de *huasipungueros* : l'activité du secrétaire était probablement assumée par l'administrateur.

travail gratuit en échange de l'usage de la ressource fourragère indispensable à l'alimentation de leur troupeau, principale source de revenus monétaires et moyen utilisé pour renouveler la fertilité de leurs champs cultivés. L'*acude* et la *yanapería* constituaient les principaux rapports réglant l'accès aux espaces fourragers (les plus ingrats, secs et pentus) de l'*hacienda*. Le premier consistait en la fourniture de deux jours de travail gratuit, alors que le second prévoyait une journée supplémentaire, rémunérée. Il semble que l'*acude* s'étendait également aux autres ressources de la grande propriété, telle l'eau d'irrigation. Enfin, il s'agirait de mentionner la *prenda*, corvée d'une durée de deux à trois jours honnie des paysans, que l'administrateur imposait à ces derniers chaque fois que les vachers surprenaient l'un d'entre eux faisant « frauduleusement » pâture leurs animaux ou que les bêtes étaient interceptées en divagation sur la propriété. Entre les vachers chargés de mener la chasse aux intrus et les *mayorales* s'attachant à débusquer ces derniers au fin fond des communautés, cette pratique contribuait très certainement à gonfler les stocks de main-d'œuvre paysanne. Concomitamment, elle entretenait une gouvernance par la peur, moyennant de violents et dissuasifs rapports de domination. La *prenda* s'appliquait plus largement à toute incursion paysanne sur la grande propriété dans le but de se procurer du bois, des graminées ou des plantes diverses, sans fourniture préalable de journées gratuites de travail.

Du Docteur Borrero, il est de notoriété publique que jamais, de son vivant, il n'a donné un seul *huasipungo*. Jamais. En outre, lorsque nous nous rendions dans le *cerro* avec nos animaux, il était franchement déconseillé de tomber entre les mains de ses vachers, qui arpentaient sans cesse les étendues apparemment sans limites de son *hacienda*. Si tel était le cas, c'était la *prenda*, sans discussion possible : deux-trois jours de corvées pour récupérer nos bêtes... [Parole de paysan]

La reproduction de la force de travail destinée à approvisionner la grande propriété reposait essentiellement sur le *huasipungo*, nœud probablement aussi complexe de rapports sociaux de production que l'était l'*hacienda*. Faute de temps pour l'exploiter seule, la famille nucléaire en confiait la mise en valeur aux *arrimados* (littéralement les « rapprochés ») ou *apegados* (les « collés »), membres co-résidents de la famille élargie : (i) les célibataires¹ qui ne pouvaient prétendre à leur propre *huasipungo* qu'une fois mariés, et (ii) les frères mariés qui s'étaient vus refuser la concession d'un lopin par le *terrateniente*. Dans le premier cas, le statut correspondait à une étape théoriquement transitoire du cycle de vie du paysan [Guerrero, 1986]. Dans le second, il répondait à une logique inhérente à la reproduction de l'*hacienda*. La superficie des terrains concessibles était en effet conditionnée non pas par l'accroissement démographique de la

¹. Les jeunes adultes encore célibataires étaient autorisés à couper le chusquea (*Chusquea* Kunth ; espèce spontanée de bambou utilisée dans la construction de maisons, connue localement sous le nom de *suro*) qu'ils commercialisaient pour leur propre compte sur le marché de Cañar-ville. Ils étaient assignés à une tâche particulièrement éprouvante physiquement : celle de mener, vers les enclos, les taureaux de combat depuis les *páramos* où ceux-ci divaguaient toute l'année.

paysannerie *huasipunguera* mais bien selon les besoins estimés en force de travail permanente au sein du domaine. Constituant probablement la catégorie la plus défavorisée de la société, ces *arrimados* formaient aussi une « armée de réserve » pour l'*hacienda*. Certaines familles paysannes élargies, notamment les moins nombreuses, pouvaient être contraintes de céder une portion de leur lopin en métayage à des paysans des « communautés-interstices ».

En bref, le contrat¹ passé avec le *huasipunguero* ne se limitait pas, pour le grand propriétaire foncier, à l'exploitation de ce seul travailleur permanent, mais étendait le champ à l'ensemble des membres de sa famille élargie et de certains paysans des communautés voisines. Le degré d'exploitation du *huasipunguero* et de sa famille variait selon les périodes : élevé pendant les cycles d'essor, plus faible en période de crise où les cultures d'autosubsistance se substituaient aux cultures de rente. Pour les « communautés-interstices », on peut penser que c'était plutôt la nature de l'exploitation qui variait : salariat en période d'essor, contrat à part de fruits en période de crise. Le statut particulier des *haciendas* publiques entretenait des tensions permanentes (abus, mauvais traitements et violences éventuelles), le locataire étant invariablement soumis au versement de la redevance. Est-ce ceci qui fut à l'origine de la création, par les *huasipungueros* de l'*hacienda* Chuichún, d'une coopérative agricole en 1945 ? Cette même année, la dite coopérative sollicita le démantèlement de l'*hacienda*, initiative soutenue par la Banque provinciale de Cañar qui proposait de racheter le domaine, arguant que l'Etat en tirerait un plus grand bénéfice qu'avec le mode de tenure foncière pratiqué à l'époque (affermage) [JCAPA, 1945, 228-3095].

▪ Des cultures de rente au *bas-pays*

Les *haciendas* étaient composées de plusieurs sections aux potentialités écologiques distinctes. Les terrains les plus productifs (faible inclinaison de la pente, irrigation), dont la majorité de ceux constituant le *bas-pays*, hébergeaient des systèmes associant le plus souvent céréaliculture et élevage bovin laitier. Il est vrai que le développement de la production bananière et l'accroissement des effectifs du secteur public² et des catégories professionnelles libérales contribuèrent en Equateur, au début des années cinquante, à l'émergence d'un modeste processus d'industrialisation et à l'accroissement de la demande de produits agricoles jusque là peu consommés (lait et ses dérivés, viande, dérivés de la farine de blé) [Barsky, 1984]. Mais la production laitière du petit *pays* demeurait faible, faute d'investissements. Au contraire, les grands propriétaires fonciers des Andes septentrionales, comme Galo Plaza (président de la

¹. Le contrat prenait la forme d'un acte officiel d'allégeance : au cours de l'un des rares jours de visite du *terrateniente* à l'*hacienda*, l'Indien désireux d'obtenir le *huasipungo* se rendait, chargé d'un fût de *chicha*, sur la *pampa de trabajo* (aire de rassemblement des travailleurs permanents) pour le supplier (*rogar*) de lui accorder l'usufruit d'un petit lopin de terre [Parole d'un ancien *huasipunguero* de l'*hacienda* Chuichún].

². La classe moyenne entre 1950 et 1956 : 20,7 % de la population totale recevant 28 % du revenu total en 1950 ; 23,4 % recevant 31,4 % en 1956 [Cueva, cité par Barsky, 1984 : 63].

République de l'Équateur de 1948 à 1952), s'efforçaient, depuis plusieurs années, de développer l'élevage bovin laitier. Pour ce faire, ils substituèrent progressivement des équipements motorisés importés à la main-d'œuvre indienne à qui ils cédèrent les terres les plus ingrates de leur *hacienda*. Ils y aménagèrent de grands systèmes d'irrigation. Puis ils y introduisirent des semences fourragères (*Pennisetum Clandestinum*) et des races bovines plus productives (Holstein), tirant ainsi profit de la demande croissante en lait de Quito¹.

Denrée périssable, le lait était destiné au seul marché local de Cañar. En revanche, le blé, après dépiquage par piétinement des chevaux et mis en sac, était acheminé, à Cuenca, par les *huasipungueros*, ou transporté par des muletiers contractualisés à cet effet. Alors que la commercialisation de la céréale vers Cuenca restait contrôlée par l'*hacienda*, l'expédition de blé vers Guayaquil était bien souvent sous-traitée à des négociants locaux.

La rotation intégrait aussi maïs, pomme de terre et pois qui, cultivés sur des surfaces réduites, servaient à l'alimentation familiale ainsi qu'au versement, en nature, des maigres salaires et des acomptes (*socorros*) aux *huasipungueros*. Si toutes les *haciendas* consacraient une part conséquente de leur superficie à la culture du blé, certaines de taille plus modeste (~ 50 ha) ne pratiquaient pas d'élevage bovin laitier, réservant les prairies « naturelles » permanentes à l'affouragement des seuls bovins de trait, utilisés lors de la préparation des terrains. La plupart d'entre elles intégraient des élevages porcin et ovin, et valorisaient les terrains d'altitude dont elles disposaient en y élevant des bovins à viande et des équidés descendus en période de dépiquage et de transport des marchandises vers les villes.

Chaque propriété comprenait en plus (i) un terrain (de faible potentialité agricole) abandonné à la friche dans le but de fournir du bois de feu et (ii) une pâture collective ouverte aux troupeaux des familles *huasipungueras* et des paysans des communautés indiennes alentour. Bolaloma, la « colline en boule » ventée et pentue d'une centaine d'hectares, constituait cet espace herbacé collectif au sein de l'*hacienda* Chuichún.

L'organisation sociale au sein de la famille *huasipunguera* était subordonnée au rythme imposé par l'*hacienda*. Les *huasipungueros* y fournissaient quatre jours de travail gracieux par semaine (du lundi au jeudi), accomplissant en sus, par tour rotatif, des corvées d'une durée d'un mois. De toutes, la *huasicamia** constituait la corvée la plus redoutée : elle consistait, pour chaque famille *huasipunguera* (quatre personnes), à se rendre au domicile du *terrateniente* pour le servir, lui et sa maisonnée (tâches ménagères, alimentation des petits animaux domestiques, ramassage du bois, fabrication de fromage frais, etc.). Les tâches les plus pénibles physiquement incombaient aux hommes : transport des marchandises vers Cañar et Cuenca, mission de

¹. Il est évident que dans la haute vallée du Cañar, les conditions générales du milieu (topographie, climat), les coûts dérisoires de la main-d'œuvre et la distance à un marché de surcroît embryonnaire ne pouvaient guère inciter les *terratenientes* à recourir à de coûteuses techniques.

convoyage de bovins de race améliorée depuis les exploitations laitières du sud de Cuenca, entretien des canaux d'irrigation après la grande saison des pluies contraignant bien souvent les paysans à passer plusieurs nuits dans des huttes édifiées à cet effet (*chozas*), préparation des terrains et autres opérations culturales. Les femmes se consacraient plus particulièrement à la traite quotidienne du bétail laitier, aux tâches ménagères et au *huasipungo*, alors que les enfants ne manquaient pas d'être réquisitionnés lors des travaux agricoles de l'*hacienda*.

- Domaines de l'étage froid : des tubercules et des bovins

Les vastes étendues des hautes terres d'altitude (au-delà de 3 600 m) constituaient le siège d'un élevage bovin extensif en plein air, partie pour la production de viande, partie pour les fêtes les plus somptueuses de l'année —notamment les célébrations de l'Indépendance de Cuenca en novembre— pour lesquelles étaient engagés les taureaux les plus robustes du troupeau. Des troupeaux équins étaient élevés pour la production d'énergie consommée lors du transport des produits de l'*hacienda* et du battage du blé. Dans le but d'accroître l'appétence des hautes graminées des pelouses d'altitude, les vachers recouraient à la technique du brûlis à feu courant, qu'ils pratiquaient en alternant les sections soumises au feu.

L'écosystème de corniche (compris entre 3 200 et 3 600 m) comprenait des bosquets dispersés ici et là (réserves de bois de chauffe), des prairies « naturelles » temporaires exploitées par un élevage bovin laitier, ainsi que des parcelles arables. Ces dernières étaient différemment valorisées, selon l'*hacienda*, son extension, ses finalités et la distribution des cultures et des animaux entre les différents étages agro-écologiques qu'elle occupait. Parmi les successions culturales* les plus courantes, les anciens citent (*i*) la culture d'une légumineuse (fève) en relais de plusieurs cycles de tubercules (pomme de terre, oxalide tubéreuse ou truffette acide¹, et éventuellement molloco²) avant que le terrain ne soit abandonné à un repos pâturé d'au moins huit ans, à la flore composée d'espèces herbeuses spontanées, (*ii*) l'alternance de la fève et de l'orge. Les produits vivriers étaient entreposés dans les magasins de l'*hacendado* à Cañar-ville, puis vendus sur place ou acheminés vers le marché de Cuenca.

2.3.2.3. Les perspectives de la paysannerie indienne : rupture ou continuité ?

- L'association polyculture-élevage diversifié, « assurance-survie » de la paysannerie indienne

Dans les « communautés-interstices », chaque exploitation agricole regroupait généralement plusieurs parcelles de petites tailles et de statut privé. Leur dispersion spatiale résultait de

¹. *Oxalis tuberosa* (nom vernaculaire : oca).

². *Ullucus tuberosus*. Connue sous divers noms vernaculaires, différents selon les pays andins [Cadima, 2006] : melloco, hubas, chuga, chigua, ulluco (en Equateur), chugua, ulluma, iliaco, chiga (en Colombie), olluco, olloco, ullush, ullucu, lisas (au Pérou), illoco, ulluma, lisa, papa lisa (en Bolivie).

partages successoraux successifs fondés sur l'égle répartition des terrains entre les héritiers. Il s'agissait pour chacun de disposer de conditions plus ou moins semblables de production, dans le souci constant de minimiser le risque de perte de récolte globale et de diversifier les productions animales et végétales, quitte à devoir consommer beaucoup d'énergie lors des déplacements entre les différents champs. La propriété privée ne représentait néanmoins qu'une part souvent minoritaire de la tenure exploitée. Pour la grande majorité des familles, la reproduction dépendait bien davantage de précaires modes de tenure foncière établis avec l'*hacienda*, de l'usufruit des communaux et du salariat.

L'agriculture pratiquée était diversifiée, organisée dans la micro-verticalité agro-écologique. En moyenne vallée, les paysans pratiquaient de préférence une rotation de maïs et de légumineuse cultivés en pur, alors que des racines occupaient les terrains les plus ingrats. Ils utilisaient outils et techniques de culture adaptés aux conditions géomorphologiques et pédologiques du milieu : défrichage au feu, semis à la *tola*, fertilisation organique (épandage de cendres d'agave), désherbage à la machette, récolte manuelle et transport des marchandises et des outils à dos de mule.

Les terrains en propriété privée du *bas-pays*, cultivés de façon intensive, étaient le siège de systèmes de culture à base de maïs, associé à diverses variétés de cucurbitacées, au haricot et au quinoa (semé en interrangs en petite quantité), en rotation avec des cultures pures (légumineuses comme le pois ou la lentille ; céréales à paille comme le blé ou l'orge) et parfois d'un tubercule. Alors que des plantes vivrières à cycle long (arracacha¹, yacón²) occupaient quelques bordures de champ, des plantes potagères ou des herbes médicinales étaient souvent cultivées dans des jardins attenants aux habitations. Les productions étaient consommées ou troquées, exceptions faites du blé et des légumineuses en culture pure dont la vente permettait de dégager de maigres ressources monétaires. Sur l'étage froid, l'orge était cultivée en rotation avec une légumineuse (fève), des tubercules³ et un pâtis* (friche pâturée de plusieurs années). La préparation des terrains était particulièrement exigeante en travail, notamment après un pâtis de longue durée : deux passages à l'araire, un désherbage au feu et un émottement ; ces opérations fastidieuses étaient suivies d'une fertilisation organique moyennant des transferts latéraux de fertilité.

Pendant que les produits agricoles étaient stockés, d'autres ressources étaient valorisées, tels les agaves dont l'extraction de la sève fournissait un édulcorant naturel riche en fructose (*pulcre*) ou encore les nombreux végétaux collectés pour leur utilisation en médecine populaire. Pour nombre de familles modestes, faute de disposer d'une superficie cultivable suffisante pour

¹. *Arracacia xanthorrhiza* Bancroft. Racine originaires des Andes (famille des Apiacées).

². *Smallanthus sonchifolius* P.y.E. Racine originaire des Andes (famille des Astéracées).

³. Culture notamment d'une variété de pomme de terre qui, une fois le terrain préparé et fumé, n'exigeait que peu de travail jusqu'à la récolte (*papa chillo*). Le rendement était cependant bas, le cycle végétatif long (plus de huit mois) et la saveur peu appréciée des consommateurs urbains (produit destiné à l'autoconsommation).

couvrir leurs besoins essentiels ou de pouvoir compter sur un accès à au moins deux étages agro-écologiques, le recours au glanage (*chala*) et au paiement en nature de la journée de travail agricole (*ración**) était chose courante. Ces institutions traditionnelles pouvaient du reste se pratiquer à bonne distance du lieu de résidence (rive ouest du torrent Cañar pour les tubercules, moyennes vallées du Cañar et du Paute pour le maïs).

Les ateliers d'élevage (tabl. 2) étaient composés de petits animaux (cobayes, volailles, porcins) et d'herbivores, dont l'alimentation provenait majoritairement des parcours permanents des *haciendas* et des communaux, ainsi que des co-produits¹ de culture (fanés de légumineuses et de cucurbitacées, chaumes de céréales). Forme d'épargne « sur pied » mobilisable à tout moment, les ovins (une quinzaine de têtes en moyenne) fournissaient aussi la laine pour la confection de vêtements. La plupart des familles possédaient une vache (rarement plus), dont la faible production (2,5 l·j⁻¹ en moyenne) était destinée en totalité à l'autoconsommation, en frais ou après transformation en fromage caillé (*quesillo*). Les paysans valorisaient davantage les bovins mâles, dont la force de traction était utilisée lors des opérations culturales, en particulier la préparation des terrains. A défaut de posséder une paire de bœufs, les paysans les moins aisés recouraient à l'échange (outils attelés contre travail) : une pratique courante dont les modalités reflétaient en fait la différenciation sociale interne aux communautés. Les plus aisés élevaient un ou deux équidés. Ils les utilisaient pour le bât, à titre personnel, parfois pour la prestation de service ou encore comme moyen d'échange pour accéder à des ressources qui leur faisaient défaut (prêt d'un équidé contre une journée de travail humain). Pour alimenter les cobayes (principale source de protéines), chaque famille comptait sur l'herbe d'une petite parcelle généralement située à proximité de l'habitation : objet de toutes les attentions, au même titre que le champ de maïs associé (la *chacra*), ce petit carré fourrager bénéficiait de nombreux apports en matière organique. Le renouvellement de la fertilité des sols reposait sur les repos pâturés et les légumineuses associées ou en rotation, ainsi que sur le transfert, vers les champs cultivés, de déjections animales collectées dans les parcs nocturnes jouxtant les maisons.

Le *huasipungo*, dont la superficie variait selon l'*hacienda*, était rarement d'un seul tenant. Ainsi, à Chuichún, les familles se voyaient concéder l'usufruit d'un *huasipungo* de trois à quatre hectares, composé de plusieurs soles disséminées dans les parties les plus ingrates de la propriété. Les Indiens y associaient des rotations à dominante vivrière. L'accès aux ressources de l'*hacienda* permettait l'élevage d'animaux qui rapportait de maigres revenus. Pratique pourtant interdite par le grand propriétaire foncier, l'amélioration génétique du troupeau bovin des familles *huasipungueras* procédait de montes par les taureaux de l'*hacienda*, organisées de nuit à l'abri des regards. Au bout du compte, l'économie de subsistance des familles nécessitait dans la

¹. Ce qu'en Europe, on appelle « sous-produits » (pailles, tiges, feuilles, fanés, rafles, *etc.*) sont ici des co-produits à part entière, car les paysans ne cultivent pas seulement pour produire des grains et des tubercules destinés à l'alimentation humaine mais pour produire aussi des fourrages distribués aux animaux [Morlon, 1992].

majorité des cas le recours à des avances que le « patron » leur concédait non sans en tirer de substantiels intérêts, en particulier lors des étapes « charnières » du cycle de vie (baptême, mariage, funérailles).

Tableau 2. Principaux ateliers d'élevage des exploitations paysannes au temps de l'*hacienda*

Atelier d'élevage	Espèces animales#	Finalités de la production
Basse-cour	Poules pondeuses, 20 cobayes-mères, 1-2 truies naisseuses	Viande, œufs, graisse, fumier
Ovins-caprins	8-10 brebis, chèvres parfois (<i>bas-pays</i>)	Viande, laine et peaux (habillement), présure, fumier
Bovins	1-2 vaches laitières, 1 paire de bœufs (<i>yunta</i>)	Lait, fromage frais, force de traction animale, fumier
Equins-asins	1 cheval ou 1 mule (pour certains)	Energie animale pour le transport, fumier

(#) Les *huasipungueros* élevaient, en moyenne, davantage d'animaux du fait d'un accès permanent aux ressources fourragères et génétiques de l'*hacienda*.

Dans les « communautés-interstices », comme au sein des *haciendas*, la mise en œuvre de cette agriculture paysanne exigeait un substantiel volume de travail pour des résultats souvent médiocres et aléatoires. L'usage d'un outillage manuel, les déplacements quotidiens entre les soles de l'exploitation agricole, le versement de la moitié de la récolte conformément aux contrats à part de fruits, le temps dédié gratuitement à l'*hacienda* pour accéder aux parcours fourragers, les risques climatiques préjudiciables aux récoltes, les tâches post-récolte (battage des céréales à paille, épanouillage et égrenage du maïs, écosage des légumineuses¹, stockage des produits, etc.) aboutissaient en somme à une faible productivité du travail.

Surtout, ce type d'agriculture reposait encore fermement sur un treillis de relations sociales complexes et d'institutions chargées de réguler et d'organiser la réciprocité et la redistribution au sein des collectifs. La réciprocité ne se cantonnait d'ailleurs pas aux opérations culturelles d'astreinte (champs individuels et communaux) ou à l'entretien des infrastructures collectives. Ainsi, les paysans de Sisid ne ménageaient-ils pas leurs efforts (mis en commun) pour minimiser les dégâts occasionnés par les gelées aux cultures vivrières : il s'agissait de brûler toutes ressources (pailles de céréales, touffes de graminées et petit bois) préalablement amassées et dispersées sur les champs récemment ensemencés, dans le but de maintenir la température superficielle du sol à un degré suffisamment élevé pour que les plantes ne soient pas endommagées². La rénovation des toitures des habitations, tous les trois ans en moyenne, constituait une autre activité où l'entraide se révélait nécessaire, comprenant la collecte des

¹. L'épierrage artisanal pouvait s'avérer imparfait, rendant la consommation de la semoule de lentille particulièrement désagréable. Celle-ci était consommée salée, en accompagnement de pommes de terre.

². Technique inapplicable en dehors des mailles microfundiaires de l'exploitation agricole, en raison du volume de travail et de la quantité de ressources à brûler qu'elle requerrait.

hautes graminées dans les *paramos*. Mais c'est sur les communaux que l'organisation sociale de la production était probablement la plus aboutie.

- La gestion des communaux

La préparation des pelouses d'altitude représentait un travail harassant, pour laquelle seule l'entraide permettait de mener à bien cette opération au cours de périodes relativement courtes délimitées par des événements climatiques significatifs (régime des pluies, occurrence des gelées, levée et orientation des vents). Après deux passages croisés à l'araire tracté par des bœufs, le feu puis l'émottement manuel (à l'aide de pioches) détruisaient les herbes adventices et apportaient à un sol aéré des éléments minéraux directement assimilables par les plantes. La pratique des variétés et cultivars¹ associés de pommes de terre, semés en rangs intercalés, à des périodes variables selon les zones, s'explique par le souci de minimiser le risque de mauvais résultats et l'usage culinaire que la population faisait de chacune d'entre elles. A Sisid, la culture de l'oxalide tubéreuse (prédominance de la variété cambrai) prenait le relais. Elle était associée à une légumineuse (fève) et d'autres tubercules en moindre quantité (capucine tubéreuse², molloco), semés en juillet-août. Des céréales (orge, avoine pour l'affouragement des bovins), lui succédaient dans la rotation avant que la terre ne soit abandonnée à un pâtis.

L'assolement* triennal était réglé, avec une redistribution périodique des terrains organisée par une instance communautaire élue : une sole de pomme de terre (tête de rotation), une autre d'oxalide tubéreuse relayée par les céréales en culture dérobée, et une autre de repos pâturé de plusieurs années. La pratique de l'assolement constituait un mode de lutte biologique visant à rompre les cycles de développement des maladies et des ravageurs des plantes cultivées. Le repos pâturé favorisait le renouvellement de la fertilité des sols, par la production de biomasse et le fumage direct des troupeaux. Le travail en commun comprenait aussi la surveillance des troupeaux familiaux, par tour rotatif, dans le but de protéger les cultures des dégâts que des animaux divagants étaient susceptibles d'occasionner. Ces derniers avaient pour fonction, autre que celles de produire de la viande, du lait, de la laine et de l'énergie de traction, de fournir une fumure organique destinée à la fertilisation des cultures, moyennant des transferts latéraux des aires de pâture vers les soles cultivées *via* leur parcage nocturne dans des enclos construits à proximité des habitations. Ce mode de renouvellement de la fertilité des sols nécessitait un volume de travail élevé partagé entre l'ensemble des membres de la famille (déplacements quotidiens des animaux, collecte des déjections animales accumulées dans les enclos et acheminement vers les parcelles mises en culture).

¹. Nom vernaculaire de variétés ou cultivars de pomme de terre utilisés à cette époque : achupilla, bolona, chaucha (au moins trois cultivars différenciables à leur couleur : blanche, noire et rouge), chillo, curikuka, guagua collo, juvaleña, kidillo, kuchi ishpa, leona, naranjilla, ocho rumi, suscaleña, yuto.

². *Tropaeolum tuberosum* (nom vernaculaire : mashua).

La mise en commun des moyens de production, mais pas des productions, et l'organisation collective mise en œuvre pour l'exploitation des terrains de l'étage froid s'expliquent par le fait que les bénéfices que chaque famille pouvait tirer de ce mode de production étaient plus élevés que s'il avait été mené au seul niveau familial, tout en socialisant les risques encourus [Mayer, 2002 ; Morlon, 1992].

▪ Les structures de l'échange : entre troc et marché

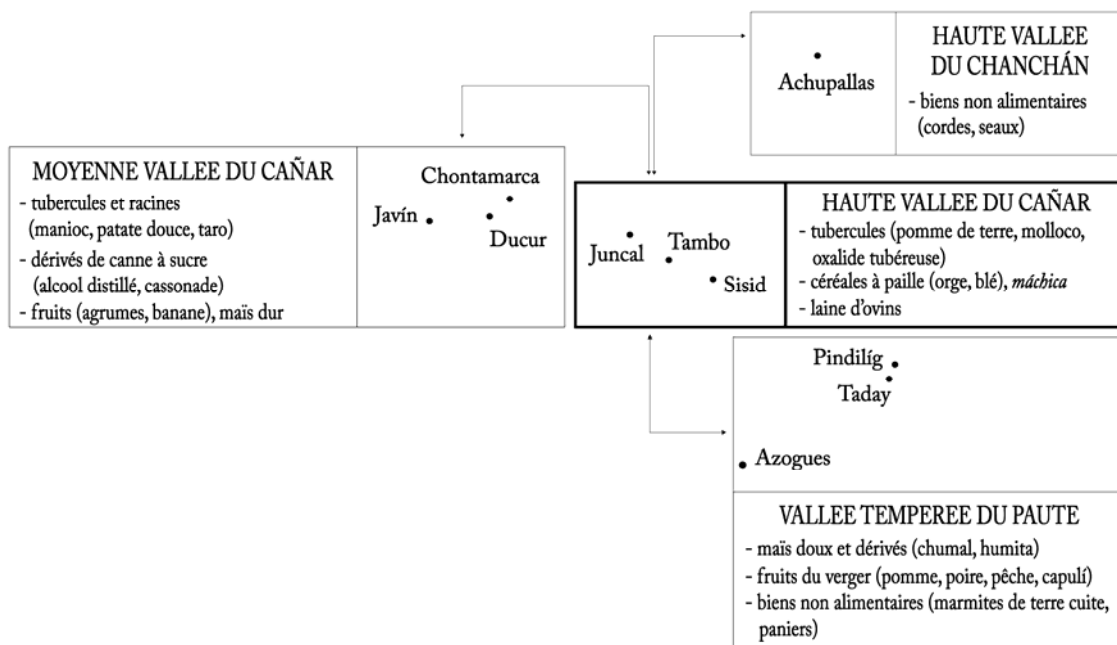
Les paysans recouraient à l'échange pour obtenir les biens qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes. Petits animaux domestiques (ovins, porcins, cobayes, volailles) et cultures de rente (blé, lentille) étaient commercialisés sur le marché de Cañar-ville qui se tenait tous les dimanches. Les revenus monétaires qu'ils en tiraient servaient à se procurer, le même jour, certains biens de première nécessité (sel, *ojotas*, allumettes, chandelles, chapeau, etc.). Bien loin de l'image trop souvent répandue d'une paysannerie circonscrite aux limites de l'*hacienda*, les *huasipungueros* et leur famille élargie ne manquaient pas eux aussi de se rendre en ville les jours de marché.

Mais les Indiens ne pratiquaient pas seulement l'échange marchand. Dans une économie de subsistance faiblement monétisée comme la leur, le troc réglait encore de nombreux échanges entre les paysans de la haute vallée du Cañar et ceux de régions écologiques distinctes (fig. 25). Alors que les échanges marchands reliaient le petit *pays* à Cañar-ville, Cuenca et Guayaquil, le troc se pratiquait avec la moyenne vallée du Cañar (Javín, Ducur, Chontamarca) et celle du Paute (Pindilíg, Taday, Azogues).

La moyenne vallée du Paute fournissait à Hatun Cañar du maïs et ses dérivés, des fruits du verger, mais aussi des équipements de fabrication artisanale¹ (récipients en terre cuite, paniers). La moyenne vallée du Cañar alimentait le petit *pays* en maïs dur, en fruits tropicaux, en tubercules et racines de l'étage chaud, ou encore en dérivés de la canne à sucre. Les échanges entre les communautés de la haute vallée du Cañar étaient limités par le fait que le maïs n'étant pas produit en quantité suffisante, il ne pouvait à la fois satisfaire les besoins des producteurs et servir de bien d'échange avec ceux privés d'accès au *bas-pays*. Ce fait constitue à cet égard une rupture radicale avec l'époque précolombienne, quand le maïs de Hatun Cañar incorporait les deux fonctions (autoconsommation et excédents pour l'échange).

¹. Lors de sa visite de 1582, le chroniqueur de la Couronne espagnole, Gaspar de Gallegos, faisait état de la spécialisation partielle de la production dans la moyenne vallée du Paute (poterie et artisanat textile), selon une division du travail imposée par les Incas [Pérez, 1978 : 147-148].

Figure 25. Carte des principaux itinéraires de troc, et nature des biens échangés par les familles paysannes de Hatun Cañar au XX^e siècle



En conséquence, Juncal était davantage tourné vers la moyenne vallée du Cañar et Sisid vers celle du Paute, reproduisant les anciens itinéraires de troc datant de l'époque précolombienne. Les *huasipungueros* de l'*hacienda* Chuichún troquaient les cultures pour lesquelles ils avaient partiellement spécialisé leur exploitation (maïs en quantité limitée, orge et *máchica*) contre les tubercules de l'étage froid (molloco, oxalide tubéreuse, capucine tubéreuse) auquel ils n'avaient pas accès, ou les produits dérivés de la canne à sucre cultivée sur l'étage chaud (eau-de-vie, cassonade). Ils échangeaient aussi du bois de feu —collecté dans les réserves de l'*hacienda*— avec les Indiens « libres » de Sisid pour qui l'accès à cette ressource était conditionné à la fourniture de journées de travail gratuites ou soumis au risque de la *prenda* lors des excursions nocturnes sur les terres de l'*hacienda* González.

Les modalités du troc incitaient chaque partie à agir honnêtement à l'égard de l'autre, au risque de ne pouvoir répéter l'opération l'année suivante [Mayer, 2002]. L'échange avait lieu au moment des récoltes, le volume troqué se limitant à la capacité de chargement des animaux de bât. Il était réglé par des rapports sociaux stables (compérage*, parentèle) ou des pratiques institutionnalisées (troc « à domicile »). Des rapports d'équivalence, connus de tous, avaient été établis : une unité de maïs contre une unité d'orge ou de tubercule, un récipient contre le volume de denrées qu'il peut contenir, une toison ovine contre un seau et un licou, etc. Pour le paysan indien, le troc de produits essentiels à la satisfaction de ses besoins présentait l'avantage de se protéger de la volatilité des prix sur le marché et de s'affranchir du rapport de dépendance (discriminant) à l'égard du commerçant et du consommateur urbain. L'institutionnalisation de cette forme d'échange sécurisait *a priori* l'accès aux produits essentiels, même si l'obligation du don et du contre-don dans les rapports de troc pouvait, certaines années, aggraver la situation de familles contraintes à l'échange alors que la récolte avait été mauvaise.

▪ Un timide élargissement du marché du travail

A partir des années trente, la concurrence du rail contraint les paysans muletiers à rechercher des alternatives économiques. Certains s'efforçaient de consolider les rapports commerciaux qu'ils entretenaient avec les *haciendas*, pour le transport des productions agricoles vers Cañar et Cuenca —qui n'a été relié au rail que plus tard— ou la location des bêtes pour le dépiquage du blé. Quelques-uns tentèrent de s'aventurer sur la plaine côtière, acheminant notamment le riz depuis le pourtour des champs vers les usines de décorticage. Mais faute d'alternatives suffisantes, il est probable que la plupart d'entre eux aient été contraints de prendre à part de fruits un terrain de l'*hacienda* et d'y vendre aussi leur force de travail, acceptant *in fine* une moindre rémunération de cette dernière. Il conviendrait aussi de signaler qu'une poignée de ces muletiers se lança dans la contrebande d'alcool de canne à sucre distillé artisanalement dans la moyenne vallée du Cañar. Pour échapper au contrôle des douaniers, ils empruntaient les anciens sentiers d'origine précolombienne qui, longeant la vallée du Cañar, les menait jusqu'au village

d'Achupallas, où ils déchargeaient leur cargaison dans les entrepôts des détaillants. Ils avaient, pour ce faire, franchi l'imposant massif de l'Azuay en suivant le chemin de l'Inca et passé une nuit glaciale dans les huttes des gardiens de troupeaux divagants établies aux abords du lac Culebrillas. Ces muletiers s'en retournaient chargés de tubercules, achetés aux paysans de communautés des hautes terres d'altitude pour être vendus sur le marché de Cañar-ville. Pour ces paysans, le trafic constitua bien souvent une voie d'accumulation expresse, sous une forme foncière en particulier.

C'est à partir de la fin des années quarante, plus sûrement dans les années cinquante, que le marché du travail, jusque là monopolisé par l'*hacienda*, tendit à s'élargir. Quelques paysans des « communautés-interstices » commencèrent en effet à migrer vers la plaine côtière, non plus pour y acheminer des biens mais pour y vendre leur force de travail. Le fait est que l'économie d'agro-exportation entra dans une nouvelle phase d'essor, avec l'implantation de vastes bananeraies¹ dans toutes les zones vallonnées de la plaine du Guayas où la production de cette herbe (destinée au marché international) résultait être plus rentable que le riz ou la canne à sucre. La migration des premiers travailleurs ruraux du petit *pays* (*arrimados* et enfants de *huasipungueros* très vraisemblablement aussi) fut motivée par la demande croissante des grands domaines côtiers en main-d'œuvre peu qualifiée à qui il était proposé un salaire journalier plus élevé que dans les Andes. La persistance du différentiel salarial entre la *sierra* et la plaine côtière tenait autant de la productivité plus élevée du travail agricole sur le littoral —permettant aux propriétaires de proposer de meilleurs salaires— que d'un choix délibéré de l'Etat de promouvoir l'agriculture d'exportation². Le développement des moyens de communication³, l'amélioration des conditions sanitaires dans la plaine côtière —accès aux traitements prophylactiques contre le paludisme et défrichage des foyers d'infestation— et les faibles perspectives d'amélioration des conditions de vie au petit *pays*, accentuaient encore la propension à la mobilité entre lieu de résidence et lieu de travail temporaire.

Pendant ce temps, la ruine du commerce du chapeau de paille *toquilla* précipita l'économie régionale du bassin de Cuenca dans la crise (encadré 1). De nombreux paysans-artisans furent contraints de migrer vers la plaine côtière. Face à la crise du chapeau, quelques jeunes issus de la bourgeoisie chapelière de Cuenca entreprirent, quant à eux, de se rendre à New York, tirant profit

¹. A la fin des années quarante, United Fruit Company déplaça son capital depuis l'Amérique centrale, où ses plantations avaient été ravagées par le mal de Panamá et la cercosporiose (*sigatoka*), vers la vaste plaine fertile du Guayas.

². Au début du XX^e siècle, le salaire journalier minimum avait été fixé à 0,20 sucre dans la *sierra*, et 0,80 sur le littoral pacifique [Clark, 2004 ; Jaramillo, 1997]. En février 1936, un décret fixait la valeur de la journée de travail à 0,60 sucre dans la *sierra*, le double sur le littoral. Une loi de 1943 (appliquée jusqu'en 1986) reconduisait cette différenciation salariale.

³. Joignant la plaine côtière à Cuenca, une route traversant le *bas-pays* fut aménagée à partir de 1952, générant d'ailleurs quelques emplois locaux. L'actuelle Panaméricaine, aménagée dans les années soixante-dix, s'y superpose presque en totalité, à l'exception du tronçon occidental (secteur Charca).

des liens tissés avec les maisons d'importation. A leur retour au pays, certains d'entre eux se lancèrent dans l'établissement d'une filière d'émigration vers les Etats-Unis d'Amérique. Et ce furent justement leurs anciens paysans-artisans qui l'empruntèrent, encouragés par le salaire journalier plusieurs fois supérieur à celui accordé par la grande propriété agricole du littoral.

2.4. Le grand bond dans le marché mondial

2.4.1. L'espoir furtif des « vingt prometteuses » (1961-1981)

2.4.1.1. Le « cocktail » détonnant de la révolution cubaine et de l'or noir amazonien

En 1959, le triomphe de la révolution castriste à Cuba rencontra un grand écho en Equateur où les tensions sociales dans les campagnes rejoignaient l'agitation des villes, à l'image de la majorité des pays du sous-continent, sous hégémonie économique et politique des Etats-Unis d'Amérique depuis la fin de la Première guerre mondiale. Face au risque de contagion des idées révolutionnaires du castrisme, Washington s'engagea à participer financièrement au développement de l'Amérique latine, en arrachant en 1961, dans le cadre de la conférence de Punta del Este (Uruguay), l'initiative connue sous le nom d'Alliance pour le Progrès*.

Cette initiative prévoyait la mise en œuvre d'une réforme agraire radicale, associant la redistribution des moyens de production, la fin des rapports sociaux de servitude et l'instauration de mesures incitatives à l'accroissement de la productivité agricole. Il devait s'ensuivre une augmentation du pouvoir d'achat des masses paysannes, processus favorable à l'élargissement d'un marché domestique en biens manufacturés, soutenu par des politiques d'industrialisation par substitution d'importations. L'exode rural fournirait en main-d'œuvre un secteur industriel en plein essor, à l'image du processus de développement économique des pays riches au cours du dernier siècle. Pour les Etats-Unis d'Amérique, cette initiative était menée de concert avec la construction d'un vaste marché continental ouvert aux investisseurs étrangers —multinationales émergentes surtout— qui, en proie aux premiers signes de stagnation du pouvoir d'achat mondial, étaient à la recherche de nouveaux débouchés rentables pour leurs capitaux, techniques et biens d'équipement.

En Equateur, les velleités révolutionnaires d'une frange de la société, insuffisamment organisée, furent rapidement terrassées par un front d'opposition conservateur (oligarchie foncière, clergé, bourgeoisie agro-commerciale et partie de la classe moyenne urbaine) qui facilita l'accession au pouvoir, en 1963, d'un régime militaire parmi les plus prompts du sous-continent à appliquer le programme de Punta del Este. Une bourgeoisie industrielle aurait pu être amenée à gouverner à cette période si le secteur d'activités qu'elle représentait n'en était pas resté au stade embryonnaire. Faute d'une force politique alternative suffisamment puissante pour

diriger seule, l'Equateur oscilla donc entre populisme et dictature militaire jusqu'en 1979, date de l'instauration de la démocratie (la première du sous-continent).

Depuis la fin des années cinquante, le développement économique du pays reposait principalement sur le cycle d'exportation de la banane. Mais en 1972, la mise en service des installations d'exploitation des gisements pétrolières du sous-sol amazonien fit basculer l'Equateur du statut de « pauvre petit exportateur bananier à celui de richissime pays producteur d'or noir » [Acosta, 2006]. Non seulement les devises d'exportation pétrolière —que le régime militaire de Rodríguez Lara avait très tôt pris soin de renationaliser, au moins partiellement— remplissaient abondamment les caisses de l'Etat, mais elles garantissaient aussi les emprunts de capital que les investisseurs internationaux s'empressaient de lui octroyer, à taux d'intérêt exceptionnellement bas. Il est vrai qu'à cette époque, les pays les plus industrialisés connurent un ralentissement très net de leur croissance économique, une hausse du chômage et l'excroissance d'une masse de capitaux à la recherche de placements rentables [Mazoyer et Roudart, 1997]. Autant dire que la manne pétrolière de l'Equateur se révéla une aubaine pour une part de ces capitaux, dont les mouvements à l'échelle internationale furent progressivement « libérés », au premier chef par les Etats-Unis d'Amérique en 1973-1974 [*ibid.*].

Recettes pétrolières et emprunts de capital permirent de déployer à grande échelle les politiques d'industrialisation par substitution d'importations élaborées lors de la décennie précédente. L'Etat investit massivement dans l'amélioration du réseau national de transport et dans la construction d'infrastructures productives comme les systèmes d'irrigation. Pour développer le secteur industriel, il mit en œuvre des politiques de régulation des prix des biens et des services, des mesures fiscales et monétaires incitatives pour les entrepreneurs (surévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar, exonération de charges fiscales, prêts bonifiés) et des dispositifs de soutien à la commercialisation (droits de douane) [Whitaker *et al.*, 1990].

Outre une loi sur l'eau (1972) nationalisant les ressources hydriques, trois lois de réforme agraire et de colonisation agricole furent promulguées (1964, 1973 et 1979), dont les objectifs et l'intensité d'application cristallisèrent la structure des rapports de force établis entre les groupes sociaux à chaque période. Des organismes publics furent mis en place dans tous les secteurs d'activités de l'économie. Dans le secteur agricole, les instituts de réforme agraire et de colonisation agricole (IERAC) et des ressources hydriques (INERHI), furent fondés en 1964 et 1966 respectivement, pour planifier, administrer et contrôler les ressources foncières (pour le premier) et en eau (pour le second). D'autres organismes publics furent créés : offices de stockage et de commercialisation des produits alimentaires de première nécessité (ENAC et ENPROVIT¹), centrale d'achat des intrants (FERTISA), banque de crédit agricole (BNF) ; alors

¹. L'ENAC (Empresa nacional de Almacenamiento y Comercialización) était chargée de l'achat des productions commercialisées par les agriculteurs. Quant à l'ENPROVIT (Empresa nacional de Productos Vitales), elle avait

que d'autres furent relancés, comme l'institut national de la Recherche agronomique (INIAP) qui accorda la priorité à la sélection génétique de variétés à haut potentiel de rendement de cultures principalement destinées à l'exportation. Le secteur agricole participa ainsi pleinement à la multiplication des structures publiques et à l'inflation de la bureaucratie¹.

L'accroissement fut aussi démographique : en vingt ans (1962-1982), la population nationale passa de 4,48 à 8,05 millions d'habitants (+ 79,6 %), grâce à l'essor des moyens de transport, les progrès de la médecine et un meilleur accès de la population aux services publics de santé et de planification familiale.

2.4.1.2. *Quinze ans de lutte acharnée pour la terre*

- L'*hacienda* Chuichún : un processus rapide de démantèlement pour une redistribution de la terre au bout du compte inégale

L'*hacienda* publique de Chuichún, secouée par des tensions sociales depuis plusieurs années, fut la première à être démantelée [Córdova, 1995]. Par l'enjeu qu'il recouvrait en termes d'exemplarité, le démantèlement fut mené *manu militari* par les techniciens de l'IERAC, en appliquant au pied de la lettre la loi de 1964. On accorda, à chaque *huasipunguero*, la propriété privée d'un terrain d'approximativement quatre hectares (au titre du *huasipungo*), un droit d'accès à un espace collectif indivis (Bolaloma, délimité à cet effet) et la primauté d'acquisition d'une surface maximale de quatre hectares supplémentaires². Une fois mené à bien l'octroi de terres aux anciens travailleurs permanents, l'administration procéda à la vente des surfaces excédentaires, de fait les meilleurs terrains de l'*hacienda*. Face à l'énorme engouement pour ces terres, de longue date connues pour leurs aptitudes agro-écologiques, l'IERAC fut contraint de mettre en place un comité chargé de sélectionner les dossiers de candidature puis d'organiser un tirage au sort destiné à répartir les terrains préalablement délimités. Furent exclusivement sélectionnés pour le tirage des représentants issus de la classe moyenne résidant dans les bourgs alentour (commerçants, fonctionnaires, administrateurs d'*haciendas*). Sans éluder le clientélisme et la discrimination à l'égard des Indiens, le principal critère de sélection a sans doute été celui de la solvabilité des candidats, un choix motivé par la situation financière précaire de l'IERAC [Fauroux, 1988]. En résumé, les terres de l'*hacienda* furent réparties de la manière suivante : 306,5 ha cédés en propriété privée aux ex-*huasipungueros*, 140,6 ha de secteur indivis à usage

」

pour mission de vendre, à bas prix, les biens alimentaires de première nécessité à une population urbaine croissante. La plupart des denrées produites par les petits paysans andins ne fut pas concernée par l'intervention de ces deux organismes d'Etat [Jokisch, 1998].

¹. Entre 1972 et 1983, le nombre de fonctionnaires bondit de 97 348 à 255 314.

². La surface supplémentaire dépendait de la composition de la famille et de la durée consacrée au service de l'*hacienda* en tant que *huasipunguero*.

collectif (Bolaloma) et 638,9 ha (soit ~60 % de la superficie totale) vendus à des particuliers issus de la classe moyenne métisse (*partidarios*) [Córdova, 1995]. Dans la haute vallée du Cañar, six des sept grandes propriétés agricoles de statut public (dont Chuichún) furent ainsi démembrées entre 1964 et 1976, redistribuant à près de 650 bénéficiaires plus de 17 000 ha [*ibid.*].

- La redistribution de la terre au petit *pays* : entre luttes paysannes et conversions spontanées des *haciendas* privées

En créant en 1968 —avec l'aide de « l'Eglise des pauvres¹ »— l'Union provinciale des coopératives paysannes de Cañar (UPCCC), les mouvements indiens de la haute et moyenne vallée visaient à une meilleure organisation de leur lutte tout en dénonçant la gestion lente et partisane par l'IERAC du programme de réforme agraire (cession d'une part conséquente des terrains aux métis et citadins, absence d'assistance technique et financière à l'agriculture pourtant prévue par la loi, manque de financement pour les infrastructures rurales, etc.). L'UPCCC contribua à la formation et à la légalisation de nouvelles coopératives paysannes, servit d'intermédiaire auprès de l'IERAC pour le démantèlement des vastes domaines publics de la vallée et participa aux mouvements d'invasion d'*haciendas* privées, comme celles de San Antonio de Juncal ou de Cajóntambo de Sisid. Elle se rendit même parfois jusque dans la province voisine de Chimborazo pour apporter son soutien à des initiatives locales [Massal, 2005 ; Morocho, 1995].

La journée au cours de laquelle les Indiens de Sisid, armés de pelles et de pioches, s'en furent à l'*hacienda* de Cajóntambo pour y déloger les salariés du domaine qui les attendaient sur leur monture —machette à la ceinture— est encore aujourd'hui abondamment commentée par les plus anciens de la communauté. L'*hacienda* Huayrapungo (> 12 000 ha) devint quant à elle une véritable pétaudière, où des infrastructures furent détruites et des véhicules brûlés. Les *huasipungueros* s'étaient en effet emparés du domaine et refusaient l'entrée de ce dernier à toute personne étrangère, propriétaire compris (Assistance sociale). Les locataires de l'*hacienda* étaient partis en emportant avec eux trois milles têtes de bétail, pendant que des producteurs de Cañar insistaient pour s'approprier les meilleures terres du domaine [Córdova, 1995]. Seule l'intermédiation conciliatrice de « l'Eglise des pauvres » permit finalement à l'IERAC d'intervenir à Huayrapungo, lieu encore symbolique d'une paysannerie indienne aux abois, plus que jamais combative dans son entreprise de *reconquista** de la terre. Un autre fait d'armes, gagné de haute lutte par la coopérative de Pillcopata², qui osa défier sans doute la plus grande figure locale de l'*hacienda* (le Docteur ex-président Borrero), fut de se voir enfin octroyer, au

¹. Secteur progressiste de l'Eglise catholique, influencé par la théologie de la libération. Monseigneur Leonidas Proaño, évêque de Riobamba, en constitua la figure de proue en Equateur.

². Les membres fondateurs se complaisent à rappeler comment de nombreux habitants de la communauté, initialement très craintifs à l'égard du Docteur Borrero, cherchèrent à rejoindre la coopérative dès qu'ils perçurent que le combat tournait en défaveur du grand propriétaire foncier.

milieu des années soixante-dix, une étendue de 440 ha sur l'étage froid (secteur de Chacapamba, au-dessus d'Absul).

Néanmoins, le succès du processus de démembrement des domaines publics et les quelques invasions de propriétés privées finalement légalisées, ne doivent pas cacher le fait que nombreuses furent les *haciendas* privées de la haute vallée à ne pas avoir fait l'objet d'une expropriation. La plupart des *terratenientes* se contentèrent de céder spontanément les terrains les moins productifs de leur propriété, par crainte des mouvements indiens organisés ou par conformité aux textes de loi votés au début des années soixante-dix. Ainsi en a-t-il été à Charcay, à San Antonio ou à Chuquiragua pour les terrains localisés à moins de 3 600 m d'altitude. La redistribution de la terre réglée par le marché favorisait l'achat de plusieurs hectares par quelques grands propriétaires ou citadins (Muñoz à San Carlos de Sisid, Cordero à Hato de la Virgen vendu par le Séminaire, Espinoza à Chuquiragua) ainsi que la spéculation par des négociants de terre qui revendaient par partie aux paysans des communautés les parcelles qu'ils avaient acquises quelques temps auparavant « sans jamais y avoir mis un seul coup de pelle et semé la moindre plante ». Exception faite des *huasipungueros*, les catégories sociales disposant d'une épargne ou d'un capital circulant suffisant pour acquérir un terrain constituèrent les principaux bénéficiaires de la redistribution subie ou spontanée des terrains les moins favorables des grands domaines : les salariés des *haciendas*, les négociants et commerçants de la haute vallée et quelques rares paysans plus aisés qui consacraient bien souvent une part essentielle de leur temps à des activités « extérieures » à l'exploitation agricole (salarial, prestation de services). La démarche de ces derniers relevait bien souvent d'une détermination à accéder à leur tour au petit lopin de terre du terroir du maïs : ce fut notamment le cas de paysans de Kawanapamba qui parvinrent à acquérir un champ dans le secteur Coyocor, quitte à s'endetter sur plusieurs années.

Mais la crainte de l'Indien, l'affaiblissement de l'oligarchie foncière et le strict respect de la loi ne peuvent expliquer à eux-seuls le comportement des grands propriétaires fonciers de l'époque. Les mesures prises par les gouvernements successifs en matière économique incitèrent manifestement nombre d'entre eux à céder leur propriété agricole. Les fruits de la vente étaient le plus souvent placés dans des secteurs économiques leur procurant de meilleurs taux de profit que l'agriculture, tels que le bâtiment ou l'industrie, alors en plein essor à Cuenca. En désenclavant celle-ci, l'essor des transports acheva également de convaincre certains d'entre eux de se défaire totalement de leur patrimoine foncier. Parce que l'ouverture et la modernisation d'infrastructures routières, conjuguées au prolongement de la voie ferrée vers le sud, affaiblissaient chaque jour un peu plus la position de Hatun Cañar comme aire de transit des marchandises acheminées depuis le littoral vers Cuenca, ces grands propriétaires fonciers ne pouvaient que déplorer la liquidation rapide de leurs affaires commerciales.

La décision de conserver les terrains les plus productifs résultait d'une volonté de spécialiser l'exploitation vers l'élevage bovin laitier, activité qui, comme nous le verrons, présentait le double avantage (i) d'un emploi limité de force de travail —substituant dès lors le salariat à la nébuleuse des rapports sociaux de production précapitalistes— et (ii) de revenus conséquents à l'unité de surface. En ce sens, les transformations de l'*hacienda* résultèrent tout autant des soulèvements indiens que de la volonté spontanée du *terrateniente* à modifier, ou non, la structure et le fonctionnement de son exploitation.

▪ La « colonisation » agricole de l'étage froid

En déclarant comme friches les vastes pelouses d'altitude utilisées jusque là comme parcours par les troupeaux des *terratenientes*, la loi promulguée en 1973 par la Junte militaire du Général Guillermo Rodríguez Lara ouvrit la voie à un nouveau processus de redistribution des terres. Les *derechos y acciones* que détenaient les grands propriétaires fonciers sur ces hautes terres d'altitude furent abrogés par l'Etat, en charge dès lors de procéder à l'allocation de ces étendues *paraméennes* à toute institution collective paysanne légalement constituée (communauté, coopérative, association). Cette décision s'imposa à l'ensemble des terrains situés à une altitude supérieure à 3 600 m, seuil résultant apparemment davantage d'une interprétation locale que d'une norme fixée au niveau national [Guaicha *et al.*, 2001].

Alors que les communautés Sisid et Kawanapamba brandirent le titre de propriété signé de la Couronne espagnole pour faire valoir leur droit immémorial sur presque la moitié de ces hautes terres du petit *pays*, une dizaine d'institutions se constituèrent progressivement, formées le plus souvent de la minorité la plus aisée. Les communautés historiquement confinées sur des espaces réduits du *bas-pays* se montrèrent particulièrement déterminées à accéder à davantage de terre, si possible localisée sur un palier écologique distinct, dans une perspective renouvelée de mise en valeur complémentaire des écosystèmes étagés. Ainsi en a-t-il été de la communauté Cachi, qui se vit octroyer, en 1979, 422 ha en contrebas du Carshao [RP/Ca, 1980-6708], ou celle de Romerillo. La COLT¹, instance de coordination des institutions paysannes créée la même année, devint l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat qui, dans le cadre du projet Culebrillas, finit par octroyer, à titre collectif et à crédit, les hautes terres d'altitude à l'ensemble des institutions créées à cet effet. L'attribution des terrains était conditionnée à la mise en valeur commune de ces derniers, à l'engagement du versement des échéances et à la plantation de pins (*Pinus radiata*, *Pinus patula*), espèces ligneuses sub-spontanées à croissance rapide et théoriquement adaptées à ces altitudes. Alors que, pour l'administration, l'implantation de pinèdes avait pour objectif de compenser les effets de l'accroissement démographique sur le déboisement des derniers ligneux

¹. *Coordinadora de las organizaciones para la lucha por la tierra.*

de l'étage intermédiaire, cette pratique fut aussi et peut-être surtout perçue par les institutions collectives comme un moyen de délimiter leurs territoires.

Le vaste programme de colonisation agricole, que l'administration publique dirigeait à la même époque sur les versants extérieurs des cordillères et dans la plaine amazonienne, passa quasiment inaperçu dans la haute vallée du Cañar. Ce n'est pas tant que l'information ne circulait pas entre les offices de l'Etat en charge de ce programme et les dirigeants des communautés, mais plutôt que ces derniers priorisèrent la lutte pour l'accès aux hautes terres d'altitude de Hatun Cañar. Les principaux bénéficiaires du programme de colonisation agricole furent avant tout les paysans andins minifundistes des régions où la grande propriété avait depuis longtemps très largement disparu et les hautes terres déjà fait l'objet d'une vaste distribution (sud de la province de Cañar, province de l'Azuay).

Au début des années quatre-vingt, la transformation drastique de la structure agraire du petit *pays* donnait au paysage un aspect beaucoup plus morcelé, dans lequel l'*hacienda*, quoique toujours présente, n'en avait pas moins sérieusement perdu de son ampleur.

2.4.1.3. Dynamiques agraires dans la haute vallée : du grenier à blé à l'atelier laitier

- Le déclin de la production de blé du *bas-pays*

Pour l'Etat, le blé¹ constituait un aliment de première nécessité (consommé principalement sous forme de pain), dont il fallait réglementer le prix afin d'approvisionner, à moindre coût, les villes en plein essor et les ouvriers des industries émergentes. Simultanément, la demande croissante de la population urbaine en lait et ses dérivés stimulait un secteur agricole fortement représenté par l'oligarchie foncière, qui ne ménagea pas ses efforts pour que l'Etat élabore des politiques de soutien massif à la filière laitière. Au *pays* de Hatun Cañar, les *haciendas* ne manquèrent donc pas d'étendre les pâturages aux dépens des surfaces emblavées. Les prix du blé, maintenus délibérément bas par l'Etat, auxquels s'ajoutèrent les contraintes d'accès aux services à l'agriculture (garantie des emprunts de crédit, achat d'intrants) ne pouvaient guère inciter les exploitations minifundiaires² (≤ 5 ha) à investir dans la culture du blé, pénalisées de surcroît par des coûts de transport et de commercialisation élevés. Nombreux furent alors les paysans les plus modestes à substituer une autre céréale (maïs ou orge) au blé dans les rotations culturales, dans le but d'affecter prioritairement la production à l'autoconsommation familiale.

Il en résulta une chute de la production nationale, que l'Etat fut contraint de compenser, pour satisfaire la demande urbaine croissante, en recourant massivement aux importations de blé à bas

¹. Autres produits dont les prix furent réglementés avec succès : orge, sucre et produits laitiers transformés ; produits avec moins de réussite dans la régulation : maïs, soja, coton et riz [Vos, 1988].

². La part dans la production nationale des exploitations minifundiaires (≤ 5 ha) se réduisit de 26 à 8 % entre 1970 et 1982, au profit des dernières grandes propriétés céréalières du pays (> 100 ha) [Peltre-Wurtz, 1988].

coût en provenance des Etats-Unis d'Amérique principalement. En quinze ans (1970-1985), les importations nord-américaines furent ainsi multipliées par quatre (au point de constituer 95 % de la consommation nationale) alors qu'au cours de la même période, la production nationale s'effondra dans un rapport presque équivalent (fig. 62) [Peltre-Wurtz, 1988]. En sus d'être produit dans des conditions de productivité bien supérieures à celles dans lesquelles opéraient les céréaliculteurs équatoriens, le blé nord-américain bénéficiait de subventions à l'exportation au titre de la *Public Law 480*¹, mais aussi de subventions à l'importation en raison de la surévaluation de la monnaie nationale ! Corollaire : la sécurité alimentaire de l'Equateur s'effritait, tout en favorisant une poignée d'industriels important à bas coût du blé nord-américain transformé en farine dans leurs minoteries.

Il serait toutefois erroné d'en déduire la ruine complète de la production de blé au petit *pays*. Car la filière se restructura autour de deux agents économiques à qui profitèrent les politiques agricoles mises en œuvre par les gouvernements de l'époque. Tout d'abord, les producteurs (majoritairement métis) insérés dans les réseaux sociaux urbains et à la tête d'exploitations agricoles de taille moyenne, étaient en mesure de bénéficier à la fois des services accordés par les diverses institutions de l'Etat, mais également des crédits bonifiés octroyés par la BNF pour se procurer les intrants subventionnés tels que les semences améliorées (introduction de la variété de blé *crespo*) ou les intrants chimiques (herbicides et fongicides contre la rouille du blé). Ensuite, le démantèlement progressif de la grande propriété n'eut pas seulement pour effet de bouleverser l'organisation de la production agricole de la haute vallée et de modifier en profondeur la structure du pouvoir au sein de cette dernière. Il mit aussi fin au quasi-monopole de l'*hacienda* en matière de commercialisation de la production depuis des siècles, situation dont ne tardèrent pas à profiter les négociants qui vivaient jusque-là à l'ombre de la grande propriété. N'hésitant pas à octroyer des crédits de campagne aux moyens producteurs tout en leur fournissant du matériel (sacs de jute pour emballer la récolte), ces négociants, organisés en coopératives, payaient bien souvent à l'avance une production céréalière qu'ils collectaient et centralisaient dans des magasins pour l'expédier ensuite vers les minoteries de Guayaquil. En sus du blé, ils parvinrent assez vite à contrôler la majorité des circuits de commercialisation des principaux produits agricoles de Hatun Cañar, sans intervention des offices publics ENAC et ENPROVIT. L'UPCCC ne manqua d'ailleurs pas de dénoncer cette pratique, elle qui s'efforçait de financer ses activités en louant auprès des producteurs de la région ses services de battage du blé —à l'aide d'équipements donnés par l'Etat ou l'aide internationale— de meunerie et de commercialisation

¹. Promulguée en 1954, la *Public Law* n° 480 autorisait le gouvernement états-unien à subventionner les exportations de blé, au titre du programme d'assistance aux pays étrangers [Peltre-Wurtz, 1988]. Cette loi constitua un « instrument efficace de pénétration des marchés de certains pays du Tiers-monde, provoquant la ruine des agricultures concurrentes » [Dufumier, 1986]. Une convention fut signée, dès 1955, entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Equateur, qui stipulait que le second achèterait aux premiers tout aliment qu'il n'était pas en mesure de produire par lui-même en vue de satisfaire les besoins de sa population [Acosta, 2006].

de la farine sur les marchés urbains [Morocho, 1995]. Il semble que l'implantation par l'UPCCC de magasins communautaires en vue de s'affranchir des grands commerçants n'eut pas davantage de succès [Castro, 1995].

En recourant à de nouvelles techniques subventionnées par l'Etat, quelques moyens producteurs parvinrent à accroître les rendements de blé et à générer des revenus non négligeables, en dépit de prix administrés bas et du monopole commercial des négociants intermédiaires qui s'accaparaient une part conséquente de la richesse créée. Certains d'entre eux investirent aussi dans l'achat d'une batteuse moto-mécanique, bien d'importation introduit dans la haute vallée du Cañar —vraisemblablement au début des années soixante— qui, en se substituant au battage actionné par l'énergie animale, permit d'alléger la pointe de travail. L'investissement se justifiait moins par les superficies emblavées annuellement (insuffisantes pour espérer amortir l'équipement) que par les revenus supplémentaires que le propriétaire espérait dégager de cette activité.

▪ L'essor de la production laitière à Hatun Cañar

Le processus de reconversion de l'*hacienda* traditionnelle de Hatun Cañar en exploitation agricole de type capitaliste commença bien après celui amorcé par les *haciendas* laitières de la *sierra* centrale et septentrionale de l'Equateur (régions de Latacunga, Machachi et Cayambe). Certes, certains grands propriétaires privés du petit *pays* avaient bien tenté d'améliorer leur atelier d'élevage laitier en procédant à l'introduction de nouveaux reproducteurs dans leur troupeau bovin. Mais ce n'est véritablement qu'au cours des années soixante que la majorité d'entre eux réorientèrent leur unité de production agricole vers la spécialisation laitière, dans un contexte politique, social et économique qui s'y prêtait. La détermination des mouvements indiens dans la lutte pour la terre, le choix du gouvernement d'importer du blé nord-américain à bas coût, la nécessité de limiter l'utilisation d'une main-d'œuvre dorénavant salariée et l'accroissement de la demande urbaine en lait et dérivés constituèrent les éléments principaux qui concoururent à l'implantation d'ateliers d'élevage bovin laitier.

Grâce à la mise en place de nombreux dispositifs publics d'aide à la filière laitière, le taux de croissance annuel du secteur de l'élevage fut de 4,6 % entre 1972 et 1980, alors qu'il s'élevait à 1,0 % pour les cultures d'exportation —peu compétitives du fait du taux d'inflation élevé et variable de la monnaie nationale— et à 0,8 % pour l'agriculture vivrière pratiquée par la paysannerie (tabl. 3).

Parmi les catégories d'éleveurs, les grands propriétaires constituèrent les principaux bénéficiaires de ces politiques publiques. Ils absorbèrent l'essentiel du crédit préférentiel à l'agriculture, qu'ils destinaient à l'achat d'intrants de synthèse, de matériel biologique à haut potentiel de rendement (races bovines, semences fourragères) et de biens d'équipement (clôture,

salle de traite, irrigation) à fort pourcentage de composants importés. A partir des recettes d'exportation du pétrole et des emprunts de capital sur le marché international, l'Etat investit massivement dans la mise en œuvre de programmes d'infrastructures de communication, comme celui de construction de la Panaméricaine qui traversa le petit *pays* au cours des années soixante-dix ou ceux visant à étendre le réseau routier secondaire. Ces investissements eurent pour effet de désenclaver les zones de production laitière et de faciliter l'acheminement du lait vers les villes *via*, le plus souvent, des centres de collecte locaux. L'Etat finança aussi à l'échelle nationale la construction de bon nombre de systèmes d'irrigation, à tel point que ce poste en vint à constituer près de 10 % de la dette publique [Whitaker *et al.*, 1990].

Tableau 3. Evolution du taux de croissance annuel selon la nature des productions agricoles

	Accroissement de la production			Accroissement de la production/hab.		
	1965-1971	1972-1980	1980-1982	1965-1971	1972-1980	1980-1982
Denrées alimentaires de première nécessité	+4,5	+0,8	+2,6	+1,1	-2,0	0,0
Cultures d'exportation (banane, café, cacao)	+2,0	+1,0	-0,5	-1,2	-1,8	-3,1
Produits animaux	+4,3	+4,6	+4,8	+1,0	+1,8	+2,2

Source : Vos [1988 : 18]

Sans reconverter tout leur domaine à la monoculture herbagère, les propriétaires implantèrent des prairies à base de variétés fourragères améliorées, irriguées et fertilisées à l'aide d'engrais azotés. Les troupeaux qui exploitèrent ces prairies furent progressivement améliorés (sélection génétique). Importé en Equateur sous la présidence de Galo Plaza (1948-1952), propriétaire d'*haciendas* laitières, le kikuyu fut vraisemblablement introduit au petit *pays* au début des années soixante par des négociants d'intrants agricoles. Il fut moins adopté pour sa qualité que pour sa capacité d'adaptation au milieu et la quantité de fourrage que l'on pouvait en attendre.

Ce qui restait de la grande propriété générait encore quelques emplois : administrateurs, vachers bien souvent recrutés dans les familles métisses et journaliers provenant pour beaucoup de régions voisines. Ces derniers étaient embauchés pour effectuer les opérations culturales sur les derniers terrains encore cultivés, en blé au *bas-pays* et en pomme de terre sur la corniche.

2.4.1.4. Paysanneries andines : l'oubli délibéré ?

- A l'origine des réformes agraires : différenciations sociales et constante migratoire...

L'énorme espoir soulevé par la mise en œuvre des réformes agraires s'estompa finalement assez vite pour bon nombre d'Indiens de la haute vallée. Force est de reconnaître que les modes

de redistribution de la terre furent particulièrement inégalitaires, affectant peu ou prou les familles indiennes selon la position sociale qu'elles occupaient du temps de l'*hacienda*. En centrant le débat sur le seul rapport de production liant le *huasipunguero* au grand propriétaire foncier, les concepteurs de la réforme agraire de 1964 avaient en effet, intentionnellement ou non, négligé la trame complexe de rapports sociaux unissant l'*hacienda* à une paysannerie très différenciée. Les Indiens qui, jusque là, exploitaient des terrains en faire-valoir indirect (métayers, *yanaperos*) ne bénéficièrent pas du programme de redistribution des terres, tout comme ceux qui y vendaient périodiquement leur force de travail. Privés de tout accès à la terre et sans nul doute les plus affectés par ces réformes de par leur position en bas de « l'échelle sociale », les *arrimados* furent bien souvent contraints à l'exode. Pour les autres, la perte d'accès aux ressources de l'*hacienda*, que ne compensa pas l'usufruit de communaux « reconquis », eut pour effet de miner encore davantage la base de leur reproduction sociale.

Conjuguées au maintien des prix bas des denrées vivrières, les autres mesures constitutives des diverses réformes agraires (assistance technique, crédit, commercialisation des produits agricoles), loin d'avoir été conçues en faveur de la paysannerie, ne pouvaient guère inciter les familles les plus modestes à investir sur leur petite exploitation. A une époque de fort croît démographique, non seulement l'exploitation minifundiaire¹ se révélait plus que jamais incapable de fournir des revenus agricoles suffisants pour satisfaire les besoins de première nécessité, mais le calendrier agricole criblé de temps morts dégageait aussi un surplus chronique de force de travail au vu des moyens de production de la famille. La moindre régulation des prix des produits industriels ayant pour effet d'augmenter les coûts de production et les dépenses de consommation [Vos, 1988], nombreux furent alors les paysans à réorganiser l'affectation de leur main-d'œuvre entre exploitation agricole et marché du travail, que l'*hacienda* avait globalement cessé d'être.

Au cours des années soixante-dix, les coopératives furent globalement constituées par les personnes les plus influentes des communautés, mieux dotées en moyens de production et capables de négocier avec les services de l'Etat ou les *terratenientes*. La position sociale occupée du temps de l'*hacienda* constituait donc bien souvent la cause majeure des inégalités d'accès aux hautes terres d'altitude. Il est hautement probable que la moindre précarité sociale des membres des coopératives leur ait permis de se consacrer davantage à la lutte pour la terre de l'étage froid, contrairement aux familles les plus défavorisées déjà bien engagées dans des processus de migration temporaire².

¹. En 1974, les exploitations de Juncal disposent d'une surface moyenne inférieure à un demi-hectare [Fock et Krener, 1981].

². Tel est le cas de nombreuses familles de Juncal qui, bien qu'initialement intéressées, décidèrent finalement de se retirer de l'institution collective Bunchalay Capillapata. Parmi les raisons qui sous-tendent cette décision, citons : (i) la concurrence entre l'emploi salarié et le temps consacré à l'activité sur les terrains de la coopérative (activités agricoles et nombreux travaux collectifs), (ii) l'éloignement d'un lieu recouvert de hautes graminées dont les faibles potentialités productives rendaient, aux yeux des paysans, théoriquement libre l'utilisation de cet espace

- ... Pour aller où ? A Hatun Cañar, le mirage capitaliste

En majorité entre les mains de petits et moyens producteurs opérant dans des conditions de productivité inférieures à celles des autres branches de l'économie nationale, et distante des principaux pôles de développement industriel et urbain du pays, la haute vallée du Cañar ne disposait manifestement guère « d'avantages comparatifs » —pourtant si convoités lors des périodes historiques précédentes— susceptibles d'attirer les investisseurs.

Il y eut bien une tentative pour introduire, en rive gauche de la haute vallée, la culture du pyrèthre (*Chrysanthemum cinerariaefolium* Trel.). Des salaires journaliers furent distribués pendant quelques temps aux jeunes de la région, mais le projet finit par être abandonné au profit de plantations de pins et de cyprès. Seule l'industrie agro-alimentaire tira profit des potentialités productives du milieu —l'eau d'irrigation tout d'abord— et des politiques publiques de soutien à la filière laitière. Créée en 1976 par des représentants de l'oligarchie foncière de la haute vallée, la société « Productos Lácteos San Antonio - Nutri Leche » investit dans l'achat de cuves de réfrigération et de moyens de collecte et de transport du lait, se contentant initialement d'expédier ce dernier vers la société Prolahuan basée à Guayaquil. Mais il aurait été vain d'envisager le développement de la filière laitière, *de facto* de l'industrie laitière de la haute vallée, sur la base de la seule production des dernières *haciendas*, malgré des gains de productivité importants. Alors que la grande propriété « rémanente » avait spontanément délaissé aux négociants locaux le quasi-monopole de la commercialisation des productions vivrières expédiées vers les villes, elle maintint fermement le contrôle de la filière laitière en organisant l'élargissement du marché par l'incorporation, au rythme de l'ouverture de nouvelles voies de desserte, des petits et moyens éleveurs de la haute vallée. A la différence des *haciendas* des Andes septentrionales de l'Equateur qui —moyennant la réorientation spontanée et précoce des finalités de leur exploitation agricole— parvinrent à préserver le contrôle de la filière (production et commercialisation), le processus plus avancé de redistribution de la terre au *pays* de Hatun Cañar contraint l'oligarchie à abandonner la sphère productive à la paysannerie (externalisant au passage les risques qui y sont liés) pour se concentrer sur la commercialisation de la production.

Ce secteur industriel, dominé par la Nutri Leche, ne généra toutefois que très peu d'emplois directs, tout comme l'administration, dont l'accroissement des effectifs reposa avant tout sur le recrutement d'employés qualifiés. Quelques *haciendas* fournissaient bien encore quelques emplois agricoles (pomme de terre et lait), mais en quantité trop insuffisante et à des niveaux de rémunération globalement inférieurs à ceux proposés dans d'autres secteurs d'activités. Nombreux furent alors les paysans du petit *pays* contraints de rechercher ailleurs les moyens de

」

(autrement dit sans avoir à se regrouper pour y accéder), (iii) la crainte de l'affrontement avec le grand propriétaire foncier [Parole de dirigeant].

leur subsistance. Le développement des infrastructures et des moyens de communication, qui ouvraient chaque jour davantage la haute vallée à la concurrence des productions agricoles, permettait simultanément aux paysans de s'affranchir des contraintes du milieu en parcourant en des temps toujours plus courts des distances de plus en plus longues.

- L'émergence d'un mode de migration circulatoire* masculine construit à partir du calendrier agricole de Hatun Cañar

La migration ne prit pas la forme d'un processus désordonné d'individus isolés lancés à la recherche d'emplois peu qualifiés à travers tout le pays. Le fait est que les paysans migrèrent majoritairement vers les régions et les secteurs de l'économie nationale dans lesquels les investisseurs plaçaient leurs capitaux (rente pétrolière de l'Etat, capitaux étrangers). Les villes et le secteur industriel que ces régions hébergaient bénéficièrent de onze fois plus de subventions que les campagnes, tandis que le secteur capitaliste agricole (plantations agro-commerciales du littoral pacifique, exploitations laitières de la *sierra*) profita de huit fois plus de subventions que l'agriculture familiale [North *et al.*, 2003]. En ce sens, les profondes transformations de l'économie furent à l'origine d'une vaste redistribution de la population au sein de l'espace national. Pour la première fois de son histoire, les Equatoriens vivaient majoritairement en ville, et le littoral pacifique était plus peuplé que les Andes (fig. 26). Cette redistribution spatiale de la population eut pour effet de modifier les rapports de pouvoir, attribuant à l'électorat urbain un poids croissant dans l'orientation des politiques publiques.

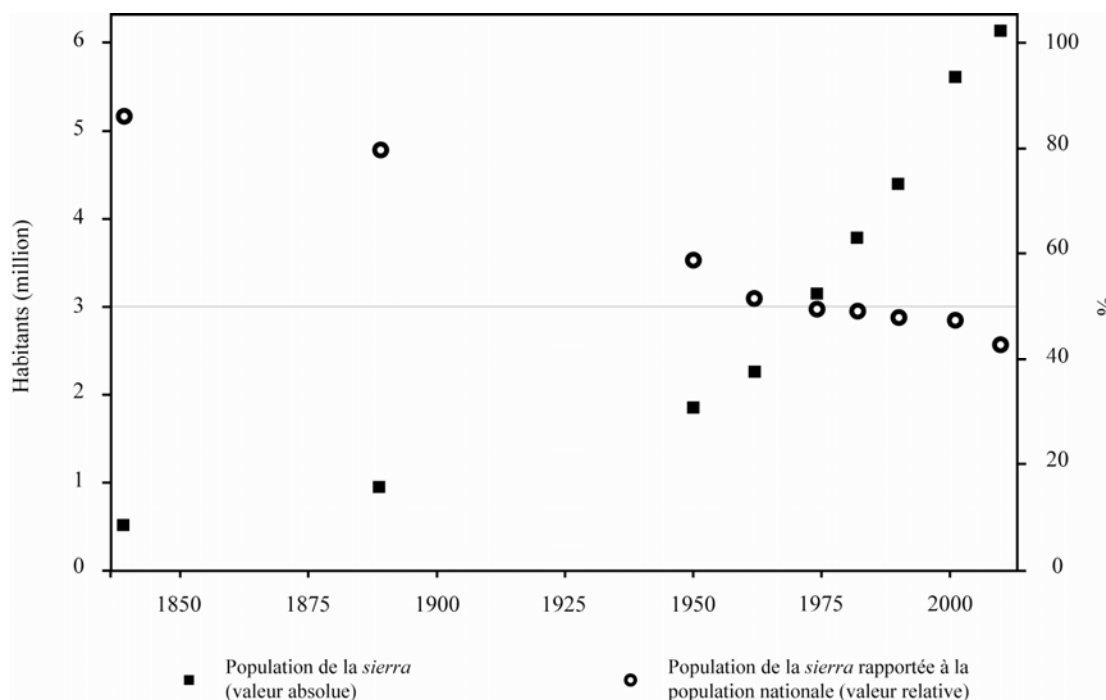
Si l'exode rural (pris à l'échelle du pays) contribua indubitablement à cette redistribution spatiale de la population équatorienne, les déplacements entrepris, pendant des années, par les paysans hatun-cañaris, s'établissaient toutefois (aussi et peut-être même davantage) selon un mode de migration circulatoire à grande échelle, dont l'organisation était subordonnée aux contraintes du calendrier agricole du petit *pays*. La migration circulatoire¹, précisons-le, renvoie à « ces systèmes de mobilité* qui, fortement marqués par des déplacements successifs et alternants entre plusieurs lieux, sont à relier avec l'existence de pratiques spatiales multilocalisées et de logiques multirésidentielles » [Cortes, 2008 : 55]. La diversité des cultures et des élevages commerciaux implantés sur le littoral (banane, canne à sucre, café, cacao, crevette, riz) et l'échelonnement de leurs calendriers agricoles, ainsi que le secteur du bâtiment en ville, fournissaient un emploi précaire et saisonnier tout au long de l'année². La circulation de

¹. Ce concept de migration circulatoire est un oxymore délibérément fabriqué pour briser net l'idée d'un déplacement humain qui ne serait que transfert définitif d'un lieu de résidence à un autre (ce à quoi renvoie le terme de migration considéré dans son sens premier). Un exemple éloquent de circulation migratoire est celui des paysans des montagnes européennes qui, dès le début du XIX^e siècle, mettaient à profit les temps morts de leur calendrier agricole (période hivernale) pour s'employer dans les industries des vallées avoisinantes.

². Autre secteur pourvoyeur d'emplois peu qualifiés pour les paysans de Hatun Cañar : les mines du canton Camilo Ponce Enríquez (province de l'Azuay).

l'information au sein des communautés opérait également la réaffectation de la force de travail selon les opportunités du marché. Les retours, bien souvent chargés d'aliments de première nécessité (riz, sel, sucre), dépendaient de la nature des tâches agricoles à réaliser, de la main-d'œuvre familiale disponible et de la composition de cette dernière (variable selon la période du cycle démographique). Voilà pourquoi, si un fils était en âge de guider l'araire, le chef d'exploitation n'était pas astreint au retour pour les pointes de travail (semis et récolte).

Figure 26. Evolution démographique de la *sierra*, entre 1840 et 2010, en valeur absolue et relative



Sources : Deler, 2007 : séries 1838-1840 et 1889 ;

Institut équatorien de Statistiques et Recensements : séries 1950, 1962, 1974, 1982, 1990, 2001, 2010

L'utilisation de la main-d'œuvre bon marché des montagnes pouvait aussi être directement organisée par les entreprises. Ainsi en a-t-il été du complexe sucrier AZTRA : celui-ci, dans les années soixante, avait pris le relais des bananeraies sur le cône de déjection du torrent Cañar, à La Troncal, suite à la baisse de l'offre cubaine de sucre sur le marché international et de celle du secteur bananier équatorien, affecté par un agent pathogène (mal de Panamá) et par la relance de la production en Amérique Centrale [Deler, 2007]. Sous le contrôle d'un agent recruteur de Juncal, un système de transport avait été mis en place entre la communauté et le piémont andin pour convoier, en période de pointe de travail manuel, des paysans-journaliers vers le complexe sucrier.

Les détenteurs de capitaux ne se contentaient pas d'imposer aux migrants les lieux vers lesquels ils étaient contraints de se diriger pour espérer trouver un emploi salarié, ils « dictaient »

aussi les conditions d'entrée sur le marché du travail. Tout d'abord, la pénibilité des tâches¹ exigeait le recrutement d'hommes, reproduisant de cette façon la traditionnelle division sexuelle du travail au sein des familles paysannes. Ensuite, l'intensification en capital des plantations de monoculture du littoral concentrait les besoins en main-d'œuvre sur des tâches manuelles physiquement pénibles qui ne pouvaient être motomécanisées, conférant au salariat un caractère saisonnier. Enfin, l'incapacité du secteur industriel à « absorber » les masses paysannes dès lors placées en situation de concurrence sur le marché du travail, ainsi que les politiques de bas coûts des produits vivriers de première nécessité, permettaient aux entreprises de maintenir des salaires journaliers à un niveau résolument bas. L'accès à un niveau de salaire relativement plus élevé nécessitait l'acquisition préalable de savoir-faire (ex : de l'apprenti au maître-maçon). Enfin, la pratique de l'agriculture reposait sur les rapports sociaux divers liant les familles les unes aux autres par des faisceaux de droits et de devoirs organisés au niveau de la communauté.

- Perpétuation d'inégalités obscènes, paupérisation paysanne et précarité du marché de l'emploi

Quel bilan tirer de cette période, que l'on serait tenté de qualifier de « vingt prometteuses », en référence aux « trente glorieuses » des pays à l'époque les plus industrialisés² ? A l'échelle de la nation, force est de reconnaître la portée, au bout du compte extrêmement modeste, des politiques d'industrialisation par substitution d'importations :

Ni l'accumulation accélérée de capital résultant du boom pétrolier, ni l'action rationalisante (*manu militari*) de l'Etat n'avaient été capables de refermer de telles brèches historiques, entre autre chose parce que cette même accumulation reposait sur une espèce de rente (celle provenant du pétrole précisément) et non pas sur une extension relativement homogène des activités productives à partir d'une maturation des conditions internes du pays. Pour le reste, comme on l'a vu, la base agraire ne souffrit d'aucune modification substantielle au cours de cette période.

Ces lignes, rédigées par le sociologue et essayiste Agustín Cueva [2003 : 87], résument l'interprétation très largement partagée de l'insuccès des politiques d'industrialisation par substitution d'importations et des réformes agraires, en dépit d'un taux moyen de croissance

¹. Coupe de la canne à sucre ou de la banane, transport de denrées pondéreuses depuis le champ, dans les centres de collecte, dans les minoteries ou les usines de décorticage, sur les marchés urbains, au port ou sur les chantiers (sacs de riz, de café, de cacao, de pomme de terre, d'engrais azotés ou de ciment, régimes de bananes, etc.), désherbage des canaux d'irrigation, construction de bâtiments et de routes, extraction minière.

². Précisons que le remarquable essor économique des « trente glorieuses » incita les pays les plus anciennement industrialisés à « importer » un volume considérable de main-d'œuvre étrangère, à l'origine de vastes mouvements de populations à l'échelle de la planète. L'arrêt ou la suspension de l'immigration de travailleurs étrangers fut une mesure que prirent (sensiblement à la même époque) tous les pays européens sous l'effet conjoncturel de ce que l'on a appelé le premier choc pétrolier (1973-1974). Cette mesure fut confirmée par la suite en raison de la crise économique qui frappa tous les pays les plus anciennement industrialisés.

inégalé du PIB entre 1965 et 1981 (+ 8,2 %). Pour mettre en œuvre ces politiques, l'Etat avait eu recours à des emprunts massifs de capital, encouragés par des taux extrêmement bas sur le marché international et garantis par ses recettes d'exportations de pétrole. Entre 1970 et 1982, le taux d'endettement externe bondit de 10 à 42 % du PIB, la dette externe passant de 241,5 à 6 632,8 millions de dollars [Acosta, 2006]. Une part de ces emprunts avait, de surcroît, servi à augmenter, sans doute exagérément, les effectifs d'une bureaucratie hypertrophiée, à l'efficacité et aux dérives de plus en plus critiquées (corruption, autoritarisme et lourdeur administrative).

Plus que la redistribution de la terre, ce fut la colonisation agricole de vastes régions forestières (versants extérieurs des cordillères, plaines amazonienne et côtière) qui fut privilégiée par les pouvoirs publics, ce qui permit à ces derniers de désamorcer bon nombre de conflits agraires au long de la *sierra* tout en préservant les intérêts des classes dirigeantes du pays. Entre 1964 et 1994, seuls 9 026 km² furent redistribués (3,4 % de l'espace national), alors que l'Etat en alloua 63 631 (23 %) dans le cadre de programmes successifs de colonisation agraire [Gondard et Mazurek, 2001]. Par voie de conséquence, l'expansion de surfaces cultivées aux dépens d'écosystèmes fragiles (forêts humides, *páramos*) accrut globalement les risques d'érosion et de surexploitation des potentialités agricoles et écologiques du pays [Vos, 1988].

Les taux de chômage (10 %) et de sous-emploi (40 %) indiquaient, dès 1975, les limites de politiques publiques, orientées vers le développement d'un secteur industriel intensif en capital, et le soutien à une agriculture chimisée et motomécanisée peu créatrice d'emploi (palme africaine, soja, lait). La précarité de l'emploi ne manqua pas de générer violence et délinquance dans les villes s'étendant au rythme de l'arrivée de paysans principalement minifundistes¹. Elle déclencha également des manifestations sociales dans les campagnes, parfois réprimées dans le sang. Tel fut le cas en 1977, quand des dizaines de travailleurs du complexe AZTRA furent massacrés pour avoir réclamé une augmentation de salaires au titre de la participation aux bénéfices de l'entreprise suite à la hausse du cours du sucre² [Kyle, 2000 ; Dumont, 1978].

Comment, dans ce contexte de criantes inégalités, de bas salaires et de chômage partiel pour de larges franges de la société, espérer l'élargissement d'un marché domestique et l'essor consécutif

¹. Plus de 80 % des personnes migrant des campagnes vers les villes furent des paysans détenant une exploitation de moins de 5 ha [Martínez, cité par Vos, 1988].

². « Les travailleurs de la sucrerie AZTRA, écrit l'agronome René Dumont [1978 : 91], sont en grève : les contrats collectifs prévoient un relèvement des salaires quand le prix du sucre monte, ce qui a eu lieu en août [1977]. Ils étaient rassemblés avec leurs familles, soit 4 000 personnes, quand, à 17h30, les policiers donnent l'ordre d'évacuer les lieux, "dans un délai de deux minutes". Grenades lacrymogènes, coups de feu, panique générale : ouvriers et familles, poussés par la foule, tombent dans un profond canal d'irrigation et se noient — mais la plupart des victimes ont péri par balle, la police a tiré. Cent vingt morts, disent les syndicats ; 24 répondent les officiels. En tout cas, la volonté de répression est éclatante ».

d'un secteur industriel¹ ? Il importe de mentionner que d'autres pays dans le monde menèrent avec davantage de succès, au cours de la même période, des politiques économiques alliant développement d'industries de substitution d'importations puis d'exportation (commerce international) et promotion d'une agriculture familiale destinée à approvisionner le marché domestique, moyennant la mise en œuvre de réformes agraires (redistribution des moyens de production et des richesses), l'investissement public en matière d'infrastructures rurales et le recours à des mesures protectionnistes. Ainsi en a-t-il été, notamment, de la Corée du Sud et de Taiwan [Kay, 2006 ; Dufumier, 2004 ; Lefeber, 2000].

Bien que plus abouties au *pays* de Hatun Cañar qu'à l'échelle nationale, les politiques publiques n'en bénéficièrent pas moins qu'à certaines catégories sociales. Pour la majorité de la paysannerie —indienne pour l'essentiel— toujours dépourvue de moyens de production et de conditions favorables à l'agriculture destinée à approvisionner le marché intérieur, l'assujettissement à l'*hacienda* selon des rapports précapitalistes s'était converti en subordination au capital (en pleine expansion) *via* le salariat. Les paysanneries, à Hatun Cañar comme pratiquement dans tout le pays, furent les grandes perdantes de ces politiques, pour lesquelles elles avaient été théoriquement mises en œuvre [Hurtado, 2003 ; de Janvry et Glikman, 1991 ; Barsky, 1984].

A la différence des pays asiatiques mentionnés précédemment, les conditions précaires du marché du travail équatorien ne pouvaient guère inciter les paysans de Hatun Cañar à céder leur lopin de terre. Au contraire, elles les encourageaient à placer, dès qu'ils le pouvaient, une partie de leur maigre épargne dans l'achat d'une parcelle au petit *pays* ou dans la moyenne vallée, au rythme des cessions de terrains qu'effectuaient les *terratenientes* désireux, pour leur part, d'investir en ville. A l'image des *forasteros* de l'époque espagnole, les paysans des années soixante-dix cherchaient hors de l'exploitation agricole les moyens de leur subsistance, sans pour autant rompre avec leur communauté. La migration, dans sa forme circulatoire, perdurait comme rapport inhérent au fonctionnement du système (reproduction sociale), tout en constituant un puissant facteur de différenciation sociale entre les familles, selon leur capacité d'insertion au marché du travail.

La prédominance de la forme circulatoire de la pratique migratoire explique le fait que l'accroissement démographique² de Hatun Cañar fut soutenu, en dépit de l'exode rural d'une partie de sa population : + 46,6 % entre 1962 et 1982, taux inférieur à la moyenne nationale mais

¹. Pour faire face à la faible demande solvable de leur population, les gouvernements de plusieurs pays de la région signèrent l'accord de Carthagène en 1969, avec pour objectif la création d'un marché andin censé absorber les productions nationales, notamment celles des branches de l'industrie nécessitant le recours à de lourds investissements de capitaux (sidérurgie, métallurgie, construction automobile) [Hurtado, 2003].

². Paroisses d'Ingapirca, Juncal et Tambo. On suppose que cet accroissement est majoritairement dû au solde naturel, du fait de l'abaissement probable du taux de mortalité infantile et des conditions économiques locales défavorables à l'emploi.

à l'origine d'un accroissement significatif des densités de population, notamment dans la paroisse¹ d'El Tambo où elle s'envola de 63,3 à 102,8 hab·km⁻². Par conséquent, le croît démographique non seulement modéra l'augmentation de la taille moyenne des exploitations agricoles comme résultat de la redistribution partielle de la terre, mais eut très probablement aussi pour corollaire la réduction, suite aux partages successoraux, du patrimoine foncier des héritiers qui ne bénéficièrent pas des politiques de réforme agraire. Ceci rejoindrait le constat observé à l'échelle nationale où, de 1,6 ha en moyenne en 1954, la taille des exploitations minifundiaires se limitait à 1,45 ha en 1974.

Ce croît fut à l'origine d'un rapide processus d'expansion des surfaces cultivées aux dépens des prairies « naturelles » (*páramos* de la corniche entre 3 200 et 3 600 m d'altitude) autrefois exploitées par les *haciendas*. Les anciennes réserves de bois et de graminées furent défrichées, occasionnant une réduction drastique des ressources utilisées pour cuisiner, se chauffer ou s'abriter, que les habitants tentèrent de compenser en plantant des espèces arborées subspontanées à croissance rapide (eucalyptus² au *bas-pays*, pin dans les *páramos*). La priorité donnée à la production vivrière (tubercules en alternance avec la fève et l'orge), pratiquée jusque sur les terrains pentus et aux sols fragiles, contraint les paysans minifundistes à réduire les effectifs de leur troupeau et les apports consécutifs en fumure animale, prémices d'une éventuelle crise de fertilité.

2.4.2. Là où mène la voie du « libre »-échange (1982-2000)

2.4.2.1. La « stratégie du choc » : l'Equateur, un cas emblématique

Au début des années quatre-vingt, une série d'évènements de diverses natures allait mettre fin aux politiques d'industrialisation par substitution d'importations administrées par l'Etat. La crise de la dette mexicaine³ de 1982 sapa la confiance des créanciers étrangers envers les pays dits en voie de développement. Elle provoqua, par conséquent, un retrait massif des capitaux, une hausse des taux d'intérêt des prêts sur le marché international et un accroissement immédiat et prononcé de la dette extérieure de l'Equateur. L'effondrement des cours mondiaux du pétrole et la calamité

¹. La paroisse devient canton en 1991.

². L'eucalyptus fut introduit en Equateur en 1865 [Acosta-Solis, 1968]. Grand consommateur d'eau, il ne permet guère la culture associée et n'est pas l'espèce la mieux indiquée pour reconstituer et enrichir les sols. Le seul avantage de l'eucalyptus résiderait dans sa croissance rapide, bien utile dans un contexte où les besoins en bois de chauffe augmentent rapidement [Cochet, 2001].

³. Pour faire face à l'inflation qui bondit par deux fois au cours de la décennie suite aux chocs pétroliers de 1973 (guerre du Khippour) et 1979 (révolution iranienne), les gouvernements de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher mirent en œuvre des politiques monétaristes consistant à limiter l'émission de monnaie. Le dollar, plus rare et donc plus cher, occasionna l'envolée des taux d'intérêt des emprunts de capital sur le marché international en 1980-1981 (+ 20 %). Frappé par la crise, le Mexique annonça le premier qu'il n'était plus en mesure d'honorer sa dette.

naturelle causée par un violent phénomène du Niño (perte estimée à cinq points de PIB) aggravèrent encore la situation économique du pays.

Les conditions étaient dès lors réunies pour que l'Equateur, à l'instar de bien d'autres nations latino-américaines, endure ce que l'essayiste Naomi Klein [2008] qualifie de « stratégie du choc » ; c'est-à-dire l'imposition à la société éprouvée par la crise (le choc), de changements profonds, rapides et irréversibles, prenant la forme de trains de « réformes » néolibérales*... non, toutefois et comme on le verra, sans que ceux-ci ne « déraillent » un certain nombre de fois.

▪ La mise en œuvre chaotique des politiques néolibérales

Cette conjonction de crises qui frappèrent l'Equateur au tournant des années quatre-vingt contrainst l'Etat d'adopter des mesures radicales pour payer le service de sa dette et relancer son économie. Rééquilibrage de la balance des paiements et préservation de la stabilité macroéconomique, privatisation et adhésion au libéralisme économique en favorisant le jeu des marchés, formèrent le socle de programmes d'ajustement structurel. L'Etat s'efforça de les mettre en œuvre dans un climat de récession ou de faible croissance économique, de résistance sociale et d'instabilité politique. La mise en œuvre de ces mesures fluctuait en fonction des rapports de force entre les catégories sociales constitutives de la nation. Il fallut en effet vaincre de fortes oppositions, dont celles de la fraction du corps social située en bas de l'échelle (paysannerie en tête), déjà frappée de plein fouet par les contre-réformes des politiques d'industrialisation par substitution d'importations.

Austérité budgétaire¹ et récession économique (-0,7 % au cours de la décennie « perdue » 1980-1989) faisant rarement bon ménage, le ralentissement opéré par les gouvernements libéraux successifs en matière de redistribution de la terre² (au nom de la protection de la propriété privée) eut pour effet d'aviver dans certaines régions les violents conflits opposant paysans sans terre et grande propriété foncière rémanente [North *et al.*, 2003]. Ces violents conflits furent le prélude à l'émergence de mouvements indiens. Ceux-ci, par des protestations de masse et la création d'un parti politique (Pachakutik), contraignirent les gouvernements à « louvoyer » entre concessions sociales et mesures économiques dont la mise en œuvre conditionnait la signature, avec les

¹. Mesures d'austérité budgétaire : (i) hausses régulières des prix de l'énergie, des tarifs de certains services sociaux et des prélèvements publics, (ii) dévaluations successives à l'origine de l'élévation des prix des biens et services importés, (iii) démantèlement progressif des systèmes de protection sociale. Au cours de la « décennie perdue », le coût de la vie s'effondra, les salaires baissèrent de 2,38 % et le chômage tripla [Bebbington *et al.*, cité par Jokisch, 1998].

². Légalisation moyenne de terres par période : (i) 23 500 ha·an⁻¹ de 1964 à 1974, (ii) 63 000 ha·an⁻¹ entre 1975 et 1980 et (iii) 24 100 ha·an⁻¹ entre 1981 et 1992. Il s'agit de distinguer deux phases lors de cette dernière période : 31 400 ha·an⁻¹ entre 1981 et 1985 (gouvernement de centre-gauche) et 18 600 ha·an⁻¹ de 1986 à 1992, sous gouvernement néolibéral de León Febres Cordero [Gondard et Mazurek, 2001].

créanciers internationaux de l'Equateur, d'accords de rééchelonnement de la dette et d'octroi de nouveaux prêts¹.

▪ Désétatisation et émergence de nouveaux acteurs locaux

De manière graduelle mais plutôt tardivement, l'Etat procéda à la liquidation des organismes publics, à des coupes sombres dans les budgets d'enseignement et de recherche, au licenciement massif de fonctionnaires et au démantèlement des politiques publiques de soutien à l'économie.

En milieu rural, le processus de désétatisation laissa le champ libre à une foulditude d'intervenants, financés par l'aide internationale. L'exécution de programmes sociaux, dans la perspective de compenser les « externalités négatives » des « réformes » néolibérales alla de pair avec la mise en œuvre de projets directement productifs visant à établir les conditions de l'insertion des paysans au marché [Chiriboga, 2009 ; North, 2008 ; Martínez, 2000]. Région parmi les plus pauvres² d'Equateur, la haute vallée du Cañar bénéficia « abondamment » de l'aide au développement³. Ainsi ne dénombrerait-on pas moins de neuf projets exécutés simultanément au début des années quatre-vingt-dix [DHV, 1995]. Ceci étant dit, force est de reconnaître que ces initiatives diverses et variées, se concurrençant plus qu'elles ne se complétaient (décoordination et dispersion de l'aide, fragmentation paradigmatique), furent rarement à la hauteur des résultats escomptés. Pire : cette nébuleuse d'intervenants « extérieurs », en mettant en concurrence les franges de la société, contribua sûrement à créer ou à raviver des tensions de toute nature, religieuse, politique, économique (protestantisme évangélique, clientélisme politique, conception des projets de développement⁴).

En 1994, au plus fort des politiques néolibérales, la loi de modernisation et de développement du secteur agricole mit fin aux réformes agraires. Vivement soutenue à la fois par les chambres d'agriculture —aux mains de l'oligarchie foncière et sans représentation paysanne— et les institutions financières internationales qui en avaient fait une condition à l'octroi de nouveaux prêts, cette loi fut violemment dénoncée par les mouvements indiens qui ne parvinrent cependant pas à « dévitaliser le texte de son essence néolibérale ». En décrétant le gel des réformes agraires,

¹. Vingt-et-un accords furent signés entre juillet 1983 et septembre 2000 : huit avec le Fonds monétaire international, six avec la Banque interaméricaine de développement et sept avec le club de Paris [Acosta, 2006].

². Rapport structurel entre pauvreté, indianité et minifundisme. Dans son rapport de 1995 sur la pauvreté en Equateur, la Banque mondiale concluait que, quel que soit l'angle d'analyse choisi, le problème de la pauvreté tournait invariablement autour de la question de la distribution de la terre [North *et al.*, 2003].

³. Investissements sociaux (centres de santé, écoles), infrastructures rurales (voies de desserte, irrigation), développement agricole.

⁴. Pour faire face à l'accroissement démographique (complexification des modes de gestion collective), les communautés se divisèrent en secteurs, se concurrençant pour l'octroi d'infrastructures sociales (éducation, santé, eau potable, magasin communautaire) et productives (emploi, irrigation, batteuse motorisée et autres matériels d'équipement collectif). Les projets constituaient des moyens pour les dirigeants d'accroître leur pouvoir (prestige), et des sources potentielles de clientélisme et de corruption.

la protection renforcée de la propriété privée (par le durcissement du système pénal contre les invasions de terres notamment), la privatisation de l'eau et la dissolution des communaux¹, l'Etat désignait le marché comme institution unique chargée de l'affectation supposée optimale des ressources du milieu tout en « gravant dans le marbre de la législation » les criantes et persistantes inégalités d'accès et d'usage de ces ressources. Par cette loi, l'institut national de Développement agricole (INDA), doté d'un budget limité et d'un corps restreint de fonctionnaires, se substituait à l'IERAC, avec pour maigre fonction de légaliser les titres de propriété. La même année, le Conseil national des ressources en eau (CNRH) remplaça l'INERHI avec, pour mission, de procéder au transfert de la gestion et de l'entretien des infrastructures d'irrigation du secteur public aux associations d'usagers.

De retour au pouvoir en 1984 (avec l'élection de León Febres Cordero), l'élite libérale ne ménagea pas ses efforts pour relancer la promotion des exportations et l'ouverture aux échanges internationaux, politiques en matière de développement économique dont elle avait si bien su tirer profit depuis l'avènement de la République d'Equateur². D'où, sans doute, les propos tenus aujourd'hui encore par les anciens de Hatun Cañar, accusant sans équivoque le gouvernement de Febres Cordero d'avoir ruiné le grenier à blé que constituait la haute vallée depuis les premiers temps de la Couronne espagnole. S'il est vrai que ce gouvernement ne fut pas à l'origine de la politique d'importation massive de blé, force est de constater qu'en procédant au démantèlement des mesures de soutien à la céréaliculture, il sonna le glas de la production de blé dans la région. Mais l'index accusateur pointé sur Febres Cordero pourrait s'expliquer aussi par le fait qu'en tant que propriétaire de l'une des trois grandes minoteries du pays —qui bénéficièrent des généreuses politiques d'industrialisation par substitution d'importations—, le président de la République symbolisait, aux yeux des producteurs céréaliers, la perpétuation d'un Etat « privatisé » au service d'une minorité fortunée³.

Faute d'industries compétitives pour rééquilibrer sa balance des paiements, l'Equateur redirigea ses activités vers des biens primaires pour la production desquels il disposait de ses traditionnels « avantages comparatifs » sur le marché international : (i) des écosystèmes divers aux fortes aptitudes agricoles, (ii) des infrastructures d'irrigation et de transport et (iii) une main-d'œuvre importante, peu qualifiée, bon marché, mobile et progressivement dépossédée de ses droits par les mesures de dérégulation du marché du travail. Au terme du XX^e siècle, cinq biens

¹. Conformément aux articles 24 et 35 de la loi de 1994, il faut, pour ce faire, l'accord des trois-quarts des membres réunis en assemblée générale [Martínez, 2001].

². Exception faite de la période de crise 1920-1945, et des années soixante-dix (rente pétrolière qui lui fut « confisquée » par les militaires).

³. L'essayiste Agustín Cueva [2003] rapporte les dérives de l'administration 1984-1988 en matière d'abus de pouvoir et de prise d'intérêts, citant à titre d'exemple la privatisation des organismes publics agricoles ENAC et ENPROVIT au profit d'une entreprise dont l'actionariat comprenait notamment le Président de la République, le ministre de l'Agriculture et d'autres hauts fonctionnaires du régime.

concentraient 90 % des devises nationales d'exportation (pétrole, banane, cacao, fleur coupée, crevette), conférant à l'économie équatorienne une extrême dépendance aux fluctuations des cours de ces biens sur le marché mondial [CEPAL, 2005]. Quant à l'ouverture aux échanges extérieurs, l'Equateur, qu'il aurait été bien difficile d'accuser d'excès de protectionnisme même au plus fort de l'interventionnisme public, ne lésina pas sur les mesures de libéralisation commerciale¹. Seuls quelques produits, tel le lait, bénéficiaient encore d'un relatif niveau de protection douanière, négocié dans le cadre des Accords de Carthagène*.

Marquée par l'inflation galopante et l'instabilité monétaire récurrente, la « décennie perdue » se révéla être une période particulièrement propice à la dollarisation partielle de l'économie², pratique à la fois tolérée par une société défiante envers sa propre monnaie et plébiscitée par une oligarchie agro-exportatrice soucieuse d'entretenir d'étroites relations commerciales avec les Etats-Unis d'Amérique [Gastambide, 2005]. A l'image des marchés de biens, de services et du travail, le processus tortueux de la dérégulation financière (déréglementation du marché de capitaux, défiscalisation incitative) ne favorisa pas l'afflux escompté d'investissements directs étrangers, mais encouragea plutôt la fuite des capitaux et l'évasion fiscale [Ponsot, 2005 ; Guerrón, 2003 ; OIT, 2001]. Ces politiques exposèrent aussi davantage le pays aux flux erratiques des mouvements de capitaux internationaux, que les détenteurs pouvaient à leur gré placer ou retirer en fonction des perspectives de croissance et de profit. La longue crise qui sévit en Equateur au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle n'est du reste pas sans rappeler celle que traversent actuellement les Etats-membres de l'Union européenne : en proie à un fort endettement public (imputable en grande partie à la crise privée³ des crédits hypothécaires *subprime*) et une croissance en berne, la plupart des gouvernements prônent en chœur l'austérité budgétaire au risque d'enfoncer le continent dans la récession [Orléan, 2009].

2.4.2.2. *Á Hatun Cañar, ajuster les pratiques agricoles aux exigences du marché*

Au cours des « vingt prometteuses », la croissance économique du pays et l'extension des surfaces cultivées aux dépens des formations herbeuses et ligneuses de la corniche permirent globalement à la paysannerie de Hatun Cañar de faire face à l'augmentation de sa population et, corollairement, à la hausse de ses besoins alimentaires. Lors de la période qui suivit, la poursuite

¹. Le degré d'ouverture commerciale (somme des exportations et des importations rapportée au produit intérieur brut) passe de 40 % dans les années soixante-dix à 95,3 % en 1995, valeur supérieure à la moyenne de la région (94,6 %) [Acosta, 2006].

². Sont d'abord concernés les dépôts en dollars à l'étranger. Puis, avec les réformes de libéralisation financière instaurées en 1992, sont autorisés les dépôts en dollars dans le système bancaire national [Gastambide, 2005].

³. En Equateur, l'Etat décida qu'à partir de 1983, la quasi totalité de la dette extérieure du secteur privé serait convertie, de manière indiscriminée, en dette publique. Cette mesure fut désignée sous le terme de « sucrétisation » de la dette (en pratique : garantie de crédit en faveur des prêteurs étrangers et garantie de change pour les emprunteurs en monnaie étrangère) [Acosta, 2006]. L'Etat s'engageait ainsi à assumer le coût des dévaluations successives [Cueva, 2003], signant de la sorte « un pacte avec l'oligarchie » [Fontaine, 2003 : 103].

du croît démographique à un rythme soutenu (+ 27 % entre 1982-2001) se heurta à la fois à la précarité du marché de l'emploi et à la conversion accomplie de la corniche en champs intensément cultivés. Les paysans entreprirent alors de modifier leurs pratiques agricoles et migratoires dans le but d'accroître leur productivité du travail. En somme, il s'agissait, pour eux, d'établir les conditions d'une plus grande intégration au marché. Ce processus coïncidait précisément avec l'intérêt des capitalistes de disposer d'une main-d'œuvre abondante et bon marché soit directement (le paysan salarié), soit indirectement (biens alimentaires produits à bas coût par la paysannerie pour nourrir les autres catégories de la société). Tout l'enjeu consistait donc pour les familles à optimiser l'usage de leur force de travail au long de l'année.

▪ La simplification de l'écosystème du *bas-pays*

En contribuant à l'élargissement d'un marché urbain plus accessible, l'essor des transports et le développement remarquable des villes établirent les conditions d'écoulement, tout au long de l'année, des productions paysannes, même les plus périssables. Puis, l'intensité des échanges commerciaux suscita la création de marchés dans les bourgs de la haute vallée (Ingapirca, El Tambo), organisés de façon à ce que la production puisse être commercialisée plusieurs jours par semaine, au lieu du seul dimanche à Cañar-ville. La mise en marché immédiate des cultures commerciales présentait en fait un double intérêt : (i) lever la contrainte du séchage et du stockage des cultures et éliminer les risques sanitaires post-récolte, (ii) réduire les pertes de production liées au transport et à la manipulation des denrées. Un autre argument pourrait être avancé, à savoir celui de raccourcir les cycles agricoles de telle sorte qu'il devenait possible d'intercaler une culture irriguée. Ceci étant, cette pratique, largement répandue en raison sans doute de besoins monétaires pressants, avait pour envers la vente des productions à vil prix.

Les paysans complétèrent la réorganisation des successions culturales par un processus de sélection des espèces. Ils délaissèrent celles trop exigeantes en travail, à croissance lente ou sans réel débouché commercial au profit d'espèces valorisant mieux les terrains « libérés ». Furent abandonnés l'agave, gourmand en espace, les plantes d'origine andine comme le quinoa, l'arracacha, la jícama¹ et le canna comestible², les arbres fruitiers comme le cerisier tardif³ et le papayer d'altitude⁴ ou encore la liane du gullán⁵, que l'on exploitait autrefois en lisière de champs ou en interrangs⁶. La paumelle, variété distique d'orge autrefois destinée aux brasseries

¹. *Pachyrhizus tuberosus*.

². *Canna edulis* Ker.

³. *Prunus serotina* Ehrh ; originaire d'Amérique du Nord (nom vernaculaire : capulí).

⁴. *Carica chrysopetala* Heilborn ; d'origine andine (nom vernaculaire, chamburo) [Hernández et León, 1994].

⁵. *Passiflora tripartita* (Juss.) Poir. (liane vigoureuse d'origine andine, aux fleurs rose vif à longs pédoncules pendants, qui produit des fruits oblongs, verts virant au jaune à maturité).

⁶. Ce constat local rejoint les résultats des travaux de Barrera *et al.* [2004] relevant que la production de racines et tubercules andins a diminué, au niveau national, depuis les années quatre-vingt.

de Guayaquil, fut progressivement abandonnée au profit de l'escourgeon, variété hexastique fournissant du grain destiné à l'alimentation humaine et du fourrage pour les animaux. Le pois garbanzo (variété importée à haut potentiel de rendement) se substitua, dans la rotation, à la lentille. Celle-ci, déjà peu appréciée du consommateur urbain, souffrait de coûts de production élevés imputables pour l'essentiel aux frais de battage.

Variante en fonction de paramètres d'ordre économique (prix relatifs), gastronomique (saveur, dimension, forme, couleur, texture) et pratique (modes de préparation et de cuisson¹), les exigences du consommateur orientaient en partie la sélection opérée par les paysans (tubercules, pois). En partie seulement, car nombreux furent ceux qui conservèrent des variétés locales plus adaptées aux conditions écologiques du milieu, à leurs pratiques et à leurs goûts. Ainsi en a-t-il été des variétés traditionnelles de maïs que les paysans refusèrent de délaissier au profit de celles créées par l'INIAP, puisque jugées inadaptées à la pratique de la culture associée.

- Sur l'étage froid, s'affranchir des conventions collectives et des processus biologiques ?

Le souci des familles d'organiser leurs activités selon des calendriers leur permettant d'optimiser l'occupation de leur force de travail achoppa sur le mode de fonctionnement des institutions andines qui réglaient jusque-là l'accès et l'usage des ressources de l'étage froid. Face au croît démographique et à la revendication de la majorité des familles pour une plus grande autonomie de décision dans l'organisation de la production agricole (choix des cultures, gestion de la force de travail), les instances communautaires mirent alors fin à l'assolement réglé et à la redistribution périodique des terrains. Des parcelles de taille homogène furent allouées (toujours en usufruit) à chaque famille, membre de la communauté, qui disposait également d'un droit d'usage des terres de parcours indivises, lorsque ces dernières n'avaient pas été distribuées en totalité. Ainsi en a-t-il été à Sisid, où des terrains furent alloués par tranches successives au cours des années quatre-vingt. A Juncal, tous les communaux furent divisés et distribués en 1996, exception faite de douze hectares de pinède conservés comme bien commun. Même Bolaloma (les « *páramos* » de Chuichún) fit l'objet d'une répartition entre familles au début des années quatre-vingt-dix. Les droits d'usufruit d'un ou plusieurs terrains sur les communaux appelaient des devoirs que les membres accomplissaient en journées de travail, dont la quantité variait selon les communautés mais rarement en fonction du nombre de terrains alloués (inégalités sociales). Il n'était pas rare que des dirigeants s'arrogent l'usufruit de terrains supplémentaires aux potentialités écologiques plus élevées ou plus proches des habitations et des voies de desserte. Les jeunes qui se marièrent après les dernières redistributions furent les premières victimes de ces

¹. Les ménages urbains s'équipent en biens électroménagers, et recourent à de nouveaux modes de cuisson (gaz). La facilité de cuisson constitue un critère de sélection en montagne, où la température d'ébullition de l'eau est plus faible en raison de l'altitude [Morlon, 1992].

nouvelles modalités d'usage des communaux, ne pouvant plus compter sur l'attribution par le groupe d'un lopin de terre en usufruit. Ce principe avait pourtant constitué jusque-là un début d'autonomie alimentaire et l'adhésion —comme membre pleinement reconnu par la communauté— au système d'échange de travail.

Les nouvelles modalités d'exploitation des communaux ne furent pas sans conséquence sur la conduite des systèmes de culture et d'élevage mis en œuvre à cette époque, ainsi que sur les conditions du renouvellement de la fertilité. Car une fois levées les contraintes de l'assolement réglé et menée à bien l'attribution d'usufruits individuels permanents, les familles étaient « libres » de choisir les plantes qu'elles souhaitaient cultiver. Elles étaient également « libres » d'organiser à leur guise les rotations culturales, qu'elles commencèrent d'ailleurs par intensifier, en raccourcissant la durée de la friche herbeuse.

La fin des cycles de culture, échelonnés dans le temps et dans l'espace, eut pour corollaire la prolifération des maladies et des ravageurs de tubercules. Symptomatique du processus de déréglementation des communaux, la prolifération de *Phytophthora infestans* (mildiou de la pomme de terre¹) pouvait occasionner de lourdes pertes de production. Pour faire face à cette maladie cryptogamique, des producteurs introduisirent de nouvelles variétés plus résistantes, élaborées par l'INIAP, et recoururent à des traitements fongicides. Ceci eut pour effet de les encourager à cultiver même en saison des pluies, période incitative en termes de prix mais optimale pour le développement du champignon. Il va sans dire que lorsque ces producteurs parvenaient à contrôler les agents pathogènes des tubercules, ils avaient tôt fait de rentabiliser leur investissement (crédits de campagne, achat d'intrants, emploi de salariés saisonniers, frais de transport), accumulant du capital qu'ils plaçaient en partie dans l'achat de nouveaux terrains ou d'équipements (moyens de transport). Mise en œuvre par quelques familles aisées des communautés ou par certains membres des coopératives, cette pratique fut surtout le fait de rares producteurs à la tête d'exploitations privées de plusieurs hectares (Chuquiragua). Toutefois, ne parvenant plus à rompre les cycles de reproduction de maladies et de ravageurs tels que le charançon de la pomme de terre (*Premnotrypes vorax*) ou l'altise (*Epitrix tuberis*), encore inconnus dans la région vingt ans plus tôt, ils se trouvèrent contraints d'accroître significativement doses et applications de pesticides.

Un autre problème se posa de manière aiguë dans la mise en œuvre de ces systèmes de culture à base de tubercules : le maintien de la fertilité des sols (ann. 5). Pour compenser la fin des transferts de fertilité « du parcours au champ *via* l'enclos de nuit » et faire face à l'extension des surfaces cultivées et à l'accroissement du nombre de cycles successifs de tubercules dans les rotations, aux dépens des friches herbacées et des légumineuses, les producteurs furent contraints de se procurer sur le marché des intrants soit organiques (fientes de volailles séchées des élevages

¹. Connu sous le nom de *lancha* en Equateur.

en batterie du littoral), soit minéraux (engrais azotés de synthèse importés). Faut de données, il serait malaisé de se prononcer sur l'évolution de la fertilité de ces terrains intensément cultivés. L'agronome Marco Herrera et ses collègues [1999] ont toutefois mis en évidence une baisse tangible du rendement moyen de la pomme de terre dans la province de Cañar entre 1986 et 1997. Cette tendance se révèle inverse à celle de la province de Carchi, région constituée d'exploitations agricoles marchandes de taille moyenne, intensives en capital et commercialisant le tubercule sur le grand marché urbain de Quito. Cette baisse de rendement pourrait s'expliquer par le fait que les petites exploitations familiales, prédominantes dans la partie andine de la province de Cañar, ne furent pas en mesure d'accéder aux moyens de production qui leur auraient permis d'accroître leur productivité, ainsi qu'au marché pour écouler leur production.

Le principal enseignement de la transformation du système de culture à base de tubercules tient à la situation d'une nouvelle dépendance du paysan à l'égard du marché et de sa vulnérabilité aux fluctuations des cours mondiaux (*i*) des énergies fossiles (pétrole, gaz) à la base de la fabrication des engrais azotés commercialisés localement (urée, 10-30-10), et (*ii*) des autres produits chimiques importés (fongicides, herbicides, pesticides). Par ailleurs, la nécessité de recourir au marché induisait implicitement d'accroître encore le temps que certains membres devaient consacrer à louer leur force de travail, ce que leur permettait paradoxalement l'abandon de bon nombre de tâches agricoles exigeantes en travail, dont celle d'acheminer la fumure animale depuis les enclos vers les champs de tubercules...

- S'approprier les ressources si prisées des *páramos*

Quant aux coopératives, elles ne tardèrent pas à fonctionner sous une tout autre forme que celle pour laquelle elles avaient pourtant été créées. Une fois délimité l'espace d'implantation de la future pinède, les coopérateurs s'allouèrent des parcelles de taille modeste (< ½ ha) qu'ils exploitèrent pour leur propre compte. Le reste de la propriété collective (la majeure partie) était occupé par des parcours indivis. Alors que certains « coopérateurs » y laissaient toute l'année leurs propres animaux (des bovins élevés pour la production de viande), d'autres exploitaient périodiquement cet espace pour l'alimentation de leurs bêtes en dehors des périodes de travaux agricoles (animaux de trait et de bât) et de reproduction (vaches taries). La coopérative Sunicorral Culebrillas se distingua un temps par la propriété collective d'un troupeau de bovins, d'abord à viande (achat à crédit¹) puis à lait (don d'une organisation civile internationale).

Les animaux étaient confiés à un gardien, en charge de les faire paître sur les parcours le jour et de les parquer la nuit dans un enclos aménagé à cet effet, jouxtant très souvent une hutte de pisé coiffée d'une toiture de graminées (fig. 19). Les modalités de gardiennage différaient d'une

¹. Les animaux furent achetés à crédit au grand propriétaire foncier qui exploitait les terres hautes que l'Etat octroya en 1983 à la coopérative Sunicorral Culebrillas. Les revenus dégagés de la vente périodique d'animaux servirent à rembourser l'emprunt puis à financer des infrastructures collectives.

coopérative à l'autre, ou selon les périodes. Dans certaines coopératives (ou à certaines périodes), le tour rotatif réglait la pratique (~ 10 jours par membre), alors qu'ailleurs, un vacher était employé à l'année et rémunéré par les membres au prorata du nombre de têtes qu'ils lui confiaient. La taille des troupeaux semble n'avoir été que rarement réglée par les assemblées¹, accentuant en conséquence les inégalités sociales entre membres du fait d'un accès différencié à la ressource fourragère. Cette différenciation sociale n'épargnait pas non plus les communautés au sein desquelles il avait été décrété la liberté d'accès pour tous aux parcours indivis.

A l'image du constat tiré à l'échelle nationale, la création des coopératives et associations au *pays* de Hatun Cañar n'eut globalement d'autre motivation que celle d'accéder à la terre [Santana, 1992]. Preuve en fut donnée au cours des années quatre-vingt-dix lorsque les membres de la coopérative Pillcopata s'accordèrent les premiers pour procéder au démembrement des terres indivises et à la répartition de ces dernières en parts égales : chacun se vit attribuer en propriété privée (i) le lopin qu'il avait jusque là cultivé, (ii) une fraction des bois et (iii) une portion des parcours. En 2001, la fédération COLT fut à son tour liquidée et les terres redistribuées (environ 705 ha chacune) entre l'ensemble des institutions collectives membres, dont la plupart ne tardèrent pas à procéder à la privatisation des terrains, comme les y autorisait la loi de 1994. Ces nouveaux propriétaires privés se trouvèrent dès lors à la tête d'une à plusieurs dizaines d'hectares de terre. Les membres de la coopérative Sunicorral Culebrillas se répartirent aussi les animaux « collectifs », si cela n'avait pas été fait avant.

En 1992, l'extension du parc national Sangay² mit théoriquement fin à la valorisation agricole des *páramos* au-dessus de 3 600 m. L'enjeu très sensible de la répartition de l'eau (entre usage agricole et consommation humaine) se cristallisa dans la protection, par la loi, du réseau lagunaire. Malgré tout, la contraction des effectifs de fonctionnaires au sein des services déconcentrés de l'Etat réduisait dans la pratique toute mission de surveillance et de contrôle à un vœu pieu. Six ans plus tard, la constitution de la République d'Equateur reconnaissait la primauté du droit coutumier sur la gestion des ressources des territoires des communautés [Guaicha *et al.*, 2001], alors qu'en 1994, la loi de développement agricole avait autorisé la privatisation des communaux, détricotant de la sorte la Loi des Communes de 1937 à laquelle se réfèrent pourtant les communautés reconnues à la suite de sa promulgation. Ne manquaient pas non plus de ressurgir périodiquement les conflits opposant les éleveurs de Cañar à ceux de la province voisine de Chimborazo sur l'épineuse question de l'usage des hautes pelouses d'altitude. En fin de compte, la superposition de textes juridiques antagonistes ne révélait pas autre chose que la

¹. Exception faite de la communauté Cachi qui limita le nombre de têtes par coopérateur.

². Réserve naturelle protégée créée en 1979, le parc occupait initialement une superficie de 271 925 ha, recouvrant partiellement les provinces de Tungurahua, de Chimborazo, de Cañar et de Morona Santiago. Après avoir été déclaré patrimoine naturel de l'Humanité par l'UNESCO en 1983 (pour sa biodiversité particulièrement riche et son degré élevé d'endémisme), la réserve fut agrandie à 517 725 ha, incluant les *páramos* du massif de l'Azuay [Guaicha *et al.*, 2001].

précarité du cadre légal relatif à la propriété et à l'usage de cet espace très convoité : cadre tiraillé entre le contrôle, par l'Etat, d'une aire protégée, le respect des droits ancestraux des communautés et la régulation des ressources par le marché.

- La perpétuation du rapport de dépendance au commerçant :
l'exemple du molloco de Carshao

Dans les années quatre-vingt-dix, on disait du molloco de Carshao que sa mise en marché affolait les foires locales et servait d'étalon pour la fixation des prix du tubercule [Espinosa *et al.*, 1996]. Parler de « boom » du molloco serait excessif, mais il n'en reste pas moins vrai que cette spéculation permit à quelques producteurs de dégager des revenus monétaires non négligeables. Le secteur Gaballushi en particulier s'était spécialisé dans cette production pour laquelle il disposait de sérieux atouts (conditions agro-écologiques optimales, voies carrossables et main-d'œuvre abondante). Les négociants de la haute vallée s'empressèrent de les valoriser, forts de leurs véhicules motorisés, indispensables au transport d'une denrée aussi pondéreuse, et du réseau commercial interrégional qu'ils contrôlaient. Ce sont eux qui fournirent aux paysans les semences d'une variété de molloco à plus haut potentiel de rendement¹. Ce sont aussi eux qui se chargèrent d'organiser les foires temporaires le long des voies carrossables au bord desquelles les producteurs acheminaient leur récolte. Puis l'ouverture de nouvelles régions, plus proches de Cuenca ou plus productives², incita ces mêmes négociants à délaisser le molloco de Carshao. Faute de débouchés, de moyens de transport et d'organisation paysanne, nombreux furent alors les producteurs à réduire les surfaces cultivées en molloco au profit, croissant, de prairies destinées à l'affouragement de bovins laitiers élevés au piquet. L'introduction de la technique du piquet en haut de corniche fut d'ailleurs, et, sans doute, facilitée par la fin des vols de bétail qui avaient, à l'époque, incité les éleveurs à s'organiser (surveillance par tour rotatif).

- Emergence, dans la paysannerie, de la spécialisation laitière

La sécurité de la tenure foncière et de l'accès à l'eau agricole, l'aide internationale orientée vers l'intégration de la paysannerie au marché, la protection commerciale à l'égard de la concurrence étrangère, la présence dans la haute vallée d'une agro-industrie soucieuse d'étendre son aire de collecte pour répondre à la demande urbaine croissante : toutes ces dispositions incitèrent les paysans les plus aisés de Hatun Cañar à spécialiser leur exploitation agricole dans la production de lait de vache frais. Ils surent, en effet, tirer pleinement parti de la réhabilitation et

¹. Les paysans substituèrent le molloco *gallo lliro* (nom vernaculaire), à plus haut potentiel de rendement que la variété native (destinée à l'autoconsommation) dont l'apparence visqueuse rebutait le consommateur urbain.

². Les zones de production d'Ingapirca et de Huayrapungo, mais aussi celles de Malal et de Purubin (versant externe de la cordillère occidentale) concurrencent progressivement Juncal, pour l'approvisionnement de la ville de Guayaquil en particulier. La production de la haute vallée du Paute (en expansion dans les années quatre-vingt-dix) est écoulée à moindre coût sur le marché régional de Cuenca.

de l'extension du système d'irrigation, car ils étaient installés en tête de réseau sur des terrains bien desservis puisqu'autrefois propriétés de l'*hacienda*. L'accès au crédit à taux bonifié leur permit (i) d'équiper leur exploitation (clôture des prairies), (ii) de se procurer un matériel génétique de meilleur rendement, par l'introduction de nouvelles races bovines (Holstein), et (iii) d'améliorer leurs prairies, par la sélection de nouvelles espèces fourragères plus productives et l'emploi d'engrais azotés de synthèse. Ainsi furent-ils en mesure d'accroître production agricole et productivité du travail et, corollairement, d'augmenter leurs revenus monétaires. Ce processus de transformation marquait progressivement le paysage agraire de son empreinte : l'avancée de la propriété privée dans les *páramos* coïncidait avec la conversion des pelouses d'altitude en prairies implantées, ou dit autrement, le seuil supérieur de l'écosystème de corniche s'élevait, rongé, de manière discontinue, l'écosystème *paraméen*.

Pour autant, cette intégration au marché des éleveurs paysans se déroula dans le cadre d'un rapport de forces signifié par la position dominante de l'agro-industrie locale. Le faible pouvoir de négociation des éleveurs condamnait d'emblée toute répartition « équilibrée » des richesses créées au sein de la filière laitière du petit *pays*. Des projets tentèrent bien de rééquilibrer ce rapport de force, mais les résultats furent au mieux mitigés. Citons l'exemple de la coopérative d'éleveurs de Chuichún (vingt-trois membres), qui ne survécut ni au montage « bancal » d'un projet de développement¹, ni à la faillite d'une fromagerie locale à qui elle était finalement parvenue à livrer son lait. Sans acheteur alternatif à la toute puissante industrie Nutri Leche², la coopérative fut liquidée.

Tout au long de la dernière décennie du XX^e siècle, rares furent, en fait, les organisations paysannes à émerger, puis perdurer, dans un secteur économique historiquement dominé par une poignée de puissants opérateurs. Les causes de ces échecs sont évidemment complexes. La prédation par des dirigeants peu scrupuleux, la concurrence entre activités quant à l'affectation de la force de travail familiale ou encore les conflits d'intérêts au sein des coopératives y contribuent certainement à des degrés variables. Mais il est sûr que la structure d'un secteur économique historiquement dominé par des industries en situation de quasi-monopole ou des grands commerçants s'arrangeant sur les prix et se partageant le contrôle des circuits de commercialisation, ont entravé nombre d'initiatives paysannes visant justement à s'émanciper de cette emprise.

¹. Le projet CARC (Cuenca alta del río Cañar) prévoyait la mise en œuvre d'une filière paysanne de commercialisation du lait, comprenant la création d'au moins deux coopératives (Chuichún et Gualleturo, bourg localisé à plus faible altitude sur le versant externe de la cordillère occidentale). Mais la coopérative de Gualleturo, chargée de la livraison à Guayaquil, ne collecta le lait de Chuichún qu'un jour sur deux, et non quotidiennement comme il était prévu initialement, contraignant le groupement de producteurs de Chuichún de trouver un autre débouché pour la moitié de sa production.

². L'industrie peut décider unilatéralement de ne pas accepter la production du jour, pour raison sanitaire, commerciale ou autre.

2.4.2.3. La combinaison d'activités : diversité des formes et différenciation sociale

- Elevage bovin laitier et services non agricoles : accumuler dans une sphère pour investir dans une autre, et inversement

Pour une minorité plutôt aisée, la spécialisation laitière de l'exploitation agricole s'organisa au sein d'économies familiales souvent structurées autour d'un métier extérieur à l'exploitation, exercé à plein temps et à titre indépendant, par le chef de famille. Parmi les plus courants, citons le maçon qualifié et le transporteur.

La densification du réseau routier et l'essor des véhicules motorisés avaient mis globalement fin au mode de transport à énergie animale, au métier traditionnel de muletier et à la réduction significative des effectifs d'animaux de bât. La persistance de zones reculées permit, il est vrai, à de rares éleveurs de maintenir deux ou trois bêtes louées pour acheminer les produits pondéreux depuis les champs jusqu'en bordure des voies carrossables nouvellement aménagées. Toujours est-il que le transport motorisé des principales productions agricoles marchandes locales (tubercules, lait, bétail à viande) devint l'apanage des laitiers et autres négociants des bourgs alentour. Le transport motorisé des personnes et de denrées extérieures au petit *pays* fut quant à lui le fait de familles relativement aisées des communautés rurales. Le bétail et la terre garantissaient l'emprunt bancaire, souscrit pour investir dans un moyen de transport (bus, camionnette, camion). Et inversement, les revenus non agricoles pouvaient être réinvestis dans l'agriculture. Tel fut notamment le cas de familles de « paysans-transporteurs » ayant investi dans des ateliers d'élevage intensifs en capital (vaches laitières, porcs, poulets de chair).

Le secteur du transport créa aussi quelques emplois pour les jeunes de familles défavorisées, embauchés comme apprentis (*oficiales*). L'apprentissage de la conduite permit à certains d'entre eux de trouver par la suite un emploi plus rémunérateur au sein de compagnies de transport, parvenant même parfois à s'équiper et travailler pour leur propre compte. A la différence de la majorité de la paysannerie contrainte de se vendre sur le marché national du travail, ces familles plus aisées tirèrent profit de leur situation économique pour se positionner (en tant que fournisseurs) sur le secteur des services, plus rémunérateur que l'agriculture. La paysannerie en constituait la principale clientèle, notamment les femmes de familles plus modestes qui s'efforçaient de compléter revenus agricoles et salaires de leurs maris en consacrant une part de leur temps au commerce de détail. Pour ce faire, elles s'efforçaient d'occuper les interstices du marché en empruntant les itinéraires délaissés par les grands négociants : elles se procuraient sur les marchés urbains du bassin de Cuenca (Azogues, Cuenca) les produits de la *sierra* qu'elles revendaient ensuite à La Troncal, sur le piémont de la cordillère occidentale.

- Agriculture de subsistance et salariat : la combinaison d'activités par contrainte, la migration circulatoire en héritage

La reconversion de l'exploitation agricole à la production laitière n'avait guère de chance d'être couronnée de succès dans le cas de paysans minifundistes, peu équipés et aux maigres revenus monétaires. Aussi, le processus graduel d'adaptation des pratiques agricoles aux exigences du marché répondait-il au souci de libérer davantage de main-d'œuvre familiale de manière à l'affecter à des activités rémunérant mieux le travail. L'insertion au marché prit ainsi la forme d'une vente de force de travail, organisée selon les aptitudes de chacun de ses membres, les opportunités d'emploi et les conditions d'accès au marché.

La fin des transferts latéraux de fertilité et la substitution progressive du gaz au bois dispensèrent peu à peu les enfants de tâches longues, répétitives et fastidieuses (pacage quotidien du cheptel, ramassage du bois). La construction d'établissements d'éducation bilingue, tel celui de Sisid, encouragea la scolarisation des enfants. L'accès à l'éducation pour les jeunes allait de pair avec le vaste programme d'alphabétisation en quichua et de démocratisation lancé sous la présidence de Jaime Roldós (1981). Certains dirigeants du petit *pays* y participèrent d'ailleurs, en tant qu'enseignants et alphabétiseurs¹. Pour leurs organisations, ce processus portait en germe la revendication de l'intégration des Indiens à la société (en tant que citoyens de plein droit) dans le respect de leur différence (reconnaissance de leur identité)² [Massal, 2005]. A l'adolescence, certaines jeunes filles partaient travailler en ville comme domestiques, reversant une part non négligeable de leur salaire au budget familial [DHV, 1995]. Quant aux jeunes hommes, ils suivaient leurs aînés vers les divers bassins d'emploi de l'Equateur : les villes, les mines (Nambija, Zamora, Zaruma, Camilo Ponce Enríquez) ou les grandes exploitations agro-exportatrices du littoral pacifique (cacao, riz, banane, crevette). C'est ainsi qu'ils pratiquaient et incorporaient très tôt la migration circulatoire dans leurs modes de vie professionnelle, répartie entre exploitation agricole et marché national du travail. Cet ensemble de pratiques singulières (rapport à l'espace, appartenance à un vaste réseau social, modalités d'organisation du travail) dont s'imprégnaient les jeunes paysans indiens au contact de leurs aînés procèderait de ce que le sociologue Pierre Bourdieu [1994 : 45] arraisonne sous la notion d'*habitus**, « cette sorte de sens pratique de ce qui est à faire dans une situation donnée ». Dit d'une autre façon, les paysans adoptent des pratiques qui, en règle générale, sont adaptées au milieu dans lequel celles-ci ont été conçues et qui, en conséquence, tendent à assurer leur reproduction [Blanchemanche, 2000].

¹. Il est possible que l'éducation bilingue interculturelle ait progressivement supplantée la lutte pour la terre comme thème mobilisateur des organisations indiennes de la haute vallée. Il est vrai que le processus de démantèlement de la grande propriété était déjà bien avancé à la fin des années quatre-vingt. Ce qui, entre parenthèses, pourrait expliquer la modeste participation des paysans de Hatun Cañar au premier soulèvement indien de 1990.

². Promue à travers tout le pays à l'échelle locale, cette revendication (par l'accès à l'éducation et à la citoyenneté — le droit de vote des Indiens date de 1979—) fut à l'origine du discours sur l'Etat plurinational et pluriculturel consacré dans la constitution de la République de l'Equateur de 1998 [Massal, 2005].

Cette migration circulatoire occulta le départ des pionniers vers l'étranger, mouvement furtif probablement initié au milieu des années quatre-vingt. Remonter aux sources de l'émigration nécessite d'ailleurs un effort de mémoire pour les anciens qui, ne s'accordant pas toujours sur les noms de ces pionniers, ne s'en déclarent pas moins unanimes sur leurs catégories sociales d'appartenance et les itinéraires qu'ils empruntèrent : il ne s'agit aucunement d'un processus endogène à la haute vallée mais bien de l'expansion du système de mobilité internationale structuré autour des villes d'Azogues et de Cuenca, « berceaux » de l'émigration vers les Etats-Unis d'Amérique depuis les années soixante. Il y eut bien quelques paysans à entreprendre par eux-mêmes les démarches pour voyager, ou à tirer bénéfice de liens sociaux les unissant à des affins, et plus particulièrement à des compères originaires du bassin d'origine de l'émigration. Mais la grande majorité d'entre eux furent, de toute évidence, motivés au départ par des passeurs (*coyotes*) résidant en ville. Parmi eux, certains descendants de l'oligarchie foncière de Hatun Cañar jouèrent un rôle prépondérant dans l'intégration du petit *pays* à la filière migratoire existante, amorcée trente ans plus tôt par la bourgeoisie chapelière de Cuenca. Résidant en ville tout en conservant (eux ou leurs parents) une propriété dans la haute vallée, maîtrisant le fonctionnement du système migratoire après l'avoir eux-mêmes pratiqué, qui mieux que ces représentants de l'oligarchie foncière pouvait tirer profit des liens anciens les unissant à la paysannerie de Hatun Cañar ?

Les premiers paysans indiens à émigrer étaient issus de familles plutôt aisées, en raison de la nécessité de recourir à l'emprunt (gagé par un titre de propriété foncière) pour s'acquitter du coût élevé du passage : 3 500 USD à un taux usurier mensuel de 8 %. Dissimulant fréquemment leur trafic derrière la vitrine d'une agence de voyage installée en ville, les *coyotes* programmaient les passages *via* l'Amérique centrale (ann. 6). Inséré dans les segments de l'économie nord-américaine aux emplois précaires, pénibles et peu rémunérateurs, le paysan hatun-cañari gagnait toutefois en une journée, l'équivalent du revenu moyen mensuel de leur parentèle restée au pays [Kyle, 2000], voire moins. La dette rapidement acquittée, ces pionniers ne tardaient pas à acquérir quelques terrains, mis épisodiquement en vente par les derniers grands propriétaires fonciers ou par des paysans endettés contraints à la vente, et à procéder à la construction de nouvelles habitations de style urbain, confectionnées à base de matériaux exogènes à la région.

2.4.3. L'Equateur au tournant du troisième millénaire : Le « moment Mahuad »

Entre 1997 et 2000, se sont enchaînés plusieurs événements qui ont culminé avec la dollarisation de l'économie nationale et le coup d'Etat du 21 janvier 2000. Ce laps de temps très bref à partir duquel l'histoire, de toute évidence, bifurque, nous le nommerons « moment Mahuad », du nom du Président de la République en fonction à l'époque.

2.4.3.1. Lorsque « Dame Nature » et « Sieur Capital » se déchaînent sur la nation

Quinze ans après les crises nombreuses et variées qui se nouèrent et se renforçèrent mutuellement, l'Equateur fut de nouveau frappé par une série d'évènements¹ similaires, dont l'ampleur plongea le pays dans la période économique la plus sombre de son histoire républicaine. Se produisit tout d'abord un violent phénomène du Niño, qui provoqua de lourdes pertes économiques et humaines. Puis la « crise asiatique », qui se propagea rapidement au sein d'un système financier international libéralisé, eut pour corollaire le retrait massif des capitaux placés jusque là dans les économies des pays dits en voie de développement (comme en 1982) ainsi que la contraction de la demande mondiale en produits tropicaux et miniers [Gastambide, 2005 ; Melo, 2003]. Cette dernière précipita la chute des recettes d'exportation de l'Equateur et aggrava, en conséquence, la situation de la balance commerciale du pays [Acosta, 2006].

Dans ce que l'on appellerait « en physique nucléaire, une réaction en chaîne » [Stiegler, 2010], ces évènements plongèrent le système bancaire national dans la crise, favorisant à son tour celle du taux de change et conduisant, du fait de décisions politiques discutables prises rapidement et en série, à de graves répercussions économiques et sociales². L'envolée de la dette publique se conjuga à l'évasion fiscale, à la corruption et à la fuite des capitaux, estimée pour la seule année 1999 à quinze points de PIB³ !

Face à cet emballement, devenu apparemment incontrôlable par les autorités monétaires, l'Etat opta pour la mesure de sortie de crise la plus radicale qui soit. En procédant à la dollarisation intégrale de l'économie nationale, il sacrifia la souveraineté du pays sur l'autel d'une forte stabilité monétaire. Selon lui, il aurait en effet été illusoire (ou probablement fort coûteux en cas de nouvelle crise) de conserver une politique monétaire indépendante dans une économie partiellement dollarisée et privée de dispositifs de contrôle sur les mouvements de capitaux⁴

¹. Les violentes crises qui frappèrent l'Equateur à la fin du XX^e siècle (1982-1983 et 1997-1999) furent toutes deux précédées par des conflits avec le Pérou (1981 et 1995), grevant singulièrement les finances de l'Etat.

². Le gouvernement fut contraint de fermer le système bancaire pendant cinq jours en mars 1999, puis de geler partiellement les dépôts, causant la panique dans la population. L'Etat prit le contrôle de certaines banques tout en déclarant la liquidation d'autres établissements financiers. Le service de la dette fut suspendu, provoquant la dégradation de la signature du pays sur le marché international, avec pour corollaire l'accélération de la dépréciation du taux de change réel. La forte récession économique qui en résulta eut tôt fait « d'asphyxier » le système productif [Acosta, 2006 ; Gastambide, 2005].

³. Selon l'économiste Jean-François Ponsot [2005], le plan de sauvetage du système bancaire par l'Etat aurait été largement motivé par la volonté de sauvegarder les intérêts des élites qui se sont empressées de placer leurs capitaux à l'étranger. La crise et la dollarisation auraient ainsi profité aux banquiers et aux débiteurs les plus importants, au détriment des épargnants et des couches les plus pauvres de la population.

⁴. Pourtant, d'après l'économiste Alberto Acosta [2006], des cas semblables avaient naguère montré que des alternatives à la dollarisation existaient, tel le Brésil qui adopta un plan de réduction de l'hyperinflation sans renoncer à une politique monétaire nationale. Selon l'auteur, l'Equateur n'était pas, en janvier 2000, en période d'hyperinflation, et les conditions socio-économiques ne semblaient pas encore réunies pour que le pays y entre.

[Gastambide, 2005]. Le taux de change fut dès lors fixé, de manière irrévocable, à 25 000 sucres pour 1 dollar, après une ultime dévaluation¹ de la monnaie de 23 % !

2.4.3.2. Précarité sociale, insécurité économique et instabilité politique

Pour amortir un tant soit peu les conflagrations dévastatrices de la crise, l'Equateur ne put compter sur son système de protection sociale², méthodiquement démantelé par les gouvernements néolibéraux successifs au nom de l'orthodoxie budgétaire et de la « flexibilisation » du marché du travail. Le chômage et le sous-emploi, structurellement élevés depuis plus de deux décennies³, connurent une nouvelle poussée, à l'origine de la recrudescence de la violence et des incivilités, en ville notamment [Vásconez, 2005]. La détérioration du marché du travail alla de pair avec l'appauvrissement de la population, le plus rapide de toute l'histoire de l'Amérique latine, d'après l'organisation des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF) : entre 1995 et 2000, le nombre total de pauvres bondit de 34 à 71 %, alors que le revenu réel⁴ de 2000 s'effondrait au niveau de 1978 [Acosta, 2006]. La crise se révéla encore plus sévère en milieu rural, où la pauvreté augmenta de 56 à 86 %, affectant, dans certaines régions de la *sierra*, jusqu'à 89 % de la population [Parandekar *et al.*, 2003].

Les inégalités de revenu se creusaient encore : en 1990, le quintile inférieur (les 20 % les plus pauvres de la population) ne recevait déjà que 4,6 % de la richesse nationale, alors que le quintile supérieur en détenait 52 % ; dix ans plus tard, le premier n'en bénéficiait plus que de 2,46 % alors que le second s'était accaparé presque dix points supplémentaires (61,2 %) [Acosta, 2006]. La persistance des criantes inégalités foncières témoignait, s'il en était encore besoin, de l'extrême timidité des réformes agraires successives, abrogées de surcroît en 1994 : l'indice de Gini de répartition de la terre avait « baissé », à l'échelle nationale, de 0,86 en 1954 à 0,80 en 2000, l'un des plus élevés au monde [Larrea, 2008].

La prégnante précarité sociale de la grande majorité des Equatoriens se doublait d'une forte insécurité économique du pays. Certes, l'économie équatorienne avait globalement toujours été ouverte aux échanges internationaux. Mais force est de constater que les politiques néolibérales, loin de remédier aux limites rencontrées par les politiques d'industrialisation qui les précédèrent,

¹. Pour procéder à une dollarisation intégrale, il faut que les réserves monétaires internationales d'un pays soit supérieur au montant total de ses engagements (émission monétaire, réserve des banques et titres de stabilisation). Fin 1999, ce taux de couverture n'était que de 77 %, d'où une ultime dévaluation de plus de 23 % [Gastambide, 2005].

². Entre 1981 et 2001, les dépenses de santé et d'éducation furent notamment réduites de moitié [Larrea et Sánchez, 2003]. Les dépenses sociales inscrites au budget de l'Etat chutèrent de 50 à 15 % entre 1980 et 2000 alors qu'au cours de la même période, le service de la dette bondit de 18 à 50 % [Acosta, 2002].

³. Entre 1988 et 1999, les taux de chômage et de sous-emploi annuels moyens s'élevaient respectivement à 8,8 et 45,6 % [Guerrón, 2003].

⁴. Le taux d'inflation exorbitant (52 % en 1999, proche de 100 % en 2000), les dévaluations consécutives et la dégradation du marché du travail provoquèrent une réduction drastique des salaires réels [Solimano, 2003].

accentuèrent plutôt la dépendance du pays aux crises cycliques du capitalisme et aux fluctuations de la demande étrangère en biens primaires, tout en exacerbant sa vulnérabilité aux chocs extérieurs par la « liberté » de mouvement des capitaux à l'échelle internationale. L'adoption du dollar comme monnaie nationale, censée crédibiliser le pays aux yeux des investisseurs internationaux, n'allait certes pas tarder à porter ses fruits¹. Mais elle se fit au prix d'une perte notoire de compétitivité de l'économie nationale, en particulier par rapport à ses voisins andins [Acosta, 2002], et d'une détérioration des conditions matérielles d'existence de la population. Par ailleurs, en se privant de son instrument monétaire², le pays se condamnait, en cas de nouvelle crise, à faire porter par le corps social le gros du train de mesures drastiques nécessaires à la relance de son économie (baisse des salaires, de l'emploi et de la production) [Acosta, 2006 ; Dávalos, 2004 ; OIT, 2001]. Quant à la dette du pays, elle bondit de 3,9 en 1993 à 12 % du PIB en 2000, fardeau fatal au développement [Acosta, 2002].

L'instabilité politique du pays fut chronique, très prégnante en particulier depuis le mandat d'Abdallah Bucarám (août 1996-février 1997). Entre 1997 et 2001, l'Equateur « n'essora » pas moins de quatre présidents, intérimaires ou évincés par des mutineries d'officiers ou des soulèvements populaires, dont celui de janvier 2000 qui ponctua l'irruption du mouvement indien sur le devant de la scène politique [Le Bot, 2009]. Il reste que l'incontestable installation du mouvement indien dans le paysage institutionnel national n'avait pas effacé plusieurs siècles de ségrégation ethnique et de discrimination sociale. Pour illustrer l'ossification de la segmentation ethnique dans la société équatorienne, il est fréquent pour les auteurs de se référer au coup de folie des métis de Cañar-ville. Ces derniers, suite aux manifestations indiennes contre la loi de 1994 paralysant la ville et prétendant de surcroît s'opposer aux célébrations de la fête annuelle, saccagèrent et incendièrent³ le centre de formation *Ñukanchic Huasi* de la UPCCC [North *et al.*, 2003 ; Lemoine, 1994]. La discrimination des Indiens dans la société se cristallisait notamment dans des rémunérations invariablement inférieures, toutes choses égales par ailleurs (niveau de compétences, durée d'ancienneté, etc.) [Larrea, 2008].

A y regarder de près, la situation économique, sociale et politique de l'Equateur à la fin du XX^e siècle pourrait apparaître troublante aux yeux des chantres du néolibéralisme. C'est qu'à l'image de la très grande majorité des pays d'Amérique latine, qui appliquèrent la quasi-totalité des programmes de « réformes » néolibérales, le pays s'en est moins bien sorti que nombre de

¹. Le taux d'inflation annuel est resté inférieur à 3 % entre 2004 et 2007.

². En adoptant le dollar comme monnaie nationale, le pays entérina sa soumission aux décisions de Washington en matière de politiques monétaires, prises selon des critères sans aucun rapport avec les préoccupations de l'économie équatorienne.

³. « D'après les témoignages, une rumeur s'est très vite répandue : les Indiens empoisonnent l'eau. Passe une camionnette avec haut-parleur : « Les Indiens arrivent ; ils descendent sur la ville ; ils vont violer les femmes, mettre à sac les commerces ! » Des gens de la ville s'arment —revolvers, pierres, bâtons—. Et quelqu'un suggère alors d'aller incendier le centre *Ñukanchic Huasi* avec, à ce moment-là, trois-cents Indiens à l'intérieur » [Lemoine, 1994]. Au final, trente-cinq blessés furent recensés.

nations asiatiques (Chine, Inde, Viet-Nam, Taiwan, Corée du Sud) [Lefebvre, 2000]. De fait, celles-ci pouvaient difficilement faire figure d'exemple du consensus de Washington*, avec leur niveau élevé de protectionnisme, leurs programmes de privatisations plus que modérés, leurs ambitieuses politiques industrielles ou encore leurs politiques fiscales et financières laxistes, appliquées au cours des quarante dernières années [Rodrik, 2008].

2.4.3.3. Migration du nouveau siècle : Une explosion sourde au cœur des campagnes

La réaction de la population équatorienne fut à la hauteur de la crise inédite qui ébranla la nation. Entre 1998 et 2000, près de trois cent mille équatoriens quittèrent officiellement le pays (fig. 2). Hommes et femmes, dont près de 70 % issus des couches moyennes urbaines, le firent pour aller vendre leur force de travail dans les secteurs d'activités des pays à hauts salaires qui en avaient précisément besoin, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique¹ en tête : agriculture (arboriculture et horticulture à Murcie), construction, restauration, service domestique et industrie dans une moindre mesure (fabrication textile à New York). L'Espagne connaissait à cette époque une croissance économique soutenue associée à de profondes transformations sociales (vieillesse de la population, accroissement des niveaux de vie, féminisation du travail, élévation des niveaux de qualification), une situation propice à l'immigration d'une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché [Baby-Collin *et al.*, 2009]. Ce qui fut aussi le cas des Etats-Unis d'Amérique, du fait du dynamisme soutenu de son économie après la crise asiatique (croissance de l'ordre de 4 % entre 1997 et 1999).

Au *pays* de Hatun Cañar, le « coup de grâce » asséné à l'économie nationale, privant les paysans des salaires journaliers nécessaires à leur subsistance —et pour certains, de leur épargne partie en fumée suite à la faillite des banques— acheva de convaincre bon nombre d'entre eux d'entreprendre le voyage. L'existence préalable d'une filière active, comprenant en amont le « trépied institutionnel » (usurier-rabatteur-passeur) et en aval une parentèle prête à financer, accueillir et favoriser l'insertion dans le marché du travail des nouveaux arrivants, explique en grande partie la promptitude avec laquelle le processus migratoire se déploya et la destination privilégiée de la très grande majorité des paysans de Hatun Cañar : les Etats-Unis d'Amérique. Du fait de leur histoire, les provinces d'Azuay et de Cañar fournirent les contingents d'émigrants les plus garnis d'Equateur [Jokisch et Kyle, 2005] contribuant sans aucun doute à atténuer le nombre et la violence des conflits et des mouvements protestataires, à abaisser le taux de chômage et à réduire les dépenses sociales de l'Etat du fait des transferts de fonds opérés par les migrants. En 2000, ces derniers équivalaient à 9,74 % du PIB —gains en devises bien supérieurs

¹. Le recensement états-unien (révisé) rapporterait 600 000 Équatoriens établis aux Etats-Unis d'Amérique en 2000, 70 % d'entre eux résidant dans l'aire métropolitaine de New York [Pribilsky, 2007].

à ceux de l'agriculture d'exportation— dont près de la moitié étaient destinés aux trois provinces andines australes du pays [Acosta, 2002].

Il fallait donc se rendre à l'évidence : à l'aube du troisième millénaire, l'Equateur ne se contentait plus d'exporter des cagettes de bananes, des sacs de cacao, des cartons de fleurs coupées, des barils de pétrole et des caisses de crevettes. Il exportait aussi des gens, de manière massive, la haute vallée du Cañar se situant à l'épicentre du « séisme » migratoire...

Conclusion chapitre 2. Un système agraire historiquement ouvert

Il y eut un avant, et un après. Cette formule, d'une infinie banalité, s'impose pourtant à nous pour clore ce chapitre historique. Avec la colonisation espagnole, l'agriculture précolombienne du *pays* de Hatun Cañar connut un véritable cataclysme. En cantonnant sur un espace confiné une société assujettie, les Espagnols jetèrent les bases d'une économie fondée sur l'agriculture moyennant l'exploitation de la force de travail indienne. Ce système, l'oligarchie foncière créole s'empessa de le reconduire une fois à la tête de l'Etat républicain, pour le maintenir, sans modification majeure, jusqu'au milieu du XX^e siècle.

Par la suite, ni les politiques d'industrialisation par substitution d'importations, ni les politiques néolibérales, ne parvinrent à établir les conditions favorables à l'augmentation du niveau de vie de la paysannerie. L'inégale répartition du foncier dans une région où les réformes s'étaient pourtant révélées moins timides qu'ailleurs, ainsi que l'accroissement des écarts de productivité du travail entre l'agriculture minifundiaire de Hatun Cañar et les autres branches de l'économie équatorienne et internationale, contraignirent les paysans à louer toujours davantage leur force de travail. Les crises de la dette (la mexicaine de 1982 et l'asiatique de 1997) eurent pour effet de laminer tous les pans d'une économie nationale extrêmement dépendante des mouvements de capitaux internationaux et des fluctuations des cours mondiaux d'un nombre réduit de biens primaires. Les conséquences furent sans doute amplifiées par l'exposition du pays aux vicissitudes du climat ainsi que par la structure si inégalitaire de la société. En somme, chaque crise du capitalisme occasionna un nouveau et vaste mouvement migratoire de paysans vers des régions à chaque fois plus éloignées.

Des maïs et *spondylus* de l'époque précolombienne aux blé et bétail à viande des époques coloniale et républicaine, les classes dominantes qui se succédèrent dans la haute vallée surent tirer profit des conditions bioclimatiques et géomorphologiques relativement favorables du milieu : (i) les terrasses alluviales du *bas-pays* et le dense réseau hydrographique du massif de l'Azuay, valorisés pour la production agricole, (ii) une voie « naturelle » de communication

(l'entaille du torrent Cañar) et un emplacement privilégié le long de l'axe Cuenca-Guayaquil¹, à l'origine d'un commerce interrégional aux mains des possédants. Les politiques des quarante dernières années, contraires aux intérêts d'une paysannerie pourtant libérée du joug de l'*hacienda*, mirent à nu la faible productivité du travail agricole dans une montagne du « tiers-monde » éloignée des grands centres de consommation nationaux et internationaux. Du reste, n'est-il pas frappant de constater que l'araire, outil mal adapté aux conditions écologiques du petit *pays*, que les Espagnols introduisirent il y a presque cinq cents ans, constitue toujours, à l'aube du XXI^e siècle, l'équipement² le plus puissant des paysans de Hatun Cañar ?

N'est-il pas surprenant, également, qu'un tel mode séculaire d'exploitation du milieu (écologique et humain) n'ait finalement pas abouti à la destruction totale de la paysannerie indienne ? Car force est de constater que les pratiques agricoles d'origine précolombienne, tout en évoluant bien évidemment au fil de l'histoire, n'ont pas été entièrement liquidées par près de cinq siècles de domination. A l'orée du XXI^e siècle, nombre de familles indiennes pratiquent toujours une agriculture manuelle associant polyculture étagée et élevage diversifié. Celle-ci s'organise dans le cadre de rapports sociaux liant, à des degrés divers et sous des formes variées, ceux légués par l'*hacienda* et ceux régis par les institutions andines.

Par ailleurs, il convient de réfuter l'idée selon laquelle la colonisation espagnole aurait engendré exclusivement un dualisme agraire avec, d'un côté, la grande propriété dominante et, de l'autre côté, le minifundium indien subordonné. Un processus de différenciation a travaillé la société agraire de Hatun Cañar à travers les siècles, creusant des inégalités issues de l'époque précolombienne et modifiant les structures sociales par le jeu des intérêts de classe. Dans ce mouvement général perçu sur le temps long, l'incorporation des caciques au système colonial puis républicain, ou l'avènement de petits commerçants métis au XIX^e siècle, furent à l'origine de catégories dont la position sociale plus élevée leur permit d'investir localement dans des activités mieux rémunérées que l'agriculture (vente de services) et/ou de tirer profit des réformes agraires (accumulation foncière et spécialisation laitière). Tout autre fut le destin de nombreux paysans, dont l'accès et l'usage limités aux ressources du milieu conférèrent à la migration le statut d'impérieuse nécessité (vente de force de travail sur le marché).

Ce que nous enseigne l'histoire du petit *pays*, c'est que le système agraire qui y est pratiqué a toujours été extrêmement ouvert, depuis l'époque précolombienne (avec ses rapports précaires noués avec d'autres ethnies dans le but de se procurer des biens de première nécessité) jusqu'à

¹. Deux régions écologiquement distinctes, aux aptitudes agricoles élevées, furent aménagées par l'Homme, au fil de l'histoire, pour édifier deux des trois plus grands pôles économiques du pays : Cuenca et Guayaquil.

². Il importe cependant de récuser catégoriquement l'idée même d'un araire contemporain identique en tout point à celui introduit par les Espagnols, même si l'aspect général de l'engin est susceptible d'évoquer encore chez certains l'archaïsme et l'immobilisme des pratiques paysannes. De toute évidence, l'araire a été progressivement adapté par les générations successives, selon l'évolution des techniques, les conditions de travail, etc.

l'émigration récente de centaines de paysans partis pour des raisons avant tout économiques. Ceci révèle explicitement la dépendance du petit *pays* à l'égard de l'extérieur, dépendance qui s'est encore accentuée depuis le grand bond dans le marché mondial voici quarante ans. Cela signifie aussi qu'en s'inscrivant dans un scénario global chaque fois plus interconnecté, instable et incertain engendré par la mondialisation, le devenir de l'agriculture paysanne de Hatun Cañar dépend d'évènements de plus en plus extérieurs au seul petit *pays*.

Se pose, dès lors, la question de cerner les effets de la forme migratoire contemporaine sur les pratiques agricoles des familles, selon leur position sociale et les moyens dont elles disposent pour s'adapter aux transformations de leur « environnement ». Cette question est intimement liée à celle qui porte sur la manière dont l'agriculture (avec ses finalités) s'intègre au sein d'économies paysannes qui comptent avec des activités « extérieures » pratiquées loin du petit *pays*. Mais il s'agit auparavant d'exposer les concepts et les méthodes utilisés pour appréhender l'objet de recherche dans sa complexité, à savoir les multiples relations qui lient agriculture, migration et combinaison d'activités à plusieurs niveaux d'analyse.

CHAPITRE 3

Comprendre l'évolution de l'agriculture dans sa dialectique avec le fait migratoire : concepts et méthodes

L'idée centrale du chapitre précédent peut être résumée ainsi : la combinaison d'activités et la mobilité spatiale sont des constructions historiques des économies paysannes de la haute vallée du Cañar [Vaillant, 2008a]. Les conditions de reproduction de l'agriculture (constitutive de l'économie paysanne) débordent traditionnellement, et souvent très largement, de la seule sphère agricole, tout en étant parfois très éloignées du petit *pays* et pratiquées sur une longue durée. Cette forme d'exercice de l'agriculture rompt avec une vision linéaire et duale du développement, vision fondée sur les transferts de main-d'œuvre d'un secteur économique à un autre (de l'agriculture à l'industrie), des campagnes vers les villes¹. L'organisation actuelle de l'économie paysanne supposerait donc de renoncer à la césure classique (fabriquée par la pensée) entre le rural et l'urbain, entre l'ici et l'ailleurs, entre l'avant et le maintenant, mais également de dépasser les limites tracées d'ordinaire entre les secteurs économiques. « Utopie méthodologique » sans doute —pour reprendre une expression de la géographe Geneviève Cortes—, mais qui a ceci de stimulant qu'elle invite à se doter d'une démarche adaptée pour comprendre les transformations contemporaines de l'agriculture, puis formuler des hypothèses quant à ses perspectives d'évolution.

La combinaison d'activités n'est pas chose nouvelle. L'économiste Alexander Chayanov [(1924) 1990] l'avait déjà théorisé en son temps, et à sa manière. Dans la haute vallée du Cañar,

¹. Analyse élaborée à partir de phénomènes observés à un moment de l'histoire et en un lieu donné, ainsi que l'illustre, par exemple, la pensée de l'économiste Arthur Lewis dans les années cinquante (*cf.* intro, p. 15).

DHV Consultants [1994] affirmait qu'au milieu des années quatre-vingt-dix déjà, seul un petit groupe de paysans dépendait exclusivement de l'agriculture. Pour l'écrasante majorité, le temps consacré à des activités « extérieures » à l'exploitation fluctuait, à l'époque, entre deux et dix mois par an¹... Des géographes, des sociologues et des économistes ruraux insistent, depuis plusieurs années, sur le fait que la combinaison d'activités est en fait une pratique courante (notamment en montagne), que la ruralité ne saurait se réduire à la seule agriculture et que la place qu'occupe cette dernière dans les sociétés rurales est loin d'être hégémonique, tant en termes de temps de travail que de contribution aux revenus [de Grammont et Martínez, 2009 ; Dirven, 2004 ; Fuller, 1990]. Cette réalité est observée dans bien des régions du monde : 40-45 % du revenu moyen des ménages ruraux en Afrique subsaharienne [Barrett *et al.*, 2001], 30 % en Asie [Haggblade *et al.*, 2007] et 40 % en Amérique latine [Reardon et Berdegúe, 1999] sont d'origine non agricole. Des proportions analogues ont été enregistrées en Equateur, dans les Andes mais également dans les régions rurales du littoral pacifique et de la plaine amazonienne [Martínez, 2000 ; Lanjouw, 1998].

La façon dont les activités se combinent diffère bien évidemment selon les moments, les lieux et les individus, en fonction d'une diversité de facteurs interdépendants d'ordres économique, écologique, politique, social, culturel, juridique, technique, etc. Au *pays* de Hatun Cañar, l'histoire a mis en exergue deux formes dominantes de combinaison d'activités : (i) la polyculture-élevage et la vente de force de travail, combinaison pratiquée par la frange la plus nombreuse et la plus défavorisée de la paysannerie de la haute vallée, et (ii) la spécialisation laitière (partielle) avec les activités de commerce et de services, combinaison pratiquée par les familles relativement plus aisées. On pourrait schématiquement qualifier la première de combinaison *contrainte*, dans la mesure où elle répond à un processus de prolétarianisation² induisant à son tour une recherche d'activités « extérieures » à l'exploitation agricole. Alors que la seconde peut être désignée sous le terme de combinaison *choisie*, au sens où elle résulterait d'un choix délibéré de pratiquer une activité autre que l'agriculture (sans ignorer pour autant que le contexte politique et économique, selon les périodes de l'histoire, encourage certains choix plutôt que d'autres, *cf.* § 3.2.3). Les changements de combinaisons d'activités, comme par exemple celui résultant de la saisie d'une opportunité d'emploi extérieur, peuvent aboutir à une réorganisation parfois substantielle de l'unité de production agricole, du sens et des finalités de

¹. La combinaison d'activités est tellement banale au *pays* de Hatun Cañar que lorsque le sujet de la présente recherche fut présenté aux partenaires locaux, certains d'entre eux ne cachèrent pas leur surprise à l'idée qu'elle pourrait faire l'objet d'une étude...

². Dans son essai *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, le philosophe Bernard Stiegler rappelle avec force que pour Karl Marx et Friedrich Engels, la prolétarianisation ne constituait pas seulement le processus aboutissant à la perte des moyens de production mais incluait la destruction des formes de savoirs et de savoir-faire incorporés dans les marchandises : « De porteur d'outils et praticien d'instruments, l'ouvrier est devenu lui-même un outil et un instrument au service d'une machine porteuse d'outils. Or, précisent Marx et Engels, ce destin est celui de *tous* les producteurs, et non seulement des ouvriers » [Stiegler, 2010 : 55].

l'activité agricole, des rapports entretenus avec le milieu, etc. On a vu comment, par le passé, nombre de paysans adaptèrent leurs pratiques agricoles, tout en revendiquant la modification des modalités d'usage des communaux, de façon à saisir les opportunités d'emploi en ville ou dans les grandes exploitations du littoral pacifique. Un exemple éloquent en serait aussi le guidage de l'araire, pratique qui ne cesse d'être délaissée depuis le « séisme » migratoire (départ massif des hommes en charge de cette tâche non partagée) et l'essor du tracteur (ann. 7.1).

Par ailleurs, l'observation des cycles migratoires successifs au cours de l'histoire met au jour qu'à la différence de périodes de « libre » circulation (époque précolombienne des chefferies cañaris, seconde moitié du XX^e siècle), l'époque contemporaine partage, avec la longue période dominée par l'*hacienda*, l'entrave à la mobilité paysanne. La comparaison s'arrête là pour l'instant, mais il s'agit avec elle de rappeler l'exigence de compréhension du contexte dans lequel les paysans et leurs familles prennent la décision d'émigrer (espérances, risques et dangers¹) et les effets probables que celle-ci induit sur les économies paysannes et donc l'agriculture du petit *pays*. Cela justifie de convoquer une approche conceptuelle adaptée à cette réalité complexe, approche que l'on a construite (par nécessité) au fil de la recherche, et récemment explicitée dans une communication collective [Gasselin *et al.*, 2012].

Dans ce chapitre, on s'attachera tout d'abord à définir ce que l'on entend par activité et combinaison d'activités, en prenant soin de préciser pourquoi cette dernière expression est préférée au terme de pluriactivité. Le lien qui unit migration, combinaison d'activités et agriculture sera ensuite examiné, puis on exposera la façon de l'appréhender. De cette étape, on déduira toute la pertinence de l'approche systémique et historique comme manière d'observer la réalité. Celle-ci fera l'objet d'un bref comparatif avec l'approche *sustainable rural livelihoods*, très en vogue de nos jours dans certains milieux scientifiques, politiques et techniques anglo-saxons. Enfin, le recours à la systémique pour aborder la combinaison d'activités sera avancé. A cet exercice succèdera la description des modalités pratiques de la méthode.

¹. Nombreux sont les récits des *retournants*, ou de la parentèle restée au *pays*, attestant des affres du passage et charriant leur lot de drames : noyades en mer ou dans le río Bravo, déshydratations mortelles dans le désert d'Arizona, actes de violence, sévices sexuels, rackets et chantages des passeurs le long du trajet, incarcérations ou autres expulsions, quand ce ne sont pas des crimes perpétrés par les cartels de la drogue, comme à Tamaulipas (Mexique) en août 2010. La dimension sociale de la migration nous est apparue avec toute sa violence, lors d'entretiens avec des veuves ou des femmes ayant perdu leurs enfants lors du passage.

3.1. La combinaison d'activités : une notion à préciser, un choix à justifier

3.1.1. Activité : de quoi parle-t-on ?

Le dictionnaire Larousse nous donne la définition suivante de l'activité (qui ne doit être confondue ni avec la tâche, ni avec le travail¹) : « ensemble de phénomènes par lesquels se manifestent certaines formes de vie, un processus, un fonctionnement ». La philosophe Hanna Arendt [1994 : 41] distingue trois activités humaines « toutes fondamentales parce que chacune d'elles correspond aux conditions de base dans lesquelles la vie sur terre est donnée à l'homme » : (i) le travail, qui correspond à la vie économique et domestique (la satisfaction des besoins), (ii) l'œuvre, c'est-à-dire la création personnelle (fabrication d'un monde commun et d'objets d'usage plus que de consommation), (iii) l'action, qui est celle de la vie politique et associative dans l'espace public [Gasselin *et al.*, 2012]. L'activité peut ainsi être conçue de bien des façons comme, par exemple, « un ensemble de tâches organisées au sein d'un processus (ergonomie, agronomie et autres sciences techniques), un processus qui concourt à la production ou à la transformation d'un produit ou d'un service (sociologie, économie), un processus identitaire, de socialisation ou cognitif, d'apprentissage ou de formation (sociologie, anthropologie, sciences de l'éducation). [...] Elle peut toujours être réalisée de diverses façons (ce qui renvoie aux notions de techniques et de pratiques) et implique une prise de décision (dans le choix de l'activité mais aussi des pratiques) et des régulations (sociales, normatives, etc.) » [*ibid.*]. La multitude d'activités pratiquées, le sens et la finalité qui leur sont accordées, la façon dont elles sont mises en œuvre, « condamne » le chercheur à sélectionner celles qu'il sera amené à étudier en particulier, sélection qui dépend de son objet de recherche et du contexte dans lequel il intervient².

L'objet de la présente recherche nous invite à privilégier l'étude des activités de production, marchandes ou non marchandes, que pratiquent les différentes familles constitutives de la société agraire de Hatun Cañar. Ce serait mettre l'accent sur l'activité qu'Hanna Arendt reconnaît comme le travail. Néanmoins, dans la réalité, certaines limites du périmètre d'activités peuvent être difficiles à établir, notamment lorsqu'une même activité sert deux finalités simultanément. Tel est

¹. Dans le dictionnaire Larousse, on trouve les définitions suivantes (en haut de liste) :

- Tâche : travail, ouvrage à faire dans un temps déterminé et à certaines conditions
- Travail : activité de l'homme appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose

². Des sociologues ont ainsi élaboré un concept de système d'activité de façon à transcender, dans leur propre discipline, les limites de l'approche linéaire et causale et appréhender les rapports établis entre les activités de travail donnant lieu à rémunération et celles hors travail [Marquié et Curie, 1993 ; Curie *et al.*, 1990]. La sociologue Sandrine Blanchemanche [2000] fit en revanche le choix de se limiter aux seules activités professionnelles pour analyser les formes concrètes de combinaison d'activités mises en œuvre par différents types de ménages agricoles des Alpes françaises. Pour comprendre la dynamique de systèmes d'activité fondés sur la culture de l'igname et l'appartenance à la tribu, des chercheurs ont pour leur part estimé essentiel d'inclure dans leur étude les activités —non marchandes— liées à la vie sociale que pratiquent les paysans Kanak de Nouvelle-Calédonie [Gaillard et Sourisseau, 2009].

le cas de la préparation des repas de la famille (activité domestique) et l'alimentation des cobayes nourris à partir des résidus de cuisine que la femme laisse sciemment tomber sur le sol en terre (activité « économique »). Le fait d'exclure l'activité domestique du champ de l'analyse ne peut donc pas être sans conséquence sur la compréhension de l'organisation des activités pouvant relever aussi bien de la vie domestique que de la vie économique. Ainsi en est-il des exploitants qui, dans la France des années soixante-dix, s'efforçaient d'ajuster le calendrier agricole de manière à disposer du repos dominical (temps social privilégié), en reportant notamment les astreintes les moins pénalisantes au jour suivant (ou précédent) [Cellier et Marquié, 1980].

Parmi les activités économiques, celles qui nous intéressent au premier chef, du fait même de l'objet de recherche, sont les activités de production animale et/ou végétale (considérées dans leur acte de production initial) pratiquées au sein de l'exploitation agricole. Les autres, que l'on désignera comme activités « extérieures (à l'exploitation agricole) », correspondent à toutes les autres activités économiques, créatrices de biens et de services susceptibles d'être échangés sur un marché ou non. Ces activités « extérieures » sont celles qui donnent effectivement ou potentiellement lieu à un revenu, en numéraire ou en nature, sans poser *a priori* un seuil minimal de temps consacré à la dite activité et un niveau minimum de revenu. On ne jouera pas sur les mots : le paysan qui produit des biens textiles pratique une activité « extérieure » à l'exploitation agricole, même si, d'un point de vue strictement spatial, il s'y consacre effectivement à la ferme (sur l'exploitation). Le périmètre des activités « extérieures » est détaillé ultérieurement (§ 5.1.2).

La frontière tirée (par la pensée) entre les activités dites agricoles et les autres (activités « extérieures ») ne constitue, bien entendu, qu'une convention, que nous avons élaborée au regard des éléments du contexte singulier de Hatun Cañar (son histoire et son milieu) et de l'objet de la présente recherche (le développement agricole dans sa dialectique migratoire). C'est pourquoi on emploie l'adjectif « extérieur » et que l'on continuera à le mettre entre guillemets tout au long du manuscrit, pour signifier à quel point la ligne de partition tracée entre les activités n'a d'autre but que de répondre à la nécessité de découper la réalité pour la rendre intelligible. En fait, ce qui nous importe surtout, une fois repérées et caractérisées les différentes activités que les familles combinent à l'agriculture, c'est de saisir et d'interpréter les relations de divers ordres qui lient ces activités les unes aux autres. Car « le développement agricole est inséparable du développement des autres secteurs d'activités, et dont les conditions et les conséquences sont d'ordres écologique, économique, social, politique, culturel et juridique, bien plus que technique » [Mazoyer et Roudart, 1997 : 333]. La frontière tracée ne signifie donc en rien que ces activités « extérieures » doivent être considérées comme accessoires, reléguées dans une catégorie dite « complémentaires » et donc traitées de manière périphérique. Au contraire, nous le verrons, les étudier devient crucial pour comprendre les choix (et les raisons qui y président) que peuvent être amenés à faire les individus et les familles dans l'affectation de leurs ressources, en fonction de l'évolution du contexte dans lequel ils opèrent et, corollairement, du coût d'opportunité* desdites

ressources. On entend par coût d'opportunité d'une ressource le « montant des revenus perdus du fait que cette ressource ne peut plus être utilisée par ailleurs. Il s'agit d'un coût de renoncement dont l'évaluation suppose que l'on ait connaissance des divers usages alternatifs possibles de la ressource considérée » [Dufumier, 2004 : 575].

3.1.2. Privilégier la notion de combinaison d'activités à celle de pluriactivité

Indéniablement, le terme « pluriactivité » appartient à la classe des termes polysémiques. Mais s'il est fréquemment employé en Amérique latine [de Grammont et Martínez, 2009], sa polysémie induit nécessairement, et à chaque fois, l'établissement d'une convention concernant son usage. Le sociologue Sergio Schneider [2009 : 210], par exemple, prend grand soin de préciser le sens qu'il accorde à ce terme avant de décrire la situation des paysanneries qu'il étudie au Brésil. En France, ce terme est employé dans un sens très général, obligeant le chercheur à bien cerner le périmètre des activités, car le découpage peut avoir de fâcheuses conséquences d'un point de vue politique [Blanchemanche, 2000]. Il est vrai qu'il a surtout servi à désigner celles situées en marge du « modèle » dominant de l'exploitation à un revenu et deux actifs, un « modèle » construit après-guerre en Europe, induisant un régime de protection sociale et de droits spécifiques [Simon, 2002 ; Laurent et Mouriaux, 1999].

En fait, il serait vain de tenter de rendre compte de tous les enjeux (notamment économiques, juridiques et politiques) que recouvre ce terme de pluriactivité, le sens qui lui est attribué selon les cas, ainsi que les propriétés qui servent à en délimiter le périmètre selon les chercheurs, les lieux et les moments. C'est donc par commodité, mais aussi par souci de ne pas susciter la polémique sur un terme aussi polysémique, que l'on choisit de ne pas le convoquer ici, sauf lorsqu'il se rapporte expressément à l'individu et au sens que lui attribue le juriste Gérard Cornu [2009 : 689], à savoir « l'exercice simultané ou successif par une même personne de plusieurs activités professionnelles différentes ». On lui préférera la notion de combinaison d'activités, entendue comme la combinaison d'au moins deux activités, dont l'une d'entre elles correspond à une production, animale ou végétale, considérée dans son acte de production initial. Par cette notion, la plus générique qui soit, on fait le constat de la conduite, par une entité sociale, de plusieurs activités, de manière successive et/ou simultanée.

3.1.3. Comment traiter la migration dans l'étude d'une agriculture « combinée » ?

Telle qu'elle est entendue ici, la combinaison d'activités ne dit rien du rapport que les paysans entretiennent à l'espace. Et pourtant, tout observateur se rend bien compte que le métier de maçon auquel se consacrerait un paysan hatun-cañari ne conditionne pas de la même façon l'organisation de l'exploitation agricole selon qu'il s'y adonne au petit *pays*, ou qu'il se trouve sur les chantiers de construction de New York ou sous les serres horticoles de Murcie. C'est

l'encastrement des systèmes d'activité, de production agricole et de mobilité qu'il nous faut donc ici appréhender et dont il importe de saisir le sens.

3.1.3.1. *La migration comme « fait social total »*

Si l'on s'attache à révéler le rapport qui lie combinaison d'activités et migration, on peut alors concevoir cette dernière comme le transfert de la force de travail d'une activité à l'autre au sein d'un espace économique. Cette conception s'inscrirait en faux avec l'idée selon laquelle migration et combinaison d'activités constitueraient *deux alternatives distinctes* à un type d'agriculture ne pouvant, à lui seul, satisfaire les besoins essentiels de la famille [de Janvry *et al.*, 2005 ; Lanjouw, 1998 ; Scoones, 1998 ; Gastellu et Marchal, 1997]. Car au *pays* de Hatun Cañar, les deux sont inextricablement liées. La stratégie de nombreux paysans repose sur l'accès, *via* la migration, à un emploi. La migration apparaît dès lors comme un moyen, et non comme une fin, d'accéder à un emploi. Elle peut alors être perçue comme une interaction au sein d'un système de plusieurs activités éclatées à l'échelle du monde. Mais elle peut être aussi bien plus que le simple déplacement de la force de travail, si l'on veut bien considérer les conséquences qu'elle a sur l'organisation de l'économie familiale, sur les relations entre les membres du foyer, avec la famille élargie, avec le milieu, avec les sociétés de destination, sur les modes de vie, de consommation, sur les représentations et les motivations, etc. En vérité, comme l'avance très justement le sociologue Abdelmalek Sayad [2006] —qui emprunte, pour ce faire, un terme de Marcel Mauss— la migration constitue un « fait social total¹ ».

Des familles séparées par des milliers de kilomètres, comptant des clandestins en leur sein : pareille situation existe-t-elle (a-t-elle même jamais existé) dans les campagnes de l'Europe de l'Ouest² ? Derrière cette hypothèse se dégage peut-être la spécificité de la paysannerie de Hatun Cañar, à savoir que la reproduction sociale s'organise à l'échelle de la planète (grandes distances) et sur le temps long (plusieurs années de séparation conjugale).

3.1.3.2. *De la migration circulatoire nationale à l'émigration : le poids du politique*

Au-delà de l'émotion que peut raisonnablement susciter la migration internationale, son ampleur ne la différencie pourtant guère de la migration circulatoire qui prévalait au cours de la seconde moitié du XX^e siècle (§ 2.4.1.4), avec ses milliers de paysans andins se déplaçant entre leur *pays* et les bassins d'emploi d'Equateur. Migration internationale contemporaine et

¹. Le sociologue Marcel Mauss [(1925) 2007 : 241] utilise ce terme pour désigner tous les faits qui « mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions [...] et dans d'autres cas, seulement un très grand nombre d'institutions, en particulier lorsque ces échanges et ces contrats concernent plutôt des individus. Tous ces phénomènes sont à la fois juridiques, économiques, religieux, et même esthétiques, morphologiques, etc. »

². On manque de matériau sur le sujet, qui n'est d'ailleurs pas expressément le nôtre ici. Mais il n'est pas impossible que tel ait été le cas pour nombre de paysans irlandais, italiens..., qui émigrèrent vers les Etats-Unis d'Amérique il y a plus d'un siècle.

migration circulatoire passée partagent également le fait d'être motivées, en premier lieu, par une certaine désespérance face aux maigres perspectives d'amélioration des conditions matérielles d'existence dans la haute vallée du Cañar (entre 1964 et 1999) et à l'échelle nationale (depuis) [Carpio, 2003 ; Villamar et Acosta, 2002]. La différence —de taille— entre les deux périodes réside, en fait, dans le régime de droits de circulation des personnes. Depuis la réforme agraire de 1964, les paysans de Hatun Cañar, quoique soumis à bien d'autres entraves (ségrégation ethnique, discrimination salariale, inégalités d'accès aux services publics, etc.), jouissaient au moins de la liberté de circulation. Ils en conçurent des pratiques agricoles suffisamment « souples » pour saisir les opportunités d'emploi extérieur.

Depuis le début du XXI^e siècle, nombre d'entre eux s'évertuent à franchir plusieurs frontières nationales pour tenter de rejoindre, clandestinement¹, les Etats-Unis d'Amérique. Les efforts de ces derniers pour se préserver de l'immigration —efforts intimement liés aux attentats du 11 septembre 2001— sont une relative nouveauté [Waldinger, 2006] : le Congrès états-unien vota en urgence une loi d'exception anti-terroriste (*USA Patriot Act*²) ratifiant la hausse du budget de la Défense, la militarisation des frontières ou encore le durcissement des dispositions législatives en matière d'immigration. Cet arsenal répressif a eu pour résultat l'accroissement du trafic d'êtres humains et, corollairement, l'aggravation des risques et la hausse des coûts liés au passage. Les itinéraires se sont depuis diversifiés. Ils raccordent des tronçons de voies de natures distinctes (avec les moyens de locomotion correspondants) et rassemblent des passeurs de différentes nationalités au sein de filières complexes, professionnalisées et segmentées³ (ann. 6). En riposte, fonctionnaires et politiques nord-américains réclament davantage de moyens⁴ pour lutter contre une contrebande toujours plus sophistiquée [Giraudon, 2008].

En théorie, la migration circulatoire entre Hatun Cañar et les Etats-Unis d'Amérique n'est pas impossible. Mais dans la pratique, les risques humains et financiers liés au passage, conjugués au statut précaire des sans papiers une fois arrivés à destination, incitent la très grande majorité des migrants à résider à l'étranger plusieurs années durant. Si la forme migratoire d'aujourd'hui, soumise à une entrave physique tout autant que sociale, juridique et politique, induit

¹. Il faut savoir qu'à l'échelle de la planète, un quart des presque deux cents millions d'émigrants seraient en situation irrégulière [UNODC, 2010].

². Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme (Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act).

³. La segmentation de la filière constitue un produit de la division internationale du travail, la connaissance qu'un passeur peut avoir de son pays lui conférant un « avantage comparatif » indéniable. Le renforcement des mesures de contrôle des mouvements migratoires transnationaux, que les gouvernements du « Nord » s'efforcent d'ailleurs d'externaliser [Rodier et Terray, 2008], contraint les agents de la filière à multiplier les combines pour contourner les systèmes de surveillance, par le biais de la corruption et de la reconfiguration des réseaux notamment.

⁴. Entre 1986 et 2008, personnel et budget consacrés au contrôle de la frontière avec le Mexique ont bondi respectivement de 3 700 à 18 000 hommes et 150 millions à 7,9 milliards USD [Sassen, 2010].

inévitablement la dislocation du système de mobilité conçu lors de la période historique précédente, elle rend compte aussi de la difficulté qu'il y a à saisir la temporalité de la migration et appelle à la prudence quant à l'idée de seuil de durée (permanent/temporaire). Aussi suggère-t-on, dans le cas de Hatun Cañar, de ne pas préjuger de la durée effective de l'absence de l'émigré, que l'on sait aléatoire, et partant, de se fixer moins sur le fait migratoire en lui-même que sur les relations diverses qui lient celui-ci à l'agriculture.

3.2. De la combinaison d'activités au système d'activité

Au *pays* de Hatun Cañar, le concept de système agraire s'est révélé fort utile pour mettre en évidence la dynamique des phénomènes généraux d'ordres divers qui, par leurs enchaînements successifs et les relations qui se manifestèrent entre eux, ont abouti à la réalité agraire d'aujourd'hui. Celle-ci, observable à l'échelle du petit *pays*, se compose d'un milieu cultivé aux conditions agro-écologiques hétérogènes (chap. 1) et d'une diversité d'unités de production agricole issue d'un processus historique de différenciation sociale ayant produit d'évidentes inégalités dans la répartition des ressources et l'accumulation du capital (chap. 2). Le fait que ces exploitations agricoles, originales et conçues par des familles aux propriétés singulières, soient combinées à d'autres unités économiques souvent fort éloignées les unes des autres, participe de la complexité à appréhender les transformations de l'agriculture.

Pour comprendre cette forme singulière de pratiquer l'agriculture, il faut poursuivre l'analyse, débutée avec l'étude des phénomènes généraux et leurs interactions multiples, par l'appréhension des réalités particulières, sans pour autant perdre de vue les liens qui ne manquent pas de s'établir entre les différents « niveaux » et les relations de causalité qui se manifestent dans la chronologie des événements. Au niveau général du petit *pays* se substitue celui, particulier, de l'organisation du processus productif en agriculture : l'exploitation agricole. La nécessité d'appréhender la combinaison d'activités pour comprendre le sens des pratiques agricoles invite néanmoins le chercheur à procéder à un glissement conceptuel de l'exploitation agricole à la combinaison d'activités ou, en filant la métaphore astronomique, à associer la « télescopie » de l'observation (du général au particulier) à l'élargissement de la « focale » aux activités économiques « extérieures » à l'exploitation agricole.

Pour ce faire, il convient de simplifier la réalité que l'on observe —selon les critères de différenciation les plus pertinents pour appréhender l'objet de recherche— en un nombre fini d'ensembles relativement homogènes d'activités, dont une au moins de production animale ou végétale. Bien que très diverses et fort complexes, on observe en effet que plusieurs d'entre elles se ressemblent assez pour être regroupées [Mazoyer et Roudart, 1997]. Ces ensembles

méthodiquement élaborés constituent des « modèles » qui, articulés de manière systémique, rendent compte de la dynamique globale de la société agraire de Hatun Cañar.

Quand le concept de système agraire vaut pour les questions qu'il permet de mieux poser ou résoudre à l'échelle du petit *pays*, celui de système de production agricole permet, quant à lui, de saisir la complexité de l'objet réel de connaissance à l'échelle de l'exploitation agricole. L'élargissement de la « focale » à d'autres activités que l'agriculture amène à concevoir le système d'activité¹, représentation intellectuelle de la combinaison d'activités.

3.2.1. Le système d'activité : ébauche d'une proposition conceptuelle

3.2.1.1. Le système d'activité : définition

S'il fallait mentionner un auteur ayant très tôt abordé la combinaison d'activités en milieu rural depuis une perspective systémique, on se risquerait à citer l'économiste Alexander Chayanov. Car, s'il ne fit certes pas explicitement référence à la systémique comme « outil » intellectuel pour observer et interpréter l'évolution de l'économie paysanne russe, force est de constater que l'idée d'une conception systémique de l'objet réel de connaissance transparaissait déjà explicitement dans ses travaux [Chayanov, (1924) 1990 : 110-111] :

L'entreprise agricole et les activités non agricoles de la famille étant liées en un système unique d'équilibre fondamental des facteurs économiques, il est impossible de les examiner séparément. [...] Nous voyons comment, à la suite des interactions entre les facteurs que nous avons étudiés, s'établit le volume des activités agricoles et celui des activités non agricoles, comment s'obtient le revenu de chacune de ces activités et comment ces deux revenus forment ensemble le revenu commun que donne le travail de la famille, revenu qui, mis en face des besoins de la famille, détermine justement l'équilibre économique fondamental. Pour une connaissance complète du mécanisme de l'économie paysanne, il nous semble du plus haut intérêt d'établir quantitativement la force des liens qui unissent tous les éléments de ce système entre eux.

Mais c'est depuis une trentaine d'années que des agronomes et économistes ruraux ont effectivement recours à la systémique pour appréhender la combinaison d'activités. Elle s'est en fait imposée à eux, confrontés qu'ils étaient à des situations où la combinaison d'activités était à la fois structurelle et répandue, comme dans les Andes centrales² [Morlon, 1982], sur le pourtour

¹. Le mot « activité » est, lorsqu'il est associé à celui de système, délibérément et systématiquement employé au singulier, à l'instar de celui de « production » dans système de production agricole. Ce dernier désigne la manière complexe de produire des biens, animaux et végétaux, diversifiés : le mot production est ainsi pris dans son sens générique (la production agricole). Il en est de même pour le système d'activité, qui renvoie à la manière de combiner différentes activités, d'où l'emploi du mot « activité » au singulier.

². L'analogie avec la conception de l'archipel écologique vertical de Murra est employée par l'agronome Pierre Morlon [1992] pour décrire comment les paysans des Andes centrales s'efforcent d'utiliser un nombre maximum d'activités économiques différentes pour subvenir à leurs besoins vitaux incompressibles, selon la logique au demeurant classique en montagne de complémentarité des ressources et de dispersion des risques. La notion de

méditerranéen [RAFAC, 2000] et dans bien d'autres régions rurales du « tiers-monde » [Gastellu et Marchal, 1997]. L'une des conceptualisations les plus abouties fut, selon nous, le fait de l'agronome et anthropologue Jean-Luc Paul et de ses collègues [1994] qui élaborèrent, pour rendre compte de la réalité des agricultures caraïbes, un cadre général à partir duquel il était possible de faire dériver des « modèles » plus opérationnels et plus adaptés à une situation donnée. C'est de leurs travaux que nous sommes partis, en commençant par définir ce que l'on entend par système d'activité, puis en caractérisant les différents éléments qui le composent.

Le système d'activité, représentation abstraite, schématique et simplifiée d'une combinaison d'activités réellement mise en œuvre, est ici défini comme :

Ensemble d'activités combinées par une entité sociale disposant de diverses ressources qu'elle mobilise dans un ou plusieurs milieux écologiques et sociaux historiquement constitués.

C'est une définition qui, à coup sûr, est perfectible mais qui tente d'intégrer les éléments constitutifs de tout système d'activité, à savoir l'entité sociale, les activités, les ressources et les registres de rationalités. Il importe de préciser que, si l'on conçoit la systémique comme une démarche intellectuelle et que l'on accepte la modélisation comme la construction de schémas compréhensibles —partant, la représentation partielle de la réalité sans pour autant en perdre son caractère de totalité—, c'est alors au chercheur lui-même de réfléchir le périmètre des différents éléments constitutifs du système, en fonction de son objet de recherche, des questions qu'il se pose, du contexte, de la connaissance disponible, de l'approche conceptuelle et de la démarche pratique qu'il adopte.

- Au *pays* de Hatun Cañar, le choix d'une entité sociale à « géométrie variable », selon les questionnements

L'entité sociale peut être un individu, un couple, un ménage, un foyer, une famille, un petit collectif, une entreprise. Le choix de l'entité sociale considérée doit permettre d'analyser les relations qui s'établissent au sein de l'entité sociale (dans le cas d'un collectif), mais aussi d'examiner les relations de l'entité sociale avec ses ressources, ses activités, ses pratiques et son environnement [Gasselin *et al.*, 2012]. Le « tissu » de relations sociales —régulées par diverses institutions— dans lequel l'entité s'insère et sur lequel elle agit, tout comme le milieu écologique qu'elle façonne, ne forment pas des ensembles neutres et extérieurs mais constituent de véritables

」

« système de production rural » était suggérée pour caractériser cet « archipel » d'activités [Morlon, 1982], terminologie *a priori* trop réductrice aujourd'hui au regard des lieux où certaines activités sont exercées (en ville et à l'étranger, loin du petit pays rural) et la nature de certaines d'entre elles, « pas forcément productives au sens que l'on donne aux productions du système de production agricole, mais pourvoyeuse de revenu, créatrices de lien social, partie prenante de mécanismes de protection sociale, etc. » [Cochet, 2011 : 55].

constructions humaines issues d'un long processus historique qu'il convient de bien connaître pour appréhender la réalité actuelle.

Pour étudier les pratiques agricoles, l'unité pertinente est généralement l'exploitation agricole¹, qui rend en effet bien compte de la réalité lorsque les trois phases économiques (production, consommation et accumulation) opèrent au sein de la même entité sociale : la famille nucléaire ou élargie à une génération dont le chef représente le principal centre de décision et de gestion [CIRAD *et al.*, 2002]. Or, l'histoire de l'agriculture hatun-cañari révèle une tout autre réalité face à laquelle on serait en droit de s'interroger, par analogie avec les travaux réalisés par Jean-Marc Gastellu en Afrique subsaharienne [1980], sur le fait de savoir où sont passées ces unités économiques que l'on cherche tant dans les Andes septentrionales. Pour répondre à la question, ces mêmes auteurs suggèrent de recourir à l'étude de la parenté et au repérage géographique de l'unité de résidence, qui ne constitue pas une unité économique en soi mais s'avère bien utile pour délimiter les contours des unités de production, de consommation, d'accumulation, de gestion et de décision.

Au *pays* de Hatun Cañar, la coutume veut qu'avec le mariage, le jeune couple construise sa propre maison (aidé par la parenté), l'unité conjoints-enfants constituant alors la forme principale de la famille. Mais l'émigration a depuis fait voler en éclats ce foyer comme « unité » de résidence, disqualifiant de la sorte le terme de ménage², couramment utilisé en Europe. Il convient de remarquer que tel était déjà partiellement le cas avant, quand les hommes alternaient périodes de présence au petit *pays* et d'absence de plusieurs jours (voire semaines) successifs hors du foyer.

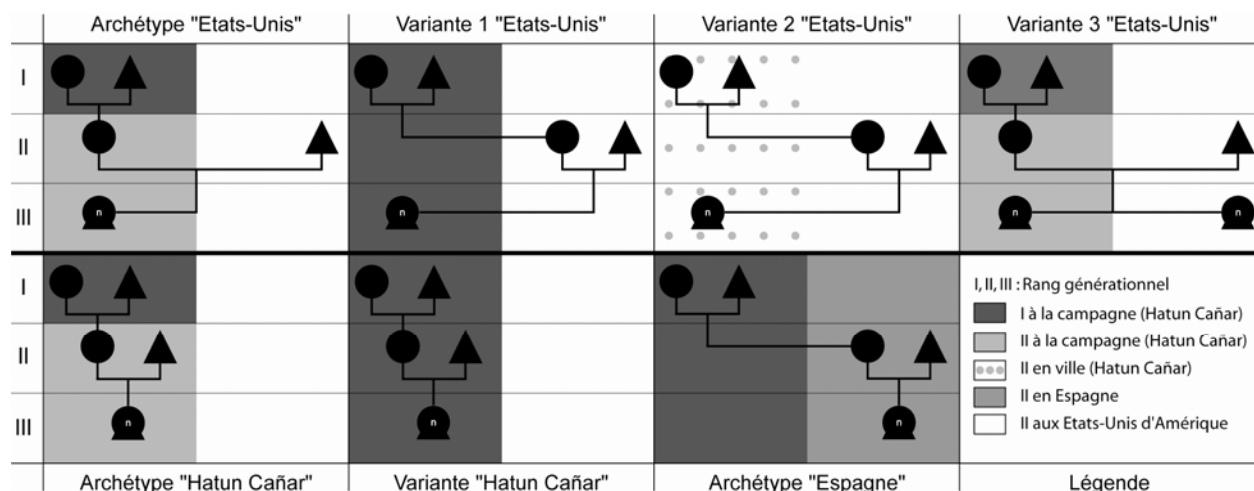
L'examen de la dispersion géographique des membres de chaque famille élargie à une génération aboutit à la construction de trois archétypes et quatre variantes « d'unités » de résidence, selon le lieu de destination et le statut des émigrés (fig. 27). A l'image de la paysannerie mexicaine de l'Etat de Veracruz [Léonard *et al.*, 2004], nombre de ces « unités » de résidence cañaris épousent la forme d'un « archipel familial », qui induit la pluralité de sous-unités de consommation, la séparation des budgets et une circulation de l'argent variable selon les cas (fréquence, montant et usage des mandats envoyés). Certains auteurs parlent plus volontiers de famille transnationale, entendue comme « une forme sociospatiale en perpétuel changement,

¹. Utilisée par les agronomes et les économistes agricoles à partir du début du XX^e siècle, la notion d'exploitation agricole familiale tire son origine, dans l'histoire européenne, d'un type d'agriculture basé sur la famille monogame nucléaire et les moyens que cette dernière met en œuvre aux fins de produire des denrées agricoles [CIRAD *et al.*, 2002]. Elle n'est que très rarement employée en Equateur, où on lui préfère celle d'unité de production agricole (UPA), terme reflétant justement une réalité paysanne historiquement caractérisée par la combinaison de plusieurs sous-unités (*i*) de production de biens et de services et (*ii*) qui procurent un revenu.

². Unité statistique élémentaire de population, (*i*) constituée par une ou plusieurs personnes (célibataire, famille, communauté) qui, quels que soient les liens qui les unissent, occupent un même logement à titre de résidence principale, et (*ii*) envisagée dans sa fonction économique de consommation [Dictionnaire Larousse].

définie par un système de liens et de lieux qui structurent un espace de vie par-delà les frontières (celui du migrant et de sa famille) » [Cortes, 2011 : 107]. On peut supposer que les politiques migratoires, très dissuasives en matière de regroupement familial, participent de la création et de l'entretien de la famille transnationale, avec sa franche division sexuelle du travail et la prédominance de l'émigration masculine¹. Précisons, sans pour autant aller plus avant dans la polémique, que le terme « transnational » n'est pas épargné par la critique. Pour l'historien Roger Waldinger [2006] par exemple, les réseaux sociaux qui facilitent les migrations de longue distance, en même temps qu'ils fournissent la base à partir de laquelle de nouvelles formes de communauté sont construites, ne caractériseraient pas la migration internationale —que nous nous concentrons sur le monde de « maintenant » ou sur celui « d'avant »— puisqu'ils se développent de façon similaire dans presque n'importe quel contexte migratoire, qu'il soit interne à un État ou international.

Figure 27. Formes de dispersion géographique des familles, perçues à partir du couple de second rang générationnel (conjoints entre 20 et 50 ans, avec enfants à charge)



Semble par ailleurs s'esquisser, au vu des représentations résidentielles, le rôle fondamental de la génération la plus ancienne (I) à qui sont, notamment, confiés les enfants (III) du couple émigré (II). La combinaison d'activités appréhendée à l'échelle de la famille induit également une diversité de sous-unités de production de biens et de services, dont l'exploitation agricole ne constitue que l'une d'entre elles. Dans une société paysanne à dominante patrilinéaire, on est aussi en droit de s'interroger sur les changements occasionnés par l'émigration sur les formes de prise de décision et de modalités de gestion, en particulier de l'exploitation agricole et partant, sur l'évolution des rapports de genre et d'autorité qui président à l'affectation des ressources, au choix des activités économiques, aux modes d'accumulation, etc.

¹. Même si le profil sexuel du migrant se diversifie : davantage de femmes partent rejoindre leurs maris. Par exemple, dans la communauté Sisid, plus des trois-quarts des migrantes étaient mariées [Caguana, 2008b].

Bref, ce serait un euphémisme que de dire que les unités de production, de consommation, d'accumulation, mais aussi de décision et de gestion ne coïncident pas toujours... « L'archipel familial » pose un sérieux problème méthodologique quant au choix de l'entité sociale la plus pertinente pour rendre compte de la réalité. En fait, il peut être pertinent de distinguer l'unité de recueil de données et d'observation, qui sera la famille nucléaire, élargie à une génération chaque fois que nécessaire, de l'unité d'analyse, résultat en soi qui peut dès lors varier en fonction des différents questionnements du chercheur [Blanchemanche, 2000]. C'est ainsi que le concept d'exploitation agricole demeure pleinement opératoire pour étudier les pratiques agricoles et les contraintes agronomiques, même s'il n'y a pas toujours de véritables « unités » de production ni de « centres » de décision et de gestion uniques pour tout ce qui concerne ces activités [Dufumier, 2006].

- Les ressources disponibles

La réalisation des activités, dont le périmètre a déjà été délimité (§ 3.1.1), suppose de disposer de ressources. On entend par ressources « les moyens dont dispose un individu pour mener à bien une action et/ou pour créer de la richesse » [Gumochan et Pecqueur, 2007 : 6]. Sur les sept catégories de ressources identifiées par le géographe Pierre Gasselin et ses collègues [2012] (ann. 4.2), l'étude de cinq d'entre elles sont privilégiées dans le cadre de la présente recherche : (i) les ressources naturelles (terre, fertilité, eau, ressources génétiques, etc.), (ii) les ressources « humaines », qui renvoient aux dimensions qualitatives et quantitatives du travail, à la santé, à l'âge, au genre, aux savoirs et savoir-faire, etc., (iii) les ressources matérielles (équipements, bâtiments, outillages...), (iv) les ressources financières (réserves d'argent facilement accessibles) et (v) les ressources sociales, en particulier l'autorité, l'insertion dans un réseau ou une organisation sociale (technique, commerciale ou autre), les formes de solidarité auxquelles l'acteur peut prétendre, etc.

L'objet de recherche exige de s'intéresser aussi à la ressource spatiale, notion récemment introduite par des chercheurs en géographie sociale pour lesquels « l'espace n'est pas une simple étendue matérielle des supports des pratiques [...] mais une ressource sociale hybride et complexe mobilisée et ainsi transformée dans, par et pour l'action » [Lussaut, cité par Cortes, 2008]. Cette notion fait écho à la conception des pratiques établies notamment par les paysans montagnards qui tirent parti des potentialités agricoles de terrains disséminés à des altitudes différentes (fig. 28). Le degré de dispersion entre les écosystèmes étagés constitue ainsi une ressource (inégalement distribuée) que les paysans s'efforcent d'exploiter de façon à minimiser le risque agricole, étaler les périodes de travail au long de l'année et diversifier leurs productions. On considèrera la ressource spatiale comme l'ensemble des lieux aux potentialités spécifiques et de diverses natures qu'une entité sociale valorise *via* la mobilité.

Figure 28. Paysage agricole de Juncal : l'accès à divers étages écologiques comme ressource spatiale



Source : Peinture à l'huile de l'artiste Alberto Soriano (www.claudioalbertosoriano.com)

Enfin, il importe d'apprécier l'adjectif « disponibles » sciemment accolé au terme « ressources », en tant qu'il renvoie à la notion d'accès dont nombre d'auteurs conviennent, avec l'économiste Amartya Sen notamment, de l'importance cruciale qu'il y a à l'appréhender. Les conditions dans lesquelles les familles parviennent à accéder, contrôler et utiliser les moyens de production dont elles disposent président directement aux formes de combinaisons d'activités qu'elles mettent en œuvre à un moment de leur histoire et dans un contexte donné. Voilà pourquoi il importe de faire le plus grand cas des modalités d'accès aux ressources de façon à pouvoir identifier, puis caractériser au mieux la diversité des systèmes d'activité. L'exercice se doit d'être conduit de manière d'autant plus méticuleuse que ces modalités d'accès « conditionnent pour partie les règles de partage de la valeur ajoutée et pèsent donc très lourd dans l'élaboration du revenu de l'agriculteur » [Cochet, 2011 : 116].

▪ Raisons et façons de concevoir la réalité

Le présupposé qui fonde notre démarche réside dans le fait que les paysans ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Il s'agit donc de déceler ces bonnes raisons, en gardant bien à l'esprit que celles-ci sont celles que se donnent les sujets dans le cadre du monde pensé qui est le leur [Darré, 1999]. Les paysans n'agissent pas plus sous la stricte contrainte de causes, qu'ils obéiraient à des raisons et agiraient en pleine connaissance de cause, mais sont des acteurs dotés d'un sens pratique [Bourdieu, 1980]. Ils prennent leurs « décisions rationnelles pas seulement en fonction du panel de facteurs de production régulés par le marché et auquel [ils ont] accès, mais aussi en fonction des conditions, règles et institutions historiques d'accès à ces facteurs et dans l'optique d'une maximisation plurielle, bref une rationalité située dans un contexte historique, social et cognitif donné » [Cochet, 2011 : 130]. Le chercheur est ainsi tenu de se situer au confluent des motivations des individus, de façon à comprendre le sens de leurs décisions et de leurs pratiques [Olivier de Sardan, 1998]. Il y est aussi tenu de par le choix des motivations (ann. 4.2) qu'il est bien souvent incité à faire et à justifier, du fait que certaines d'entre elles ont plus d'importance que d'autres selon les problématiques posées, les contextes socio-économiques et culturels, et selon les marges de manœuvre auxquelles les acteurs peuvent résolument prétendre [Gasselin *et al.*, 2012].

Ce choix dépend de l'échelle temporelle, sociale et spatiale d'analyse. L'échelle d'analyse retenue dans le cadre de la présente recherche —la petite région, là où s'exprime le poids des héritages socio-culturels et politiques, et où la faible marge de manœuvre de l'individu n'a que peu d'incidence sur les dynamiques de fond observées— limite en fait l'intérêt de recourir à un large spectre de motivations [Cochet et Gasselin, 2007]. Les motivations d'ordre économique font l'objet d'une attention toute particulière, dans la mesure où elles éclairent les décisions qui sont prises quant à l'usage des ressources dont disposent les différentes catégories de familles, les origines des conditions matérielles de chacune d'entre elles ainsi que les logiques de production,

de répartition, de consommation et d'accumulation qu'elles adoptent selon le contexte socio-économique dans lequel elles opèrent.

En ce sens, on se démarque pleinement de certains économistes « libéraux », pour lesquels les paysans, supposés individualistes et utilitaristes, raisonnaient la gestion, l'allocation et l'échange des ressources limitées dont ils disposent en fonction des différents usages alternatifs possibles, dans le seul but de maximiser leur production ou revenu. Car cet axiome reste fondé sur la fiction de l'individu affranchi de tout lien social et circonscrit au seul registre de la motivation économique (l'*homo œconomicus* et le marché de la théorie néoclassique). Or, les exemples abondent pour mettre à mal cet axiome, tels les dépenses somptuaires occasionnées par les funérailles et celles socialement obligatoires, ou les biens de prestige redistribués au sein du groupe. Tous ces comportements —dont certains au détriment des capacités d'accumulation des individus ou des familles— transcendent la sphère strictement économique : il s'agit d'asseoir une position au sein de la société, de garantir son appartenance à un groupe, de créer et de recréer du lien social, d'entrer dans des jeux complexes d'échanges connectant les vivants au monde des défunts, etc. [CIRAD *et al.*, 2002]. On sait aussi que l'aversion au risque, si courante dans les sociétés de montagne, induit des pratiques qui n'accordent pas la primauté à la maximisation du revenu. Autre exemple : si l'émigration récente des paysans hatun-cañaris procède très souvent de motivations d'ordre économique¹, il ne faut pas écarter qu'elle puisse constituer dans certains cas un rite de passage [Terray, 2008 ; Bourliaud et Soliz, 2004 ; Sánchez, 2004] ou correspondre à une échappatoire à de vives tensions conjugales.

Par ailleurs, les pratiques paysannes ne sont pas toujours le produit d'une intention consciente, d'un projet explicite, de règles formulées ou de stratégies au sens premier du terme² [Darré, 1999]. Les dites stratégies « pratiques », au double sens d'implicites et de commodes (c'est-à-dire adaptées aux exigences et aux urgences de l'action) que leur attribue le sociologue Pierre Bourdieu [2003], résultent bien souvent d'intuitions et d'anticipations acquises (ou héritées) à partir d'une longue expérience de la pratique. Que l'on pense, par exemple, à la fine connaissance des caractéristiques agro-écologiques dont les paysans héritent de leurs parents, à l'origine de bien des comportements qui relèvent à leurs yeux de l'évidence (non présente sur le moment à la conscience, qui va de soi). Il arrive aussi parfois que des décisions soient perçues par l'observateur comme de véritables paris [Spedding et Llanos, cité par Jobbe Duval, 2005], qu'il s'agirait néanmoins de bien distinguer de l'acte suicidaire ou de la pathologie du joueur de hasard ! Il est en effet très peu vraisemblable que le paysan pauvre cherche à maximiser son

¹. Ce constat rejoint celui enregistré à l'échelle nationale [Martínez, 2008 ; Acosta *et al.*, 2006a ; Sánchez, 2004 ; Plan Migración, 2003].

². (i) art de combiner l'action de forces militaires en vue d'atteindre un but de guerre déterminé par le pouvoir politique ; (ii) art de coordonner des actions, de manœuvrer habilement pour atteindre un but [Dictionnaire Larousse].

revenu en « misant » la sécurité alimentaire de sa famille sur un acte dont il connaît par expérience la forte probabilité de très mauvais résultats, comme le report délibéré d'un semis de pomme de terre (en « culture pure ») en pleine saison des pluies sans recours à l'emploi de produits phytosanitaires. Raisonnable plutôt que rationnel, il pourrait en revanche volontiers assumer un risque élevé, une fois assuré le minimum de subsistance, lorsque le coût d'opportunité d'une ressource est très bas [Kervyn, 1992] ou, de manière plus générale, quand le risque lui paraît acceptable rapporté au bénéfice qu'il peut espérer en tirer et au coût d'opportunité des différents moyens de production. Ainsi arrive-t-il parfois qu'un pari (éventuellement issu d'une désorganisation involontaire du calendrier agricole) se convertisse, *a posteriori*, en « coup de maître » :

A la fin des années soixante, j'avais acheté à crédit une parcelle dans le secteur Cajóntambo [suite au démantèlement de l'*hacienda* de Carlos González]. La première année, la récolte de tubercules ne fut pas bonne. L'année suivante, j'avais pris du retard par rapport à la période estimée optimale de semis de la pomme de terre (variété bolona). Sur les communs, où les assolements étaient réglés, tous avaient déjà semé depuis plus d'un mois. Puis une nuit, il gela. Les plants de pomme terre cultivés sur les communs furent durement affectés par cet événement climatique, contrairement à ceux que j'avais semés, alors à un stade végétatif moins sensible au gel [avant la levée]. Cette année-là, je fus l'un des très rares de la communauté à récolter. Les revenus tirés de la vente des tubercules sur le marché, à un prix élevé, me permirent de rembourser un crédit et d'acquérir, de surcroît, un nouveau lopin de terre [Parole de paysan].

Les décisions ne sont pas prises, nous l'avons vu, indépendamment du « milieu » social et cognitif historiquement constitué dont sont issus les paysans [Darré *et al.*, 2004]. Elles sont raisonnées à la lumière d'un faisceau de contraintes —liées à la position sociale (variable au fil du temps) de chaque catégorie au sein d'une société très hétérogène— qu'il s'agit alors de bien connaître. La distribution inégale des ressources et la différenciation des conditions d'accès à ces dernières produisent un « champ des possibles » d'étendue variable selon chaque individu¹ et, partant, des décisions et des raisons d'agir distinctes. Celles-ci s'inscrivent dans un domaine de cohérence qui ne se cantonne pas à la seule sphère agricole [Paul *et al.*, 1994]. Pour comprendre les pratiques agricoles et les raisons qui les sous-tendent (notamment en termes d'affectation des ressources), il importe donc de bien prendre en compte la multiplicité des activités et des

¹. Il importe de récuser catégoriquement toute forme de déterminisme social, compte tenu du fait que « les acteurs ne se comportent pas, et ne prennent pas leur décision, comme des atomes, indépendants de tout contexte social, pas plus qu'ils ne suivent docilement un scénario, écrit pour eux et qui serait fonction de l'ensemble des catégories sociales auxquelles ils appartiennent » [Granovetter, (1985) 2008 : 84]. On peut ainsi observer à Hatun Cañar des trajectoires individuelles très distinctes au sein d'une même famille : alors que l'aîné vend un terrain pour acquérir une camionnette et vivre de la prestation de service de transport, le cadet opte pour émigrer pendant que le benjamin s'adonne à temps complet à l'agriculture.

opportunités de revenus qui s’offrent aux exploitants et à leurs familles en dehors de cette sphère strictement agricole [Dufumier, 2006].

▪ Fonctionnement, dynamique et cohérence du système d’activité

L’analyse d’un système d’activité consiste moins à s’intéresser à chacun de ses éléments constitutifs qu’à examiner méticuleusement les relations, d’intensité et de nature différentes, qui s’établissent entre eux (synergie, concurrence, complémentarité), qu’il s’agisse de relations entre activités (produits, temps, espace, revenu, risque, sens, etc.), entre les ressources (en particulier la circulation de l’argent, notamment les *remesas*), entre les divers éléments de la décision (motivations, représentations, stratégies, etc.) ou encore entre le système d’activité et son « environnement » [Gasselin *et al.*, 2012]. « Le système d’activité est pensé dans une dynamique continue qui implique d’interroger une coévolution du système et de son environnement » [*ibid.*]. L’analyse historique, menée à partir de récits biographiques, doit permettre de bien comprendre l’enchaînement des décisions qui ont abouti à la mise en œuvre du système d’activité actuel et la place qu’y occupe l’agriculture en termes de main-d’œuvre familiale employée au cours de l’année, de capital fixe immobilisé sur l’exploitation, de revenus dégagés en fraction du revenu total et plus généralement en termes d’évolution (développement, maintien et déclin). On peut notamment s’interroger sur l’évolution des rapports dialectiques entre agriculture et activités « extérieures », s’efforcer de comprendre les raisons qui ont présidé aux investissements dans une activité plutôt que dans une autre, ou encore s’attacher à saisir les causes des bifurcations repérées dans les trajectoires historiques, bifurcations à l’origine de changements de pratiques agricoles. L’étape du cycle de vie est bien évidemment cruciale, comme l’a démontré l’économiste Alexander Chayanov¹. Mais il nous faut conjointement examiner avec grand soin l’histoire de l’environnement des familles, dans leurs dimensions politiques, socio-économiques, techniques et écologiques.

3.2.1.2. *Système d’activité et sustainable rural livelihoods*

Le choix de recourir au système d’activité invite à ouvrir une brève parenthèse pour s’interroger sur ce qui le différencie de l’approche conceptuelle anglo-saxonne des *sustainable rural livelihoods*. Cette approche, qui repose pour beaucoup sur les travaux du chercheur Robert Chambers, part du constat que les ménages ruraux pauvres, en raison de revenus agricoles insuffisants pour assurer leurs besoins vitaux incompressibles, s’efforcent par conséquent de les

¹. Au sein de la famille paysanne, le ratio « consommateurs/actifs » varie au cours d’une génération. La famille est davantage en mesure de capitaliser lorsque le ratio est faible (des enfants en âge de travailler contribuent à la formation du revenu) tandis qu’elle tend à décapitaliser lorsqu’il est élevé (peu de bras pour nourrir plusieurs bouches). Cette variation, au fil du temps, du ratio « consommateurs/actifs » demeure bien souvent une clé de compréhension de la diversité et des trajectoires des exploitations paysannes (où l’outillage est manuel et la productivité du travail faible) [CIRAD *et al.*, 2002].

satisfaire, puis d'améliorer leurs conditions matérielles d'existence, moyennant la gestion d'un portefeuille diversifié d'activités. Les *sustainable rural livelihoods* (terme malaisé à traduire en français, qui signifierait, littéralement, « moyens d'existence ruraux durables ») comprennent les diverses activités pratiquées, l'accès à ces dernières par la médiation d'institutions, de valeurs et de relations sociales, ainsi que les capitaux disponibles (naturel, physique, humain, financier et social) [Ellis, 2000]. L'ensemble détermine la « vie gagnée » d'un individu ou d'un ménage [Chambers et Conway, 1992].

Cet exercice de comparaison entre les deux approches n'est pas sans rappeler celui conduit dans les années quatre-vingt entre le concept de système de production agricole et celui de *farming system* [Brossier, 1987]. A l'image de ce dernier, qui portait une attention toute relative à l'histoire, au mouvement et aux rapports sociaux [Cochet, 2011], le *livelihood* prête le flanc à la critique par le peu de cas fait à l'évolution historique des rapports —s'étendant bien au-delà de la famille et de sa communauté— entre les différentes catégories sociales aux intérêts divergents et disposant de ressources inégalement réparties [O'Laughlin, 2004]. Faire fi de l'histoire d'une entité sociale (ou d'une exploitation agricole) rend particulièrement ardu l'examen des origines et des causes de sa position actuelle *au regard de* celle des autres. L'étude de l'évolution des rapports sociaux au cours de l'histoire a pourtant ceci d'intéressant qu'elle permet d'appréhender la réalité d'aujourd'hui à la lumière de la dynamique passée et de tracer des tendances prévisibles pour le futur, selon les catégories sociales auprès desquelles les pouvoirs publics souhaitent intervenir en priorité (les pauvres par exemple).

D'autre part, le fait que le *livelihood* (comme le *farming system* en son temps) ait été conçu à partir d'approches très diverses d'un point de vue disciplinaire mais de toute évidence centrées sur le ménage rural pauvre à l'échelle locale, rend malaisée la prise en compte, dans l'analyse, de phénomènes se manifestant à d'autres échelles, notamment internationale. C'est en tout cas le point de vue de l'écologiste Ian Scoones [2009] lorsqu'il affirme qu'en dépit du fait que « le *livelihood* prétend [dans la théorie] faire le lien du micro au macro, [...] il a échoué [dans la pratique] à aborder plus largement les processus globaux ainsi qu'à appréhender leur conséquence à l'échelle locale [...], manquant ainsi souvent d'engager le débat sur la mondialisation¹ ». A la lecture des travaux adoptant cette approche, il semble que l'Etat-nation soit implicitement admis comme échelle (spatiale, économique et politique) supra d'intervention. Ce choix est pourtant critiquable quand on sait que la mondialisation ne se réduit pas à la notion courante d'une interdépendance croissante des économies du monde et de la formation

¹. La même critique était portée à l'époque aux travaux réalisés en matière de *farming system research* qui centraient « presque exclusivement l'attention sur la cohérence technico-économique des systèmes de production pratiqués à l'échelle des seules exploitations (*farms*), sans toujours s'interroger sur les raisons socioéconomiques qui font que tous les agriculteurs peuvent ne pas avoir intérêt à poursuivre les mêmes objectifs lorsqu'ils mettent en œuvre ces systèmes » [Dufumier, 2007 : 8].

d'institutions et de processus explicitement globaux, mais qu'elle comprend aussi la mise en œuvre partielle de ces derniers à diverses échelles, nationale¹ [Sassen, 2009] et locale notamment [Dollfus, 2007].

Par ailleurs, les concepteurs du *livelihood* n'emploient pas la notion de ressource, mais celle de capital². La plus grande prudence nous semble pourtant devoir être de mise à l'endroit de cette notion que l'on utilise pour des ressources, fonctionnant justement de manière strictement différente du capital au premier sens du terme. L'erreur serait par exemple de croire que le travail se réduit à la seule catégorie économique quantifiable du travailleur, personne vivante que l'on aurait dépouillée de sa personnalité et de sa particularité, de ses buts et de ses désirs propres [Gorz, 1988] (*cf.* notion d'activité avancée par Hanna Arendt, p. 164). Ce serait aussi omettre que la terre constitue le support vivant de l'agriculture, aux conditions bioclimatiques et géomorphologiques singulières, porteuse d'une microfaune et d'une flore en interaction entre elles et avec l'extérieur (soleil, cycles du carbone, de l'eau et de l'azote...), dotée de potentialités agro-écologiques (composantes physiques, chimiques et biologiques) qui ne peuvent être dissociées des pratiques sociales, bref de l'évolution des rapports entre l'homme et son milieu en un lieu et en un moment donnés de l'histoire [Reboul, 1977]. La terre, considérée comme ressource, induit la notion de reproduction de la fertilité, de gestion des ressources, notamment l'eau et la biodiversité.

Par ailleurs, l'agriculture paysanne ne saurait être assimilée à une activité industrielle, l'exploitation agricole confondue avec l'entreprise [Mendras, (1967) 1992] et les rapports de travail indifférents à toute considération autre que le salariat puisque indissociables des relations entre les générations et entre les sexes [Barthez, 1982]. Il en résulte des logiques familiales, de type patrimonial, pas toujours conformes à celles prévalant dans la gestion de l'entreprise capitaliste où l'optimum économique serait constamment recherché à court terme, moyennant la combinaison la plus efficace des capitaux qu'elle détient. La préoccupation permanente des familles d'augmenter leur patrimoine implique au contraire de considérer des objectifs de long terme comme celui de la transmission intergénérationnelle de ressources telles que le capital et la terre, dans leur dimension quantitative, qualitative et juridique (sécurité de la tenure, modalités de

¹. Le fait que les processus à l'œuvre à l'échelle globale trouvent leur prolongement au niveau national ne se limite pas aux pays du « tiers-monde ». Contrairement à l'idée trop souvent répandue de l'inéluctable retrait des Etats-nations face à la mondialisation, les gouvernements des pays les plus anciennement industrialisés n'ont eu de cesse d'installer depuis une trentaine d'années —de manière plus ou moins intense selon les rapports de pouvoir propres à chaque pays— par le biais de nouveaux régimes de droits, les politiques inspirées du discours néolibéral (infaillibilité du marché, bienfaits de la concurrence généralisée, privatisation des services publics, déréglementation du travail, déflation salariale et baisse sensible de la fiscalité sur les entreprises, libre circulation des capitaux et des marchandises) [Généreux, 2010 ; Supiot, 2010].

². “Some writers refer to assets as resources, while in intention meaning the same thing. A fundamental feature of assets as stocks of capital is that they either exist as a stock (e.g. land or trees) giving rise to a flow of output, or they are brought into being when a surplus is generated between production and consumption, thus enabling an investment in future productive capacity to be made” [Ellis, 2000 : 31].

régulation des ressources, alliances entre familles) [CIRAD *et al.*, 2002]. « Tandis que le capital implique l'idée d'investissement, il y a dans la notion de ressource l'idée d'une valeur patrimoniale à gérer, qu'elle soit renouvelable ou non » [Gasselin, 2012]. Les ressources ne sont donc pas réductibles à leur seule dimension économique de contribution à la productivité. Elles ne sont pas de simples facteurs de production. Voilà pourquoi nous privilégions la notion de ressources à celle de capital.

C'est l'historien Karl Polanyi [(1944) 1983] qui récusait l'idée selon laquelle des ressources telles que la terre, le travail et la monnaie puissent être considérées comme de simples marchandises puisqu'elles n'étaient pas produites à cette fin. On pourrait ajouter que ces mêmes ressources n'existent pas indépendamment des travailleurs, des milieux « naturels » et des formes d'organisation de l'économie. Ce qui signifie très concrètement que la productivité du travail des agriculteurs s'analyse en fonction des ressources dont ils disposent —appréhendées dans leur dimension marchande et non marchande— et des conditions socio-économiques dans lesquelles ils opèrent (rapports de prix, mode de tenure foncière, dépendance envers les commerçants et les détenteurs de capitaux, politiques publiques, opportunités d'emplois extérieur), mais aussi de leur histoire, de leurs représentations et des raisons qui sous-tendent leurs décisions et leurs pratiques.

Soucieux de ne pas alourdir l'exposé, contentons-nous de poser l'hypothèse qu'à considérer les deux approches comme des constructions sociales qui ne peuvent être appréhendées indépendamment du milieu et du processus historique dans lesquels ils ont été élaborés et se renouvellent, la différence fondamentale entre *livelihood* et système d'activité résiderait dans la façon de concevoir l'objet réel de connaissance. Le chercheur n'est pas neutre, raisonnant selon la question de recherche, le contexte, la connaissance disponible et le champ disciplinaire et théorique dans lequel il s'inscrit. Ainsi l'affirmait il y a plusieurs décennies déjà l'historien des sciences Thomas Kuhn [1983 : 21] pour qui, évoquant les stades primitifs du développement de la plupart des sciences, « ce qui différenciait les diverses écoles, ce n'était pas telle ou telle erreur de méthode —elles étaient toutes *scientifiques*— mais [ce qu'il appelle] leurs manières incommensurables de voir le monde et d'y pratiquer la science ».

3.2.2. Le système de production agricole et ses composantes

Le fait que l'agriculture ne soit ni exclusive, ni même principale —en termes de fraction du temps de travail et de part du revenu global— n'obère aucunement la cohérence du processus de production agricole, étudié à l'aide du concept de système de production agricole que l'on conçoit alors comme sous-système du système d'activité [Cochet *et al.*, 2007]. L'observation des pratiques intervient à l'échelle de la parcelle et du troupeau, objets appréhendés aussi de manière systémique qui constituent les composantes du système de production agricole. Avec la région (analysée à l'aide du concept de système agraire), s'emboîtent alors trois échelles spatiales

d'observation et d'analyse qui sont aussi des « niveaux d'organisation fonctionnelle interdépendants » [Cochet, 2011 : 58]. Ceux-ci sont en interaction dynamique avec d'autres niveaux (nation, continent, monde) que l'on ne saurait ignorer de nos jours. Car « ce qui se passe à un niveau donné dépend en effet du fonctionnement de niveaux plus englobants, et retentit de la même façon sur les niveaux d'ordre inférieur » [Milleville, (1987) 2007 : 73].

Analysé à l'échelle de la parcelle, le système de culture est défini comme :

Ensemble des modalités techniques mises en œuvre sur des parcelles traitées de manière identique, caractérisé par (i) la nature des cultures et leur ordre de succession et (ii) les itinéraires techniques appliqués à ces différentes cultures, ce qui inclut le choix des variétés pour les cultures retenues [Sébillotte, 1990].

L'itinéraire technique étant entendu comme une « suite logique et ordonnée d'opérations culturales appliquées à une espèce végétale cultivée. Ce concept permet de faire la part, vis-à-vis d'un rendement, de ce qui provient des techniques et de ce qui résulte du milieu et de ses interactions avec les techniques » [Sébillotte, 1978 : 908]. Ces deux concepts permettent « d'étudier la conduite de la parcelle ou du groupe de parcelles (traitées de façon homogène) non plus comme une succession d'actes isolés et indépendants, mais comme un ensemble raisonné par l'agriculteur [...] d'interventions prévues de longue date ou, au contraire, décidées en réaction à l'état observé du milieu ou de la culture, tenant ainsi compte de l'effet précédent, de l'effet cumulatif et de la sensibilité au suivant¹ » [Ducourtieux, 2006 : 65].

La systémique appliquée à l'étude du troupeau ou fragment de troupeau prolonge l'analyse-diagnostic par l'étude du système d'élevage, caractérisé comme un :

Ensemble d'éléments en interaction dynamique organisé par l'homme en vue de valoriser des ressources par l'intermédiaire d'animaux domestiques pour en obtenir des productions variées (lait, viande, cuirs et peaux, travail, fumure, etc.) ou pour répondre à d'autres objectifs [Landais, 1992 : 83].

Enfin, à l'échelle de l'exploitation, on étudie (comme évoqué précédemment) le système de production agricole, en examinant avec le plus grand soin « les interdépendances et interactions entre les éléments constitutifs du système : (i) les relations de concurrence entre espèces végétales et animales pour l'utilisation des divers constituants de l'écosystème aménagé (eau,

¹. L'agronome Michel Sébillotte [1990 : 167] caractérise ces trois effets de la manière suivante :

- L'effet précédent correspond, au niveau d'une parcelle, à « la variation d'état du milieu entre le début et la fin de la culture considérée, sous l'influence combinée du peuplement végétal et des techniques qui lui sont appliquées, l'ensemble étant soumis aux influences climatiques ».
- L'effet cumulatif désigne « la résultante, sur plusieurs années, des effets précédents ».
- La sensibilité au suivant se définit par « l'ampleur des réactions de la culture de rang n+1 (le suivant) à la diversité des états du milieu créés par la culture de rang n (le précédent cultural) sous un climat donné et compte tenu des techniques culturales utilisées sur le suivant ».

lumière, éléments minéraux, matières organiques...), (ii) les relations éventuelles de synergie (effets symbiotiques) ou de complémentarité dans l'utilisation des ressources, (iii) l'affectation de la force de travail et des moyens de production (et leur répartition dans le temps et dans l'espace) entre les différents sous-systèmes de culture et d'élevage (itinéraires techniques, successions et rotations culturales, assolements, calendriers fourragers, déplacements de troupeaux, etc.)» [Dufumier, 1996 : 79]. Ce système de production est conçu comme :

Combinaison plus ou moins cohérente de divers sous-systèmes de culture et d'élevage, ou encore comme la combinaison (dans l'espace et dans le temps) des ressources disponibles et des productions elles-mêmes, végétales et animales [*ibid.*].

On a coutume d'intégrer à l'étude du système de production agricole les éventuelles activités relatives à la transformation des produits végétaux et animaux. Toutes ces activités, généralement artisanales et effectuées « à la ferme », exigent un matériel, des techniques et des savoir-faire spécifiques. Il arrive parfois que des agriculteurs aient à se procurer la matière première —issue de l'acte initial de production agricole ou d'un processus d'extraction— à l'extérieur de leur propre exploitation (laine d'ovins et de camélidés, sirop d'agave), impliquant des modalités d'accès différenciées et des formes particulières de rapports sociaux. La diversité des réseaux de connaissance (pour la mise en marché des produits notamment) et les raisons diverses qui président à la mise en œuvre de ces activités de transformation [Blanchemanche, 2000] invite à concevoir celles-ci en termes de sous-système, dont les interdépendances avec les autres éléments seront analysés ultérieurement, à l'échelle du système d'activité.

3.2.3. L'emboîtement d'échelles : considérer les niveaux d'organisation supérieurs

On reconnaît au système d'activité une interdépendance avec son « environnement », hors duquel son développement ne peut se comprendre. Cet « environnement » forme un contexte porteur d'opportunités, d'atouts, de menaces et de contraintes, tout en constituant un coproduit de l'entité sociale et de ses activités. Il agrège à différents niveaux d'organisation, dans différents espaces et à différentes échelles de temps, des dimensions sectorielles, territoriales et de régulation [Gasselin *et al.*, 2012]. L'« environnement » est un champ extraordinairement vaste dont l'étude en profondeur aurait nécessité de recourir à des outils méthodologiques et conceptuels tout autres que ceux employés ici. Ainsi s'est-on surtout attaché à repérer les éléments les plus pertinents à retenir pour chaque niveau d'organisation de façon à rendre compte des transformations de l'agriculture de Hatun Cañar dans sa dialectique migratoire. La nature des informations collectées varie selon les niveaux d'organisation, au premier rang desquels figurent le monde et la nation : politiques publiques (agriculture, économie, affaires sociales, environnement, politiques migratoires...), rapports de prix à l'échelle internationale, modalités de commercialisation des productions, conditions d'accès aux moyens de production (crédit, intrants

et équipements, foncier...), accords en vigueur ou en préparation à l'échelle internationale et/ou nationale (ann. 4.2). Au sein de la petite région (échelle privilégiée de la présente recherche), la communauté andine a fait l'objet d'un intérêt tout particulier, dans la mesure où elle joue, au moins pour certaines franges de la société agraire de Hatun Cañar, un rôle essentiel dans la gestion des biens communs, l'organisation du travail, la redistribution de certaines ressources (modalités d'accès au foncier et à l'eau agricole, organisation de travaux d'intérêt général, interface avec les institutions « extérieures »...).

On s'est interrogé sur le fait de savoir si le territoire pouvait être appréhendé comme échelle d'analyse englobante de la combinaison d'activités : d'un point de vue conceptuel, serait-il pertinent de considérer le territoire comme métasystème du système d'activité ? On aurait pu s'appesantir sur cette question et sur le concept de territoire lui-même, et porter la critique, par exemple, sur le concept de développement territorial rural en vogue en Amérique latine [Schejtman et Berdegué, 2003]. Mais outre le fait que les mailles du concept de territoire semblent encore lâches, au sens où il masque une diversité d'acceptions et des difficultés à communiquer (terme difficilement traduisible en anglais par exemple) [Caron, 2005], ce sujet n'était pas le but premier de la présente recherche. On s'est toutefois essayé, en d'autres lieux [Vaillant, 2008b], à l'étude des transformations historiques de Hatun Cañar, appréhendé comme territoire, dans son rapport au fait migratoire. Il résulta de cet exercice trois grandes formes qui se sont succédé depuis la colonisation espagnole : (i) le confinement de l'espace organisé par l'*hacienda* (au sens d'institution) pendant plusieurs siècles, (ii) la réticularité de l'espace induite par la circulation migratoire à l'intérieur des frontières nationales (seconde moitié du XX^e siècle), (iii) l'archipel dessinant les contours d'un espace discontinu et fractionné par la clandestinité de l'émigration (depuis 2000). Ce choix était motivé par l'idée selon laquelle le territoire « élargissait la focale » (pointée sur la région agricole) à d'autres dimensions susceptibles de délivrer des informations complémentaires sur les transformations de la paysannerie du petit *pays*. Toujours est-il qu'il suffit, pour ce qui nous occupe ici, de retenir qu'en ce concept se télescopent plusieurs dimensions¹, dont la combinatoire délimite les contours d'un espace nommé, représenté, approprié, aménagé et régi par des rapports plurivoques reliant, dans la

¹. Les trois dimensions « constitutives » du territoire peuvent être, selon le géographe Richard Laganier et ses collègues [2002], appréciées de la manière suivante :

- i. Une dimension identitaire : le territoire correspond alors à une entité spatiale dotée d'une identité propre. L'identité du territoire est caractérisée par son nom, ses limites, son histoire et son patrimoine, mais aussi par la manière dont les groupes sociaux qui l'habitent se le représentent, se l'approprient et le font exister au regard des autres ;
- ii. Une dimension matérielle : le territoire est conçu comme un espace doté de propriétés naturelles définissant des potentialités ou des contraintes de développement, ou de propriétés matérielles résultant de l'aménagement de l'espace par les sociétés (armature urbaine, réseau de desserte...). Ces propriétés physiques des territoires sont caractérisées par leurs structures et leurs dynamiques temporelles et spatiales ;
- iii. Une dimension organisationnelle : le territoire est défini comme une entité dotée d'une organisation des acteurs sociaux et institutionnels, elle-même caractérisée par des rapports de hiérarchie, de domination, de solidarité, de complémentarité...

complémentarité comme dans la concurrence, les différents groupes sociaux qui le fabriquent. Ce qui nous amène par exemple à reconnaître que les paysans résidant à l'étranger, sur les « îles du territoire en archipel » de Hatun Cañar, jouent un rôle crucial dans l'évolution (sociale, écologique, politique, culturelle) de leur lieu d'origine auquel ils sont reliés par des référents « identitaires » communs¹, tout en contribuant à en produire de nouveaux.

3.3. Du concept à la pratique : points de méthode

3.3.1. Une méthode partant du terrain

3.3.1.1. *L'observation et le dialogue comme fondements de la méthode*

Pour comprendre le processus de transformation de l'agriculture du petit *pays*, il convient d'adopter une démarche —empreinte « d'humilité scientifique » du fait de la complexité de l'objet d'étude— accordant la primauté à l'observation et au dialogue, opérations par lesquelles le chercheur confronte l'évolution de son cheminement intellectuel à la réalité [Cochet, 2011].

La suspicion du témoin sur l'objet de l'étude, le degré et la nature de l'intérêt que celui-ci peut accorder à l'entretien, la disponibilité variable de l'interviewé selon la période, la méconnaissance de la langue quichua du chercheur, sont autant de contraintes liées au travail de terrain qu'il s'agit d'écrêter au fur et à mesure par le biais de l'écoute, l'ajustement de l'enquête aux exigences du calendrier de l'interviewé, la réciprocité par le service rendu², le recours au traducteur et plus globalement, la répétition des visites pour bâtir la confiance et libérer la parole. L'information produite par le dialogue ne suffit pas toujours à elle seule à comprendre les raisons et les pratiques des agriculteurs, exigeant en conséquence de procéder à une analyse du sens du discours, fondée sur la reconnaissance préalable d'une discordance des conceptions entre chercheur et interviewé, c'est-à-dire des façons distinctes d'appréhender la réalité sous-tendant des raisons différentes d'agir [Darré *et al.*, 2004]. Ainsi importe-t-il de prêter la plus grande attention à resituer la position sociale et l'histoire de l'interlocuteur afin d'interpréter le sens que ce dernier donne à une pratique ou à une décision prise, et la façon dont il peut être amené à commenter un fait ou à répondre à une question. Pour illustrer ce propos, on a coutume de mentionner les conflits sur le partage des ressources, les effets de la migration ou les actions

¹. Sentiment d'appartenance, identification à un mode de vie et à des pratiques (alimentaires, vestimentaires, etc.), référence à un mode de représentation du monde et à des formes de rapports sociaux propres au groupe, force du lien qui unit les Hommes à leur terre, etc.

². Ainsi a-t-on enseigné l'anglais pendant un an dans deux collèges du petit *pays*, sur demande —sans doute motivée par l'idée de préparer les jeunes à l'émigration !— de la communauté pour le premier et de l'autorité académique pour le second. Le transport, la participation aux travaux agricoles et aux *mingas* sont des actes courants dans le « jeu » des rapports sociaux. Et comme il lui est impossible de s'abstraire au pur regard extérieur, le chercheur passe de « sujet observant à objet manipulé » [Wachtel, 1992].

entreprises par une institution de développement, dont la perception sur un même objet peut radicalement différer d'un individu à l'autre. Il convient aussi d'apprendre à déchiffrer les expressions employées, les représentations et même les tonalités de parole¹ pour comprendre le sens des rapports que les paysans entretiennent avec leur milieu social et écologique. Enfin, la confrontation chaque fois que cela est possible du « dit » et du « fait » est à même de conforter ou d'infirmer certains propos [Milleville, 2007].

3.3.1.2. L'entretien compréhensif comme méthode d'enquête

La méthode d'enquête la plus pertinente pour conduire une telle démarche est celle de l'entretien compréhensif² [Kaufmann, 2011]. Celui-ci est préféré au questionnaire dans la mesure où il fait construire un discours, alors que le questionnaire provoque une réponse [Blanchet et Gotman, 2010] et requiert de poser *a priori* les éléments déterminants [Blanchemanche, 2000]. Or, le but de l'entretien est au contraire d'obtenir les données nécessaires aux opérations de zonage du paysage, de séquençage de l'histoire ou encore d'élaboration de typologies.

Elaborés autour de grands axes de discussion prédéfinis (ann. 4), 163 entretiens ont été menés entre février 2007 et décembre 2008. Le nombre de sessions varia selon la disponibilité des interlocuteurs, le degré de complexité des systèmes de production et d'activité et l'état d'avancement dans la construction du « modèle » que le cas prétend illustrer.

L'analyse du contexte plus général des rapports de production et d'échange (autres niveaux d'organisation fonctionnelle à considérer) implique de procéder à des interviews auprès d'une diversité d'agents économiques, de décideurs politiques et de représentants d'organisations sociales afin d'éclairer la dynamique des différents systèmes de production agricole et d'activité. Le recours à la littérature grise comme aux travaux scientifiques complète un dispositif de collecte de données à plusieurs échelles de travail. Données qui, une fois interprétées et les résultats confrontés au terrain, président à la validation (ou non) d'hypothèses, conduisent à l'abandon de pistes de réflexion ou à l'approfondissement de nouveaux thèmes, bref, « balisent » le cheminement de la pensée du chercheur.

¹. Mots d'un ancien : « Te digo que me voy por abaaaaaaaajo, pues ». Avec l'expérience, il est évident qu'à l'intonation de la voix, l'ancien ne part pas cultiver un lopin localisé sur l'étage agro-écologique inférieur contigu (au *bas-pays*, à moins d'une heure de marche), mais sur un étage disjoint, localisé sur le versant extérieur de la cordillère occidentale, à plusieurs heures de marche.

². « Dans le modèle classique, une hypothèse est avancée, puis testée par un protocole d'enquête. Ce dernier doit donc être particulièrement rigoureux, car il joue le rôle de garantie de la validité des résultats. Dans le cadre des méthodes qualitatives produisant de façon évolutive une théorie fondée sur les faits, ce test (outre qu'il est techniquement souvent impossible) n'a pas lieu d'être puisque le terrain est déjà la contrainte initiale, que les hypothèses lancées sont issues de l'observation : l'ordre des procédures est inversé » [Kaufmann, 2011 : 28]. La recherche débute par le terrain. L'élaboration théorique se construit ce faisant, mais sans que les deux étapes de la recherche soient dissociées. L'originalité de la théorie fondée sur les faits est en effet que découverte et justification sont intimement et continuellement imbriquées » [*ibid.*].

3.3.2. Les modalités pratiques

3.3.2.1. L'élaboration efficace et cognitive de typologies

A l'instar du zonage du paysage et du séquençage de l'histoire, on attend de l'élaboration de typologies qu'elle puisse aboutir à la délimitation de catégories d'exploitations agricoles et de combinaisons d'activités, relativement homogènes et contrastées du point de vue du développement agricole ; autrement dit que ces catégories fassent sens par rapport à l'objet de recherche et au contexte. Il importe que « le nombre de catégories soit suffisant pour que les différences ne soient pas trop grossières mais pas trop important afin que ces typologies restent utilisables » [Cochet et Devienne, cité par Cochet, 2011 : 113]. L'élaboration des typologies ne procède pas d'une méthode de classification par type d'individus (exploitations agricoles ; combinaisons d'activités) selon un nombre de variables déterminées à l'avance, méthode qui ne serait pas sans poser de problème face à la question de savoir quels critères choisir et comment les hiérarchiser. En fait, l'élaboration des typologies procède ici de l'identification préalable des systèmes de production agricole et d'activité, démarche découlant elle-même directement de l'analyse historique qui nous « permet de construire des types – idéal-type – et de [nous] attacher à rechercher pour chacun d'eux un maximum de cohérence logique dans un but explicatif (Perrot et Landais, 1993). Chaque type sera alors caractérisé par un ensemble de propriétés qui lui est propre et permet de comprendre la logique interne de son existence, son fonctionnement particulier ainsi que sa trajectoire. Dès lors, il n'y a aucune raison de chercher à bâtir un ensemble unique de variables à recueillir, soigneusement ordonné dans un questionnaire standard préétabli » [Cochet, 2011 : 115].

Précisons que l'identification préalable des systèmes de production et d'activité fut elle-même précédée de l'identification des catégories de familles constitutives de la société agraire de Hatun Cañar. Cette démarche s'explique par le fait que la différenciation au sein de cette société nous apparut relativement tôt, à la fois en observant le paysage et en dialoguant avec les anciens. La probabilité était, dès lors, élevée que ces catégories de familles si contrastées, opérant dans des conditions de choix de productions (de biens et de services) et de combinaisons d'activités, mettent en œuvre des systèmes de production et d'activité fort dissemblables [*ibid.*]. Ces derniers, rappelons-le, sont compris comme des « modèles » représentant le fonctionnement d'ensembles, respectivement d'exploitations agricoles et de combinaisons d'activités, rassemblant une même gamme de ressources et une combinaison comparable de production de biens et de services et se situant dans des conditions socio-économiques analogues.

Ces typologies aident à construire un échantillonnage raisonné, c'est-à-dire à sélectionner les familles qu'il serait opportun de pouvoir interviewer, de façon à caractériser au mieux les

problèmes technico-économiques auxquels elles sont confrontées dans la conduite de leurs systèmes de production agricole et d'activité respectifs.

3.3.2.2. *Un échantillonnage raisonné*

La complexité de systèmes d'activité très diversifiés (englobant des systèmes de production agricole peut-être tout aussi variés), incite, pour les caractériser, à procéder par études de cas au sein d'un échantillon restreint d'unités. L'échantillonnage raisonné est préféré à une méthode d'échantillonnage aléatoire¹. Le risque, avec cette dernière, serait en effet d'écarter de l'étude des cas extrêmes ou marginaux pourtant utiles, par leurs particularités, à éclairer le processus général de différenciation des exploitations agricoles et plus largement des combinaisons d'activités mises en œuvre par les familles. L'ambition de la méthode est explicative : il nous faut interpréter pourquoi les producteurs font comme ils font et pas autrement et, de là, mettre en évidence des leçons d'ordre général, éventuellement extrapolables mais pas généralisables (liens de causalité). Pour ce faire, il s'agit moins de fonder la recherche sur un échantillon statistiquement représentatif que de s'assurer d'une représentativité qualitative de grands types (catégories de producteurs) qui, selon un enchaînement de cause à effet, ont été mis en évidence par l'approche historique. Ces grands types ont donc été raisonnés, notamment selon les ressources dont ils disposent et qu'il s'agit en premier lieu d'inventorier.

3.3.3. Limites et atouts d'une méthode de terrain

3.3.3.1. *Famille géographiquement dispersée : limite méthodologique de la recherche*

La multipolarité de la famille à l'échelle mondiale pose véritablement, nous l'avons vu, un problème de méthode, « la migration imposant par essence de pratiquer une géographie de l'absence » [Poinard, cité par Cortes, 2008 : 68]. En théorie, il aurait été fort utile de dialoguer avec les émigrés sur leur lieu de destination, non pas tant pour examiner avec soin les activités qu'ils pratiquent et d'appréhender le milieu dans lequel ils vivent et travaillent que d'analyser le sens qu'eux-même donnent à leurs actes et de saisir la perception qu'ils peuvent avoir de l'évolution des rapports qui les relient (ou délient) de la famille et de leur *pays*.

Dans la pratique, il a fallu se résoudre à admettre la présence —souvent très prégnante— de l'absent, imaginé par le biais de ceux restés au *pays* et appréhendé par l'analyse (*de facto* partielle) des relations « transnationales ». Quinze entretiens spécifiques menés auprès de ceux qui seront appelés par la suite les *retournants* (autrement dit des émigrés de retour au *pays*), ont toutefois permis d'apporter un éclairage sur leur expérience à l'étranger, démarche complétée par la consultation de travaux scientifiques, en particulier ceux qu'ont réalisés —au cours de ces dix

¹. La méthode de l'échantillonnage aléatoire considère que chaque individu d'une population dispose d'une probabilité équivalente d'être retenu pour faire partie de l'échantillon.

dernières années— des sociologues et géographes états-uniens, à la fois dans les Andes australes de l'Equateur mais aussi, pour certains, auprès de la diaspora installée aux Etats-Unis d'Amérique [Gray, 2008 ; Pribilsky, 2007 ; Kyle, 2000 ; Jokisch, 1998].

3.3.3.2. *Approfondir et comparer : mettre en perspective la réalité du petit pays*

Parmi les questions de recherche qui ne manquèrent pas d'émerger au cours des deux premières phases du cheminement de la recherche, la nécessité avérée de mieux appréhender la migration comme « fait social total » motiva la formulation puis l'encadrement d'études complémentaires, dont l'exécution fut confiée à de jeunes chercheurs au profil disciplinaire mieux adapté. Outre le fait que ces études constituèrent des espaces d'échanges propres à alimenter les réflexions autour de la problématique posée, leurs résultats se révélèrent d'une grande utilité à la compréhension de l'évolution de l'agriculture du petit *pays*. Mais il n'en reste pas moins qu'elles ne se substituèrent en aucune manière à certaines étapes du patient et exigeant travail d'observation et d'enquête que le chercheur ne peut déléguer à qui que ce soit [Cochet, 2011]. Les travaux complémentaires portèrent sur l'appréhension des rapports dialectiques entre migration et (i) espace géographique [Rebaï, 2007], (ii) inégalités d'accès à la terre [Melguizo, 2008], (iii) institutions andines [Caguana, 2008a], (iv) histoire coloniale [Chacón, 2009] et (v) dollarisation de l'économie nationale [Mejía, 2010].

La volonté de défaire certains « nœuds » complexes de la recherche alla de pair avec le souci de porter le regard sur d'autres réalités agraires. Ainsi a-t-on accompagné, plus ou moins intensément selon les cas, la réalisation de diagnostics agraires dans une campagne andine à proximité de la ville d'Ambato [Lacour et Vaillant, 2007 ; Lacour, 2005] ainsi que dans plusieurs régions rurales de la province de l'Azuay [Chanclud, 2009 ; N'Guyen, 2008 ; Deslandes et Micoulaud, 2006]. Par la comparaison de l'évolution de l'agriculture dans ces régions rurales, le repérage et l'interprétation des similitudes et dissemblances établies avec celle de la haute vallée du Cañar ont indubitablement permis de préciser les singularités propres à cette dernière, tant par son évolution historique que par ses spécificités écologiques et les conditions socio-économiques (locales et générales) dans et par lesquelles elle s'est progressivement transformée.

CHAPITRE 4

Des paysans et des pratiques : l'agriculture hatun-cañari au temps de l'émigration clandestine

El último que se vaya que apague la luz¹

Quelques années après le « séisme » migratoire, l'Equateur ne s'est pas éteint. Mais avec aujourd'hui plus de 10 % de sa population à l'étranger [Herrera, 2008a ; Jokisch, 2007], force est de constater que la lente récupération de l'économie nationale et la moindre instabilité politique —malgré de troubles « répliques² »— n'ont pas dissuadé les Equatoriens de quitter leur pays. A Hatun Cañar, le dernier recensement national [INEC, 2011] et les études qui y ont été récemment menées [Colpari, 2011 ; Caguana, 2008a] attestent de l'ampleur du phénomène. Au-delà des statistiques, l'émigration semble marquer la société en profondeur. C'est, en tout cas, ce que rapporte la parole de paysans particulièrement prolixes³ sur le sujet, ou laissent à voir certains éléments signifiants du paysage, tels la foultitude de bâtisses ostentatoires en campagne ou le bourgeonnement, en ville, d'agences de transfert d'argent.

L'enjeu est à cet endroit de savoir en quoi l'émigration clandestine modifie les pratiques agricoles et les modes de mise en valeur des différents écosystèmes étagés. Il est également de

¹. « Que le dernier à partir éteigne la lumière » (graffiti mural à Cuenca) [Plan Migración, Comunicación y Desarrollo, 2003].

². En avril 2005, le président de la République Lucio Gutiérrez est renversé, son vice-président (Alfredo Palacios) assurant la fin du mandat jusqu'à l'élection de Rafael Correa en janvier 2007, victime le 30 septembre 2010 d'une tentative de coup d'Etat selon certains, d'une « mutinerie policière » selon d'autres.

³. Cette prolixité tient sûrement au fait que bon nombre d'entre eux sont directement concernés par ce « séisme » migratoire : 70 % des familles (nucléaires) interviewées ont au moins un membre émigré.

comprendre comment et avec quels effets cette forme migratoire affecte les rapports sociaux de production et d'échange qui régissaient jusque-là les différents modes d'exploitation du milieu. Il consiste aussi à s'interroger sur les modifications que les familles ont éventuellement entreprises de réaliser sur leur exploitation, selon la position qu'elles occupent dans la société et les ressources dont elles disposent. En résumé, un bouleversement en profondeur de l'agriculture de Hatun Cañar ne serait-il pas à l'œuvre, ou dit d'autre façon, ne serait-on pas en train d'assister à une véritable révolution agricole, au sens où l'entend l'agronome Marcel Mazoyer¹ ?

Pour le savoir, il importe de « dégager de la glaise » (autrement dit de la complexité) les pratiques agricoles contemporaines et d'interpréter leur évolution différentielle sous l'effet de l'émigration clandestine, étant entendu que cette dernière ne peut être appréhendée que dans le champ plus vaste des transformations sociales, techniques et écologiques du petit *pays* et de son « environnement ». Cet exercice intellectuel réclame du chercheur qu'il « imagine » le système agraire stable, tout comme ses composantes, « le temps d'entrevoir les interactions et mécanismes fondamentaux qui le caractérisent, étape imprescriptible pour percevoir et interpréter le mouvement, pour déceler les conditions de sa durabilité, ou au contraire les causes de sa crise prochaine » [Cochet, 2011 : 45]. Le moment de l'histoire, qui correspond à l'« état » actuel du système, est borné par deux événements majeurs. Ceux-ci se déroulèrent en septembre, à bonne distance du *pays* de Hatun Cañar mais au plus près de la fraction majoritaire de sa diaspora (New York) : (i) les attentats du 11 septembre 2001, avec l'effondrement des tours jumelles du *World Trade Center* et (ii) la faillite, le 15 septembre 2008, de la firme financière Lehman Brothers, paroxysme de la crise des *subprime* et prélude (croyait-on alors) au collapsus du système financier international.

Bien que les différentes activités (agricoles et « extérieures ») combinées par la famille soient interdépendantes, il faut, pour les besoins de l'exposé, les examiner les unes après les autres. Voilà pourquoi le lecteur est, intentionnellement, laissé « borgne » tout au long de ce chapitre consacré aux transformations contemporaines de l'agriculture du *pays* de Hatun Cañar. Il y prend connaissance de pratiques agricoles dont le sens ne sera renseigné qu'au chapitre suivant, sans pour autant insinuer que les systèmes de production agricole mis en œuvre ne disposent d'une

¹. « Tout système agraire, tout mode d'exploitation du milieu ayant une capacité de production limitée, tant que celle-ci n'est pas atteinte, le développement agricole peut consister à étendre ce système, à pleinement employer ses moyens spécifiques, à en affiner le mode d'utilisation dans tout l'espace exploitable. Cette limite étant atteinte, le développement agricole ne peut se poursuivre que par un changement de système agraire, c'est-à-dire une révolution agricole. [...] Celle-ci ne consiste donc pas en une simple expansion du système préexistant, elle comporte au contraire, un changement qualitatif profond du processus de production qui affecte la nature de l'écosystème cultivé, la forme ou la quantité d'énergie utilisée (humaine, animale, mécanique...), la puissance de l'outillage, la productivité du travail... Ces changements supposent une transformation préalable des rapports de production et d'échange, des institutions, des idées qui commandent la reproduction de l'ancien système agraire et qui peuvent entraver le développement du nouveau système » [Mazoyer, 1987 : 15].

cohérence interne (bien au contraire), qu'il importe donc de rendre intelligible, une fois précisées certaines notions fondamentales.

4.1. Précisions préliminaires sur quelques notions fondamentales

4.1.1. Qu'entend-on par intensification ?

Passée dans le langage courant, la notion d'agriculture intensive, tout comme celle d'agriculture « productiviste » qui lui sert ordinairement de synonyme, renvoie implicitement au type d'agriculture qui s'est diffusé après-guerre dans les pays à haut niveau de revenus, puis dans certaines régions des pays à bas salaires, aux conditions bioclimatiques analogues (révolution verte) : une agriculture très productive —avec généralement de hautes valeurs ajoutées annuelles dégagées à l'unité de surface— moyennant la sélection de variétés végétales et de races animales à haut potentiel génétique de rendement, le recours à de lourds équipements moto-mécanisés et des infrastructures, ainsi que l'emploi accru d'intrants de synthèse issus de la chimie agricole et de la zoopharmacie [Mazoyer et Roudart, 1997]. Ce type d'agriculture n'a rien à voir avec l'agriculture paysanne de haute montagne telle que pratiquée dans la haute vallée du Cañar (polyculture-élevage, avec araire attelé). Pour autant, rien n'interdirait de qualifier aussi cette dernière de « productiviste », dans la mesure où les agriculteurs cañaris recherchent également à accroître effectivement leur production par unité de surface... dans les limites agro-écologiques et socio-économiques qui sont les leurs à un moment donné. Au regard de l'histoire, il est manifeste que cette agriculture paysanne andine est aussi hautement intensive, fort peu en capital immobilisé, mais de manière conséquente en travail, tout du moins jusqu'à la fin du XX^e siècle.

La notion d'intensification reste de ce fait frappée d'ambiguïté, tant que l'on ne précise pas le facteur qui fait justement l'objet d'un usage accru, ou que l'on porte à un plus haut degré de rendement ou d'efficacité. Aussi dira-t-on ici d'un système de production agricole, mis en œuvre au sein d'une exploitation, qu'il est plus ou moins intensif, en fonction de la quantité de richesse qu'il produit à l'unité de surface, par le biais d'apports accrus en capital et/ou en travail¹. Le même raisonnement s'étend au système d'activité. Etant entendu que les moyens de production peuvent aussi bien être immobilisés dans tout autre atelier que l'exploitation, on peut dès lors supposer que le peu de richesse créée à l'unité de surface par un système de production agricole

¹. La notion d'intensification *écologique* de l'agriculture tend aujourd'hui à se développer. L'agronome Michel Griffon [2011] la décrit comme « l'obtention d'un rendement plus élevé par unité de biosphère pour un ensemble d'objectifs de viabilité recherchés ». L'agroéconomiste Hubert Cochet [2001] l'illustre à partir de l'histoire de l'agriculture paysanne de montagne du Burundi, quand l'accroissement de production à l'unité de surface au cours de deux révolutions agricoles (révolution agricole du XVII-XVIII^e avec l'introduction du maïs et des haricots américains, « révolution bananière » de la deuxième moitié du XX^e siècle) ne procède pas d'un changement de source d'énergie ou d'outillage, mais de la valorisation d'un nouveau matériel biologique disponible et de l'usage qui en a été fait.

donné ne présage en rien du niveau de revenu global de la famille qui le met en œuvre. En somme, un même niveau de revenu peut être atteint de diverses manières, non exclusives, l'éventail des possibles variant bien évidemment d'une famille à l'autre selon leurs positions sociales et les ressources auxquelles elles ont effectivement accès.

4.1.2. La substituabilité des moyens de production : différencier selon les familles

La relative substituabilité des moyens de production induit des voies distinctes d'adaptation des systèmes de production agricole et d'activité en fonction, selon les familles, des événements tant endogènes qu'exogènes à leur propre trajectoire. Tel fut le cas de certains grands propriétaires fonciers qui, au cours des « vingt prometteuses », amorcèrent la reconversion de leurs *haciendas* à dominante céréalière en exploitations laitières, moyennant la substitution de capital au travail (*huasipungueros* et paysans des communautés voisines). On considère en effet que dans les exploitations de type capitaliste, la substitution du capital au travail se décide en fonction du taux de profit. Une haute intensité en capital fixe signifie alors bien souvent une relative spécialisation du système de production agricole. Le fait est que les familles peuvent avoir un intérêt objectif à amortir au mieux leurs équipements en consacrant une part plus importante des ressources dont ils disposent à la production de biens pour lesquels ont été justement réalisés les investissements [Dufumier, 1996]. Parallèlement, l'accumulation sous la forme d'infrastructures et de biens d'équipement (fraction « morte » du capital fixe) va généralement de pair avec le choix d'un matériel biologique adéquat, fraction « vivante » de ce même capital fixe. Pour preuve, une nouvelle fois, avec les grands propriétaires fonciers qui, lorsqu'ils convertirent leurs *haciendas* en exploitations laitières, ne se contentèrent pas de s'équiper en salle de traite et d'enclorre leurs prairies temporaires irriguées. De façon à rentabiliser leurs investissements, ils introduisirent une race bovine à haut potentiel génétique de rendement qui, pour que ce dernier s'exprime de manière optimale, exigeait en particulier une ration alimentaire de plus haute valeur nutritive (introduction et association de nouvelles espèces fourragères) et des soins appropriés. Les efforts déployés pour créer les conditions optimales à l'expression des caractères de production pour lesquels plantes et animaux ont été sélectionnés implique aussi d'adapter en conséquence ses pratiques de culture et d'élevage : implantation de prairies associées, modification des itinéraires techniques et des associations de culture, construction de logements, nouvelles techniques d'allotement*, etc. En somme, comprendre le choix des espèces animales et végétales ne peut être dissocié ni de l'analyse des pratiques, ni de l'identification des finalités de production agricole retenues par les familles.

Dans les exploitations de type familial, ce n'est pas tant le taux de profit qui guide le choix des individus dans l'usage des moyens de production, que le coût d'opportunité de ces derniers, en particulier la force de travail [Dufumier, 1985]. Dans la présente recherche, les usages alternatifs de celle-ci ne se limitent d'ailleurs pas au seul territoire national, mais à l'ensemble des lieux et

des métiers vers lesquels les exploitants agricoles de Hatun Cañar sont susceptibles de se rendre, renvoyant explicitement à la question de l'accès.

4.1.3. Autoconsommation, échange et accumulation : des finalités non exclusives

La notion d'agriculture paysanne évoque immédiatement une forme de subsistance où l'autoconsommation prédomine, et non l'activité marchande. Des finalités de production, il n'est pas rare de procéder encore aujourd'hui à une dichotomie opposant, d'un côté, l'autoconsommation familiale (l'agriculture paysanne relevant d'une logique de stricte autosubsistance) et de l'autre, l'échange, le plus souvent réduit à sa seule forme marchande : la soi-disant « modernité » incarnée par la figure de l'entrepreneur produisant exclusivement pour le marché au sein d'une exploitation de très grande superficie, moto-mécanisée, spécialisée et chimisée.

Au petit *pays*, ce clivage stigmatisant ne repose sur aucune réalité historique. Il suffit en effet de se remémorer qu'à l'époque précolombienne, les paysans cañaris avaient déjà partiellement spécialisé leur système complexe à base de maïs, dans le but délibéré de dégager des excédents vivriers qu'ils troquaient avec des produits essentiels provenant de régions écologiquement distinctes (coton, piment). Plus tard, du temps de la Couronne espagnole, l'échange devint la règle pour les familles indiennes, qui combinèrent la forme marchande pour s'acquitter du lourd fardeau de l'impôt (tribut, dîme, etc.) au troc pratiqué dans le but de se procurer certains biens de première nécessité. Enfin, c'est à partir des « vingt prometteuses », et l'insertion croissante de l'économie du petit *pays* au marché, qu'il fallut faire face à de nouvelles dépenses incompressibles résultant de l'abandon progressif de certaines productions, alimentaires et non alimentaires (outillage à renouveler, semences, intrants, etc.). Bref, l'idée même de l'autarcie paysanne dans la haute vallée du Cañar constituerait une aberration, même si certaines familles peuvent être encore de nos jours amenées à consacrer une part conséquente de leurs productions à l'autoconsommation. Le même constat, mais à l'échelle nationale, est d'ailleurs tiré par le sociologue Luciano Martínez [2004] qui soutient que 70 à 90 % de la production paysanne est destinée au marché.

Enfin, la nécessité historique de produire des excédents (agricoles et autres) n'a pas pour unique finalité de se procurer des biens essentiels par l'échange. Cette production d'excédents participe notamment du renouvellement des moyens de subsistance de la famille et des ressources disponibles au sein des systèmes d'activité, sous peine de voir celles-ci se réduire au rythme de l'accroissement démographique et des partages successoraux. Par conséquent, une autre erreur serait d'opposer autosubsistance et capacité d'épargne et d'accumulation de capital (sous ses diverses formes, selon des choix raisonnés de combinaisons de ressources). On retrouve ici, en

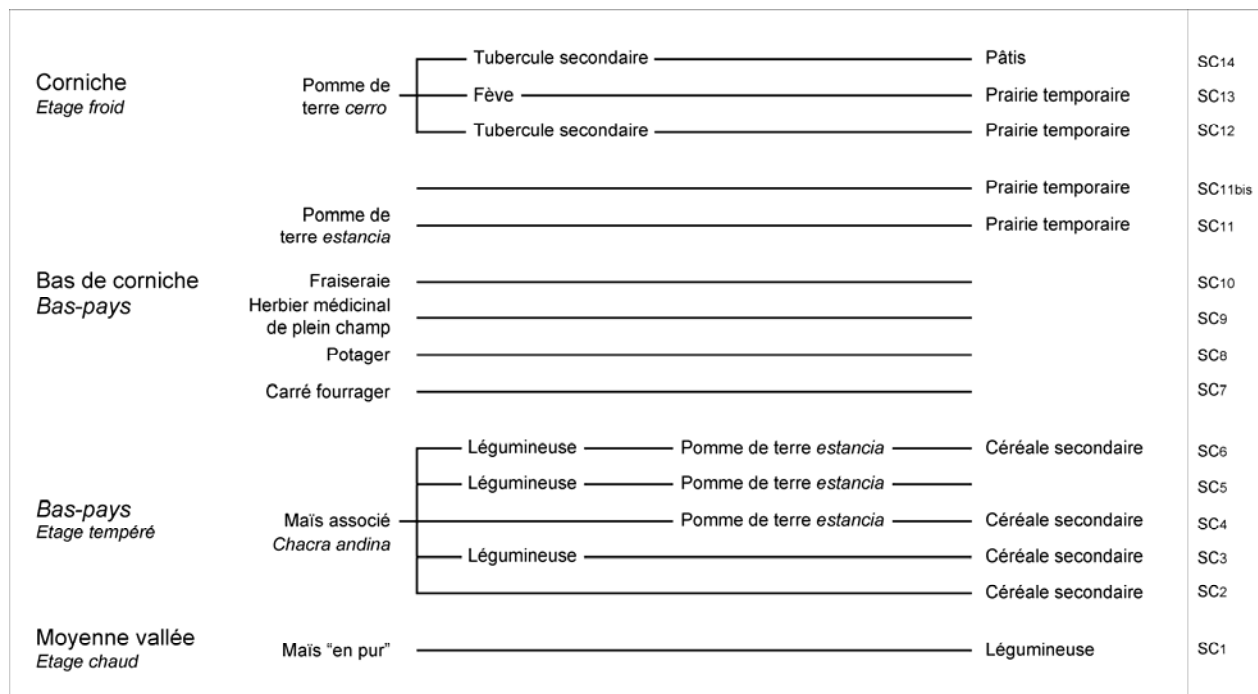
filigrane, le cycle de Chayanov, avec ses phases de capitalisation et de décapitalisation selon les différentes étapes du cycle de vie de la famille (§ 3.2.1.1).

4.2. Végétaux et animaux : des espèces aux pratiques

4.2.1. Mosaïque de cultures minutieusement agencées dans le temps et les étages

De cycle, il en est à nouveau question au moment d'ouvrir le présent sous-chapitre relatif à la description des pratiques culturelles contemporaines. L'histoire a montré que les cycles agricoles au *pays* de Hatun Cañar sont, encore aujourd'hui, nombreux et variés. Ils mettent en jeu diverses espèces végétales adaptées aux conditions agro-écologiques de parcelles étagées sur lesquelles elles sont cultivées (fig. 29). Leur ordonnancement dans l'espace (association éventuelle) et dans le temps (succession), conjugué aux itinéraires techniques qui leur sont appliqués, sont à l'origine d'une diversité de systèmes de culture.

Figure 29. Typologie des principales successions culturales, par étage écologique



La notion de cycle renvoie également à la vie sociale de Hatun Cañar qui, à l'image d'autres sociétés rurales du « tiers-monde », reste encore (au moins partiellement) rythmée par le cycle des cultures. Saisons, dates cruciales des cycles culturaux et événements festifs¹ s'entremêlent.

¹. Cérémonies religieuses (fêtes chrétiennes imposées par les Espagnols, cérémonies marquant les principales étapes du cycle de vie domestique —baptême, mariage, funérailles—), fêtes païennes (anniversaire, obtention d'un diplôme scolaire, anniversaire, « pendaison de crémaillère », etc.), fête patronale (saint de la communauté),

La Couronne espagnole a bien imposé sa chronologie avec son calendrier grégorien¹ et les célébrations religieuses correspondantes. Elle n'a toutefois pas effacé l'éphéméride issue de la période précolombienne. Calendriers et célébrations respectives se sont plutôt superposés, les Indiens perpétuant encore de nos jours les singularités de leurs cosmogonies. La preuve en est la forte contemporanéité de certaines légendes, dont les représentations religieuses et magiques sont chevillées aux cycles des saisons et des cultures. Il en est ainsi, par exemple, de la légende propre à la communauté indienne de Juncal, selon laquelle Taita Carnaval, l'esprit de la montagne², descendrait chaque année du *cerro*, en février. Afin d'attirer, sur leur maisonnée, la clémence des divinités, l'abondance des récoltes et la prospérité, les paysans s'évertuent à l'honorer en dressant une table copieusement garnie que celui-ci visitera en leur absence. Une table non dressée, ou insuffisamment achalandée d'offrandes, et La Faim —opposée complémentaire de l'esprit de la montagne— prendra place au sein du foyer [Burgos, 2003 ; Fock et Krener, 1979].

Enfin, de tous les cycles culturels, celui du maïs, précieuse céréale cultivée depuis des siècles sur les terrasses du *bas-pays*, constitue sans nul doute le « marqueur chronologique » de la vie sociale, balisant les grandes dates du calendrier festif cañari : (i) *Killa Raymi* (équinoxe d'automne), débute le calendrier avec le semis de maïs et l'hommage à la lune (*killa* en quichua), (ii) *Kápak Raymi* (solstice d'hiver) honore les sages, (iii) *Pawcar Raymi* (équinoxe de printemps) intercède pour la floraison du maïs et (iv) *Inti Raymi* (solstice d'été) pour sa récolte.

4.2.1.1. Les terrasses du bas-pays : antique terroir du maïs, terre intensément cultivée

- Une association de cultures autour du maïs

Jadis annoncées, d'après les anciens, par l'arrivée du falconidé caracara caronculé (*Phalcoboenus carunculatus*), les premières pluies qui humidifient le sol marquent le début du semis, le plus souvent en septembre³. Préalablement désinfecté, le maïs est systématiquement semé en poquet (3-4 graines) en vue de limiter le risque qu'aucune graine ne lève. Le choix variétal se fonde sur la disponibilité des semences, les aptitudes agricoles du champ à cultiver (topographie, nature du sol, irrigation), la destination de la production et les préférences

」

célébrations civiles (jour de l'Indépendance), fêtes collectives cañari liées au cycle des cultures et des astres (de la lune notamment).

¹. Nombre d'« éphémérides ont été supplantées ou doublées, au XVI^e siècle, sous l'égide du pape Grégoire XIII, par la mesure du temps retenue lors du Concile de Trente. Celle-ci porte la marque de l'Occident, en l'occurrence la date supposée de la naissance du Christ. La “découverte” des Autres leur sera signifiée non par rapport à leurs propres chronologies, mais vis-à-vis du temps “chrétien”, celui des administrateurs européens » [Bouvier, 2011 : 87].

². L'esprit (génie, divinité) de la montagne est connu sous le nom d'*Urcuyaya* dans d'autres communautés.

³. Préalablement au semis, l'agriculteur peut procéder à un désherbage chimique, technique aujourd'hui très largement répandue visant à alléger la charge de travail liée à la destruction totale de la végétation.

gastronomiques de la famille. Des deux principales variétés¹ cultivées sur les terrasses du bas-pays, le maïs *zhima* est le plus répandu : il est semé sur les terrains les plus fertiles, et consommé bouilli (*mote*) tout au long de l'année. Occupant les terrains de moindre aptitude agricole, plus pentus, moins productifs ou dépourvus d'accès à l'irrigation, le maïs *morochó* est quant à lui consommé sous diverses formes². Développées dans les conditions écologiques et techniques parfaitement maîtrisées des stations expérimentales de l'INIAP, des variétés hybrides à haut potentiel de rendement furent un temps expérimentées. Elles furent abandonnées après s'être révélées inadaptées aux conditions socio-économiques et bioclimatiques dans lesquelles opéraient la plupart des producteurs de Hatun Cañar, notamment leur manque de moyens financiers pourtant nécessaires à l'acquisition d'intrants chimiques consommés tout au long du cycle végétatif de variétés à pratiquer, de surcroît, en « culture pure ».

Ces variétés n'avaient en effet guère de chance d'être adoptées compte tenu du fait que le paysan, lorsqu'il entreprend de cultiver le maïs, n'a pas pour seul objectif de maximiser l'espérance mathématique de production à l'unité de surface de la seule céréale. L'association d'espèces végétales aux comportements physiologiques complémentaires vise le plus souvent à diversifier les productions destinées à l'autoconsommation familiale et à l'alimentation animale, tout en optimisant l'usage des ressources du milieu. Les feuillages, de natures distinctes et à différentes strates de l'espace aérien, optimisent l'interception d'énergie lumineuse transformée en calories alimentaires par la voie de la photosynthèse. La morphologie différente de l'enracinement des cultures associées aboutit, quant à elle, à l'exploitation simultanée de diverses couches du sol. Par ailleurs, en maximisant la couverture de ce dernier, le système foliaire — rampant, dense et étendu — des cucurbitacées (courge de Siam³, courge musquée⁴) contribue à limiter le développement des herbes adventices et l'agressivité des agents d'érosion, sans pour autant ralentir la croissance des autres espèces cultivées associées dont les feuillages occupent des strates supérieures étagées. Parmi ces dernières, le concombre grimpant⁵, cucurbitacée d'origine andine, est semé à la volée en faible quantité (4,5 kg·ha⁻¹), se servant de la canne de maïs comme tuteur. Planté en poquet en alternance avec le maïs, le haricot (variété *canario* la plus utilisée) enrichit le sol en azote, dont la fixation biologique par ses rhizobiums, à l'origine de la production de protéines, est favorisée par la réduction de la température du sol à laquelle contribue l'ombrage du feuillage de la céréale. Au reste, la présence de la légumineuse dans l'association dispense l'agriculteur d'amender le champ en matière azotée de synthèse.

¹. Variété précoce plus rarement cultivée, le maïs *blanco* (*sapón*) est habituellement consommé grillé.

². *Chiviles*, *tamales humitas* et autres *quimbolitos* (empapillotés dans des feuilles de canna comestible ou de fanes d'épis de maïs), préparés après mouture du maïs-grain.

³. *Cucurbita ficifolia* Bouché (nom vernaculaire : zambo).

⁴. *Cucurbita moschata* (Duchesne ex Lam.) Duchesne ex Poiret (nom vernaculaire : zapallo).

⁵. *Cyclanthera pedata* (L.) Schrad. (nom vernaculaire : achogcha).

Il arrive encore parfois que la fève (*Vicia faba*) soit associée au maïs, occupant le pourtour de la sole emblavée ou s'agencant en bandes alternées avec la céréale. D'après les paysans, la technique du rideau formé par les fèves plantées en rang serré a pour double fonction de protéger le maïs des rudes événements climatiques (forts vents et gelées) et de limiter l'impact d'éventuels insectes prédateurs et agents pathogènes de la précieuse céréale. La présence de la fève dans certains champs du *bas-pays* peut aussi s'expliquer par le fait que l'agriculteur ne dispose pas de soles sur l'étage froid, lieu privilégié de cette légumineuse destinée bien souvent à l'autoconsommation.

Une soixantaine de jours après le semis (stade de floraison du maïs), l'agriculteur fertilise le terrain. Le cas échéant, il répand des engrais de synthèse immédiatement enfouis lors de l'opération systématique de sarclage (*rascadillo*). Celle-ci est effectuée à l'aide d'une houe ou bien à la main lorsque les mauvaises herbes sont nombreuses ou quand l'agriculteur a effectivement intérêt à laisser lever les semis spontanés de plantes comme la navette (*Brassica napus*), dont les fleurs jaunes facilement reconnaissables mouchettent les champs emblavés du *bas-pays*. Il est vrai que celle-ci concurrence le maïs et les cultures qui lui sont associées, raison pour laquelle elle est encore souvent assimilée à un adventice. Cette pratique serait due au fait que la navette est une plante « utile », consommée en soupe ou destinée à l'affouragement des petits animaux. Suit, dans la séquence, une opération essentielle et exigeante en travail de binage-buttage (*segundeada*), destinée à éliminer les herbes adventices tout en accroissant la résistance de la plante à la verse en période de forts vents. La parcelle de maïs associé est irriguée en fonction de l'état de la plante et du milieu, une fois et demi en moyenne par campagne. Rares sont en revanche les agriculteurs à traiter le maïs. On observe toutefois l'emploi répété de fongicides et de pesticides dans le secteur Coyoctor pour lutter contre les infestations parasitaires localisées, au premier rang desquelles figurent les lépidoptères au stade larvaire comme le légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*), la pyrale du maïs (*Ostrinia nubilalis*) ou les noctuelles défoliatrices (*Agrotis* sp.). Le fait que le maïs, destiné au marché, soit cultivé pratiquement toute l'année sur ces terrains à sol profond, très faiblement inclinés et irrigués, accroît la prévalence des ennemis de la céréale qui trouvent dans ce milieu les conditions de leur reproduction, en dépit d'un usage croissant de produits phytosanitaires. Le souci est que les infestations tendent à s'étendre au secteur voisin exploité par des paysans alors contraints de recourir à leur tour à l'agrochimie pour traiter des cultures qu'ils destinent pourtant en priorité à l'autoconsommation familiale.

Semé en septembre, le maïs peut commencer à être récolté au stade laiteux (*choclo*) à partir d'avril, pour la Pâques chrétienne¹, la céréale constituant l'un des ingrédients de base du plat

¹. Dans le calendrier cañari, la période correspondrait au *Pawcar Raymi*, à laquelle les Espagnols surimposèrent la Pâques chrétienne.

traditionnel de la *fanesca*¹ consommé spécifiquement à cette occasion. Pour la plupart des familles, c'est aussi le moment de décider de commercialiser, ou non, une partie de la production. Avec la fin de la saison pluvieuse, le risque climatique s'amenuise et l'état de la plante renseigne l'agriculteur sur les résultats qu'il peut escompter de la récolte. Si cette dernière se présente « sous de bons auspices », que la conjoncture du marché est favorable et la force de travail disponible, l'agriculteur prend la décision de laisser sur pied une part de la production, dont il estime le volume en fonction des besoins de l'exploitation agricole et de la famille. Le reste est prélevé en vert : les épis sont ainsi détachés manuellement puis ensachés, sans épanouillage ni classification préalable des grains. Cette pratique présente le double avantage d'épargner à la famille le travail laborieux d'égrenage et de sélection des grains tout en dissimulant dans le vrac les épis de moindre qualité.

Le maïs peut être aussi récolté en sec, en plusieurs passages, en fonction des conditions climatiques et au rythme des besoins alimentaires de la famille. Après récolte, les épis sont égrenés puis les grains classifiés selon leur calibre et leur qualité. Les plus gros sont destinés à l'alimentation humaine (vendus, autoconsommés ou versés au titre de la *ración*) et à la semence pour la campagne suivante. Les petits (*rancho*) sont réservés aux volailles de basse-cour, alors que les grenailles (*ñuto*) peuvent être utilisées pour la fabrication de bière de maïs fermentée. Lorsqu'elles sont destinées à l'autoconsommation, les légumineuses alimentaires récoltées aussi en plusieurs passages —mais avant déhiscence— sont mises en sac au champ, puis battues avant d'être écosées manuellement au fur et à mesure de la consommation. Autrefois, fève, lentille, pois ou autre haricot étaient d'abord dépiqués, puis séchés et transformés en farine en vue d'allonger leur durée de conservation. Il était courant que l'éleveur (enfant ou femme) parte faire paître toute la journée son troupeau dans l'immensité froide des hautes pelouses d'altitude en emportant avec lui quelques fèves, qu'il avait coutume de faire griller² sur un feu de touffes de *calamagrostis*. Quant aux courges, implantées dans les sections les plus intensément fumées des terrains, leurs chairs sont consommées en soupe, ou mélangées avec du lait et de la cassonade. De rares familles procèdent encore occasionnellement, nous le verrons, à la transformation de la graine de courge de Siam en condiment.

Les résidus de récolte sont systématiquement valorisés. Quand ils ne sont pas directement utilisés pour alimenter les animaux de la ferme en période d'étiage fourrager, ils font l'objet d'échanges de diverses natures. Le plus souvent, la ressource fourragère est préalablement

¹. Consommée le vendredi saint, la *fanesca* est une soupe dont la composition varie selon les régions. Dans les Andes australes de l'Équateur, céréales, légumineuses, cucurbitacées et tubercules, quasiment tous cultivés dans la région, en constituent les ingrédients de base : *choclo*, *mote*, riz, pois, haricot (2 variétés), lentille, fève, lupin, courge de Siam, courge musquée et molloco. Plat très riche accommodé et relevé par divers aliments et condiments : morue, herbes, oignon, piment, rocou, lait, œuf, arachide (en substitution de la graine de courge de Siam), fromage et banane plantain.

². Technique de préparation culinaire dénommée *tazno*.

négociée dans le cadre d'un contrat de métayage. Elle est plus rarement vendue « sur pied ». Au prix d'un labeur âpre et long (11 h·j·ha⁻¹), les cannes de maïs étaient autrefois coupées, alignées sur le champ, puis transportées à la ferme avant d'être montées en tas. Elles sont aujourd'hui laissées « sur pied », consommées par le gros bétail au piquet sur le champ tout juste récolté. Dans certaines exploitations, les résidus de récolte peuvent être aussi enfouis dans le sol lors de la préparation des terrains pour la culture succédant au maïs associé.

- Du maïs sur la corniche : l'innovation paysanne

Les paysans se sont toujours efforcés de semer le maïs jusqu'à ses ultimes limites locales, estimées à 3 200 m [Huttel *et al.*, 1999]. Absente des rotations il y a une trentaine d'années, la culture du maïs au-delà de cette altitude est aujourd'hui relativement répandue dans le secteur oriental du petit *pays*. Le fait est qu'à partir des années quatre-vingt, des paysans prirent l'initiative de procéder à des expérimentations sur leur propre exploitation, parvenant à élaborer une variété adaptée à plus haute altitude, malgré un cycle végétatif rallongé et un moindre rendement relatif. Encore conviendrait-il de ne pas exclure l'épineuse question du réchauffement climatique, constaté notamment par le retrait progressif, mais insignifiant, des glaciers des montagnes tropicales d'Equateur et d'autres régions andines [Francou et Vincent, 2007]. L'accroissement des températures favoriserait en effet la hausse des seuils de tolérance des espèces végétales.

Sans doute n'est-ce pas un hasard si les expérimentations furent menées dans le secteur oriental de Hatun Cañar par des paysans dépourvus d'accès à l'étage du maïs, contraints de recourir à diverses institutions (*troc*, *al partir**, *ración* et *chala*) pour se procurer la céréale. C'est dans ce secteur que ces expérimentations avaient aussi davantage de chances de réussir, en raison de la fréquente nébulosité et de la longue saison sèche relativement moins prononcée, conditions climatiques susceptibles de favoriser l'adaptation du maïs à des altitudes supérieures.

Le démantèlement progressif des *haciendas* au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle et l'adaptation du maïs au-delà de 3 200 m participèrent très probablement de l'abandon du troc entre communautés de régions écologiques distinctes, ainsi que du moindre intérêt effectif pour les terrains agricoles de la moyenne vallée sur lesquels quelques familles cultivent pourtant encore aujourd'hui des plantes vivrières.

- La culture du maïs sur l'étage chaud : la simplification des successions culturales

Il est vrai qu'après avoir recouvré l'accès à l'étage chaud de la moyenne vallée (secteur Javín-Ducur) au cours du XX^e siècle, les paysans de Hatun Cañar y mirent au point une agriculture pluviale, vivrière et marchande, dont les travaux culturaux occupaient précisément les intervalles du calendrier agricole des paliers écologiques supérieurs.

Alors que les terrains les plus ingrats hébergeaient principalement tubercules et racines (manioc, patate douce, taro), ceux de plus forte aptitude agricole étaient le siège de rotations culturales associant le maïs à plusieurs espèces et variétés de légumineuses cultivées « en pur » (haricot, pois). Les parcelles étaient défrichées au feu un à deux mois avant le semis réalisé à l'aide de la *tola*, opération précédée, le cas échéant, d'un désherbage à la machette et d'une éventuelle fertilisation organique à base de cendres (agave en particulier). Le maïs était semé, en décembre, dans un sol ameubli par les premières grosses pluies, la légumineuse entre avril et mai, selon la localité. Seule la céréale nécessitait systématiquement, en mars, un désherbage sans buttage¹ avant la récolte simultanée des deux espèces végétales au cours du mois de septembre. En juillet, il s'agissait de prévenir les dégâts des ravageurs (porcs et oiseaux surtout), tâche de surveillance jadis confiée aux adolescents. La grande majorité des opérations culturales donnaient lieu au déplacement —long de plusieurs heures de marche— d'une fraction ou de la totalité de la famille ainsi que des animaux qui résidaient régulièrement de deux à trois semaines en moyenne vallée. Indispensables au transport de la semence à l'aller et de la production au retour, les équidés —souvent accompagnés de bovidés— trouvaient sur l'étage chaud les ressources fourragères qui venaient justement à manquer dans la haute vallée, surtout lors de la période critique de déficit fourrager de septembre. Après épanouillage puis égrenage manuel du maïs, et écosage des légumineuses à l'aide d'un bâton employé pour frapper leur contenant, les fruits de la récolte étaient ensachés au champ puis acheminés sur bât vers la haute vallée. Les paysans en conservaient une partie pour leur propre consommation, en distribuaient une autre au titre de la *ración* et commercialisaient les excédents, généralement à bon prix dans la mesure où la mise en marché coïncidait avec la période de contre-saison de la céréale au petit *pays*.

Au cours des dernières années, les agriculteurs toujours propriétaires de leur terrain en moyenne vallée ont toutefois procédé à une simplification du système de culture à base de maïs. Les terrains qui accueillaient tubercules et racines sont abandonnés à la friche qui envahit également certaines parcelles autrefois valorisées par les successions de maïs, d'haricot ou de pois : la surface moyenne cultivée s'est amenuisée, tout comme la biodiversité des légumineuses. Les pratiques se modifient, à l'image de l'application d'herbicides par certains paysans, permettant d'alléger le temps de sarclage à la machette d'avant semis. Dans leur majorité, les agriculteurs vont et viennent entre moyenne et haute vallée, en transport motorisé, ne s'éternisant pas au-delà du temps nécessaire comme ils pouvaient le faire autrefois. Au dire de ceux-ci, les rendements connaissent aussi une chute sensible. Il s'ensuit une moindre production, en quantité et en diversité, que les producteurs destinent aujourd'hui exclusivement à la consommation familiale. L'atrophie du système de culture à base de maïs (SC₁), en termes de superficie cultivée et de biodiversité exploitée, contraste avec la diversité des systèmes mis au point au *bas-pays*,

¹. Opération exigeante en travail qui ne se justifie pas en moyenne vallée du fait que les bourrasques, intermittentes mais bien plus prononcées qu'à Hatun Cañar, sont susceptibles de virer la plante, même buttée.

selon les caractéristiques pédoclimatiques des diverses sections et les conditions socio-économiques dans lesquelles opèrent les agriculteurs.

- Raisonner la construction des systèmes de culture à base de maïs au sein des soles des exploitations localisées au *bas-pays*

L'hétérogénéité relative des conditions agro-écologiques du *bas-pays* et les inégalités sociales d'accès aux ressources sont à l'origine d'une diversité de *chacras*, terme par lequel les paysans qualifient les terrains hébergeant ces complexes systèmes de culture à base de maïs. Les agriculteurs raisonnent les successions culturales selon une large gamme de paramètres, de diverses natures : état structural du sol, disponibilité en eau et teneur en matières organiques, richesse en éléments minéraux, risques de prolifération de parasites et d'herbes adventives, microclimats, résultats de la récolte précédente, agencement à prévoir avec les autres champs, trésorerie et force de travail disponibles, etc. On peut néanmoins repérer des critères de premier ordre qui sous-tendent le choix du producteur dans la sélection des espèces et leur enchaînement dans le temps (fig. 30) :

- Deux dates de semis, rarement enfreintes, transparaissent dans le calendrier cultural : le maïs (tête de rotation culturale) en septembre-octobre et la céréale à paille (blé, orge) entre décembre et février, selon les secteurs. En ce sens, l'alternance maïs/céréale à paille constitue la succession culturale la plus élémentaire (SC₂). Caractéristique des terrains sans accès à l'irrigation, elle est également le point de repère pour le producteur lorsqu'il bâtit un système de culture à base de maïs au sein de son exploitation agricole.
- L'accès à l'eau d'irrigation, dont le développement date du milieu du XIX^e siècle, autorise l'introduction dans la rotation de deux cultures supplémentaires : le pois (en « culture pure ») et la pomme de terre. Le producteur tâche d'organiser l'enchaînement des espèces de façon à optimiser l'usage de la ressource hydrique et, concomitamment, à assurer le renouvellement de la fertilité du sol par la mise au point d'une rotation raisonnée en fonction des effets de chaque culture sur le milieu. Ainsi tend-il à privilégier l'alternance de plantes exigeant des niveaux très contrastés d'intensité de travail du sol et de fertilisation. Les cultures à faible labour (pois, céréale à paille) bénéficient des conditions structurales, organiques et minérales du sol, constituées par les cultures sarclées (maïs associé, pomme de terre¹) intensément travaillées et abondamment fertilisées. La rotation triennale maïs associé/pois/pomme de terre/céréale à paille constitue le système archétypique de culture pratiqué au *bas-pays* (SC₆), chaque fois que la disponibilité et l'accès aux moyens de production (eau agricole, main-d'œuvre et trésorerie pour l'achat

¹. Certains paysans désignent par *puebla* la technique visant à semer la céréale à paille après une plante sarclée, de façon à bénéficier de la sensibilité au suivant.

d'intrants) le permettent. En dépit des conséquences qu'une telle décision peut engendrer sur la récolte, quelques producteurs optent pour avancer la date de semis dans le but de profiter de prix de contre-saison particulièrement rémunérateurs.

- Il existe néanmoins quelques variantes selon les conditions agro-écologiques et socio-économiques dans lesquelles les différents exploitants opèrent et la finalité que ceux-ci assignent à chaque culture. Ainsi, ceux disposant d'un terrain sur l'étage froid peuvent-ils opter pour un système de culture à base de maïs sans pomme de terre (SC₃), dont ils privilégient la culture sur une ou plusieurs soles de l'étage supérieur. Le même système est parfois pratiqué par certains propriétaires d'un terrain très caillouteux, ce qui rend le passage de l'araire particulièrement laborieux et active la détérioration de l'outil aratoire attelé. Le manque récurrent de trésorerie et la priorité donnée à l'autoconsommation incitent certaines familles à mettre en place un système de culture sans pois, une légumineuse destinée exclusivement au marché (SC₄). Enfin, les prix couramment bas de l'orge et du blé sur le marché, ainsi que les changements alimentaires et la charge de travail liée au battage amènent certaines familles à soustraire la céréale à paille de leur système de culture (SC₅). Le retrait d'une culture peut aussi s'expliquer par la priorité donnée à la production fourragère, dont nous verrons plus tard qu'elle connaît un véritable essor depuis une dizaine d'années.
- Les assolements sont raisonnés de façon à privilégier l'alternance des cultures afin de disposer chaque année de toutes les productions végétales, conférant aux mailles des clos du *bas-pays* un aspect morcelé et coloré.
 - Des cultures dans la rotation relativement moins exigeantes en travail : le pois irrigué et la céréale à paille cultivée en sec

Au sein du système de culture-type du *bas-pays*, succèdent au maïs associé trois espèces végétales, dont les genres et les variétés sont sélectionnés par les familles en fonction de leurs besoins, des moyens dont elles disposent à court terme et de l'état du milieu : (i) une légumineuse (pois, fève), (ii) une autre plante sarclée (la pomme de terre), (iii) une céréale à paille (orge, blé).

Quoique la fève soit aussi parfois cultivée « en pur », le pois reste la légumineuse la plus fréquemment implantée après le maïs, entre avril et novembre selon le système de culture. Généralement semé en ligne après un à deux passages à l'araire, il arrive qu'il soit aussi semé —à la volée¹ et sans préparation préalable du sol— aussitôt le maïs récolté, lorsque l'opération est limitée par la disponibilité en travail ou en capital². Irrigué une à deux fois au cours du cycle, le

¹. Le semis en ligne succède à la formation, à l'araire, des lits dans lesquels la semence est déposée avant d'être recouverte au retour. Lors d'un semis à la volée, l'araire n'intervient qu'après pour recouvrir la semence.

². Le choix du producteur de commercialiser la totalité de la production de pois en frais le contraint à se procurer la semence (coûteuse) sur le marché à chaque nouveau cycle de culture.

champ de pois ne fait pas toujours l'objet d'un sarclage, *a fortiori* lorsque la légumineuse a été semée à la volée. La prolifération des herbes adventices en l'absence de désherbage et la faible densité des semis, faute de moyens financiers, expliquent pour une large part le niveau globalement bas des rendements moyens calculés.

Pour la céréale à paille, le calendrier cultural est crucial, borné par deux évènements climatiques (fig. 30) : (i) les pluies de fin d'année ouvrant la période d'emblavement des terrains et (ii) l'arrivée des vents violents d'été susceptibles, en virant la plante, d'occasionner de lourdes pertes de récolte. Avant de semer la céréale à la volée, il n'est pas rare que le paysan se renseigne sur les intentions de ses voisins. Si ces derniers n'envisagent pas de cultiver la céréale, il tend à s'abstenir lui aussi. Ce comportement, totalement irrationnel de prime abord, s'expliquerait par le fait que le paysan cherche avant tout à socialiser les risques de perte de récolte globale d'une denrée qu'il destine prioritairement à l'autoconsommation. Or, en prenant la décision de semer seul, il expose le champ aux attaques des oiseaux granivores et autres insectes nuisibles, dont les dégâts occasionnés ne seraient dès lors plus « partagés » entre agriculteurs. Ce « principe de précaution » n'est bien évidemment pas propre à la paysannerie andine. Dans le delta intérieur du fleuve Niger par exemple, les agriculteurs maliens s'arrangent pour caler leur calendrier cultural et mettre en commun leur force de travail de façon à se prémunir du risque élevé que constitue la présence des sarcelles d'été (*Anas querquedula*) aux abords des casiers rizicoles en période de récolte [Poinsot, 1999]. Par ailleurs, les traitements insecticides et fongiques, contre les chenilles de noctuelles et les rouilles en particulier, sont rares, tout comme l'irrigation.

En été, le risque climatique contraint le producteur à s'organiser de façon à ce que le champ soit moissonné (à la faucille) et les meules montées avant la fin de la journée. Supposant une mobilisation préalable du dispositif d'entraide pour le jour escompté et la location anticipée de la batteuse, la moisson constitue indéniablement le principal goulet d'étranglement de la culture. Alors que le blé (culture de rente par excellence) est acheminé sur le marché pour y être commercialisé, l'orge destiné prioritairement à la consommation familiale est, après vannage à l'aide d'un large tamis tressé, transformé en farine par des meuniers installés en ville et équipés de petites unités motorisées.

Quant à la pomme de terre, que l'on trouve intercalée entre le pois et la céréale à paille au sein du système archétypique de culture à base de maïs, elle se différencie des autres plantes par sa présence en tête de rotation au sein d'autres systèmes de culture menés tant au *bas-pays* que sur la corniche. Le fait d'occuper une aire d'implantation particulièrement étendue témoigne de l'importance que les paysans accordent à cette espèce vivrière aux fonctions variées qu'ils n'ont eu de cesse de sélectionner selon les périodes, les besoins des familles et les écosystèmes.

Figure 30. Représentations archétypiques des rotations pratiquées au petit pays, selon l'écosystème étagé

Années	Mois	Etage froid (corniche)				Hortus	Etage tempéré (bas-pays)				Etage chaud		Vents, gel (au petit pays)	Ombrothermie (bas-pays)
		Pomme de terre (cerro)	Molloco	Trufette acide Capucine tubéreuse	Fève		Mais doux (associé)	Pois	Pomme de terre (estancia)	Céréales à paille (orge, blé)	Mais dur (en pur)	Haricot, pois (en pur)		
1	S	Lm A A Sp-F Do-T-F T T T Bt-T-F T T T R 	Lm	A		Sp-F Do Bt Rf Rs 					Df Sp Do G 	* * 		
	O													
	N													
	D													
	J													
	F													
	M													
	A													
	M													
	J													
	J													
	A													
2	S	A Sp-F T Do T Bt R 	A Sp-F Dm Do R 	A A Sv T Do-T R 							Rs Sv G 	* * 		
	O													
	N													
	D													
	J													
	F													
	M													
	A													
	M													
	J													
	J													
	A													
3	S										Bt-T-F R Sv Dm Rs Ba 	* * 		
	O													
	N													
	D													
	J													
	F													
	M													
	A													
	M													
	J													
	J													
	A													

A : Arairage
 Ba : Battage
 Bt : Binage-Buttage [aporque]
 D : Désherbage manuel (Dm), à l'aide d'un outil -sarclage- (Do) [rascadillo] ou au feu (Df)
 F : Fertilisation
 G : Gardiennage des cultures
 Lm : Labour moto-mécanisé
 R : Récolte en frais (Rf) ou en sec (Rs)
 S : Semis en poquet (Sp), en ligne (Sl) ou à la volée (Sv)
 T : Traitement phytosanitaire
 : Vents forts
 : Gelées (forte occurrence)

Les besoins en eau d'irrigation diminuent avec l'altitude, alors que les traitements phytosanitaires augmentent.

Les itinéraires techniques présentés ici décrivent des modèles types. De façon analogue à maintes agricultures du « tiers-monde », il va de soi que « la réalité des pratiques paysannes est beaucoup plus diversifiée, avec des changements dans la séquence ou l'intensité des interventions en fonction de l'état des plantes ou du milieu » [Ducourtieux, 2006], de la disponibilité des moyens de production et de l'évolution des rapports sociaux. Tel est plus particulièrement le cas des opérations de contrôle phytosanitaire et de fertilisation des terrains ou encore des cycles d'irrigation.

4.2.1.2. Entre corniche et bas-pays : la pomme de terre « au service » de la prairie

- Des pommes de terre à tous les étages mais des pratiques distinctes selon les paliers

De la riche biodiversité de la pomme de terre valorisée par les paysans jusqu'aux années soixante-dix, seules sont encore aujourd'hui couramment cultivées une poignée de variétés traditionnelles¹, sélectionnées pour leurs comportements agronomiques particulièrement adaptés à la diversité des conditions bioclimatiques du petit *pays* (altitude, tolérance au gel, nature des sols) et aux préférences gastronomiques de la population. Les agriculteurs plantent aussi des variétés² à haut potentiel génétique de rendement, variétés hybrides issues de la recherche agronomique (souches locales ou importées de pays voisins). Ces variétés se révèlent plus sensibles aux conditions du milieu, mais plus résistantes à certains ennemis du tubercule comme *Phytophthora infestans* contre lesquels certaines ont été précisément conçues. Leur cycle végétatif est plus court et le rendement plus élevé dès que les conditions culturales sont optimales (sans calamité naturelle au premier chef).

Le choix variétal se fonde sur l'étage agro-écologique d'implantation du tubercule et la destination de la production. Ainsi les familles s'évertuent-elles à limiter le risque de perte de production globale, lorsque cette dernière est destinée à l'autoconsommation : elles associent plusieurs variétés qu'elles sèment à des moments précis du calendrier au cours desquels les conditions climatiques sont les moins défavorables au développement de la plante et la probabilité d'infestations parasitaires plus faible. L'association de plusieurs variétés de tubercules, aux caractéristiques physiologiques distinctes (texture, saveur, etc.), permet de surcroît un usage et une valorisation différenciés. Le cultivar *chaucha* est très apprécié : sensible au mildiou (*Phytophthora infestans*), vendu à bas prix et de conservation difficile (germination hâtive de la semence), la précocité de son cycle végétatif se révèle pourtant fort utile pour pallier les épisodiques déficits vivriers occasionnés à la suite d'une mauvaise récolte ou bien d'une trop longue saison des pluies différant la date de semis. Lorsque la production est destinée au marché, le choix de l'agriculteur se porte sur des variétés à haut potentiel de rendement, qu'il sème en « culture pure », pendant la saison des pluies, en vue de bénéficier de prix plus rémunérateurs. Allant de pair avec l'emploi intensif d'intrants chimiques nécessaires au développement de la plante et au contrôle de ses ennemis particulièrement prolifères en cette période, cette pratique implique de disposer d'une surface financière suffisamment large pour couvrir les coûts de production et les éventuelles pertes de récolte.

¹. Parmi les principales variétés traditionnelles cultivées au *pays* de Hatun Cañar, citons par ordre alphabétique : bolona, chaucha, jubaleña, suscaleña.

². Les variétés à haut potentiel de rendement les plus couramment implantées sont (par ordre alphabétique) : catalina, cecilia, esperanza, gabriela, rubi roja (ou colorado), super chola.

Ces deux cas extrêmes bornent en fait un éventail d'alternatives que le producteur raisonne à l'échelle de son exploitation, en fonction de la force de travail et de la trésorerie disponibles, de l'assolement et des successions culturales qu'il pratique souvent sur les deux étages agro-écologiques. Il est rare en effet que la famille ne produise que pour son autoconsommation, ou destine l'ensemble de la production au marché. A la fois culture de rente et de subsistance, la pomme de terre, dans sa diversité variétale, fournit au producteur un matériel biologique qu'il peut utiliser selon ses objectifs socio-économiques tout en sélectionnant les variétés les mieux adaptées aux caractéristiques agro-écologiques des différents terrains qu'il exploite. En ce sens, l'écosystème sur lequel il prévoit d'implanter le tubercule revêt autant d'importance que la destination de la production. A variété équivalente, producteurs et consommateurs distinguent nettement la pomme de terre d'*estancia* (cultivée au *bas-pays*) de celle du *cerro* (implantée sur la corniche). Davantage appréciée pour sa chair farineuse que la pomme de terre du *cerro*, jugée trop aqueuse, la pomme de terre d'*estancia* est aussi mieux rémunérée sur le marché, quelle que soit la variété (+ 25 % en moyenne).

Ces prix dissimulent cependant des pratiques très distinctes induites par le milieu. Il en est ainsi de la préparation du terrain qui varie selon la nature et l'occupation du sol. A la suite d'une culture vivrière où le sol est à nu ou faiblement enherbé, l'intensité du travail est plus élevée sur les vertisols du *bas-pays* que sur les andosols de la corniche (tabl. 8). C'est, lorsqu'il s'agit de renouveler une prairie ou, davantage encore, lorsque l'agriculteur envisage d'ouvrir l'épais tapis *paraméen* ou de remettre une parcelle en culture après une friche de longue durée pour planter une pomme de terre, que le nombre de journées à consacrer à la préparation du terrain est le plus élevé. Pour ce faire, deux à trois labours au tracteur sont pratiqués en vue d'ameublir le sol, de détruire les herbes adventices à enracinement profond (*rumex* sp. sur l'écosystème *paraméen*, kikuyu au *bas-pays*) et d'enfouir la végétation pour qu'elle pourrisse. Le temps de jachère dépend de l'altitude qui conditionne le processus de décomposition de la végétation¹. Tâche longue et fastidieuse (16 h·j·ha⁻¹), l'émottage pratiqué ensuite, à l'aide de barres à mine et de pioches, vise à uniformiser et niveler la couche superficielle du sol.

Une fois le terrain prêt, il s'agit pour l'agriculteur de caler son cycle de culture, en tenant compte de conditions climatiques rudes, entre pluies et gelées. Le semis d'été (juillet-août) réduit risques et coûts liés au développement des agents pathogènes en saison pluvieuse, tout en exposant la partie aérienne de la plante à l'impact des gelées éventuelles de fin d'année. Semé en novembre, le tubercule n'a pas encore levé quand l'occurrence des gelées est la plus haute, mais il est soumis à l'incidence des pluies sur l'état du milieu, renchérissant en conséquence les coûts de traitement du tubercule. Sur les terrasses du *bas-pays* où le risque climatique et parasitaire est plus limité, le choix de la date de semis renvoie à la contrainte de l'accès à l'eau d'irrigation,

¹. Dans les *páramos*, pas moins de six mois séparent la date du premier labour de celle du semis.

ainsi qu'à l'intention de l'agriculteur quant à la destination de la production et à l'agencement des successions culturales.

Le semis est réalisé dans la journée de façon à ne pas multiplier les efforts et les temps de transport de matériels pondéreux et encombrants (outils, semences et engrais). Il est alors crucial d'anticiper la date de l'opération, afin de s'assurer de disposer du volume de travail suffisant et de l'équipement nécessaire, dont la *yunta*. Cette dernière, maniée par un homme et parfois précédée d'un jeune guidant les bêtes de trait (*tisador*), forme les lits dans lesquels femme ou enfant dépose en poquet les semences¹ préalablement enrobées de chaux². L'araireur est suivi du travailleur chargé de répandre au fond du sillon engrais chimiques et organiques (*abonero*) dont les doses varient selon le type d'intrants et la disponibilité de trésorerie. La raie est ensuite refermée lors du retour de l'araireur, opération la plus couramment employée pour les semis en ligne à l'équipement attelé qui coïncide justement avec l'ouverture du sillon suivant. Il est fréquent que plusieurs variétés de pomme de terre —ainsi que d'autres tubercules comme la capucine tubéreuse— soient associées au sein de la même parcelle, de façon à réduire le risque agricole, diversifier la gastronomie et rompre les cycles de reproduction et de prolifération des agents pathogènes.

Le nombre d'opérations culturales dépend de l'étage agro-écologique et de la variété utilisée. Avec l'altitude, l'augmentation de la pluviosité (sous ses divers états) et le ralentissement de la croissance végétative³ induisent un usage croissant de traitements phytosanitaires en vue de limiter l'infestation des ennemis du tubercule sur l'étage froid, mais un travail plus réduit et moins intense de sarclage (*rascadillo*) et de binage-billonnage (*wachunchina*⁴ ou *aporque*). Outre la destruction des herbes adventices, l'opération de binage-billonnage vise à protéger les tubercules de l'action de la lumière et de l'infestation par le mildiou tout en facilitant l'irrigation. Le recours à celle-ci, ainsi qu'à l'araire (chaque fois que l'emploi du tracteur s'avère techniquement limité) accroît le nombre de journées consacrées à la culture de la pomme de terre sur les terrasses du *bas-pays*.

Les applications chimiques, réalisées par l'homme à l'aide d'un pulvérisateur à dos, sont variées. Il convient de distinguer les fertilisations des traitements fongicides et insecticides. Les premières dépendent du stade de développement de la plante (engrais foliaire puis grossissement du tubercule), impliquant le recours à des types et des dosages de produits différents en quantité

¹. « Tubercule entier, ou fragment de tubercule germé lorsque le temps de repos végétatif entre récolte et plantation est insuffisant pour une germination » [CIRAD *et al.*, 2002 : 685]. De plus, un soin tout particulier est porté à la sélection des semences (non infestées), notamment lorsque l'échange est pratiqué.

². Produit employé pour désinfecter la semence et la protéger des ennemis. Certains exploitants optent toutefois pour épandre, à l'aide d'un pulvérisateur à dos, un fongicide dans les lits de tubercules.

³. Le cycle végétatif du tubercule s'allonge de 1 à 2 mois tous les 400 m, selon la variété.

⁴. En rive ouest du torrent Cañar, les paysans procèdent, entre le sarclage et le buttage, à une opération intercalaire de semi-buttage (*pambana*) visant à ne relever la terre autour de la plante que d'un seul côté.

croissante. Les secondes varient selon l'état de la plante, l'intensité parasitaire et fongique et la nature des ennemis. Au *bas-pays*, un contrôle phytosanitaire efficace compte le plus souvent de trois à quatre passages pour traiter les cultures. Le mode de lutte se révèle plus agressif sur l'étage froid, où le nombre d'applications varie entre six et dix selon les conditions climatiques. Outre le mildiou traité avec des solutions à base de mancozèbe, les ravageurs occasionnant les plus grands préjudices à la culture sont la teigne guatémaltèque (*Tecia solanivora*) et le charançon andin de la pomme de terre (*Premnotrypes vorax*), dont la prolifération au stade larvaire aboutit à des pertes de rendement de 5 à 50 % selon le peuplement et les modalités de contrôle biologique [Pérez *et al.*, 2009].

S'opérant en fonction de l'état sanitaire du champ, de la main-d'œuvre disponible et du marché, la récolte s'étale sur plusieurs semaines en cas de faible intensité parasitaire et de prix bas. Les billons sont ouverts à l'araire (fig. 31) et la récolte effectuée manuellement.



Figure 31. Ouverture des billons à l'araire lors de la récolte de pomme de terre (secteur Coyocctor, déc. 2008)

Après récolte, les tubercules sont classés, au champ, selon leur calibre, du plus gros à la grenaille¹. La première est destinée au marché, alors que la grenaille sert à l'alimentation des porcs divaguant sur la parcelle tout juste récoltée pour y glaner les tubercules oubliés ou encore enfouis. Des calibres moyens (*locreras*), le producteur en sélectionne la semence et conserve le reste qu'il destine à la consommation familiale ou au marché, selon les résultats obtenus. Lorsqu'ils sont cultivés sur l'étage froid, où le réseau de voies de desserte est encore peu développé, les tubercules sont encore acheminés à dos de bête. Destinés à la consommation familiale, ils sont conservés quelques semaines à la maison, soumis toutefois à la teigne guatémaltèque qui infeste aussi les stocks entreposés. Le jour suivant la récolte, certains

¹. Les pommes de terre sont rangées en cinq calibres : 1. *Gruesa* (gros calibre). 2. *Primera locrera*. 3. *Segunda locrera*. 4. *Tercera locrera*. 5. *Ñuta* (grenaille).

exploitants choisissent d'acheminer les tubercules en véhicule motorisé (services de bus et de camionnette) jusqu'à la place du marché où ils sont vendus, le prix variant selon la variété, le calibre et le cours. L'agriculteur se renseigne préalablement sur ce dernier, qui conditionne pour certains la récolte et la mise en marché d'une production dont la pondération et les coûts de transport conduisent presque toujours le paysan à se défaire de sa marchandise, dans la journée et à tout prix.

Une fois la pomme de terre récoltée, le terrain « nettoyé », aéré et fertilisé est prêt à accueillir une autre culture qui bénéficiera de la sensibilité au suivant :

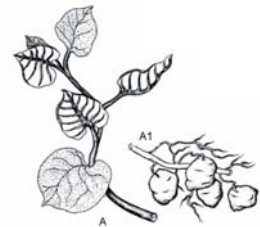
- Une prairie temporaire d'associations fourragères, implantée directement après la pomme de terre sur certaines soles du bas de corniche ou du *bas-pays* (SC₁₁). Notons que dans les derniers grands domaines fonciers, l'implantation d'une prairie temporaire n'inclut même plus le cycle de pomme de terre en tête de rotation (SC_{11bis}).
- Un voire deux cycles de tubercules secondaires auxquels succède une prairie temporaire (SC₁₂, SC_{12bis}), avec parfois une fève cultivée en dérobé (SC₁₃) ; dans d'autres, une friche herbacée de plusieurs années soumise périodiquement au pâturage des animaux (SC₁₄), friche herbeuse que l'on appelle pâtis. A condition qu'il soit contrôlé, le prélèvement de la ressource fourragère participe de la reconstitution de la fertilité du sol en favorisant le renouvellement du stock de minéraux et de matière organique.
 - En corniche, des tubercules secondaires mitent pâtis et prairies

Après deux décennies au cours desquelles les cultures sarclées se sont étendues au détriment des pâtis de la corniche, la rotation ne comprend aujourd'hui, à la suite de la culture de pomme de terre, qu'un à deux cycles de molloco ou de truffette acide associée à la capucine tubéreuse. Ces tubercules andins (fig. 32) sont qualifiés de secondaires autant par la position qu'ils occupent dans la rotation culturelle que par leur importance en termes de production. La fine connaissance que les paysans ont des caractéristiques physiologiques de ces tubercules (taille, forme, couleur, pigmentation, consistance et saveur) permet une sélection appropriée des espèces et des variétés en fonction de la destination et de l'usage qu'ils souhaitent en faire. Le plus souvent propre à chaque région, la catégorisation des tubercules ne coïncide pas forcément avec celle des scientifiques [Barrera *et al.*, 2004]. Les semences sont bien souvent issues de l'exploitation agricole ou acquises par le biais des institutions andines (troc, *al partir*, *ración*). A l'image de la pomme de terre, la biodiversité des tubercules secondaires à l'échelle nationale et régionale ne s'en est pas moins sérieusement appauvrie [Cadima, 2006], bien que l'INIAP s'efforce (aussi) de contenir l'érosion du patrimoine génétique avec, par exemple, 209 échantillons de molloco stockés dans une banque de germoplasmes à la fin du XX^e siècle [Vimos *et al.*, 1997]. Dans la haute vallée du Cañar, prédominant aujourd'hui très fortement certains cultivars, valorisés pour

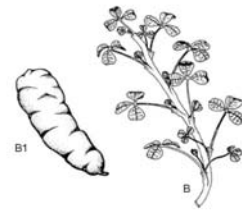
leurs débouchés commerciaux : le *gallo liro* du molloco, et le *cambray* pour l'oxalide tubéreuse [Espinosa *et al.*, 1996].

Semé « en pur » entre mai et juillet, le premier prédomine dans le secteur occidental, alors que le second occupe les terrains de l'arrière-pays sur lesquels il est implanté entre août et septembre, simultanément associé à d'autres cultivars et/ou à d'autres espèces de tubercules, la capucine tubéreuse le plus souvent. La semence de molloco, tubercule destiné au marché, fait l'objet d'une sélection méticuleuse effectuée après chaque récolte : elle doit être de grande taille, de forme régulière et en bon état sanitaire.

A. Molloco (*Ullucus tuberosus*), A1. tubercule.



B. Oxalide tubéreuse ou truffette acide (*Oxalida tuberosa*), B1. tubercule.



C. Capucine tubéreuse (*Tropaeolum tuberosum*), C1. tubercule.

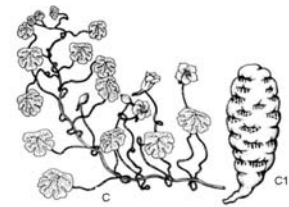


Figure 32. Tubercules secondaires

Source : Hernández et León [1994]

Les tubercules sont sarclés à deux reprises au cours du cycle, le molloco se distinguant par le fait que le terrain n'est pas seulement désherbé à la houe mais billonné¹. L'itinéraire technique de la truffette acide (associée généralement à la capucine tubéreuse²) ne comprend comme tout autre opération culturale qu'une fertilisation minérale réalisée au moment du semis. Au contraire, le molloco réclame en moyenne cinq interventions supplémentaires au cours de son cycle : trois fertilisations (une minérale et deux foliaires) et deux traitements phytosanitaires (insecticide,

¹. Le système racinaire de l'oxalide se développe davantage en profondeur que celui du molloco, très ramifié.

². Outre le fait que la capucine tubéreuse soit produite pour la consommation familiale, son association avec l'oxalide s'expliquerait par ses propriétés nématicides et insecticides [Hernández et León, 1994].

fongicide et nématicide), en particulier contre les chenilles ravageuses de lépidoptères et autres coléoptères (*Agrotis*, *Copitarsia turbata*, *Barotheus* sp.¹).

Opération réalisée manuellement par passages successifs (généralement la veille de la mise en marché), la récolte constitue la pointe de travail de la culture du molloco (fig. 33). Alors qu'un actif récolte en moyenne jusqu'à six sacs de pomme de terre par journée, il se contente du quart pour le molloco, en raison des caractéristiques physiologiques de celui-ci (petit calibre, tubercules accolés). Ce tubercule ne se conserve pas plus d'une quinzaine de jours, surtout lorsqu'il verdit sous l'effet de la lumière : les cultivars à couleur de basse tonalité sont les plus sensibles [Cadima, 2006].

Figure 33. Ensachage du molloco dans le secteur de Chuquiragua (janv. 2009)



Figure 34. Sélection à domicile de l'oxalide avant commercialisation (sept. 2007)



Le champ de molloco produit $\sim 10 \text{ t}\cdot\text{ha}^{-1}$, résultat supérieur à celui estimé à l'échelle nationale ($3,5 \text{ t}\cdot\text{ha}^{-1}$) [Barrera *et al.*, 2004]. En revanche, les paysans obtiennent de la production d'oxalide un rendement moyen de $3,6 \text{ t}\cdot\text{ha}^{-1}$. Le fait que des rendements compris entre 15 et $28 \text{ t}\cdot\text{ha}^{-1}$ aient été obtenus en conditions expérimentales [*ibid.*] accrédi-terait la thèse selon laquelle, à l'image du molloco, une demande solvable sur le marché inciterait les producteurs d'oxalide qui en ont les moyens à valoriser la culture de ce tubercule. A preuve, les rares producteurs de Hatun Cañar qui, en intensifiant —en travail et en intrants— leur système de culture, obtiennent des rendements de

¹. Nom vernaculaire de l'espèce la plus commune : cutzo.

10,9 t·ha⁻¹. Tel est aussi le cas de la capucine tubéreuse, plante vigoureuse cultivée toutefois en quantité restreinte (destinée à l'autoconsommation familiale), faute de débouchés commerciaux. Or, des rendements élevés (70 t·ha⁻¹) ont de la même façon été atteints lors d'essais conduits en station expérimentale [Hernández et León, 1994]. Véritable paradoxe de la théorie des « avantages comparatifs » en définitive car, bien qu'étant très bien adaptées aux conditions pédoclimatiques de la corniche (tolérance au gel, aptitude aux andosols¹) suite à un long processus de domestication et de sélection variétale *in situ*, ces plantes endémiques n'en sont pas moins délaissées ou en tout cas, ne font l'objet d'aucune valorisation marchande.

Quand ils sont mis sur le marché, molloco et truffette acide sont récoltés la veille, classés selon leur calibre, au champ ou à la maison (fig. 34). Alors que la seconde est acheminée par le producteur jusqu'à la place d'un des marchés de la haute vallée, le premier est enlevé à la ferme par des intermédiaires qui peuvent parfois procéder à un nouveau tri du tubercule, laver celui-ci et le remettre en sac avant de l'acheminer, avec leur propre camion, vers les marchés de gros de Cuenca (El Arenal) et de Guayaquil (Plaza Pedro Pablo Gómez). Après avoir été exposée à la lumière de façon à en atténuer l'amertume, l'oxalide est traditionnellement servie cuite ou en brouet, accompagnée de lait. Le molloco est utilisé en médecine populaire comme anti-inflammatoire. Il est aussi consommé en soupe, en salade² ou en plat cuisiné avec fèves et pommes de terre. Dégustée cuite avec de la cassonade, la capucine tubéreuse est également valorisée en phytothérapie, notamment contre les inflammations de la prostate (ann. 8).

Du fait du coût marginal de l'opération (traitements phytosanitaires), la mise en place d'un troisième cycle consécutif de tubercules sur un même terrain est aujourd'hui bien souvent délaissée au profit soit d'un pâtis (prédominance de *Holcus Lanatus*) d'une durée moyenne de 7 ans, soit de l'implantation d'une fève. Celle-ci est récoltée en frais au bout de sept mois, en sec à partir de huit mois lors de passages réitérés en fonction de l'état de maturité des gousses. Un mélange fourrager est semé en relais de la légumineuse, étape coïncidant avec le désherbage de cette dernière. Compte tenu de la quantité de travail (15 j·solar⁻¹) et de la trésorerie qu'elle mobilise, la fève tend à disparaître de la rotation.

▪ Un essor sans précédent des cultures fourragères

L'essor de la culture d'espèces fourragères associées constitue probablement le trait (visuel) le plus marquant des transformations contemporaines de l'agriculture du petit *pays*. Il n'est qu'à observer le secteur Gaballushi et écouter en parler les agriculteurs-éleveurs qui y exploitent des terrains pour se rendre compte de l'ampleur du mouvement à l'œuvre. Car dans cette section de

¹. Les sols lourds du *bas-pays* entravent le processus de tubérisation, à l'origine d'un engrossement limité du tubercule [Vimos *et al.*, 1997].

². La consistance visqueuse du molloco (à teneur élevée en mucilage) à la cuisson participe de l'abandon du cultivar traditionnel peu apprécié des cuisinières et des consommateurs.

corniche, nous l'avons vu, le molloco fut, pour des raisons économiques, progressivement abandonné au profit de l'herbe. Moins risquée d'un point de vue agricole, celle-ci s'imposa d'abord parce qu'elle allait s'avérer mieux adaptée aux besoins sociaux du moment. A preuve, le mouvement de reconversion de cet espace cultivé s'amplifia brusquement avec la migration et l'absence consécutive de bras pour maintenir des systèmes de culture à base de tubercules particulièrement exigeants en travail. C'est ainsi que le paysage d'autrefois, à damiers de friches herbeuses et de cultures de tubercules, laisse la place, de nos jours, à une vaste étendue herbeuse presque uniforme, bien qu'hétérogène quant à la nature et à la distribution des espèces fourragères exploitées. Un processus, notons-le, à rebours total de celui qui prévalut à la suite des réformes agraires quand des pans enherbés complets de la corniche (Gaballushi en tête) furent mis en culture pour faire face à l'accroissement démographique du petit *pays*... Des pelouses d'altitude par endroits (avancée du front fourrager) et des pâtis (SC₁₄) dans d'autres laissent la place, depuis plus ou moins longtemps, à des prairies temporaires d'association, en rotation avec des cycles de tubercules et parfois d'une fève en dérobé (SC₁₂, SC_{12bis}, SC₁₃). Renouvelées cinq ans après leur implantation, ces prairies temporaires, encloses pour la plupart, sont constituées d'un mélange de graminées (*Lolium*, *Dactylis*) et d'une légumineuse fourragère (*Trifolium pratense*) ; mélange fournissant des rations à la fois plus riches en énergie et plus équilibrées (apports protéiques de la légumineuse). Les proportions¹ de chaque espèce varient selon les exploitations, en fonction de leur disponibilité de trésorerie, du degré de reconversion des terrains en prairies et de ceux alentour (présence d'*Holcus lanatus* comme marqueur de prairie en début de reconversion), des pratiques d'élevage, de l'accès à l'eau agricole, mais également des conditions géomorphologiques et édaphiques des sections de corniche où les prairies sont implantées (altitude, pente, microclimat, avant ou arrière-pays...).

Au *bas-pays*, le processus est aussi bien enclenché. Il ne date d'ailleurs pas d'hier, puisque les héritiers des grands domaines fonciers se sont efforcés d'améliorer la qualité nutritive de leurs prairies en même temps qu'ils spécialisaient leur exploitation dans l'élevage bovin laitier. Mais ce processus ne s'étend pas de manière homogène. Le clos de Juncal, moins bien desservi en eau agricole, donne surtout à voir, entre les parcelles emblavées, de petites surfaces herbeuses dominées par le kikuyu. Ressource fourragère de prédilection dans la deuxième moitié du XX^e siècle lorsqu'il s'agissait d'accroître la production fourragère mais pas encore la qualité, le kikuyu constitue aujourd'hui un adventice que les éleveurs s'efforcent d'éliminer au bénéfice de fourrages plus productifs. Ce faisant, ne deviendrait-il pas aussi une sorte de marqueur social, en tant qu'il semble d'abord persister au sein d'exploitations agricoles sans moyens pour améliorer

¹. Pour la modélisation (ann. 14.1.d), les densités suivantes ont été retenues pour les prairies temporaires d'association sur la corniche (SC₁₂, SC_{12bis}, SC₁₃) : 15,9 kg·ha⁻¹ de *Lolium perenne*, 9 kg·ha⁻¹ de *Dactylis glomerata* et 2,3 kg·ha⁻¹ de *Trifolium pratense*. Au *bas-pays*, les densités retenues pour les prairies (SC₁₁) implantées par des exploitations marchandes et patronales, ont été les suivantes, respectivement : 22,7, 11,3 et 2,3 kg·ha⁻¹. Dans les *haciendas* (SC_{11bis}) : 18,1, 18,1 et 4,5 kg·ha⁻¹, respectivement.

leurs espaces fourragers (trésorerie, accès à l'eau d'irrigation agricole, bétail valorisant le fourrage produit). Le contraste est saisissant avec Chuichún, où les assolements paysans ont été rapidement modifiés de façon à réserver une part plus importante aux prairies d'association, en rotation avec un seul cycle de pomme de terre. Celles-ci, non encloses, sont d'une durée productive et d'une composition floristique similaire, mais aux densités de semis plus élevées¹ que sur la corniche.

Ces prairies temporaires d'association sont irriguées, tous les dix à quinze jours, selon l'étage agro-écologique et les conditions d'accès à l'eau. Cette dernière est acheminée par un réseau dense de canaux connectés à des réservoirs revêtus, individuels ou collectifs. Au sein des *haciendas* où l'eau est disponible toute l'année, sont installés de coûteux systèmes d'aspersion fixe connectés à de grands réservoirs privés. Pour les exploitations paysannes qui ont un accès régulier à l'eau (anciennes zones d'*haciendas* et zones récemment aménagées par des initiatives de développement), les pratiques d'irrigation diffèrent bien souvent selon la topographie : l'irrigation gravitaire (à la raie) est utilisée sur des terrains modérément inclinés dans le but de favoriser une infiltration progressive de l'eau ; l'aspersion mobile (souvent reliée à un petit réservoir familial) est privilégiée en cas de terrain pentu, de façon à limiter les effets du ruissellement en tant qu'agent d'érosion. L'été est le temps du déficit fourrager, plus ou moins prononcé selon les années, la position des prairies dans l'espace (un arrière-pays moins affecté, fig. 9) et la disponibilité en eau agricole pendant cette période. Les stratégies pour faire face au ralentissement de la repousse et du temps de retour des animaux à la prairie varient selon les exploitations agricoles (§ 4.3).

Par ailleurs, ces prairies sont azotées¹ et enrichies par des amendements organiques (fientes de volailles séchées) lors de leur implantation. Puis elles font l'objet d'un entretien régulier, après chaque passage, selon leur état et la trésorerie de l'éleveur. Au sein des exploitations agricoles sans ovins, l'éleveur procède bien souvent au semis d'espèces fourragères qui tendent à se raréfier du fait de la concurrence. Cette opération a pour but d'homogénéiser la repousse et de garantir l'équilibre et la richesse des rations. Une fertilisation minérale est aussi couramment pratiquée dans les exploitations familiales marchandes et patronales, ainsi qu'au sein des *haciendas*, deux fois l'an². Rares sont pourtant les exploitations agricoles à appliquer les doses recommandées par les commerçants (4 qq·ha⁻¹ à chaque fois), du fait de la trésorerie disponible sûrement, de l'état de la prairie probablement, mais peut-être surtout de la présence du trèfle dans le mélange fourrager. Après chaque passage et dans le but d'homogénéiser la repousse et de limiter l'inappétence et l'incidence parasitaire par des œufs exposés au soleil, il arrive que certains éleveurs s'évertuent à disperser les déjections animales, au prix d'un travail éreintant

¹. Sur la corniche, on utilise de préférence le NPK 10-30-10, du fait de la déficience des andosols en phosphore.

². Les engrais de synthèse ne sont pas appliqués en hiver, au risque d'être lessivés par les pluies le long de la pente, occasionnant une perte au moins partielle de l'investissement.

qu'ils réalisent à l'aide d'un râteau (de 3 à 4 h-j·ha⁻¹). Dans l'*hacienda* La Gloria, on a recours à un ingénieux équipement artisanal, une série de pneus montés sur une traverse, elle-même tractée par une machine. Cette technique peut paraître étonnante, quand on sait que la pratique d'élevage au piquet est précisément connue pour éviter la concentration de la fertilité en un lieu de la parcelle comme dans des zones préférentielles de repos [Pochon, cité par Deslandes et Micoulaud, 2006]. Dans certaines exploitations familiales, le procédé peut être aussi, en partie, biologique : les volailles laissées en divagation sur les prairies brisent les cycles parasitaires (*Fasciola Hepatica*) en dispersant les déjections qu'elles éparpillent en recherchant leur nourriture. Ces mêmes volailles que l'on s'efforce, en revanche, de tenir éloignées des jardins intensément cultivés attenants à nombre d'habitations du petit *pays*.

4.2.1.3. Un hortus varié, riche en biodiversité et à haute intensité en travail

Très rares sont les familles à ne pas disposer d'un de ces jardins intensément cultivés. Il en existe de très variés, tant en termes de superficie, de type d'aménagement et de niveau d'équipement que d'espèces cultivées, associées ou non, et de destinations de la production. Le plus commun est le carré fourrager (SC₇), surface enherbée et irriguée n'excédant que très rarement 1 000 m² et hébergeant un fourrage cultivé « en pur » (luzerne) ou en association (mélange fourrager). Progressivement envahi par les herbes adventices parmi lesquels l'agressif kikuyu, la luzernière est en moyenne renouvelée tous les sept ans, semée en relais d'une céréale. Ceci étant, la luzerne reste bien moins répandue que l'association graminée-légumineuse fourragère qui présente un double avantage : (i) les graminées, en équilibrant la ration, limitent le risque de météorisation et (ii) le trèfle résiste mieux à l'invasion de *Pennisetum Clandestinum* que la luzerne [Aubron, 2006].

Nombreuses sont aussi les familles à mettre en valeur un plan restreint de 50 m² en moyenne, dans le but de produire des plantes potagères destinées avant tout à la consommation familiale. Mais on observe quelques exploitations agricoles accueillant des jardins de plus vaste superficie (200 m² en moyenne), soigneusement aménagés, clos par des grillages à maille étroite de façon à prévenir la pénétration des animaux de basse-cour divagants, et entourés pour certains de haies vives aux fonctions de brise-vent et d'abri contre le gel. Ces jardins sont le siège d'une horticulture à vocation commerciale, exigeante en travail apporté quotidiennement sauf en saison des pluies où l'activité se réduit sévèrement. Au cours de cette même saison, les conditions climatiques s'avèrent en effet défavorables à des plantes végétales de plein champ, pour l'essentiel (i) peu tolérantes aux sols mal drainés et à l'action mécanique des pluies et (ii) sensibles aux variations ombrothermiques de l'air et du sol ainsi qu'à la prolifération des maladies parasitaires, bactériennes et cryptogamiques et à l'infestation des herbes adventices. Le reste de l'année, les « jardiniers » adaptent le rythme des opérations culturales et les techniques à l'état du milieu et à la végétation cultivée. Il est notamment crucial de disposer d'un sol aéré, bien

drainé et riche en matière organique, que bon nombre d'horticulteurs construisent d'ailleurs effectivement en pratiquant une forme d'étrépage¹. Ils transfèrent en effet, depuis les hautes terres du petit *pays*, des volumes d'andosols dont les propriétés texturales et la teneur élevée en matière organique se prêtent précisément à la culture de plantes telles que les légumes ou les herbes médicinales.

Il reste qu'avant chaque cycle de culture, les jardins sont systématiquement engraisés, moyennant l'épandage de matière organique provenant presque toujours de la seule ferme : biomasse végétale composée de résidus de récolte issues d'autres soles de l'exploitation, excréments et fientes des animaux de basse-cour, « biol », compost et dans certains cas « lombricompost² » élaborés *in situ* en recyclant notamment résidus de récolte, épluchures et autres déchets de cuisine. Cette fertilisation organique succède à la préparation fastidieuse du terrain —incluant des séances de bêchage, émottage, aménagement des planches de culture, planage et ratissage— et précède des séquences de désherbage (à la main ou à l'aide d'une bêche) et de traitement foliaire, répétées en fonction de l'état du milieu et du stade de développement de la plante.

En été, labour effectué tous les dix jours, à l'arrosoir ou au tuyau, à la raie, par aspersion ou au goutte-à-goutte, l'indispensable irrigation incite les producteurs à sécuriser leur accès à l'eau agricole, en respectant minutieusement les conventions liées à la gestion collective de la ressource et en s'efforçant de stocker cette dernière dans un réservoir individuel ou collectif. Tel est le cas des jardins cultivés sur le flanc occidental de Bolaloma, la « colline en boule », coiffée depuis peu d'une retenue d'eau artificielle reliée à un réseau d'irrigation.

En bref, les jardins réclament un grand volume de travail à l'unité de surface (> 60 journées par an et par 0,02 ha). Les diverses productions empruntent des circuits de commercialisation très variés selon les réseaux sociaux dans lesquels les horticulteurs s'insèrent : commerce de proximité (vente au voisinage), vente directe au consommateur sur différents marchés conventionnels (El Tambo, Cañar, La Troncal) ou de niche (créneau de l'agriculture biologique sur un marché spécialisé de Cuenca).

▪ Les potagers cultivés selon des pratiques agro-écologiques

Les jardins potagers (SC₈) sont le siège d'une grande diversité d'espèces et de variétés légumières d'origine européenne (toutes introduites du temps de la Couronne espagnole) que les maraîchers se procurent en ville sous forme de semences commercialisées par les firmes multinationales : ail, bette, betterave, brocoli, carotte, chou, chou-fleur, coriandre, épinard, laitue, oignon, radis, pour les principales. L'alternance des plantes potagères dans l'espace et

¹. « Action de prélever des plaques de sol riches en matières organiques » [Poux *et al.*, 2009 : 26].

². Commercialisation, par certains, du compost (3 USD le quintal) et des vers de fumier (5 USD la livre).

l'échelonnement des semis dans le temps¹ (en pépinière et de plein champ) sont raisonnés de façon à disposer de toutes les espèces légumières à chaque cycle de culture, au nombre de deux par an le plus souvent. Il est de coutume d'intégrer à la rotation une culture de maïs après plusieurs cycles légumiers, de façon à bénéficier de l'effet cumulatif du maraîchage. Les associations valorisent propriétés et caractéristiques des différentes plantes cultivées : profondeurs diversement explorées par les systèmes racinaires, besoins distincts en éléments minéraux, brouillage olfactif contre les insectes nuisibles opéré par certaines espèces répulsives (épinard, oignon), utilisation de strates aériennes superposées, etc.

Une fois la compostière délimitée, l'espace restant est aménagé de façon à maximiser la surface cultivée. En lisière de jardin, les bandes de terrain accolées au grillage, non amendées et plus pénibles à travailler, accueillent des plantes comme la mûre ou le physalis (*Physalis peruviana* L.). De rares parcelles hébergent encore un voire deux arbres fruitiers (cerisier tardif, papayer d'altitude, liane du gullán, arbre à tomate²). Globalement faibles, les volumes de fruits produits sont très souvent réservés à la consommation domestique, après leur éventuelle transformation en jus. Les associations de cultures sont raisonnées de façon à optimiser l'occupation du sol et l'emploi de la force de travail, en semant par exemple le radis en interlignes, espèce à la biomasse aérienne réduite et au cycle végétatif précoce (une trentaine de jours) dont la récolte coïncide justement avec le désherbage des plantes potagères avoisinantes. Enfin, il est à noter la présence dans ces jardins de cultivars traditionnels de pomme de terre ou de légumineuses, donnant à l'*hortus* des allures de banque génétique de végétaux andins que les agriculteurs persistent à cultiver en particulier pour leurs saveurs ; ils les destinent avant tout à leur consommation personnelle, même si un timide regain d'intérêt pour ces cultivars amène actuellement certains d'entre eux à entreprendre leur diffusion par la vente ou l'échange.

- Des jardins particulièrement soignés d'herbes médicinales, de plantes aromatiques et cultures florales

Cultivées pour leurs vertus curatives, de vingt à quarante herbes médicinales, espèces florales et plantes aromatiques —au cycle végétatif moyen de trois mois— sont associées dans un « herbier de plein champ » (SC₉). Contrairement au potager où les différentes espèces se succèdent dans le temps et alternent dans l'espace, cet « herbier » est modulé en parcelles de quelques mètres carrés hébergeant une plante particulière renouvelée de diverses façons³. L'itinéraire technique est analogue à celui du jardin potager, le producteur prêtant lui aussi un soin tout particulier à disposer toute l'année de chacune des espèces cultivées, annuelles et

¹. Technique désignée localement sous le terme de « mayor a menor ».

². *Cyphomandra betacea* Mart. et Sendt.

³. Pépinière avant transplantation en champ, achat de semences enfouies directement au champ, arrachage puis repiquage de semis spontanés (plantes laissées monter en graine), repiquage de plants, bouturage d'extrémités de drageons des plantes vivaces.

vivaces, carminatives et mellifères, antipyrétiques, analgésiques et réputées sédatives, antiparasitaires, vulnéraires et anti-inflammatoires, aux vertus expectorantes, anxiolytiques et astringentes (ann. 8).

Cueillies au fur et à mesure des besoins et de leur état de maturité, les plantes sont destinées à la vente, valorisées en pharmacopée traditionnelle ou commercialisées sous forme de bouquets rassemblant un large éventail d'espèces différentes.

- La fraiseraie : un investissement initial important, quasiment à la portée des seules bourses des familles de migrants

Plus de deux fois plus grande qu'un potager ou qu'un « herbier de plein champ », la fraiseraie de taille moyenne (450 m²) se distingue aussi des autres jardins par un niveau d'équipement plus élevé (SC₁₀). Renouvelé régulièrement, le matériel nécessaire à l'implantation de la culture implique de disposer d'un capital relativement conséquent afin d'acquérir, outre la clôture, (i) un système d'irrigation goutte à goutte, (ii) un large filet de protection dressé contre les oiseaux frugivores et (iii) des abris en plastique utilisés pour prémunir les lits de fraisiers des intempéries et réduire le risque de pourriture des plants, tout en favorisant un allongement de la période de production. En dépit de l'appui technico-financier d'institutions de développement, cet investissement initial conséquent (~ 3 USD le m²) contraint généralement les producteurs intéressés à souscrire un emprunt bancaire ou à faire appel aux capacités financières de proches émigrés.

La conduite technique de la fraiseraie est analogue à celle des autres jardins. Cependant, elle s'en distingue par un moindre travail du sol une fois la culture implantée, le producteur procédant au changement de lits en moyenne tous les quatre ans. En revanche, goulet d'étranglement du calendrier de travail, le désherbage manuel requiert non seulement une main-d'œuvre nombreuse mais aussi exercée. Le geste effectué pour éliminer les herbes adventices et pour couper stolons et filets (à l'origine de la multiplication végétale de la plante) doit être en effet parfaitement maîtrisé, ce qui n'incite donc guère le propriétaire de la fraiseraie à partager cette délicate opération¹. Bien que quelques rares producteurs traitent les plantes à partir de molécules chimiques, la plupart des « fraisculteurs » ont recours à des pratiques agroécologiques, associant le désherbage manuel à la fertilisation foliaire à base de substances biologiques élaborées sur la ferme. Pluies et volatiles (pour les parcelles sans filet de protection) sont à l'origine des principaux dégâts occasionnés à la plante.

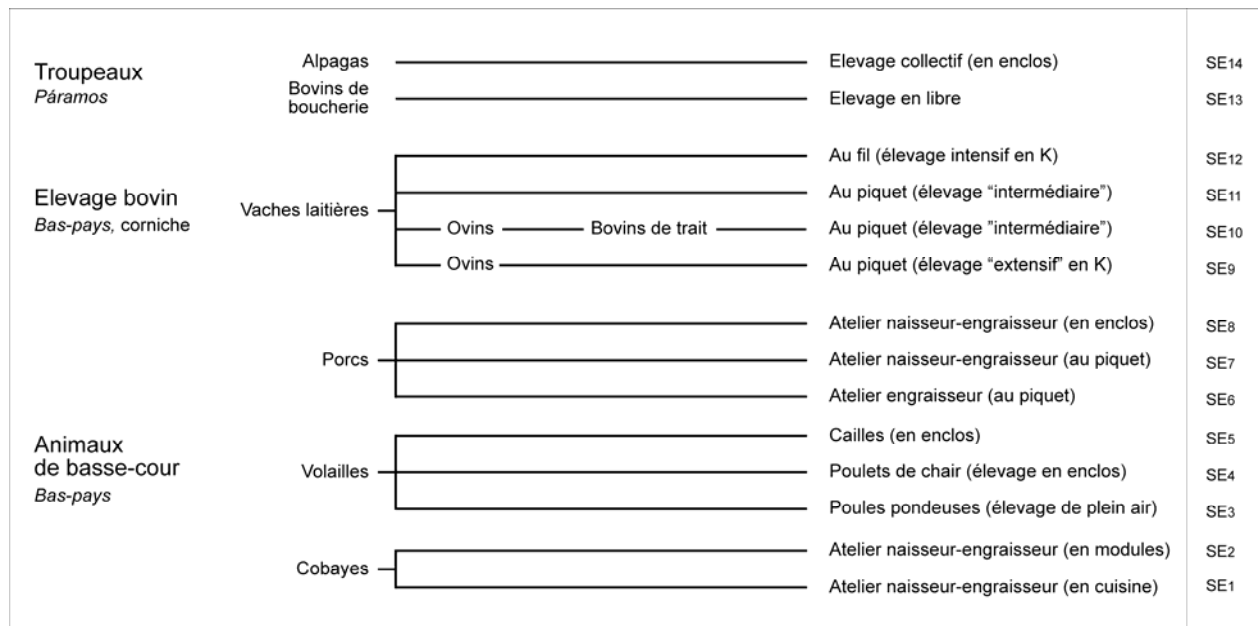
¹. Tel est en outre le cas d'autres tâches « réservées », comme le semis du pois à la volée ou l'épandage d'engrais de synthèse —intrants engageant un capital—, gestes dont la précision conditionne l'uniformisation du couvert végétal et partant, de meilleurs rendements.

Les fraises de bouche (variété « Oso grande ») destinées au marché sont récoltées chaque semaine, en fonction de leur maturité, la production chutant en moyenne de 30 % en saison des pluies. Les circuits de commercialisation (vente directe du producteur au consommateur) diffèrent selon les cas : auprès du voisinage, de porte en porte ou sur les divers marchés, à un prix constant tout au long de l'année (2,2 USD le kg).

4.2.2. Cobayes en cuisine, alpagas en altitude et d'autres animaux dans l'intervalle

Tout comme les systèmes de culture, l'agriculture de Hatun Cañar laisse à voir une diversité de systèmes d'élevage (fig. 35) qui peuvent être caractérisés par la composition du troupeau, ainsi que par un certain nombre de pratiques qui lui sont appliquées (constitution d'ateliers ou de lots, reproduction, alimentation, santé, exploitation, renouvellement).

Figure 35. Typologie des principaux ateliers d'élevage (espèces animales et pratiques)



Au contraire de régions agricoles spécialisées dans l'élevage d'une seule race bovine laitière, les races animales très contrastées qui coexistent encore de nos jours au petit *pays* renseignent déjà le chercheur sur les pratiques d'élevage. Car, à considérer la race animale comme « l'interprétation sociale d'une personnalité biologique au travers des usages et des pratiques » [Audiot, 1995], il résulte que chacune d'entre elles, de par ses caractéristiques génétiques et phénotypiques, implique des pratiques différenciées selon les conditions et pour des finalités de production distinctes (autoconsommation, production marchande, épargne). On peut ainsi distinguer les races rustiques* de celles à haut potentiel de rendement, sans pour autant ignorer le processus (d'intensité variable selon les espèces) de métissage à l'œuvre au petit *pays*. Les races rustiques, outre le fait d'avoir développé des caractéristiques adaptées aux rudes conditions de

montagne¹, s'accommodent de la médiocrité de la ration fourragère de la végétation spontanée et font preuve d'une plus grande tolérance à certaines pathologies endémiques. En revanche, elles s'avèrent moins productives que les races à haut potentiel de rendement, précisément sélectionnées et introduites pour leurs meilleures performances zootechniques (plus grande vitesse de croissance, prolificité plus élevée). Pour autant, une moindre aptitude biologique aux caractéristiques bioclimatiques du milieu (moindre tolérance au froid et à l'altitude, fragilité pathologique, etc.) induit, comme envers pour ces dernières, une tout autre conduite du troupeau (mode de logement, santé animale, alimentation à plus forte densité énergétique et calendrier fourrager correspondant).

On distingue trois grands ensembles d'élevage, organisés selon les espèces et races animales, la nature des ressources prélevées et les pratiques : (i) troupeaux collectifs de grands ruminants parcourant l'écosystème *paraméen*, (ii) bovins et ovins occupant corniche et *bas-pays*, (iii) basse-cour localisée à proximité ou au sein même des habitations.

4.2.2.1. La basse-cour : des petits élevages à finalités mixtes

- Caviculture : une constante à travers l'histoire

En périphérie rurale des principales villes de la *sierra*, il existe de vastes ateliers trouvant là de véritables débouchés pour la viande de cobayes. Ainsi en est-il de la paroisse vallonnée de Quingeo, à proximité de Cuenca, où un atelier de près de sept cents reproductrices a été mis en place selon des pratiques intensives en capital et en travail [Chanclud, 2009]. Près d'Ambato, les paysans des communautés de Santa Rosa —adossées au flanc septentrional du volcan Carihuairazo— conduisent des élevages en modules de quatre-vingt reproductrices nourries exclusivement à la luzerne [Lacour, 2005]. Au petit *pays*, ce mode d'élevage tend à se développer, bien que les effectifs n'atteignent qu'exceptionnellement une quarantaine de reproductrices. Toutefois, en dépit des efforts déployés depuis plus de deux décennies par des institutions de développement, nombreux sont les paysans à élever encore, en cuisine, des cobayes de petite taille, rustiques, peu exigeants quant à la qualité de l'alimentation, mais moins prolifiques et plus menus que ceux produits de manière intensive (fig. 36).

Ainsi le cobaye, petit rongeur d'origine andine à haute valeur nutritive (tabl. 4), persiste-t-il à être élevé dans la quasi-totalité des foyers de Hatun Cañar, mais selon deux types de pratiques fort contrastées : l'élevage en cuisine (SE₁) et l'élevage en modules, intensif en capital (SE₂).

¹. Développement du muscle cardiaque et des capacités pulmonaires, forte concentration d'hémoglobine dans le sang, petite taille, production de tissus graisseux, autant de caractéristiques physiologiques qui permettent de se prémunir du froid et des brusques variations climatiques, tout en contenant les effets du manque d'oxygénation des organes vitaux (nausées, fatigue, maux de tête, essoufflement) engendrés par l'altitude.

Tableau 4. Comparatif de la valeur nutritive de la viande de diverses espèces animales

Espèce animale	Teneur en protéines (%)	Teneur en graisse (%)
Cobaye	20,3	7,8
Alpaga (#)	19,0	7,0
Volaille	18,3	9,3
Bovin	17,5	21,8
Ovin	14,5	37,8

Sources : Rico et Rivas, 2003 ; (#) Prud'hon *et al.*, 1993

La nature du logement, l'allotement et le type d'alimentation constituent les trois principaux critères de différenciation des systèmes de caviculture mis en œuvre au sein des exploitations agricoles du petit *pays*. Historiquement, la cuisine héberge un lot unique de cobayes élevés sans aucun contrôle sur la reproduction¹ (sélection naturelle). Les animaux trouvent dans cet espace des conditions propres à les protéger du froid (âtre de la cheminée et semi-obscurité entretenue par la fumée, sol en terre battue, chaleur humaine), des vents ainsi que des brusques variations climatiques auxquelles ils se révèlent particulièrement sensibles². De plus, le fait qu'ils cohabitent avec la famille favorise un contrôle constant, par la maisonnée, de la santé et de l'alimentation des effectifs. Soulignons que, dans certains foyers, on attribue encore aujourd'hui au rongeur des dons de prédiction, certains de ses comportements et couinements informant les occupants sur leur état de santé. En élevage intensif, les animaux sont placés dans des loges, qui les abritent également des vents et tempèrent les amplitudes thermiques, sans toutefois entraver la circulation de l'air. Elles peuvent prendre la forme de cages de fer que les éleveurs se procurent dans le commerce, ou d'enclos modulés³ installés dans un bâtiment de la ferme. Moyennant la classification des cobayes selon leur sexe et leur âge, l'allotement⁴ pratiqué dans ces élevages vise à contrôler la reproduction de l'espèce animale.

Ces cobayes élevés en modules sont alimentés à partir du carré fourrager, cette petite surface herbeuse soigneusement entretenue que les paysans réservent exclusivement à la coupe et à

¹. Ce mode de conduite génère fréquemment stress et perte de poids chez les reproductrices.

². « On insiste beaucoup sur le besoin qu'ont les cochons d'Inde de vivre dans une ambiance saturée de fumée : l'explication pourrait venir du fait que la fumée est aussi utilisée comme fumigeant, peut-être pour contrôler la prolifération de certains insectes, spécialement les puces et les poux » [Celestino, 1998 : 6].

³. Formes de caisses de quelques m², composées d'un fond en bois et de parois d'une dizaine de centimètres de hauteur. Surélevés de façon à se prémunir des prédateurs (rongeurs sauvages), ils sont de plus en plus souvent fabriqués à l'aide de matériaux de récupération. Les chantiers de construction des bâtisses de la *iony* constituent des lieux privilégiés pour se procurer ces matériaux, utilisés également pour la construction des enclos d'autres petits animaux comme les volailles et les porcins (chutes de planches, clous, mailles pour le grillage, briques pour la porcherie, etc.).

⁴. a. Groupe polygamique (harem) d'un mâle pour 6 à 10 femelles adultes et les jeunes jusqu'à sevrage (3 semaines). b. Femelles de 3 à 12 semaines. c. Mâles de 3 à 12 semaines. d. Femelles adultes de plus de 12 semaines. e. Mâles adultes de plus de 12 semaines.

l'affouragement en vert¹ des petits animaux. Les co-produits de récolte complètent les rations, se substituant dans certains cas à l'herbe fraîchement coupée en période d'étiage fourrager. Certains éleveurs procèdent aussi à des complémentations alimentaires riches en protéines (luzerne, soja), sous forme granulée ou en farine qu'ils acquièrent sur le marché, tout comme les vitamines administrées deux à trois fois l'an dans le but, notamment, de compenser l'incapacité du petit rongeur à synthétiser l'acide ascorbique² si utile pour lutter contre le froid. Les cobayes élevés auprès de l'âtre sont nourris à partir d'une alimentation, globalement de moindre valeur nutritive et prélevée en divers endroits, ce qui a pour incidence d'accroître le temps de travail moyen consacré à cette tâche : déchets de cuisine, résidus de légumes provenant du jardin potager ou encore herbe coupée dans la journée en bordure de chemins ou sur les soles éloignées de l'exploitation.



Figure 36. Elevage traditionnel de cobayes en cuisine

La saison des pluies constitue une période cruciale pour le cobaye, particulièrement sensible au froid et à l'humidité : la relative abondance fourragère a comme envers le développement de maladies bactériennes et parasitaires susceptibles d'affecter le rongeur. L'ingestion d'aliments humides et souillés par des fèces d'animaux porteurs (rongeurs sauvages, volatiles) est à l'origine de plusieurs pathologies, dont la plus répandue et la plus sévère est sans nul doute l'entérite bactérienne de la salmonellose³ (*Salmonella typhimurium*). En hiver, il n'est pas rare que les élevages —sevrons et éléments les plus faibles au premier chef— soient décimés par une épizootie de salmonellose⁴, *a fortiori* en cas de forme suraiguë de la maladie. Le taux de

¹. L'alimentation à base de fourrage frais exonère l'abreuvement de l'animal.

². Le cobaye est naturellement déficient en L-gulonolactone oxydase, une enzyme microsomale hépatique nécessaire à la synthèse de l'acide ascorbique à partir du glucose [Fuss, 2002].

³. Les paysans désignent cette pathologie sous le nom de *shungo* (cœur en quichua) ou *mal de shungo*.

⁴. Principaux symptômes de la salmonellose, maladie infectieuse et zoonose se transmettant de façon orale et conjonctivale : prostration, hérissure des poils, anorexie, perte de poids, paralysie des membres postérieurs, fièvre, vomissements, diarrhée et avortement chez les femelles gestantes ; pas de signes préliminaires en cas de forme suraiguë de la maladie [Fuss, 2002 ; Chauca de Zaldívar, 1997]. Avec des lésions apparentes à celles de la salmonellose, la pseudotuberculose (*Yersinia pseudotuberculosis*), fréquente également au petit pays, est traitée à l'aide d'antibiotiques à base de quinolones.

mortalité varie bien évidemment selon les pratiques d'élevage, la structure du cheptel et l'intensité infectieuse de la maladie. Toutefois, le pronostic reste généralement très sombre : face aux résultats mitigés de l'emploi des antibiotiques (en particulier lorsque la maladie n'est pas repérée suffisamment tôt sur les premiers individus infectés), les vétérinaires conseillent avec insistance (i) l'incinération de tout le cheptel de façon à exterminer les bactéries infectieuses portées par les survivants, (ii) la destruction par le feu de la litière et (iii) la désinfection complète de l'environnement. En fait, la prévention constitue la prophylaxie sanitaire la plus efficace : désinfection périodique des logements, mise en défens contre les ennemis porteurs (rongeurs et oiseaux), fourniture d'aliments secs et sains. Parmi les parasitoses digestives, la coccidiose (protozoaire du genre *Eimeria caviae*), maladie la plus courante mais à l'effet pathogène modéré, est traitée *per os* à partir de composants à base de sulfamides, avec des résultats satisfaisants. Poux¹, teignes et acariens d'une part, et nématodes d'autre part, constituent les maladies parasitaires les plus communes, externes et internes respectivement. Alors que les secondes sont aisément traitées à l'aide de produits administrés *per os* 2 fois par an, la prophylaxie contre les ectoparasites exige davantage de travail : l'éleveur baigne d'abord chaque animal à plusieurs reprises avant de lui appliquer sur tout le corps des onguents qu'il se procure sur le marché ; puis il procède à une désinfection complète des bâtiments (usage de la chaux dans certains cas). Les paysans s'accordent à reconnaître que l'élevage en cuisine, au sol et sans allotement, ne se prête guère à cette opération de désinfection, et plus généralement à la méthode préventive préconisée contre les bactéries infectieuses, en dépit du fait que l'observation constante des animaux favorise indéniablement une meilleure analyse de leurs comportements et un prompt repérage des symptômes pathologiques.

La précocité de la maturité sexuelle de la femelle (dès un mois, avec un cycle œstral de 13 à 20 jours), la courte durée de son cycle de gestation (une soixantaine de jours) et le fait qu'elle soit fécondable presque immédiatement après la parturition expliquent la prolificité de ce petit herbivore monogastrique. Le mode de conduite du cheptel et le rang dans la succession des gestations² conditionnent le nombre de jeunes par portée, qui naissent déjà aptes à la marche et à l'alimentation fourragère (hors canne de maïs). En élevage intensif, femelles et mâles reproducteurs sont réformés à l'année. Le renouvellement repose, à de rares exceptions près, sur des femelles produites par le cheptel, et des mâles reproducteurs échangés avec le voisinage ou acquis sur le marché afin de limiter les effets dégénérescents résultant de la consanguinité. En la matière, d'aucuns considèrent que l'accouplement entre sujets non apparentés et le contrôle de la

¹. *Gyropus ovalis*, *Gliricola porcelli* et *Menacanthus stramineus*.

². En système d'élevage intensif, 2 jeunes sont en moyenne répertoriés lors des 2 premières mises-bas, contre 1,5 dans les élevages en cuisine. Lors des parturitions suivantes, on compte respectivement 4 et 3 jeunes.

reproduction¹ améliorent les performances zootechniques en termes de maturité sexuelle et de prolificité des femelles, de poids à la naissance et de croissance des jeunes, avec une baisse de la mortinatalité et du taux de mortalité jusqu'au sevrage de trois semaines [Ngoupayou *et al.*, 1995]. Chez les jeunes, la mortalité dépasse 30 % dans les ateliers « traditionnels² ». En revanche, elle n'atteint que 12,5 % (en moyenne) dans les ateliers plus intensifs en capital³ qui produisent des animaux plus prolifiques, destinés en partie à la vente. Les données permettent de construire les schémas différenciés de renouvellement du cheptel selon les pratiques, éclairant de cette manière les performances contrastées des élevages (ann. 14.2.a).

Quel que soit le mode d'élevage, et indépendamment de la sévérité des pathologies, l'effondrement des effectifs coïncide avec les grandes fêtes patronales, religieuses et civiles, dévoilant de la sorte l'imbrication des calendriers climatique, agricole et festif. Trois raisons principales, complémentaires, peuvent être avancées pour expliquer ce fait. Tout d'abord, il est très largement admis que les fonctions sociales du cobaye importent au moins autant que sa valeur nutritionnelle. Ainsi est-il systématiquement abattu lors des semis et récoltes des principales cultures du petit *pays* (maïs, pomme de terre)⁴. Ensuite, les abattages planifiés au cours de l'année régulent la prolificité du rongeur, dont la précocité du cycle de gestation permet théoriquement de renouveler les effectifs tous les deux à trois mois, notamment lors des périodes de Noël et de Carnaval au cours desquelles la ressource fourragère est abondante. Enfin, « le cycle des différents rituels qu'observe la population andine régule l'élevage et donc la consommation de viande et sert à créer et à distribuer des réserves de protéines, au moment où les gens en ont le plus besoin pour se garder en bonne santé » [Celestino, 1998]. En revanche, la sélection à rebours (abattage des animaux les plus lourds), couramment pratiquée au petit *pays*, pénalise les performances zootechniques des ateliers. Dans les systèmes d'élevage intensifs en capital, les rongeurs sont commercialisés tout au long de l'année, le prix variant selon la période, le poids de l'animal et la nature des rapports commerciaux liant vendeur et consommateur (famille, voisinage, marché).

¹. Certains éleveurs procèdent à la castration des mâles de 75 jours de façon à limiter la production tout en accroissant la docilité des rongeurs sujets à l'affrontement, comportement courant en enclos partagé. Délicate du fait de la taille de l'animal, l'opération est réalisée par un vétérinaire ou un paysan expérimenté.

². Avec les épizooties, l'écrasement des plus jeunes par les adultes est l'une des causes principales de mortalité.

³. Principales caractéristiques de ces ateliers (ann. 14.2.a.iii) : enclos et clayette pour l'allotement, traitements vétérinaires, complémentations alimentaires, fourrage de plus haute qualité nutritive.

⁴. Ces « tranches » de vie sociale sont autant d'occasions pour ceux restés au *pays* d'envoyer par colis, à leurs parents émigrés, quelques rongeurs braisés. Ceux-ci sont souvent assortis d'autres produits de terroir comme la *máchica* (le « pain » du paysan cañari) et le molloco.

▪ Volailles : élevages « de clos et d'ouverts »

L'aviculture est pratiquée, à petite échelle, dans la presque totalité des exploitations agricoles. Tout comme l'élevage de cobayes, il est possible de distinguer deux pratiques d'aviculture très contrastées, selon la finalité de la production et l'intensité du système d'élevage en capital :

- L'atelier de poules pondeuses de souche locale (dénommée *llanga*), élevées en liberté, à proximité de la maison, pour la production d'œufs consommés par la famille tout au long de l'année (SE₃). Les *llangas* sont sélectionnées pour leurs qualités maternelles et d'adaptation au milieu, notamment leur résistance aux conditions climatiques ainsi que leur tolérance aux maladies les plus courantes (excepté la maladie de Newcastle).
- L'atelier de poulets de chair de souche importée (Cobb500, Broiler), espèces à plumage blanc élevées en cage pour leur chair, destinée presque exclusivement au marché (SE₄). La mise en œuvre de cet atelier exige un abri que l'éleveur fabrique très fréquemment à partir de matériaux de récupération, ainsi qu'une disponibilité régulière de trésorerie consacrée au renouvellement du cheptel et à l'achat des produits vétérinaires nécessaires au soin d'un animal à la morphologie plus sensible au climat et à l'altitude.

Le rythme de ponte varie, selon les élevages, en fonction de l'alimentation (60 journées par an en moyenne). Les poules pondeuses se nourrissent des déchets alimentaires et de ce qu'elles trouvent autour de l'habitation. Leur ration est complétée en période de couvaison par du grain produit sur la ferme, les poussins consommant ensuite pendant un mois de la farine de maïs que l'éleveur se procure sur le marché. La reproduction est contrôlée : les paysans autorisent en moyenne deux à trois couvées annuelles de dix à douze poussins, avec un taux moyen de mortalité de 25 %. Les principales causes de mortalité des poules résultent du mode d'élevage en libre : écrasement des volailles par les véhicules, noyade des plus jeunes et vol. A l'image du cobaye reproducteur, le coq est renouvelé chaque année, échangé avec le voisinage.

Les poulets de chair sont, quant à eux, élevés en bande : le producteur les renouvelle tous les cent vingt jours en moyenne, après commercialisation en plusieurs fois des volatiles, quand ils ont atteint un poids minimal de 2,5 kg. Achetés à vingt jours, ils sont engraisés pendant trois mois, d'abord nourris au son de riz (étape de croissance) cinq semaines durant, puis au grain (étape d'engraissement) jusqu'à leur commercialisation. Contrairement aux poules pondeuses dont les soins se limitent à une vaccination à trois semaines contre la maladie de Newcastle, les poulets de chair sont aussi traités à l'aide d'antibiotiques contre les infections respiratoires chroniques (bronchite infectieuse), le choléra aviaire et la coccidiose. Par ailleurs, il existe un nombre très limité d'ateliers d'engraissement de poussins d'un jour (une centaine par cycle) hébergés dans des bâtiments aménagés, équipés et méticuleusement désinfectés à la chaux entre chaque lot. Les poussins sont élevés sous couveuse les trois premières semaines, puis selon

l'itinéraire technique précédemment décrit, l'alimentation variant à chaque étape du cycle de production (SE_{4bis}).

A l'initiative de l'institution CEDIR, une quarantaine de producteurs expérimentent l'élevage de cailles, pratiqué pour la production d'œufs à vocation commerciale (SE₅). Compte tenu des fortes contraintes de reproduction en captivité, les volatiles, d'instinct grégaire, sont achetés à trois semaines dans des ateliers naisseurs de Quito ou de Santo Domingo. Dans la majorité des ateliers, les cailles sont élevées en cage, consommant exclusivement des concentrés spécifiques riches en protéines (soja) que les producteurs acquièrent dans le commerce. Toutefois, certains s'efforcent de composer la ration alimentaire avec des produits de la ferme (mélange maïs-luzerne, co-produits du potager) de façon à réduire les achats de concentrés. Le taux de ponte varie selon l'alimentation et l'âge de l'animal : entre 7 semaines (initiation de la production) et 1 an, 90 à 70 % des œufs ramassés quotidiennement sont vendus au voisinage ou commercialisés sur les marchés chaque fin de semaine. Théoriquement renouvelé après un an, le cheptel —traité trois fois par an contre les maladies parasitaires internes comme la coccidiose— reste grevé par une mortalité annuelle particulièrement élevée (de 20 à 50 % selon les élevages) causée en majorité, au dire des producteurs, par la prédation (rats), la déshydratation et la famine¹. C'est en fait un atelier intensif en travail (nettoyage bihebdomadaire des cages, soins et surveillance des volatiles, ramassage quotidien des œufs), qui exige de surcroît une trésorerie disponible tout au long de l'année pour se procurer, à intervalles réguliers, l'alimentation spécialisée des cailles.

- Le porc de la haute vallée du Cañar : des races et des pratiques pour des finalités de production variées

Jusqu'aux « vingt prometteuses » (1961-1981), tous les paysans de la haute vallée menaient un atelier naisseur-engraisseur de porcs rustiques, destinés à la consommation familiale lors des fêtes de fin d'année ou mis en marché sur la foire de Cañar-ville, lorsqu'un besoin de trésorerie se faisait sentir (épargne « sur pied »). La pratique consistant à élever les animaux en plein air toute l'année, au piquet aux abords des habitations et pour certains laissés à eux-mêmes sur les parcours collectifs, avait amené les paysans à sélectionner, de génération en génération, les individus présentant les caractères les mieux adaptés aux sévères conditions du milieu (climat, altitude, parasitisme) et au régime alimentaire auquel ils étaient contraints. L'aptitude de ce porc (à poil long) à s'adapter aux conditions bioclimatiques du petit *pays* se manifestait par une teneur élevée de la carcasse en tissu adipeux que l'éleveur valorisait, après abattage de l'animal une fois l'an, en transformant la graisse en saindoux, jusqu'à ce que celui-ci soit progressivement supplanté par l'usage des huiles végétales dans les préparations culinaires. La conservation des caractères d'adaptation de l'animal se faisait aux dépens de ses facultés de production,

¹. Le renversement des équipements (abreuvoir, mangeoire) conduit à ces situations, sans écarter —comme cause parfois citée— la négligence de certains éleveurs omettant de distribuer les rations alimentaires quotidiennes.

observables entre autres par un moindre rendement musculaire, une prolificité plus faible et un plus grand intervalle entre générations.

Au cours des vingt dernières années, la hausse de la demande pour les productions carnées incita certains éleveurs plutôt aisés de Hatun Cañar à mettre en place, au sein de leur exploitation agricole, des systèmes d'élevage spécialisés dans l'engraissement de porcs destinés exclusivement au marché. L'objectif clairement évoqué de commercialisation de la viande modifia la hiérarchie des caractères recherchés par l'éleveur, impliquant en corollaire l'introduction de nouvelles races sélectionnées pour leurs meilleures performances zootechniques (Landrace, Duroc) : fort développement musculaire, moindre adiposité de la carcasse, taille de portée supérieure, meilleure efficacité de transformation des aliments. Ce nouvel atelier organisé autour d'une race ayant perdu en rusticité (plus grande fragilité pathologique, moindre résistance aux rigueurs du climat) impliqua, par voie de conséquence, l'adoption de nouvelles pratiques d'élevage liées à l'alimentation des animaux (plus forte exigence nutritionnelle), l'administration de soins supplémentaires et l'acquisition de biens d'équipement au premier rang desquels figurait la porcherie, coûteuse et « gourmande » en espace, dans laquelle les animaux étaient stationnés tout au long de l'année.

Il va de soi que les métissages ont depuis lors progressé, moyennant le recours à des verrats empruntés dans le cadre d'échanges monétaires, de travail ou d'autres ressources (sélection dirigée). Mais il n'en demeure pas moins que la dichotomie race locale/race « importée », qui induit des pratiques d'élevage fort contrastés, est encore très prégnante entre les exploitations agricoles. Nombreux sont encore les paysans à élever, le plus souvent au piquet, un à deux porcs rustiques qui s'accommodent d'une alimentation diversifiée mais de qualité globalement médiocre¹ et reçoivent à titre de soins un unique traitement² prophylactique contre la peste porcine. Les animaux sont vendus au bout d'un an, l'atelier d'engraissement étant relancé par l'achat d'un jeune porcelet d'un mois (SE₆). Dans les ateliers naisseurs-engraisseurs, les truies rustiques, renouvelées tous les deux ans par un élément du même cheptel, mettent bas deux fois l'an d'une portée de sept jeunes en moyenne (taux de mortalité de 15 %), vendus à un mois (SE₇). Lorsque l'éleveur planifie la mise en marché d'un animal (à 3 mois) de façon à en tirer un prix plus élevé sur la foire locale, il lui fournit, plusieurs semaines avant, des complémentations alimentaires qu'il se procure dans le commerce. Une famille consacre de 7 à 24 journées de travail par an, selon le type d'atelier (par porc engraisé ou truie élevée) et la ration alimentaire qui, lorsqu'elle est prélevée sur les hautes pelouses d'altitude, alourdit la charge de travail.

¹. Recyclage des déchets de cuisine et des résidus de culture et d'élevage comme la grenaille des tubercules glanés sur les champs après récolte et le petit lait, végétation spontanée des parcours et bananes vertes précuites parfois.

². Certains éleveurs baignent les animaux en été, période favorable au développement des ectoparasites.

Dans les ateliers d'élevage à haute intensité de capital (SE₈), comportant des truies fécondes et bonnes nourricières mettant bas trois fois par an une dizaine de porcelets, les producteurs traitent régulièrement les animaux contre la peste porcine, la cysticerose (*Taenia solium*) —principale infection d'origine parasitaire, transmissible à l'Homme— et les maladies parasitaires (ascaridose en particulier). Les porcs sont castrés de façon à accroître leur masse musculaire et à atténuer les odeurs sexuelles extrêmement désagréables. Elevés en claustration permanente, les animaux sont nourris, par embouche à l'auge, de rations alimentaires commercialisées que l'éleveur compose parfois avec des co-produits issus de la ferme. Destinés à l'abattoir pour ravitailler les consommateurs urbains de la région, les reproducteurs sont réformés à deux ans. Les issues sont, quant à elles vendues, à un ou trois mois, à un prix systématiquement deux fois plus élevé que les porcs rustiques.

4.2.2.2. *Nouvelles finalités de l'élevage bovin : de l'énergie animale au lait frais*

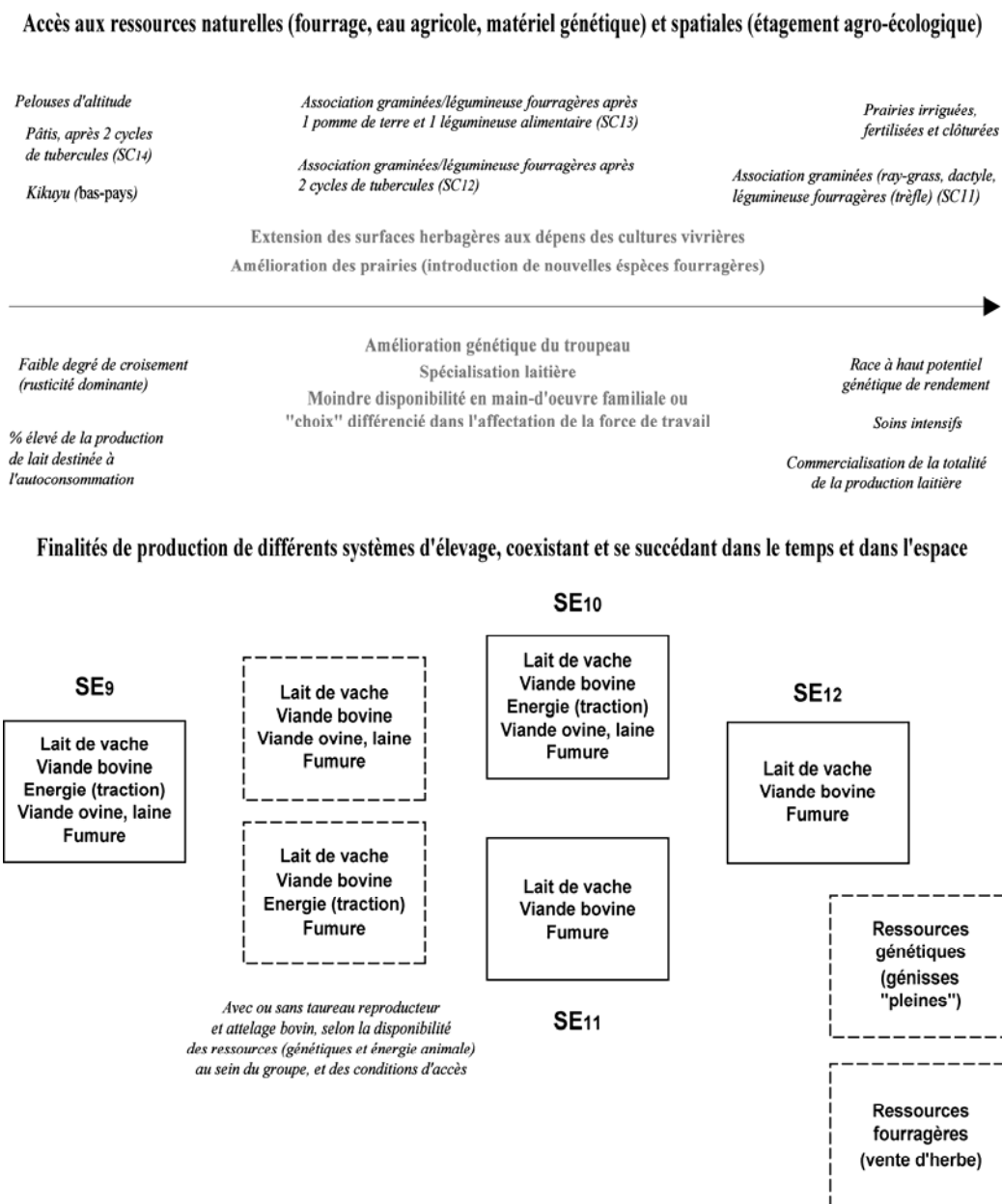
L'essor rapide de la culture de l'herbe, évoqué précédemment, annonçait déjà le grand bouleversement du mode d'exploitation du milieu, en filigrane dès la seconde moitié du XX^e siècle : le développement de l'élevage bovin laitier, auquel est destiné le fourrage de plus haute qualité nutritive produit sur des surfaces croissantes du petit *pays*. Le processus n'est, tout comme la production fourragère, pas uniforme. C'est ainsi que l'on distingue plusieurs systèmes d'élevage bovin (fig. 37), qui coexistent dans l'espace plus qu'ils ne se succèdent dans le temps. Pour la plupart non stabilisés, manifestement perturbés, en pleine transformation, ils représentent en fait diverses combinaisons reflétant la modification des usages des ressources disponibles et les nouvelles finalités de production qui les sous-tendent.

La situation de référence est celle qui prévalait peu de temps après la réforme agraire de 1964. Cette situation peut être caractérisée (si l'on veut bien accepter la caricature) par une forte dualité avec, d'un côté, un complexe système d'élevage paysan à finalités multiples (énergie animale, viande bovine, lait de vache, laine et viande d'ovins, fumure animale) comme élément constitutif d'un système multi-étagé de polyculture-élevage diversifié et, de l'autre côté, un système destiné exclusivement à la production de lait de vache frais au sein des dernières *haciendas* en voie de spécialisation agricole. Plusieurs variables de changement permettent de mieux appréhender, puis d'interpréter le processus de transformation de ces ateliers d'élevage, sachant que ce processus s'est accéléré depuis le « séisme » migratoire de la fin du XX^e siècle : abandon de la paire de bœufs de trait, abandon du cheptel ovin, amélioration génétique du troupeau, hausse de la qualité nutritive des fourrages distribués aux animaux, niveau d'intensification en capital.

Ainsi distingue-t-on quatre principaux systèmes d'élevage (de SE₉ à SE₁₂), construits intellectuellement de manière à ce qu'ils soient suffisamment tranchés et représentatifs de modes d'élevage très contrastés, avec leurs finalités et leurs pratiques propres (fig. 37). Il importe

cependant de mentionner l'avènement récent d'ateliers d'engraissement de génisses vendues pleines, d'une part, et la spécialisation de certaines exploitations dans la culture de l'herbe vendue sur pied, d'autre part (fig. 37). Ces cas, marginal concernant le premier, limité à quelques unités de production pour le second, rendent compte de la complexité du processus de reconversion de nombre d'exploitations agricoles, ainsi que de la variété des choix opérés par les exploitants. Si la tendance n'est certainement pas linéaire, son sens est assez clair : l'abandon progressif de toutes les finalités autres que la production de lait frais, quand la finalité n'est pas tout simplement devenue la production de futures laitières (plus aucune vache à traire) ou le seul affouragement en vert des laitières de tiers (plus de vaches du tout !).

Figure 37. Dynamique, diversité et finalités des systèmes d'élevage bovin



- L'élevage bovin laitier : un atelier adapté aux aptitudes agro-écologiques du petit *pays* et aux besoins sociaux du moment

Si l'on recense quelques petits gabarits de race Jersiaise ou Brownswiss (race rustique originaire du nord de l'Europe, bien adaptée à l'altitude), c'est bien la Prim'Holstein, sélectionnée pour son haut potentiel de rendement laitier, qui prédomine très largement au sein des élevages bovins, à des degrés toutefois très variables dans les croisements : faibles dans les petits élevages paysans (SE₉), très élevés dans les domaines hérités de l'*hacienda* (SE₁₂). A l'exception de quelques-uns de ces derniers qui pratiquent la fécondation par insémination artificielle, la grande majorité des éleveurs privilégie la monte naturelle : il s'agit de ne pas manquer une manifestation de chaleur, le but étant de valoriser au mieux la ressource fourragère. L'objectif s'avère plus aisé à atteindre dans les exploitations agricoles au sein desquelles les vaches paissent sur des prairies à proximité de l'habitation et qui disposent d'un taureau reproducteur. Dans tous les élevages (exploitations minifundiaires incluses), les producteurs procèdent à une sélection génétique, en conservant les femelles les plus productives du troupeau. Une bonne laitière se reconnaît, après son premier vêlage, à son rendement laitier et à la qualité des naissances —observation de la physiologie des velles : stature, volume des pis—. Les moins performantes sont vendues après la première mise-bas, gestantes dans certains cas de façon à en tirer un meilleur prix sur le marché¹. Les soins apportés aux animaux varient selon les pratiques et le matériel biologique du troupeau (moindre aptitude de la Prim'Holstein aux conditions géomorphologiques du milieu : altitude, pente, pathologies...). La fièvre aphteuse constitue le principal risque pathologique des élevages, traité en préventif soit par les services de l'Etat dans le cadre de campagnes de prophylaxie, soit par les techniciens de la laiterie Lácteos San Antonio. Tous les éleveurs ont recours, à des degrés divers, à des traitements anti-parasitaires, contre la douve du foie notamment (*Fasciola hepatica*).

L'élevage au piquet est la technique aujourd'hui la plus répandue au petit *pays*. Les animaux ne sont plus descendus chaque soir à proximité des habitations et reconduits chaque matin vers les prairies. La stabulation nocturne est de mise, rendue possible depuis quelques années par la fin des vols de bétail (regroupement d'éleveurs contre le vol à l'origine des associations et coopératives de l'étage froid dans les années quatre-vingt) et les transferts horizontaux de fertilité (amendements organiques et fertilisation chimique). Le pâturage à la corde a aussi ceci d'intéressant qu'il optimise l'usage du fourrage « sur pied » et favorise l'homogénéisation de l'épandage des déjections animales dans la prairie. En été, la conduite du troupeau est adaptée à la baisse de la ressource fourragère, avec des stratégies qui diffèrent selon les éleveurs lorsque les surfaces herbeuses sont insuffisantes pour maintenir l'ensemble du troupeau : vente précoce des

¹. Au dire des éleveurs, les arnaques à la bonne vache laitière sont pratique courante sur les marchés, la bête n'étant pas traitée 1 à 2 jours avant sa commercialisation.

issues et d'autres « improductifs » dans certains cas, achat d'herbe « sur pied », complémentation alimentaire, valorisation des co-produits de récolte, etc. L'intensité du déficit fourrager et les stratégies adoptées par les éleveurs pour le compenser pèsent de fait plus ou moins fortement sur les rendements laitiers et expliquent, avec les ressources disponibles, les pratiques, les objectifs de l'éleveur, entre autres, la forte variabilité des rendements laitiers : de 925 à 3 100 litres par vache laitière et par an. Une fois retirée la part destinée quotidiennement à l'autoconsommation (de 39,5 à 0 % selon les élevages), la production est livrée aux industries locales sous forme de lait frais à des prix qui fluctuent au long de l'année et selon le lieu. La collecte dans les sections les moins bien desservies du petit *pays* se traduit par une moindre rémunération du litre de lait (0,23 au lieu de 0,25 USD₂₀₀₇). Très rares sont les exploitations agricoles à transformer celui-ci en fromage frais. Une autre finalité essentielle des élevages bovins est la production de viande : vaches de réforme et issues, commercialisées « sur pied » à des âges qui diffèrent selon les exploitations. Les animaux sont convoyés par camion sur les marchés au bétail de Cañar-ville ou d'Azogues, puis vendus (prix estimé en fonction du poids de l'animal) à des maquignons qui les revendent ensuite aux abattoirs de la province.

Parmi les quatre grands systèmes d'élevage, il en est un qui porte encore de nombreuses propriétés héritées de ceux pratiqués voici cinquante ans (SE₉). Le cheptel, à dominante rustique, est élevé au piquet et exclusivement alimenté à partir de fourrage « sur pied », dont l'essentiel est prélevé sur les pâtis de corniche (SC₁₄), les prairies de kikuyu du *bas-pays* et/ou les parcours *paraméens* des communaux, non enclos et non irrigués. Même si certains élevages peuvent faire l'objet d'un traitement antiparasitaire, la seule véritable intervention consiste en une vaccination contre la fièvre aphteuse par an et par animal. Les petits éleveurs, qui ne disposent pas d'un taureau en propre, conduisent, de nuit, l'opération de monte, à l'abri du regard du propriétaire et des voisins ! Les performances zootechniques de ces élevages, qui ne comptent bien souvent qu'une à deux vaches laitières, sont basses (ann. 14.2.d) : 0,7 vêlage par an, taux de renouvellement annuel de 0,13 vache laitière, taux de mortalité des veaux de 10 % (5 % pour les adultes), rendement laitier annuel de 925 litres par vache laitière, traite manuellement une fois par jour. Le faible rendement laitier s'explique notamment par le déficit fourrager estival et sa consécutive baisse de production, en dépit du recours fréquent, parmi les élevages, à un à deux achats d'herbe « sur pied » à cette époque. Certains de ces achats visent d'ailleurs, en premier lieu, à conserver le troupeau dans sa totalité, avec un objectif limité à l'entretien des animaux. Les issues mâles sont élevées jusqu'à dix-huit mois en moyenne, puis vendues « sur pied » au marché, tout comme les vaches réformées après huit ans de vie reproductive. Si les dépenses liées à la conduite du troupeau sont modestes¹, il faut compter par vache laitière et sa suite, une soixantaine de journées de travail étalées tout au long de l'année. Les déplacements entre les

¹. Traitement contre la fièvre aphteuse ; traitement antiparasitaire pour certains ; outillage consommé au cours de l'année (longe, licol et pieu, seau et bidon plastique).

soles fourragères (parfois très éloignées les unes des autres), notamment lorsqu'il s'agit de se rendre à pied en haut de corniche, mais aussi l'attente du passage du laitier, mobilisent quotidiennement une part non négligeable de la main-d'œuvre familiale disponible. La conduite technique des systèmes bovins laitiers collectifs menés par les communautés Sisid et Kawanapamba est très similaire, si ce n'est que les différentes tâches s'organisent par tour rotatif et que la communauté est en charge des dépenses (intervention vétérinaire, petit outillage) et des recettes liées au fonctionnement de ces systèmes.

A l'opposé, le système d'élevage bovin mis en œuvre au sein des derniers domaines hérités de l'*hacienda* (SE₁₂), révèle des performances zootechniques annuelles d'un tout autre ordre : 1 vêlage et 0,17 nouvelle vache laitière, taux de mortalité bas (7 % pour les veaux, < 5 % pour les adultes), rendement laitier de 3 100 litres par vache laitière (de race Prim'Holstein, acheminée depuis les grandes exploitations du sud de Quito ou de Cuenca). Au sein de ces domaines, la conduite du troupeau y est différenciée (selon le sexe, l'âge et l'état de l'animal), notamment dans ceux reposant encore sur deux étages agro-écologiques : alors que les sections les plus favorables de l'exploitation (terrains plats, moindre altitude pour limiter le risque d'anoxie¹ de vaches moins bien adaptées, ration fourragère à plus haute densité énergétique...) sont réservées aux vaches en production, les moins productives affouragent les « improductifs » (vaches tarées, génisses, taureau). Sur les premières, prairies temporaires d'association irriguées et encloses (SC_{11bis}), le pâturage se fait au fil avant², avec trois à cinq changements par jour. On distribue toute l'année aux vaches en production des rations complémentaires³. Les animaux font l'objet de traitements sanitaires très réguliers. Contrairement aux autres systèmes d'élevage bovin, au sein desquels les veaux sont élevés sous la mère pour amorcer la descente du lait, ceux issus des troupeaux de l'*hacienda* sont sevrés à moins d'une semaine afin de ne pas entamer la production laitière destinée à la vente. Ils sont alors nourris à base de lait en poudre jusqu'à leur vente, sur place, entre un et quatre mois, à des éleveurs de la haute vallée désireux d'améliorer leur troupeau. Le niveau d'équipement que requiert ce type d'élevage est autrement plus coûteux que l'outillage manuel utilisé pour l'élevage au piquet : matériel de traite (trayeuse mécanique, tank de réfrigération), bâtiment d'exploitation, qui s'ajoutent aux équipements liés à la culture fourragère (mise en défens des prairies, réseau en dur d'asperseurs fixes...).

Entre ces deux extrêmes, deux ateliers d'élevage singuliers ont été modélisés. Le premier (SE₁₀) fournit du lait de vache frais et de la viande bovine (broutard de 8 à 10 mois), ainsi que d'autres productions (laine et viande d'ovins, énergie animale fournie par une paire de bœufs de

¹. Insuffisance cardiaque des bovins de race hautement productive, appelée localement *mal de altura*.

². Multiplication des déplacements d'une clôture électrique mobile au cours de la journée.

³. Co-produit de l'agro-industrie (*balanceado*) contenant des farines de céréales (maïs, orge ou riz), du soja et d'autres éléments (mélasse de canne à sucre, graines de coton...), dans les proportions respectives suivantes : 55, 25 et 20 %.

trait). Le second (SE₁₁) est spécialisé dans la production de lait de vache frais et de la viande bovine (taurillon de 1 à 2 ans). Leurs performances zootechniques annuelles sont relativement proches (ann. 14.2.d), légèrement meilleures pour le premier pour l'ensemble des indicateurs : de 0,13 à 0,16 vache laitière renouvelée, de 0,75 à 0,80 vêlage par an, taux de mortalité des veaux entre 7 et 10 %, taux de mortalité des adultes < 5 %, 1 taureau reproducteur en propre. Il en découle des rendements laitiers annuels (deux traites manuelles par jour) relativement similaires : 1 700 litres par vache laitière pour le premier, 1 500 pour le second. Les modes de soins administrés aux animaux élevés au piquet sont également très analogues : deux traitements antiparasitaires (externe/interne), deux apports vitaminés, de un à deux traitements contre la fièvre aphteuse, 4 kg de sels minéraux distribués (en été principalement) aux vaches laitières et gestantes, par an.

Si les deux systèmes se différencient, nous l'avons dit, par leurs finalités, ce sont les modes d'alimentation qui les distinguent radicalement l'un de l'autre. Le système d'élevage SE₁₁ est mis en œuvre au sein des exploitations agricoles dont l'essentiel de la superficie herbeuse repose sur la corniche : les prairies temporaires d'association, encloses, sont pratiquées en rotation avec au moins deux cycles de tubercules (SC₁₂, SC_{12bis}), parfois avec une légumineuse en dérobé (SC₁₃). L'autre système (SE₁₀) se caractérise, quant à lui, par l'affouragement du troupeau à partir de prairies temporaires d'association ouvertes, implantées majoritairement au *bas-pays* en rotation avec un cycle unique de pomme de terre (SC₁₁). Dans les exploitations qui disposent d'un accès aux deux étages agro-écologiques, les vaches gestantes sont descendues au *bas-pays* avant la parturition et y restent un moment avant de regagner les soles fourragères localisées sur la corniche, de façon à bénéficier de conditions bioclimatiques plus favorables à moindre altitude. Si le fourrage « sur pied » constitue la base quasi exclusive de l'alimentation du troupeau élevé sur la corniche (exception faite de 4 kg de *rechazo de guineo*¹ distribués quotidiennement, en été, à chaque vache en production, et exceptionnellement d'achat de fourrage « sur pied »), la ration du troupeau conduit surtout au *bas-pays* (SE₁₀) est plus diversifiée en période d'étiage fourrager : co-produits de récolte (cannes de maïs, pailles de céréales), 0,3 kg de compléments alimentaires et 10 kg de *rechazo* par jour et par vache en production, fourrage « sur pied » acheté à des tiers. Si la plupart des éleveurs se procurent ce fourrage le plus souvent au petit *pays*, certains n'hésitent plus à louer des prairies une partie de l'été dans les vallées adjacentes (Biblián, Joyagshi), où le prix y est deux fois plus bas par unité de surface. Cette pratique implique toutefois de disposer d'un fond de trésorerie pour le transport des animaux ainsi que d'une main-d'œuvre familiale qui sera immobilisée le temps requis. Il arrive que certains éleveurs mettent en commun leurs moyens de production (capital, travail) et organisent la surveillance des animaux par tour rotatif, de façon à faire face au déficit fourrager sans avoir à décapitaliser leur

¹. Bananes fruits vertes refusées lors du tri, selon les standards imposés pour l'exportation.

exploitation. Et dans les deux cas (situation plus fréquente dans le SE₁₀), il peut arriver que les effectifs soient allégés par la vente partielle des animaux improductifs en cas d'amenuisement accusé de la ressource fourragère.

Les issues mâles peuvent être conservées jusqu'à deux ans sur les prairies de la corniche, « déchargées » qu'elles sont tout ou partie de l'année, au même titre que les autres animaux « improductifs », sur les soles fourragères les moins productives de l'exploitation (des prairies en cours d'amélioration, encore recouvertes de végétation spontanée dominée par la houlque laineuse). Tel n'est pas le cas des issues mâles élevées au *bas-pays*, vendues avant un an dans le but de réserver la ressource fourragère aux vaches en production. L'âge de vente des issues varie donc selon la disponibilité fourragère, mais aussi le marché et les besoins monétaires de la famille (forme d'épargne). Enfin, les deux systèmes d'élevage requérant plus ou moins les mêmes contraintes obligatoires quotidiennes (traite, abreuvement, soins...), la différence tient d'abord à la distance à parcourir entre les soles fourragères, plus importante pour le SE₁₁. Ceci étant, le temps de travail consacré à ces types d'élevage est atténué par le fait que dans le SE₁₀, un attelage bovin et un petit cheptel ovin sont associés au troupeau bovin laitier.

La réalité est toutefois plus complexe que celle représentée par les systèmes d'élevage précédemment décrits. Car il existe des familles qui ont délaissé leur paire de bœufs de trait tout en conservant un petit troupeau ovin associé au lot laitier, et des familles à s'être effectivement défait de leurs moutons tout en maintenant un attelage bovin sur leur exploitation. Ces ateliers d'élevage, intermédiaires et/ou transitoires (fig. 37) entre les deux systèmes préalablement décrits (SE₁₀, SE₁₁), constitueraient en fait une précieuse manifestation des transformations en cours de l'agriculture du petit *pays*.

- La réduction rapide des effectifs de bovins de trait

Jusqu'au début des années quatre-vingt, les vaches étaient sélectionnées d'abord pour la production de force de traction animale. Les veaux les plus robustes étaient gardés puis dressés —bien souvent selon la méthode dite du parrain¹— de façon à disposer d'une paire de bœufs de trait, indispensable à la préparation des terrains. Rares étaient à l'époque les familles (élargies) à ne pas disposer d'un attelage. Le départ des hommes en capacité physique de manier l'araire, le recours au tracteur chaque fois que cela s'avère possible, techniquement et financièrement, ainsi que l'essor de l'élevage bovin laitier, incitent nombre de familles à vendre la paire de bœufs. Les soles fourragères de l'exploitation sont logiquement réservées à l'affouragement du lot laitier du cheptel bovin aux dépens d'animaux de trait au sous-emploi croissant au cours de l'année et dans bien des cas « privés » de leur araireur parti à l'étranger.

¹. Cette méthode consiste à éduquer un jeune en compagnie d'un animal expérimenté [CIRAD *et al.*, 2002].

Il y a bien évidemment les familles de migrants qui délaissent leur attelage bovin, mais pas seulement. La saisie d'une opportunité d'emploi extérieur local, une longue maladie du chef de famille, un choix de réorientation de l'appareil de production peuvent aboutir à la mise en œuvre d'un système de production agricole sans nécessité de maintenir un attelage bovin. En général, ce dernier se maintient dans les exploitations agricoles disposant de suffisamment de surface pour couvrir les besoins alimentaires de la paire de bœufs et au sein desquelles les exploitants pratiquent des systèmes de culture à dominante vivrière requérant justement l'emploi d'un équipement attelé. Pour les familles à la tête de ces exploitations, le maintien d'une paire de bœufs peut aussi se justifier, nous le verrons, par la possibilité d'accroître leurs revenus (location de l'attelage bovin en dehors des périodes d'utilisation sur l'exploitation) ou d'accéder à d'autres moyens de production, notamment la force de travail humaine qui peut manquer à certains moments du calendrier (désherbage, récolte).

Il n'est pas rare qu'au moins l'un des deux bœufs soit directement issu du troupeau allaitant du propriétaire, le second étant acquis sur le marché. La paire est renouvelée après trois ans de service. Il arrive parfois qu'un des deux animaux de trait assume également la fonction de reproducteur, ce qui n'est pas sans poser question quant à la conduite de l'attelage et aux conséquences sur l'efficacité de l'arairage, tant sur la préparation du terrain et l'ouverture des billons au moment de la récolte de tubercules que sur le temps dévolu à la tâche...

- Associer les ovins à l'élevage bovin : une pratique conçue pour des raisons tout autant économiques qu'agronomiques

Depuis les années soixante, l'allongement de la distance aux parcours et l'évolution des choix d'affectation de la main-d'œuvre familiale (scolarisation des enfants notamment) ont précipité le déclin de l'élevage ovin pastoral sur les hautes pelouses d'altitude, exception faite de très rares familles indiennes —coût d'opportunité faible, voire nul, de la force de travail de certains de ses membres— résidant dans les secteurs hauts des communautés de l'arrière-pays (fig. 38). L'abandon progressif de cette pratique ne signifie pas que le petit ruminant —sélectionné pour sa capacité à couvrir de longues distances— ne soit plus élevé dans la haute vallée.

L'ovin est sélectionné pour sa toison aux mèches longues, souples et résistantes qui le protègent de la sévérité du climat de montagne. Majoritairement de race mérinos¹, il produit une laine à usage familial, transformée en vêtements traditionnels ou en couvertures épaisses de dimension variable (1,5 couverture large tous les deux ans par famille d'éleveurs). Le poids de la toison, qui recouvre entièrement l'animal des bajoues aux sabots, varie selon l'âge, le sexe et les pratiques d'élevage. Au petit *pays*, une brebis rend en moyenne 2,95 kg de laine en suint, soit 1,4 kg de laine utile. La qualité est inférieure à celle des races européennes élevées, précisons-le, dans des conditions socio-économiques et agro-écologiques bien différentes [Baticle, 1982].

¹. Autres races élevées localement, de bien moindre importance cependant : Chambolino, Chibiot, Périguy.



Figure 38. Jeune fille guidant un petit troupeau ovin dans les *páramos*, au double sens du terme (oct. 2008)

Le troupeau familial est généralement de petite taille (2,8 reproductrices). Les interventions se limitent à deux traitements par an, le premier antiparasitaire et le second prophylactique (fasciolose). La reproduction est libre, avec 1,3 agnelage —non gémellaire comme bien souvent en Europe— en moyenne par an. Le renouvellement est assuré par la production du cheptel. On est cependant en droit de se demander à cet endroit si, avec la production lainière comme seule finalité économique (ann. 14.2.d.i), l'élevage ovin aurait perduré jusqu'à nos jours. La question se pose avec d'autant plus de raison que les paysans ont substitué l'emploi d'engrais de synthèse à la pratique de transferts latéraux de fertilité depuis les parcours collectifs vers les terrains du *bas-pays* via l'enclos de nuit des petits ruminants. Il reste que l'ovin, au même titre que le cobaye, constitue pour certaines familles de Hatun Cañar le produit de sécurité et d'épargne par excellence. Il est systématiquement vendu sur pied chaque année, au mois de septembre, pour couvrir les dépenses incompressibles liées au calendrier scolaire (rentrée des classes) et agricole (semis du maïs associé)¹. Capital circulant aisément convertible, il sert aussi en cas d'imprévu.

Enfin, la multifonctionnalité de l'ovin intègre l'aptitude à supporter une ration alimentaire quotidienne variable en quantité et hétérogène en qualité. Au contraire de la pratique —très peu répandue— du pâturage au fil, le fait de ne déplacer le troupeau laitier qu'une à deux fois par 24 heures, avec des longueurs de corde plutôt lâches, est susceptible de provoquer le refus par les bovins de certaines espèces végétales peu appétentes. Le risque est alors grand que cette végétation délaissée, en concurrence pour le captage de l'énergie solaire et l'absorption des oligo-

¹. Effondrement des cours de la viande ovine à cette époque en raison du caractère généralisé de la pratique.

éléments du sol, prolifère aux dépens d'une végétation pourtant utile à l'alimentation des vaches et partant, à la production laitière. Le pâturage des refus par l'ovin derrière les vaches¹ présente l'intérêt de tempérer le processus d'appauvrissement de la flore de la prairie en favorisant une repousse homogène des différentes espèces végétales associées, notamment des légumineuses fourragères, avant d'être concurrencées par les graminées. Élément constitutif de systèmes d'élevage bovin plus ou moins intensifs en capital, avec ou sans paire de bœufs de trait (SE₉, SE₁₀), le petit ruminant assure de manière simultanée la transformation d'une ressource fourragère en laine et en viande et l'égalisation de surfaces herbeuses, une technique —que l'on désignait sous le terme de « tondeuse écologique² »— propre à entretenir une prairie de qualité destinée à la production de lait de vache.

Pour autant, l'association entre grands et petits ruminants peut présenter des risques de transmission parasitaire par les déjections animales, lorsque ces dernières ne font pas l'objet d'un épandage —tâche pénible effectuée à l'aide d'un râteau— préalable au retour des bovins à la prairie. Par ailleurs, les ovins s'alimentent rarement de la seule ressource délaissée par le troupeau bovin laitier. Leur polyvalence alimentaire leur permet de se nourrir, notamment en saison sèche, de la végétation spontanée recouvrant les espaces publics du *bas-pays* (bords de chemins, landes tapissant les ressauts) et les pâtis du haut de corniche. A ce propos, alors que les bovins sont le plus souvent attachés au piquet la nuit dans le *cerro*, il est en revanche hautement risqué d'y laisser les ovins, notamment les éléments jeunes, affaiblis ou malades que chasse le renard des Andes³ (*Pseudalopex culpaeus culpaeus*). La prédation par les canidés d'une part, et les accidents d'autre part, sont mentionnés par les éleveurs comme les deux principales causes de mortalité, qui est plus élevée chez les jeunes ovins. Ainsi, ceux-ci sont-ils généralement reconduits en soirée à la ferme, contrairement à d'autres grands ruminants et petits camélidés qui résident toute l'année en altitude.

4.2.2.3. Des troupeaux dans les páramos

L'histoire de Hatun Cañar ne laisse pas de doute sur le fait que les hautes pelouses d'altitude furent très tôt valorisées par l'Homme, comme territoire de chasse et de collecte de végétaux divers utiles à la société (alimentation, santé, habitat). Nœud traversé pour rejoindre les bassins coalescents du Chanchán et du Paute, et château d'eau entaillé par des canaux acheminant la précieuse ressource vers les étages continus inférieurs, les *páramos* restent aussi de nos jours la demeure de l'esprit de la montagne (*Urcuyaya*), un lieu sacré truffé de *waka* : monts et lacs magiques dont celui de Culebrillas. Depuis la période des « vingt prometteuses », cet écosystème

¹. « Les moutons ont l'habitude de pâturer derrière les vaches » [Parole de paysanne].

². Au sein des derniers grands domaines, on a parfois recours à une tondeuse à fil (« équivalent mouton ») pour homogénéiser la repousse herbeuse (temps de travail : 3 h·j·ha⁻¹).

³. Nom vernaculaire : *raposo*.

a fait l'objet d'un processus de partition au rythme de l'évolution des rapports de force entre les différents protagonistes, donnant lieu aujourd'hui à un empilement de droits et une juxtaposition de modes de tenure foncière. Sa limite inférieure, fluctuante selon les secteurs, n'a globalement cessé de « s'élever » depuis cinquante ans, sous l'effet notable de l'extension des surfaces cultivées en plantes vivrières aux dépens des épais tapis herbacés.

Les *páramos* constituent pourtant encore de vastes terres aux frontières régulièrement transgressées, car malaisées à contrôler, par les éleveurs des communautés avoisinantes, du Chimborazo au nord et de Turchi à l'est [Guaicha *et al.*, 2001]. Il est vrai qu'ils fournissent une ressource fourragère très convoitée, que des troupeaux, de propriété individuelle ou collective, prélèvent pour l'essentiel encore librement tout au long de l'année. La diversité des espèces végétales qui composent ces pelouses d'altitude constituent cependant un couvert végétal de valeur nutritive très hétérogène que les animaux, selon leurs caractéristiques physiologiques, exploitent différemment. Avec une teneur élevée en cellulose et basse en matière azotée, les graminées prédominantes sur les pelouses d'altitude confèrent à l'ensemble une qualité fourragère relativement médiocre, en particulier lorsqu'elle est rapportée à celle des prairies temporaires implantées sur les étages inférieurs de la corniche et du *bas-pays* (tabl. 5).

Tableau 5. Valeur nutritive (en %) des principales espèces végétales pâturées, selon l'étage agro-écologique

	Matière sèche	Teneur en cellulose	Teneur en protéines
Páramos (végétation spontanée)			
<i>Calamagrostis</i> sp. (graminée)	40,6	41,7	4,5
<i>Stipa ichu</i> (graminée)	42,6	38,6	6,8
<i>Baccharis servillifolia</i> (composée)	41,9	31,9	6,0
<i>Alchemilla orbiculata</i> (rosacée)	24,2	18,9	15,1
Corniche et bas-pays (végétation cultivée)			
<i>Lolium multiflorum</i> (graminée : ray-grass d'Italie)	21,5	28,0	14,8
<i>Trifolium pratense</i> (légumineuse)	18,3	22,7	20,5

Sources : Ramírez *et al.*, 1996 [cité par Molinillo et Monasterio, 2002] pour la végétation spontanée des hautes pelouses d'altitude, Soltner [1999] pour la végétation cultivée des écosystèmes de corniche et du *bas-pays*

- Des bovins élevés en libre sur les hautes pelouses d'altitude : deux ateliers distincts globalement en déclin

Parmi les espèces animales élevées sur les hautes pelouses d'altitude, les bovins sont de loin les plus nombreux¹. Produits de l'histoire, deux ateliers d'élevage y coexistent aujourd'hui. Le premier, héritage direct de l'*hacienda*, correspond à la production de viande de boucherie

¹. Il est à noter la présence de quelques équidés, porcs, ovins et petits camélidés (lama, alpaga).

associée, dans de rares cas, à l'engraissement de taureaux solitaires de combat loués trois à quatre fois par an lors des fêtes populaires de la région (SE₁₃). Bien que sans commune mesure avec les grands élevages du temps de l'*hacienda*, il existe encore des troupeaux réunissant en moyenne une à deux dizaines¹ de têtes pâturant librement dans les *páramos*, de jour comme de nuit, à toutes les époques de l'année. Les bêtes sont généralement marquées au fer rouge ou d'une entaille à l'oreille, pratiques facilitant l'identification du propriétaire dans la mesure où les animaux laissés à la divagation sans surveillance peuvent se mêler à d'autres troupeaux. Ceux-ci ne sont en effet visités qu'une à deux fois par quinzaine par leur propriétaire, vachers salariés ou éleveurs s'y rendant chacun leur tour. Des enclos aménagés servent à l'administration de soins (une fois l'an), associant traitement antiparasitaire et prophylaxie contre la fièvre aphteuse. Ils sont aussi utilisés pour parquer vaches de réforme et taureaux de trois à six ans (≥ 225 kg de poids vif) vendus sur pied à des maquignons se déplaçant à cet effet jusqu'aux enclos.

Le second constitue en fait, au sein de l'atelier bovin laitier mené par certaines familles paysannes, le lot des animaux « improductifs » envoyés s'alimenter sur les parcours, de manière permanente pour les mâles vendus à partir de trois ans, et temporairement pour les femelles (génisses, vaches tarées). Cette pratique de gestion fourragère permet (*i*) de décharger les prairies temporaires de la corniche et du *bas-pays*, destinées en priorité aux vaches laitières en production et (*ii*) d'allonger le temps de repousse de ces prairies à la valeur nutritive plus élevée que celles des parcours, pour leur part support d'une partie de la croissance des jeunes, de la gestation des vaches et de l'engraissement des taureaux. Tout comme l'élevage pastoral, cet atelier est handicapé par la mortalité animale (taux moyen annuel de 15 % pour les jeunes de moins d'un an), liée à la topographie du milieu (chute dans les ravins, embourbement dans les zones marécageuses), aux conditions du milieu, à l'origine de pathologies comme la fasciolose et l'anoxie, dont le risque de prévalence tend à s'accroître avec le développement de races perdant de leur rusticité (adaptation à l'altitude) au profit de meilleures capacités laitières.

Outre la mise en œuvre des conditions d'une reproduction non contrôlée, la libre divagation entretient la sélection par les animaux des espèces végétales les plus appétentes, celles à plus haute densité énergétique (rosacées notamment) qui se développent autour des lacs d'altitude et dans les dépressions de faible profondeur, sur les replats mal drainés comme au fond des talwegs à faible pente. Cette pratique fourragère aboutit à une concentration du bétail dans ces espaces à valeur nutritive supérieure et partant, à un tassement de sols réputés fragiles. Ainsi en est-il du flanc oriental du lac Culebrillas, strié par le passage répété des bovins et des chevaux montés par les vachers à la recherche de leurs bêtes. Autrefois, la pratique du brûlis à feu courant visait justement à accroître l'appétence des hautes graminées recouvrant l'essentiel de l'écosystème

¹. Il existe, à titre d'exception à la règle, de très rares troupeaux d'une centaine de têtes, ceux qui se consacrent justement à la production de taureaux de combat.

paraméen, par le biais du pâturage de jeunes pousses plus facilement assimilables et, par voie de conséquence, la décharge temporaire des sections les plus convoitées des *páramos*. Ainsi les éleveurs s'efforçaient-ils de réguler, dans l'espace et dans le temps, l'usage d'une ressource fourragère très hétérogène en quantité et en qualité. De toute évidence, ce mode de gestion fourragère persiste de nos jours, comme en attestent les taches décimétriques de végétation de tons ocre à noir détonnant avec la vive couleur vert clair des jeunes pousses de végétaux, que l'on observe ici et là dans certains cirques et hauts de vallées. Cette pratique semble néanmoins tirer à sa fin. La raison, au dire des paysans, en serait l'interdiction de l'usage du feu édictée par l'Etat, législation prévoyant des sanctions très lourdes en cas d'infraction.

La désuétude de la pratique du brûlis sur les hautes pelouses d'altitude pourrait aussi s'expliquer par la chute sensible, depuis quelques années¹, des effectifs animaux pâturant sur les parcours, processus que petits et grands éleveurs s'accordent à reconnaître. Ceux-ci y verraient aussi les effets de l'émigration dans la transformation de l'agriculture de la haute vallée du Cañar, avec (i) une main-d'œuvre limitant le fonctionnement d'un système d'élevage bovin extensif en travail et (ii) l'orientation laitière des troupeaux familiaux fondée sur la régularité de la production fourragère sur l'année, pratique de fait peu compatible avec la moindre qualité nutritive de la ration pâturée sur les parcours.

- Réintroduction récente de camélidés dans les *páramos* (SE₁₄) :
une alternative écologique et économique à l'élevage bovin ?

La réintroduction de l'alpaga est récente en Equateur. Elle daterait de 1985, avec l'importation initiale, depuis le Nord-Chili, de 90 alpagas [FAO, 2005]. Le cheptel est aujourd'hui estimé à près de 6 000 têtes [Pintado, 2003]. Dans la province du Cañar, des initiatives lancées par le biais de projets de développement furent à l'origine de l'implantation d'un cheptel d'alpagas de plusieurs dizaines de têtes dans la communauté Sisid en 1987, puis d'un autre en 2008 sur les terrains de l'association Sunicorral et de la communauté Kawanapamba. Tel fut aussi le cas d'une organisation paysanne de Burgay qui valorise un pan de *páramos* de la face sud de l'horst Buerán depuis 2002 ; ainsi que d'un particulier² élevant à Zhoray (fig. 39) ces petits camélidés importés des Andes sèches de *puna* dont il s'efforce, par la sélection, d'améliorer les performances dans ce milieu écologiquement si différent que constituent les Andes humides de *paramo*.

¹. 808 têtes, toutes espèces animales confondues [Guaicha *et al.*, 2001].

². Le docteur Stuart White est connu dans la région pour produire des animaux de qualité qu'il commercialise auprès d'institutions finançant la réintroduction d'alpagas dans la *sierra*.



Figure 39. Elevage d'alpagas de race Huacaya à Zhoray, haut bassin du Paute (oct. 2008)

Force est de reconnaître que l'alpaga possède de solides atouts quand il s'agit de s'interroger sur les modalités alternatives de valorisation de l'écosystème *paraméen*. Tout d'abord, sa morphologie apparaît mieux adaptée aux caractéristiques pédoclimatiques de ce milieu fragile : (i) poids adulte moyen de 70 kg, bien inférieur à celui d'un bovin au même âge, (ii) pieds munis de coussinets à moindre impact sur le couvert végétal que les sabots, (iii) denture composée d'incisives coupant l'herbe plutôt qu'elles ne l'arrachent. Ensuite, il s'accommode mieux du fourrage de basse valeur nutritive des *páramos*, caractéristique physiologique (valorisation d'une végétation utile pauvre en protéines par une meilleure assimilation de la cellulose) qui autorise un usage plus efficace de la biodiversité *paraméenne*. Enfin, l'alpaga mange généralement moins qu'un ovin (-30 % en moyenne à régime comparable), avec une utilisation digestive des matières organiques et azotées égale (fourrages de bonne qualité) ou supérieure (fourrages grossiers, pauvres en protéines) à celle de cette espèce [Prud'hon *et al.*, 1993]. Le cycle de gestation dure de 48 à 50 semaines, la parturition de jeunes sevrés à huit mois ayant systématiquement lieu de jour. Alors que les femelles (pubères à un an, mais avec une première mise-bas généralement à trois ans) sont réformées à leur douzième année, les reproducteurs le sont tous les quatre ans.

Au *pays* de Hatun Cañar, les troupeaux collectifs ont pour finalité la production d'une fibre¹ recherchée pour la finesse et la longueur de ses brins (tabl. 6). Les animaux sont tondus une fois l'an, généralement au début de l'été. La toison (pas moins de 25 tonalités différentes recensées) pèse, selon l'âge, le sexe et la race de l'animal ainsi que ses conditions d'élevage (altitude, alimentation, santé), entre 2,4 et 4 kg [White, 2008]. La moitié est constituée de poils de première catégorie². Soulignons que l'Equateur ne constitue aujourd'hui qu'un producteur marginal à

¹. Caractéristiques de quelques laines autres que les petits camélidés andins [CIRAD *et al.*, 2002 : 1312].

- Mérinos (Europe, Australie, Etats-Unis) : 17-25 μm (finesse), 6-12 cm (longueur).
- Mohair (Turquie, Afrique du Sud) : 24-45 μm , 10-25 cm.
- Cachemire (Inde, Chine, Iran, Asie Centrale) : 15-19 μm , 2-8 cm.
- Chameau (Chine, Mongolie, Asie Centrale) : 16-25 μm , 3-25 cm.

². Certains mâles sont castrés de façon à accroître la production ainsi que la qualité de la fibre (finesse et longueur des brins).

l'échelle internationale, contrairement au Pérou et à la Bolivie, respectivement au premier et second rang mondial, où les alpagas sont aussi élevés pour leur viande.

Tableau 6. Classification et caractéristiques des camélidés sud-américains

Classe : Mammifères,				
ordre : Artiodactyles,				
sous-ordre : Ruminants,				
groupe : Tylopodes,				
famille : Camélidés.				
Genre	Lama			Vicugna
Espèce	L. GLAMA	L. PACOS	L. GUANICOE	V. VICUGNA
Nom courant	Lama	Alpaga	Guanaco	Vigogne
Races	<i>Ccara Sullo</i>	<i>Huacaya</i>	<i>Cacsilensis</i>	
	<i>Tapada</i>	<i>Suri</i>	<i>Bermejo</i>	
Effectifs (millions)	4,0 ?	3,0	0,1	0,065
Poids vif (kg)	90-110	75-85	80-90	35-50
Hauteur au garrot (cm)	100-125	85-95	100-120	70-90
Poids de toison (kg)	1,5-3,5	1,5-2,0	1,0-2,0	0,2-0,3
Longueur des mèches (cm)	25-30	10-30	10-15	6-10
Finesse (μ)	25-80	15-30	40-80	

Source : Calle Escobar, 1982 [cité par Prud'hon *et al.*, 1993]

La qualité de la fibre varie selon les zones d'implantation des poils et conditionne transformation et usage. Localisé sur le dos de l'alpaga, le pelage de protection, qui comprend les fibres les plus fines, est réservé à la production de pièces vestimentaires (gants, écharpes, bonnets). Les poils grossiers placés sur les jarrets, avant-bras et cou de l'animal, sont utilisés dans la confection de petits tapis et de sacs. Les poils de garde prélevés sur les pattes, ventre et tête du camélidé, servent quant à eux à la fabrication de couvertures et de selle.

Les alpagas sont allotés selon leur âge, leur sexe et leur état physiologique, dans des compartiments aménagés à partir de divers matériaux : clôture de fils non barbelés et tirés serrés, dont le dernier est placé suffisamment bas pour prévenir le pâturage par un animal disposant d'un cou long et souple ; abris aux vertus isolantes de façon à protéger les animaux de la rigueur du climat et des prédateurs (renard des Andes, puma du côté de Zhoray). La conduite technique de l'élevage comprend, deux fois par an, la taille des ongles et le limage d'incisives à pousse continue, se justifiant par l'appétit à brouter très ras de l'alpaga [Prud'hon *et al.*, 1993]. La basse qualité fourragère des sections encloses de *páramos* exige une complémentation alimentaire régulière, distribuée en particulier aux femelles gestantes et allaitantes [Pintado, 2003], ainsi que des apports en sodium et autres minéraux pour compenser les déficiences du milieu. Les animaux sont traités contre les parasites externes qui les affaiblissent et provoquent une baisse de la

production en fibre, en viande et en robustesse des jeunes à la naissance. La fasciolose¹ et la sarcocystose* constituent les principales maladies parasitaires du camélidé, également sensible aux conditions climatiques (vents, froid) à l'origine de pathologies comme l'hypothermie et la pneumonie. La mortinatalité et la prédation sont les principales causes de mortalité : 5-10 % chez les adultes, jusqu'à 20 % pour les jeunes.

Dans la communauté Sisid comme pour l'association Sunicorral, le cheptel est confié à un *alpaquero* salarié, l'un d'entre eux provenant d'ailleurs du Chimborazo voisin : le fait migratoire, ici local, n'est en fait jamais très loin...

4.3. Trajectoires récentes des exploitations agricoles de Hatun Cañar

Nettement plus lointaine est la destination prise par de nombreux paysans de Hatun Cañar, depuis que, à l'aube du troisième millénaire, l'Equateur ne se contente plus d'exporter des caquettes de bananes, des sacs de cacao, des cartons de fleurs coupées, des barils de pétrole et des caisses de crevettes, mais exporte aussi des gens, de manière massive... Dans les pages précédentes, on s'est employé à décrire les différents ateliers de production animale et végétale observés au sein des exploitations contemporaines, en prenant un soin particulier à expliciter les pratiques qui sous-tendent leur mise en œuvre et leur fonctionnement. Il importe maintenant d'appréhender les différentes combinaisons des ressources disponibles et des productions elles-mêmes, végétales et animales (conçues en tant que systèmes de production agricole). Il s'agit plus précisément de saisir pourquoi et comment les différentes familles ont « choisi » de réaffecter —en levant, pour ce faire, les contraintes afférentes à la réorganisation de l'ensemble— les ressources dont elles disposent pour faire face au « moment Mahuad », événement majeur qui n'a pas manqué de recomposer le « cadre » dans lequel elles doivent, depuis, opérer. Parmi les ressources, la main-d'œuvre familiale réaffectée (*via* l'émigration) à d'autres activités constitue bien évidemment un facteur essentiel dans la compréhension des transformations contemporaines de l'agriculture du petit *pays*. Pour autant, il serait préjudiciable de ne lire ces transformations en cours qu'au prisme du seul fait migratoire, car ce sont bien l'ensemble des ressources disponibles, ainsi que bon nombre de rapports qui lient les familles entre elles (et les individus des familles entre eux), avec leur milieu et avec d'autres agents économiques, politiques, etc., qui se recomposent et composent ce faisant de nouveaux systèmes de production agricole.

¹. Introduite en Equateur par les troupeaux ovins des Espagnols lors de la conquête, la fasciolose aurait décimé les effectifs de camélidés [FAO, 2005].

Tableau 7. Typologie des exploitations agricoles du *pays* de Hatun Cañar

Exploitations familiales minifundiaires (F1)	<p>Les jeunes ménages (F1a) SC3/SC7/SC8/SC13 SE2/SE3/SE6/SE9</p> <p>La famille transnationale, au commencement (F1b) SC6/SC7/SC13 SE2/SE3/SE6/SE9</p> <p>La famille monoparentale (F1c) SC6/SC7/SC13 SE1/SE3/SE6/SE9</p> <p>Les ménages âgés pauvres (F1d) SC6/SC7/SC11/SC13 SE1/SE3/SE6/SE9</p> <p>A la tête de petits atel. d'élevage intensifs en capital (F1-2) SC3/SC6/SC7/SC11ouSC13 SE2/SE3/SE8/SE4ouSE12</p>	<p>Exploitations dotées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant à part de fruits des cultures vivrières associées, le plus souvent irriguées au <i>bas-pays</i> et pluviales sur la corniche Basse-cour (7 cobayes ♀ en modules, 4 poules pondeuses, 1 porc d'engraissement au piquet) ; troupeau bovin laitier de petite taille (1 vache laitière) associé à un petit troupeau ovin (2 brebis)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant des cultures vivrières associées et fourragères, le plus souvent irriguées au <i>bas-pays</i> et pluviales sur la corniche Basse-cour (8,5 cobayes ♀ en modules, 4,25 poules pondeuses, 1 porc d'engraissement au piquet) ; troupeau bovin laitier de petite taille (1,5 vache laitière) associé à un petit troupeau ovin (2,5 brebis)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant des cultures vivrières associées et fourragères, le plus souvent irriguées au <i>bas-pays</i> et pluviales sur la corniche Basse-cour (6 cobayes ♀ en cuisine, 6 poules pondeuses, 1,25 porc d'engraissement au piquet) ; troupeau bovin laitier de petite taille (1,4 vache laitière) associé à un petit troupeau ovin (2 brebis)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant des cultures vivrières associées et fourragères, le plus souvent irriguées au <i>bas-pays</i> et pluviales sur la corniche Basse-cour (10 cobayes ♀ en cuisine, 5 poules pondeuses, 1,35 porc d'engraissement au piquet) ; troupeau bovin laitier de petite taille (2 vaches laitières) associé à un petit troupeau ovin (2 brebis)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant au <i>bas-pays</i> et sur la corniche des cultures le plus souvent irriguées, vivrières et fourragères Basse-cour (5 cobayes ♀ en modules, 4 poules pondeuses, 3 truies élevées en enclos) associée à un élevage intensif en capital, généralement élevage de poulets de chair (50), exceptionnellement un petit troupeau bovin (1,75 vache laitière ou 4 génisses)</p>
Exploitations familiales marchandes (F2)	<p>Les héritiers de l'agriculture cañari précolombienne (F2a) SC1/SC5/SC7/SC13/SC14 SE1/SE3/SE7/SE10/SE13</p> <p>Éleveurs et agriculteurs, entre corniche et bas-pays (F2b) SC6/SC7/SC8/SC11/SC13 SE2/SE3/SE8/SE10</p> <p>Les gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans (F2c) SC6/SC7/SC8/SC9/SC10/SC11/SC14 SE2/SE3/SE4ou5/SE6/SE10</p> <p>Les éleveurs laitiers du haut de corniche (F2d) SC7/SC12/SC13/SC14 SE2/SE3/SE6/SE11</p>	<p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (avec traction animale), produisant des cultures vivrières "pures" successives et pluviales sur l'étage chaud, et des cultures associées le plus souvent irriguées, vivrières et fourragères, sur la corniche Basse-cour (5 cobayes ♀ en cuisine, 5 poules pondeuses, 1 truie reproductrice au piquet) ; troupeau bovin laitier de petite taille au piquet (2,5 vaches laitières) associé à un troupeau ovin moyen (4 brebis) et 2 bovins de trait ; élevage de bovins à viande en libre sur les communs en indivision (2 vaches)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (avec traction animale), produisant sur la corniche et au <i>bas-pays</i> des cultures pour l'essentiel irriguées, vivrières et fourragères Basse-cour (15 cobayes ♀ en modules, 5,5 poules pondeuses, 2 truies en enclos) ; troupeau bovin laitier de taille moyenne (3,7 vaches laitières), associé à des ovins (2,4 brebis) et 2 bovins de trait</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (avec traction animale), produisant au <i>bas-pays</i> des cultures irriguées, vivrières, maraîchères, fruitières ou médicinales, et fourragères Basse-cour (12 cobayes ♀ en modules, 10 poules pondeuses, 15 poulets de chair ou 20 cailles, 1 porc d'engraissement) ; troupeau bovin laitier de taille moyenne (2,5 vaches laitières) associé à un troupeau ovin (2,5 brebis) et 2 bovins de trait</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant sur la corniche des cultures pour l'essentiel irriguées, vivrières et surtout fourragères Basse-cour (13 cobayes ♀ en modules, 5 poules pondeuses, 1,25 porc d'engraissement) ; troupeau bovin laitier de taille moyenne (5 vaches laitières)</p>
Exploitations patronales (P)	<p>Les éleveurs laitiers, assistés d'un vacher salarié (P1) SC6/SC7/SC8/SC10/SC11 SE2/SE3/SE8/SE11</p> <p>Les horticultrices de la <i>iony</i> (P2) SC6/SC7/SC8/SC10/SC11 SE2/SE3/SE8/SE9</p> <p>Les "vendeurs d'herbe" (P3) SC6/SC11 SE2/SE3</p>	<p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant des cultures irriguées, vivrières et fourragères au <i>bas-pays</i> et sur la corniche Basse-cour (12 cobayes ♀ en modules, 5 poules pondeuses, 2 truies en enclos) ; troupeau bovin laitier de taille moyenne (6 vaches laitières) comprenant un taureau reproducteur</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant au <i>bas-pays</i> des cultures irriguées, vivrières, maraîchères, fruitières et fourragères, associées ou en culture "pure" Basse-cour (15 cobayes ♀ en modules, 6 poules pondeuses, 2 truies en enclos) ; troupeau bovin laitier de taille moyenne (3 vaches laitières) associé à un troupeau ovin de grande taille (5 brebis)</p> <p>Exploitations équipées d'un outillage manuel (sans traction animale), produisant des cultures fourragères associées et irriguées, au <i>bas-pays</i> et/ou sur la corniche Basse-cour (6 cobayes ♀ en modules, 5 poules pondeuses)</p>
Exploitations capitalistes (C)	<p>Les <i>hacendados</i> (C) SC2/SC5/SC11 SE8/SE12</p>	<p>Exploitations moto-mécanisées, produisant des cultures fourragères associées et irriguées, et des cultures vivrières irriguées et associées, adaptées à l'étage agro-écologique (céréales avec ou sans légumineuses au <i>bas-pays</i>, tubercules et légumineuses sur la corniche)</p> <p>Basse-cour (10 truies reproductrices en enclos), troupeau bovin laitier de grande taille (35 vaches laitières)</p>

Par ailleurs, convenons-en, ces transformations contemporaines (évidentes pour certaines, à peine perceptibles pour d'autres) restent globalement ardues à saisir, si peu d'années après le « séisme » migratoire, autrement dit à une période de l'histoire particulièrement chahutée. Quand, de surcroît, cette histoire donne l'impression de s'accélérer, cela confère au mouvement d'ensemble une forte instabilité des combinaisons de productions, des positions sociales et des rapports liant les catégories de familles agricoles les unes aux autres, avec leur milieu et avec les autres agents économiques, politiques, etc. Corollaire : le caractère éphémère de certains types — dont la durée d'existence a peu de chance d'être immuable dans une histoire aussi bousculée — et, par voie de conséquence, le caractère mouvant, changeant, évolutif de la typologie des exploitations agricoles ici élaborée (tabl. 7) pourraient amener certains à s'interroger sur la pertinence, et sur l'utilité même, de se plier à un tel exercice pour comprendre l'évolution de l'agriculture du petit *pays*. La question se poserait avec davantage de légitimité encore si cette typologie ne s'attachait pas d'abord à resituer (avec la plus grande rigueur) la différenciation des exploitations agricoles dans le mouvement général de l'histoire. Car, même si la typologie n'est pas complètement achevée (puisque'elle n'est pas encore celle des combinaisons d'activités, tabl. 10), elle renseigne déjà sur l'existence de catégories d'exploitations agricoles bien différenciées, correspondant à des familles elles-aussi bien différenciées. Le bien-fondé de cette typologie réside donc dans le traçage raisonné des limites (en tant que produits de l'histoire) entre les différentes catégories d'exploitations, la pertinence des séparations n'étant, nous le verrons plus tard (§ 5.3.2.4), aucunement condamnée par le fait que les types ne soient pas amenés à durer *ad vitam eternam*.

Il convient aussi d'insister sur le fait que les trajectoires des exploitations agricoles, selon la catégorie sociale et l'étape du cycle de vie de chaque famille (voire de chacun des membres qui le constituent), n'obéissent pas toutes, et au même degré, aux évolutions archétypiques décrites par la suite. Il n'y a ici aucune forme de déterminisme, mais l'acceptation de l'idée selon laquelle le « champ des possibles » en matière de combinaisons de ressources disponibles et de productions végétales et animales n'est pas infini et que celles-ci, que l'on s'efforcera alors de caractériser avec soin, ne dessinent que les grandes tendances d'une évolution différenciée comptant avec des histoires de vie pour le coup bien singulières.

On distingue quatre grands types d'exploitations agricoles, élaborés selon (i) les variables (d'état) considérées comme les plus pertinentes pour comprendre les transformations récentes de l'agriculture — accès et usage de ressources de diverses natures, avec en premier lieu son triptyque terre-capital-travail et le rapport à la migration — (ann. 4.2) et (ii) une variable (de changement), le degré de spécialisation laitière de l'exploitation agricole, dont on a vu, tout au long des pages précédentes, à quel point ce processus constituait l'une des manifestations les plus éclairantes des transformations de l'agriculture du petit *pays*. Ces quatre grands types sont les

exploitations familiales minifundiaires (F1), les exploitations familiales marchandes (F2), les exploitations patronales (P) et les exploitations capitalistes (C).

4.3.1. Des exploitations minifundiaires affectées au premier chef par l'émigration

Sans nul doute les plus nombreuses au petit *pays*, les exploitations minifundiaires (de zéro à un hectare en propriété privée) se distinguent par une faible surface agricole utile par travailleur (~ 1 ha·actif familial⁻¹), le faire-valoir indirect comme mode d'exploitation des terrains et un niveau bas d'équipement (outillage manuel). Les rapports sociaux de production reposent sur des formes collectives d'organisation du travail, faisant la part belle à l'échange non monétaire de ressources de diverses natures (travail, énergie animale, fourrage « sur pied », résidus de récolte, reproducteur et semence, etc.) et à la production à part de fruits. Se trouvent à leur tête l'essentiel des familles issues des catégories les plus modestes de ce qui constituaient autrefois les « communautés-interstices » indiennes.

Ces exploitations de petite taille à dominante vivrière regroupent plusieurs champs de faible superficie, spatialement distribués entre la corniche et le *bas-pays*, avec des distances relativement longues à parcourir. Les familles à la tête de ces exploitations jouent encore de l'étagement des cultures pour se procurer des productions diversifiées tout en étalant sur l'année des calendriers culturels calés sur le rythme des saisons. Les systèmes de culture —*chacra andina* (SC₆) en tête— qui sont mis en œuvre en leur sein, fournissent à la fois les productions vivrières destinées à satisfaire les besoins de la famille mais aussi une part conséquente de l'alimentation animale (valorisation des co-produits de récolte). Ces exploitations ne comptent que peu d'animaux, conduits de manière extensive en capital : une basse-cour d'animaux à cycle court et de race rustique (cobayes, poules pondeuses, porc engraisé), moins productifs, destinés à l'autoconsommation ou à l'échange, servant aussi d'épargne « sur pied ». Elles disposent aussi d'une à deux vaches laitières de faible rendement (SE₉), associées à un petit troupeau ovin (~ 2 brebis et leur suite). Les animaux sont très majoritairement nourris à partir des ressources produites sur l'exploitation et/ou prélevées sur les communs (fourrage « sur pied », complété par les co-produits de culture distribués en été pour faire face au déficit fourrager). Mais il n'est pas rare que les familles ajustent la ration aux besoins des effectifs (variables au cours de l'année) en exploitant de petites surfaces fourragères, le plus souvent éloignées et de faible qualité, moyennant des transactions de quelques dizaines de dollars.

Sont donc mis en œuvre au sein de ces unités de production agricole, des systèmes de production diversifiés, associant étroitement divers sous-systèmes de culture et sous-systèmes d'élevage. Les transferts entre les différents ateliers sont nombreux et réguliers. Alors que les animaux sont alimentés à partir de produits systématiquement valorisés et/ou recyclés (fourrages, co-produits de culture, déchets de cuisine), les déjections animales sont utilisées pour fertiliser les

terrains assolés. Le haut niveau d'intégration entre culture fourragère (issue du carré fourrager) et caviculture témoigne de l'effort de la grande majorité des minifundistes à sécuriser la principale source de protéines de leur alimentation, et concomitamment le souci de restaurer la fertilité de leurs sols.

Le rapport différencié à l'émigration, l'étape du cycle de vie et la surface dédiée à la *chacra andina* scindent les familles paysannes concernées par cette catégorie d'exploitation en quatre sous-types. A plus de cinquante ans, très rares sont les paysans à tenter l'aventure migratoire¹ (§ 6.1.3.1). La très grande majorité d'entre eux, à la tête d'exploitations minifundiaires, forment un sous-type que l'on désignera sous le terme de *ménages âgés pauvres* (F1d). Il en est tout autrement des foyers au sein desquels l'âge des conjoints se situe entre 20 et 50 ans : une tranche d'âge pour laquelle le départ s'envisage avec davantage « d'optimisme » dans la mesure où les capacités (physiques surtout) des individus qui la constituent, correspondent mieux aux besoins des secteurs d'activités économiques des pays riches embauchant des immigrants. Quand le conjoint émigre, s'ouvre, pour la *famille transnationale, au commencement* (F1b), une période de grande perturbation. Moins cependant que lorsque l'aventure migratoire tourne mal, quand un brusque accident (décès, séparation) laisse derrière lui *une famille monoparentale* (F1c). Quant aux *jeunes ménages* (F1a), ils n'ont pas franchi le pas de l'émigration.

Ces *jeunes ménages* (les *renaisants*², tels que les anciens les désignent) ressemblent pour beaucoup à ceux qui les ont précédés dans l'histoire. Avec des enfants en bas âge, sans terre détenue en propre, disposant pour seul capital de quelques animaux qui leur ont bien souvent été donnés par parents et parrains, ils initient de ce fait la phase délicate du cycle de Chayanov³. Lorsque la triple crise de 1999-2000 éclate, nombre de jeunes chefs de famille ne partent pas, faute de pouvoir réunir les conditions d'un départ⁴, de réussir dans leur tentative (échecs répétés), bien plus rarement par choix (existence d'alternatives locales). Pour ces ménages, dont la force de travail familial constitue la principale ressource, l'unité de production agricole tient son existence du complexe tramage de rapports sociaux légués par l'histoire. Ne disposant pas de terre en propre, l'accès à cette dernière dépend de la situation des exploitations mères auxquelles ces unités restent étroitement liées. Ils travaillent en métayage les champs de leurs parents, d'affins ou de voisins. La surface agricole utile par actif reste modeste sans être négligeable

¹. Les anciens arguent qu'au-delà de cinquante ans, l'émigration constitue rarement une alternative, d'abord en raison de la diminution de la capacité du corps à répéter les efforts sur un marché du travail de surcroît très concurrentiel.

². Les « renaissants » (*renacientes* en espagnol) qualifient les membres de la dernière génération.

³. Beaucoup de bouches à nourrir au sein de la famille en relation avec le faible nombre d'actifs disponibles pour les travaux, agricoles notamment.

⁴. (i) dans l'ordre de départ (souvent lié, pour les garçons, à leur rang dans la fratrie), leur tour n'est pas encore venu ; (ii) veto des parents n'ayant pas les moyens ou refusant de payer le passage, (iii) *jeunes ménages* sans famille à l'étranger en mesure de se substituer à leur parents pour le financement du passage, entre autres raisons.

(~ 0,9 ha·actif familial⁻¹), conséquence directe, probablement, du « séisme » migratoire et de la plus grande disponibilité en terre à emblaver qui en a résulté. Car moins de monde, ne serait-ce pas aussi plus d'opportunités de métayage pour ceux qui restent, entre propriétaires fonciers et métayers désireux d'autoproduire leur alimentation (fig. 40b) ? Les terrains que les jeunes ménages cultivent en métayage ne sont figés ni dans le temps, ni dans l'espace. Ils peuvent en effet ne pas être les mêmes d'une année à l'autre, en fonction des choix de cultures et des rotations pratiquées par les propriétaires de la terre. Tel est le cas lorsque, à deux cycles de tubercules cultivés en métayage, succède un pâtis. Le jeune ménage se trouve dès lors contraint d'activer ses ressources sociales (liens de parenté, relations d'affinité) de façon à reconstituer, même temporairement, une unité de production de taille suffisante pour lui fournir les denrées alimentaires de première nécessité dont il a besoin.

S'ils disposent de leur propre basse-cour, les jeunes ménages restent dépendants de leurs aînés quant à l'affouragement de leur petit troupeau associé. Ce sont bien les jeunes ménages (et en leur sein, les épouses) qui, presque systématiquement, sont chargés de la conduite du troupeau de leurs aînés, en échange de l'accès, pour leurs propres animaux, aux ressources fourragères produites sur l'exploitation mère. La taille de celle-ci conditionne donc la taille du troupeau dont ils sont en droit de disposer. Il est aussi très courant que les jeunes femmes participent aux tâches agricoles jalonnant le calendrier agricole de, ou des exploitations mères (parents et beaux-parents). Ces participations périodiques consommatrices de temps, pour autant conditions inhérentes de l'accès aux ressources, font l'objet d'une « rémunération » en nature : portion de récolte (*ración*) estimée par les propriétaires selon la quantité de travail apportée. Le temps que l'homme consacre effectivement à son exploitation agricole s'avère très variable, selon les opportunités d'emploi extérieur. Certaines opérations culturales, dont il est prétendument en charge, peuvent ainsi être différées, quand elles ne sont pas simplement « sacrifiées », telles le passage supplémentaire à l'araire lors de la préparation d'un terrain. Accepter un emploi « extérieur » peut compromettre davantage encore les résultats de la récolte, lorsqu'il vient à coïncider avec les périodes cruciales du calendrier agricole (semis et récolte au premier chef). Et si cet emploi « extérieur » est pourvu à l'étranger, ce n'est plus la seule récolte à venir qui s'en trouve compromise...

Car l'émigration « pulvérise » le schéma précédemment décrit. D'abord, la structure familiale « vole en éclats » : bipolarisation spatiale, déphasage accru des pôles de décision, de gestion et d'accumulation, réintégration de la jeune épouse au foyer parental dans certains cas, franche division du travail... Puis le système de production agricole est « mis en pièces » par la division par deux de la quantité de travail disponible au sein de la famille. Faute de main-d'œuvre peut-être, par décision plus sûrement, les récentes *familles transnationales* (F1b) opèrent une reconversion rapide, mais partielle, de leur système de production agricole vers l'élevage bovin laitier. D'où la contraction de la *chacra andina* : réduction des deux tiers par rapport à celle

exploitée par les *jeunes ménages* (F1a). Fait proprement inimaginable voici encore quelques années, on observe toutefois des femmes guider elles-mêmes l'araire pour préparer leur terrain ! Quant aux rares femmes de retour au *pays* après quelques années à l'étranger (expulsion, retour motivé par des raisons familiales), elles s'efforcent d'abord, dans bien des cas, de relancer l'agriculture, en exploitant les petits lopins abandonnés ou cédés à un tiers en leur absence. Ceci étant dit, il est des femmes qui, face à l'incertitude conjugale et au risque de perdre les fruits de l'investissement en cas de séparation, renoncent à mettre en valeur les terrains appartenant à leur mari émigré. Elles ne les utilisent qu'en décharge, lorsque les ressources fourragères viennent à manquer pour le bétail.

Globalement, ces familles gagnent en indépendance, s'affranchissant peu à peu du collectif, grâce à une plus grande régularité des envois d'argent et au remboursement progressif de la dette du passage. Elles peuvent initier un processus d'accumulation foncière, les libérant au moins partiellement des liens noués avec leur entourage pour accéder à la ressource fourragère. Sont par ailleurs suspendus les contrats oraux de métayage (qui se négociaient avec des tiers avant que le jeune époux n'émigre), notamment ceux concernant des terrains situés à bonne distance. La contraction du volume de travail familial n'en est pas la seule raison, car une partie des envois d'argent sert à l'achat (croissant) de denrées vivrières sur le marché, réduisant ce faisant le temps que la famille consacrait autrefois à produire par elle-même (en métayage) les produits vivriers destinés à son autoconsommation. La longue distance à parcourir pour rejoindre les communaux motive aussi certaines de ces familles à se retirer de la communauté : l'accès à un lopin cédé en usufruit ne justifierait plus, à leurs yeux, les nombreuses journées à consacrer au collectif. Il reste que l'émancipation à l'égard de ce dernier (plus grande liberté familiale) semble aller de pair avec une plus grande dépendance au marché (agricole au petit *pays*, du travail à l'étranger). Et la frontière est tenue entre échec et réussite, précaire et provisoire tant qu'un certain seuil d'accumulation n'a pas été franchi. Un accident majeur à l'étranger, et l'espérance d'une vie meilleure grâce à l'émigration peut s'évanouir brutalement, faisant basculer la famille dans un nouvel état.

Tel est le cas des *familles monoparentales* (F1c), familles très modestes frappées par les aléas de la vie (veuvage, divorce, convalescence, incarcération, santé), causés (mais pas toujours) par l'échec migratoire, sans accumulation préalable de capital ou d'agrandissement de l'exploitation agricole. Sans époux, les contraintes déjà très fortes s'accusent inévitablement, impliquant parfois le retour dans la maisonnée parentale et le retour au statut d'aide familial. La singularité de ces familles réside dans la brusque contraction de leur volume de travail et l'assèchement d'une source de revenus (le mari à l'étranger). C'est auprès du collectif qu'elles recherchent les moyens pour faire face à ces changements de grande ampleur : terrains cultivés et emprunts d'animaux en métayage, travail échangé pour accéder à diverses ressources naturelles et matérielles (araire...), conduite en commun de troupeaux constitués de lots appartenant à des propriétaires différents,

ración, participation active au sein de la communauté (accès aux communs, *chala* sur les terrains indivis collectifs)...

Les exploitations agricoles, d'un peu plus de deux hectares (1,2 ha·actif familial⁻¹, 20 % en propriété privée), comptent quatre terrains en moyenne, dont les plus productifs sont travaillés avec l'aide des enfants, hors des plages scolaires. Il arrive à certaines des familles qui sont à leur tête d'occuper par voie de fait des terrains appartenant à des tiers. Mais il arrive aussi que d'autres louent périodiquement des terrains qu'elles ne sont pas en mesure de valoriser. Elles en tirent généralement un bien maigre bénéfice qu'elles acceptent néanmoins, du fait que n'étant pas en mesure de les surveiller, ces terrains ne manqueraient pas, de toute façon, d'être exploités à leurs dépens. Les travaux pénibles de guidage de l'araire attelé sont conduits par les fils (s'ils en ont la force physique), ou effectués par des tiers selon des rapports non marchands (travail contre service de l'araire). Outre une basse-cour de petite taille, dont les productions sont pour l'essentiel autoconsommées, les exploitantes agricoles disposent d'un petit troupeau bovin laitier nourri à partir des pâtis et prairies faiblement « améliorées », de surcroît relativement distantes les unes des autres (~ 1 heure de marche). En saison sèche, les rations sont complétées avec des fourrages spontanés, herbacés et arbustifs, qu'elles se procurent dans le milieu (*carrizo*, *chilca*), quand les paysannes ne sont pas contraintes de décapitaliser (abattage des petits animaux, vente des issues mâles des ruminants) ou de faire appel à des arrangements comme la mise en pension du gros bétail en échange de travail.

L'opportunité que peut constituer l'émigration est subordonnée à la capacité de s'en saisir. Et pour les *ménages âgés pauvres* (≥ 50 ans), sous-type F1d que l'on retrouve dans tout le petit *pays*, force est de constater que l'âge et le manque de moyens se cumulent pour faire de cette opportunité un pari des plus risqués. Ces ménages ont en commun des trajectoires de vie au cours desquelles l'accumulation (notamment foncière) est restée modeste, nulle, voire négative pour certains (dépatrimonialisation). Situation précaire qui n'a pourtant pas découragé nombre d'entre eux à hypothéquer une fraction de leur patrimoine foncier pour financer le passage de l'un (rarement plus) de leurs enfants : autant dire que la saisie d'un terrain gagé faute de pouvoir honorer sa dette est susceptible de les plonger brusquement dans un profond dénuement. Les exploitations agricoles, d'une superficie moyenne de trois hectares (~ 1 ha·actif familial⁻¹), sont le siège de ces systèmes de polyproduction, vivrière et animale, à faible intensité de capital. La tenure foncière de ces unités de production est pour partie en propriété privée, pour partie en métayage, parfois pour partie en usage « libre » (terrain d'un enfant émigré que les parents exploitent). Pour ces ménages âgés pauvres, le souci majeur réside dans la gestion du risque agricole, la mobilisation d'un collectif de travail suffisant pour faire face aux pointes de travail du calendrier agricole et, nous le verrons, la levée des tensions en période où la main-d'œuvre est fortement sollicitée.

Il est aussi des exploitations agricoles minifundiaires qui se singularisent par la conduite de petits ateliers d'élevage intensifs en capital (F1-2). S'ils leur associent quelques cultures vivrières (deux variantes de la *chacra andina*, avec ou sans pomme de terre dans la rotation) destinées à l'autoconsommation familiale, c'est bien la présence de ces petits ateliers, dont la nature et les combinaisons varient selon les exploitations, qui caractérise ces systèmes de production agricole à haute intensité de capital (bâtiments d'élevage, matériel pour enclore des prairies associées hautement productives, usage intensif des produits phytosanitaires et zoopharmaceutiques, races animales à haut potentiel de rendement...). Leur spécificité tient aussi au fait qu'ils ne comptent aucun émigré dans leur rang et ne font pas non plus (ou si peu) appel au collectif de travail.

4.3.2. La spécialisation croissante des exploitations familiales marchandes

Il existe aussi des exploitations familiales qui parviennent à produire des marchandises agricoles très largement destinées aux marchés urbains. Ces exploitations familiales marchandes sont tenues par des ménages âgés à la tête de foyers comptant bien souvent trois générations sous le même toit. Car ceux-ci, en plus d'hypothéquer une partie de leur patrimoine foncier pour payer le passage de certains —quand ce n'est pas la totalité— de leurs enfants, se retrouvent aussi chargés de leurs petits-enfants laissés au *pays*. Ceux-ci participent souvent, selon leur âge et hors des plages scolaires, aux tâches agricoles. Ils ne compensent toutefois que très partiellement le départ de leurs parents, grâce auxquels les ménages âgés pouvaient autrefois mener à bien des systèmes de production agricole plus diversifiés et plus intensifs en travail.

Le départ des enfants incite ces familles à réorienter leur appareil de production vers l'élevage bovin laitier, à valoriser leurs terrains les plus productifs et à nouer des relations (métayage, *ración*, salariat) pour l'exploitation des terrains plus éloignés et de moindre aptitude agro-écologique, quand ils ne les abandonnent pas à la friche. La spécialisation laitière intervient à des degrés divers, selon les exploitations et les ressources dont elles disposent. Elle va de pair avec la réduction de la surface de la *chacra andina* au *bas-pays* et la simplification des rotations culturales sur la corniche (réduction du nombre de cycles de tubercules et contraction de la surface que ces derniers occupent). La clé de ce processus réside dans la disponibilité d'une main-d'œuvre familiale pour mener à bien les astreintes quotidiennes d'élevage et repose sur des capacités financières pour convertir leur exploitation vers la production laitière. L'héritage et l'acquisition de nouveaux terrains lors de la période précédente, très souvent en pratiquant la migration circulatoire (aujourd'hui révolue), expliquent la plus grande taille des exploitations agricoles, à une période où la phase la plus délicate du cycle de Chayanov est derrière soi : de cinq à dix hectares majoritairement occupés par des prairies temporaires d'association irriguées et fertilisées. La propriété privée prédomine, même si le degré varie selon les cas (de 50 à 95 %). La différence s'explique surtout par le fait que certains enfants émigrés confient à leurs parents les premiers terrains qu'ils ont acquis avec une partie des revenus gagnés à l'étranger. Et si dans

certaines familles, les revenus issus de l'affermage des terrains sont envoyés à l'étranger, il est très courant que les parents exploitent ces terrains pour leur propre compte, avec pour avantage certain d'agrandir leur troupeau bovin laitier. Par ailleurs, le niveau d'équipement des exploitations y est plus élevé. Au petit outillage manuel courant s'ajoutent du matériel d'irrigation (petites retenues d'eau individuelles, accès à des réservoirs collectifs alimentés par les eaux dérivées des principaux torrents, sources individuelles aménagées, asperseurs, goutte-à-goutte) ; dans certains cas des équipements de mise en défens des prairies ou des petits jardins, dans d'autres, des outils aratoires attelés.

On distingue quatre sous-types, différant les uns des autres par le degré de spécialisation laitière, mais aussi par le nombre et la nature des étages agro-écologiques auxquels les exploitants ont effectivement accès ainsi que par la main-d'œuvre familiale disponible sur l'exploitation agricole. Cela induit des productions et des combinaisons de production distinctes. Certaines familles n'ont ainsi accès qu'à un seul étage agro-écologique (sous-types F2c et F2d). D'autres possèdent des terrains dispersés sur deux paliers : d'une part, les agriculteurs-éleveurs à la tête d'exploitations de polyculture-élevage, entre corniche et *bas-pays* (F2b) et, d'autre part, les agriculteurs qui utilisent les vastes étendues indivises de l'écosystème *paraméen* et qui exploitent des terrains privés de corniche, tout en ayant accès à l'étage (chaud) de la moyenne vallée : une mise en valeur complémentaire d'étages agro-écologiques discontinus qui invite à les reconnaître comme les *lointains héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a).

Une analogie exagérée sans nul doute, mais qui a l'avantage de rappeler avec force que l'étagement agro-écologique comme mode singulier d'exploitation du milieu s'étire jusqu'à nos jours, quand bien même il tend, de toute évidence, à s'estomper. L'évolution des modalités d'usage des derniers terrains de la moyenne vallée illustre aussi la forte perturbation occasionnée par le « séisme » migratoire dans les pratiques agricoles de la paysannerie de Hatun Cañar. Le temps paraît révolu où les familles descendaient plusieurs fois l'an pour y cultiver maïs, haricot, racines et tubercules, fruits divers, en tirant parti de la complémentarité des calendriers fourragers. Le départ des enfants semble avoir sonné le glas d'un mode très particulier d'exploitation du milieu, comptant avec de nombreux déplacements entre les champs éloignés les uns des autres et valorisant des conditions bioclimatiques très contrastées mais complémentaires (différentiel altitudinal de près de 3 000 m). Quand ils ne sont pas vendus, les terrains localisés en moyenne vallée sont aujourd'hui travaillés par des métayers du voisinage. Les paysans de Hatun Cañar ne s'y rendent que pour la récolte quand ils ne se contentent pas d'attendre que les métayers viennent leur remettre à domicile la part de la récolte qui leur revient. Les terrains les plus intensément cultivés sont ceux détenus sur la corniche, produisant maïs (en bas de corniche), légumineuses et tubercules destinés en partie à l'autoconsommation familiale. Le fourrage cultivé sert à nourrir quelques cobayes (en cuisine), un petit troupeau bovin associé à un cheptel ovin et une paire de bœufs de trait utilisée pour la préparation des terrains (SE₁₀). Ces familles peuvent

également posséder quelques têtes de bétail qu'elles élèvent, pour leur viande, dans les hauts *páramos* du *pays* de Hatun Cañar (SE₁₃).

Plus courantes sont les exploitations agricoles (taille moyenne de 6,6 ha) qui, constituées de diverses soles spatialement discontinues, reposent sur les étages tempéré et froid du petit *pays*. Cette structure éclatée est le résultat combiné de champs hérités et de propriétés acquises au cours de la vie. Sont à la tête des ces exploitations essentiellement localisées dans les communautés indiennes (Juncal, Sisid, Kawanapamba), des *éleveurs et agriculteurs opérant entre corniche et bas-pays* (F2b). Ceux-ci composent l'une des rares catégories à compter dans leurs rangs des dirigeants et des *retournants*. Ils associent généralement, au sein de leurs systèmes de production agricole, des rotations à base de culture vivrière (SC₆) et des petits jardins maraîchers et fourragers (SC₇, SC₈) au *bas-pays* ainsi que divers ateliers d'élevage cavicole (SE₂), avicole (SE₃), porcine (SE₈) et bovine (SE₁₀), pour la majorité d'entre eux plus intensifs en capital. Le cheptel bovin est élevé sur des prairies temporaires d'association (SC₁₁) et des pâtis (SC₁₄) en rotation avec des tubercules, au *bas-pays* et sur la corniche. Les soles les plus éloignées de ces exploitations, difficiles à surveiller et pénibles à rejoindre, sont le plus souvent cédées en métayage à des voisins ou affermées, quand elles ne sont pas tout bonnement laissées à l'abandon (au plus grand profit de familles plus modestes). Plus que la raréfaction de la force de travail interne à la famille, il semble que la conversion de l'exploitation agricole à la production herbagère dans ses meilleures sections relève d'un choix délibéré du chef de famille. Il en est de même pour l'abandon de l'usage des pâturages indivis des hautes pelouses d'altitude et/ou de l'usufruit d'un lopin sur les communs, dont les conditions d'accès sont désormais estimées par trop contraignantes lorsqu'elles sont rapportées à ce que les familles peuvent effectivement attendre de ces ressources.

Les exploitations familiales marchandes ne reposent pas toutes sur deux paliers agro-écologiques. Si celles précédemment mentionnées tiraient effectivement parti de la complémentarité des étages, d'autres exploitations s'accommodent d'un accès limité à un unique palier. Ainsi en est-il de ces exploitations, de moindre dimension (5,5 ha en moyenne), localisées exclusivement au *bas-pays* et/ou en bas de corniche (F2c). Dans certains cas d'un seul tenant (fait rare au petit *pays*), elles sont la propriété des descendants des familles plutôt aisées des « communautés-interstices », des *ex-huasipungueros* et métis ayant acquis des terrains à Chuichún, Absul, San Antonio, Marcospamba... Y sont mis en œuvre des systèmes de polyculture-élevage plus intensifs en capital et en travail. La *chacra andina* demeure, quoique cédée en métayage. La basse-cour se caractérise par de plus grands effectifs (cobayes, poules pondeuses, porc d'engraissement) et la présence de poulets de chair élevés en modules. Un système d'élevage de type SE₁₀ (2 à 3 vaches laitières) est conduit sur des surfaces fourragères dont certaines sont louées, empruntées à des membres de la famille émigrés ou au voisinage (accès à ces prairies moyennant arrangements : échange d'énergie animale contre prairie). Une

étroite association agriculture/élevage participe de la reproduction de la fertilité des sols, sans apports d'intrants de synthèse. Les co-produits de culture sont valorisés par les élevages et les déjections animales incorporées dans des sols intensément cultivés (carré fourrager et *chacra andina*, à proximité des habitations).

Mais le véritable marqueur de ce type d'exploitations, c'est le ou les jardin(s) intensément cultivé(s) : un potager, un potager de moindre dimension avec un « hercier de plein champ », un potager et une fraiserie. Ils constituent le creuset où s'expérimentent de nouvelles techniques de production (associant simultanément une diversité de productions végétales et animales) dont la complexité et le « bien-fondé » peuvent être aujourd'hui expliqués par l'agroécologie*. Le fait d'y séjourner quotidiennement, en alternance avec d'autres tâches (domestiques, conduite des élevages), favorise la mise en place, par le biais de l'expérimentation et de l'observation, de nouvelles cultures et de nouvelles associations. On y cultive et y sauvegarde également des variétés traditionnelles en voie d'abandon¹, donnant à ces exploitations l'aspect de banques de semences paysannes. Ces exploitations agricoles forment, dans la mosaïque des unités de production du petit *pays*, les nœuds passants de commercialisation directe, les centres réputés d'approvisionnement en semences et en reproducteurs de petits animaux (cobaye, volaille), ainsi que des lieux privilégiés d'échanges paysans (informations, conseils). Le voisinage vient s'y approvisionner une grande partie de l'année (vente directe à la ferme), plus particulièrement pendant les fêtes, en petits animaux (cobayes, poulets de chair), fruits et légumes. Une part de la production est aussi vendue sur les marchés, les maraîchers disposant d'un poste de vente à l'année à Tambo, Cañar, Cuenca et/ou La Troncal. Ceux-ci apparaissent comme les *gardiens de la biodiversité et de savoir-faire paysans* (F2c), à la tête de foyers d'innovations qu'ils entretiennent par la pratique et par l'insertion dans des réseaux professionnels (association de producteurs agro-écologiques de l'*Austro*). Ces réseaux assurent à leurs membres un accès privilégié au marché biologique de Cuenca, proposent de nouvelles techniques, subventionnent au moins en partie certains investissements, promeuvent la qualité des produits. En faire partie, ce qui réclame à la fois capacité financière et temps disponible, conditionne en fait la mise en œuvre de ces systèmes de production agricole diversifiés et innovants.

La viabilité de ces derniers repose sur la présence d'un large collectif de travail agricole. C'est pourquoi ils sont mis en œuvre par les familles qui ont conservé une part substantielle de leur force de travail, au prix, dans certains cas, de certains compromis avec les enfants (envoyés en cours du soir). Les foyers à trois générations ne sont pas rares, soit parce que certains des enfants ont émigré en confiant leurs enfants à leurs propres parents, soit parce que les jeunes ménages récemment formés résident chez les parents de l'un des deux conjoints. Si la force de travail est

¹. Rangs de quinoa, variétés de pommes de terre, de fève et de maïs aux formes et couleurs très peu plébiscitées par les consommateurs, plantes vivrières à cycle long (arracacha, yacón), arbres fruitiers d'origine locale, etc.

indispensable au fonctionnement de ces systèmes de production, ceux-ci doivent aussi compter sur un accès sécurisé et permanent à l'eau agricole, ainsi qu'un capital financier nécessaire à l'investissement initial. L'emprunt bancaire, s'il est contracté par quelques exploitants agricoles, reste bien moins mobilisé que la subvention partielle accordée par les projets de développement dont ils sont très proches. L'apport personnel provient de revenus issus de l'exploitation ou d'activités « extérieures ». Pour autant, certains exploitants agricoles ont financé l'implantation de leur jardin (quelle que soit sa nature) en mettant en commun les moyens de production avec un parent émigré (mari, frère, fils) : le migrant apporte les capitaux, le parent resté au *pays* apporte sa force de travail, et les revenus sont partagés à parts égales.

Enfin, il est des exploitations agricoles marchandes reposant presque exclusivement sur la corniche. De plus grande taille (10 ha en moyenne) et majoritairement détenues en propriété privée, elles sont le siège d'une production d'herbe destinée à l'affouragement en vert d'un troupeau bovin laitier, sans lot ovin associé ni bœufs de trait (SE₁₁). L'existence de ce type d'exploitations agricoles spécialisées est historiquement liée au démantèlement des *haciendas* faisant suite aux deux premières lois de réforme agraire. Les *éleveurs laitiers du haut de corniche* (F2d), à la tête de ces exploitations, participèrent directement à l'appropriation des terrains de l'étage froid, en tant que membres de coopératives préalablement constituées, ou acquirent ceux-ci suite à l'expropriation des grands propriétaires fonciers. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs délaissé des terrains localisés en moyenne vallée dont ils avaient hérité. Les raisons de cet abandon sont variées et se cumulent souvent : départ des enfants à l'étranger, éloignement de terrains moins productifs, fort intérêt à vendre ces derniers pour disposer d'un capital disponible pour investir sur leur exploitation...

La sécurité de la tenure foncière, qui a résulté de la privatisation d'un espace au départ collectif (§ 2.4.2.2), a en effet incité les éleveurs à équiper leur exploitation : clôture de prairies temporaires d'association (marqueur de propriété autant que mise en défens contre les bovins en divagation et les éleveurs à la recherche de fourrage), matériel d'irrigation connecté au réseau de canaux construits du temps des *haciendas*, vaches laitières dont on s'efforce d'améliorer le potentiel génétique de rendement. Les pointes de travail, dues au maintien de petites parcelles de tubercules (au service de la prairie) sont, au bout du compte, rares. Ceci étant, ces éleveurs doivent compter avec des temps de traite et de déplacements plus longs, en raison de la taille plus conséquente des troupeaux et de la distance à parcourir pour se rendre sur la corniche. Mais dans l'ensemble, ces systèmes de production agricole, presque entièrement orientés vers la production laitière, consomment moins de temps, à l'unité de surface, que ceux (autrement plus complexes) mis en œuvre par les minifundistes.

4.3.3. La main-d'œuvre salariée en clé de voûte des exploitations patronales

La frontière avec les exploitations familiales marchandes est ténue. Elle tient à la migration, nationale ou internationale, d'enfants ayant constitué leur propre foyer et subvenant par eux-mêmes à leurs propres besoins. Si les familles gérant des exploitations marchandes parviennent à mener à bien l'ensemble des activités agricoles avec leur propre main-d'œuvre ou mobilisée selon des rapports sociaux non marchands, tel n'est plus le cas de ces exploitations patronales, à la tête desquelles les chefs de famille, de plus de cinquante ans, avec souvent des petits-enfants (en bas âge) à charge, sont systématiquement contraints de faire appel à de la main-d'œuvre extérieure salariée. Cette catégorie rassemble des familles dont la trajectoire historique se caractérise par une position sociale plutôt privilégiée et un patrimoine foncier substantiel constitué par les héritages, les luttes pour la terre des années 1960-1970 et/ou le capital accumulé dans des secteurs d'activités économiques, agricole (production de tubercules sur la corniche, de blé au *bas-pays*) et autres.

La taille des exploitations agricoles, relevant pour l'essentiel de statut privé, varie de 3 à 10 ha selon les familles. Celles-ci se procurent sur le marché bon nombre de biens alimentaires qu'elles ne produisent plus elles-mêmes (cobayes, maraîchage, tubercules). Le processus de transformation des systèmes de production agricole pratiqués au sein de ces exploitations agricoles n'est pas le fruit d'une rupture radicale avec une situation précédant le « séisme » migratoire, mais semblerait procéder d'une certaine continuité : passage à l'herbe avec une réduction du nombre de cycles de tubercules en rotation. Cette conversion progressive, dont on peut penser qu'elle a été accélérée à la fois par l'émigration et l'essor de la production laitière dans la haute vallée du Cañar, implique toutefois de disposer d'une certaine surface financière, condition indispensable pour investir sur l'exploitation. L'origine du capital investi, nous le verrons, varie selon les familles, les capacités et les motivations de leurs membres.

On distinguera trois sous-types, selon l'orientation productive dominante du système de production agricole mis en œuvre au sein de l'exploitation. Les *éleveurs laitiers, assistés d'un vacher salarié* (P1), sont à la tête d'exploitations dont la conversion à l'herbe est plus ou moins ancienne selon les cas. Les *horticultrices de la iony* (P2), dénommées ainsi parce que leur mari réside aux Etats-Unis d'Amérique, conduisent des exploitations agricoles dont la surface s'accroît au rythme des acquisitions de terrains financées par l'épargne constituée à l'étranger. Bien que ces exploitations agricoles produisent aussi du lait, de la laine et de la viande, elles se caractérisent d'abord par les jardins qui pavent les abords de l'habitation : fraiseraie et jardin potager, dont la conduite requiert l'emploi régulier de journaliers salariés. Le troisième sous-type regroupe les familles que l'on appelle les « *vendeurs d'herbe* » (P3). Soit, en d'autres termes, celles qui produisent de l'herbe vendue « sur pied » toute l'année. Ces exploitations comptent

toutefois des petits terrains qui, moyennant la contractualisation de journaliers, fournissent des productions vivrières destinées à satisfaire partiellement les besoins alimentaires de la famille.

Les *éleveurs laitiers, assistés d'un vacher salarié* (P1), constituent une unité de résidence¹ et de consommation réunissant bien souvent grands-parents (couple âgé ~ 60 ans) et petits-enfants. Les conjoints émigrés (seconde génération) tâchent le plus souvent d'acquérir au *pays* des terrains dont ils confient la gestion à leurs parents (première génération) : il est fréquent que ceux-ci valorisent, avec l'accord des propriétaires, ces terrains pour leur propre compte. C'est l'« effet » migration tapi au cœur des exploitations patronales. Les terrains sont valorisés sous forme de prairies lorsque les revenus qui résultent de cette forme d'exploitation sont envoyés au propriétaire foncier résidant à l'étranger. Lorsque ces terrains sont bien localisés, ils procurent aux parents des ressources fourragères de qualité qu'ils utilisent pour nourrir un troupeau bovin laitier de taille croissante (principale voie d'accumulation des exploitations agricoles patronales). Car la prairie prend le pas sur des cultures vivrières de plus en plus secondaires au sein de ces exploitations, processus généralement initié par l'abandon de l'attelage bovin puis du petit cheptel ovin (d'un point de vue conceptuel : passage de SE₁₀ à SE₁₁). Les derniers terrains cultivés sont cédés en métayage ou exploités moyennant l'emploi d'une main-d'œuvre salariée temporaire. L'ultime système de culture qui y est pratiqué n'est autre que la *chacra andina*, dont le calendrier a été avancé (grâce à un accès garanti à l'eau agricole et à l'usage d'intrants de synthèse) pour tirer parti de prix du marché plus élevés. Les systèmes d'élevage sont intensifs en capital, y compris la basse-cour (cobayes élevés en modules, truies et leurs issues en enclos, quelques poules pondeuses). La conduite du troupeau bovin laitier est confiée à un vacher salarié (le plus souvent lié par des rapports familiaux ou d'affinité), rémunéré pour partie en nature (fraction de la production laitière), partie en numéraire. Et des travailleurs salariés sont contractualisés pour remplir les obligations de l'éleveur envers le collectif, lorsque celui-ci est membre de la communauté et/ou ayant-droit d'association d'irrigants. Car certains s'attachent à conserver ouverts leurs droits d'accès aux communs (terre, eau), même s'ils ne font pas usage des terrains indivis cédés en usufruit par le collectif. Il n'est d'ailleurs pas rare que ces éleveurs abandonnent délibérément certains des terrains qu'ils détiennent en propriété privée, *a fortiori* lorsque ceux-ci sont nombreux, très dispersés et difficiles à mettre en valeur : sans accès à l'eau agricole, avec une déclivité prononcée, des sols pierreux et/ou sensibles au gel, des régosols, un risque lié au climat et à l'altitude, des champs distants de l'habitation... Quand ils ne sont pas exploités (par voie de fait) par des minifundistes à la recherche de fourrage pour leur petit troupeau de ruminants, ces terrains sont le trait révélateur d'une déprise agricole qui commence à se manifester ici et là dans le paysage. Le fait est que la mise en valeur de ces terrains aurait induit, outre l'investissement initial, l'entretien et l'acceptation implicite d'un moindre rendement

¹. Certains parents peuvent résider dans l'habitation *iony* construite par leurs enfants émigrés.

fourrager, des déplacements sur de plus longues distances, pratique difficilement compatible avec la rareté de la main-d'œuvre familiale. Certains de ces terrains peuvent être vendus, le produit pouvant servir à l'acquisition d'un terrain de plus grande superficie, d'un seul tenant, et localisé dans une section de plus forte potentialité agricole (accès à l'irrigation, pente faible, lieu intégré au circuit de collecte du lait avec un prix unitaire plus élevé).

Faute de pouvoir convertir les terrains en prairies, certains exploitants entreprennent de les valoriser par la culture de plantes vivrières et légumières. Ces systèmes de culture, exigeants en travail, nécessitent le recours à une main-d'œuvre salariée abondante, employée selon des modalités dérivées de celles des grands domaines du XX^e siècle : (i) recours à une main-d'œuvre paysanne de Hatun Cañar, à laquelle il est accordé un droit de pâturage¹, ouvert pendant les jours de travail sur l'exploitation, (ii) contractualisation de « brigades » de journalières salariées originaires de la moyenne vallée, se déplaçant matin et soir entre leur lieu de résidence et les dernières exploitations patronales et capitalistes de la haute vallée ; pratique renvoyant au système mis au point par les plantations du littoral au siècle antérieur, qui recrutait dans les communautés de la haute vallée les travailleurs temporaires dont elles avaient besoin lors des pointes de travail manuel (inversion contemporaine des flux de force de travail), (iii) recrutement d'immigrés péruviens, logés et nourris sur place, pour un salaire horaire journalier inférieur au prix du marché local. Si ce type d'exploitations patronales est en fait rare à Hatun Cañar, il en est tout autant des *horticultrices de la iony* (P2).

Celles-ci pourraient être le prolongement, dans le temps, des trajectoires « réussies » de *familles transnationales au commencement* (F1b). Elles pourraient être caricaturées faisant la queue de bon matin, portable à l'oreille, devant une agence de transferts de fonds du bourg de Tambo, pour réceptionner envois d'argent et dernières décisions de leur époux émigré quant à la conduite de l'exploitation agricole. Car les choix productifs et les décisions d'investissement sont encore bien souvent arbitrés depuis les échafaudages de New York ou les arrières-cuisines des restaurants du New Jersey et d'ailleurs. Ceci s'expliquerait d'ailleurs moins par la persistance de la domination masculine² dans la société hatun-cañari que parce que l'homme tient plus que jamais les cordons de la bourse... La question se pose avec davantage d'acuité encore quand on sait que l'exploitation agricole, qui s'agrandit au rythme de l'épargne placée dans le foncier, combine en son sein des systèmes de culture et d'élevage intensifs en capital (potager, fraiserie, élevage en modules de cobayes et/ou de poulets de chair, lait). Ce sont aussi des systèmes intensifs en travail, ce qui fait justement défaut au sein de la famille, où la femme doit faire face à un calendrier de travail souvent surchargé, notamment lors des pointes de travail des jardins. Sans

¹. Ce rapport contemporain rappelle la *yanapería* du temps de l'*hacienda*. Il s'en distingue néanmoins par une moindre asymétrie dans les rapports de pouvoir entre le paysan et le propriétaire foncier : le droit de pâturage n'est plus conditionné à un jour de travail gracieux. Il s'ajoute aujourd'hui au salaire journalier.

². Le mari émigré exerce un contrôle social sur son épouse par l'intermédiaire de sa famille restée au *pays*.

compter que les épouses se voient aussi contraintes d'endosser des charges autrefois dévolues à leur mari, telles les *mingas** et les assemblées communautaires. On notera, en contrepoint, une relative —bien que timide— émancipation des femmes, accédant, par défaut mais, bien souvent, avec l'aval, le soutien et les conseils de l'époux émigré, à des postes de responsables au sein des instances représentatives. Toujours est-il que le recours régulier à des journaliers est indispensable au fonctionnement du système de production agricole, non seulement, nous l'avons dit, pour mener à bien certaines opérations culturales dans les jardins, mais également pour la préparation des terrains (location de services) exploités pour la production de denrées vivrières destinées presque exclusivement à la famille. Il n'en reste pas moins que la dépendance de ces exploitations agricoles à l'égard du mari émigré (tant d'un point de vue financier qu'en matière de prise de décision), l'évolution du marché du travail, l'état de santé de l'épouse et sa volonté de poursuivre, rendent instables un système de production agricole oscillant entre élevage bovin laitier (revenus réguliers et calendrier sans pointes de travail au cours de l'année) et petits jardins très intensifs en travail.

Tel ne semble pas être le cas des « *vendeurs d'herbe* » (P3) qui, à la tête d'exploitations de taille plus modeste (3 ha), pratiquaient autrefois des systèmes d'élevage bovin laitier. Ils optèrent clairement, plus ou moins récemment selon les cas, pour l'« extensification » de leurs systèmes de production agricole, c'est-à-dire pour la mise en œuvre de systèmes répondant de meilleure manière à l'évolution de la structure familiale (rareté de la main-d'œuvre, âge avancé des chefs de famille), à la primauté accordée à une activité « extérieure » (affectation optimale de la force de travail familiale), ainsi qu'à la demande locale croissante en fourrage.

Affermer une surface herbeuse le temps d'un cycle de prélèvement n'est certes pas le propre des seuls « *vendeurs d'herbe* ». Car il n'est pas rare que les producteurs, quels qu'ils soient, procèdent de temps à autres, certains pour une poignée de dollars, à la vente d'un fourrage « sur pied » à la valeur nutritive très inégale. Les terrains les plus éloignés et les plus ingrats, tels les pâtis alternant avec les tubercules de la corniche, sont le siège de ce type de pratiques. A vrai dire, ce qui caractérise les familles regroupées sous le substantif de « *vendeurs d'herbe* » tient d'abord au fait que ceux-ci ont partiellement spécialisé leur exploitation dans la production d'un fourrage à haute valeur nutritive destinée exclusivement à la vente. Les « acheteurs d'herbe » sont chargés d'irriguer les prairies le temps du passage des animaux, le prix variant selon la localisation, la taille et la qualité fourragère de la prairie, ainsi que les liens unissant les contractants. L'activité devient particulièrement rémunératrice en été (étiage fourrager), le prix doublant par rapport à la saison hivernale. Elevant quelques cobayes et poules pondeuses (mais pas de porcs), les « *vendeurs d'herbe* » réservent aussi une petite surface de leur exploitation à la culture, cédée en métayage ou moyennant l'emploi de salariés, de plantes vivrières destinées à satisfaire au moins partiellement leurs besoins alimentaires.

Bien que marginale à l'échelle du petit *pays*, mentionnons l'initiative de deux exploitants patronaux de Sisid. Réservant une portion encore congrue de leur exploitation à la production de fourrage frais, ils ne commercialisent pas celle-ci « sur pied », mais à la coupe, sur les marchés de la moyenne vallée du Cañar. Cette pratique requiert des moyens adéquats tels, outre la main-d'œuvre et la surface correspondante, des tondeuses à fil et une camionnette pour transporter le fourrage coupé. Il n'est pourtant pas exclu que ce type de pratique se développe à l'avenir, promu par des exploitants disposant de ressources financières (migrants de retour) et souhaitant investir dans une activité porteuse : initiative porteuse, en effet, car en été, le prix du fourrage flambe dans les régions où le déficit hydrique peut être sévère.

4.3.4. L'*hacienda* en voie de démembrement

Hacienda d'hier et *hacienda* d'aujourd'hui (C), la question ne se pose plus tant la taille des exploitations n'a de nos jours (de 18 à 75 ha) plus rien à voir avec les grands domaines privés de plusieurs centaines d'hectares de l'époque antérieure aux réformes agraires. Sans même considérer tous les pouvoirs que l'*hacienda*, en tant qu'institution, détenait à l'époque... S'interroger sur les analogies ne serait-il donc pas plus prometteur que de rechercher les différences entre ces deux périodes aux contrastes si saisissants ? Car, de ces domaines de moindre dimension relative, il nous faut d'abord retenir qu'ils ont été le creuset de la « modernisation » de l'agriculture à partir des années soixante (le passage à l'élevage bovin laitier), processus qui tend depuis lors, et notamment depuis le « séisme » migratoire, à s'étendre à de larges pans de la haute vallée du Cañar et à des franges croissantes de la société agraire qui y réside. Il importe ensuite de relever que si les quatre dernières décennies ont sans nul doute modifié en profondeur la place de l'*hacienda* dans le paysage politique, institutionnel et social du petit *pays*, il n'est pas certain qu'elles aient altéré le pouvoir économique de certains grands domaines en dépit de la contraction (en surface et en main-d'œuvre) dont ils font l'objet depuis. Très illustratif est notamment le cas du propriétaire de l'*hacienda* San Antonio qui, en fondant, voici plus de trente ans, la Nutri Leche (grand groupe agro-industriel de l'Equateur), garde tout pouvoir sur la branche d'activités agricoles la plus florissante de la haute vallée.

Le processus de conversion de ces derniers « grands » domaines fonciers n'est toutefois ni linéaire, ni uniforme. Certains d'entre eux se sont effectivement spécialisés dans la production quasi exclusive de lait frais, impliquant de très lourds investissements en matière d'équipements (salle de traite, irrigation fixe, tracteur) et de matériel génétique, telle l'*hacienda* La Gloria. Pointe avancée de l'agriculture « industrielle », elle illustre ce type d'agriculture hyperspécialisée, motomécanisée et chimisée vers lequel semble tendre, à des degrés divers, l'agriculture du petit *pays*. Les laitières, qui reçoivent des soins réguliers (vétérinaire) et des compléments alimentaires tout au long de l'année, produisent près de 4 500 litres annuels. Fécondées par insémination artificielle (semence en paillette, stockée congelée), elles vèlent tous

les onze mois. Elles sont sevrées après trois jours, les veaux étant nourris en lait en poudre avant d'être vendus quelques semaines plus tard. Le tarissement de la laitière est programmé à six mois. Le pâturage est conduit au fil avant. Les prairies irriguées sont fertilisées trois fois par an par le biais de fientes séchées en provenance directe d'élevages de volailles en batterie que le propriétaire de l'*hacienda* détient sur le littoral pacifique. Quant au lait, il est d'abord distribué dans les magasins que le propriétaire possède également en ville, notamment à Cuenca.

D'autres *haciendas* donnent encore à voir certains traits caractéristiques des systèmes de production agricole pratiqués au sein des anciens grands domaines fonciers, avec des soles de moindre aptitude agricole toujours destinées à la production de blé (au *bas-pays*) ou de tubercules (en corniche). Les propriétaires n'ont également pas manqué d'adapter la gestion de leur troupeau, selon les finalités de chaque lot, à la diversité des conditions agro-écologiques des différents terrains constitutifs de l'exploitation : type et structure du sol, humidité, microclimat, topographie, pente et déclivité de certaines sections, accès à l'irrigation agricole.

Ce qui rassemble ces dernières *haciendas*, outre leur conversion, selon des rythmes différents, à l'élevage bovin laitier, est le recours quasi exclusif au salariat. Avec la particularité que les gérants qui y travaillent sont, à une seule exception près, originaires d'autres régions que la haute vallée du Cañar (Achupallas, bassin amazonien) ; c'est une main-d'œuvre qualifiée, formée dans les grandes *haciendas* pionnières de Machachi (sud de Quito) ou de Tarqui (sud de Cuenca) et qui dispose bien souvent d'une petite propriété dans leur région d'origine. Ceci illustre une fois de plus la grande mobilité de la force de travail, de Hatun Cañar vers l'étranger, mais également, depuis les régions proches de la haute vallée.

4.4. Les transformations agraires contemporaines à l'échelle du petit *pays*

Pour comprendre l'évolution contemporaine de l'agriculture du petit *pays*, il convient de compléter la description des systèmes de production agricole par l'étude des liens qui unissent les familles agricoles les unes aux autres, ceux qu'elles entretiennent avec le fait technique ainsi que les rapports qu'elles renouvellent avec leur milieu.

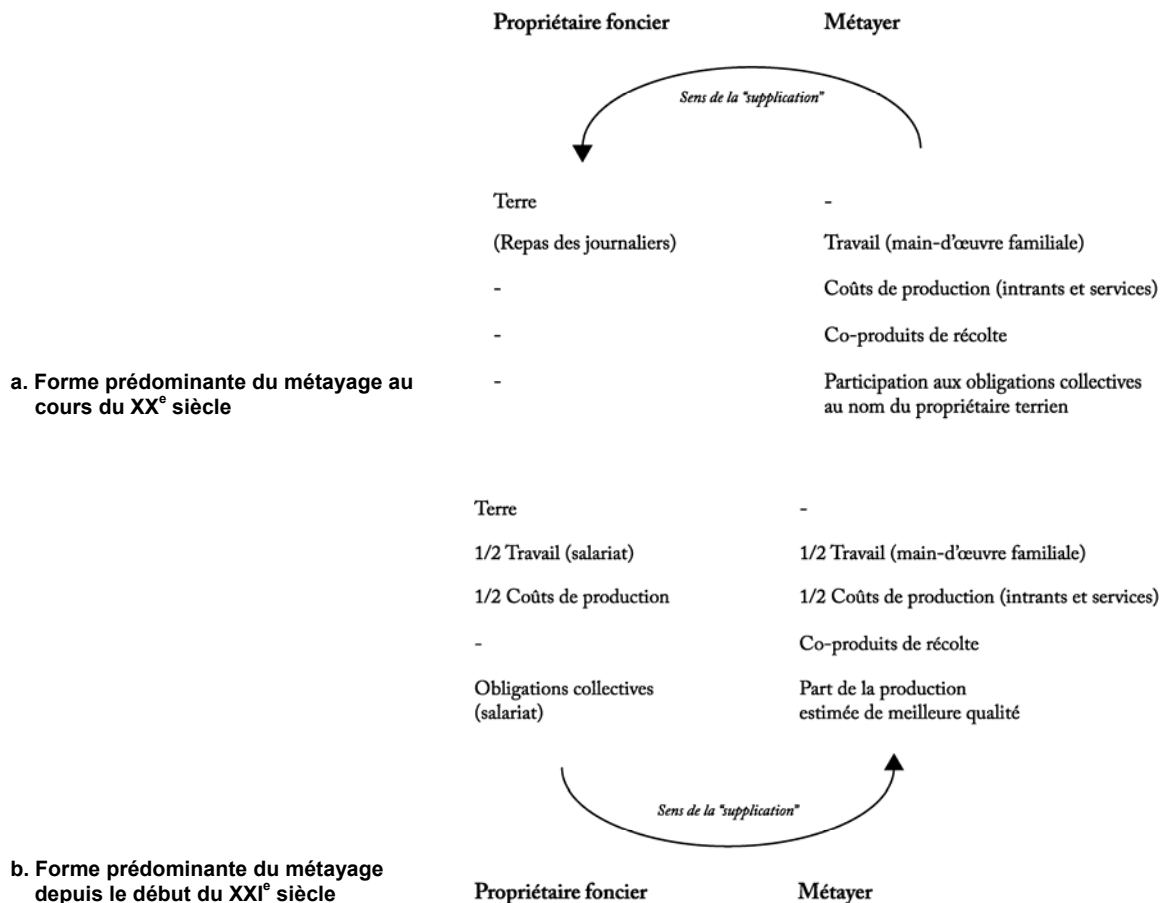
4.4.1. Du « rififi » dans les rapports sociaux de production

La loi de réforme agraire de 1964 décrétait l'interdiction de tout rapport social de production autre que le rapport marchand, dans le but premier de mettre fin aux rapports de dépendance personnelle liant en particulier les familles *huasipungueras* à l'*hacienda*. Il s'agissait aussi de flexibiliser le marché du travail, en supprimant toute entrave à la « libre » circulation de la force de travail. Néanmoins, quarante ans plus tard, force est de constater la persistance et la vigueur des liens non marchands unissant les différentes exploitations agricoles, en dépit de l'insertion

croissante de la paysannerie cañari au marché au cours de la même période. L'entretien de rapports non monétaires, par le biais de la coopération et de la réciprocité, est le fait des catégories sociales les plus modestes de la paysannerie. On peut ici émettre l'hypothèse qu'il en est ainsi du fait que, comparativement à d'autres alternatives, ces rapports complexes et sophistiqués restent encore économiquement les plus efficaces.

Les échanges mettent en jeu une gamme élargie de ressources telles que le travail humain et l'énergie animale, les équipements, les fourrages, les semences végétales et les animaux reproducteurs. Les formes traditionnelles de rémunération du travail en nature (*ración, chala*) sont toujours à l'ordre du jour entre certaines catégories sociales, principalement les jeunes ménages et leurs parents. Alors que surgit, avec l'émigration, un nouveau rapport non monétaire : l'usage, par un tiers, de la propriété foncière d'un couple émigré à l'étranger.

Figure 40. Modification des modalités de fonctionnement du métayage : une illustration des transformations des rapports sociaux de production agricole



A l'échelle des exploitations agricoles, ces rapports ont parfois pris des formes nouvelles, induites par l'émigration et l'évolution consécutive de la position des catégories sociales les unes vis-à-vis des autres. Ainsi en est-il du métayage, rapport réglant les modalités de productions tant

animales que végétales par l'apport de ressources complémentaires, le partage du risque agricole et la répartition à part de fruits des produits de la récolte ou des naissances. Couramment employé avant le « moment Mahuad », notamment par les jeunes ménages, ce rapport (qui s'apparentait en fait davantage à un contrat de location à part de fruits ; fig. 40a) tend aujourd'hui à se déliter, comme effet direct de l'émigration. La raréfaction de la main-d'œuvre a pour corollaire la modification du rapport de force (naguère très inégal) en faveur de métayers aujourd'hui moins nombreux (fig. 40b). Le propriétaire foncier ne peut plus se contenter de céder la terre en simple contrat à part de fruits. Le voici dorénavant contraint, notamment pour cultiver les terrains les plus éloignés de son exploitation¹, de procéder à des apports (le plus souvent à hauteur de la moitié des coûts) en travail et en intrants utilisés au long du cycle de production. Les co-produits et, de plus en plus souvent, les meilleurs fruits de la récolte, reviennent au métayer qui n'est plus assujéti aux obligations collectives liées à l'exploitation du terrain.

Outre le creusement des inégalités sociales qu'elle révèle au sein de la paysannerie, l'extension du salariat met aussi en lumière la mutation en cours du marché du travail de la haute vallée. Sans création d'emplois apparente, puisque, dans le meilleur des cas, l'une ne fait que se substituer à l'autre, la main-d'œuvre salariée recrutée (jusqu'à récemment) localement —dans le cadre presque exclusif des rapports unissant paysannerie et grands propriétaires fonciers— tend, en valeur relative, à être remplacée par une main-d'œuvre provenant d'autres régions² de l'Equateur, voire même de pays voisins (Pérou). Cette profonde transformation du marché du travail agricole servirait d'exemple à la mise en mobilité généralisée de la force de travail sous l'effet de la mondialisation, selon lequel l'Equateur « exporte » une partie de sa population et « importe », depuis les pays limitrophes, des travailleurs à bas salaires.

4.4.2. Substitution du capital au travail et dépendance accrue à l'égard de l'extérieur

La substitution d'une main-d'œuvre extérieure à la haute vallée du Cañar, à celle qui en est originaire, a lieu lors de la conduite d'opérations culturales manuelles, autrement dit quand celles-ci requièrent de l'énergie humaine ou animale (guidage de l'araire tracté par une paire de bœufs, transport de bât). Il est pourtant des tâches agricoles qui sont moto-mécanisées, comme le battage des céréales à paille (en déclin), la traite des vaches (équipements concentrés dans les dernières *haciendas*) et plus encore la préparation de certains terrains, à l'aide du tracteur.

¹. Dans ce cas précis, le rapport est très souvent noué avec un paysan vivant aux abords du champ, métayer à qui le propriétaire terrien délègue la tâche de gardiennage des cultures (contre le vol et les attaques de populations nuisibles d'une part, pour le suivi du développement de la plante d'autre part).

². Les administrateurs d'*haciendas* proviennent aujourd'hui préférentiellement de régions voisines, tels que le bassin amazonien ou la province de Chimborazo. Cette dernière fournit d'ailleurs le gardien des petits camélidés élevés par l'association Sunicorral, mais également bon nombre de journaliers agricoles venus vendre leur force de travail, tout comme les paysannes originaires de la moyenne vallée du Cañar.

4.4.2.1. La diffusion rapide de l'emploi du tracteur

Introduit dans les années soixante par les grands propriétaires fonciers, l'usage du tracteur resta le fait de quelques *haciendas* jusqu'à la fin du XX^e siècle. Le recours croissant à la motomécanisation de la préparation des terrains au cours des dix dernières années témoigne des transformations de l'agriculture de Hatun Cañar. Jusque-là, la présence d'une main-d'œuvre paysanne abondante n'avait pas incité les grands producteurs de tubercules de la corniche à investir dans un engin coûteux sous-employé une grande partie de l'année. La précarité de la tenure foncière et les modalités d'usage des ressources n'encouragèrent pas non plus les membres des coopératives à cultiver les superficies relativement grandes qu'ils exploitaient en haut de corniche. Investir dans la location d'un tracteur pour défricher les épais gazons d'altitude, non seulement pouvait aller à l'encontre des décisions collectives quant à l'usage des ressources, mais également se révéler hautement risqué lorsque la non mise en défens des cultures soumettait celles-ci aux dégâts potentiels des troupeaux lors de leurs pérégrinations.

Le développement du tracteur au petit *pays* coïncide avec l'émigration de masse et le processus partiel de privatisation des espaces collectifs. Il se substitue à l'araire pour la préparation de ces terrains, opération très exigeante en travail moyennant, *via* l'entraide communautaire, la socialisation de l'effort (énergies humaine et animale). L'accroissement du pouvoir d'achat des familles de migrants permet d'engager les dépenses relatives au service de labourage. La location de ce type de service, fourni par un tractoriste (10 USD de l'heure), revient d'ailleurs moins chère à l'unité de surface que celle de l'araireur (15 USD par journée) et la préparation du sol en est plus performante, notamment lorsqu'il s'agit de retourner les pans des épais tapis herbacés¹ (tabl. 8). De prime abord, l'introduction de cette innovation technique répond parfaitement à la nouvelle structure des ressources dont disposent les familles de migrants, structure caractérisée par une moindre disponibilité en force de travail agricole mais une plus grande épargne potentiellement engageable sur l'exploitation. Or, il est légitime de se demander si la recherche de la performance technique à court terme n'aurait pas pour effet de miner les capacités écologiques de l'écosystème *paraméen* à long terme, du fait notamment de l'extrême fragilité des andosols qui « soutiennent » les hautes pelouses d'altitude du petit *pays*.

En fait, la technique permet de lever en partie la contradiction qui se logeait, par endroits, à la jonction de la corniche et des *paramos* : à condition de disposer de trésorerie au moment de solliciter le service, le tracteur permet d'accroître, avec de moindres quantités de travail, des surfaces pour l'essentiel dédiées à la production laitière. Corrélé avec la réduction des plantes vivrières dans les rotations —ce qui a pour effet de réduire la quantité de travail consacrée à la préparation des terrains—, le labour motorisé tend également à libérer l'agriculteur de la

¹. Retournement plus profond du sol et enfouissement plus efficace de la biomasse grâce à la puissance de l'engin.

production de fourrage nécessaire à l'alimentation des animaux de trait. Mieux : il autorise l'agrandissement de la taille du troupeau bovin laitier.

Tableau 8. Comparaison des temps de travail moyens pour la préparation d'un hectare de terrain, selon la nature du sol et du couvert végétal, le type d'engin utilisé et l'ordre du passage

Nature de sol (labour au tracteur)	Vertisols du <i>bas-pays</i> (<i>estancia</i>) 9 h	Andosols de la corniche (<i>cerro</i>) 6 h
Nature du couvert végétal (labour au tracteur)	Pelouse d'altitude ou friche de longue durée > 10 h	Sol à nu ou friche de courte durée 6 h
Type d'engin utilisé (<i>estancia</i>)	Tracteur 9 h	Araire 72 h
Ordre du passage au tracteur (<i>estancia</i>)	Premier labour (<i>arada</i>) 9 h	Second labour, croisé (<i>cruzada</i>) 4,5 h

Le recours croissant au tracteur depuis le début du XXI^e siècle ne doit néanmoins pas masquer le fait que les caractéristiques géomorphologiques et les « constructions sociales » de nombreux secteurs de Hatun Cañar ne se prêtent pas à l'emploi de cet engin. Ainsi en est-il des terrains à régosols et à pente fortement inclinée de la corniche, sur lesquels le risque que la machine ne se retourne s'ajoute à l'érosion des sols. Il en est de même des clos du *bas-pays*, dont la structure héritée de l'histoire (minifundium, parcelles encloses, voies de desserte étroites) entrave l'accès à la parcelle et la manœuvre de l'engin dans un champ de très petite dimension (< ¼ ha). Tout ceci, en sus des raisons évoquées précédemment¹, concourt à comprendre pourquoi, malgré ses limites avérées, l'araire demeure jusqu'à aujourd'hui l'outil le plus employé pour mettre en valeur les terrains enclos et restreints du *bas-pays*, aux sols de surcroît collants, lourds et extrêmement pénibles à travailler en période pluvieuse. D'ailleurs, le fait qu'il n'existe aucune opération culturale moto-mécanisée autre que le labour motorisé ne saurait mieux illustrer « la carence de la recherche et de la diffusion de technologies modernes dans les Andes » [Morlon, 1992 : 81].

Pas de planteuse, ni de butteuse-bineuse, de moissonneuse, de défaneuse ou d'arracheuse de tubercules, pas plus que de technique légère comme le motoculteur pour préparer les terrains du *bas-pays* : l'outillage demeure encore de nos jours majoritairement manuel et varié, adapté au mieux aux diverses opérations culturales et à la gestion des troupeaux². Encore s'agirait-il de

¹. Prix relatifs des moyens de production (travail et capital), sous-emploi de l'engin sur l'année et difficulté concomitante de rentabiliser l'investissement, faible pouvoir d'achat moyen de la majorité des agriculteurs de Hatun Cañar, difficultés d'accès au crédit, moyens familiaux et objectifs de la recherche agronomique inadaptés aux besoins de la paysannerie du pays.

². Barre à mine et pioche pour l'émottement, araire pour la préparation des terrains et la récolte des tubercules, houe et pelle pour sarcler et butter, pulvérisateur manuel à dos pour les traitements phytosanitaires, faucille pour la moisson, matériel d'irrigation varié (asperseurs et tuyaux de diamètre adapté selon l'usage), outils spécifiques pour les jardins (brouette, clôture à maille, râteau, arrosoir, etc.), équipements divers pour la conduite des élevages (diverses formes d'enclos selon les animaux, abreuvoir et mangeoire, licol et longe, récipients divers). Les

préciser qu'au contraire de certaines régions rurales du monde comme les montagnes forestières du Nord-Laos où l'outillage est entièrement fabriqué dans le village [Ducourtieux, 2006], les paysans de Hatun Cañar ont recours au marché pour se procurer la très grande majorité de leurs outils. Ils y trouvent des engins importés d'Amérique du Sud (Colombie, Brésil, Venezuela) et, de manière croissante, de Chine, en raison de leur moindre coût unitaire. Seul l'araire est encore fabriqué localement. De rares outils, tels que le seau, le licou et la longe, subsistent en tant qu'objets d'échange, avec des colporteurs provenant de la province voisine du Chimborazo. Ainsi les paysans hatun-cañaris se révèlent-ils extrêmement dépendants du marché international pour leur approvisionnement en outillage (manuel et moto-mécanisé) et partant, aux fluctuations des cours des matières premières, le fer au premier chef. Cette dépendance à l'égard de l'extérieur ne se limite d'ailleurs pas au seul outillage puisqu'elle recouvre aussi les nombreux et divers intrants de synthèse consommés parfois en grande quantité par certaines catégories d'exploitants.

4.4.2.2. *Phytosanité et zoopharmacie : la dépendance accrue au marché*

Il existe un très large consensus entre les anciens pour affirmer que l'écrasante majorité de la paysannerie hatun-cañari ne recourait pratiquement jamais, avant les années soixante-dix, aux produits phytosanitaires et zoopharmaceutiques, au contraire des dernières *haciendas* et exploitations patronales engagées pour leur part dans un processus d'intensification en capital de leurs systèmes de production agricole.

Pour traiter la fasciolose (*Fasciola hepatica*), les éleveurs préparaient un broyat de piments réservé aux bovins et ovins infectés lors de leurs pérégrinations dans les sections humides du petit *pays*. Une vache présentant des signes d'anémie se voyait administrer, pendant deux à trois jours consécutifs, un breuvage à base d'œufs et de jus d'agave, alors que l'ingestion de décoctions de plantes du *cerro* ou de préparations à base de pois cultivé était censée faciliter l'expulsion du placenta. Une mixtion de rocou (*Bixa orellana*) et de cendres de bois servait à l'élimination des ectoparasites du cobaye, les décoctions de citron et de bulbes d'ail —dont l'allicine constitue une substance bactéricide— au traitement de la grippe aviaire, des préparations à base de lait et d'astéracées (*Ambrosia artemisioides*) à la lutte contre les larves de coléoptères de la pomme de terre. Des préparations élaborées à la ferme (*chicha* de maïs, nectar d'agave) étaient distribuées comme apports vitaminiques aux vaches gestantes. Tous traitements biologiques que les paysans pratiquaient, et que certains pratiquent encore avec plus ou moins de succès selon l'incidence de l'affection. La protection des végétaux et la santé animale reposaient sur une fine connaissance des écosystèmes cultivés, plus précisément des relations complexes

」

modalités de mise en valeur des terrains de l'étage chaud impliquent par ailleurs l'usage d'engins distincts, typiques de l'abattis-brûlis : la machette pour les désherbages et le bâton fousseur pour les semis.

existantes entre les êtres vivants, incluant les plantes spontanées aux vertus curatives utilisées pour traiter les cultures et les animaux domestiques.

Depuis les « vingt prometteuses », l'introduction progressive et néanmoins partielle de nouveaux moyens de production issus de l'industrie (matériel agricole, agrochimie, pharmacie animale, sélection génétique) a permis à ceux qui en avaient effectivement les moyens de cultiver des plantes plus productives et d'élever des animaux plus performants. En même temps, le recours aux intrants manufacturés affranchissait les agriculteurs des contraintes de l'assolement réglé et de la fréquence élevée des rotations culturales, tout en permettant la répétition des mêmes cultures pendant plusieurs années de suite. Mais ces techniques n'ont pas empêché le foisonnement des herbes adventices, la pullulation des insectes parasites et la multiplication des maladies, dont certains importés¹, corollaire somme toute logique de l'intensification des échanges à l'échelle de la planète et de l'unification des marchés. L'introduction d'êtres vivants exogènes au petit *pays* et l'adoption par certains de nouvelles pratiques agricoles ont eu pour effet le développement de formes résistantes, contre lesquelles les agriculteurs ont cherché à lutter en accroissant encore davantage l'emploi de produits à base de molécules, dont certains sont aujourd'hui reconnus pour leur niveau très élevé de toxicité².

Alors que les semences fourragères sont, dans leur très grande majorité, importées de Nouvelle-Zélande et du Canada, les produits phytosanitaires (pesticides, fongicides³ et insecticides) proviennent de pays tels que la Colombie et la Chine. Ces pays, qui se substituent depuis les années quatre-vingt-dix aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Allemagne, au Royaume-Uni et à la Suisse comme principaux fournisseurs du secteur agricole équatorien, hébergent des usines de fabrication et des points de distribution appartenant à une poignée de compagnies semencières et de multinationales de l'agrochimie qui règnent sur le marché mondial. En synergie avec les politiques de promotion des exportations de biens primaires agricoles (banane, fleur coupée et cacao) relancées au cours de la « décennie perdue », la demande en produits phytosanitaires s'est accrue de manière significative en trente ans (1972-2002) : elle a été multipliée par 47 (en valeur), à un rythme trois fois supérieur à la moyenne mondiale [Gaybor *et al.*, 2006] ! La gigantesque « crue » d'intrants à base de molécules n'a toutefois pas atteint l'agriculture de

¹. Charançon andin, teigne guatémaltèque et mildiou de la pomme de terre, fièvre aphteuse bovine, salmonellose du cobaye, etc. On suppose par exemple que le charançon andin de la pomme de terre (*Premnotrypes vorax*) a été introduit au Venezuela sur des pommes de terre illégalement importées (d'après la fiche informative sur les organismes de quarantaine, rédigée par le CABI et l'OEPP pour l'Union européenne et consultée le 27 mars 2011. URL : http://www.eppo.org/QUARANTINE/insects/Premnotrypes_latithorax/F-premsp.pdf).

². Conscients de la toxicité des produits chimiques utilisés lors du cycle de production, les paysans se gardent bien de donner aux animaux les fanes de pomme de terre. Ils les réincorporent au sol ou les brûlent.

³. 43 % des produits phytosanitaires commercialisés en Equateur sont des fongicides [Gaybor *et al.*, 2006]. Parmi ceux-ci, le Ranger 480 (herbicide à base de glyphosate commercialisé par la firme Monsanto), appliqué en fin de saison des pluies (avril-mai) en substitution, aujourd'hui courante, du désherbage manuel du couvert herbeux (opération antérieure à la préparation des terrains).

montagne de Hatun Cañar, restée dans l'ensemble en marge des grands foyers de consommation de produits manufacturés issus de l'agrochimie¹. Reste que ce mouvement général met au jour une double dépendance de l'agriculture équatorienne : (i) dépendance à la consommation de produits manufacturés (engins agricoles notamment) provenant de l'extérieur avec, en contrepartie, la relative insignifiance du secteur amont de l'agriculture nationale, tant sur le plan économique qu'en matière d'emploi ; (ii) dépendance à l'égard d'un mode de production agricole chimisée, non sans effets sur les potentialités écologiques des écosystèmes et donc, sur la reproduction de leur fertilité.

4.4.3. La question cruciale de la reproduction de la fertilité des écosystèmes cultivés

Les produits dérivés de l'agrochimie présentaient l'avantage de libérer les producteurs de pratiques agricoles construites sur le rythme des saisons et les processus biologiques des écosystèmes. De la même façon, les engrais de synthèse, fabriqués à partir d'énergie fossile (pétrole, gaz), les affranchissaient théoriquement de l'autofourniture de la matière organique nécessaire à la reproduction de la fertilité agronomique des écosystèmes cultivés. La substitution de l'agrochimie à la forte intégration agriculture-élevage, permit jadis d'étendre les surfaces cultivées sur la corniche au détriment des parcours destinés jusque-là à l'affouragement en vert d'animaux producteurs de fumier qui se déplaçaient entre *saltus* et *ager*. Dans le même temps, les aliments² pour animaux, commercialisés sur le marché, libéraient de l'autoproduction fourragère, au moins en partie, les éleveurs ayant entrepris de se spécialiser dans un à deux élevages. Or, faute de capital circulant d'une part, et de maîtrise totale des agents pathogènes d'autre part, il semble que cette technique n'ait pu contenir, dans nombre d'exploitations agricoles, l'affaissement des rendements des cultures, de la pomme de terre notamment, mais aussi, selon les dires des anciens, des céréales à paille. Ils s'accordent aussi sur le fait que la reproduction de la fertilité des écosystèmes, à partir de productions issues de l'exploitation agricole et des communs, a été progressivement délaissée du fait de l'exigence en travail que cela impliquait.

A l'exception notoire des flux réciproques de matières entre jardins abondamment fumés et petits élevages d'animaux de basse-cour, force est de constater que la question de la fertilité est aujourd'hui traitée à l'échelle de l'étage agro-écologique ; mieux (ou pis) au niveau de chaque sole prise isolément des autres constitutives de l'exploitation. Ainsi, la pratique du pâturage au piquet induit-elle un système plus ou moins fermé, dans lequel les animaux restituent une part de

¹. Vastes bananeraies de la plaine du Guayas, grandes palmeraies du piémont andin occidental au nord du pays, larges étendues cultivées en pomme de terre de la province andine de Carchi, horticulture florale des périphéries de Quito et de Cuenca, etc.

². Principaux produits du littoral équatorien administrés aux élevages de Hatun Cañar : bananes fruits vertes pour le bétail et les porcs, tourteaux à base de maïs et de soja pour les volailles, les cobayes et les porcs.

la biomasse ingérée sous forme d'excréments¹, la capacité de production fourragère de la prairie étant théoriquement entretenue par des apports extérieurs (engrais organiques et de synthèse), dans des proportions variables selon les exploitations. Sur la corniche, les terrains cultivés en tubercules sont fertilisés à l'aide d'engrais organiques² et de synthèse³ que les exploitants épandent presque systématiquement en deçà des doses recommandées par l'INIAP⁴. Sur les terrasses du *bas-pays*, le recours à des rotations culturales et des assolements, avec des légumineuses —sans répétition de la même culture d'une année sur l'autre mais avec une alternance de plantes exigeant des niveaux très contrastés d'intensité de travail du sol et de fertilisation ; sans jachère autre qu'un interlude de quelques semaines entre deux cycles de culture— constituerait la base de la reproduction de la fertilité des soles cultivées de la grande majorité des exploitations agricoles, minifundiaires comme marchandes. Ces pratiques sont-elles suffisantes pour, au moins, compenser les exportations d'éléments minéraux occasionnées par les récoltes, le retrait des légumineuses dans les rotations, la fin des transferts latéraux de fertilité ? Cela vaut la peine, ici, d'insister sur le mode de fonctionnement du système de culture à base de maïs (*chacra andina*), hérité de la période précolombienne et que nombre de paysans pratiquent toujours, dans la mesure où il rend compte de la capacité de ces derniers à utiliser les fonctions naturelles des écosystèmes (cycles du carbone et de l'azote, de l'eau et des éléments minéraux) pour produire des calories alimentaires et favoriser l'accumulation de fertilité (chimique, physique et biologique) dans les sols.

Appréhendée à l'échelle de l'ensemble de Hatun Cañar, la reproduction de la fertilité des sols semble de moins en moins reposer sur des pratiques endogènes de production de matière organique, du fait de la *disjonction* des étages agro-écologiques —à front renversé du principe andin de mise en valeur *complémentaire* de ces mêmes étages ?— et de la gestion compartimentée des systèmes de culture. Le fait est que la fertilité provenait jusque-là d'échanges au sein des systèmes de production agricole, processus aujourd'hui court-circuité au sens où la reconstitution de cette fertilité s'organise maintenant à une tout autre échelle. Elle s'avère en effet

¹. Dans certaines exploitation agricoles, la dispersion des bouses après chaque passage vise à homogénéiser la repousse, en même temps que l'opération, exigeante en travail ($3 \text{ h} \cdot \text{j}^{-1}$), procède de la lutte contre le parasitisme en exposant à la lumière les œufs contenus dans les bouses.

². Les engrais organiques les plus employés sont les fientes sèches de volailles élevées en batterie dans les grands complexes agro-industriels du littoral. Riche en matière organique, cet engrais (*gallinaza*, *pollinaza*) permet un « réchauffement » local de l'horizon superficiel du sol, ce qui a pour effet de stimuler l'activité biologique et d'accélérer la décomposition de l'amendement organique en éléments minéraux facilement assimilables par la plante [Jobbe-Duval, 2005]. Il reste que ce processus de minéralisation de l'humus peut aboutir à un déséquilibre entre les différents composants du sol, ou provoquer une compaction de celui-ci [*ibid.*]. Ne sont pas rares les paysans de Hatun Cañar à rapporter les effets négatifs de cet engrais organique lorsqu'il est épandu à haute dose sur les sols amendés.

³. L'urée blanche est sans doute l'engrais de synthèse le plus couramment employé, avec le NPK 10-30-10, dans l'optique de remédier à la carence en phosphore des andosols notamment.

⁴. A l'hectare : 4 quintaux d'urée, 250 sacs de fientes sèches de volailles.

tributaire à la fois des élevages avicoles du littoral équatorien et des énergies fossiles importées de l'étranger. Partant, le processus de reconstitution de la fertilité apparaît conditionné simultanément par les fluctuations des prix des énergies fossiles sur le marché international, par la production organique nationale et par la concurrence entre agriculteurs pour se procurer les engrais. Preuve en est la hausse soudaine des prix du pétrole et du gaz survenue au cours de l'année 2008, pour se répercuter sur celui des engrais de synthèse au premier rang desquels figure l'urée : + 140 % en moyenne, entre 2007 et 2008. Cette envolée¹ incita les producteurs de la *sierra* à s'approvisionner, auprès des éleveurs industriels de volailles du littoral, en engrais organiques dont le prix était également en hausse, mais de façon plus modérée (+ 60 %). Ceci étant, les grandes plantations du littoral (cane à sucre, banane) entreprirent la même démarche, pour les mêmes raisons. Or, la taille de ces vastes propriétés capitalistes, leur poids économique et probablement leur pouvoir politique, ainsi que la courte distance qui les sépare des industries avicoles, firent qu'elles s'approprièrent la fraction majoritaire des productions de matière organique. Cela eut pour conséquence que les petites unités de production agricole de Hatun Cañar furent nombreuses, cette année-là, à ne pas fertiliser leurs champs, bien que le gouvernement eut pris l'initiative de subventionner les engrais de synthèse importés².

En somme, la fertilité des sols n'est pas réductible à des facteurs naturels. Elle est, comme l'écrit l'agronome Claude Reboul [1977 : 153], « nécessairement fonction des systèmes de culture et d'élevage pratiqués qui dépendent eux-mêmes du système économique et social dans lequel ils s'inscrivent ». Il importe dès lors de distinguer, selon les systèmes de production agricole mis en œuvre, la relative sobriété en intrants manufacturés de ceux pratiqués au sein des exploitations minifundiaires, de l'emploi excessif et tributaire de l'extérieur qui en est fait au sein des plus grandes unités de production agricole, où taille et degré de spécialisation sont étroitement corrélés. C'est au sein de ces dernières que le capital circulant s'accroît, du fait de l'accumulation de dépenses au fur et à mesure de la progression des cycles de développement des cultures et des animaux³. Quant aux exploitations minifundiaires, l'usage modéré des engrais de synthèse et autres produits phytosanitaires ne résulterait-il pas d'abord d'un manque criant de moyens financiers, ce qui contribuerait par exemple à expliquer, au moins en partie, le maintien de la *chacra andina* au fil de l'histoire ?

¹. Tout comme pour l'outillage, le transport d'intrants manufacturés parfois sur de très grandes distances renchérit d'autant le coût « écologique » des produits importés.

². L'initiative, établie dans le cadre de la coopération bilatérale entretenue avec le gouvernement du Venezuela, n'aurait au bout du compte bénéficié qu'à un très petit nombre d'exploitants agricoles (parmi les plus aisés), du littoral pacifique d'abord, et de la *sierra* ensuite. Les conditions à remplir pour se procurer l'engrais furent en effet jugées trop contraignantes par la plupart des petits producteurs de la haute vallée du Cañar : présentation d'un titre de propriété (avec, semble-t-il, une superficie d'au moins 4 ha), remise d'un volume limité d'engrais que le producteur retire par ses propres moyens à la direction provinciale du MAGAP, etc.

³. Le recours indispensable aux produits phytosanitaires pour la culture marchande de la pomme de terre n'est pas étranger au fait que des métayers potentiellement intéressés hésitent pourtant à s'engager dans un cycle de production risqué, exigeant en travail et dorénavant grand consommateur en capital circulant.

Conclusion chapitre 4. Révolution laitière ou simple ajustement du système agraire hérité des « vingt prometteuses » ?

La persistance des mailles des clos du *bas-pays* dans lesquelles se loge cette *chacra andina*, les parcelles de quelques ouvertures, les jardins attenants aux habitations ou les mosaïques de certaines sections de la corniche, peuvent difficilement dissimuler l'uniformisation progressive d'un paysage agraire si diversifié voici encore quarante ans. Les disparités visuelles de la « montagne aux contrastes » tendent de toute évidence à s'estomper, avec la spécialisation herbagère. Faudrait-il pour autant en déduire que ce processus fait d'événements complexes et interdépendants préfigure effectivement une révolution laitière ? Posons la question autrement : le « moment Mahuad » coïnciderait-il avec la survenance d'un nouveau type d'agriculture dans la haute vallée du Cañar ? A ce stade, il est permis d'en douter, pour la bonne raison que les changements à l'œuvre, aussi soudains et accusés soient-ils de prime abord, ne traduisent au bout du compte qu'un processus beaucoup plus souterrain et ancien, travaillant en fait depuis les « vingt prometteuses ». Car c'est bien à cette époque qu'une poignée de grands propriétaires fonciers entreprirent de convertir leurs *haciendas* en exploitations laitières spécialisées (§ 2.4.1.3). Et le fait qu'une fraction croissante des familles adopte, plus ou moins vite et à des degrés divers, un type d'agriculture dont les jalons ont été posés il y a plusieurs décennies semblerait rendre compte avant tout d'une nouvelle phase d'intégration de la paysannerie de Hatun Cañar dans le marché international.

Pendant toute la seconde moitié du XX^e siècle, le petit *pays* approvisionna le marché national en force de travail, recourant pour ce faire à un système de mobilité circulatoire. Celui-ci avait été construit de façon à ce que les paysans puissent mettre en œuvre, au sein de leurs exploitations minifundiaires, des systèmes de polyculture-élevage diversifié, régis par des rapports de production domestiques (réciprocité et redistribution) et destinés principalement à satisfaire les besoins essentiels des familles. Approvisionner le marché international du travail se révèle être une tout autre affaire, *a fortiori* dans les conditions actuelles de circulation des personnes... Quand les paysans revenaient en moyenne chaque quinzaine au *pays*, rares sont ceux revenus chez eux depuis le « séisme » migratoire (taux de retour estimé : ~ 10 % depuis 2000). Comment, dans ces conditions, maintenir des systèmes de production très exigeants en travail ? On peut toujours souscrire à la thèse avancée en son temps par l'économiste Arthur Lewis en vertu de laquelle seule serait transférée, du secteur domestique au secteur capitaliste, la part de la main-d'œuvre prétendument inoccupée *toute l'année* sur l'exploitation. Ceci sous-entendrait alors implicitement une « ponction indolore » et sans conséquence notable sur le mode d'exploitation du petit *pays*... Mais les transformations récentes de l'agriculture semblent invalider cette thèse¹.

¹. Le modèle proposé par l'économiste Arthur Lewis, sans nul doute très pertinent à l'époque où il fut conçu (période de plein emploi, relative liberté de circulation des personnes, développement industriel soutenu), fit eau

Car de nos jours, ce n'est pas seulement le surplus de main-d'œuvre qui est prélevé mais une large fraction de la paysannerie qui, bien qu'auparavant occupée une grande partie de l'année à l'extérieur de l'exploitation, n'en était pas moins présente au moment des tâches d'astreinte non substituables du calendrier agricole¹. Ceci étant, la vision marxiste ne résiste pas non plus à l'épreuve des faits : la grande propriété continue de nos jours à refluer (vente des domaines par morceaux), alors que l'agriculture minifundiaire paysanne, loin de disparaître, semble davantage se « redéployer » dans la haute vallée.

Emergent aussi de petites exploitations agricoles marchandes, plus intensives en capital, moins exigeantes en travail et s'affranchissant progressivement des collectifs de travail. Il est vrai que la spécialisation laitière de nombre de systèmes de production agricole, pratiqués au sein de ces exploitations familiales marchandes et patronales, convient plutôt bien à la nouvelle structure des ressources détenues par les familles, à savoir une moindre disponibilité en travail agricole pour une plus grande capacité d'épargne servant à financer les dépenses de consommation et d'investissement. Au sein de ces exploitations partiellement reconverties à l'herbe, le capital se substitue progressivement au travail : il est fait un plus grand usage de « nouvelles » techniques (équipements moto-mécanisés, intrants manufacturés)² et de « nouvelles » races animales, pour la plupart importées. Le salariat se substitue aux échanges de travail non marchands, faute de disposer de main-d'œuvre en quantité suffisante pour rendre le service. L'introduction de rapports marchands dans la mise en œuvre de ces systèmes de production oblige les familles à recourir toujours davantage au marché, disloquant en même temps les rapports de production domestiques qui caractérisaient jusque-là l'agriculture paysanne andine. Le fait de se procurer sur le marché la plupart des intrants, équipements et matériel génétique a pour conséquence directe d'accroître la dépendance de ce type d'agriculture à l'égard de l'extérieur et, corollairement, de fragiliser les conditions de reproduction de la fertilité soumises aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières. L'abandon partiel des terrains les plus ingrats et l'avancée

]

de toutes parts dès le premier choc pétrolier (1973), événement à partir duquel la montée du chômage coexiste avec la persistance d'importants flux migratoires vers les villes. Le même modèle pose question, au motif que la pauvreté et les inégalités peuvent persister dans le secteur domestique en dépit de la croissance soutenue de l'économie, et que l'hypothèse selon laquelle l'émigration n'aurait pas (ou peu) d'incidence sur le mode de production domestique a été depuis invalidée par divers travaux empiriques [Kirkpatrick et Barrientos, 2004].

- ¹. Préparation du sol à l'araire, semis, récolte, entretien des infrastructures collectives... Le volume de travail apporté importe autant que le rôle assigné à chacun dans l'organisation de la production agricole.
- ². Ceci étant dit, et à la suite de l'agronome Pierre Morlon [1992], ce ne sont pas seulement de nouveaux moyens de production que nombre d'agriculteurs de la haute vallée s'approprient, quand ils en ont l'intérêt et les moyens, mais bien un type d'agriculture particulier qui s'est développé dans des régions du monde aux conditions agro-écologiques et socio-économiques fort éloignées de celles qui prévalent encore aujourd'hui au petit *pays* : l'agriculture spécialisée, moto-mécanisée et chimisée des grandes plaines tempérées des pays les plus anciennement industrialisés. Ce qui, sans vouloir déjà mordre dans les performances économiques des différents systèmes de production agricole (ch. 6), n'est pas sans questionner technique et génétique, toutes deux considérées, à des périodes distinctes, comme des goulots d'étranglement du développement agricole.

simultanée d'un front fourrager dans les sections les plus favorables des écosystèmes cultivés (chap. 1) révèlent à la fois la menace qui pèse sur le milieu, notamment le fragile écosystème *paraméen*, mais aussi le processus de différenciation sociale qui semble encore accentuer les inégalités entre les diverses catégories de producteurs. Car si les catégories les moins défavorisées par la nature et par l'histoire parviennent à spécialiser (partiellement) leur exploitation agricole, nombreuses sont encore les familles issues des classes les plus pauvres à pratiquer des systèmes de polyculture-élevage diversifié au sein de leurs exploitations minifundiaires comptant sur les collectifs de travail et les rapports de production domestiques (réciprocité et redistribution). Espoir et « ressource en dormance » pour les jeunes ménages, opportunité perdue pour les plus âgés, la migration internationale peut parfois tourner au drame. Tel est le cas des *familles monoparentales* aujourd'hui à la merci du moindre accident de la vie.

Au minifundium s'ajoute dorénavant le fait que la migration internationale mine en profondeur les bases d'une agriculture paysanne faisant historiquement l'objet d'un travail familial intensif. Et force est de reconnaître qu'aujourd'hui, le calendrier agricole ne commande plus les modalités d'affectation de la main-d'œuvre familiale entre les diverses activités économiques. Ce sont plutôt les activités économiques « extérieures » qui commandent les évolutions des assolements et du calendrier agricole, avec une tendance marquée à ne plus valoriser autant qu'avant les complémentarités entre étages écologiques. Changement radical s'il en est... Si l'on y ajoute que seule une petite minorité de familles se consacre exclusivement à l'agriculture, transparait alors l'image d'un système agraire qui, en crise et plus ouvert que jamais, tend à se restructurer toujours davantage autour de l'exportation de sa main-d'œuvre paysanne et de la spécialisation laitière de bon nombre d'exploitations agricoles.

CHAPITRE 5

Au-delà des champs : une constellation d'activités combinées à l'agriculture

Rendre compte des activités « extérieures » que les familles combinent à l'agriculture, tel est le propos du présent chapitre : un chapitre qui ne doit pas se réduire à un catalogue à la Prévert des métiers exercés par les différents individus. Celui-ci doit plutôt nous servir à repérer, puis interpréter les formes de combinaisons d'activités pratiquées aujourd'hui par la paysannerie de Hatun Cañar. Mieux : il doit nous aider à en comprendre la logique. Il importe en effet de donner sens aux décisions qui ont présidé, selon les familles, aux changements opérés (ou non) dans leurs exploitations agricoles, en réaction au « séisme » migratoire de la fin du XX^e siècle. Ceci n'est envisageable qu'en incluant ces changements agricoles dans l'étude de la reconfiguration, plus large, des activités pratiquées par les familles. Car c'est bien la combinaison d'activités, analysée en tant que système d'activité, qui constitue le véritable domaine de cohérence des pratiques agricoles [Paul *et al.*, 1994].

Si l'on sait, à ce stade, quelles sont les ressources naturelles auxquelles ont accès les différentes familles constitutives de la société agraire de Hatun Cañar, ainsi que les systèmes de production agricole que celles-ci mettent aujourd'hui en œuvre au sein de leurs exploitations, on ne sait pas à quoi les membres des familles se consacrent lorsqu'ils ne sont pas sur l'exploitation. On ne sait rien sur la nature, le lieu et la fréquence des métiers exercés, ni sur les conditions dans lesquelles ils s'y consacrent, ni ce que ceux-ci requièrent en termes de ressources « humaines », matérielles, financières, etc. On ne sait pas non plus comment la migration a été appréhendée par les familles (opportunité saisie, ressource mise en dormance, abandonnée de fait, ignorée...), et les conséquences qui en ont résulté dans l'affectation de la main-d'œuvre familiale, la

hiérarchisation des activités, la réorganisation du travail agricole notamment. Bref, tout un ensemble d'interrelations complexes qu'il nous faut appréhender afin d'identifier les facteurs de transformation des systèmes d'activité, et partant, des systèmes de production agricole (crise, développement, relatif équilibre).

Mais l'enjeu ne porte pas uniquement sur la compréhension du fonctionnement interne des systèmes d'activité, de leur cohérence technico-économique et des raisons souvent cumulées qui les sous-tendent. Il importe également de comprendre les transformations de l'agriculture et de l'économie paysannes, resituées à la fois dans le temps long de l'histoire et dans un « environnement » lui aussi en pleine transformation. Comment évoluent les rapports entre les catégories constitutives de la société agraire, quels rapports entretiennent-elles avec les autres agents économiques, avec leur milieu ? Le processus de différenciation sociale se poursuit-il au sein de la société, ou l'émigration réduit-elle les inégalités ? Quelles sont les catégories sociales qui accumulent, sous quelles formes et pour quelles raisons ? La combinaison d'activités persiste-t-elle de nos jours, ou tend-elle à céder la place à un processus de spécialisation, avec une intégration croissante de la paysannerie de la haute vallée du Cañar dans la division internationale du travail ? Des questions, parmi tant d'autres, que nous aborderons dans ce chapitre, en convoquant une nouvelle fois la systémique, non sans avoir auparavant procédé à la classification des activités « extérieures », dont le principe se doit d'être moins descriptif qu'explicatif [Bourdieu, 1994].

5.1. Etudier l'agriculture dans la sphère économique qui l'englobe

5.1.1. Catégoriser pour rendre intelligible la nébuleuse d'activités « extérieures »

L'inventaire fait état de soixante activités que les familles combinent éventuellement à l'agriculture (tabl. 9). Bien que portant sur un échantillon réduit (§ 3.3.1.2), ces données sont en elles-mêmes riches d'enseignement. D'abord, elles révèlent la diversité des activités « extérieures » auxquelles se consacrent, à temps complet ou à temps partiel, les hommes et les femmes des familles agricoles de Hatun Cañar. Observons que la diversité repérée dans l'agriculture (une grande variété encore aujourd'hui de systèmes de culture et d'élevage) se répète dans les activités économiques « extérieures » à l'exploitation. Mais rien n'indique, à ce stade, si cette diversité concerne la totalité des familles agricoles de Hatun Cañar, ou si elle ne se cantonne qu'à certaines catégories spécifiques de la société agraire.

Une donnée est susceptible de lever un pan du voile : 20 familles, sur les 163 constitutives de l'échantillon (dont il convient toutefois de rappeler qu'il n'est pas statistiquement représentatif, § 3.3.2), vivent exclusivement de l'agriculture. On serait alors tenté de dire que la combinaison d'activités relèverait bien d'une pratique généralisée au *pays* de Hatun Cañar —l'histoire

racontée précédemment nous en a déjà largement révélé les raisons—, même si l'on ne sait pas, à ce stade, pourquoi elle se maintient de nos jours, et sans que rien n'indique non plus à quelle échelle elle se manifeste : l'individu ou la famille ? Cette dernière question a son importance dans la mesure où elle permet de repérer le degré de spécialisation professionnelle et de division du travail au sein d'une même famille. Il peut en effet s'avérer pertinent de bien différencier les familles au sein desquelles chaque membre est spécialisé dans une seule activité à laquelle il s'adonne à temps complet —un seul d'entre eux ne se consacrant, par conséquent, qu'à l'exploitation agricole— de celles où plusieurs, voire la totalité des membres, sont pluriactifs, c'est-à-dire qu'ils participent, plus ou moins intensément selon les cas, aux travaux agricoles.

Tableau 9. Inventaire des activités « extérieures » extrait de l'échantillon de la recherche (163 cas)

• Apprenti-maçon	• Epicier(e)	• Mineur
• Araireur	• Ferronnier	• Muletier
• Artisan textile	• Fromager	• Musicien
• Auxiliaire de bus	• Gardien	• Ouvrier (manufacture)
• Avocat	• Gérant local téléphonique	• Passeur
• Aygadier	• Gérant magasin agricole	• Prestataire (battage céréales)
• Boulanger(e)	• Gérant mine	• Quincaillier
• Charpentier	• Guérisseur	• Rabatteur
• Chauffeur	• Guide touristique	• Recteur
• Commerçant	• Hôtelier (gîte rural)	• Réparateur de cycles
• Couturière	• Hôtelier (ville)	• Réparateur HI-FI
• Cueilleur	• Informaticien	• Restaurateur
• Cuisinier(e)	• Jardinier	• Tailleur
• Dirigeant (comm., assoc., coop.)	• Journalier(e) agricole	• Technicien de projet
• Elu territorial	• Journaliste (presse radio)	• Tractoriste
• Employé agro-industrie	• Laitier	• Transformation agricole à la ferme
• Employée domestique	• Lavandière	• Transporteur (denrées agricoles)
• Employé(e) fonction publique	• Maçon	• Usurier
• Employé(e) hôtellerie/restauration	• Manutentionnaire	• Vacher(e)
• Enseignant	• Mécanicien auto	• Vétérinaire

Face, une nouvelle fois, à la complexité de la réalité, il s'agit d'opérer des découpages dans cette nébuleuse d'activités « extérieures » de façon à la rendre intelligible, à l'instar de ce qui fut précédemment appliqué à l'agriculture. Il est évident que la découpe ne saurait résulter d'un processus désordonné de frappes données à l'aveugle. Aussi a-t-on procédé à un découpage théorique selon les propriétés les plus pertinentes du point de vue de la question de recherche et du contexte qui conditionne pratiques et décisions. Car toute recherche, conduite à un moment et en un lieu donnés, devrait aboutir à l'élaboration d'une classification d'activités singulière¹, notamment parce que tout contexte, propre à chaque « région d'études », produit des structures

¹. Voir, par exemple, les typologies innovantes avancées par le sociologue Sergio Schneider [2009] pour le Brésil, ou celle de l'économiste Laurent Mundler [2006] pour la région Rhône-Alpes, en France.

socio-économiques qui ne sont autres que le résultat d'une histoire unique. Celle de Hatun Cañar, nous l'avons vu, manifeste une prédominance de l'agriculture à laquelle sont associés, de longue date, les secteurs du transport et du commerce. Et deux trajectoires, très nettes bien qu'incluant certainement diverses ramifications, divisaient la société agraire de Hatun Cañar à la fin du siècle dernier (chap. 3, p. 162) : la prolétarianisation d'une large frange de la paysannerie, avec exploitations minifundiaires de polyculture-élevage et vente « contrainte » de force de travail à l'extérieur, d'une part, et exploitations agricoles marchandes et vente de prestations de service (transport en particulier) et commerce, d'autre part.

De manière générale, les activités « extérieures », leur nature, la fréquence avec laquelle elles sont accomplies, les conditions d'accès, évoluent avec les structures économiques, les potentialités du territoire tant pour les agriculteurs que pour les investisseurs, les « bases » culturelles et les pratiques (avec les constructions sociales qui en résultent), ce en quoi les combinaisons d'activités peuvent contraster de manière criante d'une région à l'autre.

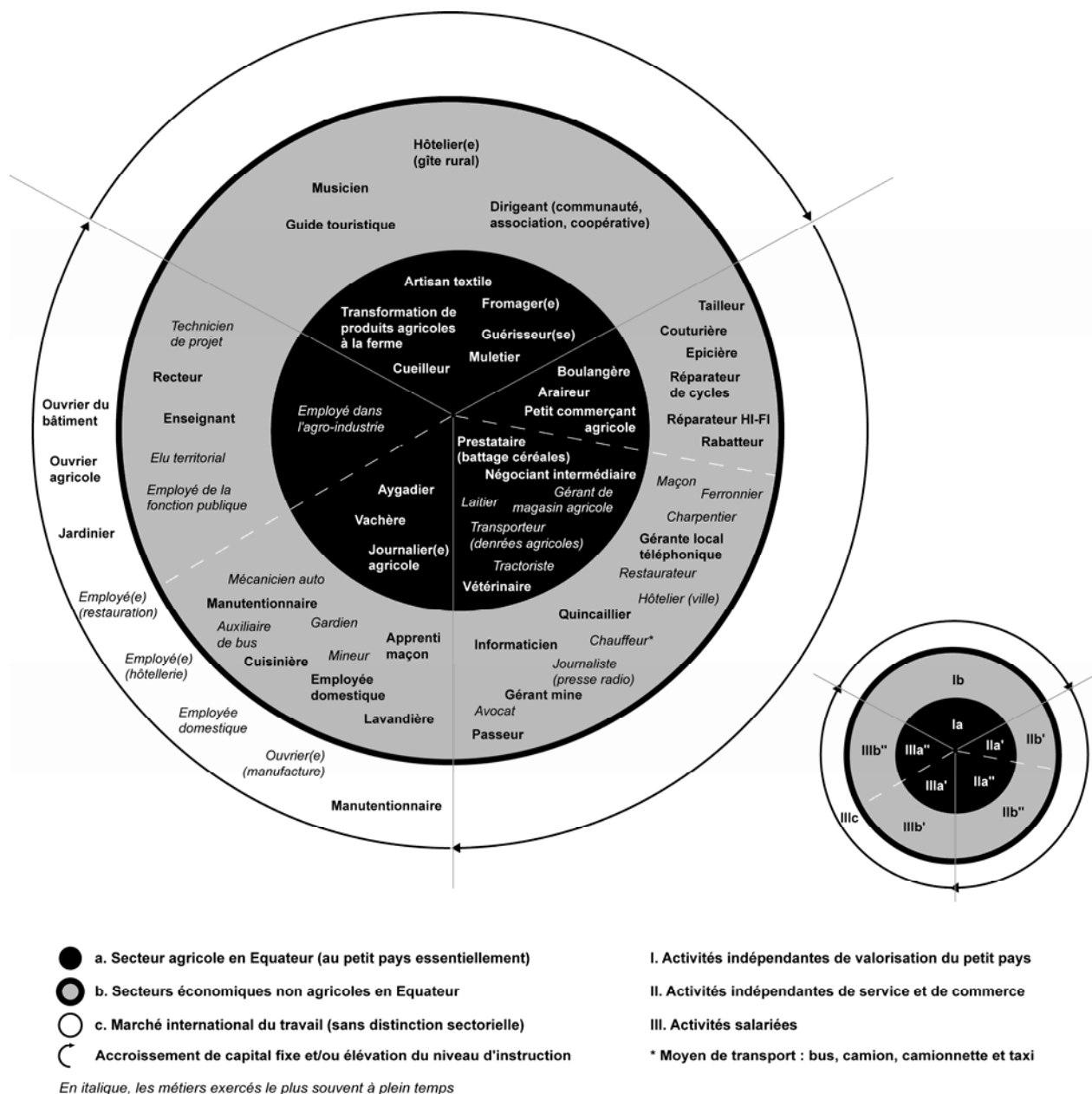
5.1.2. Trois grands ensembles d'activités « extérieures » à l'exploitation agricole

Sur la base des dialogues avec les paysans et de l'interprétation des données collectées, décision a été prise ici de rechercher les propriétés dans les caractéristiques de l'activité. Une fois identifiées et décrites, ces propriétés ont été hiérarchisées, puis utilisées pour construire des ensembles et des sous-ensembles d'activités aussi homogènes que possibles entre eux et aussi contrastés que possible avec les autres ensembles d'activités, voisins ou éloignés (fig. 41).

Tout d'abord, le statut de l'activité (indépendant ou salarié), ainsi que les ressources mises en jeu pour mener à bien la dite activité, constituent des propriétés de premier ordre qui tracent les contours de trois grands ensembles homogènes d'activités combinées à l'agriculture. Le premier de ces ensembles (I) regroupe les *activités qui valorisent directement les ressources du milieu et le patrimoine matériel et immatériel du peuple cañari* (histoire et archéologie, savoirs et savoir-faire locaux). Le second (II) réunit les *métiers de service et de commerce* pour l'exercice desquels les individus ont majoritairement recours à des ressources extérieures à la haute vallée (biens d'équipements surtout). Le troisième (III) rassemble les *activités salariées*, quelles que soient leur nature et le lieu où elles s'exercent. On part de l'hypothèse que contrairement au salarié, le travailleur indépendant associe généralement une plus grande marge de manœuvre (ce qui exige plus ou moins de capital en propre) dans l'organisation de ses calendriers de travail, et la possibilité d'apprécier des problèmes et des situations, donc de faire des choix. A ce premier niveau de classification point l'enjeu de saisir à la fois l'évolution différentielle des trajectoires et des situations économiques (prises au niveau de la famille agricole) et le processus de transformation de l'économie du *pays* de Hatun Cañar (processus perçu depuis les familles agricoles mais également d'autres acteurs locaux).

Deux propriétés de second ordre viennent ensuite affiner la classification : (i) le secteur économique (agriculture et autres : a, b) d'une part et (ii) le lieu de réalisation de l'activité d'autre part (Equateur ou étranger : c). Ces deux propriétés ont pour effet de ciseler l'espace et de segmenter l'économie. Avec elles, et les sept sous-ensembles qui en résultent, on est en mesure de préciser les modalités d'intégration des différentes familles agricoles de Hatun Cañar dans la division internationale du travail selon les ressources dont elles disposent et les choix pour lesquels elles optent ou les contraintes qui leur sont imposées. Il y a, derrière cette seconde lame « découpant le réel », le souci de connaître le degré de spécialisation économique et la forme que prend l'intégration aux échanges marchands des diverses familles agricoles de Hatun Cañar.

Figure 41. Classification des activités « extérieures »



Enfin, une propriété de troisième ordre divise chaque sous-ensemble en deux, excepté celui des activités salariées à l'étranger (IIIc) : elle reflète le niveau d'accumulation de capital fixe (le plus souvent outillages et équipements) ou celui d'instruction (acquisition de savoirs par le biais de l'éducation). Le niveau d'instruction des individus a des conséquences sur leur rémunération et la stabilité de l'emploi. Voilà d'ailleurs pourquoi le sous-ensemble IIIc (activités salariées à l'étranger) n'a pas fait l'objet d'une nouvelle division : les activités qui y sont rassemblées se caractérisent toutes par un statut précaire, un niveau de qualification relativement bas et un très faible niveau d'équipement. Et le niveau d'équipement a ceci d'intéressant qu'il peut s'avérer particulièrement éclairant tant sur la position sociale supposée de la famille que sur le degré de spécialisation de l'économie familiale. Car, nous l'avons vu, plus un équipement est coûteux, plus il doit être utilisé pour être rapidement amorti et rentabiliser au mieux le capital investi, ce qui implique bien souvent la spécialisation (au moins partielle) de l'unité de production.

Cette catégorisation d'activités « extérieures », qui n'est que la première étape de l'exercice de construction des systèmes d'activité, pose en fait la question du « champ des possibles » et des conséquences que l'extension, ou la contraction, de celui-ci induit pour chaque individu (selon son âge, son sexe, ses compétences, ses motivations...) et, concomitamment, pour sa famille et son groupe social. Car les systèmes d'activité, qu'il importe de toujours resituer dans leurs trajectoires et de rapporter à l'enchaînement des décisions qui ont abouti à leur mise en œuvre, peuvent être brutalement modifiés, que ce soit pour des raisons endogènes à la famille (saisie d'une opportunité telle que l'émigration) ou du fait d'un événement exogène se manifestant à un niveau quelconque d'organisation. Par cette catégorisation d'activités « extérieures », et de la même façon que précédemment pour les activités de production animale et végétale, on s'attache à mettre au jour les processus de différenciation à l'œuvre au petit *pays*, notamment dans l'accès aux différents registres de ressources. Il y va aussi de la réponse à apporter à la question lancinante au fil de ce manuscrit, à savoir si les activités « extérieures » pratiquées sont réellement choisies par les protagonistes, ou si elles relèvent d'abord et avant tout de la contrainte ; et si oui, laquelle...

La compréhension du fonctionnement et de la cohérence interne des différents systèmes d'activité pratiqués implique enfin de prêter un soin particulier aux rapports liant producteurs et consommateurs, prestataires de services et usagers. L'exercice est d'autant plus crucial que les exploitants agricoles ne sont pas seulement des producteurs mais aussi des consommateurs, ce qui pose la question de la circulation de l'argent au petit *pays*, des modes de consommation, des choix d'investissement, de la distribution de l'épargne des migrants... Etudier la production d'un bien, la vente de force de travail ou la prestation d'un service va donc de pair avec l'examen des catégories sociales qui en expriment la demande. Que consomment les familles ? Auprès de qui s'approvisionnent-elles ? L'échange est-il strictement monétaire ? En bref, il s'agit d'appréhender le mouvement général de l'économie du petit *pays* à un moment de son histoire, en distinguant

les activités selon qu'elles déclinent, se maintiennent, sont en plein essor ou survenantes. Interdépendants, les trois grands ensembles d'activités tendent à s'entremêler à différents niveaux d'organisation socio-économiques et spatiaux (famille, communauté, nation, monde). Les formes successives et parfois contradictoires que prennent ces différents ensembles (croissance, maintien ou atrophie) délivrent de précieuses informations quant au degré de dépendance d'une société à l'égard du marché et aux effets que cela induit sur ses différentes catégories constitutives : l'ampleur des transformations de l'espace rural, la capacité de la société à améliorer ses conditions matérielles d'existence, l'évolution des pratiques, des représentations et des motivations des uns et des autres dans un « environnement » changeant, etc. Maintenant, la diversité des activités « extérieures » recensées et l'objectif premier de comprendre comment celles-ci se combinent à l'agriculture, militent pour ne décrire et interpréter que les plus illustratives du mouvement général, notamment les extrêmes et les marginales.

5.2. La *pollera*, le bâti, le camion : vers quel type d'économie au petit pays ?

5.2.1. Des activités indépendantes, valorisant le milieu et le patrimoine local

Le retrait de Hatun Cañar à l'égard des centres urbains les plus proches (Guayaquil et Cuenca) et la relative latitude accordée par l'*hacienda* aux « communautés-interstices », ont très probablement facilité la perpétuation, au fil de l'histoire, d'un ensemble de valeurs, de croyances et de représentations qui donnent sens au groupe et servent de base à des formes d'organisation propres à garantir sa reproduction¹. Cet ensemble est en partie transcrit dans un éventail d'activités économiques qui, pour reprendre les termes de Laurence Bérard et Philippe Marchenay [2000] employés à propos des produits de terroir, « croisent l'espace et le temps, reposent sur des savoirs et des pratiques partagés, se situent en un lieu et ont une histoire, bref s'inscrivent toutes de façons plus ou moins marquées dans une culture ». Dit autrement, ces activités, ancrées territorialement, sont inextricablement liées à la valorisation du milieu et à l'entretien d'un riche patrimoine local (fig. 42). Ainsi en est-il de la confection vestimentaire, de la médecine traditionnelle et de la première transformation agricole, toutes activités artisanales inscrites dans le prolongement direct de l'acte de production initial.

Cette sphère d'activités, qui inclut aussi la musique pratiquée par certains paysans, rend précisément compte de la spécificité de Hatun Cañar. Les signes distinctifs et les pratiques singulières (gastronomie, habillement, médecine), au même titre que la langue et l'origine géographique, s'apparentent à des repères qui « balisent » une appartenance. En ce sens, l'analyse

¹. L'objectif fondamental de la colonisation reposait sur l'extraction de force de travail au coût le plus bas. Autant donc laisser les communautés assurer par elles-mêmes la plus large part de la production, de l'entretien et de la reproduction de ses membres. D'autant plus que les Espagnols relevèrent assez vite aussi bien la complexité que l'efficacité des formes d'organisation précolombienne [Golte, 2001].

de l'économiste Serge Latouche [2005 : 146] en est ici l'exemple. Cet auteur affirme en effet que la mondialisation, qui tendrait à standardiser et à uniformiser les « cultures » du monde entier, achoppe sur des modes et des pratiques propres à chaque société. Pour autant, celles-ci ne sont pas ce que le philosophe Marc Crépon [2010 : 87] appelle « une émanation exclusive, dans la mesure où elles sont un métissage, une résultante toujours provisoire de combinaison de multiples relations ». C'est ainsi que les différents pans de la culture cañari sont continuellement revisités, explorés, ajustés, modifiés au contact d'autres cultures, auxquelles elle emprunte tout en transmettant du fait de l'interpénétration des cultures. Ils le sont également au prisme de l'évolution des rapports sociaux¹ et des techniques, des représentations du monde et des attentes de la société (au sens large). C'est ainsi que certains biens et services disparaissent, alors que d'autres apparaissent, sous l'effet de l'intégration de la paysannerie au marché.

5.2.1.1. *L'évanescence des activités de première transformation agricole*

Si courantes avant les « vingt prometteuses », la majorité des activités de première transformation agricole sont de nos jours en déclin. Elles avaient pour finalité la conservation de produits végétaux périssables, destinés à la famille (comme le caillé dérivé du lait) ou consommés à l'occasion de fêtes (comme la *chicha* fabriquée à partir du maïs). Nombre de légumineuses étaient grillées de façon à allonger leur période de conservation et à reporter leur consommation, alors que les céréales et les tubercules étaient stockés sans transformation préalable dans des récipients hermétiquement fermés pour les premières (fûts allongés, grandes jarres d'argile) et des abris spécifiquement aménagés pour les seconds. Exception faite du saindoux dérivé de la graisse de porc abattu chaque fin d'année, les produits animaux étaient consommés frais ou destinés à l'échange. Pour des raisons historiques et agro-écologiques, les paysans cañaris ne produisent ni *chuño* (produit dérivé de la pomme de terre déshydratée par l'alternance de gelées nocturnes et d'enseulement diurne), ni *charqui* (viande séchée de petits camélidés) encore fabriqués dans les Andes centrales.

Le fait que ces activités de transformation, apanage des femmes, tombent progressivement en désuétude, s'explique par l'évolution des conditions de production et d'écoulement des denrées : faible disponibilité de la matière première, reconversion des finalités de certains élevages, transformation des modes de consommation, concurrence accrue de produits finaux manufacturés —dont une partie est importée— commercialisés à moindre coût, mais surtout choix opérés par les familles quant à l'affectation de leurs moyens de production (la main-d'œuvre familiale en

¹. Par exemple, célèbre est le fait que les Cañaris partis travailler sur le littoral revenaient au *pays* sans tresse (signe d'appartenance au groupe) de façon à faciliter leur insertion sociale dans un milieu autre que le leur, stigmatisant et excluant. On peut aussi citer (parmi tant d'autres) la transformation des modes alimentaires, avec l'introduction de la consommation de riz dès la première moitié du XX^e siècle (résultat de l'accroissement des échanges avec le littoral) puis, depuis une vingtaine d'années, le recours croissant aux produits manufacturés (dont une large part importés) tels que le thon en boîte, les boissons gazeuses ou les pâtes alimentaires.

tête). La mouture du grain d'orge en farine (*máchica*), denrée essentielle et typique du régime alimentaire de la paysannerie indienne, constituerait la principale exception à ce déclin. Autrefois réalisé à l'aide d'une molette roulée sur une pierre de meule, le procédé de fabrication est aujourd'hui motomécanisé, les paysans faisant appel au service de moulins actionnés par des moteurs, service dispensé en ville par des opérateurs privés.

Figure 42. Mains, métiers et savoir-faire au pays de Hatun Cañar



- L'altération progressive du processus ancestral de transformation du maïs en *chicha de jora*

Le maïs grain *ñuto*, quelle que soit la variété¹, constitue la matière première pour la préparation de la *chicha de jora*, liqueur fermentée servie pendant les fêtes du calendrier agricole (semis et récolte) et les cérémonies marquant les principales étapes du cycle de vie (baptême, mariage, funérailles). Il est égrené, mis à macérer dans l'eau pendant trois à quatre jours, puis étalé sur une natte, préalablement enveloppé dans des feuilles d'astéracées (*Baccharis* spp., *Ambrosia artemisioides*) ou d'espèces ligneuses (*Oreopanax*, *Prunus serotina* Ehrh, *Eucalyptus globulus*). La germination dure une huitaine de jours, lui donnant son qualificatif : la *jora*. Cette dernière est séchée, moulue puis bouillie avant d'être conservée dans un récipient en terre cuite et consommée dans un délai de trois jours. Deux galons de maïs grain donnent cinquante litres de boisson légèrement alcoolisée (teneur moyenne de 2 %).

L'évolution des modes de consommation et le volume de travail requis pour mener à bien le procédé de fabrication limitent aujourd'hui l'élaboration de la *chicha de jora*. Alors que ce breuvage, exclusivement réservé à un usage familial et communautaire, était autrefois de tous les rassemblements (les *mingas* notamment), les familles y substituent aujourd'hui de plus en plus fréquemment des boissons gazeuses importées qu'ils se procurent dans les échoppes de proximité. Cet abandon effectif d'un produit typique et de son procédé ancestral de fabrication, alimenterait la thèse selon laquelle l'insertion des économies paysannes au marché déstructure les formes andines d'organisation sociale de la production, notamment l'échange de travail et le travail « gratuit » —mais pas dénué d'intérêt— pour un bénéfice commun, symbolisé par la *chicha de jora* présente lors des divers rassemblements.

- Extraire des derniers agaves un sirop consommé principalement par les anciens

Au contraire du maïs, la plante la plus précieuse de Hatun Cañar transformée pour l'obtention de la *chicha de jora*, il est fort probable que l'agave (*Agave americana*) n'ait été que modestement exploité, seules les conditions bioclimatiques du *bas-pays* se prêtant à son développement. Outre le fait qu'elle fournissait une fibre longue pour la fabrication de cordages et de sandales (*ojotas*), cette espèce monocarpique à croissance lente était valorisée pour la pulpe contenue dans ses feuilles que les paysans sélectionnaient avant floraison (soit entre 7 et 10 ans). L'évolution des modes vestimentaires et le croît démographique ont, depuis les « vingt prometteuses », incité les paysans à arracher les agaves de façon à accroître les surfaces emblavées du *bas-pays*. Les derniers agaves, encore valorisés de nos jours pour son jus

¹. La variété *cuzco*, aux grains de couleur sombre, fut progressivement abandonnée car sans débouché sur le marché. Elle était à l'origine d'une *chicha* dont la couleur était comparable à la boisson gazeuse à base de cola qui l'a aujourd'hui remplacée.

(*mishqui**) ou utilisés comme marqueurs de propriété, occupent les bas-côtés de certains sentiers parcourant le *bas-pays* ou les pentes à régosols, éloignées des habitations et peu productives. Il arrive d'ailleurs parfois que l'agave ne soit pas directement valorisé par son propriétaire. Dans ce cas, celui-ci accorde un droit d'exploitation de la plante en échange d'un bien, généralement un animal de basse-cour.

Pour extraire la pulpe des feuilles épaisses de la rosette, le paysan s'attache, avant de les percer en plusieurs endroits, à retirer épines terminales et aiguillons latéraux. L'agave est laissé huit jours de la sorte, le temps que s'écoule la pulpe qui, par l'adjonction régulière d'eau tiède, forme un jus qui peut servir de substitut au miel, comme au sucre blanc, dans les modes culinaires contemporains de certains pays du « nord ». Deux fois par jour, le paysan collecte ensuite le jus —avant solidification— à l'aide d'un gant ou d'un fragment incurvé de feuille faisant office d'outil. Peu productive au départ (une cuillerée quotidienne), la plante fournit ensuite en moyenne 2,5 l·j⁻¹, pendant une trentaine de jours. De retour à la ferme, le jus est bouilli afin d'hydrolyser les glucides en sucres. Il faut compter en moyenne, déplacements inclus, une heure de travail par jour et par plante exploitée.

Le nectar d'agave, plus fluide que le miel, ne se conserve pas au-delà de 48 heures, raison pour laquelle il est généralement commercialisé le jour même de sa fabrication, pour la somme d'un dollar américain le litre. Les personnes âgées en sont les principaux consommateurs, lui attribuant des vertus curatives contre la grippe et d'autres pathologies comme les rhumatismes. Il n'en reste pas moins que la transformation de l'agave en nectar n'est l'apanage que de quelques femmes issues des familles les plus modestes de l'avant-pays (secteur Juncal-Chuichún) à l'instar, d'ailleurs, de celles qui s'adonnent à la fabrication d'une sauce à base de graines de courge, produit typique, mais en désuétude, des campagnes de Cañar et de l'Azuay.

- Une sauce à base de graines de courge : la fabrication artisanale d'un produit traditionnel peu valorisé

La graine de courge de Siam sert à la fabrication d'une sauce (*aji de pepa*), condiment des préparations culinaires traditionnelles comme le cobaye braisé accompagné de pommes de terre et de fèves bouillies. Deux à trois courges de grand calibre procurent environ une livre de graines, détachées de la chair puis lavées et séchées. Opération manuelle longue et fastidieuse, le décorticage est effectué pendant les périodes de temps « mort » du calendrier agricole et domestique. Dans un récipient métallique placé sur le foyer à bois de la cuisine, la graine est torréfiée pendant une dizaine de minutes, temps nécessaire au développement de ses qualités aromatiques et à l'apparition d'une couleur brunâtre sur 25 à 40 % de sa surface. Elle est ensuite broyée à l'aide d'une molette roulée manuellement sur une meule en pierre (1 livre à l'heure), avec adjonction régulière de sel et d'eau.

La pâte obtenue est cuisinée au feu de bois dans une poêle, pendant une quinzaine de minutes, avec de l'eau et divers ingrédients sélectionnés selon leur disponibilité et les préférences gastronomiques de la famille (ail, oignon, piment, citron)¹. D'un poids moyen d'une livre et demi à la fin du processus de fabrication, cette sauce élaborée de telle sorte qu'elle ne soit ni trop épaisse, ni trop aqueuse, est principalement consommée lors des festivités. Elle reste un condiment rare, très peu consommé par les citadins et méconnu de la grande distribution. Il arrive toutefois qu'on la trouve sur certains marchés de l'*Austro* ou dans certains restaurants gastronomiques de Cuenca servant des spécialités régionales.

La concurrence entre les usages (fabrication de la sauce, affouragement du bétail), la quantité de travail consacrée au décortilage et au broyage de la graine (en l'absence d'outils plus performants), la distance et l'étroitesse du marché, expliquent la faible valorisation de ce co-produit du complexe système de culture à base de maïs mis en œuvre au *bas-pays*.

- La « mise en dormance » de l'élaboration du lait caillé égoutté : une illustration de l'évolution des finalités de l'élevage bovin

Au contraire de régions encore peu ou prou enclavées, l'implantation d'une industrie laitière au cœur du petit *pays*, associée à l'extension du réseau routier vers ses marges (notamment les hauts de corniche), eut pour effet d'inciter les paysans à livrer leur lait frais plutôt que de transformer celui-ci en lait caillé égoutté (*quesillo*). Cette pratique permettait de conserver ce qui n'était à l'époque qu'un « sous-produit » de l'élevage bovin, en quantité modeste et de surcroît hautement périssable. Rares sont aujourd'hui les paysans qui commercialisent des fromages transformés à la ferme à partir d'une fraction du lait produit quotidiennement, sauf quand l'industrie décide unilatéralement de ne pas collecter le lait. Résidant à El Tambo même ou en périphérie, ils approvisionnent certaines épicerie du bourg qui leur garantissent l'achat de quelques fromages frais à un prix plus rémunérateur que la livraison de la matière première au laitier.

La fabrication d'une livre de *quesillo* requiert trois à quatre litres de lait frais. Le fromager utilise une présure d'origine animale (caillette d'un petit ruminant) ou de synthèse qu'il se procure sur le marché comme agent de coagulation pour cailler, pendant une durée de cinq minutes, le lait chauffé et salé. Affermie au bout de trois minutes, la préparation est ensuite battue une minute à l'aide d'un bâton. Le caillé (protéines de lait coagulées qui tombent au fond du récipient) est séparé du lactosérum que le fromager valorise dans l'alimentation de son élevage porcin. Puis le caillé est déposé dans un sac plastique préalablement percé pour y être égoutté. Lorsqu'il n'est pas acheminé dans la matinée vers les épicerie du Tambo, il peut éventuellement être séché pendant deux à trois jours avant d'être consommé par la famille.

¹. Avec le sel et l'eau, la graine peut aussi être broyée sur la meule avec un cube de bouillon de volaille et des herbes (coriandre, persil) qui auront été finement hachées au préalable.

Le déclin de cette production artisanale témoigne de la hiérarchisation contemporaine des finalités de l'élevage bovin dans les économies paysannes du *petit* pays, dictées par le marché, les industriels et les consommateurs urbains. En ce sens, cette évolution, qui n'est pas récente mais progresse avec force, se distingue de celle de l'élevage ovin, laquelle conserve comme finalité (entre autres) la production de laine valorisée dans l'artisanat textile local.

5.2.1.2. *L'artisanat textile : le poncho à l'abandon, la pollera comme innovation*

La survivance de la communauté indienne dans la haute vallée du Cañar, relativement éloignée des grands pôles de développement urbain, contribuerait à expliquer la persistance d'un art textile parmi les plus réputés des Andes équatoriennes [Idrovo, 2003]. Outre les valeurs culturelles qu'il symbolise, l'art textile du *petit* pays recouvre une fonction d'utilité sociale. La très grande majorité des Indiennes, des plus jeunes aux plus anciennes, portent encore quotidiennement la tenue traditionnelle : chemisier brodé, *wallkarina*¹ (ou *reboso*) et jupe finement taillée, aux liserés brodés et sertis de boutons multicolores (*pollera*). Loin d'être supplanté par le style vestimentaire d'autres régions du monde, le prêt-à-porter hatun-cañari constitue un secteur d'activités dynamique, jusqu'à maintenant protégé de la concurrence internationale par des normes de confection régies par des codes vestimentaires. Les Indiennes de retour au *pays*, après plusieurs années à l'étranger, ne font pas exception.

En revanche, le port de l'habit traditionnel est en désuétude chez les hommes, un processus amorcé —ou pour le moins conforté— depuis le temps des migrations circulatoires vers le littoral et les villes². A l'exception des fêtes, les jeunes Indiens lui ont pour la plupart substitué des vêtements importés, dont bon nombre sont aujourd'hui expédiés depuis les pays où résident les migrants. Seuls les anciens savent encore se parer d'un pantalon de laine ou d'un *poncho*³ coloré. L'ensemble vestimentaire est complété par un feutre blanc bombé à bord étroit, indifféremment porté par les hommes et par les femmes, les jeunes comme les anciens. Ce chapeau recèle un étrange paradoxe : il est confectionné par des artisans de la province de Tungurahua (Andes centrales de l'Equateur) et la matière première nécessaire à sa confection —la laine de qualité médiocre⁴ prélevée sur les ovins— provient notamment de Hatun Cañar !

¹. La *wallkarina* est une étoffe couvrant les épaules des femmes, de couleur unie noire, bordée d'un ruban pouvant être d'une couleur distincte. Etoffe plus petite que la *wallkarina*, le *reboso* est une mante de laine épaisse à fond uni, bordée d'une frange de même couleur, fixée sur la poitrine par une grosse épingle de sûreté (*tupo*).

². Les témoignages des anciens concordent sur le fait que l'adaptation aux conditions climatiques et l'intégration (toute relative néanmoins) à la société du littoral ou urbaine impliquaient l'adoption de vêtements plus adaptés au régime côtier et l'abandon de signes distinctifs comme le port de la tresse.

³. Carré de tissu composé de deux pièces cousues, fendu au milieu pour laisser passer la tête.

⁴. De son nom vernaculaire *chaquimilla*, cette fibre trop fine et trop courte, donc très cassante, ne peut être valorisée pour la confection vestimentaire. Il importe de préciser que la qualité de la toison n'est pas uniforme, mais qu'elle varie selon la teneur en graisse de la zone d'implantation : (i) la meilleure qualité se trouvant sur les épaules et le

L'analyse des pratiques textiles amène à distinguer deux modes de production, différenciés selon (i) la nature et l'origine de la fibre utilisée et (ii) le type d'équipement et la technique employés. Alors que le mode de confection « traditionnel » associe tissage au métier de ceinture (fig. 43) et valorisation de la fibre ovine produite localement, le mode de fabrication à plus forte intensité en capital qui tend à se développer de nos jours combine équipements importés, fibres et tissus synthétiques. La jupe illustre à merveille l'évolution des techniques et des produits : encore portée par quelques anciennes, la jupe en laine (conçue pour se protéger des morsures du froid) est aujourd'hui délaissée par les jeunes au profit d'une *pollera* en tissu synthétique, moins « chaude » mais plus agréable à porter et plus « tendance ».

Figure 43. Confection d'un *poncho* sur métier à tisser de ceinture



Sources du schéma¹ : Vicuña [2008], Garzón [1995]

- L'art textile traditionnel, ou « l'alchimie » historique d'un milieu, d'une pratique d'élevage et d'un savoir-faire

L'artisanat textile traditionnel est l'apanage des anciens, rares étant les jeunes à maîtriser cet art. La matière première est fournie par les ovins, tondus à cet effet une fois l'an, sans contrainte

」

flanc, (ii) la qualité intermédiaire de la laine sur le cou et les cuisses, (iii) la qualité inférieure sur la queue et les pattes.

¹. Légende : (1) Traverse que l'on fixe sur les montants et sur lequel sont attachés les fils de chaîne, (2) Fine pièce de bois autour de laquelle s'enrobert les fils de chaîne de façon à ce que ceux-ci ne se dénouent pas, (3) Montants sur lesquels le *jahuan* est amarré, (4) Pièce de bois qui contrôle un groupe prédéterminé de fils, (5) Baguette placée en dessous de la moitié des fils de trame, qui aide au démêlage des fils de chaîne, (6) Pièces de bois aux extrémités pointues (partie mobile du métier que l'on introduit de côté, toujours en dessous de la ligne de tissu), (7) Pièce de bois qui soutient les fils du tissu tout en maintenant levé un groupe sélectionné de fils de chaîne pour faciliter le passage du fil de trame, (8) Outil servant à maintenir ouverts les fils de chaîne pendant que l'on passe le fil de trame (sert aussi à resserrer les fils après chaque passage de la navette), (9) Navette, (10) Pièces de bois de forme circulaire qui aident au tramage de l'étoffe en maintenant parallèles les fils de chaîne, (11) Ceinture.

liée aux saisons du fait de la position équatoriale de la région¹. Les artisans confectionnent plusieurs types de vêtements : châle et jupe pour les femmes, pantalon, tunique noire unie (*kushma*), ceinture à motifs (*chumbi*) et *poncho* pour les hommes². Généralement en bois, le petit matériel se compose de diverses pièces spécifiques pour la préparation du fil (quenouille pour envider la laine, dévidoir pour convertir les écheveaux en pelotes) puis le tissage manuel. Il existe deux types de métier à tisser, tous deux fabriqués en bois : (i) le métier de ceinture, d'origine précolombienne et désigné ainsi en raison de cette pièce en forme d'écharpe qui soutient l'artisan en même temps qu'elle maintient la chaîne tendue lors du tissage (fig. 43) et (ii) le métier à pédale³, utilisé pour tisser la *bayeta* (épaisse toile uniforme employée pour la confection de vêtements chauds). Le premier est le plus courant, le second ne se trouvant que dans de rares foyers, en raison de son prix d'achat jadis élevé [Fok et Krenner, 1981].

L'itinéraire technique comprend une suite logique et ordonnée d'opérations, conduites selon une franche division sexuelle du travail : (i) la préparation du fil, dévolue à la femme, (ii) la teinture, tâche mixte, et (iii) le tissage, qui incombe à l'homme. La préparation du fil implique des séquences de lavage (afin de débarrasser la toison des impuretés et du suint), de triage des mèches en fonction de leur qualité, de cardage pour isoler les fibres les unes des autres puis de filage pour obtenir un fil prêt à la teinture [CIRAD *et al.*, 2002].

Issu d'un long processus d'expérimentation d'au moins cinq mille ans (début du Néolithique), le procédé de préparation de la teinture réclame de l'artisan la maîtrise de paramètres aussi divers que la manipulation des écheveaux, la qualité de l'eau et la température des bains, l'incidence de la lumière solaire, la fine connaissance de la gamme des couleurs possibles, la composition des teintures et le contrôle de qualité [Vicuña, 2008 ; Idrovo, 2003]. Bien que la majorité des artisans se procurent de plus en plus fréquemment dans le commerce les colorants chimiques en sus du citron et du sel nécessaires à la fabrication, certains d'entre eux collectent toujours dans le milieu les diverses plantes à partir desquelles ils élaborent des teintures variées : l'écorce d'aulne (*Alnus jorullensis*) pour le noir, le genêt (*Spartium junceum*) pour le jaune, la *chilca* (*Baccharis latifolia*) pour le vert, etc. Les fils sont ensuite teintés, selon la technique de l'*ikat** (encadré 3), puis ourdis et tissés.

¹. Dans les montagnes de moyenne latitude, les éleveurs tondent systématiquement les ovins en été pour limiter le risque de mortalité lié aux rudes conditions climatiques du milieu.

². L'habit traditionnel de l'homme comprend en plus une chemise de coton blanc, brodée aux manches et au col.

³. Le métier à pédale (dit aussi « horizontal ») et la technique de tissage qui lui est associée, ont été introduits par les Espagnols dans les *obrajes* des régions andines septentrionales de l'Audience de Quito, puis diffusés vers la région de Cuenca [Garzón, 1995]. Avec le même équipement, les paysans-artisans élaboraient un autre type de drap (*tocuyo*) à partir de la fibre de coton. La ruine des ateliers textiles ouvrit le marché au *tocuyo* du sud de l'Audience. Quelques années après l'indépendance de l'Equateur, la production de la région de Cuenca fut à son tour ruinée, en raison de la concurrence des importations d'étoffes confectionnées à moindre coût par l'industrie manufacturière anglaise au milieu du XIX^e siècle. Le commerce du chapeau de paille *toquilla* se fonda sur la dextérité des paysans-tisserands de *tocuyo*, reconvertis à la chapellerie (encadré 1).

Soyons honnête : la description de l'itinéraire technique appliqué à l'élaboration d'un *poncho* demeure très sommaire au regard de l'extrême complexité de cet art. Les heures passées à observer les artisans penchés sur leur métier à manier fils et pièces de bois n'auront pas suffi à « démêler » toutes les subtilités de la technique du tissage. En revanche, elles furent bien utiles pour battre en brèche les discours préconçus sur l'inertie et l'archaïsme supposés des pratiques paysannes. La diversité des représentations florales brodées sur les liserés des *polleras* ou la variété des motifs¹ élaborés sur les *chumbis* témoignent d'une pratique artisanale sans cesse renouvelée, résultant d'une fine alchimie entre connaissance des écosystèmes, habileté manuelle (rapport à l'outil) et créativité que les artisans régénèrent constamment en puisant abondamment dans leur milieu et leur histoire.

Encadré 3. La technique de l'*ikat*

Le tissage consiste à entrecroiser des fils de chaîne et des fils de trame, respectivement disposés dans le sens de la longueur et dans celui de la largeur de la pièce de tissu. Sur le métier à tisser, les premiers sont soulevés alternativement pour permettre aux seconds, entraînés par une navette, de s'aligner perpendiculairement.

Avant de tisser, l'artisan procède à la teinture des fils en utilisant la technique de l'*ikat* (terme malais), connue sous le nom d'*amarrado* en Equateur, qui signifie « attacher, nouer ». Cette technique de teinture vise à obtenir motifs et figures sur la pièce de tissu. Pour ce faire, les sections des fils de chaîne à préserver de la teinture sont nouées par un fil, jadis fibre végétale (agave), aujourd'hui fibre synthétique comme l'orlon ou le nylon. Une fois la teinture réalisée et le fil synthétique dénoué, apparaissent en négatif les sections qui avaient été recouvertes. Le procédé peut être reconduit à plusieurs reprises, en fonction du nombre de couleurs et de la complexité des motifs que souhaite apposer l'artisan.

Les produits de l'activité sont pour l'essentiel destinés à un usage domestique ou à faire l'objet d'un don. Seuls quelques rares tisserands s'adonnent encore à la confection non pas de vêtements mais de couvertures. Ce travail à façon est exécuté, moyennant rémunération, à la demande de paysans désireux de valoriser la laine d'ovins qu'ils élèvent en priorité pour leur fonction de « tondeuse écologique ». En ce sens, la couverture constituerait un co-produit de l'élevage bovin laitier... Quand elles ne sont pas directement transformées, les toisons peuvent être échangées. Elles le sont contre des biens manufacturés (corde, seau) colportés par des commerçants des Andes centrales de l'Equateur, ou bien contre des productions animales et végétales locales.

¹. Objets religieux (croix, ostensor, calice), animaux domestiqués (chien, chat, cheval, lama) et sauvages (cervidés du *páramo*, oiseaux), éléments de l'Univers (lune, soleil, étoile), objets de la vie quotidienne (véhicules motorisés comme innovation contemporaine).

- L'art textile contemporain : la *pollera* « modernisée » par la créativité et la virtuosité des couturières

Tout comme le costume traditionnel masculin, le temps nécessaire à la préparation du fil semble condamner à court terme l'élaboration de la *pollera* à base de fibre animale et le savoir-faire qui lui est rattaché. Un tout autre destin semble en revanche promis à la jupe brodée, vêtement toujours aussi prisé par la gente féminine indienne. Quand près de vingt journées (dont près des trois-quarts pour la seule préparation du fil) sont requises pour confectionner une *pollera* traditionnelle, il faut compter deux jours et demi pour élaborer une jupe contemporaine de fibre synthétique. Pour ce faire, les artisanes se sont approprié deux nouveaux équipements : la machine à pédale importée de Chine et la machine à coudre électrique. Certaines initiatives de développement soutiennent cette activité depuis plusieurs années, en subventionnant l'équipement des familles et des groupes constitués à cette fin, ainsi que l'apprentissage du métier. Il en a résulté une forme d'hybridation des pratiques, mêlant équipements importés et savoir-faire rattachés (maîtrise de l'engin, acquisition du geste technique) à l'innovation artistique inspirée de la culture locale (diversité, créativité et originalité des motifs apposés sur les étoffes de tissu). La tradition dans la « modernité », pourrait-on dire, révèle en tout cas la manière avec laquelle une société se saisit d'une technique nouvelle pour l'adapter à ses besoins matériels et représentations symboliques.

Pratiquer la couture dépend de la disponibilité d'un capital initial ou de l'appartenance à un groupe bénéficiant d'un appui extérieur, de façon à s'équiper et à se former. Les artisanes travaillent généralement à façon, réalisant des vêtements sur mesure, bien souvent à partir du matériel qui leur est préalablement déposé (paiement à la pièce). Gratifiées d'un certificat professionnel, elles peuvent espérer, en implantant leur atelier en ville, élargir leur clientèle et accroître leurs revenus. Mais la démarche est rare, en raison des frais supplémentaires occasionnés (location d'un local, transport quotidien) et de la réglementation régissant ce type d'activité professionnelle (diplôme obligatoire, impôts, etc.). Il semble que le faible nombre d'installations en ville s'explique surtout par l'incompatibilité d'une telle démarche avec les tâches domestiques (éducation des enfants) et le calendrier agricole (élevages). En campagne, l'activité des ateliers installés dans les foyers (à l'abri de la législation) reste limitée au travail à façon, avec le réseau de connaissances (voisinage, affins, parents), diversement étendu, comme principal débouché. Le prix de vente de la jupe brodée varie selon les dimensions et le type d'étoffe, et fluctue selon le prix des intrants consommés¹ et la saison² (ann. 14.3.b).

D'autres produits textiles sont fabriqués, comme les blouses confectionnées en septembre pour la rentrée scolaire. Les derniers tailleurs cousent pantalons et chemises à partir de tissu synthétique qu'ils se procurent sur le marché. Des femmes tricotent aussi, destinant le produit de

¹. Articles de mercerie : tissus, fils à broder, galons et biais, serpentines, paillettes, etc.

². Lourde cadence de travail au moment des fêtes (Noël en décembre, Carnaval en février et *Corpus Cristi* en juin) pour un prix unitaire double de celui appliqué en basse saison.

leur travail à un usage domestique. Pour autant, il n'est pas impossible que le tricot à finalité commerciale puisse se développer à l'avenir. C'est en tout cas la volonté de certaines communautés indiennes qui, avec l'appui d'institutions de développement, se sont récemment lancées dans la valorisation de leurs élevages d'alpagas. Des expérimentations ont ainsi été initiées pour transformer le poil du camélidé, par la technique manuelle du tricot, en vêtements (écharpe, bonnet) à écouler, dans un premier temps, sur les lieux touristiques de la haute vallée.

5.2.1.3. *Le musicien et le médecin : deux figures de la vie traditionnelle andine*

▪ La musique andine au prisme de la « modernité »

La musique ne fait pas exception au processus de transformation des économies paysannes de Hatun Cañar. Elle importe, traduit, transforme, s'approprie pour renouveler un pan singulier du patrimoine de la haute vallée du Cañar¹. L'émigration s'est d'ailleurs imposée comme l'un des principaux thèmes de la musique cañari qui, symbolisée (entre autres) par le chanteur Manuelito, s'exporte très bien vers la diaspora cañari d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique. La tonalité lancinante et mélancolique de la musique, résultant de la gamme pentatonique —à l'origine des sons plaintifs— accompagne les paroles bien souvent nostalgiques des histoires d'émigrés (séparation conjugale, générationnelle et amicale, éloignement, mal du *pays*, etc.).

Composée avec différents instruments andins traditionnels², la musique était autrefois de toutes les fêtes, jalonnant le calendrier agricole, célébrant les étapes cruciales du cycle de vie des individus et rassemblant chaque année les collectifs autour de leur histoire (fête communautaire, jour d'indépendance de la municipalité, etc.). Les musiciens pouvaient exercer leurs talents, développés par la pratique au sein de leur communauté et au contact des anciens, des dizaines de fois par an, deux à trois jours durant. Ce type de prestation s'est toutefois tari depuis quelques années. Il a fait les frais de l'émergence (*i*) de nouvelles façons de célébrer les événements, impliquant l'usage d'instruments et de matériel électroniques, et (*ii*) de nouveaux styles musicaux plébiscités notamment par les *renaisants*. En fait, seule une poignée d'artistes ont été en mesure de s'équiper et de créer un style propre capable de leur procurer quelques revenus. Tel est le cas du groupe *Chaskis* (les Messagers) qui se singularise par le métissage des genres. Car pour eux, il s'agit, à travers la musique (activité masculine, indépendante et pratiquée à temps partiel) :

¹. L'image constitue aussi un lien immatériel chargé d'identité. Il est aujourd'hui fréquent que les familles restées au *pays* envoient à leurs proches émigrés des vidéos réalisées lors de fêtes communautaires et de célébrations familiales.

². Instruments à vent : *bocina* (trompe confectionnée à partir d'une quinzaine de cordes de vache emboîtées), *puncullu* (flûte droite andine taillée dans un bambou, à ne pas confondre avec la quena, taillée dans un roseau) ; la syrinx andine (*rondador* en Equateur). Principal instrument à percussion : *bombo* (sorte de grosse caisse que l'on frappe avec une baguette dotée d'un embout de cuir pour feutrer le bruit du battement). Instruments à cuivre : harmonica, accordéon. Instruments à corde, dont la plupart importés par les Espagnols : guitare, violon, *charango* (adaptation indienne de la mandoline).

D'arriver à la conscience des gens, et notamment des jeunes. Pour ce faire, il convient de mêler paroles et esprit cañaris à la technique instrumentale d'aujourd'hui. Car c'est bien en s'adaptant à notre temps que l'on sera en mesure de conserver notre culture et notre musique [Parole d'un jeune paysan-musicien].

A l'image de la *pollera*, l'introduction de nouveaux équipements et le surgissement de nouveaux styles musicaux favorisés notamment par les mobilités, rendent obsolètes certaines pratiques et détruisent des emplois « traditionnels », sans pour autant supprimer la musique, puissant vecteur d'expression culturelle et de revendication identitaire.

▪ Soigner par les plantes selon des pratiques ancestrales

La survivance d'un art textile (se vêtir) et musical (communiquer, transmettre, se divertir) se conjugue à celle d'une médecine traditionnelle (se soigner). Cette dernière s'est constituée au fil du temps par la sélection de plantes d'origines diverses et par l'accumulation de savoirs et de savoir-faire en phytothérapie. Si les Espagnols contribuèrent assurément à enrichir¹ la pharmacopée andine, celle-ci comprenait déjà, au dire du chroniqueur Hernando de Pablos [(1582) 1992], plusieurs herbes spontanées avec lesquelles se soignaient les Indiens. Et s'il ne fait guère de doute aussi que la phytothérapie andine a progressivement décliné aux dépens d'une médecine conventionnelle faisant largement usage des principes actifs de synthèse produits par la chimie pharmaceutique, il existe encore de nos jours des paysans indiens qui prodiguent des soins à la population locale. Ils disposent, pour ce faire, d'une fine connaissance des vertus curatives des plantes qu'ils utilisent. Ils maîtrisent les techniques de préparation et les modes d'extraction et d'administration de leurs substances actives. Très majoritairement exercée par des personnes âgées (sans distinction de sexe), la pratique de la médecine traditionnelle va de pair avec la conduite d'un « herbier de plein champ » qui leur fournit pratiquement toute l'année les ingrédients de base nécessaires au traitement des différentes affections dont souffrent leurs malades. Les petits élevages leur procurent les produits indispensables à l'examen des organes (œufs, cobayes²), dont découlent l'évaluation des symptômes et l'établissement du diagnostic médical. Limités, semble-t-il, à un seul par communauté (ou secteur communautaire), ils sont avant tout « nettoyeur » (*pichana*) et « souffleur » (*pukuna*), certains d'entre eux disposant de compétences supplémentaires comme l'accoucheuse ou le guérisseur (*yacha'k*).

¹. Outre les plantes vivrières rapportées par les Espagnols en Europe, les Andes ont donné au monde des espèces végétales à usage thérapeutique telles que la quinine rouge (*Cinchona succirubra*).

². Avec l'œuf « balayé » le long du corps, la flottabilité de l'objet et la turbidité de l'eau renseignent sur l'état de santé du patient. Avec le rongeur, dont on dit qu'il pressent (information rendue sous forme de couinement) le « mauvais air » qui affecterait un membre de la maisonnée de retour du *cerro* [Bernard, 1976], c'est le comportement du cobaye au contact des différents organes qui sert à diagnostiquer les maux dont souffrent le patient. Le diagnostic est encore parfois émis après lecture dans les entrailles d'un rongeur, au pelage noir.

Dans les sociétés indiennes de la *sierra* équatorienne, la santé est conçue comme un état d'équilibre intérieur qui dépend autant de l'individu que de la communauté auquel celui-ci appartient [MSP, 2008]. Générées pour la plupart par des énergies négatives transportées par le vent et le froid (éléments les plus craints des paysans) [Bernand, 1976], les maladies perturbent, selon l'âge et le sexe, l'état physique et émotionnel de la personne, et partant, son milieu familial et communautaire. Ces énergies négatives, que les paysans qualifient de « mauvais air » (*mal aire*) ou « mauvais vent » (*mal viento*) selon les cas, désignent des forces destructrices ou des pouvoirs malveillants qui pénètrent et contaminent le corps de ceux qui s'y exposent en résidant, ou en traversant, un lieu pesant ou maléfique¹ [Cavender et Albán, 2009]. Les symptômes, divers et variés, se manifestent surtout chez les plus vulnérables (personnes âgées, enfants, sujets faibles) : rhumes, diarrhées, maux de tête, vomissements, fatigues, etc. Un autre registre d'énergies négatives regroupe peurs et frayeurs² qui altèrent la santé : perte d'appétit, vomissements, pleurs, maux d'estomac, insomnies, cauchemars [*ibid.*].

Il s'agit, par conséquent, de restaurer l'équilibre intérieur du malade en procédant à une, voire plusieurs sessions de décontamination ou « nettoyage » (*limpia**). Le praticien fouette tout d'abord l'ensemble du corps du sujet avec des plantes aux odeurs âcres de façon à en extraire le mal³. Puis il y souffle des essences parfumées de synthèse (eau de Cologne, eaux florales) que le patient se procure dans le commerce avant la consultation. Pratiquées de préférence les mardis et vendredis au lever, zénith et coucher du soleil, les *limpias* ne sont pas sans danger pour les « nettoyeurs » susceptibles, lors de l'acte, d'être à leur tour affectés par les énergies négatives.

Les pratiques thérapeutiques comprennent aussi la confection de remèdes sous des formes différentes, adaptées au traitement des diverses altérations de l'organisme. Les infusions confectionnées à partir des sections⁴ les plus appropriées de chaque plante sont les remèdes les plus fréquemment préparés, quoique la plupart des praticiens maîtrisent aussi l'élaboration de jus, macérations et décoctions, bains, onguents, emplâtres et cataplasmes. Dans la pharmacopée andine, les plantes médicinales se divisent en deux groupes : les chaudes (les plus nombreuses) et les froides, dichotomie évoquant les humeurs hippocratiques⁵ [Bernand, 1999]. La conception de

¹. Maison abandonnée, cimetière, demeure d'un récent défunt, porcherie, refuge d'animaux sauvages comme le blaireau ou le renard des Andes (refuge dans lequel les enfants notamment sont susceptibles de venir se cacher), ravines, gorges, marécages et affleurements rocheux, etc.

². *Susto*, *espanto* : rencontre avec un animal sauvage, cauchemar effrayant, chute, choc lié à l'annonce d'une mauvaise nouvelle, entre autres.

³. Porteuses du mal qui ne peut être détruit, les plantes contaminées sont éloignées des habitations et lieux de circulation des personnes.

⁴. Fleur de la violette, racine de l'ortie, feuille et fleur de la bourrache officinale, tige et feuille de la mélisse ou de l'amarante, feuille de la mauve odorante, plante entière de *Baccharis polyantha* ou de l'*inga poleo*, etc.

⁵. L'ethnologue Carmen Bernand [1999] rapporte que les paysans de Pindilig (où elle réalisa une longue étude dans les années soixantes-dix) connaissent le sang et la bile (invokant le chaud et le froid) mais ignorent la lymphe et l'atrabile, soit deux des quatre humeurs hippocratiques. Elle ajoute que la maladie y est perçue comme un déséquilibre physique ou psychique produit par un excès (analogie aux travaux d'Hippocrate) ; état de

la santé comme équilibre intérieur induit l'usage de plantes chaudes (le plus souvent en composition) pour traiter des affections liées au froid, et réciproquement.

L'« hercier de plein champ » fournit quasiment toute l'année bon nombre de plantes propres à soigner un large éventail de maux¹, surtout les plus bénins. En cas de pathologie plus grave, le praticien peut être amené à recourir à des plantes spontanées qu'il collecte lui-même dans le milieu selon ses besoins, quand il ne se ravitaille pas directement auprès de paysans² ayant une fine connaissance des plantes du *cerro*. A ce propos, on raconte qu'elles ne peuvent être prélevées qu'en quantité restreinte, au risque de s'attirer les foudres de l'Urcuyaya qui ne distribue les ressources de son domaine que chichement et de mauvaise grâce [*ibid.*]. Il arrive aussi que certains praticiens se procurent sur les marchés les plantes qui leur font défaut, notamment parmi les espèces spontanées qui constituent encore de nos jours la majorité des plantes utilisées en phytothérapie [Cerón, 2006].

Il est malaisé d'évaluer les revenus dégagés par cette activité qui occupe, par ailleurs, selon la réputation du praticien, l'équivalent de 25 à 36 journées de travail par an. Les actes (consultation chez le praticien ou visite à domicile), au nombre moyen de quatre à dix par semaine, sont en effet davantage rémunérés en nature qu'en numéraire, le montant dépendant du bon vouloir du patient. Vendus sous forme de compositions végétales (de dix à vingt par semaine) et de produits thérapeutiques (une dizaine), les remèdes constituent en fait la principale source de revenus de la quinzaine de paysans indiens qui se sont partiellement spécialisés dans cette activité. Nombre d'entre eux, constitués en groupement, ont récemment bénéficié de l'appui d'institutions locales pour s'équiper et se former à la production de pommades et sirops à base de plantes. Utilisés lors des consultations, ces produits sont aussi commercialisés sur les marchés de la haute vallée du Cañar, d'Azogues mais aussi de La Troncal où les praticiens les plus réputés se rendent chaque fin de semaine pour y exercer leur profession.

5.2.2. Une économie locale dominée par les services et le commerce

Il est vrai que le commerce constitue un secteur d'activités traditionnel et dynamique de la haute vallée du Cañar, au même titre que le transport des biens et des personnes. Ces segments prépondérants de l'économie locale, stimulés par la hausse du pouvoir d'achat des familles de migrants, répondent en fait directement aux nouvelles aspirations de ces familles et partant, de

」

déséquilibre qui ne serait pas naturel mais résulterait d'une agression sociale (à l'origine, dans la mythologie cañari, des *waka* et autres éléments naturels sacralisés comme l'arc-en-ciel).

¹. Remontant, stimulant, tonique, défatigant, fortifiant, sédatif, tranquilisant, anxiolytique, émétique, etc.

². Lors de leur tour de surveillance des troupeaux à l'époque des coopératives, certains paysans avaient pris l'habitude de tirer profit de leurs pérégrinations derrière les animaux pour collecter des plantes médicinales qu'ils revendaient ensuite sur les marchés du littoral.

l'amélioration de leurs conditions matérielles d'existence. Ils ont en commun de se développer à l'abri de la concurrence étrangère pour des raisons, nous le verrons, de nature sociale mais aussi économique (coûts de transaction dans le secteur des transports). La concurrence à l'intérieur du petit *pays* n'en est pas moins vive pour autant, influencée par l'évolution des positions sociales des différents acteurs économiques et des rapports qui les lient les uns aux autres.

Ces trois secteurs d'activités économiques, stratifiés en leur sein et comprenant des ateliers d'intensité variable de capital fixe, n'épuisent pas tous les métiers exercés localement, le plus souvent de manière indépendante. Ceux-ci se renouvellent conformément au mouvement des techniques et aux besoins des populations. Rien de plus banal, par conséquent, que d'évoquer le fait que dans la haute vallée du Cañar comme ailleurs, des métiers émergent alors que d'autres meurent. Tel est le cas du métier de réparateur artisanal de produits électroménagers (radio, télévision, fer à repasser) qui touche à sa fin, au contraire du réparateur de cycles prisés des enfants de migrants, du laitier collectant la production de centaines de paysans dispersés dans les divers secteurs du petit *pays*, du boulanger à domicile oeuvrant surtout pendant les fêtes, voire du gérant de local téléphonique implanté dans les communautés (activité quasiment obsolète, du fait de l'essor du téléphone portable).

Enfin, que dire de la migration si ce n'est qu'elle constitue assurément un secteur d'activités à part entière, illégal mais florissant. On s'interrogera d'ailleurs sur le fait de savoir si la filière migratoire ne serait pas considérée par les paysans comme un service à la communauté. Mais auparavant, le chapitre s'ouvre avec les services du tractoriste, dont l'essor contraste avec la fin du battage motorisé, irréductiblement lié au retrait des surfaces emblavées en céréales à paille.

5.2.2.1. Le labour au tracteur : un service saisonnier sur un marché concurrentiel

La nécessité de recourir à l'araire pour la préparation de certains terrains et la récolte des tubercules, au *bas-pays* comme sur la corniche, est à l'origine d'un service d'arairage. Il est assuré par certains paysans, selon des modalités de rémunération variables (échange de travail, paiement en espèce ou en nature), à ceux qui ont délaissé l'élevage d'animaux de trait. Au petit *pays* d'aujourd'hui, la traction animale côtoie le tracteur, rappelant à bien des égards la période des « trente glorieuses » dans certaines montagnes européennes telles que les Vosges françaises, quand araire attelé et charrue à disque coexistaient dans le paysage [Bonnemaire *et al.*, 1995].

À quarante mille dollars américains l'engin neuf, acquérir un tracteur nécessite de disposer d'un capital conséquent. Force est de constater que cet investissement est dès lors le propre de migrants, *retournants* ou non, et d'agriculteurs parmi les plus aisés ayant, pour ce faire, mis en vente une fraction de leur patrimoine foncier ou sollicité l'aide financière d'un parent émigré. Le choix d'une telle immobilisation de capital fixe, nous le verrons, résulte moins d'une volonté d'équiper l'exploitation que celle d'amorcer une activité susceptible de mieux rémunérer le

travail. Le tracteur peut être manœuvré par son propriétaire, ou par un opérateur contractualisé à cet effet quand le détenteur du bien est un émigré résidant à l'étranger.

La préparation motorisée des terrains constitue une activité saisonnière dépendante du calendrier agricole. Une basse saison de quatre mois (saison des pluies) alterne avec une autre au cours de laquelle le prestataire travaille jusqu'à dix-huit heures par jour (saison sèche). En vue de maximiser le taux d'usage de son équipement sur l'année, le tractoriste loue ses services à des agriculteurs exploitant des terrains localisés hors la haute vallée du Cañar. Il profite ainsi de l'échelonnement des dates de préparation des terrains selon l'altitude : de juillet à septembre dans la moyenne vallée du Cañar ou le bassin du Paute (Azogues, Gualaceo), pour revenir ensuite à Hatun Cañar. En agissant de la sorte, il reproduit les axes privilégiés d'échanges qui liaient autrefois les paysans hatun-cañaris aux populations des vallées voisines.

La concurrence est toutefois rude sur un marché que les migrants en quête de placements rémunérateurs ont massivement investi. La fidélisation de la clientèle d'une année sur l'autre s'avère par conséquent d'une importance cruciale pour le tractoriste contraint, dans un secteur économique hautement concurrentiel, de joindre à l'efficacité (qualité irréprochable de la prestation¹), la résistance physique (capacité à endurer une lourde charge de travail), la fiabilité (respect des horaires) et la disponibilité de trésorerie (souplesse dans les modalités de règlement, en acceptant le paiement différé par exemple).

- Le tracteur de Sisid : les premiers pas hésitants de la « communalisation » d'un équipement motorisé

Au cours des années 2000, la communauté Sisid s'est lancée dans l'achat d'un tracteur, bien commun visant à fournir un service à l'ensemble de ses membres. Cette initiative partait de l'idée que l'équipement serait d'autant plus rapidement amorti qu'une organisation méticuleuse permettrait de maximiser l'emploi de celui-ci au long de l'année. Mais il n'en fut pas ainsi. Les difficultés auxquelles la communauté s'est trouvée confrontée pour recruter un opérateur ont en particulier participé à l'ajournement de la mise en service du tracteur.

Acculée par le créancier, la communauté a dû finalement se résoudre, en 2007, à procéder à une nouvelle cession de terrains à chacun de ses membres, en « échange » du versement obligatoire de 100 USD destinés au remboursement du crédit. Outre le fait que les nouveaux terrains cédés en usufruit ne peuvent être cultivés, du fait de leur localisation à l'intérieur du parc national Sangay, les paysans ont, au bout du compte, fait preuve de peu d'engouement à faire appel au tracteur communautaire, contestant les capacités professionnelles de l'opérateur. Il est

¹. Technique employée de façon à limiter l'accumulation en bord de champ, qualité du planage, incorporation de la végétation, homogénéisation de l'horizon superficiel du sol par un émottage performant. Un bon tractoriste n'est pas jugé sur sa seule maîtrise de l'engin ainsi que sur sa capacité à l'entretenir. Il l'est également sur la connaissance qu'il a des effets de sa machine sur le milieu.

vrai qu'ils se montrent avant tout soucieux de la qualité du labour, pour laquelle ils sont généralement disposés à payer davantage. Au dire des paysans, la recherche de cette qualité devrait être la priorité de la communauté. Il conviendrait d'y associer, outre la planification de l'utilisation de l'engin, l'arbitrage collectif des actions sociales que les revenus tirés de cette activité de service permettraient de financer.

5.2.2.2. *Le commerce : entre échoppes de proximité et marchés agricoles hiérarchisés*

- Ici et là, une éclosion d'échoppes : un commerce, d'appoint et de proximité, de produits exogènes à la haute vallée

La hausse du pouvoir d'achat des familles de migrants est allée de pair avec l'implantation de petites échoppes, le plus fréquemment le long des principales voies de desserte de Hatun Cañar ou à proximité des lieux de rassemblement et des établissements publics (maison communale, terrain de sport, centre de santé, école, bâtiment administratif). Dans la mesure où les paysans se fournissent d'abord en ville (en plus grande quantité et à moindre coût par unité de produit), ces échoppes constituent surtout un commerce d'appoint, que ravitaille à la semaine un négociant en gros. On y trouve les denrées alimentaires de première nécessité (sel, sucre, huile, riz, pâtes alimentaires, thon), ainsi que des biens accessoires (boisson gazeuse, confiseries, gâteaux secs, cigarettes, alcool¹, chips), voire d'usage domestique (allumettes, lessive, savon, shampoing, gaz) dès lors que l'offre tend à se diversifier.

La taille et le niveau d'équipement² des épiceries, la diversité des marchandises —parfois en complément d'autres commerces comme la quincaillerie³—, le temps dévolu à la vente et les modes de tenure s'avèrent très variés, se traduisant par de fortes disparités de revenus. Ainsi recense-t-on (i) les établissements communautaires, dont la gestion est déléguée à un ménage résidant à proximité moyennant l'acquittement d'une patente mensuelle, ou organisée par tour rotatif entre les membres de la communauté, (ii) les échoppes privées, attenantes ou aménagées dans l'habitation, (iii) les dépôts gérés à part de fruits entre parents dont l'une des deux parties vit à l'étranger. Celle-ci investit dans la constitution du stock de marchandises et l'achat d'équipements alors que le second apporte la force de travail.

¹. Les établissements tenus par des familles d'obédience évangélique ne proposent pas certaines marchandises comme l'alcool et les cigarettes.

². Etagère, meuble de comptoir et réfrigérateur constituent les principales immobilisations de capital fixe. Dans certains cas, les équipements sont prêtés par le négociant en gros. Tel est notamment le cas du réfrigérateur pour la vente de produits à maintenir au frais (glaces au premier chef).

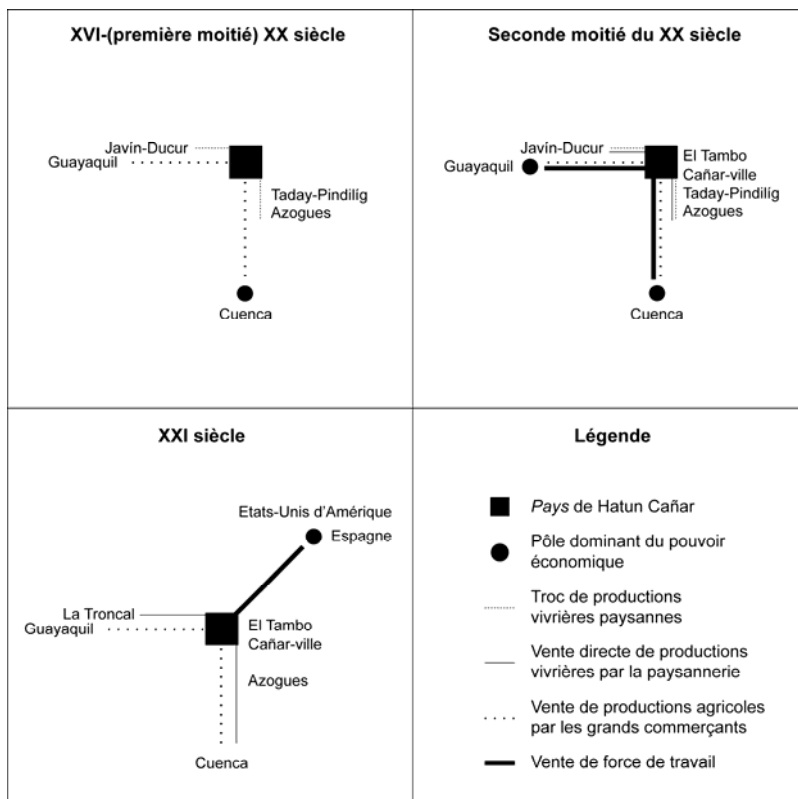
³. Il est à souligner l'ingéniosité de certains jeunes comme celui qui, ayant observé dans sa communauté l'essor des bicyclettes acquises par les migrants, entreprit d'installer un atelier de réparation de cycles qu'il tient tous les dimanches, pendant que sa femme se charge de la vente des pièces détachées entreposées dans un meuble de l'épicerie aménagée dans la maison.

- La constance de l'échange entre montagne et littoral

Avec l'agriculture, échanger constitue probablement la plus ancienne activité pratiquée dans la haute vallée du Cañar. Le troc de moyenne et longue distance, nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels des chefferies cañaris, unissait sociétés et écosystèmes, de montagne et de plaine. Les structures économiques de l'époque précolombienne ont, depuis, été profondément altérées sans, pour autant, que ne s'effacent les anciens itinéraires d'échange liant historiquement des régions écologiquement contrastées.

En fait, le petit *pays* n'a jamais cessé, au cours de son histoire, d'approvisionner Guayaquil et Cuenca en denrées agricoles. Quant à la ville d'Azogues (capitale de la province de Cañar), elle constitue aujourd'hui un marché intermédiaire sur lequel les paysans écoulent les productions de la haute vallée du Cañar (notamment le gros bétail) et achètent, en gros, les denrées vivrières qu'ils revendent au détail sur les marchés de Tambo et de Cañar-ville. Quant à La Troncal, ville du piémont de la cordillère occidentale, elle s'est substituée à la moyenne vallée (secteur Javín-Ducur) comme lieu d'échanges sur lequel les consommateurs du littoral s'approvisionnent en produits andins. Il n'est, dès lors, pas surprenant d'observer la persistance, au fil de l'histoire, des mêmes circuits d'échange parallèles « pliés » à angle droit à hauteur du petit *pays* (fig. 44).

Figure 44. Schématisation des principaux itinéraires d'échanges à travers l'histoire



Si les lieux d'échange ont été globalement stables au fil de l'histoire, il n'en a pas été de même des rapports sociaux. Parmi ces derniers, le troc semble tirer aujourd'hui à sa fin. Au dire de nombreux paysans, les liens unissant autrefois les paysans de paliers agro-écologiques distincts (fig. 25) se distendraient de façon accélérée, sous l'effet de l'émigration. Ceci étant, le terme de « mise en dormance¹ » se révélerait probablement plus approprié que celui d'extinction pour désigner l'état de certaines pratiques. Plus encore : certaines catégories de familles agricoles, tels les héritiers de l'époque précolombienne par exemple, revendiquent le fait d'entretenir délibérément, avec affins et compères résidant à l'extérieur de la haute vallée, un système exigeant qui leur procurerait pendant une certaine forme de protection sociale.

Pour comprendre les changements intervenus depuis plusieurs années dans les rapports d'échange, il convient de bien distinguer les catégories de producteurs qui pratiquent le commerce, étant entendu qu'ils ne se différencient pas seulement par la nature des biens échangés : un même bien peut en effet intégrer plusieurs circuits. Il y a ceux qui commercialisent leurs propres productions, majoritairement dans la haute vallée du Cañar, et ceux qui s'adonnent à l'achat-vente de denrées alimentaires. Les premiers, horticulteurs et éleveurs de petits animaux notamment, écoulent leurs produits en empruntant des circuits de proximité (du producteur au consommateur), soit directement auprès du voisinage (vente à domicile), soit par le biais d'une organisation régionale de vente de produits agro-écologiques. Le fait d'appartenir à cette dernière favorise l'accès à divers moyens de production et d'échange². Mais le droit d'adhésion n'est pas sans contrepartie. Il est soumis à des obligations régies par des règles associatives qui ne sont pas toujours compatibles avec l'organisation du travail familial, le temps requis (participation aux réunions, opérations obligatoirement manuelles du fait du cahier des charges agro-écologique) constituant alors le principal facteur limitant de ce système de commercialisation.

Quant aux seconds, il s'agit de faire le plus grand cas du processus de différenciation sociale à l'origine de modalités d'accès (type de transport, temps consacré à l'activité) et de formes de commercialisation (circuit emprunté, volume commercialisé, rapport de négociation, affiliation à une organisation) distinctes selon les positions sociales occupées par les uns et les autres. Le secteur du commerce s'organise en strates, avec diverses catégories d'intermédiaires. Ainsi les

¹. Les paysans analysent l'état du marché, recourant pour certains à des stratégies permettant de limiter les désavantages temporaires de celui-ci, en mobilisant un réseau social élargi, « tissé » et entretenu au fil de l'histoire et parfois à longue distance. Des rapports d'échange, interrompus à un moment, peuvent ainsi être « réactivés » à un autre par les mêmes paysans, voire leurs descendants. A preuve : « La pomme de terre fut si productive pour tous cette année-là [2005] que les prix sur le marché s'effondrèrent, ce qui revenait à faire cadeau de la production. C'est pourquoi j'ai réactivé l'ancien système de troc, qui ne disparaît jamais, en me rendant à Huigra [moyenne vallée du Chanchán] avec des sacs de pomme de terre dans le but de les échanger contre du maïs. Pour ce faire, je me suis d'abord rendu chez les *compadres* de mes parents que je n'avais pas vu depuis mon enfance » [Parole de paysan].

². Information, conseil et formation, emprunt à taux bonifié pour l'acquisition de biens d'équipement, droit d'accès à un point de commercialisation pour écouler les marchandises, etc.

grands négociants, propriétaires de leur moyen de locomotion (camion), membres d'une coopérative de transport et se consacrant à cette activité à temps plein depuis de nombreuses années, monopolisent-ils toujours les axes du commerce de gros, se procurant auprès des rares exploitations agricoles marchandes du petit *pays* des volumes relativement importants de tubercules, de céréales et de légumineuses qu'ils acheminent vers les principaux centres urbains de Guayaquil et de Cuenca. En ce sens, se perpétue de nos jours l'entente monopolistique des grands commerçants de sorte que la concurrence soit limitée tout en entretenant des conditions de mise sur le marché franchement défavorables aux paysans.

Se superposant, à peu de choses près, aux anciens itinéraires parallèles de troc¹, le commerce de moyenne distance —ouvertement délaissé par les grands intermédiaires— est le fait de familles paysannes qui s'y consacrent chaque fin de semaine. Achetés à Azogues, parfois à Cuenca et régulièrement sur le marché d'El Tambo, les volumes plus limités mais plus variés de produits vivriers (fruits et légumes, produits typiques de la *sierra*) sont transportés en camionnette ou en bus, puis écoulés sur le marché de La Troncal où les paysans louent, au mois, un emplacement de vente². Ce marché présente la particularité d'héberger des producteurs non seulement de Hatun Cañar mais aussi des vallées adjacentes, en particulier de la province de Chimborazo. Ainsi, la concurrence qui prévalait entre les producteurs de blé des vallées interandines se prolonge de nos jours pour les paysans qui commercialisent leurs propres productions ou celles préalablement acquises dans les villes de leur région respective. Enfin, il est des familles qui circulent en bus toutes les fins de semaine entre les vallées voisines du Cañar et du Paute, revendant sur les uns les quelques sacs qu'elles se sont procurées sur les autres. La logique qui sous-tend cette démarche, pourtant aléatoire en termes de profits escomptés, porte sur l'idée qu'il est possible de tirer quelque bénéfice de ce petit commerce, en exploitant les différentiels de prix. Mais il n'est pas rare qu'un cycle hebdomadaire d'achat-vente s'achève par des pertes, contraignant dès lors les paysannes —car ce sont bien les femmes qui se consacrent à cette activité— à reconstituer leur mise de fonds de façon à initier un nouveau cycle.

En raison des coûts de transport, du caractère périssable des denrées ou encore de l'absence de lieux de stockage à la ferme, les commerçants excluent tout retour à domicile d'éventuels invendus, qu'ils bradent donc en fin de journée. Reflet des rapports de pouvoir entre les différents agents économiques du secteur du commerce de produits agricoles, l'accroissement du risque de marché est inversement corrélé à la distance parcourue, au volume transporté et au moyen de locomotion correspondant, ainsi qu'au degré de concurrence sur le segment de marché. Par

¹. Alors que l'avant-pays reste historiquement tourné vers le littoral pacifique (approvisionnement du marché de La Troncal, sur le piémont de la cordillère extérieure occidentale), l'arrière-pays maintient ses structures d'échange avec les marchés intermédiaires de la vallée voisine du Paute (Azogues, Biblián).

². Pour conserver leur poste, les femmes doivent garantir un taux de présence élevé, pratique qui les contraint, lorsque leurs propres jardins n'est pas en production, de se procurer auprès d'autres producteurs ou sur les marchés les denrées qu'elles ne sont pas plus sûres de vendre que d'en tirer un quelconque bénéfice.

ailleurs, à un moment où le regard se polarise avec autant d'insistance sur l'événement migratoire récent, il ne paraît pas accessoire de faire valoir que le *pays* de Hatun Cañar, au fil de l'histoire, n'a jamais cessé de ravitailler le marché intérieur en produits agricoles. Certes, il est pratiquement certain que le volume total de la production vivrière ait baissé, compensé au moins en partie par l'accroissement de la production laitière destinée majoritairement à satisfaire les besoins en lait frais et en dérivés lactés des consommateurs urbains de Cuenca. Mais ce serait une erreur de négliger ces flux commerciaux intenses et variés, qui illustrent au passage la vitalité des rapports ville-campagne et la contribution de l'agriculture paysanne à la souveraineté alimentaire de l'Équateur (§ 6.3.1).

5.2.2.3. *Le transport : constance de la mobilité, intensification de la concurrence*

Avec l'agriculture et le commerce, le transport de marchandises constitue l'un des secteurs d'activités traditionnels du petit *pays*. De nombreuses voies de communication supportent depuis bien longtemps les déplacements incessants de « porteurs » chargés de marchandises et mus par diverses formes d'énergie : (i) paysans, *mindaláes* puis caravaniers incas foulant les sentiers pédestres de l'époque précolombienne (énergie humaine), (ii) équidés —introduits par les Espagnols— guidés par les paysans-muletiers de la haute vallée empruntant les mêmes chemins cependant élargis (énergie animale), (iii) camions et camionnettes¹ depuis les années 1960, transportant plus vite davantage de marchandises (énergie motrice). Toutes formes de transformations successives, techniques, spatiales, socio-économiques et politiques, qui concourent de nos jours (i) à l'abandon des voies de franchissement du massif de l'Azuay vers Achupallas et de la cordillère orientale vers le haut bassin du Paute et (ii) au resserrement du dense maillage routier hatun-cañari autour de la Panaméricaine, bandeau routier ceinturant le « piémont » de corniche vers lequel confluent les « artères secondaires » irriguant corniche et *bas-pays*. Depuis les temps de la Couronne espagnole, des agriculteurs —parmi les plus aisés— sont parvenus à s'équiper en animaux de bât puis en engins motorisés de façon à louer leurs services de transport aux autres habitants du petit *pays*, les grands propriétaires fonciers au premier chef. Ainsi en a-t-il été des éleveurs des communautés indiennes qui disposaient de ressources fourragères en quantité suffisante pour entretenir deux à trois bêtes, ou des métis du petit *pays* (personnel administratif de l'*hacienda*, commerçants) qui investirent à partir des « vingt prometteuses » dans des moyens de transport motorisés.

D'autre part, avec la migration internationale et la hausse corollaire du pouvoir d'achat des familles de migrants, la demande en services de transport de personnes est en plein essor (taxi, camionnette, bus) : jadis effectués à pied ou à dos de bête pour les plus aisés, les déplacements motorisés entre lieux de résidence, bourgs avoisinants et capitales régionales s'intensifient depuis

¹. Marques commerciales les plus répandues : Toyota Hilux, Hino FB.

quelques années. L'extension des prairies en altitude consacrées à la production laitière se conjugue avec le prolongement et l'aménagement du réseau routier de façon à faciliter (i) l'accès du laitier aux zones hautes et (ii) les déplacements (en bus et en camionnette) des paysans s'y rendant quotidiennement pour s'occuper de leurs animaux ou de leurs cultures. Il existe toutefois encore quelques sections hautes du petit *pays* qui ne sont pas desservies par des voies carrossables, notamment en saison des pluies. Ce qui expliquerait la subsistance, quoique modeste, d'un service de transport à dos de bête —témoignage du système de transport précédent, souvent rétribué en nature— que les paysans mobilisent lors de l'évacuation de denrées pondéreuses telles que les tubercules cultivés sur la corniche.

Le secteur du transport est segmenté. De fait, l'aire de circulation et la place qu'occupe ce métier —exclusivement masculin— dans l'économie familiale varient selon la nature de l'activité (marchandises, personnes), le type de véhicule (valeur du capital immobilisé), les modalités de gestion de l'équipement et l'appartenance ou non à une coopérative. Ainsi relève-t-on, outre les transporteurs les plus anciennement installés, la présence de *retournants* qui, à la recherche de placement pour leur épargne, ont choisi d'investir le secteur, en confiant l'administration de leur bien à leurs parents. Il est par ailleurs très fréquent que les *retournants* acquièrent, dès leur arrivée, un moyen de locomotion, bien qui leur confère un certain prestige social et qu'ils utilisent d'abord pour leur usage personnel. La plupart d'entre eux ne manquent cependant pas de proposer leurs services, chaque fois que leur propre calendrier de travail le permet : trajets quotidiens vers les zones d'élevage, ramassage scolaire, sollicitudes ponctuelles au cours de la semaine, mais surtout transport, en fin de semaine, des personnes, des marchandises et des animaux vers les marchés urbains de la haute vallée. Le fait que cette activité soit secondaire ne justifie pas, à leurs yeux, d'adhérer à une coopérative de transport, démarche pourtant obligatoire pour exercer la profession. Pratiquant le métier en marge de la légalité, les *retournants* se contentent de circuler dans les limites de la haute vallée, au-delà desquelles le risque serait en effet grand d'être verbalisé lors des contrôles de police effectués en ses bornes (Zhud au nord, col de l'horst Buerán au sud).

Quant aux transporteurs les plus anciennement implantés, ils sont organisés en coopératives au sein desquelles les adhérents s'arrangent pour se répartir les différentes lignes commerciales, qu'ils exécutent par tour rotatif ou de manière permanente selon les cas : grandes lignes (marché de gros d'Ambato, littoral, Cuenca), lignes de moyenne distance (Cañar-ville, moyenne vallée du Cañar) et lignes de courte distance (intérieur du petit *pays*). Le fait qu'ils se soient très tôt spécialisés rend ces « agriculteurs » particulièrement vulnérables à la concurrence exacerbée par la multiplication d'acteurs qui s'immiscent surtout dans les segments locaux du secteur du transport. Ils ne manquent d'ailleurs jamais de dénoncer cette concurrence, illustrée par la création de coopératives, dont certaines sont soupçonnées de servir d'écrans à une vaste entreprise de blanchiment d'argent lié au trafic d'êtres humains.

5.2.2.4. Prêter, rabattre et faire passer : un service à la communauté ?

Quand elles ne se réduisent pas à un simple chiffon rouge agité pour aviver les peurs de certaines franges de la population à l'égard des immigrés, les dénonciations récurrentes des gouvernements se contentent le plus souvent de criminaliser les passeurs (*coyotes*). Or, ces déclarations ne renferment-elles pas en elles le paradoxe selon lequel les croissantes entraves à la mobilité imposées par des politiques de plus en plus dissuasives seraient à l'origine d'un trafic humain en plein essor que les gouvernements prétendent pourtant combattre ? Il ne surprendra alors personne d'apprendre que depuis presque dix ans, l'escalade dans le durcissement des conditions d'entrée dans les pays à haut niveau de revenus est allée de pair avec l'envolée de la contrebande d'êtres humains [UNODC, 2010], convertie en l'un des secteurs économiques illicites les plus florissants et profitables au monde, avec le proxénétisme, la drogue, les contrefaçons et l'évasion fiscale¹. Lisez-nous bien : il ne s'agit en aucune manière de nier la lourde responsabilité du *coyote* dans la traite d'êtres humains. Mais faire de celui-ci le « méchant idéal », selon l'expression de la politiste Virginie Giraudon [2008], interdit de saisir les conditions socio-économiques et historiques d'où émergent les processus migratoires. Il n'aide pas non plus à rendre compte du regard, fort différent, que portent les sociétés des régions de départ sur une activité stigmatisée par les gouvernements.

Héritée de l'expansion du système fondé au siècle précédent autour de la figure du passeur métis, urbain et de classe supérieure, la filière d'émigration clandestine de Hatun Cañar est aujourd'hui profondément enracinée dans les communautés, « encastrée » dans les rapports sociaux liant les migrants aux institutions qui organisent le passage. Le plus souvent connus de tous, le passeur et le rabatteur (*enganchador*) —chargé de proposer et de faciliter les mises en relation avec le premier— peuvent être parents ou voisins. Lié aux individus souhaitant émigrer par des rapports personnels (familiaux, affinitaires ou encore de compérage²), l'usurier (*chulquero*) complète le « trépied de la migration ». Le haut degré de confiance et de loyauté qui caractérise la nature des rapports sociaux existants entre les différents protagonistes garantit au « trépied » un contrôle étroit et moins onéreux sur la circulation du capital (déblocage des fonds lors de chaque péage jalonnant le trajet, remboursement des prêts, saisie des biens en cas de

¹. La prostitution générerait 100 milliards USD par an (source : <http://www.havocscope.com/worldwide-financial-value-of-prostitution/>). En 2008, l'office des Nations unies contre la drogue et le crime [UNODC, 2010] estimait les revenus annuels dégagés du trafic de cocaïne et d'héroïne, respectivement à 88 et 58 milliards USD. Quant aux contrefaçons, les estimations oscillent entre 167 et 600 milliards USD par an (2 à 6-7 % du commerce mondial selon les sources) [*ibid.*]. La même agence des Nations unies rapporte que près de trois millions de latino-américains franchissent illégalement la frontière sud des Etats-Unis d'Amérique tous les ans : sachant que 90 % font appel aux services de passeurs, le revenu total dégagé par ces derniers avoisinerait les 6,6 milliards USD (revenu plus de quarante fois supérieur à celui généré par la filière Afrique-Europe : 150 millions USD en 2008). Tous ces chiffres restent pourtant bien loin de l'évasion fiscale, estimée à 3 100 milliards USD par an à l'échelle mondiale [Tax Justice Network, 2011].

². Le prêt accordé à taux zéro par le grand propriétaire foncier ou l'employeur, parrain du migrant, n'était pas rare au début des années 2000, lorsque les familles ne comptaient encore aucun d'entre eux comme émigré.

défaut de paiement) [Kyle et Liang, 2001], tout en limitant le risque de dénonciation. Ce dernier se révèle d'autant mieux maîtrisé que l'organisation complexe et puissante de la filière migratoire comprend en aval les agents du transport terrestre —avec certains migrants et passeurs à la tête de compagnies de bus— et maritime. Elle peut aussi compter avec la police et la justice¹ dont certains représentants locaux sont connus pour se repaître de la corruption. Il arrive néanmoins que certaines dénonciations aboutissent, le plus souvent à la suite de drames humains largement relayés par les médias, comme le naufrage d'une barque de pêche au large des côtes équatoriennes en 2005 [Boris, 2007]. L'émotion qui saisit alors l'opinion fut telle qu'elle contraignit le gouvernement à lancer une chasse aux passeurs, aboutissant à la condamnation pénale de certains d'entre eux. En même temps, elle fut l'occasion pour le gouvernement d'affirmer sa détermination et d'afficher sa crédibilité, sur les scènes nationale et internationale, à lutter contre l'émigration clandestine (fig. 45).



Figure 45. Affiche d'information publique rappelant qu'en août 2005, 109 clandestins équatoriens périrent en haute mer

Tous les départs ne procèdent pas du seul mode d'organisation bâti autour du *coyote* indien de la communauté. La réputation acquise au fil du temps par certains passeurs métis « draine » toujours vers les villes des paysans désireux d'émigrer. La qualité du service (taux de réussite, prix, modalités de paiement), apprécié ou non par les migrants arrivés à destination, constitue du coup un critère décisif de sélection pour les prochains, dans un marché où la concurrence est, elle aussi, de plus en plus rude. Ainsi comptabilise-t-on, dans la seule paroisse de Juncal, pas moins de huit passeurs pour près de deux milles habitants. Quoique n'étant pas toujours le cas, il reste que la plupart des passeurs partagent le fait d'avoir expérimenté le passage puis, de retour au petit *pays*, d'avoir développé leur propre négoce en l'agréant à la filière.

La défiance des agents locaux de la filière est telle qu'il est extrêmement difficile de se procurer des informations, pas tant sur les modalités du passage que certains paysans décrivent

¹. Un homme de droit de Cañar-ville nous rapportait en 2008 que la justice n'était pas « outillée » pour faire face au délit de *coyoterisme*. Selon lui, la plainte déposée n'était recevable que si le migrant (ou sa famille dans les cas de décès) était en mesure d'apporter la preuve du délit, le passeur se gardant bien évidemment de laisser toute trace de contacts (changements réguliers de téléphones portables, pas d'engagements écrits ni d'enregistrements, etc.).

magistralement pour l'avoir eux-mêmes vécu (ann. 6), mais sur les performances économiques de la prestation de service. Les revenus varient selon la réputation du passeur, l'intensité de la concurrence, l'évolution du coût du passage (corrélé notamment à l'application des mesures de restriction aux frontières), l'itinéraire proposé, la fluctuation de la demande. Pour autant, il ne fait aucun doute que la poignée de passeurs, en exercice au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, amassa de véritables fortunes¹. Le parallèle pourrait d'ailleurs être tiré avec la contrebande d'eau-de-vie du siècle précédent, l'illégalité de l'activité rendant le commerce hautement lucratif bien que fort risqué. En 2009, la baisse des revenus du passeur résulterait de l'intensité de la concurrence, ainsi que de la diminution récente du coût du passage, corollaire de la crise des *subprime* et du recul consécutif du nombre de départs. Les revenus du trafic sont très largement investis dans le commerce, dans le transport, dans l'hôtellerie, dans l'immobilier, en résumé, dans toute activité susceptible de fournir le taux de profit moyen le plus élevé, recherché avec d'autant plus d'ardeur que cette activité permet simultanément de dissimuler le *coyoterismo*, derrière une enseigne de magasin par exemple. Le soin apparent apporté à masquer le négoce illégal reste néanmoins tout relatif, à la manière des véhicules rutilants que l'on observe parfois arpentant à bas régime les chemins tortueux des communautés du petit *pays*.

Le rabatteur, lui, est rémunéré « à la pièce » (le migrant) : de 100 à 500 USD l'unité, selon les cas, soit l'équivalent de dix à cinquante jours de travail d'un journalier agricole ou d'un apprenti maçon. Pour l'usurier, la rémunération du capital varie selon le taux d'intérêt moyen mensuel auquel il est disposé à prêter au migrant, taux inversement corrélé au degré de parenté ou d'affinité des deux parties. On peut néanmoins constater la baisse drastique des taux d'intérêt depuis une dizaine d'années. Le fait est qu'avec le développement des réseaux « transnationaux » d'entraide familiale, l'usurier a été progressivement remplacé par l'émigré installé à l'étranger en tant que premier prêteur, à moindre coût, du parent en partance. Confronté également à la concurrence exercée par les plus anciens migrants, à la recherche de placements rentables pour leur épargne, l'usurier s'efforcera de renouveler sa clientèle en prêtant depuis peu aux acquéreurs de terrains agricoles. Encore s'agirait-il de ne pas négliger la hausse de la demande de crédit de la part des paysans de la haute vallée adjacente du Chanchán, un mouvement illustrant le processus d'expansion du système migratoire le long de la cordillère qui émergea, il y a près d'un demi-siècle, dans les campagnes proches des capitales provinciales de Cañar et de l'Azuay. Accéder à la filière migratoire modifiée, une fois de plus, les rapports unissant la paysannerie de Hatun Cañar à celle de la haute vallée voisine : le temps, pour les paysans du haut Chanchán, n'est plus à s'embaucher temporairement au petit *pays*, mais à recourir à l'emprunt pour tenter, à leur tour, de gagner l'étranger.

¹. En 2000, un passeur réputé générait 1 à 2 millions USD par an, soit un tiers du montant versé par le migrant (de 35 à 50 individus « exportés » chaque mois par voie maritime). En 2007, le revenu annuel d'un passeur débutant oscillait entre 300 000 et 350 000 USD (une centaine de personnes « envoyées » en un an).

5.2.3. Avec l'expansion du marché du travail, salariat et insécurité progressent

On l'a vu en agriculture, mais il en est ainsi des autres secteurs d'activités économiques : l'aire d'échange marchand s'étend irrésistiblement, et le salariat occupe une place croissante dans les rapports de travail et d'échange. Les activités salariées auxquelles les individus se consacrent, plus souvent à temps partiel qu'à plein temps, sont diverses et variées (fig. 41). Une nouvelle fois, il nous faut trancher dans le réel pour rendre intelligible la « nébuleuse » d'activités « extérieures » pratiquées. Il est convenu d'étudier prioritairement le bâtiment, qui constitue sûrement le secteur économique employant le plus de paysans, à temps partiel ou à plein temps, tant à l'échelle locale que sur les lieux de destination des migrants. La question de l'éducation est ensuite posée, dans la mesure où elle met en exergue la rationalité du paysan selon les ressources dont il dispose et les emplois auxquels il peut prétendre.

5.2.3.1. Au petit pays, le bâtiment comme secteur économique prédominant

Avec l'alimentation, l'habillement et la santé, l'habitat fait partie des besoins humains fondamentaux. Jadis, il était d'usage d'édifier sa propre maison au moment du mariage, étape clé du cycle de vie estampillant l'avènement d'un nouveau foyer au sein de la communauté. La construction reposait sur l'entraide, le savoir-faire de certains et l'emploi de matériaux prélevés dans le milieu. Avec l'émigration, le mode d'habitat a changé, le recours à de nouveaux matériaux impliquant le renouvellement des techniques de construction.

Ce qui faisait autrefois partie de la sphère privée (domestique et communautaire), réglée par des normes sociales fondées sur la réciprocité, a depuis « basculé » dans une sphère marchande dominée par le salariat. Le bâtiment, qui englobe les métiers en amont et en aval de la construction proprement dite, n'est plus, à quelques exceptions près, un secteur dans lequel on produit par et pour les membres constitutifs des familles et de la communauté, mais un secteur dans lequel on accomplit des activités en vue d'un échange marchand.

- L'évolution de l'habitat : nouveaux modes de logement et transformations des formes d'occupation de l'espace

L'habitat du petit *pays* présente une grande hétérogénéité (forme, dimension, style, matériaux utilisés), reflet des inégalités sociales. Alors que quelques bâtiments d'*haciendas* et huttes paysannes construits en matériaux locaux rappellent jusqu'à ce jour l'héritage colonial de la haute vallée du Cañar, les maisons de plain-pied en brique rouge des pionniers (années quatre-vingt-dix) contrastent avec les bâtisses à étages et aux vitres fumées de la seconde vague migratoire. L'œil aguerri du professionnel du bâtiment, rompu aux diverses techniques de construction, ne manquerait pas de rapprocher chaque type d'habitat d'une séquence migratoire, de la catégorie

sociale du migrant et peut-être du lieu de destination de ce dernier, révélés par un style architectural singulier, quoique très probablement métissé (fig. 46).



Figure 46. Coexistence de deux modes d'habitat et de vie

Outre le style, le réagencement de l'habitat révélerait autant le processus de restructuration de l'espace autour de la ville que celui de la différenciation sociale qui, du reste, n'est pas sans questionner les effets de l'émigration sur le mode de vie des habitants de la haute vallée (encadré 4). La traditionnelle forme d'occupation de l'espace (habitat dispersé) se modifie manifestement au profit de l'agglomération des logements le long des principales voies de communication, pendant que la ville de Tambo ne cesse de s'étendre (§ 5.3.3.2).

Si l'on se situe selon une perspective sociale, le mouvement d'ensemble donne à voir la persistance, aux endroits les plus reculés du petit *pays*, du bâti traditionnel paysan occupé —quand il n'est pas déjà à l'abandon— par les familles les plus modestes. A l'inverse, ce sont les demeures de style *iony* qui s'agglutinent aux abords des principales voies de desserte comme en ville, là où les terrains (achetés à prix d'or en raison, notamment, de la facilité d'accès aux services publics¹) ne sont abordables qu'aux bourses des familles de migrants.

Encadré 4. Une nouvelle forme d'habitat : expression architecturale des transformations de la société hatun-cañari ?

Une analyse approfondie de l'architecture hatun-cañari nous mènerait très vite hors de notre champ disciplinaire, avec l'appréhension d'empiler des platitudes. Mais l'habitat, tout aussi incontournable dans le paysage que les paroles des paysans-maçons sont prolixes sur le sujet, mérite que l'on s'y attarde un instant.

Jusque bien avancé le XX^e siècle, la maison paysanne était l'expression d'un mode d'exploitation du milieu, où l'Homme valorisait les diverses ressources dont il disposait pour l'architecture : matériaux locaux, techniques artisanales héritées et pratiques sociales fondées sur la coopération et la réciprocité. Ainsi, les cloisons étaient-elles réalisées en pisé (*adobe*), blocs de terre crue séchés au soleil. La charpente de bambou (*Chusquea* Kunth) ou

¹. Eau potable, électricité, transport, éducation, santé, services administratifs, etc.

d'eucalyptus (*Eucalyptus globulus*) était coiffée d'une toiture à base de touffes de graminées collectées sur les hautes pelouses d'altitude, séchées et solidement arrimées. A l'intérieur, une pièce unique au sol en terre battue, chauffée à l'aide d'un foyer alimenté au bois ; la suie tapissait la structure, la protégeant ainsi des insectes xylophages et autres champignons lignivores. La pièce unique autour d'un seul foyer ne répondait pas seulement à un objectif « d'efficacité économique et énergétique¹ ». Elle favorisait, entre générations, la transmission des valeurs et l'acquisition des savoir-faire par l'observation puis la pratique. La seule ouverture percée en sus de la porte participait d'un mode de conservation des tubercules (germination limitée par une réduction de l'exposition à la lumière) tout en permettant à l'homme de tisser au chaud².

La maison du XXI^e siècle s'apparente, quant à elle, à un « énorme bloc de ciment froid » (parole de paysan). L'épithète « froid » se déclinant à profusion : (i) la cuisinière à gaz s'est substituée au foyer à bois, (ii) les dalles de ciment, en remplacement de la terre battue et de la chaleur dégagée par l'âtre du feu, se révèlent inadaptées à l'élevage de cobayes, (iii) le surdimensionnement de l'ensemble (signe de prestige social galvanisé par la rivalité mimétique) laisse bon nombre de pièces inoccupées aux ouvertures larges et aux basses propriétés isolantes, (iv) l'acte de construction est gouverné par le rapport de salariat, se substituant aux liens de coopération qui marquaient autrefois une étape-« charnière » du cycle de vie : la fondation d'un nouveau foyer (mariage), temps festif dans la communauté, tout comme celui qui rassemblait les familles, tous les trois ans, pour rénover les toits de graminées.

Bien entendu, il ne s'agit pas de sombrer dans l'idéalisation d'un passé aujourd'hui révolu —du reste dominé par l'extrême précarité des conditions matérielles d'existence de la majorité des Indiens— mais d'insister, dans un domaine autre que l'agriculture, sur le sens pratique du paysan et les savoir-faire que celui-ci a développés à partir d'une fine connaissance du milieu. Cet aparté architectural tente aussi d'illustrer à quel point un objet « importé » (*de facto* porteur de valeurs et de pratiques distinctes) peut se révéler inadapté à un mode de vie traditionnel qu'il tend alors à bouleverser en profondeur. En ce sens, le parallèle avec l'usage inapproprié du tracteur pour les clos du *bas-pays* ou l'inadaptation de la variété de maïs hybride aux pratiques paysannes de culture associée, est saisissant.

▪ L'apprenti, le maître-maçon et le travailleur péruvien

Il importe de distinguer le maître-maçon de l'apprenti. Le premier dispose des compétences à dresser les plans et à diriger une équipe, alors que le second est assigné aux tâches d'exécution. C'est de toute évidence au contact des anciens que les plus jeunes, débutant comme apprentis avant de devenir à leur tour maçons, s'initient au métier, par l'observation et la pratique³. En

¹. Davantage de pièces à chauffer implique plus de foyers à construire et à alimenter en bois de feu.

². La primauté accordée au maintien de la chaleur avait pour envers la contrainte liée à l'évacuation de la fumée.

³. Tout comme le père enseigne à son fils le métier d'agriculteur, il se révèle aussi maître d'apprentissage pour les métiers qu'il combine à l'agriculture. La transmission des savoirs et l'accompagnement dans la construction de savoir-faire (par la pratique) ne se cantonnent bien évidemment pas au seul rapport père-fils, s'étendant assurément à d'autres formes de relations sociales (voisinage, fratrie, compérage, etc.).

général, l'apprenti perçoit un salaire deux fois moindre que celui du maître-maçon. Ce dernier se consacre à plein temps à ce métier, pour l'exercice duquel il s'équipe : en sus de l'outillage de base¹, nombre d'entre eux ont investi dans du gros matériel adapté aux diverses tâches inhérentes à tout chantier (ébénisterie, plomberie, construction du gros œuvre, charpenterie). L'apprenti, qui ne dispose généralement pas d'outils propres, vend sa force de travail au rythme de l'avancement de la construction et des besoins du maître-maçon en main-d'œuvre peu qualifiée. Il y consacre en moyenne l'équivalent de trois à quatre mois par an.

Pour les travailleurs cañaris du bâtiment, un fait nouveau est apparu avec la perte de compétitivité de l'économie nationale suite à l'adoption du dollar en 2000 et le principe de libre circulation des personnes au sein de la communauté andine des Nations (CAN) : l'immigration d'origine péruvienne s'est accrue depuis le début du siècle, se concentrant davantage dans le sud du pays [OIM, 2008 ; Herrera, 2008a ; Martínez, 2004 ; Acosta, 2002]. Le coût moyen de la vie, dorénavant inférieur, permet aux travailleurs péruviens de vendre leur force de travail à moindre prix dans les secteurs d'activités où les besoins en main-d'œuvre peu qualifiée sont importants —besoins sans doute accrus par l'émigration des Équatoriens—, comme dans les plantations capitalistes² du littoral pacifique, les mines ou les entreprises du bâtiment installées en ville. Mais ces déplacements de main-d'œuvre entre nations ne s'arrêtent pas aux villes et aux grandes entreprises. Il est en effet courant d'observer des équipes de travailleurs péruviens sur les chantiers de construction du bourg principal du petit *pays*. Avec des journées de travail plus longues en moyenne (10 heures, contre 8 pour les Cañaris) et l'acceptation d'une moindre rémunération du travail horaire, les Péruviens imposent une rude concurrence à la main-d'œuvre locale. Pour qui veut comprendre les effets de la mondialisation sur le « local », le *pays* de Hatun Cañar a donc tout du cas emblématique. En « exportant » une frange croissante de sa population économiquement active tout en « important » (en substitution, partiellement tout au moins) celle d'un pays voisin, il illustre en effet, de manière éloquent, ce processus de hiérarchisation « dynamique » des espaces économiques à l'échelle du monde³.

Néanmoins, les émigrés cañaris font le plus souvent appel à des parents et à des affins pour la construction de leur maison au sein de leur communauté d'origine ou en ville, s'entendant sur la rémunération du travail. De toute évidence, les relations sociales font frontières, édifiant une forme de protectionnisme, une préférence communautaire appliquée au marché du bâtiment et

¹. Jeu de truilles aux formes et tailles variées selon les usages (à lisser, langue de chat), taloche, niveau, marteau et ciseau de maçon, mètre roulant et équerre.

². Les travailleurs péruviens participent ainsi nombreux à la récolte de la canne à sucre dans les plantations de La Troncal, de juillet à décembre [Godard, 2006].

³. Processus désigné sous le terme de migrations par substitution, relevé dans bien d'autres régions du monde. Citons, à titre d'exemples, des Egyptiens employés dans une Grèce « exportant » des travailleurs en Allemagne, ou des Guatémaltèques travaillant au Mexique dont nombre de ses habitants sont partis tenter leur chance aux Etats-Unis d'Amérique [Domenach et Picouet, 1995].

sans laquelle la concurrence serait en mesure de s'attribuer la totalité des chantiers. Le fait est que l'émigré, physiquement éloigné mais profondément « enchâssé dans un réseau social » qui le relie à son lieu d'origine, soustrait délibérément les modalités de son investissement aux règles du marché. Le migrant participe de la sorte à la redistribution des richesses au sein de ce réseau et entretient les rapports le légitimant comme membre de la communauté et de la famille. Ainsi n'est-il pas rare que le père, contraint d'hypothéquer son terrain pour financer le passage de son fils, soit « recruté » par ce dernier pour bâtir la maison. On peut d'ailleurs se demander comment serait accueilli, par sa communauté, un Indien de retour de l'étranger ayant opté pour la contractualisation d'une main-d'œuvre d'origine péruvienne... Cette dernière tend donc à se concentrer en ville, sur des chantiers financés par des promoteurs immobiliers dont l'objectif premier repose sur la vente ou la location d'un bien construit à moindre coût¹. C'est, en fin de compte, sur ce segment du marché du travail que le journalier cañari s'avère peu compétitif par rapport à son homologue péruvien.

- Des spécialisations en amont et en aval de la construction

Certains paysans ont tiré avantage du développement de l'habitat, en se spécialisant dans des activités en amont et en aval de l'acte de construction proprement dit. Alors que le quincaillier approvisionne les travailleurs en outillage et en matériel divers, le ferronnier et le menuisier fabriquent ouvertures et meubles en tout genre. L'implantation d'une quincaillerie requiert un capital initial que seules les familles parmi les plus aisées étaient en mesure de constituer, par le biais de l'épargne, de l'emprunt bancaire ou de la vente de terrains.

Les métiers du fer et du bois sont l'affaire de paysans qui, à l'image des maçons, ont acquis leur expérience (et la maîtrise du geste) dans les villes vers lesquelles ils migraient autrefois avant de revenir dans leur communauté pour y installer leur propre atelier. Les jeunes artisans ont bien souvent été formés au métier par les anciens, parents proches qui, dans certains cas, les emploient aujourd'hui comme ouvriers qualifiés. D'autres ont créé leur micro-entreprise (généralement informelle), aménageant la cour de la maison pour y installer les équipements², ou s'installant dans des bourgs pour y constituer leur propre clientèle. Ferronnerie et menuiserie sont des activités indépendantes exercées par les hommes à titre principal, impliquant une franche division sexuelle du travail au sein du ménage. Les artisans du fer et du bois partagent avec ceux du textile habileté technique, sens artistique et créativité, des atouts bien utiles sur un marché qui, bien que concurrentiel, reste toutefois, lui aussi, organisé par les conventions sociales établies localement

¹. L'immobilier concentre les revenus des agents du trépied migratoire. Mais il peut arriver aussi que des producteurs aisés détournent un crédit agricole vers l'investissement immobilier, dissimulant le véritable objet de leur placement grâce aux liens étroits entretenus avec certains banquiers ou moyennant des arrangements avec d'autres producteurs se portant garants de l'investissement à finalité supposée agricole.

². Table à souder, poste de soudage (indispensable pour assembler les différents éléments : torsades, volutes, esses, cercles, etc.), machines coupantes et pliantes, etc.

(comprenant une certaine forme d'entente sur les prix). L'accumulation de capital se fait en acquérant de nouveaux équipements, parfois des bâtiments et des moyens de locomotion liés au développement de l'atelier.

5.2.3.2. *A l'étranger : ressource spatiale et insécurité sociale*¹

Les emplois occupés par les migrants se concentrent essentiellement dans quatre secteurs d'activités économiques : le bâtiment, la restauration, l'industrie textile et les services à la personne, autrement dit tout bien ou tout service dont la production ou la prestation ne peuvent être délocalisés. Pour les hommes, les métiers les plus couramment pratiqués sont : ouvrier du bâtiment, plongeur, commis de cuisine, cuisinier, serveur en salle, ouvrier textile dans une moindre mesure. Quant aux femmes, elles sont surtout ouvrières et employées domestiques quand elles ont émigré aux Etats-Unis d'Amérique, salariées agricoles ou auxiliaires de vie sociale lorsqu'elles résident en Espagne.

De tous les marchés, celui du travail est probablement le moins unifié [Trachtman, 2008], pavé qu'il est d'« écluses » diverses et variées (langue, origine géographique, ancienneté, etc.). L'intégration à ce marché est facilitée par les proches déjà établis. De leur réseau dépendra en fait grandement la nature de l'emploi auquel pourra accéder le migrant à son arrivée. L'appropriation progressive de son nouveau « territoire », l'apprentissage de la langue, l'autonomisation financière, peuvent lui permettre de franchir par la suite quelques échelons de la pyramide sociale très stratifiée, ne pouvant guère espérer une ascension significative de par son statut frappé du sceau de la précarité et de l'insécurité. Le métier de plongeur en restaurant, pénible, monotone et répétitif, est sans doute parmi les plus pratiqués par les nouveaux arrivants. Mais c'est probablement la figure du *street corner man*² qui incarnerait le plus fidèlement la situation du clandestin cañari. Car le coin de la rue s'apparente à une forme de foire à la force de travail vers laquelle convergent chaque matin employeurs et journaliers. En cela, il semblerait presque se confondre avec le système d'embauche à la journée pratiqué à Quito voici trente ans, que décrit l'agronome René Dumont [1978 : 87] :

A Quito, les pauvres, surtout indiens, sont non seulement exploités, mais connaissent aussi l'incertitude du salaire quotidien. Beaucoup sont engagés à la journée et un véritable marché *d'esclaves* se tient tous les matins, avenue de la République à Quito. Les employeurs arrivent en camions, embauchant le personnel qui leur est nécessaire pour la journée. Les autres restent sans travail, et à 8h45, j'en ai compté quelques trois cents, dont la majorité n'allait pas trouver de travail. Ces « journaliers » n'ont aucune sécurité, aucune garantie

¹. Les propos tenus dans cette partie sont issus d'entretiens conduits auprès de *retournants* (15 cas), analysés et interprétés par recoupements et répétitions de l'information.

². Littéralement, le travailleur du coin de la rue.

sociale, et coûtent bien moins cher à leurs employeurs que des salariés permanents. Cette *armée de réserve du travail* se généralise à travers l'Amérique latine.

Pour illustrer la persistance de ce système d'embauche à la journée, on aurait tout aussi bien pu mentionner le cas très actuel du secteur bananier équatorien. Car c'est, là aussi, sur les places centrales des bourgs et des villes, aux bifurcations ou aux carrefours des principaux axes routiers que les travailleurs se regroupent chaque matin (entre 4 et 7 h) dans l'espoir d'être embauchés pour la journée [Cepeda, 2011]. On aurait également pu faire référence à la fraise de bouche produite en Andalousie. Là-bas, outre les dégâts écologiques qu'elle occasionne, la fraisculture repose sur l'enrôlement saisonnier d'une main-d'œuvre étrangère à très bas coût¹. Pourquoi ne pas également tirer un parallèle avec les Indiens des « communautés-interstices » qui œuvraient dans l'*hacienda*, ou risquer l'analogie entre l'actuel coin de la rue des métropoles états-uniennes et la place de la bourgade du temps de la Couronne espagnole ? Car c'est là que se rencontraient « volontairement » le grand propriétaire foncier en quête de main-d'œuvre et l'Indien (*street corner man* de l'époque coloniale) à la recherche d'un emploi temporaire rémunéré.

5.2.3.3. Du journalier agricole à l'avocat : la voie étroite de l'éducation

Au petit *pays*, le bas de l'échelle socio-professionnelle comprend une myriade de « petits boulots » peu qualifiés, temporaires et peu rémunérés, tels le journalier agricole, l'aygadier et le vacher (secteur agricole), l'apprenti maçon et le mineur, l'auxiliaire de bus, le porteur sur les marchés de gros, le mécanicien automobile ou encore l'employé de la fonction publique (crèche, cantine scolaire, services d'entretien). Et quand le *street corner man* des Etats-Unis d'Amérique occupe le bas de l'échelle sociale de la région de destination, le journalier agricole du *pays* de Hatun Cañar occupe celui de la région de départ. Ou plutôt la journalière agricole, car ce sont le plus souvent les femmes qui sont amenées à vendre leur force de travail aux exploitations patronales alentour, de manière temporaire et pour des salaires dérisoires (40 % inférieurs à celui que perçoivent les hommes). Tandis qu'une poignée d'hommes, recrutés comme vachers à temps plein au sein des dernières *haciendas*, tirent pleinement parti des ressources de la grande propriété et jouissent d'une certaine sécurité de l'emploi², ce sont également les femmes qui, employées par les éleveurs patronaux, exécutent des tâches fractionnées, pénibles et faiblement

¹. « A Huelva, en Andalousie, la culture intensive de la fraise, destinée à être exportée de manière précoce vers les marchés européens fait appel pendant quelques mois de l'année à une main-d'œuvre temporaire abondante (plus de 50 000 personnes), principalement constituée de travailleurs migrants. Dans le but à la fois de subvenir aux besoins en main-d'œuvre, et de réguler les flux migratoires, le gouvernement espagnol a mis en place le système de la *contratación en origen* visant à recruter “à la source” dans leur pays d'origine quelques milliers de personnes qui seront convoyées puis réparties dans les plantations où elles travailleront jusqu'à la fin de la saison de la fraise, s'engageant à revenir dans leur pays dès la fin de leur contrat » [FIDH, 2012].

². Elevage d'animaux au sein de l'*hacienda*, exploitation pour leur propre compte des ressources fourragères et génétiques du troupeau du « grand propriétaire foncier », utilisation des équipements, terrains agricoles cultivés en métayage, dons de produits agricoles et animaux, etc.

rétribuées (en partie en nature : fraction de la production laitière). Quelques-unes d'entre elles trouvent à Tambo (plus rarement à Cuenca) des emplois à temps partiel et peu rémunérés (lavandière, cuisinière, employée domestique).

Outre les propriétés propres à chacun (âge, sexe, santé, aspirations, etc.), la position sociale, la religion, la proximité avec diverses formes de pouvoirs qui s'exercent localement (communauté, administration, projets de développement), bref le réseau de connaissances auquel appartient l'individu, contribuent à dessiner les contours de chaque « champ des possibles ». Les relations anciennes entretenues avec le propriétaire de l'industrie Nutri Leche ont, par exemple, permis à certains paysans plutôt aisés du petit *pays* d'être embauchés dans l'usine de transformation de San Antonio, voire pour certains, dans celle de Cuenca. Au-delà des avantages sociaux que leur accorde l'industrie (sécurité de l'emploi, cotisations sociales, treizième mois), les employés bénéficient également de divers services, à moindre coût (soins aux animaux et alimentation complémentaire), préférentiels (garantie de la collecte de lait) et particuliers (crédits à taux bonifié pour le passage de l'enfant à l'étranger). Ressurgit ici la trame dense des rapports sociaux de l'*hacienda* qui servirent de base à l'organisation de l'entreprise à laquelle elle donna naissance voici trente ans, notamment pour ce qui fut de la distribution des emplois (recrutement de métis aux postes à responsabilité, compérage valorisé pour les postes subalternes et moins qualifiés). La mission luthérienne n'agit pas autrement lorsqu'elle distribuait, de préférence aux Indiens d'obédience évangélique, les emplois qu'elle créait localement (station radio implantée à Cañarville, ferme expérimentale de Chuichún, clinique de Nar). Il ne fait guère de doute qu'une proximité étroite avec les instances dirigeantes des organisations locales facilitent grandement l'accès aux rares postes que celles-ci financent. Les rapports de pouvoir qui travaillent ces collectifs, parfois gangrenés par la corruption et le clientélisme, génèrent incertitude et rotation dans l'attribution de postes au bout du compte précaires et peu rémunérés.

Enfin, ici comme ailleurs, un niveau d'instruction plus élevé facilite l'accès à des métiers mieux rémunérés, souvent indépendants, parfois exercés à temps plein, mais toujours rares. Parmi les familles aisées, on recense des professions hautement qualifiées (technicien de projet, enseignant, médecin, informaticien, ingénieur, vétérinaire, journaliste, recteur). Faisant figures d'exception, surgissent avocats et juristes dans certaines familles indiennes. Par leur appartenance ethnique (maîtrise de la langue) et la proximité qui en résulte avec la plupart des clients d'origine indienne, ils concurrencent les professionnels métis qui monopolisaient jusque-là cette profession. Certains expliquent la vitalité de ces carrières de droit par la persistance des conflits fonciers et, depuis peu, la modification des structures familiales illustrée par l'accroissement des procédures de divorce (un « effet migration » ?). La réussite professionnelle d'une poignée de jeunes Indiens ne doit toutefois pas éluder le fait que l'éducation reste un chemin semé d'embûches. Le taux global de scolarisation a bien augmenté depuis trois décennies, quand même les enfants des familles plutôt aisées du petit *pays* étaient contraints d'abandonner les études une

fois le niveau élémentaire atteint, faute de collège à proximité. Ceci dit, même si la scolarisation est relativement suivie jusqu'à l'adolescence, le taux de participation tend à s'affaïsser par la suite. Les causes sont probablement diverses et variées (hausse des frais de scolarité, manque de bras sur l'exploitation qu'il s'agit alors de pallier...) mais l'hypothèse de l'émigration des adolescents peut être avancée comme l'une des principales raisons de l'interruption brutale de l'éducation des jeunes paysans. Le fait est que le coût d'opportunité de la scolarité s'élève avec l'âge, puisque des alternatives se font jour. Au dire des adolescents, l'émigration a ceci d'attrayant que, contrairement à l'éducation qui diffère dans le temps le « retour sur investissement », elle est perçue comme une « voie express » pour gagner sa vie. Dans certains foyers, les parents conçoivent pourtant l'éducation comme le « meilleur héritage possible » [Bey, 1994], ce qui n'est pas sans générer et entretenir de vives tensions entre les générations.

5.3. Quand l'émigration donne le ton des transformations du petit pays

Le propriétaire d'une exploitation comptant des dizaines de vaches laitières hautement productives est-il aussi celui qui tient lui-même, à ses heures perdues, une épicerie au rez-de-chaussée de sa propre *hacienda* ? Est-ce au sein des exploitations patronales partiellement spécialisées dans l'élevage bovin laitier que l'on trouve le conjoint vendant sa force de travail sur les échafaudages des chantiers de construction de New York ou de Chicago ? Le paysan minifundiste âgé serait-il celui qui complète le temps investi sur sa petite exploitation de polyculture-élevage par l'exercice du métier d'avocat pendant les temps « morts » de son calendrier agricole ou, au volant de son camion Hino FB, transporte des denrées alimentaires du marché de gros d'Ambato à l'Arenal de Cuenca ? Evoquées de la sorte, il devient plus aisé de comprendre qu'à des systèmes de production agricole correspondent, au bout du compte, un nombre relativement limité d'activités « extérieures » combinées. Et que le choix de ces dernières dépend, pour chaque famille, des ressources dont elle dispose au moment où une opportunité (ou une nouvelle contrainte) surgit. Quand, à l'aube du troisième millénaire, l'Equateur ne se contente plus d'exporter des cagettes de bananes, des sacs de cacao, des cartons de fleurs coupées, des barils de pétrole et des caisses de crevettes, mais exporte aussi des gens de manière massive, la façon dont les familles réagissent à cet événement majeur aboutit à la mise en œuvre de nouvelles combinaisons d'activités.

Repérer, décrire et interpréter la façon dont les familles ont effectivement modifié leurs systèmes d'activité pour faire face aux effets de la triple crise de la fin du XX^e, ou tirer parti des opportunités qui en ont résulté, tel est l'objet des prochaines pages. La description des combinaisons contemporaines d'activités (en tant que résultats de la réaffectation raisonnée des ressources disponibles) nous invite aussi à comprendre les effets de l'émigration sur les

transformations économiques, sociales et spatiales du *pays* de Hatun Cañar, appréhendés depuis les diverses catégories de sa société agraire.

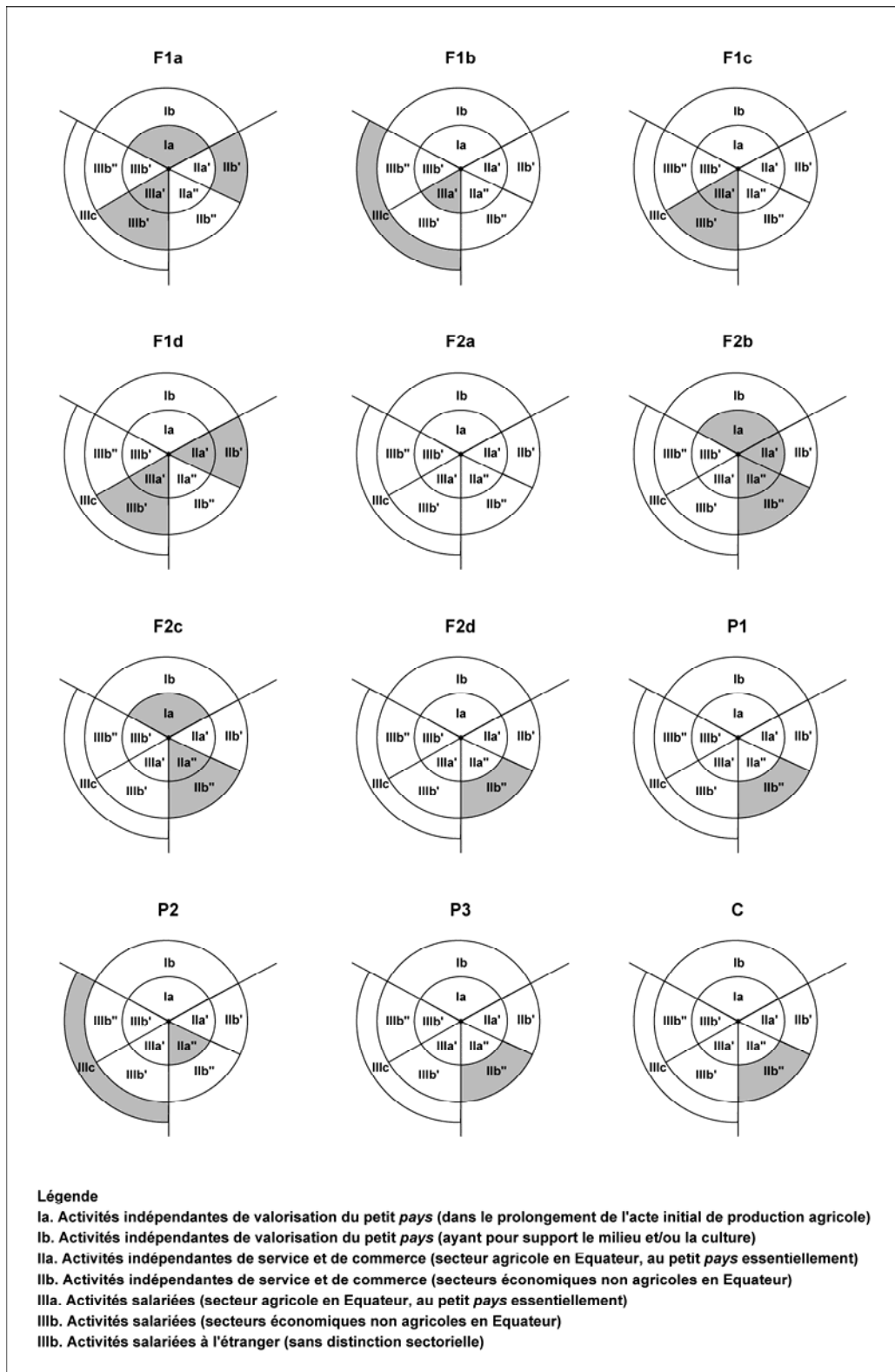
5.3.1. Combinaison d'activités : des configurations variables selon les familles

La typologie des combinaisons contemporaines d'activités (tabl. 10) se lit de la même manière que celle des exploitations agricoles (tabl. 7) —que l'on reconnaissait comme particulièrement instable—, à savoir comme une photo prise à un moment précis de l'histoire sur lequel on s'arrête pour en décrire le fonctionnement et en déceler les « clés » de transformation. La figure 47 rend compte de cette typologie, élaborée selon les critères de modélisation exposés plus haut (fig. 41).

Tableau 10. Typologie des combinaisons d'activités

		Finalité dominante de l'agriculture	Activités "extérieures" à l'exploitation agricole, combinées à l'agriculture (productions animales et végétales)
Exploitations familiales minifundiaires (F1)	Les jeunes ménages (F1a) Ia/Ilb'/IIIa'/IIIb'	Sécurité alimentaire	Activités de première transformation agricole ; activités (à faible intensité de capital), para-agricoles et indépendantes, de commerce et de service ; activités salariées locales (à faible niveau d'instruction)
	La famille transnationale, au commencement (F1b) IIIa'/IIIc	Sécurité alimentaire	Activités salariées locales (à faible niveau d'instruction) relevant du secteur agricole ; activités salariées à l'étranger
	La famille monoparentale (F1c) IIIa'/IIIb'	Sécurité alimentaire	Activités salariées locales (à faible niveau d'instruction) relevant des secteurs agricole et autres
	Les ménages âgés pauvres (F1d) IIa'/IIb'/IIIa'/IIIb'	Sécurité alimentaire	Activités indépendantes (à faible intensité de capital), para-agricoles, de commerce et de service ; activités salariées locales (à faible niveau d'instruction) relevant des secteurs agricole et autres
	A la tête de petits ateliers d'élevage intensifs en capital (F1-2) IIb"	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes de commerce, à haute intensité de capital
Exploitations familiales marchandes (F2)	Les héritiers de l'agriculture cañari précolombienne (F2a) IIIb'	Sécurité alimentaire	Activités salariées locales (à faible niveau d'instruction) relevant des secteurs agricole et autres
	Éleveurs et agriculteurs, entre corniche et bas-pays (F2b) Ia/IIa'/IIa'/IIb"	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes de valorisation du petit <i>pays</i> : activités indép. de service et de commerce, para-agricoles (à faible et haute intensité de capital) et non agricoles (à haute intensité de capital/niveau d'instruction)
	Les gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans (F2c) Ia/IIa'/IIb"	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes de valorisation du petit <i>pays</i> (relevant du secteur agricole) ; activités indép. de service et de commerce, para-agricoles et non agricoles (à haute intensité de capital/niveau d'instruction)
	Les éleveurs laitiers du haut de corniche (F2d) IIb"	Agriculture marchande	Activités indépendantes de commerce, à haute intensité de capital
Exploitations patronales (P)	Les éleveurs laitiers, assistés d'un vacher salarié (P1) IIb"	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes de commerce et de service, à haute intensité de capital
	Les horticultrices de la <i>iony</i> (P2) IIa'/IIIc	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes locales de commerce; activités salariées à l'étranger
	Les "vendeurs d'herbe" (P3) IIb"	Autoconsommation / Agri. marchande	Activités indépendantes locales de commerce et de service (activités à haute intensité de capital)
Exploitations capitalistes (C)	Les <i>hacendados</i> (C) IIa" ou IIb"	Agriculture marchande (forte dimension patrimoniale de la propriété)	Activités indépendantes locales/régionales de commerce et de service (activités à haute intensité de capital et/ou à haut niveau d'instruction)

Figure 47. Type d'activités « extérieures » combinées à l'agriculture selon les catégories de familles¹



¹. Le sous-type F1-2 n'est pas représenté pour des raisons de commodité. Sa structure est équivalente à celle des types F2d, P1, P3 et C.

5.3.1.1. Sécurité alimentaire et précarité de l'emploi chez les minifundistes

Les familles minifundistes associent bien souvent à leurs systèmes de polyculture-élevage diversifié plusieurs activités « extérieures » à l'exploitation agricole (fig. 47). Si une poignée d'entre elles se consacre bien à des activités de première transformation agricole ou à des activités de service et de commerce à faible intensité de capital (couture, petite épicerie), ce sont les activités salariées, pratiquées au *pays* de Hatun Cañar comme à l'étranger (F1b), qui caractérisent le plus précisément ces familles. Au petit *pays*, ces activités salariées sont exercées le plus souvent à temps partiel, de façon irrégulière pour certaines d'entre elles, hachant la journée de sorte que des plages de travail restent inoccupées (vachère, cuisinière, employée domestique). Il en résulte une structure d'emploi « extérieur » manifestement très précaire, à l'origine de contraintes de travail parfois fort complexes (§ 5.3.2).

Toujours au petit *pays*, les familles minifundistes ont en commun le salariat agricole. Si les *familles monoparentales* (F1c) y ont abondamment recours (une centaine de jours par an), il est aussi présent —ce qui peut sembler paradoxal au premier abord— au sein des *familles transnationales au commencement* (F1b). Le conjoint parti, la femme restée seule au *pays* consacre une soixantaine de jours par an, pendant les temps morts de son calendrier agricole, à louer sa force de travail sur les exploitations patronales et *haciendas* voisines.

Les minifundistes non directement concernés par l'émigration (F1a, F1d) recourent au salariat agricole dans de moindres proportions : une quarantaine de jours par an. La présence des deux conjoints offre, relativement, une plus grande latitude dans les activités qu'ils cherchent à combiner à leur système de polyculture-élevage diversifié. La gamme des activités « extérieures » que combinent les ménages âgés (F1d) apparaît ainsi particulièrement ample : journalier agricole, ouvrier du bâtiment, vacher, cuisinière, employé domestique (activités salariées à temps partiel), négociante de détail, boulangère, couturière, épicier (activités indépendantes de service et de commerce à faible intensité de capital). Quant aux jeunes (F1a), lequel (laquelle) d'entre eux (elles) n'a pas été à un moment (le sont encore parfois, voire souvent) tenté par les sirènes de la *iony*¹ ? Si une poignée de jeunes ménages d'origine plutôt aisée² a pu effectivement choisir de rester au *pays*, c'est le manque de moyens et/ou le rang dans la fratrie qui ont contraint la très grande majorité de ceux d'origine modeste (issus des

¹. Certains *jeunes ménages* (F1a) rapportent que leur union n'est, au bout du compte, que la résultante directe d'une déclaration encouragée par l'urgence, proclamée la veille même du grand départ de l'un d'entre eux vers l'étranger. A l'inverse, certains départs peuvent être la résultante de conflits conjugaux.

². La position sociale du *jeune ménage* (dérivée pour beaucoup de sa filiation) induit un champ des possibles plus ou moins étendu dans lequel la migration apparaît comme une ressource inégalement accessible. Les rares *jeunes ménages* qui ont opté pour rester au *pays* exercent des métiers plus qualifiés et moins irréguliers, à l'origine de la constitution d'un capital sous forme de petits équipements agricoles (enclos à cobayes, clôture de jardin, four à pain) ou autres (outils de ferronnerie, mobilier de l'épicerie). Leur position sociale relativement plus élevée facilite assurément le démarrage d'ateliers (petit troupeau), le financement d'études (droit) ou la mobilisation d'un réseau professionnel.

« communautés-interstices » indiennes) à y rester. La satisfaction de leurs besoins résulte de la combinaison de la polyculture-élevage avec des activités exercées à temps partiel procédant bien souvent des ressources dont disposent les ascendants (savoirs et savoir-faire, réseau social, équipements que l'on emprunte, etc.) : la couture, la transformation de produits agricoles (*pulcre*, *pepa de zambo*, fromage), le négoce de détail pratiqué certaines fins de semaine, la cueillette de plantes médicinales que l'on s'efforcera de vendre sur le marché en tirant profit du point de vente tenu par les parents, l'emploi d'apprenti dans des coopératives de transport, la participation rémunérée aux travaux collectifs pour le compte de familles membres de la communauté, la *ración*, bref toutes activités rendant manifeste la recherche d'optimisation de l'emploi de la main-d'œuvre sur l'année. Dans ce large éventail d'activités « extérieures », le salariat agricole n'atteint pas 10 % du temps de travail occupé à l'extérieur de l'exploitation, soit deux fois moins que le salariat dans le secteur de la construction.

De cette catégorie de minifundistes, les *familles à la tête de petits ateliers d'élevage intensifs en capital* (F1-2) font vraiment figure de cas à part. Car si les systèmes de production agricole ressemblent par bien des côtés à ceux pratiqués par les autres catégories de minifundistes, les systèmes d'activité qu'ils mettent en œuvre s'en écartent sur bien des points. En substance : les petits ateliers d'élevage intensifs en capital sont combinés à une unique activité indépendante à haute intensité de capital pratiquée par les conjoints ou, cas plus rares, à une activité salariée nécessitant un niveau élevé d'instruction. Cette activité, le chef de famille s'y adonne à temps plein, et ce depuis plusieurs années. Il est transporteur de marchandises, laitier, conducteur de bus, ferronnier, plus rarement employé agro-industriel ou conseiller provincial. Toutes ces activités nécessitent, au départ, un capital élevé pour (i) l'achat d'un bien d'équipement, d'un bâtiment servant d'atelier ou encore de machines, (ii) l'acquisition de connaissances et l'obtention d'un diplôme (baccalauréat, diplôme universitaire). De tels investissements sous-entendent une spécialisation professionnelle et sont à l'origine d'une franche division du travail entre l'épouse, en charge de la conduite de l'exploitation agricole, le conjoint exerçant un unique métier à plein temps et des enfants se consacrant pour l'essentiel à leurs études. En dépit d'un accès limité à la terre, ces familles peuvent compter avec des ressources « humaines » (niveau de scolarité plus élevé —enfants compris—, permis de conduire, compétences diverses, etc.), matérielles et sociales qui leur donnent accès à des métiers très probablement mieux rémunérés, et des emplois moins précaires que ceux occupés par les autres catégories de minifundistes. En cela, ces familles se situent à l'interface entre ces minifundistes et les familles plus aisées de la société agraire du petit *pays* (F2, P) qui se caractérisent par la relative spécialisation agricole de leur unité de production et la présence, au sein de leur système d'activité, d'au moins une activité à haute intensité de capital ou à haut niveau d'instruction.

5.3.1.2. *Ailleurs, spécialisation agricole et relative sécurité de l'emploi « extérieur »*

Avec l'âge, les conjoints acquièrent de solides compétences et parfont leurs connaissances dans des métiers autres que l'agriculture (ressources « humaines »). Le foncier (de régime à dominante privée), hérité, mis en commun au moment du mariage puis, souvent, agrandi par l'acquisition de nouveaux terrains, est davantage sécurisé, tout comme l'accès à l'eau d'irrigation (ressources naturelles). Ils sont également propriétaires de bâtiments et d'équipements —agricoles et non agricoles— (ressources matérielles), ce qui implique de disposer de l'espace nécessaire pour leur installation et entreposage : moyens de transport motorisés, tracteurs, bâtiments et stocks de marchandises (ferronnerie, quincaillerie, épicerie), machines (bâtiment)... Ces investissements sont le résultat d'un processus d'accumulation plus ou moins récent selon les cas, et qui plonge ses racines dans les secteurs traditionnels de l'économie de la haute vallée, à savoir le commerce, le transport et l'agriculture¹. Nombre de ces familles se caractérisent aussi par leur adhésion à des organisations de diverses natures, comme les coopératives agricoles créées dans les années soixante, les compagnies de transport ou bien encore les associations de producteurs récemment constituées à l'initiative de projets de développement (ressources sociales). Les combinaisons d'activités que mettent en œuvre aujourd'hui les familles relativement plus aisées sont donc échafaudées sur de plus grandes dotations en ressources. Et, au contraire des minifundistes (exception faite du sous-type F1-2), elles reposent très peu sur la pluriactivité de la majorité des membres du foyer. La répartition des tâches entre les membres constitutifs de la famille semble clairement établie : la spécialisation professionnelle et la franche division du travail qui caractérisent les combinaisons d'activités mises en œuvre par ces familles s'expliquent bien souvent par la nécessité d'amortir au plus vite des équipements (ou des formations) lourds et coûteux.

Rares ont été les chefs de ces familles à émigrer², ce qui, au demeurant, ne devrait guère surprendre : a-t-on jamais vu officier sur les chantiers de construction les plus âgés des migrants ? A l'âge considéré comme « désavantage absolu » sur le marché international du travail s'ajoutent une phase plus « clémente » du cycle de Chayanov (plus ou très peu d'enfants à charge) et un processus d'accumulation plus ou moins abouti, comme raisons principales justifiant le faible recours à l'émigration. Ce qui ne signifie, en aucune manière, que ces familles soient restées à l'écart du mouvement migratoire et de ses effets au *pays*. Car ce sont leurs enfants qui ont tenté l'aventure, quand ceux-ci ne poursuivent pas des études universitaires ou ne sont pas déjà engagés à l'extérieur de l'exploitation pour exercer une profession à haut niveau d'instruction, ou une activité nécessitant un capital initial relativement élevé. Si le départ des enfants n'a pas, dans

¹. Production de grains et de tubercules destinés à la vente et plus récemment production de lait ; prestations de service agricole tel que le battage motorisé.

². Emigration récente s'entend. Car certains de ces chefs de famille sont aujourd'hui des *retournants*.

de rares familles (F2a) et ce grâce à la présence de petits-enfants, fondamentalement altéré les systèmes d'activité existants —qui ne sont autres que ces ancestraux systèmes multi-étagés de polyculture-élevage diversifié—, il a en revanche clairement signifié, pour d'autres, l'amorce d'un processus de reconversion de leur système de production agricole dans l'élevage bovin laitier. Ceci étant, bien des familles n'avaient pas attendu le « séisme » migratoire pour opérer une telle conversion, qui leur permettait, simultanément, de tirer parti de prix relatifs du lait plus favorables et de mener à bien une activité « extérieure », indépendante, de services et/ou de commerce, à haute intensité de capital. Avant même le « moment Mahuad », nombre de systèmes d'activité intégraient donc déjà, dans leur fonctionnement, l'absence des enfants mais également des chefs de famille sur l'exploitation agricole.

Le « séisme migratoire » fut à l'origine de nouvelles opportunités pour certaines de ces familles qui comptaient en leur sein (*i*) les compétences que l'on recherchait justement dans les secteurs dynamisés par la hausse du pouvoir d'achat des familles de migrants et/ou (*ii*) les moyens financiers nécessaires à l'investissement initial. Tel est le cas des professionnels du bâtiment revenus exercer au petit *pays* après avoir, il y a peu de temps encore, pratiqué une migration circulatoire vers les grandes villes de l'Equateur. Le « boom » immobilier a également incité quelques-unes de ces familles à investir dans les segments amont et aval de la construction (quincaillerie, ferronnerie), quand ce n'est pas dans le secteur immobilier lui-même¹. Les familles au sein desquelles les chefs s'étaient déjà partiellement spécialisés dans le transport, tirèrent également leur épingle du jeu, dans la mesure où ceux-ci purent immédiatement répondre à la flambée de la demande en services de transport (déplacement de personnes, convoyage de matériaux pour la construction, de produits agricoles et autres...) (F1-2, P3). S'agissant des familles de migrants (*retournants* ou non), si elles ont majoritairement placé une part de leur épargne dans l'agriculture (agrandissement de l'exploitation, amélioration du troupeau), elles ont aussi investi d'autres secteurs d'activités, pas toujours de manière très heureuse d'ailleurs² : télécommunications, mines, commerce de proximité, confection textile, hôtellerie... Ces familles abritent bien souvent en leur sein des dirigeants (F2b, P1) qui se libèrent du temps pour exercer leur fonction en recourant au métayage, à l'emploi de main-d'œuvre salariée ou à la réciprocité (asymétrique). Cela peut même aller plus loin quand le paysan-dirigeant se retrouve « contraint », pour exercer à temps plein sa nouvelle fonction (rémunérée), de délaissier sa paire de bœufs et de

¹. A ce propos, si certaines familles ont procédé à la vente de terrains (conversion des ressources de la terre à la « pierre ») pour investir dans l'immobilier urbain, d'autres n'ont pas hésité à s'arranger avec la loi, en détournant délibérément les fonds issus de prêts bancaires destinés initialement à l'agrandissement ou à l'amélioration d'un atelier de production animale (lait de vache, atelier porcin naisseur-engraisseur).

². Il en est ainsi d'une famille de migrants qui décida d'investir dans le secteur des télécoms : l'implantation, puis la gestion de cabines téléphoniques, dans le but —probablement très pertinent à l'époque— de prester service aux familles de migrants, a très vite périclité avec la diffusion massive du portable.

reconvertir au plus vite son système de production agricole vers l'élevage bovin laitier, faute de bras de substitution au sein du foyer.

Il est aussi des activités dont la récente émergence semble moins tenir de l'émigration que d'autres processus, tels l'essor de l'élevage bovin laitier qui, favorisé par les conditions de commercialisation mais aussi par l'émigration —où l'on retrouve ici, lancinant, le dilemme de la poule et de l'œuf— favorise à son tour la spécialisation herbagère de certaines exploitations agricoles patronales (P3). Tel est aussi le cas des initiatives agricoles promues par des projets de développement qu'ont su notamment saisir les *gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans* (F2c) grâce, rappelons-le, à la relative disponibilité en terre et en force de travail dont disposent ces (plus grandes) familles, à une meilleure sécurité de l'emploi « extérieur » de l'un de leurs membres¹ ainsi qu'à leur appartenance à un réseau de commercialisation. Les savoir-faire paysans assimilés par ces familles ne s'expriment d'ailleurs pas seulement sur l'exploitation agricole. On les retrouve ainsi (autre caractéristique) dans des activités de transformation et/ou de service agricole qui prolongent directement l'acte de production agricole initial : artisanat textile, médecine traditionnelle, arairage.

On ne s'étendra pas sur le cas spécifique des *hacendados* (C). Qu'il nous suffise ici de souligner que leurs propriétaires mettent en œuvre des systèmes d'activité au sein desquels ces *haciendas* ne constituent bien souvent qu'une pièce d'un patrimoine beaucoup plus étendu et varié. Elles apparaissent davantage en tant qu'héritages que l'on conserve pour des raisons qui ne sont pas strictement économiques (haute valeur patrimoniale du bien, lieu de villégiature, élevage de laitières aussi pour leur présentation en concours...). Ceci étant, il serait faux d'en déduire que les propriétaires ne cherchent pas à en tirer le plus grand profit, comme en témoignent les investissements réalisés (plus ou moins élevés et plus ou moins rapidement selon les cas) pour améliorer les performances technico-économiques des systèmes de production agricole mis en œuvre au sein de leurs domaines. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les propriétaires ne se rendent qu'épisodiquement sur leurs domaines, résidant la plupart du temps en ville où ils exercent des professions libérales (avocat, médecin) ou sont à la tête d'industries parfois de très grande taille (Nutri Leche, chaîne de restauration Pio Pio). Quant à leurs enfants, ils poursuivent des études supérieures ou sont déjà aux affaires (avec de hauts niveaux de qualification), questionnant ce faisant leurs motivations quant au devenir du domaine foncier qui leur sera légué.

¹. Un emploi stable et des revenus réguliers facilitent des prises d'initiatives dont les résultats ne sont toutefois ni garantis, ni immédiats.

5.3.2. Agriculture et activités « extérieures » : complémentarités et concurrences

5.3.2.1. Des systèmes d'activité qui font un usage inégal de la main-d'œuvre familiale

Dans les systèmes d'activité mis en œuvre par les minifundistes, le temps consacré à l'agriculture oscille entre 30 et 55 % (tabl. 11). Pour les autres (exception faite des « vendeurs d'herbe »), il varie entre 55 et 100 %¹. C'est dire si l'agriculture, réduite à sa fonction première (la production de produits animaux et végétaux²), occupe toujours une place prépondérante dans la société agraire de Hatun Cañar. Certes, il ne s'agit pas de surestimer cette donnée, *a fortiori* lorsqu'on prend soin de la resituer dans l'histoire récente de Hatun Cañar, emblématisée par le départ à l'étranger de centaines de paysans. Mais il ne faudrait pas non plus en sous-estimer la portée, comme le souligne —non sans l'avoir elle-même fait des années durant— la Banque mondiale dans son rapport 2008 sur le développement.

Si le taux d'occupation de la main-d'œuvre familiale fluctue (pour tous) selon les saisons, il varie également selon les familles³ et les différents systèmes d'activité que celles-ci mettent en œuvre (fig. 48). Chez les minifundistes, il est élevé pour les *jeunes ménages* (F1a, 87 %), les *ménages âgés* (F1d, 81 %), les familles à la tête de petits ateliers intensifs en capital (F1-2, 76 %) et les familles monoparentales (F1c, 75 %). Il est en revanche plus faible pour les familles transnationales au commencement (F1b, 62 %). Il peut sembler paradoxal que les minifundistes, ne maximisent pas l'usage de la ressource dont ils disposent en plus grande quantité : leur force de travail. Des raisons, différentes selon les cas, peuvent être avancées pour tenter d'expliquer cet apparent paradoxe. C'est un choix délibéré et tout à fait rationnel pour les familles transnationales au commencement (F1b) si l'on veut bien se rappeler que l'émigration avait justement pour but d'améliorer les conditions matérielles d'existence de ceux restés au pays... Ces familles ont en commun avec les *jeunes ménages* de consacrer une proportion relativement faible de leur temps de travail à l'agriculture sur leur « propre » exploitation agricole (~ 40 %). La différence est que, pour les *jeunes ménages*, les activités « extérieures » sont locales, plus variées et concernent tout autant les maris que leurs épouses (pluriactivité des membres). La moindre occupation globale de la force de travail des familles monoparentales (F1c) s'explique par le fait qu'elles privilégient un temps partiel quotidien (vacher, cuisinière en cantine scolaire, employée domestique) à un temps partiel annuel (journalière agricole lors des pics de travail au sein des exploitations patronales). Elles optent de la sorte pour une meilleure distribution du salaire sur l'année. Quant aux *ménages âgés* (F1d), ils ne remplissent par complètement leur

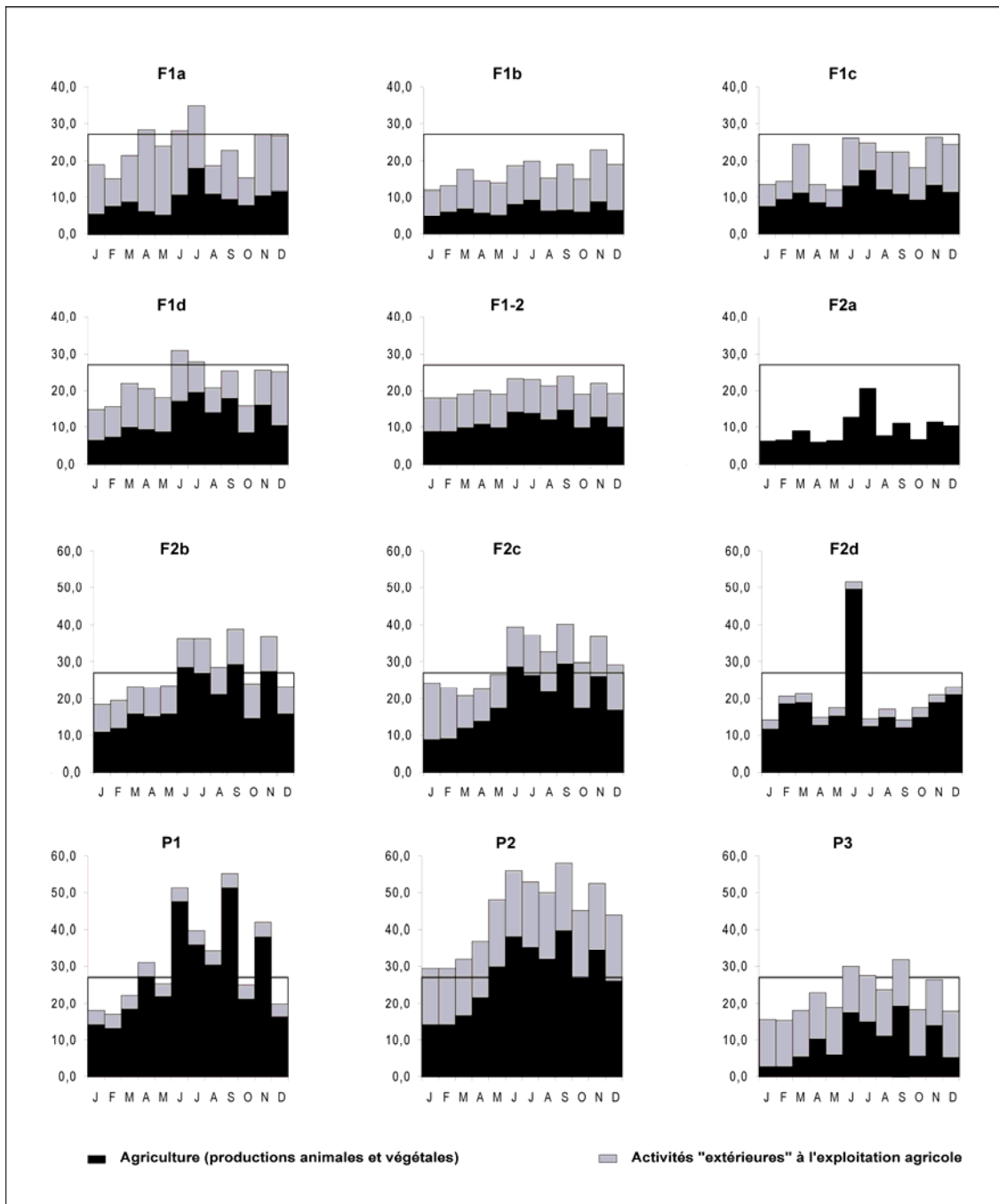
¹. C'est au sein de la catégorie des *lointains héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a) que les familles se consacrant exclusivement à l'agriculture sont, en proportion, les plus nombreuses (fig. 47).

². Rien n'est dit sur la destination des biens agricoles, sur les activités qui s'inscrivent dans le prolongement de cet acte de production initial et sur les emplois générés en amont et en aval de la production.

³. Cf. § 6.1.3.1 pour les modalités de calcul des taux d'occupation de la main-d'œuvre familiale.

calendrier de travail pour des raisons —qui, souvent, se conjuguent— de santé, d'irrégularité de l'emploi local, de saisonnalité des tâches à réaliser sur leur exploitation.

Figure 48. Répartition mensuelle des temps de travail (par actif) entre agriculture et activités « extérieures », selon les types de combinaisons d'activités pratiquées au pays de Hatun Cañar¹



¹. L'axe des ordonnées indique la quantité de travail (exprimée en journées) par mois et par actif disponible. La toise (côté sup. du cadre noir) correspond à une unité de travail humain (26,7 journées de 8 heures par actif et par mois, soit 325 journées à l'année ; § 6.1.3.1). Le type C n'est pas représenté ici, du fait qu'en recourant entièrement à de la main-d'œuvre salariée, il apporte peu à la réflexion portant sur les choix d'affectation de la main-d'œuvre familiale et les stratégies pour gérer les périodes de concurrence et faire face aux pics de travail.

Dans les familles mieux dotées en ressources, il n'est pas rare que les besoins en main-d'œuvre nécessaires au fonctionnement des systèmes d'activité dépassent le nombre d'actifs familiaux disponibles. Ce qui explique le recours systématique soit à des rapports non marchands (F2b, F2c), soit au salariat (P1, P2). Seuls les foyers à trois générations (F2a, F2d) qui peuvent encore compter sur une main-d'œuvre relativement abondante, ainsi que les « *vendeurs d'herbe* » (P3, ménages âgés bien dotés en ressources, notamment naturelles), ne remplissent pas leur calendrier de travail¹ (fig. 48). Celui des *horticultrices de la iony* (P2) en serait une caricature inversée tant il apparaît « débordant ». On se risquerait presque à parler de *burn-out* (épuisement professionnel) pour décrire la situation de ces familles, situation caractérisée par les journées longues et harassantes des conjoints (l'un à l'étranger, l'autre au *pays*) et la participation active des enfants (hors des plages scolaires) au fonctionnement de l'exploitation agricole. Des terrains sont pourtant laissés en métayage. Et les jardins, intensément travaillés, nécessitent même l'emploi d'un salarié agricole à temps plein. Apparemment « consumées », les femmes à la tête des trois exploitations constitutives de cette catégorie semblaient d'ailleurs à la croisée des chemins : la première s'orientait vers la spécialisation laitière de son exploitation, la seconde allait privilégier le maraîchage au détriment de l'élevage bovin et la troisième envisageait d'abandonner l'agriculture au profit d'une activité salariée extérieure.

5.3.2.2. Comment assumer les contraintes du système ?

Le cas emblématique de ces *horticultrices de la iony* (P2) amène à s'interroger sur la façon dont les familles gèrent les principales contraintes des systèmes d'activité qu'elles mettent en œuvre, des contraintes qui se nouent surtout autour des pointes de travail agricole ou lorsque les opportunités économiques —de par leur fréquence aléatoire et leur durée irrégulière (interruption et discontinuité du travail salarié)— entrent en collision avec la quotidienneté du travail. On le sait, ce n'est pas dans la combinaison d'activités, au rythme depuis longtemps minutieusement ajusté, que se logent les tensions les plus fortes quant à l'affectation optimale de la main-d'œuvre familiale et à l'organisation la plus fine possible des calendriers de travail. Le commerce de proximité (ouvert en fonction de la disponibilité des membres de la famille) et l'artisanat textile sont précisément de ces activités ô combien archétypiques de la valorisation des interstices².

¹. Le faible taux d'occupation de la main-d'œuvre chez les *héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a) peut surprendre (27 %). C'est que, dans la modélisation, on considère que les enfants résidant encore au sein du foyer, ainsi que les petits-enfants, participent activement au fonctionnement de l'exploitation. Mais ce n'est pas toujours le cas : dans certaines de ces familles, la charge pèse d'abord sur le couple âgé.

Notons, dans le calendrier des *éleveurs laitiers de haut de corniche* (F2d), l'étonnant pic de travail agricole du mois de juin, « protubérance » caricaturale qui tient du temps consacré à la récolte de tubercules que les familles intègrent toujours aux rotations avec la prairie.

². Quel observateur n'a pas admiré la capacité des Indiennes à faire du moindre temps « mort » de la journée un moment justement mis à profit pour filer la laine à la quenouille, dans les moyens de transport, lors des réunions communautaires ou sur les chemins qu'elles foulent pour rejoindre leurs champs ou visiter leurs ruminants ?

Lorsqu'il s'agit de faire face à des pointes de travail agricole ou à lever les contraintes résultant directement de la concurrence entre plusieurs activités, minifundistes (F1) et familles à la tête d'exploitations marchandes (F2) procèdent à l'allongement de la durée du travail ou mobilisent (selon des rapports non marchands, bien que souvent asymétriques) ce collectif de travail si étendu et si divers. Rappelons, en passant, que c'est moins la quantité de travail qui compte que sa disponibilité aux moments-clés du calendrier (ann. 7.1).

Pour les familles plus aisées (F2, P), les contraintes peuvent être levées en mobilisant d'autres ressources que la propre force de travail. Le tractoriste utilise son propre engin pour lever une contrainte liée à la préparation de l'un de ses terrains. Un transporteur achemine, depuis les industries avicoles du littoral pacifique, les engrais dont une partie est utilisée pour fertiliser ses prairies. Des ressources financières régulières peuvent évidemment s'avérer fort utiles quand il s'agit de se rendre chaque jour sur les soles les plus éloignées de son exploitation ou recruter, la veille pour le lendemain, des journaliers agricoles pour une tâche qui ne peut plus être différée. L'artisan du fer ou du bois maîtrise les contraintes liées à la très brève concurrence entre la livraison non reportable d'une commande et une tâche agricole d'astreinte non substituable (semis, récolte de maïs ou de pomme de terre) en jouant sur une gamme de possibles : (i) négocier une permission de travail (lorsqu'il est salarié) ou un report de la livraison (lorsqu'il est indépendant), (ii) faire appel au collectif d'entraide (*cambiamano**), (iii) contractualiser un salarié qui le remplacera sur l'exploitation (mieux vaut perdre 10-15 USD qu'un client ou un emploi). En résumé, l'éventail et la diversité des ressources disponibles tracent les contours d'un champ des possibles pour lever les contraintes de fonctionnement du système d'activité.

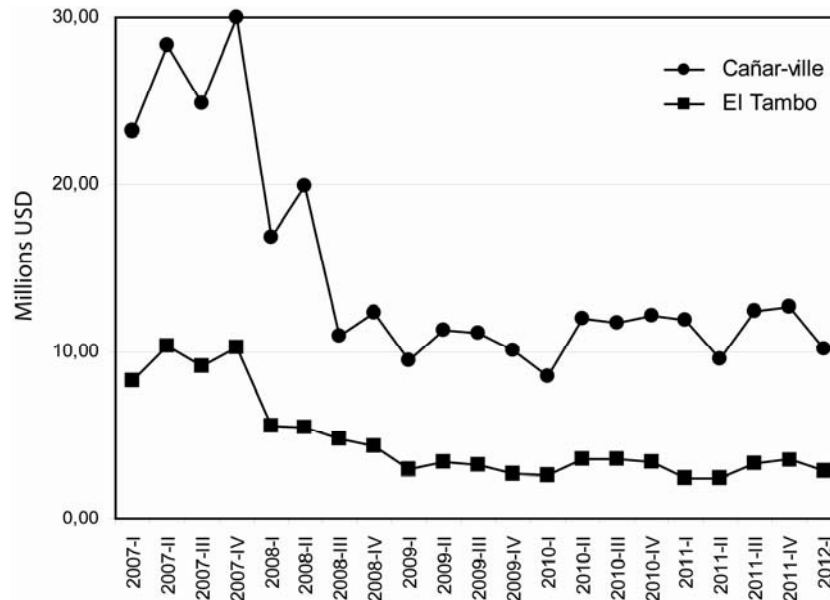
5.3.2.3. Adapter les systèmes aux contingences du moment

- La crise des *subprime* : le changement sous la contrainte à partir du cas des *familles transnationales au commencement*

Si la faillite de la firme financière Lehman Brothers eut bien lieu en septembre 2008, la crise états-unienne des prêts hypothécaires (*subprime*) n'en jetait pas moins à travers le monde, depuis plusieurs mois déjà, ses premiers signes avant-coureurs. Au petit *pays*, on les imputa à d'autres causes, tant les événements avaient été nombreux, notamment à ce qui pourrait ressembler à un phénomène Niño (§ 1.1.2.3). Ce n'est qu'à l'examen rétrospectif qu'ils sont apparus pour ce qu'ils étaient vraiment, à savoir des effets directs de la crise des *subprime*. On peut citer, pêle-mêle, (i) la sévère rétraction des envois d'argent au premier trimestre 2008 (fig. 49), (ii) le ralentissement de l'économie du bâtiment avec la suspension de chantiers de construction et la baisse d'activités tout le long de la filière (construction en tant que tel, transport et vente de matériaux de construction, fabrication de biens par les artisans du fer et du bois), (iii) la dilatation des échéanciers de remboursement du passage avec son corollaire, la flambée du coût final de l'aventure migratoire. Il y a pire : le volume de mandats envoyés dans la haute vallée du Cañar,

qui s'est effondré de plus de moitié au cours de cette même année 2008, ne donne depuis aucun signe de rebond, aussi modéré soit-il (si l'on fait bien évidemment abstraction des fluctuations liées aux saisons¹).

Figure 49. Baisse réelle des envois d'argent (2007-2012), comme effet direct de la crise des *subprime*



Source : Banque centrale de l'Equateur

La crise des *subprime* affecta d'abord les *familles transnationales au commencement* (F1b). Le choc fut pour elles très brutal du fait même de la dette tout juste contractée et des intérêts de celle-ci allant galopants. Il s'agit alors, pour les membres restés au *pays*, d'accroître leur charge de travail qu'ils avaient précédemment réduite en raison, précisément, des envois d'argent les dispensant (au moins en partie) de travailler. Avec la baisse des envois d'argent, le temps était à la réactivation de ressources et d'activités jusque-là « mises en dormance ». Quand elles ne tentaient pas d'émigrer à leur tour, des femmes remirent l'ouvrage sur le métier, au sens littéral du terme : la machine à coudre fut en effet ressortie du local où elle avait été remisee avec la réception des premiers mandats. Pour d'autres, ce fut le commerce de détail —celui des fins de semaine— qui fut relancé. Mais il fallut surtout s'affairer à « réactiver » son réseau dans le but de reprendre des terrains en métayage (avec parents et voisins), de travailler pour la *ración* et

¹. Les transferts d'argent se contractent en hiver, du fait des conditions climatiques (basses températures, neige) sous les moyennes latitudes qui ralentissent (voire, dans certains cas, paralysent) l'activité sur les chantiers de construction, et décourageraient, au dire de certains *retournants*, la fréquentation des établissements de restauration. Ainsi, le rythme des envois de fonds conditionnant l'avancement des chantiers au petit *pays*, la saison pluvieuse y coïncide-t-elle avec une période de moindre activité. Les épouses en sont, dès lors, plus que jamais contraintes à épargner (en anticipant la rétraction prévisible des mandats et l'allongement de l'intervalle entre deux envois, ce qui expliquerait, au moins en partie, le recours au salariat agricole), et/ou à la décapitalisation de leurs ateliers de petits animaux.

d'autoproduire de nouveau les aliments qu'elles se procuraient jusque-là sur le marché grâce aux envois d'argent. Bref, toute activité susceptible d'atténuer l'effondrement des montants des mandats était réamorçée, selon les ressources (notamment sociales) dont disposaient les familles.

- Amplitude, variété et convertibilité des ressources : l'avantage relatif des plus aisés dans la gestion de leur système d'activité

Les familles relativement plus aisées (F2, P) disposent donc d'une gamme de ressources à la fois plus variée et plus conséquente, ce qui leur confère une plus grande marge de manœuvre pour lever les contraintes de fonctionnement de leurs systèmes d'activité. Mais cette gamme de ressources à la fois plus variée et plus conséquente leur confère aussi une plus grande capacité d'adaptation aux contingences du moment, grâce à la relative convertibilité des ressources dont ils disposent. Les minifundistes ont bien évidemment recours à ce principe : les produits des petits animaux sont vendus pour se procurer des aiguilles et du fil de couture ; le lait sert à couvrir les frais de scolarité des enfants, les salaires distribués localement ou à l'étranger servent à l'achat de semences et d'intrants agricoles, les maigres recettes de la petite épicerie financent les déplacements en ville, etc. On vend des produits pour en acheter d'autres —la convertibilité se faisant *via* la monnaie, l'équivalence générale— mais les quantités commercialisées, le capital fixe immobilisé (ressources matérielles), le niveau d'instruction (ressources « humaines »), la nature du réseau social (ressources sociales) n'ont strictement rien à voir avec ce sur quoi les autres catégories sociales peuvent généralement compter. Les ressources financières permettent par exemple l'acquisition de nouvelles compétences (permis de conduire, diplôme universitaire), de nouveaux équipements... Les ressources sociales que constituent la diaspora, les confessions religieuses, les projets de développement, les autorités locales, etc., permettent d'accéder à des ressources financières (subventions, prêts), des emplois, de la formation et de l'information, des nouveaux marchés, etc. La multiplicité des lieux (ressource spatiale) permet de tirer immédiatement parti des opportunités qui viendraient à surgir à un endroit. On pourrait tout aussi bien mentionner les ressources génétiques que s'emploient à conserver les *gardiens de la biodiversité* (F2c), leur conférant une plus grande latitude lorsqu'il s'agit d'adapter leurs systèmes de production agricole (et par extension, d'activité) à des événements exogènes de diverses natures (attaque parasitaire, résistance cryptogamique, débouché commercial, innovation agricole...). Bref, cette gamme de ressources disponibles permet, selon son amplitude et sa variété, d'accroître la résilience des systèmes d'activité à des « chocs » extérieurs *localisés* (phénomène Niño au petit *pays*, crise des *subprime* aux Etats-Unis d'Amérique...).

En cette période post-« moment Mahuad », agitée s'il en est, les exemples abondent pour illustrer la façon dont les familles mieux dotées en ressources réagissent face à des événements de diverses natures. Citons ces transporteurs qui ont largement bénéficié de l'extension du marché des services de transport, de biens et de personnes, avec l'accroissement initial du pouvoir

d'achat des migrants. Ils sont aujourd'hui frappés par la concurrence que leur infligent des *retournants* qui ont investi dans ce secteur d'activités une fois la dette acquittée, le terrain acquis et la maison bâtie. Certains d'entre eux, tels que les chauffeurs de taxi, ne ménagent pas leurs efforts pour contenir cette concurrence, par exemple en votant en assemblée le durcissement des conditions d'adhésion pour les nouveaux¹. Mais quand ils n'ont pas déjà franchi le pas (vente du camion pour s'engager comme salarié qualifié dans l'agro-industrie), nombreux avancent déjà l'idée d'une reconversion qui pourraient passer, pour certains, par un retour à la terre (valorisation de terrains jusque-là loués à des éleveurs du voisinage ou laissés à la friche). Un autre exemple serait celui des familles à la tête d'exploitations patronales qui, confrontées à la contraction du volume de travail disponible, profitent de la flambée des prix du foncier (fig. 59) pour vendre certains de leurs terrains afin d'investir dans l'immobilier ou le secteur touristique. A l'inverse, certains cherchent à acquérir un moyen de transport, non pour venir se placer sur un créneau déjà embouteillé, mais développer l'une de leurs activités « extérieures ». Il en est ainsi de certains paysans-maîtres maçons (P1) qui s'efforcent de développer leur petite entreprise de construction ou bien de *gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans* (F2c) qui cherchent à acquérir un véhicule de façon à réduire drastiquement le temps dévolu aux nombreux déplacements vers les marchés d'une part, et leur dépendance à l'égard des compagnies de transport d'autre part. L'épargne nécessaire à l'achat du moyen de transport a le plus souvent pour origine un appui financier octroyé par un parent émigré (don, prêt, contrat à part de fruit) ou la vente d'un fragment du troupeau bovin laitier que l'on s'efforcera bien souvent de reconstituer grâce aux revenus tirés de la vente d'herbe sur pied dès lors sous-valorisée, ou de ceux générés par le développement de l'activité « extérieure ».

5.3.2.4. Estompement, perpétuation ou affirmation de la différenciation sociale ?

La société agraire contemporaine du *pays* de Hatun Cañar est extrêmement différenciée, avec des disparités criantes mais aussi des clivages d'ordres divers (ethnique, religieux, spatial...), plus ou moins perceptibles selon les cas. Mais la différenciation sociale se produit d'abord autour d'une ligne historiquement constituée qui sépare depuis des siècles les minifundistes des autres catégories de la société agraire de Hatun Cañar (chap. 2). Cette nette ligne de partition relève de plusieurs ordres. Elle est évidemment sociale, dans la mesure où les activités salariées sont, dans leur grande majorité, d'abord pratiquées par les minifundistes, tandis que les autres (pour l'essentiel indépendantes, de service et de commerce) sont le fait des familles les mieux dotées par l'histoire et le milieu (fig. 47 ; tabl. 11). Les emplois « extérieurs » occupés par les minifundistes sont irréguliers en fréquence et en durée (temps partiel qui fractionne et bouscule

¹. Envolée de la cotisation (jusqu'à 5 000 USD dans certaines coopératives), ce qui limite l'adhésion aux seuls migrants ; détention d'un permis en règle (impliquant une formation à la conduite, relativement coûteuse) ; exigence du baccalauréat comme condition d'adhésion à certaines coopératives...

les calendriers de travail), précaires en statut (insécurité de l'emploi, droit du travail réduit à la portion congrue... quand il s'applique) et le plus souvent soumis à la concurrence (ici comme là-bas). Les emplois pratiqués par les autres catégories en constituent un parfait opposé : du temps plein, une plus grande stabilité, une meilleure protection sociale.

Cette ligne distingue aussi les familles selon leur capacité d'épargne et d'accumulation. Alors que les systèmes d'activité mis en œuvre par les minifundistes ont pour finalité première la satisfaction de leurs besoins humains fondamentaux, les systèmes d'activité mis en œuvre par les autres catégories génèrent aussi davantage d'épargne qui nourrit à son tour un processus d'accumulation de capital, plus ou moins intensif selon les cas, mais toujours divers dans leur nature : agrandissement et « modernisation » de l'exploitation agricole, acquisition de biens d'équipement non agricoles ou de connaissances par l'instruction, etc. Par ailleurs, les familles minifundistes (F1), qui sont déjà celles qui vendent le plus leur force de travail, sont aussi celles au sein desquelles les actifs « productifs » sont amenés à pratiquer plusieurs activités au long de l'année, au fil de la semaine, au cours de la même journée souvent. Ce qui n'est que rarement le cas des familles plus aisées (F2, P, C), se singularisant au contraire par la spécialisation professionnelle (parfois stricte) de leurs membres. Au sein de ces familles, la division du travail s'opère notamment selon les sexes : les femmes sur l'exploitation agricole, l'homme à l'extérieur, ce qui n'est pas sans rappeler l'observation du chroniqueur Pedro Cieza de León (§ 2.1.1.3), si tant est que la comparaison vaille encore.

Même si elle ne ressort pas de manière aussi franche, il semble que la ligne sépare aussi les minifundistes des autres selon le cadre des rapports sociaux de production et d'échange auxquels ils sont intégrés. Les minifundistes comptent sur un collectif de travail parfois très élargi (entraide familiale, réciprocité entre voisins, communauté), nouent et entretiennent des rapports de production (domestiques et communautaires) en majorité encore non marchands, exploitent (en usufruit) les communs (eau, terre), certains troquent toujours... Les autres catégories semblent quant à elles davantage intégrées au marché pour la production aussi bien que pour l'échange, montrent une plus grande proximité avec les initiatives de développement et autres instances de pouvoir (politique, religieux, économique), apparaissent directement « branchées » sur le réseau migratoire (en contact permanent avec la diaspora). Enfin, cette même ligne de partition se fait également « fracture » intergénérationnelle, au sens où ce sont en premier lieu les jeunes qui vendent leur force de travail sur le marché, au petit *pays* ou à l'étranger.

De cette ligne de partition au sein de la société agraire de Hatun Cañar, une chose est sûre : le « moment Mahuad » et son corollaire, le « séisme » migratoire, ne l'ont nullement effacée. On peut en revanche se demander si ces deux événements l'ont estompée ou, au contraire, aiguisée. Pour le dire autrement, il s'agit de savoir si l'émigration s'avère favorable au développement de Hatun Cañar ou si, au contraire, elle n'accentuerait pas les inégalités au sein de la société (entre

familles de migrants et les autres, par exemple) ? Avançons une hypothèse : si les familles de migrants acquièrent effectivement de nouveaux terrains, accumulent plus et plus vite que bien d'autres catégories sociales, c'est que l'émigration favorise l'ascension sociale. Cela est peut-être vrai, mais il n'est pas évident qu'elle modifie véritablement les positions sociales *relatives* des différentes catégories de familles. Car celles qui ont le plus bénéficié de l'émigration sont bien souvent celles qui occupaient déjà une position sociale relativement privilégiée au sein de la société. Et les minifundistes ne voient pas forcément leur sort s'arranger, faute de ressources (en quantité et en diversité) pour pleinement saisir les opportunités ouvertes par la séquence post-« moment Mahuad ». A ce stade, on pencherait même pour l'hypothèse inverse, à savoir que l'émigration ouvre une nouvelle ligne de fracture au sein de la société agraire de Hatun Cañar, notamment entre les minifundistes. Mais sur cette hypothèse, nous reviendrons ultérieurement (§ 6.2.3.1).

5.3.3. Espace et société : de nouveaux points de rupture au sein du système agraire ?

5.3.3.1. *Economie locale : monétarisation, prolétarisation et dépendance*

- L'extension du marché à l'ensemble des activités fondamentales de la paysannerie hatun-cañari

Se remémorer la structure des économies paysannes au tournant des années soixante jette une lumière crue sur l'ampleur des changements à l'œuvre depuis. Voici un demi-siècle, l'écrasante majorité des familles paysannes construisaient leur propre maison, confectionnaient la quasi-totalité de leurs habits, se déplaçaient pour l'essentiel à pied, même si les plus aisés pouvaient disposer d'un animal (cheval, mule). Elles produisaient une grande part de leur alimentation, échangeant encore les biens qui leur faisaient défaut avec des paysans exploitant d'autres écosystèmes. Le milieu fournissait les plantes utilisées pour soigner hommes et animaux, ainsi que le bois de chauffe et de cuisson. Ces activités, agricoles et de première transformation agricole, étaient combinées à des activités « extérieures » à l'exploitation, auxquelles les familles accédaient selon la position qu'elles occupaient à l'époque dans le champ social du petit *pays* et les ressources dont elles disposaient. Les familles comptaient sur l'ensemble de leurs membres, enfants inclus —la scolarité était alors le privilège d'une minorité aisée : enfants du personnel d'encadrement de l'*hacienda* et des commerçants, métis pour l'essentiel—. Bref, une économie très peu monétisée, regroupant des activités pratiquées selon des rapports majoritairement domestiques et communautaires qui liaient les paysans à leur milieu et à d'autres groupes sociaux. Le marché et la monnaie étaient donc loin de dominer les échanges.

Avancer que les économies paysannes ont, depuis, profondément changé, ne serait qu'un doux euphémisme. En vérité, il s'est opéré un vaste transfert, vers la sphère marchande, d'activités essentielles à la satisfaction des besoins fondamentaux des familles (alimentation, habillement,

santé, architecture, transport). Des familles (transnationales notamment) ont dorénavant systématiquement recours au marché pour s'habiller, se soigner, se déplacer, se loger. Certaines d'entre elles ne produisent même plus leurs biens alimentaires de base (maïs, tubercules, *máchica*, cobayes). On pourrait se réjouir qu'elles se les procurent sur les marchés de la haute vallée ou auprès du voisinage, participant de la sorte au maintien d'une agriculture paysanne locale. Mais ce serait faire fi de la tendance qui point dans le comportement de ces consommateurs, à savoir qu'ils achètent de plus en plus de biens provenant d'autres régions des Andes équatoriennes (du marché d'Ambato notamment), quand ils ne s'organisent pas entre eux pour se rendre dans la vallée adjacente du Chanchán d'où ils rapportent grains et légumineuses. C'est que ces produits sont écoulés là-bas à moindre prix.

Faut-il pourtant en déduire, et c'est là l'objet de la section qui vient, que la prolétarianisation s'étend à l'ensemble de la paysannerie de Hatun Cañar, que le « moment Mahuad » constituerait un nouveau point de rupture du système agraire contemporain, l'amorce d'un processus d'aliénation généralisée des moyens de production et de liquidation des savoir-faire paysans ? La question se pose car bien des minifundistes combinent toujours plusieurs activités —dont certaines sont étroitement imbriquées : agriculture, élevage, artisanat textile—, tout en recourant encore aux rapports non marchands pour se nourrir, s'équiper et produire « à la ferme » des vêtements et des plantes médicinales pour leur propre usage.

▪ Un processus de prolétarianisation, vraiment ?

En fait, à l'instar des transformations du milieu (abandon partiel de certaines sections du paysage) et de l'évolution des pratiques agricoles (simplification des systèmes de production agricole, sélection ciblée d'espèces cultivées en fonction de la demande, etc.), les changements à l'œuvre depuis un demi-siècle dans les économies paysannes ne constituent pas un processus uniforme. L'adaptation de l'agriculture au marché (chap. 4) est allée de pair avec celle des économies paysannes. Si certaines activités non agricoles ont effectivement été délaissées, d'autres ont depuis émergé —grâce au développement des services, publics notamment¹, et des techniques, comme le recours au tracteur— ou subsistent sous d'autres formes, adaptées à l'évolution de l'environnement technique, économique, écologique, culturel... Tel est le cas des jeunes paysannes-artistes de Hatun Cañar qui, bien que se détournant du fuseau et de la laine d'ovins, ne semblent pas forcément en voie de prolétarianisation dans ce domaine, dans la mesure où elles acquièrent de nouvelles compétences et habiletés dans l'art de confectionner des *polleras* en recourant à la machine à coudre à pédale (nouveau moyen de production) et au fil synthétique.

¹. Santé, éducation, eau de consommation bien entendu, mais aussi voies de communication pour la circulation des biens et des personnes ; ou encore électricité, dont il s'agit de faciliter l'accès en tant que source d'énergie pour la machine à coudre dans le petit atelier de couture, pour le réfrigérateur dans l'épicerie de proximité ou pour l'alimentation de certains outils utilisés par les professionnels du bâtiment.

On peut toutefois se demander si ce cas ne serait pas l'exception qui confirme la règle, à savoir qu'un processus de prolétarianisation travaille, depuis des décennies, des pans de plus en plus larges de la société agraire de Hatun Cañar, les familles de migrants constituant (malgré les apparences) la catégorie la plus symptomatique de ce processus. Car, si certaines d'entre elles améliorent effectivement leurs conditions matérielles d'existence et peuvent même accumuler (foncier, épargne, matériels, équipements et bâtiments), l'envers semble être (i) le déracinement de ses membres émigrés employés dans des activités peu qualifiées —avec perte consécutive de savoirs et de savoir-faire, de rapports à la terre et à l'agriculture, etc.— (ii) la dépossession progressive de leurs marges de manœuvre (émigration clandestine en tant que « choix » contraint) et (iii) la distension (parfois jusqu'à la rupture) des liens avec la communauté et le petit *pays*, avec la famille elle-même parfois. Ce qui a tout, convenons-en, de la prolétarianisation.

▪ Un *pays* en état de dépendance à l'égard de l'extérieur

Nous l'avons dit, le secteur des services occupe, dans l'économie locale, une place croissante, avec celui du commerce et du bâtiment. Mais si l'on peut raisonnablement penser que ce dernier crée effectivement des emplois productifs (en incluant l'amont et l'aval de la stricte construction), tel n'est pas forcément le cas du secteur des services. Car celui-ci, bien qu'il procure un revenu à de nombreux actifs, ne crée pratiquement pas de richesse supplémentaire [Gorz, 2007] : en fait, il ne fait que redistribuer localement, sous forme de salaires, de la richesse créée (en grande partie) ailleurs, en l'occurrence aux Etats-Unis d'Amérique et en Espagne. Quant à l'agriculture, elle bénéficie en partie de l'investissement, de manière directe (essor de l'élevage bovin laitier) et indirecte (services vétérinaires, commerce d'intrants, achat de produits agricoles en circuits courts, etc.). Ceci étant dit, l'évolution récente des conditions d'octroi de prêts par le secteur bancaire « formel » anticipe peut-être un mouvement d'ampleur quant à la place de l'agriculture au petit *pays* : l'emprunt n'est plus garanti par le cheptel bovin —gage le plus solide il y a encore peu de temps— mais par la signature du parent émigré¹. Cette évolution a également été repérée par la coopérative *Jardín del Azuay*, selon laquelle l'agriculture est dorénavant supplantée (en encours de crédits tout du moins) par le commerce. A ce propos, florissant est notamment le commerce des produits électroménagers, secteur qui incorpore un fort pourcentage de composants importés : un constat qui aboutit à une confirmation et soulève une hypothèse. La confirmation, c'est que les envois d'argent stimulent

¹. Il semble toutefois que l'entraide familiale et le recours à l'usurier prédominent encore largement, notamment du fait des facilités de paiement accordées par les créanciers en dépit de taux élevés d'emprunt (reports d'échéances, négociation possible, etc.). Le peu d'enthousiasme à faire appel aux services bancaires peut aussi s'expliquer par (i) le patent discrédit dont le secteur souffre depuis le « moment Mahuad », (ii) l'inadéquation de l'offre de produits financiers aux besoins des paysans (disponibilité immédiate de l'épargne, simplification du dossier administratif, etc.) et à leurs capacités d'emprunt, (iii) la prolifération d'intermédiaires spécialisés dans les transferts de fonds (concurrence sérieuse des banques sur ce créneau) mais aussi (iv) la propulsion du secteur bancaire à canaliser cette épargne ailleurs qu'en milieu rural, voire à l'étranger [Sánchez, 2004].

les importations [Mejía, 2010 ; Acosta *et al.*, 2006a]. L'hypothèse, c'est qu'en consommant des biens étrangers plutôt que d'investir dans des secteurs productifs nationaux (faute de conditions favorables, nous le verrons), les envois d'argent ont très probablement des effets inflationnistes sur l'économie locale, à l'instar de la ville de Cuenca (épicentre historique de l'émigration équatorienne) où le panier de la ménagère y est le plus cher du pays. Ce qui s'apparente à un syndrome hollandais* (étendu aux ressources « humaines ») contribuerait peut-être à expliquer pourquoi certaines familles transnationales optent pour se ravitailler sur les foires de la haute vallée adjacente du Chanchán (où les denrées sont meilleur marché), quitte à s'y rendre à plusieurs au moment des récoltes.

Ce que nous dit l'évolution actuelle du secteur bancaire local, c'est que l'argent envoyé par les migrants « irrigue » le tissu économique de Hatun Cañar, tout en le façonnant depuis l'étranger. Il est certain que l'émigration n'explique pas à elle seule l'évolution de l'économie du petit *pays*. Les dynamiques en cours et les décisions prises aux niveaux d'organisation supérieurs (politiques publiques promues aux échelons national, régional et local ; mouvements sociaux...), les accords signés à l'échelle internationale, les initiatives engagées par des agents extérieurs à la société agraire, etc., ouvrent de nouvelles opportunités pour certains, réduisent le champ des possibles pour d'autres, bref circonscrivent un périmètre à l'intérieur duquel les familles modifient nullement, peu ou prou, leurs activités. Mais on ne peut nier le fait que la circulation de l'argent gagné par les migrants à l'étranger participe de la restructuration de l'économie de Hatun Cañar.

Faute de matériau adéquat, il serait hasardeux de tenter de rendre compte, de manière plus précise, des effets de l'émigration sur la création d'emplois au *pays* de Hatun Cañar, notamment agricoles. On se risquera toutefois à avancer qu'en se concentrant sur un éventail plutôt étroit de branches de l'économie locale (ses branches historiques, en fait), les envois d'argent accroissent la concurrence et tirent à la baisse les revenus qui y sont distribués. Enfin, on peut raisonnablement penser que l'économie de Hatun Cañar dépend grandement de sa diaspora et, partant, de la situation économique des pays au sein desquels celle-ci trouve ou cherche à s'employer. On en aurait pour preuve le fait que la haute vallée du Cañar ne soit pas restée à l'écart de la grave crise des *subprime* venue contaminer son économie par l'entrelacs de canaux reliant pays de destination et *pays* d'origine. Mais le processus en cours ne contribue pas seulement à la transformation des structures économiques du petit *pays*. Il participe aussi, et simultanément, à la réorganisation de l'espace local et à l'évolution de la démographie.

5.3.3.2. Déclin démographique et inégalités spatiales en milieu rural

Pour le cinquième recensement consécutif depuis 1962, celui de 2010 fait également état d'un accroissement démographique au *pays* de Hatun Cañar¹ : + 2,7 % par rapport à 2001. Mais, en plus de ralentir sévèrement², cet accroissement dissimule de fortes disparités entre ville et campagne. En effet, le canton Tambo, qui inclut le bourg principal du petit *pays*, affiche une croissance démographique à deux chiffres depuis plus d'un demi-siècle (ann. 9.1). En revanche, pour la première fois depuis 1962, les paroisses rurales de Juncal et d'Ingapirca ont respectivement perdu, au cours de la dernière période intercensale, 7,3 et 6,0 % de leur population résidente. Le paysage ne présentait-il pas déjà les signes d'une tendance à l'abandon (chap. 1) ?

Si l'« hémorragie » migratoire³ vers l'étranger contribue à expliquer (au moins en partie) l'évolution démographique observée depuis le début du siècle, ses effets ne se limitent pas à la ponction opérée dans les effectifs en âge de travailler. Elle induit, du fait de la séparation conjugale de long terme, un déséquilibre accusé du ratio de sexe⁴, une baisse de la natalité et le vieillissement de la population. Ces évolutions se donnent à voir sous la forme d'une pyramide des âges altérée à sa base et s'aplatissant à son sommet, de manière tangible en campagne, dans une moindre mesure à Tambo (fig. 50). L'extension du bourg amortit très probablement le processus à l'œuvre en sa périphérie rurale⁵. Car la migration internationale ne constitue pas à elle seule le solde migratoire négatif enregistré dans les campagnes. Il semble poindre, en ces temps-ci, un mouvement naissant : des familles de migrants partent résider à Tambo, chef-lieu de canton et siège de nombreux services publics (administration, écoles, centres de santé) et privés (transport, agences de transfert d'argent, commerces, etc.). En somme, l'amélioration des conditions matérielles d'existence, l'importance accordée à l'éducation des enfants, la facilité d'accès aux services de base aiguissent l'attrait pour la ville, dont l'intérêt, pour les familles paysannes, reposait jadis sur l'approvisionnement en biens de première nécessité non produits sur l'exploitation et sur l'écoulement des productions agricoles, animales et autres.

¹. Le *pays* de Hatun Cañar ne correspondant pas à une aire administrative, les résultats ici présentés rassemblent les statistiques du canton Tambo et des paroisses Juncal et Ingapirca.

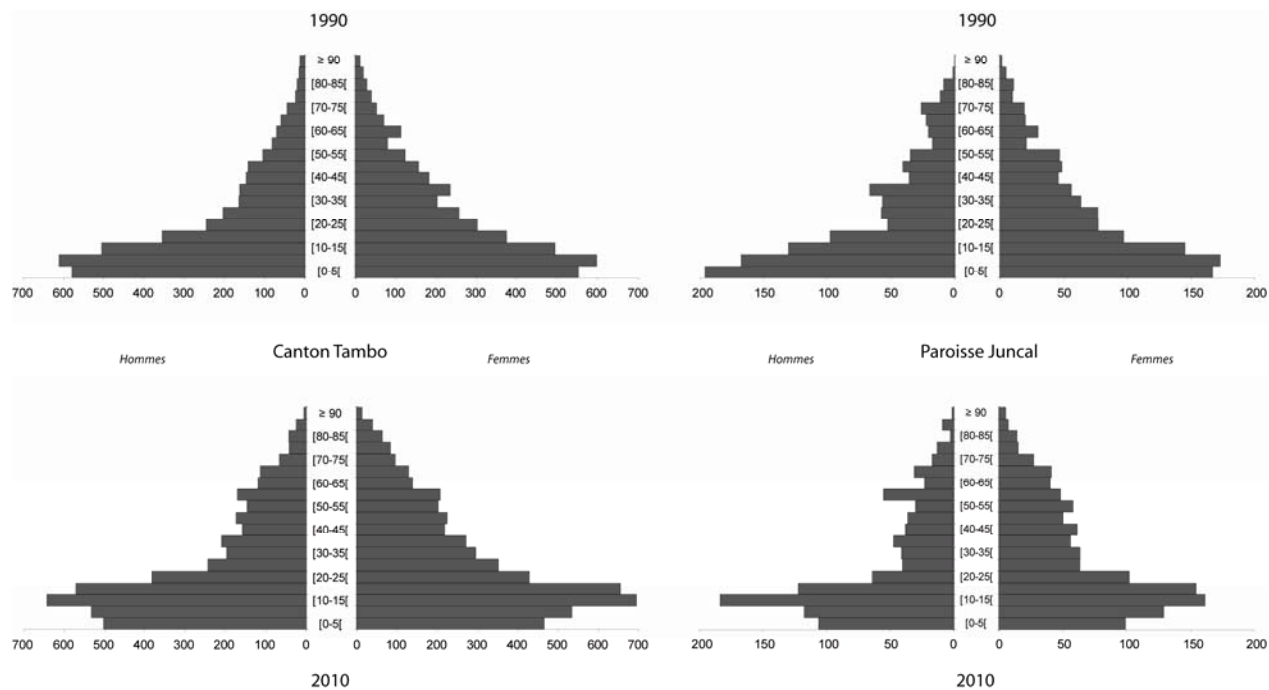
². + 25 % entre 1962 et 1974, + 17 % entre 1974 et 1982, + 11 % entre 1982 et 1990, + 14 % entre 1990 et 2001.

³. Le terme « hémorragie » renvoie l'image d'un flux continu, homogène et non maîtrisé d'un corps malade. Ce qui ne caractériserait que très imparfaitement le processus à l'œuvre aujourd'hui. Il serait peut-être plus pertinent de substituer à la métaphore de l'hémorragie celle d'un processus de filtrage des « flux migratoires », dans la mesure où le marché international du travail semble procéder au « tamisage » de la force de travail dont il a justement besoin, c'est-à-dire des jeunes en âge de travailler, prêts à accepter la pénibilité du travail, la précarité sociale, les bas salaires relatifs, la stigmatisation à l'égard de l'étranger, etc.

⁴. Le canton Cañar affichait, en 1950, un ratio équilibré : 50,03 % d'hommes pour 49,97 % de femmes. En 1982, ce ratio avait à peine varié : 50,3 % d'hommes pour 49,7 % de femmes. En 2010, le *pays* de Hatun Cañar compte 823 hommes (45,15 % de la population totale) pour 1 000 femmes (54,85 %).

⁵. Entre 2001 et 2010, + 62,12 % d'habitants résidant à El Tambo, - 10,56 % dans sa périphérie rurale.

Figure 50. Evolution de la pyramide des âges au petit pays (à partir des exemples de Tambo et de Juncal)



Source: Institut équatorien de Recensements et de Statistiques [1990 ; 2010]

Pour autant, l'accroissement démographique du bourg de Tambo ne se réduit pas à la déprise de ses campagnes alentour. Il compte aussi avec l'installation (temporaire ?) d'ouvriers du bâtiment en provenance du Pérou. Et c'est en ceci que le bourg de Tambo, en tant que point de confluence de divers flux migratoires, constitue un puissant nœud de compréhension de la réorganisation de l'espace de Hatun Cañar. Par ailleurs, la construction de nouveaux quartiers (*ciudadelas*)¹ met souvent en jeu nombre d'acteurs autrefois liés par des rapports de production agricole. La valeur prise par les terrains jouxtant la ville incite les derniers héritiers des grands propriétaires fonciers à céder leurs domaines. Ceux-ci sont acquis par des agriculteurs plutôt aisés qui ont eux aussi cédé une part de leur patrimoine foncier en tirant grand profit des prix actuels de la terre. Ils les revendent, au titre de terrains à bâtir, aux familles de migrants.

Ceci dit, si quelques familles transnationales résident en ville (quel changement !), elles n'en délaissent pour autant pas leurs champs, qu'elles visitent en recourant quotidiennement aux services de transport connectant ville et campagne. Une étude plus approfondie sur le sujet n'aurait très certainement pas manqué d'intérêt. Car l'installation en ville de la famille paysanne n'est pas sans conséquences sur la façon de pratiquer l'agriculture : ce n'est en effet pas pareil de posséder une maison en ville, au plus près des services publics et des commerces que d'être logé

¹. On inventoriait, en 2008, 23 « quartiers » construits depuis 1996, soit deux par an : Asías, Tambo Real, Nuevo Amanecer, Vista al Valle, Ensueños, Taipock, Intiraymi, El Edén, Arquitecto Lata, Horizontes Andinos, El Pedregal, La 9 de Junio, Vista hermosa, Montenegro, El Bosque, Atahualpa, 24 de enero, La Baquerizo Moreno, Don Francisco Coronel, Ferroviaria Alta, Ayamachay, Ciudadela municipal, La Estación.

dans un recoin de la campagne, loin des voies de communication mais au plus près de ses champs et de ses animaux. La résidence en campagne permet une observation fine du développement des cultures, du comportement des animaux, des phénomènes climatiques, bref des interrelations dynamiques entre les différents êtres vivants. Cette observation, que l'on partage au sein de la famille et de la communauté, contribue à l'expérimentation *in situ*, à l'accumulation de savoirs et à l'adaptation de savoir-faire, bref, à l'élaboration graduelle de réponses appropriées aux évolutions des rapports entre l'Homme et son milieu.

Tout ceci tend à s'inscrire dans le sillon tracé par les métis voici plus de quarante ans, et qu'une minorité pratique toujours de nos jours. A savoir que, résidant en ville, ils ne manquent jamais, avant de gagner leur propre exploitation qu'ils ne visitent que périodiquement, de se renseigner auprès des producteurs du coin sur le climat, l'état des plantes, la disponibilité en eau agricole, la présence d'éventuels bioagresseurs, les tâches agricoles à entreprendre en priorité, etc. On peut supposer également que ce processus n'est pas sans conséquence sur les représentations que les jeunes se font de l'activité agricole, à l'instar de celles des migrants après une expérience à l'étranger, ou des femmes de migrants plus occupées à d'autres activités que l'agriculture. Beau sujet de raillerie que ces paysannes qui, au dire des anciens, n'en auraient plus que le nom. Bref, il semble que Hatun Cañar se restructure rapidement autour de la ville, avec pour effet de bouleverser en profondeur les rapports qu'entretiennent les différentes catégories de la société agricole à l'espace.

Enfin, la probabilité est grande que, par effets différés, les effectifs de jeunes en âge d'émigrer se contractent sévèrement à l'avenir. Cette tendance a été observée dans des régions rurales d'émigration plus précoce, comme au Mexique ou au Maroc¹. Plus proche de nous, les anciennes zones de production du chapeau de paille *toquilla*, comme le canton Déleg (ann. 9.2), cristallisent un processus lent mais régulier de déprise rurale et de vieillissement de la population. Le géographe Brad Jokisch et le sociologue David Kyle [2005] rapportent que dans ces régions, la vague de légalisation des clandestins cañaris promue par le gouvernement états-unien dans les années quatre-vingt-dix a lentement vidé la communauté de la majorité de ses membres. Aujourd'hui, même les anciens sont partis, de manière légale, jusqu'à produire parfois ce que les deux chercheurs ont appelé des « communautés fantômes ». Et ceux qui n'ont pas réussi à partir se consacrent, à temps partiel, à la surveillance de la terre et des maisons de migrants résidant à l'étranger en permanence, des maisons qui ne sont pas louées, faute de demande mais aussi par réticence à voir celles-ci habiter par des inconnus. Ces régions d'émigration ancienne ne sont pas sans offrir une image plausible d'un prochain Hatun Cañar. Et cette image, même s'il convient de se garder de toute généralisation, n'engage pas forcément à l'optimisme.

¹. <http://www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=796>

Conclusion chapitre 5. Vers la fin des paysans ?

Il ressort de ce chapitre (dont le titre de la conclusion constitue, bien évidemment, un clin d'œil au sociologue Henri Mendras), que la combinaison d'activités concerne l'immense majorité des familles agricoles de Hatun Cañar, quelles que soient leur position sociale, les ressources dont elles disposent, les activités auxquelles elles se consacrent ou encore la façon qu'elles ont de les combiner au cours de leur vie. Mieux : elle se révèle comme une construction sociale léguée par l'histoire du petit *pays*. La présente recherche délivrerait aussi une confirmation : la combinaison d'activités constitue un fait commun à bien des régions du monde, y compris celles dont on aurait pu la croire définitivement reléguée dans les manuels d'histoire, comme en Amérique du Nord [Alassia *et al.*, 2009], en Nouvelle-Zélande [Taylor *et al.*, 2003] ou en Europe de l'Ouest et du Nord [Kinsella *et al.*, 2000 ; Jervell, 1999 ; Fuller, 1990]. Mais si l'idée selon laquelle la combinaison d'activités serait inéluctablement condamnée à disparaître semble refluer au sein de la communauté scientifique, force est de constater que cette forme de pratiquer l'agriculture peine à trouver des relais dans l'opinion et ne trouve que très rarement de traduction politique, notamment en Equateur. Sans ignorer les dissensions qui persistent sur la reconnaissance de la combinaison d'activités en agriculture¹, le débat ne gagnerait-il pas à glisser vers la question de savoir si celle-ci pourrait faire partie de la réponse à apporter aux brûlants enjeux de sécurité alimentaire, de préservation des écosystèmes, de maintien de l'emploi en milieu rural et de migrations internationales.

Nourrir ce débat à partir du cas de Hatun Cañar impose de revenir, une fois de plus, au moment des « vingt prometteuses ». Jusque-là, les rapports domestiques et communautaires organisaient les activités essentielles de la paysannerie indienne : production de leurs propres aliments, confection de leurs propres vêtements, construction de leur propre maison, soins administrés à partir de plantes cultivées dans leur « herbier médicinal de plein champ » ou collectées dans le *cerro*, techniques pour se prémunir des agents pathogènes (assolements réglés, rotations culturales), pratiques pour assurer la reproduction de la fertilité (déplacement quotidien des animaux entre étages), troc avec des paysans exploitant des écosystèmes distincts pour se procurer les biens manquants, etc. Ces activités (agricoles et de première transformation) étaient combinées à des activités « extérieures » à l'exploitation, auxquelles les familles accédaient selon la position qu'elles occupaient, à l'époque, dans le champ social du petit *pays* et les ressources dont elles disposaient.

¹. Querelles de « chapelles » (entre disciplines) ; ampleur des changements à envisager en matière de politiques publiques (décloisonnement des approches : du secteur au territoire) ; réticence du milieu professionnel agricole à la reconnaissance d'un statut aux conséquences notoires en termes de droit du travail, de protection sociale, etc. ; évolution du rapport au métier d'agriculteur, de la teneur du contrat liant agriculteurs et société dans son ensemble...

Tout changea avec les « vingt prometteuses », le point central des politiques instaurées ayant moins été la redistribution des terres —dont on a vu qu'elle avait été timide à l'échelle de l'Équateur— que la libération de la main-d'œuvre indienne du joug multiséculaire de l'*hacienda* : l'aboutissement, en fait, d'un long conflit opposant les libéraux du littoral pacifique à l'oligarchie foncière de la *sierra* pour l'exploitation de cette main-d'œuvre indienne. La dégradation des conditions d'exercice de l'agriculture paysanne et, plus généralement, l'absence de politiques en faveur des paysans, eurent pour contrepartie le recours croissant au marché national du travail : des emplois le plus souvent pénibles, peu qualifiés, temporaires mais rémunérant mieux la force de travail. Ces emplois, les paysans les occupèrent majoritairement pendant les interstices du calendrier agricole, aménagé ce faisant, et progressivement, pour accroître le temps de travail à l'extérieur (fin des assolements réglés, émancipation des producteurs à l'égard du collectif, simplification des systèmes de production agricole). Les activités essentielles de la paysannerie cessèrent peu à peu de relever du seul « mode de production » domestique, les salaires perçus à l'extérieur finançant les dépenses de consommation de biens qui n'étaient pas ou plus produits sur l'exploitation ou troqués, du fait même de l'évolution des prix relatifs (modification des habitudes alimentaires avec l'introduction de produits achetés sur le marché, remplacement de produits artisanaux par des biens manufacturés, substitution du gaz au bois, etc.). A y regarder de près, émergea à cette époque des « vingt prometteuses », bien qu'avec un certain retard historique, ce que l'anthropologue et historien Karl Polanyi appela la grande transformation [Martínez, 2008] : un processus d'expansion du marché à toutes les sphères de l'activité humaine, y compris les plus intimes et jusqu'à l'être humain lui-même [Michéa, 2013 ; Sève, 2011 ; Généreux, 2010 ; Gorz, 2003 ; Meillassoux, 1975].

Reflet du dernier palier franchi par la paysannerie de Hatun Cañar dans son insertion à la mondialisation, la migration internationale ne fait qu'« accélérer » depuis, le processus de marchandisation de l'économie paysanne et de sa principale ressource, sa main-d'œuvre. Ce processus aboutit à l'abandon de certaines activités, au métissage¹ (par emprunt d'outils, de matières premières et de techniques) ou simplement à la « mise en dormance » de certains savoir-faire, à l'émergence et au développement de métiers nouveaux en réponse à la demande du marché. La constellation d'activités « extérieures » observées ne doit cependant pas masquer le fait que celles-ci peuvent être regroupées en trois sphères principales (valorisation du milieu et des savoir-faire locaux, activités indépendantes locales de services et de commerce, activités salariées) qui ne sont autres que les héritages socio-culturels et économiques de la haute vallée. Ces sphères n'en sont pas moins stratifiées, dans le sens où les familles, selon les ressources dont elles disposent, occupent des segments distincts du marché. C'est vrai pour le commerce, pour les

¹. En dépit du déclin de diverses productions artisanales, le métissage à l'œuvre dans certains métiers participe de la conservation de signes, de pratiques, de biens porteurs de sens pour le groupe. Ces derniers apparaissent sous une forme renouvelée, « modernisée » (c'est-à-dire organisée d'une manière conforme aux besoins d'aujourd'hui).

services agricoles, pour les transports de marchandises, pour le bâtiment également (un marché non unifié et, par conséquent, non soumis à une concurrence « libre et non faussée », parce qu'il s'organise, au sein des communautés, sur des bases éminemment ethniques, cf. § 5.2.3.1).

Il y aurait, avec le grand « chambardement » économique, démographique¹, social et culturel à l'œuvre aujourd'hui, de quoi entrevoir le point de rupture du système agraire de Hatun Cañar, le signe d'une véritable révolution anthropologique en marche. A l'image de celle qu'a connue l'Europe après la seconde guerre mondiale, que le sociologue Henri Mendras [(1967) 1992] désigna sous le terme, à l'époque provocateur, de fin des paysans² ? Peut-être, mais la prudence nous semble devoir être de mise dans le cas de Hatun Cañar. Car le caractère transnational des structures familiales ne correspond pas à l'idée que l'on se fait de l'exode rural. Et l'abandon de l'agriculture (départ à l'étranger, spécialisation professionnelle non agricole au *pays*) ne saurait encore éluder la pluriactivité pratiquée par bien d'autres, au premier rang desquels figurent les minifundistes. Enfin, le processus d'agrandissement des exploitations agricoles de l'Europe de l'ouest —qui est allé de pair avec la moto-mécanisation et la chimisation de l'agriculture— n'a que peu à voir avec ce qui a cours de nos jours au petit *pays*, à savoir que la grande propriété foncière ne cesse de refluer au profit de petites unités de production agricole qui, dans leur très grande majorité, mais à des degrés divers, se trouvent engagées dans la production laitière.

L'hypothèse sur laquelle on conclura ce chapitre est que les liens, à la fois si divers et si étroits qui unissent Hatun Cañar à sa diaspora, chevillent l'économie du petit *pays* à celle des Etats-Unis d'Amérique et de l'Espagne. La recomposition des rapports sociaux dessinerait un nouvel espace (transnational), façonné par une diaspora en contact étroit avec d'autres tenants et valeurs, pratiques, modes de vie et de consommation. Cette diaspora dispose surtout d'une épargne dont les usages au petit *pays* orientent l'économie, les secteurs qui se développent et ceux qui tendent à périr. Tout porte donc à croire que les migrants, en dépit de la distance physique, contribuent activement aux transformations contemporaines de l'économie de Hatun Cañar, qu'ils envoient, ou pas, des mandats, des biens, des idées, etc. En serait pour preuve la sévère contraction des envois d'argent au petit *pays*, conséquence concrète et directe de la « contamination », par la crise des *subprime*, d'une marge du monde.

¹. On rappelle : sérieuse inflexion pour la première fois depuis que les statistiques existent (recensement de 1950), vieillissement de la population, déséquilibre accru du sexe de ratio en faveur des femmes.

². Il avançait la thèse, aujourd'hui grandement validée par les faits, de la disparition, depuis les années cinquante, de la paysannerie française en tant que mode de vie : exode rural et réduction drastique, bien que progressive, du nombre d'agriculteurs, moto-mécanisation et chimisation de l'agriculture et surtout, transformation du paysan en producteur agricole. « C'est, écrivait-il à ce sujet, le passage de la logique paysanne à la rationalité économique dans la gestion des exploitations qui résume et symbolise le conflit de civilisation et la transformation du paysan en producteur agricole » [Mendras, (1967) 1992 : 24].

CHAPITRE 6

Survivre dans les marges

Le chapitre précédent s'est attaché à décrire le fonctionnement technique des différentes combinaisons d'activités mises en œuvre au *pays* de Hatun Cañar pour ensuite s'interroger, à l'échelle du petit *pays*, sur l'évolution de l'agriculture dans son rapport dialectique avec le fait migratoire. Le chapitre que nous ouvrons maintenant se propose, dans une première partie, d'évaluer les performances économiques (reliées directement aux processus techniques) de ces combinaisons d'activités. Préalablement, la méthode employée pour mener à bien cette évaluation aura fait l'objet d'une présentation.

Les résultats technico-économiques viennent tout d'abord éclairer les raisons qui sous-tendent les combinaisons d'activités, ainsi que les construits sociaux dans lesquels s'insèrent les familles qui les pratiquent [Cochet, 2011]. Ensuite, ils aident à comprendre pourquoi les familles peuvent pratiquer des systèmes parfois très différents au sein d'une même région. Enfin, ils servent de base à la seconde partie de ce chapitre qui traite de prospective, autrement dit qui s'intéresse aux perspectives d'évolution des différents systèmes et de ceux qui les mettent en œuvre. Cet exercice de prospective est toutefois rendu complexe par l'« environnement » très incertain que constitue l'incroyable conjonction de crises contemporaines : des crises de natures diverses, d'existence

plus ou moins récente mais toutes d'envergure mondiale¹. Et l'interdépendance des économies, à un niveau jusque-là inédit, fait qu'aujourd'hui aucune région ne peut se croire à l'abri de l'emballement et de la montée aux extrêmes des tensions et des incertitudes qui parcourent le monde contemporain. Aucun Etat ne peut plus ignorer les contraintes et les obligations internationales qui sont les siennes, qu'elles soient d'ordres économique, financier, social, politique ou écologique. Cette remarque vaut à plus forte raison pour l'Equateur, tant son économie reste conditionnée aux cycles de crise et d'essor du capitalisme international et aux vicissitudes du climat, et sa politique monétaire riviée à celle de Washington². L'histoire ne nous a-t-elle pas déjà enseigné qu'une baisse significative des cours mondiaux des matières premières agricoles et énergétiques, conjuguée à un phénomène sévère du Niño ou à de brusques mouvements de capitaux, pouvait « dynamiter » les bases de l'économie nationale et plonger le pays tout entier dans la crise³ (chap. 2) ?

Aussi, penser le développement de Hatun Cañar implique-t-il de garder à l'esprit cet « environnement multiscale » incertain, dans la mesure où tout changement à un niveau retentit sur les autres, induisant ce faisant la réorganisation de l'ensemble. Si nous n'avons pas la prétention d'apporter ici des réponses circonstanciées à l'épineuse question du développement de Hatun Cañar, nous nous interrogerons pour le moins sur le fait de savoir si la voie empruntée par l'Equateur depuis les « vingt prometteuses » constitue un cap prometteur ou si, au contraire, elle pourrait se révéler une impasse. Et si l'impasse se révélait être la voie la plus probable, alors nous nous risquerions, en prenant appui sur l'histoire, à esquisser des alternatives possibles, entre sillons déjà ouverts localement —qu'il s'agirait alors de valoriser— et nouvelles voies à frayer en convoquant, le cas échéant, plusieurs niveaux d'organisation.

¹. Sans que cela n'épuise la liste des crises actuelles et celles se profilant, citons : (i) la crise des *subprime* et son cortège de méfaits socio-économiques (en Europe, en particulier), (ii) le réchauffement climatique et l'épuisement de ressources finies (notamment fossiles) sur lesquelles repose l'économie mondiale [Bourg et Whiteside, 2010 ; Méheust, 2009], (iii) les émeutes de la faim —qui ont éclaté en 2008 à plusieurs endroits de la planète— ravivant l'épineux débat de savoir comment nourrir trois milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici 2050, quand les limites physiques de la planète sont atteintes, voire déjà franchies [Griffon, 2011], (iv) les mouvements migratoires que pourraient encore intensifier les événements précédents mais également l'évolution démographique des différentes régions du monde (schématiquement : vieillissement au « Nord » et accroissement au « Sud »). Pour ne rien dire des futurs migrants de l'environnement, estimés à près d'un milliard par Christian Aid dans son rapport de 2007 : « d'après ce document, 645 millions de personnes devraient, d'ici une quarantaine d'années, se déplacer à cause de grands projets tels que l'exploitation minière intensive ou la construction de barrages hydroélectriques ; 250 millions, en raison de phénomènes de réchauffement climatique, d'inondations ou de submersion du sol littoral ; et, enfin, 50 millions, au moins, pour fuir les conflits engendrés par ces bouleversements catastrophiques du repeuplement démographique de la planète. [Soit une] « crise migratoire sans précédent, incomparablement plus grave que l'immigration de l'âge industriel – et que certains dénomment l'*offensive migratoire* du troisième millénaire – » [Virilio, 2009 : 11-12].

². Cela signifie, répétons-le, que lorsque les pays voisins (par exemple) dévaluent leur monnaie, ou quand le dollar s'apprécie par rapport à celles-ci, l'Equateur perd encore de sa compétitivité sur les marchés correspondants.

³. Exemple : en août 2011, la dépréciation persistante des cours de la banane contraint l'Etat à proroger « l'état d'urgence bananière », de façon à éviter les conséquences désastreuses de la conjoncture internationale sur un secteur économique qui fournit 10 % des emplois et plus de 8 % du PIB [Delcas, 2011].

6.1. Mesurer et comparer les performances économiques : méthode

6.1.1. La modélisation des performances économiques

Pour mesurer les performances économiques des différents systèmes d'activité mis en œuvre au *pays* de Hatun Cañar, il convient d'évaluer l'efficacité du travail des familles agricoles à ce niveau, et comparer ces résultats d'une catégorie à l'autre. La valeur ajoutée et le revenu sont les deux grandes valeurs calculées (encadré 5). Alors que la première correspond à la création de richesse résultant du fonctionnement du système, la seconde rend compte de ce qui reste aux familles après la répartition de cette valeur ajoutée [Cochet, 2011].

Il n'est peut-être pas inutile de préciser qu'il serait illusoire de prétendre rendre compte, avec exactitude et exhaustivité, du niveau de vie réel des familles. Les résultats économiques obtenus ne constituent bien évidemment que la représentation, l'approximation d'une réalité complexe. Le défi réside en fait dans la minimisation de l'erreur, « entendue comme un degré d'écartement au réel » [Gasselin, 2000 : 363]. En agriculture comparée, on s'efforce de la réduire par un travail minutieux de classifications successives raisonnées et argumentées, une fine connaissance des pratiques paysannes (acquise progressivement par l'observation et le dialogue) et le recoupement systématique des informations collectées. C'est pour cette raison, nous l'avons dit (§ 3.3.3.2), qu'il est préférable de ne déléguer ni les tâches de collecte et de traitement de données, ni l'interprétation des résultats.

Il convient aussi de rappeler que la nécessité d'imaginer les systèmes d'activité stables le temps d'entrevoir les interactions et mécanismes fondamentaux qui les caractérisent [Cochet, 2011], correspond, par définition, à un moment précis de l'histoire. Or, la modification rapide des systèmes d'activité pratiqués par certaines catégories de la société agraire de Hatun Cañar a tôt fait, pour reprendre la métaphore de l'historien Marc Bloch, de briser les traits de la pellicule que l'on vient pourtant tout juste de développer. Tel est le cas des systèmes d'activité (d'une instabilité chronique) mis en œuvre par les jeunes ménages (F1a, F1b), dont l'évolution illustre justement la difficulté qu'il y a à saisir le mouvement, ou du moins à le rendre intelligible par le biais de la modélisation¹. Aussi convient-il de bien garder à l'esprit que le jaunissement accéléré de cette pellicule ne doit jamais nous faire perdre de vue que le film (l'évolution) a plus d'importance que la photo (un point pris à un instant t).

¹. Un exemple éloquent avec l'histoire d'un jeune ménage indien : 2006 : jeune couple combinant agriculture de subsistance (métayage) et salariat (moyennant parfois une circulation migratoire). 2007 : émigration du mari, petit élevage bovin laitier au *pays* pour l'épouse. 2008 : contraction drastique des envois d'argent, avec pour effets (pour l'épouse) de la reprise d'une activité artisanale textile et de la réactivation des rapports de production agricole mis en dormance avec l'émigration du mari. 2009 : émigration, à son tour, de l'épouse (regroupement des conjoints) avec enfants confiés au *pays* à leurs grands-parents.

Encadré 5. Création annuelle de nouvelles richesses et formation du revenu : modes de calcul [adapté de Dufumier, 1996 : 95-97]

La valeur ajoutée nette obtenue, pour une année normale, avec chaque sous-système de production agricole ou chaque sous-système d'activité « extérieure » à l'exploitation agricole (activités indépendantes de valorisation du petit *pays*, de service et de commerce ; sphères I et II, fig. 41), est égale à la valeur des productions ou services finaux, à laquelle on soustrait la valeur de l'ensemble des biens et des services consommés :

$$\text{VAN} = \text{PB} - \text{CI} - \text{CACF}$$

avec PB : Valeur des productions ou services finaux¹ (produit brut annuel)
CI : Valeur des consommations intermédiaires annuelles, soit, en d'autres termes, l'ensemble des biens et des services intégralement détruits au cours d'un cycle de production ou de service (rapporté à l'année) (ann. 10.1)

CACF² : Valeur des consommations annuelles de capital fixe (ann. 10.2)

Pour chaque sous-système de production agricole, ou chaque sous-système d'activité « extérieure » à l'exploitation agricole, le revenu moyen correspond à l'addition de la valeur ajoutée nette et des subventions perçues, agrégat duquel on soustrait la somme des intérêts des emprunts, la rente foncière (considérée dans le calcul du revenu agricole), les impôts directs et indirects, et la rémunération de la main-d'œuvre salariée :

$$\text{R} = \text{VAN} + \text{Sub} - \text{Int} - \text{RF} - \text{Imp} - \text{Sal}$$

avec R : Revenu
VAN : Valeur ajoutée nette
Sub : Subventions versées à la famille par l'Etat, les collectivités, et les institutions de développement
Int : Intérêts des emprunts payés aux prêteurs : banques (frais financiers) et usuriers (*chulqueros*)
RF : Rente foncière versée aux propriétaires fonciers
Imp : Taxes et impôts (directs et indirects) payés à l'Etat
Sal : Salaires versés à la main-d'œuvre extérieure à la famille

Le revenu total correspond à l'addition du revenu agricole, du revenu tiré des activités indépendantes « extérieures » à l'exploitation agricole, du revenu dégagé par les activités salariées, ainsi que des envois d'argent —hors familles transnationales— (EnvA) et des redistributions sociales considérées à l'échelle du système d'activité.

¹. A l'exclusion de toutes les productions et services intermédiaires réutilisés dans les ateliers de production et de service.

². Notion préférée à celle d'amortissement économique, de façon à éviter la confusion avec l'amortissement comptable qui, lui, « fait partie de la valeur ajoutée et correspond à une provision pour le renouvellement (et même parfois l'accroissement) des équipements » [Dufumier, 1996 : 95]. Dans le cas présent, l'amortissement économique (ou dépréciation du capital fixe) correspond à « la consommation progressive des équipements servant à un atelier donné sur plusieurs cycles de production successifs. Il est évalué comme la valeur d'achat en monnaie constante d'une année donnée, divisée par le nombre d'années d'utilisation envisagée par le propriétaire » [Ducourtieux, 2006 : 183].

6.1.2. Création de richesse et formation du revenu

Détaillons, dans le cas du *pays* de Hatun Cañar, les composantes du revenu total que l'on a présentées précédemment (encadré 5).

6.1.2.1. Mesurer la richesse créée

La valeur ajoutée nette mesure la richesse créée par l'ensemble des activités agricoles ou par l'ensemble des activités (créatrices de biens et de services) « extérieures » à l'exploitation agricole. Pour effectuer un calcul qui rend compte du fonctionnement concret du système d'activité, la valeur des productions finales (PB) et celle des consommations intermédiaires (CI) sont évaluées, par atelier, à partir des rendements, des prix des différents produits et services, ainsi que des itinéraires techniques.

La notion de valeur ajoutée a pour intérêt la comparaison possible, entre combinaisons d'activités, des résultats économiques obtenus, et ce quelles que soient la nature de l'unité de production considérée (familiale, patronale, capitaliste) et les modalités de répartition de cette valeur ajoutée entre les agents ayant contribué à sa création —soit, dit en d'autres termes, que la richesse créée reste majoritairement aux mains des paysans ou qu'au contraire, elle leur échappe en grande partie—.

- Des unités de mesure révélatrices des pratiques paysannes

Il serait illusoire de prétendre interpréter les performances économiques des divers systèmes de production agricole, et d'activité, indépendamment des pratiques qui les sous-tendent. De la même façon, il serait risqué de dissocier pratiques et mesures, comme nous le rappelle avec justesse, par exemple, le juriste Alain Supiot [2010 : 116-117] :

Historiquement, la déconnexion progressive des unités de mesure de toute expérience humaine est allée de pair avec les progrès de la science moderne et l'avènement du capitalisme. Des unités de mesure générales et abstraites, comme le mètre [...], ont progressivement fait disparaître le pied, l'empan, la lieue ou le boisseau, qui indexaient toute espèce de grandeur sur le corps humain ou sur la qualité de l'objet mesuré. Cette « déshumanisation » est parfaitement légitime lorsque la mesure vise à observer et expliquer des phénomènes naturels, tels le mouvement des astres ou la physique des particules. Elle n'est déjà pas sans effet pervers lorsqu'il s'agit de représenter l'écoumène, c'est-à-dire le milieu vital de l'homme.

Si cet auteur se réfère plus précisément à l'histoire des paysanneries des pays les plus anciennement industrialisés —quand il y avait autant d'unités de mesure qu'il y avait de villages [Bourdieu, 2012]—, les mesures anciennes (ann. 11) restent encore couramment employées dans la haute vallée du Cañar. Il reste que leur usage tend toutefois à s'estomper au profit des unités de mesure du système international.

Les unités de mesure évoluent en fonction du mouvement des techniques, de la modification des rapports sociaux et, plus largement, de la transformation des modes de production (agricole et autres). L'abandon de certaines d'entre elles, l'avènement de nouvelles, rendent en fait compte des transformations des pratiques et des modes de vie paysans. Exemple : avec l'évolution des moyens de transport et le développement des infrastructures routières, la *mula*¹ est tombée en désuétude. Jadis pourtant, cette unité de poids rendait précisément compte de la capacité de portage de l'animal de bât acheminant —de l'*hacienda* à la ville— lait, céréales et tubercules (§ 2.3.2.2). Elle a été progressivement supplantée par la caisse posée sur le châssis de la camionnette², unité à laquelle se réfèrent les agriculteurs pour mesurer le volume d'intrants organiques qu'ils épandent sur leurs prairies.

Ceci étant, le fait que cette unité de poids évolue en fonction du type d'énergie utilisée et de la capacité de portage du moyen de transport concerné, ne liquide pas toutes les anciennes unités de mesure. Les anciennes unités espagnoles de poids (quintal, arroba, livre, once) sont encore communément utilisées, notamment lorsque les biens s'échangent sur le marché (achat d'intrants). L'*almud* équivaut au volume contenu dans un récipient, son poids variant dès lors selon le produit³. Le sac (*costal*) demeure quant à lui l'unité-étalon pour les tubercules : le poids varie alors selon la variété, le calibre et la région⁴. Mais il y a mieux : ce n'est ni en arroba, ni en livre, ni en tout autre mesure de poids léguée par les Espagnols que l'écrasante majorité des paysannes rendent compte de la quantité de fourrage frais qu'elles prélèvent journalièrement dans leur propre carré fourrager ou sur les espaces collectifs (parcours indivis, bords de chemins, etc.) et avec lequel elles nourrissent les cobayes. C'est en *chalina*, du nom de cette grande écharpe qu'elles utilisent traditionnellement comme outil de portage (fig. 51). Quand elle est comble (*llena*), celle-ci équivaut approximativement à 50 livres, soit la ration quotidienne d'une vingtaine de cobayes reproductrices et de leur suite⁵.

A l'instar de l'*almud*⁶, il n'est pas rare qu'une unité de poids serve également à évaluer une superficie. Une unité de superficie peut, par exemple, s'exprimer en volume de semences

¹. La *mula* (mule) équivaut à quatre sacs de jute.

². La caisse d'une camionnette de marque Dina transporte jusqu'à une centaine de sacs de fientes de volailles séchées. « C'est généralement après deux à trois cycles de production fourragère que l'on épand sur ce lopin une camionnette de fientes de volailles séchées » [Parole de paysan]. Quand les quantités sont plus importantes, les agriculteurs se réfèrent à la capacité de chargement d'un camion de marque Hino FB, soit environ 250 sacs.

³. C'est ainsi que les *almud* d'orge et de blé équivalent, respectivement, à 35 et 40 livres.

⁴. Exemple : le *costal* de pomme de terre de la haute vallée du Cañar équivaut à 120 livres approximativement, alors que celui utilisé plus au nord n'en contient que 80.

⁵. Cette unité peut aussi être exprimée en *brazada* (brassée), l'équivalent « d'un quart d'écharpe ».

⁶. Diccionario de la Real Academia de la Lengua
Almud. (Del ár. hisp. almúdd, y este del ár. clás. mudd).

1. m. Unidad de medida de áridos y a veces de líquidos, de valor variable según las épocas y las regiones.
~ de tierra.

1. m. rur. Man. Espacio en que cabe media fanega de sembradura

nécessaire à l'emblavement de la sole. Il en est ainsi des paysans qui raisonnent la superficie de leurs champs localisés sur les terrasses du *bas-pays* en galon de maïs ou *almud* de céréales à paille (orge, blé). La mesure renvoie alors à la pratique, variable selon la nature du sol, la position dans la toposéquence, l'étage écologique, l'itinéraire technique, l'équipement employé, la destination de la production, etc. La grandeur de la mesure s'indexe alors sur la quantité de travail nécessaire à la mise en valeur du terrain (c'est-à-dire selon les conditions agro-écologiques, techniques et socio-économiques). En ce sens, l'emploi courant du volume de semence apporte la démonstration qu'une unité de superficie (quantité) n'est jamais, d'un point de vue qualitatif, l'égal d'une autre [Supiot, 2010]. Mais ce qui reflète probablement le mieux la diversité des pratiques agricoles au petit *pays*, c'est l'existence d'unités de superficie distinctes selon les étages : l'hectare de la corniche (mesure héritée de l'*hacienda*, davantage utilisée depuis les réformes agraires au cours desquelles les terrains ont été divisés et mis en vente) côtoie le trente ou cinquante par cent (mètres) sur les communs et le *solar* du *bas-pays* (équivalent d'une journée de travail à l'araire¹, technique qui illustre la subsistance de la petite propriété foncière). En revanche, pour les unités de longueur, le système métrique prédomine en agriculture. Ce n'est toutefois pas encore le cas dans tous les secteurs d'activités. Dans l'artisanat textile par exemple, les grandeurs de tissu sont exprimées en *yard*, *cuarta* ou *vara*, mesures anciennes espagnoles de longueur variable selon les régions².



Figure 51. Retour à la ferme, chargées de la *chalina* (comble) de fourrages frais, coupés à la faucille et destinés à l'alimentation des cobayes

¹. Le soin apporté à la délimitation de zones écologiques plus ou moins homogènes lors de la lecture de paysage (chap. 1) permet théoriquement d'éviter l'écueil de la comparaison fondée sur une unité de mesure considérée isolément des conditions géomorphologiques et édaphiques des différents écosystèmes cultivés.

². En France, on recourait jadis à l'aune, unité de longueur utilisée surtout pour mesurer des étoffes et qui correspondait, selon les régions, de 676 à 1 118 mm [Dictionnaire Larousse].

Par ailleurs, ce qu'il y a d'instructif dans le fait que le *solar* côtoie l'hectare, que l'écharpe et la caisse du pick-up coexistent avec le quintal, c'est que persiste, jusque dans les unités de mesure couramment employées, cette dualité (tout comme les cultures et les élevages, et partant les pratiques agricoles) entre archaïsme pratique et généralité abstraite. L'emploi d'une diversité d'unités de mesure (poids, superficie, longueur) rend effectivement compte de la production, par les paysans, de grandeurs exprimant de manière précise et adaptée les conditions dans lesquelles ils opèrent (caractéristiques bioclimatiques des écosystèmes cultivés) et les rapports sociaux de production et d'échange dans lesquels ils s'insèrent (quantité de travail, équipement utilisé, institutions mobilisées, etc.). Aussi, gardons bien à l'esprit que les conversions qu'il nous faut nécessairement opérer pour réaliser les calculs économiques (ann. 11) dissimulent en fait la diversité et la complexité de pratiques héritées, adaptées, renouvelées, inventées au fil du temps.

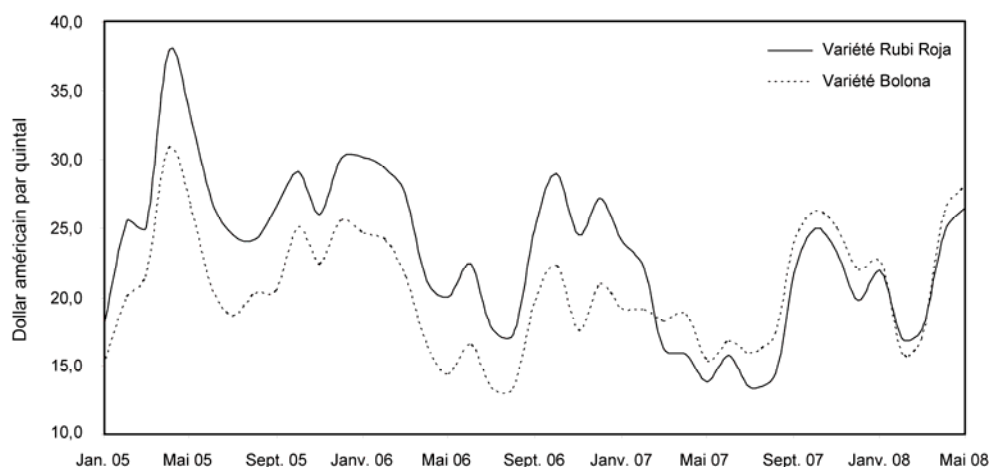
▪ Quelle année « normale » en agriculture de haute montagne ?

La nécessité d'imaginer le système stable pour en analyser le fonctionnement va de pair avec la notion d'année « normale », un pas de temps théorique qui « ne correspond pas à une année moyenne (au sens mathématique du terme) mais plutôt aux conditions de production les plus fréquentes » [Ferraton *et al.*, 2002 : 71]. Ceci étant, avec l'extrême variabilité, spatiale et temporelle, des rendements des cultures et des élevages au *pays* de Hatun Cañar, l'anormalité semble justement être la norme. Entre 2006 et 2008 (époque de terrain de la présente recherche), des états climatiques extrêmement contrastés se sont, par exemple, succédé. L'année 2006 fut déficitaire. 2007, au dire des paysans, fut une année au cours de laquelle les productions ont été satisfaisantes. Quant à 2008, elle afficha des records régionaux historiques de pluviométrie (ann. 3), à l'origine de glissements de terrain, de pertes de récolte totales, de taux de mortalité élevés des petits animaux, d'adaptation des systèmes de culture pour la sécurité alimentaire (modification des rotations, introduction de variétés à cycle court...), de remboursements d'emprunts différés ou, encore, d'activation des mécanismes de solidarité. Cette courte série éclaire en passant la « rationalité » du paysan andin en situation d'incertitude (notamment climatique), entre ceux tentés par la prise de risque (modifier les périodes de semis pour profiter des prix plus élevés) et ceux cherchant avant tout à se prémunir du risque agricole. Elle rappelle aussi à quel point, dans la conception de l'année « normale », il est impérieux de disposer d'une large gamme de données relatives aux rendements (variables selon les conditions, y compris sur un même étage écologique), aux prix des produits, aux coûts des intrants et des services, etc., tout en prenant soin de mettre en exergue la variabilité des productions estimées (années extrêmes).

Du rendement, il faut savoir que ce n'est pas nécessairement celui exprimé par rapport à la surface de terrain qui intéresse le plus l'agriculteur —et donc guide ses choix— mais celui « exprimé par rapport au facteur de production perçu comme rare : la semence fournie par la récolte précédente ou gardée d'une année antérieure » [Morlon, 1992 : 314]. C'est ainsi que

l'agriculteur hatun-cañari estime par exemple son rendement de tubercules en rapportant le nombre de sacs récoltés au nombre de sacs semés (une unité à la fois de poids et de superficie). Plus ardue encore est l'évaluation des rendements des cultures vivrières lorsque celles-ci sont récoltées au jour le jour, selon les besoins de la famille, l'état de la plante, les risques climatiques ou les conditions de mise en marché. Les rendements ont, dans ce cas précis, été estimés en partant de l'expérience de ceux qui produisent pour la vente, dans des conditions plus ou moins similaires, ces mêmes denrées vivrières.

Figure 52. Variation des prix de deux variétés de pomme de terre sur le marché d'Azogues (période 2005-2008)¹



Source : Ministère équatorien de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Aquaculture et de la Pêche, Direction provinciale de Cañar

Concernant les prix des produits agricoles, ils fluctuent d'une année à l'autre, en fonction des conditions climatiques et des cours du marché, tant à l'échelle locale que nationale (effets Niño par exemple) et internationale (cas de la flambée des prix des céréales en 2008). Ils varient aussi au long de l'année, parfois de façon sévère, à l'instar de la pomme de terre (fig. 52). Ceci étant dit, précisons que, dans la pratique (autrement dit, sur le marché local), le prix du seau (contenant équivalant à un gallon, pris comme instrument de mesure) ne varie pas. C'est le volume des produits (le contenu, en densité² et en niveau de remplissage) qui fluctue selon la période. En période de rareté, le seau est rempli au ras (mesure rase) par la commerçante qui s'est procuré le produit à un prix élevé. En période d'abondance (prix d'achat bas), le seau est « débordant » (mesure comble). Le même système préside à la vente des autres produits agricoles, le contenant variant selon la nature de ces derniers (ex : le sac plastique pour les légumineuses). Tout en

¹. En année « normale », le prix est élevé lorsqu'arrivent sur le marché les productions semées (par une minorité) en pleine saison des pluies. Le prix de vente peut aussi être élevé en année « anormale » quand les pertes de récolte (pour des raisons climatiques ou parasitaires, par exemple) ont été importantes à une tout autre échelle que la seule haute vallée du Cañar (en fait à l'échelle d'écosystèmes plus ou moins semblables des Andes au moins centrales et australes de l'Equateur).

². Le marchand peut organiser les produits dans le contenant de manière à en minimiser la densité à vendre : « *de esta manera, se vende mas aire que volumen papero* » [Parole de commerçante].

rendant compte de la volatilité des prix sur l'année, cette forme d'échange exonère acheteur et vendeur des turpitudes liées à la disponibilité en numéraire lors de l'échange (petites pièces, rendu de monnaie). Elle s'inscrit aussi dans des relations sociales léguées par l'histoire, où demander la *yapa* (don) fait pleinement partie de la négociation et de l'échange.

A l'instar des cultures, les animaux sont abattus ou écoulés, « sur pied », sur les marchés aux bestiaux de Cañar-ville et d'Azogues. Ils le sont selon les occasions festives qui rythment le calendrier cañari ou à des périodes liées à des événements saisonniers systématiques (rentrée scolaire). Outre les caractéristiques de l'espèce animale (race, âge, sexe, poids vif, débouché de la viande), les prix de vente varient donc selon les périodes. Mais ils fluctuent aussi en fonction des rapports de force entre l'éleveur et le maquignon (qui achemine les animaux des foires locales aux abattoirs de Cañar-ville, de Cuenca ou du nord).

Malgré l'évidente saisonnalité des productions et des consommations, les composantes du revenu ont néanmoins, par souci de simplification, été calculées à prix constants, moyennes annuelles des prix mensuels fournis par les producteurs et/ou relevés sur le marché au cours de l'année 2007. Il reste que les prix moyens annuels « liftent » —à l'instar des unités de mesure universelles, des quantités de travail et des rendements estimés— les nombreuses aspérités liées à la diversité des pratiques paysannes, à la forte variabilité des conditions agro-écologiques et climatiques ou encore à la volatilité des prix des productions. Il faudra donc se souvenir du caractère forcément imprécis des résultats économiques présentés ici, tout en gardant à l'esprit que ce qui nous importe (répétons-le), c'est bien de comparer des ordres de grandeur.

Les prix des biens et des services non agricoles ont, quant à eux, été collectés directement auprès de ceux qui les produisent et les délivrent. La valeur de chaque bien, ou service, correspond à la moyenne des prix relevés en 2007.

▪ Quelle valeur attribuer à l'autoconsommation alimentaire ?

Si la valeur des biens vendus est logiquement estimée au prix du marché, il n'est pas aussi aisé d'estimer la valeur des produits autoconsommés. Or, l'exercice s'avère fondamental dans la mesure où ceux-ci contribuent, parfois de manière significative, à la formation du revenu. Ce n'est pas chose aisée parce que la famille peut chercher, en périodes occasionnelles de soudure, à compléter son alimentation sans avoir à recourir au marché. Il est même plutôt courant qu'elle fasse d'abord appel à l'entraide familiale. Mais quand elle n'a pas d'autre alternative que le marché, il n'est alors pas rare qu'elle opte pour se procurer non pas le bien manquant, mais un autre plus ou moins équivalent (en quantité d'énergie) et surtout meilleur marché. Tel est, par exemple, le cas du riz (source d'énergie la moins chère) que les paysans peuvent acheter en substitution du traditionnel maïs, selon les prix relatifs des céréales sur le marché. Mais alors, quelle est la valeur de substitution la plus pertinente à attribuer au bien autoconsommé ?

Finalement, il a été décidé, en suivant l'agroéconomiste Olivier Ducourtieux [2006], de simplifier le modèle en retenant le prix du marché de chaque produit autoconsommé —autrement dit, celui que la famille aurait dû payer si elle ne l'avait pas produit—, même s'il peut différer de la valeur d'usage implicite au *pays*. Peut-être n'est-il pas inutile de préciser que ce prix (d'achat) diffère de celui du prix de vente du fait de l'intermédiation des commerçants [Ferraton *et al.*, 2002].

6.1.2.2. Calculer le revenu

Pour calculer le revenu agricole d'une famille, ou celui dégagé par les activités « extérieures » indépendantes (R), les subventions correspondantes sont ajoutées à la valeur ajoutée nette mesurée auparavant, alors que les prélèvements en sont soustraits. Les subventions sont celles accordées par l'Etat et/ou par les institutions de développement (Sub) sous diverses formes (part de l'investissement, dons en semences et en matériel, conseil technique, intermédiation avec le marché, etc.). Les prélèvements rassemblent les impôts et taxes (Imp) payés à l'Etat¹ (eau agricole, foncier, carte grise...) ainsi que les salaires versés aux journaliers, aux travailleurs permanents et aux vachers (Sal).

Pour calculer le revenu total, les envois d'argent (hors familles transnationales) et les redistributions sociales considérées à l'échelle globale (autrement dit à celle du système d'activité) sont additionnés au revenu agricole, à celui dégagé par les activités « extérieures » indépendantes, ainsi qu'aux salaires perçus. Les envois d'argent posent un problème de méthode. Pour le résoudre, il convient de bien apprécier les formes d'entités sociales (fig. 27), formes selon lesquelles les envois d'argent diffèrent, en fréquence et en montant². Ainsi, dans les foyers à trois générations (petits-enfants confiés à leurs grands-parents), les envois d'argent, réguliers au long de l'année (avec un pic en septembre pour la rentrée scolaire), ont été estimés à 1 600 USD. Les ménages âgés qui ne comptent pas de petits-enfants à charge réceptionnent des mandats envoyés par leurs enfants émigrés de manière épisodique : quatre fois par an en moyenne, pour les fêtes, avec des versements exceptionnels en cas de maladies graves, d'hospitalisation ou de traitements longs et coûteux. Les redistributions sociales incluent l'allocation de solidarité versée par l'Etat (*bono de desarrollo*) aux familles minifundistes qui remplissent les conditions d'octroi³. Jusque-

¹. Le montant de l'impôt foncier est indexé sur l'accessibilité et les aptitudes agricoles du (ou des) terrain(s) considéré(s). Si nous l'avons considéré pour l'ensemble des familles archétypiques, cet impôt foncier est, dans la réalité, loin d'être toujours levé. Nombre de familles n'ont pas procédé à l'enregistrement de leur propriété au cadastre. La régularisation a lieu lors de la légalisation de la vente de terrains. Quant à la taxe sur l'eau agricole (calculée au prorata de la superficie irriguée), il est levé par les dirigeants chargés, au nom de la communauté, du versement à l'INERHI.

². S'il y a bien évidemment des envois d'argent au sein des familles transnationales (2 400 USD par an, envoyés régulièrement au long de l'année, avec des montants toutefois moins élevés en hiver qu'en été), ils ne sont pas comptabilisés en tant qu'envois, pour le calcul du revenu, car sont déjà inclus dans les salaires perçus (tabl. 11).

³. Ce programme est destiné aux bénéficiaires suivants : (i) mères de familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans à charge, disposant d'un revenu mensuel inférieur à 1 million sucres (221,3 USD₂₀₀₇), non affilié à la

là d'un montant de 15 USD (non proportionnel au nombre d'enfants à charge), cette allocation fut doublée par le gouvernement de Rafael Correa lors de son accession au pouvoir en 2007 (promesse de campagne)¹. Tous les avis des allocataires concordent sur le fait que cette indemnité sert d'abord à couvrir une partie des dépenses domestiques incompressibles (eau, électricité, gaz)². Les plus pauvres, *familles monoparentales* (F1c) et *ménages âgés pauvres* (F1d) en tête, peuvent bénéficier d'autres programmes sociaux, tels *Alimentate Ecuador* (panier de biens de première nécessité), MIDUVI (logement), éducation (matériel scolaire et uniformes). Les redistributions sociales considérées à l'échelle globale comptent, comme prélèvements, les intérêts des emprunts liés au passage (F1b, ann. 13) et l'adhésion annuelle à la communauté³.

Une fois les résultats obtenus, devient particulièrement utile la comparaison du revenu annuel total par actif familial avec le revenu minimum pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Ce revenu minimum correspond, pour les familles dont la totalité de ses membres résident au *pays*, à ce que l'INEC définit comme la *canasta vital*⁴ (ou *canasta de pobreza*), soit 2,57 USD par actif familial et par jour. Le revenu minimum d'une famille transnationale considère pour sa part, au prorata des membres de la famille et de leur lieu de résidence, la *canasta vital* au *pays* d'une part, et les dépenses incompressibles du(des) membre(s) émigré(s) à l'étranger⁵ d'autre part. Pour l'archétype "Etats-Unis" de la famille transnationale (fig. 27), celui-ci s'élève à 6,48 USD par

↓

sécurité sociale et sans salaire fixe, (ii) personnes âgées de plus de 65 ans, avec un revenu inférieur à 1 million sucres, sans salaire fixe, (iii) personnes avec un niveau de handicap d'au moins 70 %, de 18 à 65 ans.

- ¹. Elle fut une nouvelle fois appréciée pour atteindre 50 USD en janvier 2013, suite à l'adoption, par l'Assemblée nationale, de la *Ley Orgánica de Redistribución de los Ingresos para el Gasto Social* (votée en novembre 2012, peu avant les élections présidentielles) [Hoy, 2013].
- ². Initié en septembre 1998, ce programme social avait justement pour but de compenser, pour les plus pauvres, l'élimination des subventions à l'énergie (gaz, électricité, combustibles).
- ³. Les prélèvements de nature religieuse ne sont pas considérés ici bien que, dans certains cas (exceptionnels), ils puissent pourtant grever significativement le budget familial. Il en est ainsi, dans la communauté Juncal, de la fête dite du *Corazón de Jesús* (24 de julio), dont l'organisation est confiée à plusieurs membres de la communauté. Il en coûte des centaines de dollars par membre désigné, entre les animaux de l'exploitation à abattre (2 vaches, 2 porcs, entre 300 et 400 cobayes) et les dépenses liées aux festivités (alcools, jeux pyrotechniques et autres — *vaca loca*—). Par ailleurs, si la location de terre existe bien au petit *pays*, elle ne concerne qu'une extrême minorité de familles. Le versement d'une rente foncière (Rf) n'apparaît donc dans aucun calcul de revenu des familles archétypiques.
- ⁴. Ce « panier du pauvre », qui correspond aux besoins d'une famille de quatre personnes (1,6 précepteurs) compte quatre grandes rubriques (alimentation et boissons, logement, habillement et divers). La valeur du panier est calculée tous les mois à partir de l'indice des prix au consommateur de 73 articles. Le montant du panier reste une moyenne à l'échelle de l'Equateur. Dans le cas de la présente recherche, il ne constitue donc qu'un indice de comparaison, *a fortiori* lorsque l'on sait que la vie à la campagne peut être relativement meilleur marché (pas de loyer, des tâches non transférées à des tiers comme l'entretien de la maison...).
- ⁵. Ces dépenses incompressibles incluent (par adulte) : (i) logement (250 USD), (ii) alimentation (300 USD), (iii) eau, énergie domestique et télécommunications (70 USD), habillement (50 USD) et transport (30 USD), soit un total de 700 USD par mois (8 400 USD par an, 23 USD par jour). Ces résultats sont cohérents avec ceux obtenus (sur la base d'entretiens conduits auprès de migrants) par le sociologue Jason Pribilsky [2007].

actif familial et par an. Notons que les systèmes d'activité qui procurent des revenus inférieurs au revenu minimum sont logiquement condamnés à disparaître.

6.1.3. Calculer et comparer les productivités du travail

S'il y a un thème que l'on retrouve tout au long du manuscrit, c'est bien celui qui tient au fait de connaître les raisons qui sous-tendent, selon les familles, les choix d'affectation de leur force de travail —notamment *via* la migration— à telle activité et dans tel lieu. L'analyse du fonctionnement technique des systèmes d'activité (chap. 5) a permis d'apporter des éléments de réponse. Deux grandeurs économiques peuvent s'avérer très utiles pour les confirmer (ou infirmer), puis les compléter, le cas échéant :

- La productivité globale du travail, qui correspond au revenu total rapporté à la durée effective de travail nécessaire, ou au nombre de travailleurs engagés dans la mise en œuvre du système d'activité donné (revenu total par actif et par an). Cette grandeur mesure l'efficacité du travail incorporé dans le processus productif.
- La productivité journalière du travail, qui est égale à la valeur ajoutée rapportée à la journée de travail. Cette grandeur permet d'introduire (*i*) le calcul économique à l'échelle de tout atelier de production de biens et de services, (*ii*) les usages alternatifs de la main-d'œuvre, dont l'analyse renvoie aux raisons qui sous-tendent les choix d'affectation de cette ressource et (*iii*) les questions liées à la gestion du calendrier et à l'organisation du travail à l'échelle de l'entité sociale considérée [Cochet, 2011].

Le calcul de ces deux grandeurs suppose que nous précisions au préalable la méthodologie employée pour estimer le travail. Il nous faut également expliciter la façon avec laquelle, dans les calculs économiques, est appréhendée la rémunération du travail autre que le salaire, autrement dit celle qui relève de l'échange non marchand (pratique encore courante au petit *pays*, chez les minifundistes en particulier). Avec celui qui traite de la question des usages alternatifs de la main-d'œuvre, ces deux points font l'objet des lignes suivantes.

6.1.3.1. La délicate estimation du travail : *Quantité et qualité*

On assume ici la réduction de la notion de travail à la durée et à l'intensité de l'effort, laissant intentionnellement de côté les questions du rapport subjectif au travail¹ et du temps de travail selon la finalité des productions¹.

¹. C'est-à-dire la dimension qualitative de l'effort, avec la souffrance en son centre (réjouissance ou frustration en échange de cette dernière) [Dejours, 2003]. Extrait, à titre d'illustration, d'un dialogue tenu (en mars 2008) avec un paysan-*retournant* de Hatun Cañar :

« De l'émigration, que retiens-tu de vraiment positif ? ». « L'argent. »
« Et le franchement négatif ? ». « Le travail. »

L'unité de mesure est l'unité de travail humain *disponible* (UTH), qui correspond à 325 journées de travail par an, 8 heures par jour effectuées par un actif adulte en bonne santé. Cette unité de mesure est strictement conventionnelle, avancée pour les besoins de l'analyse économique en ce qu'elle permet notamment de comparer le temps consacré aux différentes activités pratiquées à l'échelle de l'entité sociale considérée, et ce en dépit de l'extrême diversité des rythmes de travail des divers métiers pratiqués (conversion des temps de travail relatifs à chaque atelier en équivalents-jours de 8 heures). Dans la réalité, l'agriculture —activité issue d'un processus *biologique* de production, soumise aux caprices du climat, aux rythmes des saisons et de la nature— s'écarte franchement de l'activité industrielle (processus *mécanique* de production) par l'irrégularité des temps de travail au long de l'année, et par les stratégies adoptées par les paysans pour combler les temps morts du calendrier agricole et faire face aux pics de travail². Le temps de travail estimé par tâche agricole (exprimé pour un actif) est donné en annexe 12.

L'unité de travail humain est évaluée selon l'étape du cycle de vie (capacité physique selon l'âge, le sexe, l'état de santé), la scolarisation et l'émigration, soit trois critères fondamentaux qui servent de base à l'élaboration de cinq catégories distinctes (dont les bornes constituent bien évidemment des conventions) :

- Les enfants préscolarisés ($0 \leq < 6$ ans) : 0 UTH.
- Les enfants scolarisés ($6 \leq < 14$ ans). Pour les générations précédentes, rares étaient les enfants à se rendre à l'école pour un temps, de surcroît, limité à deux années de primaire.

]

« Le travail, négatif et positif à la fois, c'est cela ? ». « Ben, le travail là-bas, c'est ce qui me rapporte de l'argent pour subvenir aux besoins de ma famille ici. Et le travail, c'est aussi ce qui me tient éloigné de ma famille, et me dégrade la santé. Je vis du travail, je me tue au travail... »

¹. Le temps de travail consacré à une même opération peut varier considérablement d'une exploitation à l'autre, selon que la famille produit pour l'autoconsommation ou le marché. Le salariat (avec lequel chaque journée supplémentaire induit des dépenses en conséquence) exige une cadence soutenue, que le patron encourage en période de récolte en rémunérant le travail des journaliers non à la journée mais au sac ramassé. Il en est tout autrement lorsque la production a pour finalité l'autoconsommation. Par exemple, la récolte de la *chacra andina* s'effectue au fur et à mesure des besoins, tant que le risque climatique et la concurrence entre activités demeurent faibles. Très présente chez les minifundistes (F1), cette opération repose sur des rapports sociaux (non marchands) qui renforcent les liens et fondent le groupe : la finalité de l'opération ne se réduit pas à la recherche du meilleur rendement, de l'efficacité optimale et de la comptabilisation minutieuse de la quantité de travail réalisée par chaque participant.

La confection vestimentaire relèverait de la même logique selon que le produit du travail reste dans la sphère de l'économie domestique ou se destine au marché qui, en imposant l'échéance (liée à la qualité), peut parfois bouleverser la hiérarchie des activités de l'artisan. Une fois encore, l'estimation des temps de travail et partant, la productivité du travail, ne peut être dissociée de la pratique.

². La littérature sur le sujet est abondante. On pourra lire avec profit les travaux de sociologues tels que Henri Mendras [(1967) 1992] et Alice Barthez [1982], ou ceux de l'économiste Bruno Kervyn [1992].

Aujourd'hui, enfants et adolescents scolarisés partagent leur temps entre l'instruction¹, la surveillance des troupeaux et la participation aux travaux agricoles² :

- De 0,2 à 0,4 UTH : 1 enfant scolarisé, travaillant sur l'exploitation agricole les fins de semaine et pendant les vacances, en particulier lors des périodes de pointe de travail ;
 - De 0,2 à 0,6 UTH : 1 enfant scolarisé, travaillant sur l'exploitation agricole deux heures par jour en semaine (avant et après la classe lorsqu'elle est dispensée en journée), les fins de semaine et pendant les vacances, en particulier lors des périodes de pointe de travail agricole.
- Les adolescents ($14 \leq < 20$ ans), étape de la vie où l'accroissement de la capacité physique permet non seulement de guider l'araire mais aussi de louer sa force de travail sur le marché. Les arbitrages quant à l'affectation de la force de travail se compliquent, entre la poursuite de la scolarité, le travail agricole principalement au sein de l'exploitation parentale, la vente de force de travail sur le marché local (apprenti-maçon, auxiliaire de bus, etc.) et l'émigration. Le temps de travail varie, pour cette catégorie, de 0,38 (adolescent scolarisé, travaillant sur l'exploitation ou ailleurs à temps partiel) à 1 UTH.
 - Les adultes ($20 \leq < 50$ ans), classe d'âge à même de fournir le volume de travail le plus élevé : 1 UTH (actif en bonne santé). « Ressource » très prisée depuis des siècles (chap. 2), cette catégorie fournit aujourd'hui le plus gros des effectifs des candidats à l'émigration.
 - Les personnes « âgées » (≥ 50 ans) : cette borne d'âge inférieure (conventionnelle rappelons-le), est directement tirée du discours des anciens. Ceux-ci estiment en effet qu'à cet âge, l'émigration ne constitue plus une alternative (exceptionnels ont été les départs d'hommes de plus de cinquante ans). Selon eux, cela résulterait d'abord d'une capacité physique déclinante, ce qui s'avère handicapant dans un marché du travail international très concurrentiel et pour mener des activités généralement éprouvantes. Dans certains cas, cela pourrait aussi s'expliquer par des besoins vitaux se limitant à ceux du couple, du fait de l'autonomie de la plupart des enfants (ratio *chayanovien* « consommateurs/actifs » proche de 1). Pour cette catégorie, le temps de travail varie alors de 0 à 1 UTH selon l'âge et l'état de santé des individus.

¹. Les enfants sont scolarisés dix mois dans l'année, les périodes de vacances variant selon la circonscription administrative d'appartenance du collège auquel ils se rendent. Sauf dans la paroisse de Juncal (non sans surprise rattachée au calendrier du littoral avec des vacances en janvier-février, les cours étant dispensés en soirée), les établissements scolaires fonctionnent sous le régime de la *sierra*, avec des vacances en juillet-août.

². L'unité de travail humain disponible est estimée selon la capacité de travail de l'individu. Ce qui peut paraître logique quand il s'agit de tâches agricoles ne l'est toutefois pas forcément en ce qui concerne l'élevage. Car si l'enfant n'est physiquement pas en mesure de guider l'araire, il peut se montrer tout aussi efficace que l'adulte pour guider et surveiller les troupeaux toute la journée. Ceci peut éclairer la logique des décisions prises au sein du foyer en termes de division du travail : envoyer les enfants s'occuper des animaux pour que les adultes se consacrent à des activités plus pénibles physiquement et/ou rémunérant mieux le travail. Par souci de simplification, nous avons opté ici pour considérer les temps en élevage au même titre que ceux en agriculture (soit, en d'autres termes, en fonction des ressources « humaines » de chaque individu).

L'unité de travail humain comprend le temps consacré à rejoindre les soles de l'exploitation agricole, les divers ateliers de production, les différents lieux d'exercice des activités « extérieures ». Il est aussi composé du temps dédié aux travaux d'intérêt général (*mingas*), au premier rang desquels figurent le curage des canaux et l'entretien des voies de desserte. Le volume de travail consacré à ces *mingas* peut toutefois varier considérablement d'une année à l'autre, et d'une communauté à l'autre (quatre fois plus à Sisid et à Kawanapamba qu'à Juncal par exemple). Des journées supplémentaires peuvent même venir grossir le volume de travail annuel consacré aux collectifs, comme lorsque des projets de nature exceptionnelle sont décidés (construction d'infrastructures d'irrigation, électrification d'un secteur communal, aménagement d'une voie d'accès, fabrication d'enclos, etc.).

6.1.3.2. *Quelle valeur attribuer au travail lorsqu'il est échangé selon des principes non marchands ?*

S'il est aisé d'attribuer une valeur à un travail salarié, cela l'est beaucoup moins quand il s'agit d'un travail rémunéré en nature ou faisant l'objet d'un échange (non monétaire) avec une autre ressource. En effet, quelle valeur attribuer au travail échangé, au troc¹, à la *ración*, d'une manière générale, à tout travail (incorporé dans le processus de production) dont la valeur déborde du cadre de la seule transaction monétaire pour prendre sens dans les formes d'organisation de la société ? Comme pour l'autoconsommation, il nous faut ici aussi simplifier les hypothèses et le modèle en retenant le prix du marché, même s'il peut différer de la valeur d'usage locale implicite.

Ainsi, la valeur de la *ración* est-elle estimée au prix d'achat de la quantité de produits distribuée au travailleur². Ce n'est peut-être pas un hasard si la valeur de la quantité distribuée par journée de travail effectivement consacrée par un actif à la *ración* soit très proche de la rémunération moyenne d'une journée de travail salarié³. Quant à l'échange de travail, il est supposé parfaitement symétrique (ce qui, dans la réalité, n'est pourtant que très rarement le cas), faisant de lui un jeu à somme nulle d'un point de vue mathématique et attribuant au travail échangé une valeur également nulle. On a procédé de cette façon quelle que soit le type de

¹. Le troc, nous l'avons vu (§ 2.3.2.3, p. 118), différerait strictement de l'échange marchand dans la mesure où il ne se circonscrivait pas à une valeur d'équilibre entre offre et demande sur un marché. Il incorporait la trame de rapports sociaux nouant les paysans de communautés écologiquement distinctes et tenait compte des quantités de travail engagées dans les productions. Exemple : un sac de tubercules de la haute vallée du Cañar contre un sac de maïs de la moyenne vallée du Paute.

². La quantité de produits distribuée au travailleur, au moment de la récolte, varie en fonction (i) du temps que celui-ci a consacré à la culture tout au long du cycle, (ii) de la nature des rapports sociaux qui le lient au propriétaire du champ (parenté, affinité, compérage, etc.) et (iii) du niveau de la récolte (ce qui, par conséquent, inclut le risque partagé).

³. La *ración* moyenne correspond à 0,75 sac de maïs tendre ou de pomme de terre de saison, acheté 10 USD l'unité sur le marché. Cette valeur est très proche du salaire journalier moyen de 8 USD (valeur considérée comme moyenne du salaire de 6 USD distribué aux femmes et de celui de 10 USD perçu par les hommes).

ressource échangée contre du travail, soit, dit en d'autres termes, que la valeur du bien ou du service échangé est considérée strictement équivalente à celle du travail objet de l'échange.

6.1.3.3. Les usages alternatifs de la main-d'œuvre

Les usages alternatifs de la main-d'œuvre varient selon les ressources disponibles, notamment les ressources humaines (âge, sexe et capacités des membres constitutifs de la famille), sociales et spatiales (soit l'ensemble des lieux aux potentialités spécifiques et de diverses natures qu'une entité sociale valorise *via* la mobilité). Pour comprendre les raisons qui sous-tendent les choix d'affectation de la main-d'œuvre par les familles, mentionnons trois types d'activités qui servent de points de référence parce qu'elles requièrent peu de qualification, sous-entendant que chaque individu, qui peut effectivement y avoir accès, peut faire le choix de s'y consacrer à tout moment. Ces trois types d'activités constituent en fait des points de comparaison (en termes d'opportunités perdues ou saisies, selon les périodes de l'année) avec les revenus dégagés par les diverses pratiques économiques des familles :

- (i) Pour les femmes, le salaire journalier de 6 USD versé à la travailleuse agricole peu qualifiée sur le marché du travail de Hatun Cañar ;
- (ii) Pour les hommes, le salaire journalier de 10 USD versé au travailleur peu qualifié sur le marché du travail de Hatun Cañar, dans l'agriculture (journalier agricole) ou dans le bâtiment (apprenti-maçon) ;
- (iii) On considère également, pour les hommes, le salaire journalier d'un plongeur (secteur de la restauration aux Etats-Unis d'Amérique) dans la mesure où cet emploi, une fois arrivé dans le pays de destination, est à la fois le plus accessible et le moins bien rémunéré.

6.2. Sous l'écume migratoire, la crise sans fin de la paysannerie

6.2.1. Des performances économiques contrastées

Le tableau 11 rapporte les grands agrégats économiques par famille archétypique¹. On retrouve, à la lecture de ces grands agrégats, la ligne historiquement constituée qui sépare, depuis des siècles, les minifundistes des autres catégories de la société agraire de Hatun Cañar. Mais ce qui attire d'emblée le regard, ce sont les résultats économiques des deux catégories de familles transnationales (F1b, P2). Celles-ci dégagent en effet un revenu par actif et par jour, certes 30 % inférieur à celui des *hacendados* (C), mais presque cinq fois plus élevé que celui de la catégorie la plus précaire, *les ménages âgés pauvres* (F1d).

Tableau 11. Grands agrégats économiques par famille archétypique (page suivante)

¹. L'annexe 13 précise les hypothèses de calcul.
L'annexe 14 détaille les performances économiques des différentes activités.

Plus marquant encore : il est le double de celui obtenu par les *éleveurs laitiers assistés d'un vacher salarié* (P1), pourtant très bien dotés en ressources de natures diverses (8 ha de terrains à fortes potentialités productives, accès permanent à l'eau agricole, vaches laitières à haut potentiel de rendement, lourds équipements). Il est aussi le double de celui dégagé par les *gardiens de la biodiversité et de savoir-faire paysans* (F2c) à la tête, eux, des exploitations agricoles qui créent (après le type F1-2) le plus de richesse à l'unité de surface. C'est dire si l'émigration peut apparaître, aux yeux de nombreuses familles agricoles de Hatun Cañar, comme une voie rapide de sortie de la pauvreté.

L'autre élément qui ressort clairement du tableau, c'est qu'en dépit de l'émigration massive, l'agriculture occupe encore une grande place dans la société agraire de Hatun Cañar. Si nous avons vu, au chapitre précédent, que les systèmes de production agricole mis en œuvre au sein de nombreuses exploitations agricoles occupent en effet une part parfois conséquente de la main-d'œuvre familiale, les résultats économiques confirment que l'agriculture peut contribuer, parfois même de manière substantielle, à la formation du revenu. Tel est le cas des familles plutôt aisées (F2b, F2c, F2d, P1, P3) pour lesquelles la part de l'agriculture dans le revenu total oscille entre 42 et 72 %.

Agriculture et migration, tels sont donc les thèmes que nous aborderons dans cette section par l'analyse détaillée des performances économiques des systèmes d'activité. A cela rien d'étonnant, si l'on se rappelle que la dialectique des deux constitue justement l'objet de la présente recherche.

6.2.1.1. *L'agriculture : une place essentielle, malgré tout et jusqu'ici*

- Minifundistes : pauvreté et sécurité alimentaire

Les systèmes d'activité pratiqués au sein des *haciendas* (C) procurent un revenu annuel supérieur à 30 000 USD, soit plus de 17 USD par actif et par jour. Ce revenu, le plus élevé de la société agraire du *petit pays*, présente un écart de 1 à 7 avec l'autre extrémité de l'arc social. Là, les *jeunes ménages* (F1a), les *familles monoparentales* (F1c) et les *ménages âgés* (F1d) dégagent un revenu par actif et par jour très proche du seuil de survie. Cela signifie que ces familles parviennent à peine à satisfaire leurs besoins fondamentaux et qu'ils consomment la totalité de leurs revenus (pas d'épargne, ni d'accumulation).

Les systèmes d'activité que mettent en œuvre les *jeunes ménages* et les *ménages âgés* comptent en leur sein ces systèmes de polyculture-élevage diversifié, organisés de manière à ce qu'ils procurent la majorité des denrées alimentaires nécessaires à la satisfaction de leurs besoins essentiels. Si les *jeunes ménages* consacrent 35 % de leur temps à l'agriculture, qui contribue pour un peu moins de 40 % à la formation du revenu total, ils en passent toutefois beaucoup dans

les déplacements entre étages agro-écologiques (fig. 53), pour irriguer¹ ou pour effectuer des tâches pour un tiers en échange de l'accès aux ressources naturelles (surveillance du troupeau parental, participation aux *mingas*...), sans oublier que le revenu agricole est réduit d'emblée par la part de la récolte qui revient au propriétaire (métayage).

Tel n'est pas tout à fait le cas des *ménages âgés* qui consacrent proportionnellement plus de temps à l'agriculture (~ 50 %) —pour une contribution moindre au revenu total (30 %)— et s'investissent dans un petit commerce agricole (de fin de semaine). Mais le niveau d'occupation de la main-d'œuvre familiale reste inférieur de 10 % à celui des *jeunes ménages* (70 pour 80 %). Quoi qu'il en soit, ce n'est pas un hasard si, dans ces systèmes d'activité conduits de façon à maximiser l'usage de la main-d'œuvre familiale au long de l'année (sans toutefois y parvenir), le revenu total par actif et par an est le plus bas, avec celui des *familles monoparentales* (F1c), de toutes les catégories de la société agraire de Hatun Cañar : 2 120 USD pour les *jeunes ménages au pays*, 2 835 USD pour les *ménages âgés pauvres*.



Figure 53. Déplacement quotidien des bovins (secteur Gaballushi)

La sécurité alimentaire constitue la finalité de ces systèmes qui ont fait, par le passé, leur preuve en la matière. Il faut savoir que pour ces ménages pauvres, *jeunes* comme *âgés*, la sécurité, qui ne se raisonne pas à la seule échelle de l'exploitation agricole, implique de pouvoir compter sur le soutien de leurs proches en cas de coup dur et, plus généralement, de disposer d'un collectif suffisamment large et immédiatement disponible pour ajuster le calendrier de travail quand surgissent des opportunités d'emploi extérieur. La réciprocité —qui s'appuie sur la densité des rapports sociaux et une large gamme de modalités d'échange de travail et d'autres ressources

¹. Le temps consacré à l'irrigation —qui varie selon le débit (donc selon la saison) et les modalités d'accès à l'eau (tour d'eau)— peut être important, notamment en été. Les jeunes sont mobilisés pour la surveillance de l'eau, les adultes pour irriguer la parcelle.

A Pillcopata, suite à la construction d'un réservoir collectif, la gestion de l'eau a été confiée à un aygadier privé (rémunéré 1 USD·*solar*¹·mois⁻¹). Cette privatisation des services de gestion de l'eau a permis, au dire des ayant-droits, d'économiser du temps (avant, il fallait compter 2 h pour se rendre à la prise et surveiller le chemin de l'eau) et de réduire les conflits entre usagers quant au partage de la ressource. Mais elle tend à limiter l'accès à ceux qui sont effectivement en mesure de payer le service : si le prix est *a priori* bas pour l'instant, rien ne dit qu'il n'augmentera pas à l'avenir, notamment pour faire face aux coûts d'entretien du réservoir et du réseau.

(ann. 15)— et la redistribution constituent les fondements de ces économies paysannes. Si subsistent encore de nos jours des modalités d'organisation de la production héritées du passé (usufruit d'un lopin individuel sur les communaux, entraide, *al partir* entre générations, mise en commun des moyens de production), c'est d'abord parce qu'en dépit des contraintes qu'elles génèrent, elles restent encore les plus efficaces. En résumé, elles constituent des formes de protection collectives qui permettent de « tenir ensemble ».

Malgré des performances économiques plus ou moins comparables, les systèmes d'activité pratiqués par les *familles monoparentales* (F1c) sont fragilisés par la difficulté qu'elles ont à rester précisément dans le jeu des échanges : quand la principale ressource (la main-d'œuvre) vient à manquer, il devient alors extrêmement difficile d'accéder, par l'échange, aux ressources détenues par d'autres familles. La moindre productivité journalière du travail agricole expliquerait également pourquoi ces familles monoparentales passent moins de temps à produire des biens alimentaires pour leur propre usage et ne pratiquent pas, ou très peu, d'activités indépendantes (artisanat, commerce). Elles se consacrent à la vente de leur force de travail, en recherchant la meilleure rémunération possible, dans le but de dégager les revenus nécessaires pour se procurer les denrées qu'elles ne produisent plus elles-mêmes. En revanche, occuper des emplois à temps partiel ne leur permet pas de maximiser l'usage de leur main-d'œuvre (~ 62 %), ce qui peut contribuer à expliquer la faible productivité globale du travail incorporé dans les activités économiques qu'elles combinent (2 737 USD par actif et par an). L'allocation de solidarité (13 % du revenu total) devient une nécessité, tout comme, pour certaines d'entre elles, l'occupation par voie de fait de terrains prétendument abandonnés (~ 0,3 ha) qu'elles exploitent pour nourrir leur petit troupeau.

Catégorie-« charnière » entre minifundistes et autres, les *familles à la tête de petits ateliers d'élevage intensifs en capital* (F1-2) consacrent un peu plus de la moitié de leur temps à l'agriculture, qui contribue pour 40 % au revenu annuel total. Le maintien de ces systèmes d'activité tient au fait que les familles qui les mettent en œuvre vivent aussi du transport et du commerce. C'est notamment le cas des descendants des commerçants venus s'installer à Charcaï il y a plus d'un siècle. Ces familles illustrent le fait que la combinaison d'activités peut contribuer à pérenniser des exploitations agricoles dont la taille est insuffisante pour garantir, à elles seules, un revenu décent et qui auraient d'ailleurs probablement disparu sans. Par leur présence au petit *pays*, ces familles participent à la mise en valeur de l'espace rural, tout en y fixant un certain nombre d'activités économiques (entretien d'un tissu social en milieu rural). Ce qu'il convient de préciser, à propos de ces *familles à la tête de petits ateliers d'élevage intensifs en capital* (F1-2), c'est que les systèmes de production agricole qu'elles mettent en œuvre sont ceux qui créent le plus de richesse à l'unité de surface (1 850 USD·ha⁻¹). Les revenus tirés des activités « extérieures » ont de fait largement contribué à l'établissement d'ateliers d'élevage (poulets de chair, truies et vaches laitières à haut potentiel génétique de rendement) qui valorisent, de

manière optimale, les ressources de la famille (en occupant, notamment, la main-d'œuvre féminine sur l'exploitation agricole).

De manière générale, on peut dire que la combinaison d'activités permet aux familles de faire face à leurs besoins de trésorerie tout au long de l'année, sachant que les budgets des diverses activités ne sont pas séparés. Aussi n'est-il pas surprenant d'entendre (plus particulièrement) les minifundistes affirmer que le lait finance les études des enfants ou les marchandises pour le commerce de détail, la *pollera* les intrants pour les semailles, le pois le renouvellement des stocks de l'épicerie de proximité, le chantier de construction l'achat de concentrés pour l'affouragement des animaux, etc. Pour les familles plus aisées, la combinaison d'activités peut recéler d'autres avantages. Tel est le cas de certains agriculteurs-transporteurs (F2d, P1) qui utilisent peut-être moins leur moyen de transport pour dégager un revenu (136 USD par an ! cf. tabl. 11) que pour réduire leurs consommations intermédiaires en ne recourant pas aux services d'un prestataire pour acheminer leurs productions au marché, en circulant entre les soles de leur exploitation avec leur propre véhicule, et en convoyant depuis le littoral, avec ce même véhicule, les intrants (engrais de synthèse et organiques, *rechazo de guineo* distribué au bétail en été) destinés pour partie au marché, pour partie à leur propre exploitation agricole¹.

Les systèmes d'activité que mettent en œuvre ces familles plus aisées leur procurent un revenu par actif et par jour qui varie entre 2,9 (F2a) et 5,7 USD (F2c). Ils incluent tous, à l'exception de ceux pratiqués par les *héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a), une, parfois deux (voire trois) activités « extérieures » à haute intensité de capital et/ou à niveau d'instruction élevé. Celles-ci, de véritables assurances contre le risque agricole², garantissent un revenu régulier toute l'année. Mais dans ces systèmes d'activité, l'agriculture joue un rôle essentiel. Elle occupe de 60 (F2c) à 100 % (F2a) de la durée effective de travail nécessaire à la mise en œuvre des systèmes d'activité, et contribue substantiellement à la formation du revenu. Notons que les exploitations des *éleveurs laitiers du haut de corniche* (F2d) sont moins productives à l'unité de surface (~ 500 USD ha⁻¹) que celles conduites par les familles les plus précaires. Le fait est qu'elles se sont presque entièrement spécialisées dans la production de lait (de l'herbe en rotation avec des tubercules qui produisent peu de richesse à l'unité de surface), pour des performances génétiques et agronomiques encore relativement faibles : des vaches au potentiel de rendement encore bas (SE₁₁) et des sections de corniche éloignées des habitations et insuffisamment valorisées (des

¹. L'utilisation du moyen de transport, autant pour l'agriculture que pour les activités « extérieures » à l'exploitation agricole, pose un problème de méthode quand on cherche à différencier le revenu agricole des autres types de revenus. Nous l'avons « résolu » en simplifiant, une fois de plus, le modèle, en considérant que le moyen de transport n'est employé que dans le cadre de l'activité « extérieure » de services (Iib'') : ainsi consommations intermédiaires (CI) et dépréciation annuelle du véhicule (CACF) ont-elles été uniquement considérées dans le calcul du revenu dégagé par les activités « extérieures » indépendantes (tabl. 11).

². Tel fut le cas en 2008 quand les revenus issus d'activités « extérieures » et les mandats permirent de faire face aux conditions climatiques désastreuses pour l'agriculture et, consécutivement, pour les familles (flambée des prix du vivrier sur le marché local).

prairies encore de faible valeur nutritive). Les exploitations agricoles des *héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a), des *agriculteurs et éleveurs, entre corniche et bas-pays* (F2b) et davantage encore des *gardiens de la biodiversité et de savoir-faire paysans* (F2c) sont autrement plus productives à l'unité de surface : $\sim 740 \text{ USD}\cdot\text{ha}^{-1}$ pour les deux premiers, $835 \text{ USD}\cdot\text{ha}^{-1}$ pour les derniers (notamment grâce aux petits jardins intensément cultivés). On peut déduire de cette comparaison entre productivités à l'hectare, que les systèmes de polyculture-élevage diversifié (F2a, F2b, F2c) sont plus productifs et moins sensibles au risque de pertes de récolte globale (dispersion du risque) que les systèmes déjà très spécialisés dans la production laitière (F2d).

Les *horticultrices de la iony* (P2) mettent en œuvre, elles aussi, des systèmes de production agricole très diversifiés, intensifs en capital et en travail, dégageant même une valeur ajoutée annuelle à l'unité de surface supérieure à celle des exploitations tenues par les *gardiens de la biodiversité* ($855 \text{ USD}\cdot\text{ha}^{-1}$). Sans surprise, la contribution de l'agriculture au revenu est basse ($\sim 8 \%$). En revanche, elle requiert de gros efforts de la part de ceux restés au *pays* qui ont même besoin de recourir régulièrement à de la main-d'œuvre extérieure salariée. Disposant de peu de main-d'œuvre, les « *vendeurs d'herbe* » (P3) conduisent des systèmes d'activité où la part du temps consacrée à l'agriculture est parmi les plus basses de la société agraire. Mais ces systèmes d'activité sont aussi parmi les plus performants, lorsque le revenu est rapporté à la quantité de travail nécessaire à leur fonctionnement ($4\,500 \text{ USD}$ par actif et par an). C'est qu'ils occupent la majorité de leur temps à deux activités « extérieures » particulièrement rémunératrices (à l'unité de temps) : la vente d'herbe « sur pied » et le transport (ou le commerce). Quant aux *éleveurs laitiers assistés d'un vacher salarié* (P1), les systèmes d'activité qu'ils mettent en œuvre leurs procurent le revenu par actif et par jour le plus élevé de la société agraire de Hatun Cañar, après les *hacendados* (C) et les *familles transnationales* (F1b, P2). L'agriculture représente 85% du temps nécessaire au fonctionnement du système d'activité. La richesse créée sur l'exploitation agricole, lorsqu'elle est rapportée à l'unité de surface, est (tout comme les *éleveurs laitiers de haut de corniche*) inférieure à celle des systèmes de polyproduction animale et végétale : $\sim 670 \text{ USD}\cdot\text{ha}^{-1}$. Et de la totalité de cette richesse d'origine « agricole », 60% provient de la vente de lait frais. Bizarrement d'ailleurs, et de manière plus générale, peu de choses ont été entreprises par les acteurs locaux (municipalités, institutions de développement, communautés, etc.) quant à l'élevage bovin laitier, pourtant creuset du développement agricole¹ depuis « les vingt prometteuses » dans lequel s'inscrivent de plus en plus de familles, les plus aisées en tête.

¹. Par exemple, à Chuichún, la production laitière a été, entre 1999 et 2009, multipliée par deux.

▪ Le lait, les éleveurs et le paysage agraire qui vient

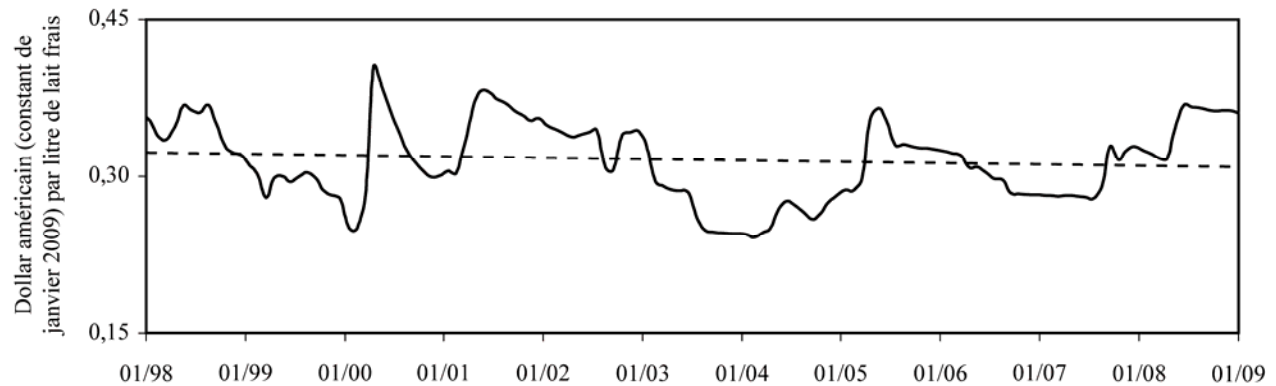
Nous avons vu, lors de la description des divers ateliers de production agricole et de leur fonctionnement technique (§ 4.2) que la haute vallée du Cañar disposait de sérieux atouts, socio-économiques et agro-écologiques, pour l'élevage bovin laitier : les *páramos* à la fois réserve fourragère et château d'eau (relative disponibilité de la ressource), des infrastructures d'irrigation qui permettent le captage, la distribution et l'usage de l'eau, l'implantation locale de l'agro-industrie, des infrastructures routières pour la collecte du lait, des débouchés commerciaux dans la haute vallée du Cañar, à Cuenca et sur le littoral pacifique. L'élevage bovin laitier présente aussi moins de risque que les cultures vivrières (moindre sensibilité aux aléas climatiques, moindre dépendance aux fluctuations des cours du lait, basse intensité des maladies et ravageurs des cultures fourragères). Par ailleurs, le bétail constitue une forme de capital que les éleveurs cherchent à accumuler, moins en quantité (du fait de la contrainte foncière) qu'en qualité (amélioration génétique du troupeau pour de meilleures performances laitières tout en maintenant un certain degré de rusticité pour une adaptation optimale au milieu). Enfin, l'élevage bovin laitier constitue une activité bien moins exigeante en travail, à l'unité de surface : ~ 72 journées par ha et par an pour SE₁₀ et SE₁₁, contre près de 165 pour la *chacra andina* (SC₆). Cet écart aide à comprendre pourquoi de nombreuses familles « optent » pour l'élevage bovin laitier. C'est que, faute de main-d'œuvre (affectée à des activités, plus rémunératrices, autres que l'agriculture), elles ne sont plus en mesure de produire du maïs et des tubercules et se tournent vers la spéculation agricole qui, du fait des conditions dans lesquelles elles opèrent, se révèle la plus intéressante. Il faut dire aussi qu'au contraire des cultures vivrières, le cours du lait est resté relativement stable¹ au cours de la décennie 1998-2008 (fig. 54), avec des revenus mieux répartis au long de l'année.

Ce qui a changé dans les systèmes d'élevage bovin, c'est que la fonction « tête de rotation » de la pomme de terre semble de moins en moins se justifier, en raison (i) de la quantité de travail qu'elle requiert pour une rémunération journalière relativement faible et (ii) des contraintes agronomiques et économiques qui s'accumulent au long du cycle de production (prolifération d'insectes nuisibles, répétition des traitements chimiques destinés à en limiter la profusion, multiplication des formes résistantes aux insecticides, pollution chimique, hausse du coût des intrants et baisse du prix de vente des productions). Aussi, est-il probable que la culture poursuive son déclin, notamment au sein des exploitations essentiellement laitières pour lesquelles l'usage du tracteur et les apports en engrais minéraux sont susceptibles de se substituer

¹. Les prix ne se sont que maintenus, finalement. L'essor de l'élevage bovin laitier nous semblait s'expliquer par les bénéfices que l'on pouvait en tirer. Les éleveurs tenaient un tout autre discours : « oh, le lait, ce n'est pas la panacée non plus ! » Les performances économiques des systèmes d'élevage en témoignent : 8,0 USD par journée de travail pour SE₁₁, soit à peine un dollar de plus que la *chacra andina*.

—non toutefois sans conséquences sur le milieu— au travail de nettoyage de la parcelle et de sensibilité au suivant de la pomme de terre.

Figure 54. Evolution du prix (réel et en moyenne tendancielle) du litre de lait perçu par l'éleveur bovin de Chuichún sur la période 1998-2008



Source : Nutri Leche, usine de San Antonio

Les systèmes d'élevage mis en œuvre au sein des *haciendas* (C) sont, par journée de travail, quatre fois plus productifs que ceux des minifundistes et 2,5 fois plus que ceux pratiqués par nombre d'exploitations familiales marchandes et d'exploitations patronales (ann. 14.2.d). Pourtant, les systèmes de production agricole, qui englobent ces systèmes d'élevage hautement performants, font vivre (à l'unité de surface) presque cinq fois moins de monde que les familles les plus précaires de la société agraire de Hatun Cañar (F1a, F1d) et que celles qui cultivent les petits jardins à haute valeur ajoutée (F2c, P2). C'est probablement ce qu'il faut retenir, avant toutes choses, de la comparaison des agrégats économiques (résumés dans le tableau 12) : la paysannerie maintient (voire crée) bien plus d'emplois que la grande propriété à l'unité de surface.

L'évolution de l'agriculture de Hatun Cañar (vers plus de lait avec moins de travail et moins de vivrier) pose de sérieuses questions dans un pays plus que jamais affecté par l'émigration de masse et le chômage (fig. 58). A ce propos, on aurait pu croire qu'avec l'émigration, le milieu retournerait à la nature, processus qu'illustrerait à moyen terme la résurgence d'un épais *matorral* au *bas-pays* et sur la section basse de la corniche. En fait, si l'on observe bien un abandon des terrains les moins productifs (à bonne distance, ou non, des habitations), force est de constater que le front fourrager progresse dans d'autres sections du paysage, aux dépens des *páramos* (progression verticale) et de croissantes portions cultivées du *bas-pays* et de la corniche¹

¹. L'écosystème de corniche, nous l'avons vu, n'est plus circonscrit à cet espace physique abrupt qui lui a ici donné son nom. Son aire, résultant d'un processus dynamique de construction sociale, n'a, depuis les « vingt prometteuses », cessé de ronger les hautes pelouses à graminées. Ce qui nous fait dire que les seuils écologiques très pertinemment tracés en 1995 par les consultants du bureau d'études DHV se révèlent aujourd'hui obsolètes, en raison des profondes transformations des écosystèmes étagés du petit *pays*. Pour autant, rien n'interdit d'y faire

(progression horizontale). Avec l'essor de la production laitière et son corollaire, l'extension de la culture de l'herbe (produit local de la mondialisation), les trois paliers agro-écologiques du petit *pays* se simplifient. Et le paysage agraire s'uniformise.

Tableau 12. Principaux critères de performance économique des exploitations agricoles archétypiques

	Rev. agricole (USD)	SAU (ha)	Qté W (jour)	Revenu agri. à l'ha	Revenu agri. par jour de W	Qté de W à l'unité de surface (j·ha ⁻¹)
F1a	1 243,21	1,95	194,92	637,54	6,38	99,96
F1b	1 123,08	2,05	155,25	547,84	7,23	75,73
F1c	858,78	2,10	162,87	408,94	5,27	77,56
F1d	1 474,00	3,00	307,26	491,33	4,80	102,42
F1-2	2 579,34	1,60	336,99	1 612,09	7,65	210,62
F2a	3 967,37	5,50	389,12	721,34	10,20	70,75
F2b	4 614,10	6,60	530,36	699,11	8,70	80,36
F2c	4 443,75	5,50	594,44	808,69	7,48	108,18
F2d	4 349,45	10,00	483,51	434,95	9,00	48,35
P1	4 055,83	8,10	599,76	500,72	6,76	74,04
P2	1 791,94	5,00	526,63	358,39	3,40	105,33
P3	2 737,15	3,00	224,75	912,38	12,18	74,92
C	11 116,58	28,00	626,93	397,02	17,73	22,39

Ce processus, qui n'est pas propre à la haute vallée du Cañar¹, pose la question de savoir si la verticalité écologique reste un principe opératoire de l'agriculture paysanne andine. Car la spécialisation herbagère heurte de plein fouet les bases même qui la sous-tendent, comme la diversification agricole multi-étagée, la dispersion des risques, la diversité des modalités d'accès aux ressources, les finalités multiples de la production (se nourrir et nourrir les villes proches des Andes et du littoral). Ce processus questionne également, du point de vue du développement agricole, la pertinence d'utiliser les portions les plus productives du petit *pays* pour la production de lait plutôt que pour celle de denrées vivrières : chose qui peut surprendre dans un pays qui importe une part croissante de son alimentation (§ 6.3.1.1), sauf à y reconnaître le processus de spécialisation de la haute vallée du Cañar selon ses « avantages comparatifs »... à l'échelle internationale. Ce qui peut étonner dans un pays également secoué par une émigration massive, c'est de constater la généralisation d'un mode d'exploitation du milieu (élevage bovin laitier) qui emploie moins de gens et contribue donc à libérer encore plus de main-d'œuvre qui cherchera alors à s'employer dans d'autres secteurs d'activités économiques, plus sûrement à l'étranger qu'en Equateur. Il y a plus : ce processus de simplification des écosystèmes et d'uniformisation du paysage a cours sans pour autant dissiper les disputes sur les ressources naturelles ni inverser le processus de dégradation du milieu. Tel est le cas des hautes terres d'altitude, où l'on peut se

référence en tant que repère chronologique, notamment pour mettre en lumière l'évolution des modes de mise en valeur d'un milieu étagé.

¹. Tel est aussi le cas dans les régions (de l'*Austro*) d'émigration ancienne et de déclin démographique, comme le canton Déleg (ann. 9.2), la paroisse Octavio Cordero (nord de Cuenca) [Rebaï, 2012] ou les cantons Girón et San Fernando (sud de Cuenca) [Deslandes et Micoulaud, 2006].

demander si les deux sens discordants du mot *páramo* ne sont pas voués à se rejoindre, finalement (§ 1.3.2.1). Car il n'est pas impossible que l'effondrement des *páramos* prenne un jour une tournure bien réelle, avec les effets néfastes de l'usage répété du tracteur et de certaines pratiques persistantes d'élevage (divagation de troupeaux aux abords des lacs) sur la structure, le fonctionnement et la dynamique de ce fragile écosystème, notamment de ses andosols à faible portance et mauvaise adhérence : compaction et lente minéralisation des sols, diminution de la capacité de rétention de l'eau et perturbation des régimes de régulation hydrique. Or, ces andosols, aussi fragiles¹ qu'ils sont riches en biodiversité, séquestrent carbone et biomasse en grandes quantités (tabl. 1). Autant dire que la surexploitation de cet écosystème pourrait avoir des conséquences irréversibles tant à l'échelle locale qu'à celle du bassin versant (disponibilité et répartition de la ressource en eau) mais aussi —si l'on ne craignait pas d'exagérer— à l'échelle internationale, dans la mesure où la dégradation de ce « silo » à carbone que sont les *páramos* participe effectivement du processus de dégagement de CO₂ préjudiciable à la couche d'ozone.

6.2.1.2. Face aux écarts béants de rémunération du travail, préférer la truelle à la houe

Si, dans la section précédente, on s'est intéressé aux combinaisons d'activités prises dans leur ensemble (finalités qui les sous-tendent, revenus dégagés, productivité globale du travail, place de l'agriculture), celle qui s'ouvre maintenant s'attache à les « décortiquer », de façon à mieux comprendre les choix opérés par les différentes familles quant à l'affectation de leurs ressources, au premier rang desquelles figure la main-d'œuvre. Pour ce faire, on utilisera, comme principal critère de performance économique, la productivité journalière du travail.

La figure 55 met en perspective le revenu dégagé par une entité sociale (individu, famille) selon l'activité économique à laquelle elle se consacre. Si l'on met de côté le cas exceptionnel du passeur (~ 1 400 USD par jour de travail !), l'écart maximal s'établit entre 0,9 (confection de la sauce de graine de courge) et 85 USD·h-j⁻¹ (salaire de l'ouvrier du bâtiment aux Etats-Unis d'Amérique), autrement dit un rapport de 1 à 95. Seuls l'avocat et le tractoriste, soit deux métiers qui requièrent un haut niveau d'instruction dans le premier cas, un capital initial très élevé dans le second, rivalisent avec les niveaux de salaires versés à l'étranger, à l'employée domestique, à l'ouvrier du bâtiment et au plongeur².

¹. Les *páramos* figurent au premier rang des écosystèmes andins les plus vulnérables au réchauffement climatique [Herzog *et al.*, 2011], ce phénomène avéré qu'illustre notamment le retrait sans précédent des glaciers des Andes tropicales depuis le petit âge glaciaire (mi XVII^e-début XVIII^e) [Rabatel *et al.*, 2013].

². Au seul petit *pays*, l'écart maximal est à peine inférieur (rapport de 1 à 85), entre la transformation de la graine de courge (0,9 USD·h-j⁻¹) et la rémunération journalière de l'avocat (76,9 USD·h-j⁻¹).

▪ La *chacra andina*, étalon de l'agriculture paysanne andine

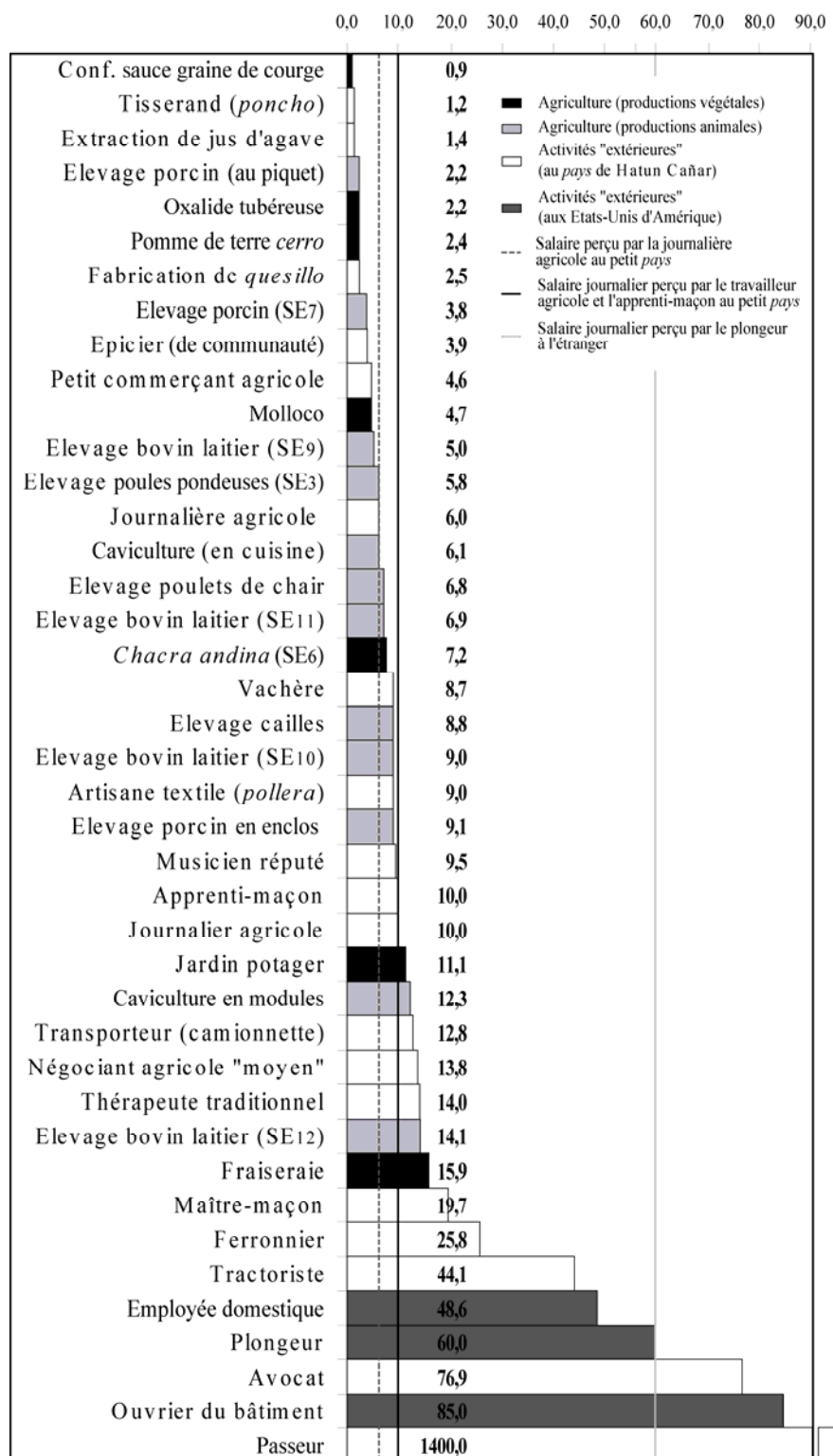
Ce que l'on retient de cette figure 55, c'est aussi que s'établissent, entre 5 et 10 USD par journée de travail, la majorité des ateliers de production agricole qui, combinés, contribuent à la sécurité alimentaire de nombreuses familles du petit *pays*. Au sein de ces systèmes de polyculture-élevage diversifié, les sous-systèmes de culture à base de maïs —la *chacra andina*, à son tour base de l'alimentation familiale— mis au point au *bas-pays* (SC₂, SC₃, SC₄, SC₅, SC₆) présentent des performances économiques similaires : de 6,9 à 7,8 USD par journée de travail, de 900 à 1 300 USD à l'hectare (ann. 14.1.a). Ces performances ne sont pas négligeables, au contraire de celles du système de culture à base de maïs qui subsiste sur l'étage chaud (SC₁ : 1,25 USD·h·j⁻¹ ; ann. 14.1.b). Elles le sont d'autant plus que les prix réels des produits agricoles n'ont eu de cesse de se dégrader depuis trente ans (fig. 57). En fait, ces performances confirment que les familles, qui ont pour objectif premier de produire leur propre alimentation, ne maintiennent pas la polyproduction animale et végétale par archaïsme, mais parce que les systèmes qu'elles mettent en œuvre au sein de leurs petites exploitations agricoles se révèlent relativement performants économiquement. Ils nous semblent, de plus, écologiquement « durables » (§ 4.2.1.1, § 6.3.3.1) et socialement utiles.

A l'exception notable de la caviculture en modules (12,3 USD·h·j⁻¹) —dont on rappellera qu'elle a constitué, tout au long de l'histoire, la première source de protéines animales de la paysannerie andine de la haute vallée du Cañar— les sous-systèmes d'élevage constitutifs de ces systèmes de polyculture-élevage diversifié sont moins performants à la journée de travail que la *chacra andina* : 2,2 USD·h·j⁻¹ pour le porc rustique élevé au piquet (SE₆), 5,0 pour l'élevage bovin laitier/ovin (SE₉), 5,8 pour les poules pondeuses (SE₃), 6,1 pour les cobayes élevés en cuisine (SE₁). Tous ces petits élevages n'en demeurent pas moins essentiels à la sécurité alimentaire des familles et au fonctionnement technique de leurs exploitations (valorisation des résidus de récolte et des déchets de cuisine, production de matière organique pour « engraisser » les jardins, reproduction de la fertilité des sols), à la gestion des flux de trésorerie (décapitalisation en cas de besoins, régularité des revenus tout au long de l'année), à l'occupation de la main-d'œuvre familiale (conduite des ateliers bien souvent confiée aux membres de la famille avec peu, voire sans opportunité d'emploi extérieur), à la diversité des productions (aliments et fibres textiles) et de leurs destinations (marché, autoconsommation, don, troc...).

L'intensification en capital de systèmes d'élevage pratiqués par les familles plus aisées permet d'obtenir des résultats économiques plus élevés : 6,8 USD·h·j⁻¹ pour les poulets de chair (SE₄), 6,9 pour les vaches laitières élevées au piquet sur la corniche en association avec un petit troupeau ovin (SE₁₁), 9,0 pour les vaches laitières élevées au *bas-pays* (SE₁₀) et 9,1 pour les porcs de race améliorée élevés en enclos (SE₈). Les résultats restent toutefois très sensibles à l'évolution du cours des consommations intermédiaires et à celle du prix de vente des productions sur le

marché, raisons pour lesquelles les minifundistes non seulement n'ont pas les moyens d'investir mais n'ont pas non plus vraiment intérêt —soucieux qu'ils sont de gérer au mieux le risque agricole— à mettre en place de tels ateliers.

Figure 55. Revenu dégagé par activité économique (échantillon représentatif ; mesure exprimée en USD₂₀₀₇·h⁻¹)



Un parallèle pourrait être tiré avec l'élevage de cailles —promu par une institution de développement— qui semble avoir du mal à diffuser au sein de la paysannerie. Car les éleveurs de cailles (pour l'essentiel des *gardiens de la biodiversité*) se heurtent à certaines contraintes qui ne semblent pour l'heure, ni les inciter à renouveler l'expérience, ni encourager leurs voisins à s'y essayer à leur tour : (i) la sensibilité des consommations intermédiaires à la volatilité des prix des matières premières¹ (telle la brusque appréciation de 20 % du coût des tourteaux à base de soja importé qui sont distribués quotidiennement aux cailles), (ii) l'absence de débouchés pour la viande (abattage recommandé entre 6 et 10 semaines), (iii) le rachat, chaque année, d'un nouveau cheptel en raison de la perte d'aptitude à la couvaison de ces petits animaux lorsqu'ils sont en captivité, (iv) l'intermédiation de l'institution de développement pour renouveler le cheptel (ce qui pose la question de la pérennité du dispositif, une fois l'institution retirée), (v) la concurrence de l'élevage de *llangas* qui, bien que rémunérant moins le travail, crée en revanche plus de richesse par reproductrice et par an car ces volailles sont valorisées autant pour leurs œufs que pour leur viande.

Une logique de cet ordre conduirait nombre de familles à ne pas consacrer une partie de leurs terrains à la valorisation de petits jardins créant pourtant autrement plus de richesse à l'unité de surface que la *chacra andina* : 11,1 USD·h·j⁻¹ pour le potager (SC₈), 15,9 pour la fraiseraie (SC₁₀). C'est que ces résultats sont obtenus au prix de gros efforts : 13 fois plus de travail que la *chacra andina* pour la fraiseraie, 18 fois plus pour le potager. En revanche, le potager crée un peu plus de richesse à l'unité de surface (+ 340 USD par quart d'hectare), mais requiert surtout un investissement initial moindre. Voilà sans doute pourquoi la culture marchande de fraise de bouche, malgré le fait qu'elle dégage la plus haute valeur ajoutée par journée de travail de toutes les activités agricoles pratiquées au petit *pays*, ne se diffuse que très peu au sein de la paysannerie. Seuls ceux qui ont eu les moyens (humains et financiers) pour investir au départ, lever systématiquement la contrainte en travail que constitue le désherbage (tâche répétée tous les 21 jours, 8 mois durant) et produire suffisamment pour se nourrir et vendre les excédents, se sont saisis de cette initiative et l'ont, pour nombre d'entre eux, mis en œuvre avec succès.

- Le déclin des activités de première transformation agricole et de celles de services et de commerce à basse intensité de capital

Ouverte dès qu'un membre de la famille rentre au foyer, l'épicerie rurale ne rapporte que de maigres revenus (de 15 à 45 USD par mois)². Le petit commerçant agricole se rend toutes les fins

¹. De la même manière, la richesse créée par les ateliers porcins se révèle très sensible aux variations de prix d'achat des compléments alimentaires et de vente de la viande sur le marché. Précisons que ces ateliers se révèlent plus rentables encore lorsqu'ils sont étroitement associés à d'autres ateliers de production (valorisation des co-produits animaux et végétaux).

². Il y a plus de dix ans, le bureau d'études DHV Consultants [1995] estimait que les épicerie rurales de Hatun Cañar dégageaient des revenus de 5 000 à 30 000 sucres mensuels, soit entre 3 et 18 USD₂₀₀₇ par mois.

de semaine au marché en espérant y écouler quelques sacs pour en tirer un maigre bénéfice. La première transformation agricole rémunère très chichement le travail : l'élaboration de sauce de graines de courge —pénalisée par l'opération très exigeante en travail de décorticage de la graine— (0,9 USD·h-j⁻¹), la fabrication de fromage caillé (2,5 USD·h-j⁻¹) et l'extraction de jus d'agave que l'on pratique au petit matin avant de se rendre aux champs —manque autant d'espaces de production que de débouchés— (1,4 USD·h-j⁻¹). Il en est de même de l'artisanat textile (1,2 USD·h-j⁻¹), métier fondé sur la valorisation de la fibre ovine que certains anciens pratiquent toujours. Mais pour combien de temps encore ? Ce métier si exigeant en travail — jusqu'à cinquante journées pour un seul *poncho*—, n'est-il pas promis à un sombre avenir (très peu de débouchés commerciaux et peu d'émules auprès des *renaissants*) ? L'horizon s'assombrit encore quand on pense que cet art est victime de la concurrence de la fripe importée (notamment chinoise) et de l'adoption de modes vestimentaires diffusant dans la société, notamment par l'entremise de l'émigration¹ [Herrera, 2008b]. Avec lui disparaîtrait pourtant un savoir-faire incommensurable que des générations se sont transmises pendant des siècles². Toutes ces activités, archétypiques de celles que l'on pratique les jours de pluie, en soirée ou encore les dimanches et jours fériés, correspondent en fait à un usage intensif de la main-d'œuvre familiale : des temps que l'on valorise sous cette forme, faute d'alternative. Et si leurs très faibles performances économiques semblent à terme les condamner, elles permettent encore aujourd'hui aux familles les plus modestes, ou à celles qui les mettent en œuvre pour d'autres raisons qu'économique, d'accroître leurs maigres revenus et/ou leur prestige au sein de la société.

Le déclin de l'artisanat textile mentionné juste avant contraste avec la confection de la *pollera* en fibre synthétique qui rémunère nettement mieux le travail (9 USD·h-j⁻¹). Constaté que cette jupe au liseré élégamment brodé a apparemment réussi sa reconversion ne doit toutefois pas masquer les obstacles qui jalonnent son développement : (i) un marché étroit globalement circonscrit aux limites géographiques et culturelles de la société indienne de la haute vallée du

¹. Envois, par les émigrés, de vêtements et autres bien matériels de valeur symbolique.

². Ce processus n'est pas spécifique à la haute vallée du Cañar. Il se déploie à l'échelle de l'*Austro*, ce qui a quelque chose de paradoxal quand l'on sait que c'est la richesse des arts textiles dont cette région regorge tant qui incita l'Organisation des Etats américains et le gouvernement équatorien à établir le siège du CIDAP (Centre interaméricain des Artisans et des Arts populaires) à Cuenca, en 1975. Dans la paroisse rurale de San Bartolomé (à l'est de Cuenca) par exemple, la guitare fabriquée par des paysans-artisans à partir d'essences ligneuses produites localement (noyer, aulne) tire à sa fin, concurrencée par les instruments importés d'Asie à bas coût. C'est dans les paroisses du flanc interne de la cordillère orientale que se perpétue, non sans mal, le tissage du fameux chapeau de paille *toquilla* (ainsi que d'autres vanneries), savoir-faire inscrit en 2013 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Cet art est presque exclusivement le fait de femmes pauvres qui complètent de cette manière les maigres revenus qu'elles tirent de l'exploitation de terrains exigus et peu productifs [Dumas et Laurent, 2008] : on ne sera pas étonné de lire que les techniques de fabrication, les rapports sociaux qui régissent l'organisation de la filière ainsi que les misérables niveaux de rémunération des artisanes semblent tout droit sortir des arcanes du passé. Une visite même concise dans les maisons d'exportation de chapeaux de paille *toquilla* installées à Cuenca rappelle avec force la perpétuation du système d'exploitation de la paysannerie : illustration faite par le rapport entre le prix de vente du chapeau au consommateur final au coût scandaleusement bas d'achat du chapeau « brut » aux paysannes-artisanes.

Cañar, (ii) la concurrence et (iii) la dépendance à l'égard de l'extérieur pour se procurer intrants, techniques et équipements. Par ailleurs, si le musicien et le thérapeute traditionnel peuvent effectivement compter sur des revenus plus substantiels par journée de travail (respectivement 9,5 et 14 USD·h-j⁻¹), les savoir-faire très pointus que requièrent ces métiers (qui se transmettent généralement d'une génération à l'autre), le capital nécessaire pour initier l'activité (instruments de musique, « herbier médicinal de plein champ » à installer) et la demande plutôt restreinte pour ces services, limitent sérieusement le nombre de professionnels du secteur. Tel est aussi le cas de l'araireur, dont l'activité pourrait être amenée à décliner encore, avec l'essor de la culture de l'herbe et le recours croissant au tracteur, au moins dans les sections du paysage où son usage est possible. Sombre apparaît donc l'horizon de ces *activités indépendantes de valorisation du petit pays* (fig. 41 : sphères Ia et Ib) et celles de *service et de commerce à basse intensité de capital* (sphères IIa' et IIb'), qui résultent encore d'une fine alchimie entre milieu, histoire et société.

Tel n'est pas le cas de ces *activités indépendantes de service et de commerce à plus haute intensité de capital et/ou niveau d'instruction* (sphères IIa" et IIb") dans lesquelles se sont partiellement spécialisées les familles plus aisées. Avec l'essor du bâtiment, les métiers du bois, du fer et de la brique se sont développés. Ils sont aussi mieux rémunérés : 19,7 USD·h-j⁻¹ pour un maître maçon, 25,8 USD·h-j⁻¹ pour un ferronnier, soit des valeurs ajoutées par journée de travail deux à trois fois plus élevées que les salaires perçus par le journalier agricole ou l'apprenti-maçon. Notons que la richesse créée par journée de travail dépend moins du capital fixe immobilisé —relativement abordable, pour les outils de base du moins— que du savoir-faire (ressources « humaines ») et du réseau professionnel (ressources sociales) : la valeur tient des capacités acquises¹, de la maîtrise des outils, de la créativité de l'artisan et de la reconnaissance de ce savoir-faire. On comprend alors aisément pourquoi ceux qui disposent de ces ressources se soient spécialisés dans ces activités pour lesquelles il existe un marché (régulé sur des bases éminemment ethniques, § 5.2.3.1) stimulé par une diaspora en pleine expansion. Il en est de même du secteur du transport, lui aussi dynamisé par le pouvoir d'achat en hausse des familles de migrants et qui rémunère mieux le travail que les emplois peu qualifiés : 12,8 USD·h-j⁻¹ pour le propriétaire d'une camionnette se consacrant à plein temps au transport de marchandises et de personnes².

Ce que l'on peut dire de l'évolution de l'économie du *pays* de Hatun Cañar, c'est qu'en impliquant extension du marché à toutes les sphères de l'existence humaine et division

¹. Les compétences sont acquises par l'observation auprès d'un aîné, et par la pratique. Les jeunes apprennent les gestes que certains réaliseront d'ailleurs à l'étranger, pour le plus grand bénéfice de leurs employeurs (coûts de formation entièrement assumés par les familles à l'origine).

². Notons que, de la même façon que deux générations peuvent mettre leurs moyens en commun pour cultiver un terrain, le métayage est aussi pratiqué pour les activités de transport. Ainsi a-t-on vu des familles au sein desquelles le père apportait le capital (pour l'achat du moyen de transport dont il est le propriétaire) et le fils sa force de travail, les revenus tirés de l'activité se répartissant alors à parts égales.

internationale du travail, la mondialisation contemporaine (autrement dit depuis les « vingt prometteuses »), met à mal la pluriactivité des paysans et leur mode d'organisation sociale basé (au moins en partie) sur les rapports de production et d'échange non marchands. Si le processus était déjà bien engagé avant (avec la part substantielle du temps de travail dédiée aux travaux de *l'hacienda*), il semble que la prolétarianisation s'étende, que le passage du métier à l'emploi s'accélère, même s'il reste encore des combinaisons d'activités traditionnelles qui confèrent à ceux qui les mettent en œuvre un certain contrôle sur tout le cycle de production et une large autonomie dans l'organisation du travail, notamment dans les sphères fondamentales de l'existence (alimentation surtout, santé, habillement et habitat dans une moindre mesure). C'est qu'avec la migration circulaire, le paysan n'avait qu'une vision partielle du processus de production agricole mais il conservait certains savoir-faire et un pouvoir de décision de par sa participation aux astreintes (semis et récolte) et aux *mingas*, et se tenait informé sur l'agriculture, la communauté, etc., notamment au moment des fêtes. Certains acquéraient même de nouvelles compétences, dans le secteur de la construction notamment. Avec l'émigration clandestine et le temps passé loin de la terre, le paysan « déraciné » perd ses savoir-faire agricoles et sa capacité à appréhender l'évolution de l'agriculture au *pays* (cas typique de la fraisculture que se refusent à financer certains conjoints émigrés).

L'atrophie de la *sphère d'activités de valorisation des ressources du milieu et du patrimoine matériel et immatériel du peuple cañari* (I) et celle des *activités indépendantes de service et de commerce à basse intensité de capital et/ou à bas niveau d'instruction* (des métiers qui requièrent apprentissage technique et acquisition d'une expérience spécifique), s'explique par de faibles résultats économiques, la concurrence et/ou le manque cruel de débouchés. Le fait que certaines activités traditionnelles se maintiennent néanmoins, notamment dans les sphères fondamentales de l'existence (des minifundistes en particulier), tient à la hausse du revenu total que permet la réalisation de ces activités au coût d'opportunité le plus souvent nul et/ou à leur valorisation pour des raisons autres qu'économiques. Le déclin de toutes ces activités se fait au profit de la *sphère des activités indépendantes de service et de commerce à haute intensité de capital et/ou à haut niveau d'instruction* (IIa", IIb") mais, surtout, de la *sphère des activités salariées* (III). C'est-à-dire la sphère des emplois qui, parce qu'ils demandent peu de qualification, sont « condamnés à devenir flexibles et précaires puisque tout le monde, ou presque, peut désormais être remplacé à n'importe quel moment par n'importe qui » [Michéa, 2011 : 266].

6.2.1.3. *Salariat, prolétarianisation et usage de l'épargne des migrants*

Au milieu des années quatre-vingt-dix, le salaire journalier versé sur le littoral était 2,5 fois plus élevé que celui distribué dans la haute vallée du Cañar. Dix ans plus tard, le salaire octroyé

sur le littoral a tout juste doublé¹. Dans le même temps, il a été multiplié par quatre au petit *pays* (fig. 61). Corollaire 1 : des niveaux de salaires à peu près équivalents entre les deux régions (~ 10 USD) retirent au principe de migration circulatoire des montagnards vers les basses terres une grande part de son intérêt et de sa raison d'être. Corollaire 2 : les entreprises agro-exportatrices du littoral ne peuvent plus compter sur la main-d'œuvre andine, qui trouve à s'employer localement ou à l'étranger. Voilà pourquoi elles font notamment appel à des travailleurs péruviens.

Aujourd'hui, le salaire versé au journalier agricole, qui équivaut à celui versé localement à l'apprenti-maçon, est près de trois dollars plus élevés que la *chacra andina*. C'est un résultat somme toute logique quand on pense à la rareté croissante de la main-d'œuvre masculine et à l'incitation faite aux paysans de privilégier le marché du travail local sur l'exploitation agricole. En revanche, le salaire versé à la journalière agricole reste inférieur à la richesse créée par la *chacra andina* mais supérieur (de un dollar par jour) à celle de l'atelier bovin laitier SE₉. Ce constat pourrait s'expliquer par l'absence de syndicats (pour revendiquer des hausses de salaires et défendre les droits des salariés du secteur) et par la concurrence des travailleurs de la haute vallée du Chanchán ou du Pérou. Quoi qu'il en soit, à ce niveau de salaire, il n'est pas étonnant que les paysannes ne s'adonnent à cette activité que pendant les temps morts de leur propre calendrier agricole. Il n'est pas non plus surprenant d'entendre les chefs des dernières exploitations patronales se plaindre de devoir aller chercher, à l'extérieur de la haute vallée du Cañar, la main-d'œuvre dont ils ont inévitablement besoin. Un autre constat peut être tiré de ces niveaux de salaire distribué aux journaliers agricoles du petit *pays* : ils sont déjà bien supérieurs à ceux versés dans des pays tels que la Chine, le Viet-Nam, la Bolivie et le Pérou², Haïti, parmi tant d'autres. Aussi, pour Hatun Cañar, bien moins compétitif sur ce segment de marché à l'échelle mondiale, l'issue la plus probable ne sera-t-elle pas de devoir « exporter » encore davantage ses paysans (§ 6.2.3) ? Quand on sait qu'un travailleur immigré hatun-cañari gagne 60 USD par jour comme plongeur dans les cuisines des restaurants états-uniens, on peut sérieusement se poser la question. Quand le revenu par actif et par jour de la *famille transnationale* (F1b) —en dépit du remboursement de l'emprunt— est 4,5 fois plus élevé que celui du *jeune ménage au pays* (F1a), on cerne mieux encore le pouvoir d'attraction de la *ion*³.

¹. Emploi irrégulier et précaire pour lequel le travailleur reçoit un salaire journalier de 8 à 14 USD, selon le type de contrat, l'employeur, l'origine du travailleur [Cepeda, 2011]. Précisons qu'il y a encore peu (avant le « moment Mahuad » *grosso modo*), le coût d'opportunité de la main-d'œuvre correspondait, pour le paysan de Hatun Cañar, au salaire du journalier agricole des plantations du littoral.

². Par exemple, le paysan cañari est d'ores et déjà moins compétitif que le paysan bolivien de la cordillère d'Altamachi (2,70 USD·h·j⁻¹ en 2004, d'après Margot Jobbe-Duval, 2005) ou du paysan péruvien de Huancavelica (5 USD·h·j⁻¹ en 2003-2004 selon Claire Aubron, 2006) du fait du niveau, plus élevé, de production, d'entretien et de reproduction de la force de travail au *pays*.

³. Les hypothèses de calcul du revenu de la famille transnationale (ann. 13) accentuent cet effet, en considérant que le migrant, dès son arrivée, sera occupé à temps plein, été comme hiver.

Cependant, si la comparaison rend bien compte des conséquences de la distribution inégale de la ressource spatiale entre les familles du petit *pays*, elle ne nous dit encore rien de l'usage qui est fait de l'épargne des migrants.

Les envois d'argent servent en priorité aux dépenses de consommation courante de ceux restés au *pays* : à cela, finalement, rien de bien étonnant, si l'on veut bien se remémorer la finalité première de l'émigration, à savoir celle de relever le niveau de vie des siens¹. Une fois la dette honorée, s'ouvre une nouvelle phase au cours de laquelle la famille transnationale cherchera, si la conjoncture économique le permet, à réaliser des investissements propres à réduire l'incertitude (physique et économique) qui pèse sur elle, et à préparer l'avenir. Au premier rang des ces investissements figurent la maison et le terrain agricole², placements préparant le retour (éventuellement forcé) et la retraite, tout en contribuant —de manière significative— à se constituer un patrimoine à léguer. L'instruction des enfants constitue l'un des autres placements privilégiés —les migrants s'efforçant bien souvent de faire coïncider leur date de retour avec la fin des études— car seule l'éducation supérieure semble, à terme, pouvoir rivaliser avec l'émigration : par exemple, la rémunération journalière du métier d'avocat concurrence celle de l'employé émigré (fig. 55).

Pour les foyers à trois générations, les envois d'argent représentent une part non négligeable du revenu (tabl. 11) : de 20 % (F2c, F2d, P1) jusqu'à plus de 50 % (F2a) ! Bref, les transferts d'argent constituent une incontestable manne à l'échelle du petit *pays*³, à l'instar de ce qu'elle représente à l'échelle du globe [PNUD, 2009 ; Vargas-Lundius *et al.*, 2008] :

Cet « argent des pauvres » donne le tournis, mais fait rêver beaucoup de monde aussi. Les professionnels des transferts, d'abord, pour qui l'explosion de ces flux financiers est une véritable mine à ciel ouvert. Les pouvoirs publics et la société civile, ensuite, parce que, en leur donnant un peu plus de « sens » et de rationalité économique, ces transferts peuvent démultiplier le développement local à leur point d'arrivée⁴.

¹. Constat observé aux échelles nationale [Herrera, 2008a ; Acosta *et al.*, 2006a ; Villamar et Acosta, 2002] et continentale [Auroi, 2008 ; BID, 2006].

². Les achats de terres agricoles procèdent d'une phase exploratoire conduite par la femme, l'homme arbitrant en dernière instance (F1b, P2).

³. Les envois d'argent ont connu une croissance régulière au cours des années quatre-vingt-dix. Un nouveau palier a été franchi avec le « moment Mahuad » et un pic atteint en 2007 : un montant proche de 3 milliards USD, soit approximativement 6 % du PIB [OIM, 2008] et un quart des devises engrangées par le pays. La même année, à l'échelle de la planète, les transferts de fonds constituaient 337 milliards USD, soit presque trois fois le montant de l'aide publique au développement (105 milliards USD) et environ quatre fois plus qu'en 1990 (90 milliards USD) [Wihtol de Wenden, 2010]. Mais depuis la crise des *subprime*, les envois d'argent sont en décline en Equateur comme au *pays* de Hatun Cañar (fig. 49). Avec 144,5 millions USD en 2007, Cañar et El Tambo sont parmi les principaux cantons récepteurs des mandats envoyés par les migrants.

⁴. Daniel Bastien, *Les Echos*, jeudi 27 janvier 2011, p. 9.

Ce point de vue est partagé par bon nombre d'institutions financières internationales qui, soulignant les bienfaits de l'émigration sur l'économie nationale et les budgets familiaux — souscrivant en creux à la théorie de l'économiste Alfred Lewis— prônent la libéralisation des flux financiers, l'abaissement des coûts de transfert des remises et la transparence des institutions bancaires [Thiollet, 2010]. Il est cocasse —mais significatif— de noter que ces mêmes institutions incitent en creux, sinon de manière explicite, les émigrants à relancer l'économie de leur pays [Banque mondiale, 2008]... en plus de prendre tous les risques liés au passage et de « faire suer le poncho » à l'étranger ! Pourquoi s'interroger sur ses propres responsabilités dans la faillite des politiques de développement quand on peut charger les migrants eux-mêmes, en questionnant de surcroît le « sens » et la rationalité économique de leur choix d'investissement ? Il ne serait pourtant pas superflu de rappeler qu'à l'exception notoire de l'industrie laitière, les détenteurs de capitaux ne se sont pas précipités dans la haute vallée, quand bien même les politiques publiques apparaissaient extrêmement favorables à l'investissement (1982-2000). Au nom de quoi les migrants seraient-ils donc plus enclins à risquer leur maigre épargne dans une économie locale instable et peu compétitive ? Au contraire, tout porte à croire que nombre de migrants font preuve de raison en matière de dépenses et de placement d'une épargne pour laquelle ils consentent efforts et sacrifices dans des conditions extrêmement précaires. Certes, on pourrait objecter le caractère ostentatoire et l'apparente démesure de certaines bâtisses, à plus forte raison lorsqu'elles gisent à l'abandon¹. Mais ce serait faire fi d'autres registres de rationalité, comme le prestige social et la reconnaissance auxquels le migrant aspire, l'épargne de précaution (crainte de devoir rentrer au *pays* en cas d'expulsion ou de crise prolongée à l'étranger) ou encore la retraite qui s'anticipe (*a fortiori* dans un pays où le régime de protection sociale reste précaire). Ces registres ne relèvent pas du « bon sens » (économique, il va sans dire) tel que l'entendent les institutions financières internationales. Pour comprendre les choix des migrants en matière d'investissements (autres que ceux destinés à l'amélioration de leurs conditions matérielles d'existence), ne serait-il pas plus pertinent de s'interroger sur les potentialités économiques de Hatun Cañar dans le contexte actuel de la mondialisation ?

6.2.2. L'alliance « mortifère » de Doha et du *USA Patriot Act*

La mondialisation, terme que nous avons pris soin de préciser en introduction (p. 20), n'est autre qu'un « capitalisme sans frontières » (pour emprunter un terme du philosophe Jean-Claude Michéa, 2011 : 95). Il repose sur la libéralisation totale des échanges dont le cycle de Doha (porté par l'OMC depuis 2001) se donnait justement pour objectif de jeter les bases. Credo de toutes les grandes organisations internationales, le « libre »-échange repose sur les hypothèses que

¹. Diverses et variées sont les raisons qui sous-tendent l'abandon de bâtisses de la *iony* dans certains recoins des communautés : accident de parcours, surendettement, choix délibéré d'aller habiter en ville, installation à l'étranger, etc.

(i) l'échange génère le développement et (ii) le fonctionnement libre et spontané du marché¹ conduit à une allocation optimale des ressources, à l'avantage (comparatif²) de tous. Dans ce schéma, l'Etat doit se cantonner à un rôle minimaliste et laisser faire « les forces du marché », les plus efficaces pour assurer la prospérité et le bonheur de tous. Ces fins (tout à fait louables au demeurant) ne peuvent être atteintes (*via* l'augmentation de la production et l'accroissement des échanges commerciaux) que par la mise en concurrence généralisée des hommes entre eux.

Après avoir effectué un détour (court mais très instructif) par les périphéries de Quito productrices de fleurs coupées et les bananeraies du littoral équatorien, on s'interrogera sur le fait de savoir si le « libre »-échange constitue une réelle opportunité pour le développement du *pays* de Hatun Cañar.

6.2.2.1. *Main basse sur les ressources en régions de haute aptitude agricole*

L'histoire de l'Equateur révèle les effets, sur la société et le milieu, d'un type d'agriculture fondé sur la promotion des monocultures destinées à l'exportation et l'ouverture aux échanges internationaux. Les inégalités sociales héritées de l'époque coloniale ont abouti à ce que le pays se spécialise, au fil du temps, dans le moins-disant social et écologique [Lefebvre, 2000 ; Vos, 1988]. La banane du littoral pacifique et la fleur coupée cultivée sous serre en périphérie de Quito, prétendus fleurons de l'économie équatorienne avec le pétrole, jettent une lumière crue sur ce que l'agronome René Dumont (avec Marie-France Mottin) appelle, en parlant de l'Amérique latine, le « mal-développement³ ». Car le développement d'un pays ne procède pas de la simple somme des résultats économiques de ses filières dont il est dit, avec raison, qu'elles sont financièrement rentables. La banane et la fleur coupée, productions en effet très rentables pour l'investisseur, s'avèrent l'être beaucoup moins pour la collectivité nationale, lorsque sont intégrés au calcul les effets directs et indirects de l'investissement, la valeur des biens et des services consommés (et/ou produits, aux prix de référence) et le coût d'opportunité de l'ensemble des ressources nationales consommées au cours du processus de production [Cochet et Gasselin, 2007]. Les résultats de ces filières peuvent même apparaître comme socialement et écologiquement inacceptables : (i) concentration des ressources aux mains d'une minorité privilégiée, (ii) atteintes au milieu (déforestation, dégradation des écosystèmes par la contamination des sols et des eaux), (iii) précarité des conditions de travail comme forme de

¹. Ce fonctionnement induit l'ouverture réciproque des marchés, une ouverture fondée sur les principes de non-discrimination et d'égalité de traitement.

². La théorie des « avantages comparatifs » s'inspire des travaux de l'économiste David Ricardo [(1821) 1992] qui avançait, au début du XIX^e siècle, que les nations ont tout intérêt à spécialiser leur économie dans les productions pour lesquelles elles disposent d'un avantage, non pas absolu comme l'avança Adam Smith avant lui, mais relatif.

³. Les auteurs préférèrent ce terme à celui de sous-développement en raison de la répartition inégale des fruits d'une croissance pourtant soutenue et de la concentration de la richesse aux mains d'une frange ultra minoritaire de la société [Dumont et Mottin, 1981].

dumping social dans le jeu de la concurrence internationale (emplois de basse qualité, déflation salariale, inconsistance des régimes de protection sociale et de droits des salariés, etc.), (iv) politiques publiques ciselées pour les intérêts des investisseurs (fiscalité accommodante, réglementations laxistes en matière de droits de l'environnement...).

Ainsi, l'avantage compétitif de la banane équatorienne sur le marché international (premier producteur au monde) ne repose-t-il pas uniquement sur des conditions bioclimatiques extrêmement favorables. Il réside également dans la capacité des investisseurs à maintenir des bataillons de travailleurs « temporaires permanents » (selon l'expression du sociologue Luciano Martínez), peu qualifiés, désyndicalisés, au statut précaire¹ et comptant dans leurs rangs des femmes et des enfants très peu rémunérés [Martínez, 2003]. Ces travailleurs —souvent itinérants— s'apprécient comme des paramètres économiques que les employeurs ajustent pour faire face (de manière optimale) aux fluctuations du marché international [Cepeda, 2011]. L'horticulture florale en périphérie de Quito relève de la même logique : les entrepreneurs valorisent les conditions bioclimatiques de la montagne équatoriale² tout en puisant, pour assurer la compétitivité de la filière, dans les gisements de main-d'œuvre docile et exploitable à merci que constituent les communautés indiennes alentour. Dans les deux cas, précarité sociale et relative insécurité économique se conjuguent aux risques de tous ordres qui pèsent à la fois sur les travailleurs et le milieu naturel. Le constat pourrait être étendu à (i) l'élevage de crevettes à haute intensité de capital, à l'origine de la destruction irréversible des mangroves —telles celles longeant le canal de Jambelí dans lequel se jette le torrent Cañar— et (ii) l'intérêt pour les biocombustibles qui se traduit par l'expansion de la monoculture de palme africaine aux dépens des dernières forêts tropicales côtières du Chocó [Bravo, cité par Honty et Gudynas, 2007].

Avec la mondialisation se consolide donc un « cadre extrêmement conciliant pour les investisseurs étrangers, désireux de s'affranchir des législations sociales et des normes environnementales considérés comme des carcans insupportables dans un contexte où la compétitivité sur les marchés mondiaux est l'impératif premier » [Gorz, 2007 : 141]. Ce qui signifie concrètement que toute nouvelle législation allant dans le sens d'un mieux-disant social et environnemental fait courir le risque que les investisseurs —des chevreuils apeurés, pour

¹. Pas d'affiliation à un régime social (retraite, assurance-maladie), ni de droits du salarié (vacances, adhésion à un syndicat pour défendre ses droits, législation du travail, etc.). Le temps partiel (contrats généralement oraux, à la tâche ou à la journée), la vive concurrence et le fait d'externaliser les fonctions de recrutement et de versement des salaires, génèrent des stratégies opportunistes individuelles, à l'origine de l'étiollement de l'associatif face aux commanditaires de la filière (multinationales) [Tamay et Cepeda, 2007]. Dans les exploitations floricoles de la périphérie de Quito, l'élévation du niveau d'insécurité est le prix à payer pour avoir accès à un salaire minimal avec, en corollaire, l'érosion du tissu social et des systèmes de protection collectifs [Korovkin, 2004].

². Durée d'ensoleillement, incidence verticale du rayonnement solaire, propriété des moyens de production (terre, eau agricole et capital), main-d'œuvre à bas coût, faibles coûts des services de l'eau et de l'électricité, faible investissement initial par rapport aux pays industrialisés, proximité des infrastructures aéroportuaires de Quito, capital étranger et apport élevé de techniques [Gasselin, 2000].

repandre la métaphore que filait Karl Marx à propos du comportement des capitalistes—organisent immédiatement le déplacement de leurs capitaux vers des pays aux législations plus accommodantes (entendre, pour maintenir un taux de profit maximal) : Colombie et Afrique de l'Est pour la fleur coupée, Amérique centrale pour la banane.

6.2.2.2. *La mondialisation : une opportunité pour le pays de Hatun Cañar ?*

A la différence des régions bananières et floricoles de l'Équateur vers lesquelles affluèrent les capitaux, les conditions géomorphologiques et socio-économiques de la haute vallée du Cañar ne suscitèrent guère l'intérêt des investisseurs¹, à l'exception notable de l'industrie laitière : minifundisme, distance au marché, faible productivité du travail agricole, manque flagrant de moyens pour investir sur l'exploitation agricole. Pour les mêmes raisons, l'extrême majorité des producteurs restèrent à l'écart d'un processus induit par la mondialisation : l'émergence d'un système alimentaire national comprenant l'intégration des agricultures à de nouvelles filières d'approvisionnement en intrants manufacturés et de transformation industrielle des produits (une intégration organisée par une poignée de groupes à capitaux nationaux, sous la dépendance de quelques firmes multinationales opérant en amont et en aval de l'agriculture²). Car ils n'étaient pas en mesure de respecter les normes et les conditions extrêmement strictes de qualité, de prix et de garantie d'approvisionnement imposés par la grande distribution. Mais la mondialisation n'a pas eu pour seule conséquence d'exclure les producteurs hatun-cañaris de ce processus³. Elle est aussi à l'origine, de par la mise en concurrence des producteurs à l'échelle de la planète et de l'ouverture de l'économie nationale aux échanges internationaux⁴, d'une baisse tendancielle des prix agricoles réels (fig. 57), doublée d'une dégradation des prix relatifs [García Pascual, 2006].

¹. Rappel : les investisseurs s'efforcent de maximiser leur taux de profit, ce qui revient à rechercher les meilleures conditions économiques, sociales, écologiques, politiques, fiscales, techniques... On le sait, l'agriculture « souffre » de désavantages en la matière : caractère aléatoire de l'activité (processus biologique et non mécanique, donc soumis au risque climatique, parasitaire...), nécessité d'investir préalablement dans le foncier (coût du foncier et immobilisation du capital), économies d'échelle relativement limitées, succession et non simultanéité des opérations agricoles qui limitent notamment la spécialisation de la main-d'œuvre, etc.

². Les secteurs amont et aval de la production agricole sont oligopolistiques. Dans le secteur amont, 10 entreprises contrôlent la moitié de l'offre semencière et 3 à 4 sociétés multinationales la majorité des échanges mondiaux [Dufumier, 2004]. Dans le secteur aval, 4 à 5 grandes enseignes de supermarché se partagent le marché dans chaque pays à haut niveau de revenus et montent en puissance dans les pays à bas salaires [Parmentier, 2009].

³. C'est ce que reconnaissent l'économiste (libéral) Thomas Reardon et ses collègues [1998 : 13] en rapportant quelques années auparavant, à propos de l'Amérique latine, qu'il « semblerait qu'il y ait des preuves » (*sic*) de la ruine de nombreux petits producteurs locaux sous les coups portés par des concurrents autrement plus puissants ayant pénétré le marché dans le sillage de politiques néolibérales favorisant ce processus.

⁴. Le véritable scandale vient probablement du fait qu'en plus d'avoir un niveau plus élevé de protection tarifaire agricole (40 %, pour 20 % ailleurs), les gouvernements des pays à haut niveau de revenus camouflent, par divers artifices, leur soutien interne à l'agriculture : les producteurs perçoivent des subventions explicites et implicites à l'exportation (garanties de crédit et autres aides directes) [Berthelot, 2001].

Figure 56. Evolution des prix réels au producteur équatorien de quelques aliments

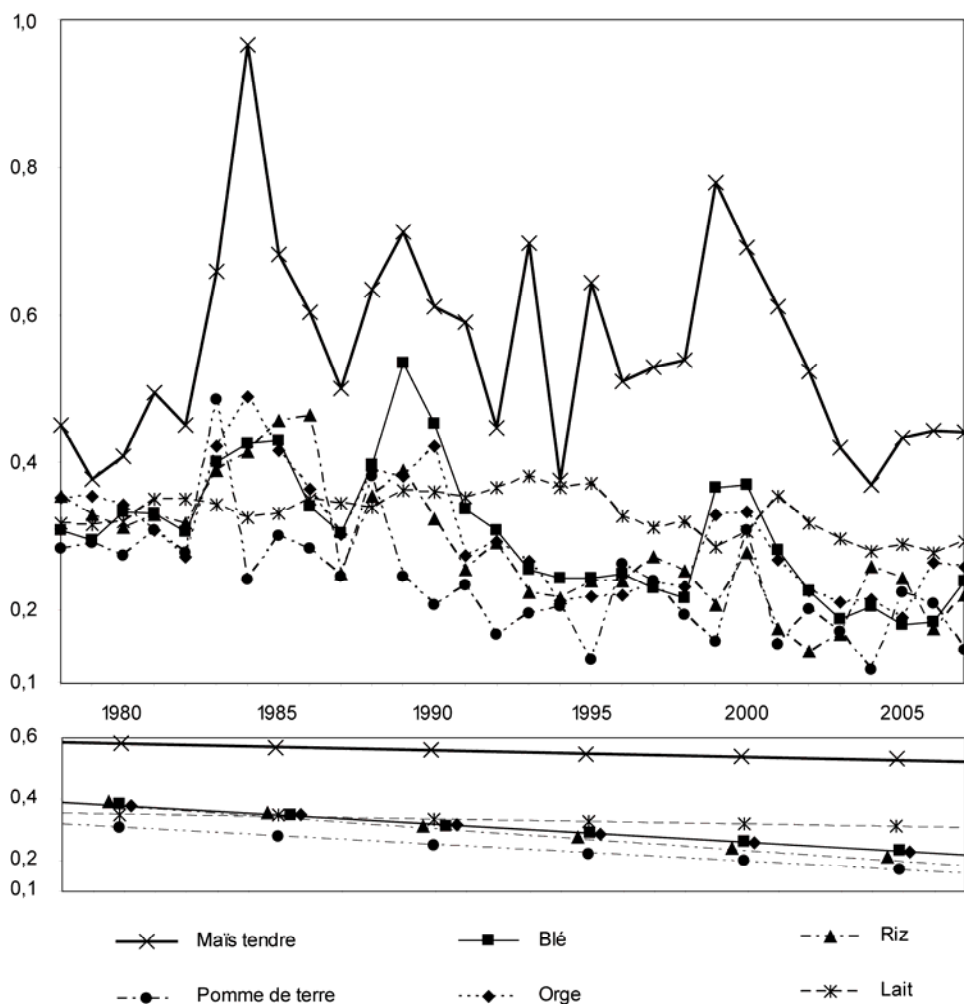


Figure 57. Tendances des prix réels¹ au producteur équatorien de quelques aliments
 Source : Ministère équatorien de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et de la Pêche

¹. La valeur nominale correspond à la valeur monétaire en termes de pouvoir d'achat du jour (prix nominal exprimé en monnaie courante). Elle ne tient pas compte de l'effet de l'inflation sur la valeur réelle de la monnaie. La valeur réelle exprime quant à elle la valeur mesurée en fonction du pouvoir d'achat de la monnaie à un moment précis (prix réel exprimé en monnaie constante).

Pour « égaliser » deux pouvoirs d'achats (1999 et 2007 par exemple), c'est-à-dire gommer l'effet de l'inflation moyenne des prix dans le but d'étudier l'évolution des prix par rapport au pouvoir d'achat [Aubron, 2006], trois options sont possibles : (i) élever le montant nominal de 1999 pour l'exprimer en la monnaie de 2007, (ii) déflater les chiffres de 2007 pour les exprimer en monnaie de 1999, (iii) décrire les deux en utilisant une autre année, par exemple l'année 2003. Il est généralement préférable d'élever tous les montants nominaux des années précédentes à la valeur actuelle de la monnaie, ou à celle de l'année la plus récente pour laquelle le taux d'inflation existe, et ce tout simplement parce que les gens savent instinctivement la valeur actuelle de la monnaie [Source Wikipedia].

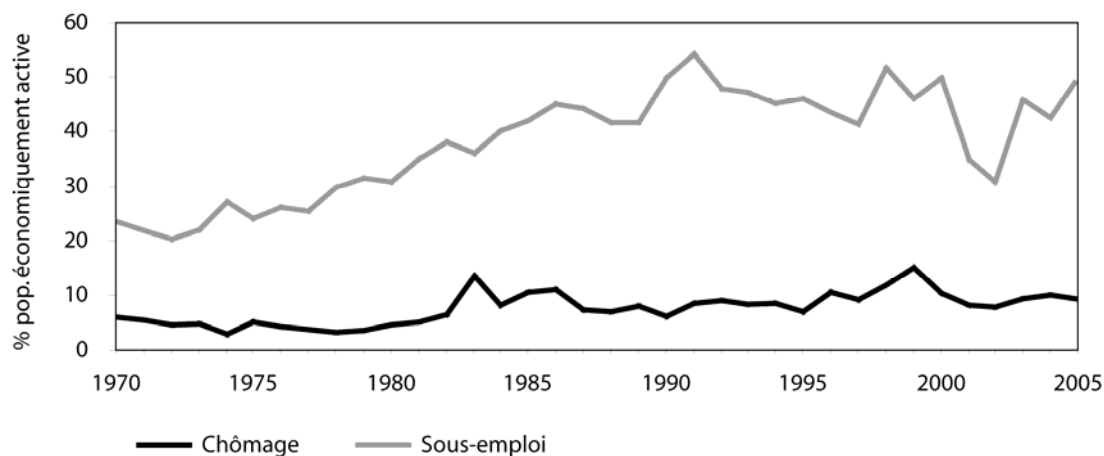
Soit : $\text{Prix réel} = \text{Prix nominal}_{\text{année a}} \times (\text{IPC}_{\text{année de référence}} / \text{IPC}_{\text{année a}})$, avec

IPC : Indice des prix à la consommation, calculé par l'INEC. Il mesure l'inflation du prix d'un panier de biens et de services de composition constante, prix relevé dans les trois principales villes du pays (Cuenca, Quito, Guayaquil).

L'appauvrissement économique des paysans, conjugué à l'inanité des politiques publiques successives et au manque criant d'investissements à leur endroit, contraint les familles à mettre en œuvre des systèmes d'activité alternatifs [Reardon, 2007 ; Bebbington, 1999]. Relativement bien dotés en ressources, les *éleveurs laitiers de haut de corniche* (F2d) et les *éleveurs laitiers patronaux* (P1) tirèrent profit de l'évolution du marché national du lait et des mesures afférentes de protection tarifaire d'un secteur défendu par la puissante association des éleveurs de la *sierra* et de l'Amazonie (AGSO). Ces familles ont également investi dans des activités (quincaillerie, construction, artisanat du bois et du fer) dont les biens produits et les services délivrés répondaient précisément à la demande des familles de migrants. Ces catégories de la société agraire de Hatun Cañar ont donc su profiter de la mondialisation.

Mais tel n'a pas été le cas des minifundistes. Ignorés des politiques publiques, exclus du processus de restructuration du système alimentaire national, victimes de la baisse tendancielle des prix agricoles et de la levée de tout obstacle au « libre »-échange (concurrence de la fripe importée, du blé, du travailleur péruvien...), incapables de rivaliser avec des concurrents autrement plus productifs, ils ont été les grands perdants de la mondialisation. Nombreux sont alors ceux à avoir cherché à s'employer dans les secteurs où ils pouvaient espérer une meilleure rémunération : un défi dans un pays miné, depuis des décennies¹, par un chômage chronique et un sous-emploi endémique (fig. 58).

Figure 58. Evolution des taux de chômage et de sous-emploi (période 1970-2005)



Source: Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

Faute d'alternatives locales², il ne leur reste bien souvent que des filets sociaux aux mailles très lâches et l'émigration, la barque symbolisant alors la voie vers un meilleur avenir. En ce

¹. La baisse du taux de chômage que l'on observe après 2000 s'expliquerait, au moins en partie, par l'émigration.

². La mondialisation ne devait-elle pas aussi favoriser le développement local ? Aucun investisseur étranger n'est pourtant venu s'installer au petit *pays*.

sens, l'affectation à grande échelle de la main-d'œuvre hatun-cañari sur le marché international du travail accrédi terait l'idée selon laquelle la mondialisation favorise en effet l'allocation optimale des ressources. Ceci étant dit, Hatun Cañar peut-il résolument envisager son développement dans le départ de ses enfants ?

6.2.3. La paysannerie tiendrait-elle son « remède » dans l'émigration ?

A cette question, le géographe Clark Gray [2008], qui a étudié dans l'extrême sud rural des Andes équatoriennes (avec une approche *livelihood*), le rapport entre migration paysanne, agriculture et transformations du milieu, pencherait par l'affirmative. Libre à chacun de souscrire à une telle thèse. Pour ce qui nous concerne, on serait plus réservé, mais surtout curieux de connaître l'avis du président des Etats-Unis d'Amérique, Barak Obama, et des autres chefs d'Etat des principaux pays d'immigration, sur l'idée que l'émigration constituerait une voie privilégiée de développement pour les marges rurales du « tiers-monde ». Et dans le cas où ils partageraient effectivement cette idée, seraient-ils alors prêts à lever les barrières de leurs pays jusqu'à la libre circulation des personnes, pour promouvoir le (soi-disant) développement de ces marges rurales ? Cette question nous conduit à un étrange paradoxe —que nous aborderons dans cette partie—, celui que constitue l'érection sans précédent de murs à l'époque de la mondialisation. Mais avant, il convient de revenir un instant sur le caractère inextricable qui unit minifundisme (problème nodal de la paysannerie de l'*Austro*) et migration depuis la colonisation espagnole.

6.2.3.1. Minifundisme et migration : une construction léguée par l'histoire coloniale

Avec la forte demande en terre, les prix du foncier grimpent en flèche (fig. 59). Tandis qu'un hectare se négocie à La Troncal (piémont andin) autour de 6 000 USD en moyenne [Godard, 2006], un terrain de superficie équivalente n'est pas cédé, dans le secteur irrigué de Chuichún, à moins de 25 000 USD —17 fois plus élevé, à prix constants, qu'il y a 40 ans—. La paysannerie de Hatun Cañar (sa diaspora en particulier) n'aurait-elle pas sombré dans la démesure ? Comment, en effet, interpréter cette frénésie pour la terre ? Les aménagements (irrigation, voies de desserte), tels ceux récemment effectués sur les flancs de la « colline en boule¹ », ont sans aucun doute valorisé nombre de secteurs de moindre aptitude agricole et de plus grande distance au domicile et au marché —parfois même hors du circuit de collecte du lait—, tels les tapis *paraméens* (de 2 000 à 2 500 USD·ha⁻¹). Il est aussi fort probable que le prix de la terre flambe

¹. Terrain le plus ingrat du temps de l'*hacienda* que le grand propriétaire destinait au libre pâturage des animaux des familles *huasipungueras*. La construction, dans les années 2000, d'un réservoir puis d'un système d'irrigation, donna lieu à une hausse substantielle du prix du foncier, ainsi qu'à plusieurs transactions entre, d'une part, les familles qui s'étaient distribuées les « *páramos* » de Chuichún au cours des années quatre-vingt-dix et, d'autre part, des familles transnationales dont certaines résidant sur l'autre rive du torrent Cañar.

car « l'idéologie dominante accorde une valeur éminente à la terre¹ » [Mendras, 1992 : 334]. Il n'est pas non plus absurde de penser que ces achats de terre, à de tels prix, correspondent à des investissements de précaution de la part de gens qui connaissent aléas et précarité. A ce propos, l'insécurité économique et la précarité sociale qui prévalent dans les pays de destination, les politiques migratoires œuvrant ouvertement contre le regroupement familial² (aboutissant, ce faisant, à la structure transnationale des familles), le régime de droits sociaux et humains dont les clandestins sont exclus, ne constitueraient-ils pas des éléments explicatifs complémentaires au fait que les familles consentent à de si lourds investissements fonciers ? En vérité, la terre demeure, à la fois, la base économique de bien des familles (terre comme moyen de production), un poids symbolique de la propriété privée après des siècles de domination de l'oligarchie foncière (terre comme valeur patrimoniale), une sécurité en cas de perte d'emploi extérieur ou de retour forcé au *pays* (terre comme « valeur-refuge »), un objet de spéculation et d'investissement (terre comme garantie pour payer le passage par exemple), bref un « espace aux vocations multiples » [*ibid.* : 320].

Ceci étant, rien ne dit que l'engouement manifesté par la première génération pour accéder à la terre ne se répète à la génération suivante, peut-être moins éprise du métier d'agriculteur, du mode de vie paysan et d'un certain esprit de revanche sur l'histoire [Bourliaud et Soliz, 2004]. Quels rapports la génération suivante entretiendra-t-elle avec la terre, l'agriculture et le petit *pays* ? Ce thème, qui recoupe celui de la transmission de l'exploitation agricole³, aurait mérité que l'on s'y attarde plus longuement. Il nous faudra nous contenter de souligner deux points essentiels à nos yeux. Premièrement, il s'agit, pour nombre de familles paysannes, de maintenir coûte que coûte, génération après génération, la petite exploitation agricole, impliquant le legs d'un patrimoine que chaque héritier s'efforcera de reconstituer (mieux : de l'agrandir) avant de le transmettre à son tour. C'est ainsi que se perpétue le cycle de reproduction de la propriété agricole minifundiaire. C'est aussi une manière de contenir la prolétarianisation de paysans (perte complète

¹. Le sociologue Jean Pilleboue [2003 : 316] va dans le même sens quand il rapporte le cas de la moyenne montagne de l'Aubrac (France) —terre historique d'émigration— où les terrains sont aujourd'hui plus chers que ceux de la plaine du bassin parisien : « les investissements fonciers relèvent moins de logiques économiques et financières que de dimensions sociale et symbolique ».

². Les institutions européennes ont, par exemple, érigé en modèle un système de migration circulaire contrôlée, qui pourvoit l'Europe en main-d'œuvre selon ses besoins, tout en garantissant la non-installation des migrants sur son sol [FIDH, 2012]. Outre l'érection de nouveaux murs « qui prétendent dissuader au-delà et rassurer en deçà » [Quérel, 2012 : 320], ces pays externalisent le contrôle de leurs frontières, en conditionnant leur aide à la signature d'accords prévoyant la mise en œuvre de politiques migratoires restrictives [Morice et Rodier, 2010].

³. Le partage égalitaire du foncier a notamment pour objet de garder « opératoire » le principe de mise en valeur complémentaire de conditions écologiques diverses. Chaque terrain est ainsi divisé à parts égales (en superficie et en potentialités agronomiques), situant la question de la reproduction de la fertilité au cœur des enjeux (enjeu social et de long terme). Ces modalités de transmission du patrimoine foncier n'interdisent bien évidemment pas les arrangements entre héritiers, les actes d'achat-vente, etc.

Dans les familles d'agriculteurs-transporteurs, le moyen de transport constitue, au même titre que la terre, un patrimoine (matériel celui-ci) qu'une génération lègue à la suivante.

des moyens de production et des savoir-faire) qui peuvent s'imaginer un avenir au *pays*. Deuxièmement, l'espérance de vie à la naissance s'allonge. S'il convient de se réjouir de ce progrès, il n'en retarde pas moins l'accès à la propriété par la jeune génération (contenue de fait dans le métayage et le salariat) et par extension, reporte son autonomie matérielle¹.

Figure 59. Evolution des prix du foncier au *pays* de Hatun Cañar

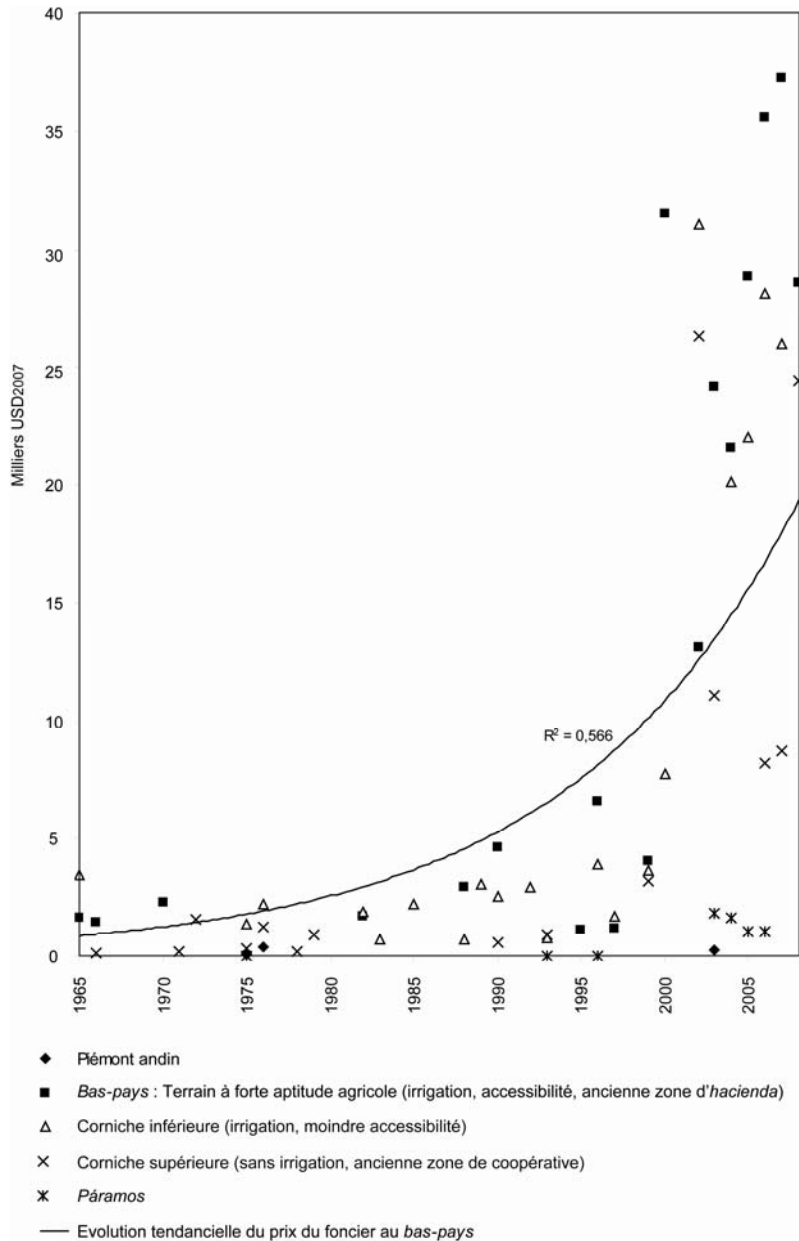


Figure 60. Evolution du coût du passage au *pays* de Hatun Cañar

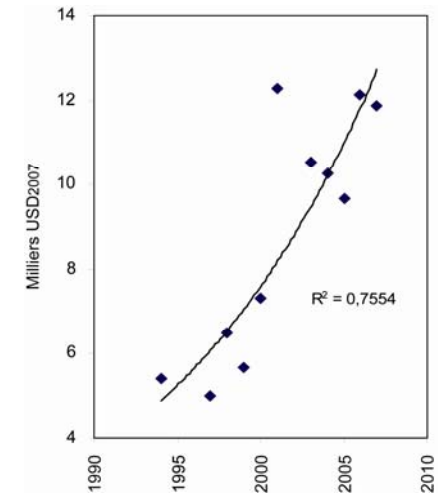
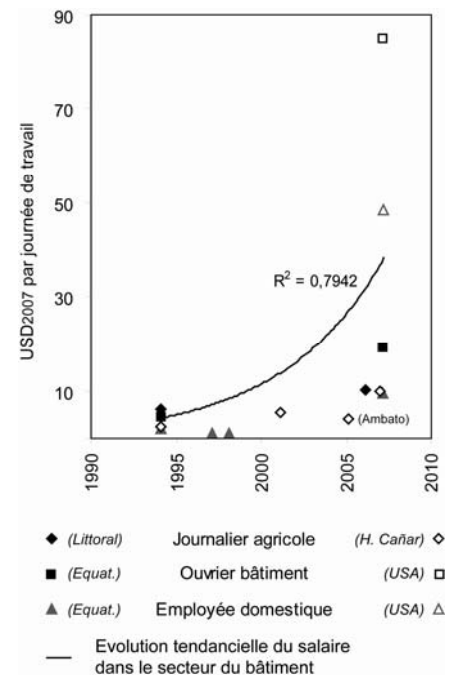


Figure 61. Evolution des salaires au *pays* de Hatun Cañar



¹. Relevons que des initiatives ont été prises dans certaines familles, à savoir le legs du vivant du propriétaire (avec titre de propriété parfois) ou la cession de terrain à l'enfant pour que celui-ci puisse le cultiver pour son propre compte (pas de part de la récolte revenant au propriétaire foncier).

Si les exploitations familiales procèdent encore entre elles à des transactions foncières —avec des terrains pas toujours immatriculés en bonne et due forme—, ce sont bien migrants, spéculateurs (intermédiaires, passeurs) et grands propriétaires qui animent d’abord le marché de la terre. En revanche, ce ne sont plus dans les villes et les grandes plantations du littoral équatorien que la concurrence entre les potentiels acheteurs fait rage. Celle-ci a lieu sur les échafaudages des chantiers de construction de Chicago, de Minneapolis ou des Etats de New York, de New Jersey, du Maryland ou du Connecticut. Fait relativement nouveau, certains acquéreurs, notamment de terrains situés sur l’écosystème *paraméen*, sont extérieurs au petit *pays*. Et inversement, certains exploitants du petit *pays* (migrants et *retournants* en tête) optent pour des terrains localisés (*i*) dans la vallée interandine adjacente du Paute où le démantèlement des grands domaines fonciers se poursuit¹ (des prairies irriguées pour la production de lait), ou encore (*ii*) sur le piémont occidental des Andes, où ils tirent parti d’un prix plus modique de la terre pour accumuler plusieurs hectares qu’ils valorisent (à part de fruits) en cultures de rente (café, cacao...). En revanche, il ne semble pas que la terre donne lieu (pour l’instant ?) à un processus de concentration, processus probablement contenu par les prix élevés du foncier et du passage² (fig. 60). Une chose est sûre : les grands perdants restent ceux dans l’incapacité d’envisager un départ. Car, comment espérer conjointement, sans recourir à l’émigration, subvenir aux besoins essentiels de sa famille, accumuler du capital, léguer un patrimoine qu’il faut préalablement reconstituer, financer l’instruction de ses enfants, acquérir un statut social, bref améliorer ses conditions matérielles d’existence et préparer l’avenir ? En un mot, espérer vivre au *pays* passe par un séjour plus ou moins long à l’étranger, même si certains, dès le départ ou au fil du temps, n’envisagent pas, ou plus, d’y retourner à court terme. Là réside l’enjeu principal de l’émigration, une émigration qui agit comme puissant facteur de différenciation sociale [Gasselin et Vaillant, 2010].

Posons-nous alors la question de savoir qui est en mesure de partir. De l’abondante littérature sur le sujet, il ressort que migreraient d’abord les membres de familles aux revenus moyens, les hauts revenus disposant d’alternatives locales de par leur position sociale³ dont ne disposent pas

¹. Des éleveurs exploitent, à l’extérieur de la haute vallée de Cañar, des ressources fourragères à haute valeur nutritive capables de procurer à leurs animaux l’alimentation de qualité dont elles ont besoin. Certains (les *retournants* au premier chef) acquièrent des terrains très convoités, d’autres en prennent en fermage le temps d’un à deux cycles de production fourragère en sorte de maintenir la production laitière de leur troupeau.

². Evolution du coût du passage (en dollars américains constants de 2007) : 1 200 en 1980, 6 000 en 1994 [Jokisch, 1998], 12 000 USD en 2007, soit 20 fois plus cher que le prix d’un billet d’avion pour se rendre aux Etats-Unis d’Amérique (une différence due aux récentes politiques migratoires très restrictives).

La première décennie du XXI^e siècle contraste avec la précédente, quand les pionniers profitaient à plein de taux de change extrêmement favorables pour se constituer rapidement des patrimoines (foncier et autres).

³. Pour les plus aisés, la migration reste une option toujours ouverte. Il suffit d’une mauvaise récolte, comme en 2008, pour passer à l’acte. Par ailleurs, notons que choisir de ne pas émigrer, parce que l’on dispose des moyens pour vivre au *pays*, c’est, pour autant, choisir de ne pas reconstituer un patrimoine foncier. Et c’est peut-être déjà,

les bas revenus. Si les résultats de la présente recherche tendent à valider cette hypothèse au *pays* de Hatun Cañar, la nuance semble toutefois être de mise. Car certaines familles, pourtant parmi les plus modestes, peuvent aussi tirer profit de la flambée des prix du foncier : une petite superficie (dont la valeur dépend bien évidemment de sa localisation géographique et de ses potentialités agro-écologiques) suffit à garantir le passage. C'est alors moins une question de capacité de financement que de niveau de risque encouru¹.

6.2.3.2. *Emigration clandestine et développement au pays vont-ils vraiment de pair ?*

Il est aujourd'hui largement admis que les flux migratoires ne dépendent pas seulement de la courbe du chômage et des niveaux de salaires différentiels réels². Comme les réseaux mis en œuvre ne répondent pas seulement à l'économique, ils peuvent perdurer, quand bien même les flux ralentiraient en raison de la dégradation de la situation économique des pays de destination et/ou de l'amélioration de celle des pays d'origine³ (pas de tarissement automatique des flux, encore moins d'inversion). Tel est le cas des Équatoriens émigrés en Espagne, affectés au premier chef par les effets de la crise des *subprime* (perte d'emplois, saisie immobilière, xénophobie...). Pour y faire face, certains ont misé sur une reprise de l'économie espagnole. D'autres tentent de s'extirper de la crise en gagnant des pays européens comme le Royaume-Uni⁴. Une minorité d'entre eux ont opté pour un retour au *pays*.

Pour illustrer à quel point l'économie de Hatun Cañar est chevillée à celles des pays d'immigration, nous avons simulé l'effet, sur le niveau de revenu, de la contraction de 25 % du salaire des migrants, d'une part, et du montant moyen annuel des mandats, d'autre part. Il ne

」

surtout si les parents investissent dans l'éducation de leurs enfants, préparer ces derniers à un autre avenir que l'agriculture...

- ¹. On observe parfois, au sein de ces familles modestes, la mise en place d'une file d'attente pour le départ (selon le rang dans la fratrie, en commençant par l'aîné). Car un crédit dénoué permet d'en souscrire un nouveau, avec le même terrain.
- ². L'économiste Arthur Lewis construit son modèle sur l'hypothèse que le migrant prend sa décision selon les différentiels de salaires réels entre secteurs d'activités. Michael Todaro [1969] corrige cette hypothèse en introduisant l'idée que l'allocation de la force de travail ne répond pas au seul différentiel effectif mais qu'il répond aussi à l'espérance de gains supérieurs (différentiel entre le revenu réel au *pays* et le revenu urbain anticipé, multiplié par la probabilité de trouver un emploi sur le marché *formel*). Cette vision néoclassique (centrée sur l'individu raisonnant isolément de son « environnement ») a été par la suite révisée : le choix d'émigrer ne procède plus du seul candidat au départ (Todaro négligeait les conditions socio-économiques dans lesquelles le migrant prend sa décision) mais s'insère dans des stratégies familiales de reproduction, engageant de la sorte les différentes parties prenantes du « contrat familial » [Stark et Bloom, 1985].
- ³. Ainsi en a-t-il été dans l'Europe des années soixante-dix ou dans l'Argentine du début du XXI^e siècle. Il n'y eut pas de retour massif des travailleurs maghrébins dans le premier cas [Sayad, 2006], ni des paysans boliviens dans le second [Cortes, 2008], en dépit de l'atonie des économies des pays de destination et l'affaissement du nombre (et du montant) des mandats envoyés.
- ⁴. Avec près de 52 000 personnes, les Équatoriens constituent le groupe le plus nombreux d'étrangers qui, en 2012, décidèrent de quitter l'Espagne (deux et quatre fois plus que les Colombiens et les Boliviens réciproquement) [El Comercio, 2012].

surprendra personne de lire que les conséquences sur le revenu des familles transnationales seraient graves (entre -23 et -27 %). Ceci étant, cela n'aboutirait pas forcément à une refonte totale des systèmes d'activité qu'elles pratiquent puisque ceux-ci leur permettraient encore de se nourrir et d'accumuler (certes, dans de bien moindres proportions¹). En tout cas, cette simulation abonderait dans le sens des migrants qui choisissent d'abord, parmi toutes les alternatives possibles (exposées plus haut pour les Équatoriens en Espagne), de rester à l'étranger, en espérant une relance de l'économie et une sortie de crise prochaine.

Une crise de l'économie des pays de destination (comme celle des *subprime*) pourrait se révéler plus préjudiciable encore pour certaines familles comme les foyers à trois générations, notamment les *héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a). Ainsi, une baisse de 25 % du montant annuel des mandats les placerait dans une situation critique (au-dessous du seuil de survie) : une situation pourtant moins pire que les *ménages âgés pauvres* (F1d) qui verrait la leur s'aggraver davantage encore. Si une telle baisse venait à frapper de plein fouet les familles qui en dépendent directement (notamment pour se procurer, sur le marché, les biens de première nécessité), elle n'épargnerait toutefois pas les familles qui ne comptent pas de migrants en leur sein. Car qui dit réduction du montant annuel moyen des transferts d'argent dit aussi baisse du pouvoir d'achat des familles de migrants et, consécutivement, contraction de l'économie locale et baisse des revenus des paysans-maçons, des éleveurs-transporteurs, des agriculteurs-commerçants, etc. En somme, le maintien, voire la croissance de l'économie locale, implique la permanence, voire l'accroissement et l'accélération des flux migratoires. Encore faudrait-il, pour ceux qui, comme Clark Gray, penchent pour cette perspective, que les flux migratoires depuis Hatun Cañar vers les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe ne soient pas entravés par des visas à présenter aux douanes aéroportuaires, par des navires patrouillant le long des côtes et par des murs érigés aux frontières des nations.

6.2.3.3. *L'étrange paradoxe des murs à l'époque du « sans-frontiérisme »*

L'agronome René Dumont [1978 : 48] écrivait voici trente ans :

Pourvu de trop peu de terres médiocres, souvent très pentues, déjà érosionnées, le paysan indien ne touche guère le marché que marginalement ; donc il ne peut chercher l'innovation. La majorité de ses ressources ne lui vient plus de sa ferme. Le minifundiste trouve en moyenne 60 jours de travail productif par an sur sa « trop petite » exploitation. Il part donc à la recherche d'un travail salarié ; sur la Costa, dans les plantations de café, riz, cannes à sucre, et surtout de bananes — ou en ville. Sur 200 jours par an qu'il est absent de chez lui, il ne trouve guère, toujours en moyenne, que 110 jours de travail rémunéré : 90 jours de déplacements, de recherches, d'attente inutilisés ! L'Equateur s'efforçant de s'industrialiser,

¹. Le seuil de survie des *familles transnationales au commencement* (F1b) serait atteint si le revenu obtenu à l'étranger baissait de 38 %.

les responsables poussent à cette migration de main-d'œuvre rurale à bon marché, sans conscience politique, sans sécurité d'emploi.

Le pays s'oriente plus vers un développement industriel dépendant des Etats-Unis que vers un véritable développement agricole, base indispensable d'une économie nationale autonome. Mais les contradictions vont s'aiguïser et l'exploitation du paysan, jusqu'ici fort teintée d'idéologie, devient purement économique, avec la domination du capitalisme.

Ces lignes, dont la vertu d'anticipation n'a pas besoin d'être soulignée, appellent deux remarques. La première est que l'émigration paysanne clandestine hatun-cañari, produit contemporain de la mondialisation, n'est finalement que la transposition, à l'échelle du monde, de la migration rurale de la période précédente « sans [laquelle] le capitalisme cesserait de fonctionner » [Michéa, 2011 : 112]. La seconde est que, sous une enveloppe très largement modifiée (illustrée par les transformations agraires), l'armature, tout comme la logique d'ensemble qui la sous-tend (exploitation de la main-d'œuvre indienne) reste à peu de choses près la même. Dit autrement, la structure transnationale des familles avec migrants (en tant que produit de l'émigration clandestine et du minifundisme) apparaît comme l'aboutissement logique d'un long processus historique, dont la matrice se trouvait en fait déjà inscrite dans les réformes tolédaines instituées dès les premiers temps de la colonisation espagnole (§ 2.2.2.2). Depuis cette période —avec le « moment Mahuad » en point de contradiction aiguë de la dialectique de la mondialisation—, rien n'aura finalement autant bougé que le paysan cañari lui-même : du pas de la porte (*huasipungo*) à l'arrière-cuisine d'un restaurant états-unien. Concrètement, les entreprises localisées dans les pays à haut niveau de revenus se sont substituées (parce qu'en mesure de verser des salaires autrement plus élevés) aux entreprises basées en Equateur qui, elles, avaient succédé, pour tirer parti de la main-d'œuvre indienne nombreuse et bon marché, aux grands propriétaires fonciers de la haute vallée¹.

C'est qu'avec le principe de concurrence « libre et non faussée », systématique et généralisée, nombre d'entreprises font de la main-d'œuvre immigrée bon marché le fer de lance de leur « compétitivité ». Voilà pourquoi « le maintien d'une immigration *permanente* (et si possible clandestine) est devenu —avec la mondialisation— une véritable *question de vie ou de mort* » [*ibid.* : 46]. Cela explique aussi « l'existence, dans les pays d'arrivée, d'une offre permanente de travail illégal, qui se perpétue avec la tolérance sinon la complaisance des pouvoirs publics » [Terray, 2008 : 24]. Il faut avoir à l'esprit que le volant de main-d'œuvre immigrée fait partie intégrante de la politique de l'emploi de bon nombre de pays à haut niveau de revenus,

¹. On revient ici à ce que représente avant tout le moment des « vingt prometteuses », à savoir la victoire des « libéraux » du littoral contre l'oligarchie foncière de la *sierra*. C'est que « la liquidation des rapports précaires de production participa de la constitution d'un marché capitaliste du travail et posa les bases d'un processus de marchandisation de l'économie paysanne » [Bretón, 2006 : 61]. La liberté juridique du paysan hatun-cañari (libération du carcan de l'*hacienda*) n'est pas allée de pair avec sa liberté économique (conditions réunies pour que les paysans vivent dignement de leur travail au *pays* ou ailleurs).

l'immigration (régulée de manière unilatérale selon des critères purement utilitaristes) fluctuant alors selon les époques : « garrottée » en période de récession, elle est encouragée lorsque la conjoncture économique s'y prête, moyennant la levée des restrictions aux frontières, le relâchement des contrôles, etc. [Meillassoux, 1975]. L'histoire récente de l'Espagne apparaît comme un véritable cas d'école pour qui veut comprendre la logique des politiques de l'emploi (ann. 7.3). Au bout du compte, il est permis de se demander si les murs sont érigés, non pas pour interdire l'entrée mais plutôt pour créer et entretenir, de façon délibérée, une « armée » de clandestins¹. Car la création de valeur n'est pas dans l'échange, comme l'affirmait en son temps l'économiste David Ricardo², mais dans le travail, qu'il faut donc faire venir à bas coût pour maintenir la « compétitivité » des entreprises et générer toujours davantage de profit. A constater l'existence de gigantesques gisements de main-d'œuvre subsistant dans les marges du monde, on peut penser que le capitalisme a —toutes choses égales par ailleurs³— de beaux jours devant lui, sans même avoir à se soucier, ni de la production de la main-d'œuvre à prix avantageux, ni de sa reproduction, ni de la prise en charge des « inactifs » [Gorz, 2003]. En revanche, sur un segment de marché aussi concurrentiel que celui de la main-d'œuvre peu qualifiée (donc interchangeable), la position du paysan de Hatun Cañar est fort délicate au regard de ses concurrents directs, nombreux et moins chers (en raison de leur moindre niveau de vie au *pays*).

C'est ici que pointe l'étrange paradoxe, au moins en apparence, de la mondialisation : la construction croissante de murs (des frontières) à l'ère du « sans frontiérisme ». Car force est de reconnaître qu'au contraire des marchandises et des capitaux, les travailleurs sont entravés dans leur mobilité à l'échelle de la planète, notamment depuis les attentats du 11 septembre 2001 et son cortège de politiques de lutte contre le terrorisme qui ont justifié, dans de nombreux pays

¹. « Il ne s'agit plus de maintenir les immigrés dans une position intégrée bien qu'infériorisée comme ce fut le cas durant les années 60-70. Au contraire, ils doivent être maintenus à la marge de l'Etat de droit, pas de papiers, et de l'Etat social, pas de salaires ni de protection, ce qui n'est possible qu'en laissant une partie des nouveaux migrants dans la clandestinité » [Rea, cité par Herman, 2008 : 357]. On pourrait à nouveau se saisir du cas de la fraise à chair rouge éclatant, gorgée de soleil « murcien » et de sueur cañari (entre autres), dont se délectent à vil prix les consommateurs européens (§ 5.2.3.2). Tout aussi emblématique serait celui de la récolte de l'asperge dans la région landaise (France) [Berteau et Palian, 2012].

². La théorie des « avantages comparatifs » énoncée par David Ricardo, que les « libéraux » utilisent encore aujourd'hui pour justifier le choix crucial d'ouvrir toujours davantage les marchés aux échanges internationaux (« libre »-échange), constitue pourtant, selon l'économiste Jean-Luc Gréau [2008], un défi à la logique économique, et ce dès son énoncé primitif. Car quel pays sacrifierait volontairement, *a fortiori* dans le contexte actuel d'un marché concurrentiel, une production qu'il a développée avec efficacité et pour laquelle il est plus compétitif que ses partenaires commerciaux potentiels ? Mieux : les avantages comparatifs, lorsqu'ils existent, ne sont pas attribués une fois pour toutes, car si tel était le cas, le champ de la concurrence se fermerait définitivement [*ibid.*]. La seule question qui tienne aujourd'hui serait donc celle de savoir comment substituer à la spécialisation des nations selon leurs « avantages comparatifs » le droit des peuples à se les construire effectivement [Passet, 2010].

³. Cette nuance est de poids puisqu'elle induit *simultanément* l'absence totale de réactions des peuples et la résilience infinie des différents écosystèmes de la planète face aux menaces résultant de l'expansion du capitalisme à toutes les sphères de l'existence humaine et au moindre recoin de la planète.

riches, la remise en cause de libertés et de droits fondamentaux¹ et étoffer les dispositifs de contrôle des flux migratoires (accords révisés de Schengen, *USA Patriot Act*). La clé de cet apparent paradoxe tient au fait que si les pays à haut niveau de revenus ont effectivement besoin de main-d'œuvre étrangère pour le fonctionnement de leur économie, leurs Etats font également l'objet de pressions politiques qui ont souvent pour effet de limiter l'immigration² [Simmons, 2002]. Et pourtant, d'un point de vue strictement économique, l'accroissement de 3 % des flux migratoires vers les pays les plus anciennement industrialisés « engendrerait, dans les sociétés de départ, des gains nets annuels de 262,5 milliards USD : un montant près de neuf fois plus élevé que les bénéfices escomptés du cycle de Doha », estime l'économiste Dani Rodrik [2008 : 14]. « Si les décideurs, ajoute-t-il, étaient réellement intéressés à maximiser l'efficacité à travers le monde, ils dépenseraient peu d'énergie dans un nouveau cycle de négociations ou sur la question de l'architecture financière internationale. Ils se consacraient pleinement à lever les restrictions migratoires ». En résumé, il est demandé aux tenants du « libre »-échange d'être fidèles à leur principe de libre circulation (des marchandises, des capitaux *et* des travailleurs).

Au *pays* de Hatun Cañar, si le système d'exploitation de la main-d'œuvre paysanne³ semble perdurer en l'état, le système agraire issu des « vingt prometteuses » qui l'englobe n'en est pas moins travaillé par des contradictions internes qui se font de plus en plus aiguës. Car ses fondements (autrement dit les modalités de production, de reproduction et d'entretien de la main-d'œuvre) sont manifestement ébranlés par la mondialisation. La production de la main-d'œuvre « s'effrite », comme en atteste une démographie en baisse. La reproduction et l'entretien de la main-d'œuvre sont de moins en moins assurés par des paysans peu intégrés au marché, ce qu'illustrent la conversion de systèmes de polyculture-élevage diversifié vers l'élevage bovin laitier d'une part, et l'accroissement de la dépendance à l'égard des migrants et de leurs *remesas* d'autre part. En d'autres termes, il faut toujours davantage de départs de ceux dans la force de l'âge pour maintenir un peu d'emploi localement (bâtiment, agriculture avec l'achat de productions locales, transport de personnes et de marchandises...) et prendre en charge ceux qui

¹. Légalisation de la torture et détention illimitée –bagne de Guantánamo-, écoutes illégales, surveillance des citoyens (télésurveillance, Internet), chasse aux clandestins, multiplication des camps de rétention, militarisation des frontières, remise en cause du droit d'asile, durcissement des conditions d'octroi de visas, expulsions menottées, etc. Sans même parler d'observer rigoureusement l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'homme (1948) : « 1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. 2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

². Des études ont pourtant montré que l'immigration ne joue aucun rôle dans les problèmes économiques et sociaux affectant les pays de destination : en moyenne, les étrangers présents sur le territoire contribuent davantage qu'ils ne coûtent aux finances publiques et ne font pas plus croître le chômage que baisser le niveau des salaires [Feher, 2012]. Ce que nous dit le philosophe Marc Crépon [2008 : 81] à ce sujet, c'est qu'« à défaut de pouvoir corriger les effets de la mondialisation, l'Etat trouve sa justification dans la lutte qu'il affiche contre ce qu'il identifie comme des menaces et des objets de peur pour la société : les délinquants, les criminels, les “voyous”, la “racaille”, les étrangers ».

³. Sur le sujet, on pourra lire (ou relire) avec profit le célèbre ouvrage d'Eduardo Galeano [*Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, (1971) 1998].

restent, notamment les « inactifs » (personnes âgées, enfants en bas âge). C'est que la migration n'est plus de forme circulatoire, ce qui permettait à la fois d'assurer la production de la main-d'œuvre paysanne et sa reproduction (au moins en partie) par la participation active des migrants à l'auto-production de biens de première nécessité. Elle est clandestine, et organisée indépendamment du calendrier agricole. Ce qui signifie que ne cessent de se distendre les liens qui unissaient très étroitement (i) mode de vie paysan (agriculture familiale, institutions andines, langue, rapports historiques à la ville et au littoral pour l'échange, etc.), (ii) combinaison d'activités et (iii) migration. Ce processus, l'anthropologue Claude Meillassoux [1975] l'avait finement décrit dans son célèbre ouvrage *Femmes, greniers et capitaux*. Il y avançait, en substance, que la clé, pour le capitalisme, n'est pas l'exode rural ou la nécessité de cantonner, d'exploiter et de contrôler par la répression. En fait, il suffit de saper suffisamment les bases de la paysannerie pour contraindre à l'émigration¹ (le fameux « choix » contraint par la concurrence généralisée entre producteurs et le minifundisme). Mais en agissant de la sorte, il détruit en même temps les rapports sociaux de production basés sur la réciprocité et la redistribution et liquide la petite exploitation agricole, base de la production, de la reproduction et de l'entretien de la main-d'œuvre (à bas coût) dont il a pourtant besoin pour se développer.

En résumé, pris entre le marteau de Doha et l'enclume du *USA Patriot Act*, les paysans de Hatun Cañar n'ont guère à espérer de la mondialisation dont ils sont, nous l'avons dit, les grands perdants. Vu sous cet angle, l'émigration ne serait-elle pas que l'écume d'une crise sans fin² de la paysannerie, l'augure de l'effondrement d'une civilisation paysanne (pour reprendre l'expression du sociologue Henri Mendras) ? On a, en tout cas, de sérieuses raisons de craindre que cette mondialisation-là ne promette rien d'autre au petit *pays* que davantage d'émigration. Comment, en effet, imaginer une autre échappatoire à la pauvreté lorsque la concurrence internationale ruine la paysannerie, en la laissant sans alternative au *pays* ? Et comment absorber la masse de miséreux qu'elle ne manquera pas de produire dans les prochaines années ? Comment, au bout du compte, créer les conditions d'alternatives économiques locales à l'émigration et d'un retour plus prometteur au *pays* pour les migrants ?

¹. Parmi les exemples les plus éloquentes de l'histoire, citons la politique des *enclosures*, base du développement industriel de l'Angleterre au XVIII^e siècle [Michéa, 2011 ; Mazoyer et Roudart, 1997 ; Marx, (1867) 1976].

². « En se généralisant à tel point qu'elle semble fonctionner comme un "fait social total" (pour reprendre l'expression de Marcel Mauss), la crise s'est vidée de son sens originel. Le mot grec *krisis* désigne le jugement, le tri, la séparation, la décision : il indique le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui va permettre le diagnostic, le pronostic et éventuellement la sortie de crise. À l'inverse, la crise paraît aujourd'hui marquée du sceau de l'indécision voire de l'indécidable. Ce que nous ressentons, en cette période de crise qui est la nôtre, c'est qu'il n'y a plus rien à trancher, plus rien à décider, car la crise est devenue permanente. Nous n'en voyons pas l'issue. Ainsi dilatée, elle est à la fois le milieu et la norme de notre existence. Mais une crise permanente est-elle encore une crise ? » [Revault d'Allonnes, 2012 : 9-10].

6.3. Prospective : un développement partant de l'agriculture

Le *pays* de Hatun Cañar a constitué pendant longtemps, l'histoire l'a montré, une petite région très convoitée, riche de son patrimoine écologique et culturel. Mais il a beaucoup perdu depuis les « vingt prometteuses » et sa mise en concurrence à l'échelle de la planète, notamment sa fonction de grenier à blé de l'*Austro* et sa place, dans l'espace national, en tant que point de passage entre le littoral et Cuenca (avec la fin du rail et l'essor de tracés routiers concurrents). Si les attraits d'une région varient en fonction des époques et des lieux [Sacareau, 2003], alors levons à l'instant toute illusion quant à la période contemporaine : l'avenir du petit *pays* ne passera pas par la compétition avec les autres régions du monde autrement plus productives et plus proches des principaux centres de consommation. Il y a tout lieu de craindre, hélas, que la partie (économique) soit également perdue à l'échelle nationale (relativement grande distance aux marchés intérieurs, main-d'œuvre hatun-cañari aujourd'hui rare et chère).

Alors, quel mode de développement alternatif envisager ? Rien n'interdit de militer, comme le géographe Clark Gray semble nous y inviter, pour le « sans-frontiérisme » qui ne serait rien d'autre que la possibilité du regroupement familial à l'étranger, une incitation au départ des plus jeunes (profitant d'une baisse drastique du coût du passage) et la transposition possible, à l'échelle du monde, de la migration circulatoire du siècle précédent. Mais ce serait faire fi (i) des politiques d'immigration instituées par les gouvernements des pays de destination, et (ii) de l'intérêt de bon nombre d'employeurs de disposer d'une main-d'œuvre *clandestine* (§ 6.2.3.3). Il est également permis d'espérer la découverte de richesses en sous-sol¹ propres à attirer les investisseurs dans la haute vallée du Cañar. Tout comme il n'est pas interdit de réfléchir à des initiatives concrètes pour atténuer, dès maintenant, les risques liés au passage². On pourrait également soumettre l'idée de relancer la culture de la coca dans la moyenne vallée du Cañar, les conditions agro-écologiques s'y prêtant à merveille, comme en atteste son histoire précolombienne et celle, plus récente, d'autres régions du monde³. En dépit du risque lié à la

¹. Par exemple, des métaux rares susceptibles d'aiguiser l'intérêt des sociétés (pour les nouvelles technologies), ou des métaux précieux (or, argent) comme valeur refuge en période d'instabilité économique et financière.

². Propositions que nous formulons non sans une certaine dose de provocation, mais avec l'idée de souligner davantage encore l'absurdité des politiques qui ne chercheraient pas à dépasser les conditions dans lesquelles opère actuellement la paysannerie de Hatun Cañar : (i) obligation, pour les passeurs, de mettre à la mer des chaloupes en meilleur état, de façon à abaisser le taux de noyade des émigrés ; (ii) aménagement des hangars d'attente lors des points de passage, notamment sur le littoral guatémaltèque ; (iii) installation de couchettes sous le châssis des porteurs routiers avec pour but de rendre le voyage moins pénible ; ou encore (iv) construction de points d'eau dans le désert d'Arizona pour réduire le nombre de migrants tombés par déshydratation. Ce faisant, ces initiatives se solderaient par la réduction du taux de mortalité et l'accroissement consécutif des performances économiques de la « pouponnière de main-d'œuvre à bas coût » que constitue la haute vallée du Cañar. Mais peut-on encore parler de développement ?

³. Le cannabis dans l'Etat du Michoacán au Mexique [Léonard, 1995], la coca dans les vallées chaudes du Chaparé en Bolivie [Jobbe-Duval, 2005 ; Cortes, 2000] ou, parmi bien d'autres encore, le pavot dans les montagnes du nord Laos [Ducourtieux, 2006].

production d'une culture illicite, ceci constituerait une véritable alternative économique locale à l'émigration. Mais il est fort probable que cette proposition ne fasse pas l'unanimité.

Aussi nous semble-t-il plus prometteur d'avancer que, pour se développer, Hatun Cañar doit devenir nécessaire au développement national et susciter des politiques publiques en sa faveur. Formulé autrement, il s'agirait de faire en sorte que les intérêts de la paysannerie rencontrent les aspirations des citoyens et des consommateurs. Cela revient à transférer la question du devenir du petit *pays* du plan *économique* vers le plan *politique*, et amène à s'interroger sur les finalités mêmes de la paysannerie andine, son rôle dans la société, sa contribution à l'intérêt général et au développement de la nation. Cela implique que l'Etat équatorien entreprenne de se doter d'un cadre juridique adapté pour faire face aux menaces de la mondialisation sur les secteurs les plus fragiles de la population (paysans au premier chef).

Et cela sous-entend un projet de transition partant de la société actuelle tout en étant complètement en rupture avec les principes économiques qui la régissent et aboutissent au « mal-développement » que l'on peut observer aujourd'hui au petit *pays* ou sur le littoral équatorien. Ce projet, national, reposerait fondamentalement sur le principe de souveraineté alimentaire¹. Il établirait les conditions propres à (i) valoriser les complémentarités entre les régions et entre les populations, (ii) enrayer les mouvements migratoires vers les villes et vers l'étranger, en conciliant exigences économiques —création d'emplois en milieu rural et distribution de revenus plus sûrs et plus réguliers, pour une vie décente au *pays*— et respect des équilibres écologiques. Un tel projet constituerait, pour le *pays* de Hatun Cañar, un « cadre » propice à la mise en œuvre d'alternatives économiques locales à l'émigration clandestine, pour que celle-ci ne soit plus un choix « contraint », mais bien un parmi d'autres. Bien évidemment, il s'agirait de ne pas oublier qu'un tel projet sera différemment perçu selon les catégories constitutives de la société agraire de Hatun Cañar. Mais il nous faut, dans le même temps, insister sur la primauté accordée à l'intérêt général dans la mise en œuvre dudit projet. Enfin, on gardera à l'esprit qu'il n'est pas exclu que le développement de la haute vallée du Cañar (et plus largement celui de l'Equateur) favorise

¹. Ce principe de souveraineté alimentaire, qui s'inscrit à front renversé avec ceux qui fondent le développement des monocultures de fleurs coupées et de bananes, a été établi par une assemblée constituante et consigné dans la constitution de la République de l'Equateur que le peuple a adoptée, par referendum, le 28 septembre 2008 (ann. 18.2).

Lors du sommet mondial de l'Alimentation qui se réunit en 1996 à l'invitation de l'Organisation des nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les chefs d'Etat et de gouvernement adoptèrent la déclaration de Rome sur la *sécurité alimentaire* mondiale, déclaration par laquelle ils réaffirmaient « le droit de chaque être humain d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim ». Au cours de ce même sommet, le mouvement *Via Campesina* porta au débat le concept de *souveraineté alimentaire* de façon à incorporer des thèmes (négligés par la déclaration de Rome) ayant trait aux conditions dans lesquelles sont produits les aliments, à savoir les conditions d'accès aux « ressources naturelles » (qui incluent le régime de propriété et les modalités de distribution), techniques et financières, les conditions d'accès au marché, le développement des infrastructures productives (routes, lieux de stockage...), la défense du patrimoine biologique national et des systèmes alimentaires issus des différentes cultures, entre autres [Bustos et Bustos, 2010].

d'abord l'émigration [Massey *et al.*, 1993]. Car le décollage économique d'un pays aurait plutôt tendance à s'avérer propice à la mobilité de ses ressortissants [Morice et Rodier, 2010].

6.3.1. De la contribution de Hatun Cañar à la souveraineté alimentaire de l'Equateur

6.3.1.1. La souveraineté alimentaire passe par la montagne

Dans le sillage des émeutes de la faim¹ qui éclatèrent en 2008 dans plusieurs régions du monde, la flambée des prix alourdit brutalement la facture alimentaire² en Equateur, tout en déstabilisant l'économie par l'inflation et l'abrasion du pouvoir d'achat, des plus modestes notamment. Il devient aisé de comprendre pourquoi, la même année, l'assemblée constituante inscrivit la souveraineté alimentaire dans la nouvelle constitution, induisant ce faisant l'idée d'un tout autre mode de développement agricole que celui à l'œuvre jusqu'ici. Car l'agriculture, écrit l'épistémologue Jaime Breilh [2013 : 53], « ne produit pas seulement de la fertilité, ne génère pas seulement de la biomasse. [...] Elle contribue à produire et à reproduire des caractéristiques culturelles, des cosmovisions, des valeurs. De plus, elle produit des systèmes organisationnels comme supports des sociétés, et des rapports de pouvoir. L'agriculture fait partie de la matérialité de la culture et de la formation du savoir et des connaissances ».

Selon les recommandations de la FAO, les rations alimentaires distribuées en Equateur³ sont suffisantes, mais le régime reste déséquilibré⁴ et déficitaire, en légumineuses et en tubercules notamment. L'autosuffisance du pays en pomme de terre⁵ masque une baisse significative de la

¹. Les causes de ces émeutes sont évidemment complexes. D'ordre conjoncturel, la hausse des cours des énergies fossiles, les catastrophes climatiques, les restrictions à l'exportation, la spéculation financière (qui ne déclencha pas la volatilité des prix mais l'amplifia en délaissant les marchés financiers —sinistrés par la crise des *subprime*— pour se reporter sur les marchés de matières premières agricoles [Tétreau, 2011 ; Ziegler, 2011 ; Généreux, 2010]) y ont certainement contribué, à des degrés variables. Mais il ne faudrait pas négliger les causes structurelles de ces émeutes, à savoir la hausse de la consommation de viande (et conséquemment de céréales) dans les pays émergents, le développement des agrocarburants et, peut-être avant tout, le niveau historiquement bas des stocks mondiaux. Car, compte-tenu de la rigidité de la demande en céréales, il suffisait en fait d'un rien pour que les cours s'envolent [Mazoyer, cité par Parmentier, 2009]. Il n'est pas inutile de rappeler que ce niveau historiquement bas des stocks mondiaux est le résultat de politiques malthusiennes de l'offre (terres en jachère obligatoire, quotas laitiers, etc.) mises en œuvre depuis plus de quinze ans par les grandes puissances céréalières excédentaires pour faire remonter les prix au producteur qu'elles, et les lobbys auxquels elles ont cédé, estimaient trop bas. Aussi s'agirait-il de rester très prudent quant aux discours qui dénonceraient des capacités productives insuffisantes et négligeraient le fait qu'il soit techniquement possible de reconstituer des stocks mondiaux.

². Les prix des produits animaux (lait, viande, œufs, poisson) ont tout autant augmenté que les céréales dans la mesure où les élevages sont alimentés à base de végétaux eux aussi importés, tels le soja et le maïs. Facteur aggravant : le renchérissement des coûts de transport et des intrants chimiques induits par la hausse des cours mondiaux des énergies fossiles (pétrole, gaz).

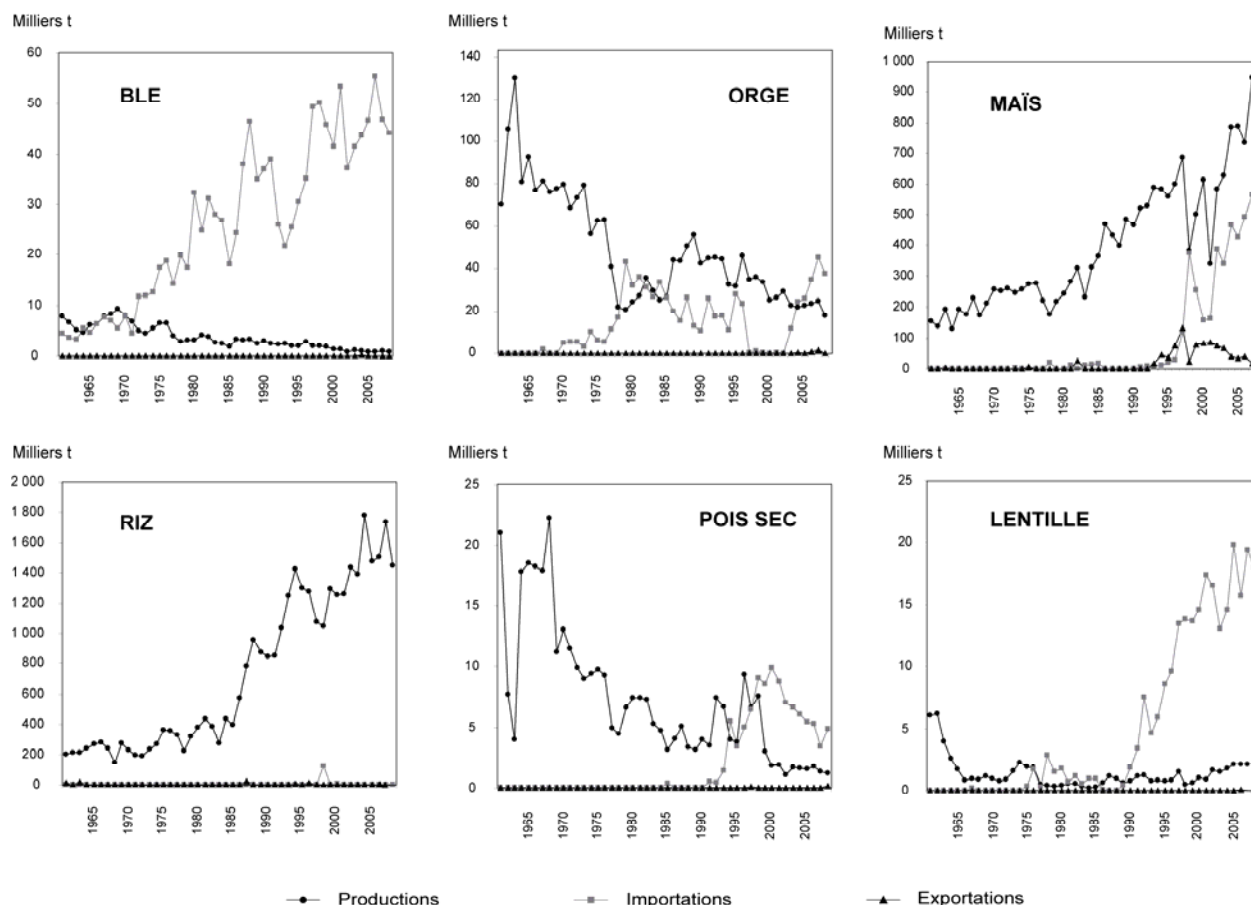
³. La mégadiversité des écosystèmes de l'Equateur ne serait-elle pas en mesure d'apporter à la société tout entière une alimentation saine, diversifiée et équilibrée, sans pour cela avoir à recourir aux importations ?

⁴. Selon la FAO, la prévalence de la sous-alimentation atteignit 15 % de la population sur la période 2005-2007, et ce malgré une disponibilité énergétique alimentaire égale au seuil recommandé (2 300 kcal·pers⁻¹·jour⁻¹).

⁵. Pour être précis, l'Equateur importe moins de 2 % de ce qu'il consomme annuellement [Mejia, 2010 ; OFIAGRO, 2008]. Ces pommes de terre importées fourniraient d'abord le secteur de la restauration [Devaux *et al.*, 2010]. On ne peut néanmoins ignorer la présence, à certaines périodes de l'année et sur certains marchés (Cuenca

consommation annuelle par personne, l'évolution de la production n'ayant pas suivi celle de la population : 77 kg en 1965, 46,9 kg en 2000 [Peltre-Wurtz, 2004], 31,8 kg en 2006 [Devaux *et al.*, 2010]. Pour les légumineuses, si la production de haricots secs reste stable, celle de toutes les autres a sévèrement reflué, au point de contraindre le pays à importer des pois secs, des lentilles (fig. 62) et des lupins qui ont pratiquement disparu des exploitations¹ [Peltre-Wurtz, 2004].

Figure 62. Evolution des productions, importations et exportations de quelques biens vivriers



Source : Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation

L'Equateur est aussi de moins en moins capable de fournir l'énergie nécessaire en céréales, sa première source alimentaire. La production nationale de blé a spectaculairement chuté depuis une quarantaine d'années (§ 2.4.1.3). Celle de maïs tendre n'a pas suivi l'évolution démographique, induisant le recours croissant aux importations (fig. 62). Quant à l'orge, il est davantage importé,

notamment), de pommes de terres en provenance du Pérou, avec pour effet de perturber la formation des prix, tirant bien souvent à la baisse les prix au producteur.

¹. La consommation de légumineuses est pourtant vivement recommandée, notamment de manière à compenser les protéines animales dont le coût énergétique est beaucoup trop élevé pour de larges franges de la population [Peltre-Wurtz, 2004].

bien que les Équatoriens en produisent et en consomment moins. En résumé, ce sont les groupes d'aliments produits dans la *sierra* qui font gravement défaut dans la ration alimentaire journalière. Serait-ce donc absurde de penser que l'Équateur puisse enfin confier une part de sa souveraineté alimentaire à sa paysannerie andine ? La question prend davantage encore d'épaisseur quand l'on sait que les petits et moyens producteurs continuent d'approvisionner — certes dans de moindres proportions qu'avant (de 65 à 40 % en quarante ans)— le marché intérieur en biens alimentaires¹ [Rosero, 2009 ; García Pascual, 2006]. Bref, prendre à bras le corps la question de la souveraineté alimentaire en Équateur passe par la montagne et ceux qui s'efforcent encore de la mettre en valeur, en dépit d'une baisse des prix réels des produits vivriers depuis trente ans (fig. 56 ; fig. 57).

6.3.1.2. Des atouts locaux certains au service d'une telle entreprise

Le petit *pays* possède encore de solides atouts, écologiques, culturels et économiques :

- (i) Un paysage étagé caractérisé par ses terrasses et ses *páramos* (aux fonctions à forts enjeux locaux, nationaux, voire internationaux) ;
- (ii) Une société indienne forte d'une histoire riche et singulière (agglutinant savoir-faire, patrimoines, langue, archéologie, culture...) et organisée, du moins encore en partie, selon des principes de réciprocité et de redistribution ;
- (iii) Une agriculture à dominante familiale valorisant la diversité des conditions agro-écologiques (microclimats, sols, relief) pour la production de biens de qualité et de terroir (maïs, *máchica*, tubercules andins, cobaye, plantes médicinales, habits) destinés pour partie à l'autoconsommation, pour partie au marché intérieur ;
- (iv) Des voies d'échange —léguées par l'histoire— qui relie le petit *pays*, d'une part au littoral pacifique, et d'autre part à la capitale régionale Cuenca.

Ces atouts, conjugués à la position géographique du petit *pays* et à la probabilité infime que celui-ci se convertisse un jour en poumon industriel de l'Équateur, font que l'agriculture reste bien le secteur productif par excellence de l'économie locale. Cette réalité est du reste confirmée par les résultats technico-économiques. Ce serait donc peu de dire que le projet de développement agricole, fondé sur le principe de souveraineté alimentaire, fait pleinement sens pour une marge telle que Hatun Cañar. Il n'est pas interdit de penser que la conjoncture (temps de crise mondiale) inverse la perspective et redonne, aux yeux de certains —candidats au départ, émigrés, *retournants*—, de l'intérêt pour l'agriculture.

¹. Plus de la moitié de l'énergie disponible est produite sur le littoral pacifique, plus du quart provenant de la *sierra* et environ 4 % du bassin amazonien [*ibid.* : 31-33].

6.3.2. Pour une redistribution des ressources et une régulation de l'économie

Nous l'avons dit, la probabilité est extrêmement faible que les pays à haut niveau de revenus lèvent prochainement, simultanément et entièrement, les barrières à la circulation des personnes. Mais alors, si ce qui n'est pas autre chose que du protectionnisme à l'encontre de travailleurs étrangers —ce qui, soit dit en passant, ne semble émouvoir ni l'OMC, ni les institutions de Bretton Woods, ni les gouvernements de ces mêmes pays à haut niveau de revenus—, au nom de quoi les pays à bas salaires ne seraient-ils pas en droit, à leur tour, de protéger leur économie de la concurrence de produits importés à bas coût¹ qui ruine des pans entiers de leur économie, au premier rang desquels figure l'agriculture paysanne ? A l'image de ce qui fut fait en Europe à l'issue de la Seconde guerre mondiale, une telle perspective permettrait à l'Equateur, moyennant l'instauration de droits de douane conséquents, d'établir les conditions d'une hausse des prix au producteur, autrement dit de mieux rémunérer le travail agricole.

Ne soyons pas naïfs : la tâche est immense, et pas seulement parce que les règles du commerce mondial pose des conditions extrêmement strictes à l'adoption, par un pays, de ce type de mesures. Elle est immense parce que l'Equateur n'est pas exempt de contradictions en matière de politiques de développement agricole. Elle est également immense parce que la majorité des Équatoriens résidant en ville, l'opinion urbaine pèse lourdement sur les orientations politiques du gouvernement. Pour mieux appréhender le sujet, revenons sur le blé qui, décidément, s'essaime au long du manuscrit comme pour signaler le fil d'Ariane, à l'instar des petits cailloux blancs que laissait tomber un à un le célèbre personnage d'un conte de Charles Perrault. Revenons-y un instant parce que le blé importé des Etats-Unis d'Amérique, en couvrant près du quart des céréales consommées par les Équatoriens et en représentant plus de la moitié des importations pour l'alimentation humaine, « focalise sur la sierra les difficultés de mise en valeur du territoire national » [Peltre-Wurtz, 2004 : 136], et du *pays* de Hatun Cañar en particulier.

6.3.2.1. *Instaurer des droits de douane conséquents pour retrouver du blé au bas-pays*

L'envolée des cours mondiaux de certains produits vivriers, provoquée par la crise alimentaire de 2008, contraint l'Etat équatorien à subventionner temporairement les importations de blé. Dans le même temps, il chargea l'INIAP de l'exécution d'un programme de recherche et de promotion de la culture du blé en Equateur. Le but était de réduire la dépendance en blé du pays à l'égard de l'extérieur, de 97 à 67 %. Cette initiative traduisait également en acte les préceptes énoncés dans la nouvelle constitution de 2008 en matière de souveraineté alimentaire. Dans ce

¹. On aurait pu ouvrir un débat sur l'état (et l'évolution possible) des rapports de force, dans les négociations commerciales, entre les pays économiquement « riches » mais vieillissants, d'une part, et les pays, « pauvres » économiquement mais démographiquement « riches » (taux de natalité élevé), d'autre part. Les Etats-Unis d'Amérique (tout comme l'Allemagne) ont, du reste, bien conscience du rôle fondamental de l'immigration dans le fonctionnement de leur économie et, consécutivement, de la nécessité qu'elle revêt pour leur avenir (§ 6.4.2.1).

contexte, il n'aurait pas été illégitime de s'interroger sur les conditions de la relance de la céréaliculture dans la haute vallée du Cañar, ancien grenier de l'*Austro*. Mais cette réflexion sur les modalités d'une telle relance « fut tuée dans l'œuf » par un décret présidentiel (n° 424 du 15 juillet 2010) exonérant, pendant un an, de tout droit de douane, les importations de blé et dérivés (grain, farine et semoule), en échange de l'engagement des industries bénéficiaires d'assurer la stabilité des prix¹.

On comprend aisément les risques sociaux et politiques liés à une nouvelle flambée des prix des biens de première nécessité (tels le blé ou le riz), notamment pour les catégories les plus défavorisées des grandes métropoles du pays. On ne peut en effet écarter d'un revers de la main le fait qu'en Equateur, où le pouvoir est d'abord en ville, les citoyens réclament des aliments bon marché. Ce serait également faire preuve de naïveté que de faire abstraction, dans l'analyse de la situation politique, de la toute puissance de l'industrie meunière et de sa main mise, depuis des décennies, sur un secteur aussi stratégique que l'approvisionnement de la nation en produits dérivés du blé. Pour autant, on peut légitimement douter des chances de succès de ce programme de recherche (estimé à 4,3 millions USD), fondé de surcroît sur les principes, discutables, de la « révolution verte » (production de variétés améliorées, fertilisation minérale et crédit au producteur)². Car, de manière franchement paradoxale, l'Etat décide dans le même temps de lever toute barrière commerciale aux importations, mesure fort préjudiciable —l'histoire l'atteste— au céréaliculteur équatorien, *a fortiori* quand celui-ci est minifundiste. L'incohérence des orientations de politique agricole éclata au grand jour, lorsque les cours mondiaux du blé s'envolèrent à nouveau, au début de l'année 2011. Le gouvernement, déjà promoteur d'une politique d'importation, prit en plus la décision de maintenir les subventions octroyées aux minotiers et aux boulangers [Delcas, 2011]. Cette séquence n'est pas sans rappeler l'histoire post-réforme agraire du blé équatorien (§ 2.4.2.1, p. 142). A l'époque, l'Etat, en associant à dessein importations à bas coût et subventions publiques à l'agro-industrie nationale, avait ruiné les petits céréaliculteurs de la *sierra*.

Le cas du blé illustre en quoi la promotion de l'agro-exportation (source appréciable de devises) ne va pas forcément de pair avec la souveraineté alimentaire. Comment relancer la céréaliculture équatorienne sans politique commerciale (protection aux frontières³) et sans

¹. <http://www.hoy.com.ec/noticias-ecuador/correa-libera-importacion-de-trigo-harina-y-semola-419862.html>.

². <http://www.cimmyt.org/es/quienes-somos/recursos-para-los-medios/boletin/872-ecuadors-wheat-awakening>.

³. Les mesures tarifaires sont un moyen de protéger les plus faibles de la volatilité des prix et du dumping des exportations subventionnées —les subventions à l'exportation tirent les prix à la baisse, les importations à bas prix concurrençant la production locale [Griffon, 2011]— tout en contribuant à accroître les ressources fiscales [Berthelot, 2001] que l'Etat aurait tout intérêt à placer dans des investissements productifs de façon à créer des emplois pour les salariés urbains dès lors en mesure de se procurer les denrées alimentaires plus chères [Dufumier, 2004]. Mais il faut un courage politique évident pour briser la spirale négative des prix au producteur (inverser la baisse des prix depuis trente ans, fig. 56) tout en stabilisant ceux au consommateur, exercice particulièrement ardu dans une société à dominante urbaine.

mesures de compensation pour une agriculture manuelle de montagne aux désavantages absolus sur le marché mondial ? En tout état de cause, si la « remontée historique des prix agricoles se produit, ce qui est souhaitable et vraisemblable, il faut espérer que [l'Etat équatorien aura] la sagesse de transmettre ces hausses de prix aux producteurs agricoles de manière à ce que ceux-ci entreprennent les investissements de productivité nécessaires à produire les excédents qui seront destinés à alimenter les populations des villes » [Griffon, 2011 : 120]. Il y a plus encore, au regard de l'histoire : la promotion d'une agriculture vivrière et marchande à l'abri de la concurrence internationale par l'adoption de mesures protectionnistes n'a de chance de produire des résultats que si elle est menée de front avec la question de la redistribution de la terre et, plus largement, de l'accès et du partage des ressources naturelles.

6.3.2.2. *L'épineuse question des inégalités d'accès aux ressources naturelles*

▪ La réforme agraire : une chimère ?

On aura beau retourner la question dans tous les sens, le minifundisme, construction sociale léguée par la colonisation espagnole, demeure le problème nodal de l'agriculture paysanne resté jusqu'à ce jour irrésolu. Si l'on veut élargir le « champ des possibles » pour les familles paysannes les plus modestes et s'attaquer aux causes de la pauvreté, des inégalités et de l'émigration paysanne, tout en préservant le fragile mais indispensable écosystème *paraméen*, il n'y a pas d'autre solution que de procéder à une réforme agraire conçue tout autant comme une exigence de justice sociale que de souveraineté alimentaire et d'efficacité économique. Des initiatives sont en cours [SIPAE, 2010]. Elles s'attachent à rouvrir un débat bâillonné en 1994 par la loi de développement agraire, en cherchant à tirer les leçons des décevantes réformes précédentes tout en s'inspirant d'expériences de réformes agraires radicales qui ont abouti à de grands succès sociaux et économiques (Asie orientale et du Sud-Est). Car force est de constater l'incapacité flagrante des « mécanismes » du marché à allouer les terres de façon qui soit à la fois juste socialement et efficace économiquement : avec un indice de Gini de 0,80, la répartition de la terre reste, de nos jours, scandaleusement inégale en Equateur.

Une réforme agraire authentique et utile pour la paysannerie de Hatun Cañar impliquerait d'agir à une tout autre échelle que la haute vallée, où le démantèlement des dernières *haciendas* ne résoudrait qu'à la marge (et à court terme) la question du minifundisme. Le niveau le plus pertinent ne serait-il pas celui du territoire national, en opérant prioritairement dans la vaste plaine fertile du Guayas plutôt que dans le bassin amazonien ou sur les flancs des cordillères, écosystèmes déjà très exposés à l'érosion des sols, à la perte de biodiversité et à la dégradation de leurs potentialités productives ? Récemment, des familles de Hatun Cañar ont acquis des terrains à l'extérieur de la haute vallée (§ 6.2.3.1). Mais pour tous les autres qui pourraient y avoir intérêt, ne serait-ce pas à l'Etat d'organiser la redistribution des terres à leur profit ? On pourrait nous

rétorquer qu'une telle politique ne manquerait pas de liquider les « avantages comparatifs » des grandes unités de production agro-exportatrices et de tarir l'une des principales sources de devises du pays. Mais ce serait ignorer le fait que ces grandes exploitations, outre le fait que leur productivité à l'unité de surface est bien souvent inférieure à celle dégagée par nombre de petites unités paysannes de production¹ [Chauveau, 2007], créent peu d'emplois et peuvent nuire à la nature. Alors, « ne pas faire de réforme agraire pour préserver l'avantage concurrentiel des grandes exploitations ? Une absurdité économique doublée d'un crime social », selon l'agronome Marc Dufumier [2012 : 223].

Pour l'instant, l'Etat équatorien reste d'une extrême prudence sur le sujet, et très en retrait, de ce point de vue, de son homologue vénézuélien qui a procédé à de nombreuses redistributions [Robinson, 2011]. Il est vrai qu'une telle politique revient systématiquement (l'histoire de Hatun Cañar peut en témoigner) à « rapprocher le pétard de l'allumette ». On sait par ailleurs que pour être véritablement efficace, une réforme agraire ne devrait pas se limiter à la redistribution des terres ou à la sécurisation de l'accès au foncier. Elle devrait aussi faciliter l'accès aux autres ressources (eau, cheptels, matériels et infrastructures, etc.) et créer les conditions socio-économiques (taille des exploitations, prix stables et rémunérateurs, rééquilibrage des rapports de force au sein des filières agro-alimentaires) pour que les paysans minifundistes de Hatun Cañar aient un intérêt réel à rester en Equateur : y vivre dignement.

- L'eau : une ressource essentielle à partager et à préserver

Au *pays* de Hatun Cañar, les besoins en eau se sont accrus avec l'augmentation de la population, le développement des services de base en ville et les usages en aval (canne à sucre sur le littoral). Cet accroissement des besoins a généré des tensions et des conflits² sur la qualité et le partage de la ressource entre ses différents usages (irrigation agricole, consommation urbaine) et entre ses différents usagers (campagne/ville).

L'irrigation pour l'agriculture n'a cessé de se développer depuis les « vingt prometteuses », avec l'aide de l'Etat et d'institutions de développement³ qui ont contribué au financement de

¹. Tel est le cas au *pays* de Hatun Cañar où les exploitations minifundiaires dégagent un revenu agricole à l'hectare 30 % plus élevé que celui généré dans les *haciendas* (C) : 520 USD·ha⁻¹ pour les premières (moyenne de F1a, F1b, F1c et F1d) contre ~ 400 USD·ha⁻¹ pour les secondes (tabl. 12).

². Notamment la résurgence périodique de vieux conflits larvés liés aux limites administratives et à la propriété juridique des sources d'eau (chapelet de lacs du massif de l'Azuay), entre la province de Cañar et celle de Chimborazo d'une part, entre la municipalité de Cañar et celle de Tambo d'autre part [Guaicha *et al.*, 2001].

³. Citons le CEDIR, qui a joué un rôle déterminant dans l'intermédiation, la résolution de conflits, la recherche de compromis par la participation plutôt que par le clientélisme. Cette institution de développement (au sein d'un consortium réunissant PROTOS et AVSF) s'est pendant longtemps attachée à démêler l'écheveau des droits sur l'eau issus de textes juridiques variés et souvent antagonistes qui, sur le terrain, aboutissaient à des conflits ouverts sur la répartition de la ressource. Elle a également participé, financièrement et techniquement, à (i) la réhabilitation des structures primaires et secondaires du dense réseau de canaux traditionnels (13 principaux dérivant les eaux du torrent, puis secondaires et tertiaires) qui parcourt le petit *pays*, (ii) l'implantation de systèmes

nombreux aménagements hydroagricoles, à l'introduction de nouvelles techniques¹ et à l'amélioration de la gestion de l'eau. Malgré tout, la ressource hydrique manque, notamment, en été, dans les secteurs les plus défavorisés du petit *pays* (terroirs à maïs de l'avant et de l'arrière-pays). Dans l'avant-pays, le torrent San Antonio ne permet plus aujourd'hui de couvrir les besoins en eau de la superficie potentiellement irrigable (2 000 ha répartis en presque autant de familles) : le débit moyen est de 800 l·s⁻¹ (450 l·s⁻¹ à l'étiage, en novembre), quand un débit de 1,3 m³ est concédé aux ayants-droits. Il est vrai que la performance des canaux en terre reste basse, tout en mobilisant beaucoup de monde pour leur entretien. Confrontés à l'épineuse question de la disponibilité en eau, les divers acteurs locaux (associations d'usagers d'irrigants, association de gestion des *páramos*, municipalités, institutions de développement) ont même tenté de relancer un projet, enterré une première fois il y a vingt ans, d'aménagement du lac Culebrillas (encadré 6).

Encadré 6. La technique et la culture : Quand une intervention sur le lac sacré de Culebrillas ravive périodiquement des tensions sociales entre intérêts antagonistes

En 2008, le Programme de gestion des sols de l'Université de Cuenca (PROMAS) réalise, à la demande des acteurs de l'eau du petit *pays*, une étude de faisabilité relative à l'aménagement du lac Culebrillas. Le diagnostic met au jour un processus de détérioration de ses environs : dégradation du couvert végétal, érosion des sols, sédimentation du plan d'eau par apport constant de matériaux divers, contamination de l'eau par les déjections animales... Ce processus serait directement à l'origine de la prolifération de végétaux macrophytes, avec pour effets successifs (i) le rétrécissement de la superficie d'accumulation potentielle du lac, (ii) la perte considérable de la ressource en eau et (iii) l'allongement consécutif des périodes de déficit hydrique (très accusé en novembre). Il aboutit à l'altération de la capacité de régulation naturelle de l'étendue d'eau avec, en corollaire, des tensions sociales sur l'approvisionnement et la répartition de la ressource entre les usagers. Pour contrecarrer ce processus, PROMAS propose la construction d'une digue en terre d'une hauteur d'environ deux mètres, édifiée en sortie du lac. En procédant à l'expansion du volume d'eau de 800 000 m³, cet ouvrage permettrait la restauration écologique du lac à son niveau historique ainsi que la récupération de sa capacité de régulation des débits. Concomitamment, des alternatives à l'élevage bovin pratiqué sur les pelouses d'altitude seraient à mettre en œuvre, au risque de rendre inutile la construction même de la digue. Car les excès de cette activité (surpâturage, recours incontrôlé à la technique du brûlis à feu roulant) seraient, toujours selon PROMAS, la principale cause du processus d'eutrophisation.

]

par aspersion, (iii) la construction de réservoirs familiaux et collectifs permettant de réguler l'eau existante et d'en sécuriser l'accès à près de mille familles [PROTOS-CEDIR-SENDAS, 2010], entre autres.

¹. Si les minifundistes irriguent encore à la raie sur les terrains relativement plats qu'ils cultivent, les familles qui se sont spécialisées dans l'élevage bovin laitier ont investi dans de nouvelles techniques, notamment l'irrigation par aspersion mobile (avec creusement de réservoirs familiaux). A l'échelle collective, des équipements plus grands et plus coûteux ont été réalisés (revêtement et extension de canaux, construction de réservoirs —dont celui coiffant Bolaloma— et de siphons, etc.).

Un accord était en passe d'être signé entre les parties prenantes, avant que le projet n'avorte, une fois de plus. Car la question de la disponibilité en eau s'était déjà posée dans les années quatre-vingt-dix. Une proposition d'aménagement du lac avait même été soumise aux décideurs locaux. Mais elle finit par échouer, faute d'accord entre les protagonistes [Guaicha *et al.*, 2001]. Alors que les opposants au projet dénonçaient la violation d'un domaine ancestral sacré [Mena et Hofstede, 2006 ; Castro, 1995], ceux qui y adhéraient condamnaient cette position interprétée comme un refus évident de partager l'eau avec les populations de la moyenne vallée. Le projet prévoyait en effet la dérivation d'une partie des eaux vers cet étage écologique inférieur.

Si le lac cristallise toujours de fortes tensions, du fait des différentes valeurs qu'il représente (symbolique, économique et politique, à la croisée de divers pouvoirs), il semble que l'abandon du projet procède également des transformations récentes de la structure agraire : émiettement de la propriété foncière (démantèlement des *haciendas*, minifundisme), initiatives spéculatives de la part de négociants de terre et de passeurs, achat de terrains par des particuliers extérieurs au petit *pays*, désintérêt des exploitants pour le projet, priorité accordée à d'autres ressources et à d'autres espaces, etc. [María Soliz del Carmen, comm. pers., 2011]. Toutefois, rien n'interdit d'imaginer que le projet ne ressurgisse à l'avenir.

Si la disponibilité en eau n'est pas assurée, l'accès à l'eau n'est pas non plus équitable. Ceux qui y ont accès toute l'année ont été en mesure de remplir leur calendrier agricole pour passer d'un système pluvial maïs/blé ou orge (SC₂) à un système plus complexe intercalant un pois et une pomme de terre entre les deux céréales (SC₆) avec, pour corollaire, la hausse de la productivité du travail. Ce sont les familles les plus modestes (F1a, F1c), contraintes d'exploiter des terrains en fin de canal (quand ce ne sont pas des terrains sans accès à l'eau) qui pratiquent encore cette agriculture pluviale traditionnelle (agriculture de subsistance) minutieusement ajustée au cycle des saisons (avec l'irrigation en complément). Ce sont les éleveurs disposant de terrains sur la corniche (là où étaient autrefois hébergés les grands domaines fonciers) qui ont été les grands bénéficiaires des projets d'aménagements hydroagricoles.

6.3.2.3. *L'impérieuse nécessité de protéger la production laitière*

- Des droits de douane pour protéger la production nationale de la concurrence étrangère

L'abolition des droits de douane pour le lait mettrait l'Equateur en concurrence avec des pays autrement plus compétitifs, comme l'Argentine ou la Nouvelle-Zélande. Les scénarios élaborés à l'époque où l'Equateur négociait un accord de « libre »-échange avec les Etats-Unis d'Amérique faisaient état d'un risque sérieux pour la filière [Castro, 2007 ; Mosquera, 2007 ; Salgado, 2007]. Cela pourrait donc signifier l'entrée en crise de certaines exploitations agricoles de Hatun Cañar spécialisées dans cette spéculation, au premier rang desquelles figurent celles tenues par les *éleveurs laitiers du haut de corniche* (F2d) et, dans une moindre mesure, les *éleveurs laitiers*

assistés d'un vacher salarié (P1). Aussi, nous faut-il insister sur l'importance que revêt, pour les familles agricoles du petit *pays*, le maintien de dispositifs de protection de la production laitière¹.

On ne méconnaît cependant pas la structure de la filière dominée par une poignée d'agro-industries qui, en défendant leurs intérêts, protègent aussi ceux des petits éleveurs. Car, s'il y a unité d'intérêts vis-à-vis des agents extérieurs à la filière, cela ne signifie aucunement un « juste » partage de la richesse créée au sein de la filière. Le *pays* de Hatun Cañar constitue un cas d'école pour qui veut se faire une idée des rapports de force régissant une filière locale très segmentée et complexe, notamment sur son segment « commercialisation » [Maigre, 2007]. D'abord, le lait, produit en grande partie par la paysannerie (F1, F2), est livré en majorité à l'agro-industrie qui le transforme, pour partie localement, pour partie (majoritaire) à l'extérieur de la haute vallée². Ensuite, la paysannerie n'a pas les capacités pour peser dans les négociations sur le partage de la richesse créée. En conséquence, une part substantielle de la valeur ajoutée lui échappe.

Il ne faudrait pas non plus se méprendre sur la signification, pour la société et le milieu, de l'essor de l'élevage bovin laitier. Car si le modèle le plus performant, du point de vue de la richesse créée par actif et par jour, est bien celui de l'*hacienda* La Gloria, est-il pour autant généralisable à l'ensemble du petit *pays* ? Est-ce vraiment dans l'intérêt du plus grand nombre ? Rappelons juste que ces unités de production agricole spécialisées, motomécanisées et faisant un usage intensif en intrants de synthèse et produits zoopharmaceutiques, sont aussi celles qui occupent le moins de travailleurs à l'unité de surface (§ 6.2.1.1, p. 366). Enfin, il faut avoir à l'esprit qu'affleurent les premiers signes d'une relative surproduction à l'échelle nationale. Des jours sans collecte ont déjà été relevés : plutôt exceptionnel au début des années 2000, ce procédé s'est en effet répété à plusieurs reprises en 2007-2008, révélant peut-être des tensions entre industriels concurrents³ mais plus vraisemblablement des périodes de surproduction. Faudra-t-il alors, si la tendance se poursuit, établir des quotas de production ?

¹. L'essor de l'élevage bovin laitier au petit *pays* ne concerne pas seulement les producteurs de lait. Ainsi observe-t-on, au sein d'exploitations agricoles bien dotées en ressources, à l'ouverture d'ateliers de production de génisses commercialisées pleines ou de production de fourrage coupé destiné au marché. Ce qui est une diversification agricole pour certains, une spécialisation pour d'autres, tend justement à répondre à la demande croissante des éleveurs de la haute (et même de la moyenne) vallée du Cañar en vaches laitières à plus haut potentiel de rendement et en fourrage de qualité en période estivale.

². Avec 40 % de la production laitière collectée, la Nutri Leche occupe une position dominante au petit *pays*. 28 % revient à d'autres industries. La part de l'autoconsommation est estimée à 17 %. Le reste (15 %) serait transformé par le secteur artisanal [Maigre, 2007] composé de petites fromageries industrielles en ville, drainant une partie de la production de Hatun Cañar qu'elles écoulent, une fois transformée, dans une aire de commercialisation à faible rayon.

³. L'implantation en 2004, puis le retrait, quatre ans plus tard, d'une unité de collecte de l'entreprise Rey Leche (marque du groupe Wong également propriétaire, en Equateur, de vastes bananeraies et palmeraies) eurent pour effet de déstabiliser le marché local, avec la recherche de parts de marché « taillées » dans les volumes de la Nutri Leche en particulier. La hausse du prix du lait qui en résulta incita certains producteurs à changer de laitier, avant de perdre brusquement le débouché de leur production lorsque celui-ci se retira. Nombre de paysans affirment aujourd'hui privilégier la garantie de la collecte à un prix du lait au producteur plus élevé.

- Face à la concurrence et au risque de surproduction

En cas de surproduction et/ou de cours bas du lait, le *pays* de Hatun Cañar peut-il rester une zone de production privilégiée ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité qu'il est déjà en concurrence, pour l'approvisionnement du marché national, avec les vallées interandines limitrophes. Il pourrait l'être également avec de petites régions du bassin amazonien, telle que la vallée de l'Upano où des agriculteurs trouveraient intérêt à se reconvertir dans l'élevage bovin laitier, *a fortiori* quand les prix du lait au producteur s'apprécient. Ces agriculteurs du bassin amazonien sont susceptibles de représenter une sérieuse menace pour les éleveurs du petit *pays*, dans la mesure où ils pourraient mettre sur le marché du lait frais produit à des coûts bien inférieurs (-84 %) [Meunier, 2007]. Précisons, au passage, que la concurrence que se livreraient les petits éleveurs laitiers entre eux constituerait assurément une aubaine pour des industries laitières à la recherche de nouvelles zones d'approvisionnement à des prix meilleur marché.

En tout état de cause, il y a là une évolution qui devrait nous amener à réfléchir sur l'avenir de la filière. Quelles solutions envisager, pour les éleveurs laitiers du petit *pays*, en cas de baisse des cours¹, ou pour faire face à la surproduction nationale (si elle venait à s'installer) et à la concurrence, nationale et (peut-être un jour) internationale ? Par exemple, l'emploi de tanks à lait réfrigérés permettrait-il aux petits éleveurs de se prémunir du risque de perte induit par la suspension temporaire de la collecte de lait par l'entreprise ? Peut-on imaginer la mise en place de coopératives pour la transformation du lait en fromage frais, à l'image de ce qui se fait dans la petite région laitière de San Fernando-Girón [Deslandes et Micoulaud, 2006] ? Ou bien faut-il, comme l'envisage l'AGSO, chercher à accroître la consommation annuelle par habitant (de 100 litres aujourd'hui à 150 litres à l'horizon 2015), voire réunir les conditions pour exporter [El Telégrafo, 2010] ?

Certaines familles agricoles du petit *pays* pourraient-elles avoir intérêt à reconvertir leurs exploitations agricoles vers des spéculations agricoles alternatives ? C'est ici que la relance de la céréaliculture recouvre de l'intérêt, au-delà de réduire la dépendance alimentaire de l'Equateur à l'égard de l'étranger et de procurer de meilleurs revenus à ses agriculteurs. Car cette démarche, en reconvertissant une partie des terrains du *bas-pays* si propices à la céréaliculture, auraient pour effet de réduire les surfaces en prairie et contribueraient, ce faisant, à l'ajustement de la production laitière aux besoins nationaux. La production laitière pourrait suivre une augmentation des besoins du pays, en améliorant les performances économiques des systèmes d'élevage bovin laitier mis en œuvre au sein des petites unités de production agricole de Hatun Cañar et d'ailleurs. Bien évidemment, cela impliquerait d'accompagner les petits éleveurs dans la modernisation de

¹. En 2012, la tendance n'était pas celle-là, puisque le prix du lait au producteur bénéficiait d'une nouvelle hausse (administrée par l'Etat) à 0,39 USD le litre. Il s'établissait à 0,25 quatre ans plus tôt. C'est clairement une incitation à produire davantage de lait, au risque de devoir gérer ensuite une surproduction éventuelle.

leurs exploitations agricoles : amélioration génétique du troupeau, hausse de la quantité et de la qualité nutritive des prairies, optimisation de la gestion de la ressource fourragère au long de l'année entre la sous-utilisation de la ressource en hiver et l'étiage fourrager estival (report fourrager par la production de foin et l'ensilage), etc. Cette réorientation viserait à limiter la spécialisation laitière et le recours aux compléments alimentaires et aux intrants de synthèse, en associant agriculture et élevage (pailles de céréales pour l'affouragement du bétail, déjections animales pour fertiliser les sols). En outre, il n'est pas impossible qu'une telle initiative, en substituant une culture pluviale (céréale) à une culture irriguée (herbe), contribue aussi à apaiser les tensions sur une ressource hydrique si convoitée.

Une autre production alternative, que l'on mentionne sans pouvoir la développer (faute de données pour pouvoir l'étayer), pourrait-elle être la production de lait de brebis —en substitution, partielle ou totale, du lait de vache— à commercialiser en frais ou sous forme de fromage ? Cette orientation productive pourrait-elle intéresser certaines familles agricoles, notamment celles qui comptent (ou qui comptaient il y a peu de temps encore), au sein de leurs systèmes d'activité, un système d'élevage ovin-bovin (SE₉) ? Car il n'est pas certain que l'introduction d'un élevage ovin à finalité laitière (au lieu de lainière) bouleverse de fond en comble les systèmes d'activité qu'elles mettent déjà en œuvre, et requiert des compétences si éloignées de celles dont les familles disposent déjà en la matière (connaissance du ruminant, gestion de la ressource fourragère, etc.). On n'ignore cependant pas toutes les conditions qu'il conviendrait de réunir pour que certaines familles aient intérêt à se lancer dans une telle production : introduction d'une race laitière, adaptation des rations alimentaires (en qualité et en quantité), organisation de la production et de la commercialisation, ouverture d'un marché pour un produit quasiment inconnu jusqu'ici et qui requiert donc une campagne de promotion à grande échelle pour susciter l'intérêt des consommateurs. En fait, une telle initiative relèverait d'un programme, nécessairement de long terme, mobilisant des acteurs issus de mondes complémentaires (recherche, politique, formation, actions de développement), les éleveurs eux-mêmes, l'Etat et sans doute d'autres niveaux d'organisation (canton, province ?).

6.3.3. Pour la promotion d'une agriculture biologique en circuits courts

Si des mesures politiques sont souhaitables pour protéger les denrées agricoles de base (blé, lait) de la concurrence étrangère et relever conjointement les revenus des céréaliculteurs et des éleveurs de Hatun Cañar (et de leurs secteurs, amont et aval, respectifs : battage, traite, collecte, stockage, transport, transformation, commercialisation, etc.), il peut être également pertinent de promouvoir, dans une petite région où le minifundisme prédomine largement, des productions agricoles qui créent davantage de richesse à l'unité de surface. Car la faible productivité d'espèces végétales et animales locales peut être compensée par l'organisation de filières à haute valeur ajoutée, qui associeraient entretien du patrimoine biologique —avec, en implicite, la

sauvegarde du milieu— et recherche de débouchés¹ [Audiot, 1995]. C'est ici qu'il faut se rappeler que la haute vallée andine du Cañar, comme toute « montagne tropicale, perd *de facto* [avec l'altitude] l'une des vertus essentielles de la tropicalité, la chaleur... mais endosse du coup ce qui fait l'essentiel de son identité, une très forte différenciation, plus saisissante que dans les zones tempérées et froides, par rapport à ce qui est en bas » [Tulet, 2003 : 176]. Autrement dit, les caractéristiques géomorphologiques et pédologiques du petit *pays* (diversité de microclimats en particulier), à l'origine d'une grande variété d'animaux et de végétaux produits (de manière complémentaire) sur divers paliers écologiques, apportent bien des possibilités de mise en valeur.

6.3.3.1. Relancer la polyculture-élevage au pays de Hatun Cañar : du bio et des labels

En dépit des profondes transformations d'ordres divers (agricole, démographique, culturel...), il reste des invariants anthropologiques —par définition hérités de l'histoire— propres à la condition paysanne au *pays* de Hatun Cañar. Parmi ces invariants, il y a ces systèmes de polyculture-élevage diversifié plutôt performants économiquement et stables au long de l'histoire, dans la mesure où ils s'imposent comme les plus adaptés pour assurer la reproduction sociale des familles qui les mettent en œuvre. Ces systèmes sont bâtis sur les principes de l'agroécologie [Dufumier, 2012 ; ONU, 2010] dont la promotion nous semble pouvoir constituer une voie porteuse de développement.

▪ Valoriser l'agriculture biologique

Qui veut prendre connaissance de ce qu'est l'agriculture biologique (type controversé s'il en est²) se doit de venir ici, sur les terrasses du *bas-pays* de Hatun Cañar. Car il y a beaucoup à apprendre de cette agriculture savante et à haute valeur environnementale [Griffon, 2011], dont la *chacra andina* constitue une parfaite illustration³. Ce type d'agriculture représente l'une des voies

¹. La rusticité des animaux peut être très utile pour atteindre cet objectif. Par exemple, dans l'ouest français, le mouton des landes de Bretagne, tombé dans l'oubli après guerre —se teintant moins facilement, la couleur noire de la laine du mouton des landes de Bretagne fut l'une des raisons pour lesquelles il fut délaissé au profit d'autres races plus productives, telles le rouge de l'ouest ou le vendéen, qui sont au mouton ce que la Prim'Holstein est à la vache—, retrouve aujourd'hui l'une de ses principales vocations : celle de défricher la lande, milieu humide auquel il est adapté (les autres y résistent mal). La rusticité de l'animal, qui peut vivre toute l'année en plein air, redevient un atout quand il s'agit de dénuder les falaises pour accueillir le crabe à bec rouge (*Pyrrhocorax pyrrhocorax*) ou d'éradiquer les ajoncs qui menacent les menhirs (patrimoine culturel dont la préservation est confié aux réserves naturelles). Miraculeusement préservé par quelques *gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans* (il était porté disparu en 1950), il est aujourd'hui aussi élevé pour sa viande. En partie transformée, celle-ci est vendue directement à la ferme (gigot, épaule, côtelette, merguez) à des professionnels locaux de la restauration qui en apprécient la tenue et le goût [Réju, 2012].

². Cf. Dufumier M., Doré, T. et Rivière-Wekstein, G., 2013. *L'agriculture biologique : espoir ou chimère ?*, collection Le choc des idées, 128 p. Paris : Edition Le Muscadier. On écouterait avec profit la conférence-débat, organisée le 27 février 2013 pour le lancement de l'ouvrage. La conférence est consultable à l'adresse suivante : http://podcast.agroparistech.fr/groups/agroparistech/weblog/9acfc/Agriculture_biolgique__espoir_ou_chimere_.html.

³. Ce système complexe à base de maïs repose encore très largement sur le respect du rythme des saisons, sur les processus biologiques, sur une consommation réduite d'énergies non renouvelables et sur l'association étroite

les plus prometteuses à explorer pour écouler les produits sur des marchés de niche (démarche qualité). Obtenir le label bio constituerait, du reste, une simple formalité pour la très grande majorité des familles paysannes de Hatun Cañar, dont les pratiques agricoles répondent déjà au cahier des charges. On peut dire que ces familles n'ont en fait jamais cessé de pratiquer une agriculture biologique, faute d'avoir disposé, par le passé, des moyens d'intensifier en capital —motomécanisation et chimisation— leurs systèmes de production agricole, et d'être en capacité, aujourd'hui, d'émigrer et de spécialiser conjointement leurs exploitations agricoles vers l'élevage bovin laitier. Ceci dit, ce sont surtout les *gardiens de la biodiversité et de savoir-faire paysans* (F2c) qui, parce qu'ils ont un accès sécurisé —en quantité et en qualité— aux ressources naturelles (eau, terre) et qu'ils peuvent compter sur une main-d'œuvre familiale agricole relativement abondante, commercialisent leurs productions sous label bio. Intéresser d'autres catégories de la société (les minifundistes en tête), n'est pas chose aisée pour des raisons maintes fois évoquées (accès aux ressources, coût d'opportunité de la main-d'œuvre, etc.). Il faudra une rémunération décente¹ et relativement stable pour que des minifundistes acceptent de modifier leurs systèmes d'activité de façon à produire et à commercialiser des produits labellisés bio.

▪ Labelliser des produits de terroir ?

En Europe, des politiques publiques reconnaissent les spécificités des régions, au nom de « la lutte contre la concurrence déloyale, la maîtrise des marchés agricoles via l'octroi de droits aux producteurs, le développement local rural et la conservation des patrimoines naturel et culturel » [Marie-Vivien, 2012 : 14]. Peut-on imaginer, au *pays* de Hatun Cañar, mettre en place des dispositifs similaires qui protégeraient des signes de qualité et labelliseraient le caractère artisanal de produits transformés à la ferme [Dufumier, 2004] ou au sein de groupements de producteurs² ?

」

entre agriculture et élevage : maximisation de la production de biomasse utile par un usage intensif des ressources naturelles renouvelables (soleil pour la photosynthèse, air, gaz carbonique, terre, eau), effets agronomiques bénéfiques des associations savantes de plantes et des successions culturales sur les mêmes parcelles (couverture végétale la plus permanente possible et la plus totale à chaque instant par la présence de strates étagées de biomasse aérienne (avec les cucurbitacées au ras du sol qui contribuent aussi de cette façon à en maintenir l'humidité), fixation symbiotique de l'azote de l'air par la légumineuse qui sert aussi de pare-vent au maïs, nettoyage du terrain par les plantes sarclées, complémentarité dans l'usage des ressources, lutte contre les bioagresseurs), maintien de la biodiversité par la diversification des productions, association intelligente entre agriculture et élevage par la valorisation des co-produits de culture (affouragement du bétail) et l'utilisation des déjections animales (contribution à la restauration de la fertilité par les transferts de matière organique).

¹. On part de l'hypothèse que les paysans souhaitent d'abord vivre de leur travail et établir leurs enfants dans les meilleures conditions possibles. Ceci ne signifie donc en aucun cas chercher à obtenir au *pays* des niveaux de rémunération équivalents à ceux existants à l'étranger, mais inclut plutôt de pouvoir vivre avec sa famille, ses enfants, etc. Par conséquent, l'orientation indiquée ici en matière de développement vise d'abord, de façon très modeste, à créer les conditions d'une vie digne au *pays*.

². Tel est le cas du comté, ce fromage de lait cru de vache (à pâte pressée cuite) issu d'une fine alchimie entre une race bovine (la montbéliarde ou la simmental française), une flore (massif montagneux du Jura), les techniques de

Le but est connu : améliorer le revenu des paysans « en sécurisant la valeur ajoutée du produit [dont la réputation est liée à son origine géographique], qui doit être suffisamment rémunératrice pour couvrir les coûts de production spécifiques liés au respect de modes de production traditionnels » [Marie-Vivien, 2012 : 12]. Tel est déjà le cas de producteurs de la vallée de Girón (au sud de Cuenca) pour leur fromage d'appellation d'origine San Fernando [Deslandes et Micoulaud, 2006] ou de ceux, originaires de la province de Bolívar, qui ont développé la marque Salinerito si réputée en Equateur. Au petit *pays*, des familles pourraient avoir intérêt à relancer certaines productions (pour la plupart bio) issues de traditions anciennes, qui ont été jusque-là peu valorisées, faute de débouchés, de techniques pour les transformer ou parce qu'elles restent socialement connotées. Tel est le cas du cobaye (élevé à l'herbe¹), du maïs *zhima*, de la *máchica*, du poncho et de la *pollera* qui, tous produits par la paysannerie indienne au long de son histoire, consacrent un terroir particulier et un savoir-faire ancestral. On pense aussi aux tubercules secondaires (avec ses cultivars locaux) : le molloco (souvenons-nous du boom au Carshao), la truffette acide et la capucine tubéreuse, en voie d'abandon du fait de leur faible productivité du travail agricole —4,7 USD·h-j⁻¹ pour le premier, 2,2 USD·h-j⁻¹ pour le second—, de la quantité de travail nécessaire à leur production et de l'absence de débouchés. Mentionnons également les arbres et lianes dont les fruits peuvent être transformés en confiture et en jus (cerisier tardif, papayer d'altitude, liane du gullán, arbre à tomate), les infusions de plantes locales (*horchatas*) ou encore les remèdes à base de plantes médicinales. Ceci étant, ces diverses productions (à l'exception de l'artisanat textile) ne sont pas spécifiques de la haute vallée du Cañar. Il semblerait alors plus judicieux de réfléchir à la labellisation de telles productions à l'échelle de l'*Austro*.

Signalons l'engouement de la diaspora pour les produits de terroir (qui renvoient à des valeurs culturelles). Cet engouement laisse entrevoir des débouchés prometteurs, *a fortiori* quand les migrants, en tant que consommateurs, constituent un véritable marché captif. Une fine étude de filière, initiée au petit *pays* et poursuivie auprès de la diaspora, aurait probablement été très instructive sur les modalités concrètes d'organisation de la production et de la commercialisation de ces produits de terroir. Cela aurait été l'occasion de s'interroger sur les conditions à réunir pour que l'approvisionnement de ce marché captif ne tombe pas aux mains d'une poignée de grands producteurs et d'exportateurs mais garantissent une part conséquente de la valeur ajoutée aux paysans de la haute vallée (un peu sur le modèle du secteur du bâtiment qui s'organise sur des bases éminemment ethniques, en faisant la part belle aux liens de parenté et d'affinité, § 5.2.3.1).

」

transformation et une organisation spécifique de la production (la fruitière). Une appellation d'origine contrôlée lui a été attribuée en 1958, pour le protéger de la concurrence de la production laitière de vaches élevées en Bretagne dans des conditions hautement plus favorables.

¹. Les habitants de la haute vallée du Cañar ne cessent d'évoquer l'élevage bio de leurs petits rongeurs nourris exclusivement à l'herbe, au contraire (soi-disant) des cobayes des Andes septentrionales de l'Equateur.

6.3.3.2. Privilégier les circuits courts pour alimenter des niches de marché

L'agroécologie a pour principe premier la gestion, en circuit court, des cycles de l'eau, du carbone, de l'azote, des éléments minéraux et des êtres vivants. La notion de circuit court ne se limite pas à la sphère de production mais fait aussi sens dans celle de la commercialisation. L'adjectif « court » ne renvoie pas à la seule notion de distance physique mais également à celle de distance commerciale entre producteurs et consommateurs. Les paysans ont tout intérêt à raccourcir les circuits de façon à garder pour eux une plus grande part de la valeur ajoutée produite (déjà entamée par le renchérissement des consommations intermédiaires dû à la plus grande distance relative au marché). Or, force est de reconnaître que rares ont été les périodes au cours desquelles les paysans ont effectivement été en mesure de commercialiser leurs productions autrement qu'en passant par les fourches caudines des intermédiaires et de l'agro-industrie.

Les poly-producteurs (divisés, nombreux et dispersés) ne se sont pas constitués en organisations de façon à garantir des volumes de production substantiels et réguliers et proposer des services (achat groupé d'intrants, etc.) à leurs membres. Faute de collectif pour peser dans les rapports de force qui les opposent aux commerçants (vendeurs, intermédiaires et agro-industrie), ils ne sont donc pas en mesure de négocier soit des consommations intermédiaires plus accommodantes, soit une autre répartition de la valeur ajoutée créée à l'échelle de la filière. Tel est le cas du secteur laitier, où toute initiative paysanne en la matière a été systématiquement annihilée par l'agro-industrie, même si la concurrence entre différents investisseurs a pu, un temps, être bénéfique aux éleveurs laitiers (§ 2.4.2.2). Il en a été de même pour la vente, à des intermédiaires, des surplus de production que les minifundistes écoulaient sur les marchés agricoles et foires aux bestiaux locaux. *In fine*, ce sont les intermédiaires et l'agro-industrie qui captent la plus grande part de la valeur ajoutée. Ajoutons que les débouchés que constituent, pour les producteurs, les petits commerces locaux, ont toutes les peines à subsister [León, 2011]. Car la grande distribution, outre l'adaptation de son mode opératoire aux transformations de la société¹, ajuste aussi ses formats aux clientèles des petites villes pour pénétrer de nouveaux marchés et toucher des couches plus défavorisées de la société [Brassel, 2011 ; Zamora, 2005].

Pour les produits biologiques, il y va de la capacité des institutions à faciliter et à sécuriser leur commercialisation. L'exemple du réseau agro-écologique mérite, à ce propos, que l'on s'y arrête un instant. La municipalité de Cuenca, avec le centre de Reconversion économique des provinces de l'Azuay, de Cañar et de Morono Santiago (CREA) et plusieurs institutions de développement, a ouvert un marché agro-écologique dans la capitale régionale. Ce marché, clairement de niche,

¹. Hausse du niveau d'emploi des femmes, concentration des biens en un même lieu, élargissement des plages horaires d'accès, urbanisation croissante.

est approvisionné par des agriculteurs issus de diverses régions et visité par des consommateurs (à fidéliser) soucieux de leur santé et prêts, à cette fin, à payer pour une alimentation saine, diversifiée et de qualité. Les prix unitaires sont homogénéisés (décision prise par les membres du réseau, neutralisation de la concurrence entre producteurs) de façon à compenser les asymétries d'accès au marché particulièrement défavorables aux producteurs de Hatun Cañar. Ceux-ci (une quarantaine) ont bénéficié de l'accompagnement de l'institution CEDIR qui a tiré, comme leçon de cette expérience, la nécessité d'un dispositif d'appui technique constant piloté par une instance élargie (capacité insuffisante d'un projet à le faire seul) [María del Carmen Soliz, comm. pers., 2011]. L'autre leçon porte sur les démarches (longues et coûteuses, donc soutien public exigé) à entreprendre pour élargir un tel marché, ce qui sous-entend de pouvoir modifier, progressivement, les habitudes alimentaires des classes urbaines moyennes, d'une part, et d'envisager fournir aux classes populaires des aliments sains (*via* des circuits courts et de taille critique) en commençant par les structures publiques (restauration collective, hôpitaux, etc.) [Dufumier, 2012]. Tel est déjà le cas, par exemple, au Brésil (programme national d'alimentation scolaire) et aux Etats-Unis d'Amérique (*Supplemental Nutrition Assistance Program*).

6.3.3.3. Une recherche au service de la paysannerie ?

Si l'appréciation des prix des produits agricoles et le raccourcissement des circuits de commercialisation peuvent assurément permettre de relever les niveaux de revenus des paysans, on peut aussi envisager d'accroître les rendements des cultures et des élevages. Il faut savoir que les rendements sont parmi les plus bas des pays andins [García Pascual, 2006 ; Barrera *et al.*, 2004]. C'est dire s'il existe des marges de manœuvre pour intensifier les systèmes de production agricole, tout en prenant mieux en compte les spécificités locales. Les scientifiques ont incontestablement un rôle à jouer dans ce processus, à condition qu'ils ne se substituent pas aux paysans dans leurs efforts d'expérimentations mais qu'au contraire, « ils s'efforcent de les accompagner dans leurs multiples essais afin qu'ils puissent en dégager plus rapidement des conclusions pertinentes » [Dufumier, 2004 : 564].

- Réorienter la recherche agronomique vers les pratiques paysannes

La souveraineté alimentaire implique, pour la recherche agronomique nationale, d'autres finalités que la rentabilité à court terme de l'investissement. En fait, il conviendrait d'orienter les sciences et les techniques vers des finalités plus humaines et écologiques —la diversité génétique des plantes et des animaux comme bien commun¹, tant il est vrai que toute espèce qui disparaît aurait pu être à la base d'un aliment ou d'un médicament—. Au petit *pays*, ce sont surtout, nous

¹. On écouterait avec profit la série de quatre cours dispensés à la cité des sciences et d'industrie de Paris en mai 2010. Cette série avait pour titre : biodiversité, assurance-vie de l'humanité.
URL : <http://www.franceculture.com/theme/moduletheme-culture-academie/sciences/sciences-de-la-terre/biodiversite-notre-assurance-vie>.

l'avons vu, les *gardiens de la biodiversité et de savoir-faire paysans* (F2c) qui conservent (de manière « dynamique ») la biodiversité, par la culture de variétés pourtant sans débouchés commerciaux, mais aussi par le biais des héritages et des rapports non marchands (échange de semences, paiement en nature et/ou en travail¹). En opérant de la sorte, ils font plus qu'améliorer leur quotidien en produisant pour eux-mêmes des variétés en voie de disparition. Ils contribuent —intentionnellement ou non— à tempérer un temps soit peu la perte inestimable de biodiversité (tissu vivant de la planète). Avec des variétés qui font, depuis longtemps, l'objet d'une sélection massale —sur des critères de rusticité et d'adaptation aux conditions écologiques diverses, contraignantes et aléatoires des divers paliers du petit *pays*—, ils rendent un précieux service à la société dans la mesure où ils contribuent à la préservation du potentiel génétique susceptible de répondre aux besoins des générations futures. Il n'en demeure pas moins que cet engagement reste bien insuffisant pour espérer enrayer le processus d'appauvrissement du matériel biologique accumulé à travers l'histoire (réduction de la variabilité génétique), faute de débouchés (choix quantitatifs imposés par les enjeux de production de masse). Car, répétons-le, les principes de la mondialisation (standardisation des productions qui menace la biodiversité) sont incompatibles avec les pratiques d'une paysannerie s'efforçant tant bien que mal d'entretenir la diversité au sein de ses exploitations², gage du maintien des potentialités productives des agro-écosystèmes et de la production d'une alimentation, saine, variée et de qualité.

▪ Des innovations techniques adaptées au milieu

Nombre de paysans n'ont pas eu les moyens de s'équiper : de quelque chose malheur est bon, se risquerait-on à avancer, quand on constate les dégâts occasionnés dans certaines régions du « Nord » par une agriculture motomécanisée, chimisée et spécialisée à outrance. On peut aussi se demander si la crise sans fin de la paysannerie de Hatun Cañar a des chances d'être résolue grâce au transfert de technologies qui ignoreraient l'héritage (socio-économique et agro-écologique) spécifique du petit *pays* et le détruiraient ce faisant [Mazoyer, 1987]. Par exemple, il n'est pas certain que de remplacer les hommes par des machines soit très opportun dans une région où la main-d'œuvre est déjà contrainte de s'exiler. Ceci peut même s'avérer préjudiciable à la

¹. Dans les Andes, la transmission et l'accès libre (*common access*) ont ceci d'intéressant qu'ils accroissent la diversité génétique plutôt qu'ils ne la réduisent [Mayer, 2002].

². L'anthropologue Jürgen Golte [2001 : 16] affirme que « les sociétés andines ont progressé dans le champ de la domestication des plantes probablement plus que n'importe quelle autre société en ce qui concerne la grande variété d'espèces cultivées. Ceci n'est pas seulement la conséquence de l'amplitude du potentiel génétique naturel, du fait de la grande variation biogéographique dans les Andes, sinon aussi la productivité relativement basse de l'agriculture andine et la solution particulière que les andins ont trouvée pour la transcender ».

collectivité¹ tout en portant atteinte au milieu, comme dans le cas du tracteur qui, outre le fait d'être importé, déstructure irréversiblement le fragile écosystème *paraméen*.

En revanche, il ne serait peut-être pas absurde d'envisager mettre au point des techniques (i) plus adaptées au contexte local, (ii) conciliant préoccupations d'ordres écologique et social (santé humaine, efficacité économique) et (iii) susceptibles de lever certaines pointes cruciales de travail et d'améliorer la performance de certains systèmes de production agricole, tout en anticipant la hausse inéluctable du prix des énergies fossiles². On pourrait, par exemple, réfléchir à des équipements agricoles simples tels qu'une décortiqueuse artisanale de graines de courge³, une technique d'épluchage du molloco (opération aujourd'hui encore pénalisée par sa viscosité) une récolteuse de tubercules et un petit motoculteur —consommateurs d'énergies fossiles cependant— pour la préparation des sols⁴ du *bas-pays* dans les exploitations minifundiaires, ou encore une petite trayeuse mobile au sein des exploitations patronales tenues par des anciens. Allons plus loin : pourquoi ne pas imaginer que ces engins soient fabriqués par les artisans du bois et du fer, créant ce faisant des emplois au petit *pays* ?

6.4. Penser le développement de Hatun Cañar dans son « environnement »

Promouvoir le développement de Hatun Cañar ne serait être l'affaire du seul petit *pays*. Une telle entreprise dépend également de l'évolution de son « environnement » qui agrège, à différents niveaux d'organisation, des dimensions sectorielles, territoriales et de régulation (§ 3.2.1.1). En vérité, « rien ne serait plus faux, et donc inopérant que de considérer, d'un côté, "le mondial" comme une entité supérieure abstraite, englobante, et d'un autre, le local, précis, concret, avec, entre les deux, des structures filtres immuables comme l'Etat, la famille, la religion. C'est l'ensemble qu'il convient de saisir dans ses mouvements et dans ses interactions » [Dollfus, 2007 : 122]. Mais il serait également illusoire de vouloir embrasser ici, dans sa globalité, la si large question de l'« environnement ». L'analyse restera donc sommaire⁵ : on n'abordera pas, par

¹. Si l'agriculteur, en recourant au tracteur, peut effectivement réaliser des gains de productivité, il n'est pas certain que la collectivité en tire aussi parti (coûts induits par les dégâts causés aux *páramos*, hausse du chômage, déficit de la balance commerciale...).

². Appropriation de techniques peu émettrices et utilisatrices d'énergies fossiles et/ou élaboration de techniques basées sur des énergies renouvelables.

³. Innovation technique pour réduire le temps de travail consacré à la transformation artisanale d'un co-produit disponible dans de nombreuses exploitations agricoles.

⁴. Le véritable défi technologique concernant la préparation du sol serait d'adapter les techniques à des réalités aussi différentes que le vertisol du *bas-pays* et l'andosol sous pelouse d'altitude. Les techniques sans labour pourraient-elles représenter une voie possible au petit *pays* ?

⁵. Certains lecteurs pourraient s'étonner que la présente recherche doctorale n'ait que très peu abordé la question des organisations paysannes. Cela s'explique par le fait que celles-ci ont toujours eu beaucoup de mal à émerger et ce pour des raisons diverses qui tiennent, si l'on veut résumer, au mode d'organisation de la société légué par l'histoire : (i) la place dominante de l'*hacienda* et, depuis les "vingt prometteuses", des grands commerçants, qui

exemple, (i) le rôle des municipalités dans la gestion des ressources naturelles ainsi que les orientations prises en matière d'investissements locaux, (ii) l'autonomie croissante confiée aux provinces pour la prise en compte des modalités concrètes d'application des mesures favorables à l'intérêt général. Ainsi cette analyse sommaire sera-t-elle surtout guidée par le souci d'esquisser à grands traits la nature des contraintes qui régissent le champ des possibles des différentes catégories de la société agraire de Hatun Cañar.

Le débat sera d'abord posé au niveau de la communauté, dont les fondements sont questionnés par la massive émigration paysanne et l'essor de l'élevage bovin laitier. Il se poursuivra à l'échelle de la nation, pour interroger le rôle de l'Etat dans le développement de Hatun Cañar. Enfin, il s'ouvrira brièvement au sous-continent, du fait que l'Equateur s'inscrit aussi dans des politiques régionales qui ne sont pas sans conséquences sur ses marges de manœuvre intérieures et, par conséquent, sur les conditions dans lesquelles opèrent les familles de Hatun Cañar. Tel que présenté, certains pourraient interpréter ces niveaux d'organisation comme des superstructures juxtaposées *déterminant* les choix des familles. Ce serait pourtant une erreur quand l'on sait comment ces dernières ont pu contribuer par le passé, et contribuent encore aujourd'hui, à infléchir le cours de l'histoire (interactions innombrables et éminemment complexes entre les différents niveaux d'organisation). Qu'il nous suffise ici de rappeler la longue lutte engagée pour se défaire du joug séculaire de l'*hacienda*, celle tout aussi intraitable pour la terre, la défense de l'éducation bilingue, la naissance du mouvement indien à l'origine de la contestation contre les politiques d'austérité édictées par les tenants du consensus de Washington¹, la revendication du pluralisme (acté dans la constitution de 1998 et reconduit dans celle de 2008) ou, plus récemment, la reconnaissance des droits des émigrés et leur représentation au niveau politique.

6.4.1. La communauté andine : éclatement ou ajustement à la mondialisation ?

6.4.1.1. Des institutions andines malmenées par la mondialisation

En dépit d'obstacles de toutes natures (religieux, économique, cosmologique, politique, épidémiologique, etc.) rencontrés depuis les premiers temps de la colonisation espagnole, la communauté andine a fait preuve d'une grande ingéniosité, d'une forte capacité d'adaptation et d'une forme renouvelée de résistance pour subsister jusqu'à aujourd'hui. Rappelons-nous, par exemple, comment les communautés indiennes de Juncal et de Sisid ont surmonté, à la fin du XIX^e siècle, les actes répétés de spoliation des communaux par l'*hacienda* hégémonique. Ou

」

se sont systématiquement opposés à toute initiative paysanne, (ii) la communauté reste encore largement la pierre angulaire des dynamiques (collectives) paysannes.

¹. D'après le sociologue Yves Le Bot [2009], ce mouvement a été le plus puissant et le plus riche des mouvements indiens latino-américains, notamment parce qu'il s'appuyait sur des bases participatives solides (communautés).

comment, pendant les « vingt prometteuses », elles ont mis fin à l'assolement réglé de façon à ce que les familles puissent adapter leurs pratiques agricoles à la circulation migratoire.

Plus près de nous, les conventions¹ ont été modifiées à Juncal (après validation en assemblée) en sorte de préserver les infrastructures collectives, menacées de dégradation. A Sisid, face au dysfonctionnement avéré des *mingas* et à la contestation croissante à l'endroit des obligations communautaires², l'idée fut avancée (en janvier 2009) de substituer au quota de travail la constitution d'un fonds abondé par les cotisations annuelles des membres. Ce fonds servirait à rémunérer les journaliers recrutés pour mener à bien les tâches autrefois assumées par le collectif (théoriquement, à parts égales entre tous les membres). Loin de l'image du « corps social » fossile aux règles intangibles, la communauté d'aujourd'hui s'efforcerait donc de s'adapter —au même titre que celles qui l'ont précédé dans l'histoire— aux contingences du moment, qui renvoie à la dialectique de la mondialisation, celle de l'émigration massive³ et de l'essor de l'élevage bovin laitier.

6.4.1.2. *L'essor de l'élevage bovin laitier fragilise la communauté*

Force est pourtant de constater que l'essor de l'élevage bovin laitier met à mal les fondements de l'organisation sociale de la production agricole (accès aux ressources naturelles⁴, mutualisation du risque, principes de réciprocité et de redistribution) et questionne le devenir des biens communs et de leurs modalités d'usage et de contrôle. Car, faute de bras en nombre suffisant (conséquence directe de l'émigration), les communautés n'ont, par exemple, plus les moyens d'entretenir les grands ouvrages collectifs, tels les complexes réseaux d'irrigation constitués de canaux principaux de 10 à 20 km de long [María del Carmen Soliz, comm. pers., 2011]. Les productions agricoles issues de terrains indivis travaillés collectivement sont mises en

¹. Sanctions très fermes à l'encontre de tout contrevenant aux règles de fonctionnement des institutions, notamment en cas d'absences répétées aux *mingas* et aux assemblées générales : recours aux coupures d'eau potable, retrait du droit d'usufruit sur les communaux, élévation de l'amende, parmi d'autres.

². Les obligations sont remplies par une contribution aux travaux d'intérêt général : entretien des grands ouvrages collectifs, curage des canaux, réparation ou rénovation de l'église, construction d'un module d'irrigation, semis ou coupe de la plantation, entretien des voies de desserte, surveillance du troupeau collectif, participation aux opérations culturelles sur les terrains indivis collectifs, tour rotatif de l'épicerie communale, etc. Fixé à 48 jours, le quota de travail exigé dans la communauté Sisid est le plus élevé. Il fait aujourd'hui l'objet de vives contestations notamment de la part des familles transnationales qui résident dans les secteurs les plus éloignés des communaux. Pour elles, la distance à parcourir jusqu'au petit lopin situé dans les communaux (c'est-à-dire éloigné, en altitude et de faible aptitude agricole) ne justifierait plus à leurs yeux la fourniture de plus de quarante jours de travail au titre des obligations communautaires.

³. L'adaptation des institutions aux besoins de leurs membres, dans un contexte marqué par une migration de forte amplitude, n'est pas chose nouvelle. Trente ans plus tôt déjà, avec la migration circulatoire, « la confrontation continue avec le monde extérieur développa —et continue de développer— de nouvelles expériences et connaissances, besoins de consommation et symboles de prestige social qui ont profondément modifié la vie quotidienne de la communauté, de même que la vie familiale, les relations sociales et l'organisation politique » [Lentz, 1997 : 6].

⁴. Rappelons que 15 à 25 % de la surface agricole utilisée par les minifundistes (F1a, F1c, F1d) relève de la propriété communale.

péril par l'inefficacité de *mingas* désertées ou constituées essentiellement d'« improductifs » (enfants et anciens)¹. L'achat de terrains par des gens extérieurs à la communauté distend davantage encore des liens qui recouvraient des dimensions autres que le seul usage des ressources naturelles. Nombre de familles se retirent de leurs instances communautaires². Bref, il est permis de se demander si la communauté, créée pour faire justement face à des périodes de calendrier très exigeantes en travail (échelonné dans le temps et distribué dans l'espace), n'atteint pas aujourd'hui son terme ultime avec la mondialisation et son corollaire local, l'élevage bovin laitier. Maintenant, si l'on partage l'idée que la crise sans fin de la paysannerie andine est d'abord une crise de l'agriculture, alors il n'est pas vraiment surprenant — puisque l'agriculture constitue la base de la civilisation paysanne — que les rapports sociaux de production et d'échange, ainsi que les institutions qui les organisent en grande partie, en soient aujourd'hui profondément affectés.

6.4.1.3. *L'omniprésence des absents : quel avenir pour la communauté ?*

Les turpitudes actuelles de la communauté ne transcriraient-elles pas le jeu des influences et des rapports de force qui s'exercent au sein de l'espace social (la communauté comme arène dans laquelle les pouvoirs se rencontrent et les intérêts s'affrontent) ? On aurait pu penser que le collectif se refonde autour de la situation extrêmement précaire des familles sans migrants, en leur assurant par exemple l'usufruit des communs. Or, tout porte à croire que les règles collectives concourent à l'émigration, ou du moins qu'elles sont établies de façon à ne pas la pénaliser, en permettant notamment aux familles de migrants de maintenir ouverts leurs droits communautaires. En seraient pour preuve les terrains (en usufruit sur les communaux) laissés entre les mains d'absentéistes³, ou la hausse des amendes indexées sur le pouvoir d'achat des familles transnationales.

Par ailleurs, la nomination d'un *retournant* à la présidence se répète de plus en plus souvent au petit *pays*. Ce mouvement n'est probablement pas étranger, au-delà de raisons objectives⁴, à l'emprise des émigrés sur les décisions collectives. Hétérogène, peu coordonné, peu reconnu, mais très influent, ce groupe modifie assurément la structure des pouvoirs : doté d'un

¹. Faible performance en raison d'une moindre capacité physique de travail, de l'absence chronique de certains membres (substitution par le capital) et du retard systématique aux *mingas*.

². En 2011, près de la moitié des familles de Sisid était membre de la communauté (234/470, sur la base du volontariat) [Colpari, 2011].

³. Sur les communaux, les attributaires font labourer et semer les terrains qu'ils détiennent en usufruit, pour ne pas se voir retirer le terrain.

⁴. (i) nécessité de disposer d'une surface financière suffisamment large pour faire face à une longue absence hors de l'exploitation agricole ou de tout autre atelier ; (ii) moyen pour un retournant de rouvrir ses droits au sein de la communauté (usufruit d'un lopin sur les communaux) ; (iii) forme de contravention infligée à tout retournant resté éloigné de sa communauté, auprès de laquelle il aurait contracté une « dette d'appartenance » qu'il convient dès lors de rembourser ; (iv) capacités supposées des *retournants* à prendre en charge les affaires de la communauté, de par leur réseau social (diaspora comprise) que ceux-ci seraient enjointés à mobiliser au nom de l'intérêt général.

incontestable pouvoir symbolique, il se manifeste dans l'arène politique autant qu'il modifie substantiellement le champ économique. Après les schismes ethniques et religieux¹, après les conflits fonciers récurrents², après la fragmentation des communautés sous l'effet de la démographie et de la division des secteurs, la modification des rapports de force au profit des migrants influents n'est donc pas sans créer de fortes tensions au sein de la communauté.

Car certaines de ces familles de migrants s'efforcent de modifier les règles à leur profit. Tel est le cas de migrants de la communauté Sisid qui militent ouvertement pour la privatisation des communaux (accéder à la terre par le marché). Un processus de cet ordre ne manquerait pourtant pas de se faire au détriment des familles les plus modestes. Face à la velléité de privatisation de certains, celles-ci restent donc tenantes du maintien d'une vie communautaire tout en préservant une certaine autonomie familiale (choix de productions sur les communaux, petite propriété privée détenue en dehors de ces mêmes communaux) : défense d'institutions qui privilégient la réciprocité et la redistribution, sécurisation de l'usufruit individuel sur les communaux³, mise en commun de moyens de production (équipements lourds que l'on peut amortir à l'échelle d'un collectif, potentiel génétique de plantes et d'animaux, etc.), transmission de savoirs et savoir-faire, bref, un mode d'organisation sociale dont elles ont précisément besoin pour survivre⁴.

A un moment où les liens de parenté, d'affinité et de compérage semblent primer sur le collectif incarné par la communauté, l'un des enjeux ne consisterait-il pas alors en ce que celle-ci se raccorde à sa diaspora, pour refaire du lien social par delà la distance (genèse d'une communauté transnationale) ? Certes, les expériences en la matière de régions d'émigration plus ancienne ne sont pas forcément très encourageantes⁵. Mais le fait même que la communauté subsiste encore de nos jours —en maintenant cahin-caha (et non sans efforts) ses principes fondateurs de réciprocité et de redistribution ne pourrait-il pas être interprété comme le signe

¹. Le testament de la cacique María Inga de Gañalzug, datant de 1603, mentionne déjà explicitement la franche division ethnique de l'espace entre métis et Indiens. Il y est en effet stipulé que les premiers ne peuvent en aucun cas franchir le *matorral* pour exploiter des ressources (eau, fourrage pour les besoins humains et animaux) appartenant aux seconds [Colpari, 2011 ; Iglesias, 1985]. Le schisme religieux survient au moins à deux reprises au cours de l'histoire, au XVI^e siècle d'abord (catholicisme/cosmogonie andine), puis au XX^e siècle (catholicisme/protestantisme évangélique).

². Tel le long conflit qui opposa plusieurs décennies durant, à Sisid, les partisans du gouverneur Manuel Tenesaca et ceux de Caguana (représentant des *ex-huasipungeros*).

³. Il est en effet indispensable de sécuriser l'usufruit individuel sur des propriétés demeurées collectives (communaux) aussi longtemps que persistent les investissements des usufruitiers [Dumont et Pacquet, 1994].

⁴. « La communauté, c'est pour que personne ne meure de faim » [Parole d'un président de communauté, rapportée par le sociologue Otto Colpari, 2011 : 104]. Précisons que c'est aussi dans l'intérêt des entreprises (nationales et internationales) de conserver cette forme sociale d'organisation (la communauté) en tant qu'elle constitue (et se reconstitue... jusqu'à un certain point) en réservoir de main-d'œuvre (§ 6.2.3.3).

⁵. Les projets collectifs de type productif, financés par les migrants, demeurent (jusqu'à maintenant tout du moins) insignifiants. On pourrait évoquer, comme raisons, la relative précocité du mouvement migratoire et la priorité accordée aux logiques familiales. Mais à Jatundelég (canton Azogues), où l'émigration date du début des années soixante-dix, les investissements collectifs restent, pour l'essentiel, de nature sociale (église, voies de communication et télécommunications, électricité, installations sportives) [Pribilsky, 2007].

qu'une autre économie est possible ? Partant, ne conviendrait-il pas de méditer ce point d'ancrage historique que constitue la communauté¹ pour l'organisation et la conduite d'initiatives de développement ? Que l'on pense, par exemple, à l'exportation des produits de terroir très sollicités par la diaspora (§ 6.3.3.1) ou bien à l'organisation du bâti au petit *pays*, un point pouvant effectivement servir de pont entre ici et là-bas (§ 6.4.3.1).

6.4.2. Politique : des marges étroites pour l'Equateur

6.4.2.1. Des politiques migratoires prises dans le paradoxe de la mondialisation

Motivé par le vote décisif des hispanophones² en faveur des démocrates (71 %) lors de l'élection présidentielle de 2012, le gouvernement de Barak Obama prépare un « ambitieux » projet de réforme migratoire. Ce projet confirme l'inaliénabilité de la souveraineté de l'Etat dans ce domaine tout en révélant son archaïsme à l'ère de la mondialisation. Car la migration internationale a atteint de telles portées et recouvrent de tels enjeux géopolitiques (au même titre que la question écologique) qu'elle ne peut raisonnablement plus être traitée sur des bases exclusivement nationales. Pire : il y a peu de chances qu'une telle réforme parvienne à régler, à moyen terme, la question migratoire, puisqu'elle l'aborde isolément des causes qui la nourrissent. Elle élude notamment les conditions extrêmement inégales dans lesquelles les Etats-Unis d'Amérique échangent avec ses partenaires. Mentionnons, par exemple, l'accord de « libre »-échange signé avec son voisin centraméricain, accord qui serait responsable de l'appauvrissement récent de la paysannerie mexicaine [Fitting, 2011]. Sans modifier le « cadre » qui régit l'échange international (le marteau de Doha) tout en renforçant encore la surveillance des frontières³ (l'enclume du *USA Patriot Act*), le gouvernement américain ne fait qu'entériner les contradictions inhérentes au discours libéral : les biens et les capitaux circulent librement, mais pas les hommes... Avec cette nouvelle loi d'immigration, l'histoire peut-elle se répéter ? Adoptée sous la présidence de Ronald Reagan, la loi de 1986 avait en effet permis la régularisation de « trois millions d'étrangers en situation irrégulière et provoqué un nouvel afflux de sans-papiers, avec la bénédiction du patronat, pour qui l'immigration est un moyen de négocier les salaires à la baisse » [Sallon, 2013]. Dans les anciennes zones de production du chapeau de paille *toquilla*, comme le

¹. A condition d'accompagner la communauté dans l'évolution de son rôle de référent commun, à la recherche d'un nouveau thème fédérateur, après la lutte pour la terre et l'éducation bilingue interculturelle.

². En passant, on remarquera le poids politique croissant des diasporas, tant dans leur pays d'origine que dans leur pays de destination, et l'impérieuse nécessité de prendre en compte cette réalité (miroir de la mondialisation) par les gouvernements situés des deux côtés du rapport migratoire.

³. Dans ce projet de réforme, le renforcement de la surveillance des frontières constitue (avec la limitation du regroupement familial) le pendant de la régularisation, sous conditions, de 11 millions de sans-papiers, provenant pour une large part d'Amérique latine. Les moyens prévus sont gigantesques puisque « la frontière sera sécurisée au moyen de drones, de capteurs électroniques et de barrières, un alliage ressemblant beaucoup à celui de 2006 incluant la construction d'un mur de 1 125 kilomètres à la frontière mexicaine. Mais le texte ajoute aussi ce qui a été qualifié de "*surge*" (le terme employé pour l'envoi de renforts en Irak) : 20 000 gardes-frontières supplémentaires pour un coût de 40 milliards de dollars au contribuable » [Lesnes, 2013].

canton Déleg, ce processus avait eu pour effet de séparer la diaspora de sa communauté d'origine (§ 5.3.3.2).

Il y a consensus pour dire que la migration, en tant qu'appréciable source de devises, profite très clairement à l'Etat, au moins à court terme¹. Certains pays la promeuvent même ouvertement, parfois à grande échelle comme les Philippines, le Sri Lanka ou la Corée du Nord². Est-elle pour autant conforme à l'intérêt général ? Car, vu sous l'angle de la collectivité, il n'est pas certain que l'amputation des forces vives d'un pays serve, à terme, l'économie nationale. C'est, en tout cas, la position du gouvernement de Rafael Correa qui, contrairement à ceux des pays cités précédemment, ainsi qu'à ceux qui l'ont précédé dans l'histoire récente de l'Equateur, choisit d'aborder la question migratoire³ d'une tout autre manière. Celle-ci est à saisir dans l'allocation qu'énonça le président équatorien devant l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2007 (ann. 16), et que l'on pourrait lire comme une réponse à l'actuel projet de réforme migratoire porté par l'administration Obama. Il y était notamment dit que :

Le bien être dont nous parlons présuppose que les libertés, opportunités et potentialités réelles des individus soient amplifiées. En ce sens, le fait que d'une part, on promeut au niveau mondial la libre circulation des marchandises et des capitaux en cherchant la rentabilité maximale, mais que, d'un autre côté, on pénalise la libre circulation de personnes à la recherche d'un emploi digne est un paradoxe immoral : c'est tout simplement intolérable et insoutenable d'un point de vue éthique.

Pour le gouvernement de l'Equateur, il n'y a pas d'êtres humains illégaux et les Nations unies doivent insister sur ce point. Il n'existe pas d'êtres humains illégaux. C'est

-
- ¹. En Equateur, les envois d'argent façonnent son offre monétaire, contribuent à l'équilibre de sa balance des paiements, compensent la volatilité du secteur extérieur, bref, participent de sa stabilité macroéconomique [Sánchez, 2004]. Quant aux mécanismes de solidarité intergénérationnelle mis en œuvre par les familles avec migrants, ils se substituent aux dispositifs nationaux de protection sociale (chômage, retraite...) et aux budgets sociaux maintenus sous une toise minimaliste par les programmes d'ajustement structurel.
 - ². Aux Philippines, où près d'un quart de la population active travaille aujourd'hui à l'étranger, « l'«exportation» de bonnes est devenue une industrie nationale, avec formation obligatoire et séminaires de préparation à l'exil » [Brygo, 2011]. Au Sri Lanka, des agences matrimoniales envoient des jeunes filles célibataires au Japon sur la base d'accords contractuels (campagnes japonaises lors du boom économique, avec le soutien du gouvernement japonais) [Sassen, 2004]. Autre exemple : en 2010, Oulan-Bator négocia avec Pyongyang un contingent de cinq mille hommes pour son économie, tirant profit d'un prix plus compétitif que la main-d'œuvre chinoise ou mongole. Les salaires furent directement versés dans les caisses du gouvernement nord-coréen, conditionnant la livraison suivante, d'une part à l'assouplissement des conditions de travail des nord-coréens « importés » et d'autre part, à la possibilité de revendre cette force de travail à d'autres pays comme l'Algérie [Falletti, 2010].
 - ³. Bien que travaillant depuis de longues années déjà une grande partie du corps social —la diaspora se fit en effet entendre au long des années quatre-vingt-dix, en militant pour la double nationalité et en obtenant du gouvernement l'instauration d'un jour national en son honneur (« le jour des absents ») [Kyle, 2000]— cette question fit véritablement irruption sur la scène nationale lors de la campagne présidentielle de 2006. Avec une population croissante et un poids économique en hausse, la diaspora n'est en effet plus seulement perçue par les politiques comme un secteur économique délocalisé pourvoyeur de devises. Elle devient un enjeu de premier plan, non dénué d'arrière-pensées électorales [Koller, 2010]. Et la migration émerge comme un thème crucial, tantôt en guise de métaphore pour parler du pays que l'on veut changer, tantôt pour insister sur une nouvelle réalité sociale (ici et là-bas) dans laquelle les migrants constituent des acteurs importants dans le jeu des relations internationales [Herrera, 2008b].

inadmissible. Nous travaillons activement pour promouvoir un changement de ces politiques migratoires internationales honteuses, sans oublier, évidemment, que notre plus grande responsabilité est la construction d'un pays qui offre les garanties d'une vie digne comme mécanisme de prévention à l'exode forcé par la pauvreté et l'exclusion.

Cette allocution tient que, derrière les mouvements migratoires, il y a des êtres humains. Peut-on, dès lors, résolument se réjouir de l'émigration —en restant les yeux rivés sur les oscillations de la balance des paiements courants— parce que les mandats constitueraient le deuxième poste, après le pétrole, des devises d'exportation engrangées par l'Equateur ? Cantonnée bien souvent à la seule mesure de flux de personnes (dans un sens) et d'argent (dans l'autre), n'y a-t-il pas un risque évident à réduire la migration à sa seule dimension comptable ?

C'est que l'émigration (ce « fait social total ») comprend bien d'autres dimensions, comme celles liées à la modification, parfois violente, des rapports familiaux¹, des codes sociaux et symboliques², des rapports intergénérationnels (éducation des enfants, autorité des ascendants), etc. L'absence masculine n'est, par exemple, pas sans créer de vives tensions entre conjoints, du fait de la volonté d'autonomie et de l'émancipation des femmes, ou encore autour de la gestion des envois d'argent. Les statistiques ne rendent pas compte de tous ces individus qui ne procéderont jamais à des transferts d'argent, faute d'être parvenus à destination. Les *familles monoparentales* de Hatun Cañar (F1c) incarnent, de la plus sinistre manière qui soit, l'envers parfois dramatique de l'émigration clandestine. Ces statistiques ne renseignent pas davantage sur les conditions dans lesquelles nombre de clandestins « sur »vivent dans le pays de destination³, en dépit d'une hausse du pouvoir d'achat moyen des familles transnationales.

Ici, il ne s'agit ni d'analyser les phénomènes psychosociologiques connexes de la migration, par ailleurs fort bien décrits pas des sociologues comme Gioconda Herrera [2008b ; 2005], Claudia Pedone [2006] ou Jean Bourliaud et María Soliz [2004], ni d'insinuer que tous les faits de vie malheureux seraient imputables à la seule émigration. En revanche, il convient d'insister

¹. Souffrance de la séparation physique, dissensions familiales, désunion, troubles chez les enfants, éducation familiale en déshérence, anéantissement en cas de décès du parent émigré, délinquance, etc.

². Tel est le cas, par exemple, des codes matrimoniaux. Dans la communauté de Jatun Delég (proche de la ville d'Azogues) par exemple, les trois-quarts des jeunes filles déclarent préférer épouser un futur migrant déclaré ou un garçon ayant effectivement le potentiel pour émigrer [Pribilsky, 2007 : 145]. C'est, sous certains aspects, ce que le sociologue Pierre Bourdieu [2002] conceptualisa dans son ouvrage *Le bal des célibataires*. Il y tenait que dans la société paysanne du Béarn (Pyrénées françaises), l'unification du marché des échanges symboliques disqualifiait le paysan vis-à-vis de concurrents à plus haute valeur matrimoniale, tel l'étudiant ou « le parachutiste de la petite ville voisine qui venait [au bal] en roulant des mécaniques ». Si l'on prolonge le raisonnement du sociologue au *pays* de Hatun Cañar, on pourrait avancer que l'espérance d'une ascension sociale passerait, pour les jeunes filles, par un mariage avec un migrant, déclassant de la sorte le jeune paysan cañari sans réelle opportunité d'émigrer.

³. Précarité du logement, accès limité aux soins, nostalgie du pays et des siens, travail répétitif harassant, frontière extrêmement ténue qui sépare les activités « dignes » des plus malsaines ou dégradantes (délinquance, prostitution), angoisse de l'arrestation et de l'expulsion qui génère un qui-vive permanent à l'égard des forces de l'ordre...

sur le fait que l'émigration, dans sa forme contemporaine (privation de liberté de circulation à l'échelle internationale), ne se réduit pas à des flux ou à de stricts liens matériels entre un ici et un ailleurs. Les migrants ne peuvent être assimilés à des flux. Et la migration produit aussi des « externalités négatives » qui, faute d'être considérées dans les analyses car non quantifiables¹, conduisent assurément à sous-estimer les coûts de l'émigration et les éventuels bénéfices résultant de la décision de partir. Elle produit, selon qu'elle vire à l'échec (décès du migrant, saisie du patrimoine foncier pour dette non honorée, etc.) ou tourne à la réussite, des changements souvent substantiels dans les trajectoires de vie des familles et, par voie de conséquence, dans leurs pratiques agricoles. En tout cas, nous hésiterons à qualifier de développement une hausse du pouvoir d'achat des familles de migrants qui irait de pair avec une régression (voire privation) des droits humains fondamentaux (clandestinité du migrant), une dégradation des rapports familiaux (divorce, délinquance, etc.) et un creusement probable des inégalités sociales à l'échelle du petit *pays*.

Face au traitement sécuritaire et unilatéral de l'immigration par les pays à haut niveau de revenus, ce pays à la fois d'immigration et d'émigration qu'est l'Equateur délivre un message associant développement équitable et droit international [Koller, 2010]. Il prône la dignité des migrants et la réorientation des règles de l'échange international. En politique intérieure, l'Etat a pris diverses mesures en faveur des émigrés², mesures qui attestent de la prise de conscience publique du phénomène migratoire en tant que « fait social total » et de l'engagement politique à trouver des solutions à l'« hémorragie » qui secoue le pays.

6.4.2.2. Réguler l'économie (à rebours complet des principes du « libre »-échange)

Dès son arrivée au pouvoir en 2007, Rafael Correa n'a pas manqué d'avancer le cas de l'accord de « libre »-échange signé entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique pour suspendre les négociations portant sur la signature d'un tel accord bilatéral entre l'Equateur et ces derniers. Il est vrai que les résultats des études menées sur le sujet n'allaient pas franchement dans le sens d'une amélioration de la situation économique des agents les plus modestes (ann. 17.1). Aussi le gouvernement qu'il dirigeait s'est-il d'abord attelé à desserrer l'étouffement de la dépendance à l'égard de l'extérieur (Etats-Unis d'Amérique au premier chef), en procédant à la

¹. Comment quantifier et anticiper par le calcul, traduire et mesurer en unités abstraites simples, les sentiments, les souffrances, les bonheurs des êtres humains, etc. ?

². Création d'un secrétariat national au Migrant (SENAMI), droit de vote accordé aux résidents à l'étranger et élection de représentants à l'assemblée constituante (6 sièges sur 128 malgré un nombre extrêmement faible de votants), mesures d'aide au retour, bourses universitaires pour étudier à distance, validation du permis de conduire obtenu à l'étranger, accès aux droits liés aux situations de handicap et de maladies graves...

restructuration de la dette de l'Etat¹ ou en ne renouvelant pas (en 2009) la convention intergouvernementale autorisant la présence des forces armées états-uniennes sur la base de Manta². Le gouvernement de Rafael Correa a également su dégager les moyens pour mettre en œuvre des politiques corrigeant les inégalités sociales et redistribuant les richesses, sous forme de prestations diverses (santé, éducation, aide sociale, infrastructures de communication)³. Il a réformé la vie politique (instauration d'une assemblée constituante) et fait valoir une vision universaliste, humaniste et écologique (défense du principe de libre circulation des personnes, initiative ITT —§ 6.4.3.2—, redistribution des richesses, récupération de la souveraineté), parfois à rebours complet des discours dominants, en Europe notamment.

Si des choses ont bien changé au cours du premier mandat de Rafael Correa (avec une certaine audace intellectuelle et politique, au moins dans les discours et les symboles), peu a toutefois été engagé d'un point de vue structurel (perspective de long terme). L'Etat peine à endiguer les flux migratoires vers l'étranger comme des centaines de milliers de miséreux (bon nombre de paysans en tête) peinent à s'extraire de la pauvreté. Si des mesures d'aide à la production (hausse du prix du lait au producteur, subvention des intrants agricoles...) ont bien été prises —pas toujours de façon heureuse, soit dit en passant (qu'on pense par exemple à celles prises pour relancer la production nationale de blé)— les réformes structurelles telles que la réforme agraire ne semblent

¹. Pour le sociologue Maurizio Lazzarato [2011], la dette publique ne constitue pas autre chose qu'un rapport de force entre créanciers et débiteurs —entre ceux qui détiennent le capital et les autres— par lequel la société tout entière est endettée, ce qui exacerbe les inégalités. L'économiste Rafael Correa en avait fait un sujet central de sa campagne électorale. Voilà pourquoi, sept mois après son accession au pouvoir, une commission composée d'experts fut installée avec pour mission de procéder à un audit intégral de la dette de l'Etat puis d'analyser les conditions dans lesquelles celle-ci s'était constituée. Quatorze mois plus tard, la commission éclairait d'une lumière crue le fait que nombre de crédits avaient été souscrits en totale violation des règles élémentaires. Le gouvernement prit alors la décision de suspendre le remboursement des titres de la dette venant à échéance, les uns en 2012, les autres en 2030. Il sortit au bout du compte vainqueur d'une épreuve de force avec les banquiers nord-américains détenteurs de ces titres de la dette équatorienne : furent en effet rachetés pour 900 millions de titres valant 3,2 milliards USD. En prenant en compte les intérêts que l'Equateur ne devra pas verser puisqu'il a racheté des titres arrivant à échéance en 2012 et 2030, le Trésor équatorien a économisé environ 7 milliards USD (40 % de la dette externe suspendue en décembre 2008, avec opération de rachat réussie en juin 2009) [Millet et Toussaint, 2011]. Premier résultat substantiel pour les finances de l'Etat : la dette extérieure brute totale passa de 16,8 en 2008 (30,8 % PIB) à 13,4 milliards USD en 2009 (23,4 % PIB).

Les articles 290 et 291 de la constitution 2008 de l'Equateur prévoient, de façon à se prémunir d'un tel risque d'endettement « illégitime » : (i) la limitation stricte des conditions dans lesquelles les autorités du pays peuvent contracter des emprunts, (ii) le rejet de la possibilité de l'emprunt pour payer d'anciennes dettes, (iii) le rejet des dettes constituées par capitalisation des intérêts de retard, (iv) l'exclusion de la possibilité que l'Etat assure la dette des banques privées ou d'autres entités privées (à rebours complet de la « sucrétisation » des dettes pratiquée dans les années quatre-vingt, cf. § 2.4.2.1, p. 143), (v) la prescription de la mise en place d'un audit intégral et permanent de l'endettement public interne et externe [*ibid.*].

². Cette convention (1999-2009) fut signée en 1998 par Jamil Mahuad en dépit de l'opposition de diverses franges de la société équatorienne. Elle servit à l'armée états-unienne comme point de ravitaillement dans leur guerre contre le trafic de drogue, menée surtout en Colombie.

³. Bien que toujours inférieur à la moyenne du sous-continent, la part des dépenses sociales dans le budget de l'Etat s'accrut, entre 2006 et 2010, de 4,7 à 8,1 % du PIB, avec, en corollaire, une réduction de la pauvreté [Mideros, 2011].

pas vouloir « sortir de terre ». Et peu a été fait jusqu'ici pour limiter, par exemple, l'accumulation et la puissance de l'agro-industrie [León, 2011; Breilh, 2011]. En bref, la période 2006-2013 ressemble à ce qu'écrit le sociologue William Robinson [2011] sur l'histoire récente de l'Amérique latine, à savoir qu'« un à un, les gouvernements progressistes de la région se heurtent aux limites de l'option qui semble avoir été la leur : la redistribution dans le cadre du capitalisme (laquelle s'avère encore plus délicate depuis l'éclatement de la crise financière de 2008) ».

A l'échelle régionale justement, la position de l'Equateur apparaît particulièrement inconfortable. Le pays s'est refusé à signer un accord de « libre »-échange avec les Etats-Unis d'Amérique et d'engager les négociations avec l'Union européenne, au contraire de ses voisins (Colombie, Pérou) avec qui il fait pourtant partie de la CAN. Cette situation le contraint à des mesures d'exception (donc temporaires) négociées avec l'OMC d'un côté, la CAN de l'autre (ann. 17.2). Et si ces accords ne sont pas la panacée pour l'Equateur, la constitution d'un grand marché à l'échelle du sous-continent n'en serait pas forcément une non plus, avec un géant agricole comme le Brésil (50 % du PIB régional). Bref, la voie est très étroite pour l'Equateur et sa paysannerie andine. La nouvelle mandature de Rafael Correa (trionphalement réélue en janvier 2013 avec 55 % des voix au premier tour et une majorité des deux tiers à l'assemblée constituante) peut-elle ouvrir une nouvelle page dans l'élaboration d'un contrat entre la société et sa paysannerie, prise non seulement dans sa capacité à fournir aux citoyen équatoriens une alimentation saine, de qualité et variée, mais également dans sa capacité à maintenir un tissu rural vivant par la diversité de ses activités et la reconnaissance de ses savoirs et savoir-faire ?

6.4.3. Promouvoir la diversité : « cultiver » les pratiques, valoriser les patrimoines

Relancer l'agriculture, c'est aussi relancer l'économie de Hatun Cañar, si l'on partage l'idée que la hausse des revenus agricoles crée effectivement des emplois dans les autres secteurs d'activités de l'économie locale [FIDA, 2011 ; Banque mondiale, 2008 ; Haggblade *et al.*, 2007]. Il y a aussi que l'agriculture remplit simultanément bien d'autres fonctions que la production de biens animaux et végétaux¹. Si elle génère des externalités négatives, elle produit également des aménités dont peuvent tirer parti d'autres secteurs d'activités économiques, tels que le bâti et le tourisme.

¹. On parle de multifonctionnalité de l'agriculture [Caron *et al.*, 2008 ; Bonnal *et al.*, 2003 ; CIRAD *et al.*, 2002], concept (d'origine européenne) que nous n'aborderons pas ici, moins parce qu'il apparaît accessoire pour traiter la problématique de la recherche que parce qu'il reste globalement méconnu en Amérique latine.

6.4.3.1. Des secteurs d'activités économiques à promouvoir : architecture et tourisme

- L'architecture : un essor possible par consensus entre petit *pays* et diaspora

Il n'y a nul besoin de chercher à mobiliser divers niveaux d'organisation pour infléchir le développement du secteur du bâtiment dans un sens qui soit plus favorable à l'emploi local, tout en revalorisant les savoir-faire traditionnels et les modes d'habitat cañaris. En fait, un projet de la sorte peut d'abord se révéler une bonne occasion de raccorder concrètement la paysannerie de Hatun Cañar à sa diaspora. Car si les migrants —qui ont la main sur le secteur local du bâtiment— ne forment pas un ensemble homogène, se rencontrent peut-être très peu là-bas, n'ont pas les mêmes représentations du monde, ne sont pas toujours issues des mêmes catégories sociales, force est de constater que sur la question de l'habitat, ils agissent très souvent dans le même sens, par mimétisme. On ne dit pas ici qu'il faille encourager le départ des migrants pour qu'ils dynamisent ensuite le secteur du bâtiment de leur *pays*. On dit que, dès maintenant, avec leurs communautés d'origine, ils peuvent agir dans un tout autre sens que celui emprunté jusqu'ici, avec des effets positifs sur la création d'emplois locaux.

Il y aurait beaucoup à écrire sur le sujet, mais pour des raisons évoquées ailleurs, sur d'autres sujets (§ 5.3.3.1, p. 335), il faudra se contenter d'esquisser un cap. Celui-ci part de l'idée qu'un autre bâti est possible, un bâti ancien qui ferait la part belle aux savoir-faire traditionnels et aux matériaux locaux —sans sanctuariser les techniques mais en pensant, justement, leur amélioration— valorisant ce faisant la main-d'œuvre locale et les ressources du milieu. D'après les services municipaux de Tambo, un bâti standard coûte 225 USD le m², dont un quart à un tiers correspond à la rémunération du travail¹. D'après les anciens, un bâti traditionnel requiert davantage de travail à l'unité de surface (construction puis entretien du bâti) mais coûte moins cher en matériaux de construction. Cela signifie qu'un bâti traditionnel (encadré 4) constitue une source substantielle d'emplois directs, mais aussi indirects (métiers liés à la production et/ou extraction des matériaux de construction —pisé pour les briques, bois pour la charpente, pailles pour la toiture— ; métiers d'entretien du bâti). Il permet conjointement de réduire la dépendance du secteur à l'égard de l'extérieur pour l'approvisionnement en matériaux de construction. Aussi, peut-on raisonnablement penser que de nombreuses familles trouvent leur intérêt à la mise en œuvre d'une telle activité, dans un des divers segments de la filière auxquels ils peuvent effectivement accéder.

La clé de la valorisation du traditionnel tient de la modification des imaginaires et de l'émergence d'une nouvelle symbolique de la réussite économique et du prestige social à même de servir de base à une vision partagée et à une action coordonnée entre les migrants entre eux, et

¹. Une maison de type *iony* (bâti standard) ne coûte pas moins de 50 000 USD.

entre les migrants avec leur communauté d'origine, sur le type d'habitat à promouvoir dans la haute vallée du Cañar. Cela induit, par conséquent, la capacité du collectif de se saisir du thème (fédérateur ?) de la revalorisation de la culture cañari. Exemple pourrait être pris sur le *pays Saraguro* (autre haut lieu de l'indianité andine) dont l'architecture traditionnelle tente d'être conservée grâce à l'instauration de normes de construction élaborées et négociées collectivement. Au *pays* de Hatun Cañar, il peut être surprenant de constater que c'est un grand propriétaire foncier qui le premier, en cédant des terrains, s'est lancé dans la rénovation (à l'ancienne) de son *hacienda* pour en faire un hôtel de standing. Un projet précurseur ? Et peut-être même bénéfique au-delà du seul secteur du bâtiment quand l'on sait que les aménités qu'il génère peuvent profiter à d'autres secteurs économiques, à celui du tourisme par exemple.

- Le tourisme : des perspectives à ne pas négliger, mais à ne pas surestimer non plus

Si la question de l'architecture peut être traitée à l'échelle communautaire (paysannerie et sa diaspora), le développement du tourisme dans la haute vallée peut difficilement se concevoir autrement qu'à plusieurs niveaux d'organisation. Mais comme pour le bâti, nous nous sentons largement incompetent pour répondre à la question de savoir si le tourisme peut être effectivement une voie de développement pour la haute vallée du Hatun Cañar. Sur un mode prospectif et interrogatif, nous aimerions pourtant avancer l'hypothèse que la promotion d'une certaine forme de tourisme peut avoir sa place dans un projet intégrateur fondé sur la valorisation des potentialités d'un lieu de haute montagne et de la société qui y réside. Ce serait une façon d'intégrer Hatun Cañar au monde autrement que sous la forme d'exportation de main-d'œuvre à bas coût. Car la haute vallée du Cañar, fait suffisamment rare pour être mentionné, se situe à la croisée (ou à proximité) de trois patrimoines mondiaux, humains et écologiques (Cuenca, *Qhapaqñán*¹, Sangay). Son attrait principal tient à la singularité de son peuple, des paysages qu'il a façonnés au fil de l'histoire, de sa culture, de ce qui reste de son bâti traditionnel, de son habillement caractéristique, de sa cosmogonie, de sa langue, de sa gastronomie... Pavé de nombreux vestiges archéologiques inca-cañaris et tramé d'un dense réseau de voies anciennes de communication (sentiers de l'époque précolombienne, rail du XX^e siècle), ce lieu, en retrait relatif des grands pôles de développement de l'Equateur, semble disposer de nombreux atouts pour le tourisme. Et si Hatun Cañar peut difficilement se vanter d'attirer les capitaux étrangers, peut-être dispose-t-il de ressources, « en latence », pour attirer quelques touristes ? C'est en tout cas l'avis des municipalités², de l'Etat et d'institutions de développement, mais aussi de

¹. Le *Qhapaqñán* constitue un patrimoine de valeur universelle commun à six pays qui préparent une candidature unique pour l'inscrire sur la liste du patrimoine mondial, par le biais d'un processus de coopération régionale inédit et novateur [MST-INPC, 2007].

². La municipalité de Tambo entreprend de développer le tourisme en valorisant ses héritages, le rail et les *Baños del Inca*, par la création d'un centre touristique et la réhabilitation de la gare ferroviaire.

particuliers issus de catégories sociales diverses et portant des projets différents : (i) *retournants* investissant dans le segment conventionnel du tourisme (hôtellerie, restauration, transport), (ii) exploitants patronaux déplaçant leur capital vers l'hôtellerie de standing, (iii) familles paysannes parmi les mieux dotées en ressources engagées au sein de leur communauté et tirant parti de leur proximité avec les institutions de développement pour proposer quelques produits touristiques (chambre d'hôte). Ceci étant, ces investisseurs locaux ne bénéficient des retombées du tourisme qu'à la marge. Car le gros des flux touristiques dans la haute vallée du Cañar est monopolisé par des tour-opérateurs qui, justement, opèrent depuis Quito ou depuis Cuenca¹.

Ceci soulève la question du type de tourisme à promouvoir et au profit de qui, en priorité. Au même titre que l'agriculture biologique, la labellisation des produits de terroir ou le bâti traditionnel, ne faudrait-il pas privilégier la qualité (le sens que les touristes accordent à leur voyage et le montant qu'ils sont prêts à y consacrer) à la quantité (tourisme de masse *low cost*), la petite structure d'hébergement et le long séjour à l'hôtel de ville et au passage express ? L'idéal ne serait-il pas alors de créer les conditions du développement d'un tourisme de type solidaire², proposant des produits non conventionnels qui serviraient d'abord la communauté, tout en tirant bien évidemment parti des grands sites de la haute vallée (qui n'ont d'ailleurs de chance d'être entretenus et promus qu'à la condition que l'Etat intervienne³) ? Une chose est sûre : un tourisme de ce type peut difficilement faire l'impasse sur ce qui constitue, *historiquement*, le socle de la société hatun-cañari, à savoir l'agriculture et, plus largement, toutes ces *activités qui valorisent directement les ressources du milieu et le patrimoine matériel et immatériel du peuple cañari* (sphère I, fig. 41) : gastronomie (« vendre », par le biais des produits de terroir, un lieu, une histoire et des pratiques), folklore (musique, danse), logement (gîte rural, chambre d'hôte),

¹. Les tours-opérateurs vendent surtout la visite du château d'Ingapirca (aller-retour en bus dans la journée), laissant peu de devises et créant très peu d'emplois localement (au-delà des professionnels du site d'Ingapirca) : rapports de pouvoir, organisation d'un secteur très segmenté (accaparé par les agences touristiques), modalités de gestion des vestiges archéologiques (tensions entre les communautés indiennes et le bourg métis d'Ingapirca dans la répartition des devises de la visite du château : 50 000 dont 60 % d'étrangers [Colpari, 2011]).

². Depuis un quart de siècle, nombre de tentatives ont été menées pour réinventer le tourisme, pour en renouveler le sens et les pratiques, accompagnant la prise de conscience de son impact sur l'environnement et les sociétés, en cherchant à dépasser ou à intégrer les critiques dont il fait l'objet. Ces projets réformistes se désignent comme écotourisme, tourisme durable, solidaire, responsable, écologique, culturel, éthique, équitable. Par commodité, on adoptera le terme unique de tourisme solidaire, qui embrasse l'idée d'un tourisme plus diffus (par petits groupes) et qui fait en sorte que les communautés et leurs familles membres conservent la plus grande part possible de la richesse créée.

³. Seul l'Etat est véritablement en mesure de porter le projet de réhabilitation du *Qhapaqñán*, de financer (au moins en partie) la remise en service du réseau de chemin de fer national, mais aussi de mettre en œuvre des politiques en matière d'aménagement du territoire (construction et entretien d'infrastructures de transport, eau, électricité, etc.).

architecture, etc. Ceci implique d'entretenir l'authenticité du lieu sans tomber (il va de soi) dans une entreprise de fossilisation de l'agriculture, du paysage¹ et de la société qui le façonne.

Dans cette optique, la préservation de la vie paysanne et de son mode de vie devient un défi majeur, si l'on part de l'idée que le tourisme solidaire promeut les éléments que les touristes viennent effectivement découvrir et partager. Mais ce n'est pas chose aisée, dans la mesure où il sous-entend (i) une nouvelle organisation de la filière, (ii) un rôle prépondérant des niveaux d'organisation supérieurs dans la promotion du lieu, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Equateur, et (iii) une transformation radicale de la perception que la communauté a d'elle-même (un choc culturel pour celle qui, il y a encore peu de temps, se logeait en interstice des grands domaines fonciers). Car héberger et nourrir des touristes, se donner à voir, se raconter et conter l'histoire de la communauté, ne s'improvisent pas. De plus, le tourisme solidaire, si l'on veut qu'il s'adresse effectivement aux plus modestes (F1), implique certaines conditions difficiles à réunir, comme l'intégration d'une activité saisonnière dans un calendrier déjà surchargé en été, les investissements de base à réaliser (bâtiments, équipements), la formation et l'acquisition (par l'apprentissage) de nouvelles compétences spécifiques, une activité touristique suffisamment rémunératrice pour avoir intérêt à y affecter une part de la main-d'œuvre familiale, au moins à certaines périodes précises du calendrier.

Les leçons tirées d'expériences de développement de tourisme solidaire pourraient doucher les espoirs de certains car (i) l'activité profiterait d'abord aux plus favorisés [Yang *et al.*, 2009], et (ii) la création d'emplois pourrait ne compenser en rien la perte de milliers d'emplois agricoles et la disparition de petites fermes ruinées par l'ouverture à la concurrence internationale [Barthes, 2008]². En somme, il serait illusoire de penser que le tourisme, qui plus est quand il dépend d'importants flux étrangers, eux-mêmes dépendants de la situation économique des pays d'origine des touristes mais aussi de l'image du pays visité (sécurité, accueil, attraits...) puisse, à lui seul, soutenir le développement du petit *pays*.

6.4.3.2. Le cas de la délicate mise en valeur des páramos

- Des systèmes d'élevage bovin performants économiquement mais préjudiciables à l'environnement

Dégradation des *páramos* par le surpâturage, compaction des sols et risques qui pèsent sur les ressources hydriques : le devenir des hautes pelouses d'altitude préoccupe. Il préoccupe d'autant plus qu'il devient de plus en plus difficile, aujourd'hui, d'étendre les aires cultivées et pâturées

¹. A ce sujet, on peut penser que l'esthétique paysagère traditionnelle (celle que bien des Européens ont à l'esprit quand ils pensent à l'Amérique andine) tend à s'estomper rapidement sous l'effet cumulé de la spécialisation herbagère et du retrait des mosaïques de cultures andines.

². Tout au plus, ajoute l'auteur, l'agritourisme permet-il de maintenir quelques emplois en milieu rural, ce qui est déjà fondamental.

sans enfreindre la loi (contrainte législative du parc national Sangay) ni risquer de dégrader davantage l'écosystème *paraméen*. Or, la façon de traiter la question diffère singulièrement selon les acteurs. En effet, rien n'apparaît plus antagonique que la position des agriculteurs qui valorisent cet écosystème *paraméen* de longue date, celle de l'Etat qui se montre d'abord soucieux de le conserver pour ses fonctions de « château d'eau » et celle d'une organisation écologique de dimension internationale qui en prônerait la sanctuarisation [Bourliaud, 2001]. Si le statut de sanctuaire naturel paraît utopique et étriqué dans des régions anthropisées et densément peuplées depuis des siècles, le défi réside bien dans les conditions à réunir pour concilier préservation écologique et exigences économiques.

Ces grandes étendues permettent à certaines familles à la tête d'exploitations marchandes ou patronales, d'élever des bovins en libre, pour la production de viande. Si les systèmes d'élevage bovin pratiqués au sein des exploitations familiales marchandes (SE₁₃) procurent peu d'emploi et peu de valeur ajoutée à l'unité de surface, ils se révèlent, en revanche, très performants à la journée de travail (12,1 USD·h·j⁻¹). Ce critère de performance s'améliore encore quand les animaux sont aussi élevés pour être loués lors des *ferias* annuelles, ce que font les grands éleveurs patronaux à la tête de troupeaux divagants de plusieurs dizaines de têtes. Peu importe de savoir lequel de ces deux types d'éleveurs fait un usage excessif de la ressource fourragère, à plus forte raison quand d'autres y contribuent également, tels les agriculteurs ouvrant au tracteur de nouvelles sections *paraméennes* pour y implanter des prairies temporaires d'association. Le fait est, qu'ensemble, ils portent atteinte à ce fragile écosystème¹.

Mais comment « sortir » les bovins de ces hautes terres d'altitude et préserver ces dernières de l'extension du front fourrager, quand les systèmes d'élevage et/ou de culture, le plus souvent constitutifs de systèmes établis sur deux, voire trois paliers écologiques —comme ceux mis en œuvre par les *héritiers de l'agriculture cañari précolombienne* (F2a)— procurent des revenus parfois essentiels à la survie de ceux qui les mettent en œuvre ? Faut-il d'ailleurs « sortir » tous les bovins de cet espace, ce qui laisserait entendre qu'ils lui nuisent quel que soit leur nombre² ? Si tel était le cas, alors la stricte application de la loi³ aboutirait sans nul doute à la sanctuarisation des *páramos*, ce que certains écologistes appellent du reste de leurs vœux. Mais il

¹. En seraient pour preuve les abords du lac Culebrillas qui souffrent incontestablement de surpâturage. Précisons au passage que le bétail constitue très probablement la première cause de contamination du lac [PROTOS-CEDIR-SENDAS, 2010].

². On aurait pu, ici, se demander si le processus en cours tend vers une inexorable « tragédie des communs ». On aurait, pour ce faire, interrogé la thèse de l'écologue Garrett Hardin [(1968) 1977] selon laquelle, pour échapper à la « tragédie des communs » —chacun cherchant à tirer profit de ceux-ci sans pour autant se préoccuper de leur préservation—, il serait préférable d'opter pour la privatisation des biens, la concentration des terres et le creusement des inégalités que de conduire à la ruine de tous. Les travaux de l'économiste Elinor Ostrom [(1990) 2010] auraient été convoqués, notamment pour rappeler que les communs peuvent être gérés, avec une très grande inventivité, selon des arrangements institutionnels reconnus par tous (discutés, acceptés et modifiés selon les circonstances) et ayant pour finalité première d'assurer la gestion de biens conformément à l'intérêt général.

³. Pas d'animaux, ni de cultures au-dessus de 3 600 m [Guaicha *et al.*, 2001].

faut bien avoir à l'esprit qu'elle aurait également pour conséquence de priver certaines familles de ressources qui leur sont indispensables pour vivre. Or, rappelons-le, la sauvegarde des *páramos* ne peut être appréhendée indépendamment du sort de la société (et plus encore de ses franges les plus modestes) qui les aménage, les façonne, les habite, les célèbre même dans certains cas.

L'initiative ITT¹, par laquelle l'Equateur s'est distingué en 2009-2010, peut-elle inspirer des actions de sauvegarde des *páramos* ? L'idée consisterait à verser aux communautés et aux privés qui mettent en valeur ces hautes terres d'altitude —ce qui impliquerait de dénouer, au préalable, l'écheveau de droits de propriété et d'usage de ces ressources— les montants compensant la richesse créée par leurs activités agricoles de façon à préserver non pas le pétrole dans le sous-sol amazonien, mais le carbone séquestré dans les andosols des *páramos* : une fonction que pourrait reconnaître le marché, *a fortiori* si le réchauffement climatique venait à se manifester plus rapidement encore que ce qu'indiquent les modèles [Robinson, 2011]. Il existe, cependant, une contrainte de taille : que les fonds arrivent²... Une autre alternative serait le paiement pour services environnementaux [Griffon, 2011]. Exemple : en 2000, la communauté Kawanapamba plante une pinède dans les *páramos*, un projet international de compensation de gaz à effet de serre, d'une durée de cent ans (institué au titre du *Clean Development Mechanism* du protocole de Kyoto). Si un tel projet est probablement bénéfique aux deux contractants —la communauté, d'une part, qui marque sa propriété tout en générant des ressources financières, et l'entreprise implantée au « nord », d'autre part, qui s'épargne ainsi les frais liés à la mise en conformité de ses pratiques aux objectifs de préservation écologique—, tel n'est peut-être pas le cas pour le milieu. Car le pin, s'il séquestre bien du carbone, ne laisse rien pousser dans son ombre, produisant même toute une série d'externalités négatives³ [Raboin et Posner, 2012].

Pourquoi ne pas envisager, alors, une alternative à l'élevage bovin qui soit plus respectueuse du milieu et maintienne davantage l'emploi ? L'élevage d'alpagas pourrait peut-être être celle-là.

¹. L'initiative ITT (du nom des trois forages d'exploration : Ishpingo, Tiputini et Tambococha) consiste à ne pas exploiter les 846 millions de barils de brut contenus dans le sous-sol du parc amazonien Yasuni (réserve de 950 000 ha) de façon à préserver à la fois la biodiversité qu'il héberge (l'une des plus riches au monde) et le mode de vie des Indiens qui y résident.

². Dans un message adressé à la nation, le 15 août 2013, le président Rafael Correa a annoncé qu'il mettait fin à l'initiative ITT (moins de 1 % des 3,6 milliards USD attendus sur douze ans ont été versés ou promis par la communauté internationale) [Presidencia República del Ecuador, 2013]. Le parc amazonien Yasuni devrait donc être exploité.

³. Perte de biodiversité locale, dérégulation des débits hydriques —en Equateur, l'introduction de *Pinus patula* dans les *páramos* eut pour conséquence de réduire la capacité de rétention de l'eau de 50 % [Buytaert *et al.*, in Raboin et Posner, 2012]—, perturbation des cycles naturels (eau, azote, carbone), acidification des sols, baisse drastique de la teneur en matière organique (hausse de la biomasse aérienne mais baisse de celle du sous-sol), altération de la capacité de rétention de l'eau, minéralisation accélérée de l'humus, évolution des caractéristiques structurales du sol (tassement) [Farley, 2010 ; Célleri et Feyen, 2009, Podwojewski et Poulenard, 2002].

▪ L'alpaga, une alternative au bovin à viande dans les *páramos* ?

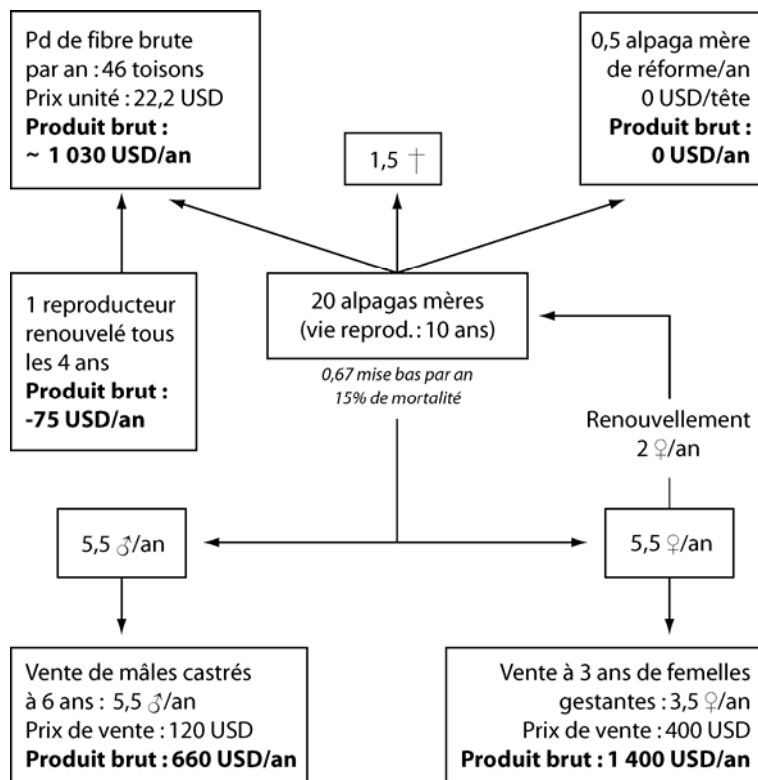
La réintroduction de l'alpaga dans les *páramos* procède du souci de concilier conservation écologique et efficacité économique. Ceci étant, réussir l'alchimie entre un camélidé (alpaga), un écosystème (*páramos*) et des savoir-faire (élevage, artisanat textile), pour produire et transformer de la viande et de la fibre tout en créant des aménités pour d'autres secteurs d'activités économiques (tourisme, artisanat textile) et d'autres régions (de l'eau pour le littoral, du carbone stocké pour la planète), n'est pas chose aisée. Si le programme de réintroduction de l'alpaga dans la communauté Kawanapamba et l'association Sunicorral date de 2008, il laisse déjà entrevoir quelques signes qui n'invitent pas forcément à l'optimisme, à l'image du programme mis en place voici vingt ans dans la communauté Sisid : décapitalisation de la caravane d'alpagas pour investir dans d'autres secteurs d'activités (en l'occurrence l'auberge communautaire dans le cas de Kawanapamba), mortalité de camélidés (prédation et mortinatalité) [Miguel Caguana, comm. pers., 2011], manque de moyens pour investir dans les infrastructures et le troupeau, et payer l'*alpaquero* (Sisid), peu de tisserandes intéressées pour transformer la fibre et la commercialiser. Quant aux performances technico-économiques d'un élevage d'alpagas (dans l'hypothèse d'une caravane comptant 20 reproductrices : fig. 63 pour le schéma de renouvellement, ann. 14.2.e pour les résultats économiques), elles sont inférieures à celles d'un élevage de bovins à viande conduit sur les hautes pelouses d'altitude (SE₁₃). Notamment, ce dernier crée plus de richesse par journée de travail que l'élevage d'alpagas : 12,1 contre 10,4 USD·h·j⁻¹.

L'intérêt paraît alors bien maigre de consacrer de longues journées à l'élevage d'alpagas quand l'investissement initial est lourd, quand la valeur ajoutée est à répartir entre plusieurs membres, quand les hypothèses de calcul semblent déjà bien optimistes (ann. 14.2.e), quand on sait, surtout, qu'il y a pratiquement tout à construire en termes d'organisation de la filière et de compétences à acquérir (conduite technique de la caravane, techniques de transformation de la fibre). Les artisanes, qui se consacrent déjà à la confection vestimentaire, peuvent-elles trouver intérêt à diversifier leurs productions en transformant la fibre d'alpaga ? Certaines familles, parmi les plus modestes, peuvent-elles consentir à consacrer du temps dans une activité saisonnière, aux performances économiques plutôt basses, au moins au début, quand des activités alternatives sont susceptibles de rémunérer davantage leur force de travail ? Le métier d'*alpaquero* (au salaire journalier *a priori* inférieur à celui de l'apprenti-maçon ou du travailleur agricole) peut-il intéresser certains individus (F1d) qui devraient alors s'y consacrer à temps plein ?

Les questions sont nombreuses et le pari plus osé encore quand on sait qu'en Equateur, les débouchés (viande et fibre) sont très limités, tandis que sur le marché international, ils sont tenus par les éleveurs péruviens et boliviens autrement plus productifs [Pintado, 2003]. En fait, seul l'Etat semble en mesure de créer les conditions du développement de l'élevage d'alpagas en

Equateur (projet de long terme) : financement de la recherche¹, promotion des diverses productions, ouverture du marché intérieur de la viande et élargissement de celui de la fibre (notamment à l'international).

Figure 63. Schéma de renouvellement d'une caravane d'alpagas élevés sur les *páramos*



▪ L'alpaga et la notion de valeur

La valorisation du fragile écosystème *paraméen* reste un défi posé à ceux qui s'efforcent de concilier conservation écologique et efficacité économique. Car comment prendre en compte la sauvegarde de ce fragile écosystème dans le calcul de la richesse créée par un élevage collectif d'une caravane d'alpagas ? Quel serait le coût de la dégradation de l'écosystème à imputer à l'élevage bovin laitier ou à tout autre activité humaine qui causerait des atteintes irréversibles à l'écosystème ? En vérité, on mesure une richesse matérielle, marchande, alors que la préservation des *páramos* intègre une valeur écologique et l'élevage d'alpagas une valeur sociale, culturelle et humaine.

¹. Peut-on mieux tirer parti d'une plus haute valeur énergétique des *páramos* (par rapport à celle de la *puna*) et améliorer les performances génétiques de la caravane dans le but de produire une fibre plus fine et de meilleure qualité ? Par ailleurs, l'école polytechnique de Chimborazo (basée à Riobamba) travaille sur la valorisation des productions issues de l'élevage d'alpagas : fabrication de charcuterie (saucissons, salamis), production et transformation du lait, valorisation de la peau, collecte et commercialisation des déjections animales comme co-produit possible de l'élevage.

Si l'on raisonne au-delà du seul cas de l'alpaga, la richesse mesurée tient-elle vraiment compte de la dégradation du milieu, de l'épuisement du patrimoine immatériel et matériel de la paysannerie de Hatun Cañar (savoir-faire, biodiversité...), des effets sociopsychologiques néfastes de l'émigration clandestine sur certaines familles (§ 6.4.2.1, p. 420), de la qualité des biens (alimentaires et non alimentaires), des conditions dans lesquelles ils sont produits et échangés, etc. ? Si les *haciendas* (C) sont très performantes du point de vue de la production, elles le sont beaucoup moins, par exemple, du point de vue de la création d'emploi et de la préservation du milieu, au contraire des *gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans* (F2c) mais aussi des familles minifundistes (F1a, F1d). Comment prendre en compte les différentes dimensions de la performance, productive bien sûr, mais également écologique, sociale et culturelle des combinaisons d'activités (et des exploitations agricoles), étant entendu qu'on ne saurait les apprécier isolément du contexte dans lesquelles elles s'inscrivent et des questions qu'elles posent à la société dans son ensemble : quelle place pour l'agriculture andine dans l'Équateur d'aujourd'hui ? Quel avenir pour sa paysannerie (son histoire, sa représentation du monde, ses valeurs, ses savoir-faire, bref, sa culture) et le milieu qu'elle met en valeur ? Se pose, en somme, la question des indicateurs qu'il s'agirait d'élaborer de façon à tenir compte des dimensions autres que la dimension productive de la performance : une démarche analogue à celle portant sur la critique faite au PIB comme seul indicateur de la richesse des nations [Léger, 2012]. Nous nous sentons largement incompetent pour traiter une si vaste question, qui plus est à ce stade du manuscrit. Les travaux des sociologues Dominique Méda [2008] et Alain Caillé [2012] sur l'idée même de richesse et des façons de la mesurer peuvent être d'une grande utilité à tous ceux qui souhaiteraient poursuivre la réflexion.

6.4.3.3. *La diversité impose une approche pragmatique et pluridisciplinaire*

Ce qui agglutine les alternatives possibles à l'émigration esquissées précédemment, c'est le pari d'un développement fondé sur l'un des piliers de la constitution de 2008 de la République de l'Équateur, à savoir « une nouvelle forme de convivialité citoyenne, en diversité et en harmonie avec la nature, pour atteindre le bien vivre, le *sumak kawsay* » (ann. 18.1). C'est aussi (i) le souci de concilier efficacité économique et préservation écologique, (ii) la reconnaissance de la paysannerie dans sa diversité et (iii) le défi (utopique ?) d'inverser le processus d'atrophie de la sphère des *activités indépendantes de valorisation du petit pays* (sphère I ; fig. 41).

Il ne s'agit en aucune manière de condamner le foisonnement d'initiatives entreprises au petit *pays* jusqu'ici, notamment les projets d'irrigation qui constituent, dans l'ensemble, de belles réussites. Si des initiatives ont pu échouer par manque de coordination, par dimensionnement inapproprié, par clientélisme ou par biais sectoriel (appui à la seule production agricole), nombre d'entre elles ont d'abord pêché par leur incapacité à soutenir les projets de ceux qui en avaient le plus besoin. C'est que la conception des initiatives de développement, et leur mise en œuvre,

restent très analogues à ce qui se faisait vingt ans plus tôt : des projets productifs visant à établir les conditions d'une plus grande insertion des paysans au marché. Cette approche induit de se tourner d'abord vers ceux qui, disposant de ressources en plus grande quantité (et qualité), sont davantage capables de s'équiper, de tirer parti d'innovations techniques, d'accéder à de nouveaux marchés, bref, de mettre en œuvre des systèmes d'activité plus performants et plus rémunérateurs. Tel est le cas de ceux pratiqués par les familles à la tête d'exploitations marchandes et patronales (F2, P). En revanche, rares ont été les interventions à atteindre effectivement les minifundistes, sans véritable capacité de financement et recherchant avant tout à maximiser l'usage de leur force de travail au long de l'année. Force est de reconnaître que la tâche est ardue, dans la mesure où ceux-ci sont engagés dans des activités diverses et variées, irrégulières, interstitielles, combinées selon des agencements complexes, fourmillant souvent en lisière du marché et résultant d'un tramage serré de rapports sociaux de production et d'échange non marchands. En fait, les projets se heurtent aux spécificités de la paysannerie minifundiaire de Hatun Cañar et aux sévères contraintes de l'économie locale : productivité du travail basse, pénurie d'investissements, maigres débouchés, peu d'alternatives réelles à l'émigration, productions locales (à l'exception notable du lait) en concurrence sur le marché international, etc.

Accompagner les minifundistes dans leur diversité nécessiterait alors l'exécution, par des équipes pluridisciplinaires, de programmes à large spectre économique (ce qui sous-entend, convenons-en, moyens financiers et capacités à appréhender la complexité). Car si les *ménages jeunes* (F1a) et *âgés* (F1d) ont surtout besoin d'accroître l'efficacité globale de leur travail (par un plus grand accès aux ressources et une meilleure rémunération du travail), les *familles monoparentales* (F1c) peuvent aussi avoir intérêt à combler leur calendrier de travail jusque-là « éclairci » par l'empilement de petits métiers réalisés quotidiennement, mais à temps partiel (vachère, cuisinière en ville quelques heures par jour). L'idéal serait la mise en œuvre d'initiatives favorisant les productions artisanales qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre (agriculture bio, bâti traditionnel) ou qui valorisent les interstices du calendrier (artisanat textile, tourisme). Quoiqu'il en soit, ces initiatives, il les faudrait nombreuses et bien « ciblées » sur des groupes restreints car les activités économiques (à l'exception de l'élevage bovin laitier et du bâti conventionnel) ne regroupent bien souvent que quelques familles. En fait, la réalité interdit toute généralisation et standardisation des formes d'appui. Elle invite à ne pas polariser les efforts sur un secteur unique et suggère plutôt de penser l'hétérogénéité des situations avec pragmatisme, souplesse et coordination quant aux initiatives à entreprendre [Vaillant, 2009].

Ceci étant dit, la difficulté avérée d'atteindre les minifundistes vient signifier le bien fondé des réformes à engager, d'une part, pour redistribuer les ressources à l'échelle de la nation et, d'autre part, pour mettre en place ces dispositifs de protection aux frontières qui auraient une répercussion rapide par des prix plus rémunérateurs pour des paysanneries isolées. Il faut probablement aussi accepter l'idée que d'autres voies sont à explorer pour accompagner les

familles de Hatun Cañar sans perspectives réelles dans l'agriculture, ou déjà bien engagées dans la migration. Tel devrait être le rôle de l'Etat, et c'est du reste ce à quoi semble se consacrer le président Rafael Correa à travers ses politiques d'éducation (un secteur prioritaire) et migratoire (reconnaissance des droits des citoyens équatoriens résidant à l'étranger, défense des droits de l'Homme sur la scène internationale). Promouvoir le développement de Hatun Cañar requiert aussi de l'Etat qu'il intervienne, au-delà des missions de service public qui lui incombent en toute logique (défense, justice, santé), pour entretenir et développer les voies de communication¹, assurer la fourniture d'électricité (essentielle pour des activités telles que la couture), garantir un certain niveau de protection sociale pour les plus défavorisés² et, probablement avant toutes choses, se doter d'une vision territoriale du développement qui comprendrait la mise en œuvre de politiques pour protéger les productions locales de la concurrence (par des droits de douane et des labels) dans une perspective de souveraineté alimentaire, la redistribution des ressources naturelles et l'adoption de mesures pour un partage plus équitable de la valeur ajoutée produite au long des différentes filières. Enfin, peut-être s'agirait-il que l'Etat reconnaisse pleinement la combinaison d'activités —la norme et non l'exception, que l'on trouve d'ailleurs aussi sur le littoral pacifique et dans le bassin amazonien [Lanjouw, 1998]— comme un moyen de maintenir l'emploi dans les campagnes et de pérenniser la petite exploitation agricole.

Conclusion chapitre 6. De l'utopie³ d'une autre mondialisation

Si quelques familles mieux dotées en ressources (notamment naturelles) ont bien tiré parti de l'essor de l'élevage bovin laitier, ou des niches de marché ouvertes par des initiatives de développement (maraîchage, herbes médicinales, tourisme, artisanat), les performances économiques des systèmes d'activité de Hatun Cañar ne laissent aucune place au doute : à condition de disposer des ressources (humaines et financières) pour émigrer, nombreux sont les paysans à privilégier la truelle (à l'étranger) à la houe (au petit *pays*), le centre du capitalisme à sa

¹. L'état détérioré du réseau routier, conjugué à la distance au marché, surenchérisse les coûts et complique l'écoulement des productions.

². Avec les droits de douane et la rente pétrolière, on peut se demander si l'Etat n'aurait pas intérêt, plutôt que de distribuer l'allocation de solidarité, à rémunérer (*i*) dans les campagnes, des travaux d'intérêt général (entretien des infrastructures d'irrigation, aménagements anti-érosifs) et des services écosystémiques (reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture) et (*ii*) dans les villes, des chantiers intensifs en travail (construction, agriculture périurbaine, etc.) au bénéfice premier des couches populaires pour que celles-ci puissent compenser l'achat d'une alimentation plus chère (produite par les paysanneries de l'Equateur) par une hausse de leurs revenus. La logique voudrait en effet, en accord avec les grands principes de la constitution que la nation s'est donné, que l'Etat qui en est justement le garant, appuie les investissements productifs respectueux des équilibres écologiques et promeuvent l'emploi dans les régions qui en sont cruellement dépourvues (une main-d'œuvre rémunérée par le travail et non par l'assistance). En clair, il s'agirait de créer les conditions pour renverser le rapport ville-campagne en termes de niveau de vie et de revenu.

³. Utopie prise non pas au sens de « projet dont la réalisation est impossible, conception imaginaire », mais de « construction imaginaire et rigoureuse d'une société, qui constitue, par rapport à celui qui la réalise, un idéal ou un contre-idéal » [Dictionnaire Larousse].

périphérie [Amin, 1973]. Les familles cherchent à tirer le meilleur usage de la ressource qu'il leur faut de toute façon entretenir : la main-d'œuvre. Et quitte —pour subvenir à leurs besoins et espérer accumuler— à devoir en affecter une part hors de l'exploitation agricole, autant le faire —d'un point de vue strictement économique— dans un pays où la rémunération du travail y est quatre fois plus élevée. En fait, sous l'écume des grands mouvements migratoires en provenance des campagnes, s'étend une crise de l'agriculture paysanne. L'alliance « mortifère » du minifundisme, de politiques successives bien souvent contraires aux intérêts des paysans, de baisse tendancielle des prix agricoles réels au producteur et de concurrence généralisée, n'a cessé de baliser, depuis la période des « vingt prometteuses », le chemin à emprunter par la grande majorité de la paysannerie de Hatun Cañar pour satisfaire ses besoins fondamentaux et espérer accumuler : migrer.

Les transformations récentes de l'agriculture du petit *pays* sont à relier, sans trop de risques de se tromper, à l'expansion du capitalisme depuis les années soixante, expansion que les politiques de « libre »-échange amplifieront vingt ans plus tard. La spécialisation laitière, engagée à des degrés variables dans les exploitations, caractérise ce processus d'adaptation des systèmes de production agricole à l'évolution du « cadre » (national, régional et international) dans lequel les familles opèrent. Avec une nouveauté, de taille : la migration ne se déploie plus à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale, dans des conditions hautement risquées. Les conséquences qui en découlent sont nombreuses : transformations en profondeur de l'agriculture et du milieu, extension de la sphère marchande et modification des rapports de pouvoir (*leadership* en cours des migrants), prolétarianisation, déformation sévère de la pyramide des âges (vieillesse et prédominance des femmes dans la société), réorganisation de l'espace et de l'habitat, disputes pour les ressources naturelles, bref, des changements divers et variés qui (combinés) ont tout du passage d'un système à un autre...

Il n'est pas évident que la migration contribue effectivement au développement de Hatun Cañar. On serait même plutôt de l'avis contraire, davantage convaincu par la thèse de la sociologue Saskia Sassen [2004] selon laquelle il est rare que les pays exportateurs de main-d'œuvre —maintenus en tant que tels— convergent, en matière de développement, vers les pays qui en importent. Les transferts d'argent permettent bien de satisfaire les besoins de première nécessité de la plupart des familles de migrants, et même à certaines d'entre elles d'accumuler, parfois même substantiellement. Mais l'échec migratoire, ou le manque de moyens pour entreprendre le voyage, fragilisent sérieusement des situations déjà précaires, quand elles ne plongent pas certaines familles dans la misère. Les emplois créés sont relativement modestes, et les investissements productifs très insuffisants pour espérer offrir des alternatives économiques locales à nombre de paysans, notamment les plus jeunes d'entre eux. Par conséquent, est-il vraiment raisonnable de parler de développement quand, d'un côté (à l'étranger) il est impossible de se fixer et de vivre en famille, quand les conditions de travail sont harassantes, les conditions

de logement sommaires voire sordides, les conditions de santé précaires, l'arrestation au coin de la rue pendante, et quand, de l'autre côté (au petit *pays*) l'économie locale dépend à ce point de l'accroissement des flux migratoires (entendre : envoyer plus d'enfants à l'étranger pour que certains puissent rester au *pays*). A l'évidence, cette migration ne traduit pas autre chose que le passage d'une marge à l'autre, ou plutôt l'association de deux marges (l'une en Equateur, l'autre dans les pays de destination) qui réunissent à elles deux tous les registres de l'insécurité (stigmatisation, séparation conjugale, privation de droits humains fondamentaux, incertitude économique, etc.) et n'ont que peu à voir avec l'idée de développement. En résumé, on peut voir ses conditions matérielles d'existence et sa position sociale au sein de la communauté s'améliorer alors que l'environnement social et écologique dans lequel on (sur)vit se dégrade... A cet endroit précis affleure le paradoxe de la paysannerie de Hatun Cañar : une mobilité spatiale de grande ampleur —étonnamment fluide malgré les murs— liée à l'immobilisme d'une position sociale d'ensemble apparemment immuable. Serait-ce donc abusé que de voir dans certaines exploitations agricoles européennes à haute intensité de main-d'œuvre, qui exploitent sans vergogne les saisonniers équatoriens [Berteau et Palain, 2012 ; Herman, 2008], les héritières des *haciendas* dans lesquelles leurs propres parents se « tuaient » autrefois à la tâche ?

Hatun Cañar a peu de choses à espérer de la mondialisation et de l'éventuel bouclage du cycle de Doha. Elle a plus à attendre, après avoir défini les termes du contrat l'unissant à la nation, d'un projet fondé sur le principe de souveraineté alimentaire incluant des mesures aussi radicales qu'une réforme agraire, la protection tarifaire aux frontières et la valorisation des ressources du petit *pays* dans le but d'y créer de l'emploi et d'y élever la rémunération du travail, tout en préservant les équilibres écologiques. La mise en œuvre d'un tel projet suppose, à la tête de l'Etat, un groupe qui, en défendant ses intérêts, rencontre les aspirations des classes les plus défavorisées de la société (paysanneries de montagne en particulier). Mais ceci implique également que l'Equateur dispose de marges de manœuvre suffisantes sur la scène internationale pour mener à bien un projet en conformité avec les intérêts de ses classes défavorisées. C'est dire si la question du développement agricole du *pays* de Hatun Cañar se pose donc, aussi, à une tout autre échelle que celles abordées jusqu'ici.

CONCLUSION

L'araire ou la barque

[A la clinique] José tombe enfin sur son frère Giovanni. Le dialogue est laconique :

— Où est Silverio ?

— Il s'est noyé parce qu'il était dans la cale¹.

La réponse tombe toute simple, énoncée comme une évidence.

[Boris, 2007 : 194]

C'est sur cette évidence, évoquée par l'un des trois rescapés du naufrage qui défraya la chronique en août 2005 (§ 5.2.2.4), qu'il nous faut conclure. Car quoi de plus emblématique que la figure du jeune migrant cañari en passe d'initier un improbable périple pour incarner le point de confluence de la présente recherche, l'extrémité du fil d'Ariane : un fil qui apparaît tout à la fois ondoyant et insécable de l'histoire d'une paysannerie exploitée depuis l'avènement de la mondialisation, que l'on associe couramment aux premiers pas de Christophe Colomb sur le continent américain, en 1492. Car c'est assurément à partir de cette date que l'histoire bifurqua sur une voie radicalement nouvelle. En transformant méthodiquement le *pays* de Hatun Cañar (parmi tant d'autres) en réservoir de main-d'œuvre, la Couronne espagnole scellait le destin de cette petite région pour plusieurs siècles.

¹. La stratification sociale opère aussi sur la chaloupe, ce lieu confiné de quelques mètres carrés dont le fond de cale destine le migrant à une mort certaine en cas de dislocation du rafiote en haute mer. A l'opposé, un migrant connu des passeurs et à l'aise sur l'embarcation de fortune peut par exemple écoper cette dernière en échange de certains « avantages », comme une ration alimentaire plus conséquente et une place en dehors de la cale meurtrière [Parole d'un jeune paysan, candidat récidiviste au voyage].

Jusqu'à récemment, des paysans émigraient « en Espagne, dans ce qui fut la métropole coloniale, et souvent aussi dans le reste du Vieux Continent. Ironie involontaire de l'histoire, ils sont nombreux à Gènes, le berceau de Christophe Colomb, leur "découvreur" » [Le Bot, 2009 : 322]. Plus qu'une ironie (cynisme ?), ne convient-il pas plutôt de lire cet événement comme une banale répétition de l'histoire : la contemporanéité d'un processus d'extraction de la richesse de l'Amérique latine. Les Hommes (en tant que « marchandise-force de travail ») succèdent aux métaux précieux, aux énergies fossiles, aux ressources naturelles en général, aux produits vivriers tropicaux, etc., dans un contexte mondial plus que jamais travaillé par les inégalités. Inégalités abyssales découlant, du reste et pour une bonne part, de la conquête européenne datant du XVI^e siècle [Amin, 1993]... Car c'est bien à cause de sa position de dépendance extrême et de souveraineté garrottée (monétaire, financière, alimentaire, etc.) que l'Equateur s'est, au fil de l'histoire, spécialisé dans des activités pour lesquelles ses trois régions « continentales » disposaient d'« avantages comparatifs » (autant agro-écologiques que socio-économiques) sur le marché international. Si l'on n'hésitait pas à caricaturer la réalité, on pourrait dire que le littoral pacifique fournit les denrées agricoles (banane, cacao, crevette), l'Amazonie le pétrole et la *sierra* la fleur coupée et la main-d'œuvre.

Le *pays* de Hatun Cañar s'est, lui, partiellement spécialisé dans l'exportation de paysans (l'émigration), son « avantage comparatif » dans le jeu de la concurrence économique et de la division internationale du travail. Enracinée dans les structures socio-économiques extrêmement inégales héritées du passé colonial, la migration s'explique historiquement, pour une large frange de la paysannerie du petit *pays*, par le recours vital et croissant à l'emploi extérieur. Et la dépendance qui en a résulté a ici pris la forme d'une trame complexe et dense de rapports entre la paysannerie et sa diaspora, l'économie du petit *pays* et le marché international du travail. Ce faisant, ce lacis de rapports apparaît de nos jours si enchevêtré que l'ensemble de la société locale en est à espérer la relance économique des pays les plus anciennement industrialisés, c'est-à-dire la reproduction, à l'identique, d'un système qui pourtant l'exploite ! Car la dépendance tient aux salaires versés à l'étranger aux migrants, que ceux-ci redistribuent localement en consommant biens et services, divers et variés.

C'est ce système d'exploitation qui constitue l'arrière-plan historique des transformations de l'agriculture du petit *pays*, inextricablement liée à la migration. Rappelons en effet que, depuis les « vingt prometteuses » (1961-1981), à chaque affaïssement de frontière, le système alors perturbé ne se réforme pas à partir de ses propres bases, notamment agricoles. L'histoire n'a-t-elle pas montré que c'est lorsque sautèrent les limites de l'*hacienda*, qui contenaient depuis trois siècles la main-d'œuvre indienne, que les paysans s'organisèrent de manière à pouvoir combiner le plus efficacement possible agriculture au petit *pays* et migration circulatoire vers les bassins d'emploi de l'Equateur ? Et n'est-ce pas la levée finale des barrières qui régulaient jusque-là, cahin-caha, la mobilité des capitaux et des marchandises entre l'Equateur et l'étranger, qui fut à l'origine de la

massive émigration clandestine de la fin du XX^e siècle ? Deux digues qui lâchent à quarante ans d'intervalle sous l'effet de l'expansion du capitalisme et sans modification substantielle des conditions d'exercice de l'agriculture paysanne, et les Indiens autrefois au service de l'*hacienda* voient partir leur descendance dix mille kilomètres plus au nord, pour louer leur force de travail sur les chantiers de construction des mégalopoles états-uniennes ou dans les exploitations capitalistes horticoles de Murcie (Espagne)...

On ne saurait pour autant ignorer les profondes transformations de l'agriculture survenues au petit *pays* depuis l'époque des « vingt prometteuses » (libération de la main-d'œuvre indienne du joug de l'*hacienda*, simplification des écosystèmes, spécialisation laitière) tout en faisant observer qu'elles n'auront finalement profité qu'à quelques-uns, mieux dotés en ressources et donc plus à mêmes de s'adapter aux évolutions de leur « environnement ». Mais ces transformations substantielles de l'agriculture ne doivent pas masquer le fait que la finalité du système agraire n'a fondamentalement pas changé. Il demeure ce réservoir de main-d'œuvre approvisionnant à vil prix les groupes dominants qui se sont succédé au fil du temps. Il reste ce « choix » contraint pour la grande majorité de la paysannerie indienne de pratiquer des systèmes d'activité au sein desquels une agriculture de polyculture-élevage diversifié (qui traduit la priorité accordée à la sécurité alimentaire) est combinée à des activités peu qualifiées, diverses et variées, peu rémunérées quand elles sont locales, bien mieux (relativement) lorsqu'elles sont réalisées à l'étranger, *via* une migration internationale risquée et au retour incertain. Le réservoir de main-d'œuvre que constitue le *pays* de Hatun Cañar semble pourtant subir une rapide et profonde dégradation sous les coups portés par le capitalisme, dont Karl Marx [(1867) 1976 : 361] disait qu'il ne se développait qu'« en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur ». Car la migration internationale n'a pas apaisé les tensions liées à l'accès et au contrôle des ressources naturelles (eau, *páramos*). Les écosystèmes étagés cultivés sont fragilisés (érosion de la biodiversité, reproduction mal assurée de la fertilité), le paysage révélant avec force l'usage socialement différencié de l'espace¹. Quant aux hommes, leur « épuisement » est signifié par la baisse démographique et le vieillissement de la population, la dislocation des institutions traditionnelles de redistribution et de réciprocité, l'accroissement des inégalités sociales, la liquidation des rapports domestiques de production, en dépit de la persistance de certains traits saillants des économies paysannes andines (communauté, propriété indivise de certains communaux...). Les besoins croissants d'argent contraignent les paysans à recourir toujours davantage au marché, entretenant ce faisant la dépendance du petit *pays* à sa diaspora, dont la capacité à couvrir ces besoins reste conditionnée aux cycles de crise et d'essor du capitalisme. Un processus qui n'est pas sans rappeler celui si bien décrit voici déjà presque

¹. L'enfrichement des sections aux moindres potentialités agricoles coexiste avec l'avancée active mais localisée du front fourrager dans les sections les plus productives.

quarante ans par l'anthropologue Claude Meillassoux dans son ouvrage *Femmes, greniers et capitaux* (Meillassoux, 1975).

L'abaissement successif des barrières (économiques, juridiques) —c'est-à-dire la mise en concurrence croissante des producteurs du monde entre eux, en faisant fi de leurs niveaux de productivité— est allé de pair avec la baisse des prix réels de nombre de produits (agricoles et artisanaux en particulier). La concurrence, qui s'exerce à tous les niveaux d'organisation¹, exacerbe le désavantage relatif que constitue la position géographique de la haute vallée du Cañar à l'égard des grands centres de consommation, nationaux et internationaux, et le peu d'attrait qu'elle représente pour les détenteurs de capitaux. Ceux-ci, l'histoire nous l'a montré, ont davantage investi dans les régions dotées de sérieux avantages compétitifs (potentialités agro-écologiques, réseau de desserte et proximité des infrastructures de transport international, régime fiscal avantageux, politiques conciliantes en matière sociale et environnementale), telles que les bananeraies de la plaine fertile du Guayas ou les plantations floricoles des abords de Quito. En corollaire : l'appauvrissement d'une part croissante de la paysannerie hatun-cañari, moins bien équipée, moins performante, moins bien dotée par la nature et par l'histoire (minifundium comme construction sociale), sans autre alternative que les emplois précaires distribués de plus en plus loin de leur *pays*. Ce processus viendrait ainsi confirmer la thèse énoncée en introduction. Car au cœur de la crise généralisée contemporaine se tapit celle de la paysannerie [Mazoyer et Roudart, 1997] avec, pour conséquences mondiales, les vastes mouvements migratoires (sous ses deux formes, classique et circulatoire) et le « problème » de l'immigration qui ne cesse de tenailler, depuis trois décennies, bon nombre de pays riches.

C'est en éclairant d'une lumière crue le processus singulier d'intégration de la paysannerie de Hatun Cañar dans la mondialisation que la présente recherche peut avoir une portée plus vaste, les résultats pouvant entrer en résonance avec des réalités historiques et géographiques —parfois en tout point différentes— d'autres marges du « tiers-monde ». On peut avancer que la migration internationale n'est pas seulement conditionnée par la création d'emplois dans les pays d'immigration mais qu'elle se déploie aussi, et peut-être d'abord, au rythme de l'appauvrissement des familles paysannes. Surtout, elle semble organiser le segment le plus précaire du marché du travail, où la rotation est importante (malgré les murs), la concurrence intense (entre immigrés), les conditions pénibles, les salaires bas, la stigmatisation permanente et la frontière ténue et poreuse avec le secteur informel et les activités illicites (drogue, prostitution...). En fait, l'insuffisante qualification des paysans pour espérer accéder à des activités de service, couplée à la faible demande en travail d'industries modernes de plus en plus intensives en capital (grâce au progrès technique) aggravent un chômage aujourd'hui de masse et un sous-emploi structurel à

¹. Le blé, à l'échelle internationale ; le riz du littoral équatorien et le lait de l'Amazonie, à l'échelle nationale ; les plantes vivrières (tubercules, maïs, plantes maraîchères) à l'échelle des Andes australes de l'Equateur (avec l'importance de la ville de Cuenca comme débouché).

l'échelle de la planète [Allais, 1999]. Affleure ici la contradiction fondamentale du capitalisme (celle qui le met périodiquement en crise), à savoir la production croissante de marchandises avec de moins en moins de travail, et son incapacité patente à répartir équitablement les richesses de la planète¹, non seulement entre nations pauvres et nations riches, mais également entre catégories sociales à l'intérieur même des nations² [OCDE, 2011 ; ILO-IILS, 2008 ; Gorz, 2003 ; Kay, 1989 ; Meillassoux, 1975]. En générant des surcapacités globales de production, ce processus a pour effets un étranglement généralisé des débouchés et l'insolvabilité de la demande globale [Caillé, 2012 ; Passet, 2010 ; Mazoyer et Roudart, 1997]. Pour résoudre cette contradiction, l'endettement des Etats et des ménages (avec l'extension effrénée du crédit à la consommation) est la règle dans les pays à haut niveau de revenus. Cette mesure, rendue possible par la dérégulation totale de la finance, aboutit aux fameuses bulles financières (toujours plus grandes) qui éclatent (à intervalles toujours plus rapprochés), les capitaux s'y accumulant faute de trouver dans la production réelle la rentabilité escomptée. Dans nombre de pays à bas salaires et à faible protection sociale (tel l'Equateur), l'émigration clandestine, vécue par beaucoup dans la hantise d'un destin *tamaulipasien* (intro, p. 16), constitue bien souvent la seule échappatoire au manque flagrant de perspectives locales. Les conditions si risquées dans lesquelles elle se déploie engendrent inévitablement, non pas des bulles, mais des drames quotidiens.

Surgissent à cet endroit les deux « trous noirs » de la gouvernance mondiale signifiés par Pascal Lamy en introduction : deux « trous noirs » que celui-ci semble pourtant vouloir traiter (*via* des organisations internationales créées à cet effet) isolément l'un de l'autre. Ne faudrait-il pas y voir, si tel était le cas, l'expression d'une pensée fractionnée d'enjeux globaux en autant de domaines cloisonnés, aboutissant *in fine* à estomper —intentionnellement ou non— les liens qui les rattachent pourtant indiscutablement l'un à l'autre ? Ces deux « trous noirs » ne constitueraient-ils pas plutôt les deux faces d'une même réalité, réalité frappée du sceau du « mal-développement » (pour reprendre le mot de l'agronome René Dumont) ? Et quoi de plus révélateur de ce « mal-développement » que ces murs³ qui, si nombreux, aujourd'hui, à scarifier la surface du globe⁴, n'avèrent manifestement rien d'autre que « l'inégalité extrême des

¹. Le coefficient de Gini des inégalités de revenus dans les pays de l'OCDE s'est accru de presque 10 % depuis le milieu des années quatre-vingt (de 0,29 à 0,316) [OCDE, 2011].

². En seraient pour preuve les « ghettos du ghota » [Pinçon et Pinçon-Charlot, 2007] implantés dans les mégapoles du monde, isolés des bidonvilles (ghettos des pauvres) surpeuplés par des murs lourdement équipés (surveillance vidéo, vigiles, etc.) [Quétel, 2012 ; Davis, 2006].

³. Pour le médiologue Régis Debray [2010], le mur interdit le passage, la frontière le régule, à l'image de la membrane de la cellule. Car c'est en se dotant d'une couche isolante, dont le rôle n'est pas d'interdire mais de réguler l'échange entre un dedans et un dehors, qu'un être vivant peut se former et croître.

⁴. Depuis l'effondrement du mur de Berlin en 1989 —événement que certains associèrent aussitôt à la fin de l'Histoire et à l'avènement de la mondialisation heureuse— 27 000 km de murs ont été recensés. Celui dressé entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique constitue l'un des plus meurtriers d'entre eux : > 300 morts en 2009. Les autorités états-uniennes mentionnent le chiffre de quatre à cinq mille personnes ayant péri en dix ans.

conditions d'existence de ceux qui vivent de part et d'autre et [...] ne signifient rien d'autre que l'injustice de ces inégalités mêmes » [Crépon, 2008 : 108]. On ajoutera que, du fait du traitement différencié de la mobilité entre capital (sans entrave) et travail (sous contrôle strict) et compte tenu du chômage mondial endémique, le « libre »-échange a abouti à un déséquilibre extrême du rapport de forces au profit du capital. Partant, une telle asymétrie n'accorderait-elle pas un avantage décisif au pouvoir financier [une classe ultra minoritaire à l'intérieur de la société : les détenteurs de capitaux], menaçant la démocratie dans ses fondements [Rodrik, 2011 ; Berger, 2003 ; Dumont et Pacquet, 1994] ? La menace de la primauté des intérêts économiques sur les droits des citoyens, c'est du reste ce que pointait déjà l'historien Karl Polanyi [(1944) 1983 : 108] dans la *Grande transformation*.

Comment, dans ce contexte, peut-on persister à croire que l'on règlera le « problème » migratoire en continuant d'imposer et d'appliquer les principes même qui l'ont causé ? Si l'intention des dirigeants politiques étaient effectivement de lui trouver une solution durable, ne seraient-ils pas plus inspirés, outre de reconnaître que la question migratoire —comme l'écologie— ne peut plus être traitée sur des bases exclusivement nationales, de traiter l'immigration *de concert* avec l'é-migration, autrement dit d'aborder de front la question du devenir des paysanneries pauvres ? « Libre »-échange ou autre mode d'organisation de l'économie mondiale, tel semble être encore aujourd'hui le choix politique dont dépend le devenir des paysanneries et des campagnes du « tiers-monde ». L'Histoire ne se répète pas mais elle a ceci de salutaire, *a fortiori* en période troublée, qu'elle remonte à la surface des séquences qui aident à tirer des enseignements du passé et à comprendre la contemporanéité des événements. Et justement, elle nous enseigne que « la régulation de l'économie est la règle, et le libre-échange l'exception, les phases d'expansion des pays les plus anciennement industrialisés ayant toujours coïncidé avec des périodes au cours de laquelle la régulation constituait la ligne politique dominante » [Bairoch, 1994 : 31]. En vertu de quoi ces mêmes pays imposeraient-ils donc aux plus pauvres d'abandonner leur souveraineté (notamment alimentaire) au « libre » jeu des marchés [*ibid.*] ? Pourra-t-on encore longtemps accepter que les pays les plus riches ruinent les paysans du « Sud », tout en sommant leurs Etats de les maintenir sur leur sol, dans les campagnes, dans les « villes-dortoirs » des régions agro-exportatrices et dans les bidonvilles des grandes métropoles ? En vérité, ne serait-il pas « plus heureux de pouvoir réguler l'économie mondiale de telle sorte que les diverses paysanneries du monde puissent vivre correctement de leur travail au pays » [Dufumier, 2004 : 571] ?

Tout cela impliquerait, risquons le mot, une révolution : un mot qui ne devrait pas être saisi comme un appel au Grand Soir, aux barricades, aux *paros* et au fracas, mais appréhendé dans son

D'après certaines associations de défense des droits de l'Homme, le nombre de morts pourrait même avoir atteint huit mille depuis 1994 [Niel, 2011].

sens premier de changement radical (bien que nécessairement lent et progressif). Elle supposerait l'adoption de nouvelles règles internationales qui ne seraient plus fondées sur la concurrence (sociale, fiscale et écologique) débridée et meurtrière entre nations, mais sur la coopération entre ces dernières. Ces règles affirmeraient donc le primat des principes de justice sociale et de protection de l'environnement ; soit, en d'autres termes, la satisfaction des besoins humains fondamentaux dans le respect des écosystèmes. Ce qui induirait *de facto* la substitution du temps long de la nature et de la succession des générations à l'immédiateté¹ des marchés boursiers bâtis sur le seul et unique principe de la maximisation du profit. Ce qui impliquerait aussi que les décideurs politiques, chercheurs et opérateurs de développement entendent que l'extrême complexité de la réalité appelle justement au pluralisme, à l'ouverture et à l'interdépendance [Passet, 2010 ; Morin, 1990]. La mise à l'épreuve s'impose avec d'autant plus de sérieux que la migration fait littéralement voler en éclats les limites socio-spatiales encore trop souvent tracées entre rural et urbain, agriculture et autre secteur économique, nation et étranger, paysan et salarié, ici et ailleurs... La présente recherche délivre, en la matière, une autre confirmation : toute initiative de développement écartant d'emblée le fait migratoire est aujourd'hui aussi prometteuse que la quadrature du cercle. Et la systémique, appliquée à l'agriculture (et plus largement à la combinaison d'activités) peut s'avérer très utile, en tant qu'elle situe l'observateur au cœur des rapports liant irréductiblement cause anthropologique (avenir de la société) et urgence écologique (préservation du milieu, qui n'est autre que l'habitat de l'Homme).

Ce serait peu dire que la tâche est gigantesque. Et ceci non pas au motif que les alternatives n'existeraient pas —elles sont bien là, diverses, foisonnantes, dispersées—, mais plutôt que le jeu des rapports de force à l'œuvre à l'échelle internationale semble pour l'instant interdire la réunion des conditions nécessaires à leur développement. Une contrainte analogue résonnerait tout autant à l'échelle nationale, tant l'Equateur reste à la fois miné par les inégalités sociales héritées de son histoire, engoncé dans le carcan de la dépendance économique à l'égard de l'étranger et fragilisé par une économie dollarisée, hyperspécialisée dans une poignée de biens primaires, endettée et servant d'abord les intérêts d'une minorité. Cette réalité nationale, qui semble du reste très proche de bon nombre de nations d'Amérique latine, lie irréductiblement l'avenir de la paysannerie andine du sud de l'Equateur à un processus de « transformation de classe et des forces politiques de la société » [Kay, 2009 : 632].

Autant dire que c'est d'un changement de très grande ampleur qu'il en va de la paysannerie de Hatun Cañar, de son agriculture et de sa jeunesse : une révolution d'abord agricole inspirée de

¹. Le courtage haute fréquence (*High-frequency trading* en anglais) réfère à l'exécution à très grande vitesse de transactions financières faites par des algorithmes informatiques. Ces opérateurs de marché virtuels peuvent exécuter des opérations sur les marchés en un temps calculé en microsecondes [source Wikipedia].

l'agroécologie¹ [Dufumier, 2012], conçue au service des paysans les plus défavorisés et de la société équatorienne dans son ensemble. L'établissement des conditions de cette révolution au petit *pays* supposerait (i) la redistribution des ressources et la garantie de revenus plus sûrs et plus rémunérateurs (des productions à l'abri de la concurrence), (ii) la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture et de la combinaison d'activités, (iii) la valorisation des spécificités du milieu (alimentation saine, biodiversité issue de la verticalité andine), des savoir-faire locaux et des potentialités économiques (tourisme, architecture, artisanat), dans le respect des écosystèmes et des sociétés (avec leurs institutions). Ces conditions à remplir indiquent un cap à prendre dans la mise en œuvre de politiques qui, en associant étroitement les paysans au choix d'orientations, seraient propres à améliorer leurs conditions de vie matérielles au *pays* et à enrayer l'exode rural, tout en endiguant la montée du chômage et la propagation de la misère. Notre propos final n'est pas de noircir un horizon déjà bien sombre. Mais hors d'une telle perspective (utopie ?), il est fort à craindre que, pour la très grande majorité de la jeunesse du *pays* de Hatun Cañar, la « liberté de choix » ne doive se limiter à l'araire ou la barque.

¹. Pour un type d'agriculture adapté aux spécificités de la montagne et de la paysannerie andines, à commencer par (i) la valorisation de la verticalité porteuse de biodiversité (multitude de niches écologiques étagées) et clé de la reproduction de la fertilité (moindre dépendance aux importations d'engrais de synthèse), (ii) l'appui à des systèmes de polyculture-élevage diversifié et (iii) la création de techniques performantes et respectueuses des équilibres écologiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, A., 2006. *Breve historia económica del Ecuador*, Biblioteca General de Cultura, Segunda edición actualizada. Quito: Corporación Editora Nacional.
- Acosta, A., López, S. et Villamar, D., 2006a. *La migración en el Ecuador, oportunidades y amenazas*, Serie Estudios Internacionales, n° 6, 269 p. Quito: CAEI - UASB - Corporación Editora Nacional.
- Acosta, A., Jácome, H. et Falcón, F., 2006b. ¿Qué pasa si Ecuador no firma el Tratado de Libre Comercio? *Íconos*, n° 24, enero 2006, pp. 17-22. Quito: FLACSO Sede Ecuador.
- Acosta, A., 2005. Algunos puntos cruciales del TLC. In: *TLC en lo agrario: evidencias y amenazas* (Dirección ejecutiva del Sipae, Eds), pp. 99-119. Quito: SIPAE.
- Acosta, A., 2002. Ecuador: Deuda externa y migración, una relación incestuosa, *Documentación social*, n° 126. Madrid: Cáritas.
- Acosta-Solis, M., 1984. *Los páramos andinos del Ecuador*. Quito: Publicaciones científicas MAS.
- Acosta-Solis, M., 1968. *Divisiones fitogeográficas y formaciones geobotánicas del Ecuador*, 219 p. Quito: Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Agier, M., 2004. *La sagesse de l'ethnologue*, 106 p. Paris : L'œil neuf éditions.
- Alassia, A., Weersink, A., Bollman, R. et Cranfield, J., 2009. Off-farm labour decision of Canadian farm operators: Urbanization effects and rural labour market linkages, *Journal of Rural Studies*, vol. 25, pp. 12-24.
- Albornoz, V., 1951. *Acotaciones a las relaciones geográficas de Indias concernientes a la Gobernación de Cuenca*, 292 p. Cuenca: Talleres tipográficos de la Municipalidad de Cuenca.
- Allais, M., 1999. *La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, Conférence prononcée à l'UNESCO le 10 avril 1999, Programme « Science et société », Session « Droits de l'Homme, économies et cultures ». Paris : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

- Amin, S., 1993. 1492 : la polarisation des mondes, *Cahiers des Sciences Humaines*, Trente ans (1963-1992), pp. 19-23.
- Amin, S., 1973. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, 365 p. Paris : Les Editions de Minuit.
- Arendt, H., 1994. *Condition de l'homme moderne*, 406 p. Paris : Calmann-Lévy.
- Aubron, C., 2006. *Le lait des Andes vaut-il de l'or ? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine*. Rapport présenté pour l'obtention du titre de docteur de l'Institut AgroParisTech, 480 p. (+ annexes). Paris : INA-PG - ENITAC.
- Audier, S., 2012. *Néolibéralismes(s). Une archéologie intellectuelle*, 636 p. Paris : Editions Grasset.
- Audiot, A., 1995. *Races d'hier pour l'élevage de demain*, Collection « Espaces ruraux », 229 p. Paris : INRA Editions.
- Auroi, C., 2008. La contribution des migrants au développement local en Amérique latine, *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], vol. 27, n° 2 | 2008, mis en ligne le 22 mars 2010. URL : <http://aspd.revues.org/195>.
- Baby-Collin, V., Cortes, G. et Miret, N., 2009. Les migrants andins en Espagne. Inscriptions spatiales et repérage de filières, *Mélanges de la casa de Velázquez* (Dialogues transatlantiques autour des migrations latino-américaines en Espagne), tome 39-1, pp. 115-140. Madrid: Casa de Velázquez.
- Baize, D. et Girard, M.-C. (Coord.), 2009. *Référentiel pédologique 2008*. Versailles : Editions Quae.
- Bairoch, P., 1994. *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, 288 p. Paris : Editions La Découverte.
- Banco interamericano de Desarrollo (BID), 2006. *Las remesas como instrumento de desarrollo*, 36 p. Washington: Banco interamericano de Desarrollo.
- Banque mondiale, 2008. *Agriculture for Development*, World Development Report 2008, 365 p. Washington: The World Bank.
- Barrera, V., Tapia, C. et Monteros, A. (Eds.), 2004. *Raíces y Tubérculos Andinos: Alternativas para la conservación y uso sostenible en el Ecuador*. Quito: INIAP - CIP.
- Barrett, C., Reardon, T. et Webb, P., 2001. *Nonfarm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa: Concepts, Dynamics and Policy Implications*, 31 p. New York: Cornell University.
- Barsky, O., 1984. *La reforma agraria ecuatoriana*, Biblioteca de ciencias sociales, vol. 3, 406 p. Quito: Corporación Editora Nacional.
- Barthes, A., 2008. L'agritourisme dans les Alpes slovènes depuis 1991, choix ou contrainte pour les ménages agricoles ? *Autrepart*, n° 46, pp. 143-156.
- Barthez, A., 1982. *Famille, travail et agriculture*, 192 p. Paris : Economica.
- Baticle, Y., 1982. *La laine*, 294. Paris : Editions Masson.
- Bebbington, A., 1999. Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty, *World Development*, vol. 27, n° 12, pp. 2021-2044.
- Bérard, L. et Marchenay, P., 2000. « Le vivant, le culturel et le marchand : les produits de terroir ». Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société. *Autrement*, n° 194, mai 2000, pp. 191-216.

- Berger, S., 2003. Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié (traduit de l'américain par Richard Robert), 95 p. Paris : Editions du Seuil et la République des Idées.
- Bernand, C., 1999. *Enfermedad, daño e ideología. Antropología médica de los Renacientes de Pindilig*, Segunda Edición. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Bernand, C., 1988. Etat, ethnicité et pouvoir dans les Andes, *Revue française de science politique*, Vol. 38, n° 5, pp. 748-757. Consulté le 17 janvier 2010 à l'adresse suivante : <http://www.persee.fr>
- Bernand, C., 1976. Cuestiones y vitalizas: Apuntes etnográficos sobre la medicina popular en la sierra oriental de Cañar, Ecuador, *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, t. V, n° 3-4, pp. 49-72.
- Berteau, F. et Palain, M., 2012. Recrute Equatoriens précaires pour récolte d'asperges dans les landes, *Rue89*, 13 mai 2012. URL : <http://www.rue89.com/rue89-eco/2012/05/13/recrute-equatoriens-precaires-pour-recolte-dasperges-dans-les-landes-230634>. Consulté le 14 mai 2012.
- Berthelot, J., 2001. *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation*, 509 p. Paris : Editions L'Harmattan.
- Bey, M., 1994. *Le meilleur héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*, Collection « A travers champs », 203 p. Paris : Editions ORSTOM.
- Blanchemanche, S., 2000. *La combinaison d'activités professionnelles des ménages agricoles : L'exemple du département de l'Isère*, Thèse pour le doctorat de sociologie, 468 p. Paris : Université Paris X.
- Blanchet, A. et Gotman, A., 2010. *L'entretien : l'enquête et ses méthodes*, 2ème éd., 128 p. Paris : Armand Colin.
- Bloch, M., 2010. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, 158 p. Paris : Editions Armand Colin.
- Bonnal, P., Bosc, P.-M., Diaz, J.-M. et Losch, B., 2003. "Multifuncionalidad de la agricultura" y "Nueva Ruralidad" ¿Reestructuración de las políticas públicas a la hora de la globalización? Ponencia presentada en el seminario internacional *El mundo rural: Transformaciones y perspectivas a la luz de la nueva ruralidad*. Universidad Javeriana, FLACSO, REDCAPA, Bogotá, octubre 15-17 de 2003.
- Bonnemaire, J., Brossier, J., Brun, A., Deffontaines, J.-P., Houdard, Y., Osty, P.-L, Petit, M., Roux, M. et Teissier, J.-H., 1995. *Pays, paysages, paysans dans les Vosges du Sud. Les pratiques agricoles et la transformation de l'espace*, 2^{nde} édition. Paris : INRA Editions.
- Boris, J.-P., 2007. *Fuir l'Equateur, une histoire de clandestins*, 232 p. Paris : Hachette Littératures.
- Bourdieu, P., 2012. Les deux faces de l'Etat, *Le Monde diplomatique*, janvier 2012, pp. 16-17.
- Bourdieu, P., 2003. *Las estructuras sociales de la economía*, Colección Argumentos (tr. es. Thomas Kauf), 282 p. Barcelona: Editorial Anagrama.
- Bourdieu, P., 2002. *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Collection Points Essais, 320 p. Paris : Editions du Seuil.
- Bourdieu, P., 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Collection Points Essais, 246 p. Paris : Editions du Seuil.
- Bourdieu, P., 1980. *Le sens pratique*, 474 p. Paris : Editions de Minuit.

- Bourg, D. et Whiteside, K., 2010. *Vers une démocratie écologique*, Collection La Républiques des Idées, 103 p. Paris : Editions du Seuil.
- Bourliaud, J., 2001. *Nuevos retos del páramo en la sociedad*, Memoria del primer foro local sobre “paramo”, pp. 15-20. El Tambo: APMM - REDCA - IRD - CICDA-CEDIR - Municipio de El Tambo.
- Bourliaud, J. et Soliz, M. (Coord.), 2004. *Historias de migrantes cañaris. De representaciones y realidades*, 47 p. El Tambo.
- Bouvier, P., 2011. *De la socioanthropologie*, 129 p. Paris : Editions Galilée.
- Bozonnet, J.-J., 2008. L’Espagne met en place un plan d’aide au retour des immigrés sans emploi, *Le Monde*, 21 septembre 2008.
- Brassel, F., 2011. Las dinámicas monopólicas de la agroindustria. In: *¿Agroindustria y Soberanía Alimentaria? Hacia una Ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (F. Brassel, J. Breilh et A. Zapatta, eds), pp. 29-53. Quito: SIPAE.
- Breilh, J., 2013. Hacia una redefinición de la soberanía agraria. ¿Es posible la soberanía alimentaria sin cambio civilizatorio y bioseguridad? In: *Comercialización y Soberanía Alimentaria* (F. Hidalgo, P. Lacroix et P. Román, eds), pp. 45-55. Quito: SIPAE - AVSF.
- Breilh, J., 2011. Aceleración agroindustrial: peligros de la nueva ruralidad del capital. In: *¿Agroindustria y Soberanía Alimentaria? Hacia una Ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (F. Brassel, J. Breilh et Alex Zapatta, eds), pp. 171-190. Quito: SIPAE.
- Breilh, J., 2007. Prefacio: ¿Cómo estudiar la diversidad agraria en medio de la unidad histórica? In: *Mosaico agrario: Diversidades y antagonismos socioeconómicos en el campo ecuatoriano* (M. Vaillant, D. Cepeda, P. Gondard, A. Zapatta et A. Meunier, Eds.), pp. 11-16. Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Breilh, J., Hidalgo, F., Zapatta, A., Carrión, C. et Velásquez, H., 2004. El TLC en lo agrario: ¿Oportunidad dorada o tiro de gracia? In: *TLC en lo agrario: Evidencias y Amenazas*, pp. 15-76. Quito: SIPAE.
- Bretón, V., 2006. Glocalidad y reforma agraria: ¿de nuevo el problema irresuelto de la tierra? *Íconos*, n° 24, enero 2006, pp. 59-69. Quito: FLACSO Sede Ecuador.
- Brossier, J., 1987. Système et système de production. Note sur ces concepts, *Cahiers Sciences Humaines*, 23 (3-4), pp. 377-390.
- Brunet, R., Ferras, R et Théry, H., 1993. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, 3^e édition, 520 p. Montpellier-Paris : RECLUS - La Documentation française.
- Brygo, J., 2011. Profession, domestique, *Le Monde diplomatique*, septembre 2011, p. 1, 10-11.
- Burgos, H., 2003. *La identidad del pueblo Cañari: De-construcción de una nación étnica*, Serie Cuadernos de Antropología “Hugo Burgos”, vol. 1, 91 p. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Bustos, B. et Bustos, H. (Comp.), 2010. *Hacia la soberanía alimentaria. Agroecología y comercio asociativo desde experiencias andino-amazónicas*, Informes de investigación 3, 285 p. Quito: UASB Ecuador - GTZ.
- Buytaert, W., Célleri, R., De Bièvre, B., Cisneros, F., Wyseure, G., Deckers, J. et Hofstede, R., 2006. Human impact on the hydrology of the Andean páramos, *Earth-Science Review*, n° 79, pp. 53-72.
- Cadima, X., 2006. Túberculos. In: *Botánica económica de los Andes australes* (M. Moraes, B. Øllgaard, L.P. Kvist, F. Borchsenius et H. Balslev, eds.), pp. 347-369. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés.

- Caguana, M., 2008a. *Impactos de la emigración sobre el sistema andino tradicional, expresión de un capital social: El caso de las parroquias de Juncal, Ingapirca y el cantón El Tambo*. Maestría en políticas públicas con mención en gestión de desarrollo. Quito: FLACSO.
- Caguana, M., 2008b. *Diaspora de kichwa kañaris: Islotes de prosperidad en el mar de pobreza. In : Al filo de la identidad. Migración indígena en América latina* (A. Torres et J. Carrasco, coord.), pp. 127-146. Quito: FLACSO - UNICEF - AECID.
- Caillé, A., 2012. *L'idée même de richesse*, 144 p. Paris : Editions La Découverte.
- Caron, P., Reig, E., Roep, D., Hediger, W., Le Cotty, T., Barthélemy, D., Hadyńska, A., Hadyński, J., Oostindie, H., Sabourin, E., 2008. Multifunctionality: epistemic diversity and concept oriented research clusters, *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, vol. 7, n° 4/5, pp. 319-338.
- Caron, P., 2005. A quels territoires s'intéressent les agronomes ? Le point de vue d'un géographe tropicaliste, *Nature Sciences Sociétés* 13 : 145-153.
- Carpio, L., 2003. *Migrantes de Cañar*. Quito: Casa de la Cultura Ecuatoriana Benjamín Carrión, Núcleo de Cañar - Fondo Editorial CCE.
- Castro, J., 2007. TLC: Eliminación del sistema andino de franja de precio, riesgo para el sector lechero. *In: Libre comercio y lácteos: La producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización* (F. Brassel et F. Hidalgo, eds), pp. 117-124. Quito: SIPAE - IRD.
- Castro, M., 1995. Los Cañaris. *In: Identidades indias en el Ecuador contemporáneo, Colección Pueblos del Ecuador*, n° 4, pp. 307-335. Cayambe: Ediciones Abya-Yala.
- Cavender, A. et Albán, M., 2009. The use of magical plants by curanderos in the Ecuador highlands, *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine* 2009, 5(3). URL: <http://www.ethnobiomed.com/content/5/1/3>. Consulté le 9 janvier 2011.
- Celestino, O, 1998. Stratégies alimentaires dans les Andes, *Journal des Anthropologues* [En ligne] 74 | 1998, mis en ligne le 01 juin 1999. URL : <http://jda.revues.org/2670>.
- Célleri, R. et Feyen, J., 2009. The Hydrology of Tropical Andean Ecosystems: Importance, Knowledge Status, and Perspectives. *Mountain Research and Development*, Vol. 29, n° 4, novembre 2009, pp. 350-355.
- Cellier, J.-M. et Marquié, J.-C., 1980. Système d'activités et régulations dans l'exploitation agricole, *Le Travail humain*, Tome 43, n° 2.
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement (CIRAD), Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret) et Ministère français des Affaires étrangères, 2002. *Mémento de l'Agronome*, 1691 p. Paris : Editions du GRET - Editions du CIRAD - Ministère français des Affaires étrangères.
- Centro internacional de Cooperación para el Desarrollo agrícola (CICDA), Centro ecuatoriano de Desarrollo e Investigación rural (CEDIR), PROTOS, 2004. *Caracterización de la zona de influencia del proyecto Sumak Katuna*, documento de trabajo. El Tambo: CICDA-CEDIR-PROTOS.
- Cepeda, D., 2011. Cuando las manos hacen el racimo: Condiciones de producción y trabajo del banano en Ecuador. *In: ¿Agroindustria y Soberanía Alimentaria? Hacia una Ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (F. Brassel, J. Breilh et Alex Zapatta, eds), pp. 85-94. Quito: SIPAE.
- Cerón, C., 2006. Plantas medicinales de los Andes ecuatorianos. *In: Botánica económica de los Andes australes* (M. Moraes, B. Øllgaard, L.P. Kvist, F. Borchsenius et H. Balslev, eds.), pp. 285-293. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés.

- Chacón, J., Soto, P. et Mora, D., 1993. *Historia de la gobernación de Cuenca 1777-1820*. Cuenca: CONUEP - Universidad de Cuenca - Ilustre Municipalidad de Cuenca.
- Chacón, J., 1990. *Historia del Corregimiento de Cuenca (1557-1777)*, Colección Histórica, t. XIX, 675 p. Cuenca: Banco Central del Ecuador.
- Chacón, J.-C., 2009. *Transformaciones socioeconómicas en Juncal y Chuichún (Cañar – Ecuador)*. Rapport présenté pour l'obtention de la licence en sciences de l'Éducation, spécialité Histoire et Géographie. Cuenca: Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences de l'Éducation - Université de Cuenca.
- Chambers, R. et Conway, G.R., 1992. Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century, *Discussion Paper 296*. Brighton: Institute of Development Studies.
- Chanclud, N., 2009. *Diagnostic agraire de la zone de Quingeo, province de l'Azuay, Equateur*. Mémoire de fin d'études, session de juillet 2009. Cergy-Pontoise : Ecole d'Ingénieur en Agro-Développement International.
- Chauca de Zaldívar, L., 1997. *Producción de cuyes (Cavia porcellus)*, Estudio FAO Producción y sanidad animal 138. Rome : FAO.
- Chaunu, P., 2006. *Histoire de l'Amérique latine*, Collection « Que sais-je ? », 15^e Edition, 127 p. Paris : Presses Universitaires de France.
- Chauveau, 2007. La producción lechera en las economías campesinas de la Sierra: seguridad, dinamismo económico y pluriactividad. In: *Libre comercio y lácteos: la producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización* (F. Brassel et F. Hidalgo, Eds), pp. 43-51. Quito: SIPAE.
- Chayanov, A., 1990. *L'organisation de l'économie paysanne*, 344 p. Paris : Librairie du regard.
- Chiriboga, M., 2009. 30 años después: una reflexión sobre los estudios rurales y agrarios en Ecuador, *Ecuador debate*, abril 2009, n° 76, pp. 147-173.
- Cieza de León, P., 1983. Palacios que había en los asentos de Tumbamba. In: *Compilación de crónicas, relatos y descripciones de Cuenca y su provincia* (selección, compilación, prólogo y notas por el Dr. Luis A. León), Primera parte. Cuenca: Banco Central del Ecuador.
- Clark, K., 2004. *La obra redentora: El ferrocarril y la nación en Ecuador 1895-1930*, Biblioteca de Historia, 19, 225 p. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar-Corporación Editora Nacional.
- Clavijo, E., 1976. Un posible calendario lunar cañari, pp. 81-84. Azogues: Casa de la Cultura, Núcleo del Cañar.
- Cochet, H., 2011. *L'agriculture comparée*, 159 p. Paris : Editions QUAE.
- Cochet, H., Devienne, S. et Dufumier, M., 2007. « L'agriculture comparée, une discipline de synthèse ? », *Économie rurale* [En ligne], 297-298 janvier-avril 2007, mis en ligne le 01 mars 2009. URL : <http://economierurale.revues.org/index2043.html>
- Cochet, H. et Gasselin, P., 2007. A manera de conclusión: Del interés de estudiar la mega diversidad agraria del Ecuador. In: *Mosaico agrario* (M. Vaillant, D. Cepeda, P. Gondard, A. Zapatta et A. Meunier, Eds), pp. 293-318. Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Cochet, H., 2001. *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, 468 p. Paris : IRD - KARTHALA.
- Colpari, O., 2011. *¿La muerte de la comunidad? Estudio de la des-estructuración del capital social de la comunidad indígena*. Rapport présenté pour l'obtention du master en sciences sociales (mention développement local et territorial), 133 p. Quito : FLACSO Sede Ecuador.

- Comunidad Económica Para América Latina (CEPAL), 2005. *Los impactos diferenciados del Tratado de Libre Comercio Ecuador – Estados Unidos de Norte América sobre la agricultura del Ecuador*. Proyecto “Apoyo al Sector rural para facilitar la información y participación en el proceso del Tratado de Libre Comercio” No. 00038896, 61 p. UNDP - FAO - UNICEF - CEPAL.
- Cordero, J., 2007. *Historia de la región austral del Ecuador desde su poblamiento hasta el siglo XVI*, Trois tomes. Cuenca: Fundación Cultural Cordero - Municipalidad de Cuenca.
- Cordero, L., 2006. *Diccionario Quichua-Castellano y Castellano-Quichua*, Colección Kaschanciracmi, 427 p. Quito: Corporación Editora Nacional.
- Córdova, R., 1995. Distribución de la tierra en el cantón Cañar en 1964. In: *Cañar y los Cañaris*, Universidad Verdad, n° 17, Revista de la Universidad del Azuay, pp. 125-136.
- Cornu, G. (dir.), 2009. *Vocabulaire juridique*, Collection « Quadrige », Association Henri Capitant, 4^e tirage, 986 p. Paris : Presses Universitaires de France.
- Cortes, G., 2011. La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes, *Autrepart*, n° 57-58, p. 95-110.
- Cortes, G., 2008. *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine*. Rapport présenté pour l’obtention de l’habilitation à diriger des recherches, vol. 3 (synthèse des travaux et des positionnements de recherche). Poitiers : Université de Poitiers.
- Cortes, G., 2002. Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d’une ruralité « en résistance ». In : *Paysanneries latino-américaines : Mythes et réalités. Hommage à Romain Gaignard*, Caravelle, n° 79, pp. 93-115.
- Cortes, G., 2000. *Partir pour rester. Survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Collection « A travers Champs », 413 p. Paris : IRD Editions.
- Cortes, G., 1998. Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles, *L’Espace géographique*, 3, pp. 265-275.
- Crépon, M., 2010. *La Culture de la peur. II. La guerre des civilisations*, 93 p. Paris : Editions Galilée.
- Crépon, M., 2008. *La Culture de la peur. I. Démocratie, identité, sécurité*, 121 p. Paris : Editions Galilée.
- Cueva, A., 2003. *El proceso de dominación política en el Ecuador*, Quinta edición, 178 p. Quito: Planeta-Lettraviva.
- Curie, J., Hajjar, V., Marquié, H. et Roques, M., 1990. Proposition méthodologique pour la description du système des activités. *Le travail humain* 53(2), pp. 103-118. Paris : Presses Universitaires de France.
- Darré, J.-P., Mathieu, A. et Lasseur, J., 2004. *Le sens des pratiques : conceptions d’agriculteurs et modèles d’agronomes*, 320 p. Paris : INRA Editions.
- Darré, J.-P., 1999. *La production de connaissance pour l’action. Arguments contre le racisme de l’intelligence*, 244 p. Paris : Editions de la maison des sciences de l’homme de Paris - INRA.
- Dávalos, M., 2004. *La dolarización en Ecuador: Ensayo y crisis*. Quito: Ediciones Abya-Yala - ILDIS-FES – IE - FLACSO.
- Davis, M., 2006. *Le pire des mondes possible. De l’explosion urbaine au bidonville global* (trad. de l’américain par Jacques Mailhos), 249 p. Paris : Editions La Découverte/Poche.

- Deblock, C. et Turcotte, S., 2007. Après le sommet de Mar del Plata : les Amériques plus divisées que jamais, *Critique internationale*, 2007/1, n° 34, pp. 149-160. URL : <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2007-1-page-149.htm>
- Debray, R., 2010. *Éloge des frontières*, 96 p. Paris : Editions Gallimard.
- Dejours, C., 2003. *L'évaluation du réel à l'épreuve du travail*, Sciences en questions, 82 p. Paris : INRA Editions.
- Delcas, M., 2011. Au-delà du contrôle des prix, l'Équateur entend modifier son modèle de production agricole, *Le Monde Economie*, mardi 11 octobre 2011.
- Deler, J.-P., 2007. *Ecuador, del espacio al estado nacional*, Biblioteca de historia, Vol. 24, 474 p. Quito: Corporación Editora Nacional - IFEA - Universidad Andina Simón Bolívar.
- Deler, J.-P., Gómez, N. et Portais, M., 1983. *El manejo del espacio en el Ecuador: Etapas claves*, Geografía básica del Ecuador, Tomo I. Quito: Centro ecuatoriano de Investigación geográfica.
- Dercon, G., Bossuyt, B., De Bièvre, B., Cisneros, F. et Deckers, J., 1998. *Zonificación agroecológica del Austro ecuatoriano*, 148 p. Cuenca: U Ediciones.
- Deslandes, A.-K. et Micoulaud, B., 2006. *Diagnostic agricole dans la partie amont de la vallée du río Jubones – Cantons Girón et San Fernando, Equateur*. Rapport présenté pour l'obtention du diplôme d'ingénieur agronome de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (Diplôme d'Agronomie Approfondie – Développement Agricole), 90 p. (+ annexes). Paris : INA-PG.
- Devaux, A., Ordinola, M., Hibon, A. et Flores, R. (Eds.), 2010. *El sector papa en la región andina. Diagnóstico y elementos para una visión estratégica (Bolivia, Ecuador y Perú)*, 385 p. Lima: Centro Internacional de la Papa.
- DHV Consultants BV, 1995. *Economía campesina y sistemas de producción: Estudio de base en la Sierra andina*, 264 p. Ecuador: DHV Consultants BV.
- Diamond, J., 2006. *Effondrement*, Collection « folio essais », 873 p. Paris : Editions Gallimard.
- Dirven, M., 2004. El empleo rural no agrícola y la diversidad rural, *Revista de la CEPAL*, n° 83, pp 49-69.
- Dollfus, O., 2007. *La mondialisation*, Collection La bibliothèque du citoyen, 3^e édition, 171 p. Paris : Les Editions de Sciences-Po.
- Domenach, H. et Picouet, M., 1995. *Les migrations*, Collection « Que sais-je ? », 128 p. Paris : Presses Universitaires de France.
- Duchaufour, P., 1995. *Pédologie. Sol, végétation, environnement*, 4^e édition, Collection Abrégés, 324 p. Paris : Masson.
- Ducourtieux, O., 2006. *Du riz et des arbres. L'interdiction de l'agriculture d'abattis-brûlis, une constante politique au Laos*. Rapport présenté pour l'obtention du titre de docteur de l'Institut AgroParisTech, 637 p. (+ annexes). Paris : Institut AgroParisTech.
- Dufumier M., Doré, T. et Rivière-Wekstein, G., 2013. *L'agriculture biologique : espoir ou chimère ?*, collection Le choc des idées, 128 p. Paris : Edition Le Muscadier.
- Dufumier, M., 2012. *Famine au sud, malbouffe au nord. Comment le bio peut nous sauver*, 194 p. Paris : NiL Editions.
- Dufumier, M., 2007. Agriculture comparée et développement agricole, *Revue Tiers monde*, n° 191, juillet-septembre 2007, pp. 1-16.

- Dufumier, M., 2006. Diversité des exploitations agricoles et pluriactivité des agriculteurs dans le Tiers Monde. *Cahiers Agricultures*, 15(6), pp. 584-588.
- Dufumier, M., 2004. *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, 598 p. Paris : KARTHALA.
- Dufumier, M. (Dir.), 2002. *Un agronome dans son siècle. Actualité de René Dumont*, 319 p. Paris : KARTHALA - INAPG.
- Dufumier, M., 1996. *Les projets de développement agricole. Manuel d'expertise*, 354 p. Paris : CTA - KARTHALA.
- Dufumier, M., 1986. *Les politiques agraires*, Collection « Que sais-je ? ». Paris : Presses Universitaires de France.
- Dufumier, M., 1985. Systèmes de production et développement agricole dans le Tiers Monde. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 6.
- Dumas, L. et Laurent, L., 2008. *Quelle place pour l'agroécologie dans la dynamique agraire de Ludo ? Diagnostic agraire de la paroisse de Ludo (Azúay, Equateur)*, 150 p. Rapport pour l'obtention du titre d'ingénieur agronome SupAgro de Montpellier. Montpellier : IRC.
- Dumont, R. et Pacquet, C., 1994. *Misère et chômage, libéralisme ou démocratie*, 183 p. Paris : Editions du Seuil.
- Dumont, R. et Mottin, M.-F., 1981. *Le mal-développement en Amérique latine*, 281 p. Paris : Editions du Seuil.
- Dumont, R., 1978. *Paysans écrasés, terres massacrées*, 358 p. Paris : Editions Robert Laffont.
- Duviols, J.-P., 2000. *Dictionnaire culturel Amérique latine*, 384 p. Paris : Editions Ellipses.
- El Comercio (Diario), 2012. Más de una cuarta parte de ecuatorianos en España están desempleados. URL : http://www.elcomercio.com/mundo/ecuatorianos-en-el-mundo/cuartaparte-ecuatorianos-Espana-desempleados_0_553744641.html.
- El Comercio (Diario), 2010a. Ecuatoriano sobrevive a matanza en la frontera entre EE.UU. y México, Redacción Mundo, 26 août 2010. URL: http://www.elcomercio.com/mundo/Ecuatoriano-sobrevive-frontera-EEUU-Mexico_0_323967745.html.
- El Comercio (Diario), 2010b. Se endeudó en 11 000 dólares para viajar a EE.UU, Redacción Cuenca, 26 août 2010. URL: http://www.elcomercio.com/mundo/endeudo-dolares-viajar-EEUU_0_323967708.html.
- El Comercio (Diario), 2009a. OMC permitió que Ecuador imponga restricciones a sus importaciones, 4 juin 2009, http://www2.elcomercio.com/noticiaEC.asp?id_noticia=281989&id_seccion=6.
- El Comercio (Diario), 2009b. La OMC aprueba la medida de salvaguardias del país, 5 juin 2009, http://www2.elcomercio.com/noticiaEC.asp?id_noticia=282083&id_seccion=6.
- El Telégrafo (Diario), 2010. *Producción de leche registra excedentes*, 21 septembre 2010.
- Eliade, M., 2004. *Traité d'histoire des religions*, 393 p. Paris : Payot Editions.
- Ellis, F., 2000. *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, 273 p. Oxford: Oxford University Press.
- Espinosa, P., Vaca, R., Abad, J. et Crissman, C., 1996. *Raíces y tubérculos andinos, cultivos marginados en el Ecuador. Situación actual y limitaciones para la producción*. Quito: Ediciones Abya-Yala - CIP - CONDESAN - COSUDE.
- Espinosa, W., 1979. Los mitmas cañar. In: *Estudios Americanistas. Libro jubilar en homenaje a Hermann Trimborn con motivo de su septuagésimoquinto aniversario* (R. Hartmann et U.

- Oberem, ed.). *Haus Völker et Kulturen*, Anthropos-Institut, St. Augustin, I-II, pp. 153-162. *Collectanea Instituti Anthropos*, 20-21.
- Espinoza, L. et Achig, L., 1989. Economía y sociedad en la sierra sur. Siglo XIX. *In: La sociedad azuayo-cañari: pasado y presente* (L. Espinoza, comp.), Colección Ecuador/Hoy, tomo I, pp. 209-222. Quito: IDIS - Editorial El Conejo.
- Estermann, J., 2008. *Si el Sur fuera el Norte. Chakanas interculturales entre Andes y Occidente*, 355 p. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Falletti, S., Oulan-Bator «importe» des ouvriers dont les salaires sont directement versés dans les caisses de Kim Jong-il., *Le Figaro*, 9 août 2010. <http://www.lefigaro.fr/international/2010/08/09/01003-20100809ARTFIG00523-traffic-de-travailleurs-nord-coreens-en-mongolie.php>. Consulté le 15 novembre 2010.
- Farley, K., 2010. Pathways to forest transitions: Local case studies from the Ecuadorian Andes, *Journal of Latin American Geography*, vol. 9, n° 2, pp. 7-26. URL: <http://muse.jhu.edu/journals/lag/summary/v009/9.2.farley.html>. Consulté le 29 mars 2011.
- Faujas, A. et Lemaître, F., 2008. Il faut une régulation contraignante, *Le monde*, 9 novembre 2008. URL : http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/11/08/pascal-lamy-il-faut-une-regulation-contrainante_1116460_1101386.html#xtor=EPR-32280154. Consulté le 11 novembre 2008.
- Fauroux, E., 1988. Las transformaciones de los sistemas de producción en el mundo rural ecuatoriano de 1960 a 1980. *In: Transformaciones agrarias en el Ecuador* (P. Gondard, J. León et P. Sylva, coord.), Geografía Básica del Ecuador, Tomo V Geografía Agraria, vol. 1, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, pp. 109-134. Quito: IPGH - ORSTOM - IGM.
- Fauroux, E., 1985. Le problème des jeunes leaders paysans dans les communautés de l'Equateur andin, *Cahiers ORSTOM*, série Sciences humaines, Vol. XXI, n° 2-3, pp. 197-202.
- Feher, M., 2012. L'économie de la xénophobie, *Libération*, 24 juin 2012. URL: http://www.liberation.fr/politiques/2012/06/24/l-economie-de-la-xenophobie_828742. Consulté le 24 juin 2012.
- Ferraton, N., Cochet, H. et Bainville, S., 2002. *Initiation à une démarche de dialogue. Etude des systèmes de production dans deux villages de l'ancienne boucle du cacao (Côte d'Ivoire)*, Collection « Dossier pédagogique » CNEARC - ESA - INA-PG, 134 p. Paris : Les Editions du GRET.
- Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), 2012. *Main-d'œuvre importée pour fraises exportées. Conditions de travail dans les plantations de fraises à Huelva (ESPAGNE)*, 40 p. Paris : FIDH.
- Fitting, E., 2011. *The struggle for maize. Campesinos, Workers, and Transgenic Corn in the Mexican Countryside*, 302 p. Londres : Duke University Press.
- Fock, N. et Krener, E., 1981. Informe sobre "El viaje de investigación etnográfica danesa 1973-1974 a los indios Cañari de Ecuador", *Revista de Antropología*, Volumen 7, Sección de Antropología y Arqueología del Núcleo del Azuay de la Casa de la Cultura Ecuatoriana, pp. 9-26. Cuenca: Editorial del Núcleo del Azuay de la Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Fock, N. et Krener, E., 1979. La suerte y Taita Carnaval en Cañar, *Revista de Antropología*, vol. 6, 155 p.: 9-36. Cuenca: Editorial del Núcleo del Azuay de la Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Fonds international de Développement agricole (FIDA), 2011. *Rapport sur la pauvreté rurale 2011*. Rome : FIDA.

- Fontaine, G., 2003. L'Equateur, néo-libéral malgré lui. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 49, été 2003, pp. 101-118.
- Fouteau, C., 2008. Combien ça coûte, combien ça rapporte ? In : *Immigration : fantasmes et réalités* (C. Rodier et E. Terray, Dir.), pp. 35-41. Paris : Editions La Découverte.
- Francou, B. et Vincent, C., 2007. *Les glaciers à l'épreuve du climat*, 278 p. Paris : Editions Belin - IRD.
- Fresco, A., 2004. *Ingañán. La red vial del imperio inca en los Andes ecuatoriales*, 188 p. Quito: Ediciones Banco Central del Ecuador.
- Fuller, A., 1990. From part-time farming to pluriactivity: a decade of change in Rural Europe, *Journal of Rural Studies*, Vol. 6, Issue 4, pp. 361-373.
- Fuss, S., 2002. *Physiologie et pathologie digestives du cobaye domestique Cavia porcellus*, Rapport présenté pour l'obtention du grade de docteur vétérinaire, 203 p. Toulouse : Université Paul-Sabatier de Toulouse.
- Gaillard, C. et Sourrisseau, J.-M., 2009. Système de culture, système d'activité(s) et *rural livelihood* : Enseignements issus d'une étude sur l'agriculture kanak (Nouvelle-Calédonie), *Journal de la Société des Océanistes*, n° 129, année 2009-2, pp. 279-294.
- Galeano, E., 1998. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, 467 p. Paris : Librairie Plon.
- García Pascual, F., 2006. El sector agrario del Ecuador: incertidumbres (riesgos) ante la globalización, *Íconos*, n° 24, enero 2006, pp. 71-88. Quito: FLACSO Sede Ecuador.
- Garzón, M., 2008. *Precañaris y Cañaris*, Memorias del encuentro nacional sobre historia del Azuay, Cuenca, 2007, pp. 55-64. Cuenca: Consejo Provincial del Azuay.
- Garzón, M., 2000. *Arqueología del Cañar septentrional*. Cuenca: Comisión del Castillo de Ingapirca - Comisión de Cultura del Municipio del Cantón Cañar.
- Garzón, M., 1995. La artesanía como una expresión en la cultura material en el Cañar. In: *Cañar y los Cañaris*, Universidad Verdad, n° 17, Revista de la Universidad del Azuay, pp. 147-166.
- Gasselin, P., 2012. Commentaires à la communication « décrire la diversité des systèmes d'activités des ménages ruraux » de Pierre-Marie Bosc, séminaire de recherche « des ménages aux territoires. Concepts et méthodologies », *Les jeudis d'ART-Dev*, jeudi 12 juillet 2012. Montpellier : CNRS - CIRAD - UPVM3 - UM1 - UPVD.
- Gasselin, P., 2000. *Le temps des roses : La floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito (Equateur)*. Thèse de doctorat en agro-économie, 587 p. Paris : Institut National Agronomique Paris-Grignon.
- Gasselin, P., Vaillant, M. et Bathfield, B., 2012. The activity system: a position paper. In IFSA (Ed.), 10th European IFSA Symposium "Producing and reproducing farming systems: New modes of organisation for the sustainable food systems of tomorrow". Aarhus University (Denmark), 1-4 July 2012.
- Gasselin, P. et Vaillant, M., 2010. La migración como elemento clave de los sistemas de actividades campesinos para enfrentar incertidumbre. Análisis comparativo de dos regiones rurales andinas (Bolivia, Ecuador). In *III Congreso Mundial de la Quinoa*, Oruro (Bolivia), March 16-18, 2010.
- Gastambide, A., 2005. *Dollarisation partielle et dollarisation intégrale : L'expérience de l'Equateur*, 310 p. Rapport présenté pour l'obtention du titre de doctorat en sciences économiques. Clermont-Ferrand : Université d'Auvergne Clermont I, Faculté de Sciences

Economiques et de Gestion, Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International.

- Gastellu, J.-M., 1980. ... Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? *Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines*, t. XVII, n° 1-2, pp. 3-11.
- Gastellu, J.-M. et Marchal, J.-Y. (Eds.), 1997. *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX^e siècle*, Collection « Colloques et séminaires », 767 p. Paris : ORSTOM Editions.
- Gaybor, A., Nieto, C. et Velastegui, R., 2006. *TLC y plaguicidas. Impactos en los mercados y la agricultura ecuatoriana*, 139 p. Quito: SIPAE.
- Généreux, J., 2010. *La grande régression*, 279 p. Paris : Editions du Seuil.
- Généreux, J., 2005. *Les vraies lois de l'économie*, 356 p. Paris : Editions du Seuil.
- Giraudon, V., 2008. Une lutte contre les « passeurs » qui se retourne contre les victimes. In : *Immigration : fantasmes et réalités, pour une alternative à la fermeture des frontières* (C. Rodier et E. Terray, coord.), pp. 110-117. Paris : Editions La Découverte.
- Godard, J., 2006. *Analyse-diagnostic d'une région côtière tournée vers l'exportation – Canton La Troncal, Equateur*. Rapport présenté pour l'obtention du diplôme d'ingénieur agronome de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (Diplôme d'Agronomie Approfondie – Développement Agricole), 63 p. (+ annexes). Paris : AgroCampus Rennes - INA-PG.
- Golte, J., 2001. *Cultura, racionalidad y migración andina*, Colección Mínima, n° 46, 144 p. Lima: IEP.
- Golte, J., 1987. *La racionalidad de la organización andina*, 2^{nda} Edición. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Gomis, D., 2003. Prospección y excavaciones de la cantera de Cajón Tambo (provincia del Cañar), *Revista de Antropología*, n° 17. Cuenca: Sección de antropología y arqueología del núcleo del Azuay de la Casa de la cultura ecuatoriana.
- Gondard, P. et Mazurek, H., 2001. 30 años de reforma agraria y colonización en el Ecuador (1964-1994): Dinámicas espaciales. In: *Dinámicas territoriales: Ecuador, Bolivia, Perú, Venezuela, Estudios de Geografía*, vol. 10, pp. 15-40. Quito: Colegio de Geógrafos del Ecuador – Corporación Editora Nacional - IRD - PUCE.
- González Suárez, F., 1965. *Estudio histórico sobre los Cañaris pobladores de la antigua provincia del Azuay*, 135 p. Cuenca: Publicaciones de la Universidad de Cuenca.
- Gorz, A., 2007. *Écologica*, 159 p. Paris : Editions Galilée.
- Gorz, A., 2003. *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, 152 p. Paris : Editions Galilée.
- Gorz, A., 1988. *Métamorphoses du travail. Critiques de la raison économique*, Collection Folio/Essais, 438 p. Paris : Editions Gallimard.
- Grammont, C. de, H. et Martínez, L. (Coord.), 2009. *La pluriactividad en el campo latinoamericano*, 307 p. Quito: FLACSO.
- Granovetter, M., 2008. *Sociologie économique*, 304 p. Paris : Editions du Seuil.
- Gray, C., 2008. *Out-migration and Rural Livelihoods in the Southern Ecuadorian Andes*. Rapport présenté pour l'obtention du grade de docteur en philosophie, 190 p. Chapel Hill: University of North Carolina, Département de Géographie.
- Gréau, J.-C., 2008. *La trahison des économistes*, 248 p. Paris : Editions Gallimard.
- Griffon, M., 2011. *Pour des agricultures écologiquement intensives*, 135 p. Paris : Editions de l'Aube.

- Guaicha, M., Robles, I. et Rouillard, S., 2001. *El páramo de Culebrillas para el desarrollo local*, Informe final del estudio, 132 p. El Tambo: CICDA - CEDIR.
- Guaman Poma de Ayala, F., 1989. Nueva Corónica y Buen Gobierno, *Travaux et Mémoires de l'Institut d'Ethnologie*, t. XXIII. Paris : Musée de l'Homme.
- Gubert, F., 2010. Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique, *Regards croisés sur l'économie*, 2010/2, n° 8. Paris : Editions La Découverte.
- Guerrero, A., 1991. *La semántica de la dominación: El concertaje de indios*, 336 p. Quito: Ediciones Libri Mundi - Enrique Grosse-Luemern.
- Guerrero, A., 1986. Unité domestique et reproduction sociale : les communautés huasipungo, *Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 41, n° 3, pp. 683-701. URL : <http://www.persee.fr>. Consulté le 2 juin 2009.
- Guerrero, A., 1980. Naissance des bourgeoisies latino-américaines au XIX^e siècle : Le cas de l'Equateur. *Annales Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 35, n° 6, pp. 1171-1193. URL : <http://www.persee.fr>. Consulté le 5 juillet 2009.
- Guerrero, A., 1975. *La hacienda precapitalista y la clase terrateniente en América latina y su inserción en el modo de producción capitalista: el caso ecuatoriano*, 92 p. Quito: Universidad Central.
- Guerrón, S., 2003. *Flexibilidad laboral en el Ecuador*, Serie Magíster, volumen 31, 86 p. Quito: Universidad Andina Simon Bolívar Ecuador - Ediciones Abya-Yala - Corporación Editora Nacional.
- Gumochan, H. et Pecqueur, B. (Eds.), 2007. *La ressource territoriale*, Collection Anthropos. Paris : Economica.
- Haggblade, S., Hazell, P. et Reardon, T., 2007. *Transforming the Rural Nonfarm Economy. Opportunities and Threats in the Developing World*, 490 p. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Hardin, G., 1977. The Tragedy of the Commons. In: *Managing the Commons* (G. Hardin et J. Baden, Coord.). San Francisco: Freeman et Company.
- Hénaff, M., 2008. *Claude Lévi-Strauss, le passeur de sens*. Paris : Editions Perrin.
- Herman, P., 2008. *Les nouveaux esclaves du capitalisme*, 406 p. La Laune : Au Diable Vauvert.
- Hernández, J.-E. et León, J., 1994. Cultures marginalisées. 1492 : Une autre perspective, Collection FAO : Production végétale et protection des plantes, n° 26, Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Herrera, G. (Coord.), 2008a. *Ecuador: La migración internacional en cifras 2008*. Quito: Fondo de Población de las Naciones Unidas - Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales Sede Ecuador.
- Herrera, G., 2008b. Les Equatoriens en Europe : De la sortie vertigineuse à la construction d'espaces transnationaux In : *Nouvelles migrations latino-américaines : Bilans et défis* (I. Yépez et G. Herrera, Eds.), Transformacions, vol. 2.3., pp. 125-147.
- Herrera, G., 2005. Mujeres ecuatorianas en las cadenas globales del cuidado. In: *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades* (G. Herrera, M.-C. Carrillo et A. Torres, Comp.), pp. 281-303. Quito: FLACSO Sede Ecuador - Plan Migración, Comunicación y Desarrollo.
- Herrera, M., Carpio, H., Chávez, G., 1999. *Estudio sobre el subsector de la papa en el Ecuador*, Programa Nacional de Raíces y Tubérculos, 140 p. Quito: INIAP.

- Herzog, S., Martínez, R., Jørgensen, P. et Tiessen, H., 2011. *Climate Change and Biodiversity in the Tropical Andes*, 348 p. Inter-American Institute for Global Change Research and Scientific Committee on Problems of the Environment.
- Hirschkind, L., 2005. The enigmatic evanescence of coca from Ecuador, *Ethnobotany Research & Applications*, vol. 3, pp. 97-106.
- Hirschkind, L., 1995. Cañar incasico. In: *Cañar y los Cañaris*, Universidad Verdad, n° 17, Revista de la Universidad del Azuay, pp. 13-54.
- Honty, G. et Gudynas, E., 2007. *Agrocombustibles y desarrollo sostenible en América latina y el Caribe. Situación, desafíos y opciones de acción*, 34 p. Montevideo: CLAES - D3E.
- Hoy (Diario), 2013. Bono de Desarrollo Humano esta financiado, 18 janvier 2013, URL: <http://www.hoy.com.ec/noticias-ecuador/bono-de-desarrollo-humano-esta-financiado-571846.html>
- Humboldt, A. von, 1866. *Tableaux de la nature*, tome 1, 3^e édition, Collection « Memoria Americana », 328 p. Nanterre : Editions européennes ERASME.
- Hurtado, O., 2003. *El poder político en el Ecuador*, 15^e édition, 417 p. Quito: Editorial Planeta del Ecuador S.A.
- Huttel, C., 1997. Las grandes regiones climáticas del Ecuador. In: *Los paisajes naturales del Ecuador. Volumen 1 – Las condiciones generales del medio natural* (A. Winckell, Coord.), Geografía Básica del Ecuador, tomo IV Geografía Física, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, pp. 53-86. Quito: IPGH - IRD - IGM.
- Huttel, C., Zebrowski, C. et Gondard, P., 1999. *Paisajes agrarios del Ecuador*, Geografía básica del Ecuador, Tomo V Geografía agraria, vol. 2, 285 p. Quito: IRD - IPGH - IFEA - IGM - PUCE.
- Idrovo, J., 2004. *Aproximaciones a la historia antigua de la bio-región del Chanchán*. Quito: Municipalidad de San Pedro de Alausí.
- Idrovo, J., 2003. Textiles andinos y centros de producción: el caso del akllawasi de Pumapungo – Tomebamba, Ecuador. *Revista del Archivo de Historia Nacional, Sección de Antropología y Arqueología*, n° 17, pp. 68-125. Cuenca: Núcleo del Azuay, Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Idrovo, J., 2000. *Tomebamba: Arqueología e Historia de una Ciudad Imperial*. Cuenca: Banco Central del Ecuador.
- Idrovo, J., 1996. Terracería Agrícola Prehispánica. Historia, Identidad y Desarrollo Comunitario en el Norte de la Provincia de Loja, *Revista Identidad*, serie Miscelánea, año 1, n° 2-3. Cuenca: Instituto de Civilización Andina INKA.
- Idrovo, J., 1994. *Kuracazgos autónomos y el control de ecologías diversas; caso: la Provincia de Bolívar*, 220 p. Guaranda: Universidad Estatal de Bolívar.
- Idrovo, J. et Almeida, N., 1977. Culebrillas en el contexto histórico-arqueológico del Cañar, *Pucara*, vol. 1, pp. 99-113. Cuenca: Universidad de Cuenca.
- Iglesias, A.-M., 1985. *Los Cañaris. Aspectos históricos y culturales*, 156 p. Cañar: Consejo provincial del Cañar.
- Iglesias, A.-M., 1964. *Los aborígenes de Cañar*, 63 p. Cuenca: El Carácter.
- Ingrand, S., Dedieu, B., Chassaing, C. et Josien, E., 1995. Etude des pratiques d'allotement dans les exploitations d'élevage. Proposition d'une méthode et illustration en élevage bovin extensif limousin, In : *Pratiques d'élevage extensif: identifier, modéliser, évaluer* (Landais, E., Ed.), Etudes et Recherches, n° 27, pp. 53-72. Paris : INRA.

- Instituto nacional de Estadísticas y Censos (INEC), 2011. *Censo de Población y Vivienda 2010*.
- Instituto nacional de Estadísticas y Censos (INEC), 2001. *Censo de Población y Vivienda 2000*.
- International Labour Organization et International Institute for Labour Studies (ILO-IILS), 2008. *World of Work Report 2008*, 162 p. Geneva: International Labour Office.
- Jacques-Jouvenot, D., et Gillet, M., 2001. L'agriculture en Franche-Comté : un métier patrimonial rediscuté, *Etudes rurales*, vol. 2001/3, n° 159-160, pp. 111-128.
- Janvry, A. de , Sadoulet, E. et Zhu, N., 2005. *The Role of Non-Farm Incomes in Reducing Rural Poverty and Inequality in China*, CUDARE Working Papers, Paper 1001. Berkeley: University of California.
- Janvry, A. de, et Glickman, P., 1991. *Encadenamientos de producción en la economía campesina en el Ecuador*. Roma: Internacional Fund for Agricultural Development.
- Jaramillo, P., 1997. *El Indio ecuatoriano. Contribución al estudio de la sociología latinoamericana*, tomos I y II. Quito: Corporación Editora Nacional.
- Jervell, A., 1999. Changing Patterns of Family Farming and Pluriactivity, *Sociologia Ruralis*, vol. 39, n° 1, pp. 100-116.
- Jobbe-Duval, M., 2005. *Mille et une recettes de pomme de terre. Dynamiques agraires et territoriales à Altamachi, cordillère orientale des Andes boliviennes*, Thèse présentée pour l'obtention du titre de docteur de l'Institut AgroParisTech, 301 p. (+ annexes). Paris : Institut AgroParisTech.
- Jokisch, B., 2007. *Ecuador: Diversidad en migración*. URL: <http://www.migrationinformation.org/Profiles/display.cfm?ID=591>. Consulté le 16 mars 2010.
- Jokisch, B., 1998. *Landscapes of Remittances: Migration and agricultural Change in the Highlands of South-Central Ecuador*. Worcester: Clark University.
- Jokisch, B. et Kyle, D., 2005. Las transformaciones de la migración transnacional del Ecuador, 1993-2003. In: *La migración ecuatoriana*. Transnacionalismo, redes e identidades (G. Herrera, M.-C. Carrillo, A. Torres, eds), pp. 57-69. Quito: FLACSO Sede Ecuador - Plan Migración, Comunicación y Desarrollo.
- Kaufmann, J.-C., 2011. *L'entretien compréhensif*, 2ème éd., 128 p. Paris : Armand Colin.
- Kay, C., 2009. Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 71, n° 4 (octubre-diciembre, 2009), pp. 607-645.
- Kay, C., 2006. Una reflexión sobre los estudios de pobreza rural y estrategias de desarrollo rural en América Latina. In: *La cuestión rural en América Latina. Exclusión y resistencia social*, ALASRU, vol. 4, pp. 29-76. Chapingo: Universidad autónoma de Chapingo.
- Kay, C., 1989. *Latin-American theories of development and under-development*, 295 p. Londres: Routledge.
- Kervyn, B., 1992. L'économie paysanne au Pérou : théories et politiques. In : *comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales* (P. Morlon, coord.), pp. 437-470. Paris : INRA Editions.
- Kinsella, J., Wilson, S., de Jong, F. et Renting, H., 2000. Pluriactivity as a Livelihood Strategy in Irish Farm Households and its Role in Rural Development, *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, pp. 481-496.

- Kirkpatrick, C. et Barrientos, A., 2004. *The Lewis Model after fifty years*, Development Economics and Public Policy, Paper n° 9. Manchester: University of Manchester.
- Klein, N., 2008. *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre* (traduit de l'anglais canadien par L. Saint-Martin et P. Gagné), 669 p. Paris : Leméac Editeur - Actes Sud.
- Klooster, D., 2003. Forest Transitions in Mexico: Institutions and Forests in a Globalized Countryside, *The Professional Geographer*, 55(2), pp. 227-237.
- Koller, S., 2010. Equateur : La politique des droits, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 75, Hiver 2009-2010, pp. 61-73.
- Korovkin, T., 2004. Globalización y pobreza: los efectos sociales del desarrollo de la floricultura de exportación. In: *Efectos sociales de la globalización* (T. Korovkin, Comp.), pp. 79-127. Quito: CEDIME - Ediciones Abya-Yala.
- Kuhn, T., 1983. *La structure des révolutions scientifiques*, 284 p. Paris : Editions Flammarion.
- Kyle, D. et Liang, Z., 2001. *Migrant merchants: Human smuggling from Ecuador and China*, The Center for Comparative Immigration Studies, Working Paper 43, October 2001, 29 p. San Diego: University of California.
- Kyle, D., 2000. *Transnational peasants. Migrants, Networks, and Ethnicity in Andean Ecuador*, 251 p. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Lacour, M. et Vaillant, M., 2007. Subir al páramo o bajar a la ciudad: Paradoja de una agricultura minifundista en la Sierra central ecuatoriana. In: *Mosaico agrario: Diversidades y antagonismos socio-económicos en el campo ecuatoriano* (Vaillant, M., Cepeda, D., Gondard, P., Zapatta, A. & Meunier, A., Eds), pp. 93-123; Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Lacour, M., 2005. *Monter sur le páramo ou descendre à la ville : la dynamique d'une agriculture familiale de la Sierra Equatorienne ? Diagnostic agraire de Santa Rosa*, 114 p. Rapport pour l'obtention du titre d'ingénieur agronome ENSAM et CNEARC ESAT de Montpellier. Montpellier : Centre National d'Etudes Agronomiques en Régions Chaudes.
- Laganier, R., Villalba, B. et Zuindeau, B., 2002. Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire, *Développement durable et territoire*, Dossier 1 : Approches territoriales du Développement Durable, mis en ligne le 1 septembre 2002. URL : <http://developpementdurable.revues.org/document774.html>. Consulté le 16 février 2008.
- Latouche, S., 2005. *L'invention de l'économie*, 259 p. Paris : Bibliothèque Albin Michel.
- Landais, E., 1992. Principes de modélisation des systèmes d'élevage. Approches graphiques, *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 32 (2), pp. 82-93.
- Lanjouw, P., 1998. *Ecuador's Rural Nonfarm Sector as a Route out of Poverty*, Policy Research Working Paper 1904. Washington: The World Bank Development Research Group.
- Larrea, C., 2008. Tenencia de la tierra, cambios agrarios y etnicidad indígena. In: *Desarrollo rural y neoliberalismo. Ecuador desde una perspectiva comparativa* (L. North et J. Cameron, Coord.), pp. 129-146. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar Sede Ecuador - Corporación Editora Nacional.
- Larrea, C. et Sánchez, J., 2003. Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador, *Ecuador Debate*, n° 8, pp. 7-24.
- Laurent, C. et Mouriaux, M.-F., 1999. La multifonctionnalité agricole dans le champ de la pluriactivité, *La lettre du CEE*, n° 59, octobre 1999. Centre d'Etudes de l'Emploi.

- Lavenu, A., Baudino, R. et Égo, F., 1996. Stratigraphie des dépôts tertiaires et quaternaires de la dépression interandine d'Equateur (entre 0° et 2°15'S), *Bulletin de l'Institut français d'Etudes Andines*, 25 (1) : 1-15.
- Lazzarato, M., 2011. *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, 123 p. Paris : Editions Amsterdam.
- Le Bot, Y., 2009. *La grande révolte indienne*, Collection « Le monde comme il va », 363 p. Paris : Editions Robert Laffont.
- Ledezma, J., 2006. *Género: Trabajo agrícola y tierra*, 215 p. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Lefeber, L., 2000. Políticas agrícolas y desarrollo rural en el Ecuador: con referencia a Morris D. Whitaker. In: *Antología de estudios rurales* (L. Martínez, comp.), pp. 247-269. Quito: FLACSO Sede Ecuador - ILDIS.
- Léger, F., 2009. La diversification des activités dans les systèmes d'activité agricole des zones littorales françaises : Opportunités de marché et reconstruction du lien social, *Options méditerranéennes*, A n° 91, pp. 193-203.
- Legros, J.-P., 2007. *Les grands sols du monde*, 574 p. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Lemoine, M., 1994. La révolte très politique des Indiens d'Equateur, *Le Monde diplomatique*, article de presse consulté le 31 mai 2010 à l'adresse suivante : <http://www.monde-diplomatique.fr/1994/11/LEMOINE/864>
- Lentz, C., 1997. *Migración e identidad étnica. La transformación histórica de una comunidad indígena en la Sierra ecuatoriana*, 338 p. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- León, X., 2011. El agronegocio en Ecuador: Un monopolio llamado PRONACA. In: *¿Agroindustria y Soberanía Alimentaria? Hacia una Ley de Agroindustria y Empleo Agrícola* (F. Brassel, J. Breilh et Alex Zapatta, eds), pp. 119-129. Quito: SIPAE.
- Léonard, E., 1995. *De vaches et d'hirondelles. Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique*, Collection « A travers champs », 325 p. Paris : ORSTOM Editions.
- Léonard, E., Quesnel, A., del Rey, A., 2004. De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el sur del sur del estado de Veracruz, *Estudios sociológicos*, t. XXII, 66, pp. 557-589.
- Lesnes, C., 2013. Le vote au Sénat de la réforme de l'immigration illustre les divisions républicaines, *Le Monde*, 28 juin 2013. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/28/le-vote-au-senat-de-la-reforme-de-l-immigration-illustre-les-divisions-republicaines_3438312_3222.html
- Lévi-Strauss, C., 1971. *Mythologiques, t. IV: L'homme nu*, 688 p. Paris : Plon.
- Lewis, A., 1954. *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*, vol. 22. Manchester: Manchester School of Economic and Social Studies.
- Lizet, B. et de Ravignan, F., 1987. *Comprendre un paysage. Un guide pratique de recherche*, 143 p. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique.
- Lugan, J.-C., 2005. *La systémique sociale*, Collection « Que sais-je ? », 4^e édition, 127 p. Paris : Presses Universitaires de France.
- Marocco, R. et Winter, T., 1997. Bosquejo de la evolución geodinámica del Ecuador. In: *Los paisajes naturales del Ecuador. Volumen 1 – Las condiciones generales del medio natural* (A. Winckell, Coord.), Geografía Básica del Ecuador, tomo IV Geografía Física, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, pp. 16-52. Quito: IPGH - IRD - IGM.

- Maignan, S. et Nicolalde, V., 2007. Límites de la intensificación agropecuaria en un contexto de mercado inestable: El caso de la cuenca baja del río Portoviejo. *In: Mosaico agrario* (M. Vaillant, D. Cepeda, P. Gondard, A. Zapatta et A. Meunier, Eds), pp. 203-224. Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Maigre, E., 2007. *La cadena de comercialización de los lácteos en la provincia del Cañar y la inserción de los pequeños productores*, 37 p. Quito: SIPAE - AVSF.
- Marie-Vivien, D., 2012. *La protection des indications géographiques*, 239 p. Paris : Editions QUAE.
- Marquié, H. et Curie, J., 1993. Nouvelle contribution à l'analyse des systèmes des activités, *Le travail humain*, 56 (4), pp. 369-379. Paris : Presses Universitaires de France.
- Martínez, L., 2008. La pluriactividad entre los pequeños productores rurales. *In: La pluriactividad en el campo latinoamericano* (H. C. de Grammont et L. Martínez, Comp.), pp. 81-101. Quito: FLACSO Sede Ecuador.
- Martínez, L., 2005. Migración internacional y mercado de trabajo rural en Ecuador. *In: La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades* (G. Herrera, M.-C. Carrillo, A. Torres, Eds), pp. 147-168. Quito: FLACSO Sede Ecuador - Plan Migración, Comunicación y Desarrollo.
- Martínez, L., 2004. El campesino andino y la globalización a fines de siglo (una mirada sobre el caso ecuatoriano). *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, 77, pp. 25-40.
- Martínez, L., 2003. *Dinámicas rurales en el subtrópico. El caso de La Mana*, Serie Estudios y Análisis, 122 p. Quito: CAAP.
- Martínez, L., 2001. El desarrollo rural en el contexto de las políticas de ajuste en el Ecuador, 18 p. Paper prepared for delivery at the meeting of the Latin American Studies Association, Washington DC, September 6-8, 2001.
- Martínez, L., 2000. *Economías rurales: Actividades no agrícolas*, Serie Estudios y Análisis, 122 p. Quito: CAAP.
- Marx, K., 1976. *Le Capital*, Livre premier, 762 p. Paris : Editions sociales.
- Massal, J., 2005. *Les mouvements indiens en Equateur : mobilisations protestataires et démocratie*, Collection « Science Politique Comparative », 476 p. Paris : KARTHALA.
- Massey, D., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A. et Taylor, J., 1993. Theories of International Migration: A Review and Appraisal, *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3 (September 1993), pp. 431-466.
- Mauss, M., 2007. *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, 249 p. Paris : Presses Universitaires de France.
- Mayer, E., 2002. *The Articulated Peasant. Household Economies in the Andes*, 390 p. Boulder: Westview Press.
- Mazoyer, M. et Roudart, L., 1997. *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*, 533 p. Paris : Editions du Seuil.
- Mazoyer, M. 1987. *Dynamique des systèmes agraires*. Rapport de synthèse provisoire présenté au comité par son président Marcel Mazoyer, 16-17-18 novembre 1987.
- Méda, D., 2008. *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, 276 p. Paris : Editions Flammarion.

- Méheust, B., 2009. *La politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, 161 p. Paris : Editions La Découverte.
- Meillassoux, C., 1975. *Femmes, greniers et capitaux*, 251 p. Paris : L'Harmattan.
- Mejía, S., 2010. *Efectos de la dolarización en las economías campesinas de Hatun Cañar*, 70 p. (+ annexes). Rapport présenté pour l'obtention du master en Economie. Cuenca: Faculté d'Economie - Université de Cuenca.
- Melo, A., 2003. *La competitividad de Ecuador en la era de dolarización: Diagnóstico y Propuestas*, Serie de Estudios de Competitividad, Documento de Trabajo #C-101, 105 p. Washington: Banco Interamericano de Desarrollo.
- Mena, P. et Hofstede, R., 2006. Los páramos ecuatorianos. In: Botánica económica de los Andes australes (M. Moraes, B. Øllgaard, L.P. Kvist, F. Borchsenius et H. Balslev, Eds), pp. 347-369. La Paz: Universidad Mayor de San Andrés.
- Mendras, H., 1992. *La fin des paysans*, collection Babel, 436 p. Arles : Actes Sud.
- Meunier, A., 2007. Ganadería en el sur de la Amazonía ecuatoriana: motor de la colonización y base de la economía agraria. ¿Será capaz de adaptarse a los nuevos retos? In: *Mosaico agrario* (M. Vaillant, D. Cepeda, P. Gondard, A. Zapatta et A. Meunier, Eds), pp. 225-265. Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Merisalde y Santisteban, J., 1957. *Relación histórica, política y moral de la ciudad de Cuenca*, 86 p. Quito: Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Michéa, J.-C., 2013. *Les mystères de la Gauche*, 132 p. Paris : Climats Editions.
- Michéa, J.-C., 2011. *Le complexe d'Orphée*, 357 p. Paris : Climats Editions.
- Mideros, A., 2011. Defining and measuring multidimensional poverty. Exploring poverty in Ecuador 2006-2010. Maastricht Graduate School of Governance and UNU-MERIT, Maastricht University. Consulté le 15 septembre 2011. URL: <http://www.risalc.org/portal/publicaciones/ficha/?id=1627>
- Miller, T., 1990. *La filière des panamas* (tr. fr. A. Labau), Série « Terres d'aventure ». Arles : Actes Sud.
- Millet, D. et Toussaint, E. (Dir.), 2011. *La dette ou la vie*, 379 p. Bruxelles : Editions ADEN - CADTM.
- Milleville, P., 2007. *Une agronomie à l'œuvre. Pratiques paysannes dans les campagnes du sud*. Paris : Editions Arguments - Editions Quæ.
- Minga, D. et Nugra, F., 2009. *Puesta en valor del Qhapaq-Ñan—Red vial prehispánica Zonas 3 Cañar, 4 Azuay y 5 Loja*. Informe técnico de flora vascular y liquénica, zona 3 Cañar, 59 p. Cuenca: Ministerio Coordinador del Patrimonio Cultural y Natural - Instituto Nacional de Patrimonio Cultural - Facultad de Ciencias de la Hospitalidad de la Universidad de Cuenca.
- Minga, N., 2006. Reflexiones sobre las dinámicas territoriales en la región de la cuenca del río Paute. In: *Dinámicas socio-económicas rurales en la cuenca del Paute* (M. Minga, Ed), pp. 193-210. Cuenca: CGPaute - Fundación Ecológica Mazán - IRD - SIPAE - CNEARC.
- Ministerio ecuatoriano de Salud pública (MSP), 2008. *Medicina tradicional andina y plantas curativas*, 554 p. Quito: Ministerio de Salud Pública (Programa de apoyo al sector salud en el Ecuador).
- Ministerio ecuatoriano de Turismo (MST), Instituto nacional de Patrimonio cultural (INPC), 2007. *Qhapaq Ñan Reconstruyendo la historia del Tomebamba imperial*, 117 p. Cuenca: Ministerio de Turismo Gerencia Regional Austro - Instituto Nacional de Patrimonio Cultural Subdirección del Austro.

- Molinillo, M. et Monasterio, M., 2002. Patrones de vegetación y pastoreo en ambientes de páramo, *ECOTROPICOS*, 15(1), pp. 19-34.
- Montesdeoca, M., 2001. *Diagnóstico de suelos en seis sistemas de riego del proyecto Sumak Parkuy, Cantón El Tambo, Provincia del Cañar*. Cuenca: CICDA - CEDIR.
- Mora, J., 1987. La cuestión obrero-campesina. In: *La propiedad y el salario*, Biblioteca básica del pensamiento ecuatoriano, vol. 30, pp. 489-539. Quito: Banco Central del Ecuador - Corporación Editora Nacional.
- Morin, E., 1990. *Introduction à la pensée complexe*, 158 p. Paris : Editions du Seuil.
- Morice, A. et Rodier, C., 2010. Comment l'Union européenne enferme ses voisins, *Le Monde diplomatique*, juin 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/06/MORICE/19190>.
- Morlon, P. (coord.), 1992. *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales Pérou-Bolivie*, 522 p. Paris : INRA Editions.
- Morlon, P., 1982. Adaptation au milieu des systèmes agraires andins traditionnels : Conséquences pour le développement, *Economie rurale*, n° 147-148, janv.-mars 1982, pp. 86-88.
- Morocho, A., 1995. La unión provincial de cooperativas y comunas del Cañar (UPCCC) en la historia. In: *Cañar y los Cañaris*, Universidad Verdad, n° 17, Revista de la Universidad del Azuay, pp. 137-146.
- Moscoso, M., 1991. La tierra: espacio de conflicto y relación entre el Estado y la comunidad en el siglo XIX, pp. 367-390. In: *Los Andes en la encrucijada. Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX* (H. Bonilla, comp.). Quito: Ediciones Libri Mundi Enrique Grosse-Luemern - FLACSO Sede Ecuador.
- Mosquera, M., 2007. La competitividad del sector lácteo del Ecuador en el marco del TLC. In: *Libre comercio y lácteos. La producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización* (F. Brassel et F. Hidalgo, eds), pp. 89-98. Quito: SIPAE - IRD.
- Mundler, P., 2006. Les combinaisons d'activités des agriculteurs rhônalpins, *Agreste Rhône-Alpes Coup d'œil*, n° 86, juin 2006. Lyon : Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt.
- Murra, J., 2004a. El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas. In: *El mundo andino. Población, medio ambiente y economía*, pp. 85-125. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Murra, J., 2004b. El tráfico de mullu en la costa del Pacífico. In: *El mundo andino. Población, medio ambiente y economía*, pp. 171-179. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Naranjo, P. et Cobo, J. (Eds.), 2003. *Etnomedicina en el Ecuador*, 170 p. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar - Corporación Editora Nacional.
- Ngoupayou J.-D., Kouonmenioc, J., Fosto Tanguy, J.M., Cicogna M., Castrovilli, C., Rigoni, M. et Hardouin, J., 1995. Possibilités de développement de l'élevage du cobaye en Afrique subsaharienne: le cas du Cameroun, *World Animal Review FAO/AGA*, n° 83, pp. 20-28.
- Nguyen, M., 2008. *Quelles alternatives pour des agricultures paysannes de montagne face à la mondialisation ? Diagnostic agraire de la paroisse de San Bartolomé (Azuay, Equateur)*, 108 p. Rapport pour l'obtention du titre d'ingénieur agronome ENSAIA de Vandoeuvre lès Nancy et SupAgro de Montpellier. Montpellier : Institut des Régions Chaudes.
- Niel, F., 2011. *Contre les murs*, 207 p. Montrouge : Editions Bayard.
- Noblet, C., Lavenu, A. et Schneider, F., 1988. Etude géodynamique d'un bassin intramontagneux tertiaire sur décrochements dans les Andes du sud de l'Equateur : l'exemple du bassin de Cuenca. *Géodynamique* 3 (1-2), pp. 117-138.

- Noni, G. de, Asseline, J. et Viennot, M., 2000. Erosion des sols volcaniques de la cordillère des Andes, en Equateur, *Revue de Géographie Alpine*, vol. 88, n° 2, pp. 13-26.
- North, L., 2008. Neoliberalismo versus Programa Rural. Temas principales. In: *Desarrollo rural y neoliberalismo. Ecuador desde una perspectiva comparativa* (L. North et J. Cameron, Eds), pp. 13-37. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar - Corporación Editora Nacional.
- North, L., Kit, W et Koep, R., 2003. Rural Land Conflicts and Human Rights Violations in Ecuador, CERLAC Working Paper Series, 27 p. Toronto: York University - Centre for Research on Latin America and the Caribbean.
- Oberem, U., 1987. Contribución a la historia del trabajador rural de América Latina: “conciertos” y “huasipungueros” en Ecuador. In: *Peones, conciertos y arrendamientos en América latina*, pp. 47-90. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Oberem, U., 1981a. El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la Sierra ecuatoriana (siglo XVI). In: *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana* (S. Moreno et U. Oberem, Eds.), Colección Pendoneros, n° 20, pp. 45-71. Otavalo: Instituto Otavaleño de Antropología.
- Oberem, U., 1981b. Los Cañaris y la conquista española de la Sierra ecuatoriana. Otro capítulo de las relaciones interétnicas en el siglo XVI. In: *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana* (S. Moreno et U. Oberem, Eds.), Colección Pendoneros, n° 20, pp. 129-152. Otavalo: Instituto Otavaleño de Antropología.
- Oberem, U. et Hartmann, R., 1981. Indios Cañaris de la Sierra Sur del Ecuador en el Cuzco del Siglo XVI, *Revista de Antropología*, vol. 7, pp. 114-136. Cuenca: Editorial del Núcleo del Azuay de la Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- OFIAGRO (Empresa), 2008. *Diagnóstico de la situación actual de la cadena agroalimentaria de la papa en el Ecuador*, Borrador, 71 p. Quito: Iniciativa Papa Andina - INIAP - CIP.
- Organización internacional de las Migraciones (OIM), 2008. *Perfil migratorio del Ecuador*, 142 p. Genève : Organisation internationale pour les Migrations.
- Oficina internacional del Trabajo (OIT), 2001. *Empleo y protección social en Ecuador. Propuestas de la OIT*, 245 p. Quito: Oficina internacional del Trabajo.
- O’Laughlin, B., 2004. Book reviews, *Development and Change* 35 (2), pp. 385-392. Oxford: Blackwell Publishing.
- Olivier de Sardan, J.-P., 1998. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, 221 p. Paris : APAD - KARTHALA.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2011. *An Overview of Growing Income Inequalities in OECD Countries: Main Findings*. URL : www.oecd.org/els/social/inequality. Consulté le 24 mars 2012.
- Organisation des Nations Unies (ONU), 2010. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l’alimentation, Olivier De Schutter*. Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l’homme, seizième session, 20 décembre 2010.
- Organisation des Nations unies pour l’Agriculture et l’Alimentation (FAO), 2005. *Situación actual de los Camélidos sudamericanos en el Ecuador*, Proyecto de cooperación técnica en apoyo a la crianza y aprovechamiento de los camélidos sudamericanos en la región andina TCP/RLA/2914, 42 p. Rome : FAO.
- Orléan, A., 2009. *De l’euphorie à la panique : Penser la crise financière*, Collection du CEPREMAP, 111 p. Paris : Editions Rue d’Ulm.
- Ostrom, E., 2010. *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, 301 p. Bruxelles : Editions De Boeck.

- Pablos, H. de, 1992. Relación que envío a mandar a su Majestad se hiciese de esta ciudad de Cuenca y de toda su provincia. Descripción de Cuenca. *In: Relaciones histórico-geográficas de la Audiencia de Quito siglo XVI-XIX* (P. Ponce Leiva, Ed.). Quito: MARKA - Ediciones Abya-Yala.
- Palomeque, S., 1990. *Cuenca en el siglo XIX. La articulación de una región*, Colección Tesis Historia, 296 p. Quito: FLACSO Sede Ecuador - Ediciones Abya-Yala.
- Parandekar, S., Vos, R. et Winkler, D., 2003. Crisis, pobreza y protección social en el Ecuador. *In: Crisis y dolarización en el Ecuador* (P. Beckerman et A. Solimano, Eds.), pp. 151-202. Washington: The World Bank - Observatorio social del Ecuador.
- Parmentier, S., 2009. Et soudain resurgit la faim, *Le Monde diplomatique*, novembre 2009, p. 24.
- Passet, R., 2010. *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire. De l'univers magique au tourbillon créateur*, 950 p. Paris : Les liens qui libèrent.
- Paul, J.-L., Bory, A., Bellande, E., Garganta, A. et Fabri, A., 1994. Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 39, pp. 7-19.
- Pedone, C., 2006. Los cambios familiares y educativos en los actuales contextos migratorios ecuatorianos: Una perspectiva transatlántica, *Athenea Digital*, otoño, n° 010, pp. 154-171. Barcelona: Universidad Autónoma de Barcelona.
- Peltre-Wurtz, J., 2004. *Alimentation et pauvreté en Equateur. Manger est un combat*, 184 p. Paris : IRD - KARTHALA.
- Peltre-Wurtz, J., 1988. Le blé en Equateur ou le prix de l'indépendance alimentaire. *Cahier des Sciences Humaines* 24 (2), pp. 213-223.
- Pérez, R., Garza, J. et Argüelles-Cárdenas, J., 2009. Método de cría en laboratorio del gusano blanco de la papa *Premnotrypes vorax* (Coleoptera: Curculionidae), *Revista Corpoica - Ciencia y Tecnología Agropecuaria*, 10(1), pp. 16-23.
- Pérez, A., 1978. *Los Cañaris*, 500 p. Quito: Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Phélinas, P., 2002. Las actividades complementarias de las explotaciones agrícolas peruanas, *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, 31 (3), pp. 725-750.
- Pilleboue, J., 2003. Quand l'expression de la multifonctionnalité de l'agriculture passe par la construction d'une image territoriale : le cas de l'Aubrac. *In: la multifonctionnalité de l'agriculture et sa reconnaissance par les politiques publiques*. Actes du colloque international de la Société française d'Economie rurale ~ 21-22 mars 2002, pp. 313-336. Paris : SFER - EDUCAGRI EDITIONS - CIRAD.
- Pinçon, M. et Pinçon-Charlot, M., 2007. *Les ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, 294 p. Paris : Editions du Seuil.
- Pintado, W., 2003. *Plan de manejo de alpacas*, Documento de proyecto, 112 p. Cuenca: Consejo de gestión del Paute.
- Plan Migración, Comunicación y Desarrollo, 2003. Causas del reciente proceso emigratorio ecuatoriano, *Cartillas sobre migración*, vol. 3, enero del 2003. Quito: ILDIS.
- Podwojewski, P. et Poulencard, J., 2002. Stockage du carbone dans les sols des paramos andins et conséquence des mises en usage sur les teneurs en carbone et l'érosion. Colloque International "Land use, carbon sequestration & erosion" du 24/09 au 28/09 à Montpellier. Session 6: Management of village territory, rangelands, fallows, crop residues & manure/compost Communication orale +publication dans le bulletin érosion.

- Poinsot, Y., 1999. L'incidence géographique des risques agricoles. Une formulation théorique à partir de cas andins et africains, *Revue de Géographie Alpine*, n° 3, pp. 32-49.
- Polanyi, K., 1983. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (trad. de l'anglais par Catherine Malamoud), 419 p. Paris : Editions Gallimard.
- Poloni-Simard, J., 2006. *El mosaico indígena*, 605 p. Quito: Editorial Abya-Yala - IFEA.
- Ponsot, J.-F., 2005. *Dollarisation et Banque Centrale de l'Equateur*, Séminaire Institutions et Développement – MATISSE, Paris, 22 avril 2005.
- Pourrut, P., 1994. *L'eau en Equateur. Principaux acquis en hydroclimatologie*, Collection « Etudes et Thèses », 139 p. Paris : ORSTOM Editions.
- Pourrut, P., 1993. L'effet « ENSO » sur les précipitations et les écoulements au XX^e siècle – Exemple de l'Equateur, *Bulletin de l'Institut français d'Etudes Andines*, 22(1), pp. 85-98.
- Poux, X., Narcy, J.-B. et Romain, B., 2009. Le *salvus* : un concept historique pour mieux penser aujourd'hui les relations entre agriculture et biodiversité, *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, juillet 2009, n° 57, pp 23-34. Paris : INRA.
- Powers, K., 1994. *Prendas con pies. Migraciones indígenas y supervivencia cultural en la Audiencia de Quito*, Colección Biblioteca Abya-Yala, n° 3, 429 p. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Presidencia República del Ecuador, 2013. *Anuncio a la nación. Iniciativa Yasuní ITT*. URL: <http://www.presidencia.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2013/08/2013-08-15-AnuncioYasuni.pdf>
- Pribilsky, J., 2007. *La Chulla Vida: Gender, Migration, & the Family in Andean Ecuador & New York City*, 336 p. New York: Syracuse University Press.
- Programa de Manejo de Suelos (PROMAS), 2008. *Proyecto para la recuperación de la capacidad de regulación natural de la laguna Culebrillas*. Cuenca: PROMAS - Universidad de Cuenca.
- Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), 2009. *Rapport mondial sur le développement humain. Lever les barrières : mobilité et développements humains*, 237 p. New York : PNUD.
- PROTOS-CEDIR-SENDAS, 2010. *Yakuñan. Participación y gestión concertada de microcuencas*, 101 p. Cuenca : PROTOS - CEDIR - SENDAS.
- Prud'hon, M., Cordesse, R., de Rouville, S. et Thimonier, J., 1993. Les camélidés sud-américains : Le point des connaissances, *INRA Prod. Anim.*, 6 (1), pp. 5-15.
- Quétel, C., 2012. *Murs. Une autre histoire des hommes*, 320 p. Paris : Editions Perrin.
- Rabatel, A., Francou, B., Soruco, A., Gomez, J., Cáceres, B., Ceballos, J.-L., Basantes, R., Vuille, M., Sicart, J.-E., Huggel, C., Scheel, M., Lejeune, Y., Arnaud, Y., Collet, M., Condom, T., Consoli, G., Favier, V., Jomelli, V., Galarraga, R., Ginot, P., Maisincho, L., Mendoza, J., Ménégoz, M., Ramirez, E., Ribstein, P., Suarez, W., Villacis, M., Wagnon, P., 2013. Current state of glaciers in the tropical Andes: a multi-century perspective on glacier evolution and climate change, *The Cryosphere*, 7, p. 81–102. URL : www.the-cryosphere.net/7/81/2013/doi:10.5194/tc-7-81-2013. Consulté le 13 février 2013.
- Raboin, M. et Posner, J., 2012. Pine or Pasture? Estimated Costs and Benefits of Land Use Change in the Peruvian Andes, *Mountain Research and Development*, 32(2), pp. 158-168.
- Ramón, G., 2006. *El poder y los Norandinos. La historia en las sociedades norandinas del siglo XVI*, Biblioteca de Historia, Vol. 21, 157 p. Quito: Universidad Andina Simón Bolívar - Corporación Editora Nacional.

- Reardon, T., 2007. Global food industry consolidation and rural agroindustrialization in developing economies. In : *Transforming the Rural Nonfarm Economy. Opportunities and Threats in the Developing World* (S. Hagglade, P. Hazell et T. Reardon, eds), pp. 199-215. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Reardon, T. et Berdegú, J., 1999. *Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America*, Paper (draft) for BID Seminar "Desarrollo del Empleo Rural No Agrícola" Inter-American Development Bank - UN Economic Commission on Latin America - FAO - International Farming Systems Research Methodology Network (RIMISP), Santiago, Chile, 6-8 September 1999.
- Reardon, T., Cruz, M.-E. et Berdegú, J., 1998. *Los pobres en el desarrollo del empleo rural no agrícola en América latina: Paradojas y desafíos*, Ponencia invitada para una sesión magistral del Tercer Simposio Latinoamericano de Investigación y Extensión en Sistemas Agropecuarios, 19-21 agosto 1998, Lima.
- Rebaï, N., 2012. *A chacun son chemin. Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes équatoriennes*. Thèse de doctorat en géographie, 346 p. Paris : Université Paris I Panthéon-La Sorbonne.
- Rebaï, N., 2008. Juncal de Cañar: la progresiva transformación territorial de una parroquia de la Sierra ecuatoriana, *Ecuador Debate*, vol. 75, pp. 107-116. Quito: CAAP.
- Rebaï, N., 2007. *Crise, migration et renouveau dans les Andes équatoriennes*. Rapport de Master II, 127 p. Paris : Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Reboul, C., 1977. Déterminants sociaux de la fertilité des sols, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 17-18, novembre 1977, pp. 85-112.
- Réju, E., 2012. Le mouton des landes de Bretagne qui résiste à tout, *La Croix*, mardi 21 août 2012, p. 19.
- Réseau Agriculture familiale comparée (RAFAC), 2000. *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*, 690 p. Paris : CIHEAM - KARTHALA.
- Revault d'Allonnes, M., 2012. *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, 208 p. Paris : Editions du Seuil.
- Ricardo, D., 1992. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Edition anglaise de 1821 (trad. inédite de Cécile Soudan), 504 p. Paris : GF Flammarion.
- Rico, E. et Rivas, C., 2003. *Manual sobre el manejo de cuyes*. Provo: Benson Agriculture and Food Institute.
- Robinson, W., 2011. Les voies du socialisme latino-américain, *Le Monde diplomatique*, novembre 2011, pp. 13, 18-19.
- Rodier, C. et Terray, E. (dir.), 2008. *Immigration : Fantômes et réalités, pour une alternative à la fermeture des frontières*, Collection « Sur le vif », 150 p. Paris : Editions La Découverte.
- Rodrik, D., 2011. *The Globalization Paradox. Why Global Markets, States, and Democracy Can't Coexist*, 368 p. New York: WW Norton & Co.
- Rodrik, D., 2008. *Nations et mondialisation : Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, 189 p. Paris : Editions La Découverte.
- Rojas, R., 2000. Las transformaciones agrícolas en América después de la conquista española. In: *Historia General de América Latina*, vol. II, pp. 405-420. Paris: Ediciones UNESCO - Editorial TROTTA.
- Rosero, F., 2009. La construcción del sistema de soberanía alimentaria y nutrición del Ecuador, *Revista Alteridad*, edición n° 6, marzo del 2009, pp. 27-33.

- Rouquié, A., 2011. L'Amérique latine dans un ordre mondial en mutation. *In : L'Amérique latine est bien partie*, Collection Mondes émergents, pp. 15-27. Paris : La Documentation française - IHEAL.
- Rudel, T., Bates, D. et Machinguiashi, R., 2002. A tropical forest transition? Out-migration, agricultural change, and reforestation in the Ecuadorian Amazon, *Annals of the Association of American Geographers*, 92(1), pp. 87-102.
- Sacareau, I., 2003. *La montagne, une approche géographique*, 287 p. Paris : Editions Belin.
- Saignes, T., 1987. Politiques du recensement dans les Andes coloniales : décroissance tribulaire ou mobilité indigène? *Revue Histoire, économie et société*, vol. 6, n° 4, pp. 435-467. Consulté le 12 juin 2010 : <http://www.persee.fr>
- Saint-Geours, Y., 1984. La Sierra du Nord et du Centre en Equateur : 1830-1875, *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, XIII, n° 1-2, pp. 1-15.
- Salgado, V., 2007. Posibles escenarios de compromisos finales de apertura en el sector lácteo ecuatoriano, frente al TLC con Estados Unidos. *In: Libre comercio y lácteos. La producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización* (F. Brassel et F. Hidalgo, eds), pp. 99-116. Quito: SIPAE - IRD.
- Sallon, H., 2013. Régularisations contre sécurisation : le compromis de la réforme de l'immigration aux Etats-Unis, *Le Monde*, 24 juin 2013. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/24/regularisations-contre-securisation-le-compromis-de-la-reforme-de-l-immigration-aux-etats-unis_3435830_3222.html
- Salomon, F., 1986. *Native Lords of Quito in the Age of the Incas. The political economy of North Andean Chiefdoms*, Cambridge Studies in Local Anthropology, n° 59, 274 p. Cambridge : Cambridge University Press.
- Salomon, F., 1985. The Dynamic Potential of the Complementary Concept. *In: Andean Ecology and Civilization. An interdisciplinary Perspective on Andean Ecological Complementary* (S. Masuda, I. Shimada et C. Morris, Eds.), pp. 511-531. Tokyo: University of Tokyo Press.
- Salomon, F., 1978. Systèmes politiques verticaux aux marches de l'empire inca. *In : Anthropologie historique des sociétés andines, Annales (ESC)*, vol. 33, n° 5-6, pp. 967-988. Paris : Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Sánchez-Parga, J., 2007. *El movimiento indígena ecuatoriano: La larga ruta de la comunidad al partido*, Serie Estudios y Análisis, 232 p. Quito: Centro Andino de Acción Popular.
- Sánchez, J., 2004. Ensayo sobre la economía de la emigración en Ecuador, *Ecuador debate*, vol. 63, pp. 47-62. Quito: CAAP.
- Santana, R., 1992. *Les Indiens d'Equateur, citoyens dans l'ethnicité?* 240 p. Paris : CNRS Editions.
- Sassen, S., 2010. Is this the way to handle with immigration? *The Huffington Post*, 23 avril 2010. URL : http://www.huffingtonpost.com/saskia-sassen/is-this-the-way-to-handle_b_550235.html
- Sassen, S., 2009. *La globalisation. Une sociologie*, 341 p. Paris : Editions Gallimard.
- Sassen, S., 2004. Formación de los condicionantes económicos para las migraciones internacionales, *Ecuador debate*, vol. 63, pp. 63-88. Quito: CAAP.
- Sayad, A., 2006. *L'immigration ou les paradoxes de l'Etat. Tome 1 : L'illusion du provisoire*, Collection « Cours & Travaux ». Paris : Editions Raison d'Agir.
- Scoones, I., 2009. Livelihoods perspectives and rural development, *Journal of Peasants Studies*, vol. 36, n° 1.

- Scoones, I., 1998. *Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis*, IDS Working Paper 72.
- Schejtman, A. et Berdegué, J. 2003. *Desarrollo Territorial Rural*, Documento elaborado para la División América Latina y el Caribe del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola y el Departamento de Desarrollo Sustentable del Banco Interamericano de Desarrollo, Borrador de trabajo.
- Schneider, S., 2009. La pluriactividad en el medio rural brasileño: características y perspectivas para la investigación. In: *La pluriactividad en el campo latinoamericano* (H C. de Grammont et L. Martínez, coord.), pp. 207-242. Quito: FLACSO Sede Ecuador.
- Sébillotte, M., 1990. Système de culture : Un concept opératoire pour les agronomes. In : *Les systèmes de culture* (P. Combe, dir.), pp. 165-196. Paris : INRA.
- Sébillotte, M., 1978. Itinéraires techniques et évolution de la pensée agronomique. *Compte rendu des Séances de l'Académie d'Agriculture de France* 11, pp. 906-914.
- Secretaria nacional de Planificación y Desarrollo (SENPLADES), Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca (MAGAP), Sistema de Información geográfica y agropecuaria (SIGAGRO), 2005. Cartografía básica y temática del Ecuador, Cartografía de la provincia de Cañar.
- Sève, L., 2011. Sauver le genre humain, pas seulement la planète, *Le Monde diplomatique*, novembre 2011, pp. 22-23.
- Siguencia, R., 1997. Manchas indígenas y mitimaes en el mapa etnológico del cantón Cañar, pp. 29-33. In: *Memorias del Primer encuentro nacional de antropología*, Casa de la Cultura Ecuatoriana Núcleo del Cañar. Quito: Fondo Editorial de la Casa de la Cultura Ecuatoriana Benjamín Carrión.
- Simon, A., 2002. *La pluriactivité dans l'agriculture des montagnes françaises : Un territoire, des hommes*, une pratique, 515 p. Clermont-Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal.
- Simmons, A., 2002. Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques, *Cahier québécois de démographie*, vol. 31, n° 1, pp. 7-33.
- Sistema de Investigación para la Problemática agraria en el Ecuador (SIPAE), 2010. *Propuesta final de anteproyecto de Ley de Tierras* (Documento que entrega SIPAE, atendiendo a las observaciones de la Presidencia de la Comisión de Soberanía Alimentaria de la Asamblea Nacional; y, a la Conferencia Nacional de Soberanía Alimentaria). Quito: SIPAE.
- Solimano, A., 2003. Crisis y dolarización: Visión general. In: *Crisis y dolarización en el Ecuador* (P. Beckerman et A. Solimano, Eds.), pp. 15-31. Washington: The World Bank - Observatorio social del Ecuador.
- Soliz, M. (Coord.), 2003. *Sumak Parkuy, riego sostenible. Sistematización de un proyecto de riego integral en Tambo y Cañar*, 130 p. Cuenca: CEDIR - CICDA.
- Soltner, D., 1999. *Les grandes productions végétales*, 19^e édition, 464 p. Sainte-Gemmes-Sur-Loire : Editions Sciences et Techniques Agricoles.
- Stadel, J.-C., 2003. L'agriculture andine : traditions et mutations. In : *Crises et mutations des agricultures de montagne. Colloque international en hommage au professeur Christian Mignon*, pp. 193-203. Clermont-Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal.
- Stark, O. et Bloom, D., 1985. The New Economics of Labor Migration, *American Economic Review*, vol. 75, issue 2, pp. 173-178.
- Stiegler, B., 2010. *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, 97 p. Paris : Editions Galilée.

- Suárez, E., 2009. *Por un manejo sostenible de los páramos*, 4 p. Quito: Consorcio para el Desarrollo Sostenible en la Ecorregión Andina.
- Supiot, A., 2010. *L'esprit de Philadelphie : la justice sociale face au marché total*, Collection Débats. Paris : Editions du Seuil - La République des Idées.
- Tax Justice Network, 2011. *The Cost of Tax Abuse. A briefing paper on the cost of tax evasion worldwide*, November 2011, 20 p.
- Tamay, C. et Cepeda, D., 2007. El dilema constante del productor bananero en tiempos de brete: ¿Asociatividad o individualismo? In: *Mosaico agrario: Diversidades y antagonismos socioeconómicos en el campo ecuatoriano* (M. Vaillant, D. Cepeda, P. Gondard, A. Zapatta et A. Meunier, Eds.), 320 p.: 153-180. Quito: SIPAE - IRD - IFEA.
- Taylor, N., Mc Crostie Little, H., Baines, J. et Newell, J., 2003. Multiple Job Holding of Farmers in New Zealand, paper presented in the Agrifoods X Conference, Akaroa, 21-24 april 2003.
- Tene, V., Malagón, O., Vita Finzi, P., Vidari, G., Armijos, C. et Zaragoza, T., 2007. An ethnobotanical survey of medicinal plants used in Loja and Zamora-Chinchipec, Ecuador, *Journal of Ethnopharmacology* 111 (2007), 63-81. Elsevier Ireland Ltd.
- Terray, E., 2008. Pourquoi partent-ils ? In : *Immigration : fantasmes et réalités, pour une alternative à la fermeture des frontières* (C. Rodier et E. Terray, coord.), pp. 21-26. Paris : Editions La Découverte.
- Tétreau, É., 2011. *Quand le dollar nous tue*, 124 p. Paris : Grasset.
- Thiollet, H., 2010. Migrations et relations internationales, *Transcontinentales* [En ligne], 8/9 | 2010, document 2, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 12 janvier 2012. URL : <http://transcontinentales.revues.org/787>.
- Thouret, J.-C., 1989. Spécificité de l'étagement géo-écologique dans les Andes intertropicales, *Revue de Géographie Alpine*, vol. 77, n° 1, pp. 57-77.
- Tillequin, F., 2007. *Histoire de la quinine dans la lutte contre le paludisme*. Extraits de la conférence « Les médicaments d'aujourd'hui et de demain dans la nature », Musée national d'Histoire naturelle. Consulté le 1^{er} novembre 2009 : http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv_chapC_p3_c1&zoom_id=zoom_c1_4&savoir_id=savoir_c1_z4_1.
- Todaro, M., 1969. A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries, *The American Economic Review*, vol. 59, n° 1 (1969), pp. 138-148.
- Trachtman, J., 2008. *The Role of International Law in Economic Migration*. Inaugural Conference, Society of International Economic Law, Geneva (Switzerland), 15-17 July 2008.
- Tulet, J.-C., 2003. Les opportunités des montagnes tropicales latino-américaines. In : *Crises et mutations des agricultures de montagne. Colloque international en hommage au professeur Christian Mignon*, pp. 175-191. Clermont-Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal.
- Tyrer, R., 1988. *Historia demográfica y económica de la Audiencia de Quito*, Biblioteca de Historia Económica, vol. 1, 325 p. Quito: Ediciones del Banco Central del Ecuador.
- Uhle, M., 1930. Apuntes arqueológicos acerca de la Isla Puná, *Revista de la Universidad de Guayaquil*, vol. 1, año I, pp. 79-88. Guayaquil: Universidad de Guayaquil.
- United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), 2010. *The globalization of crime. A Transnational Organized Crime Threat Assessment*, 303 p. Vienna: United Nations Publications.

- Vaillant, M., 2009. *De nécessaires approches plurisectorielles pour aborder le devenir des agricultures familiales des Andes*. Grain de sel, n° 45, décembre 2008-février 2009, pp. 16-17. Paris : Inter-Réseaux Développement Rural.
- Vaillant, M., 2008a. Más allá del campo: Migración internacional y metamorfosis campesinas en la era globalizada. Reflexiones desde el caso rural de Hatun Cañar (Andes ecuatorianos). In: *Territorios en mutación: Repensando el desarrollo desde lo local* (L. Martínez, Comp.), pp. 229-251. Quito: FLACSO Sede Ecuador - Ministerio de Cultura del Ecuador.
- Vaillant, M., 2008b. Formas espaciales y laborales de la movilidad campesina de Hatun Cañar: de la microverticalidad agro-ecológica a los archipiélagos de actividades. In: *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos* (H. Godard et G. Sandoval, Eds.), tome 17, pp. 103-134. Lima: Actes & Mémoires de l'Institut Français des Etudes Andines.
- Vargas-Lundius, R., Lanly, G., Villareal, M. et Osorio, M., 2008. *International migration, remittances and development*, 80 p. Rome: IFAD - FAO.
- Vásconez, A., 2005. Regímenes de bienestar y debate sobre política social en Ecuador. In: *Asedios a lo imposible. Propuestas económicas en construcción* (A. Acosta et F. Falconí, Eds.), pp. 39-68. Quito: FLACSO - ILDIS-FES.
- Vásquez, P. et González, I., 1989. Movilizaciones campesinas en Azuay y Cañar durante el siglo XIX. In: *La sociedad azuayo-cañari: pasado y presente* (L. Espinoza, Comp.), tomo I, pp. 159-187. Quito: IDIS - Editorial El Conejo.
- Vicuña, B., 2008. Los tejidos de América surandina. Recopilación bibliográfica, *Revista del CIDAP*, n° 66, pp. 135-168. Cuenca: Centro Americano de Artesanías y Artes Populares.
- Villamar, D. et Acosta, A., 2002. Las remesas de los emigrantes y sus efectos en la economía ecuatoriana, *Cartillas sobre migración*, vol. 1, mayo del 2002, 14 p. Quito: ILDIS.
- Vimos, C., Nieto, C. et Rivera, M., 1997. El melloco. Características, técnicas y potencial en Ecuador. Quito: Centro internacional de investigaciones para el desarrollo.
- Virilio, P., 2009. *Le Futurisme de l'instant*, 96 p. Paris : Editions Galilée.
- Vos, R., 1988. Petróleo, estado y cambio agrario. Ecuador 1972-1984. In: *Transformaciones agrarias en el Ecuador* (P. Gondard, J. León et P. Sylva, Coord.), Geografía Básica del Ecuador, Tomo V Geografía Agraria, volumen 1, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, 134 p.: 15-37. Quito: IPGH - ORSTOM - IGM.
- Wachtel, N., 1992. *Dieux et vampires. Retour à Chipaya*, 183 p. Paris : Editions du Seuil.
- Wachtel, N., 1971. *La vision des vaincus*, Collection Folio Histoire, 395 p. Paris : Editions Gallimard.
- Waldinger, R., 2006. Transnationalisme » des immigrants et présence du passé, *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 22 - n°2 | 2006, mis en ligne le 01 juin 2009. URL: <http://remi.revues.org/index2817.html>
- White, S., 2008. *Manejo de alpacas en la sierra ecuatoriana*. Cuenca: CG Paute.
- Whitaker, M., Colyer, D. et Alzamora, J., 1990. *El rol de la agricultura en el desarrollo económico del Ecuador*, 566 p. Quito: IDEA.
- Wihtol de Wenden, C., 2010. *La question migratoire au XXI^e siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*, 272 p. Paris : Les Presses de SciencesPo.
- Winckell, A., 1997. Presentación general de los grandes rasgos del relieve del Ecuador. In: *Los paisajes naturales del Ecuador*. vol. 1 Las condiciones generales del medio natural (A. Winckell, Coord.), Geografía Básica del Ecuador, Tomo IV Geografía Física, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, 159 p.: 3-13. Quito: IPGH - IRD - IGM.

- Winckell, A., Zebrowski, C. et Sourdat, M., 1997. *Las regiones y paisajes del Ecuador*, Geografía básica del Ecuador, tomo II Geografía de la población, vol. 1, 417 p. Quito: IPGH - ORSTOM - IGM.
- Yang, M., Hens, L., Ou, X et De Wulf, R., 2009. Tourism: An Alternative to Development? *Mountain and Research Development*, vol. 29, n° 1, pp. 75-81.
- Zaki, L., 2013. Un projet de partenariat transatlantique menaçant, *Le monde*, 15 mars 2013. URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/15/un-projet-de-partenariat-transatlantique-menacant_1849027_3232.html. Consulté le 15 mars 2013.
- Zamora, M., 2005. La rápida expansión de los supermercados en Ecuador y sus efectos en las cadenas agroalimentarias, *Ecuador debate*, vol. 64, abril 2005, pp. 135-150. Quito: CAAP.
- Zamosc, L., 1995. *Estadística de las áreas de predominio étnico de la Sierra ecuatoriana: Población rural, indicadores cantorales y organizaciones de base*. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Zebrowski, C. et Sourdat, M., 1997. Los factores de la pedogénesis y los suelos en Ecuador. *In: Los paisajes naturales del Ecuador*, vol. 1 Las condiciones generales del medio natural (A. Winckell, coord.), Geografía Básica del Ecuador, tomo IV Geografía Física, Centro Ecuatoriano de Investigación Geográfica, 159 p.: 97-129. Quito: IPGH - IRD - IGM.
- Ziegler, J., 2011. *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, 325 p. Paris : Editions du Seuil.

GLOSSAIRE

Accords de
Carthagène

Traité ratifié en 1969 par six pays andins (Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela). Il donna naissance à la communauté andine des Nations, plus connue (avant 1996) sous le nom de Pacte andin ou Groupe andin. Cette communauté économique se donna pour objectif commun un développement intégral, plus équilibré et autonome grâce à une meilleure intégration. Le Chili se retira du traité en 1976, le Venezuela en 2006. Le Pérou le réintégra en 1994, un an après s'en être retiré. La Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou partagent une zone de « libre »-échange, c'est-à-dire un espace dans lequel les produits circulent librement sans s'acquitter de droits de douanes. Depuis 2003, les citoyens de la communauté andine peuvent circuler librement dans les quatre pays [source Wikipedia, juin 2010].

Agriculture

Pratique par laquelle des hommes et des femmes domestiquent les processus écologiques pour produire certaines matières végétales ou animales utiles à la société [Dufumier, 1986].

Agriculture
paysanne

Agriculture pour la mise en œuvre de laquelle prédominent des exploitations familiales dont les responsables ont hérité de leurs parents une fine connaissance des caractéristiques agro-écologiques de la région (du « pays ») dans laquelle ils opèrent [Dufumier, 2004].

Agroécologie

Discipline scientifique étudiant le fonctionnement des écosystèmes aménagés par les agriculteurs. L'agroécologie cherche à expliquer comment interagissent les cycles biochimiques de l'eau, du carbone, de l'azote et d'autres éléments minéraux dans les champs cultivés et les espaces pâturés. Elle s'intéresse aussi aux multiples interactions entre climat, sol, plantes, herbes adventices, insectes pollinisateurs, vers de terre et microbes du sol, faune domestique, animaux ravageurs, etc. [Dufumier, 2012 : 177-178].

Al partir

Equivalent d'un métayage, généralement réalisé entre des parents ou compères, aboutissant le plus souvent au partage en deux parts égales de la récolte ou du gain [Morlon, 1992].

Alliance pour le Progrès	Programme d'aide économique et de développement des pays latino-américains, proposé et mis en place par le Président des Etats-Unis John Fitzgerald Kennedy. Ce programme prévoyait des investissements de capitaux nord-américains, aussi bien au niveau des Etats, que privés. La Charte de la Alianza para el Progreso fut approuvée par tous les pays américains à la Conférence de Punta del Este (Uruguay), en 1961, à l'exception de Cuba. Le but était aussi d'éviter la propagation des idées révolutionnaires du castrisme [Duviols, 2000].
Allotement	A un instant t ou sur une période donnée, manière dont l'éleveur répartit son cheptel en sous-unités de conduite (les lots). L'expression « pratiques d'allotement » désigne l'ensemble des opérations par lesquelles l'éleveur modifie cette organisation [Ingrand <i>et al.</i> , 1995].
Assolement	Répartition des surfaces d'une exploitation agricole (ou d'un finage villageois) en diverses parties, appelées soles. L'assolement peut varier d'une année à l'autre en tenant compte des variations climatiques et modifications des marchés (à ne pas confondre avec les rotations) [Dufumier, 1996 : 326].
<i>Audiencia</i>	Dans l'Amérique coloniale, une <i>audiencia</i> correspond à une sous-division juridique de la vice-royauté. Cette institution avait à la fois des pouvoirs administratifs et judiciaires. Elle représentait la Couronne d'Espagne, et son pouvoir s'étendait sur tous les fonctionnaires coloniaux [Duviols, 2000 : 36].
<i>Austro</i>	Espace intégrant les actuelles provinces de l'Azuay, de Cañar et de Morona Santiago ; correspondant en fait à l'ancien territoire des Cañaris.
<i>Ayllu</i>	Communauté territoriale fondée sur des liens de parenté, se réclamant d'un ancêtre commun.
<i>Cacique</i>	Chef d'une entité politique.
<i>Cambiamano</i>	Institution andine correspondant à un échange de travail entre deux parties, selon des rapports de réciprocité le plus souvent asymétriques.
Compérage (<i>compadrazgo</i>)	Relation asymétrique de parenté fictive instaurant d'abord des liens privilégiés entre parents et parrains d'un enfant, c'est-à-dire entre « compères » (<i>compadres</i>). A l'origine, elle visait à élargir le champ social de ces derniers, généralement issus de catégories différentes, les plus aisés apportant plus de prestations sociales et les plus modestes plus de produits de leur travail (entre notables et paysans par exemple) [Fauroux, 1985]. L'institution du compérage, chargée d'une dimension politique, est aujourd'hui mobilisée pour n'importe quel évènement, presque comme prétexte à l'extension de réseaux sociaux : baptême, diplôme scolaire, inauguration d'une maison, d'un camion ou encore d'un magasin, feront prétexte pour choisir de nouveaux « compères » de façon à multiplier les liens de réciprocité [Bernard, 1988].
Consensus de Washington	Le "consensus de Washington" tire son nom d'un article de l'économiste John Williamson, qui a défini, en 1989, dix recommandations, notamment en direction de l'Amérique latine : discipline budgétaire, réorientation de la dépense publique, réforme fiscale, libéralisation financière, adoption d'un taux de change unique et compétitif, libéralisation des échanges, élimination des barrières à l'investissement direct étranger, privatisation des entreprises publiques, dérégulation des marchés, prise en compte des droits de propriété. La Banque mondiale et le FMI ont ensuite décidé de subordonner leurs prêts à l'adoption de politiques inspirées de ces thèses [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/glossaire.shtml , page consultée le 20 avril 2013].

<i>Concertaje</i>	Utilisé officiellement pour la première fois dans la <i>Real Instrucción</i> de 1601 sur le travail des Indiens, ce terme désignait la rencontre volontaire, sur les places des bourgades, entre un propriétaire foncier espagnol en quête de main-d'œuvre et un Indien à la recherche d'un emploi temporaire rémunéré. Les deux parties convenaient (<i>concertar</i> en espagnol) d'un service pour un temps déterminé [Oberem, 1987].
<i>Corregimiento</i>	Unité territoriale de l'administration coloniale, intermédiaire entre la paroisse et l' <i>Audiencia</i> .
Coût d'opportunité	Le coût d'opportunité d'une ressource engagée dans un système de production (ou d'activité) est le montant des revenus perdus du fait que cette ressource ne peut plus être utilisée par ailleurs. Il s'agit d'un coût de renoncement dont l'évaluation suppose que l'on ait connaissance des divers usages alternatifs possibles de la ressource considérée [Dufumier, 2004].
Développement	« Processus de transformation des techniques et des structures économiques, politiques et sociales qui engendre le recul de la pauvreté, l'augmentation du niveau de vie et d'éducation, l'allongement de l'espérance de vie » [Généreux, 2005 : 247]. Ce terme ne doit pas être confondu avec celui de croissance, que le même auteur définit comme « l'augmentation, au cours d'une période donnée, d'un indicateur de production » ; elle constitue un « phénomène quantitatif, circonscrit dans le temps et dans l'espace », [...] elle est limitée, physiquement bornée par la disponibilité des ressources naturelles non renouvelables qui sont nécessaires à la production ». Au contraire, le développement est « un processus à long terme essentiellement qualitatif dans ses modalités (mutations structurelles) et dans ses résultats (qualité de vie). [...] Il ne connaît pas la même limite naturelle que la croissance parce que son progrès dépend pour une large part d'une ingénierie sociale, culturelle et politique qui ne consomme que des ressources indéfiniment reproductibles : la parole, le temps, la réflexion, la qualité des relations humaines, etc. ». Par exemple, le Kerala, l'un des pays les plus pauvres par son PIB, se révèle l'un des plus riches par son indice de développement humain (« indicateurs » de richesse habituels auxquels on adjoint l'état de santé de la population, l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, la qualité de l'environnement, le degré de cohésion sociale) [Gorz, 2007 : 128-129].
Draille	Sente, chemin façonné et plus ou moins entretenu pour le déplacement saisonnier de troupeaux de moutons transhumant à travers les Cévennes et les Alpes du Sud [Brunet <i>et al.</i> , 1993 : 170].
Ecosystème	Système constitué par l'ensemble des êtres végétaux et animaux vivant dans un milieu physique donné en étroite interaction avec ce dernier. Des relations complexes (complémentarité, synergie, concurrence, <i>etc.</i>) lient ces êtres vivants entre eux et à leur environnement physique [Dufumier, 2004].
<i>Encomienda</i>	Institution coloniale. Il s'agissait d'un territoire et de ses habitants soumis à un conquistador <i>encomendero</i> . Ce pouvoir était octroyé au nom de la Couronne, pour trois générations. Le colon disposait de la main-d'œuvre indigène qui travaillait dans les champs ou dans les mines et qui, de surcroît, payait un tribut. Les devoirs des <i>encomenderos</i> étaient la protection et la catéchisation des Indiens, ce qui supposait l'intervention de <i>doctrineros</i> . Inspirée du système féodal médiéval, l' <i>encomienda</i> différait cependant du fief. En effet, le processus de féodalisation totale n'a pas été possible dans le Nouveau Monde. La concession d'une <i>encomienda</i> ne supposait pas l'anoblissement des <i>encomenderos</i> . De plus, cette concession était limitée dans le temps. Les <i>encomenderos</i> ont réclamé en vain sa perpétuité. Les <i>encomiendas</i> n'ont pas servi de fondement économique à la création d'une noblesse féodale [Duviols, 2000: 136-137].

<i>Estancia</i>	Droit d'exclusivité de pâturage, attribué à de grands éleveurs par l'administration coloniale, sur des terres de la Couronne ou des communautés indiennes. Ces concessions ont souvent été à l'origine des grandes propriétés foncières [Léonard, 1995 : 8].
Finage	Territoire parfaitement délimité (fini) dont l'usage des différentes parties est régulée par une même juridiction villageoise ou communale. Un même finage comprend souvent différents terroirs [Dufumier, 1996 : 337].
<i>Forastero</i>	Individu vivant comme résident étranger dans une localité administrative autre que celle d'où il est originaire [Salomon, 1986].
<i>Habitus</i>	« Systèmes de dispositions inconscientes et durables, [...] principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre » [Bourdieu, 1980 : 88].
<i>Hacienda</i>	Grande propriété foncière en Amérique latine [Dictionnaire Larousse].
<i>Huasicamía</i>	Travail rotatif organisé entre les familles <i>huasipungueras</i> , destiné au service personnel du propriétaire de l' <i>hacienda</i> [Guerrero, 1975 : 12]. Par extension, le <i>huasicama</i> désigne l'Indien chargé de l'entretien de la maison, des élevages et des biens domestiques. Au pays de Hatun Cañar, il est accompagné de son épouse et de deux membres supplémentaires en capacité de travailler.
<i>Huasipungo</i>	Mot composé de <i>huasi</i> (maison) et de <i>pungo</i> (porte) désignant la portion de terrain attenante à la maison que cultive l'Indien (<i>huasipunguero</i>) soumis à l'institution du <i>concertaje</i> [Cordero (1892) 2006]. Selon Oberem [1987], ce terme, dont l'origine reste inconnue, est spécifique à l'Equateur.
<i>Ikat</i> (du malais <i>ikat</i> , « attacher, nouer »)	Procédé de teinture et de tissage dans lequel le dessin est créé en teignant d'abord le fil de trame de toutes les couleurs qui vont y figurer, à des intervalles très précis, de sorte qu'au moment du tissage les éléments du dessin se créent par la juxtaposition des parties du fil de la couleur appropriée. En teignant le fil, les parties qu'on veut préserver d'une certaine couleur de teinture sont cachées par un fil qu'on noue sur le fil de la trame. On plonge ensuite le fil dans la teinture. On recommence pour les autres teintes. Par extension, le mot désigne également le tissu qui en résulte [source Wikipedia].
<i>Limpia</i>	Pratique traditionnelle réalisée, à l'aide de diverses plantes soigneusement sélectionnées, par un praticien de la santé (<i>limpiador</i>), de façon à débarrasser le corps du patient des énergies négatives (le mal) absorbées au contact de lieux occupés ou attirant les esprits malins et malveillants.
<i>Llajta</i> (pluriel : <i>llajtakuna</i>)	Groupe autochtone politiquement défini, partageant des droits et des devoirs au regard d'un ensemble de ressources données, terres et infrastructures, et ayant l'un des leurs comme souverain [Salomon, 1986].
Marge	1. Bordure, limite dotée de quelque épaisseur et considérée comme en position de subordination ; v. périphérie, marche (même etym.). [Brunet <i>et al.</i> , 1993 : 320].
Migration	« Mouvement de personnes traversant une certaine limite afin d'établir ailleurs une nouvelle résidence » [Domenach et Picouet, 1995 : 8].

Migration circulaire	La migration circulaire renvoie à « ces systèmes de mobilité qui, fortement marqués par des déplacements successifs et alternant entre plusieurs lieux, sont à relier avec l'existence de pratiques spatiales multilocalisées et de logiques multirésidentielles, dont l'intensité échappe nécessairement aux méthodes traditionnelles de mesure de la migration » [Cortes, 2008 : 55].
<i>Mindalá</i> (pluriel : <i>mindaláes</i>)	Marchand politiquement dépendant d'une autorité ethnique, spécialisé dans le trafic de biens de prestige de longue distance [Salomon, 1986].
<i>Minga</i> (<i>mink'a</i> dans les Andes centrales)	Travail collectif pratiqué à des fins communautaire et sociale [Estermann, 2008 : 152]. Il convient de ne pas idéaliser ces travaux d'intérêt général car les individus ont un intérêt effectif à y participer pour maintenir ouverts leurs droits (attachés à l'adhésion à la communauté) d'accès et d'usufruit des biens communs.
Minifundisme (minifundiste, exploitation minifundiaire)	Le minifundisme caractérise une forme d'agriculture qui, à elle seule, ne permet pas de satisfaire les besoins essentiels de la famille ainsi que le plein emploi de ses membres. La famille est contrainte de rechercher du travail à l'extérieur de l'unité de production agricole, révélant implicitement son caractère pluriactif.
<i>Mishqui</i>	Diccionario Quichua-Castellano y Castellano-Quichua [Cordero, (1892) 2006] : Mishqui, n. Dulce; azúcar; miel; raspadura; almíbar; pulque.
<i>Mit'a</i> <i>Mita</i>	<i>Mit'a</i> . Corvée rotative instaurée par les Incas pour fournir en main-d'œuvre l'armée, les chantiers publics (construction et entretien des grands aménagements hydrauliques, routiers, etc.) et la production (agricole, textile...) organisée par l'Empire inca [Salomon, 1986]. <i>Mita</i> . <i>Mit'a</i> reconduite par la Couronne espagnole pour fournir en force de travail les secteurs économiques privés (mines, ateliers de production) et l'administration coloniale [<i>ibid.</i>].
<i>Mitmaj</i> (pluriel : <i>mitmajkuna</i>)	Individu (ou population) déplacé, notamment par l'Empire inca [Salomon, 1986].
Modélisation/ Modéliser	« Qu'est-ce que modéliser ? C'est l'action intentionnelle de construire, par composition de concepts et de symboles, des modèles susceptibles de rendre plus intelligible un objet ou un phénomène perçu complexe et d'amplifier, comme le précise J.-L. Le Moigne, le raisonnement de l'acteur projetant une intervention délibérée au sein de cet objet ou de ce phénomène, et à anticiper les conséquences des projets d'action possibles » [Lugan, 2005 : 101].
Mondialisation	« Echange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial étant alors l'espace de transaction de l'humanité » [Dollfus, 2007 : 16]. « Série de mutations dans l'économie internationale qui tend à créer un seul marché mondial pour les biens et les services, le travail et le capital » [Berger, 2003 : 6].
Néolibéral	Du substantif néolibéralisme : celui-ci est non seulement la dérégulation généralisée, le retrait de l'Etat et le « laissez-faire », mais également une forme de constructivisme voulue (ou surveillée) par les pouvoirs publics, qui vise en quelque sorte à créer de la concurrence dans toute la société, y compris dans des sphères qui en étaient jusqu'alors préservées [Audier, 2012]. Pour le philosophe Jean-Claude Michéa [2013 : 121], il est absurde de considérer comme un « néolibéralisme » ce qui n'est autre que le capitalisme libéral ayant repris (au cours des années soixante-dix) « sur ses bases logiques le mode de développement qui était le sien depuis l'origine ».

Niño (phénomène climatique)	Ce sont les pêcheurs sud-américains qui ont baptisé du nom de « El Niño », (terme désignant l'Enfant Jésus, en référence à l'époque au cours de laquelle il se produit), le réchauffement de la surface de l'océan qui, le long des côtes péruviennes et équatoriennes, débute tous les ans aux alentours de Noël et se prolonge généralement jusqu'en mars ou avril [Wyrski, cité par Pourrut, 1993]. Aujourd'hui, le terme ne se réfère pas à la situation observée annuellement. Habituellement réservé aux événements exceptionnellement marqués, il se définit comme : « ensemble des flux d'eaux superficielles anormalement chaudes dans toute la zone de l'Océan Pacifique tropical » [<i>ibid.</i>].
Parcelle	Portion de terre d'un seul tenant, pouvant comporter plusieurs champs, mais dépendant d'une même exploitation agricole [Lizet et de Ravignan, 1987 : 142].
Pâtis	Terre labourable laissée en herbe et pâturée [Dictionnaire Larousse].
Patrimoine	« Etymologie du terme patrimoine : "bien que l'on tient en héritage de ses ascendants". Cette notion renvoie systématiquement au père et, d'une façon générale, aux ancêtres. Par l'héritage au sein de la famille, le patrimoine rattache les successeurs à ceux qui les précèdent dans une chaîne généalogique qui ne s'interrompt qu'avec la fin d'une lignée. Ce terme contient ainsi celui qui donne comme celui qui reçoit, donataire comme donateur, l'un à l'autre reliés pour durer » [Jacques-Jouvenot et Gillet, 2001 : 112].
Pays	Le mot « pays » suggère ce qui est local, le caractère d'un territoire formant un ensemble culturel, souvent aussi historique, parfois géographique, en tout cas désigné par un nom. Un « pays » ne correspond pas toujours à une région géographique ou à un territoire administratif, mais les relations fréquentes et intenses qui s'y exercent entre les groupes humains permettent aux éléments physiques et sociaux de fonctionner d'une manière complémentaire, formant système, de sorte qu'on peut parler de « pays » qui vivent, changent, rajeunissent, meurent ou quelquefois renaissent [Lizet et de Ravignan, 1987]. Etablie en 1995, la loi française d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) instaure un statut à tout territoire présentant « une cohésion géographique, culturelle ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi ». Une centaine de « pays » sont aujourd'hui recensés, tels le pays d'Auge en Basse-Normandie, le pays de Gex en Rhône-Alpes, le pays de Cocagne et celui du val d'Adour en Midi-Pyrénées, le pays horloger en Franche-Comté, etc.
<i>Qhapaqñán</i>	Axe routier central (Nord-Sud) de l'Empire inca [Salomon, 1986].
<i>Ración</i>	Part de la récolte destinée à rétribuer les tiers ayant participé aux opérations culturelles. La part varie selon le niveau de participation au cours du cycle, les liens unissant les deux parties (filiation, affinité, etc.) et le résultat de la production.
<i>Reconquista</i>	Processus de réappropriation, par les Indiens, de terres dont leurs ancêtres furent autrefois spoliés.
Risque	Notion se référant à des situations dans lesquelles certains résultats dépendent de paramètres dont les variations peuvent être fluctuantes mais dont la loi de probabilité est relativement connue. La notion de risque est à distinguer de celle d'incertitude qui se réfère, quant à elle, aux situations dans lesquelles il est impossible d'associer l'évolution des variables à une fonction de probabilité [Dufumier, 1996].

Rustique	Du substantif rusticité : ensemble des caractères biologiques permettant aux animaux de vivre et de se renouveler quelles que soient les variations aléatoires du milieu [Audiot, 1995].
Sarclage	Opération qui consiste essentiellement à sectionner les adventices dans le sol à faible profondeur au moyen de pièces travaillantes tranchantes [CIRAD <i>et al.</i> , 2002 : 757].
Sarcocystose	Infection du muscle strié chez les mammifères, produite par des parasites du genre <i>sarcocystis</i> . Les symptômes comme des vomissements, diarrhées, faiblesse musculaire et paralysie sont causés par la sarcocystine, une toxine produite par ce parasite [URL : www.lookformedical.com/].
<i>Sierra</i>	Nom donné, dans les pays de langue espagnole, aux chaînes de montagne [Dictionnaire Larousse].
Spontanée (végétation)	S'oppose à la végétation cultivée dans les champs, les jardins, et même les forêts très conduites. Nous employons ce terme de préférence à l'adjectif « sauvage », pour qualifier les milieux où les interventions humaines sont si anciennes qu'elles sont peu perceptibles [Lizet et de Ravignan, 1987 : 142].
<i>Subprime</i>	Crédits hypothécaires consentis à des ménages états-uniens présentant des niveaux de risque supérieurs à celui de l'emprunteur traditionnel, soit du fait d'une incapacité à gérer leurs finances personnelles, soit parce que leur capacité de remboursement a été compromise par des événements défavorables [Orléan, 2009]. L'octroi massif de ces crédits hypothécaires, « saucissonnés » par le biais de processus de titrisation (transformation de créances bancaires en titres négociables sur le marché) est à l'origine de la bulle spéculative du marché de l'immobilier américain qui, lorsqu'elle éclata en 2007-2008 du fait de la multiplication des défauts de paiement, propagea ses effets à l'ensemble du système financier international.
Subspontanée (espèce)	Espèce qui, bien qu'introduite dans une région, se développe et se reproduit dans la nature aussi bien qu'une espèce spontanée [Lizet et de Ravignan, 1987 : 142].
Successions culturales	Ordre chronologique dans lequel différentes cultures se succèdent sur une même parcelle. Lorsqu'une même succession est répétée à intervalles réguliers, on dit que les agriculteurs pratiquent une rotation culturale [Dufumier, 1996 : 347].
Surtravail	Quantité d'énergie disponible au-delà des quantités appliquées à la production des subsistances nécessaires à la reproduction simple de la communauté [Meillassoux, 1975 : 91].
Syndrome hollandais	« La maladie hollandaise (ou mal hollandais, ou malaise hollandais, ou syndrome hollandais, en anglais Dutch disease) est un phénomène économique qui relie exploitation de ressources naturelles et déclin de l'industrie manufacturière locale. Inspiré du cas des Pays-Bas des années 1960, le terme maladie hollandaise est utilisé par extension pour désigner les conséquences nuisibles provoquées par une augmentation importante des exportations de ressources naturelles par un pays. Bien que touchant principalement les pays pétroliers, le phénomène peut être comparé avec toute surévaluation du taux de change liée à une entrée massive de devises (exemples : mise en valeur de ressources naturelles, hausse marquée des prix d'une matière première, flux massifs d'investissements directs étrangers entrants, aide étrangère massive). Dans les modèles commerciaux simples, un pays se spécialise dans les industries où il a un avantage comparatif. Les pays riches en matières premières s'y spécialisent donc, au détriment de leur secteur manufacturier » [source Wikipedia].

Système de mobilité	La notion de système de mobilité se définit par « l'identification des liens ou relations qu'établissent les acteurs-migrants entre les différents espaces qu'ils fréquentent » [Cortes, 1998 : 267].
Talweg (ou thalweg)	Ligne de plus grande pente d'un vallon comportant ou non un cours d'eau, mais constituant la ligne de rassemblement et d'écoulement principal des eaux [Lizet et de Ravignan, 1987 : 143].
Territoire	1. Maille de gestion de l'espace, ayant en principe un statut inférieur aux circonscriptions normales, parce que l'appropriation n'y paraît pas complètement réalisée. 2. Espace approprié, avec sentiment ou conscience de son appropriation. 3. La notion de territoire est donc à la fois juridique, sociale et culturelle, et même affective. Le territoire implique toujours une appropriation de l'espace : il est autre chose que l'espace. Le territoire ne se réduit pas à une entité juridique (certaines d'entre elles ne donnent pas naissance à un sentiment d'identité collective) ; il ne peut pas être non plus assimilé à une série d'espaces vécus, sans existence politique ou administrative reconnue. [...] Le territoire n'est pas le terroir, ni l'aire de chalandise de la ville. Il ne se réduit pas davantage à l'enracinement paysan dans un lieu, ni aux attachements des citoyens à un quartier, ni aux lieux fréquentés : il y faut quelque chose de plus, et d'abord les sentiments d'appartenance (je suis de là) et d'appropriation (c'est à moi, c'est ma terre, ou mon domaine). Le territoire tient à la « projection » sur un espace donné des structures spécifiques d'un groupe humain, qui incluent le mode de découpage et de gestion de l'espace, l'aménagement de cet espace. Il contribue en retour à fonder cette spécificité, à conforter le sentiment d'appartenance, il aide à la cristallisation de représentations collectives, des symboles qui s'incarnent dans des hauts lieux. Concept relevant de la socialisation de l'espace, le territoire n'est pas de nature individuelle, sauf dans le sens restreint de la proxémique, où existent à la fois des territoires individuels et des territoires familiaux (de la pièce à l'appartement ou à l'étendue strictement appropriée [Brunet <i>et al.</i> , 1993 : 480-481].
Terroir	Ensemble de terrains agricoles d'une même région (ou d'un même finage) présentant des caractéristiques agronomiques relativement communes et consacrés à un même type de culture. Exemples : terroirs viticole, rizicole, arboricole, etc. [Dufumier, 1996 : 348].
Thèse	Du latin <i>thesis</i> , du grec <i>thesis</i> , action de poser. Proposition théorique, opinion, position sur quelque chose dont on s'attache à démontrer la véracité [Dictionnaire Larousse].
<i>Vecino</i>	Voisin (<i>vecino</i>) sous la Couronne espagnole équivalait à ce que l'on désignerait aujourd'hui sous le terme de citoyen. Mais plus encore, au sens où le voisin faisait état d'une volonté manifeste de résider dans la ville pour un long moment. [...] Etre voisin] c'était assumer devoirs et droits. Aujourd'hui, le vocable citoyen évoque plus le dernier que le premier, bien qu'il provienne d'un terme latin l'associant à la ville. De nos jours, voisin renvoie à l'idée de confiance et de relation plus personnelle entre ceux qui vivent à proximité. [...] Celui désireux de devenir voisin devait s'enregistrer auprès du <i>cabildo</i> et espérer être accepté, sous la condition de s'engager à vivre au moins six ans dans la ville, se consacrant à des activités administratives, agricoles, artisanales, et domestiques. Le voisin aspirait à ce qu'on lui octroie un ou plusieurs <i>solares</i> , terres à emblaver, <i>estancias</i> et Indiens pour le servir [Cordero, 2007 : 80(3)].
<i>Yunta</i>	Paire de bœufs jougués et attelage.

LISTE DES ABREVIATIONS

AGSO	Association des éleveurs de la <i>sierra</i> et de l'Amazonie
ALCA	<i>Area de libre comercio de las Américas</i> (zone de libre-échange des Amériques)
ANA/Cu	Archives de l'Archevêché de Cuenca
ANH/Cu	Archives nationales d'Histoire, Cuenca
ATPDEA	<i>Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act</i> . Système de préférence commerciale par lequel les Etats-Unis d'Amérique autorisent l'entrée libre de taxes d'une large gamme de produits d'exportations en provenance de quatre pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou). Entré en vigueur le 31 octobre 2002 (succédant à l' <i>Andean Trade Preference Act</i> édicté le 4 décembre 1991), ce système a pour objectif de promouvoir le développement, dans ces pays andins, d'alternatives économiques à la production de cocaïne [source Wikipedia]
CEDIR	Centre équatorien de développement et de recherche en milieu rural
CEPAL	Communauté économique pour l'Amérique latine
CIDAP	Centre interaméricain des Artisanats et des Arts populaires. Le CIDAP est un organisme public chargé de promouvoir les artisanats et la culture populaire d'Equateur et d'Amérique. Il fut créé en 1975 par l'Organisation des Etats américains et l'Etat équatorien, et son siège installé à Cuenca. Cf. site officiel du CIDAP : http://www.cidap.gob.ec
CREA	Centre de Reconversion Economique des provinces de l'Azuay, de Cañar et de Morono Santiago (organisme parapublic créé en 1958 et dissous par décret n° 1689 du 29 avril 2009)
FAO	Organisation des nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation

IERAC	Institut équatorien de Réforme agraire et Colonisation
INAMHI	Institut équatorien de Météorologie et d'Hydrologie
INEC	Institut équatorien de Statistiques et de Recensements
INERHI	Institut équatorien des Ressources hydriques
INIAP	Institut équatorien de la Recherche agronomique, créé en 1959
<i>iony</i>	Correspondant au sigle du groupe de mots « I ♥ New York » inscrit sur les autocollants des pare-chocs de voitures [Pribilsky, 2007 ; Kyle, 2000], ce terme renvoie au principal lieu de destination des émigrants du pays de Hatun Cañar : les Etats-Unis d'Amérique. Par extension, les émigrés sont qualifiés de « Ioneros ».
JCAPA	Comité central de l'Assistance publique de l'Azuay
MAGAP	Ministère équatorien de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Aquaculture et de la Pêche
MIDUVI	Ministère équatorien du Développement urbain et du Logement
MPST	Ministère équatorien de la Protection sociale et du Travail
MSP	Ministère équatorien de Santé publique
OIM	Organisation internationale des Migrations
OMC	Organisation mondiale du Commerce
PN/Ca	Première étude notariale de la ville de Cañar (Dr. Luís Andrade)
PNUD	Programme des nations unies pour le Développement
RP/Ca	Services municipaux du cadastre de la ville de Cañar
RP/Cu	Services municipaux du cadastre de la ville de Cuenca
PROMAS	Programme de gestion des sols de l'Université de Cuenca
SENAMI	Secrétariat équatorien aux Migrants
SIISE	Système intégré d'indicateurs sociaux de l'Equateur (http://www.siise.gov.ec)
TLC	<i>Tratado de libre comercio</i> (accord de libre-échange)
UNODC	Office des nations unies contre la Drogue et le Crime
UNESCO	Organisation des nations unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Organisation des nations unies pour l'Enfance
UPCCC	Union provinciale des coopératives paysannes de Cañar
USD	Dollar des Etats-Unis d'Amérique

LISTE DES ILLUSTRATIONS

FIGURES

Figure 1. Emigration au sein de la communauté Sisid (1991-2007)	13
Figure 2. Emigration nationale (1976-2007)	13
Figure 3. Carte de l'Equateur et localisation de la région d'études.....	20
Figure 4. Carte du <i>pays</i> de Hatun Cañar	23
Figure 5. Vue du petit <i>pays</i> depuis le nord-ouest (juil. 2008).....	27
Figure 6. « Griffes » d'érosion sur les plans modérément inclinés du secteur San Carlos- Chuquiragua (juil. 2008).....	29
Figure 7. Diagramme ombrothermique de Cañar-ville (valeur moyenne mensuelle 1970-2008).....	34
Figure 8. Variabilité intermensuelle des précipitations à Cañar-ville (moyenne 1970-2008).....	36
Figure 9. Comparatif des valeurs mensuelles de précipitations de Cañar-ville et Ingapirca (moyenne série 1970-2008)	36
Figure 10. Hauteurs pluviométriques annuelles à Cañar-ville et Ingapirca (série 1970-2008).....	36
Figure 11. Hypsométrie et réseau hydrographique de la haute-vallée du Cañar	38
Figure 12. Carte géologique de Hatun Cañar	40
Figure 13. Carte hydrologique de Hatun Cañar.....	40
Figure 14. Carte pédologique de Hatun Cañar	40
Figure 15. Schématisation de l'étagement écologique du <i>pays</i> de Hatun Cañar.....	44
Figure 16. Illustration de l'étagement écologique dans l'avant-pays de Hatun Cañar (juin 2008).....	46
Figure 17. Vue du clos de Juncal (févr. 2009)	49
Figure 18. Vue de l'ouvert de Chuichún (mars 2008).....	49

Figure 19. Vue des bas- <i>páramos</i> de Carshao, partiellement découpés par une pinède (janv. 2009)	53
Figure 20. Vue de la mosaïque de champs laniérés du secteur Cajóntambo, communauté Sisid (juil. 2008)	53
Figure 21. Zones de production étagées et circuits d'échanges privilégiés à l'époque préincāique	64
Figure 22. Gravure de la conquête des chefferies des Andes septentrionales par les Incas	69
Figure 23. Vestiges incas au <i>pays</i> de Hatun Cañar (quelques cas parmi les plus réputés).....	71
Figure 24. Inventaire des biens patrimoniaux de Don Mariano Espinosa, répertoriés dans son testament de 1908	102
Figure 25. Carte des principaux itinéraires de troc, et nature des biens échangés par les familles paysannes de Hatun Cañar au XX ^e siècle	119
Figure 26. Evolution démographique de la <i>sierra</i> , entre 1840 et 2010, en valeur absolue et relative	135
Figure 27. Formes de dispersion géographique des familles, perçues à partir du couple de second rang générationnel (conjoints entre 20 et 50 ans, avec enfants à charge)	173
Figure 28. Paysage agraire de Juncal : l'accès à divers étages écologiques comme ressource spatiale....	175
Figure 29. Typologie des principales successions culturelles, par étage écologique	196
Figure 30. Représentations archétypiques des rotations pratiquées au petit <i>pays</i> , selon l'écosystème étagé	206
Figure 31. Ouverture des billons à l'aire lors de la récolte de pomme de terre (secteur Coyoctor, déc. 2008).....	210
Figure 32. Tubercules secondaires	212
Figure 33. Ensachage du molloco dans le secteur de Chuquiragua (janv. 2009)	213
Figure 34. Sélection à domicile de l'oxalide avant commercialisation (sept. 2007).....	213
Figure 35. Typologie des principaux ateliers d'élevage (espèces animales et pratiques)	221
Figure 36. Elevage traditionnel de cobayes en cuisine.....	224
Figure 37. Dynamique, diversité et finalités des systèmes d'élevage bovin	231
Figure 38. Jeune fille guidant un petit troupeau ovin dans les <i>páramos</i> , au double sens du terme (oct. 2008)	238
Figure 39. Elevage d'alpagas de race Huacaya à Zhoray, haut bassin du Paute (oct. 2008).....	243
Figure 40. Modification des modalités de fonctionnement du métayage :	264
Figure 41. Classification des activités « extérieures »	280
Figure 42. Mains, métiers et savoir-faire au <i>pays</i> de Hatun Cañar	284
Figure 43. Confection d'un <i>poncho</i> sur métier à tisser de ceinture	289
Figure 44. Schématisation des principaux itinéraires d'échanges à travers l'histoire.....	300
Figure 45. Affiche d'information publique rappelant qu'en août 2005, 109 clandestins équatoriens périrent en haute mer	306
Figure 46. Coexistence de deux modes d'habitat et de vie	309
Figure 47. Type d'activités « extérieures » combinées à l'agriculture selon les catégories de familles ...	318
Figure 48. Répartition mensuelle des temps de travail (par actif) entre agriculture et activités « extérieures »,	325

Figure 49. Baisse réelle des envois d'argent (2007-2012), comme effet direct de la crise des <i>subprime</i>	328
Figure 50. Evolution de la pyramide des âges au petit <i>pays</i> (à partir des exemples de Tambo et de Juncal).....	337
Figure 51. Retour à la ferme, chargées de la <i>chalina</i> (comble) de fourrages frais, coupés à la faucille et destinés à l'alimentation des cobayes	348
Figure 52. Variation des prix de deux variétés de pomme de terre sur le marché d'Azogues (période 2005-2008).....	350
Figure 53. Déplacement quotidien des bovins (secteur Gaballushi)	361
Figure 54. Evolution du prix (réel et en moyenne tendancielle) du litre de lait distribué à l'éleveur bovin de Chuichún sur la période 1998-2008 (exprimé en dollars américains constants de janvier 2009).....	366
Figure 55. Revenu dégagé par activité économique (échantillon représentatif ; mesure exprimée en USD ₂₀₀₇ ·h·j ⁻¹)	370
Figure 56. Evolution des prix réels au producteur équatorien de quelques aliments	381
Figure 57. Tendances des prix réels au producteur équatorien de quelques aliments.....	381
Figure 58. Evolution des taux de chômage et de sous-emploi (période 1970-2005)	382
Figure 59. Evolution des prix du foncier au <i>pays</i> de Hatun Cañar.....	385
Figure 60. Evolution des coûts du passage au <i>pays</i> de Hatun Cañar.....	385
Figure 61. Evolution des salaires au <i>pays</i> de Hatun Cañar	385
Figure 62. Evolution des productions, importations et exportations de quelques biens vivriers	396
Figure 63. Schéma de renouvellement d'une caravane d'alpagas élevés sur les <i>páramos</i>	431
Figure 64. Principaux itinéraires migratoires tracés depuis le <i>pays</i> de Hatun Cañar (années 2000).....	499
Figure 65. Guidage de l'aire attelé, secteur Rosario (avril 2008)	502

TABLEAUX

Tableau 1. Réserves estimées de carbone contenues dans les <i>páramos</i> , rapportées à d'autres écosystèmes tropicaux (en tonne de C·ha ⁻¹).....	51
Tableau 2. Principaux ateliers d'élevage des exploitations paysannes au temps de l' <i>hacienda</i>	116
Tableau 3. Evolution du taux de croissance annuel selon la nature des productions agricoles.....	131
Tableau 4. Comparatif de la valeur nutritive de la viande de diverses espèces animales	223
Tableau 5. Valeur nutritive (en %) des principales espèces végétales pâturées, selon l'étage agro-écologique.....	240
Tableau 6. Classification et caractéristiques des camélidés sud-américains	244
Tableau 7. Typologie des exploitations agricoles du <i>pays</i> de Hatun Cañar	246
Tableau 8. Comparaison des temps de travail moyens pour la préparation d'un hectare de terrain,	267
Tableau 9. Inventaire des activités « extérieures » extrait de l'échantillon de la recherche (163 cas).....	278
Tableau 10. Typologie des combinaisons d'activités.....	317

Tableau 11. Grands agrégats économiques par famille archétypique (double-page).....	358
Tableau 12. Principaux critères de performance économique des exploitations agricoles archétypiques	367

ENCADRES

Encadré 1. Le chapeau Panamá est équatorien.....	98
Encadré 2. Don Darío Espinosa, propriétaire foncier et négociant de Hatun Cañar	106
Encadré 3. La technique de l'ikat	291
Encadré 4. Une nouvelle forme d'habitat : expression architecturale des transformations de la société hatun-cañari ?.....	309
Encadré 5. Création annuelle de nouvelles richesses et formation du revenu : modes de calcul [adapté de Dufumier, 1996 : 95-97].....	345
Encadré 6. La technique et la culture : Quand une intervention sur le lac sacré de Culebrillas ravive périodiquement des tensions sociales entre intérêts antagonistes	402

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1. « Il faut une régulation contraignante ». Interview de Pascal Lamy, directeur général de l'organisation mondiale du Commerce (novembre 2008)	489
Annexe 2. Carte des principales localités citées au fil du manuscrit.....	491
Annexe 3. Le régime exceptionnel des pluies au cours de l'année 2008	491
Annexe 4. Guides d'observation du paysage, et d'entretien	492
Annexe 5. Transformations du cycle de la fertilité dans les systèmes de culture à base de tubercules de l'étage froid	498
Annexe 6. Paysans en mouvement : des itinéraires variés depuis la haute vallée.....	499
Annexe 7. Migration, emploi et agriculture	501
Annexe 8. Principales plantes aux vertus médicinales et leur usage.....	504
Annexe 9. Statistiques démographiques au petit <i>pays</i> , et ailleurs	506
Annexe 10. Valeurs et consommations des services et des intrants agricoles, des outillages et des équipements utilisés par les familles agricoles de Hatun Cañar	507
Annexe 11. Equivalence des unités de mesure.....	512
Annexe 12. Temps de travail estimé par tâche agricole (mesure exprimée pour un actif).....	513
Annexe 13. Hypothèses de calcul des revenus des familles de Hatun Cañar : Précisions sur le contenu du tableau récapitulatif 11	514
Annexe 14. Performances économiques des ateliers de production.....	516
Annexe 15. Rapports sociaux de production et d'échange (quelques-uns parmi tant d'autres)	545
Annexe 16. Allocution de Rafael Correa, Président de la République de l'Equateur devant l'Assemblée des Nations Unies.....	546
Annexe 17. L'Equateur : position et marges de manœuvre dans les échanges commerciaux à l'échelle des Amériques.....	549
Annexe 18. Constitution de la République de l'Equateur de septembre 2008	552

Annexe 1. « Il faut une régulation contraignante ». Interview de Pascal Lamy, directeur général de l'organisation mondiale du Commerce (novembre 2008)

Depuis le 4 novembre, Pascal Lamy est candidat à sa propre succession à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de rendre le commerce international plus favorable au développement. Ce socialiste libéral plaide pour une régulation "dure" de la finance internationale, qui lui semble l'un des derniers "trous noirs" de la gouvernance mondiale.

L'élection de Barack Obama peut-elle modifier la gouvernance économique mondiale ?

Barack Obama a une vision d'un système international plus tourné vers les relations multilatérales et il est davantage préoccupé par le devenir des pays en développement que ses prédécesseurs. C'est une constante du Parti démocrate, particulièrement marquée chez lui, compte tenu de sa personnalité.

Sur la crise économique, il a aussi une boîte à outils idéologique plus opérationnelle. Il est moins gêné que les républicains pour réaliser des investissements publics pour la relance, notamment en finançant des infrastructures, tant dans l'énergie que dans l'environnement, sujets majeurs pour les Américains.

Pour le commerce international, n'oublions pas que les Etats-Unis sont nés d'une guerre douanière. C'est le Congrès qui contrôle la politique commerciale. Il ne fait que déléguer ses pouvoirs à l'exécutif. Dans un sens, pour le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les résultats de l'élection à la Chambre des représentants ou au Sénat sont plus importants que ceux de la présidentielle. Or la politique commerciale du Congrès a toujours été bipartisane.

Ce qui change avec le Parti démocrate, c'est son programme de réduction de l'insécurité sociale. Le sentiment que le commerce provoque cette insécurité est plus fort aux Etats-Unis, car leur filet de sécurité sociale est plus ténu qu'ailleurs. Comparé à leur revenu, il est même proportionnellement inférieur à celui des Brésiliens. A l'autre extrême du spectre, les Suédois, eux, sont très favorables à l'ouverture des échanges, parce qu'ils ont un système social qui leur permet de gérer le stress qu'elle génère. Si les démocrates appliquent leur programme social, cela peut rassurer les Américains et faciliter les négociations commerciales internationales. Encore faut-il qu'ils aient les moyens financiers de leurs ambitions. Quoi qu'il en soit, je crois qu'il serait erroné d'associer les républicains au libéralisme et les démocrates au protectionnisme.

Pourquoi avez-vous annoncé, le 4 novembre, que vous êtes candidat à votre propre succession ?

Je devais me prononcer avant début décembre, et la raison que j'avais de venir à l'OMC est toujours valable : rééquilibrer les règles du système commercial international pour le rendre plus favorable au développement. Dans les circonstances actuelles, et compte tenu des progrès réalisés, je considère qu'il vaut mieux opter pour la continuité.

Nous entrons dans une récession très sévère. Le commerce doit jouer son rôle d'amortisseur des tensions. Garder des échanges ouverts sera fondamental pour sortir de la crise. N'oublions pas que, après 1929, l'"effet domino" des mesures protectionnistes a débouché sur une crise économique mondiale et sur le pire conflit armé de l'Histoire. L'OMC est née de cette catastrophe. Depuis soixante ans, nous n'avons cessé d'améliorer notre mode d'intervention, notamment avec la création du mécanisme de règlement des différends. L'OMC, c'est l'ouverture des échanges dans un cadre régulé.

Quelle est votre analyse de la crise actuelle ?

Elle trouve son origine dans la contraction excessive d'une sphère financière dont la dilatation avait été excessive. Elle a touché dans un premier temps les pays développés, puis les pays émergents. Elle va aussi affecter les pays les plus pauvres. C'est une crise d'ampleur totalement inconnue, donc dont la durée est imprévisible. Tout dépendra de la qualité et de la coordination des politiques publiques mises en œuvre.

Que préconisez-vous ?

Je remarque qu'il y a des organisations mondiales pour le commerce, la santé, l'environnement, les télécommunications, l'alimentation. Il existe deux "trous noirs" dans la gouvernance mondiale : la finance, avec ses bulles qui éclatent, et les migrations, un secteur où il n'y a pas de bulle, mais des drames quotidiens.

Il faut donc une organisation mondiale de la finance ? Une "OMF" sur le modèle de l'OMC ?

Je crois que nous avons besoin d'une régulation internationale de la finance avec des règles contraignantes, et un mécanisme de surveillance et de sanctions. Un bovin malade ou un briquet dangereux ne franchissent pas les frontières ; un produit financier toxique le peut. Il y a une décision à prendre : veut-on une simple coopération ou coordination que j'appellerai "molle" ou bien une régulation "dure", contraignante ? Pour le moment, il n'y a que des intervenants ad hoc, le Comité de Bâle, le G20, etc. Il n'y a pas d'engagement des Etats les uns vis-à-vis des autres qui les conduisent à accepter des disciplines, donc une diminution des marges de manœuvre nationales.

Les termes du débat sont les mêmes depuis la création de la Société des nations (SDN) : veut-on une gouvernance internationale ? Comment l'organise-t-on ? Qui est chargé de la négocier et de la faire respecter ? Dans le domaine du commerce, la volonté politique existe depuis la crise de 1929 ; la conviction est que l'ouverture maîtrisée des échanges est vertueuse ; on a construit une organisation technique au sein de laquelle les règles sont négociées et respectées.

Dans la finance, on n'en est qu'à la première étape. Il n'y a que quelques morceaux de régulation internationale. Pas de supranational, avec une autorité. Franchir le pas est un sujet politiquement sensible aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays émergents, qui sont encore moins accoutumés à partager leur souveraineté. Pensez qu'il a fallu quinze ans pour que la Chine accepte que sept juges siégeant à Genève tranchent dans le cadre de l'OMC des litiges qui la concernaient et lui imposent leur décision. C'est une révolution idéologique.

Dans le domaine financier, il y a deux types d'instances internationales possibles : soit le Fonds monétaire international (FMI) et les ministres des finances, soit les banques centrales, les superviseurs et la Banque des règlements internationaux (BRI). Cela fait quinze ans que le débat oscille entre ces deux pôles.

Peut-on dire que les Européens sont pour une régulation "dure" et les Américains pour une coordination "douce" ?

Je vous trouve bien affirmatif concernant une éventuelle position commune des Européens, au demeurant nécessaire. Dans la finance comme dans le commerce, il me paraît évident qu'on ne peut pas être à la fois souverainiste et en faveur de régulations globales qui, par définition, exigent des compromis. En matière commerciale, la mondialisation génère des tensions, mais le protectionnisme ne constitue pas une réponse : on ne peut pas vouloir exporter et refuser d'importer. Je comprends la dimension que j'appellerais "anthropolitique" du protectionnisme, mais c'est économiquement absurde.

Comment faire ?

Il faut mettre en place des systèmes de protection sociale. J'ai toujours considéré que les bénéfices de l'ouverture commerciale sont indiscutables, mais ils n'ont des effets positifs que si des politiques nationales ou internationales prennent le relais pour en tirer les conséquences. Cette crise met à l'épreuve la qualité des systèmes domestiques de solidarité. Il faut que ceux-ci s'articulent aux niveaux national, régional et aussi mondial. La violence du processus est comparable à celle de la révolution industrielle du XIXe siècle qui a débouché sur des systèmes nationaux de protection sociale. Il nous faut aujourd'hui des systèmes de solidarité mondiaux.

Craignez-vous un retour du protectionnisme ?

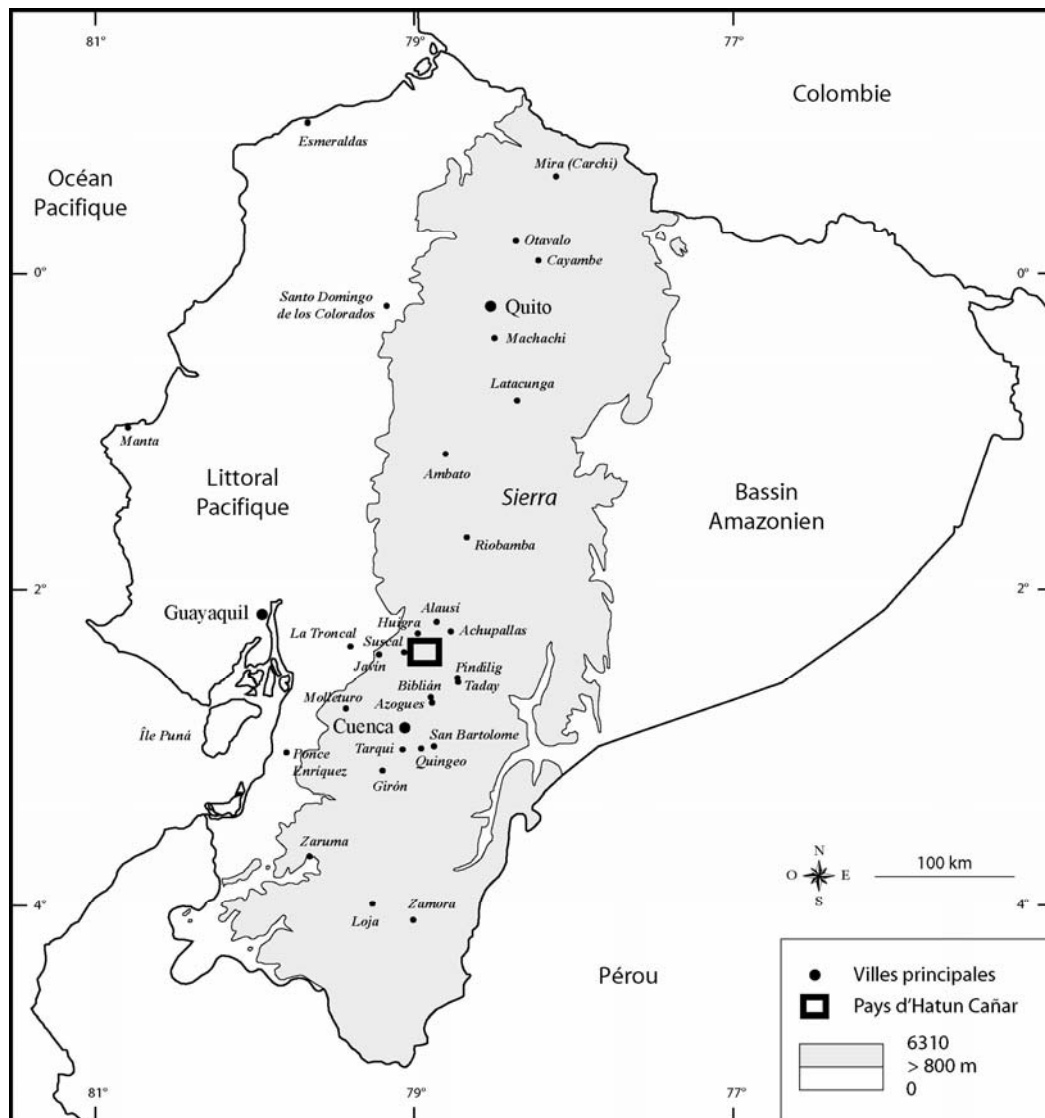
C'est un danger réel, mais n'oublions pas que les pays asiatiques, les derniers à avoir connu une crise financière majeure en 1997, s'en sont sortis grâce à leurs exportations. Le commerce mondial est une police d'assurance.

La crise a déjà un impact sur le financement du commerce international. Depuis les Templiers, 90 % de celui-ci fonctionne avec du crédit court terme. Le 12 novembre, l'OMC organisera une réunion à ce sujet pour persuader la communauté financière de ne pas traiter le financement du commerce comme un crédit toxique. On risquerait de tuer le dynamisme des pays émergents qui seront, en 2009, les seuls à pouvoir tirer la croissance mondiale.

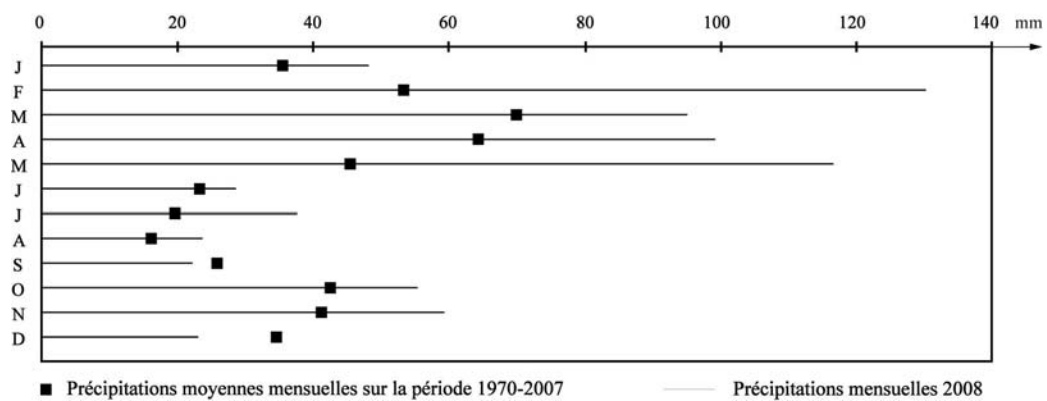
Propos recueillis par Alain Faujas et Frédéric Lemaître, Le Monde, 9 novembre 2008.

http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/11/08/pascal-lamy-il-faut-une-regulation-contraignante_1116460_1101386.html#xtor=EPR-32280154

Annexe 2. Carte des principales localités citées au fil du manuscrit



Annexe 3. Le régime exceptionnel des pluies au cours de l'année 2008



Source : Institut équatorien de Météorologie et d'Hydrologie (INAMHI), série 1970-2008

Annexe 4. Guides d'observation du paysage, et d'entretien

Deux guides ont été élaborés. Le premier aide au choix et au classement des informations à recueillir en observant le paysage [Lizet et de Ravignan, 1987]. Le second traite des questions de société et d'économie, les informations se collectant lors d'entretiens compréhensifs. Les variables listées dans ces guides (ou aide-mémoires), ne doivent pas faire l'objet d'une collecte scrupuleuse et systématique à chaque entretien et observation du milieu. Elles composent en fait de grands axes thématiques auxquels le chercheur se réfère lors de son travail de terrain, lorsqu'il observe le paysage et dialogue avec les acteurs locaux.

Si certaines variables servent d'abord d'aide-mémoire pour la reconstruction progressive des dynamiques agraires (entretiens historiques moins répétitifs que complémentaires), on s'efforce de collecter, à chaque enquête, l'information nécessaire à (i) la caractérisation des systèmes de production agricole et des systèmes d'activité, et (ii) l'évaluation de leurs performances économiques.

Les variables ici listées ont été initialement compilées à partir de divers travaux [Gasselin *et al.*, 2012 ; Gasselin, 2000 ; Dufumier, 1996 ; Lizet et de Ravignan, 1987]. Elles ont, au fur et à mesure du travail de collecte, été ajustées et complétées pour répondre au mieux à la question de recherche.

Annexe 4.1. Observation du milieu, description du paysage

Les variables écologiques [Dufumier, 1996]

Le climat

Pluviométrie, températures, vents, luminosité, évapotranspiration potentielle, fréquence des éventuels « accidents » climatiques.

Les sols (pédologie) et sous-sols (géologie)

Topographie (altitude, formes du relief naturel, pente), nature des sous-sols et relation avec les sols dérivés, profondeur, texture et structure des sols (différents horizons), stabilité structurale, taux d'humus, rétention de l'eau et des éléments minéraux, acidité (pH), érosion, hydromorphie, répartition spatiale (cartes).

L'hydrographie

Surface et pente des bassins versants, débit des ruisseaux et rivières.

La végétation (spontanée et cultivée) et la faune

Formations végétales, couverture du sol (densité et continuité, répartition des espèces par strates —herbacées, arbustives et arborées—, taille, âge, identification des groupements végétaux, repérage des effets de l'action de l'homme), association d'espèces et variétés, végétation adventice ou parasite, champignons pathogènes, distribution spatiale (zonage) ; espèces et races domestiques, faune parasite et sauvage, animaux prédateurs (oiseaux, rongeurs, insectes), faune microbienne, distribution spatiale ; phénomènes d'enrichissement et leur lien avec les pratiques culturelles ou d'élevage.

Les écosystèmes

Relations biotopes et biocénoses, importance de la biomasse, cycles du carbone, de l'azote et des autres éléments.

L'aménagement de l'espace [Lizet et de Ravignan, 1987]

L'habitat

Morphologie de l'habitat (bourg, hameau, fermes isolées), type d'habitation et de construction (matériaux employés), utilisation (temporaire ou permanente), représentation sociale (en quoi l'habitation est-elle un témoignage de la situation sociale et professionnelle de son constructeur ? de son propriétaire ? de son utilisateur ?).

Le réseau de communications

Le bornage (murets, talus, fossés, haies, arbres isolés, etc.)

Annexe 4.2. Société et économie. Entretiens compréhensifs avec les familles et autres acteurs de la société

Les ressources disponibles

Pour chacune des ressources, il convient de « penser à : caractéristiques (quantité/qualité), époque, prix et modalités d'acquisition et/ou d'accès, périodes de disponibilité, utilisations effectives et sous-emploi, histoire, contraintes et résolution des contraintes (conflits), flux entrées-sorties et équilibres des bilans, évolutions » [Gasselin, 2000].

Les ressources « naturelles »

Inventaire des terrains constitutifs de l'unité de production agricole (nombre, forme, dimension, nature de leurs limites -haies, murets-, etc.) ; localisation, répartition des terres sur les différents terroirs, étages écologiques ; aptitude agricole (pente, nature du sol, type de végétation, accès à l'irrigation) ; disposition (autour de la maison,...) ; superficies, zones érodées ; qualité des terres ; surface agricole utile (SAU), surface agricole totale (SAT).

Les ressources « humaines »

Composition de la famille nucléaire, dispersion géographique de ses membres, nature des liens avec la génération précédente, au sein des fratries, etc. Pour chaque membre : année de naissance, rang dans la fratrie, état civil, propriétés culturelles (religion, ethnie, langues), qualifications et capacités professionnelles (niveau d'instruction, santé, habileté, connaissance corporelle du processus de travail, stricte spécialisation/pluriactivité —métier, fréquence, rémunération—), lieu principal de résidence, forme d'habitat. Avec le fait migratoire, il importe de bien distinguer la composition de la famille de celle du foyer (conséquences diverses et d'ampleur inégale sur les modalités de fonctionnement de l'économie familiale et partant, sur l'organisation de l'exploitation agricole).

Trajectoire de vie (position sociale des ascendants dans l'*hacienda*, au sein de la communauté-interstice, origine relativement récente « extérieure » à la zone, etc.).

Nombre d'actifs sur l'exploitation agricole (permanents, temporaires) et pour les autres activités pratiquées par l'entité sociale, statut social de la main d'œuvre (familiale, salariale).

Les ressources matérielles et financières

Matériel et équipements, agricole et non agricole (nature, origine, modalité de paiement, usage, prix, durée d'utilisation, dépréciation), niveau d'équipement.

Matériel biologique (plantations, troupeaux à la fois objet et moyen de production.), cheptel mort (outillage manuel, attelé —léger, lourd—, tracté, mécanisé, motorisé), bâtiments d'exploitation (silos, greniers, hangars, serres, étables, porcheries, etc.), infrastructures diverses (pistes, retenues, canaux d'irrigation ou de drainage...), équipements relatifs aux transports (animaux de bât, voitures, camions), matériel de transformation des produits agricoles (mortiers, pressoirs, moulins...).

Immobilisations de capital fixe « non agricole » (employé principalement pour les activités « extérieures » à l'exploitation agricole) : moyen de transport, équipement pour la confection vestimentaire, matériel de construction, etc.

Il faut veiller à ne pas négliger les équipements collectifs (infrastructures d'irrigation, réservoirs collectifs, réseau de voies de desserte, etc.) et les biens communs (dépôt de biens alimentaires, troupeau, etc.).

Les ressources sociales

Pratique de formes sociales de production et d'échange, selon des modalités de rémunération à préciser (en nature, en espèces). Parmi les formes non monétaires : entraide (*cambiamano*), *ración*, troc, compérage, etc., pratiques régies par un ensemble de droits et d'obligations, selon des statuts prédéfinis, des rapports d'autorité, et des règles sociales (droits et obligations des divers membres —aînés, cadets, etc.—) ; participation aux opérations collectives.

Division du travail entre hommes et femmes, division du travail par classes d'âge, division et spécialisation du travail par catégories sociales et types d'agriculteurs, entraide, compérage et échange de travail,

Insertion dans un réseau ou une organisation sociale (technique, commerciale ou autre), formes de solidarité auxquelles l'acteur peut prétendre, etc. ; coopératives d'utilisation de matériels et équipements en commun, entreprises, location du matériel à d'autres unités de production agricole, associations d'usagers des infrastructures ; usage, capacité d'usage et durée d'utilisation approximative (durée d'amortissement) ; modalité d'accès (achat —coût actuel, durée de vie, âge—).

Les ressources spatiales

En agriculture, localisation des ressources « exploitées » : altitude, distribution sur la zone, situé dans quelle partie de l'écosystème cultivé (pour les terrains exploités), proximité des villages, bourgs et villes, etc.

Lieux d'exercice des activités « extérieures » à l'exploitation et conditions d'accès (historique de la filière migratoire, financement du passage, décision finale, pionnier...), type de métiers pratiqués, « attractivité » des lieux d'emploi, etc.

Forme migratoire pratiquée (circulatoire/définitive, clandestine/légale), émigration (membres, date de départ, modalité de financement du passage, destination, occupation professionnelle, fréquence des contacts), envois d'argent (montant, fréquence).

Les registres de motivations [Gasselin *et al.*, 2012]

« Les motivations “économiques” se réfèrent à l'intention d'optimiser l'usage de ressources limitées, au projet de création et d'échange de valeur sous forme de biens et de services (sur un marché ou non), à des logiques de production, de répartition, de consommation et d'accumulation.

Les motivations “axiologiques” renvoient aux valeurs morales et idéologiques de l'entité sociale, à sa vision du monde, à sa conception du bien et du mal, à une éthique de métier et/ou à une recherche de bien commun qui peuvent légitimer, justifier ou expliquer une activité, une pratique, une décision (Macombe, 2005).

Les motivations “relationnelles” qualifient les intentions d'interactions avec les autres hommes et avec les animaux, aux formes d'investissement affectifs, au dessein de se produire, de vivre et de travailler ensemble (Fiorelli, 2010).

Les motivations “identitaires” renvoient à un registre de choix et de légitimation de l'activité et des pratiques du type « être ou ne pas être » par lequel l'entité sociale se reconnaît ou non. Ces motivations peuvent s'exprimer dans tous les champs de l'identité (professionnelle, territoriale, ethnique, religieuse, etc.). A titre d'exemple, dans son rapport au territoire, l'acteur exprime (ou non) un « je suis d'ici » (Sencébé, 2004). Les caractéristiques réelles et imaginées des territoires jouent un rôle important dans la mise en œuvre ou la transformation d'une situation d'activité.

Les motivations “de l'engagement du corps” (Dejours, 1998) se réfèrent au « corps vécu », au rapport physique et sensible à l'activité, à la pratique ou au travail. Elles traduisent notamment des expressions de pénibilité, de stress ou au contraire de plaisir corporel et psychique.

Les motivations “techniques” renvoient au plaisir ou au déplaisir du geste et de la performance technique.

Les motivations “esthétiques” sont assises sur le sentiment du beau (du paysage, du geste, du produit, etc.), et forment aussi un registre de choix et de légitimation des décisions prises concernant les activités et les pratiques ».

Les ateliers de production et leurs combinaisons diverses [Dufumier, 1996]

Les ateliers de production végétale

Espèces et variétés cultivées, disposition spatiale des plantes cultivées, techniques culturales (travail du sol, fertilisation, entretien, récolte...), itinéraires techniques et calendriers culturaux, rotations et successions culturales, irrigation et drainage, restitutions organiques, fixation biologique de l'azote, reproduction de la fertilité (bilans organiques et minéraux), localisation et extension des terroirs, assolements, compétition des herbes adventives, maladies cryptogamiques, pression parasitaire, effets sur la structure et l'hydromorphie des sols, rendements des cultures, qualité des productions végétales, pollutions chimiques.

Les ateliers de production animale

Espèces et races domestiquées, sélection génétique, reproductions (critères de sélection, insémination artificielle, monte libre, monte contrôlée, taux de fécondité) et conduite des reproductions (calendrier, synchronisation), effectifs des animaux par sexe et classes d'âge, allotement des troupeaux, contention des animaux, affouragement des animaux et rations alimentaires, modalités d'abreuvement, déplacement des troupeaux (pacage, parcours, transhumances, parcage nocturne, stabulation...), hygiène et santé des animaux, soins vétérinaires, charges animales par unité de surface, taux de mortalité, taux de renouvellement, rendement par animal, qualité et destination des productions animales.

Les autres ateliers (activités « extérieures »)

Matériels (prix actuel à neuf, âge, durée de vie) ; intrants (filière d'approvisionnement, prix, monopoles, intrants produits par l'unité de production, etc.) ; suite des opérations élémentaires de production et/ou de transformation, de prestation de services ; organisation socio-économique (privée, association de femmes, communale, partenariat) rendements (attention aux co-produits). % autoconsommés, vendus, échangés ; commercialisation (époque, transport, filières aval, prix au producteur, monopoles, etc.).

Les combinaisons des divers ateliers de production agricole

Assolements successifs, soles fourragères (herbacées, arbustives et arborées), calendriers fourragers, utilisation des résidus de culture, transport et distribution des fourrages, traction animale, déplacements des troupeaux (pâturage des animaux, parcage ou stabulation), gestion des déjections animales, fabrication du fumier et compost, transport et distribution des engrais organiques, transferts de fertilité.

Pointes de travail, période de sous-emploi des ressources disponibles.

Flux et éventuellement bilans de produits et de matières ; répartition des ressources entre les différents sous-systèmes (importance des transports) ; utilisation du fumier, des déjections animales : les transferts de fertilité, transport et distribution ; utilisation des résidus de cultures ; constitution et gestion de stocks fourragers, soles fourragères (herbacées, arbustives, arborées) ; assolement plus ou moins régulier (affectations des soles à une culture particulière) ; points de blocage ou goulets d'étranglement ou périodes de sous utilisation, temps morts (les mots d'ordre : fourrages, fertilité, eau et travail) ; calendrier fourrager (déséquilibres fourragers, besoins et disponibilités) ; calendrier de gestion de la fertilité (exportation d'éléments minéraux, dégradation de la matière organique, amendements, fumure de fond ou de restitution, transferts) ; calendrier de travail : besoin en main d'œuvre extérieure, pointe de travail, sous-emploi ; calendrier des taux d'utilisation du matériel (difficulté de stockage, non usage, travail à l'entreprise, retards et pertes éventuelles, calendrier des besoins périodiques en traction animale ; calendrier des irrigations (contraintes, abondances, crises) ; calendrier des liquidités monétaires (déficit de trésorerie, formes d'épargne, entrées/sorties) ; description qualitative et quantitative des relations de compétitions et/ou de synergies entre les sous-systèmes.

Identification des périodes de fortes utilisations pendant certains chantiers.

Les rapports sociaux de production et conditions économiques [Dufumier, 1996]

L'accès au capital

Modalités de succession et d'héritage, cautions et garanties pour les emprunts, cautions et garanties pour les emprunts, crédit informel, commerçants usuriers, banques commerciales, caisses d'épargne et de crédit mutuel, prêts à la consommation, crédits pour les équipements, intérêt des emprunts, modalités de remboursement.

Les tenures foncières

Modalités d'accès au foncier (achat, vente, location, héritage, attributions plus ou moins périodiques, libre accès, occupation par voie de fait...), modalités d'attribution des terres (indivision, attributions collectives, familiales, individuelles...), répartition des terres entre propriétaires et usufruitiers (minifundisme, latifundisme...), sécurité ou précarité des tenures foncières, pérennité ou périodicité des droits fonciers, modes de faire valoir (fermage, métayage, contrat à part de fruits), règles de gestion collective (assolement réglé, vaine pâture, etc.), terres mises en gage (hypothèques), poids de la rente foncière (prix des terres à l'achat, coûts des fermages, montants des prélèvements à la récolte, impôts fonciers).

Outre la nécessité de repérer les terrains indivis auxquels ont éventuellement accès certaines familles, on prendra également soin de distinguer la propriété privée héritée et/ou acquise avant le « séisme migratoire » de celle achetée avec l'épargne constituée à l'étranger, de façon à éclairer le rôle de l'émigration sur l'accumulation (ou décapitalisation) foncière.

L'irrigation [Gasselin, 2000]

Irrigation (au niveau de l'unité de production agricole) : irrigation : fréquence, débit, origine ; saison d'abondance, saison de crise ; débits, horaires, fréquences et durées ; régularité (depuis quand, comment le droit d'eau a-t-il été défini et par qui ? modalité d'accès ; type de canal et modalités de construction (terre/béton, privé/public, qui, quand, financement) ; prix, achat, échange, coût des mains d'eau ; type d'irrigation parcellaire ; division du débit ou des durées ; réservoirs (capacité, qui a un accès, qui l'a construit ?) ; écoulements résiduels (où, combien ?) ; obligations : entretiens des ouvrages (en travail, en argent), cotisations, amendes, participations aux assemblées (fréquence, organisation, qui est président).

Irrigation (au niveau du périmètre) : règles de partage et ses logiques, droits d'eau actuels et évolutions, obligations des usagers, géographie du périmètre (logique de distribution selon communautés indiennes et métisses et les familles, géographie des conflits), juntas ; tour d'eau ; nombre d'usagers, prise d'eau, débits d'arrosage (débits calibrés, partition proportionnelle, modules unitaires), fréquences, durée de la main d'eau (fixe, variable, à volonté), ordre de service (souple, fixe, ascendant, descendant), vente, échanges de droits ? modalité de transmission ? droits permanents (liés à la personne, à la terre), temporaires, à la demande, au besoin, imposés) ; conflits entre voisins, communautés, haut et bas, juntas de l'eau ; service de distribution de l'eau (aygadier), répartition de l'eau (agricole/eau de consommation humaine, rurale/agricole), problèmes, limites.

Pratique de l'irrigation (quand -dans le cycle, dans la journée, cf. tour d'eau-, périodicité, quantité, régularité, en peigne, en S, en nappe, en rigoles (pâturages).

Les approvisionnements en équipements et consommations intermédiaires

Importation de diverses origines, fournitures produites à l'intérieur du pays, location de matériels, consommations intermédiaires autoproduites par les exploitations agricoles, filières pour les approvisionnements (privées, étatiques ou coopératives), concurrence ou monopoles éventuels, prix payés par les agriculteurs.

La commercialisation des produits

Appropriation et destination des produits agricoles, productions autoconsommées par les ménages agricoles, surplus de production vendus sur les marchés, productions exclusivement destinées à la vente, vente locale directe, vente locale à des intermédiaires, filières de commercialisation (privées, étatiques ou coopératives), transformations et conditionnement des produits, transport, concurrence internationale et compétitivités comparées, monopoles éventuels, prix payés aux producteurs.

Attention aux prix : caractériser le temps (tendanciel, max, min, moyen annuel actuel, variations cycliques ou conjoncturelles), le lieu (sur quel marché), la destination (achat/vente), les acteurs de l'échange.

Etat et citoyens

Fonctionnement des administrations centrales et de leurs délégations régionales, prérogatives et fonctionnement des collectivités locales, organismes de recherche, développement et formation, entreprises publiques et privées, attitude des bailleurs de fonds, groupements de producteurs, associations paysannes, coopératives de diverses natures, organisations professionnelles, organisations non gouvernementales, coordination entre opérateurs.

Les performances économiques des diverses combinaisons d'activités [Dufumier, 1996]

Production et productivité

Produit brut, produit brut par hectare, produit brut par travailleur (ou journée de travail), valeurs ajoutées directes, valeurs ajoutées par hectare, productivité du travail (valeur ajoutée par actif ou par journée effective de travail).

Revenus (répartition par catégories d'agents)

Salaires et charges sociales (salariés), rentes foncières (propriétaires fonciers), dividendes (actionnaires), produits financiers (ménages et entreprises), différenciations sociales.

Prélèvements et ressources tierces : prélèvements fiscaux (taxes, impôts, patentes, contributions à la communauté, prêts à un tiers, dons), subventions publiques, dons, emprunts.

Envois d'argent (*remesas*)

Utilisation des revenus

Paiement des impôts sur le revenu, consommations finales (sous différentes formes), cotisations sociales, épargne brute (différents types de placement), placements financiers, provision pour amortissement, accumulation nette de capital (différentes formes d'immobilisation), acquisition de terrains, acquisition de nouveaux équipements, construction d'infrastructures.

Les conditions de reproduction sociale, économique et écologique [Dufumier, 1996]

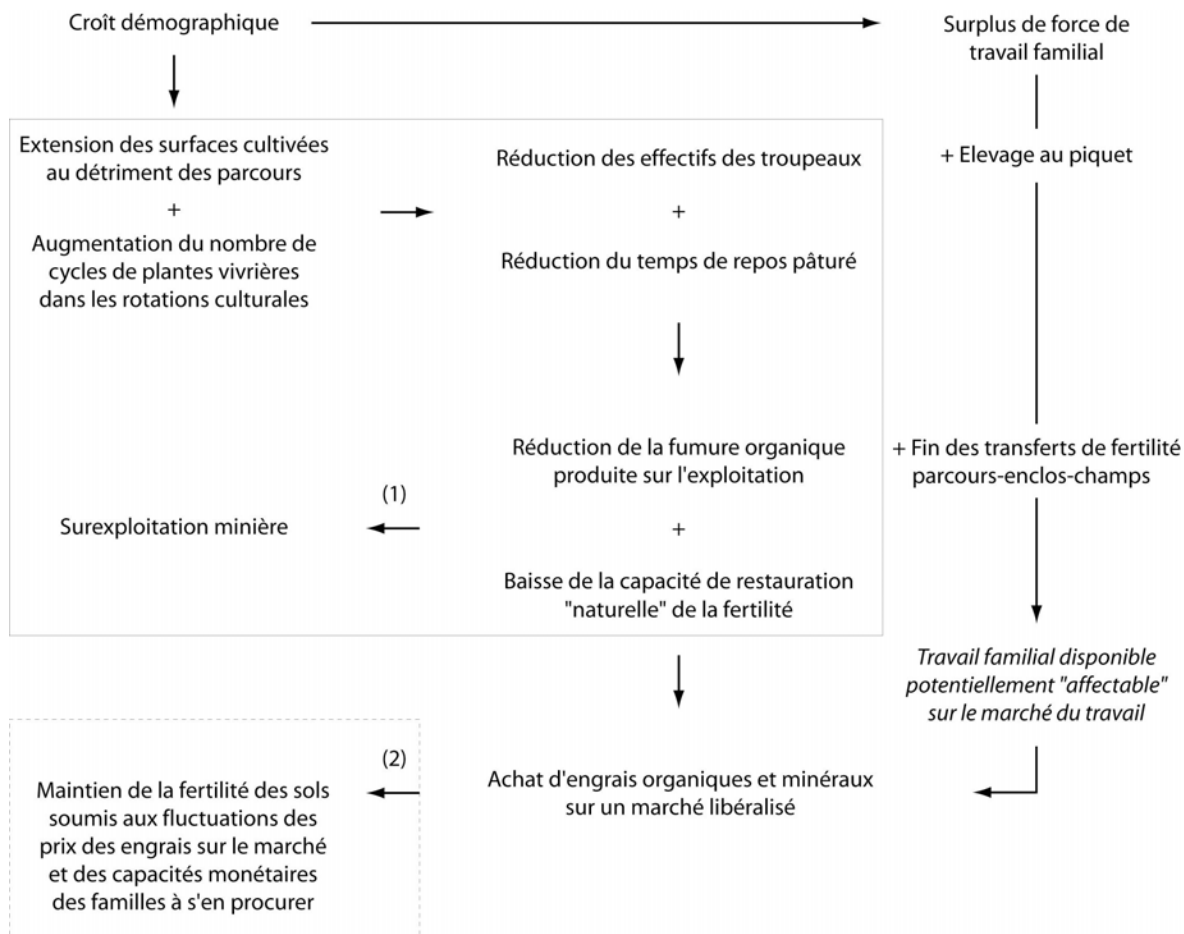
Maximisation du taux de profit, du revenu, autosubsistance et minimisation des risques, production alimentaire pour la famille, production fourragère pour les animaux de l'exploitation, production commerciale, spéculation, etc.

Nombre de consommateurs ; endettement (pourquoi, époque, auprès de qui, à quel taux, taux indexés sur l'inflation ?, cautions et garanties, modalités de remboursement) ; définition du seuil de survie (qualitativement et quantitativement) ; définition du seuil de reproduction (qualitativement et quantitativement) ; activités des enfants, perspectives, projets ; exploitations proches du seuil de survie : examen des rendements plus que des revenus agricoles (difficultés à mesurer les temps de travail et à mettre un prix) ; forme de réalisation du produit brut : % autoconsommés, % vente sur marché local (lequel), % de vente sur marché lointain (suivi des produits en aval au moins sur le marché local).

Environnement et cadre de vie

Biodiversité et patrimoine écologique, qualité des produits alimentaires, agréments esthétiques (paysages), sécurité (matérielle et psychosociologique), hygiène et santé des populations (prévalence de divers événements sanitaires et médicaux), pollutions diverses (chimiques, sonores, odorantes), déplacements de population et exode rural, éducation et cultures.

Annexe 5. Transformations du cycle de la fertilité dans les systèmes de culture à base de tubercules de l'étage froid



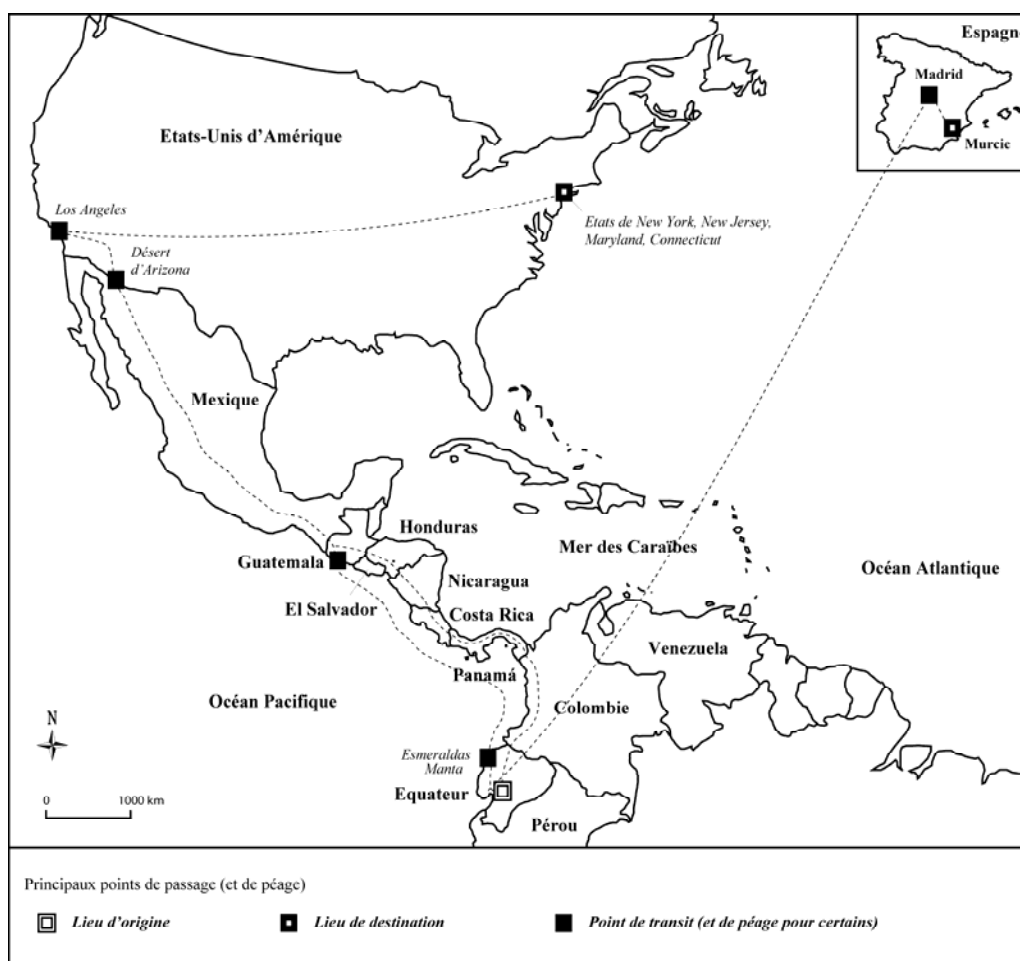
(1) Système pratiquement fermé (entrée d'outils obtenus sur le marché et sortie d'une part de la production destinée au marché ou au troc -à considérer que les participants à l'échange ne font pas partie du système...)

(2) Système partiellement ouvert

Annexe 6. Paysans en mouvement : des itinéraires variés depuis la haute vallée

Au cours des années quatre-vingt-dix, les paysans cañaris gagnaient le Mexique¹ par voie aérienne, puis franchissaient la frontière états-unienne, la première tentative étant presque toujours la bonne. Nombre de passeurs, munis d'un visa à entrées multiples (autorisation légale de circulation) aux Etats-Unis d'Amérique, guidaient les migrants depuis leur lieu d'origine jusqu'à leur destination finale (au seuil même de la demeure des parents ou affins des migrants censés les accueillir). Il n'en est plus ainsi depuis le tournant du siècle, et plus particulièrement depuis la promulgation du *USA Patriot Act*. Le durcissement des politiques d'immigration est allé de pair avec l'accroissement des risques le long du trajet et l'effondrement du taux de réussite à la première tentative.

Figure 64. Principaux itinéraires migratoires tracés depuis le pays de Hatun Cañar (années 2000)



¹. La position limitrophe à l'égard des Etats-Unis d'Amérique et l'existence d'une longue histoire migratoire vers ces derniers font du Mexique le point de confluence d'une large majorité des flux en provenance des Amérique centrale et du Sud. Par le Mexique transiteraient chaque année près de 400 000 émigrants, d'après l'Organisation des Nations Unies.

Les itinéraires se sont diversifiés, raccordant des tronçons de voies de natures diverses (avec les moyens de locomotion en conséquence) et unissant des passeurs de différentes nationalités au sein de filières complexes et segmentées¹. Alors qu'une infime minorité rejoint encore le Mexique après une première escale aérienne dans un pays centraméricain, d'autres migrants entreprennent un long voyage par voie terrestre à travers la Colombie pour remonter ensuite toute l'Amérique centrale. Mais il est un itinéraire qu'emprunte la majorité des paysans cañaris (fig. a.1) : le corridor « maritime », qu'ouvre le passeur du littoral pacifique en fonction des conditions climatiques et des manœuvres des gardes-côtes équatoriens. Après cinq jours de navigation le long des côtes, les migrants sont débarqués sur le littoral guatémaltèque où ils sont parqués dans un hangar et allotés selon le code d'identification de leur passeur initial. Une fois effectué le virement bancaire par la parentèle —opération, administrée par le passeur initial, qui conditionne la suite du passage—, ils poursuivent leur route, en bus, en camion et à pied, à travers le Guatemala et le Mexique pour gagner l'un des points de franchissement² de la frontière nord-américaine et atteindre enfin leur pôle de destination³ (versement du second acompte).

Il est aussi une minorité de paysans de Hatun Cañar qui tira profit de conditions d'entrée limitées à la présentation d'un visa de tourisme pour gagner l'Espagne par avion, voie finalement « garrottée » en 2003 en application des nouvelles procédures européennes en matière de protection des frontières. Il y eut bien quelques passeurs à commercialiser un « pack » comprenant faux passeport bolivien et billet d'avion pour l'Europe, tant que la Bolivie bénéficiait encore de conditions d'entrée privilégiées (finalement abrogées en 2007). Mais force est de constater que les flux de migrants équatoriens vers l'Europe se sont globalement taris depuis 2003.

¹. La segmentation de la filière constitue un produit de la division internationale du travail. La connaissance qu'un passeur peut avoir de son pays et des réseaux qu'il a bien souvent contribué à constituer lui confère un « avantage comparatif » évident à l'égard du passeur du pays d'origine, dans un contexte où le trafic illégal contraint les agents de la filière à faire preuve d'une grande ingéniosité pour détourner les systèmes de contrôle mis en œuvre par les Etats.

². Parmi les plus redoutés, mentionnons celui qui contraint le migrant à traverser le désert d'Arizona, dans des conditions d'extrême amplitude thermique quotidienne (entre insolation et déshydratation en journée et gelées nocturnes). Pour accroître le taux de réussite, les passeurs n'hésitent pas à recourir à diverses stratégies comme celle sacrifiant délibérément un groupe (envoyé pour faire diversion) afin qu'un autre puisse franchir la frontière [Pribilsky, 2007].

³. Etats de New York (circonscriptions de Manhattan, Brooklyn, Queens, The Bronx, Staten Island), de New Jersey, du Maryland (ville de Baltimore) et du Connecticut (ville de Danbury) ; Washington, Chicago, Minneapolis, parmi les pôles principaux.

Annexe 7. Migration, emploi et agriculture

Annexe 7.1. Incidences de l'émigration sur les pratiques agricoles : le cas éloquent du guidage de l'araire

Afin d'apprécier les effets du passage d'une circulation migratoire à une émigration clandestine au sein d'un système agraire ouvert de polyculture-élevage à traction animale, revenons une nouvelle fois à l'araire, cet outil le plus puissant mais mal adapté aux conditions écologiques de la haute vallée que les Espagnols introduisirent il y a presque cinq cents ans (fig. a.2). Jusque-là, c'est à l'homme que le maniement de cet engin incombait, alors que la femme était chargée de semer et récolter, avec le concours des enfants, aides familiaux et affins éventuels. Cette franche division sexuelle du travail reposait sur des pratiques enracinées dans la cosmovision andine¹, le tabou interdisant à la femme de conduire l'araire [Ledezma, 2006]. Mais on peut également y déceler le résultat d'une fine organisation du travail fondée sur les capacités de chacun (intensité de l'effort et habileté professionnelle, selon le sexe et l'âge) et l'optimisation de l'affectation des énergies selon la nature des tâches à accomplir. En ce sens, l'assignation raisonnée de l'opération la plus pénible physiquement (guidage de l'araire) à l'homme répondait au souci d'efficacité d'une opération culturale impliquant l'ensemble de la famille. La même conception sous-tendait jadis la décision de confier le pacage du troupeau ovin sur les hautes terres de parcours aux enfants plutôt qu'à leurs parents, dont l'énergie pouvait dès lors être allouée à des tâches agricoles plus exigeantes physiquement ou à des activités mieux rémunérées mais concurrentes.

Le type d'agriculture ne reposait donc pas tant sur la quantité annuelle de travail que l'homme consacrait au processus de production agricole que sur sa présence aux astreintes obligatoires du calendrier, aussi bien sur sa propre exploitation qu'au sein de la communauté pour les assemblées et travaux collectifs indispensables au fonctionnement de l'appareil productif (voies de desserte, infrastructures d'irrigation, etc.). Le calendrier agricole réglait, *in fine*, les modalités d'affectation de la main-d'œuvre familiale entre exploitation et activités « extérieures ». Ses contraintes différaient bien évidemment d'une famille à l'autre, selon la composition de celle-ci. Ainsi les plus nombreuses disposaient-elles d'une latitude élargie dans la gestion de la main-d'œuvre, les jeunes hommes du foyer suppléant leur père le cas échéant, lorsque la force de travail de ce dernier pouvait être davantage valorisée dans les différents bassins d'emploi du pays. L'entraide généralisée au sein des communautés permettait aussi, moyennant arrangements, de différer le retour de l'homme sur son exploitation. L'ensemble constituait un vaste volume de travail, réparti en leur sein mais aussi entre les familles selon une diversité de rapports à même d'échelonner l'emploi de la main-d'œuvre tout au long de l'année et de manière la plus efficace possible.

¹. L'opposition complémentaire constitue l'un des principes fondamentaux de la philosophie andine [Estermann, 2008] : la Pachamama, la terre-Mère (être féminin), ne peut être « ouverte » que par une entité masculine (l'homme à l'araire pour la préparation des terrains).



Figure 65. Guidage de l'araire attelé, secteur Rosario (avril 2008)

Avec l'émigration majoritairement masculine, l'absence d'individus en pleine force de l'âge les quelques jours de l'année au cours desquels les opérations culturales requièrent l'emploi de l'araire suffit à saper les bases existantes de l'organisation du travail agricole à l'échelle de la famille. Il est de surcroît fort probable que l'ampleur du mouvement migratoire ait pour effet de « faucher » nombre de rapports sociaux de production qui structuraient jusque-là le système complexe d'échange de travail au niveau de la communauté tout en asséchant les collectifs en charge d'exécuter les *mingas*.

Annexe 7.2. Financer le passage : des substituts à l'hypothèque d'une fraction du patrimoine foncier

Jadis, la circulation migratoire (en tant qu'*habitus*) entre littoral et haute vallée permettait aux jeunes de se constituer une épargne (souvent sur pied) et d'accéder au foncier, autrement dit de disposer d'une relative autonomie à l'égard de leur ascendance. L'accès passe aujourd'hui aussi, pour la majorité, par l'émigration. Mais celle-ci est conditionnée à l'acquittement d'une forte somme d'argent, dont le jeune ne dispose pas. Initialement, c'est la mise en gage du terrain d'un parent qui permettait le financement du passage de l'enfant, liant les générations les unes aux autres.

Cette dépendance intergénérationnelle semblerait pourtant se dissiper. En serait pour preuve la baisse drastique du taux de l'emprunt usuraire, passé en dix ans de 7 à 2%. Des jeunes contournent en effet l'avis parental en sollicitant des membres de la famille qui, déjà installés à l'étranger, financent le passage. Quant aux usuriers, ils se voient contraints de modifier leur offre, du fait du tarissement des lignes de crédit octroyées auparavant aux postulants à l'émigration. Les clients restent les migrants, qui n'empruntent plus pour partir mais pour accéder à la terre. Ceci

étant, quelques usuriers continuent de prêter à des candidats, qui ne sont plus originaires de la haute vallée du Cañar mais de la vallée voisine du Chanchán (§ 5.2.2.4).

La levée progressive de la dépendance au père pour émigrer ne liquide toutefois pas la dépendance entre générations, notamment lorsque les couples ne peuvent se reformer à l'étranger qu'en confiant leurs enfants à leurs propres parents¹. L'émigration a ceci de plus surprenant qu'elle peut conduire à l'inversion totale du rapport social entre parents et enfants. Il en est ainsi dans les familles où le père qui, autrefois, cédait un terrain en métayage à son fils, exploite aujourd'hui (pour son propre compte) les terrains acquis par ce dernier grâce à l'épargne constituée à l'étranger. Ou bien chaque fois qu'un fils contractualise les services de son père (et de ses proches) pour la construction de sa demeure au *pays*.

Annexe 7.3. L'Espagne : un cas d'école pour qui veut comprendre les politiques de l'emploi

L'Espagne est passée, en moins d'une génération, d'un pays d'émigration à un pays d'immigration, avant de redevenir pays d'émigration avec la crise des *subprime*. Entre 1995 et 2005, il aurait en effet connu l'accroissement du taux d'immigration le plus élevé au monde [Cortes, 2008]. Au cours de la dernière décennie, les immigrés (dont la communauté équatorienne est de loin la plus fournie) sont passés de 0,5 à 5,6 millions, soit 12 % de la population [Bozonnet, 2008]. Ils contribuèrent pour un tiers, voire la moitié, à la croissance de l'économie espagnole [Fouteau, 2008]. L'Espagne a été touchée de plein fouet par la crise des *subprime* : plus de trois ans après la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers, le chômage s'est envolé (entre janvier 2008 et décembre 2011 : de 9 à 22,85 % de l'ensemble des actifs —un record depuis 1995—, de 20,4 à 51,4 % des jeunes. Plus du quart des équatoriens résidant en Espagne sont quant à eux sans emploi (27-28 %) [El Comercio, 2012]. Pour y faire face, l'Etat durcit d'abord les mesures d'immigration puis incita, par le biais de programmes publics d'aide au retour, les migrants à rentrer chez eux. Avant que les Espagnols eux-mêmes (notamment les jeunes) émigrent à leur tour, en Australie, en Allemagne mais aussi en Amérique latine. Selon la démographe Carmen Gonzalez Henriquez (Elcano Royal Institute), nombre de ces émigrants seraient d'ailleurs des latino-américains ayant obtenu la nationalité espagnole au cours des années précédentes [Les migrations (1/4), *Cultures Monde*, France Culture, 5 mars 2012].

¹. La garde d'un enfant clandestin amputerait le budget familial, tout en accroissant le risque d'être arrêté puis expulsé.

Annexe 8. Principales plantes aux vertus médicinales et leur usage

Nom scientifique	Nom français	Nom vernaculaire	M /S	C /F	Sp /I	Principales affections traitées par la plante (propriétés médicinales)
<i>Aerva sanguinolenta</i>		Escancel		F	I	Problèmes pulmonaire, antipyrétique, relaxant ; douleurs rénales
<i>Agrostemma insignis</i> L.		Oreja de burro				Rhume, toux, bronchite
<i>Amaranthus caudatus</i> L.	Amaranthe	Sanguracha		F	Sp	Circulation, inflammation, nervosité, rhume, dérèglement menstruel
<i>Aloysia scorodonioides</i> (Kunth) Cham.		Cardiaca		C	Sp	Nervosité, coeur
<i>Aloysia triphylla</i> (L' Hér.) Britton	Verveine odorante	Cedrón		C	I	Nervosité, coeur, inflammation, maux d'estomac, pression artérielle, plante aromatique
<i>Ambrosia artemisioides</i>		Altamizo		C	Sp	Douleurs menstruelles et rénales, infections, coliques, forces maléfiques (<i>limpia</i>)
<i>Baccharis latifolia</i> (Ruiz & Pav.) Pers. ^{4,5} <i>Baccharis polyantha</i>		Chilca negra		C	Sp	Rhumatisme, inflammation, limpiados, bain chaud, <i>limpia</i> , pouvoir magique
<i>Baccharis obtusifolia</i> Kunth		Chilca redonda			Sp	<i>Limpia</i> (contre l'effroi)
⁵ <i>Bidens humilis</i>		Ñachag		F	Sp	Maux d'estomac, irritation de la gorge, jaunisse
<i>Borago officinalis</i> L.	Bourrache officinale	Borraja		C	I	Rhume, grippe, toux, bain chaud, circulation, expectorant
<i>Brugmansia sanguinea</i> limpias	Trompette-des-anges	Guandúg		C	Sp	Douleurs, coliques
<i>Chuiriraga jussieui</i> J.F. Gmel.		Chuiriraga		F	Sp	Maux d'estomac, douleur dentaire, toux, grippe, circulation, rhume, inflammation, rougeole, diabète, cholestérol, paludisme
<i>Coriandrum sativum</i> L.	Coriandre	Cilantro		C		Maux d'estomac, pression, dysménorrhée
<i>Cymbopogon citratus</i> (DC.) Stapf	Citronnelle	Hierba luisa		F		Nervosité
<i>Dianthus caryophyllus</i> L.	Œillet commun	Clavel		F	I	Nervosité, inflammation, antipyrétique
⁴ <i>Embotryum grandiflorum</i>		Galoay		F	Sp	Inflammations, infections rénales et urinaires
<i>Equisetum hyemale</i>		Cola de caballo		F		Inflammation, toux, coups, circulation, Diurétique, astringent
² <i>Erysimum cheiri</i> (L.) Crantz ³ <i>Cheiranthus cheire</i>	Giroflée jaune	Aleli blanco				² Nervosité, inflammation, toux, coeur ³ Douleurs hépatiques et rénales
<i>Fuchsia</i> spp.	Fuschia	Pena pena Zarcillo	S M			Relaxant, analgésique, désinfectant
<i>Hypericum loxense</i>	Millepertuis	Romerillo				Pouvoir magique
<i>Lasiocephalus ovatus</i> Schtdl.		Arquitectura				Inflammation, ulcère, prostate
<i>Lavatera arborea</i> L.	Mauve royale	Malva blanca				Inflammation, cancer
¹ <i>Lycopersicon hirsutum</i> Dunal <i>Lepidium thurberi</i> Wooton ³ <i>Lepidium chichicara</i>		Chichira				Effroi, sédatif, <i>postpartum</i> , douleurs rénales, vésicule, inflammations internes
<i>Matricaria chamomilla</i>	Grande camomille	Manzanilla		C	I	Maux d'estomac, propriété aromatique, bain vaginal, irritation des yeux, inflammation
<i>Matthiola incana</i> (L.) R. Br.		Aleli morado				Inflammation, nerfs, maux d'estomac, toux, coeur ³ Douleurs hépatiques et rénales
<i>Melissa officinalis</i> L.	Mélisse	Toronjil		C/F	I	Nerfs, coeur, maux de tête et d'estomac, Hémorragie, propriété aromatique
<i>Mentha x piperita</i> L.	Menthe verte	Hierba buena		C	I	Propriété aromatique, maux d'estomac et de tête, circulation, antiparasitaire, <i>limpias</i> , prostate
<i>Mentha spicata</i> L.	Menthe poivrée	Menta de castilla		C	I	Maux d'estomac, fortifiant, toux, propriété aromatique, pression
¹ <i>Minthostachys mollis</i> (Kunth.) Griseb.		Inga poleo				Grippe, toux, cancer, vertus magiques
<i>Nasturtium officinale</i> R. Br.		Berro		F		Inflammation, fortifiant, hémorragie, diurétique, infection urinaire ; plante purgative, stimulante, digestive
<i>Origanum vulgare</i> L.	Origan	Orégano		C		Maux d'estomac, douleurs intestinales, dysménorrhée, jaunisse,

<i>Oxalis Tuberosa</i>	Oxalide tubéreuse	Oca			Inflammations
<i>Pelargonium odoratissimum</i> (L.) L'H'er.	Mauve odorante	Malva de olor	C		Inflammation interne et externe, cicatrisation des plaies, maux d'estomac
<i>Peperomia congona</i> Ruiz & Pav.		Patacumpanga	C		Douleur auditive, bile, antiparasitaire, antisudorifique, limpiados, propriété aromatique, insomnie, inflammation
<i>Perezia multiflora</i> (Bonpl.) Less.		Escorzonera			Antipyrétique, grippe, inflammation
<i>Plantago major</i> L.	Grand plantain	Llantén	F	I	Infection interne (reins, foie) ; inflammation cutanée
¹ <i>Polygonum hydropiperoides</i> Michx.		Soliman			Fractures, coupures
<i>Poterium sanguisorba</i> L.	Pimprenelle	Pimpinilla			Nerfs, cœur, diarrhée, dysménorrhée, gaz, inflammation
<i>Rosmarinus officinalis</i> L.	Romarin	Romero	C	Sp	Bain <i>postpartum</i> , bain chaud, antipelluculaire, fortifiant, inflammation
<i>Ruta graveolens</i> L.	Rue Fétide	Ruda	C	I	Limpia, bain <i>postpartum</i> , dysménorrhée, circulation, dérèglement menstruel, hémorragie
<i>Spartium junceum</i>	Spartier à tiges de jonc	Retama	C	Sp	Intoxications, constipations, douleurs hépatiques
<i>Tanacetum parthenium</i> (L.) Sch.Bip.	Grande camomille	Santa maria	C	I	<i>Limpia</i> (effroi), arthrite, bains chauds
<i>Taraxacum officinale</i> Weber	Pissenlit commun	Diente de león	F	I	Douleurs hépatiques et rénales ; infections urinaires ; désinfectant ; fractures et coups
<i>Tropaeolum tuberosum</i> Ruiz & Pavón	Capucine tubéreuse	Mashua	F	Sp	Douleurs hépatiques et rénales, anémie, inflammation de la prostate, gastrite
<i>Ullucus tuberosus</i>	Molloco	Melloco			Emplâtres utilisés pour faciliter les accouchements ; traitement des rhumatismes et des démangeaisons du corps
<i>Urtica ureas ; Urtica dioica ; Urtica villosoaefolia</i>	Orties	Ortigas	F	I	Fortifiant, arthrite, circulation, cœur, rhume, nerfs, inflammation, maux de tête, mauvaises énergies (<i>limpia</i>)
<i>Valeriana</i> spp.	Valériane	Valeriana	F	Sp	Sédatif et anxiolytique
<i>Viola odorata</i> L.	Violette	Violeta		I	Toux, grippe, bronchite
<i>Viola tricolor</i> L.	Pensée	Pensamiento	F	I	Relaxatif, problèmes cardiaques, maux de tête, insomnie, mélancolie

Sources : Entretiens auprès des producteurs d'herbes médicinales. Pour les noms scientifiques : ¹Tene *et al.* [2007], ²Cerón [2006], ³Montalvo et Cerón [*in* Naranjo et Cobo, 2003], ⁴Bernard [1999], ⁵Ministerio de Salud Pública [2008]

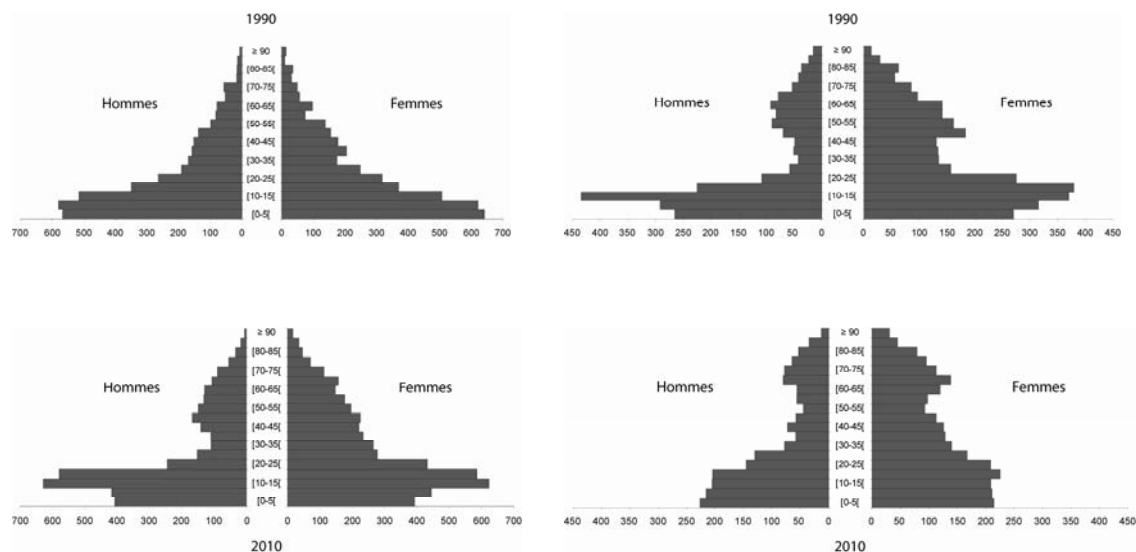
Annexe 9. Statistiques démographiques au petit pays, et ailleurs

Annexe 9.1. Evolution démographique au pays de Hatun Cañar, par unité administrative

	Population				Evolution démographique (%)			
	El Tambo	Ingapirca	Juncal	Petit pays	Petit pays	El Tambo	Ingapirca	Juncal
1962	4 108	4 219	2 127	10 454				
1974	5 791	5 604	1 698	13 093	25,2%	41,0%	32,8%	-20,2%
1982	6 670	6 738	1 915	15 323	17,0%	15,2%	20,2%	12,8%
1990	7 402	7 443	2 168	17 013	11,0%	11,0%	10,5%	13,2%
2001	8 251	8 871	2 339	19 461	14,4%	11,5%	19,2%	7,9%
2010	9 475	8 340	2 169	19 984	2,7%	14,8%	-6,0%	-7,3%

Source : Institut équatorien de Statistiques et de Recensements

Annexe 9.2. Pyramides des âges dans la paroisse Ingapirca (à gauche) et le canton Déleg (à droite)



Source : Institut équatorien de Statistiques et de Recensements

Annexe 10. Valeurs et consommations des services et des intrants agricoles, des outillages et des équipements utilisés par les familles agricoles de Hatun Cañar

Annexe 10.1. Valeurs des services et intrants agricoles entièrement consommés au cours d'un cycle de production

10.1.a. Services agricoles

SERVICES	Unité	Coût
Labour moto-mécanisé	heure	10,00
Airairage (sans guide)	journée	15,00
Airairage (avec guide)	journée	20,00
Battage motorisé	almud	1,00
Meunerie (mouture motorisée)	almud	2,00
Salariat agricole ?	journée (repas inclus)	10,00
Salariat agricole ?	journée (repas inclus)	6,00
Entrepôt	sac	0,20
Transport Haute vallée	sac	0,50
Transport marchandise Hors Haute Vallée	sac	1,20
Transport Juncal-Cañar	porcins, ovins	1,75
Transport Juncal-Cañar	bovin adulte	6,50
Transport Sisid-Azogues	bovin adulte	10,00
Transport Chacapamba-Chuichun	bovin adulte	2,00

TAXES DE MARCHÉ	Unité	Coût
Poste de vente marché Tambo	mois	1,00
Poste de vente marché Cañar	mois	3,00
Poste de vente marché La Troncal	mois	4,50
Poste de vente marché CREA Cuenca	mois	5,00
Taxe municipale (déchets)	mois	2,00
Taxe commercialisation	sac	0,25
Taxe de marché (porcins, ovins)	animal	0,25
Taxe de marché bovin adulte	animal	0,50

10.1.b. Semences, engrais organiques et minéraux, compléments alimentaires

SEMENCES FOURRAGÈRES		
Espèce végétale	Coût (USD₂₀₀₇)	Unité
Dactyle pelotonné (<i>Dactylis glomerata</i>)	2,00	Livre
Ray-grass d'Italie (<i>Lolium multiflorum</i>)	0,90	Livre
Ray-grass anglais (<i>Lolium perenne</i>)	1,60	Livre
Trèfle rampant/blanc (<i>Trifolium repens</i>)	4,25	Livre
Trèfle des prés/violet (<i>Trifolium pratense</i>)	3,50	Livre
SEMENCES POTAGÈRES		
Espèce végétale	Coût (USD₂₀₀₇)	Unité
Laitue	4,00	Sachet (125 graines)
Chou	4,00	Sachet (125 graines)
Chou-fleur	4,00	Sachet (125 graines)
Oignon	1,00	Livre (8 bulbes)
Betterave	1,50	Sachet (125 graines)
Radis	1,00	Sachet (125 graines)
ENGRAIS MINÉRAUX ET ORGANIQUES		
Produit	Coût (USD₂₀₀₇)	Unité
Urée blanche (46% azote)	15,00	Quintal
Engrais NPK 10-30-10	18,00	Quintal
<i>Gallinaza</i> (fientes de poule séchées)	1,25	Sac
<i>Gallinaza</i> (fientes de poule séchées)	125,00	Caisse camionnette
<i>Gallinaza</i> (fientes de poule séchées)	312,50	Caisse camion
<i>Pollinaza</i> (fientes de poulet séchées)	1,00	Sac
COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES		
Produit	Coût (USD₂₀₀₇)	Unité
Bananes vertes (<i>rechazo de guineo</i>)	2,50	Sac
Concentrés à base de maïs (<i>balanceado</i>)	16,00	Quintal
Maïs dur	14,00	Quintal
Chanca de maïs	12,50	Quintal
Son de riz	11,50	Quintal
Farine d'orge (cema)	13,00	Quintal
Cono	12,50	Quintal
Tourteau pour cobayes (luzerne, maïs, soja, vitamines, minéraux)	0,30	Livre
Balanceado croissance volailles	0,25	Livre
Balanceado engraissement volailles	0,30	Livre
Maïs-grain	0,15	Livre
Lactosérum	0,03	Litre

10.1.c. Produits phytosanitaires et zoopharmaceutiques

PRODUITS PHYTOSANITAIRES (INSECTICIDES, HERBICIDES, FONGICIDES)			
	Maladies, parasites, ravageurs	Prix Unité	Modalités d'application
	Adventices	10,00 Demi-galon	Désherbage chimique (1 demi-galon pour 100 litres d'eau)
	Nématodes du sol	25,00 Litre	Application de 100 cm ³ pour 100 litres d'eau
	Désinfection de la semence de céréale	1,25 Dose (50 g)	Application de 50 g par almod de semence
	Chaux	1,25 Arrobe	Application d'un demi arrobe par almod de semence
	Rouille des céréales	15,00 Demi-litre	Administration d'un demi-litre par solar de culture
	Pourriture grise du haricot (<i>Botrytis cinerea</i>)	5,25 Décilitre	Application de 100 cm ³ pour 100 litres d'eau
	Mildiou des tubercules (<i>Phytophthora infestans</i>)	4,00 Sachet	Application de 1 sachet (250 g) pour 100 l d'eau
	Lutte contre la mouche mineuse sud-américaine (<i>Liriomyza huidobrensis</i>)	2,50 Décilitre	Application de 0,1 l pour 100 litres d'eau
	Engrais foliaires	Prix Unité	Modalités d'application
	Développement foliaire du maïs	4,00 Litre	Application d'un litre pour 100 litres d'eau
	Développement du grain maïs	2,50 Sachet	Application d'un sachet pour 100 litres d'eau
	Développement foliaire des tubercules	10,00 Sachet	Application d'un sachet pour 100 litres d'eau
	Grossissement du tubercule	10,00 Sachet	Application d'un sachet pour 100 litres d'eau
PRODUITS ZOOPHARMACEUTIQUES (MÉDICAMENTS, VACCINS)			
	Pathologies	Prix Unité	Administration et posologie
Cobayes	Salmonellose (<i>mal, chungo</i>)	0,18 2,5 g	0,5 g par animal et par jour (traitement de 5 jours)
	Coccidiose	0,25 Traitement	Traitement de 3-4 jours (litière et animaux)
	Ectoparasites	0,05 Traitement complet/tête	Désinfection des modules, puis application de la tête à la queue du rongeur : 0,3 ml par animal (12 gouttes)
	Bactérie jercinia	0,35 Traitement complet/tête	Administration de 2 ml par kg de poids vif, entre deux (préventif) et trois (curatif) jours
	Parasites internes	0,05 Traitement complet/tête	Administration de 2 ml par kg de poids vif. De deux (préventif) à trois (curatif) applications
Volailles	Mal de Newcastle	0,05 Dose unitaire	Applications à 7 et 21 jours
	Choléra aviaire	0,10 Dose unitaire	
	Maladies respiratoires chroniques des volailles	0,10 Dose unitaire	
Porcins	Peste porcine	0,40 Dose	Application tous les six mois (en théorie)
	Septicémie hémorragique	0,40 Dose	Acte unique. Vaccination à trois semaines
	Anémie	0,25 Dose	Administration aux porcelets 15 j après leur naissance
	Parasites internes	1,00 Dose	Administration chaque deux mois (en théorie)
	Ennemis externes	0,05 Litre	Désinfection de la porcherie (1 fois par mois, en théorie)
	Apports vitaminiques	1,50 Dose	Administration chaque deux mois (en théorie)
Bovins	Fièvre aphteuse bovine (infection virale)	0,60 Injection	Administration par voie sous-cutanée ou intramusculaire (prestation NUTRI LECHE)
	Fièvre aphteuse bovine (infection virale)	1,50 Injection	Par voie sous-cutanée ou intramusculaire (particulier)
	Mammite (maladie infectieuse)	12,50 Dose unitaire	Traitement complet de 3 jours
	Bacille du charbon	110,00 Litre	Traitement complet de 3-4 jours (0,175 l/tête)
	Parasites internes (intestins, poumons, douve du foie)	1,00 Dose	2 doses à large spectre par adulte, 1 dose par jeune
	Apports vitaminiques	2,00 Kg	Administrés lors du traitement antiparasitaire
	Sels minéraux	1,25 Kg	Distribution aux vaches en production
Ovins	Parasites internes (intestins, poumons, douve du foie)	0,50 Dose	2 doses à large spectre par adulte, 1 dose par jeune
	Apports vitaminiques	2,00 Dose	Traitement administré par voie orale, une semaine après la mise-bas
	Chaux	5,00 Quintal	Désinfection des enclos
	Sciure de bois	1,25 Sac	Litière

Annexe 10.2. Valeurs et consommations annuelles des outillages et équipements (capital fixe)**10.2.a. Outillages et équipements agricoles**

OUTILLAGE CULTURES			
Type de produit	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Barre à mine (origine : Venezuela, Colombie)	15,00	5,00	3,00
Brouette	42,00	10,00	4,20
Clôture de jardin (h : 1m ; L : 50m ; 5x8" ; origine Equateur)	113,00	15,00	7,53
Faucille	1,00	1,00	1,00
Houe (origine Equateur)	7,00	5,00	1,40
Machette (origine : Venezuela, Brésil)	3,50	2,00	1,75
Pelle (origine : Venezuela)	10,00	5,00	2,00
Pioche	8,00	5,00	1,60
Pulvérisateur manuel à dos (bien importé)	60,00	10,00	6,00
Râteau	9,00	5,00	1,80
Sac de jute	0,30		Usage unique
Sac plastique (petits fruits, légumineuses, biens transformés)	0,01		Usage unique
<i>La grande distribution (Cuenca) importe de Chine des outils vendus localement au tiers du prix de ceux fabriqués dans les pays andins</i>			
<i>Barre à mine, brouette, houe, matériel d'irrigation, etc. : + 10 % entre 2007 et 2008</i>			
ÉQUIPEMENTS D'ÉLEVAGE			
Type de produit	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Abreuvoir (4,5 l ; pour 10 poulets de chair ou 25 cailles/poussins)	3,00	2,00	1,50
Bidon plastique (24 l)	4,00	0,50	8,00
Clôture (pour enclaire les prairies)			
Barbelés (rouleau 200 m, 1,52 mm, origine Equateur)	45,00	20,00	2,25
Poteau (matériau : bois)	0,75	3,00	0,25
Poteau (matériau : congloméré)	6,50	20,00	0,33
Clôture électrique			
Boîte de contrôle (pour 25 km de clôture)	85,00	10,00	8,50
Fils conducteurs (lot de 6 fils, longueur de 250 m)	24,50	10,00	2,45
Piquets de soutien des fils conducteurs (lot de 10 unités)	5,00	10,00	0,50
Couveuse à gaz (100 poussins)	28,00	7,00	4,00
Licol (harnais de tête)			
Ovin adulte	0,50	1,00	0,50
Veau de 1 mois	0,75	1,00	0,75
Veau de 6 mois	1,25	1,00	1,25
Bovin adulte	2,00	1,00	2,00
Longe			
Pour 1 ovin ou 1 porc adulte (matériel en caoutchouc)	0,70	1,00	0,70
Pour 1 bovin (0,5 livre ; 4m de longueur, en nylon)	0,80	1,00	0,80
Mangeoire			
Mangeoire plastique à volailles (pour 10 poules ou 25 cailles/poussins)	4,00	2,00	2,00
Mangeoire plastique à bovins	14,50	5,00	2,90
Module			
Enclos pour 25 cailles	10,00	20,00	0,50
Enclos pour 100 poussins ou 25 poulets de chair (fabrication propre)	25,00	10,00	2,50
Enclos pour 5 cobayes ♀	75,00	15,00	5,00
Porcherie (murs de briques, toit en tôle) de 5 m ²	200,00	25,00	8,00
Pièces de l'araire			
Joug (fabrication locale)	45,00	25,00	1,80
Age et sep (fabrication locale)	60,00	25,00	2,40
Pièce travaillante de métal (<i>estancia</i> ; moindre durée de vie)	9,00	1,50	6,00
Pièce travaillante de métal (<i>cerro</i>)	9,00	7,50	1,20
Pieu (métal)			
Petit format (ovins, porcs)	0,50	1,00	0,50
Grand format (bovins)	1,50	1,00	1,50
Pot trayeur en métal (<i>cantarilla</i> de 40 litres)	120,00	7,00	17,14
Seau plastique (12 l)	1,50	0,50	3,00
Trayeuse électrique (8 postes)			
Fixe	10 000,00	30,00	333,33
Mobile	5 000,00	20,00	250,00
MATÉRIEL D'IRRIGATION			
Type de produit	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Tuyau			
Rouleau 100 m, diamètre 1"	51,50	10,00	5,15
Rouleau 100 m, diamètre ¾"	37,00	10,00	3,70
Asperseur			
Plastique, diamètre 1"	3,25	5,00	0,65
Plastique, diamètre ¾"	2,00	5,00	0,40
Bronze, large rayon, diamètre 1"	18,00	30,00	0,60
Bronze, large rayon, diamètre ¾"	14,00	30,00	0,47
Tank (1 m ³)	300,00	20,00	15,00
Aspersion fixe (pour 1 ha)	1 700,00	25,00	68,00
Motopompe	400,00	15,00	26,67
Entretien annuel (huile, bougie)			40,00
Essence			150,00
Réservoir (m ³)	2,50	25,00	0,10
<i>Le type d'aspersion utilisé dépend du développement de la plante: petit (¾") au début, puis grand calibre (1")</i>			

10.2.b. Outillages et équipements utilisés dans les ateliers non agricoles

Type de produit	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
TRANSFORMATION AGRICOLE			
Carafe (plastique)	1,00	0,50	2,00
Récipient 1 litre (plastique)	1,00	0,50	2,00
Seau (plastique)	2,00	1,00	2,00
Tamis	1,00	0,50	2,00
ARTISANAT TEXTILE			
Canettes (15/machine, 1 par couleur)	0,60	15,00	0,04
Fer et planche à repasser	25,00	10,00	2,50
Formation professionnelle	50,00	40,00	1,25
Grand ciseau (tissu)	24,00	5,00	4,80
Machine à coudre à pédale	125,00	25,00	5,00
Métier à tisser de ceinture	15,00	50,00	0,30
Métier à tisser horizontal (eucalyptus)	150,00	60,00	2,50
Quenouille	2,50	5,50	0,45
Tour (tortillage de la fibre)	10,00	6,00	1,67
TRACTORISTE			
Tracteur	35 000,0	35,0	1 000,0
Disques de charrue (4 + 1 de guidage)	69,0	2,0	34,5
Pneumatiques			
Pneu avant (tous les 2 500 km)	600,0	1,7	720,0
Pneu arrière (tous les 4 000 km)	800,0	2,7	600,0
Révision moteur (au 10 000 km)	5 000,0	10,0	500,0
Formation professionnelle	1 500,0	40,0	37,5
ÉPICERIE			
Etagère	50,00	15,00	3,33
Meuble-comptoir	150,00	25,00	6,00
Réfrigérateur			mis à disposition
TRANSPORTEUR (CAMIONNETTE)			
Camionnette	16 000,00	10,00	1 600,00
Actualisation carte grise	55,00	5,00	11,00
Droit d'adhésion à la coopérative (<i>licencia</i>)	5 000,00	40,00	125,00
Formation (obtention permis de conduire)	1 250,00	40,00	31,25
FERRONNERIE			
Cisaille (machine coupante acier, aluminium, fer)	140,00	30,00	4,67
Cisaille (verre)	35,00	10,00	3,50
Compresseur	250,00	20,00	12,50
Découpeuse (aluminium)	500,00	20,00	25,00
Disqueuse-meuleuse	300,00	20,00	15,00
Masque	15,00	2,00	7,50
Pistolet de peinture	15,00	2,50	6,00
Porte-électrode	7,50	5,00	1,50
Poste de soudage et torche	400,00	20,00	20,00
Table à souder	300,00	30,00	10,00
MAÇONNERIE			
Ciseau de maçon	6,00	10,00	0,60
Equerre	12,00	5,00	2,40
Fil à plomb (pour contrôler la verticalité)	9,00	10,00	0,90
Jeu de truelles (langue de chat pour travaux de rejointement, à lisser, à bout carré ou à bout rond)	16,00	2,50	6,40
Platoir (pour enduire et lisser les chapes) ; taloche plate	11,00	2,50	4,40
Marteau de maçon	12,00	10,00	1,20
Mètre ruban	5,00	5,00	1,00
Niveau à eau (pour contrôler l'horizontalité)	40,00	10,00	4,00
Règle de maçon	12,00	10,00	1,20
Perceuse	150,00	15,00	10,00
Ponceuse	200,00	15,00	13,33

Annexe 11. Equivalence des unités de mesure

Annexe 11.1. Unités de poids (de produits agricoles)

1 quintal --- 4 arrobes --- 100 livres --- 6 250 onces --- 45,3 kg

Blé	1 quintal --- 2,5 almud ; 1 almud grain --- 40 livres
Maïs	1 almud grain --- 6 galons grain --- 35 livres grain --- 15,86 kg grain 1 sac épis --- 120 livres épis --- 30 livres grain --- 13,59 kg grain
Orge	1 quintal --- 3 almud ; 1 almud grain --- 35 livres --- 20 livres <i>máchica</i>
Fève	1 almud grain --- 40 livres 1 sac gousse --- 75 livres gousse --- 30 livres fève --- 13,59 kg fève
Haricot	1 almud grain --- 40 livres 1 sac gousse --- 60 livres gousse --- 24 livres fève --- 10,87 kg fève
Pois	1 sac gousse --- 75 livres gousse --- 30 livres fève --- 13,59 kg fève
Molloco	1 sac --- 160 livres tubercules --- 72,48 kg tubercules
Pomme de terre	1 sac --- 120 livres tubercules --- 54,36 kg tubercules
Oxalide	1 sac --- 100 livres tubercules --- 45,30 kg tubercules
Fourrage destiné aux cobayes	1 <i>carga</i> --- 1 <i>chalina llena</i> --- 4 <i>brazadas</i> --- 50 livres --- 22,65 kg --- 3 m ² de carré fourrager

Annexe 11.2. Unités de superficie

1 solar --- ¼ hectare --- 2 500 m²

Annexe 11.3. Unités de longueur

Artisanat textile	1 <i>yard</i> --- 0,9144 m 1 <i>cuarta</i> --- 0,22 m 1 <i>vara</i> --- entre 0,768 et 0,912 m, selon les régions
-------------------	---

Annexe 12. Temps de travail estimé par tâche agricole (mesure exprimée pour un actif)

Opérations culturales	Cultures et/ou Ecosystèmes	Pratiques	Quantité	Unité de mesure
Emottage motorisé		Au tracteur	1,0	heure-solar ⁻¹
Emottage "manuel"	Corniche, pelouses d'altitude	À la houe et à la pelle	10,0	jour-solar ⁻¹
(Diminuer la chamba)	Bas-pays (après arairages)	À la houe et à la pelle	3,5	jour-solar ⁻¹
Sarclage	Sacar el gulag	À la houe et à la pelle	15,0	jour-solar ⁻¹
Préparation du terrain	Corniche, pelouses d'altitude	Au tracteur	1,0	heure-solar ⁻¹
	Corniche	À l'araire	1,0	jour-solar ⁻¹
	Bas-pays	Au tracteur	1,5	heure-solar ⁻¹
	Bas-pays	À l'araire	1,5	jour-solar ⁻¹
Semis	Maïs associé	En poquet	2,0	jour-solar ⁻¹
	Céréales à paille	À la volée	1,0	jour-solar ⁻¹
	Légumineuses (en "pur")	A la volée	1,0	jour-solar ⁻¹
	Tubercules	En poquet	2,0	jour-solar ⁻¹
Sarclage	Maïs associé	À la houe et à la pelle	6,0	jour-solar ⁻¹
	Tubercules (corniche)	À la houe et à la pelle	3,0	jour-solar ⁻¹
	Tubercules (bas-pays)	À la houe et à la pelle	4,5	jour-solar ⁻¹
Binage-Buttage	Maïs associé	À la houe et à la pelle	6,5	jour-solar ⁻¹
	Tubercules (corniche)	À la houe et à la pelle	5,0	jour-solar ⁻¹
	Tubercules (bas-pays)	À la houe et à la pelle	6,5	jour-solar ⁻¹
Traitement phytosanitaire		Au pulvérisateur à dos	0,8	jour-solar ⁻¹
Irrigation gravitaire		À la raie	2,0	jour-solar ⁻¹
Récolte manuelle	Maïs	À la main	5,0	sac-homme-jour ⁻¹
	Légumineuse en sec (fève, haricot)	À la main	4,5	sac-homme-jour ⁻¹
	Pois frais	À la main	3,0	sac-homme-jour ⁻¹
	Pomme de terre	À la main	4,5	sac-homme-jour ⁻¹
	Molloco	À la main	1,8	sac-homme-jour ⁻¹
	Oxalide	À la main	3,5	sac-homme-jour ⁻¹
Moisson et montée en meule	Céréales à paille	À la faucille	5,0	homme-jour-solar ⁻¹
Sélection au champ	Maïs	À la main	1,0	sac-heure ⁻¹
	Tubercules	À la main	4,0	sac-heure ⁻¹
Epanouillage	Maïs	À la main	3,5	sac-homme-jour ⁻¹
Ecossage	Légumineuses (en sec)	À la main	2,5	sac-homme-jour ⁻¹
	Légumineuses (en sec)		5,0	sac-équidé-jour ⁻¹
Egrenage	Maïs	À la main	2,0	sac-homme-jour ⁻¹

Annexe 13. Hypothèses de calcul des revenus des familles de Hatun Cañar : Précisions sur le contenu du tableau récapitulatif 11

F1a. Les jeunes ménages au pays

- Gestion de l'épicerie à part de fruits (revenus distribués à parts égales entre les deux parties)
- Bénéficiaire de l'allocation de solidarité (*bono de desarrollo*)
- Contribution projet de développement : 50 % du prix d'achat d'un enclos pour cobayes

F1b. Les familles transnationales au commencement

- Emprunt pour le passage (K) : 11 875 USD. Taux d'intérêt mensuel (i) : 4 %. Durée de remboursement : 18 mois. Somme due à échéance (K+i) : 16 387,5 USD₂₀₀₇.
- Bénéficiaire de l'allocation de solidarité (*bono de desarrollo*)

F1c. Les familles monoparentales

- Bénéficiaire de l'allocation de solidarité (*bono de desarrollo*)

F1d. Les ménages âgés pauvres

- Contribution institution de développement : 50 % du prix de la machine à pédale
- Bénéficiaire de l'allocation de solidarité (*bono de desarrollo*)

F1-2. Les familles à la tête de petits élevages intensifs en capital

- Licence délivrée par la coopérative : 2 000 USD (pour 40 ans). 400 USD en 2000 (750 USD₂₀₀₇), 5000 USD en 2007 (montant prohibitif accessibles aux seuls —à peu de choses près— émigrés).

F2a. Les héritiers de l'agriculture précolombienne

- Envois d'argent : $\frac{3}{4}$ des enfants émigrés envoient 1600 USD/an pour la garde des enfants

F2b. Les éleveurs et agriculteurs, entre corniche et bas-pays

- *Chacra andina* cédée en métayage
- Envois d'argent (grands-parents seuls) : 1000 USD par an

F2c. Les gardiens de la biodiversité et des savoir-faire paysans

- Richesse créée par le guérisseur incluse dans les performances économiques de l'herbier médicinal
- Adhésion annuelle au groupe de producteurs agro-écologiques (36 USD)
- Envois d'argent : $\frac{3}{4}$ des enfants émigrés envoient 1600 USD/an pour la garde des enfants
- Huit mois durant, le petit commerçant agricole vend sur le marché les produits issus de son exploitation agricole (fruits et légumes). En hiver (4 mois dans l'année, 2 jours par semaine), il achète et revend des produits du marché, notamment pour tenir son poste.

F2d. Les éleveurs laitiers du haut de corniche

- 100 journées de travail par an consacrées au transport
- Envois d'argent : $\frac{3}{4}$ des enfants émigrés envoient 1600 USD/an pour la garde des enfants

P1. Les éleveurs laitiers, assistés d'un vacher salarié

- 100 journées de travail par an consacrées au transport
- Envois d'argent (grands-parents seuls) : 1000 USD par an
- Un vacher employé à temps partiel (2 heures par jour, toute l'année) et 50 journées de travail salarié

P2. Les hortultrices de la iony

- Emploi d'un salarié à temps plein et 50 journées de travail salarié (journaliers agricoles)
- Conjoint aux Etats-Unis d'Amérique employé sur les chantiers de construction 8 mois dans l'année (200 jours), et dans les manufactures textiles en saison hivernale (100 jours).
- Adhésion annuelle au groupe de producteurs agro-écologiques (36 USD)
- Huit mois durant, le petit commerçant agricole vend sur le marché les produits issus de son exploitation agricole (fruits et légumes). En hiver (4 mois dans l'année, 1 seul jour par semaine), il achète et revend des produits du marché, notamment pour tenir son poste.

P3. Les « vendeurs d'herbe »

- Emploi d'un salarié à temps plein et 50 journées de travail salarié (journaliers agricoles)

C. Les hacendados

- Emploi de deux salariés à temps plein et 120 journées de travail salarié (journaliers agricoles)

Annexe 14. Performances économiques des ateliers de production

Toutes les valeurs sont exprimées en dollar américain de l'année 2007.

Annexe 14.1. Les ateliers de production végétale

14.1.a. La chacra andina (SC₆) et ses variantes (SC₂, SC₃, SC₄ et SC₅)

SC ₂ : MAÏS ASSOCIÉ / ORGE EN PLUVIAL (BAS-PAYS)							
Itinéraire technique (¼ ha)	Calendrier	W (h-j)	Consommations intermédiaires Intrants, services, outillage	Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
MAÏS ASSOCIÉ							
Destination de la production : Maïs et cucurbitacées consommés à 100 % sur l'exploitation (semence, alimentation humaine), 50 % Haricot commercialisé							
Valorisation de la production autoconsommée : Prix moyen d'achat annuel							
Arairage	- 45,0	1,50					
Arairage croisé	- 15,0	0,75					
Désinfection de la semence	0,0		Vitavax	kg	0,03	25,00	0,85
Semis en poquets	0,0	2,00	Maïs (variété Zhima)	kg	11,89	2,02	24,06
			Haricot (variété Canario)	kg	8,92	2,76	24,61
Semis à la volée	0,0		Courge de Siam	plant	5,00	0,75	3,75
			Concombre grim pant	kg	0,50	2,21	1,10
Fertilisation organique	0,00	1,00	Fientes de volailles séchées	sac	7,50	1,25	9,38
Sarclage à la pelle et/ou à la houe (<i>rascadillo</i>)	+ 60,0	6,00					
Binage-buttage (<i>segundeada</i>)	+ 90,0	6,50					
Irrigation (de 1 à 2 cycles selon les conditions climatiques)		3,00					
Récolte Concombre grim pant	+ 165,0	1,00	Production moyenne Concombre grim pant	kg	4,00		
Récolte Courge de Siam		1,00	Production moyenne Courge de Siam	unité	100,00		
Récolte Haricot en sec (avant déhiscence)		1,82	Production moyenne Haricot	kg	89,18		
Récolte Maïs en sec (<i>mazorca</i>)	+ 270,0	2,28	Production moyenne Maïs en sec	kg	154,59		
Epanouillage maïs		3,25					
Egrenage maïs		5,69	Sac de jute	unité	19,58	0,30	5,87
Ecossage haricot (pour la partie autoconsommée)		3,28	Transport production au marché (haute vallée)	sac	4,10	0,50	2,05
Commercialisation sur le marché			Taxe de marché	sac	4,10	0,25	1,03
Rendement moyen Maïs en sec de 13:1, soit 0,62 t·ha ⁻¹			Produit brut Maïs (en sec)				127,97
Rendement moyen Haricot de 10:1, soit 0,36 t·ha ⁻¹			Produit brut Haricot				153,81
Sous-produits de récolte destinés à l'alimentation animale			Produit brut Courge de Siam				46,25
			Produit brut Concombre grim pant				6,87
Volume de travail (journées)		39,07	Produit brut Maïs associé				334,90
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})		6,71	Consommations intermédiaires				72,70
			Valeur ajoutée brute				262,20
ORGE							
Destination de la production : 100 % consommés sur l'exploitation (semence, alimentation humaine sous forme de <i>máchica</i> et de brisure d'orge)							
Arairage	-60,0	1,50					
Arairage croisé	-30,0	0,75					
Désinfection de la semence			Cendres, chaux	arrobe	1,00	1,25	1,25
Semis à la volée et enfouissement de la semence à l'araire	0,0	1,00	Semence	almud	2,00	5,00	10,00
Désherbage manuel	+ 40,0	6,00					
Moisson et montée en meule	+ 180,0	10,00	Sac de jute	unité	4,67	0,30	1,40
			Faucille	unité	3,00	1,00	3,00
Rendement moyen de 6:1, soit 0,76 t·ha ⁻¹ . Paille (sous-produits de récolte) destinée à l'alimentation animale ; distribuée en complément d'autres fourrages							
Battage motorisé	+ 200,0	7,00	Location de service	almud	12,00	1,00	12,00
			Prix d'achat d'une livre de <i>máchica</i>				0,85
			Prix d'achat d'une livre de brisure d'orge				0,75
Volume de travail (journées)		26,25	Produit brut Orge				217,18
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})		7,22	Consommations intermédiaires				27,65
			Valeur ajoutée brute				189,53
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR QUART D'HECTARE POUR DEUX ANS							451,72
VALEUR AJOUTÉE BRUTE MOYENNE PAR QUART D'HECTARE ET PAR AN							225,86
VOLUME DE TRAVAIL TOTAL PAR QUART D'HECTARE (JOURNÉES)							65,32
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD·H·J⁻¹)							6,92

SC₃ : MAÏS ASSOCIÉ / POIS / ORGE (BAS-PAYS)							
Itinéraire technique (¼ ha)	Calendrier	W (h-j)	Consommations intermédiaires				
			Intrants, services, outillage		Unité	Quant.	Coût unit. Coût total
MAÏS ASSOCIÉ							
Destination de la production : Maïs et cucurbitacées consommés à 100 % sur l'exploitation (semence, alimentation humaine), 50 % Haricot commercialisé							
Valorisation de la production autoconsommée : Prix moyen d'achat annuel							
Arairage	- 45,0	1,50					
Arairage croisé	- 15,0	0,75					
Désinfection de la semence	0,0		Vitavax		kg	0,03	25,00 0,85
Semis en poquets	0,0	2,00	Maïs (variété Zhima)		kg	11,89	2,02 24,06
			Haricot (variété Canario)		kg	8,92	2,76 24,61
Semis à la volée	0,0		Courge de Siam		plant	5,00	0,75 3,75
			Concombre grim pant		kg	0,50	2,21 1,10
Fertilisation organique	0,00	1,00	Fientes de volailles séchées		sac	7,50	1,25 9,38
Sarclage à la pelle et/ou à la houe (<i>rascadillo</i>)	+ 60,0	6,00					
Binage-buttage (<i>segundeada</i>)	+ 90,0	6,50					
Irrigation (de 1 à 2 cycles selon les conditions climatiques)		3,00					
Récolte Concombre grim pant	+ 165,0	1,00	Production moyenne Concombre grim pant		kg	5,00	
Récolte Courge de Siam		1,00	Production moyenne Courge de Siam		unité	150,00	
Récolte Haricot en sec (avant déhiscence)		2,19	Production moyenne Haricot		kg	107,02	
Récolte Maïs en sec (<i>mazorca</i>)	+ 270,0	2,63	Production moyenne Maïs en sec		kg	178,37	
Epanouillage maïs		3,75					
Egrenage maïs		6,56	Sac de jute		unité	22,97	0,30 6,89
Ecosage haricot (pour la partie autoconsommée)		3,94	Transport production au marché (haute vallée)		sac	4,92	0,50 2,46
Commercialisation sur le marché			Taxe de marché		sac	4,92	0,25 1,23
Rendement moyen Maïs en sec de 15:1, soit 0,71 t·ha ⁻¹			Produit brut Maïs (en sec)				147,66
Rendement moyen Haricot de 12:1, soit 0,43 t·ha ⁻¹			Produit brut Haricot				184,57
Sous-produits de récolte destinés à l'alimentation animale			Produit brut Courge de Siam				69,38
			Produit brut Concombre grim pant				8,58
Volume de travail (journées)		41,81	Produit brut Maïs associé				410,19
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)		8,03	Consommations intermédiaires				74,33
			Valeur ajoutée brute				335,85
POIS							
Destination de la production : 100 % Vente							
Préparation du terrain selon précédent	- 30,0	1,00					
Irrigation (selon période de semis)	- 15,0	2,00					
Semis en ligne	0,0	2,00	Semence pois (variété Garbanzo)		sac	2,50	32,00 80,00
Irrigation (2 cycles en moyenne)		4,00					
Traitement phytosanitaire (1)		0,50	Fongicide, développement de la plante		appli.	1,00	14,00 14,00
Récolte en frais	+ 120,0	4,58	Sac de jute		sac	13,75	0,30 4,13
Rendement moyen de 5,5:1			Transport production au marché (haute vallée)		sac	13,75	0,50 6,88
			Taxe de marché		sac	13,75	0,25 3,44
Volume de travail (journées)		14,08	Produit brut Pois				192,50
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)		5,97	Consommations intermédiaires				108,44
			Valeur ajoutée brute				84,06
ORGE							
Destination de la production : 100 % consommés sur l'exploitation (semence, alimentation humaine sous forme de <i>máchica</i> et de brisure d'orge)							
Arairage	- 30,0	1,50					
Arairage croisé	- 15,0	0,75					
Désinfection de la semence	0,0		Cendres, chaux		arrobe	1,00	1,25 1,25
Semis à la volée et enfouissement de la semence à l'aire	0,0	1,00	Semence		<i>almud</i>	2,00	5,00 10,00
Désherbage manuel	+ 40,0	6,00					
Moisson et montée en meule	+ 180,0	10,00	Sac de jute		unité	4,67	0,30 1,40
			Faucille		unité	3,00	1,00 3,00
Rendement moyen de 7:1, soit 0,89 t·ha ⁻¹ . Paille (sous-produits de récolte) destinée à l'alimentation animale ; distribuée en complément d'autres fourrages							
Battage motorisé	+ 200,0	7,00	Location de service		<i>almud</i>	14,00	1,00 14,00
			Prix d'achat d'une livre de <i>máchica</i>				0,85
			Prix d'achat d'une livre de brisure d'orge				0,75
Volume de travail (journées)		26,25	Produit brut Orge				251,18
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)		8,44	Consommations intermédiaires				29,65
			Valeur ajoutée brute				221,53
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR QUART D'HECTARE POUR TROIS ANS							641,44
VALEUR AJOUTÉE BRUTE MOYENNE PAR QUART D'HECTARE ET PAR AN							213,81
VOLUME DE TRAVAIL TOTAL PAR QUART D'HECTARE (JOURNÉES)							82,15
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD·H·J⁻¹)							7,81

14.1.b. Performances économiques du système de culture de l'étage chaud (SC₁)

SC ₁ : MAÏS / HARICOT EN PLUVIAL (ÉTAGE CHAUD)							
La totalité de la production est destinée à l'autoconsommation familiale							
Itinéraire technique (¼ ha)	Calendrier	W (h-j)	Consommations intermédiaires Intrants, services, outillage	Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
MAÏS							
Défrichage au feu	- 45,0	1,0					
Désherbage à la machette	- 2,0	2,0					
Semis de maïs et enfouissement (a la <i>tola</i>)	0,0	1,0	Maïs (variété <i>Morocho</i>)	kg	2,6	1,1	2,9
Désherbage à la machette	+ 90,0	2,0					
Gardiennage (tâche commune légumineuse)	+ 210,0	45,0					
Récolte (en sec)	+ 270,0	4,5	Sac de jute	unité	2,3	0,3	0,7
Transport		4,0	Service de transport (de personnes)	A-R	4,0	2,0	8,0
			Service de transport (de la production)	trajet	2,3	1,2	2,8
Volume de travail (journées)		59,5	Produit brut Maïs				23,3
<i>Rendement moyen de 12:1, soit t·ha⁻¹</i>			Consommations intermédiaires				14,4
Productivité brute du travail (USD·h·j⁻¹)			0,1 Valeur ajoutée brute				8,9
HARICOT							
Désherbage à la machette	- 2,0	2,0					
Semis à la volée et enfouissement	0,0	0,5	Haricot	kg	32,0	1,3	40,0
Gardiennage (tâche commune maïs)	+ 60,0	45,0					
Récolte (en sec)	+ 120,0	4,0					
Transport			Service de transport (de personnes)	A-R	2,0	2,0	4,0
			Service de transport (de la production)	trajet	11,8	1,2	14,1
Volume de travail (journées)		51,5	Produit brut Haricot				188,4
<i>Rendement moyen de 4:1, soit t·ha⁻¹</i>			Consommations intermédiaires				58,1
Productivité brute du travail (USD·h·j⁻¹)			2,5 Valeur ajoutée brute				130,2
VALEUR AJOUTÉE BRUTE MOYENNE PAR QUART D'HECTARE ET PAR AN							139,15
VOLUME DE TRAVAIL TOTAL (JOURNÉES)							111,00
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD·H·J⁻¹)							1,25
Propriété de l'étage chaud exploitée <i>al partir</i> depuis le début du XXI ^e siècle et le départ des enfants à l'étranger							
Résidus de récolte (fanés de légumineuses) laissés sur la parcelle avant semis de maïs							
Utilisation des ressources fourragères par le métayer (affouragement de son propre bétail : cannes de maïs, repousse herbeuse...)							

14.1.c. Performances économiques des jardins

i) Le jardin potager (SC₈)

JARDIN POTAGER								
Un maïs cultivé après 3 ans de jardin potager (généralement par section de façon à cultiver des légumes tous les ans)								
Superficie du jardin (m ²) :	200,0	Nombre de planches (20 m ²) :		10,0	Nombre cycles par an :			2,0
Prédomine l'alternance de composées (laitue), bulbes (oignon), chénopodiacées (betterave) et crucifères (chou, chou-fleur, radis)								
				Consommations intermédiaires			363,4	
Itinéraire technique (ITK)	Volume de travail			Intrants, services, outillage	Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
	Planche 20 m ² (en mn)	Cycle 3 mois (en h-j)	Cycle 4 mois (en h-j)					
Préparation du sol	150,0	0,3	0,3	Opération suivie d'une période de repos de 30 à 60 jours				
Pépinière	75,0	0,2	0,2					
Transplantation au champ (1 mois après)	400,0	0,8	0,8					
- Formation des lits								
- Fertilisation organique				Compost*	sac	20,0	3,0	60,0
				Fientes de volailles séchées	sac	8,0	1,3	10,0
- Semis				Laitue	sachet (125 graines)	6,7	4,0	26,9
				Chou-fleur	sachet (125 graines)	4,5	4,0	17,9
				Chou	sachet (125 graines)	4,5	4,0	17,9
				Oignon	livre (8 bulbes)	127,5	1,0	127,5
				Betterave	sachet (125 graines)	4,5	1,5	6,7
				Radis (en interrangs)	sachet (125 graines)	4,0	1,0	4,0
Production de compost (biol, compost)			5,0	Biol	litre	800,0	0,1	40,0
Irrigation (tous les 10 jours)	30,0	0,3	0,5					
Désherbage manuel (tous les 15 jours)	90,0	0,6	0,9					
Récolte	90,0	0,2	0,2	Taux de pertes de récolte	10,0%			
Commercialisation			10,0	Emballage	Sac de jute	102,4	0,0	1,3
Volume de travail annuel (20 m ²)		2,4	2,9	Transport	Sac	102,4	0,5	51,2
VOLUME DE TRAVAIL (JOURNÉES)			61,9	Produit brut annuel				1 064,0
				Espèce végétale	Planche 20 m ² /an	Plants/planche	Prix unitaire	Prix total**
				Laitue	4,0	210,0	0,5	378,0
				Chou-fleur	4,0	140,0	0,3	151,2
				Chou	4,0	140,0	0,3	168,0
				Oignon	3,0	340,0	0,3	229,5
				Betterave	2,0	280,0	0,3	126,0
				Radis (en interrangs)		500,0	0,0	11,3
VOLUME DE TRAVAIL MAÏS ASSOCIÉ (JOURNÉES)			3,3	VALEUR AJOUTÉE BRUTE MAÏS ASSOCIÉ				26,9
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD-H-J⁻¹)			11,1	VALEUR AJOUTÉE BRUTE JARDIN POTAGER				727,4
* Production de la ferme (décomposition d'une durée de 6 mois)								
** Valeur incluant les 10 % de pertes de récolte								

ii) La fraiseraie (SC₁₀)

SC ₁₀ : FRAISERAIE							
Superficie (m ²) :	450,0	Peuplement (nombre fraisiers) :		5 400,0	2 ans de production		
Itinéraire technique (ITK)	Calendrier W (h-j)	Intrants, services, outillage	Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total	
							Installation de la culture (vivant et matériel)
- Préparation du sol (arairage, arairage croisé, émottage)							
- Formation des planches (battes hautes de 0,35 m)							
- Fertilisation		Fientes de volailles séchées	Sac	120,0	1,3	150,0	
- Installation du matériel							
- Semis		Fraisier	Unité	5 400,0	0,1	486,0	
Désherbage (tous les 21 jours en moyenne)	120,0						
Irrigation (tous les 3 jours en été)	21,9						
Fertirrigation (biol, lombriculture) tous les 8 jours	22,4						
Récolte (50 livres/semaine en été, 10 en hiver)	30,0	Ensachage	Sac plastique	3 800,0	0,0	0,0	
VOLUME DE TRAVAIL (JOURNÉES)	194,3	Conso. intermédiaires (2 ans de production)				636,0	
Prix livre fraise	1,0	Produit brut Fraise (2 ans de production)				3 800,0	
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD-H-J⁻¹)	16,3	VALEUR AJOUTÉE BRUTE (2 ANS DE PROD.)				3 164,0	

14.1.d. Performances économiques des systèmes fourragers

i) La prairie temporaire d'associations fourragères en rotation avec une pomme de terre estancia (SC₁₁)

SC ₁₁ : POMME DE TERRE ESTANCIA / PRAIRIE TEMPORAIRE (BAS-PAYS/ BAS DE CORNICHE)							
Itinéraire technique (¼ ha)	Calendrier	W (h-j)	Consommations intermédiaires Intrants, services, outillage	Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
POMME DE TERRE ESTANCIA							
<i>Destination de la production : 50 % Vente (gros calibre), 50 % consommés sur l'exploitation (semence, moyen et petit calibre pour l'alim. humaine et animale)</i>							
<i>Valorisation de la production autoconsommée : Prix moyen d'achat annuel</i>							
Labour moto-mécanisé	-	60,0	0,3 Location de services	heure	2,5	10,0	25,0
Labour moto-mécanisé	-	45,0	0,3 Location de services	heure	2,5	10,0	25,0
Arairage	-	30,0	1,50				
Arairage croisé	-	15,0	0,75				
Semis en poquets	0,0	2,00	Pomme de terre (variété Bolona)	kg	217,44	0,55	120,00
Fertilisation organique	0,0	1,00	Fientes de volailles séchées	qq	15,00	1,25	18,75
Fertilisation minérale	0,0	1,00	Engrais NPK 10-30-10	qq	1,00	18,00	18,00
Irrigation gravitaire (6 cycles)			12,00				
Sarclage	+	45,0	4,50				
Traitement phytosanitaire (1)	+	45,0	0,50 Fongicide	appli.	1,00	6,50	6,50
Fertilisation foliaire	+	45,0	0,50 Développement foliaire	appli.	1,00	10,00	10,00
Traitement phytosanitaire (2)	+	90,0	0,63 Fongicide	appli.	1,25	6,50	8,13
Binage-Buttage (aporque, wachunchina)	+	120,0	6,50				
Traitement phytosanitaire (3)	+	120,0	0,75 Fongicide	appli.	1,50	6,50	9,75
Fertilisation (développement du tubercule)	+	120,0	0,50 Grossissement du tubercule	appli.	1,00	10,00	10,00
Récolte échelonnée	+	180,0	8,89 Sac de jute	unité	40,00	0,30	12,00
<i>Rendement moyen de 10:1, soit 8,7 t·ha⁻¹ (50 % gros calibre (gruesa), 25 % moyen (locrera), 25 % petit (delgada))</i>							
Commercialisation production			Transport production	sac	20,00	0,50	10,00
			Taxe de marché	sac	20,00	0,25	5,00
Volume de travail (journées)			41,64 Produit brut Pomme de terre estancia				484,38
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)			4,95 Consommations intermédiaires				278,13
			Valeur ajoutée brute				206,25
PRAIRIE TEMPORAIRE D'ASSOCIATION (5 ANS)							
<i>Prairies cultivées (mélange fourrager), non clôturées, fertilisées (urée) et irriguées (par aspersion et en gravitaire). Pâturage au piquet, avec ovins homogénéisant la repousse.</i>							
Implantation de la prairie							
Semis à la volée			1,0 Graminée (ray grass)	livre	12,5	1,6	20,0
			Graminée (dactyle)	livre	6,3	2,0	12,5
			Légumineuse fourragère (trèfle blanc)	livre	1,3	4,3	5,3
Fertilisation minérale			0,5 Urée	qq	0,5	15,0	7,5
Fertilisation organique			1,0 Fientes de volailles séchées	sac	62,5	1,0	62,5
Entretien de la prairie (après chaque passage)							
<i>Nombre de passages à l'année</i>							
			4,0				
Fertilisation minérale			1,0 Urée	qq	1,5	18,0	27,0
<i>2 applications par an, pas en hiver (risque de lessivage)</i>							
Semis partiel (homogénéisation de la repousse)			0,1 Graminée	livre	0,4	1,6	0,6
Irrigation (tous les 10 j en été)			2,0				
Dispersion des déjections animales à l'aide d'un râteau			0,8 Opération après chaque passage				
Volume de travail (journées pour un cycle de 5 ans)			34,5 Consommations intermédiaires (total 5 ans)				246,0
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR QUART D'HECTARE ET POUR UN CYCLE DE 6 ANS							
-39,8							
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR QUART D'HECTARE ET PAR AN							
-6,6							
<i>Valeur intégrée au calcul des performances économiques des ateliers d'élevage bovin : La pomme de terre, au service de la prairie, est un sous-produit de ces ateliers.</i>							
Volume de travail total (pour un cycle de 6 ans et par quart d'hectare)							
76,1							
VOLUME DE TRAVAIL TOTAL (JOURNÉES) PAR AN							
12,7							

ii) La prairie temporaire d'associations fourragères en hacienda (SC_{11bis})

SC _{11bis} : PRAIRIE TEMPORAIRE (BAS-PAYS) EN HACIENDA								
Itinéraire technique (1 ha)	Calendrier	W (h-)	Consommations intermédiaires		Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
			Intrants, services, outillage					
PRAIRIE TEMPORAIRE D'ASSOCIATION (5 ANS)								
<i>Prairie d'hacienda (sans pomme de terre en tête de rotation)</i>								
Implantation de la prairie								
Labour moto-mécanisé	- 60,0	1,3						
Labour moto-mécanisé	- 45,0	1,3						
Semis	0,0	1,0	Graminée (ray grass)	livre	40,0	1,6	64,0	
			Graminée (dactyle)	livre	40,0	2,0	80,0	
			Légumineuse fourragère (trèfle blanc)	livre	10,0	4,3	42,5	
Fertilisation minérale		1,0	Urée	qq	2,0	15,0	30,0	
Fertilisation organique		1,0	Fientes de volailles séchées	sac	300,0	1,0	300,0	
Entretien de la prairie (après chaque passage)								
<i>Nombre de passages à l'année</i>								
Fertilisation minérale		4,0						
		3,0	Urée	qq	12,0	18,0	216,0	
<i>3 applications par an, pas en hiver (risque de lessivage)</i>								
Semis partiel (homogénéisation de la repousse)		0,1	Graminée	livre	1,0	4,3	4,3	
Irrigation par aspersion		2,0						
Dispersion des déjections animales à l'aide d'une machine		0,3	Opération après chaque passage					
Entretien des équipements de mise en défens		1,0						
Volume de travail (journées sur 5 ans)		41,5	Consommations intermédiaires (total 5 ans)				1 617,8	
VOLUME DE TRAVAIL PAR HECTARE ET PAR AN								
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES PAR HECTARE ET PAR AN								
<i>Valeur intégrée au calcul des performances économiques de l'atelier d'élevage bovin laitier.</i>								

vi) Le pâtis après deux cycles de tubercules (SC₁₄)

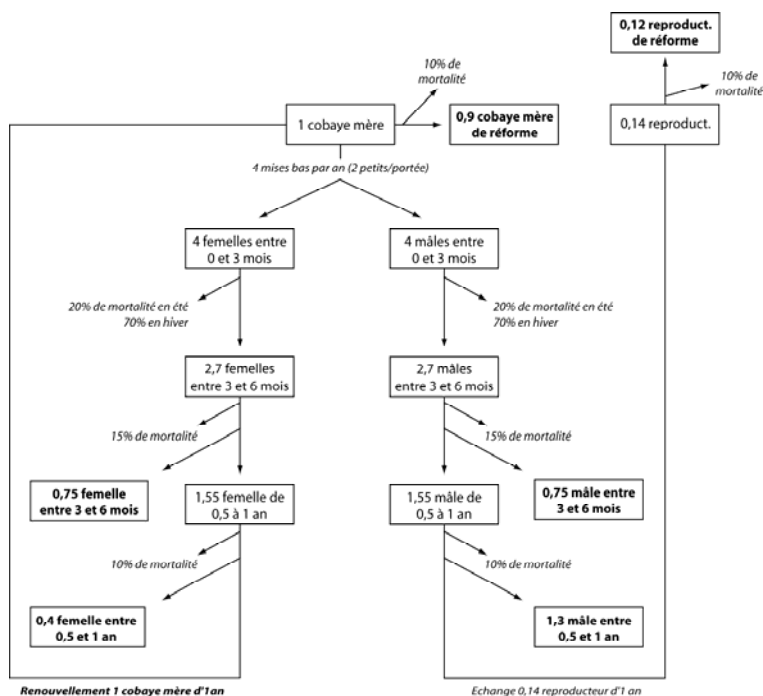
SC ₁₄ : POMME DE TERRE CERRO / OXALIDE TUBÉREUSE / PÂTIS (CORNICHE)								
Itinéraire technique (¼ ha)	Calendrier	W (h-j)	Consommations Intermédiaires		Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
			Intrants, services, outillage					
POMME DE TERRE CERRO (BOLONA, JUBALEÑA)								
Implantation par section selon l'état de la prairie								
Destination de la production : 50 % Vente (gros calibre), 50 % consommés sur l'exploitation (semence, moyen et petit calibre pour l'alim. humaine et animale)								
Risque plus élevé de perte de récolte : Rendement moyen de 10:1, soit 8,7 t/ha (50 % gros calibre (gruesa), 25 % moyen (locrera), 25 % petit (delgada))								
Prix de vente de 25 % inférieur sur le marché à la pomme de terre estancia								
Valorisation de la production autoconsommée : Prix moyen d'achat annuel								
Travail du sol après une couverture végétale de longue durée : + 66% de W (2 passages au tracteur au lieu d'1) qu'un W du sol à nu ou après une friche de courte durée								
Labour moto-mécanisé	- 90,0	0,3	Location de services	heure	2,5	10,0	25,0	
Labour moto-mécanisé	- 60,0	0,3	Location de services	heure	2,5	10,0	25,0	
Arairage	- 45,0	1,0						
Arairage croisé	- 15,0	0,5						
Semis en poquets	0,0	2,0	Semence (Bolona)	kg	217,4	0,6	120,0	
Fertilisation organique	0,0	1,0	Fientes de volailles séchées	sac	15,0	1,3	18,8	
Fertilisation minérale	0,0	1,0	Engrais NPK 10-30-10	qq	1,0	18,0	18,0	
Sarclage	+ 50,0	3,0						
Traitement phytosanitaire (1)	+ 50,0	0,5		appli.	1,0	6,5	6,5	
Fertilisation foliaire	+ 50,0	0,5		appli.	1,0	10,0	10,0	
Traitement phytosanitaire (2)	+ 100,0	0,6		appli.	1,3	6,5	8,1	
Binage-Buttage (aporque, wachunchina)	+ 130,0	5,0						
Traitement phytosanitaire (3)	+ 130,0	0,8		appli.	1,5	6,5	9,8	
Fertilisation (développement du tubercule)	+ 130,0	0,5		appli.	1,0	10,0	10,0	
Traitement phytosanitaire (5 applications supp.)		5,0		appli.	10,0	6,5	65,0	
Récolte échelonnée	+ 210,0	7,1	Sac de jute	unité	40,0	0,3	12,0	
Commercialisation production			Transport production	sac	20,0	0,5	10,0	
			Taxe de marché	sac	20,0	0,3	5,0	
Volume de travail (journées)		29,1	Produit brut Pomme de terre cerro				363,3	
Productivité brute du travail (USD-h⁻¹)			2,4 Consommations Intermédiaires				293,1	
			Valeur ajoutée brute				70,2	
OXALIDE TUBÉREUSE								
Destination de la production : 50% consommée sur l'exploitation agricole (semence, autoconsommation familiale), 50% destinée à la vente								
Arairage	- 30,0	1,0						
Arairage croisé	- 10,0	0,5						
Semis	0,0	2,0	Semence	sac	4,0	13,0	52,0	
Fertilisation minérale	0,0	1,0	Engrais NPK 10-30-10	qq	1,0	18,0	18,0	
Désherbage manuel (à la levée : entre 20 et 45 j)	+ 40,0	6,5						
Sarclage (à la floraison : entre 85 et 130 j)	+ 120,0	4,0						
Récolte	+ 300,0	5,7	Sac de jute	sac	20,0	0,3	6,0	
Rendement moyen de 5:1, soit 3,6 t/ha								
Transport		2,0	Transport production	sac	20,0	0,5	10,0	
Commercialisation			Taxe de marché	sac	20,0	0,3	5,0	
Volume de travail (journées)		22,7						
Destination de la production (sac) :			Produit brut Oxalide tubéreuse				135,0	
- Semence :			4,0 Consommations Intermédiaires				91,0	
- Autoconsommation, ración :			6,0 Valeur ajoutée brute				44,0	
- Vente :			10,0 Productivité brute du travail (USD-h⁻¹)				1,9	
PÂTIS (7 ANS)								
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR QUART D'HECTARE, POUR UN CYCLE DE 9 ANS (2 ANS DE CULTURE ET 7 ANS DE PÂTIS)								
114,2								
VALEUR AJOUTÉE BRUTE MOYENNE PAR QUART D'HECTARE ET PAR AN								
12,7								
Valeur intégrée au calcul des performances économiques des ateliers d'élevage bovin : Les tubercules, au service de la prairie, sont des sous-produits de ces ateliers.								
Volume de travail total (pour un cycle de 9 ans et par quart d'hectare)								
51,8								
VOLUME DE TRAVAIL TOTAL (JOURNÉES) PAR AN								
5,8								

Annexe 14.2. Les ateliers de production animale

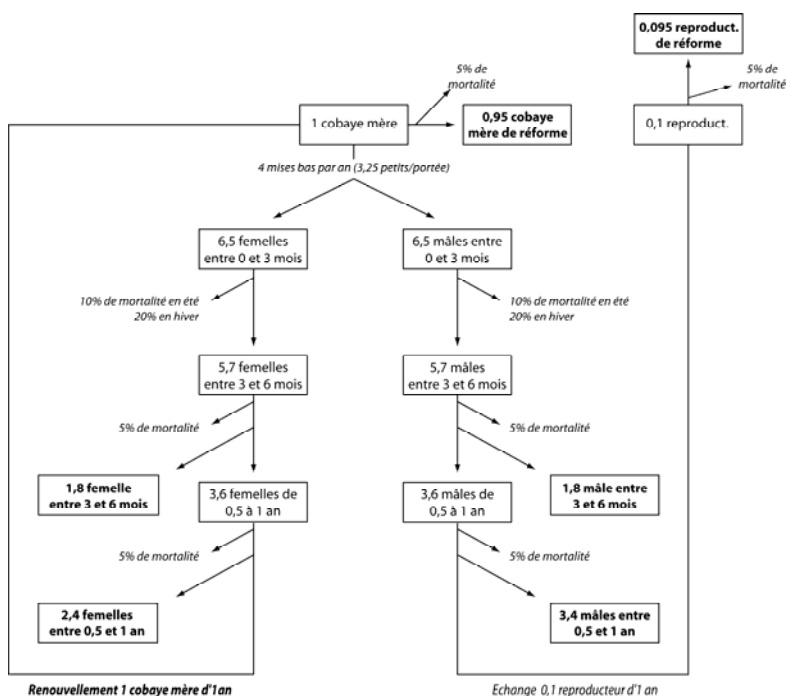
Ne sont pas pris en compte lapins, abeilles, truites, camélidés et certaines espèces de volailles (oies, dindons, canards) élevés dans de très rares exploitations agricoles.

14.2.a. Performances économiques de la caviculture

i) Schéma de renouvellement d'une bande de cobayes, élevés en cuisine (SE₁)



ii) Schéma de renouvellement d'une bande de cobayes, élevés en modules (SE₂)



iii) Résultats économiques

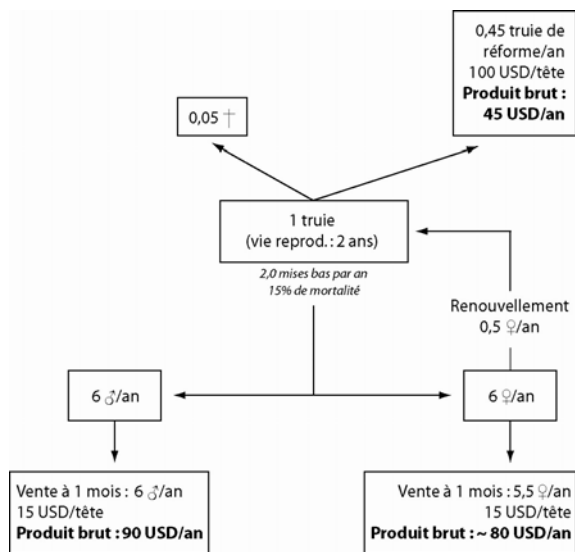
Hypothèses de calcul :

- SE₁ : exploitation agricole sans carré fourrager. L'éleveur nourrit les rongeurs à partir des co-produits de culture (résidus de récolte), des déchets de cuisine (épluchures de pommes de terre...) et de fourrages prélevés sur les espaces publics (bords de chemins, communs) et les soles éloignées.
- SE₂ : exploitation agricole avec carré fourrager (surface fourragère nécessaire pour élever une reproductrice et sa suite par an : 21 m², ce qui correspond à 0,08 *carga* par jour et par reproductrice et sa suite). Complémentation alimentaire (50g/rongeur/j) 4 mois par an (déficit fourrager en été, herbe humide en hiver, engraissement avant la vente). Nettoyage des modules tous les 15 jours. Soins vétérinaires substantiels (traitement contre la salmonellose, traitements antiparasitaires interne et externe).

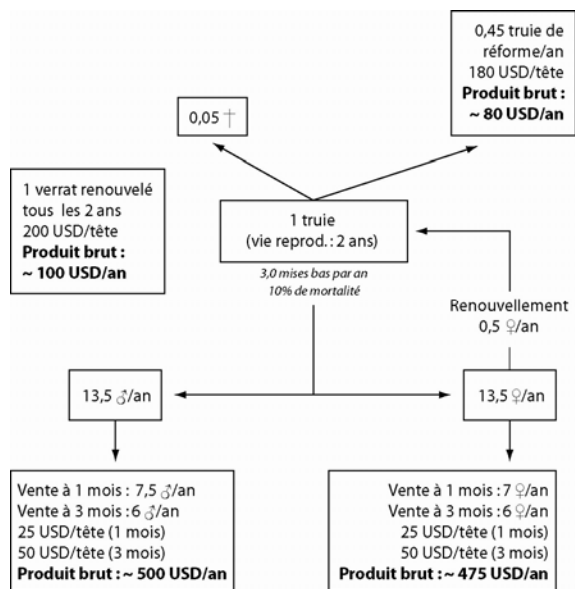
POUR UNE COBAYE MÈRE ET SA SUITE, PAR AN		
<i>Code du système d'élevage</i>	SE₁	SE₂
PARAMÈTRES ZOOTECHNIQUES	Elevage en cuisine	Elevage en modules
Nombre de cobayes mères	1,0	1,0
Nombre de reproducteurs	0,1	0,1
Nombre de mises bas par an	4,0	4,0
Nombre moyen de petits par portée	2,0	3,3
Nombre moyen de petits par an	8,0	13,0
Nombre d'animaux présents en moyenne	3,9	6,9
Cobayes de 0 à 3 mois	5,4	11,1
Taux moyen de mortalité des cobayes de 0 à 3 mois	32,5%	15,0%
Principale cause de mortalité	Pathologies	
Cobayes de 3 à 6 mois	4,6	10,5
Taux moyen de mortalité des cobayes de 3 à 6 mois	15,0%	5,0%
Cobayes de 3 à 6 mois abattus	1,5	3,5
Cobayes de 6 à 12 mois	2,8	6,6
Taux moyen de mortalité des cobayes de 6 à 12 mois	10,0%	5,0%
Cobayes de 6 à 12 mois abattus	1,7	5,6
Réforme des reproducteurs à l'année	1,0	1,0
PERFORMANCES ÉCONOMIQUES		
PRODUIT BRUT	33,9	94,5
Nombre de cobayes adultes vendus	0,0	5,8
Nombre de cobayes adultes autoconsommés	3,3	3,3
Prix d'un cobaye de 3 à 6 mois	6,5	8,0
PB Cobayes de 3 à 6 mois	9,9	28,0
Prix d'un cobaye de 6 à 12 mois	8,5	10,0
PB Cobayes de 6 à 12 mois	14,7	56,0
Prix d'un cobaye de réforme	9,0	10,0
PB Reproductrice et garra de réforme	9,3	10,5
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	5,7	38,9
Prix Reproductrice < 3 mois	4,0	5,0
CI Reproductrice	4,0	5,0
Prix Reproducteur	9,0	10,0
CI Reproducteur	1,3	1,0
Traitement antiparasitaire externe	0,0	2,1
Traitement contre la salmonellose	0,5	2,5
Autres traitements	0,0	0,7
Complémentation (céréales)	0,0	27,5
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR REPRODUCTRICE ET PAR AN	28,1	55,6
TÂCHES ET VOLUME DE TRAVAIL	4,6	4,5
Coupe à la faucille et affouragement en vert	3,4	2,4
Entretien du carré fourrager (semis, fertilisation organique, irrigation)	0,0	0,1
Nettoyage des modules	1,1	0,8
Soins vétérinaires	0,2	1,2
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD·H⁻¹)	6,1	12,3

14.2.c. Performances économiques des élevages porcins

i) Schéma de renouvellement d'un élevage porcin naisseur-engraisseur, de race rustique (SE₇)

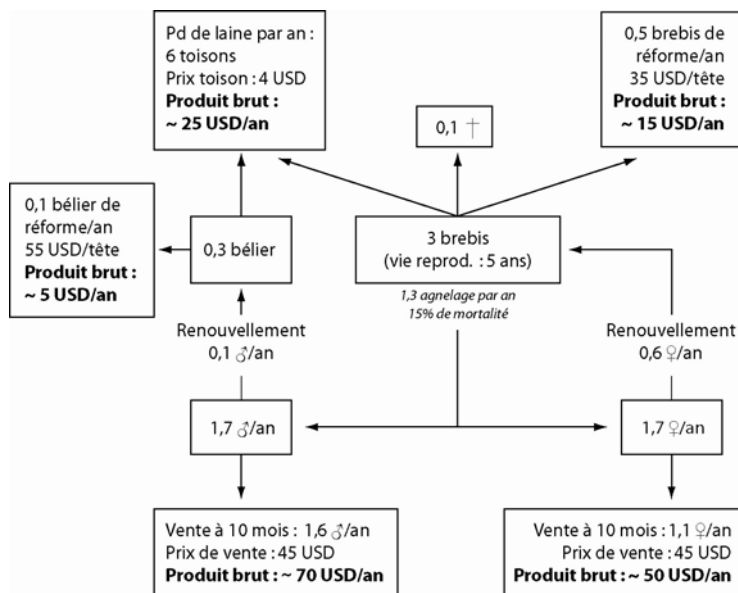


ii) Schéma de renouvellement d'un élevage porcin naisseur-engraisseur, de race à haut potentiel de rendement (SE₈)



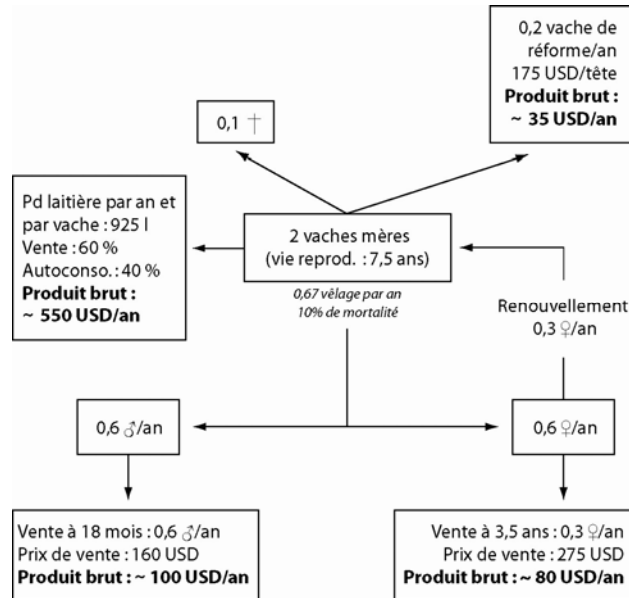
14.2.d. Performances économiques des élevages bovins

i) Schéma de renouvellement du troupeau ovin associé au lot laitier, et performances économiques

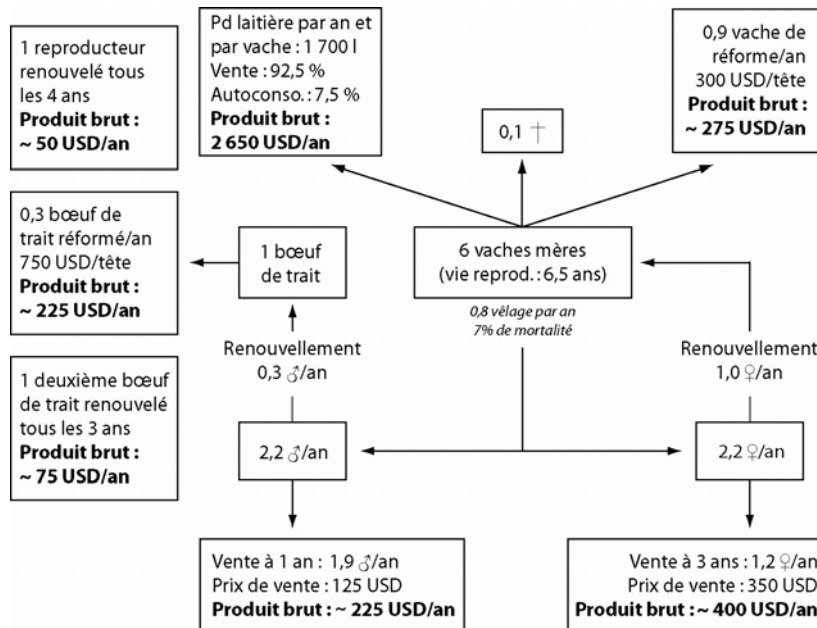


UNE BREBIS ASSOCIEE AU CHEPTEL BOVIN LAITIER	
PARAMÈTRES ZOOTECHNIQUES	
Nombre de béliers	0,1
Nombre gestation par an par brebis	1,3
Taux de mortalité des agneaux (< 6 mois)	10,0%
Taux de mortalité des ovins (> 6 mois)	5,0%
Principale cause de mortalité	Prédation
Age moyen d'abattage des ovins (an)	0,8
Age de réforme de la brebis (an)	6,0
Age de réforme du bélier (an)	2,0
PERFORMANCES ÉCONOMIQUES	
PRODUIT BRUT	58,6
Nombre de toisons produites	2,0
Prix Toison	3,8
PB Toison	7,6
Echange Toison ↔ Equipement d'élevage (seau, corde)	
Prix Ovins (de 6 mois à 1 an)	45,0
PB Ovins (de 6 mois à 1 an)	39,6
Prix Brebis de réforme	35,0
PB Brebis de réforme	5,8
Prix Bélier de réforme	55,0
PB Bélier de réforme	5,5
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	13,3
Santé animale	
Traitement antiparasitaire interne à large spectre	1,67
Apports vitaminiques	4,48
Autres	
Longe	1,57
Pieu	1,12
Transport à la place du marché	3,92
Taxe de marché	0,56
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BREBIS ET PAR AN	45,2

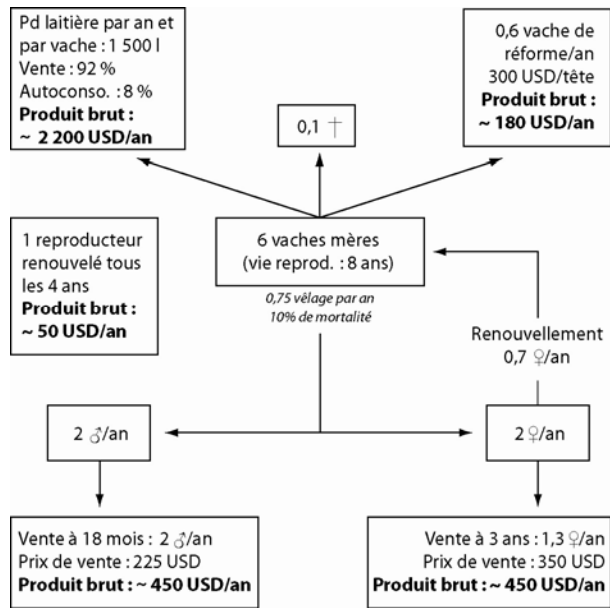
ii) Schéma de renouvellement du troupeau laitier SE₉



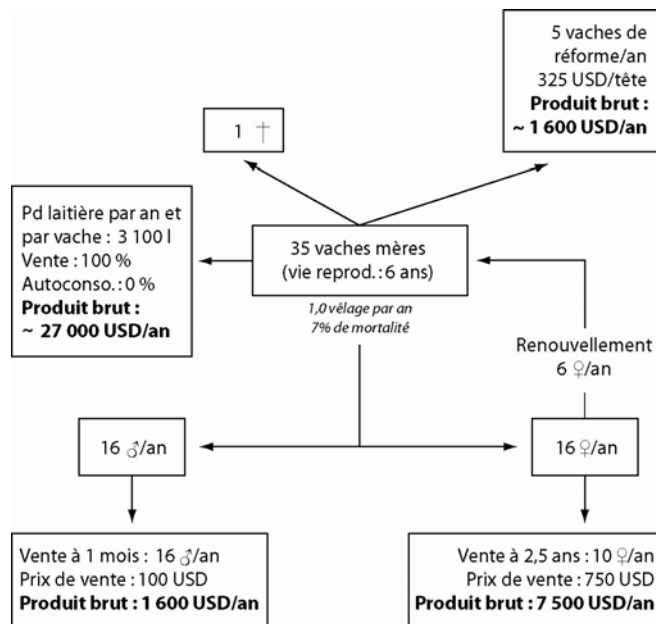
iii) Schéma de renouvellement du troupeau laitier SE₁₀



iv) Schéma de renouvellement du troupeau laitier SE₁₁



v) Schéma de renouvellement du troupeau laitier SE₁₂



14.2.e. Performances économiques d'un élevage d'alpagas élevés sur les páramos

ÉLEVAGE D'UNE CARAVANE D'ALPAGAS SUR PELOUSES D'ALTITUDE	
Code du système d'élevage	SE 14
PARAMÈTRES ZOOTECHNIQUES	
Race	Huacaya
Finalité de l'élevage	Fibre
Alpaga mère	20,00
Reproducteur (ratio 20:1 selon FAO [2005 : 28])	1,00
Mode de reproduction	Monte contrôlée
Intervalle moyen entre 2 gestations (an)	1,50
Nombre mise bas par an	0,67
Nombre gestation par reproductrice, avant réforme	7,00
Taux de renouvellement annuel Reproductrices (réformées à 11 ans)	0,10
Taux de renouvellement annuel Reproducteur (réformé à 6 ans, vie reprod. de 4 ans)	0,25
Taux de mortalité annuel alpagas (0-1 an) (%)	0,15
Taux de mortalité annuel alpagas (> 1 an) (%)	0,08
Total UAA (équivalent-alpaga mère)	61,10
Maturité sexuelle Femelle (an)	1,00
Maturité sexuelle Mâle (an)	1,75
Sevrage (an)	0,67
Cycle de gestation (an)	0,95
Système fourrager	Pelouses d'altitude
Superficie moyenne en herbe	100,00
Chargement animal (UAA·ha ⁻¹)	0,61
Production de fibre par reproductrice et par an (poids moyen en livre d'une toison)	7,00
% Fibre de catégorie 1 (dos de l'animal)	0,50
Age de vente des mâles	6,00
PERFORMANCES ECONOMIQUES	
PRODUIT BRUT (vente de la totalité de la fibre en brut)	3 164,94
Prix de vente Fibre brute (kg)	7,00
Prix de vente Paire de gants (30 g)	6,00
Prix de vente Echarpe (40 g)	10,00
Prix de vente Bonnet (20 g)	5,00
Prix de vente Pull (<i>chompa</i>)	30,00
Prix de vente Mâle castré	120,00
Prix de vente Femelle gestante	400,00
Prix de vente Reproducteur de réforme (6 ans)	300,00
Prix de vente Reproductrice de réforme (11 ans)	0,00
PB Fibre brute	1 029,94
PB Pièces vestimentaires	0,00
PB Mâle castré	660,00
PB Femelle gestante de 3 ans	1 400,00
PB Reproducteur de réforme	75,00
PB Reproductrice de réforme	0,00
CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	798,68
Prix d'achat Fibre brute (kg)	7,00
CI Fibre	0,00
Prix Reproducteur	600,00
CI Reproducteur	150,00
CI Traitement antiparasitaire externe (de 0 à 4 fois par an)	19,55
CI Traitement antiparasitaire interne (de 1 à 4 fois par an)	19,55
CI Sels minéraux (distribution de 7,8 kg·an ⁻¹ ·tête ⁻¹)	59,57
Prix Castration	100,00
CI Castration	550,00
CONSOMMATIONS ANNUELLES DE CAPITAL FIXE ET SALAIRES	2 323,33
<i>Caravane collective de ~ 70 alpagas (20 reproductrices et sa suite)</i>	
Logement de l'alpaquero	50,00
Corrals enclos (5 lots*), abris (réduction humidité et risque parasitaire)	133,33
Équipement (lime, ciseau à ongles, tondeuse)	40,00
<i>Alpaquero (175 USD·mois⁻¹)</i>	2 100,00
VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR AN	2 366,26
TÂCHES ET VOLUME DE TRAVAIL CORRESPONDANT (JOURNÉES)	228,13
Coupe ongles (de 0 à 3 fois par an), limage dentition (de 0 à 2 fois par an), entretien équipements, Traitement externe anti-parasitaire, distribution sels minéraux, castration, mise bas, surveillance, Tonte (80% d'animaux tondus 1 fois par an, d'après Pintado, 2003 : 32)	
PRODUCTIVITÉ BRUTE DU TRAVAIL (USD·H·J⁻¹)	10,37
PRODUCTIVITÉ NETTE DU TRAVAIL (USD·H·J⁻¹)	0,19
* Lots : mâles sevrés, femelles sevrées, femelles gestantes avec petit de l'année, mâles adultes malades, animaux en quarantaine (nouvelles entrées dans la caravane)	

Annexe 14.3. Ateliers d'activités « extérieures »

14.3.a. Performances économiques des ateliers de première transformation agricole

CONFECTION DE SAUCE DE GRAINE DE COURGE						
2 courges (<i>Cucurbita ficifolia</i> Bouché) pour 1 livre de graine						
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires				
		<i>Nature des produits</i>	Quantité	Coût unitaire	Coût total	
Décorticage	1,00	Courge de Siam	2,00	0,45	0,90	
Torréfaction (au feu de bois)	0,03	Sel			0,00	
Mouture (à l'aide d'une molette sur meule de pierre)	0,13	Condiments (ail, oignon, piment, citron)			0,05	
Cuisson	0,03	Sachet	1,00	0,01	0,01	
Volume de travail (journées)	1,19	Produit brut			2,00	
Productivité brute du travail (USD·h-j⁻¹)	0,87	Consommations intermédiaires			0,96	
Vente d'1 livre de graine de courge	1,25	Valeur ajoutée brute			1,04	
FABRICATION DE JUS D'AGAVE						
Production moyenne de 2,5 l·j ⁻¹ par rosette pendant 35 jours						
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires				
		<i>Nature des produits</i>	Nombre	Coût unitaire	Coût total	
Préparation des feuilles épaisses de la rosette	1,00	Droit d'exploitation de l'agave	2,00	6,00	12,00	
Ajonction d'eau tiède pendant 8 jours (par rosette)	4,00					
Extraction de la pulpe matin et soir	17,50					
Hydrolyse (par ébullition de la pulpe)	17,50					
Commercialisation en ville	1,25	Récipient plastique (1 l)	87,50	0,20	17,50	
Vente de 1 litre à 1 USD		Produit brut			87,50	
Volume de travail (journées)	41,25	Consommations intermédiaires			29,50	
Productivité brute du travail (USD·h-j⁻¹)	1,41	Valeur ajoutée brute			58,00	
ÉLABORATION DE LAIT CAILLÉ EGOUTTÉ (10 LIVRES)						
3,5 litres de lait pour 1 livre de caillé						
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires				
		<i>Nature des produits</i>	Quantité	Coût unitaire	Coût total	
Caillage		Lait frais (litre)	35,00	0,33	11,38	
Tamisage et séparation du caillé du lactosérum		Caillette de synthèse (2 par an)			0,01	
Ensachage et commercialisation en ville		Sel (cuillère)	3,50	0,01	0,04	
		Sachet	10,00	0,01	0,13	
Volume de travail (journées)	0,19	Produit brut			12,00	
Productivité brute du travail (USD·h-j⁻¹)	2,45	Consommations intermédiaires			11,54	
		Valeur ajoutée brute			0,46	
<i>Le lactosérum est destiné à l'alimentation des porcins</i>						

14.3.b. Performances économiques de l'artisanat textile

PONCHO			
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires	Coût total
		<i>Nature des produits</i>	
Tonte, écharpillage et sélection de la laine	1,0	Toison (4 pour la confection d'un poncho)	20,0
Dessuintage et lavage	0,3		
Cardage (démêlage, élimination des impuretés)	3,0		
Filage (à la quenouille)	9,0		
Tortillage (au tour)	9,0		
Lavage	0,1		
Teinture	0,3	Produits manufacturés	10,0
Tramage/Ourdissage	10,0	Fibre textile orlon	6,5
Tissage (métier vertical, ou de ceinture)	15,0	Etoffe (6,2 varas)	
Désourdissage	1,0		
Couture (finitions)	1,0	Matériel de finition (fil, galon)	3,5
Lavage	0,1		
Volume de travail (journées)	49,7	Produit brut	100,0
Productivité brute du travail (USD·h-j⁻¹)	1,2	Consommations intermédiaires	40,0
		Valeur ajoutée brute	60,0
TUNIQUE NOIRE UNIE (KUSHMA)			
ITK analogue à celui du poncho, excepté l'opération de tissage, plus économique en temps (absence de motifs)			
	Produit brut	Valeur ajoutée brute	40,0
	Consommations intermédiaires	Productivité brute du travail (USD/h-j)	1,0
CEINTURE À MOTIFS POUR PONCHO ET KUSHMA (CHUMBI)			
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires	Coût total
		<i>Nature des produits</i>	
Tramage/Ourdissage	4,0	Fil orlon	2,0
Tissage	4,0		
Volume de travail (journées)	8,0	Produit brut	15,0
Productivité brute du travail (USD·h-j⁻¹)	1,6	Consommations intermédiaires	2,0
		Valeur ajoutée brute	13,0

CEINTURE POUR POLLERA (REATA)			
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires <i>Nature des produits</i>	Coût total
Tramage/Ourdissage	2,0	Fil orlon	2,0
Tissage	2,0		
Volume de travail (journées)	4,0	Produit brut	4,0
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})	0,5	Consommations intermédiaires	2,0
		Valeur ajoutée brute	2,0
JUPE BRODÉE (POLLERA) À BASE DE FIBRE ANIMALE			
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires <i>Nature des produits</i>	Coût total
Tonte, écharpillage et sélection de la laine	0,6	Toison (2,5 pour la confection d'une pollera)	12,5
Dessuintage et lavage	0,2		
Cardage (démêlage, élimination des impuretés)	1,9		
Filage (à la quenouille)	5,6		
Tortillage (au tour)	5,6		
Lavage	0,1		
Tramage/Ourdissage	2,5		
Tissage (métier horizontal)	0,7	Etoffe (4 varas)	
Désourdissage	0,7		
Teinture	0,2	Teinture (extraits de plantes)	2,5
Confection	1,0	Matériel (fil, galon, ceinture)	5,5
		Entretien machine à coudre	0,1
Lavage	0,1		
Volume de travail (journées)	19,1	Produit brut	50,0
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})	1,5	Consommations intermédiaires	20,6
		Valeur ajoutée brute	29,4
JUPE BRODÉE (POLLERA) À BASE DE FIBRE SYNTHÉTIQUE			
Articles de mercerie	Coût unitaire	Quantité Unité	Coût total
Tissu	3,50	1,50 yard	5,25
Galon (<i>guarda-polvo</i>)	0,98	2,00 cuarta (0,22 m)	1,95
Fil (fil suisse, fil de soie)	1,50		1,50
Serpentine	0,25	4,00 vara (0,835 m)	1,00
Pastille transparente (<i>lentejuela</i>)	1,13	0,50 once	0,56
Accessoires d'ornement (<i>mullos</i>)	1,25	2,00 once	2,50
Ceinture en fibre synthétique (<i>guato</i> ou <i>reata</i>)	2,00	1,00 unité	2,00
Entretien de la machine à coudre (estimation/pollera)			
Huile	1,00	0,03 bouteille	0,03
Aiguille	0,20	0,20 unité	0,04
Courroie d'entraînement de la machine	1,50	0,03 unité	0,05
Volume de travail (journées)	2,50	Produit brut	37,50
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})	9,05	Consommations intermédiaires	14,89
		Valeur ajoutée brute	22,61
<i>Vente d'une pollera à façon (matériel déposé par le client) : de 20 à 25 USD selon la taille et la qualité de la pièce</i>			
COUVERTURE 2 PLACES (9,1 kg) incorpore 6,5 toisons			
Prix de la pièce (matière première fournie)	27,5	Coût moyen d'une toison	5,0
Prix de la pièce (laine non fournie)	53,3	Prix du filage à façon d'une laine	5,0

14.3.c. Performances économiques du musicien (folklore andin)

MUSICIEN (FOLKLORE ANDIN)				
Nombre membres d'un groupe folklorique réputé				8,0
Produit brut annuel				17 100,0
	Nbre prestations annuelles	Temps de travail (équivalent journées)	Cachet de la prestation	Total Cachets
Prestations musicales (cachets)		744,0		13 900,0
<i>Durée moyenne d'une prestation, installation comprise</i>				4,0
Fêtes municipales	6,0	24,0	800,0	4 800,0
Fêtes folkloriques	4,0	16,0	400,0	1 600,0
Fêtes communautaires	10,0	40,0	500,0	5 000,0
Autres fêtes (anniversaires)	2,0	8,0	1 250,0	2 500,0
Shows (promotion du groupe et d'autres musiciens)	4,0	32,0	0,0	0,0
Répétitions		624,0		
Production et vente d'œuvres musicales		20,0		3 200,0
Consommations intermédiaires				9 818,0
Matériel, frais de gestion et de transport (pour les prestations), etc.		50 % du montant annuel total des cachets :		6 950,0
Transport hebdomadaire pour les répétitions (à charge du musicien)				468,0
Production et vente d'œuvres musicales		1200 CD en 3 ans, soit, par an :		400,0
			Coût unit.	Coût total annuel
Enregistrement studio			3,0	1 200,0
Disque CD			2,0	800,0
Boîtier, jaquette			1,0	400,0
Valeur ajoutée brute				7 282,0
Productivité brute du travail (USD·h^{-j})				9,5

14.3.d. Performances économiques du guérisseur

THÉRAPEUTE TRADITIONNEL (PICHANA, PUKUNA)							
Superficie moyenne de l'herbier de plein champ (m ²)	200,00						
Itinéraire technique (ITK)	W (h-j)	Consommations intermédiaires				383,00	
		Intrants, services, outillage		Unité	Quant.	Coût unit.	Coût total
"Importation" et préparation du sol	3,00	Terre riche en matière organique provenant de Carshao (prestation fournie par la municipalité del Tambo)		Sac	75,00	2,00	150,00
Pépinière et transplantation au champ, semis, repiquage	1,75	Semences de certaines plantes (fleurs notamment)		Divers			25,00
Fertilisation organique	2,00	Engrais produits sur l'exploitation (compost, fumier, lombriculture)		Sac	5,00	3,00	15,00
Désherbage, sarclage (1 fois par mois en moyenne)	1,75						
Irrigation au seau ou au tuyau (tous les 8 jours en été)	2,00						
Récolte	6,25						
Formation des compositions végétales à usage thérapeutique	6,25	Plantes issues du marché ou rapportées du <i>cerro</i> par un tiers					
Préparation des remèdes (infusions principalement)	3,13						
Consultation*	31,25	Œuf (utilisé pour le diagnostic)		Unité	115,00	0,20	23,00
		Cobaye (utilisé en cas de pathologies supposées graves)		Unité	10,00	10,00	100,00
Commercialisation des compositions végétales	6,25						
Volume de travail (journées)	63,63	Produit brut annuel				1 275,00	
Valeur ajoutée brute	892,00	Compositions végétales		Vente hebdo.	15,00	0,50	7,50
Productivité brute du travail (USD-h⁻¹)	14,02	Consultation**		Acte hebdo.	2,50	6,00	15,00
		Remèdes		Vente hebdo.	1,00	3,00	3,00
		Produit brut hebdomadaire		25,50			
* Le patient peut apporter certains éléments nécessaires à la thérapie. Pour une <i>limpia</i> , il se procure sur le marché eaux florales, eau de Cologne, glucose, sucre roux							
** Certains actes sont rémunérés en nature : pain, sucre, œufs, pommes de terre, boissons gazeuses, etc.							

14.3.e. Performances économiques du tractoriste

TRACTORISTE (propriétaire de l'engin)				
Produit brut annuel				16 600,0
	Nombre d'heures	Prix horaire	Prix annuel	
Prestation de services hors-zone (Gualaceo, Ducur, Azogues)	800,0	12,0	9 600,0	
Prestation de services au pays de Hatun Cañar	700,0	10,0	7 000,0	
Consommations intermédiaires				5 305,0
	Unité	Nombre	Coût unitaire	Coût annuel
Carburant	au kilomètre	1 500,0	1,8	2 625,0
Vidange (tous les 120 km)	prestation	12,5	100,0	1 250,0
Entretien (pièces, graisse, lavage, syst. hydraulique, suspension)	divers			1 250,0
Transport tracteur (Gualaceo, Ducur, Azogues)	prestation	2,0	90,0	180,0
Consommations annuelles de capital fixe				3 035,4
	Nombre	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Tracteur	1,0	35 000,0	35,0	1 000,0
Disques de charrue (4 + 1 de guidage)	5,0	69,0	2,0	172,5
Pneumatiques				
Pneu avant (tous les 2 500 km)	2,0	600,0	1,7	720,0
Pneu arrière (tous les 4 000 km)	2,0	800,0	2,7	600,0
Révision moteur (au 10 000 km)	1,0	5 000,0	10,0	500,0
Formation professionnelle	1,0	1 500,0	35,0	42,9
Valeur ajoutée brute annuelle				11 295,0
Valeur ajoutée nette annuelle				8 259,6
Volume annuel de travail (journées)				187,5
Productivité brute du travail (USD-h⁻¹)				60,2
Productivité nette du travail (USD-h⁻¹)				44,1

14.3.f. Performances économiques des commerçants

PETITE ÉPICERIE DE COMMUNAUTÉ				
Articles	Nombre	Prix unit. d'achat	Prix unit. de vente	Bénéfice
Boisson gazeuse	240,00	1,00	1,33	80,00
Chips	480,00	0,15	0,25	48,00
Confiserie	1 200,00	0,06	0,08	27,00
Gâteaux secs	432,00	0,23	0,32	39,74
Thon	180,00	0,70	0,89	34,65
Sucre	120,00	0,30	0,35	6,00
Pâtes alimentaires	120,00	0,40	0,60	24,00
Huile	120,00	1,25	1,50	30,00
Cartes téléphoniques	144,00	4,50	4,95	64,80
Valeur ajoutée brute annuelle				354,19
Volume annuel de travail (journées)				90,00
Productivité brute du travail (USD-h⁻¹)				3,94

PETIT COMMERÇANT AGRICOLE : Intermédiaire Tambo-Cañar-Azogues-Biblián				
Produit brut annuel				5 967,50
Ventes de biens agricoles	Unité	Nombre	Vente (au seuil)	
			<i>Saison</i>	<i>Contre-saison</i>
Maïs tendre frais (<i>choclo</i> Cañar)	Sac (120 épis)	1,00	30,00	60,00
Pois	Sac (27 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Fève	Sac (27 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Molloco	Sac (20 "seau-galon")	2,00	1,00	1,75
Pomme de terre (Bolona, Jubaleña)	Sac (21 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Produit brut hebdomadaire		6,00	145,00	242,50
<i>Hypothèses de calcul économique : Saison et contre-saison en parts égales (6 mois dans l'année)</i>				
<i>32 semaines de vente satisfaisante (produits écoulés), 12 à perte (-10%)</i>				
Consommations intermédiaires				5 368,00
Achat de biens agricoles			<i>Saison</i>	<i>Contre-saison</i>
Maïs tendre frais (<i>choclo</i> Cañar)	Sac (120 épis)	1,00	11,00	27,50
Pois	Sac (27 "seau-galon")	1,00	14,00	32,00
Fève	Sac (27 "seau-galon")	1,00	7,00	14,00
Molloco	Sac (20 "seau-galon")	2,00	10,00	30,00
Pomme de terre (Bolona, Jubaleña)	Sac (21 "seau-galon")	1,00	12,50	30,00
			64,50	163,50
Transport				
Personne	Trajet aller-retour	2,50		2,50
Marchandises	Trajet aller/sac	0,50		3,00
Taxes				
Patente emplacement du marché	Forfait hebdomadaire			1,00
Droit de commercialisation	Sac	6,00	0,25	1,50
Consommations intermédiaires hebdomadaires				122,00
Valeur ajoutée brute annuelle				599,50
Volume annuel de travail (journées)				129,00
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)				4,65

NÉGOCIANT AGRICOLE MOYEN : Intermédiaire Andes (Cuenca-Azogues-Cañar-Tambo)-Littoral (La Troncal)				
Produit brut annuel				20 246,66
Ventes de biens agricoles	Unité	Quantité	Vente (au seuil)	
			<i>Saison</i>	<i>Contre-saison</i>
Maïs tendre frais (<i>choclo</i> Cañar)	Sac (120 épis)	1,00	30,00	60,00
Pois	Sac (27 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Haricot	Sac (27 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Fève	Sac (27 "seau-galon")	1,00	1,00	1,50
Molloco	Sac (20 "seau-galon")	2,00	1,00	2,00
Pomme de terre, gros calibre (Bolona, Jubaleña)	Sac (21 "seau-galon")	6,00	1,00	1,75
Plantes potagères (laitue, chou, chou-fleur)	Unité	40,00	0,80	1,25
Plantes potagères (bette, épinard)	Unité	25,00	0,30	0,75
Plantes médicinales	Bouquet	25,00	0,50	1,00
Produit brut hebdomadaire			329,00	575,75
<i>Chargement plus élevé en contre-saison (60%) qu'en saison (40%) ; Perte de 10 % 12 semaines à l'année</i>				
Consommations intermédiaires				16 630,90
Achat de biens agricoles	Unité	Quantité	Vente (au seuil)	
			<i>Saison</i>	<i>Contre-saison</i>
Maïs tendre frais (<i>choclo</i> Cañar)	Sac (120 épis)	1,00	10,00	27,50
Pois	Sac (27 "seau-galon")	1,00	14,00	32,00
Haricot	Sac (27 "seau-galon")	1,00	15,00	30,00
Fève	Sac (27 "seau-galon")	1,00	7,00	14,00
Molloco	Sac (20 "seau-galon")	2,00	10,00	30,00
Pomme de terre, gros calibre (Bolona, Jubaleña)	Sac (21 "seau-galon")	6,00	12,50	25,00
Plantes potagères (laitue, chou, chou-fleur)	Unité	40,00	0,25	0,50
Plantes potagères (bette, épinard)	Unité	25,00	0,15	0,30
Plantes médicinales	Atado	25,00	0,25	0,50
			161,00	353,50
Transport		Coût unit.		Coût total
Personne	Trajet aller-retour	7,00		14,00
Marchandises	Trajet aller/sac	1,20		19,20
Taxes				
Patente emplacement du marché	Forfait mensuel			4,50
Logement	Forfait mensuel			20,00
Droit de commercialisation	Sac	0,25	16,00	4,00
Consommations intermédiaires hebdomadaires				319,83
Valeur ajoutée brute annuelle				3 615,76
Volume annuel de travail (journées)				262,50
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)				13,77

14.3.g. Performances économiques du transporteur motorisé local (biens et personnes)

TRANSPORTEUR (camionnette)				
Kilométrage annuel				25 000,0
Produit brut annuel				9 000,0
(rémunération moyenne de 30 USD par journée de travail)				9 000,0
Consommations intermédiaires				3 607,0
Fonctionnement du véhicule	Unité	Nombre	Coût unitaire	Coût annuel
Carburant	plein (200 km)	125,0	18,0	2 250,0
Vidange (tous les 4 000 km)	prestation	6,3	20,0	125,0
Entretien (pièces, graisse, lavage, suspension)	divers			150,0
Pneumatiques	unité	8,0	90,0	720,0
Prestations sociales/coopératives				
Assurance automobile	prestation annuelle	1,0	70,0	70,0
Droits d'adhésion à la coopérative	contribution mensuelle	12,0	6,0	72,0
Contributions sociales	divers			100,0
Amendes	unité	24,0	5,0	120,0
Consommations annuelles de capital fixe				1 767,3
Nature		Nombre	Prix unitaire d'achat	Années d'usage
				Dépréciation annuelle
Camionnette		1,0	16 000,0	10,0
Licence de transport		1,0	5 000,0	40,0
Actualisation carte grise		1,0	55,0	5,0
Formation (obtention permis de conduire)		1,0	1 250,0	40,0
Valeur ajoutée brute				5 393,0
Valeur ajoutée nette				3 625,8
Volume annuel de travail (journées)				300,0
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)				18,0
Productivité nette du travail (USD·h⁻¹)				12,1

14.3.h. Performances économiques des artisans du bâtiment (au pays de Hatun Cañar)

MAÎTRE-MAÇON CAÑARI exerçant son activité au petit pays				
20-25 ans d'expérience, acquise en ville (circulation migratoire)				
<i>Le professionnel du bâtiment peut, au fil du temps, investir dans de nouveaux outils, plus puissants ou nécessaires à l'exercice de tâches spécifiques (ébenisterie, charpenterie, plomberie, construction gros œuvre...)</i>				
Volume annuel de travail (journées)				200,0
Rémunération journalière moyenne du travail (exprimée en USD) :				20,0
(de 85 à 115 USD par semaine, selon la nature des rapports avec l'employeur)				
Produit brut annuel				4 000,0
Consommations annuelles de capital fixe	Nombre	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Jeu de truelles (langue de chat pour travaux de rejointement, à lisser, à bout carré ou à bout rond)	1,0	16,0	2,5	6,4
Platoir (pour enduire et lisser les chapes) ; taloche plate	2,0	11,0	2,5	8,8
Marteau de maçon	1,0	12,0	10,0	1,2
Ciseau de maçon	2,0	6,0	10,0	1,2
Niveau à eau (pour contrôler l'horizontalité)	1,0	40,0	10,0	4,0
Fil à plomb (pour contrôler la verticalité)	1,0	9,0	10,0	0,9
Règle de maçon	1,0	12,0	10,0	1,2
Mètre ruban	1,0	5,0	5,0	1,0
Equerre	1,0	12,0	5,0	2,4
Ponceuse	1,0	200,0	15,0	13,3
Perceuse	1,0	150,0	15,0	10,0
Consommations annuelles de capital fixe				50,4
Valeur ajoutée brute				4 000,0
Valeur ajoutée nette				3 949,6
Productivité brute du travail (USD·h⁻¹)				20,0
Productivité nette du travail (USD·h⁻¹)				19,7

FERRONNIER (activité indépendante)				
15 ans d'expérience (5 ans en tant qu'apprenti salarié)				
Petite entreprise non inscrite au registre officiel, donc non soumise à l'impôt (IVA)				
<i>Le ferronnier investit, au fil du temps, dans de nouveaux outils, bâtiments et moyens de transport</i>				
Nombre de salariés employés à temps complet				1,0
Volume annuel de travail (journées)				607,5
Principaux produits fabriqués : Porte, fenêtre, portail, toiture, main-courante, grille de clôture				
	Nombre	Consommations intermédiaires*	Prix unitaire de vente	Valeur ajoutée brute annuelle
<i>Les prix de vente varient selon le type et le prix de matériaux, les dimensions et le degré de complexité de l'œuvre à confectionner</i>				
Porte en aluminium	120,0	100,0	130,0	3 600,0
Porte en fer forgé	24,0	150,0	280,0	3 120,0
Fenêtre en aluminium	384,0	65,0	80,0	5 760,0
Toiture métallique	24,0	300,0	500,0	4 800,0
Main-courante (vendu au mètre)	60,0	40,0	50,0	600,0
Grille de clôture (vendu au mètre)	60,0	20,0	30,0	600,0
Valeur ajoutée brute				18 480,0
(*) Les consommations intermédiaires comprennent : matériaux de construction (aluminium, acier, fer, verre), transport du matériel (depuis Guayaquil, Cañar, La Troncal), achat d'articles divers (peinture, etc.), entretien des équipements (huile, pièces de rechange, etc.), frais d'électricité				
Équipements	Nombre	Prix unitaire d'achat	Années d'usage	Dépréciation annuelle
Poste de soudage et torche	1,0	400,0	20,0	20,0
Compresseur	1,0	250,0	20,0	12,5
Cisaille (machine coupante acier, aluminium, fer)	1,0	140,0	30,0	4,7
Table à souder	2,0	300,0	30,0	20,0
Porte-électrode	1,0	7,5	5,0	1,5
Masque	2,0	15,0	2,0	15,0
Cisaille (verre)	1,0	35,0	10,0	3,5
Découpeur (aluminium)	1,0	500,0	20,0	25,0
Disqueuse-meuleuse	1,0	300,0	20,0	15,0
Pistolet de peinture	2,0	15,0	2,5	12,0
Consommations annuelles de capital fixe				129,2
Valeur ajoutée nette				18 350,8
Productivité brute du travail (USD·h·j⁻¹)				30,4
Productivité nette du travail (USD·h·j⁻¹)				30,2

14.3.i. Activités salariées et niveaux de rémunération journalière

Principaux emplois exercés par les membres des familles agricoles du pays de Hatun Cañar	Temps	Lieu de réalisation	Genre	Salaire (USD·h·j⁻¹)
Apprenti-maçon	Partiel	Hatun Cañar	♂	10,0
Commis cuisine	Plein	Etats-Unis d'Amérique	♂	72,0
Cuisinier	Partiel	Hatun Cañar	♀	8,9
Employé (services entretien et domestique, restauration rapide)	Partiel	Etats-Unis d'Amérique	♀	47,5
Employé (secteur textile)	Partiel	Etats-Unis d'Amérique	♂	45,0
Employé (agro-industrie)	Plein	Hatun Cañar, Cuenca	♂	20,8
Employé domestique	Plein	Hatun Cañar, Cuenca	♀	9,6
Employé territorial (crèche, administration)	Partiel	Hatun Cañar	♂	11,0
Journalier agricole (cañari)	Partiel	Hatun Cañar	♂	10,0
Journalier agricole (cañari)	Partiel	Hatun Cañar	♀	6,0
Journalier agricole (péruvien)	Partiel	Hatun Cañar	♂	6,0
Ouvrier bâtiment	Partiel	Etats-Unis d'Amérique	♂	85,0
Plongeur	Plein	Etats-Unis d'Amérique	♂	60,0
Vacher	Partiel	Hatun Cañar	♀	8,7

Annexe 15. Rapports sociaux de production et d'échange (quelques-uns parmi tant d'autres)

Les arrangements varient selon les catégories sociales des protagonistes, les volumes de production et les ressources en jeu (terre, travail, eau, énergie animale, semence, engrais, produits phytosanitaires...)

Travail humain ↔ Travail humain (*cambiamano*)

Travail humain ↔ Terre (métayage, *al partir*)

Travail humain ↔ Part des naissances des élevages au cours de l'année (ex : porcs élevés *al partir*)

Travail humain ↔ Rémunération en nature ou *ración* (fraction de la récolte variable selon la production finale, la participation au long du cycle de production et la nature des rapports entre les protagonistes)

Travail humain ↔ Ressource fourragère

Travail humain ↔ Ressource génétique (monte reproduction bovine)

Travail humain ↔ Eau agricole (participation à la *minga* au nom du bénéficiaire du tour d'eau)

Travail humain ↔ Énergie animale (traction pour la préparation des terrains)

Énergie animale (traction pour la préparation des terrains) ↔ Ressource génétique (monte reproduction bovine)

Énergie animale (traction pour la préparation des terrains) ↔ Rémunération en nature (part de la récolte de la culture à laquelle a servi l'énergie animale objet de l'échange.
Ex : 1 journée de trait ↔ 1 sac de maïs tendre ou 1,5 sac de pomme de terre

Énergie animale (traction pour la préparation des terrains) ↔ Semence, engrais, intrants de synthèse

Énergie animale (transport de denrées vivrières) ↔ Rémunération en espèces

Ressource fourragère (herbe "sur pied", résidus de récolte) ↔ Autres que le travail humain

Ressource génétique (prêt d'un reproducteur) ↔ Part des naissances de l'élevage auquel a servi la ressource génétique objet de l'échange

Echange de reproducteurs de petits animaux (troc)

Echange de denrées alimentaires (troc)

Usage, par voie de fait, d'un pâtis appartenant à un tiers

Contractualisation de services agricoles et non agricoles

Salariat

Annexe 16. Allocution de Rafael Correa, Président de la République de l'Équateur devant l'Assemblée des Nations Unies

New York, le 26 septembre 2007

Les objectifs du millénaire limitent les aspirations au changement social

Monsieur le Président, Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement et Messieurs les Représentants des Gouvernements du Monde :

Permettez-moi de commencer cette intervention par une réflexion sur l'engagement de la lutte contre la pauvreté, en vigueur depuis septembre 2000, quand 189 pays ont souscrit à la déclaration des Objectifs du Millénaire du Développement (OMD). En vertu de cet accord, nous nous sommes engagés à atteindre, d'ici 2015, certains objectifs de base sur le chemin du Développement Humain.

Limites des objectifs du millénaire

Aujourd'hui, depuis qu'un gouvernement a proclamé en Équateur une révolution citoyenne, démocratique, éthique et nationaliste, nous souhaitons proposer quelques réflexions critiques sur le concept même des OMD, sur leurs limites et sur les dangers qu'impliquent des agendas minimalistes de cette nature, surtout face aux profondes asymétries sociales et économiques que vit la planète.

La première limite des OMD est qu'ils constituent une stratégie minimaliste pour réduire la pauvreté. Notre but est d'aller bien au delà de tels minima, en approfondissant les objectifs et en y incorporant de nombreux autres. Le fait de se rallier de manière exclusive à une optique de besoins minimums, comme celle que posent les OMD, implique un haut risque qui, tout en cherchant à satisfaire les consciences, limite les aspirations au changement social.

Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il existe deux niveaux qui nous permettent de caractériser la vie des personnes. Le premier a trait aux capacités indispensables des êtres humains pour subsister au sein de la société, capacités sans lesquelles une vie ne mérite pas d'être qualifiée d'humaine. Le second niveau se réfère aux capacités qui permettent à chacun de se réaliser en tant que personne dans cette société. Nous ne parlons donc pas seulement de subsistance, mais du droit de jouir d'une vie digne d'être vécue.

Non aux objectifs minimalistes

Monsieur le Président, Excellences : Nous pensons qu'avoir pour but de vivre avec un dollar plus un centime par jour de sorte à, soi disant, vaincre l'extrême pauvreté, ou éviter de mourir prématurément, comme cela figure dans les OMD, ne permet pas de mener une vie décente.

Le développement de politiques publiques dans un pays qui aspire à un changement radical, comme c'est le cas de l'Équateur, ne peut se contenter d'atteindre des objectifs minimalistes. Bien sûr, éviter la mort prématurée de garçons et de filles ou de femmes lors de l'accouchement, est un objectif incontestable. Cependant, en ne nous centrant que sur cela, nous courons le risque de nous contenter du fait que la vie humaine soit simplement un processus de résistance visant à prolonger de quelques heures l'existence des personnes.

Objectifs communs sur des maxima sociaux

Par conséquent, nous proposons des objectifs communs non seulement sur des minima de vie mais sur des maxima sociaux. Par exemple, nous considérons qu'il est possible de partager des identités diverses, de construire et de récupérer des espaces publics, de garantir l'accès à la justice, d'avoir un emploi qui garantisse le droit à gagner sa vie, d'avoir du temps pour la méditation, la création artistique et le loisir, des objectifs qui se trouvent déjà dans le Plan National de Développement mis en vigueur par le gouvernement équatorien.

Nous renonçons ainsi à l'idée selon laquelle le présent est une pure fatalité historique face à laquelle nous nous soumettons en ne cherchant à satisfaire que des minima clairement élémentaires.

De plus, le fait de se contenter de ces minima suppose également la légitimation de la réalité que nous vivons, puisque de tels minima ne cherchent pas à remettre en cause les écarts ni les relations de pouvoir existants entre les sujets et entre les sociétés. En ce sens, nous plaидons également en faveur de la reconnaissance d'une dignité égale pour tous les êtres humains.

Accorder à certaines personnes des minima doit être, tout au plus, un objectif transitoire et ne doit jamais être considéré comme un *modus operandi* de la politique publique, du fait que cela suppose de situer le « bénéficiaire » dans une position d'infériorité face aux autres. En d'autres termes, cela suppose de ne pas reconnaître son droit égal à la dignité humaine face aux autres. De fait, ce n'est pas un hasard si des bureaucraties internationales comme la Banque mondiale proposent systématiquement de fournir des rapports sur la pauvreté ("poverty reports") sans que jamais il ne leur soit venu à l'esprit de réaliser des rapports sur les inégalités ("inequality reports").

C'est pour cela que la meilleure stratégie de réduction de la pauvreté dans la dignité est sans doute la réduction des écarts sociaux, économiques, territoriaux, environnementaux et culturels. De cette façon, un des objectifs principaux de notre gouvernement est de diminuer les inégalités dans le cadre d'un développement endogène, d'inclusion économique et de cohésion sociale et territoriale, aussi bien au niveau interne qu'au niveau global.

Droits humains et valeurs universelles contre les programmes sociaux qui fragmentent la société

Dans le même sens, nous cherchons à réaliser en Equateur le règne des droits humains et des valeurs universelles. Au contraire, ce que la longue et triste nuit néolibérale préconisait, dans une perspective d'assistance et de compensation des conséquences de l'absolutisme du marché, ce sont des programmes sociaux qui ont fragmenté la société en autant de parties qu'il existe de groupes sociaux.

Cependant, un projet national et un changement des rapports de force au sein d'une société ne signifient pas une addition de fragments qui voudraient, par le hasard du destin, acquérir du sens et de la cohérence et se compléter comme les parties d'un puzzle, même si nous ne disposons pas de toutes les pièces qui le composent.

Il est indispensable d'élaborer un projet partagé, qui doit être en constante redéfinition, et qui ait justement pour objectif que tous, nous souhaitons y prendre part. Pour cela, nous avons élaboré en Équateur le Plan National de Développement de façon démocratique, parce nous pensons que sans la participation de tous aux décisions fondamentales de la société, aucun pays ne pourra légitimer et rendre ses décisions politiques plus efficaces.

Il s'agit en définitive de modifier une pratique politique appliquée par les secteurs traditionnels, avec leur technocratie et leur élitisme, pour rendre la parole et l'action à ceux qui doivent être les maîtres, les protagonistes et les bénéficiaires des politiques publiques.

De plus, je souhaiterais signaler que les OMD souffrent d'une vision du développement attachée à des critères de consommation et à une stratégie liée aux processus de libéralisation économique.

Notre vision du développement est très différente : nous entendons par développement le bien être de tous, en paix et en harmonie avec la nature, et la prolongation infinie des cultures humaines.

Proposition équatorienne pour la réduction du CO₂ : Laisser le pétrole en terre

En ce sens, il nous plaît qu'au sein de cette Assemblée, soient largement débattus les effets dévastateurs et injustes du changement climatique. L'Equateur a fait une proposition concrète et novatrice pour contribuer à la réduction de l'émission de CO₂ et à la conservation de la biodiversité avec notre projet Yasuni-ITT.

L'initiative pose l'engagement de ne pas exploiter environ 920 millions de barils de pétrole et d'éviter ainsi l'émission de près de 111 millions de tonnes de carbone provenant de l'utilisation de combustibles fossiles.

Cependant, cela impliquerait de ne plus recevoir des investissements pour ce projet et un manque à gagner de près de 720 millions de dollars par an, ce qui est très significatif pour l'économie équatorienne. Nous sommes disposés à faire cet immense sacrifice, mais en demandant la co-responsabilité de la communauté internationale (surtout les pays développés, principaux prédateurs de la planète) et une compensation minimale pour les biens environnementaux que nous générons.

Ce serait un extraordinaire exemple d'action collective mondiale (passer de la rhétorique aux faits concrets, à la pratique) qui permettrait non seulement de réduire le réchauffement mondial pour le bénéfice de toute la planète mais également d'inaugurer une nouvelle logique économique pour le XXI^e siècle, où l'on prend en compte la création de valeur d'usage plutôt que la production de marchandises.

Déclaration des droits des peuples indigènes

Parlant de cultures, nous nous réjouissons aussi du fait que l'Assemblée des Nations unies ait adopté il y a quelques jours la Déclaration des Droits des Peuples Indigènes, très activement appuyée par l'Equateur. Il a fallu attendre plus de 20 ans pour que cet instrument soit approuvé : ce sera la charte fondamentale pour la protection des droits humains de nos peuples aborigènes.

Pour l'Equateur, il n'existe pas d'êtres humains illégaux

Enfin, le bien être dont nous parlons présuppose aussi que les libertés, opportunités et potentialités réelles des individus soient amplifiées. En ce sens, le fait que d'une part, on promeut au niveau mondial la libre circulation des marchandises et des capitaux en cherchant la rentabilité maximale, mais que, d'un autre côté, on pénalise la libre circulation de personnes à la recherche d'un emploi digne est un paradoxe immoral : c'est tout simplement intolérable et insoutenable d'un point de vue éthique.

Pour le Gouvernement de l'Equateur, il n'y a pas d'êtres humains illégaux et les Nations unies doivent insister sur ce point. Il n'existe pas d'êtres humains illégaux. C'est inadmissible. Nous travaillons activement pour promouvoir un changement de ces politiques migratoires internationales honteuses, sans oublier, évidemment, que notre plus grande responsabilité est la construction d'un pays qui offre les garanties d'une vie digne comme mécanisme de prévention à l'exode forcé par la pauvreté et l'exclusion.

Il n'y a pas de fin de l'histoire et des idéologies

Monsieur le Président, Excellences :

Nous ne devons pas nous faire d'illusions face à ceux qui proclament la fin des idéologies, la fin de l'histoire. Les secteurs conservateurs veulent nous faire croire que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles et qu'il faut abandonner toute tentative de changement, toute tentative de construction de notre propre identité individuelle et collective, toute tentative de construction de notre histoire.

Face à cette conception du monde, mesquine et auto satisfaite, nous autres, nous soutenons qu'il est possible de mener à bien une action collective, consciente et démocratique, pour diriger nos vies et organiser la société mondiale d'une autre manière, avec un visage plus humain. Notre concept du développement nous oblige à nous reconnaître, à nous comprendre et à nous estimer les uns les autres, afin de rendre possible l'autoréalisation et la construction d'un avenir partagé.

C'est à la construction de ce monde, de ce rêve, que l'Equateur vous invite. Mesdames et Messieurs, merci beaucoup.

Rafael Correa Delgado Economiste et professeur d'université. Président de la République de l'Equateur.

Traduit de l'espagnol par Denise Comanne, Cécile Lamarque et Eric Toussaint.

URL : <http://www.france.attac.org/archives/spip.php/ecriture/spip.php?article7622>. Consulté le 31 mars 2011.

Annexe 17. L'Equateur : position et marges de manœuvre dans les échanges commerciaux à l'échelle des Amériques

Annexe 17.1. L'Equateur et les accords de « libre »-échange

Les Etats-Unis d'Amérique proposèrent d'abord d'étendre l'ALENA (entré en vigueur en 1994) à l'ensemble du continent, de l'Alaska à la Terre de Feu. Mais ce grand dessein panaméricain de marché unique (ALCA) finit par avorter en 2005. Il fut rejeté par un groupe de pays (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela) qui dénonçaient les conditions insuffisantes pour arriver à un accord équilibré et équitable¹. Surgit alors une arborescence d'accords de « libre »-échange bilatéraux, solidement arrimés aux Etats-Unis d'Amérique et construits sur le même modèle que l'ALENA [Acosta, 2005]. Les Etats-Unis d'Amérique ont déjà ratifié des accords de « libre »-échange avec le Canada et le Mexique (ALENA), le Chili et les cinq pays d'Amérique centrale et la République dominicaine (ALEAC-RD). Trois autres accords ont été signés avec, respectivement, le Pérou, la Colombie et le Panama. Quant à la CARICOM (*Caribbean Community*), elle semble à son tour se résoudre à entamer les négociations avec eux. Pour les politologues Christian Deblock et Sylvain Turcotte [2007], « le bilatéralisme présente un avantage indéniable sur le multilatéralisme de l'OMC : il permet d'aller plus vite et plus loin, notamment lorsqu'il s'agit d'étendre l'égalité de traitement aux acteurs privés ou de définir des normes et des standards. L'ALENA [accord de libre-échange nord-américain] —et avant lui [celui signé] avec le Canada— s'inscrivait pleinement dans cette perspective nouvelle, pavant ainsi la voie à une nouvelle génération d'accords ».

En Equateur, le gouvernement de Rafael Correa suspendit unilatéralement les négociations, et ce dès son arrivée au pouvoir en janvier 2007. C'était une promesse de campagne adressée à certaines franges de la société, engagées contre les programmes d'ajustement structurel puis les accords de « libre »-échange (ALCA, TLC), perçus comme un approfondissement des politiques néolibérales et un moyen de contrôle géopolitique et social [Massal, 2005]. Le rejet affiché des politiques néolibérales par la plupart des mobilisations (qui, d'ailleurs, ne se cantonnaient pas au seul Equateur) ne signifiaient pas un isolationnisme économique mais défendaient l'idée d'une intégration cohérente basée sur d'autres finalités que celles prônées par les chantres du « libre »-échange [*ibid.*]. Le rejet prenait aussi appui sur les résultats pour le moins mitigés de l'ALENA sur la paysannerie mexicaine² [Fitting, 2011]. Cette expérience n'incitait guère à l'optimisme sur la pertinence de signer un tel accord avec la première puissance mondiale, *a fortiori* quand des

¹. Pour les deux grandes puissances de la région (Argentine, Brésil), il est probable que l'enjeu était d'ailleurs moins de changer les règles de l'échange international que de revendiquer une plus grande place dans le monde, en préservant leurs intérêts économiques et en diversifiant leurs débouchés extérieurs [Rouquié, 2011].

². En contrepoint, l'économiste David Barkin [cité par Kay, 2009: 627] observe qu'en dépit des problèmes rencontrés par la paysannerie mexicaine dans le jeu de la mondialisation néolibérale, la production de maïs blanc pour la fabrication des fameuses galettes (*tortillas*) est en hausse grâce à la canalisation d'une fraction des transferts d'argent vers cette filière (production, transformation artisanale, commercialisation en ville).

travaux de recherche affirmaient que le secteur agricole équatorien aurait été perdant, et ce quel que soit le scénario adopté [CEPAL, 2005]. Profitant avant tout à l'agro-exportation, cet accord —qui ne s'attachait pas aux seuls règlements commerciaux relatifs aux échanges de marchandises mais posait les bases juridiques autorisant les firmes internationales à se saisir du vivant, par le brevetage de la biodiversité et la privatisation des génomes, savoirs vivants et savoir-faire locaux dont recèle précisément l'Equateur [Breilh *et al.*, 2004]— aurait très probablement aggravé la situation déjà critique de la paysannerie équatorienne, notamment des petits producteurs de maïs doux de la *sierra* et ceux de riz du littoral pacifique [Maignan et Nicolalde, 2007 ; Bretón, 2006].

Annexe 17.2. Quelle place pour l'Equateur à l'échelle du sous-continent : CAN, UNASUR, CELAC, Brésil...

Outre le refus du Sénat états-unien (en janvier 2011) de prolonger les mesures ATPDEA¹, le carcan de la monnaie interdit tout recours à la dévaluation, au contraire de ses voisins (Colombie, Pérou). Sa position s'est encore fragilisée récemment avec l'entrée en vigueur des accords bilatéraux de « libre-échange² » signés par ses mêmes voisins avec les Etats-Unis d'Amérique, ce que l'Equateur a renoncé à faire. Que l'on approuve ou non cette décision, le pays vit aujourd'hui sous la menace bien réelle de la concurrence de produits états-uniens passés en contrebande [Acosta *et al.*, 2006b]. Pire : il pourrait subir de plein fouet la baisse des prix de certains produits alimentaires, du fait de son appartenance à un espace économique régional, la Communauté andine des Nations (CAN). En l'occurrence, ceci est déjà une réalité pour l'Equateur, contraint à négocier en urgence des mesures d'exception en menaçant de se retirer de la CAN (à l'instar du Venezuela en 2006) si elle n'obtenait pas gain de cause. Tel fut le cas en 2009 quand le pays décida de taxer à l'importation 1346 catégories de marchandises d'origine colombienne, du fait qu'il lui était impossible d'adopter des mesures de change (le dollar américain) pour pallier les effets de la dévaluation du peso colombien³. Bien que fermement désapprouvée par la CAN, le pays eut gain de cause... temporairement. En octobre 2011, l'Equateur menaçait de nouveau de se retirer de la CAN, au prétexte que l'entrée en vigueur des accords de « libre »-échange signés par la Colombie et le Pérou avec les USA aurait des conséquences sur l'économie nationale (entrée de produits états-uniens en Equateur non taxés). Au-delà de la situation inconfortable de l'Equateur, qui pourrait encore s'accroître si ses voisins venaient à ratifier des accords de « libre »-échange avec la Communauté européenne, se pose la question de l'avenir

¹. *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (cf. glossaire).

². La multiplication des accords bilatéraux à l'échelle du monde (dont ceux de partenariat transpacifique et transatlantique en cours de négociation), marque d'abord la volonté des Etats-Unis d'Amérique d'enterrer un système multilatéral dont ils ne tirent plus guère profit. De ce point de vue, l'OMC est clairement menacée d'obsolescence [Zaki, 2013].

³. En juin 2009, l'OMC approuvait les mesures prises par l'Etat équatorien, tant que sa balance commerciale ne se redresse pas : mesures temporaires prévoyant la hausse des droits de douane sur 627 produits importés [El Comercio, 2009a ; El Comercio, 2009b].

d'une Communauté andine des Nations, moribonde de longue date et tirée *a hue et a dia* par les stratégies désordonnées, et de plus en plus antagonistes, de ses membres.

Avec la création récente de l'UNASUR¹ et de la CELAC², le processus de recomposition de l'organisation du sous-continent pourrait d'ailleurs hâter le déclin de la CAN. Un sous-continent qui, de par ses faibles densités démographiques et ses potentialités écologiques élevées, pourrait se convertir à l'avenir en un grand exportateur agricole. L'Asie lui offrirait des débouchés car, structurellement déficitaire, la probabilité est grande qu'elle soit contrainte d'importer à l'avenir pour faire face à l'augmentation de sa population [Griffon, 2011]. Ceci étant dit, si la signature d'un TLC avec l'actuelle première puissance mondiale (Etats-Unis d'Amérique) n'est peut être pas la panacée pour l'Equateur, il n'est pas non plus certain qu'un grand marché commun au sous-continent, élaboré sur le principe de concurrence économique (à l'instar de la Communauté européenne régie par le traité de Lisbonne), soit de nature à profiter à son économie, tant sont abyssaux les écarts de productivité, notamment avec le Brésil, poids lourd économique —50 % du PIB régional— et géant agricole mondial aux potentialités gigantesques.

¹. Créée en 2008, l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR) réunit la CAN et le MERCOSUR. Elle porte un projet politique et économique, et plus seulement commercial.

². Créée en 2011, la CELAC (*Comunidad de Estados Latinamericanos y Caribeños*) regroupe 33 états, Canada et Etats-Unis d'Amérique exclus. Ses principes semblent, au moins dans les textes, à rebours de ceux de l'Union européenne (et de son traité de Lisbonne), c'est-à-dire qu'elle prévoit de promouvoir la solidarité, la complémentarité, la coopération, en liant performances économiques et justice sociale.

Annexe 18. Constitution de la République de l'Equateur de septembre 2008

Annexe 18.1. Préambule

NOUS, peuple souverain de l'Equateur

RECONNAISSANT nos racines millénaires, forgées par des femmes et des hommes de peuples distincts,
CELEBRANT la nature, la Pacha Mama, de laquelle nous sommes partie et qui est vitale pour notre existence,
INVOQUANT le nom de Dieu et reconnaissant nos diverses formes de religiosité et de spiritualité,
APPELANT au savoir de toutes les cultures qui nous enrichissent comme société,
COMME HERITIERS des luttes sociales de libération face à toutes les formes de domination et de colonialisme,
Et avec un profond engagement avec le présent et le futur,

Nous décidons de construire

Une nouvelle forme de convivialité citoyenne, en diversité et en harmonie avec la nature, pour atteindre le bien vivre, le sumak kawsay ;

Une société qui respecte, dans toutes ses dimensions, la dignité des personnes et des collectivités ;

Un pays démocratique, engagé dans l'intégration latinoaméricaine -rêve de Bolívar et d'Alfaro-, la paix et la solidarité avec tous les peuples de la terre ; et,

En exercice de notre souveraineté, dans la Ciudad Alfaro, Montecristi, province de Manabí, nous nous donnons la présente :

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE L'EQUATEUR

Annexe 18.2. Chapitre 2 : Droits du « bien-vivre ». Première section : Eau et alimentation

Art. 12. Le droit humain à l'eau est fondamental et irrécusable. L'eau constitue un patrimoine national stratégique d'usage public, inaliénable, imprescriptible, insaisissable et essentiel pour la vie.

Art. 13. Les personnes et collectivités ont droit à un accès sûr et permanent aux aliments sains, suffisants et nutritifs ; de préférence produits au niveau local et conformément à leurs diverses identités et traditions culturelles.

L'Etat équatorien promouvra la souveraineté alimentaire.